

Béatrice Perez (dir.)

LA REPUTACIÓN

QUÊTE INDIVIDUELLE ET ASPIRATION
COLLECTIVE DANS L'ESPAGNE DES HABSBOURG

*Hommage à la professeure
Araceli Guillaume-Alonso*





L'idée de cet ouvrage est née de la nécessité de comprendre le sens du concept espagnol de *reputación*. La définition originelle du terme demeure proche de celle de *réputation* dans la France d'Ancien Régime. Pourtant, la fréquence obsessionnelle avec laquelle il est utilisé sous les Habsbourg attire l'attention.

À l'échelle des hommes, comment se construit la réputation, de quels espoirs secrets est-elle le nom ? Dans la mise en scène de la monarchie catholique au regard de l'Europe, comment se négocie la

reputación du royaume, suivant le chemin sinueux de la paix et des réformes ? De quelle dangerosité se charge-t-elle dès lors que la politique *reputacionista* devient le nouveau programme de recouvrement symbolique de la gloire internationale, combinant à la fois l'universel et le localisme ? Sans cesse, la société castillane se joue de cette *reputación* pour promouvoir d'autres grilles de valeurs, d'autres usages sociaux : réputation de la qualité de noble ; réputation du sang ; *reputacionismo* et revendication expansionniste.

La réputation dévoile des usages sociaux qui rendent compte d'une façon propre de penser le monde, et de se penser dans le monde. Elle est ce principe vital sans lequel on ne comprend pas grand-chose aux dynamiques sociales et politiques de l'époque moderne. C'est la grande leçon tirée des travaux de la professeure Araceli Guillaume-Alonso à qui son équipe de recherches, ses collègues et amis, nombreux, ont souhaité rendre hommage.

Béatrice Perez, professeure d'histoire et civilisation de l'Espagne moderne à Sorbonne Université, dirige la composante Civilisation et histoire de l'Espagne classique (CHECLA) de l'équipe CLEA. Elle a reçu le prix de la recherche « Alberto Benveniste » pour son livre *Inquisition, Pouvoir, Société* (Paris, Champion, 2007) et a publié aux PUPS, en 2016, *Les Marchands de Séville. Une société inquiète (XV-XVII^e siècle)*.

Couverture : Pieter Coecke van Aelst (atelier), *Le Triomphe de la Renommée*, encre sur papier, diam. : 284 mm, entre 1512 et 1549, Amsterdam, Rijksmuseum © Rijksmuseum, Amsterdam / avec la collaboration de l'agence La Collection.

4^e de couverture : Mellaria, *VII Centenario de la muerte de Guzmán el Bueno (1309-2009)*, timbre postal, 2009, d'après M. Reiné Jiménez, *Guzmán el Bueno*, huile sur toile, 2m x 1m, 2011, Tarifa, Salon du Consistoire. © Mellaria (Asociación tarifena para la defensa del patrimonio cultural).



LA REPUTACIÓN

Les Marchands de Séville. Une société inquiète (XV^e-XVI^e siècles) (n° 27)
Béatrice Perez

Les Voies du silence dans l'Espagne des Habsbourg (n° 26)
Alexandra Merle & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

Le Monde hispanique. Histoire des fondations (n° 25)
Georges Martin, Araceli Guillaume-Alonso & Jean-Paul Duviols (dir.)

Les Couleurs dans l'Espagne du Siècle d'or. Écriture et symbolique (n° 24)
Yves Germain & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

La Pureté de sang en Espagne. Du lignage à la « race » (n° 23)
Raphaël Carrasco, Annie Molinié & Béatrice Perez (dir.)

Ambassadeurs, apprentis espions et maîtres colporteurs.
Les systèmes de renseignement en Espagne à l'époque moderne (n° 22)
Béatrice Perez (dir.)

Le Cérémonial de la cour d'Espagne au XVII^e siècle (n° 21)
traduction & édition critique de Hugo Coniez

Vivre et mourir sur les navires du Siècle d'or (n° 20)
Delphine Tempère

Des Marchands entre deux mondes. Pratiques et représentations
en Espagne et en Amérique (XV^e-XVIII^e siècles) (n° 19)
Béatrice Perez, Sonia V. Rose & Jean-Pierre Clément (dir.)

Les Jésuites en Espagne et en Amérique. Jeux et enjeux du pouvoir (XVI^e-XVII^e siècles) (n° 18)
Annie Molinié, Alexandra Merle & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

Miroir du Nouveau Monde. Images primitives de l'Amérique (n° 17)
Jean-Paul Duviols

Les Sépharades en littérature. Un parcours millénaire (n° 16)
Esther Benbassa (dir.)

L'Espagne et ses guerres. De la fin de la Reconquête
aux guerres d'Indépendance (n° 15)
Annie Molinié & Alexandra Merle (dir.)

Inquisition d'Espagne (n° 14)
Annie Molinié & Jean-Paul Duviols (dir.)

Charles Quint et la monarchie universelle (n° 13)
Annie Molinié & Jean-Paul Duviols (dir.)

Des Taureaux et des Hommes.
Tauromachie et société dans le monde ibérique et ibéro-américain (n° 12)
Annie Molinié, Jean-Paul Duviols & Araceli Guillaume-Alonso (dir.)

Philippe II et l'Espagne (n° 11)
Annie Molinié & Jean-Paul Duviols (dir.)

Les Voies des Lumières (n° 10)
Carlos Serrano, Jean-Paul Duviols & Annie Molinié (dir.)

Béatrice Perez (dir.)

La Reputación

Quête individuelle et aspiration
collective dans l'Espagne des Habsbourg

*Hommage à la professeure
Araceli Guillaume-Alonso*

SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES
Paris

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université
et du laboratoire CHECLA-CLEA

Sorbonne Université Presses est un service général
la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Sorbonne Université Presses, 2018, 2023
ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0593-3

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Mise en page ATELIER CHRISTIAN MILLET
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

INTRODUCTION

Béatrice Perez

Sorbonne Université, CLEA

« La libertad, es uno de los más preciosos dones
que a los hombres dieron los cielos; con ella no
pueden igualarse los tesoros que encierra la tierra ni
el mar encubre »

Miguel de Cervantes Saavedra, *Don Quichotte*, II, chap. LVIII

« Qui suit un autre, il ne suit rien. Il ne trouve rien,
voire il ne cherche rien »

Montaigne, *Les Essais*, I, 26

Le thème de ce livre fut d'abord celui d'une réunion scientifique qui a rassemblé des spécialistes français et espagnols autour de la notion de « réputation », que nous évoquions fréquemment toutes deux, Araceli Guillaume-Alonso et moi-même. La complexité à cerner la juste définition du vocable et ses implications, ses fluctuations au gré des siècles modernes, nous interpellaient. Le colloque – qui portait le même titre que ce livre – fut un moment de réflexion intense, dont Araceli Guillaume-Alonso aura été l'âme pensante autant que l'instigatrice. Le thème lui tenait à cœur, tant et si bien qu'elle en a rédigé l'argumentaire en espagnol. Son article ne figure pas dans le volume – c'eût été une gageure de l'inclure dans un livre hommage. Elle a fait mine de ne pas s'étonner que je ne le lui réclame guère, prétextant que le temps lui manquerait certainement pour le finir et qu'elle le publierait ailleurs. Elle y parlait de ces réputations parfois malmenées, « Individuo y linaje. La reputación de Villafranca y de Medina Sidonia en entredicho ». C'est lui rendre hommage que de citer son propre argumentaire, qui demeure sans nul doute la meilleure mise en perspective de ce volume :

¿Qué fue, qué representó la *reputación* para el hombre español de los siglos XVI y XVII? La idea de este coloquio nace tanto de la frecuencia de utilización del término en escritos de diversa índole –redundante, casi obsesivo en algunos autores– como de la dificultad para definirlo con precisión. Covarrubias lo

limita a «estimar». Es *reputado* el que goza de estima, considerando que puede utilizarse positiva o negativamente. El diccionario de *Autoridades*, más tardío, le presta mayor atención quizá influenciado por la importancia que este concepto adquirió en el siglo XVII. Efectivamente, el *reputacionismo* –término que ninguno de los dos recoge– remite indiscutiblemente a una circunstancia política de la monarquía española coincidente con los reinados de los denominados Austrias menores, alcanzando probablemente su punto álgido entre la tregua de 1609 y la caída de Olivares en 1643. No obstante, *Autoridades* propone una definición más abierta: «Estimación, fama, crédito, honor en que está alguno por su dignidad, prendas o acciones loables» y propone dos ejemplos: uno que atañe a lo colectivo, a la República, y el otro a lo individual con una connotación particular puesto que alude a la «reputación misma de Jesucristo». Nuestro proyecto propone abordar la *reputación* bajo el signo de esa dualidad: como búsqueda individual y como aspiración colectiva.

8 Sin embargo, no se nos oculta que, en el curso de dos siglos, el concepto seguramente evolucionó en su sentido y en su uso. ¿Pasó de lo individual a lo colectivo? ¿De una percepción humanista de valores individuales a una conciencia colectiva de declive y de anhelo del pasado? ¿O estuvo siempre articulado de manera dual? Los ejemplos propuestos por *Autoridades*, sacados tanto de Saavedra Fajardo como de Ambrosio de Morales, tenderían a ilustrar esta segunda hipótesis aunque de manera apresurada.

De hecho, aglutinadas en el término de *reputación*, afloran nociones diversas, una variedad de ideas que conjugan valores morales y opinión ajena: *la estimación, el crédito y la fama*, junto a *las prendas o acciones loables*, aderezadas de *honor y dignidad*, o sea pasando de lo social a lo moral y la inversa. ¿Comparte la *reputación* parte de su campo semántico con la *honra*, en lo relativo a la estimación, a la opinión, a la buena fama? ¿Qué queda en la *reputación* de lo que fuera la *fama* medieval a la que aspiraba el caballero, al mismo tiempo reconocimiento, memoria y gloria ultraterrena? ¿Reputación o reputaciones? Del individuo, de la sangre, de la familia, del linaje; reputación del noble, del militar, del poeta, del artista, del rey, de la monarquía... ¿Cómo se gana la reputación? ¿Cómo se pierde? ¿Cómo se recobra cuando se ha perdido?

En la escenificación de la monarquía frente a Europa, ¿cómo se negocia la *reputación*, siguiendo el camino sinuoso de la paz y de las reformas? ¿De qué peligrosidad se va cargando el término cuando la política reputacionista exalta un programa simbólico de recuperación de gloria militar internacional de la monarquía católica hecho de universalismo y de castellanismo? ¿Qué sistemas de valores, qué usos sociales?

Todas estas preguntas pretenden propiciar una reflexión que conjugue siempre la búsqueda individual y la ambición «nacional» y que nos permita determinar

la naturaleza y las evoluciones de la *reputación* a los largo de los dos siglos de referencia.

L'idée de cette réflexion est ainsi née de la nécessité de comprendre le sens profond du concept espagnol de *reputación*. La définition originelle du terme demeure assez proche de celle de *réputation* dans la France d'Ancien Régime. Pourtant, la fréquence obsessionnelle avec laquelle le terme est utilisé sous les Habsbourg attire l'attention. Devenu, au XVII^e siècle, la clé de voûte de la monarchie espagnole, ses vastes champs d'application l'ont rendu mouvant. De fait, rassemblées sous le terme commode de *reputación*, des nombreuses notions affleurent, qui ont fini de brouiller son sens. Les grilles d'analyse sont multiples, mêlant la quête individuelle et l'ambition « nationale », comme deux registres conjuguant la *reputación* à l'échelle de l'homme et au niveau international.

À l'échelle des hommes, comment se construit la réputation, comment se thésaurise le prestige, de quelle revendication, de quels espoirs secrets la *reputación* est-elle le nom ? Dans la mise en scène de la monarchie catholique au regard de l'Europe, comment se négocie la *reputación* du royaume, suivant le chemin sinueux de la paix et des réformes ? De quelle dangerosité se charge-t-elle dès lors que la politique *reputacionista* devient le nouveau programme de recouvrement symbolique de la gloire internationale, combinant tout à la fois l'universel et le localisme, le pluralisme et le « castellanisme » ? La société castillane se joue en permanence de cette *reputación* pour promouvoir d'autres grilles de valeurs, d'autres usages sociaux. Réputation de la qualité de noble ; réputation du sang ; *reputacionismo* et revendication expansionniste : dans tous les cas, la *reputación* se négocie âprement entre paix et prestige, entre *conservación y aumento*. Les thèmes sont vastes, abordant la renommée des hommes et la réputation du royaume, sans jamais être éloignés. De l'excellence d'un royaume à l'exaltation de ses nobles sujets, la *reputación* semble toujours être cette autre chose ineffable, ce supplément d'âme qu'il faut tâcher de rendre manifeste, palpable.

Les thèmes de réflexion et les chapitres se sont agencés, dès lors, presque naturellement, construisant une polyphonie autour d'un concept : depuis la définition du terme ; la difficile appréhension de la réputation du royaume – en tant qu'elle en est son idiosyncrasie – ; la réputation au regard de l'Europe, sur une scène qu'agitent sans relâche des enjeux de pouvoirs, de prépondérance et de puissance. Puis, la réputation se fait plus intime, plus endogène et profonde, définissant les hommes, parce qu'elle fait ou défait ce qu'ils sont ou cessent d'être quand elle se ternit. Construire la réputation, la perdre ou la rétablir, s'en jouer quand elle est perdue ou qu'elle vacille. C'est tout l'enjeu d'une société inquiète qui l'a érigée, parfois, en objet d'admiration, souvent, en objet de scandale :

C'est pourquoi, l'examen que présuppose une réputation, pour émaner d'on ne sait pas vraiment qui, si ce n'est de bouches diverses et imprécises, a pu faire dire au Pascal des *Pensées* que la réputation était fille de « la faculté imaginante », de « cette partie dominante dans l'homme, de cette maîtresse d'erreur et de fausseté », autant dire de cette *folle du logis* dont parlèrent aussi bien sainte Thérèse que Malebranche, « d'autant plus fourbe qu'elle ne l'est pas toujours » (d'où sa dangerosité)¹.

La réputation dévoile des usages sociaux, lesquels, à leur tour, rendent compte de cette façon si propre de penser le monde, et de se penser dans le monde. De la réputation entretenue par le jeu diplomatique au concept politique ou moral ; de la réputation du prince et de sa dynastie à la réputation du souverain par temps troublés ; des affaires gouvernementales de la réputation ; de la réputation des Grands, puis de celle des autres, hommes sans gloire, poètes, écrivains, téméraires – se jouant de la réputation d'autrui pour mieux asseoir la leur –, talentueux, au point parfois de se revendiquer tel un « moi » rival d'Héliodore : la réputation est ce principe vital sans lequel on ne comprend pas grand chose aux dynamiques sociales et politiques de l'époque moderne. Sans réputation, la vie n'avance que par cahots misérables, comme par un essieu brisé.

Le choix de la progression est fort simple, « de l'extérieur à l'intérieur, et de l'inférieur au supérieur (*Ab exterioribus ad interiora, ab inferioribus ad superiora*) », et le livre se décline en six parties :

I – Définition d'un concept

II – La réputation du royaume

III – Une réputation au regard de l'Europe

IV – Jeux et enjeux de la réputation : construire la *reputación*... ou la rétablir

V – Se jouer de la réputation

VI – *Reputación* et usages sociaux

La question qui affleure immédiatement est celle du choix de cette notion pour rendre hommage à Araceli Guillaume-Alonso. Pourquoi avoir pris le parti de rassembler les conférences d'un colloque par nous organisé (et dix autres textes de collègues et amis qui ont souhaité lui rendre hommage) pour lui témoigner la reconnaissance de l'équipe de recherches qu'elle a dirigée, CLEA / CHECLA ? Il me faut l'expliquer, au risque de donner à penser qu'une désinvolture opportune m'a guidée. Le thème lui a tellement plu qu'elle s'en est emparé avec cette appétence gourmande qu'elle a pour le défi intellectuel, et

1 Voir l'article de Maria Zerari, dans ce même volume, p. 385.

elle disait, la mine espiègle : « Ah ! Cette réputation ! Quel beau sujet pour un hommage... » Je l'ai prise au mot, tout simplement.

Ainsi, cet hommage n'est pas totalement – comme le veut la tradition – une affaire ourdie dans le secret pour un coup d'éclat définitif et ultime. Les choses ne se sont pas faites ordinairement, parce qu'Araceli Guillaume-Alonso sans aucun doute n'est pas ordinaire ; je ne ferai pas la présentation de son parcours académique de façon classique, parce que celui-ci n'est en rien classique. Il serait d'ailleurs déraisonnable de prétendre donner l'aperçu de sa vie universitaire en quelques pages liminaires, polies et convenues ; c'est pourtant le défi qui m'incombe. En vérité, sa vitalité nous englobe et nous porte, encore après sa retraite, parce que ce départ marque l'investissement dans la recherche et dans l'équipe de façon soutenue, c'est-à-dire libérée des contraintes. Elle demeure, telle qu'elle a toujours été, la sentinelle qui guide, qui impulse, encourage et donne envie. Nous avons accompli, au sein de l'équipe, un travail très important, sous sa houlette, pour replacer l'Espagne au cœur de l'Europe, dans la nouvelle dynamique de la recherche française, cherchant toujours à décloisonner les frontières et à dégager les horizons.

Je lui ai demandé un *curriculum vitae*, mais je ne ferai pas le récit ennuyeux d'un parcours de vie, car outre que je n'ai guère de goût pour l'exercice, celui-ci m'a toujours paru un peu sinistre. D'Araceli Guillaume-Alonso je retiendrai en signe d'hommage quelques traits, et non des moindres. Son engagement pour la place des femmes dans le monde universitaire. Ce « Madame la Professeure », elle y tient, défendant fermement le féminin. C'est peut-être mineur dans une publication scientifique – anecdotique, penseront certains à mauvais escient, bien que rien chez elle ne soit anecdotique ni futile – mais pour ceux et celles qui restent, il est heureux que nos aînées aient consolidé avec intelligence et finesse notre place dans le monde universitaire, sans singer les vertus masculines.

La profonde originalité des thèmes de recherches qui sont les siens, et désormais ceux de l'équipe, ont ouvert les horizons de l'Espagne moderne : de la Méditerranée à l'Atlantique ; de la *Santa Hermandad* aux madragues ; de la réputation aux exils ; des fêtes tauromachiques aux célébrations, puis à la part de la musique ; des élites aux marchands ; de l'ailleurs aux « rêves d'évasion ».

Il est également tout un pan de sa recherche que je ne veux pas oublier, une double carrière en quelque sorte, « sa double vie » comme elle aime à dire : l'immense production de sa recherche taurine et la réputation qu'elle a acquise dans un monde d'hommes – prestige dont elle n'a jamais fait étalage, là où l'enflure narcissique paraît, parfois, banale. Une trentaine d'articles et autant de conférences, de Saragosse à Séville, de Valence (Venezuela) à Tlaxcala (Mexico), qui ne sont pas répertoriés ci-dessous, mais que lisent assidûment le monde universitaire espagnol et les *aficionados*. J'en veux pour preuve ce *Pregón*

prononcé un dimanche de Pâques, dans le théâtre Lope de Vega de Séville, pour ouvrir rien moins que la plus prestigieuse des saisons tauromachiques, la *Feria de Sevilla*. Un *Pregón* unanimement salué, dans la ligne de Bartolomé Bennassar, Pedro Romero de Solís, Albert Boadella, Mario Vargas Llosa, Francis Wolff, des hommes, des grands, et Araceli Guillaume-Alonso, que je cite :

Quiero brindar esta faena de papel, este toro de palabras y conceptos a los más jóvenes, a los niños, a los adolescentes. Ser aficionado a los toros no es solo elegir una forma de ocio o una manera de pasar la tarde, ni un momento de relaciones sociales... es eso, claro, pero también es mucho más [...] ser aficionado a los toros –y eso también merece pregonarse– es afirmar un concepto de la vida, es buscar un sentido a las cosas, más allá del mero entretenimiento y de las apariencias [...].

Pregón taurino de Araceli Guillaume-Alonso, Sevilla, abril de 2017.

12

CURRICULUM VITÆ ARACELI GUILLAUME-ALONSO

I – QUELQUES ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES

Née María Araceli Alonso, épouse Guillaume, le 31 août 1947, à Baracaldo (Espagne).

Française, mariée, trois enfants (nés en 1971, 1973 et 1978).

Professeure émérite (classe exceptionnelle) de Sorbonne Université.

Spécialiste de civilisation et d'histoire de l'Espagne moderne.

Ancien membre de l'École des hautes études hispaniques (Casa de Velázquez, Madrid).

Chevalier de l'ordre national du Mérite.

Chevalier de l'ordre des Palmes académiques.

II – TITRES UNIVERSITAIRES

CAPES d'Espagnol (1981).

Maîtrise d'Espagnol (1981), soutenue devant l'université Paris III-Sorbonne Nouvelle, dirigée par le professeur Augustin Redondo, « Recherches sur les jeux tauromachiques et les fêtes taurines en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles » (mention Très bien).

Agrégation d'Espagnol (1983).

DEA d'Espagnol (1986).

Casa de Velázquez : membre de la Section scientifique de l'École des hautes études hispaniques de Madrid (1987-1990).

Doctorat Nouveau Régime (1991). Thèse soutenue devant l'université Paris III-Sorbonne Nouvelle, dirigée par le professeur Augustin Redondo, « Recherches sur la "Santa Hermandad" en Castille à l'Époque moderne. L'exemple de la "Santa Hermandad Vieja de Talavera de la Reina" » (mention Très honorable à l'unanimité).

HDR soutenue le 27 novembre 2010 devant l'université Paris Sorbonne-Paris IV, parrainée par Madame le Professeur Annie Molinié. Dossier présenté sous le titre « Pouvoir et autorité dans l'Espagne des Habsbourgs (xvi^e-xvii^e siècles) ».

III – EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

En entreprise

1968-1975 : AIRTOUR (Société française de tourisme aérien).

Dans l'enseignement (après la reprise des études de 1976 à 1981)

1981-1987 : Professeur certifié, puis agrégé d'espagnol dans l'enseignement secondaire, dans différents établissements et chargée de cours à l'université Paris III-Sorbonne Nouvelle.

1987-1990 : Membre de l'École des hautes études hispaniques (Casa de Velázquez, Madrid).

1991-1992 : ATER à l'université Paris III-Sorbonne Nouvelle.

1992-2011 : Maître de conférences à l'UFR d'Études ibériques et latino-américaines de l'université Paris-Sorbonne (Paris IV).

Sept. 2011 : Professeure des Universités, élue sur la chaire « Histoire et civilisation de l'Espagne classique (xvi^e et xvii^e siècles) », à l'UFR d'Études ibériques et latino-américaines de l'université Paris-Sorbonne (Paris IV).

2013 : Professeure titulaire de la prime d'encadrement scientifique.

2013 : Professeure des Universités, première classe.

2015 : Professeure des Universités, classe exceptionnelle.

Sept. 2016 : Professeure émérite de l'université Paris-Sorbonne.

IV – RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Membre de la Commission de spécialistes (suppléante ou titulaire), puis de nombreux Comités de sélection à partir de 1993.

Membre élu du Conseil d'UFR (2002-2006, 2008-2010 et de 2014 à 2016).

Membre du jury de l'Agrégation externe d'Espagnol (2005-2007).
Chargée de la coordination des enseignements pour non-spécialistes de 2009 à 2012 (plus d'un millier d'étudiants par an).
Membre élu du Conseil scientifique de l'Université, puis du CAC (Conseil académique, 2006-2008 et 2012-2016).
Professeure déléguée aux relations internationales (2012-2016).
Professeure déléguée auprès du Comité de référents relations internationales de Sorbonne Universités (2012-2016).

V – ACTIVITÉS EN COURS ACTUELLEMENT

14 Depuis 2009 : membre du Conseil Assesseur de la *Fondation Casa de Medina Sidonia* (Sanlúcar de Barrameda), institution dépositaire des biens et des Archives Générales des ducs de Medina Sidonia.
Depuis 2014 : membre du Conseil d'Administration de la Société du XVII^e siècle.
Depuis 2015 : directrice de la collection « Iberica » des SUP (Sorbonne Université Presses).
Depuis le 30 juin 2016 : Chargée de mission relations internationales (Mexique-Brésil) de Sorbonne Universités.

VI – RECHERCHE

1984-2004 : Membre du CRES (Centre de recherche sur l'Espagne des XVI^e et XVII^e siècles) dirigé par Augustin Redondo, puis par Pierre Civil (Université Paris III-Sorbonne Nouvelle).
1993-2011 : Membre de l'équipe *Mentalités et représentations dans le monde hispanique et hispano-américain (XVI^e-XVII^e siècles)*, intégrée en 2006 dans CLEA (Civilisations, littératures en Espagne et en Amérique du Moyen Âge aux Lumières), sous la direction d'Annie Molinié, et à présent de Mercedes Blanco ; de l'École Doctorale IV de l'université Paris-Sorbonne (*Civilisations, Cultures, Littératures et Sociétés, section Études romanes espagnoles*).
De juin 2011 à juin 2016 : responsable de CLEA / CHECLA (Civilisation et histoire de l'Espagne classique), composante de CLEA (EA 4083).
Membre de douze jurys de thèses et de trois jurys d'HDR entre septembre 2011 et mai 2017.
Directrice de cinq thèses, dont deux soutenues (en 2000, en Espagne – université de Deusto – et en 2017, devant l'université Paris-Sorbonne) et trois en cours ; tutrice d'une HDR arrivée à soutenance (le 1^{er} décembre 2014, devant l'université Paris-Sorbonne).
D'octobre 2014 à septembre 2016 : directrice adjointe de CLEA.

VII – DOMAINES DE RECHERCHE

L'Espagne moderne (xvi^e-xviii^e siècles).
Histoire politique, sociale, économique, culturelle.
Histoire de la tauromachie (sur la très longue durée).
La monarchie espagnole et les Espagnols en Europe.
Noblesse ; justice ; jésuites.
Les Madragues et le détroit de Gibraltar.
Les changements climatiques au xvi^e siècle : économie et société.
Histoire de l'alimentation.
La contagion et les mécanismes de propagation, extension (« *nudge* », « *nudging* ») des épidémies, maladies, comportements, idéologies, réputations (légende noire).

VIII – PUBLICATIONS

Livres (auteure)

La tauromaquia y su génesis / Naissance de la corrida. Rites, jeux et spectacles tauvins en Espagne (xvi^e et xvii^e siècles), préface de Bartolomé Bennassar, Bilbao, Ediciones Laga, 1994, 255 p. (éd. bilingue espagnol-français).

Una institución del Antiguo Régimen. La Santa Hermandad Vieja de Talavera de la Reina (siglos XVI y XVII), préface d'Augustin Redondo, Talavera de la Reina, Ayuntamiento, 1995, coll. « Padre Juan de Mariana », n° 6, Prix d'Histoire F. Jiménez de Gregorio 1994, 341 p.

Las almadrabas (1525-1650). Negocio y prestigio de los duques de Medina Sidonia, Madrid, Cátedra, à paraître en 2018.

Ouvrages collectifs (co-directrice)

Des Taureaux et des Hommes. Tauromachie et société dans le monde ibérique et ibéro-américain, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne (PUPS), coll. « Iberica », n° 12, 1999 [en collaboration avec Annie Molinié-Bertrand et Jean-Paul Duviols].

Les Jésuites en Espagne et en Amérique. Jeux et enjeux de pouvoir (xvi^e-xvii^e siècles), préface de Jean Lacouture, postface de Dominique Bertrand S.J., Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 18, 2007, 631 p. [en collaboration avec Annie Molinié et Alexandra Merle].

Le Monde hispanique. Histoire des fondations. Hommage au professeur Annie Molinié-Bertrand, Paris, PUPS, coll. « Iberica », 2012, 642 p. [en collaboration avec Georges Martin et Jean-Paul Duviols].

Les Couleurs dans l'Espagne du Siècle d'or. Écriture et symbolique, Paris, PUPS, coll. « Iberica », 2012, 394 p. [en collaboration avec Yves Germain].

Les Voies du silence dans l'Espagne des Habsbourg, Paris, PUPS, coll. « Iberica », 2013, 386 p. [en collaboration avec Alexandra Merle].

Le Travail du visible. Claude Esteban et les arts plastiques, Paris, Hermann, 2014, 322 p. [en collaboration avec Xavier Bruel, Paul-Henri Giraud, Christine Jouishomme].

Exils, Migrations et Diffusion des savoirs. Les Espagnols en Europe (XVI^e-XVII^e siècles), actes du colloque qui s'est tenu à la Fondation Casa de Medina Sidonia Sanlúcar de Barrameda en mars 2015, Paris, Éditions Hispaniques, à paraître en 2018 [en collaboration avec Bertrand Haan].

**Direction et co-direction de dossiers collectifs dans des revues électroniques
(avec comité de lecture)**

16

« Le roi et son double. Le valimiento en Espagne au XVII^e siècle », *XVII^e siècle*, n° 256, juil.-sept. 2012, n° 3, p. 387-498 (introduction d'Annie Molinié et 7 art.), actes de la journée d'étude qui s'est tenue en janvier 2011 à la Maison de la Recherche de l'Université Paris-Sorbonne, organisée par CLEA / CHECLA (EA 4083) et la Société d'étude du XVII^e siècle [en collaboration avec Alexandra Merle].

« Utopías, sueños y quimeras (España, siglos XVI y XVII) / Utopies, rêves et chimères (Espagne, XVI^e et XVII^e siècles) », *e-Spania*, revue interdisciplinaire d'études hispaniques médiévales et modernes, n° 21, juin 2015 (introduction et 13 art.), actes du colloque international du même nom, <https://e-spania.revues.org/24385?lang=es> [en collaboration avec Ricardo García Cárcel].

« Célébrer le pouvoir royal : la part de la musique (Espagne, XVI^e-XVII^e siècle) », *e-Spania*, n° 23, mars 2016 (6 art.), <https://e-spania.revues.org/25206> [en collaboration avec Luis López Morillo].

« La monarquía española en las encrucijadas europeas (siglos XVI-XVII). Territorios, identidades, conflictos / La monarchie espagnole aux carrefours de l'Europe (XVI^e-XVII^e siècles). Territoire, identités, conflits », *e-Spania*, n° 24, juin 2016 (introduction et 9 art.), actes du colloque international du même nom, <https://e-spania.revues.org/25478> [en collaboration avec Béatrice Perez].

« Influencias, confluencias: Sanlúcar de Barrameda, ciudad mundo en la edad moderna/ Influences, confluences : Sanlúcar de Barrameda, ville monde à l'époque moderne », *e-Spania*, n° 26, février 2017 (introduction et 5 art.), actes du colloque international du même nom, <https://e-spania.revues.org/26211> [en collaboration avec Béatrice Perez].

Articles

1 – « Le discours du bandit face au juge dans l'Espagne Moderne : analyse de quelques exemples », dans Augustin Redondo (dir.), *Le Discours des groupes dominés*, Paris, Publications de la Sorbonne-Nouvelle-Paris III, 1986, Cahiers de l'UFR d'Études ibériques et latino-américaines, V, p. 49-58.

2 – « Les relations de parenté dans les *comedias de bandoleros* au XVII^e siècle », dans Augustin Redondo (dir.), *Autour des parentés en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles. Histoire, Mythe et Littérature*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1987, Travaux du CRES, III, p. 193-212.

3 – « Autour des confréries de marginaux : les *almadrabas* au Siècle d'or », dans Augustin Redondo (dir.), *Les Parentés fictives en Espagne. XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, Travaux du CRES, IV, p. 135-143.

4 – « Un médiateur type à la fin du XVI^e siècle : le père León et sa vision de la délinquance », dans Augustin Redondo (dir.), *Les Médiations culturelles*, Paris, Publications de la Sorbonne-Nouvelle-Paris III, 1989, Cahiers de l'UFR d'Études ibériques et latino-américaines, VII, p. 25-37.

5 – « Justice royale et oligarchies urbaines en Castille à travers les pétitions des Cortes (1518-1538) », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Paris, Diffusion de Boccard, 1989, XXV, p. 103-120.

6 – « El toreo a pie en los siglos XVI y XVII o las premisas de la corrida moderna », *Taurología*, 1, Madrid, 1989.

7 – « Corps reclus et corps supplicié à travers les Archives de la *Santa Hermandad* », dans Augustin Redondo (dir.), *Le Corps dans la société espagnole des XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, Travaux du CRES, V, p. 173-184.

8 – « Centralismo político y diversiones públicas. De los festejos taurinos y su evolución en la edad moderna », dans Luis Badosa Conill (dir.), *Los toros fenómeno cultural, X Cursos de Verano-III Cursos Europeos*, San Sebastián, Euskal Herriko Unibertsitatea, 1991, p. 69-96.

9 – « Le brigand castillan du Siècle d'or vu à travers les Archives des *Santas Hermandades Viejas* : essai de typologie », dans Juan Antonio Martínez Comeche (dir.), *El bandolero y su Imagen en el Siglo de Oro*, Madrid/Paris, Universidad Autónoma/Casa de Velázquez/Publications de la Sorbonne, 1991, Travaux du CRES, VI, p. 11-19.

10 – « Du banditisme au bandit : quelques réflexions en guise de synthèse », synthèse final du colloque qui s'est tenu à la Casa de Velázquez de Madrid les 9, 10 et 11 octobre 1989, *El bandolero y su Imagen en el Siglo de Oro*, Madrid/Paris, Universidad Autónoma/Casa de Velázquez/Publications de la Sorbonne, 1991, Travaux du CRES, VI, p. 255-261.

11 – « Justice et métaphores corporelles dans les traités de pratique judiciaire », dans Augustin Redondo (dir.), *Le Corps comme métaphore dans l'Espagne des XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne/Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1992, Travaux du CRES, VII, p. 107-114.

12 – « Madragues et salines andalouses sous Philippe II : litige économique et enjeu de pouvoir », *Castilles*, Paris, Université Paris IV-Sorbonne, coll. « Iberica Nouvelle Série », 2, 1993, p. 169-181.

13 – « De la peur du *caudrillero* à la peur du *salteador*. La *Santa Hermandad* en Nouvelle Castille aux XVI^e et XVII^e siècles », dans Augustin Redondo et Marc Vitse (dir.), *L'Individu face à la société. Quelques aspects des peurs sociales dans l'Espagne du Siècle d'or*, Toulouse, PUM, 1994, p. 51-57.

14 – « Des rites et des jeux taurins à la corrida-spectacle. Analyse de quelques exemples », *Gradhiva. Revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie*, n° 16, 1994, p. 59-65.

15 – « Images de la femme gitane au Siècle d'or » dans Augustin Redondo (dir.), *Images de la femme en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne-Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1994, Travaux du CRES, IX, p. 319-330.

16 – « “Lettres à mon père”. Aspects des rapports homme-femme, à la fin du XVI^e siècle, à travers la correspondance de Victoria de Toledo », dans Augustin Redondo (dir.), *Relations entre hommes et femmes en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne-Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1995, Travaux du CRES, X, p. 79-94.

17 – « De los ritos taurinos y su evolución en los siglos XVI y XVII. Las Mondas de Talavera o “Fiesta de los Toros” », *Cuaderna. Revista de estudios humanísticos de Talavera y su antigua tierra*, Talavera de la Reina, n° 2, junio 1995, p. 118-128.

18 – « Enfer et damnation dans la pastorale jésuite au XVI^e siècle », dans Jean-Paul Duviols et Annie Molinié (dir.), *Enfers et Damnations dans le monde hispanique et hispano-américain*, Paris, PUF, 1996, coll. « Histoires », p. 247-262.

19 – « École et catéchèse en Andalousie occidentale, au XVI^e siècle, selon Juan d'Avila. Quelques exemples », dans Augustin Redondo (dir.), *La Formation de l'enfant en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne-Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1996, Travaux du CRES, XI, p. 237-252.

20 – « Les fêtes tauromachiques dans le Madrid crépusculaire de Charles II (1665-1700). Chronique d'une évolution imparable », dans Jean-Paul Duviols et Annie Molinié (dir.), *Fêtes et Divertissements*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 8, 1997, p. 73-89.

21 – Entrée « *Bandolero* » dans Joaquín Álvarez Barrientos et María José Rodríguez Sánchez de León (dir.), *Diccionario de Literatura Popular Española*, Salamanca, Ediciones Colegio de España, 1997.

- 22 – « Justice sommaire dans les campagnes de Castille. La *Santa Hermandad* », dans Jean-Paul Duviols et Annie Molinié (dir.), *La Violence en Espagne et en Amérique (XV^e-XIX^e siècles)*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 9, 1997, p. 111-118.
- 23 – « La politique judiciaire de Philippe II : une affaire de pouvoir », dans Jean-Paul Duviols et Annie Molinié (dir.), *Philippe II et l'Espagne*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 11, 1999, p. 97-107.
- 24 – « Des bibliothèques féminines en Espagne (XVI^e-XVII^e siècles) : quelques exemples », dans Dominique de Courcelles et Carmen Val Julian (dir.), *Des Femmes et des Livres. France et Espagne, XIV^e-XVII^e siècle*, Paris, École des Chartes, 1999, p. 61-74.
- 25 – « Contre la corrida. Essai de typologie des positions anti-taurines (XV^e-XVII^e siècles) », dans Jean-Paul Duviols, Araceli Guillaume-Alonso et Annie Molinié (dir.), *Des Taureaux et des Hommes. Tauromachie et société dans le monde ibérique et ibéro-américain*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 12, 1999, p. 13-22.
- 26 – « Les récits prophétiques et le problème du pouvoir sous Charles II d'Espagne », dans Augustin Redondo (dir.), *La Prophétie comme arme de guerre des pouvoirs (XV^e-XVII^e siècles)*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2000, p. 341-355.
- 27 – « Señorío y Monarquía. El ducado de Medina Sidonia y la política imperial », dans Francisco Sánchez-Montes González et Juan Luis Castellano (dir.), *Carlos V, europeísmo y universalidad*, Madrid, Sociedad estatal para la conmemoración de los centenarios de Felipe II y Carlos V, 2001, 5 t., t. IV, p. 347-364.
- 28 – « Historicité et dramaturgie dans *Carlos V en Francia* de Lope de Vega », dans Jean-Paul Duviols et Annie Molinié (dir.), *Charles Quint et la monarchie universelle*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 13, 2001, p. 127-144.
- 29 – « La séduction de la madrague : réalité sociale et technique littéraire dans le récit de Cervantès », dans Pierre Civil (dir.), *Écriture, pouvoir et société en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles. Hommage du CRES à Augustin Redondo*, Paris, Publications de la Sorbonne-Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2002, p. 425-432.
- 30 – « Alteridades americanas: indios e indianos en el teatro de Lope », dans Maria Grazia Profeti (dir.), *Lo sguardo sull'altro*, Florence, Università, Facoltà di Lettere, 2003, p. 227-250.
- 31 – « Tauromaquia para un rey: la fiesta de toros en la inauguración del Buen Retiro », dans Antonio García-Baquero et Pedro Romero de Solís (dir.), *Fiestas de toros y sociedad*, Séville, Universidad/Fundación Real Maestranza, 2003, p. 283-302.
- 32 – « Deux saintes au service de l'ultime guerre de Reconquête (La *Hermandad* et l'Inquisition) » [en collaboration avec Béatrice Pérez], dans Alexandra Merle et Annie Molinié (dir.), *L'Espagne et ses guerres*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 15, 2004, p. 125-150.

- 33 – « Les *relaciones de sucesos* en Espagne et leur apport à l'Histoire de la corrida (xvi^e-xvii^e siècles) », *Nîmes. Gazette de l'Union de Bibliophiles Taurins de France*, n° 44, juillet 2005, p. 5-16.
- 34 – « Les jésuites d'Olivares. Confession, absolution et exercice du pouvoir », dans Araceli Guillaume-Alonso, Alexandra Merle et Annie Molinié (dir.), *Les Jésuites en Espagne et en Amérique. Jeux et enjeux de pouvoir*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 18, 2007, p. 35-61.
- 35 – « L'Espagne de Philippe IV : Siècle d'or des lettres et des arts dans une société en crise », *Bulletin de l'Association des historiens modernistes des universités françaises (AHMUF)*, « Les sociétés anglaise, espagnole et française au xvii^e siècle », n° 30, 2007, p. 89-106.
- 36 – « Être et paraître : le matador Pedro Romero par Francisco de Goya », *Critique*, t. LXIII, n° 723-724, août-septembre 2007, « Éthique et Esthétique de la corrida », dir. Francis Wolff et Pedro Cordoba, p. 623-636.
- 37 – « Territorio y linaje. El espacio fundacional del estrecho de Gibraltar », dans François Delpéch (dir.), *L'Imaginaire du territoire en Espagne et au Portugal (xvi^e-xviii^e siècles)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2008, p. 79-101.
- 38 – « Corrida et histoire : la part du cheval », dans Annie Maillis et Francis Wolff (dir.), *D'un taureau à l'autre. La tauromachie dans tous ses états*, Vauvert, Au diable vauvert, 2008, p. 51-72.
- 39 – « Construir la memoria y exaltar el linaje. El paratexto al servicio de los Guzmanes », dans María Soledad Arredondo, Pierre Civil et Michel Moner (dir.), *Paratextos en la literatura española (siglos XV-XVIII)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2009, p. 293-303.
- 40 – « Las Fiestas de toros en los siglos XVI y XVII: primer espectáculo de masas de la modernidad », *Taurus. Del mito al ritual*, exposition 7 juin-5 septembre 2010, Bilbao, Museo de Bellas Artes de Bilbao, 2010, p. 107-117 [Catalogue].
- 41 – « El duque de Lerma y las Fiestas de Toros. De lo taurino a lo encomiástico », dans Juan Matas Caballero, José María Micó Juan et Jesús Ponce Cárdenas (dir.), *El duque de Lerma. Poder y literatura en el Siglo de Oro*, Madrid, CEEH (Centro de Estudios Europa Hispánica), 2011, p. 295-316.
- 42 – « Entre Nápoles y España: la encrucijada personal de Victoria de Toledo y Colonna (1577-1619) », dans Pierre Civil, Antonio Gargano, Matteo Palumbo et Encarnación Sánchez García (dir.), *Fra Italia e Spagna. Napoli crocevia di culture durante il vicereame España/Nápoles, encrucijada de culturas durante el virreinato*, Naples, Liguor Editore, 2011, p. 211-224.
- 43 – « *Sangre guzmaná*. De l'invention d'un lignage », dans Raphaël Carrasco, Annie Molinié et Béatrice Perez (dir.), *La Pureté de sang en Espagne. Du lignage à la « race »*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 23, 2011, p. 81-94.
- 44 – « Le rouge décliné : sens et effets de sens dans *Mars* de Velázquez », dans Yves Germain et Araceli Guillaume-Alonso (dir.), *Les Couleurs dans l'Espagne*

du *Siècle d'or. Écriture et symbolique*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 24, 2012, p. 331-350.

45 – « *Les Exercices spirituels*. Écriture fondatrice, écriture risquée », dans Jean-Paul Duviols, Araceli Guillaume-Alonso et Georges Martin (dir.), *Le Monde hispanique. Histoire des Fondations. Hommage au professeur Annie Molinié*, Paris, PUPS, coll. « Iberica », n° 25, 2012, p. 313-323.

46 – « Le *valido* entre le roi et la haute noblesse : Lerma et Olivarès, deux hommes, deux styles », *XVII^e siècle*, n° 256, juil.-sept. 2012, « Le roi et son double. Le *valido* en Espagne au XVII^e siècle », dir. Araceli Guillaume-Alonso et Alexandra Merle, p. 459-471.

47 – « Las máscaras del héroe. Escribir los orígenes del linaje Guzmán en el siglo XVI », dans Teres Rodríguez et Florence Raynié (dir.), *Dire, taire, masquer les origines dans la péninsule Ibérique, du Moyen Âge au Siècle d'or*, préface de Mónica Güell, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-Le Mirail, coll. « Méridiennes », 2013, p. 151-160.

48 – « El teatro en el entorno de los duques de Medina Sidonia: de Sanlúcar de Barrameda al Buen Retiro », dans José María Díez Borque, María Soledad Arredondo Sirodey, Ana Martínez Pereira et Gerardo San Emeterio (dir.), *Teatro español de los siglos de oro. Dramaturgos, textos, escenarios, fiestas*, Madrid, Visor Libros, 2013, p. 155-170.

49 – « De Guzmán El Bueno al general Moscardó: el hijo sacrificado por la patria », dans Paloma Bravo et Alexandra Palau (dir.), *Figures emblématiques de l'imaginaire politique espagnol*, Paris, Université de Bourgogne/INDIGO, 2013, p. 33-50.

50 – « De la mélancolie. Velázquez et Goya sous le regard de Claude Esteban », dans Xavier Bruel, Paul-Henri Giraud, Araceli Guillaume-Alonso et Christine Jouishomme (dir.), *Le Travail du visible. Claude Esteban et les arts plastiques*, prologue de Bernard Noël, Paris, Hermann, 2014, p. 153-167.

51 – « El nombre de Guzmán: patronímico y linaje », dans Michèle Guillemont et Juan Diego Vila (dir.), *Para leer el Guzmán de Alfarache y otros textos de Mateo Alemán*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires/Eudeba, 2015, p. 19-33.

52 – « El caballero, el toro, el príncipe. La historia taurina con otra mirada », dans Fátima Halcón Álvarez Ossorio et Pedro Romero de Solís (dir.), *Tauromaquia. Historia, Arte, Literatura y Medios de Comunicación en Europa y América*, Sevilla, Real Maestranza de Caballería/Fundación de Estudios Taurinos/Universidad de Sevilla, 2017, p. 21-37.

53 – « Sanlúcar de Barrameda y la proyección atlántica del ducado de Medina Sidonia en la Edad Moderna », dans Juan José Iglesias Rodríguez, José Jaime García Bernal et José Manuel Díaz Blanco (dir.), *Andalucía en el mundo atlántico moderno. Ciudades y redes*, Madrid, Silex, 2018, p. 37-54.

PREMIÈRE PARTIE

Définition d'un concept

LE SUCCÈS DIPLOMATIQUE COMME GARANT DE LA RÉPUTATION ESPAGNOLE

Lucien Bély

Sorbonne Université, Centre Roland Mousnier

L'Espagne du XVII^e siècle souffre d'une image sévère et noire et l'Inquisition y contribue fortement¹. Sa puissance même semble entamée et les *arbitristas* ont contribué à développer l'idée d'une monarchie en crise, sans doute avant qu'elle ne le soit véritablement². Le temps de Philippe III aurait développé le sentiment d'un déclin, comme l'a montré John H. Elliott. Deux politiques peuvent y remédier et elles sont tentées l'une comme l'autre, l'une avec l'autre : d'un côté, la réforme des institutions, d'un autre côté, la politique de prestige, par la défense, voire l'expansion de l'empire espagnol. Le comte-duc d'Olivarès incarne cette double ambition³. John H. Elliott appelle de ses vœux une réflexion sur la réputation parce qu'elle revenait souvent dans les discussions du Conseil d'État. Face à un Richelieu universellement admiré, John H. Elliott lui-même a voulu restaurer l'image du ministre de Philippe IV, soulignant que les deux ministres ont souhaité mettre fin aux désordres qui accablaient l'État, renforcer l'autorité de leur monarque respectif et rendre les sociétés dans lesquelles ils vivaient plus obéissantes, plus brillantes dans la paix et plus efficaces dans la guerre⁴.

La réputation de la monarchie espagnole a trois dimensions. Il s'agit d'abord de conserver la cohérence des différents éléments qui composent cette monarchie composite, de l'Amérique à l'Asie. Il s'agit ensuite d'assurer l'intégrité de cet ensemble face aux appétits des autres puissances, face aux Provinces-Unies et à la France surtout. La Castille d'abord et la monarchie espagnole enfin ont consacré beaucoup d'efforts pour maintenir la primauté du roi d'Espagne parmi

- 1 Sur l'image du gouvernement espagnol à travers la figure du *valido*, voir Araceli Guillaume-Alonso, « Le *valido* entre le roi et la haute noblesse Lerma et Olivarès, deux hommes, deux styles », *XVII^e siècle*, n° 3, 2012, p. 459-471.
- 2 Bartolomé Bennassar, *Un Siècle d'or espagnol : vers 1525-vers 1648*, Paris, Robert Laffont, 1982.
- 3 Je m'inscris dans le sillage de John H. Elliott qui a réfléchi à cette idée : « A question of Reputation? Spanish Foreign Policy in the Seventeenth Century », *Journal of Modern History*, vol. 55, 1983, p. 475-483.
- 4 John H. Elliott, *Richelieu and Olivares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, trad. Françoise Hearn-Faure, *Richelieu et Olivares*, Paris, PUF, 1991.

les souverains européens : une préséance symbolique toujours contesté par le roi Très Chrétien⁵, mais aussi une prédominance, une supériorité par la puissance, par la crainte suscitée en Europe et dans le monde.

Philippe IV et son ministre parviennent, en s'appuyant sur l'infante Isabelle Claire Eugénie, à découvrir la conspiration de la noblesse dans les Pays-Bas⁶. Malgré les défaites et les conspirations, la monarchie espagnole conserve les Pays-Bas du Sud. La guerre lancée par la France en 1635 permet pourtant la prise de villes importantes, avant tout Arras et une partie de l'Artois, ou Thionville dans le duché de Luxembourg, ainsi que Perpignan dans le Roussillon. Néanmoins, les Pays-Bas ne sont pas envahis par la coalition franco-hollandaise.

En revanche, l'Espagne ne prévient pas en 1640 la sécession de la Catalogne qui se donne à Louis XIII et il faut de grands combats pour reprendre Barcelone beaucoup plus tard, en 1652. De même, le Portugal reprend son indépendance au terme d'une longue guerre. Richelieu disparaît en 1642 et Olivariès quitte le pouvoir. Ils ont conduit la guerre. Il faut désormais faire la paix.

26

Si la situation militaire fait l'objet d'analyses et de jugements détaillés, il me semble que le champ diplomatique est plus négligé. Les diplomates espagnols savent transformer les revers militaires en succès politiques, réels ou apparents. On peut y voir le souhait de conserver une réputation, ce qui renvoie à l'opinion publique nationale et internationale. Il faut sauver la face aux yeux des peuples, des populations qui suivent le conflit et le financent. Il faut défendre l'honneur du pays face à ses ennemis pour qu'ils continuent à craindre la monarchie espagnole. Ce souci de la réputation et de l'honneur est compris et souligné par la diplomatie française. La réputation devient une donnée à prendre en compte dans les négociations.

« UN PEU DE RÉPUTATION DANS LE VULGAIRE »

Dans l'hiver 1645, alors que les négociations ont commencé en Westphalie, Mazarin pense l'Espagne à bout de souffle, incapable de continuer la guerre et

5 Sur la question de la préséance, voir Lucien Bély, *Louis XIV. Le plus grand roi du monde*, Paris, Gisserot, 2005.

6 *Id.*, « Les Pays-Bas au carrefour des tensions internationales : le témoignage des envoyés français au temps de l'infante Isabelle », *Revue du nord*, numéro spécial « Fidélité politique et rayonnement international des Pays-Bas méridionaux (circa 1600-circa 1630) », dir. Philippe Guignet, Claude Bruneel, René Vermeir et Jean-Marie Duvosquel, 2008, p. 657-670 ; *id.*, « Le royaume de France et les Pays-Bas à l'époque moderne », dans Claude de Moreau de Gerbehaye, Sébastien Dubois et Jean-Marie Yante (dir.), *Gouvernance et Administration dans les Provinces Belges (xvi^e-xviii^e siècles)*. *Ouvrage publié en hommage au professeur Claude Bruneel*, Bruxelles, Archives et Bibliothèque de Belgique, 2013, p. 623-647.

il commet un faux-pas diplomatique que l'historien Paul Sonnino a bien étudié⁷. Mazarin présente ses idées dans un mémorandum en douze points du 20 janvier 1646, envoyé aux plénipotentiaires à Münster⁸. Il envisage d'échanger avec l'Espagne les territoires acquis par la France, avant tout la Catalogne, qu'il espère sauver, et même le Roussillon, contre les Pays-Bas espagnols, éventuellement « en faveur d'un mariage ». C'est celui de Louis XIV et l'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe IV, née la même année que le roi de France en 1638. Lyrique, il rêve ainsi d'une métamorphose du royaume dont la capitale ne serait plus jamais menacée :

Premièrement, l'acquisition des Pays-Bas forme à la ville de Paris un boulevard inexpugnable, et ce serait alors véritablement que l'on pourrait l'appeler le cœur de la France, et qu'il serait placé dans l'endroit le plus sûr du royaume. L'on en aurait étendu les frontières jusqu'à la Hollande et du côté de l'Allemagne qui est celui d'où on peut aussi beaucoup craindre, jusqu'au Rhin par la rétention de la Lorraine et de l'Alsace et par la possession du Luxembourg et du comté de Bourgogne [la Franche-Comté espagnole]⁹.

Nul en France n'oserait plus trouver à redire devant « tout le sang répandu et les trésors consommés » lorsqu'on verrait reconstitué l'ancien royaume d'Austrasie. Les Français mécontents ou factieux ne trouveraient plus à Bruxelles un refuge sûr pour continuer leurs cabales¹⁰. Mazarin veut redessiner une Europe nouvelle, il se fourvoie.

Mazarin craint néanmoins que l'empereur et sa femme ne veuillent le mariage de leur fils Ferdinand avec l'infante et il signale même « l'envie qu'ils ont de donner leur fille au roi », c'est-à-dire à Louis XIV. Le cardinal indique que

7 Paul Sonnino, « Prelude to the Fronde. The French Delegation at the Peace of Westphalia », dans Heinz Duchhardt (dir.), *Der Westfälische Friede. Diplomatie, politische Zäsur, kulturelles Umfeld, Rezeptionsgeschichte*, München, R. Oldenbourg, 1998, voir en particulier p. 217-252. Voir aussi Paul Sonnino, *Mazarin's Quest: The Congress of Westphalia and the Coming of the Fronde*, Harvard, Harvard University Press, Cambridge/Massachusetts, 2008.

8 Kriemhild Goronzy, Elke Jarnut, Rita Bohlen et Franz Bosbach (dir.), *Acta Pacis Westphalicae*, II/B, *Die französischen Korrespondenzen*, 3/1, 1645-1646, Münster, Rheinisch-westfälische Akademie der Wissenschaften, 1999, Mémorandum de Mazarin pour Longueville, d'Avaux et Servien, 20 janvier 1646, p. 266-273.

9 *Ibid.*, p. 267.

10 La France se rendrait redoutable à ses voisins, en particulier aux Anglais « qui sont naturellement jaloux de sa grandeur ». Ce serait aussi un moyen de rendre les États généraux des Provinces-Unies plus « traitables » et de favoriser chez eux le catholicisme et les catholiques. Plus jamais le royaume n'aurait à craindre la Maison d'Autriche qui peut intervenir depuis les Flandres, comme depuis l'Allemagne, et unir ainsi ses forces, « ces deux pays étant contigus ». Cet échange serait « la vraie sûreté pour la durée de la paix », car l'empereur n'oserait plus s'attaquer à la France et à ses alliés. Les peuples des Flandres connaîtraient le repos, « leur pays étant le théâtre de la guerre depuis si longtemps ». Enfin, l'acquisition des Pays-Bas favoriserait le commerce, déjà avec Dunkerque, le port « le plus beau et le plus commode qui soit dans la mer Océane ».

l'Espagne pourrait, à l'occasion du mariage entre le roi de France et l'infante, céder les Pays-Bas et la Bourgogne (la Franche-Comté), « constituant pour dot la plus grande partie de ce qu'ils nous céderaient ». Il ajoute : « Ma raison est que tout l'avantage qu'ils tireraient à présent de cette alliance [du mariage] serait de satisfaire à une certaine apparence et vanité de ne nous laisser qu'à titre de dot les conquêtes que nous avons faites. » En réalité, il constate :

Mais comme cela ne serait capable que de sauver un peu de réputation dans le vulgaire, il se trouverait que nous aurions tout le solide, l'infante étant mariée à Sa Majesté, nous pourrions aspirer à la succession des royaumes de l'Espagne, quelque renonciation qu'on lui en fit faire, et ce ne serait pas une attente fort éloignée, puisqu'il n'y a que la vie du prince, son frère, qui l'en peut exclure¹¹.

28

Dans l'esprit du cardinal, l'Espagne, très affaiblie sur le plan militaire, ne peut que céder les conquêtes faites par la France et même tous les Pays-Bas si lourds à défendre et elle peut dissimuler cette cession en les présentant comme la dot de l'infante¹². Aux yeux du premier ministre, cela n'aurait en fait pas d'importance : cela ne concernerait que la réputation de la monarchie espagnole, sa volonté de « sauver un peu de réputation dans le vulgaire », la France acquérant dans l'affaire des droits à la succession d'Espagne. Le cardinal sous-estime les capacités de réaction de Madrid et l'habileté de ses diplomates.

L'HABILETÉ DU DÉSESPOIR ?

Mazarin voudrait que la proposition de l'échange vienne des Espagnols eux-mêmes, trop heureux de se débarrasser des Pays-Bas. Il s'empresse de transmettre l'idée au prince d'Orange, Frédéric-Henri. Peñaranda, le plénipotentiaire espagnol, s'efforce de son côté de négocier avec les négociateurs hollandais. Mais comme la cour d'Espagne veut alors la paix à tout prix, les diplomates espagnols proposent à Anne d'Autriche de servir de médiatrice, « de faire ouverture des moyens par lesquels elle croit que la paix peut être établie entre la France et l'Espagne [...] »¹³. Ils passent par les médiateurs officiels pour transmettre cette proposition : Anne doit procurer « l'avantage du roi son fils » mais aura aussi « l'égard convenable à la maison dont elle est sortie ». On revient

¹¹ *Ibid.*, p. 273.

¹² Lucien Bély, « Le mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse : un symbole de paix », dans Josette Pontet (dir.), *Autour du mariage de Louis XIV. Cinq siècles de relations franco-espagnoles*, Bayonne, Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, 2011, p. 63-80.

¹³ Kriemhild Goronzy, Elke Jarnut, Rita Bohlen et Franz Bosbach (dir.), *Acta Pacis Westphalicae*, II/B, *Die französischen Korrespondenzen*, 3/1, 1645-1646, éd. cit., les plénipotentiaires français à Anne d'Autriche, p. 466-470, 24 février 1646.

sur la formule en italien : « *con la convenientia della casa donde è ussita* »¹⁴. La reine de France devrait ainsi associer sa double personnalité comme fille et sœur du roi Catholique, et comme veuve et mère du Très Chrétien. Comme toujours, il s'agit d'éviter l'invasion du Turc¹⁵.

Le plénipotentiaire Servien met en garde de « ne tomber pas dans les pièges qui sont tendus sous une déférence apparente »¹⁶. Il demande de ne pas diffuser la nouvelle :

Surtout il est nécessaire de s'abstenir soigneusement de tout ce qui pourrait faire croire dans le public qu'on en veut tirer quelque vanité au mépris et désavantage de ceux qui l'ont faite. Il importe même de ne laisser pas divulguer cette ouverture par les gazettes de peur que le vulgaire qui ne considère jamais que l'écorce des affaires ne s' imagine qu'on a mis par ce moyen la paix en nos mains, et qu'il dépend purement de ceux qui gouvernement de la conclure¹⁷.

Servien voit dans la formule si précisément analysée une voie de sortie pour les Espagnols afin de ne pas suivre l'avis de la reine. Il devine surtout que cette noble proposition de Madrid peut en fait enflammer la colère des populations françaises, affamées de paix, ce « public », ce « vulgaire » dont il faut aussi se méfier.

Or l'Espagne résiste en 1646 et Lérida ne tombe pas. La proposition française d'échange peut être utilisée comme une arme. Paul Sonnino y voit l'une des grandes erreurs de Mazarin. Les Catalans savent désormais que la France ne les soutient guère. Surtout, les Hollandais s'aperçoivent que leur allié de toujours peut devenir leur voisin, et qu'au lieu du roi d'Espagne bien lointain, ce voisin sera un roi de France proche et encombrant. Cela accélère la négociation entre Espagne et Provinces-Unies.

14 *Ibid.*, p. 467. Sur la figure d'Anne d'Autriche, voir Claude Dulong, *Anne d'Autriche, mère de Louis XIV*, Paris, Hachette, 1980 ; Chantal Grell (dir.), *Anne d'Autriche, Infante d'Espagne et reine de France*, Paris, Madrid, CEEH/Perrin, 2009 ; Oliver Mallick, *Spiritus intus agit. Die Patronagepolitik der Anna von Österreich. Untersuchungen zur Inszenierungsstrategie, Hofhaltungspraxis und Freundschaftsrhetorik einer Königin (1643-1666)*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2016 ; Ruth Kleinman, *Anne d'Autriche*, Paris, Fayard, 1993.

15 Géraud Poumarède, *Pour en finir avec la Croisade. Mythes et réalités de la lutte contre les Turcs aux xvi^e et xvii^e siècles*, Paris, PUF, 2004.

16 Kriemhild Goronzy, Elke Jarnut, Rita Bohlen et Franz Bosbach (dir.), *Acta Pacis Westphalicae*, 11/B, *Die französischen Korrespondenzen*, 3/1, 1645-1646, éd. cit., Servien à Mazarin, 25 février 1646, p. 479.

17 *Ibid.*, p. 480.

LE PIÈGE DU MARIAGE

La diplomatie espagnole utilise aussi l'idée du mariage comme un piège. En effet, en 1646 toujours, Balthazar-Carlos, le fils de Philippe IV d'Espagne, meurt. Marie-Thérèse est désormais la seule héritière de la Couronne, qu'elle apporterait à la maison de France si elle épousait Louis XIV. L'Espagne peut-elle songer à une telle union ?

Pourtant, lors d'une rencontre entre Antoine Brun et Abel Servien¹⁸, en décembre 1646, le premier évoque le mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse (qui ont huit ans) :

30

Il dit ensuite que nous voulions tout arracher par force et qu'on pouvait chercher des voies plus douces pour trouver notre compte ; que des mariages faisaient les choses avec plus de facilité et mettaient l'honneur à couvert ; qu'ils avaient maintenant un assez bon parti pour le roi et qu'il désirait extrêmement d'être un instrument propre pour ménager cette affaire, dont en son âme il souhaitait l'accomplissement avec très grande passion¹⁹.

Ainsi le diplomate comtois utilise les méthodes traditionnelles de la maison d'Autriche : l'union matrimoniale comme solution diplomatique et comme lien politique, nonobstant le danger que cela peut faire courir. La monarchie espagnole s'est constituée selon cette méthode : elle peut se sauver par elle. De façon étonnante, un mariage peut « mettre l'honneur à couvert », donc sauver l'honneur.

Servien répond en rappelant que « les deux maisons de France et d'Autriche étant sans contredit les deux premières de l'Europe », elles ne peuvent chercher de plus grandes alliances qu'entre elles. Si Louis XIV ne peut trouver de plus grand parti que Marie-Thérèse, cette dernière se trouve dans la même situation d'autant que le jeune roi a « la vertu et la beauté d'un ange ». Ces affaires lui paraissent très délicates et il vaut mieux n'en pas parler « que d'en parler sans charge ». Cela produit plus de froideur que d'amitié. Pour la suite de la conversation, Servien raconte :

¹⁸ Sur ce négociateur : Lucien Bély, « Abel Servien et l'Europe de son temps », *Akados. Revue de la Conférence nationale des Académies des sciences, lettres et arts*, n° 28, 2009, numéro spécial, « Politique et culture : les Dauphinois hors de leurs frontières », p. 65-79. Sur la vie de Servien, voir Hélène Duccini, *Guerre et Paix dans la France du Grand Siècle. Abel Servien : diplomate et serviteur de l'État (1593-1659)*, Seyssel, Champ Vallon, 2012.

¹⁹ Kriemhild Goronzy, Elke Jarnut, Rita Bohlen et Franz Bosbach (dir.), *Acta Pacis Westphalicae*, II/B, *Die französischen Korrespondenzen*, 5/1, 1646-1647, éd. cit., Mémoire de Servien pour Lionne, 11 décembre 1646, p. 108-130, ici. p. 123.

Je lui fis comprendre que Pegnerande et lui avaient fait grand préjudice à leurs affaires d'avoir travaillé jusqu'ici plutôt à désunir les Hollandais d'avec nous qu'à avancer le traité conjointement et sincèrement avec les uns et les autres [...] ²⁰.

La France tente encore de retarder l'accord final. Le 8 janvier 1647, un accord préliminaire est signé entre l'Espagne et les Hollandais. Servien se rend à La Haye pour convaincre les États-Généraux de désavouer leurs négociateurs. Il les met en garde contre les risques de donner leur confiance à un mauvais payeur et rappelle que la France n'a pas écouté les propositions de paix particulière, ayant l'attitude des femmes vertueuses qui s'offensent des discours de cajolerie qu'on veut leur faire. Toute cette rhétorique se révèle inutile. Le même Servien constate le changement de la Hollande :

La province de Hollande n'est pas seulement changée jusqu'à avoir beaucoup plus de jalousie de nous que des Espagnols ; elle passe déjà jusqu'à la haine contre notre nation, et à l'amour pour l'espagnole ²¹.

L'idée secrète du mariage a fait son chemin. Abel Servien, plénipotentiaire français à Münster, nie tout engagement à ce sujet, contrairement à ce qu'affirme Brun :

C'est une très grande imposture que celle de Brun d'avoir dit que je lui ai parlé du mariage de l'infante, dont j'avais cru pendant quelque temps d'avoir rejeté trop incivilement la proposition qu'il m'en fit, ne croyant pas que, sans sortir de l'honnêteté, on puisse donner l'exclusion à une affaire plus nettement que je fis en celle-là.

Il montre sous quelle forme il aborde cette question délicate :

Il est vrai qu'il fut parlé des chiens de chasse, sur ce que je dis, en riant, que nos maîtres étaient déjà assez proches parents et que les chasseurs observaient, pour avoir des chiens vigoureux, de mêler des races différentes ²².

Servien révèle bien le poids de telles négociations confidentielles :

Je connus bien d'abord qu'il [Brun] pouvait avoir mauvais dessein, mais il me parut aussi qu'il voudrait se faire de fête et être employé dans les affaires de confiance qui pussent avancer sa fortune ²³.

²⁰ *Ibid.*, p. 125.

²¹ *Ibid.*, Servien à Lionne, 21 janvier 1647, p. 388-389.

²² *Ibid.*, p. 390.

²³ *Ibid.*, p. 391.

La perspective d'un mariage pouvait sans doute mobiliser contre la France les Espagnols peu désireux de tomber un jour sous l'autorité d'un prince français.

LE SUCCÈS ESPAGNOL

Le 30 janvier 1648, la paix est signée, et bientôt ratifiée, le 15 mai : une peinture de Gerard Ter Borch montre les diplomates espagnols en habits brodés jurant la paix, touchant l'Évangile, tandis que, répugnant à ce geste un peu païen des catholiques, les graves diplomates hollandais, en habit noir, lèvent simplement la main. L'Espagne rêve de se trouver seule face à la France. Mieux, elle se rapproche de la puissance hollandaise.

32

Mazarin a rompu, par imprudence, le lien entre la France et les Provinces-Unies, mais il brise aussi l'union politique qu'il a su créer en France. Le duc de Longueville et le comte d'Avaux ont la sensation que Mazarin a laissé échapper la paix avec l'Espagne, un moment à portée de main. Une partie de l'opinion publique en France est persuadée que Mazarin refuse la paix pour se maintenir au pouvoir et continuer à s'enrichir grâce à la guerre. Longueville quitte Münster et d'Avaux est rappelé : tous deux expriment leur sentiment et accablent le premier ministre. Pour eux, et pour beaucoup d'autres Français, ce dernier a voulu rompre la négociation avec l'Espagne pour continuer la guerre. Paul Sonnino voit dans le faux-pas de Mazarin le « prélude » de la Fronde, nombre de Français ne faisant plus confiance au gouvernement. Une des premières mazarinades s'interroge sur les résolutions que le cardinal a prises pour rendre la guerre « interminable » et un proche de d'Avaux a écrit ce texte. Le duc de Longueville rejoint, l'un des premiers, la cause des frondeurs.

Le piège politique de l'Espagne a bien fonctionné : Mazarin n'a pu empêcher ni la paix séparée entre l'Espagne et les Provinces-Unies, ni la Fronde. À y regarder de plus près, le gouvernement espagnol, après avoir conclu avec les Hollandais, ne semble plus disposé à terminer la négociation. Si l'Espagne a connu de grandes difficultés militaires, elle réussit à se dégager de cette situation avec bonheur par la voie politique et grâce à l'habileté de ses diplomates, au premier rang desquels le comte de Peñaranda.

La Fronde compromet en effet la position militaire de la France, obligée d'abandonner Barcelone et Casale du Montferrat. Le passage du prince de Condé au service de l'Espagne constitue ensuite un atout essentiel pour la monarchie espagnole. Les succès de Condé à Valenciennes ou à Cambrai permettent de comprendre le prix que le roi d'Espagne donne à la valeur du prince qui résiste pied à pied aux offensives françaises et remporte encore de beaux succès. La Cour de Madrid redoute donc que le prince ne soit tenté de se réconcilier avec le roi de France.

Aucune victoire n'est assez décisive pour forcer l'un des belligérants à la paix. Pourtant, celle-ci semble à portée de main en 1656²⁴. Mazarin décide de négocier avec Cromwell qui dirige l'Angleterre d'une main de fer depuis la révolution ayant mis fin à la monarchie. En même temps, il veut négocier aussi avec Madrid et y envoie Hugues de Lionne, son secrétaire. Celui-ci, malgré un déguisement, est reconnu en chemin, et ne peut dissimuler ces discussions avec Luis de Haro, le premier ministre espagnol, pendant l'été 1656. Lionne demande l'Artois et le Roussillon pour la France. Sur bien des points, le ministre espagnol cède, mais la discussion achoppe sur le sort de Condé, auquel la France accorde la restitution de ses biens, et non celle de ses gouvernements et de ses places fortes. Luis de Haro met en avant le « point d'honneur », avant la « conservation des États », « parce que, sans l'honneur, tout État finit par se perdre ».

La négociation, jusqu'à la paix, tourne donc autour de Condé, traître à son roi, mais bon serviteur du roi Catholique. Cela révèle les représentations et les enjeux de l'action politique au cœur de la société des princes. L'honneur du roi et sa « réputation » ne peuvent être divisés, diminués, érodés ; en revanche, ses domaines peuvent l'être sans engager à jamais l'avenir.

LA DÉCISION DE PHILIPPE IV

En Espagne, la situation dynastique a changé lorsque Philippe IV a épousé en 1648 sa propre nièce, Marie-Anne d'Autriche. Ils ont une fille, Marguerite-Thérèse, en 1651, puis un fils, Philippe-Prosper, en 1657, qui, dans l'ordre de la succession et selon les règles espagnoles, précède sa demi-sœur et sa sœur, et un autre fils naît en 1658. Le mariage français de Marie-Thérèse et de Louis XIV s'avère donc de nouveau possible. La victoire des Dunes en 1658 contraint l'Espagne à la paix.

Mazarin prépare avec ostentation le mariage de Louis XIV avec une princesse savoyarde. La Cour de France gagne Lyon en novembre 1658, pour que Louis XIV rencontre sa tante, la duchesse de Savoie, accompagnée de sa fille Marguerite. Philippe IV envoie alors, pour proposer la main de l'infante Marie-Thérèse, Antonio Pimentel qui rejoint la Cour de France à Lyon et a des audiences très secrètes du cardinal et du roi. Philippe IV s'affirme bien comme le véritable instigateur de la paix : il prend cette décision, car il veut une paix rapide. Selon l'historien Daniel Séré, il n'y aurait pas une « comédie de Lyon », comme on l'a longtemps écrit, mais un « coup de théâtre de Madrid ». Le traité

²⁴ Daniel Séré, *La Paix des Pyrénées. Vingt-quatre ans de négociations entre la France et l'Espagne (1635-1659)*, Paris, Honoré Champion, 2007.

préliminaire de Paris, signé par Pimentel le 4 juin 1659, constitue une base solide pour la paix²⁵, mais tout n'est pas réglé.

LES SAGES LENTEURS DE LUIS DE HARO

Mazarin gagne l'île des Faisans, sur la Bidassoa, frontière entre les deux royaumes, près de Saint-Jean-de-Luz, et négocie avec Luis de Haro à partir du 13 août.

Il faut aménager une bâtisse sur l'île des Faisans. Les travaux traînent et Mazarin s'exaspère lors d'une visite de Pimentel :

Je n'ai pas eu grande peine à convenir de toutes ces bagatelles, et je lui dis que la réputation de Dom Louis et la mienne ne recevraient aucune atteinte quand les tapisseries de l'un ne seraient pas si riches que celles de l'autre : car on savait bien que nous avions des maîtres qui nous avaient donné assez de moyens d'en avoir de belles²⁶.

34

La discussion est très âpre car, si Philippe IV a voulu accélérer le processus, son premier ministre ne veut pas céder trop vite. Pour la diplomatie espagnole, le voyage du Premier ministre à la frontière, suivi de celui de la Cour vers Bordeaux apparaît comme un signe d'empressement, une volonté d'en finir qui se heurte à la méthode de la diplomatie espagnole. Or, la vie diplomatique est souvent faite d'attente, synonyme d'ennui²⁷. La cour étant condamnée à s'installer dans le sud du royaume, cette attente devient un signe de faiblesse, le roi de France semblant inactif et passif²⁸. La correspondance de Mazarin, pleine de plaintes, répond à l'impatience de la Cour qui vient pour l'événement crucial, le mariage de Louis XIV²⁹.

Le grand nombre de conférences entre les deux ministres trahit le risque de voir la paix échouer. Les Espagnols semblent considérer que Mazarin a besoin de cette paix. Lui-même, dans ses lettres, dénonce chez don Louis une volonté de tirer en longueur les discussions « le plus qu'il lui est possible ». Mazarin met en cause le caractère des Espagnols et les incertitudes de Luis de Haro, qui subirait les assauts des agents de Condé – surtout Lenet, qui devient comme l'interlocuteur secret du cardinal dans l'ombre. Mazarin insiste sur la responsabilité historique qu'ont

25 Daniel Séré a presque révélé ce traité et montré aussi à quel point il est ensuite comme oublié (*ibid.*).

26 Claude Dulong, *Le Mariage du Roi-Soleil*, Paris, Albin Michel, 1986, p. 89-80.

27 Je me permets de renvoyer à Lucien Bély, *Espions et Ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, p. 462-480.

28 Hubert Delpont, *Parade pour une Infante. Le périple nuptial de Louis XIV à travers la France (1659-1660)*, s.l., Éd. d'Albret, 2007.

29 Claude Dulong, *Le Mariage du Roi-Soleil*, *op. cit.*

les deux premiers ministres, « responsables », selon lui, « à toute la chrétienté des moments qu'elle tardait à jouir des effets de la paix »³⁰. Il se montre aussi sensible au regard que toute l'Europe porte sur eux.

Luis de Haro joue sur toutes les résistances et toutes les réticences de la monarchie espagnole, et les lettres de Mazarin laissent deviner ces luttes de dernière minute contre les engagements pris à Paris³¹. Les délais apportés par Luis de Haro ont aussi une vertu pédagogique vis-à-vis de la Cour d'Espagne et des Espagnols, peu favorables à la paix, pour empêcher une nouvelle rupture. Condé peut jouer en maître de ces espoirs de retourner la situation et bien des seigneurs espagnols ne demandent qu'à le croire.

Mazarin en vient à définir sa propre responsabilité face aux Français, face à une opinion publique qui attend la pacification³². Le cardinal serait ainsi la dupe du Premier ministre espagnol et son échec deviendrait ainsi patent :

[...] je lui dis en termes exprès que sa lenteur et les nouveaux délais qu'il apportait toujours à mettre la dernière main à cette négociation ne permettaient pas que les moins habiles ne jugeassent qu'il le faisait à dessein, se proposant de tirer quelque grand avantage de cette longueur qui lui donnât lieu de s'en promettre encore de plus grands dans la continuation de la guerre, et qu'ainsi presque tous les bons Français zélés pour le service du roi et pour le bien de leur patrie commençaient déjà à murmurer contre moi de n'avoir pas découvert cet artifice

30 *Ibid.*, p. 39. Lettre de Mazarin à Le Tellier, 5 août 1659 ; M. A. Chéruel (éd.), *Lettres du cardinal Mazarin*, Paris, Imprimerie nationale, 1872.

31 Sur Mazarin, voir Joseph Bergin, « Cardinal Mazarin and his benefices », *French History*, 1987, I, p. 2-26 ; Pierre Blet, « Richelieu et les débuts de Mazarin », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. VI, 1959, p. 241 sq. ; Richard Bonney, *Political Change in France under Richelieu and Mazarin, 1624-1661*, Oxford, Oxford, University Press, 1978 ; Pierre Adolphe Chéruel, *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, Paris, Hachette, 1879-1880 ; *id.*, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, Paris, Hachette, 1882 ; Daniel Dessert, « Pouvoir et finance au xvii^e siècle. La fortune du cardinal Mazarin », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. XXIII, 1976, p. 161-181 ; Georges Dethan, *Mazarin et ses amis. Étude sur la jeunesse du cardinal*, Paris, Berger-Levrault, 1968 ; *id.*, *Mazarin. Un homme de paix à l'âge baroque, 1602-1661*, Paris, Imprimerie nationale, 1981 ; Claude Dulong, *La Fortune de Mazarin*, Paris, Perrin, 1990 ; *id.*, *Mazarin*, Paris, Perrin, 1999 ; *id.*, *Mazarin et l'Argent. Banquiers et prête-noms*, Paris, École nationale des Chartes, 2002 ; Pierre Goubert, *Mazarin*, Paris, Fayard, 1990 ; Madeleine Laurain-Portemer, *Études mazarines*, Paris, De Boccard, t. I, 1981 ; *id.*, *Études mazarines*, t. II, *Une tête à gouverner quatre empires*, Paris, Édition Jacques Laget, 1997 ; Patrick Michel, *Mazarin, prince des collectionneurs. Les collections et l'ameublement du cardinal Mazarin, 1602-1661 : histoire et analyse*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1999 ; Geoffrey Treasure, *Mazarin. The Crisis of Absolutism in France*, London/New York, Routledge, 1995. On pourra consulter aussi Madeleine Laurain-Portemer, Julien Cain et Roger-Armand Weigert, *Mazarin. Homme d'État et collectionneur (1602-1661)*, Exposition de la Bibliothèque nationale, Paris, Bibliothèque nationale, 1961 ; Isabelle de Conihout et Patrick Michel (dir.), *Mazarin. Les lettres et les arts*, Paris, Monelle Hayot, 2006. Voir aussi Simone Bertière, *Mazarin. Le maître du jeu*, Paris, De Fallois, 2007.

32 Sur ce thème difficile, voir le *Bulletin de l'Association des historiens modernistes des universités françaises (AHMUF)*, « L'Opinion publique en Europe », n° 34, 2011, et Lucien Bély, « Peut-on parler d'une opinion publique internationale à l'époque moderne », dans *ibid.*, p. 161-181.

et poussé par conséquent Son Excellence de conclure sans plus de remise ou pris le parti de me retirer³³.

Mazarin aurait trouvé un ministre plus machiavélien que lui et l'opinion publique lui reprocherait de ne pas avoir su déjouer ses artifices.

Le rétablissement de Condé crée de nouvelles difficultés puisque toutes ses anciennes charges ont été distribuées à d'autres et qu'il faut donc faire accepter à ceux-ci d'en être privés³⁴.

LES RÉSISTANCES

Pendant la négociation, le poids des oppositions au mariage s'avère lourd en Espagne :

36

[...] il me jura sur son honneur que, quelque chose qu'on pût dire en France du mariage, il y a eu des personnes dans le conseil du roi son maître qui avaient opiné de céder plutôt six places davantage à la France, et de ne donner pas l'Infante pour avoir ainsi la paix et se mettre à couvert de tous les funestes accidents qui pourraient arriver à l'Espagne, s'il survenait un malheur aux deux petits princes sur la vie desquels étaient fondées toutes les espérances des sujets du roi catholique³⁵.

La discussion permet d'aborder la situation familiale de la maison d'Espagne, mais toujours avec prudence, car la diplomatie considère toujours ces questions personnelles comme infiniment sensibles et délicates. Le mariage est possible parce que Marie-Thérèse a alors deux demi-frères, mais l'avenir de la lignée demeure bien fragile : le plus jeune des princes meurt déjà en 1659.

De plus, la mauvaise santé du seul fils alors survivant de Philippe IV retentit dans le cercle des négociateurs et la fragilité de la maison d'Espagne apparaît bien dans les entretiens entre Mazarin et Luis de Haro :

Don Louis la commença [la vingt-troisième conférence] par me dire qu'il venait de recevoir avis, par un courrier dépêché de Madrid, que, sans avoir encore essuyé les larmes de la mort du petit infant, une fièvre était survenue au prince qui avait fort alarmé cette cour-là, mais que, Dieu merci, il se portait bien ; cette fièvre étant provenue de ce qu'il lui perçait deux dents, ajoutant que je n'aurais

33 Lettre de Mazarin à Le Tellier, de Saint-Jean-de-Luz, 10 septembre 1659, dans *Lettres du cardinal Mazarin*, Seconde partie, éd. cit., p. 106.

34 Daniel Séré, « Les difficultés d'exécution d'un traité : le cas du Traité des Pyrénées », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 3, 2000, p. 209-228.

35 Lettre de Mazarin à Le Tellier, de Saint-Jean-de-Luz, 5 septembre 1659, dans *Lettres du cardinal Mazarin*, Seconde partie, éd. cit., p. 95.

pas grande peine à penser qu'un roi et des sujets tremblent quand ils ne voient qu'un successeur âgé seulement de deux ans³⁶.

Pendant ces négociations, le voyage de Marie-Thérèse reste possible avant l'hiver. En réalité, un nouveau délai s'impose.

LE TEMPS DE L'ENTREVUE

L'entrevue entre les deux rois devient la nouvelle préoccupation au cours de ce voyage de la Cour. En apparence, les sentiments personnels, d'abord le désir d'Anne d'Autriche de revoir son frère, semblent s'imposer. Sans doute, derrière cette requête, la cour de France pense embarrasser le roi d'Espagne. Elle se piège elle-même, puisque Philippe IV accepte cette idée, soucieux d'imiter ce que son père a fait pour sa sœur :

Je tâchai, après le discours que je lui fis, de pénétrer, si le roi d'Espagne était dans le dessein de s'avancer jusqu'à la frontière, lui faisant connaître que la Reine aurait une joie sensible de le voir et de l'embrasser, comme elle l'avait déjà témoigné plusieurs fois à M. Pimentel à Paris ; à quoi il me répondit que si la Reine le souhaitait, le roi son maître ferait volontiers le voyage, n'ayant pas moins de tendresse pour elle qu'elle en avait pour lui et ayant même demandé, si j'en pouvais assurer Sa Majesté, il m'a dit qu'oui. Mais quoiqu'il m'en ait parlé dans ces termes, les avis que j'ai et qui m'ont été confirmés par les personnes les plus considérables qui sont auprès de Dom Louis, portent qu'encore que le roi d'Espagne ne paraisse pas effectivement malade, il a néanmoins dans les bras une espèce de paralysie qui ne lui permet pas de s'exposer à la fatigue d'un si long voyage d'où il ne pourrait être de retour que dans l'hiver, et qu'ainsi il n'y a point d'apparence qu'il le fasse, quoi que dise Dom Louis³⁷.

Ce voyage de la cour d'Espagne repousse le mariage lui-même de plusieurs mois. Le traité des Pyrénées est néanmoins signé le 7 novembre 1759³⁸.

Pour attendre l'entrevue avec son futur beau-père, Louis XIV se rend dans le sud-est de la France et cela permet aussi le pardon royal, condition de la paix : à Aix-en-Provence, le 17 janvier 1660, Louis XIV accueille le prince de Condé. Le duc de Gramont va faire pour Louis XIV la demande de l'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe IV qui se met en route vers la frontière.

³⁶ Lettre de Mazarin à Le Tellier, de Saint-Jean-de-Luz, 6 novembre 1659, dans *ibid.*, p. 384.

³⁷ Lettre de Mazarin à Le Tellier, de Saint-Jean-de-Luz, 19 août 1659, dans *ibid.*, p. 71.

³⁸ Lucien Bély, Bertrand Haan et Stéphane Jettot (dir.), *La Paix des Pyrénées (1659) ou le triomphe de la raison politique*, Paris, Classiques Garnier, 2015.

La négociation continue à propos de la frontière méridionale. Les commissaires, chargés de déclarer « quels sont les Monts Pyrénées », ne parviennent pas à un accord. Comme la France détient Rosas et Cadaquès, Mazarin peut poursuivre ses demandes et les deux ministres s'affrontent de nouveau le 10 mai 1660, mais, finalement, le cardinal cède et n'obtient en Cerdagne, selon Luis de Haro, que « quelques villages ouverts et en ruine » et dont les commissaires espagnols pensent « qu'ils ne sont rien et ne comptent pour rien ». En tout, trente-trois villages. Le gouvernement espagnol a une dernière satisfaction puisqu'il retient Llivia, considérée comme ville et non comme village, qui devient une enclave dans le territoire français. Le traité des Pyrénées fixe bien la frontière méridionale aux Pyrénées sur toute leur longueur, même si, dans le détail, les discussions continuent jusqu'au XIX^e siècle. Òscar Jané Checa a montré que la nouvelle limite demeure longtemps fragile, que l'idée de frontière naturelle doit beaucoup à Pierre de Marca et que l'intégration du Roussillon dans le royaume se fait lentement. Si l'image d'un massif montagneux comme frontière entre deux pays paraît simple, elle doit aussi se construire dans le temps³⁹.

La réputation s'impose comme une exigence de l'action politique dans sa dimension diplomatique. Les diplomates jouent leur propre réputation en sauvant l'honneur de leur pays. Leur succès efface dans la conscience collective les blessures causées par les déconvenues militaires. Cette réputation se construit à travers les déclarations publiques, les cérémonies, les guerres de plume⁴⁰. Elle nourrit aussi la réflexion dans la sphère étroite et très secrète de la diplomatie. Elle constitue un *soft power* dans les relations internationales⁴¹, une forme douce de la puissance, une des « voies plus douces », préconisées par Antoine Brun.

39 Òscar Jané Checa, *Catalunya i França al segle XVII. Identitats, contraidentitats i ideologies a l'època moderna (1640-1700)*, Barcelone, Afers, 2006.

40 Héloïse Hermant, *Guerres de plumes. Publicité et cultures politiques dans l'Espagne du XVII^e siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

41 Sur le concept de *soft power* : Joseph Nye, *Bound to Lead. The Changing Nature of American Power*, New York, Basic books, 1990 ; *id.*, *Soft Power. The Means to Success in World Politics*, New York, Public affairs, 2004. Voir aussi Lucien Bély, « Un *soft power* des Temps modernes », *L'ENA hors les murs*, avril 2016, n° 459, Dossier « *Soft Powers* », p. 10-12.

«REPUTACIÓN» COMO CONCEPTO CORRESPONDIENTE A UN MODELO DE ORGANIZACIÓN POLÍTICA

José Martínez Millán

Instituto Universitario La Corte en Europa,
Universidad Autónoma de Madrid

El término «reputación» viene definido en los diferentes diccionarios y «tesoros» de la lengua castellana, publicados durante los siglos XVII y XVIII, como: «Estimación, fama, crédito, honor en que está alguno por su dignidad, prendas o acciones loables». Dicho significado, aplicado con fin político, se utilizó a partir de la segunda mitad del reinado de Felipe II y dejó de tener utilidad a partir de la segunda mitad del siglo XVII; es decir, durante el período en que la Monarquía hispana dejó de justificarse como una entidad política construida de acuerdo a las estructuras de *Monarchia Universalis* (siglo XVI) hasta asumir la idea de una organización política nueva denominada «Monarquía Católica» (siglo XVII).

El hecho de que el término «reputación» comenzase a utilizarse con insistencia en relación con la situación bélica, cada vez más floja, del dominio español en los Países Bajos ha llevado a confusiones. En un texto escrito ya en el reinado de Felipe III, se decía:

Los males que solían ser extrínsecos en el setentrion a donde de tiempo de la guerra, España solía dar leyes a sus enemigos, agora con la paz y treguas se han hecho intrínsecas en España y Indias, que la experiencia enseña quanto más costosas los 9 de treguas que los 42 de guerra.

Pues es notorio que el Reyno que se deja reducir a guerra defensiva, es como un cuerpo con enfermedad incurable que por algún tiempo se puede conservar con remedios remiendos, pero consúmese sin remedio poco a poco sin poder durar. Y fundados en el pensamiento estas razones, quando España se hallaba en mayor vigor de poder y reputación, y quando los rebeldes no podían sustentar ocho navíos ni tenían diez plazas a donde defenderse que fue el año 70 y 74, no quiso admitir las paces y perdón general que el duque de Alba y Comendador mayor ofrecieron. Y así les ha valido la experiencia, mostrado por los grandes exércitos y armadas que han sustentado después acá, en 42 años, que en la guerra. Y quando se asentó tregua con ellos, se hallaron con 84 navíos de guerra, que solo servían

para tener encerrados los súbditos obedientes de Flandes por mar y guardar sus comercios.

De estos dos yerros nacieron las guerras con Inglaterra, Francia y otros que fuere el daño que se ha visto, pues de las unas y otras ocasiones consumió a España gente y dinero hasta obligar a la Corona a asentar las treguas que en los años que han durado, han valido más a los rebeldes, aumentando sus potencias por mar y tierra, *reputación* y hacienda, que no todo lo que ganaron en 40 años que duró la guerra, aunque también en ella siempre fueron enriqueciendo y aumentando por el medio de los comercios¹.

Esta referencia a la pérdida de poder militar se repetía con reiteración durante las primeras décadas del reinado de Felipe IV, cuando se vinculó de manera clara con la idea de decadencia de la Monarquía hispana ante otras Monarquías europeas²:

40

La reputación del gobierno desta Monarchia se halla en tanta quiebra que llega a ser desestimado y reprehendido no solo de las naciones opuestas, sino miserablemente de los mismos vasallos. Y siendo el daño universal y notorio la disposición de las cosas supremas está tan embarazada por la traza y disinius [sic] con que han procedido los poderosos que, conociendo de todos el peligro, se ve casi imposibilitado el remedio porque el continuado ocio provincial de España ha extinguido la razón de la buena educación entorpeciendo los hombres por desacostumbrados al manexo de las casas grandes, de que ha resultado un olvido de la fineza y manera para tratarlos, infidelidad que por mucho tiempo es invencible.

El significado de reputación se relacionó con la idea de «decadencia» de la Monarquía hispana junto a otros términos casi sinónimos (declinación, enfermedad, desfallecimiento, etc.), durante el reinado de Felipe IV (1621-1665). Para el profesor John H. Elliott resulta fácil de encontrar la importancia que Olivares y el Consejo de Estado le dieron a este término en sus discusiones al referirse a política exterior. Olivares no dudaba en la importancia de la reputación como un instrumento de su política³. Una expresión similar era utilizada por Richelieu en su *Testament Politique*⁴. Durante el siglo XVII, dice el gran historiador inglés, la reputación fue utilizada como un elemento en

1 BNE (Biblioteca Nacional de España), ms. 2350, fol. 258. Sucesos del año 1619.

2 «Papel dado al Rey Phelipe quarto, año 1621, sobre lo que se debe hacer antes de entablar estilo nuevo en el gobierno presente y las causas de la destrucción desta Monarchia. Diose a su Magestad habiendo seis días que reinara» (BNE, ms. 2352, fol. 411^o).

3 John H. Elliott, «A Question of Reputation? Spanish Foreign Policy in the Seventeenth Century», *The Journal of Modern History*, 55/3, 1983, p. 475-483.

4 *Testament Politique du cardinal de Rochelieu*, édition critique publiée avec une introduction et des notes par Louis André et une préface de Léon Noel, Paris, Robert Laffont, 1947, p. 373.

la política exterior para crear una impresión de poder y también como una formulación de la política a seguir⁵.

No obstante, dicho término también se aplicó referido a la fama o estima de las personas concretas y de sus actuaciones; es decir, con su honor. Así, en 1625, el marqués de Aitona opinaba que no le parecía que fuera de ningún inconveniente que don Gerónimo Pimentel fuese capitán general y la competencia de jurisdicciones en este caso no importaba nada, y «que a la larga habría los inconvenientes que dice el Consejo de Aragón y que en lo que teme que no le seguían los catalanes, no habrá ninguno que no les siga, porque no seguir le será decir que no quieren servir a V. Mgd en una ocasión que tan mal les estaría no acudir a ella, y el obispo no perderá reputación como no la perderá don Gerónimo Pimentel en dexar la caballería y servir allí, y el Consejo de Aragón no repara en la reputación de tres virreyes pareciéndole que se podría nombrar vicario general y repara en la de un virrey y el poner allí vicario general le parece al Marqués que no es ninguna conveniencia, antes podría causar muchísimos embarazos y el haber esta novedad podría ser (aunque no lo sabe) que se encontrase con los fueros de Aragón y pues no es necesario nombrar vicario general, le parece muy acertado apartarse de estos inconvenientes»⁶.

Por su parte, en el Consejo de Estado opinaba acerca de la pérdida de la flota de Nueva España en febrero de 1632, que estaba al mando de don Juan de Benavides:

V. Md mandó decir al Consejo que la reputación que perdieron sus armas con el suceso de la flota que venía a cargo de don Juan de Benavides, ha sido tan grande y de tanta nota para esta nación que solo la demostración que en ello se hiciese podía ser parte de satisfacción que la dilación ha sido y es tan grande en la resolución que hoy no solo se padece el descrédito de la pérdida, sino de la retardada administración de la justicia que aunque por seis órdenes ha encargado⁷.

Estos ejemplos sirven para demostrar que el término reputación formó parte del lenguaje político del siglo XVII, tema sobre el que «[...] todavía no se ha hecho un intento sistemático de examinar el vocabulario o los usos retóricos de

5 John H. Elliott, *El conde-duque de Olivares y la herencia de Felipe II*, Valladolid, Instituto Simancas, 1977, p. 65 y p. 98.

6 AGS (Archivo General de Simancas), E (Estado), leg. 2645.

7 El duque de Medina de las Torres: «[...]Junta habiéndolo notado así muchos, que después que se enviara formó el fiscal y la parte de don Juan de Benavides no nos hemos juntado ni nos han llamado para esta Junta que yo no hallaba razón para que se pudiese haber suspendido tanto sino el juzgar que había orden de su Mgd para ello, pues no se puede creer que había ninguna persona del mundo de tomar sobre sí por ningún fin particular una causa en que una parte está empeñada la *reputación* de las armas de su Mgd, la opinión de la buena administración de su justicia y el ejemplo público y por la otra si está» (AGS, E, leg. 2561, s.n.).

la élite gobernante en la España de los Austrias con el objeto de reconstruir su cultura política»⁸, lo que ocasiona abundantes confusiones.

42

En efecto, los manuales de Historia de España identifican frecuentemente la entidad política, que (durante los siglos XVI al XVIII) fue conocida en Europa como «Monarquía hispana» con el calificativo de «Monarquía Católica»; es decir, por un término confesional. No obstante, un análisis detenido demuestra que el término *Monarquía Católica* solamente aparece reflejado en los escritos del siglo XVII. Con este término, los comentaristas políticos y los escritores religiosos hacían referencia a una poderosa entidad política, que se hallaba unida intrínsecamente al Imperio (la otra rama de la Dinastía), y que desarrollaba su actividad de gobierno siguiendo los preceptos de la ética católica, subordinada a los intereses del papado. En otras palabras, la Monarquía Católica solo se podía entender desde una dinastía común a la del Imperio, la Habsburgo, cuya grandeza había sido conseguida por la defensa de la Iglesia católica (representada en la Eucaristía), que todos sus monarcas siempre habían practicado a lo largo de la historia. Justificación muy diferente al concepto de *Monarchia Universalis*, en el que se forjó y desarrolló la Monarquía hispana durante el siglo XVI, según el cual, la Monarquía hispana se consideraba la rama más poderosa (por encima del Imperio e, incluso, subordinando los intereses del Papado), al poner como justificación de su actuación política la difusión del cristianismo por el mundo de acuerdo a sus propios intereses.

El proceso de sustitución de la idea de *Monarchia Universalis* (que justificó las conquistas y la existencia de la Monarquía hispana durante el siglo XVI) por el de Monarquía Católica no resultó fácil ni se hizo con rapidez, toda vez que los creadores de la organización política de la Monarquía hispana del siglo XVI se resistieron con vehemencia. Durante este período de cambio, en el que la Monarquía hispana tuvo que reconfigurar su posición internacional (primera mitad del siglo XVII), el término «reputación» tuvo su significado y utilidad en la práctica política. Durante el siglo XVI, la *Monarchia Universalis* hacía referencia a un poder preeminente por encima de todos, lo que dejaba sin contenido al término; mientras que, a partir de mitad de siglo XVII, la obsesión de Felipe IV fue el «pacifismo», lo que vaciaba de contenido tan controvertido concepto.

La política de la reputación introdujo un elenco de nuevos elementos en el análisis de las relaciones entre la Monarquía hispana con las monarquías europeas. La reputación pasó a ser una manifestación de lo previsible y la

8 John H. Elliott, *Lengua e imperio en la España de Felipe IV*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 1994, p. 31, citado por Francisco José Aranda Pérez, «Los lenguajes de la *declinación*. Pensamiento y discurso político en la España del Barroco», en Francisco José Aranda Pérez (coord.), *La Declinación de la Monarquía Hispánica en el Siglo XVII*, Cuenca, Universidad de Castilla-La Mancha, 2004, p. 816.

respuesta que podría dar cualquier potencia en una situación comprometida; formaba parte de un lenguaje de disuasión en el que si no se actuaba conforme a las normas de consenso en las relaciones entre las diversas entidades políticas se incurría en deshonra (derreputación). De esta manera se articuló un orden en el espacio internacional en el que estaban colocados los príncipes de acuerdo a su fuerza (en el que no se admitió autoridad superior individual) y se definió el comportamiento de cada príncipe dentro del juego de poderes que se desarrolló en dicho espacio. De esta catalogación implícita dependía la obediencia y adhesión de los príncipes o potentados a un soberano, dado que la reputación se convertía en un reconocimiento de autoridad. Como señala el profesor Manuel Rivero⁹, el desarrollo de la diplomacia y el asentamiento de una nueva forma de práctica política no significó que se formase un incipiente sistema de Estados paralelo a la pérdida de autoridad y prestigio de los poderes universales. Al contrario, hasta muy avanzado el siglo XVII persistió entre los potentados europeos el sentimiento difuso de jerarquía en torno a la imagen –cada vez más difusa– que era la *Monarchia Universalis*.

LA CREACIÓN DE LA IDEA POLÍTICA DE «MONARCHIA UNIVERSALIS»

Los reinos y territorios que compusieron la Monarquía hispana desde principios del siglo XVI se articularon en torno al liderazgo y poderío del reino de Castilla, que utilizó la vieja idea de «Monarquía Universal» para justificar esta unión. No obstante, la formulación de la idea de *Monarchia Universalis*¹⁰ fue hartamente complicada y se consiguió a través de una serie de acontecimientos no exentos de contradicciones y desde luego sin constituir una idea desarrollada

9 Manuel Rivero Rodríguez, *Historia de las relaciones internacionales*, Madrid, Alianza, 2007, p. 57-60.

10 Franz Bosbach, *Monarchia Universalis. Storia di un concetto cardine della politica europea (secoli XVI-XVIII)*, Milán, Vita e pensiero, 1998, cap. 3 y 4. Roberto Mattei, «Il mito della monarchia universale nel pensiero politico italiano del Seicento», *Revista di studi politici internazionali*, 32, 1965, p. 531-550. Alfonso de Valdés expresaba con claridad la actuación del Emperador Carlos V en Italia y la hacía descender de Fernando el Católico: «Has de saber que, muerto un Rey de España llamado Fernando, que para sí y sucesores ganó el nombre de cathólico, porque éste fue el que acabó de echar los moros de Spaña, que la ocuparon y señorearon por muchos tiempos, sucedió en todos aquellos reinos de Spaña un Carlos, su nieto, que agora es Emperador». Valdés describe el proyecto político de Fernando el Católico (conquista de Nápoles y conquista del norte de Italia para que no pudiesen entrar los franceses, manteniendo encerrado al papa en sus estados pontificios), que no lo podía llevar a cabo completamente porque no era Emperador. Así, a la pregunta que hace Carón «¿qué tenía que hazer el Emperador en echar a los franceses de Italia?», le contestaba Mercurio: «El Estado de Milán es feudo de Imperio y toca al Emperador proveer» y un poco más adelante cuando le pregunta «¿perteneecía a ese Duque Francisco Esforcia [...], ese Estado de Milán?», Mercurio volvía a responder: «A la verdad, más derecho tenía a él el mesmo emperador, así por ser feudo que llaman commisso como por tener dél investidura concedida por el Emperador Maximiliano, con consentimiento del Rey de Francia».

clara y lógicamente por un solo monarca. Si el nombramiento de Emperador permitió a Carlos V estar en condiciones legítimas para llevar a cabo los deseos y proyectos políticos de Fernando el Católico, los consejeros flamencos, que le servían, constituyeron un lastre para ejecutarlos¹¹.

El brutal saqueo de Roma, iniciado el 6 de mayo 1527, en el que falleció el condestable de Borbón, provocó por fuerza un cambio radical en los planteamientos pacifistas defendidos por los consejeros flamencos. Durante varios meses Roma estuvo devastada y solo se interrumpió el saqueo a finales de agosto por el temor de haber surgido la peste. En todo este tiempo, la cristiandad estuvo sin guía. El papa, vicario de Cristo en la tierra, que el 7 de junio se entregó al virrey de Nápoles, enmudeció¹². La corte imperial tardó en responder a todos los interrogantes planteados por la cristiandad. La muerte del condestable de Borbón desarticuló la nueva vía abierta en la política italiana, al tiempo que la «vía flamenca» resultaba inválida. El Emperador necesitaba consejeros para salir de la situación que, aparentemente, nadie sabía cómo resolver: era el momento de los «españoles» y de Gattinara¹³. Había que estudiar con mucha cautela lo que se debía hacer y Gattinara presentó una solución de consenso, mientras que Alfonso de Valdés ponía en palabras del dios Mercurio el papel que le correspondía al Emperador en esta nueva situación, la de imponer el orden por encima del papa; esto es, asumir la idea política de la *Monarchia Universalis*¹⁴. En sus escritos estaba dando, más que la opinión de un humanista amigo de Erasmo, las ideas humanistas con sesgo gibelista defendidas por Gattinara; no en vano, Valdés desarrollaba sus funciones administrativas en las oficinas del Gran Canciller¹⁵. Como afirma Rosa Navarro Durán: «En el *Diálogo de las cosas ocurridas en Roma* funde los dos planos: el político y el doctrinal. Porque

44

11 Para el contexto, ver José Martínez Millán y Manuel Rivero Rodríguez, «La coronación imperial de Bolonia y el final de la vía flamenca (1526-1530)», en José Martínez Millán (coord.), *Carlos V y la quiebra del humanismo político en Europa (1530-1558)*, Madrid, Sociedad Estatal para la Conmemoración de los Centenarios de Felipe II y Carlos V, 2001, I, p. 131-150.

12 Ana Vian Herrero, «La Europa del Saco de Roma y el diálogo de Lactancio y un Arcediano de Alfonso de Valdés», en Miguel Ángel Pérez Priego (coord.), *Los Valdés. Pensamiento y literatura*, Cuenca, Ayuntamiento de Cuenca, 1998, p. 183-212, especialmente p. 191-193.

13 Antonio Fontán y Jerzy Axer, *Españoles y polacos en la corte de Carlos V*, Madrid, Alianza, 1994, p. 206-207.

14 Alfonso de Valdés, *Diálogo de Mercurio y Carón*, Madrid, Espasa-Calpe, 1965, p. 68-69: «Has de saber que como yo vi la furia con que aquel ejército iba, pensando lo que había de ser, me fui adelante por verlo todo, y subido en alto, como desde atalaya, estaba muerto de risa, viendo cómo Jesu Christo se vengaba de aquellos que tantas injurias continuamente le hacían. Y veía los que vendían ser vendidos, y los que rescataban ser rescatados, y aun descompuestos; los que robaban ser robados, los que maltrataban ser maltratados y, finalmente, me estaba conconiendo de placer viendo que aquellos pagaban la pena que tan justamente habían merecido».

15 Xavier Tubau, «Alfonso de Valdés y la política imperial del canciller Gattinara», *Studia Aurea Monográfica*, 1, 2010, p. 17-45.

un hecho –el saco de Roma– enfrenta al poder político y al religioso en su papel político»¹⁶.

Para Gattinara, lo inmediato era tranquilizar a los príncipes de la cristiandad despejando todo temor y justificar la acción del saqueo¹⁷. Para ello, Gattinara bosquejó una idea ingeniosa y atrevida. Adoptaba como propia la visión italiana, tradicionalmente esgrimida por la Santa Sede como justificación de su poder temporal, al ofrecer una imagen pacífica, donde el Emperador, con su viaje a Italia, se presentaría no como invasor o dominador sino como protector, actitud que después fue saludada por quienes, poco antes, habían defendido el poder temporal de la Iglesia como único fiel de la balanza italiana y única garantía de paz¹⁸. Asimismo, el Gran Canciller recuperó e hizo propia la tradición hispana: Milán era prioritario. Aunque pueda resultar sorprendente, entre los cortesanos españoles se concedió una importancia secundaria al *Sacco*, ocupando el primer plano de los debates la muerte del condestable de Borbón y las consecuencias que acarrea en Milán. Por último, se trató de enlazar el Sacco con un ambiente de esperanza y confianza en la apertura de un proceso de regeneración de la Iglesia¹⁹. Gattinara así lo quiso dar a entender por medio del secretario Alfonso de Valdés, al que autorizó a difundir el vibrante *Diálogo entre Lactancio y un arcediano*, en defensa del Emperador, marcando un tiempo de renovación y esperanza²⁰. Utilizando la *Querella pacis* de Erasmo, Alfonso de Valdés, escribió una obra en la que planteaba los derechos y deberes del papa en materia política porque el debate era precisamente entre el Emperador y el Pontífice. En el fondo lo que se trataba era de la significación del papado. Misión del papa era continuar la obra de Cristo y encarnar el espíritu evangélico, sin embargo, se dedicaba a la guerra, por lo que correspondía al Emperador, de acuerdo con la interpretación de la *Monarchia Universalis*, asumir y realizar la tarea de reforma. De esta manera, el Emperador aparecía como el defensor de la fe, al que correspondía la liquidación del asunto de Lutero y la reforma de la cristiandad,

16 Rosa Navarro Durán, «El Príncipe y el Cristiano en los diálogos de Alfonso de Valdés», *Los Valdés. Pensamiento y literatura, op. cit.*, p. 154. Asimismo, Margarita Morreale, «“El diálogo de las cosas ocurridas en Roma” de Alfonso de Valdés. Apostillas formales», *Boletín de la Real Academia Española*, 37, 1957, p. 398-399.

17 Manuel Rivero Rodríguez, *Gattinara, Carlos V y el sueño del Imperio*, Madrid, Silex, 2005, p. 83-96.

18 Francesco Guicciardini, *Historia de Italia donde se escriben todas las cosas sucedidas desde el año 1494 hasta el de 1532*, traducida del italiano por don Felipe IV, rey de España, Madrid, Librería de la viuda de Hernando, 1889-1890, 6 vol., vol. III, p. 290.

19 Antonio Rodríguez Villa, *Memorias del saco de Roma* [1875], Madrid, Almuzara, 2011, p. 186 y p. 254.

20 Ana Vian Herrero, *El diálogo de Lactancio y un arcediano de Alfonso de Valdés, obra de circunstancias y diálogo literario*, Toulouse, Anexos Críticón, 1994, p. 42-47. *Id.*, «La Europa del Saco de Roma y el diálogo de Lactancio y un Arcediano de Alfonso de Valdés», art. cit., p. 204-206.

dada la pasividad del pontífice. La paz a la que aspiraba el Emperador era una paz universal y tenía en la realidad de los hechos un sentido defensivo basado en la hegemonía que gozaba de hecho²¹.

De dicha síntesis nació una presentación diversa y multiforme de los motivos del viaje a Italia y de la coronación imperial, acorde con todas las sensibilidades y tradiciones²². En mi opinión, el viaje a Italia de 1529 y la coronación de Bolonia permitieron el desarrollo de una política imperial propiamente dicha. Una política que asumía diversas percepciones, resultado de los procesos de agregación de territorios y comunidades que confluían en la persona del Emperador y que solo pudo ingeniarse después de una fuerte conmoción como la del 1527.

46

La imposición de la idea y actuación política como *Monarchia Universalis* cuajó en la Monarquía hispana cuando el entorno personal de Carlos V, de donde salían todas las órdenes para gobernar tan vasta herencia, cayó en manos de los personajes que se habían educado políticamente a la sombra de Fernando el Católico durante la segunda regencia en Castilla (1507-1516), entre los que destacaron dos grandes patronos: el secretario Francisco de los Cobos y el cardenal Juan Tavera. El primero controló el servicio al Emperador a través de las secretarías que desempeñaba, mientras Tavera ejerció su patronazgo a través de la labor de los letrados, que introdujo en los Consejos²³.

Si la práctica política de Carlos como monarca universal estuvo confusa por su título de Emperador, a partir de 1555 cuando separó ambas entidades políticas, dejando a su hijo los reinos (Monarquía) y a su hermano el Imperio, la idea de *Monarchia Universalis* apareció clara en manos de Felipe II. Desde entonces, la Casa de Austria se caracterizó por estar dividida en dos ramas familiares separadas, que actuaban coordinadas desde las cortes de Madrid y Viena, según dejó establecido el emperador Carlos V, a pesar de que los intereses de ambas ramas con frecuencia resultaron divergentes. Las interacciones entre ambas ramas no afectaron únicamente a los reinos hispánicos y al Imperio, sino también directamente a los Países Bajos y al norte de Italia, al mantenimiento de una

21 Juan Sánchez Montes, *Franceses, protestantes, turcos. Los españoles ante la política internacional de Carlos V*, Granada, Universidad de Granada, 1995 (ed. Facsímil con introducción de Juan Luis Castellanos), p. 42-47. Es preciso advertir que el erasmismo servía como justificación, pero no como soporte de una nueva política. El tratado de Barcelona bien poco tuvo que ver con dichas expectativas, en él se posponía el concilio general y se adoptó una solución política, ni el Emperador actuó como Monarca Universal ni el Papa como pastor, fue un arreglo entre las casas de Habsburgo y la de Medicis.

22 Martyn Rady, *Carlos V*, Madrid, Alianza Editorial, 1991, p. 95-97. Francis Yates, «Charles Quint et l'idée de l'empire», en Jean Jacquot (coord.), *Les Fêtes de la Renaissance. Fêtes et cérémonies au temps de Charles Quint*, Paris, CNRS, 1960, III, p. 57-97.

23 Para el contexto, José Martínez Millán (coord.), *La Corte de Carlos V*, Madrid, Sociedad estatal para la conmemoración de los centenarios de Felipe II y Carlos V, 2000, II.

frontera común con el Imperio otomano y, en general, a todo el continente europeo. Con todo, es preciso señalar que durante el siglo XVI, la Monarquía hispana siempre estuvo por encima del Imperio. Las condiciones por las que la Monarquía hispana se apoderó de la idea de la «monarquía universal» se apoyó en dos factores esenciales: en la inferioridad del Imperio como fuerza política frente a la Monarquía hispana y a la aspiración de ésta a desarrollar competencias para-imperiales por efecto de su propia potencia política (esto le llevó a unir a todos sus enemigos contra ella). De hecho, los defensores de la política española en el tema de la «monarquía universal» la justificaron basándose en la potencia militar que tenía; así lo defendía, por ejemplo, Fernando Vázquez de Menchaca. Por su parte, López Madera escribía un libro en el que enseñaba que la dignidad imperial de los soberanos españoles no obedecía tanto a consideraciones de oportunidad política, como a los propios fundamentos históricos y jurídicos de una Monarquía sucesora de la visigoda y ésta, a su vez, como consecuencia de la cesión de la propia soberanía imperial romana sobre el territorio peninsular²⁴. Eliminaba, por tanto, toda sujeción de la Monarquía a cualquier poder y no reconocía ninguna dependencia externa. La Monarquía de España y su rey acreditaban, en opinión de López Madera, muy sustanciales valores para aspirar al liderazgo político universal²⁵. El humanista Arias Montano escribía una larga carta a Gabriel de Zayas, 5 junio 1571, contestando a la demanda que le había realizado Felipe II sobre la política que se debía de seguir en los Países Bajos. Antes de relatar los diferentes puntos, Montano ponía el punto de arranque desde donde debía partir toda decisión; tal punto no era otro que el concepto de la *Monarchia Universalis*:

La persona principal entre todos los príncipes de la tierra que por experiencia y confesión de todo el mundo tiene Dios puesta para sustentación y defensa de la Iglesia católica es el rey do Philippo, nuestro señor, porque él solo francamente, como se ve claro, defiende este partido, y todos los príncipes que a él se allegan y lo defienden hoy, lo hacen o con sombra o arrimo de S. Md, o con respeto que le tienen²⁶.

A partir de 1561, Felipe II ejerció, desde Madrid, el liderazgo sobre el linaje y, de alguna manera, trató de orientar la política común de ambas ramas de acuerdo

²⁴ Enrique San Martín Pérez, «Introducción» a Gregorio López Madera, *Excelencias de la Monarchia y Reino de España*, Valladolid, Diego Fernández de Córdoba, 1597.

²⁵ Capítulo V de la nobleza excelentísima del linaje Real de España, por la casa de Castilla, y de los Godos, y por la de Austria, y del parentesco antiquísimo que entre estas casas se halla. Hace una relación desde Túbal, los godos, después los reyes cristianos que lucharon contra los moros, etc.

²⁶ *Colección de Documentos Inéditos* (CODAIN), vol. 41, p. 206. Carta de Arias Montano al secretario Zayas, fechada en Amberes, el 5 febrero 1571.

a unos ideales católicos. El liderazgo de la dinastía austríaca hispana sobre la del Imperio se hizo visible en numerosos acontecimientos. Los monarcas hispanos necesitaban del concurso del Emperador para desarrollar su política sobre todo en Italia, donde buena parte de los territorios eran feudos del Imperio y donde el papa –como señor temporal– luchaba por librarse del dominio hispano. La preeminencia política de la rama española sobre el Imperio y el resto de monarquías europeas se justificaba desde el punto de vista práctico, al ser la Monarquía hispana más poderosa que todas ellas. Por ello, desde la teoría, los comentaristas y teólogos tuvieron que recobrar la vieja idea de *Monarchia Universalis* dado que Felipe II no había heredado el título imperial.

Con todo, mantener el liderazgo de Felipe II y justificar sus intereses políticos sobre los del Imperio no era tarea fácil y solo se podía mantener con la fuerza de un reino tan poderoso como Castilla, cuyas elites colaboraban siempre que su participación estuviera de acuerdo con sus intereses. De esta manera, el proyecto político en el que Felipe II quería implicar a las dos ramas de la dinastía tenía una base bastante reducida al intentar hacer coincidir los intereses y engrandecimiento de la Monarquía hispana con los ideales del grupo político que le ayudaban a construir su Monarquía: el denominado «partido castellano», quedando fuera o no suficientemente representados las elites de los otros reinos. En semejante estructura de poder, el término reputación no tenía un significado político útil ni práctico, dado que el dominio indiscutido de la Monarquía hispana sobre el resto de poderes europeos resultaba patente.

LA ESTRUCTURA DE LA «MONARQUÍA CATÓLICA».

LA DINASTÍA HABSBURGO EN DEFENSA DE LA IGLESIA

La transformación que experimentó la Monarquía hispana en su estructura hasta convertirse en *Monarquía Católica* se realizó durante el reinado de Felipe III y se evidenció en los numerosos escritos que defendían la subordinación de la Monarquía al poder de la Iglesia. No es posible presentar una relación de textos que demuestren este cambio²⁷, pero no me resisto a citar –por ser, tal vez, el más expresivo– el que escribe fray Juan de la Puente, dirigido «Al Reyno junto en Cortes», en el que trataba de explicar la relación de poderes que existían a nivel mundial²⁸. Fray Juan de la Puente presentaba un blasón en la portada de su libro en el que existían una serie de figuras que explicaba así:

²⁷ Para el contexto histórico véase la «Introducción» de José Martínez Millán y María Antonietta Visceglia (coord.), *La Monarquía de Felipe III*, Madrid, Mapfre, 2007, l.

²⁸ José de la Puente, *Tomo primero de la conveniencia de las dos monarquías católicas, la de la Iglesia Romana y la del Imperio Español*, Madrid, Imprenta Real, 1612, fol. 1rº-2vº.

El blasón que pongo en la cabeza del libro, es como epílogo y cifra de todo mi intento, y de la larga información que se hace en toda esta defensa. Moysén en la historia que hizo de la creación del mundo dice: Que el día quarto hizo Dios dos grandes luminarias. Esta sentencia se halla en la cabeza del blasón. Estas dos grandes luminarias son el sol y la luna, cuyas imágenes ponemos sobre las dos columnas. Enseña el derecho canónico que el Sol es símbolo de la potestad espiritual que reside en el Papa, y la Luna símbolo de la potencia temporal del mayor de los Reyes, como largamente declaramos en el libro primero. Siguiendo esta alegoría, pongo junto al Sol las armas del Pontífice Romano, cabeza de la Iglesia Universal, y junto a la Luna el escudo del Rey, nuestro señor, monarca del Imperio español. Entre la imagen del Sol y las armas de la Iglesia, va esta sentencia [...]: *La lumbrera mayor para que presida en la ciudad y en el mundo*. No será necesario probar que la palabra latina *urbs* significa Roma por excelencia ni que el Papa es el supremo Príncipe de la Monarquía Eclesiástica. Entre las armas del Rey nuestro señor y la imagen de la Luna, media esta sentencia: *La lumbrera menor, para que obedezca a la ciudad [Roma] y sea señora del mundo*.

El agotamiento económico y militar que estaba padeciendo la Monarquía hispana con motivo de la guerra de los Treinta Años favorecía la aplicación de esta teoría ante la acuciante necesidad que padecía. Era el momento oportuno para que el Pontífice impulsara la unión de la Monarquía hispana con el Imperio, siempre obediente a Roma, poniendo como columna de la grandeza la Dinastía que reinaba no solo en España, sino también en el Imperio. Para ello resucitó el mito del duque Rodolfo, fundador de la dinastía. A partir de entonces, se impuso un nuevo discurso legitimador de la Monarquía centrado en la casa de Austria, que la subordinaba a los intereses políticos de la Iglesia, terminando así con la ideología castellana de los «godos» y las aventuras individualistas de la Monarquía hispana como *Monarchia Universalis*. Para sellar esta alianza de igualdad entre las dos ramas de la Dinastía, se le aplicó un fin trascendente, reflejado en la devoción a la Eucaristía, símbolo de la Iglesia. La grandeza de la Dinastía se había generado por la defensa que todos sus monarcas habían realizado de la Iglesia. Era necesario que la Monarquía hispana abandonase sus veleidades de poder universal independiente (Imperio castellano), procedentes de la época de la Reconquista, y emplease sus fuerzas en la defensa de la Iglesia en unión con el Imperio. Así lo manifestaba el padre Nieremberg, quien unía en una misma misión a los Habsburgos y a los reyes medievales castellanos que se habían proclamado emperadores:

Mas yo, de las aguas claras de la Sagrada Escritura, cuya lección he profesado en los Estudios Reales de esta Corte, ofrezco a V. A algunas gotas que he observado de los bienes de la virtud de un Príncipe; el más proporcionado servicio que

podiera hazer a su piedad, por el gusto que recibirá en oír alabar lo que tanto ama y traer a la memoria la estrella de la felicidad de su Imperial Casa, que si bien todos los Príncipes deben gran estimación a la virtud, V. A la debe agradecimiento, pues todo su Imperio, así dentro como fuera de España, le puede reconocer por deuda suya. *A la devoción de Rodolfo Primero debe la Casa de Austria el Imperio de Alemania. Y a la justicia de don Alonso el Séptimo debe el Reino de Castilla el Imperio de España. Porque así como Rodolfo Primero (el primero de la Casa de Austria, que fue Emperador en Alemania) mereció el Imperio por la religión, piedad y devoción que tuvo al Santísimo Sacramento; así también don Alonso el Séptimo (el primer rey de Castilla, que alcanzó el Imperio de España, y se llamó Emperador de toda ella) lo mereció por el celo de justicia y de la gloria divina, en estorbar pecados y agravios. Uno por honrar a Dios, otro porque no fuese deshonorado merecieron el Reyno y el Imperio y la felicidad de muchas Coronas, las cuales ha de conservar vuestra Alteza por donde las adquirieron sus mayores*²⁹.

50

Para respaldar esta nueva justificación política de la Monarquía hispana, surgió una abundante literatura que incidía en la obediencia al Papa y en la actuación que los monarcas Habsburgos habían realizado en defensa de la Iglesia. Así, el padre Aguado reforzó estas ideas con una serie de biografías sobre los reyes y emperadores que habían destacado por su devoción a la Sagrada Forma, resaltando el providencialismo, el fervor eucarístico, la frecuencia sacramental, la conformidad de su voluntad con la del Papa, que todos ellos habían practicado. Como no podía ser de otro modo, la primera biografía recogida fue la del duque Rodolfo, fundador de la dinastía, en la que Felipe IV y su hijo debían verse reflejados. El jesuita destacaba su piedad, señalando que «entre tanto ruido de armas no le faltava piedad, y devoción; la del Santísimo Sacramento fue en él muy singular y por ello mereció la grandeza de su familia y el Imperio para sí». Al mismo tiempo que recordaba el episodio de la bajada del caballo para adorar el viático en un intento de impresionar los ánimos³⁰.

Por aquellos tiempos, el padre Nieremberg se había convertido en uno de los jesuitas más influyentes de la corte hispana, cuyos escritos incorporaron la nueva ideología religiosa que Roma pretendía implantar. Una de sus obras más célebres fue *Causa y remedio de los males públicos*, publicada en 1642, cuando el gobierno del Conde Duque comenzaba a ser cuestionado en toda la corte. Para el padre Nieremberg era necesario que un príncipe cristiano se mostrara temeroso de Dios, pero no sólo eso, exigía un cambio de actitud con muestras de piedad y

²⁹ Juan Eusebio Nieremberg, *Corona virtuosa y virtud coronada*, Madrid, Francisco Maroto, 1648, p. 1-2.

³⁰ Francisco Aguado S. I, *Sumo sacramento de la Fe. Tesoro del nombre christiano. A la S. C. R. Magestad del Rey N. S. D. Philipe IV el Grande*, Madrid, por Francisco Martínez, 1640, fol. 4rº.

de devoción. Para reforzar sus consejos, destacaba la principal virtud del conde Rodolfo: su reverencia a la Iglesia, y con ello su sujeción a las disposiciones de Roma. En esta misma obra, el padre Nieremberg colocaba al príncipe virtuoso como fundamento del orden político de la Monarquía. Concebida a modo de instrucción para el príncipe, en la primera parte, *Corona Virtuosa*, el jesuita señalaba las características de la virtud de un monarca, destacando como primordial la devoción ejemplar del monarca y su piedad para conseguir el favor divino.

En esta labor de difundir la misión de la casa de Austria también destacó el cronista mayor de Felipe IV, José Pellicer y Tobar, que escribió *La fama Austriaca* (1641), sobre las proezas y la piedad del emperador Fernando II³¹. Además de mostrar al Emperador como un príncipe virtuoso y piadoso, unía las ramas hispana y germana de la Casa de Austria en defensa de la Iglesia Católica. Pellicer y Tobar entroncaba la genealogía del príncipe Baltasar Carlos con Adán, para demostrar la evolución de la Casa de Austria con la divinidad. Muy distinto de lo que había hecho Felipe II, quien ponía a los visigodos como sus antecesores. Las mismas ideas exponía Lázaro Díaz del Valle de la Puerta, «criado de Su Majestad en su Real Capilla», natural de León y autor de la obra *Mapa de la muy Alta, católica y esclarecida sangre austriaca, genealogía de Su Majestad Católica y del Cesáreo Emperador Federico III*³². Otro apologista de la dinastía Habsburgo fue Francisco Jarque, clérigo de la villa de Potosí y juez metropolitano. Francisco Jarque reforzaba la idea de predestinación de la dinastía de los Austria ya que «levantóla Dios en premio de su entrañable devoción al Santísimo Sacramento. De donde se infiere, que sus Emperadores en Germania, y en España sus Católicos Reyes lo son como David por elección Divina». Recordando que fue Dios «como dueño absoluto del universo por su mero beneplácito da y quita los imperios. David es elegido en el ejido; Rodolfo electo en el bosque»³³. En 1652, aparecía publicada otra apología bajo el título *Causa y origen de las felicidades de España y Casa de Austria*, escrita por el capuchino fray Pablo de Granada, en la que daba una serie de avisos a Felipe IV para conseguir la prosperidad de su Monarquía. Entre sus consejos señalaba que ante un enemigo debía confiar en las fuerzas de Dios y no en la fortaleza de sus ejércitos³⁴.

31 José Pellicer y Tobar, *La fama Austriaca o historia panegírica de la exemplar vida y hechos gloriosos de Ferdinando Segundo*, Barcelona, 1641 (BNE 2/55714).

32 *Mapa de la muy Alta, católica y esclarecida sangre austriaca, genealogía de Su Majestad Católica y del Cesáreo Emperador Federico III, por la augustísima casa de Austria desde el santo patriarca Adán por línea de varones*, Madrid, 1653 (BNE, ms. 1073).

33 Francisco Jarque, *Sacra consolatoria del tiempo, en las guerras, y otras calamidades públicas de la Casa de Austria, y Católica Monarquía. Pronóstico de su restauración, y gloriosos adelantamientos*, Valencia, Casa de los herederos de Chrys. Garriz, 1642 (BNE 3/41474).

34 Pablo de Granada, *Causa y origen de las felicidades de España y casa de Austria. O advertencias para conseguirlas dibujadas en el Salmo «Exaudi te Dominus in die tribulationis»*. Que es el

ELEMENTOS CATÓLICOS QUE ADOPTÓ LA MONARQUÍA

Para que esta nueva justificación ideológica de la Monarquía fuera asumida por la sociedad hubo que incorporar una serie de elementos externos, acordes con la confesión católica, fáciles de asimilar.

El primero de ellos fue *la imposición del ceremonial de la capilla del pontífice en la capilla real*. El proceso de reforma de la capilla comenzó durante los últimos años del reinado de Felipe III a través de Manuel Rivero, capellán y maestro de ceremonias de la capilla real de Portugal, que acompañó al monarca cuando visitó dicho reino. La misión de Manuel Rivero fue adaptar las ceremonias y ritos de la capilla real a la del pontífice (el proceso ya lo estudié). Para ello se sirvió de determinados personajes que le enviaron desde Roma las ceremonias que él solicitaba para realizar el libro de ordenanzas y etiquetas³⁵. El proceso no resultó fácil, toda vez que hubo un grupo de cortesanos influyente que puso obstáculos a la imposición de tales cambios, sin duda, porque tal facción era consciente de lo que se estaba jugando la Monarquía: la subordinación de la ideología política religiosa de la Monarquía a la de Roma.

El segundo elemento que se añadió fue el *establecimiento de la Eucaristía en la capilla del Alcázar*, confirmando la unión de las dos ramas de la casa de Austria. Hasta 1639, la real capilla tenía la importancia de un oratorio privado³⁶. El establecimiento del Santísimo Sacramento de manera perpetua en la capilla del Alcázar resulta difícil de comprender si no es en el contexto de la configuración ideológica de la Monarquía católica³⁷. Se trataba de erradicar definitivamente la aspiración «de universalidad» que traslucía la actividad de la Monarquía hispana, justificada en una construcción ideológica de valores autóctonos (castellanos), para situarla en plano de igualdad política con el Imperio, uniéndolos en un origen común (la dinastía Habsburgo) y en una misma misión (la defensa de la Iglesia católica), expresada en la devoción a la Eucaristía.

Con todo, la culminación del triunfo de Roma en la composición ideológica de la Monarquía católica fue la implantación de la devoción de las *Cuarenta*

diez y nueve del profeta Rey, Madrid, por Gregorio Rodríguez, 1652, p. 207-209.

35 Archivo General de Palacio, Real Capilla, caja 1, exp. 15: *Edictos referentes a las buenas costumbres de personal de la Real capilla*, 1633.

36 Véronique Gérard, *De castillo a palacio. El Alcázar de Madrid en el siglo XVI*, Bilbao, Xarait Ediciones, 1984, p. 114: «Las atribuciones de varias iglesias madrileñas limitan, por otra parte, su papel: San Jerónimo abogó las ceremonias oficiales de la monarquía, las misas de entrada en la capital, los juramentos; San Gil es aún la parroquia del palacio y en ella tienen lugar los bautizos principescos».

37 José Pellicer y Tovar, «Avisos históricos de José Pellicer y Tovar», en Antonio Valladares de Sotomayor (coord.), *Seminario Erudito*, Madrid, viuda de Sánchez, 1790, XXXI, p. 42. *Cartas de algunos PP. De la Compañía de Jesús sobre los sucesos de la Monarquía entre los años 1634 y 1648. Memorial Histórico Español*, 35, p. 194-197. Antonio León Pinelo, *Anales de Madrid*, Madrid, Instituto de Estudios Madrileños, 1971, p. 316.

Horas, una vez establecida la Eucaristía en la capilla real del Alcázar. Esta práctica religiosa, que había surgido durante la primera mitad del siglo XVI en Italia, fue asumida por Felipe IV e implantada en su capilla³⁸. El propio monarca no dudaba en recurrir a la práctica de las *Cuarenta Horas*, agobiado por las numerosas guerras que debía afrontar. Así sucedió ante la sublevación de Cataluña, durante la jornada del rey en el verano de 1643. Era, por tanto, el sacramento de la Eucaristía el que devolvería a la dinastía su gloria. Se acababa así con la imagen de una Monarquía belicista. El capellán Vicente Tortoretti en su obra sobre el Santísimo Sacramento lo expresaba con claridad:

Más pelea V. Magestad con la punta de su pluma, y en un día, que otros en años con el estoque. Y porque tiene muchos enemigos, y mucho que acudir, es fuerza que esta arma [el Cuerpo de Cristo] tenga buen temple para herir, y para resistir; todo lo puede, aunque sea pluma de un cisne³⁹.

No obstante, para comprender el significado de esta devoción y calibrar la magnitud de la transformación política e ideológica que había experimentado la Monarquía con respecto al siglo XVI, es preciso recordar que esta devoción surgió en Milán, en 1527, cuando los ejércitos imperiales cercaron Roma. Las organizaciones religiosas que impusieron la devoción de las *Cuarentas Horas*, constituyen la expresión de espiritualidad más radical que surgió en Italia a principios del siglo XVI frente a la religiosidad y a la reforma que justificaba la aplastante actuación del ejército hispano, que incluso llegó a saquear Roma⁴⁰. Fue el predicador Antonio Bellotti quien inculcó a sus fieles la celebración de una plegaria al Santísimo Sacramento durante cuarenta horas, las mismas que Cristo estuvo encerrado en el sepulcro: igual que Cristo resucitó, la Iglesia resucitaría a través de la reforma espiritual que se pretendía implantar. Desde Lombardía, la devoción se extendió por la Toscana, merced a los barnabitas y capuchinos. A partir de 1534, la devoción se practicó con la exposición solemne de la Hostia sagrada rodeada de diferentes adornos y flores. En Siena, la predicó Bernardo Ochino en 1540. No obstante, el gran difusor de esta devoción fue Felipe Neri,

38 Costanzo Cargnoni, *Le Quarantore ieri e oggi*, Roma, Città Nuova Editrice, 1986, sobre el impulso que Felipe Neri dio a esta devoción, p. 27-29.

39 Maximiliano Socorrido y fragmento Eucharísticos recogidos en la colocación del Sanctissimo en la capilla real del rei nuestro Señor don Filipe IV. *El Grande, por don Vicente Tortoreti, su humilde Capellán*, Madrid, Francisco Martínez, 1639, fol. 18v (BNE, ms. 3/33006).

40 Para la implantación de las *Cuarentas Horas*, en Castilla, véase Alberto Martín Márquez, *La celebración de las Cuarenta Horas en Zamora en los siglos XVII y XVIII*, Zamora, Festival Internacional de Música "Pórtico de Zamora", 2007, muy interesante la reconstrucción que hace del origen de las *Cuarenta Horas* en Castilla (ver cap. 1). Pablo-Lorenzo Rodríguez, «Música, devoción y esparcimiento en la capilla del Alcázar Real (siglo XVII): los villancicos y tonos al Santísimo Sacramento para las Cuarenta Horas», *Revista Portuguesa de Musicología*, 7-8, 1997-1998, p. 31-46.

con quien la devoción de las *Cuarenta Horas* cobró nuevo significado y se tiñó de trasfondos políticos.

Felipe Neri había nacido en Florencia el 21 de julio 1515. Cuando Felipe Neri llegó a Roma, en 1533, aún se encontraba con las consecuencias de la ciudad devastada por el saqueo de 1527. Clemente VII había admitido la preeminencia política del Emperador y lo coronó en Bolonia⁴¹. Carlos V—a cambio— restauró a los Medici en Florencia. El papa murió el 25 de septiembre 1534 sin que la lección del *Sacco* hubiese dado sus frutos en Roma; no obstante, con Paulo III entraba un aire nuevo de renovación en la Iglesia. Neri comenzó a visitar los ambientes donde más dolor había, uno de los primeros fue el hospital de san Giacomo en Augusta, llamado de los Incurables. Era una antigua institución de mitad del siglo XIV, renovada un siglo después por santa Catalina de Génova, era tomada —entre el siglo XV y XVI— de la mano del laico Ettore Vernezza, quien la había implantado en Roma (en 1517) bajo el nombre del *Oratorio del Divino Amor*⁴². El *Oratorio del Divino Amor* estaba formado por laicos y eclesiásticos que aceptaban trabajar en la oración y el cuidado de los enfermos, entre sus miembros se encontraba Gaetano da Thiene y Gian Pietro Carafa (futuro Paulo IV), quienes fundaron la orden de los clérigos regulares llamados Teatinos (del nombre latino de la diócesis de Chieti), que se establecieron en Roma en 1555. En torno a él se formó un pequeño grupo que se incorporaron en la fraternidad de la Santísima Trinidad. El 16 de agosto de 1548, está fechado el breve concedido al viario Felipe Archinto de la «Confraternidad de la SS. Trinidad conocida del Subsidio»; en 1550 se instalaron en la iglesia de S. Salvador del Campo, donde predicó Felipe Neri, siendo aún laico, y donde se instauró con creciente éxito la práctica de las *Cuarenta Horas*⁴³. Con todo, la influencia del espíritu de Neri en el gobierno de la Iglesia se hizo sentir cuando sus más fieles seguidores alcanzaron el solemne pontificado y los cargos de la Curia: después del breve pontificado de Urbano VII (15-27 septiembre 1590), fue nombrado Niccolò Sfondrati, bajo el nombre de Gregorio XIV (1590-91); un sobrino suyo, el joven Paolo Camilo, había entrado en el Oratorio en 1578, y fue nombrado cardenal nada más subir su tío al solemne pontificado. Tras Gregorio XIV fue nombrado

54

41 Antonio Cistellini, *San Filippo Neri. L'Oratorio e la Congregazione oratoriana*, Brescia, Morcelliana, 1989, I, p. 13.

42 Los capítulos del *Divino Amor* en Antonio Cistellini, *Figure della Riforma pretridentina*, Brescia, Morcelliana, 1948. Esta confraternidad se fundó en Roma hacia 1515, junto a la iglesia parroquial de Santa Dorotea en Trastévere (Pío Paschini, «La beneficenza in Italia e le Compagnie del Divino Amore nei primi decenni del Cinquecento», en Pío Paschini [coord.], *Tre ricerche sulla storia della Chiesa nel Cinquecento*, Roma, Edizione liturgiche, 1945, p. 33-51). Aleandri Barletta, «Ettore Vernazza nei documenti dell'Archivio dell'Ospedale di San Giacomo», *Archivio della Società romana di storia patria*, 20, 1966, p. 125-131.

43 Louis Ponnelle y Louis Bordet, *San Filippo Neri e la società romana del suo tempo (1515-1595)*, Florencia, Libreria Editrice Fiorentina, 1931, p. 11.

Inocencio IX, que también murió pronto (29 octubre-2 noviembre 1591). Finalmente, el 30 de enero de 1592 era nombrado Hipólito Aldobrandini con el nombre de Clemente VIII, que llenó de júbilo al mundo oratoriano, no solo por sus relaciones, sino también porque en el cónclave, comenzaron a hacer fuerza dos cardenales oratorianos, Camilo Sfondrati y Octavio Paravicino, lo que significa que los discípulos de Felipe Neri comenzaron a tener influencia en el gobierno de la Iglesia.

La implantación de las *Cuarenta Horas* en la capilla real –a mi juicio– más allá de una devoción religiosa radical querida por Roma, implicaba la claudicación y sumisión de la Monarquía hispana a una ideología contraria a la que había justificado y que había sostenido la idea de *Monarchia Universalis* durante el siglo XVI.

CONTENIDO IDEOLÓGICO DE «MONARQUÍA CATÓLICA»: DE LA «REPUTACIÓN» AL «PACIFISMO»

La nueva estructura política en la que se transformó la Monarquía hispana como Monarquía Católica asumió la ideología religiosa y espiritual que defendía Roma, que no era otra –como acabo de explicar– que la espiritualidad del Oratorio. Un catolicismo que no se basaba en la fuerza para conseguir su expansión, sino en una espiritualidad radical, propagada a través del ejemplo humano de sus miembros. Ahora bien, la obra de Neri no era bien vista en España toda vez que fue construida frente al dominio militar hispano en Italia durante el siglo XVI, y cuando los miembros del Oratorio ocuparon los principales puestos de la curia en tiempos de Clemente VIII (1596-1602) atacaron los fundamentos ideológicos de la *Monarchia Universalis* debidos a Baronio (*Annali Ecclesiastici*)⁴⁴ y otros miembros del Oratorio a principios del XVII. Esto ayuda a explicar que los orígenes del Oratorio en la península ibérica fueran muy tardíos y que éstos se iniciaron en Valencia, no en Castilla. Resulta lógico que, para implantar estos ideales político-religiosos, se debía transmitir a través de otros modelos que no recordasen la obra de Felipe Neri. Este problema se solucionó con la creación de la Santa Escuela de Cristo⁴⁵.

El origen de la Escuela de Cristo estuvo en el hospital de los Italianos de Madrid, donde comenzaron a tener reuniones –a iniciativa del fraile napolitano

44 Al respecto, ver Joaquín Pérez Villanueva, «Baronio y la Inquisición española», en Romeo de Maio (coord.), *Baronio Storico e la Contrariforma*, Sora, Centro Studi Sorani Patriarca, 1982, p. 2-54. Agostino Borromeo, «Il cardinale Cesare Baronio e la Corona Spagnola», en Romeo de Maio (coord.), *Baronio Storico...*, op. cit., p. 55-166.

45 Stefano Boero, *L'Oratorio aquilano nel secondo Seicento: echi quietisti, condanne, relazioni*, Universidad de Udine (tesis doctoral), 2013, p. 7-18.

Juan Bautista Ferruso— a partir de 1646, aunque de forma oficial no comenzaron hasta seis años después (1653). La Escuela de Cristo trajo a España el espíritu de san Felipe de Neri. El fin de la Escuela de Cristo era «el aprovechamiento espiritual de sus miembros y aspirar, en todo, al cumplimiento de la voluntad de Dios, de sus preceptos y consejos, caminando a la perfección, cada uno según su estado y las obligaciones de él» (*Constituciones*, capítulo I). Como afirma el profesor Francisco Sánchez Castañer, la Escuela de Cristo no es una fundación para seglares con el objetivo de fomentar el culto o la caridad entre sus miembros o fuera del instituto, sino que su fin es escalar en la perfección. Es decir, se trata de una regla de perfección humana. «La Santa Escuela estaba integrada por varones, tanto eclesiásticos como seculares, hasta un máximo de setenta y dos, recordando el número de los discípulos que acompañaban a Cristo»⁴⁶.

Para nuestro trabajo, lo importante es destacar que constituyó un lugar de sociabilidad de ciertos sectores dirigentes de la burocracia real y del alto clero de la corte en la segunda mitad del siglo XVII. La Escuela y la red de solidaridad que tejieron sus miembros, constituyó un círculo de poder en el gobierno de los últimos años de Felipe IV y durante la regencia de Mariana de Austria. Buena muestra de ello es que dentro de la Junta de Regencia que dejó el monarca (en 1665) para que asesorase a su esposa cuando él muriera estaba integrada en su mitad por miembros de la Escuela de Cristo: Baltasar Moscoso y Sandoval, arzobispo de Toledo⁴⁷; Pascual de Aragón, inquisidor general, y Guillem Ramón de Montcada, IV marqués de Aitonas. Asimismo, el vicescanciller del Consejo de Aragón, don Cristóbal Crespí de Vallaura que, si bien, él no estuvo en la institución, sí pertenecieron dos de sus hermanos, Luis Crespí de Borja y Juan Crespí y Brizuela⁴⁸.

Este espíritu pacifista estaba en la misma línea con el que actuaba la Congregación *Propaganda Fide*, que consideraba como su obligación principal separar las actividades misioneras del colonialismo de los Estados. Ello significaba liberarse del patronato real de las grandes potencias coloniales, España

⁴⁶ Fermín Labarga García, *La Santa Escuela de Cristo*, Madrid, Biblioteca de Autores Católicos, 2013, p. 5. Gemma García Fuertes, «Sociabilidad religiosa y círculos de poder. La Escuela de Cristo de Madrid y Barcelona en la segunda mitad del siglo XVII», *Pedralbes*, 13, 1992, p. 319-328. Miguel Valero Moreno, «La Escuela de Cristo. Su vida, organización y espiritualidad barroca», en Carlos Álvarez Santaló, María José Buxó i Rey y Salvador Rodríguez Becerra (coord.), *La religiosidad popular*, Barcelona, Anthropos, 1986, III, p. 507-529.

⁴⁷ Alfonso de Andrade, *Idea del perfecto prelado en la vida del... cardenal don Baltasar Moscoso y Sandoval*, Madrid, José Fernández Buendía, 1668.

⁴⁸ Amparo Felipe Orts, «La espiritualidad de don Miguel y don Gerardo de Cervelló, entre el oratorio de San Felipe Neri y la Escuela de Cristo de Valencia», *Saitabi*, 58, 2008, p. 201. Emilio Callado Estela, «Origen, progreso y primeras tribulaciones del oratorio de san Felipe Neri en España. el caso valenciano», en José Martínez Millán (coord.), *¿Decadencia o reconfiguración? Las Monarquías de España y Portugal en el cambio de siglos (1640-1724)*, Madrid, Editorial Polifemo (en prensa).

y Portugal⁴⁹. En una instrucción general, enviada a los misioneros, se les decía que la Congregación nunca debía perder de vista que enviaba a los misioneros para convertir a los pueblos a la religión católica. Sus pensamientos y actividades debían ir dirigidas en este sentido, pero de ningún modo se debían ocupar en asuntos terrenales⁵⁰. Asimismo, el programa de la Congregación preveía una conducta ejemplar en los misioneros y que tuviesen una buena formación. La Congregación vio como necesario adoptar un «método misionero», lo que se tradujo en su interés por la pastoral. A partir de entonces, la Congregación ordenó a los nuncios, y superiores de las órdenes religiosas que para la conversión de infieles no se utilizaran «procedimientos violentos o extraordinarios», sino que se empleasen «métodos dulces y cariñosos que ellos son los del Espíritu Santo»⁵¹. La expansión del cristianismo, lo que había justificado la conquista territorial, ya no era facultad de las Monarquías hispana o portuguesa.

Este espíritu pacifista (ideal de la Escuela de Cristo) influyó en la reforma espiritual que llevó a cabo don Guillén Ramón de Moncada (1625-1670), marqués de Aytona, dentro del ejército. El marqués de Aytona escribió un *Discurso militar* mientras estuvo preso bajo los franceses, publicado en Valencia en 1653. En él sentaba las bases del espíritu del soldado:

El tener aplacado a Dios, nuestro señor, y la buena conciencia de los soldados es la primera obligación de que dependen todas las conveniencias y buenos sucesos del ejército y cuanto mira a esto es a lo que se debe atender en primer lugar y a lo que quizá se atiende menos, causa más cierta de los malos sucesos que algunas veces se experimentan, pues sin acudir a Dios no se puede haber buenos sucesos⁵².

- 49 Ignacio Ting Pong Lee, «La actitud de la Sagrada Congregación frente al Regio Patronato», en Josef Metzler (coord.), *Sacrae Congregationis de Propaganda Fide memoria rerum*, Rom-Freiburg-Wien, Herder, 1972, I/1, p. 363-364.
- 50 Josef Metzler, «Foundation of the Congregation “de Propaganda Fide” by Gregory XV», en Josef Metzler (coord.), *Sacrae Congregationis...*, op. cit., p. 82-83. Nicholas Kowalsky, *Pontificio Collegio Urbano de Propaganda Fide*, Tivoli, Arti grafiche Chicca Tivoli, 1956. Johannes Beckmann, *La Congregation de la Propagation de la Foi face à la politique internationale*, Schoneck, Administration de la Nouvelle Revue de science missionnaire, 1963.
- 51 Giovanni Pizzorusso, «Agli antipodi di Babele: Propaganda Fidei tra immagine cosmopolita e orizzonti romani (XVII-XIX secolo)», en Livio Fiorani y Adriano Prosperi (coord.), *Vida civile e religiosa dela giubileo de Bonifacio VIII al giubileo di papa Wotyla*, Torino, Einaudi, 2000, p. 479-518. Adriano Prosperi, «L'Europa cristiana e il mondo: alle origini dell'idea di missione», *Dimensioni e problema della ricerca storica*, Roma, Università degli studi du Roma “Sapienza”, 1992, p. 189-220.
- 52 Gemma García, «Élites cortesanas y élites periféricas: la Santa Escuela de Cristo de Valencia en el siglo XVII», *Estudis*, 40, 2014, p. 155. Emilio Callado Estela, «Origen, progreso y primeras tribulaciones del oratorio de san Felipe Neri en España. el caso valenciano», en José Martínez Millán (coord.), *¿Decadencia o reconfiguración? Las monarquías de España y Portugal...*, op. cit. Otros libros sobre el tema con el mismo planteamiento es el de Alonso de Andrade, S.I., *El buen soldado católico y sus obligaciones*, Madrid, Francisco Maroto, 1642. *Dividido en dos partes. La primera trata de la nobleza y mérito de las armas, de las calidades de la guerra,*

Esta misma ideología pacifista, en la que conceptos como «reputación» ya no tenían cabida, era la que sor María de Ágreda enseñaba a Felipe IV (que terminó por asumir), como testimonian sus cartas⁵³. La madre de Ágreda abogaría siempre por la paz, sobre todo entre príncipes cristianos, de acuerdo con el espíritu de la Iglesia: «Confieso que de lo que más necesita la Monarquía de V. M. es de paz». Por eso, llegó a proponer a Alejandro VII que sirviera de mediador entre España y Francia para llegar a la paz. Este pacifismo era propio de la espiritualidad radical predicada por Roma.

58

La entrega del monarca a la causa de sor María y en el sometimiento a Dios y a su Iglesia fue reiterada en numerosas cartas. Felipe IV había perdido a su mujer y estaba en guerra en Cataluña, por lo que –en su soledad– acudió a la monja: «Pedid muy de veras a Nuestro Señor en vuestro nombre y en el mío, se duela de mí y de estos reinos, encaminándome a lo que fuere mayor servicio suyo y bien de ellos, pues sabe que en ninguna parte está más pura la religión Católica que esta Monarquía»⁵⁴. A lo que contestó sor María, el 22 de mayo 1645: «El Altísimo dice que a los que ama, corrige y aflige, porque tiene vinculados tantos tesoros en los trabajos, que no quiere privar de ellos a los que elige para sí; y para atraerlos a su amistad es medio poderoso el de la aflicción, y el de acudir V. M. a Nuestro Señor en la que padece, es hacer su santísima voluntad».

El modelo católico quedaba plenamente asumido en esta carta de sor María a Felipe IV:

Señor: ningún aprieto debe poner a V. M. en estado de desconfianza, pues, aunque nos castigue Dios con rigor, dice la Divina Escritura, esperemos en Él y le roguemos; y tanto con mayor instancia y firmeza, cuanto necesitamos de su clemencia y misericordia en la mayor tribulación, pues Él solo nos puede librar de las que nos oprimen; y no asegura a V. M. menos la propia causa de su salvación y vida, cuando a los trabajos y penas de su persona antepone como padre las de sus vasallos, que son hijos de V. M. y de toda la Cristiandad, que es la hacienda del Señor. Este celo presentaré al Altísimo para inclinar su misericordia y V. M. no desmaye en él ni en la confianza, pues el tenerla es la

y de los vicios que ha de euitar el buen soldado. La segunda, de las virtudes que ha de tener, de sus obligaciones, y cómo se ha de portar en la campaña y fuera de ella. Con una exhortación a los Príncipes para el buen sucesso de las armas (BNE 2/4661). Francisco de Céspedes publicó en Milán, *Dubia conscientiae militaris*, traducido al castellano bajo el título, *El soldado católico que mueve dudas a su confesor*, Milán, Juan Pedro Cardo, 1649. Juan de Ginto, *Divina y humana milicia*, Zaragoza, [s.n.], 1642 (BNE, ms. 6/3002). Juan Bautista Gil de Velasco, *Católico y marcial modelo de prudentes y valerosos soldados. Triunfo de la unión católica y militar*, Madrid, Julián Paredes, 1650. Antonio Espino López, *Guerra y cultura en la Época Moderna. La tratadística militar hispánica en los siglos XVI y XVII*, Madrid, Ministerio de Defensa, 2001, p. 336-341.

⁵³ *Epistolario español*, IV, *Cartas de sor María de Jesús de Ágreda y Felipe IV*, Madrid, Atlas, 1958.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 13. Carta del Rey a sor María de Ágreda, fechada en Madrid, a 15 de noviembre 1644.

mejor disposición para alcanzar lo que se pide, porque al que cree todo le es posible. Mi mayor cuidado siempre consiste en que reciba V. M. la divina luz con tanta plenitud, que nada ignore de lo que es voluntad de Dios que ejecute con la potestad que de su mano tiene⁵⁵.

El rey le contestaba el 23 de agosto: «yo viva fe tengo de que Nuestro Señor se ha de doler de nosotros y sacarnos bien de los aprietos presentes, y cuando menores fueren los medios humanos, tanto más he de esperar en los divinos; lo que me atemoriza es ver mis culpas y creer que ellas han de detener los favores de Nuestro Señor». Es más, Felipe IV asumía plenamente los intereses políticos (no solo religiosos) dictados por Roma:

Con razón se puede temer la invasión del Turco, que es enemigo de la Cristiandad y poderoso; y los principios cristianos no nos ajustamos y tratamos de asistir a resistirle, nos hemos de ver muy embarazados; de mi parte no se faltará a esto aunque sea cediendo, como os he dicho, pero temo que Francia, como no se ve victoriosa, ha de rehusar el acomodamiento, particularmente teniendo paz aquella Corona con el Turco y no habiendo de padecer daño con esta guerra⁵⁶.

Muchos más textos se podrían citar (relativos a los últimos años del reinado de Felipe IV) en los que el concepto de reputación ya había dejado de tener su significado e, incluso, utilidad política, para dejar paso a una nueva visión de la justificación existencial de la Monarquía en el que el lenguaje político era distinto (el *pacifismo*), empleado por la Monarquía hispana a la hora de desplegar su política internacional, que se reflejó en el reinado de Carlos II.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 34. Carta de sor María a 19 de agosto de 1645.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 35.

RÉPUTATION ET CONSCIENCE :
LE *COMMENTO EN ROMANCE A MANERA DE REPETICIÓN
LATINA Y SCHOLÁSTICA... SOBRE EL CAPÍTULO INTERVERNA
XI Q. III DE MARTÍN DE AZPILCUETA*
(COÏMBRE, 1544 ; SALAMANQUE, 1572 ; ROME, 1584)

Michèle Guillemont
Université de Lille-CECILLE

Martín de Azpilcueta¹ (1491-1586, Barásain-Rome), à la renommée savante européenne, ne s'intéressa pas seulement aux formes de reconnaissance et de sanction sociale dans son *Manuel de Confesores y penitentes*². Nous tenterons de rendre compte ici de la quête théorique sur la réputation qu'entreprend,

- 1 Sur Martín de Azpilcueta, voir entre autres études, Mariano Arigita y Laso, *El Doctor Navarro don Martín de Azpilcueta y sus obras: estudio histórico-crítico* [1895], Pamplona, Jiménez Gil, 1998 ; Hermilio de Olóriz, *Nueva biografía del doctor Navarro Martín de Azpilcueta* [1918], Pamplona, Jiménez Gil, 1998 ; María Luisa Larramendi de Olarra, *Miscelánea de noticias romanas acerca de don Martín de Azpilcueta, Doctor Navarro*, Madrid, Espasa-Calpe, 1943 ; Ramón Martínez Tapia, *Filosofía política y derecho en el pensamiento español del siglo XVI*, Granada, Colegio Notarial de Granada, 1997 ; Rodrigo Muñoz de Juana, *Moral y economía en la obra de Martín de Azpilcueta*, Pamplona, EUNSA, 1998. Signalons l'apport de quelques travaux récents sur son œuvre. Tout d'abord, dans le sillage des recherches de Paolo Prodi, Vincenzo Lavenia, *L'infamia e il perdono. Tributi, pene e confessione nella teologia morale della prima età moderna*, Bologna, Il Mulino, 2004, au chapitre VII « Il Navarro e la svalutazione delle leggi secolari », p. 219-264 ; et, dans le cadre des travaux sur Augustin en Espagne coordonnés par Marina Mestre et Philippe Rabaté, Eduardo Fernández Bollo, « Conciencia y valor en Martín de Azpilcueta: ¿un agustinismo práctico en la España del siglo XVI? », *Criticón*, n° 118, 2013, p. 57-69.
- 2 La première édition fut celle de Coïmbre en 1553. Aux cinq éditions en castillan et à celle en portugais, s'ajoutèrent les trente-huit en latin de l'*Enchiridion confessoriorum* – sans compter le *Compendio*, qui amplifia encore le succès de cet ouvrage utile aux « cas de conscience » pour les confesseurs et les laïcs. Pour ce qui est des attaques à la réputation, ses manières et espèces, le canoniste les reprend de la *repetitio* de Coïmbre de 1544 pour les exposer à nouveau principalement dans son examen des atteintes au septième commandement – « Tu ne voleras point » – et au huitième commandement – « Tu ne porteras pas de faux témoignage contre ton prochain », aux pages 44-47, 47-53, 343-352 de l'édition d'Anvers de 1577, imprimée par Jan Steels, que nous avons consultée. Quant à la restitution, obligatoire, de cette réputation, elle est traitée plus particulièrement aux pages 352-364. Remarquons que la conservation de la réputation du prochain est obligatoire lors de la confession sacramentaire. Pour asseoir ce principe, Azpilcueta affirme avec force la prédominance de la loi divine positive face aux autres droits et l'obligation absolue du secret de la confession.

dès 1544, le *Doctor Navarrus*, à l'itinéraire inséparable de la confessionnalisation de la monarchie catholique et de la réforme de l'Église catholique romaine.

UN ITINÉRAIRE INDIVIDUEL EN TENSION ENTRE CONSCIENCE ET RÉPUTATION³

62

La famille de Martín de Azpilcueta avait résisté à la conquête de la Navarre, raison pour laquelle elle avait envoyé ce fils étudier le droit canon à Toulouse, où il passa son doctorat et débuta sa longue carrière de professeur. Après l'octroi du pardon royal, le canoniste rejoint la péninsule en 1523. Il dispense son enseignement à Salamanque, en particulier depuis la prestigieuse chaire de Prime en droit canon, jusqu'en 1537, l'année où Jean III du Portugal fonde l'université de Coïmbre sur le modèle de celles de Paris, d'Oxford et d'Alcalá de Henares⁴. Jouissant d'une solide renommée, Azpilcueta est invité à occuper dans le nouvel établissement une chaire similaire à la castillane. Les conditions promises pour un passage au Portugal sont extraordinaires⁵ et *Doctor Navarrus* y débute ses cours en octobre 1538. Parmi les grâces honorifiques et les bénéfices économiques offerts à l'universitaire par la famille royale, se trouve la chantrerie de la cathédrale de Coïmbre, obtenue sur intervention directe de la reine Catherine du Portugal et après quelques arrangements avec Rome.

C'est cette attribution qui amène un compétiteur du Navarrais à attenter une action en justice. Un mauvais bruit public commence à courir contre l'excellent juriste professeur⁶ et celui-ci cherche à y répondre avec la prudence apprise de la sentence biblique : « Ne réponds pas à l'insensé selon sa folie, / De peur que tu ne lui ressembles toi-même. » Pour ce faire, il bâtit une leçon universitaire selon les règles de l'art, à partir du commentaire d'un texte canonique célèbre.

3 Dans ce titre et dans le paragraphe qui suit, nous employons ces termes dans leur sens courant actuel.

4 Jean-François Labourdette, *Histoire du Portugal*, Paris, Fayard, 2000, p. 236-241.

5 Azpilcueta reçut l'autorisation de partir enseigner à Coïmbre après une longue dispute entre l'autorité royale castillane et l'université de Salamanque, en définitive tranchée par Charles Quint. Eloy Tejero reconstruit le détail de cette « mutation » dans « Martín de Azpilcueta cinco veces universitario », dans Peter Linehan (dir.), *Life, Law and Letters: Historical Studies in Honour of Antonio García y García, Studia Gratiana XXIX*, Roma, Salesiano, 1998, p. 839-862.

6 « [...] *Ca como aquella [priesa] fuesse necessaria, para mostrar a mis oyentes ser derecho lo que me veyan hazer de hecho, y no se impedir el fructo de mis trabajos en esta muy florecida Vniuersidad, descaeyendo la authoridad de este mi flaco saber. Assí cumplía esta presteza para obuiar el escándalo, que con dichos más afeytados que maciços, mas en vazía rhetórica, que en derecho diuino ni humano fundados, por rincones a vnos y a otros diziendo cosas escusadas, se ha dado* » dans : « A la muy alta y muy poderosa Donna Cathalina [...] », Martín de Azpilcueta, *COMMENTO/ EN ROMANCE A MANERA/ DE REPETICIÓN LATINA/ y scholástica de iuristas sobre el capítulo Interuerba XI q. III. Compuesto por el Doctor Martín de Azpilcueta Nauarro cathedrático de prima en Cánones de la Vniuersidad de Coimbra... en el qual de rayz se trata quando el dezir, oyr, o huir las alabaças, los vituperios, y las detraçiones o murmuraciones, es mérito quando venial peccado, y quando mortal*, Coimbra, « Ex officina Iohannis Barrerrii. Et Iohannis Aluari », 1544.

Cette *repetitio*, écrite et lue en castillan, est immédiatement éditée à Coïmbre. L'ouvrage paraît avec un privilège pontifical – qui, à lui seul, doit laisser sans réplique les détracteurs du canoniste. Les pièces paratextuelles exposent l'appui inconditionnel de la cour royale portugaise. La fin de l'ouvrage reproduit les pièces juridiques concernant le conflit de la fameuse chantrerie, comme pour conclure cette affaire qui atteignait une « *persona pública obligada a la conservación de su fama* »⁷.

L'heure de la retraite venue, Martín de Azpilcueta rejoint le royaume de Castille où il espère couler des jours sereins, occupé à la correction de ses écrits et à leurs rééditions⁸ bien plus qu'au conseil de la monarchie⁹. Or, à partir de 1561, il devient l'un des défenseurs¹⁰ de Bartolomé Carranza dans le procès¹¹, retentissant, que l'Inquisition attende contre le primat des Espagnes. Convaincu de l'innocence de l'archevêque de Tolède, le juriste se fonde sur le droit canon, dont il ne cessera d'exiger le strict respect, pour appuyer la demande de renvoi à Rome¹². Celui-ci enfin obtenu, il part pour la capitale du catholicisme, âgé de 75 ans, après que Pie V ait accepté qu'il continue de défendre le prélat espagnol.

Dix ans après cet autre départ de la péninsule Ibérique, en 1572, Martín de Azpilcueta publie à son compte, chez le célèbre imprimeur Adrian Ghemart, à Valladolid (cœur de l'administration de la monarchie catholique), la *repetitio* élaborée au Portugal. Cette réédition porte un nouveau titre – *Tractato de alabança y murmuracion, en el qual se declara quando son merito, quando peccado*

7 « Respuesta apologética », dans *ibid.*

8 En 1566, Martín de Azpilcueta rappelait à Philippe II quel avait été son projet à son retour du royaume du Portugal : « [...] *ir a mas de trezientas leguas de aquí* [Valladolid] *para euitar las continuas interrupciones que se me dan doquier que esté, con vna sin fin de preguntas de diuersas partes, y esconderme en alguna librería, y mudado el nombre tornar en dos o tres años a reveer mis obras impresas, y de nuevo imprimir otras que están muy desseadas, con licencia que para ello tenía del Consejo Real* [...] », dans un mémorial publié en annexe de H. de Olóriz, *Nueva biografía del doctor Navarro Martín de Azpilcueta* [1918], *op. cit.*, p. 80.

9 Entre autres consultations directes de Philippe II sur des affaires délicates au canoniste, on compte celles concernant la guerre contre le pape Paul IV, ou encore le destin du prince Carlos.

10 « [...] *Lo hice y lo hago abandonando la revisión y publicación de mis trabajos que fue el principal motivo de dejar Coimbra* [...] », dans « Carta apologética » ou « Martín de Azpilcueta, Doctor Navarro, Saluda a don Grabiél de la Cueva, Duque de Alburquerque, Gobernador de Milán, etc. » reproduit dans Martín de Azpilcueta, *Comentario resolutorio de cambios* [1556], introd. et texte critique d'Alberto Ullastres, José M. Pérez Prendes, Luciano Perena, Madrid, CSIC, 1965, p. LIII.

11 José Ignacio Tellechea Idígoras, *Fray Bartolomé Carranza. Documentos históricos*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1975, t. IV, « Audiencias I (1561-1562) », p. 20-30, p. 45-52, p. 57-58, p. 66-71, p. 73-75, p. 81-83, p. 85-91 et p. 94-101.

12 *Id.*, « El proceso del arzobispo Carranza, "test" de las tensiones Iglesia-Estado », dans Joaquín Pérez Villanueva (dir.), *La Inquisición española. Nueva visión, nuevos horizontes*, Madrid, Siglo XXI, 1980, p. 69-82.

venial, y quando mortal... – et est annoncée corrigée¹³. Néanmoins, une rapide comparaison avec la *princeps* portugaise permet d'établir que les remaniements ne sont que formels et que seul le paratexte est modifié, sans doute avec l'objectif que l'ouvrage prenne une certaine résonance non seulement après la situation hautement conflictuelle traversée par son auteur en Castille¹⁴ mais aussi à cause de celle qui se présente à Rome. En effet, le parti espagnol y mène une campagne très dure contre « le Navarrais » afin que Grégoire XIII ne l'élève pas à la dignité de cardinal ; car c'est bien évidemment cette identité territoriale et politique première du juriste qui est arguée contre Azpilcueta, avec le rappel du parti qu'avait pris sa famille pour Jean d'Albret¹⁵.

64

Après la conclusion du procès de Carranza en 1576, Azpilcueta se consacre enfin au projet de révision de son œuvre entière qu'il avait formé deux décennies auparavant. Il traduit en latin et remanie entièrement le texte de sa *repetitio* portugaise et de son *tratado* castillan. En 1584, et à ses 93 ans, il publie à Rome son *Commentarius in cap. Interverba XI. Q. III in quo de gloria, honore, laude, ac bona fama, dequè in gloria, siue vituperio, infamia, & detractatione, praemisso nonihil de silentio, & loquutione profundè & resolutè traditur: & quando cuiusque horum appetitio, auditio, aut dictio sit virtutis, aut vitii actus, & quae bona, quaeque mala, mortifera, vel venialis*¹⁶. Au cœur de cette édition romaine de 1584, définitivement dépouillée de toute référence aux conflits qu'il a affrontés dans les royaumes ibériques et aux pratiques judiciaires inquisitoriales, il n'est plus question, comme l'affiche le titre, que de ce qui relève de la réputation : *gloria, honore, laude, bona fama*.

On le voit : ce bref itinéraire de Martín de Azpilcueta, à partir de celui de l'ouvrage où il théorise la question de la réputation, rend compte de la tension,

13 Le privilège royal, qui avait été accordé en 1556, déclarait : « [...] *Por quanto por parte de vos el Doctor Martín de Azpilcueta, Navarro; Cathedrático lubilado de Prima de Canones de la Vniversidad de Coymbra, nos ha sido fecha relación, que agora veynte años auíades compuesto e imprimido en la Ciudad de Coymbra vn Libro, intitulado Tractado de Alabaça y Murmuración, à manera de Repeticio Latina y Scholástica de luristas: sobre el Capitulo Inter Verba, y que auía mucho tiempo que se acabaron los que se auían impresso, y agora de nuevo auíades tornado a reueer el dicho libro, y emendado y añadido en el muchas cosas buenas, y auía necesidad del en estos nuestros Reynos, por el prouecho que del se seguiría [...]* ».

14 En 1550, Adrián Ghemart avait édité la *Controversia sobre la necesaria residencia personal de los obispos...* de Bartolomé de Carranza que celui-ci avait publié en latin, à Venise, en 1547, et qui avait augmenté la rancœur que lui tenaient d'importants personnages politiques, dont l'Inquisiteur Général Fernando de Valdés. Cet ouvrage était dédié à Francisco de Navarra, évêque de Badajoz, qui avait su renoncer à la présidence de la Chancellerie de Grenade préférant le bon gouvernement des fidèles dont il avait la charge. Or, celui de Martín de Azpilcueta qui nous occupe se clôt sur une lettre au même prélat, ami fidèle, aussi bien dans l'édition de Coïmbre que dans celle de Valladolid.

15 José Goñi Gaztambide, « Por qué el Dr. Navarro no fue nombrado Cardenal », *Príncipe de Viana*, t. III, 1942, p. 419-455.

16 *Romae, In officina Iacobi Tornerii & Iacobi Berrichie*, 1584. Ce texte sera inclus dans l'*Opera omnia*, publication posthume, en 1586.

parfois extrême, entre réputation et conscience que vécu, de manière aiguë, le grand canoniste. Mais venons-en au texte.

VERS LE MOT « REPUTACIÓN »

À partir de la 45^e lettre du livre 2 des fameuses épîtres de Grégoire-le-Grand¹⁷, Père de l'Église à l'autorité insurpassable (haut fonctionnaire, moine, pontife et saint, et dont l'œuvre s'inscrit pleinement dans la continuité de l'enseignement de saint Augustin), Martín de Azpilcueta entend contribuer à « sauver nos âmes si tourmentées sur cette mer tumultueuse de notre vie ici-bas ». Il doit le faire d'une manière qui s'avère profitable à la fois à son détracteur et aux partisans de celui-ci, à la dignité de la chaire de professeur qu'il occupe ou à celle de la chanterie qui lui a été accordée, ainsi qu'à lui-même. Mais l'éminent canoniste veut démontrer aussi, au-delà de la dignité de son « art et de sa profession »¹⁸ (comme il l'écrit à la reine du Portugal), sa capacité à tenir l'exigence morale chrétienne – qu'il enseigne et théorise – dans la tension entre l'obligation sociale du personnage public de se défendre et l'obligation morale de ne point pécher en rétorquant à celui qui diminue sa réputation – autrement dit, entre cette dernière et sa conscience.

La leçon s'organise de la manière suivante : neuf préludes, ou présupposés, sur la cause de la composition de la *repetitio*, sont développés pour revisiter l'opposition traditionnelle sur le parler et le taire articulée à la réponse à l'injure et à la flatterie. Vient ensuite la citation du texte grégorien, d'où six « conclusions » sont tirées¹⁹. À la densité et compacité de l'exposition de Martín de Azpilcueta, s'ajoutent la méthode d'enseignement et de recherche employée, typiquement scolastique et fortement ritualisée, ainsi qu'un maniement extrêmement maîtrisé

17 Martín de Azpilcueta, *Tractado de alabanza y murmuración en el qual se declara quando son mérito quando peccado venial e quando mortal*, Valladolid, Adrian Ghemart, « a costa del author: véndese en casa de Antonio Suchet », 1572, p. 25-26.

18 « A la muy alta y muy poderosa Señora, Doña Catalina, primera deste nombren Reyna de Portugal, de los Algarues, de aqueude y allende, &c. Martin de Azpilcueta Nauarro. Gracia diuina para gloria soberana temporal y eterna dessea », publiée dans l'édition *princeps* de Coïmbre et dans celle de Valladolid.

19 La « Summa desta Repeticion » annonce : « [...] la primera Conclusion, dever nos pesar de la falsa loa, y no deber nos holgar con ella. Con 9 confirmaciones, 6 oposiciones o dificultades soltadas y 17 corollarios muy quotidianos » ; la 2 « deuer nos alegrar del falso vituperio. Con 10 Confirmaciones, 7 oposiciones, sus respuestas, y 10 determinaciones Corolarias ». 3 : « bastar nos que nuestra conciencia nos alabe. Con algunas confirmaciones y oposiciones soltadas ». 4 : « ser gloria el ser conocido y aprobado de uno solo. Con 4 confirmaciones, 4 oposiciones: y para su soltura las definiciones, conveniencias, y diferencias de la alabanza, honra, gloria, fama, y reverencia, profundamente tratadas ». 5 : « ser licito desear gloria, y holgar con ella. Con 4 confirmaciones, 8 oposiciones, 40 corolarios y 9 determinaciones ». 6 : « la detraccion y murmuracion ser grave pecado? con 10 confirmaciones y la diferencia y conveniencia de la detraccion y murmuracion, con su definicion recatada y 72 corolarios ».

du rapport aux autorités intellectuelles et politiques. À chaque pas, un art d'argumenter se déploie, « selon le pour et le contre », pour une détermination de la solution à la difficulté d'interprétation posée.

Il n'est évidemment pas question de suivre ici dans le détail ce raisonnement qui, au fil des exemples évoqués, fait entrer l'ensemble du corps social et de ses états, depuis la noblesse jusqu'au délinquant infâme en passant par les médecins et *letrados*. Nous nous limiterons ici à rendre compte des définitions que Martín de Azpilcueta propose de quelques termes clés – tout étant affaire de mots « dans une société qui, dans son plus grand nombre, ne vit que par la parole proférée et se trouve, du même coup, sous la menace constante de subir des informations qu'elle ne peut pas contrôler »²⁰.

66

En tout premier lieu, il convient de remarquer que le terme « *reputación* » n'a que de très rares occurrences dans la *repetitio*. Sur l'ensemble du texte, celles-ci ne sont qu'au nombre de quatre, deux sous leur forme latine et deux en castillan – dans la même proportion, d'ailleurs que « *crédito* », auquel Azpilcueta préfère « *precio* » en référence à l'estime sociale d'un individu. « *Reputación* » n'est d'ailleurs pas répertorié pour lui-même, pour désigner une forme de reconnaissance sociale, et n'apparaît que pour définir la « *reverencia* »²¹, ou lorsqu'il s'agit d'établir ce qui rassemble ou distingue les termes « *loa, alabanza, honra, fama, gloria, reverencia* » entre eux.

Aristote et Thomas d'Aquin sont les références qui déterminent ce qu'est « *loa* » et « *alabanza* » – la grandeur de la vertu, autrement dit « la grandeur de quelque bien » –, tout comme « *honra* » – « *muestra de reverencia y acatamiento para testimonio de alguna excelencia* » –, caractérisée par les signes honorifiques, la manifestation publique liée au prestige d'une charge, d'un titre, d'un bénéfice ou la valeur d'une personne. Quant à « *fama* », elle constitue un état approuvé par des lois et des coutumes. Pour parvenir à sa propre définition, Martín de Azpilcueta fait d'abord état de son désaccord avec celle du juriste Callistrate qui la limite à la « vertu et les bonnes œuvres », avant de l'ouvrir à tous les autres biens de l'âme, de l'intelligence (*ingenio*), de la mémoire, de la science, au bien provenant de la beauté et de la force du corps, à la fortune, à la richesse, aux dignités, autrement dit à un éventail très large de pratiques sociales. En opposition avec Callistrate toujours, le canoniste affirme que la « *fama* » est complexe, au point de pouvoir aussi appartenir à l'infâme, et il apporte deux exemples à l'appui : celui d'Henri VIII d'Angleterre – hérétique certes, mais

20 Claude Gauvard, « La Fama, une parole fondatrice », *Médiévales*, n° 24, 1993, « La renommée », p. 5-13.

21 « *Reputación* » n'est d'ailleurs pas répertorié dans le *Tesoro de la lengua castellana* de Covarrubias de 1611. Le terme n'apparaît que dans le *Diccionario de Autoridades*, au début du xviii^e siècle.

à la renommée exceptionnelle pour les « 6 articles » qu'il avait écrits contre Luther et qui lui avait valu l'octroi par le pape du titre de « défenseur de la foi », une « *fama* » qui perdure après, et malgré, la rupture avec Rome et l'infamie conséquente – ; celui de Jules César, infâme à cause de sa tyrannie, mais jouissant de son immense gloire guerrière. Pour « *gloria* », Azpilcueta reprend la définition du *De Inventione* de Cicéron qui avait traversé tout le Moyen Âge : « *Gloria est frequens de aliquo fama cum laude* ». S'il la conçoit comme la réputation élogieuse largement répandue d'une personne et « *una esclarecida noticia ayudada con loor* », il stipule néanmoins que cette notoriété peut aussi être atteinte sans propos louangeur aucun et par l'honneur seul – à l'exemple de Mardochée, cousin (ou oncle) de la reine Esther, seul personnage à la cour à ne pas s'être prosterné devant Haman, le ministre du roi, mais qui sut déjouer la tuerie des exilés juifs de l'empire perse. Enfin, Azpilcueta passe au crible le terme « *reverencia* » – où surgit enfin celui de « *reputación* » : « *reputación del alma con que algun bien engrandece, ora el bien esté en otros, ora en si mismo* » –, avec lequel il s'agit davantage du jugement porté par les autres et par soi plutôt que de sa diffusion²². À ces cinq définitions, le canoniste ajoute l'obligation de régir chacune de ces manières de reconnaissance sociale par l'humilité. Pour ce faire, il rappelle que « [n]ous devons nous soumettre à tout ce que Dieu a chez notre prochain, Lui qui possède tout », une formule qui, selon le rigoureux professeur, devrait être inscrite en « lettres gothiques » et se trouver à tout moment devant les yeux de nos âmes²³.

À cette caractérisation systématique et pointilleuse, suit un raisonnement de type pratique, selon la gradation qu'est « *alabar* », « *acatar* », « *honrar* », « *loar* », « *glorificar* ». Azpilcueta envisage aussi toutes les combinaisons possibles entre ces notions : la « *fama* » sans la « *gloria* », la bonne opinion sans diffusion et sans démonstration extérieure, etc.²⁴ L'exposition de toutes ces associations est longue et scrupuleuse, raison pour laquelle nous emploierons désormais, par commodité, le terme « *réputation* » pour nous référer à l'ensemble des termes examinés par Azpilcueta – anticipant ce qui sera le triomphe final et tardif de ce terme sur tous ceux déterminant quelque forme de reconnaissance collective²⁵.

22 Martín de Azpilcueta, *Tractado de alabanza y murmuración en el qual se declara quando son mérito quando peccado venial e quando mortal*, op. cit., p. 110-113.

23 *Ibid.*, p. 113-115.

24 *Ibid.*, p. 117-119.

25 Il convient de rappeler ici l'ouvrage classique de María Rosa Lidia de Malkiel, *La idea de la fama en Edad Media castellana*, México, Fondo de Cultura Económica, 1952.

Dès les premières pages de la *repetitio* du Docteur Navarrais où est posée la question très pratique de ce que doit faire le chrétien lorsqu'il est loué (au-delà de l'avertissement de la fable du corbeau d'Ésope enseignant à ne pas croire des propos qui ne peuvent être que flatteurs), ou vitupéré, apparaît le mot « *consciencia* », avec une référence immédiate à saint Paul²⁶. Car pour mesurer la vérité de ce qui se dit de lui, le chrétien doit avant tout sonder son âme – s'attrister si celle-ci n'a pas la bonté célébrée, se réjouir si elle n'a pas la méchanceté blâmée – suivant le principe déclaré au verset 12 de la *Deuxième Épître aux Corinthiens* – « notre gloire est le témoignage de notre conscience » –, ainsi qu'au 16:19 du *Livre de Job* – « dans les cieus est mon témoin » – ceux-là mêmes relevés par Grégoire le Grand dans son épître fameuse. Or, la clarté de ce précepte se heurte au nombre et à la complexité des conduites possibles. Aussi, une fois encore, Azpilcueta envisage-t-il les attitudes paradigmatiques à partir desquelles discerner le bien et le mal dans la variabilité infinie des comportements.

Si la conscience peut témoigner de la bonté qu'attestent les louanges des autres, elle doit attendre le jugement de Dieu qui décidera après notre mort de la vérité du mérite. Dans cette attente, l'insuffisance intrinsèque du témoignage qu'apporte la conscience constitue une excellence émulation – tout comme la vitupération infondée : soit on désirera mériter les louanges et œuvrer pour atteindre le royaume des cieus, soit on cherchera à parfaire sa vertu et s'élever davantage.

Charité et amour du prochain interdisent au chrétien l'indifférence à la fausseté du propos louangeur ou injurieux. Revenant à saint Augustin – « *dos cosas son conciencia y fama, tu conciencia es para ti necesaria, tu fama para el proximo* » –, Azpilcueta affirme que le chrétien qui se fie à sa conscience et méprise sa réputation se montre cruel. La cruauté constituant un péché – selon saint Thomas : « *peca el que de su fama no cura* » –, le blâme d'autrui, même le plus injuste, oblige toujours non seulement à la patience mais aussi et surtout à faire le bien. En cet endroit de l'exposé, Azpilcueta déroule un guide très pratique pour que la « personne publique » s'éloigne en une telle situation du péché de cruauté. Suivant l'enseignement de saint Grégoire toujours, Azpilcueta affirme avec insistance que « ceux dont les vies sont exposées pour l'exemple des

²⁶ Martín de Azpilcueta, *Tractado de alabanza y murmuración en el qual se declara quando son mérito quando peccado venial e quando mortal*, op. cit., p. 26-27. On ne s'étonnera pas de l'immédiateté de ces citations : les écrits de saint Paul ont légué une conception et une problématique spécifiques de la conscience qui redeviennent centraux à partir de l'institutionnalisation de la confession en 1215 et de l'importance que prend le sacrement de la pénitence.

autres doivent réfréner s'ils le peuvent les paroles des médisants » car celles-ci corrompent l'innocence de ceux qui ont pu les entendre. Conséquemment, la personne publique qui ne se soucierait guère de nettoyer la fausse infamie perdrait de son autorité et, partant, empêcherait le profit moral du prochain. Admonester en secret celui qui vitupère ne saurait donc suffire et il faudra lui faire reconnaître la folie de ses propos publiquement. Le canoniste insiste encore : confronté à quelque propos critique, le silence n'est pas le bon choix, car il fait enrager davantage le vitupérant, ce qui confine à la vengeance. Surtout, se taire face à la vitupération confond son prochain sur ce qui est bien et sur ce qui est mal. Azpilcueta ajoute à sa démonstration des exemples variés : depuis le religieux chez qui vit une femme avec laquelle il n'y a aucune relation coupable et qui ne doit pas s'habituer à la mauvaise rumeur qui court... à l'affaire de Coïmbre qui lui tient tant à cœur²⁷.

Dans cette leçon magistrale, l'autre grande référence sur la conscience est Thomas d'Aquin : une conscience qui n'est pas une puissance, un pouvoir d'agir mais l'acte. C'est cette conscience qu'Azpilcueta sollicite et veut mettre à l'œuvre : une sorte de connaissance « appliquée » – *cum scientia*, une connaissance non isolée mais en rapport avec quelque chose d'autre –, autrement dit l'application de nos connaissances à ce que nous avons fait, omis de faire, ou allons faire. Il s'agit là de la conscience de ceux qui peuvent apporter le conseil clé au chrétien en proie au doute face à la louange ou la détraction – qui vise ou soi, ou le prochain, ou le puissant, ou les universitaires à la science et conscience renommées qui apparaissent à plusieurs reprises dans ce texte et constituent la catégorie sociale d'appartenance de notre auteur.

Appliqué à la réputation, l'acte de la conscience consiste à distinguer objet et fin principale dans l'œuvre par laquelle est recherchée ou obtenue quelque forme de reconnaissance sociale (la renommée, ou l'honneur, ou la célébrité, etc.). Pour s'assurer de la compréhension de l'impératif selon lequel Dieu et sa gloire doivent être la fin de chacune de nos œuvres, Azpilcueta recourt à un exemple social extrême : on ne tue point à la guerre pour la gloire ou, *a contrario*, par peur de l'infamie et du déshonneur, mais pour le service de son roi et de la « république », pour Dieu. Et cette exigence, première, majeure et suprême, ne peut être soumise de quelque manière que ce soit à l'objet qu'est la renommée, ou encore la louange, l'honneur, la célébrité ou la gloire – toujours mineur. Autrement dit, l'intention doit toujours anticiper l'exécution, bien que l'ordre événementiel soit le plus souvent inverse.

Aspirer à la réputation est légitime et le désir en est naturel si l'intention est de rechercher l'honneur de Dieu, le bien spirituel du prochain ou le sien

²⁷ *Ibid.*, p. 84-99.

propre, si elle est due à la fonction, à la charge ou au titre éminents, s'il y a œuvre d'humilité, de charité, de gratitude ou de toute autre vertu. Il va sans dire que l'œuvre mauvaise ou vaine pourra avoir pour fin l'amour de Dieu ou la vertu, elle restera ce qu'elle est. Au contraire, ne pas œuvrer en référence à Dieu, source de toute vertu, fait tomber dans la fausse gloire et mène à l'honneur vain. Ce qui peut toutefois ne pas être un péché mortel sauf si ce qui est désiré est péché mortel, ou faux, ou contraire à la divine révérence, ou encore lorsqu'on se croit plus important que Dieu, si on se place avant Dieu – où Azpilcueta anticipe lointainement la définition de l'affirmation glorieuse de soi, égoïste, de l'« amour propre » que dénonceront au XVII^e siècle Pascal ou La Rochefoucault. Lorsqu'une forme de reconnaissance sociale est la fin ultime recherchée, selon les circonstances et les acteurs, le péché commis est véniel ou mortel.

70

L'amour appliqué à la réputation constitue donc un danger et est un ennemi perpétuel. À nouveau, Azpilcueta recourt, entre autres références, plus particulièrement à saint Thomas pour souligner le péril terrible du monstre de la « *ambición* » qui, telle la gloire vaine, n'est autre que l'amour désordonné de l'honneur. Car, à son tour, l'ambition est une « mère maudite, qui engendre, alimente et abrite sept filles » – les textes moraux faisant appel de manière récurrente à la métaphore du lignage – pires qu'elle encore : la jactance (qui consiste à manifester par des mots sa propre excellence, vraie ou fausse) ; l'entreprise de nouveauté (pour « se vendre pour grande » et de manière désordonnée) ; l'hypocrisie (qui cherche à « vendre » des choses fausses pour vraies) ; l'obstination (à se montrer plus important que les autres, toujours de manière désordonnée) ; la discorde (où l'on cherche à montrer une valeur supérieure à celle d'autrui) ; la « *contención* »²⁸ (« *para mostrarse desconcertadamente voceando en platicas* ») ; et enfin la désobéissance (ne pas accomplir ce qui est demandé ou le faire pour d'autres raisons, à sa convenance). Combattre cet amour « désordonné », le faire « héroïquement et noblement », exige de troquer l'amour de la réputation (chose humaine), pour l'amour des choses divines (Dieu, le Christ, la Vierge, les saints, etc.) afin de prétendre atteindre la cour céleste²⁹.

Les exemples choisis par Azpilcueta parmi les réalités qu'il observe dessinent un spectre très large, qui va du juriste au confesseur, tous friands de flatteries et lancés à obtenir la réputation d'être le meilleur. Il y est beaucoup question des mauvais aspects de l'université – la « *universidad odiosa* »³⁰ –, qui subit une

²⁸ Le sens en est ici celui du castillan classique, désormais tombé en désuétude, d'altercation et de dispute.

²⁹ Martín de Azpilcueta, *Tractado de alabanza y murmuración en el qual se declara quando son mérito quando peccado venial e quando mortal*, op. cit., p. 200-202.

³⁰ *Ibid.*, p. 1.

critique en règle. C'est commettre un péché par présomption que de briguer le grade de bachelier, de licencié ou de docteur sans en avoir le niveau, et tout autant d'aider le prétentieux à y parvenir. Sont aussi dans le péché les maîtres des enfants des familles riches qui n'apprennent véritablement que l'équitation, le cheval ne regardant pas le statut et la dignité du cavalier qui saura ou ne saura pas mener et gouverner sa monture. Quant aux chaires universitaires, Azpilcueta demande au roi un nouveau mode d'accession afin qu'elles ne soient plus stipendiées – prudent, il n'évoque que l'exemple de Toulouse et n'en donne aucun pour la péninsule Ibérique – car rares sont celles sur lesquelles « le démon n'ait pas un million de péchés mortels [...] si l'on compte les désirs mauvais et délibérés, les mauvais propos et les faits des candidats et de leurs alliés », toutes choses qui éloignent de l'amour de Dieu et du prochain. « *Quien tiene oydos oiga* » avise Azpilcueta : c'est pécher que de vouloir exercer un art que l'on ne connaît pas, c'est tomber dans la présomption, la vaine gloire, l'orgueil que d'accepter un métier public sans être à la hauteur de sa charge. Selon le rigoureux Azpilcueta, l'absolution de ce péché passe par la démission³¹.

VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA RÉPUTATION

L'aspect à relever de cette leçon est son articulation, plus qu'à la dimension sociale, à l'économique – ce que dit la présence, puis l'extension, d'un mot dont l'étymologie latine, *reputare*, signifie d'abord le calcul, le compte et l'estimation. Celle-ci apparaît explicitement lorsque le canoniste tente de définir ce qui lie ensemble les formes d'appréciation collective que sont la *loa*, *alabanza*, *fama*, *gloria*, etc. Afin de déterminer quelque similitude entre elles, il rappelle tout d'abord le principe selon lequel elles ne sont pas des vertus – ni morales, ni intellectuelles, ni théologiques –, la vertu étant un *habitus* et une qualité de l'âme³². Or, ni la louange, ni l'honneur, ni la gloire, ni la célébrité, ni la renommée ne sont des qualités de l'âme, car qui jouit d'une bonne ou excellente considération peut être méchant et vicieux³³.

L'analogie que Martín de Azpilcueta distingue et pose est donc la valeur de la réputation – le mot employé à ce point de son raisonnement est « *precio* » : « *todos ellos son bienes de mucho precio, y tan grandes que de su naturaleza exceden los bienes y hacienda* ». Cette valeur, qui surpasse amplement tout argent ou patrimoine, est celle-là même que déclare Salomon dans le *Livre des Proverbes*, au verset 22,1 – « le renom l'emporte sur de grandes richesses » – ainsi que dans

³¹ *Ibid.*, p. 50-57.

³² *Ibid.*, p. 119-120.

³³ *Ibid.*, p. 120-214.

l'Éclésiastique, au verset 41,12 – « Aie souci de ton nom, car il te restera / bien mieux que mille fortunes en or ». Pour le canoniste, il ne s'agit ni d'une parabole ni d'une métaphore, et la réputation n'est pas une simple ressource symbolique : le chrétien doit préférer, littéralement, la réputation parmi tous les biens terrestres dont il dispose à cause de son prix. On retrouve aussi au fondement de ce présupposé saint Thomas : « *la honra ser el mayor de todos los bienes exteriores* ». Cette primauté de la renommée parmi les possessions matérielles est confirmée par le rappel de la détermination de quelques docteurs de l'Église (sans autre précision dans le texte d'Azpilcueta) selon laquelle la restitution de biens, en espèces sonnantes et trébuchantes, n'oblige pas en conscience si elle doit s'avérer préjudiciable à la réputation. Un exemple frappant est encore donné au lecteur pour l'aider à mesurer la force de ce principe – la femme adultère n'est pas obligée, en conscience, de publier son péché si son aveu doit mettre en péril l'héritage de ses enfants –, dont l'unique limite est l'intégrité physique et la vie qui doivent toujours être conservées, selon le désir naturel que Dieu a placé dans sa créature³⁴.

Azpilcueta remet encore en question l'opinion selon laquelle l'infamie est pire que la mort, ou qu'il convient de mourir pour défendre son honneur : le chrétien ne peut avoir, tel les Romains, l'honneur pour idole. D'ailleurs, mourir pour l'honneur n'est pas un effort véritable. Ce qui l'est, c'est de mourir pour ce qui fait mériter l'honneur. Aussi le canoniste condamne-t-il au passage la noblesse et les hommes de guerre qui se jettent dans quelque combat pour l'honneur et l'enrichissement et non point pour ce qui les font les atteindre : la chose publique, le bien commun, l'obligation du serment fait au roi ou au capitaine³⁵.

ENJEUX

Passons sur les enjeux immédiats de chaque édition de cette *repetitio* : l'entreprise de Martín de Azpilcueta de contrecarrer tout risque de dégradation de la dignité de sa charge universitaire, de son statut de professeur face à son compétiteur défait et vengeur ; la réédition à Valladolid qui fut théâtre du procès de Carranza alors que le parti espagnol travaillait contre l'élévation au cardinalat du Docteur Navarrais à Rome ; la traduction en latin et l'établissement final et serein du texte au cœur de l'orthodoxie catholique, une fois épuisé le temps individuel des batailles politiques.

Quelle que soit l'étape à laquelle ce texte est envisagé, celui-ci affirme que la réputation est l'existence sociale même, incluse dans la catégorie sociale

³⁴ *Ibid.*, p. 119-124.

³⁵ *Ibid.*, p. 119-126.

d'appartenance, ainsi que l'estime portée sur la valeur de qui occupe une fonction ou une charge non pas seulement par la dignité qui y est attachée, mais aussi dans l'interaction avec ses pairs – comme a pu l'observer et l'analyser Azpilcueta à l'université. Il montre combien les codes se compliquent, se multiplient et s'enchevêtrent, au point que la réputation doit d'abord devenir une négociation âpre dans la conscience : quelque chose bouge dans l'interprétation des relations sociales, même si la société chrétienne est encore loin d'avouer le triomphe de la formule du philosophe Hobbes : « *Homo homini lupus, bellum omnium contra omnes* » (déjà fortement présente dans la littérature espagnole dès la fin du xvi^e siècle). Néanmoins, soulignons que cette *repetitio* ne recourt pas au vocabulaire guerrier pour définir ou conceptualiser la réputation : celle-ci n'y est pas encore explicitement ce qui se conquiert, se défend, s'accroît tant que possible – tel le pouvoir.

Or, cette conscience – son contrôle – fait l'objet d'une compétition plus rude entre pouvoirs séculier et ecclésiastique que le disciplinement des comportements, alors que s'approfondit le processus de confessionnalisation qui, aussi bien en Espagne qu'au Portugal (où l'Inquisition s'implante dans les années 1530 alors qu'Azpilcueta s'installe à Coïmbre), transforme le péché en délit et le délit en péché³⁶. Lorsque la pratique de la confession commence de se voir prise entre la loi (à la fois du droit positif de l'Église et de l'État) et la conscience, la réputation – dont le désir n'est pas en soi vicieux mais périlleux – constitue un enjeu clé dans une société anxieuse à la fois de l'honneur et de son salut, pour construire un univers de normes – soustrait au droit positif – et un éventail de solutions à l'aspect légaliste pour les problèmes de conscience qu'elle pose. Azpilcueta, selon qui le pouvoir sacerdotal doit détenir seul, par la confession sacramentaire et l'obligation du secret qui lui est liée, le pouvoir d'imposer quelque pénitence et la *potestas clavium* pour les amener aux portes du royaume céleste, saisit la centralité de ces pratiques et valeurs sociales. C'est pourquoi il joue un rôle de premier plan dans la constitution d'une dialectique de la rigueur et de l'indulgence, dans l'appréhension par la théologie morale et la casuistique – parfois qualifiée de « second droit canon » – des scrupules angoissés du chrétien pris dans la tension entre renommée publique et conscience individuelle. *A contrario*, peut-être faut-il lire dans la réduction de la seconde partie de la *repetitio* portugaise et du traité vallisolétan qui était consacrée à la pratique inquisitoriale autour de l'infamie et du secret tout comme dans le passage de cette somme d'une langue vulgaire au latin, l'aveu que l'Église romaine ne dirige plus, vingt ans après le

36 Voir le chapitre IV « El conflicto entre ley y conciencia » de Paolo Prodi, *Una historia de la justicia. De la pluralidad de fueros al dualismo moderno entre conciencia y derecho*, Madrid, Katz, 2008 [2000], p. 143-199.

Concile de Trente et l'application de ses décrets sous tutelle des monarques, que le seul magistère de la moralité pour appliquer sa sévérité – celui laissé par l'autorité séculière parvenue à faire collaborer le confesseur avec le juge et l'inquisiteur.

Que le besoin de reconnaissance soit la clé de voûte de l'ordre d'une société où la parole tisse lentement des réputations qu'elle peut tout aussi bien défaire abruptement inquiète le moraliste qui doit aider au salut des âmes. Si le rappel de la conscience, comme acte de distinction du bien et du mal et de discernement de la fin chrétienne dans toute interaction avec son prochain, mènera au succès du rigorisme à l'heure de la « conversion collective à la sévérité »³⁷ – religieuse, sociale, politique – et au paradoxe de participer à la montée de l'individualisme dans la civilisation occidentale (chacun cherchant à jouer à la fois son destin terrestre et le destin de son âme pour l'éternité), l'affirmation que toute réputation doit se construire, se conserver, durer grâce à la conscience – le for où régit la loi divine positive, et non le droit ecclésiastique, inquisitorial, civil – aide à la conservation et à l'augmentation du pouvoir d'intervention de l'Église catholique romaine.

74

Si le canoniste « conservateur » Martín de Azpilcueta tente de théoriser la réputation (ses formes, ses flétrissures, ses pertes, ses compensations...), force est de constater l'incommensurabilité du défi qu'il s'est lancé. L'extraordinaire foisonnement du texte d'Azpilcueta en est un signe : multiplication des termes ; glissements sémantiques d'un mot à l'autre ou d'une perspective à l'autre (théologie, droit canon, morale) ; diversité des exemples (qui peuvent être empruntés aussi bien aux textes bibliques et à la patristique qu'à Virgile et à Ésope) ; tentative de faire entrer l'observation pratique de la société du temps où, s'il est bien établi que la réputation appartient à un nombre réduit d'individus supérieurs – l'aristocratie –, d'autres secteurs prétendent à ce système de valeurs (tels les universitaires), car l'humanité commune a à voir avec lui, tous devant agir pour la gloire de Dieu.

Néanmoins la précocité de l'idée du « Navarrais » selon laquelle la valeur de la réputation n'est pas seulement ni principalement symbolique mais surtout hautement économique doit être soulignée – et nous obliger à envisager l'œuvre d'Azpilcueta dans sa totalité et sa cohérence et non en séparant textes moraux et écrits économiques –, d'autant que l'on touche là à une des ressemblances les plus étonnantes entre la société occidentale moderne et l'actuelle. En effet, si la réputation constitue aujourd'hui, dans notre *mundum imperium*, à la fois

³⁷ Jean Delumeau, « Préface », Pierre Hurtubise, *La Casuistique dans tous ses états. De Martín de Azpilcueta à Alphonse de Liguori*, Ottawa, Novalis, p. 6-7.

la valeur clé du capital de l'entreprise (chiffrée par des agences spécialisées) et le risque le plus problématique de tous (puisque liée à la performance, capable d'attirer investisseurs et clients, indispensable à fonder la confiance des actionnaires), elle ne laisse de provoquer un désarroi théorique patent dans la production écrite d'aujourd'hui malgré le recours à de très nombreuses spécialités (économie, comptabilité, sociologie, marketing, stratégie commerciale, communication, etc.) – à l'exception du droit, de la morale, et de toute théologie, ces « sciences » qu'Azpilcueta croisait magistralement pour appréhender la reconnaissance sociale dans sa tension avec la conscience, faisant émerger par là une casuistique certes complexe³⁸, mais mue aussi par « la nécessité de limiter la sphère de l'obligation pour protéger celle de la liberté »³⁹.

³⁸ Rappelons qu'à Coïmbre, Martín de Azpilcueta assista à l'implantation et au développement du nouvel ordre jésuite et que la Compagnie de Jésus intégra immédiatement les enseignements du canoniste dans sa pratique de la confession, dans la direction spirituelle et dans l'enseignement de la casuistique.

³⁹ Jean Delumeau, *L'Aveu et le Pardon. Les difficultés de la confession, xiii^e-xviii^e siècles*, Paris, Fayard, 1983, p. 138.

DEUXIÈME PARTIE

La réputation du royaume

LA RÉPUTATION DU PRINCE : D'EXIGENCE PERSONNELLE À ENJEU POLITIQUE

Michèle Escamilla

Université Paris-Ouest Nanterre

« ¿Qué otra cosa es la reputación sino un ligero espíritu encendido en la opinión de todos, que sustenta derecho el ceptro? Y así, cuide mucho el príncipe de que sus obras y acciones sean *tales, que vayan cebando y manteniendo estos espíritus* »

Diego de Saavedra Fajardo¹

Madrid. Début du mois de mars 1525. Dans la solitude de son cabinet de travail, un homme, pris d'une angoisse mortelle, tente d'en desserrer l'étau en couchant sur le papier les pensées qui l'accablent. L'heure est grave en effet. Antonio de Leyva est assiégé dans Pavie par les Français. Le jeune empereur – l'homme devant l'écritoire – sait que la situation est désespérée. Dans cette zone stratégique vitale pour lui, le désastre est imminent ; seul un miracle... Or, il eut lieu : à l'heure où il désespérait, Charles Quint ignorait encore que ses troupes avaient déjà eu le dessus.

Il commença par une réflexion sur la paix, qu'il fallait chercher sans relâche. Mais que faire quand l'obtenir était impossible – et telle était, croyait-il, sa situation – : « [...] difficile bien souvent à trouver le moyen, comment l'on le fera. Car en le non faisant, je ne fais chose qui me vient à honneur ; j'ay asses affaire [j'ai bien du mal] à entretenir ma reputation, je ne me fais nul prouffit et sy me menge jusques aux os ». Federico Chabod relevait que le premier souci du jeune monarque, déjà maître de la moitié de l'Europe, c'était sa renommée personnelle, le danger que courait sa réputation. Certes, mais il pressentait peut-être que le sort de ses États reposait aussi sur la réputation de leur souverain².

1 *Idea de un príncipe político-cristiano, representada en cien empresas* (1640), Madrid, BAE, t. XXV, 1853, Partie II, p. 81 : « *Cómo se ha de haber el príncipe en sus acciones* », Empresa XXXI : « *Existimacione nixa /Ellos le enseñarán a sustentar la corona con la reputación* ».

2 Karl Brandt publia ce document en 1933 ; Federico Chabod l'a commenté en 1939-1949 ; texte et commentaire ont été repris dans *Carlo V e il suo imperio*, Torino, Einaudi, 1985, et *Carlos V y su imperio*, Madrid, FCE, 1992.

Le jeune prince, pesant le pour et le contre, envisagea d'éventuelles solutions, avant de revenir avec insistance sur ce qui semblait l'obséder :

Considéré toutes ces choses [...], et veant et cognoissant que le temps se passe et tost nous passons et que je ne voudrois ainsy passer sans lesser quelque bonne memoyre de moy, et que ce que aujourduy se pert n'est demain à recouvrer et que jusques icy n'ay fait chose qui redonde à l'honneur³ de ma personne, dont en beaucoup dilyant je serois beaucoup à reprendre ; pour toutes ces causes et beaucoup d'autres je ne voudrois voir moyen qui me empescha affaire quelque bonne chose et n'en vois nul que je puisse plus la retarder [...], pour par la grâce de Dieu me faire plus grand et tenir en pais et en repos ce qui Luy a plu me donner [...].

80

L'homme qui écrivait ces lignes en 1525 était encore un chevalier de Bourgogne qui se rongeaient les sangs de n'avoir rien accompli qui « redondât à son honneur », imprégné qu'il était de sa haute culture natale⁴. Charles de Gand alias Charles Quint venait d'un milieu encore très médiéval mais déjà ouvert aux vents de la Renaissance : « aux XIV^e et XV^e siècles, la culture européenne est fondamentalement médiévale », et la Cour de Bourgogne est alors « un modèle pour une grande partie de l'Europe »⁵. Il y a parfois divergence entre historiens, à savoir si l'appétit de renommée de l'homme de la Renaissance tenait exclusivement au retour à l'Antiquité, ou s'il venait aussi du Moyen Âge⁶. Dante Alighieri relevait déjà vers 1310 ce « *gran disio de l'eccellenza* », cette « convoitise de l'excellence » vers quoi « béaient » les cœurs⁷, qui tourmentait encore, deux siècles plus tard, celui d'un jeune empereur. Et Francesco Petrarca consacrait à la Renommée – « *Trionfo della Fama* » – le quatrième de ses Trionfi (achevés en 1374), dont la première traduction espagnole paraissait en 1512, comme

3 En Castille, ce concept était défini depuis la fin du XIII^e siècle dans *Las Siete Partidas*, part. II, tit. XIII, ley 17 : « *Honrra tanto quiere dezir, como adelantamiento señalado con loor, que gana ome por razón del logar que tiene, o por fazer fecho conocido que faze, o por bondad que en él ha* ».

4 L'idéal chevaleresque des Bourguignons rejoignait celui des Espagnols, forgé par huit siècles de Reconquête. Un vieux proverbe castillan disait d'ailleurs : « *Si buscas nombradía, lanza, y no escribanía* ».

5 Peter Burke, *The European Renaissance. Centres and Peripheries*, Oxford, Blackwell Publishers, 1998 ; *id.*, *La Renaissance européenne*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 63-64.

6 Jacob Burckhardt, dans *Die Cultur der Renaissance in Italien* (1860), publié en français peu après (*La Civilisation en Italie au temps de la Renaissance*, Paris, Plon, 1965), a consacré le chapitre III de sa deuxième partie à « La gloire moderne ».

7 Pour en dénoncer la vanité : « *La vostra nominanza è color d'erba, / che viene e va, e quei la discolora / per cui ella esce de la terra acerba* » / « Votre renommée a la couleur de l'herbe / qui va et vient ; et tel la découleure, / qui verte et drue la fait saillir de terre » ; ce texte fut rédigé en 1308-1313, et Pétrarque naquit en 1304. Dante Alighieri, *La Divina Commedia. Purgatorio*, chant XI, v. 87, Milan, Mondadori, 1995/2005, et l'édition française, Dante, *Œuvres complètes*, trad. André Pézard, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1965.

le rappelait opportunément Augustin Redondo⁸. En outre, un des premiers livres espagnols dédiés au jeune « *Emperador don Carlos* » fut l'opuscule, publié à Valence le 4 janvier 1520, d'Alfonso Álvarez Guerrero, intitulé *Las CC del castillo de la fama*⁹.

Scrutant la fin du Moyen Âge dans le nord de l'Europe, Johan Huizinga estimait que « cette soif de gloire et d'honneur, propre à l'homme de la Renaissance, est, dans son essence, l'ambition chevaleresque d'une époque antérieure ». Évoquant l'exemple du Téméraire, dont l'arrière-petit-fils avait reçu en partage le prénom et la réputation, il affirmait qu'il était « bien fait pour montrer comment l'esprit de la Renaissance, l'aspiration à la beauté de la vie selon le modèle des Anciens, a sa propre racine dans l'idéal chevaleresque »¹⁰. Claudio Sánchez-Albornoz notait qu'aux XIV^e et XV^e siècles le sentiment de « *honra-fama* » s'imposa à tous en Espagne : « *El honor, la fama y la vergüenza señorearon la vida de los castellanos todos de la época [...]. Pero la honra y la deshonra [les] torturaban, especialmente por la fama favorable o adversa que les acarreaban. La fama constituía la eterna y continua preocupación de todos, cada hora* »¹¹. Analysant dans la littérature de la Castille médiévale « *la vehemente expresión del amor a la fama* » ou « *del celoso afán de honra* », María Rosa Lida de Malkiel en concluait que « *la notoria avidéz de fama de esta época no es sino el término de una evolución continua a partir de la Edad Media y no un reanudar vínculos con la Antigüedad tras un corte con el inmediato pasado medieval* ». La richesse pléthorique de l'Espagne du XV^e siècle en textes inspirés par ce thème reflétait « *el ansia de perdurar en la memoria de los hombres, que aqueja agudamente al inquieto siglo XV español* », au point de trouver sa « *formulación perfecta en la divisa del Marqués de Villena, uno de sus hombres más representativos [...]: "Muera la vida / y la fama siempre viva"* »¹².

Évidemment il ne s'agissait que de gloire terrestre, qui s'opposait chez les moralistes à l'autre « *gloria* », la céleste. S'agissant des princes, elle était avant tout acquise par les armes. Ainsi Fernán Pérez de Guzmán rappelait-il, vers le milieu du XV^e siècle, dans ses *Loores de los claros varones de España*, que « *Los príncipes*

8 Augustin Redondo, *Antonio de Guevara (1480 ?-1545) et l'Espagne de son temps*, Genève, Droz, 1976, p. 537, n. 76.

9 Voir Marcel Bataillon, « Plus Oultre : la Cour découvre le Nouveau Monde », dans Jean Jacquot (dir.), *Fêtes et Cérémonies au temps de Charles Quint*, Paris, CNRS, 1960, p. 25.

10 Johan Huizinga, *Herfsttij del Middeleeuwen* [1919], traduit sous le titre *L'Automne du Moyen Âge*, Paris, Payot, 1975, p. 71, p. 73. Olivier de La Marche avait dédié son *Chevalier Délibéré* à la mémoire du duc Charles, et ce fut le livre favori de Charles Quint de son enfance à sa mort, au point de le faire traduire en castillan par Hernando de Acuña, *El Caballero Determinado* (Anvers, 1553).

11 Claudio Sánchez-Albornoz, *España, un enigma histórico* (1956), Barcelona, EDHASA, 1973, t. I, chap. X, § 3 : « *La honra y la fama en la Castilla medieval* », p. 632-635.

12 María Rosa Lida de Malkiel, *La Idea de la Fama en la Edad Media Castellana*, México/Buenos Aires, FCE, 1952, p. 159, p. 128, p. 230.

poderosos / Pueden su vida alongar / Si en poco tiempo obrar / Quieren actos gloriosos »¹³. Dans la première biographie littéraire qu'est *El Victorial*, l'œuvre de Gutierre Díaz de Games relatant la vie et les exploits du comte de Buelna Pero Niño, rédigé entre 1431 et 1436, « [...] *vençer batalla es el mayor bien e la mayor gloria desta vida, por ende la querria cada uno para sí, que dél cantasen e fiziesen grant premio [...]* »¹⁴. Le terrain propice au culte de la « fama » c'était encore celui de la chevalerie, donc de l'action guerrière : une évidence pour une société marquée par huit siècles de Reconquête.

82 Or, dès la fin du Moyen Âge la chevalerie était dépassée : « [...] la tactique avait depuis longtemps renoncé à se conformer à ses règles », selon Johan Huizinga, qui notait cependant que « si l'idéal chevaleresque le cédait à des intérêts plus sérieux, il n'en restait pas moins important dans le magnifique décor de la guerre » ; et l'auteur de s'interroger : « la politique, la guerre se laissaient-elles [alors] dominer en quelque mesure par le point de vue chevaleresque ? », et de répondre sans complaisance : « oui, sans aucun doute, et généralement, pour leur plus grand dommage »¹⁵. Dans la nouvelle philosophie politique qu'est son *De Principatibus*, Nicolas Machiavel observait encore en 1513 que « nulle chose ne fait autant estimer un prince que ne font les grandes entreprises et de donner de soi de rares exemples »¹⁶.

Mais, au-delà de l'exaltation juvénile, ce qui transparait dans le texte autographe de 1525 c'est bien le sens du devoir : « je serais beaucoup à reprendre [...] ». Cinq ans plus tôt, déjà, dans le fameux discours qu'il avait prononcé devant la Diète réunie à Worms, il avait invoqué ce même sentiment : « car ce seroit grant honte à moy et à vous, que estes la noble et renommée nation de Germanie [...], que en nostre temps non seulement hérésie, mès suspicion d'hérésie [...] demeure après nous [...] à nostre perpetuel deshonneur [...] ». Dans un message adressé à Charles de Lannoy à la fin du mois de mars, alors qu'il savait ses troupes victorieuses, il écrivait encore : « Aydes à bien dresser les affayres, afin qu'avant que je devienne beaucoup plus vieux, je fasse chose par où Dieu peust estre

13 *Ibid.*, p. 270 et p. 273 ; « Loores de los claros varones de Castilla... », str. 325, *Cancionero Castellano del siglo XV*, Madrid, Casa Editorial Bailly-Baillièrre, 1912, NBAE, t. I, p. 723.

14 Gutierre Díaz de Games, *El Victorial*, Madrid, Taurus, t. II, chap. 71, 1994, p. 374. Cervantes devait encore écrire au tout début du xviii^e siècle : « [...] *no hay otra cosa en la tierra más honrada ni de más provecho que servir [...] a su rey y señor natural, especialmente en el ejercicio de las armas, por las cuales se alcanza, si no más riquezas, a lo menos más honra que por las letras* » (*Don Quijote de la Mancha*, partie II, chap. 24).

15 J. Huizinga, *Herfsttij del Middeleeuwen* [1919], traduit sous le titre *L'Automne du Moyen Âge*, *op. cit.*, p. 99, 107, 109.

16 Nicolas Machiavel, *Le Prince*, trad. Yves Lévy, Paris, Flammarion, 1980, chap. XXI, p. 161. Baltasar Gracián écrivait dans son *Oráculo manual y arte de prudencia* (1647) : « [...] *deseo de reputación nace de la virtud; fué y es hermana de gigantes la fama; anda siempre por extremos: o monstruos o prodigios: de abominación, de aplauso* », chapitre X, intitulé « Fortuna y Fama ».

servy et que je ne sois à blâmer »¹⁷. La relativité des âges a certes varié au fil du temps, mais Charles Quint s'estimait déjà vieux à 25 ans, et sa réputation en danger faute d'avoir réalisé un exploit digne de mémoire. Dix ans auparavant, à Marignan, François 1^{er} avait gagné ses lauriers italiens, lui, à 21 ans. Et la municipalité de Valladolid, pressant dès 1516 son tout nouveau souverain de rejoindre la Castille, avançait cet étrange argument : « *porque los príncipes de vuestra edad siempre se han criado aquí, de donde salieron a comenzar grandes cosas, que prósperamente acabaron [...], es menester que de diez y seis años comencéis a caminar para llegar a Jerusalén, para restituir su santa casa a Dios* »¹⁸.

C'est encore ce sentiment chevaleresque qui semble avoir poussé l'Empereur à participer, en personne, à l'expédition de Tunis, malgré les réticences de ses proches. L'archevêque de Tolède, Juan Pardo de Tavera, tentait en janvier 1535 de l'en dissuader en énumérant avec une logique glaçante les risques encourus. D'emblée le prélat soulignait la folle audace qu'il y avait à contredire son souverain, « *tanto más en donde V. M. trata de su honor y de su imperial reputación, y de la conservación de su real Estado* », alors que celui-ci estimait au contraire « *que todo se pone en peligro omitiendo cumplir la empresa* »¹⁹. D'ailleurs il se justifiait ainsi : « *Considerando la importancia desta empresa, y lo que en ella va a toda la Cristiandad y principalmente a nuestros Reinos y Estados, autoridad y reputación [...], he determinado [...]* »²⁰, etc. Sur place, avant l'assaut décisif, il harangua ses troupes en jouant sur la corde sensible de ses soldats d'Espagne, mettant comme en osmose leur réputation et la sienne :

[...] vuelto a los españoles, dijo que mirasen hoy a su rey peleando contra los enemigos y cosarios de las costas de España, y procurasen con obras cumplir sus obligaciones, satisfaciendo al nombre que entre todas las gentes del mundo tenían [...]. Que no perdiesen la honra que habían ganado en Alemania, pues con solo su nombre habían espantado al Turco [...]»²¹.

Après cette première victoire, malgré les avis partagés quant à la poursuite de l'expédition, l'Empereur voulut pousser son avantage malgré les risques :

17 Cité par F. Chabod, *Carlos V y su imperio*, op. cit., p. 28.

18 Prudencio de Sandoval, *Historia del Emperador Carlos V*, Madrid, Atlas Ediciones, 1956, lib. I, cap. XIX.

19 Cité par F. Chabod, *Carlos V y su imperio*, op. cit., p. 171-172.

20 *Poder para la gobernación destes Reinos a la Emperatriz*, Madrid, 1^{er} mars 1535, dans Manuel Fernández Álvarez (éd.), *Corpus documental de Carlos V*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 1973-1981, t. I, p. 410.

21 P. de Sandoval, *Historia del Emperador Carlos V*, op. cit., lib. XXII, cap. XXXII et XXXIII. Il put compter sur eux au point de s'exclamer, selon ce chroniqueur : « *¡Oh, mis soldados! ¡Oh, mis leones de España!* ».

« *que viesen si se debía estimar más la reputación que la salud* », lançait-il le 17 juillet aux officiers dubitatifs²² ; et Manuel Fernández Álvarez écrit à ce propos :

Aquello de la fama²³, que tanto alentaba a los hombres del Renacimiento y que con tanta ansia buscaban en el campo de batalla, parecía conseguido [...]. Sin embargo a Carlos V no le pareció suficiente²⁴.

84 De ce baptême du feu que fut pour lui l'expédition de Tunis, Carolus Dux Africanus était revenu, tel un autre Scipion, auréolé d'une gloire éclatante et durable, qui survécut aux éphémères arcs de triomphe qui jalonnèrent sa remontée de l'Italie. Alonso de Santa Cruz nous a décrit ceux qui décoraient son entrée triomphale à Naples ; or, parmi les diverses allégories – Atlas, Hercule ou Mars – figurait la Renommée : « [...] *estaba la Fama con sus alas llenas de ojos, de lenguas, de orejas y de bocas, con una bocina antigua en la mano, como si la quisiese llegar a la boca para sonar, con unas letras que decían: "No tiene ya donde más vaya adelante"* » ; ailleurs figuraient « *un cocodrilo y los árboles de las Indias que siempre crecen, con unas letras que dicen: "Ningunos términos tiene tu gloria y fama"* »²⁵.

Les deux seront confirmées douze ans plus tard, en avril 1547 à Mühlberg, par la rude victoire qu'il remporta sur les princes allemands de la Ligue de Smalkalde ; au point que Luis de Ávila y Zúñiga, témoin direct car compagnon d'armes de l'Empereur, devait achever son récit concis quoique minutieux – et fiable – de cette « guerre d'Allemagne » sur ces mots : « [...] *se ha ejecutado con aquel ánimo y esfuerzo que es menester para que la fama de su majestad quede tan superior a la de los capitanes pasados, cuanto en la virtud y valor él lo es a todos ellos* ». Peu avant, l'auteur rappelait qu'en cette occasion « *en Hala vino a su majestad una gran congratulación de la victoria de parte del Papa, y en el breve que le escribió le puso renombre de máximo y fortísimo, renombres tan merecidos cuanto bien ganados* »²⁶. Dans l'introduction de son édition de *El Victorial*, Rafael Beltrán Llavador rappelle que son héros avait demandé par testament en 1435 cette épithète : « [...] *fue siempre vencedor e nunca vencido, por mar e por tierra,*

22 *Ibid.*, cap. XXXV.

23 Le *Diccionario de Autoridades* définit le mot « *reputación* » par « *estimación, fama, crédito, honor en que está alguno, por su dignidad, prendas o acciones* ». On peut ajouter « *honra* », « *nombre* » et même « *gloria* », César Oudin traduisant le mot « *fama* » par « *renommée, gloire, bruit* ». Contrairement au mot « *fama* » qui en est absent, « *reputación* » apparaît fréquemment, au xvi^e siècle, sous la plume des souverains ou de leur entourage.

24 Manuel Fernández Álvarez, *Carlos V, el César y el Hombre*, Madrid, Espasa, 2000, p. 506.

25 Alonso de Santa Cruz, *Crónica del muy Alto y muy Poderoso Católico y justo Príncipe D. Carlos, Emperador de Romanos y Rey de Alemania, y de España primero de este nombre*, parte V, cap. XIV, Madrid, Imprenta del Patronato de Huérfanos de Intendencia, 1920-1925, t. III, p. 306, p. 311.

26 Luis de Avila y Zúñiga, *Comentario de la Guerra de Alemania* (Venise, 1548), Madrid, BAE, 1946, t. XXI, p. 410-449.

segund su historia cuenta »²⁷ ; elle aurait pu s'appliquer à Charles Quint, car « la gloire de cette victoire [de Tunis] n'était pas moindre que celle de Pavie », estimait Otto de Habsbourg en évoquant son illustre ancêtre, qui aurait pu croire enfin réalisé son rêve de jeunesse, celui des chevaliers bourguignons ; et l'archiduc a relevé ce curieux détail : « Symboliquement, le jour du triomphe, Charles n'avait porté ni les couleurs d'Espagne ni celle d'Autriche, mais le rouge et or de Bourgogne et de la Toison d'Or »²⁸.

Un quart de siècle plus tard, l'angoisse du jeune empereur-chevalier n'avait plus lieu d'être : il avait largement fait « chose qui redondât à l'honneur de sa personne ». Le juriconsulte et humaniste milanais Andreas Alciati affirmait, dès 1531, dans sa fameuse compilation de sentences morales – *Emblemata* –, que des hauts faits venait la renommée : « *Ex arduis perpetuum nomen* » ; et sous l'emblème du « laurier » on peut lire : « *Debetur Carlo superatis laurea Poenis : / Victrices ornent taliaserta comas* », traduit par Bernardino Daza en 1548 par « *Una corona de laurel se deve / A Carlos Quinto, que la vittoriosa / Frente gran razón es que tal la lleve* »²⁹. Fernando de Herrera le glorifiait dans un sonnet où l'Europe l'appelait à son secours : « *No puede ser mayor la gloria vuestra / Aunque es menor que vos, y vuestra fama*³⁰ / *La grandeza del cielo abraza y cierra* »³¹. Hernando de Acuña, si proche de l'Empereur, chantant lui aussi le vainqueur du « *bárbaro africano* », de l'Italie, de l'« áspero Germano », et de l'« *osado Francés* », concluait : « *Alce España los arcos en memoria [...], / Que ya en la tierra no queda parte / Que no sea trofeo de tu gloria / Ni le resta más honra al fiero Marte* »³². Mais à la mort du souverain, ce même poète laissa la parole à la Renommée elle-même – « *habla la Fama* » – : « *Yo que soy la que levanto / De la sepultura al hombre, / Y con mi voz puedo tanto, / Que hago inmortal el nombre / De los famosos que canto. / Con mil lenguas y clamores / Cantaré de los mayores, / El más famoso y mayor, / Y l monarca, Emperador / De Reyes, y Emperadores* »³³.

Dans sa missive dissuasive, l'archevêque de Tolède semblait reprendre l'expression même de l'Empereur : « *su honor* », « *su reputación* » ; or, en 1535 on relève une nuance significative : à « ma réputation », à « l'honneur de ma

27 G. Díaz de Games, *El Victorial*, op. cit., p. 17-18.

28 Otto de Habsbourg, *Charles Quint. Un empereur pour l'Europe*, Bruxelles, Éditions Racine, 1990, p. 208.

29 Alciati, *Emblemas*, Madrid, Editora Nacional, 1975. *Emblema CXXXI*, p. 76, p. 340, et *Emblema CCX*, « Laurus », p. 221, p. 365.

30 Dans un cours sur « L'honneur dans la littérature espagnole » (1943-1944), Marcel Bataillon soulignait que « [...] chez les dramaturges, *fama* est toujours synonyme de honneur. En réalité il s'agit bien de la *renommée* » ; ajoutons : chez les poètes aussi.

31 Cité par Juan Sánchez Montes, *Franceses; protestantes, turcos. Los españoles ante la política internacional de Carlos V* (1951), Granada, Publicaciones Universidad Granada, 1995, p. 98.

32 Fernando de Herrera, *Obras*, Madrid, Clásicos Castellanos, 1914, p. 167-168.

33 *Varias poesías de Hernando de Acuña*, Madrid, CSIC, 1954, p. 372-376 : « Epígrama a la muerte del Emperador Carlos Quinto ». On pourrait alléguer bien d'autres exemples.

personne », ou à la « bonne memoyre de moy », s'est substituée la « *imperial reputación* », juxtaposée par ailleurs à « *la conservación de su real Estado* ». De même que sous la plume du souverain³⁴ le terme « réputation / *reputación* » n'apparaît plus que très rarement seul à partir de 1540, mais presque toujours associé à d'autres termes : « *honra* », « *opinión* », « *crédito* », « *respeto* », « *servicio* » ou, surtout, « *autoridad* » et « *conservación de los Estados* ». En voici quelques exemples. Dans les *Instructions secrètes* qu'il rédigea à l'adresse de son fils en mai 1543 avant de partir pour l'Allemagne, l'Empereur exprimait à la fois le caractère impératif de ce voyage et son angoisse :

El cual [viaje] es el más peligroso para my honra y reputación, para my vida y para my hacienda que pueda ser; [...] lo hago con buena intención [...] para remedyar lo que me tiene dado y no dexaros, hijo, pobre y desautorizado, por donde después terníays gran razón de quejaros de my, aunque creo que siempre terneys consideración de que lo que he hecho ha sydo forçosamente para guardar my honra, pues sin ella menos me pudyera sostener y menos os dexara³⁵.

Le mois suivant, dans une longue lettre datée de Crémone, il demandait à son fils de soumettre au Conseil d'État une offre du Saint-Père : deux millions de ducats en or, et comptant, en échange de l'investiture du Milanais pour son petit-fils Octave Farnèse. Cette somme serait la bienvenue : « [...] *podéis bien juzgar si nos sería necesaria y la reputación que nos daría con todos nuestros enemigos, los cuales con este respecto [...] por ventura podrían inducirse a la paz* », etc. D'autant plus que si le Milanais se retrouvait entre les mains du roi de France « *no podría ser sin perjuicio de nuestra auctoridad y [...] con gran desreputacion* »³⁶.

Depuis le siège de Metz, le 25 décembre 1552, le vieil Empereur écrivait à son fils pour expliquer que, malgré les risques, il lui fallait tenter le tout pour le tout, car « *sería una de las más importantes cossas que en esta sazón se podría acabar, assí por la reputación que con razón se ganaría e por lo que toca al Imperio, y obligarle para adelante, y deshazer mucha parte de la fuerça del rey de Francia [...]* »³⁷.

Du fond de l'Estrémadure où il s'était retiré, Charles Quint suivit avec anxiété la situation de son fils, aux prises avec les Français sur la frontière des Pays-Bas. Le nerf de la guerre faisant, comme toujours, défaut, il pressait ainsi la régente le 30 août 1557 : « [...] *pues veys en lo que se halla el rey, vuestro hermano, y quanto importa a su reputación y a la de todos que sea proveydo, que desde luego sin [...]*

³⁴ Ne serait-ce qu'à travers les documents rassemblés dans le *Corpus documental de Carlos V*, éd. cit., qui couvre la période 1532-1558.

³⁵ *Ibid.*, t. II, p. 105-106.

³⁶ *Ibid.*, t. II, p. 127, p. 129.

³⁷ *Ibid.*, t. III, p. 542.

aguardar a que llegue la dicha armada a Sevilla, proveáys [...] que se ponga todo lo que en ella viene a buen recaudo [...] »³⁸.

La référence à la « réputation » – du souverain et / ou du royaume – apparaît aussi de façon récurrente dans le discours de la Couronne adressé au « royaume » au cours du règne impérial. En 1534, à Madrid, la menace turque et la piraterie barbaresque occupent la presque totalité du discours, dans lequel le terme « *reputación* » est récurrent, et qui s'achève sur ces mots : « *Su Majestad [...] os ruega y encarga [...], que consideradas aquellas [necesidades], y la importancia de esta empresa y lo que al bien, defensión, seguridad y reposo de la cristiandad de sus reinos, y especialmente de éstos, y a la autoridad y honra de ellos que se haga, le socorráis, ayudéis y sirváis con la mayor suma de dineros que ser pueda »³⁹. Il s'agissait alors de la crédibilité, de la réputation du royaume lui-même, et non plus seulement du roi. D'ailleurs, dès le début, évoquant les succès récemment obtenus à Corón et à Patras, la Couronne soulignait que sa réputation même précédait l'Espagne dans les combats : « [...] *porque aunque el número de la gente de los ejércitos que Su Majestad juntó para resistir y ofender al dicho enemigo, como se hizo, fuese grande, la [estimación] que tenía de la nación española daba mucha reputación y ánimo a toda la demás [gente], y ponía temor a los enemigos [...] »⁴⁰. En 1537, les Cortès sont réunies à Valladolid. L'Empereur a dû s'endetter lourdement pour assumer la défense des territoires soumis à son autorité. Or, la menace est grande à la fois du côté de la France et de l'Empire ottoman, de sorte que :**

Su Majestad os encarga, exhorta y ruega que, pensando las dichas necesidades y la calidad, grandeza e importancia de dos tan poderosos enemigos, y el peligro y daño evidente que, allende de la disminución de la reputación de Su Majestad, se siguiera a estos reinos y estados, si no se proveyese en la resistencia que se les debe hacer [...], lo cual no se podía hacer si Su Majestad no fuese ayudado y socorrido de sus reinos y estados, y especialmente de éstos, como siempre lo ha sido, con el amor y celo que confía de vosotros para su servicio, conservación y acrecentamiento de su autoridad y reputación y bien público de estos reinos [...], que son el fundamento de todos los otros de Su Majestad⁴¹.

³⁸ *Ibid.*, t. IV, p. 345.

³⁹ Texte cité dans Francisco de Laiglesia, *Estudios históricos (1515-1555)*, Madrid, Imprenta Clásica Española, 1918, p. 391.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 387. Dans une nouvelle intitulée *La inclinación española*, Alonso de Castillo Solórzano écrivait encore au début du xvii^e siècle : « *En las victorias se conoce el mayor valor, pues cuantas más se ganaron, eso adquieren de fama a la nación que las consigue; y si hemos de dar crédito a las historias, es cierto que por ella se sabe que nación ninguna ha alcanzado más nombre, por las grandes victorias que ha tenido, que la española; esta nación belicosa parece que nació sólo para aventajarse a todas las demás en el valor y en la bizarría* » (Alonso de Castillo Solórzano, *La inclinación española*, Madrid, BAE, t. XXXIII, p. 235).

⁴¹ F. de Laiglesia, *Estudios históricos (1515-1555)*, *op. cit.*, p. 400.

Sous la plume de l'Empereur disions-nous, mais aussi de ses correspondants les plus proches, comme son fils, sa fille Jeanne ou tel grand prélat. Par exemple, le prince Philippe, chargé de la régence en Espagne, suppliait son père en février 1544, étant donné l'état « *exhausto y consumido* » du royaume, de « *condescender a una honesta paz o tregua* » avec le roi de France, « *mayormente pudiéndola hacer con tanta ventaja y reputación, estando poderoso y con las armas en la mano* » ; ce qu'il réitérait le 28 septembre⁴². Or, cette paix, finalement signée à Crépy, plaça le vainqueur devant l'alternative de céder au vaincu soit les Pays-Bas soit le Milanais⁴³. Charles Quint ayant sollicité l'avis du Conseil d'État, le prince lui en rendit compte par courrier le 13 décembre. Parmi ses membres, le « cardinal de Tolède », Juan Pardo de Tavera, justifiait ainsi son hostilité à toute cession des Pays-Bas :

Las fuerças del rey de Françia se acresçentaría mucho assy por mar como por tierra, y las de V. Md. y sus sucesores se enflaquecerían y perdería V. Md. mucha auctoridad y reputación, señaladamente con los Príncipes y Stados del Imperio. Y el rey de Françia, con este acrescentamiento se haría más grande y señorearía los otros Stados vezinos y aquietaría la voluntad de Alemania con esta reputación y grandeza, y con ella y con las pláticas y formas que terná, podría traer en gran inconveniente la auctoridad y dignidad imperial de V. Md., y en los tiempos venideros hazerse superior en grandeza a la Corona destes Reynos.

Et il concluait « *de presente más principalmente se deve tener fin a conservar su reputación, honor y auctoridad* ». Dans ce grave et complexe débat – c'était le problème de fond de sa politique européenne qu'il fallait résoudre⁴⁴ – le « cardinal de Séville », García de Loaysa, était lui aussi d'avis que « *en respecto de V. Mad., para su auctoridad y reputación y conservalla y sostenella con el Imperio y Alemaña es de muy gran importancia, tener los estados de Flandes* »⁴⁵.

Autre exemple significatif, lorsque l'Empereur se retrouva talonné par Maurice de Saxe à Innsbrück en avril 1552, les Espagnols manifestèrent une impressionnante solidarité. Au point que le Président de la Chancellerie de Valladolid, Miguel Muñoz, évêque de Cuenca « *pius et rectus* », écrivait au régent le 25 juin pour l'inciter à le secourir au plus vite ; de fait, le prélat lui faisait véritablement la leçon :

⁴² Manuel Fernández Álvarez (éd.), *Corpus documental de Carlos V*, éd. cit., t. II, p. 192, p. 282.

⁴³ Dans le cadre d'une alliance matrimoniale.

⁴⁴ F. Chabod, « ¿Milán o los Países Bajos? Las discusiones en España acerca de la "alternativa" de 1544 », dans F. Chabod, *Carlos V y su imperio*, op. cit., p. 211-251.

⁴⁵ Manuel Fernández Álvarez (éd.), *Corpus documental de Carlos V*, éd. cit., t. II, p. 301-302, p. 305.

Lo primero es que Vuestra Alteza está en trance, según las cosas presentes, de ganar o perder reputación del valor de su persona para siempre; porque por ventura no se ofrecerá en la vida otro tiempo ni ocasión tan grande como agora para mostrar su valor y poder. Y Vuestra Alteza tenga entendido que se halla en esto y que todos esperan lo que Vuestra Alteza hará y que en esto espeçialmente [...] le myran a las manos.

Tout le monde était d'avis, précisait-il, qu'il se devait de mettre tout le royaume sur le pied de guerre pour aider son père :

porque si Vuestra Alteza quisiere entrar poderosamente por Françia, lo pudiere hazer y ganase crédito y fama, para que todos los príncipes le temiesen, y fiziese afloxar al francés en lo de Italia, Flandes y Alemania.

C'était la première occasion de faire, à son tour, « chose qui redondât » à l'honneur de sa personne :

Porque, queriendo Vuestra Alteza, a su costa, por el amor que a Vuestra Alteza todos tienen y por ser la primera cosa que emprehende y por ser en favor de su rey y de su ley, que son las dos cosas por que se ha de poner la vida y la hazienda⁴⁶.

Un dernier exemple parmi tant d'autres. Depuis Valladolid, Juana de Austria, alors régente, transmettait le 26 janvier 1557 au nouveau roi, son frère – encore retenu aux Pays-Bas –, un rapport du Conseil de la Guerre et du Conseil des Finances sur l'état inquiétant des frontières du royaume, leur entretien et leur sécurité ne pouvant être assurés par manque d'argent ; or il y avait urgence :

[...] conviene remediarse, pues son las más forçosas y que más importan al servicio, autoridad, conservación y reputación de los Estados de Su Mag. y de V. Al., mayormente en estas ocasiones de tiempos que por mar y por tierra no dexa de haver enemigos y corsarios y muy poca seguridad en todo⁴⁷.

Un premier constat s'impose : si « le bon renom l'emporte sur de grandes richesses, la considération sur l'or et l'argent »⁴⁸, selon la sagesse biblique, il semblerait plutôt que dans l'Europe du XVI^e siècle, l'argent – comme nerf de la guerre – était un élément capital dans l'acquisition et la conservation de la

⁴⁶ *Ibid.*, t. III, p. 460.

⁴⁷ *Ibid.*, t. IV, p. 179.

⁴⁸ *Proverbes*, 22¹ : « *Melius est nomen, quam divitiæ multæ : super argentum et aurum, gratia bona* » ; Félix Torres Amat traduisait en 1834 « *gratia bona* » par « *reputación* » : « [...] *la buena reputación es más estimable que el oro y la plata* » ; de façon plus imagée *L'Éclésiaste*, vii, 2, dit que « *Melius est nomen bonum, quam unguenta pretiosa* », la bonne réputation vaut mieux que les parfums les plus chers ! Cette maxime biblique a laissé des traces dans la parémiologie espagnole et judéo-espagnole : « *Toma buena fama y échate a la cama* », ou « *Cobra buena fama y échate a dormir* ».

« réputation » du prince, et donc de l'État. Second constat : dans ces textes – étrangers à toute littérature – la « réputation » du souverain est très souvent associée, voire indissolublement liée, à la sécurité et/ou à la conservation des États.

90 Contrairement à son père, Philippe II n'appartient pas à deux époques et à deux cultures. C'est pleinement un homme de la Renaissance. Le concept de « réputation » n'est plus lié à l'idéal chevaleresque et individuel du Moyen Âge finissant : il est devenu hautement politique ; et la « réputation » du souverain tend alors à se confondre avec celle du royaume. Or, l'une et l'autre sont devenues des enjeux stratégiques à une époque où l'extraordinaire réussite et la formidable puissance militaire des Habsbourg ont suscité un nouveau concept politique : l'équilibre des pouvoirs. Cette puissance insolite provoqua, en effet, la réaction des autres souverains, et les ennemis d'hier n'hésitèrent pas à nouer contre elle des alliances prophylactiques, parfois même contre-nature. Cette nouvelle règle fut source de nombreux conflits au XVI^e siècle, et à la fin du suivant, Fénelon traitait encore cette question dans son *Supplément à l'Examen de conscience [sur les devoirs de la royauté]* :

Il faut compter qu'à la longue la plus grande puissance prévaut toujours, et renverse les autres, si les autres ne se réunissent pour faire le contrepoids [...]. Par exemple, toutes les successions [...] qui ont élevé la maison d'Autriche, ont changé la face de toute l'Europe [...]. Ainsi, chaque prince est en droit et en obligation de prévenir dans son voisin cet accroissement de puissance.

La « réputation » – du roi, du royaume ou de ses armées – devenait un rouage essentiel de la politique étrangère. Dans un contexte particulièrement difficile, cette observation fut érigée en règle implacable. Depuis des années, la reine d'Angleterre multipliait les provocations envers le roi d'Espagne, notamment sur mer, en menaçant les convois de la *Carrera*, et sur terre en appuyant la rébellion des Hollandais. Pour certains conseillers de Philippe II, il fallait passer de la défensive à l'offensive, sinon la Monarchie n'aurait plus de repos. L'archevêque de Séville, Rodrigo de Castro, le mettait au contraire en garde contre les risques inhérents à sa vision providentialiste, avec une formule à graver sur le marbre :

No querria que [...] hiziésemos fundamento en tantas buenas suertes como havemos tenido, que tras ella suele venir un azar que lo desbarata todo, y por el consiguiente se perdiessa la reputacion quees la que sustenta la autoridad a los reyes y príncipes. Y ésta es tan voltaria que siempre anda a viva quien vence⁴⁹.

49 Lettre au Président du Conseil des Indes, Hernando de Vega (novembre 1585), citée par Geoffrey Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, Barcelona, Planeta, 2010, p. 816.

La décision d'attaquer l'Angleterre ayant été prise, la flotte nécessaire fut prête au début de l'été 1588, mais après des difficultés qui avaient démobilisé les principaux acteurs, qu'il fallut donc remotiver. L'éminent jésuite Pedro de Ribadeneyra s'y employa à sa manière par une longue harangue qu'il prêta au commandant en chef⁵⁰. Concentrées sur cinq de ses seize pages on relève treize occurrences de « *reputación* »⁵¹ ; et le second paragraphe introductif, qui en donne la ligne générale, fait d'emblée référence à celle du roi et du royaume : « *En esta jornada, señores, [...] se defiende la reputación importantísima de nuestro Rey y Señor y de nuestra Nación; se defienden todas las haciendas y bienes de todos los Reinos de España, y con ellos nuestra paz, y sosiego, y quietud* » ; l'orateur supposé développait ensuite ces trois raisons qui justifiaient l'entreprise. Il insistait sur le fait que la reine avait ouvert l'Angleterre aux hérétiques étrangers, et les avait soutenus dans leur lutte contre la monarchie espagnole. Or, qui pouvait défendre la foi catholique ainsi bafouée, qui en avait le droit, les moyens, et surtout le devoir ? Philippe II, évidemment, et ses sujets, car l'Espagne n'aurait su déroger à sa vocation fondamentale de défense de la religion « *en la cual se encierra la honra y gloria verdadera de España* ». Et puis, châtier la reine d'Angleterre mettrait aussi les autres nations en garde :

para que escarmentando en cabeza ajena, no se muevan [...]. Porque de otra suerte poco nos aprovecharía haber ganado el nombre y fama de soldados valerosos o invencibles en las guerras pasadas, si ahora se perdiese [...] la reputación con que los reinos se sustentan.

Le père Ribadeneyra insistait alors sur l'importance – notamment la portée politique – de cette notion, une réflexion qui est au cœur de son discours :

El mundo se gobierna por opinión, y más las cosas de la guerra; con ellas se sustentan los imperios; mientras ella está en pie, ellos están; y cayendo ella,

50 Pedro de Ribadeneyra, très informé sur la politique anglaise, publia en pleine préparation de l'*Armada*, la première partie d'une *Historia Eclesiástica del Scisma del Reyno de Inglaterra...* La *Exhortación para los soldados y capitanes que van a esta jornada de Inglaterra, en nombre de su Capitán General* était d'abord destinée à ladite *Historia* [Pedro de Ribadeneyra, S. I., *Historias de la Contrarreforma*, Madrid, BAC, 2009 (édition qui reprend celle de 1945), p. 1333-1349].

51 La réputation du roi fait l'objet de cinq de ces occurrences, dont deux l'associent à celle de la nation ; deux ne se réfèrent qu'à cette dernière ; dans cinq autres le mot, pris en général, est associé à l'idée de perte. En revanche, le concept n'est ici jamais lié à un autre, sauf dans un cas où, associé à « *honra* », il occupe la seconde place dans la hiérarchie des valeurs : « *nuestro provecho e intereses no debe tener en los pechos cristianos tanta fuerza como la de la religión y celo de la fe, ni en los generosos como el de la reputación y honra* ». En outre, « *honra* » apparaît cinq fois, dont quatre avec l'Espagne ou les Espagnols pour complément, de même que les trois occurrences de « *gloria* », les deux de « *fama* », ou la seule de « *nombre* » ; « *opinión* » figure une fois, comme évident synonyme de réputation.

caen⁵²; y con la reputación muchas veces se acaban más casos que con las armas y los ejércitos. Y los reyes y príncipes poderosos de ninguna cosa deben ser más celosos [...], en ninguna más vigilantes y solícitos, que en ganar, conservar y acrecentar esta opinión, y que todo el mundo sepa, que ni ellos quieren hacer agravios, ni consentir que nadie se lo haga a ellos. Porque perdiéndose esta reputación se pierde mucho; y una vez perdida, con dificultad se torna a recobrar. Todo el mundo teme nuestro poder, y aborrece nuestra grandeza; tenemos muchos enemigos descubiertos, y muchos más encubiertos y amigos fingidos; los descubiertos, faltando la reputación, tomarán ánimo para acometernos, y los encubiertos para descubrirse y publicar lo que tienen encerrado en sus pechos.

92

Or, ce constat était d'une incandescente actualité ; en effet, qu'on puisse dire qu'une femme qui se dit reine et ne l'est pas, ose s'en prendre à l'Espagne, à ses côtes, à ses ports, à ses navires : « *¿Qué mayor afrenta y menoscabo de reputación puede ser que decirse y publicarse por el mundo? ¿Qué sentirán las otras naciones? ¿Qué juzgarán de la nuestra? ¿Qué dirán?* ». Ce qui se jouait c'était donc, à travers sa réputation, la puissance et la sécurité de l'Espagne :

Después que España es España, jamás tuvo la reputación que hoy tiene en todas las naciones del mundo, así porque jamás su imperio estuvo tan extendido como ahora [...], como por las hazañas y casos señaladísimos que han hecho los españoles en las guerras [...]. Por esta reputación e imperio tan extendido, es el rey don Felipe nuestro señor el mayor monarca que ha habido jamás entre cristianos.

Et cette même puissance de la Monarchie espagnole, arc-boutée sur sa réputation, avait assuré – selon l'auteur – rien moins que la paix dans le reste de la chrétienté :

Esta reputación es la que ha dado y conservado tantos años la paz en la cristiandad, la que ha tenido a raya a Francia, enfrenados los herejes, reprimido a los turcos, sosegado a los inquietos [...].

Insistant sur le point le plus douloureux du moment, il rappelait le coût exorbitant de la guerre menée aux Pays-Bas :

[...] bien sabemos lo que a estos reinos cuesta la guerra de los estados de Flandes, y que para sustentarla se desangra España y se consume, queriendo antes perder

52 Diego de Saavedra Fajardo reprendra la même idée dans la XXXI^e de ses « *cien empresas* », figurée par une colonne bien assise sur sa base et surmontée d'une couronne royale : « *En sí misma se sustenta la coluna librada de su peso; si declina, cae luego. No de otra suerte los imperios se conservan con su misma autoridad y reputación. En empezando a perderla, empiezan a caer. Y así, en no estando la corona fija sobre esta coluna derecha de la reputación, dará en tierra* » (*Idea de un príncipe...*, op. cit., p. 81).

hacienda, que no la obediencia de aquellos estados, y con ella [...] la reputación, sin la cual no se puede conservar lo demás [...].

Le roi ne pouvant ni renoncer à poursuivre cette guerre ni le faire sans se ruiner totalement, et l'Angleterre étant seule en état d'épauler les rebelles, « *si queremos que se acabe esta guerra, la de Inglaterra ha de comenzar* ». D'autant que la reine faisait peser sur les possessions espagnoles d'Outre-mer une menace croissante qui, si l'on n'y remédiait, pourrait bien « *alterar y alborotar los estados de las Indias apartados, desarmados, sujetos a movimientos y alteraciones y expuestos a cualquier violencia* », et porter ainsi préjudice à tous les Espagnols, car « *no es negocio de pocos sino de muchos; no toca solamente a los mercaderes y hombres de negocios, aunque si a ellos solos tocase, sería causa bastante para emprender la guerra, porque sin ellos no se puede conservar el patrimonio real ni la república* ». Le père Ribadeneyra se livrait alors à une intéressante apologie du monde marchand, largement garant lui aussi du prestige du roi et de la quiétude du royaume : « *Más diré: la grandeza y reputación de nuestro Rey, y el descanso de todo el reino en gran parte depende de este trato y comercio y manual y segura navegación de las Indias, que la Reina de Inglaterra nos quiere quitar* ». Avant la tirade finale, mais en écho à l'exorde, venait l'*exortatio* :

Pues si en esta guerra se defiende [...] nuestra santa y católica religión, ¿qué católico cristiano habrá que no vaya a ella con alegría? Si se defiende la honra de España, ¿qué español habrá que no procure la fama y gloria de su nación? Si se defiende la reputación de nuestro Rey, tan sabio, tan justo, tan moderado y poderoso, ¿qué vasallo habrá que no muestre su lealtad, su celo y valor?

Puis, la péroraison proprement dite, une longue tirade à l'évidence impraticable sur le terrain : « *Vamos, señores, vamos; vamos con contento y alegría; vamos a una empresa gloriosa, honrosa, necesaria, provechosa y no dificultosa. [...]. Necesaria para la reputación de nuestro Rey, y necesaria para la seguridad de nuestros reinos [...]* »⁵³.

Ultérieurement, dans le *Tratado de la religion y virtudes que debe tener el Príncipe cristiano...*, le même auteur limitera cependant la portée politique de la renommée du Prince, en la subordonnant à la volonté de Dieu : « *Pero no depende la conservación del Estado principalmente de la buena o mala opinión de los hombres [...] sino de la voluntad del Señor* » ; tout en insistant plus loin sur la nécessité « politique » d'avoir « bon bruit » sur la scène internationale :

Conviene mucho que el príncipe cristiano [...] sepa cierto que el guardar su fe y palabra es muy importante para la conservación de su estado, y para ser más estimado por la buena opinión que tienen dél [...]; y de aquí viene a ser más

53 Extraits cités de Pedro de Ribadeneyra, *Historias de la Contrarreforma*, op. cit., p. 1339-1347.

poderoso y más obedecido y temido, que son todas cosas que ayudan para la conservación del estado⁵⁴.

Mais la formidable *armada* fut, contre toute attente, vaincue et en partie détruite. Tous, en Espagne, furent saisis de stupeur et, certains, de désespoir. On s'employa à en trouver les causes. L'élite ecclésiastique y voyait le châtiment de Dieu. Mais sur le moment beaucoup ont déploré le coup porté au prestige national, comme Juan de Silva, comte de Portoalegre, qui expliquait par ces mots acides l'audace des corsaires anglais : « [...] *la verdad es que ha días que las armas andan desvalidas [...]. Todo esto procede de que traemos coxa y manca la reputación, que con la rota de la Armada pasada hizo gran baxa* »⁵⁵. On trouve cette même aigreur jusque sous la plume des moines de l'Escorial, comme Jerónimo de Sepúlveda, qui constatait avec amertume que « *en todo hemos perdido y perdemos cada día, porque nos han perdido el miedo, y hemos perdido la buena reputación de hombres belicosos que solíamos tener* »⁵⁶. Son frère en religion, le hiéronymite José de Sigüenza, concluait après une longue méditation sur le désastre : « *al fin se perdió poco menos toda la mejor armada que avian visto aquellos mares ; perdióse mucha y muy luzida gente [...], y perdióse la reputación de España, porque quedamos hechos risa de nuestros enemigos* »⁵⁷. En effet, souligne Antonio-Miguel Bernal, « *la pérdida de prestigio en la esfera internacional que acarreo la derrota ponía fin a una hegemonía española que pasaba hasta entonces por ser incontestable* »⁵⁸ ; en outre, ce coup terrible porté à l'autorité royale et à la « réputation » de la nation a marqué un tournant dans l'histoire de l'Espagne par l'émergence de « *aquella generación derrotista—la del 88, que por primera vez miraba con desaliento los destinos patrios— que tanto influyó en la sociedad hispana del Barroco* »⁵⁹. Ce qui n'empêcherait pas Diego de Saavedra Fajardo d'écrire cinquante ans plus tard : « *Gran rey fué Filipo II en las artes de conservar la reputación; con ella desde un retrete tuvo obedientes las riendas del mundo* »⁶⁰.

Mais ce dernier eut quant à lui une appréciation supérieure de la catastrophe comme en témoigne ce document, dont la nature même garantit la sincérité ; en effet, peu après l'annonce de la défaite, alors qu'on cherchait déjà à Madrid

54 P. de Ribadeneyra, *Tratado de la religion y virtudes que debe tener el Príncipe cristiano para govar y conservar sus Estados, contra lo que Nicolas Maquiavelo y los Políticos deste tiempo enseñan*, Madrid, BAE, 1595, t. LX, p. 542, livre II, chap. 2 et 15.

55 Extraits de deux lettres adressées de Coïmbra les 10 et 13 juillet 1589 au Commissaire général de la flotte, cités par Henry Kamen, *Felipe de España*, Madrid, Siglo XXI, 1998, p. 292-293.

56 Cité par G. Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, op. cit., p. 855.

57 José de Sigüenza, *Historia de la Orden de San Gerónimo* (1595-1605), Madrid, NBAE, 1909, t. XII, part. III, lib. III, cap. XV, p. 474.

58 Antonio-Miguel Bernal, *Monarquía e Imperio*, Madrid, Crítica/Marcial Pons, 2007, p. 472.

59 M. Fernández Álvarez, *Los Austrias Mayores y la culminación del Imperio*, Madrid, Gredos, 1987, p. 281, et *Historia de España. El Siglo de Oro (siglo XVI)*, Barcelona, Planeta, t. V, 1993, p. 466.

60 D. de Saavedra Fajardo, *Idea de un príncipe...*, op. cit., p. 82.

comment relancer l'expédition, il reconnaissait, en marge d'un brouillon de réponse daté du 31 août, la vanité de l'humaine renommée :

Cuando leyó el borrador de una respuesta a Parma, expresando la esperanza « que se consiga el servicio que se ha pretendido hazer a Dios, y el reparo de la reputación de todos que está tan empeñado », el rey subrayó este pasaje: « Mýrese si sería bien quitar esto », le dijo a Idíaquez, « pues en lo que Dios haze y es servido no ay perder ni ganar reputación. Y mejor no hablar en ello »⁶¹.

Vient alors à l'esprit ce conseil du « bon roi » Polidoro, modèle de prince chrétien qu'Érasme n'eût point renié :

Lo primero, hijo mío, has de considerar que todos los hombres sabios enderezan sus obras a ganar fama en este mundo y gloria en el otro; buena fama digo, no por vanagloria suya [...]. El buen príncipe juntamente puede alcanzar lo uno y lo otro; y sin lo uno, con dificultad alcanzará lo otro⁶².

Au cours du XVI^e siècle la « réputation » avait cessé d'être une simple exigence personnelle du Prince, héritée d'un idéal chevaleresque alors dépassé. En ces années cruciales, observateurs et conseillers l'estimaient au prix fort : « *mientras ella está en pie, los imperios están; y cayendo ella, caen* ». Elle était devenue un enjeu politique majeur.

61 Cité par G. Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, op. cit., p. 850-851.

62 Alfonso de Valdés, *Diálogo de Mercurio y Carón* (1531), lib. II, Barcelona, Planeta, 1987, p. 142.

EL PRÍNCIPE Y LA DINASTÍA PERFECTA:
CARLOS V ANTE LAS CORTES DE CASTILLA
(VALLADOLID, 1518)

Juan Manuel Carretero Zamora
Universidad Complutense de Madrid

Carlos V accedió a sus reinos de la Corona de Castilla en 1516-1518 tras un complejo proceso, donde se entremezclaron derechos sucesorios legítimos con adversas situaciones legales; esto es, el futuro emperador Carlos poseía sin duda la legitimidad dinástica de origen, pero la legalidad para ocupar de facto el trono y el gobierno de Castilla le estaban condicionados por una legislación sucesoria adversa (emanada del testamento de su abuela Isabel la Católica y de las sucesivas resoluciones de las Cortes de Castilla del periodo 1504-1510). Ello obligó a Carlos de Gante—desde que tuvo conocimiento del fallecimiento de Fernando el Católico y desde su proclamación como rey de Castilla en Bruselas a comienzos de 1516— a construir una nueva legitimidad y legalidad superadora de esas leyes sucesorias que le impedían el acceso al trono castellano, que pasaban por una serie de acuerdos que invariablemente le remitían al consenso con las Cortes de Castilla. Ello explica la necesidad de la convocatoria de dicha asamblea representativa desde el inicio de su reinado, como también la construcción de una propaganda política legitimadora de Carlos V como nuevo monarca castellano, que le presentara ante sus súbditos como el príncipe perfecto, asimismo como heredero de una dinastía (la Casa de Borgoña) también perfecta y continuadora de una tradición que le vinculaba a la mejor de las tradiciones hispanas: el Imperio de Trajano, Adriano y Teodosio, sobre todo el primero de ellos, Trajano. Nada más apropiado que las Cortes (reunidas a comienzos de 1518) para desarrollar este programa legitimador y legitimista de Carlos de Gante para asumir el trono de Castilla.

Si dejamos de lado ciertas visiones mítico-providencialistas¹, la primera referencia al papel político reservado a Carlos de Gante (esto es, al futuro emperador Carlos V) en los reinos de la Corona de Castilla fue con ocasión de las Cortes de Toledo y Madrid de 1502-1503. Carlos era entonces un niño de apenas dos años, aunque ya ostentaba los títulos de duque del Luxemburgo y caballero de «la Toison d'Or». En esa reunión de la asamblea representativa de los castellanos de 22 de mayo de 1502, los archiduques de Austria Felipe de Borgoña-Habsburgo y Juana de Castilla –venidos expresamente desde Flandes²– fueron jurados como sucesores de Isabel la Católica tras las desapariciones de la primogénita Isabel de Portugal y de su hijo el príncipe Miguel³; en ese mismo acto, por primera vez, se citó al príncipe Carlos de Gante como titular de futuros derechos sucesorios sobre los reinos castellanos. Este acuerdo fue ratificado por Isabel la Católica en su testamento de 1504:

E quiero e mando que quando la dicha prinçesa doña Juana, mi muy cara e muy amada hija, falleciere desta presente vida, suceda en estos dichos mis reynos, e

- 1 Los cronistas de los Reyes Católicos y de Carlos V aludieron a un sueño que tuvo Isabel la Católica –en el mismo momento del nacimiento de su nieto Carlos en Gante– donde se vinculaba la fortuna y éxito del futuro emperador Carlos V con san Matías (no olvidemos que el emperador nació en día de san Matías, patrón de los afortunados). Por ejemplo, el cronista Lorenzo Galíndez de Carvajal en su *Memorial o Registro Breve de los Reyes Católicos* señalaba: «Año de 1500. A 25 de febrero, día de santo Mathía, nació el príncipe don Carlos en Flandes [...]. Y dijo la Reyna cathólica quando supo: *Cecidit sors super Mathiam*» [esto es «La suerte recayó sobre Matías»]. Este sueño premonitorio de Isabel la Católica también tuvo eco en la primera historiografía de la casa de Borgoña. Así, Louis Gollut en su célebre obra hagiográfica *Les Mémoires Historiques de la république séquanoise et des princes de la Franche-Comté de Bourgogne*, Dole, Antoine Dominique, 1592, dedicada a Felipe II, en la página 985, en referencia al emperador Carlos V precisaba: «Il nasquit à Gand, le vingt quatrième jour de febvrier, en l'an 1500, jour dédié à la mémoire de Saint Mathias. Pour raison de quoy, dogna Isabelle son aïeule (haiant entendu le jour de sa naissance) dict prophétiquement : *Sors cecidit super Mathiam*». Más datos acerca de esta visión providencialista sobre el nacimiento del emperador Carlos V en Juan M. Carretero Zamora, «La profecía de una reina o la Suerte de Matías: consideraciones sobre un periodo de crisis política en Castilla (1498-1518)», en M^a Victoria López-Cordón y Gloria Franco (coord.), *La reina Isabel y las reinas de España: realidad, modelos e imagen historiográfica*, Madrid, Fundación Española de Historia Moderna, 2005, p. 37-41.
- 2 Sobre este primer viaje de los archiduques a Castilla véase el reciente estudio de María C. Porras Gil, *De Bruselas a Toledo. El viaje de los archiduques Felipe y Juana*, Madrid, Fundación Carlos de Amberes/Universidad de Valladolid, 2015, especialmente las p. 484-503, que narran la entrada y estancia de los archiduques en Toledo. La entrada fue espectacular; cerca de la ciudad los archiduques fueron saludados por 150 halconeros: «Et pour vous aduertir du tout il uint audeuant de monseigneur assez pres du dit village, plus de cent et cinquante fauconniers du Roy chacun son oisiau sur son poing, tous vestus de longhes robes verts de drap».
- 3 El texto original del juramento de las Cortes de Toledo (1502) en Academia de la Historia, Manuscritos, 9/1784, fol. 191-196.

tierras e señoríos, e los aya e herede, el ynfante don Carlos, mi nieto, su hijo legítimo e del dicho príncipe don Filipo, su marido, e sea rey e señor dellos⁴.

Desde ese momento, se iniciaba un tortuoso camino –repleto de contradicciones, debates y conflictos políticos y jurídicos– que condujo al futuro emperador Carlos al trono de Castilla en 1516 y a su definitivo reconocimiento en 1518. Este complejo camino hacia el poder castellano es incomprensible sin tener presente el papel reservado a la asamblea representativa o Cortes de Castilla, en tanto árbitro privilegiado y último garante de la legalidad y legitimidad sucesorias diseñadas por el testamento de Isabel la Católica (1504), por las resoluciones de las mismas Cortes (1502-1518) y por los pactos suscritos por Fernando el Católico y el emperador Maximiliano I (1509-1510), donde de manera reiterada se contemplaba el futuro papel de Carlos de Gante en Castilla, bien como gobernador en nombre de su madre la reina Juana (según las normas sucesorias castellanas), bien como monarca efectivo a partir de las decisiones adoptadas en Bruselas en 1516, legitimadas en 1517 por el papa León X Medici («Carolus Hispaniarum Rex») y luego ratificadas por las Cortes reunidas en Valladolid a comienzos de 1518. El viejo y sabio cardenal Cisneros ya advirtió al joven monarca y a su corte de Bruselas de la necesidad ineludible de apoyarse en las Cortes para afianzarse el trono de Castilla ante las veleidades de una nobleza inquieta proclive a su hermano el infante Fernando:

Podrá disponer del lugar donde tenga el gobierno y haga sus Cortes y ordene sus reynos. A mí paréceme que su alteza fuera mejor irse poco a poco a Toledo, porque la grandeza y autoridad del lugar es más aparejado para Cortes que otro ninguno⁵.

Pero volvamos a 1502 para trazar –de manera muy sintética– el camino que condujo al joven Carlos de Gante al control de los reinos castellanos. En el momento de su nacimiento Carlos V poseía un papel irrelevante en la línea sucesoria de los reinos hispánicos, toda vez que el heredero era su primo Miguel, hijo de los reyes de Portugal, reconocido como príncipe de Asturias por las Cortes reunidas en Ocaña (1499) a la muerte por sobreparto de su madre Isabel. De hecho, su nacimiento sólo tuvo relevancia política, obviamente, en el seno de la casa de Borgoña-Habsburgo⁶. Como se ha indicado, el inmediato

4 Antonio de la Torre, *Testamentaría de Isabel la Católica*, Barcelona, Imprenta Rodríguez Ferrán, 1974, p. 82.

5 Carta del obispo de Ávila, secretario del cardenal Cisneros, a Carlos I (3 de septiembre de 1517), *Cartas de los secretarios del cardenal fray Francisco Jiménez de Cisneros durante su regencia durante los años 1516 y 1517*, Madrid, Imprenta de la Sra. Viuda e hijo de D. E. Aguado, 1875, p. 153.

6 Archives Départementales du Nord (ADN), Trésor de Chartes, B18825, carta del emperador Maximiliano I a su hija Margarita de Hasburgo agradeciéndole que le haya comunicado la feliz

fallecimiento del príncipe Miguel fue el origen de los derechos sucesorios de Carlos de Gante a través de su madre Juana de Castilla, aunque tales derechos sobre la Corona de Castilla eran lejanos y de difícil obtención por las condiciones impuestas en las leyes y acuerdos sucesorios negociados entre 1504 y 1510.

En efecto, tanto las disposiciones testamentarias de Isabel la Católica de fines de 1504 y las inmediatas resoluciones de las Cortes reunidas en Toro (1505), como los agrios debates por el poder entre Fernando el Católico y su yerno el archiduque Felipe de Borgoña-Habsburgo resueltos tras los acuerdos suscritos ante las Cortes de Valladolid (1506), así como las negociaciones posteriores entre Fernando el Católico en defensa de su posición como gobernador de Castilla, y el emperador Maximiliano I como garante de los futuros derechos sucesorios de Carlos de Gante (acuerdos de Blois de 1509, luego ratificados por las Cortes reunidas en Madrid en 1510) generaron un verdadero «Corpus Jurídico» sucesorio adverso a las aspiraciones del futuro emperador Carlos sobre sus reinos de la Corona de Castilla. El problema central radicó en la constatación de la incapacidad para el gobierno efectivo de la futura titular Juana de Castilla, circunstancia que ya fue evidente para los representantes castellanos que asistieron al juramento como sucesora y princesa de Asturias en Toledo (1502). ¿Cuál fue a partir de ese momento la situación política del futuro Carlos V en ese complejo entramado de derechos sucesorios, legitimidades y legalidades y, más en particular, luchas por el poder entre Fernando el Católico, el archiduque Felipe y el emperador Maximiliano I?

100

Según el testamento de Isabel la Católica y las resoluciones de las Cortes reunidas en Toro a comienzos de 1505 la gobernación del reino y la tutela de su reina titular Juana de Castilla quedaban adscritas a su padre Fernando el Católico. La situación del futuro emperador Carlos continuó siendo la misma: un lejano heredero con un déficit político y jurídico de enorme relevancia. Al haber nacido en Flandes carecía de la naturaleza castellana, esto es, no reunía uno de los requisitos para ocupar el trono castellano; este problema no afectaba a su hermano el infante Fernando (natural de Alcalá de Henares). En el mejor de los casos el príncipe Carlos sólo podría ocupar la gobernación de Castilla (pero nunca el trono) y tener al menos veinte años de edad⁷. Todas estas resoluciones fueron confirmadas por las Cortes de Toro⁸.

noticia del nacimiento del príncipe Carlos: «Ma fülle, j'ay reçue vous lettres par lesquelles j'ay [...] la accouchement de ma fülle l'archiduchesse [...] j'ay esté très ioyeuls».

7 A. de la Torre, *Testamentaria...*, *op. cit.*, p. 77: «Fasta tanto que el infante don Carlos, mi nieto, hijo primogénito heredero de los dichos príncipe e princesa, sea de edad legítima, a lo menos de veinte años cumplidos».

8 Juan M. Carretero Zamora, « Las Cortes de Toro de 1505 », en Benjamín González Alonso (coord.), *Las Cortes y las Leyes de Toro*, Salamanca, Cortes de Castilla y León, 2006, p. 278-280.

De igual manera, la conclusión de las tensiones entre Fernando el Católico y el archiduque Felipe (concordias de Benavente y Villafáfila de junio de 1506) ratificadas en las Cortes de Valladolid de ese año confirmaron la inhabilitación de la reina Juana para el gobierno de Castilla, la posición como monarca efectivo de Felipe el Hermoso y, más en concreto, que el príncipe Carlos de Gante sólo alcanzaría el trono tras el fallecimiento de la reina titular Juana de Castilla⁹. La repentina muerte del archiduque Felipe en Burgos el 25 de septiembre de 1506 y la ausencia de Fernando el Católico –en ese momento en el reino de Nápoles– dio lugar a un proceso político de enorme complejidad que originó un vacío de poder en el que convergían cuatro factores políticos adversos: un monarca (Felipe de Habsburgo-Borgoña) fallecido en 1506, una reina titular (doña Juana) inhábil e incapacitada para el ejercicio del poder, un gobernador (Fernando el Católico) ausente del reino tras los desacuerdos de 1506 y, en fin, un lejano heredero (Carlos de Gante) de tan sólo seis años, residente en Flandes y ajeno a la realidad castellana. Las incertidumbres se despejaron tras los acuerdos entre Fernando el Católico y el emperador Maximiliano I: el primero se aseguró el poder en Castilla de por vida; el segundo, garantizó los futuros derechos sucesorios de su nieto Carlos de Gante.

Estos acuerdos, suscritos en Blois (1509) y validados –una vez más– por las Cortes castellanas¹⁰ reunidas en Madrid (1510), venían a consolidar un verdadero corpus jurídico sucesorio completamente adverso a las aspiraciones de Carlos de Gante. En efecto, Fernando el Católico se reservaba de manera vitalicia el gobierno de Castilla, incluso teniendo sucesores en su segundo matrimonio con Germana de Foix¹¹, y relegaba al príncipe Carlos a un futuro político lejanísimo como gobernador –nunca como rey– hasta que cumpliera los 25 años. De hecho, en un acuerdo posterior –quizá de 1512– entre el rey católico y el emperador Maximiliano se precisaba que Carlos de Gante sólo podría ocupar el trono a la muerte de su madre la reina Juana de Castilla:

9 Archivo General de Simancas [AGS], Patronato Real, 7, fol. 74 y fol. 115, Acta del juramento por las Cortes de Valladolid (1506) de los archiduques Juana de Castilla y Felipe de Borgoña-Habsburgo como reyes de Castilla y del príncipe Carlos como sucesor. Carlos, en efecto, sólo podría gobernar como rey efectivo tras la muerte de su madre la reina titular: «E juran al muy alto y excelente señor don Carlos, hijo primogénito heredero de los dichos rey don Felipe y reyna doña Juana, nuestros señores, por príncipe primogénito heredero e legítimo sucesor destes dichos reynos de Castilla, y de León y de Granada; e para después de los días de la dicha reyna doña Juana, nuestra señora, por rey e señor propietario destes dichos reynos». El subrayado es mío.

10 Esta reunión del parlamento de Castilla en Madrid fue una exigencia de los negociadores de Maximiliano I para suscribir los acuerdos de Blois. Asimismo, el emperador Maximiliano I envió a la corte de Madrid una embajada extraordinaria integrada por Mercurino de Gattinara, Jean Schad d'Abres y Claude de Sillery.

11 AGS, Patronato Real, 56, fol. 48.

Nos Fernando, por la gracia de Dios rey de Aragón, de las Dos Siçilias, de Iherusalem, etc., en nombre nuestro y como administrador de la serenísima reyna doña Juana [...] y sucesivamente como tutor y administrador del ilustrísimo don Carlos, su hijo, nuestro muy amado nieto, *que agora es príncipe y después de la muerte de la dicha serenísima reyna, nuestra hija y madre, será rey destos dichos reynos*¹².

BRUSELAS, 1516: UNA NUEVA LEGITIMIDAD, UNA NUEVA LEGALIDAD

102

Fernando el Católico falleció el 23 de enero de 1516 en la villa de Madrigalejo (Cáceres). Aunque Carlos de Gante había obtenido la mayoría de edad en 1515 como duque efectivo de Borgoña (lo que le convertía en uno de los más poderosos soberanos de la época), lo cierto es que la legislación sucesoria castellana le impedía ocupar el trono de la Corona de Castilla. En ese momento desde la corte de Bruselas se diseñó un proceso de creación de una legitimidad y legalidad nuevas que posibilitaran el acceso al poder del príncipe Carlos. Ello condujo a un detallado programa político donde se entremezclaron decisiones de gobierno, intervenciones institucionales y legislativas, así como importantes esfuerzos de propaganda en torno a la excepcionalidad de la figura del nuevo monarca. Dicho programa legitimador se apoyó en tres fenómenos interrelacionados: en la creación de una legitimidad política basada en el mismo ejercicio del poder con la asunción por Carlos de Gante del título de rey y la formación de un verdadero gobierno en Bruselas (legitimidad de ejercicio); en la apelación a la autoridad pontificia para que el papa León X Medici ratificase su condición de rey legítimo de Castilla con la concesión del título de «Rey Católico», lo que implicaba que Carlos de Gante adquiriría una verdadera legitimidad dinástica como heredero directo de los Reyes Católicos; por último, la apelación a las Cortes de Castilla, esto es, al reino, como instancia política decisiva y revalidadora de la condición regia de Carlos a través del proceso de juramento y acatamiento por parte de los representantes ciudadanos, lo que implicaba la obtención de la más preciada de las legitimidades (la legitimidad de origen sancionada por el mismo reino).

El primer acto en la construcción de esa nueva legitimidad fue la propia proclamación del príncipe Carlos como nuevo rey de Castilla en Bruselas. Aprovechando la solemnidad propia de la Casa de Borgoña en los funerales por Fernando el Católico celebrados en la iglesia de Santa Gúdula de Bruselas («que resultó uno de los más suntuosos que era posible celebrar»¹³), Carlos de

¹² *Ibid.*, fol. 37. El subrayado es mío.

¹³ Lorenzo Vital, *Relación del primer viaje de Carlos V a España*, Madrid, Ministerio de Educación, 1958, p. 13: «En verdad, el rey, nuestro señor, cumplió muy honrosamente, costándole muy

Gante fue proclamado rey de Castilla. En definitiva, un buen funeral y una mejor proclamación regia. Inmediatamente, desde Bruselas, se edificó una nueva legitimidad «de ejercicio». No era algo novedoso e inédito en Castilla, pues su abuela Isabel la Católica ya había realizado lo propio a comienzo de su reinado al construir una legitimidad en torno a su persona a partir del principio del recto y justo ejercicio del poder frente a la decadente legitimidad y legalidad de la sucesora de su hermano el legítimo rey Enrique IV, cuyo gobierno se había deslegitimado por falta de buen gobierno y ausencia de justicia.

Uno de los primeros actos de gobierno de Carlos I (14 de febrero de 1516) fue ratificar al cardenal Cisneros como gobernador de Castilla¹⁴ (siempre obviamente de acuerdo con Adriano de Utrecht: «En lo demás, el reverendo deán de Lobayn, nuestro enbaxador, os hablará largo: dadle entera fee e creença»), pedirle su consejo y agradecerle los buenos servicios que prestó a su padre el archiduque Felipe¹⁵. En efecto, la operación de controlar el poder de Cisneros desde Bruselas conllevó el reforzamiento político de Adriano de Utrecht, tanto como embajador extraordinario en Castilla¹⁶, como su inmediato nombramiento como titular de la sede de Tortosa.

La proclamación en Bruselas de Carlos como rey de Castilla, pese al apoyo de Cisneros, Adriano de Utrecht y la alta nobleza, originó algunas reticencias¹⁷, sobre todo del duque de Alba, que fueron inmediatamente respondidas desde la corte flamenca¹⁸. No obstante, el apoyo de la alta nobleza, clero y ciudades fue muy numeroso, lo que le permitió legitimar su posición como rey de

bien cincuenta mil florines, tanto por las ropas que se dieron, como por las iluminaciones y muchas otras cosas pertinentes a tal negocio».

14 AGS, Cámara de Castilla, libros de cédulas, 36, fol. 11 y fol. 318, fol. 19.

15 *Ibid.*: «E ansy mismo os rogamos que continamente nos escriváys e aviséys, dándonos vuestro consejo e paresçer, el qual resçibiremos como de padre, ansy por la obligaçión que nos quedó de vuestra lealtad e facultad çerca del serviçio del serenísimo rey don Felipe, nuestro padre, que santa gloria aya, quando fue a esos reynos, como por el yntimo amor que a vuestra reverendísima persona tenemos e gran confiança de vuestra bondad».

16 *Ibid.*, 36, fol. 35, carta de Carlos I a Cisneros revalidando la posición de Adriano de Utrecht en su embajada en Castilla (Bruselas, 19 de abril de 1516): «En lo que dezís del deán de Lovayn, nuestro enbaxador, nos le tenemos por muy fiel e verdadero servidor, e como a tal le avemos encomendado cosas de mucha calidad, e le enviamos a esos reynos porque ha mucho tiempo que le conosçemos e nos servimos de él, e ninguna relación en contrario de esto tenemos por çierto». De hecho, el 24 de ese mismo mes Carlos I ordenó al tesorero Francisco de Vargas que pagase mensualmente a Adriano 300 florinos (en torno a 60 000 maravedíes).

17 Miguel Ángel Ladero Quesada, *Los últimos años de Fernando el Católico, 1505-1517*, Madrid, Dykinson, 2016, p. 263.

18 AGS, Cámara de Castilla, libros de cédulas, 36, fol. 17 (Carlos I al duque de Alba, Bruselas, 2 de marzo de 1516): «Duque primo: vi vuestra carta, y no aver escrito fasta agora creo que sea por la cabsa que dezís. Lo que servistes al rey mi señor, que santa gloria aya, e la voluntad que tenéys de me servir a mí, os agradezco e tengo en señalado serviçio; y lo mismo tenía creydo y esperaba de la antigua lealtad e fidelidad de vuestra casa. Y asy, os ruego e encargo lo continuéys de aquí adelante; que ydo yo a esos reynos, que será muy presto plasyendo a nuestro señor, mandaré mirar las cosas que os tocare, como es rasón».

Castilla apelando a la necesidad y urgencia de ejercer el trono en beneficio de los castellanos a invitación del propio reino, del papa León X, del emperador Maximiliano y de los principales monarcas europeos. En carta a su tío el arzobispo de Zaragoza subrayaba:

Algunos reys, e príncipes e potentados nos escrivieron título de rey [...] e nuestro muy santo padre propuso en el sacro consistorio en qué título nos devía nonbrar e escrevir. E por todos, con grande e madura determinación, unánimes e conformes, fue determinado que por derecho Su Santidad nos podía y devía llamarnos e yntitular rey [...]. E otros príncipales e grandes señores e señorías, asy de la dicha nuestra subçesión, como de otras partes, nos lo an escrito e enviado a suplicar. E vistas todas estas causas, razones, exortaciones e los ynconvinientes e daños que se podrán seguir no lo faziendo, fue acordado e determinado que devíamos condesçender a sus ruegos e peticiones e usar del dicho título e nonbre real¹⁹.

104

Desde ese momento, desde la corte de Bruselas, se diseñó todo un programa político que convergió en el control por esa corte de las decisiones de gobiernos fundamentales de los reinos de Castilla; esto es, se podría afirmar que el rey de Castilla gobernaba desde Bruselas. La primera de las medidas fue, desde luego, controlar la acción política del cardenal Cisneros, como gobernador del reino, nombrando a Adriano de Utrecht como embajador de Carlos I con poderes excepcionales. De hecho, en todas las cartas y cédulas dirigidas a las instituciones y notables castellanos se aludía invariablemente, como ya he subrayado, al papel relevante reservado a Adriano en las decisiones de gobierno en Castilla («E a todo lo que el deán de Lobayn, mi enbaxador, de mi parte vos dixere e escreviere, dad entera fee e creença, en lo qual mucho plaser e serviçio resçibiré»). Ello implicaba la existencia en la práctica de dos gobernadores generales. Desde ese momento, el gobierno de Castilla quedó supeditado a las decisiones de la corte de Bruselas.

Desde los primeros momentos de su reinado a comienzos de 1516, Carlos I se apoyó en hombres (tanto flamencos como españoles) absolutamente adeptos a su persona, diseñando una verdadera operación de asalto al poder castellano. En uno de sus primeros actos de gobierno confirmó en su cargo a su tío el arzobispo de Zaragoza²⁰ y a continuación ratificó a Jerónimo de Vic en su embajada ante el pontífice, aunque ordenando que los asuntos graves

¹⁹ *Ibid.*, fol. 27-28, Bruselas, 21 de marzo de 1516.

²⁰ *Ibid.*, fol. 22, carta del príncipe Carlos a Alfonso de Aragón (Bruselas, 11 de marzo de 1516): «Vos rogamos que [...] en la conservación de la justicia dellos (los reinos de Aragón) tengáis el cuidado e diligencia que de vos confiamos, e que continuamente nos escriváys e aviséis de todo lo que a esos reynos tocare, con vuestro parecer de lo que se debe hazer y proveer».

de Roma fueran comunicados a Bruselas. Asimismo, entre otros actos de gobierno, Carlos I remodeló el sistema de correos centralizándolos en favor de una familia de su total confianza, los Taxis²¹. Con ello la corte de Bruselas se garantizaba el control de las comunicaciones de cartas y despachos entre Castilla y Flandes.

Pero, ante todo, el nuevo monarca edificó un verdadero gabinete de gobierno a partir de personajes flamencos muy próximos a su persona y de castellanos residentes en Flandes que habían servido a su padre el archiduque Felipe durante su breve reinado en Castilla. En el primero de los casos se encontraban Guillermo de Croÿ, señor de Chièvres y camarero mayor de Carlos I, que fue nombrado capitán general de las galeras, Jean le Sauvage, primer chanciller de Borgoña, que fue designado futuro presidente de las Cortes de Castilla²² y el embajador Charles de Popet, señor de Laxao, al que le fue concedida una valiosa merced sobre la renta de los mineros de Castilla²³. En cuanto a los castellanos los mayores favorecidos fueron el obispo Pedro de la Mota, nombrado presidente de las Cortes junto a Le Sauvage, el fiel secretario Antonio de Villegas a quien se compensó con la secretaría de las Cortes y una regiduría en Burgos²⁴, aunque el gran beneficiado fue el secretario Francisco de los Cobos, a quien se asignó desde Bruselas un papel decisivo en el control de la hacienda castellana.

Francisco de los Cobos, junto al tesorero Francisco de Vargas (inmediatamente ratificado en su cargo desde Bruselas²⁵), diseñó desde Bruselas una meditada política de control de la real hacienda tendente a reforzar el poder del nuevo monarca. Un paso decisivo consistió en la congelación del grueso de las rentas disponibles a comienzos de 1516. La medida no sólo era de naturaleza hacendística, sino que buscaba evidentes objetivos políticos. En Bruselas

21 *Ibid.*, fol. 53, cédula de Carlos I al cardenal Cisneros (Bruselas, 21 de noviembre de 1516) en que se anunciaba la venida a Castilla de Juan Bautista de Taxis, sobrino y hermano de los maestros mayores de postas de Carlos I Fernando de Taxis y Simón de Taxis. La razón de esta decisión queda evidente en el mismo texto remitido a Cisneros: «Porque tengamos aviso de todas las cosas que subçedieren en esos reynos de España». Asimismo, Francisco de Carboneros fue confirmado como hoste de correos de Roma y del reino de Nápoles (cédula dada en Bruselas el 15 de marzo de 1516).

22 Carlos I, además, había concedido en Castilla a Jean le Sauvage una merced por valor de 5 515 ducados sobre las resultas de las cuentas del tesorero Gonzalo de Baeza que se encontraban en poder del secretario Juan Bozmediano.

23 AGS, Cámara de Castilla, libros de cédulas, 36, fol. 115, Carlos I a los contadores mayores (Malinas, 18 de abril de 1517).

24 Esta regiduría la había ejercido hasta su padre Alonso de Villanueva. Carlos I comunicó su decisión al concejo de Burgos por cédula dada en Bruselas el siete de junio de 1516 y ese mismo día remitió una carta a don Diego Osorio solicitándole pusiese especial interés en la dicha regiduría: «Yo vos mando que con mucho cuydado e diligencia entendáys en ello e procuréys que así se haga [...] e escribidme luego lo que en ello se haze».

25 AGS, Cámara de Castilla, libros de cédulas, 36, fol. 3, carta del príncipe Carlos al licenciado Vargas (Bruselas, 10 de marzo de 1516): «Yo he sido informado de mi enbaxador el deán de Lovayn [...] agora digo que continuéis el ofiçio de tesorero como hasta aquí lo avéys fecho».

se recelaba con razón de la actitud de una parte de la alta nobleza hacia la posición de Carlos de Gante, que no casualmente gozaba de numerosos privilegios sobre las rentas regias castellanas. Desde Bruselas se ordenó que cesasen los pagos salvo los referidos a las casas reales, el Consejo de Castilla, altas instituciones de la monarquía (contadurías y tribunales de justicia), así como el sostenimiento del ejército²⁶. Aparte de estas estrategias políticas, la corte de Carlos I también necesitaba los ingresos castellanos para apuntalar sus primeras operaciones de crédito²⁷. Este control de la hacienda castellana desde Bruselas fue posible gracias a la complicidad de ciertos contadores, tesoreros y hombres de negocios vinculados al tesorero Vargas y al secretario Cobos, y que apostaron decididamente por el nuevo monarca: entre otros, el contador mayor Juan Velázquez de Cuéllar (confirmado por Carlos I en mayo de 1516), el pagador de las guardas Álvaro Vázquez Noguero, etc.

106

De manera paralela a la construcción de una nueva legitimidad a partir del principio del «buen gobierno» (esto es, la denominada «legitimidad de ejercicio») la corte de Bruselas diseñó un programa con la finalidad de obtener el reconocimiento por Roma de la condición regia de Carlos de Gante²⁸. El objetivo, en definitiva, consistió en obtener del papa León X Medici una bula en la que se adscribía el título de rey católico –exclusivo de los monarcas de España– a Carlos I. La operación legitimadora era de enorme sutileza política, porque no se agotaba en la misma concesión del título de «Catholicus Rex» al nuevo monarca (es decir, el pontífice reconocía a Carlos como legítimo monarca de Castilla), sino que –y en ello radicaba el éxito de dicha operación– vinculaba a Carlos de Gante directamente con la herencia política de los Reyes Católicos, que constituía en ese momento la mejor de las fuentes de legitimidad dinástica.

El instrumento elegido fue una bula («Pacificus et aeternus Rex») ²⁹ firmada por León X el primero de abril de 1517. El papa Medici venía a suscribir las tesis mantenidas por la corte de Flandes, en el sentido de que Carlos era rey legítimo al ser legítimo heredero de los Reyes Católicos. Con ello el nuevo monarca se consideraba continuador de la obra de sus abuelos y, en consecuencia, el único y legítimo sucesor. La fórmula era la adscripción pontificia a Carlos de

²⁶ *Ibid.*, fol. 48, carta de Carlos I al cardenal Cisneros (Mons, 12 de mayo de 1516).

²⁷ Me refiero a una operación de crédito por 45 000 ducados para financiar ciertos gastos en Italia vinculada al tesorero Luis Sánchez (Lovaina, 12 de junio de 1516).

²⁸ Toda la correspondencia entre Bruselas y la corte pontificia de Roma hizo constar –desde el momento de la desaparición de Fernando el Católico– que Carlos era rey de Castilla. Por ejemplo, Biblioteca Angelica (Roma), Manoscritti, Fondo antico, 1888, fol. 9, carta de Carlos I a León X Medici (9 de mayo de 1516).

²⁹ La edición de esta bula en *Bullarum diplomatum et privilegiorum sanctorum romanorum pontificicum* (Taurinensis editio), Roma, Augustae Taurinorum, Seb. Franco et Henrico Dalmazzo editoribus, 1860, V, p. 691-692.

Gante del título de «Catholicus Rex», título exclusivo del rey de las Españas. En efecto, León X Medici, en los fundamentos de las concesiones del título de rey católico a Carlos I, recuerda que es un título exclusivo otorgado por Alejandro VI Borgia en atención a los méritos excepcionales de los Reyes Católicos: conquista de Granada a los musulmanes, expulsión de los judíos y reforma de órdenes religiosas³⁰. En el segundo epígrafe de la bula el papa reconocía a Carlos como rey católico, verdadero sucesor de los Reyes Católicos y extendía a su futura esposa el título de reina católica:

Nos sperantes quod, gratia divina assistente, carissimus in Christo filius noster *Carolus Hispaniarum rex*³¹, qui, ut accepimus, in decimo octavo suae aetatis anno constitutus existit, succedentibus annis, ne dum virtutes eorumdem Ferdinandi regis et Elisabeth reginae imitabitur, sed, divina favente clementia, in virtutum earumdem exercitio per amplius proficiet; ac volentes propterea *dictum Carolum regem et eius legitimam coniugem pro tempore existentem catholicorum regum decorare*, motu proprio, et ex certa scientia et potestatis plenitudine, *dicto Carolo regi et eius legitima coniugi*, pro tempore existenti, *nomem et titulum regum catholicorum in Dei nomine assignamus*; eisque et eorum cuilibet, quod de caetero Carolus rex et eius coniux regina praefati, cum eorum nominibus propriis vel sine illis, *rex et regina catholici* denominari et intitulari possint.

La reina titular Juana de Castilla no era mencionada en la citada bula en su condición de reina católica. En definitiva, en vísperas de su viaje a España el futuro emperador Carlos V se había asentado en el gobierno de Castilla como legítimo rey y había sido reconocido como tal por Roma al intitularlo «Rey Católico». Esta doble legitimidad (de oficio de buen gobierno y de dinastía) debía legalizarla ante los castellanos reunidos en su Parlamento o Cortes de Castilla.

30 *Ibid.*, epígrafe 1º: «Dudum siquidem felicitatis recordationis Alexander Papa VI, praedecessor noster, ad praecleara virtutes et merita clarae memoriae Ferdinandi regis et Elisabeth reginae Hispaniarum; ad immensos quoque labores, quos in expugnatione regni Granatae adversus perfidos Saracenos, fidei catholicae inimicos, pugnando pertulerat; ac quod, provida ordinatione eorum regis et reginae, Iudaei, quorum conversatio et in eorumdem regis et reginae regnis et dominiis habitatio valde contagiosa erat, ab eis denuo regnis et dominiis expulsi; insuper ordines utriusque sexus religiosi ad observantiam regularem informati fuerant, debitum respectum habens; ac volens propterea eosdem regem et reginam dignioris nominis titulo decorare, eis nomina catholicorum concessit, ac voluit quod ex tunc in antea Fernandus rex catholicus et Elisabeth regina catholica intitulantur et denominantur».

31 Las cursivas son mías.

PROPAGANDA Y LEGITIMIDAD:

LA IMAGEN DEL PRÍNCIPE Y LA DINASTÍA PERFECTAS (VALLADOLID, 1518)

Carlos de Gante carecía de cualquier conocimiento de la realidad castellana; de igual manera, los castellanos desconocían a su príncipe soberano. Las únicas noticias las poseía la corte de Fernando el Católico y no constituían motivo de alegría: el joven príncipe era educado en la cultura de la corte de Borgoña, se expresaba exclusivamente en francés y se encontraba mediatizado por flamencos y castellanos, todos antiguos servidores de su padre el archiduque Felipe de Habsburgo:

El príncipe nuestro señor tiene, loado Dios, muy buena inclinaciones y grand natural, mas an le criado y le crían agora muy retraído y enpachado en espeçial con los españoles [...]. Asy mismo, su alteza no sabe hablar ninguna palabra en español y puesto que entiende algo es muy poco [...]. Está muy gobernado que no sabe hazer [...] sino lo que le aconsejan y le dizen; sygve mucho a su Consejo y está muy sujeto a él [...]. El príncipal que gobierna y por cuya mano asolutamente se haze todo en monsieur de Xèbres, el qual es prudente y manso y paresçe buena persona³².

108

Ello explica que el asunto de la venida del príncipe Carlos a Castilla fuera una aspiración casi obsesiva de Fernando el Católico desde el inicio de las negociaciones con el emperador Maximiliano en 1507, aunque lo cierto fue que la corte de Flandes no accedió a dichas pretensiones³³, que se tornaron en imposibles con motivo de la mayoría de edad política que los Estados Generales de los Países Bajos otorgaron en 1515 al príncipe Carlos. Tras el fallecimiento de Fernando el Católico la necesidad del viaje a los reinos hispánicos (sobre todo a Castilla) se erigió en un asunto del máximo interés para la corte de Bruselas. En todas las cartas que el nuevo monarca remitió a los altos funcionarios, instituciones, alta nobleza y a su propia familia³⁴ invariablemente aseguraba

³² AGS, Estado, 496, fol. 15, informe al cardenal Cisneros sobre la situación de la corte de Bruselas (Bruselas, 8 de mayo de 1516). Este informe, sin duda, procedía del entorno de Pedro de la Mota, obispo de Badajoz.

³³ ADN, Trésor des Chartes, B18828 (25064), instrucciones que en 1507 redactó Fernando el Católico a su embajador ante el emperador Maximiliano I para que enviara a España al príncipe Carlos. Todavía hacia 1514 el rey católico propuso intercambiar al infante Fernando (que viajaría a Flandes) por Carlos de Gante, llegando incluso a ofrecer una buena pensión a Chèvres para que apoyase su proyecto («Que se ordene una buena pensión de 2 000 ducados [...] porque puede bien servir para haber el consentimiento de los pueblos para embiar el príncipe en España»). Fernando el Católico llegó, incluso, a ofrecer a su nieto 30 000 ducados para gastos de su corte.

³⁴ AGS, Cámara de Castilla, libros de cédulas, 36, fol. 13, carta de Carlos I a su madre Juana (Bruselas, 15 de febrero de 1516): «Y por esto, fago saber a vuestra alteza que tengo determinado muy presto yr a ver y visitar vuestra real persona para gozar de su presencia y recibir sy bendición y darle algún plazer y descanso».

que su viaje era inminente. En carta a las ciudades con representación en las Cortes de Castilla manifestaba textualmente:

E por el grand amor e afición que a los dichos reynos como es razón tengo, he acordado e determinado de yr en persona a los vesitar, consolar y alegrar, regir e govarnar. E para ello, con mucha diligençia, se hace e apareja todo lo que conviene³⁵.

Carlos I, en efecto, proyectó un primer viaje para el verano de 1516 y para su financiación la hacienda castellana dispuso de una cantidad de 17 500 ducados de oro; el grupo naval comprendía un total de veinticuatro navíos procedentes de Vizcaya, Guipúzcoa y Santander. Aunque el viaje no tuvo lugar, la armada inició el viaje hacia Flandes en julio de ese año³⁶. Posiblemente también se proyectó otro viaje asimismo frustrado para inicio de 1517, según consta en el discurso real ante las Cortes de Valladolid (1518)³⁷. Carlos de Gante desembarcó definitivamente en Tazones (Asturias) a fines de septiembre de 1517. Quizá su primer acto de gobierno fuera informar al papa León X Medici de su llegada a los reinos de Castilla³⁸.

Desde ese momento, sus actuaciones y sus liturgias fueron las propias de un verdadero monarca castellano en ejercicio, siempre subrayando su figura soberana con la pompa propia de su cultura política borgoñona. Su entrada en Valladolid reprodujo la solemne teatralidad de los grandes duques de Borgoña. Lorenzo Vital, siempre minucioso, nos describe como nadie la nueva corte vallisoletana de Carlos I y, sobre todo, la magnificencia hasta entonces desconocida de su entrada en Valladolid³⁹. El conde de Benavente incluso exhibió (como lo había

35 *Ibid.*, 318, fol. 18-19.

36 Juan M. Carretero Zamora, «Charles de Gand et la Castille: un premier projet de voyage et un programme politique (1516-1518)», *Publication du Centre européen d'études bourguignonnes (xiv^e-xvi^e siècle)*, 51, 2011, p. 187-191.

37 AGS, Escribanía Mayor de Rentas, 149, discurso del presidente de las Cortes (Valladolid, 9 de febrero de 1518): «Agora ha un año, hizo su magestad una generosa armada para venir a estos reynos. E como no plugo a Dios enviar tiempo para navegar, su magestad se quedó y el gasto que se había fecho se perdió. Después, este verano pasado, tornó a hazer otra [...] en la qual su magestad vino a estos reynos».

38 Archivo Segreto Vaticano, Principi, 2, fol. 38 (carta de Carlos I a León X, Villaviciosa de Asturias, 18 de septiembre de 1517): «Muy sancto padre, el rey de Castilla, de Aragón, de las Dos Sicilias, de Iherusalem, etc. Beso vuestros sanctos pies y manos, y muy humildemente me encomiendo a vuestra santidad, a la qual plega saber que después de haverme embarcado en Flandes para estos mis reynos de Spaña [...] ha plazido a nuestro señor de me dar tan buen viaje [...] con mi armada a salvamiento a esta costa de las Asturias, que es en los mis dichos mis reynos [...] Lo qual fago saber a vuestra santidad porque soy cierto se alegrará dello».

39 Lorenzo Vital, *Relación del primer viaje de Carlos V...*, *op. cit.*, p. 223: «Iba lo más rica y suntuosamente vestido que jamás en semejantes casos le había visto; sin embargo, también le había visto en muchas entradas en sus ciudades de por aquí, muy virtuoso y magnífico, como en la entrada de Gante, de Bruselas, de Lovaina, de Malinas, de Amberes, de Brujas y otras partes; pero la suntuosidad, riqueza y gallardía de que os hablo, sobrepasó a todas las

hecho antes Fernando el Católico en Toledo al inicio de su reinado)⁴⁰ un elefante que había sido enviado desde la India.

Con independencia del encuentro con su madre Juana de Castilla y con sus hermanos, el asunto más importante del nuevo monarca en su estancia en Valladolid fue la convocatoria de la asamblea representativa o Cortes, que se consideró como esencial para confirmar a Carlos I como legítimo rey de Castilla. Los tres actos fundamentales que efectuó Carlos I en las Cortes constituyeron en sí mismos la mejor evidencia de que el poder lo había asumido plenamente: la carta convocatoria de las Cortes, su proclamación y juramento como monarca por la familia real y los representantes de las ciudades y el discurso final que Carlos de Gante pronunció ante la asamblea representativa de los reinos castellanos.

110 La carta convocatoria de Cortes constituía en el sistema «constitucional» castellano la mejor prueba de soberanía; sólo los monarcas en plenitud de sus funciones podían efectuar y firmar el llamamiento a las ciudades que integraban la asamblea representativa. De hecho, en 1506, a la muerte del archiduque Felipe de Habsburgo, Cisneros, algunos nobles y ciertos representantes de las ciudades vieron en la convocatoria de las Cortes una buena salida para los problemas políticos del reino; sin embargo, la reina titular Juana de Castilla al negarse a firmar la carta de convocatoria impidió la reunión del parlamento. Por tanto, la firma por Carlos I a finales de 1517 de la carta que convocaba a los representantes castellanos constituyó un verdadero acto de gobierno solo reservado al monarca⁴¹; aunque el documento estaba encabezado por Juana de Castilla y por Carlos I, fue evidente para todos que la decisión de gobierno era exclusiva del nuevo monarca, desde el momento que solo aparecía la firma de Carlos con la rúbrica del secretario Antonio de Villegas (un fiel servidor de la corte de Bruselas).

Desde el inicio de la carta a las ciudades con voto en Cortes, Carlos I insistió en su condición de soberano de pleno derecho. En el preámbulo aludía a su «buen gobierno» en beneficio de los castellanos pese a su ausencia del reino: voluntad y celo en tener al reino en paz, buena administración de la justicia, aumento de los bienes de la Corona y de los súbditos, ayuda de Dios para poder venir a Castilla desde Flandes. En definitiva, dicho preámbulo no era sino el catálogo de las virtudes del príncipe perfecto, todas en sí mismas legitimadoras y legalizadoras para el recto gobierno. El corolario de todo ello implicaba

demás que he visto hasta ahora». Un buen análisis de esta entrada de Carlos I en Valladolid en la monografía de Jesús F. Pascual Molina, *Fiesta y poder. La corte en Valladolid*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2013, p. 91 y siguientes.

40 Me refiero a las decisivas Cortes de Toledo (1480), en las que los Reyes Católicos asentaron definitivamente su poder en Castilla. En su solemne entrada en la ciudad de Toledo Fernando el Católico se hizo acompañar de un elefante («e truxo un elefante vivo»).

41 AGS, *Patronato Real*, 7, fol. 237, carta fechada en Valladolid el 9 de diciembre de 1517.

obviamente el reconocimiento de Carlos I como rey de Castilla y su juramento por las Cortes:

E porque segúnd las leyes e antigua costunbre, usada e guardada en estos nuestros reynos, los procuradores de las çibdades e villas que suelen ser llamados a Cortes, juntamente me avéis de reçibir e jurar por rey e señor en nonbre destos dichos nuestros reynos [...] e para que en señal de obediencia e reconoçimiento de la fedelidad que nos devéis, me besen la mano.

El segundo acto de las Cortes de Valladolid y, sin duda, el de mayor trascendencia institucional tuvo lugar el 3 de febrero de 1518. En presencia de sus hermanos los infantes Fernando y Leonor, de la alta nobleza y de los representantes de las ciudades, las Cortes cerraron definitivamente el debate en torno a la legitimidad de Carlos I para poder gobernar personalmente los reinos de Castilla con su proclamación como rey⁴², legítimo sucesor y «señor propietario» de todos los reinos y señoríos; el siguiente texto nos ahorra cualquier otro comentario:

Vosotros señores, los que estáis presentes, seréis testigos como estando presente el muy alto, y muy poderoso, católico el rey don Carlos, nuestro soberano señor, y estando aquí los ylustrísimos señores el ynfante don Fernando y la ynfanta doña Leonor [...] han, e reçiven e tienen al dicho muy alto, e muy poderoso, católico rey don Carlos, nuestro señor, por verdadero rey, e legítimo subçesor, e señor natural, propietario destos reynos e señoríos⁴³.

El juramento y acatamiento del nuevo monarca concluyó con acto de singular significación política: el juramento personal de su hermano el infante Fernando. Ello conllevaba que el principal símbolo de la oposición a Carlos de Gante asumía la nueva realidad política de Castilla y, sobre todo, que legitimaba definitivamente a Carlos I como cabeza de la dinastía. No casualmente, quien tomó el juramento al infante Fernando fue Guillermo de Croÿ, señor de Chèvres y caballero del Toisón⁴⁴.

⁴² Una excelente descripción en Lorenzo Vital, *Relación del primer viaje de Carlos V...*, op. cit., p. 313-315.

⁴³ *Ibid.*, fol. 158, acta del juramento y acatamiento de Carlos I como rey de Castilla por las Cortes reunidas en Valladolid. En otra parte del acta se reafirmaba, aún más, la condición soberana de Carlos de Gante: «Le nombran e intitulan, y nombrarán e intitularán de aquí adelante, y le dan y prestan la obediencia, y reberencia, y subgeçión y vasallage que como súbditos y naturales vasallos le deven y son obligados a le dar y prestar; y en señal dello le dan y prestan la obediencia, reberencia, subjeçión y vasallage devida, y le besan la mano y prometen que le serán buenos, leales vasallos, súbditos y naturales».

⁴⁴ *Ibid.*, «Vos el dicho ylustrísimo señor ynfante don Fernando en manos de don Guillermo de Croÿ, duque de Sora, almirante de Nápoles, camarero y contador mayor del rey nuestro señor, señor de Gèbres, cavallero de la orden del Tusón, ome hijodalgo, que de vos lo reçive [...]».

Pocos días después del juramento (9 de febrero de 1518) Carlos I —a través de la palabra del obispo Pedro de la Mota— se dirigió por primera vez a las Cortes de Castilla a través de un discurso⁴⁵ transcendental, donde se evidenció que tanto el joven monarca como sus asesores de la antigua corte de Bruselas carecían de una visión certera de la realidad política castellana. Aunque el discurso o «razonamiento» buscaba obtener un cuantioso servicio o subsidio⁴⁶, en realidad se convirtió en una proclama hagiográfica a favor de Carlos I y la dinastía que venía a representar. El discurso ante las Cortes constituyó un verdadero rosario de errores políticos, los principales de ellos fueron obviar el papel institucional de su propia madre la reina titular Juana de Castilla, así como la transcendencia histórica de los monarcas predecesores, singularmente de la figura de los Reyes Católicos (de los cuales Carlos había tomado el título de «Rey Católico»). Frente a este silencio acerca de las dinastías hispanas, Carlos I presentó a su padre el archiduque Felipe de Borgoña-Habsburgo como el mejor referente político y espejo del príncipe perfecto⁴⁷. Este sacrificio de la nueva dinastía —según el razonamiento ante las Cortes— fue perfeccionado por el propio Carlos I efectuando numerosos gastos en defensa frente a los turcos de territorios hispánicos como Andalucía, el reino de Granada, Nápoles y Sicilia.

Carlos I se presentó ante las Cortes de 1518 como el perfecto monarca católico: cristiano, católico, el mejor defensor de la fe y heredero legítimo de una dinastía históricamente beligerante con los infieles:

Por ser rey christiano, e tener nonbre de cathólico y venir e desçender de reys que tantas e tan gloriosas vitorias han avido contra los ynfieles, sea obligado a responder por la honra de Dios e defensión de su santa fee cathólica, como su magestad antes y después que fuese requerido del papa, ha ofresçido a su santidad todas sus fuerças juntamente con su persona real, e lo entiende así faser.

Todo el léxico utilizado en el discurso y en las sucesivas sesiones de las Cortes estuvo orientado a subrayar la majestad del nuevo monarca. Cuando Pedro de la Mota, como presidente de las Cortes, tuvo que negociar con los procuradores de las ciudades el servicio o don gratuito insistió en la satisfacción de Carlos I

⁴⁵ Sobre estos discursos ante las Cortes de Castilla véase Juan M. Carretero Zamora, «Las razones del rey: el discurso político-fiscal ante las Cortes castellanas de Carlos V (1518-1534)», en María José Pérez Álvarez y Laureano Rubio Pérez (coord.), *Campo y campesinos en la España Moderna. Culturas políticas en el mundo hispánico*, León, Fundación Española de Historia Moderna, 2012, p. 321-360.

⁴⁶ AGS, Escribanía Mayor de Rentas, 149, discurso o razonamiento de Carlos I ante las Cortes de Castilla solicitando 204 millones de maravedíes.

⁴⁷ *Ibid.*: «El rey don Felipe, su padre, vino dos veces a estos reynos; la una vez estovo un año en ellos; la segunda, con lo que se detovo en Ynglaterra, estovo nueve meses. Gastó en estos dos caminos, demás de la pérdida de su persona real, un millón de oro syn sacar destos reynos un solo real».

por las proclamas de fidelidad y lealtad a su persona mediante el uso de una terminología vasallática: silencio, reverencia, acatamiento y solemnidad⁴⁸. De igual manera, la Corona también utilizó el discurso para identificarse con el reino dentro de una concepción organicista⁴⁹, donde se entremezclaban propuestas política y necesidades financieras. No olvidemos que, además de fortalecer su posición política en Castilla, Carlos I a comienzos de 1518 necesitaba urgentes socorros financieros de los castellanos, especialmente frente a la inminente elección imperial y, más en concreto, a las operaciones que su abuelo el emperador Maximiliano venía negociando para que los electores del imperio le designaran como Rey de Romanos ante la presión de Francisco I de Francia (negociación diseñada a comienzos de 1518, que no prosperó, aunque generó numerosos gastos).

En definitiva, a comienzos de 1518 Carlos de Gante consolidó su posición como monarca legítimo de Castilla (por ejercicio recto del gobierno y por heredero directo de los Reyes Católicos) y, asimismo, legalizó su acceso al trono al modificar las leyes sucesorias –en principio claramente adversas– con el apoyo de pontificado y de las Cortes de Castilla. El corolario fue la inmediata salida de Castilla hacia Flandes de su hermano el infante Fernando.

48 *Ibid.*: «El rey nuestro señor, honrados cavalleros, está muy satisfecho en todo de vosotros, y en espeçial de aquel abto tan solemne que en San Pablo se çelebró el domingo pasado con tanta solenidad, e acatamiento, e reverençia e sylençio; como quiera que aquéllo fue todo conforme a lo que su magestad deseava e a lo que se esperaba de vuestra antigua lealtad e natural bondad e prudençia».

49 *Ibid.*: «Considerando que lo que pasa del reyno al rey, en el reyno se queda, que esta es una de las cabsas, porque los que escrivieron compararon el rey en respecto de la reputaçión a la cabeça, en consideraçión de las otras partes del cuerpo, que así como la cabeça no oye, ni ve ni tiene otros exerçios para sí, ni el mantenimiento que resçibe para ella, antes se reparte para las otras partes del cuerpo; e quanto a esto les tiene otra ventaja, sino estar en más alto logar. Así lo quel rey resçibe no para en él, mas va por todo el reyno, a la defensa e guarda dél, a la paga las guardas, tenençias, acostamientos e ofiçiales, e a vosotros mismos, y en esto no tiene más ventaja de estar en más alto logar e acodir allí primero».

LA RÉPUTATION DU ROI D'ESPAGNE À L'ÉPREUVE DES PREMIERS TROUBLES AUX PAYS-BAS

Bertrand Haan

Sorbonne Université, Centre Roland Mousnier

L'annexion brutale du marquisat ligure de Finale en 1571 par les troupes du duché de Milan a donné lieu à une ferme offensive diplomatique de la part de l'empereur Maximilien II. Son épouse Marie d'Autriche, qui est aussi la sœur de Philippe II, soucieuse d'apaiser leur différend, désigne comme principal obstacle à une réconciliation : « cette réputation qui nous aveugle tant » et même, ajoute-t-elle, « cette noire réputation nous fait perdre le sens »¹. L'impératrice exprime à la fois la force d'un principe et son caractère impérieux et passionnel. La réputation semble aveugler les hommes et s'imposer à eux.

Désignée comme le bien le plus précieux par les particuliers comme par les princes, elle est considérée comme plus importante que les biens matériels et même que la vie. Seule la religion et l'honneur de Dieu semblent la surpasser. Corrigeant une formulation de ses secrétaires dans une de ses fameuses notes marginales, Philippe II estime en effet que « dans ce qui arrive par la volonté de Dieu, la réputation ne se perd ni se gagne [...] »². Ainsi trouve-t-elle sa place au sommet des principes d'action qui doivent régir le comportement des individus en politique aux XVI^e et XVII^e siècles. Elle relève de l'image publique mais a aussi un impact direct, concret et efficient. D'elle dépend ni plus ni moins la fixation des rangs de chacun, dans la société, et plus particulièrement dans la société des princes. Ainsi oriente-t-elle les réactions et les prises de décision des gouvernants. On lui accorde également une dimension psychologique et dissuasive éminente :

1 « [...] *esta reputación que nos ciega tanto* », « *esta negra reputación nos hace salir de seso* » (lettres à Philippe II, 13 février 1572, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. par le marquis de la Fuensanta del Valle, Madrid, José Perales y Martínez, t. CX, 1842-1896, p. 370). Sur cette affaire, voir Friedrich Edelmayer, « Il Sacro Romano Impero nel Cinquecento ed i piccoli feudi italiani », dans *La Spagna, Milano ed il Finale: il ruolo del marchesato finalese tra Medioevo ed età moderna*, Finale Ligure, s.n., 1994, t. I, p. 43-61.

2 « [...] *en lo que Dios haze yes servido, no ay que perder ni ganar reputación* » (*Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas [...]*, éd. Louis-Prospér Gachard, Bruxelles/Gand/Leipzig, C. Mucquardt, 1851, t. II, p. LXXVIII-LXXIX).

elle doit permettre d'imposer le respect aux autres souverains, de conserver et de gagner des alliés ou de prévenir les attaques.

Son champ d'application est à peu près sans limite. Les armes sont l'instrument par excellence de la défense et de l'affirmation de la réputation. Elle est cependant en jeu dans toute décision, toute prise de position et généralement tout acte public. Nombre d'actions visent à la maintenir, la réparer ou l'accroître. La multiplicité des mots qui lui sont associés en rend compte. Dans le langage politique du xvi^e siècle, elle va souvent de pair avec l'honneur. La délimitation entre les deux termes est matière à débat : il n'y a aucun consensus sur ce point chez les théoriciens italiens. Dans son célèbre traité, Giovanni Botero considère par exemple que la réputation concerne les personnes publiques, et l'honneur, les particuliers³. Le nom (*nombre*) et, dans la péninsule Ibérique, la *fama*, sont d'autres synonyme renvoyant eux aussi à l'importance de la considération et de la *vox populi* ; il faut ajouter à cette liste la grandeur, apportant puissance et gloire, ainsi que l'autorité, liée au respect et à l'obéissance accordés au souverain, à ses lois et à ses décisions, qui l'une et l'autre impliquent directement les rapports du prince avec ses pairs et ses sujets. Le crédit et le profit sont moins usités ; ils rendent néanmoins compte de la constante évaluation dont fait l'objet la réputation et de ses rapports directs avec les moyens financiers de chacun et la capacité à susciter la confiance des prêteurs.

116

Constamment en jeu, elle engage aussi totalement les individus et leur lignage, le passé, le présent, ainsi que l'avenir et la marque qu'elle doit laisser dans les mémoires. Ainsi le duc d'Albe, gouverneur général des Pays-Bas, explique-t-il à Philippe II en 1568 qu'il applique un châtement pour des faits passés afin de « donner forme au présent et au futur »⁴. Au-delà, elle engage aussi le salut : Dieu est la source de toute victoire et de tout honneur.

Ce bien précieux est aussi des plus fragiles : il est soumis au regard et au jugement de l'autre. La réputation du prince dépend donc directement de la donne politique. Elle a aussi la particularité d'avoir une dimension collective particulière. Elle engage ni plus ni moins qu'une monarchie, des nations et leur salut. Ainsi ne repose-t-elle pas sur les épaules d'une seule personne. Tous ceux qui conseillent le souverain et commandent ses armées, et plus largement les élites sociales – dans l'idéal, les « gens de bien et d'honneur »⁵ – sont directement

3 Federico Pommier Vincelli, « Il concetto di reputazione e i giudizi sulla monarchia spagnola », dans Luigi Lotti et Rosario Villari (dir.), *Filippo II e il Mediterraneo*, Roma/Bari, Laterza, 2003, p. 289-324.

4 « *para castigar lo pasado y dar forma en lo presente y venidero [...]* » [Albe à Philippe II, 8 juin 1568, AGS (Archivo general de Simancas), Est. (Secretaría de Estado), leg. 539, n° 77].

5 Expression empruntée au *Rescript et déclaration du très illustre prince d'Orange, contenant l'occasion de la defense inevitable de Son Excellence, contre l'horrible tyrannie du duc d'Alba, & ses adherens, 20 juillet 1568*, s.l.n., fol. A2r.

impliqués dans sa construction ; les sujets dans leur ensemble, désignés comme le peuple, sont en revanche supposés soutenir et acclamer leurs supérieurs ; toute critique de leur part est assimilée à de la calomnie. Le prince bâtit enfin sa réputation dans un dialogue et une confrontation à distance avec les autres dirigeants et les autres nations. Comme l'écrit le juriste Christoffel d'Assonleville, membre du Conseil privé des Pays-Bas, dans un traité de bon gouvernement destiné à Philippe II à son avènement, un prince doit « établir sa réputation et autorité entre les étrangers et maintenir la faveur des siens »⁶.

Si elle est prise en compte par l'histoire politique du ^{xvi}e et plus encore du ^{xvii}e siècle, elle a rarement fait l'objet d'études spécifiques et sa portée n'apparaît pas toujours dans toute son ampleur⁷. Il semble intéressant de prendre en considération l'ensemble de ses usages et de ses dimensions dans une situation spécifique. Le basculement des Pays-Bas dans des troubles civils et religieux s'y prête tout particulièrement. Il constitue un tournant notable dans la construction de la réputation de Philippe II et de sa monarchie. Elle a été mise à l'épreuve en terre flamande dès le début du règne, par la résistance croissante opposée par l'aristocratie au début des années 1560, puis par une part importante de la noblesse, regroupée au sein d'une ligue conclue à la fin de l'année 1565 – les Compromis des nobles. La démonstration de force qu'a constitué l'entrée de près de deux cents nobles en armes à Bruxelles et la présentation par ceux-ci d'un manifeste à la gouvernante générale, Marguerite de Parme, précesseur d'Albe, sont autant de marques d'une contestation de l'autorité royale jugée inacceptable. Cette opposition nobiliaire suffit à considérer comme nécessaire une manifestation de force armée de la part du pouvoir royal. Sur cette toile de fond conflictuelle, les calvinistes ont affiché leur force au grand jour au cours de l'été 1566 : organisant des prêches publics au mépris des placards et montrant, par de multiples actes iconoclastes, leur volonté de renverser l'Église catholique. Si les autorités ont progressivement repris le contrôle de la situation, au prix de l'acceptation officielle de l'exercice du culte réformé, il leur a échappé pendant plusieurs semaines. Ces événements ont été qualifiés par les contemporains de « troubles », « turbulences », « émotions », « tumultes », « conjurations » « séditions » et même « révolutions »⁸. Un combat s'est engagé pour restaurer

6 Discours d'Assonleville sur le gouvernement et la police des Pays-Bas, 1555, AGS, Secretarías provinciales, Flandes, leg. 2604.

7 Voir l'étude exemplaire et synthétique d'Erik Swart, « Defeat, Honour and the News: The Case of the Fall of Breda (1625) and the Dutch Republic », *European History Quarterly*, vol. 46/1, 2016, p. 6-26.

8 Voir entre autres Philippe II à l'archiduc Charles, 20 janvier 1569, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. CIII, p. 99, et l'avis de Joachim Hopperus du 30 mai 1574, AGS, Est. 2842, [n° 6]. Sur ces événements, voir Jonathan Israel, *The Dutch Republic. Its Rise, Greatness, and Fall (1477-1806)*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 137-154.

l'honneur baffoué du roi d'Espagne mais aussi l'honneur de Dieu, qui avait été attaqués de front.

Du début de la révolte à la fin du gouvernement du duc d'Albe en 1573, la volonté de punir et de rétablir l'ordre a prédominé : c'est cette période de ferme répression qui sera considérée, et plus particulièrement la question du pardon de ceux qui se sont soulevés. Les transformations que connaît l'image publique du roi d'Espagne dans ce contexte troublé permet de mieux comprendre comment elle se forge. Le rôle joué par le souverain et ses conseillers dans son élaboration mérite d'être déterminé, tout comme les instruments et les thèmes mis en œuvre pour la défendre aux Pays-Bas et ailleurs en Europe, et enfin leur efficacité et leur éventuelle adaptation aux circonstances et aux interlocuteurs, dans l'entrechoquement des réputations individuelles et collectives.

RÉPUTATION ET DÉMONSTRATION DE FORCE

Laver l'honneur du roi d'Espagne, punir ceux qui l'ont entaché et même le réaffirmer de la manière la plus éclatante possible : telles sont les priorités de la cour d'Espagne dès le milieu de l'année 1566. L'instrument de cette politique a été son principal défenseur, le duc d'Albe. Son cousin le marquis de Villafranca le jugeait tout désigné pour cette mission puisqu'il savait aussi bien « tenir la bride que mettre les éperons », soit imposer l'obéissance aux habitants des Pays-Bas et réaliser une démonstration de force⁹. Au-delà, il s'agissait de faire montre des vertus de bon gouvernant de Philippe II et de rendre manifeste une puissance qui était demeurée intacte.

Dans le flot des événements et des mauvaises nouvelles, l'attitude des représentants de Philippe II n'a en effet jamais varié : ils tendent à nier purement et simplement les difficultés de la monarchie espagnole, ou à tout le moins à les minimiser. Ainsi s'emploient-ils à faire perdre tout crédit à leurs contradicteurs. En témoigne leur indignation permanente contre les résidents français auprès des gouverneurs généraux, dont on dénonce l'action partisane. Dès 1563, Jean Testu, jugé plein de malignité, fait l'objet de plaintes car il évoquerait les affaires des Pays-Bas comme bon lui semble ; son successeur, Jean Ferey, sieur de Durescu, qualifié de plus grand menteur qui soit, est accusé d'exagérer les troubles en 1566 et 1567 ; François de Rougier, sieur de Ferals et de Malras, désigné comme un pauvre fou dépourvu de tout jugement, se voit reprocher l'année suivante de donner une fausse image de la force militaire dont dispose le

9 « [...] *es menester tener la rienda o poner spuelas, que sabe hazerlo uno y lo otro [...]* » (García de Toledo, marquis de Villafranca del Bierzo, à Philippe II, 9 août avril 1568, Fundación Casa Medina Sidonia, ms. 4364).

prince d'Orange, qui s'est affirmé comme le chef du soulèvement avec l'arrivée d'Albe en août 1567¹⁰. Ce sont surtout ceux qui sont baptisés les « rebelles » qui sont attaqués de front. On cherche à les discréditer, particulièrement en Angleterre et en Allemagne, où ils se sont réfugiés. Les mots les plus durs sont employés pour dénoncer leurs « pernicious mensonges », leurs « esprits inquiets » et les fausses rumeurs qu'ils ne cessent de diffuser, suscitant de constants démentis¹¹.

Avec le relatif retour à l'ordre obtenu par Marguerite de Parme au printemps 1567 sonne l'heure de la riposte. Toutes les manifestations du renforcement de l'autorité (vice-)royale sont célébrées avec des éclats triomphalistes. Cherchant à imposer un récit favorable des troubles, les représentants de Philippe II affirment que sa réputation, vite rétablie, est sortie grandie de l'épreuve, du fait de la capacité démontrée par les gouverneurs généraux à la surmonter¹².

Aux premières mesures marquées par le compromis a succédé une démonstration de force qui a donné plus de corps à ce discours. Le duc Albe en a été l'instrument. Il s'est largement appuyé sur des actes guerriers, qui étaient des plus prisés dans l'évaluation des réputations – en l'occurrence celle du souverain mais aussi la sienne. La dissuasion armée ainsi que la valeur, l'état et le comportement des troupes constituaient des éléments cruciaux. Envoyé à la tête d'une armée de 10 000 vétérans espagnols, soldats les plus estimés d'Europe, pour prendre la tête des opérations militaires, il a effectivement suscité la plus vive inquiétude aux Pays-Bas et dans les États voisins. Tel était l'effet recherché. Désapprouvant l'initiative et le partage de l'autorité qui lui était imposé, Marguerite de Parme a d'ailleurs demandé son congé, laissant Albe maître du jeu. Après l'effroi provoqué par les troupes qu'il commandait, le duc a surtout exalté avec ferveur ses victoires sur le champ de bataille, témoignant de la faveur divine et de vertus fondant l'honneur. En 1568 et en 1572, deux campagnes militaires sont venues asseoir la réputation guerrière du général, des troupes espagnoles et, au-delà, du roi.

La célébration de la bataille de Jemmingen illustre cette exaltation de manière exemplaire. En juillet 1568, Louis de Nassau, frère du prince d'Orange, venu aux

10 *Negociaciones con Francia*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1952, t. V, p. 485 ; Catherine de Médicis à Durescu, 12 septembre 1566, *Lettres de Catherine de Médicis*, éd. Hector de La Ferrière, Paris, Imprimerie nationale, 1883, t. II, p. 385 ; lettres d'Álava à Philippe II des 18 février et 21 septembre 1567, et à Albe du 16 octobre 1568, *Negociaciones con Francia*, op. cit., t. IX, p. 145 et 456, et t. XI, p. 281-282 ; rapport d'Aiguillon, secrétaire d'Álava, sur son entrevue avec le cardinal de Lorraine, 15 octobre 1569, AGS, Est. K 1512, n° 112/1.

11 Voir par exemple Guzmán de Silva à Philippe II, 21 février 1568, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. XC, p. 23-24 ; réponse de Philippe II à l'archiduc Charles, 20 janvier 1569, *ibid.*, t. CIII, p. 89-90.

12 Voir entre autres les dépêches d'Álava des 18 mars, 19 avril et 15 mai 1567, *Negociaciones con Francia*, op. cit., t. IX, p. 212, p. 264 et p. 318.

Pays-Bas dans l'espoir d'un soulèvement général, a perdu la moitié de ses troupes et a dû renoncer à son entreprise. Au lendemain de l'événement, Albe a demandé au Conseil d'État à ce que cette « fort grande victoire qu'il a pleu à Dieu donner au roy » soit accompagnée de la plus grande publicité possible, afin de louer la bonté divine et accroître « la grandeur et félicité » de Philippe II. S'il met en avant son souverain, il sait aussi vanter ses mérites personnels : « hier ayons rompu, deffaictz et hachez en pièces lesdicts ennemiz », écrit-il à Charles IX. Il discourt publiquement et sans mesure de ses hauts faits. S'il se présente volontiers en chef de guerre providentiel, il est aussi célébré comme tel. Villeroy, que l'on ne peut guère suspecter alors de sympathies pro-espagnoles, lui rend hommage, car Albe « a reçu tant de bon heur et de reputation à pourveoir sy prudemment qu'il a fait à nestoier les Pais Bas, où toutes choses estoient sy brouillées quant il y est arrivé »¹³. Édifié par une victoire jugée miraculeuse à Rome, Pie V lui accorda une épée et un chapeau bénits que chaque année le pape remet à un prince chrétien – la première symbolisant les services accomplis au nom du Christ et le second la protection accordée à ceux qui combattent les ennemis de la foi. Les victoires répétées du gouverneur général rendaient manifeste la réaffirmation de la réputation de Philippe II dans ses terres flamandes : elles devaient faire taire toutes les critiques, estimait-on dans les rangs espagnols¹⁴.

Dans la réaction à un soulèvement, ce n'est pas seulement la puissance d'un souverain qui était en jeu, mais aussi l'exercice de la justice. Accorder à chacun la punition, la récompense ou la grâce qu'il mérite était une des qualités éminentes d'un gouvernant. Philippe II prenait on ne peut plus à cœur ce qu'il considérait autant comme une prérogative qu'un devoir. Sous la conduite du duc d'Albe a été procédé au châtement rigoureux de ceux que l'on considérait avoir une responsabilité dans la contestation de l'autorité royale et les actes iconoclastes. Dès son arrivée, il a instauré un Conseil collatéral aux pouvoirs judiciaires extraordinaires : le Conseil des troubles. Entre 1567 et 1573, appliquant avec rigueur la législation religieuse existante (les placards), l'institution a prononcé des sentences qui se voulaient frappantes. Interprétant les ordres qu'il avait reçus, Albe a fait le choix, selon ses propres mots, de « s'emparer des hommes importants, coupables ou soupçonnés de l'être, pour les châtier de manière exemplaire [...] », de punir parmi les gens de peu les plus coupables et finalement les villes, non sans

13 Albe au Conseil d'État, 22 juillet 1568, *Correspondance du duc d'Albe sur l'invasion du Comte Louis de Nassau en Frise en 1568...*, éd. Louis-Prospér Gachard, Bruxelles/Leipzig, C. Mucquardt, 1850, p. 159 ; Albe à Charles IX, 22 juillet 1568, *ibid.*, p. 160 ; *Mémoires de Michel de Castelnau*, éd. Joseph-François Michaud et Jean-Joseph-François Poujoulat, Éd. du commentaire analytique du Code civil, 1838, p. 538 ; « Estat des affaires de France, tiré des despesches, depuis le 25 octobre 1568 jusques en juillet 1569 », par Nicolas Neufville de Villeroy, BNF, Fr. (manuscrits français) 17528, fol. 24v.

14 Álava à Albe, 27 juin 1568, *Negociaciones con Francia*, *op. cit.*, t. X, p. 483-485.

remplir les caisses royales – grâce à des confiscations prononcées avec une grande fréquence¹⁵. La conséquence de ces mesures expéditives en termes de réputation a été d'atteindre nombre de membres de la noblesse et des élites urbaines dans leur honneur et dans leurs biens ; à l'inverse, on indiquait qu'il n'y avait d'autre voie pour les conserver et les accroître que l'obéissance au catholicisme et au roi, tout en donnant à celui-ci les moyens financiers pour l'imposer. Attaqué par son cousin l'empereur Maximilien II, qui lui envoya à la fin de l'année 1568 son frère l'archiduc Charles, Philippe II a dû accepter de se justifier. Alléguant le poids des fautes commises et ses obligations envers Dieu, il répondit que les coupables ne devaient pas demeurer impunis, alors que ses sujets flamands devaient pouvoir vivre en paix. Les vertus de clémence et de piété qu'on engageait n'étaient pas, selon lui, de saison. Il les subordonnait directement à la justice, qui devait « tenir le premier lieu ». Dans le contexte des troubles, il jugeait que toute mesure de compromis ne serait que dilution et dissimulation. Indigné par la démarche impériale, il demanda à son parent d'être plus attentif à la défense de son autorité et de sa réputation¹⁶.

La volonté d'impressionner était manifeste. L'objectif affiché de ces démonstrations de force était de rétablir l'ordre, de prévenir de nouveaux troubles mais aussi de décourager toute velléité d'intervention extérieure¹⁷. L'intransigeance a été assumée à Madrid comme à Bruxelles. Le gouverneur général s'est néanmoins réservé une grande marge de manœuvre dans l'exécution des instructions qu'il a reçues ; Philippe II ne cesse cependant de lui renouveler sa confiance¹⁸. Avec leurs conseillers, ils ont fixé une limite à ne pas franchir, plaçant très haut la limite au-delà de laquelle la réputation du roi est atteinte. Cette réponse surdimensionnée relève directement d'une culture qui veut que, dans les domaines militaire et politique, la réputation s'acquière par une action extraordinaire. La démesure est de règle. L'ambassadeur de Philippe II à la cour d'Angleterre l'exprime parfaitement en juillet 1567 : il est notoire que lorsque les

15 « Yo truxe allá resuelto, como a V. M. le pareció que convenía y me lo mandó, de prender los hombres principales culpados o sospechosos para castigarlos exemplarmente, y assimismo alguna de la gente de poca qualidad más culpada, y luego tratar de la hazienda, y procurar de sacarla [...], y venir al castigo de las villas [...] » (Albe à Philippe II, 8 juin 1568, AGS, Est. 539, n° 77). Sur le Conseil des troubles, voir Carole Payen, *Aux confins du Hainaut, de la Flandre et du Brabant : le bailliage d'Enghien dans la tourmente iconoclaste (1566-1576). Étude de la répression des troubles religieux à la lumière des archives du Conseil des Troubles et des comptes de confiscation*, Courtrai-Heule, UGA, 2013 ; et Alphonse L. E. Verheyden, *Le Conseil des troubles*, Flavio-Florennes, Le Phare, 1981.

16 Philippe II à l'archiduc Charles, 20 janvier 1569, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. CIII, p. 93-94 et p. 101-102.

17 *Ibid.*, p. 96-97.

18 Geoffrey Parker, « 1567: The End of the Dutch Revolt? », dans Ana Crespo Solana et Manuel Herrero Sánchez (dir.), *España y las 17 provincias de los Países Bajos. Una revisión historiográfica (XVI-XVIII)*, Córdoba, Universidad de Córdoba, 2002, t. I, p. 271-290.

sujets se soulèvent, le prince, en tant « seigneur et supérieur », même contre son naturel, doit user de rigueur plus que de clémence, « forcé qu'il est de conserver plus qu'il conviendrait sa réputation qu'il le souhaiterait de sa propre volonté »¹⁹.

LE ROI CLÉMENT : UNE DISTORSION ENTRE LE DISCOURS OFFICIEL ET LES ACTES

Tout en affichant une grande fermeté, Philippe II et tous ses conseillers se sont employés à imposer l'image d'un souverain bienveillant, disposé à pardonner les sujets égarés. La mansuétude a en effet été invoquée avec force dès l'été 1566. Alors qu'il souscrit aux mesures de circonstance prises par Marguerite de Parme en pleine crise iconoclaste, le roi affirme son souhait de traiter ses « vassaux et subgetz en toute clemence possible, n'abhorissant riens tant que la voye de rigueur ». Peu après, il annonce sa venue prochaine et affirme vouloir se comporter avec eux en « prince chrétien et debonnaire ». Il est celui qui doit accorder le pardon. Un tel discours a été répété et maintenu presque invariablement au gré des événements²⁰.

122

Cette exaltation de la clémence est liée à son affirmation au XVI^e siècle comme une qualité éminente du bon gouvernant : elle est ainsi devenue un élément-clé de sa réputation. Elle ne renvoie pas seulement à une théorie politique célébrant le souverain comme vicaire de Dieu, mais aussi à un débat pratique et théologique sur l'application des sanctions prévues contre les rebelles et les déviants et la possibilité de les modérer. Face à la violence de ceux-ci, le prince se posait en restaurateur de l'ordre, mais il était aussi celui qui devait accorder le pardon. La clémence devait faire apparaître aux yeux de tous Philippe II comme le garant de paix et de la justice²¹. Sa venue est d'ailleurs présentée comme un événement providentiel : le remède unique à la situation. En 1567, il demanda à ce que son voyage soit accompagné de prières publiques pour son bon déroulement et appela ses sujets flamands à placer toute leur confiance en sa grâce²².

19 « [...] forzado más de lo que conviniese guardar la reputación que a voluntad propia [...] » (Guzmán de Silva à Philippe II, 21 juillet 1567, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. LXXXIX, p. 514).

20 Philippe II à Marguerite de Parme, 31 juillet (lettres dites du bois de Ségovie) et 20 octobre 1566, *Correspondance française de Marguerite d'Autriche...*, éd. Enno Van Gelder, Utrecht, Kemink et fils, 1941 et 1942, t. II, p. 269-274, et t. III, p. 68-70 ; Substance de la lettre de Marguerite de Parme aux Électeurs de Saxe et de Brandebourg, [août 1566], Monique Weis, *Légitimer les troubles. Les correspondances du pouvoir espagnol avec les princes allemands au début de la Révolte des Pays-Bas (1566-1568)*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 43.

21 Violet Soen, « Challenges to clemency: Seneca, Lipsius and the dutch revolt », dans Alejandro Coroleu, Domenico Defilippis, Roger Green et al. (dir.), *Acta Conventus Neo-Latini Upsaliensis. Proceedings of the Fourteenth International Congress of Neo-Latin Studies*, Leiden/Boston, Brill, 2012, t. II, p. 1039-1048.

22 Notification aux villes de la décision de Philippe II par Marguerite de Parme, 3 juillet 1567, *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas...*, éd. cit., t. II, p. 634-636.

La clémence, pour honorable qu'elle soit, faisait courir au souverain le risque d'apparaître faible. Bernardo de Fresneda, confesseur du roi et tenant d'une ligne dure, exprime une opinion commune lorsqu'il estime qu'accepter un accord avec des sujets qui avaient les armes à la main et offensaient Dieu serait éminemment déshonorant. Il fallait au contraire leur faire courber l'échine. Les juristes qui siègent dans les différents conseils aux Pays-Bas, tels Viglius et Hopperus, affirment douter qu'il soit digne d'un roi de proclamer une amnistie incluant l'ensemble des infractions et des coupables. Il leur semblait que les mesures de pardon devaient relever de la libre volonté du prince, et en aucun cas d'une négociation ou d'une concession. Pour Philippe II comme pour le duc d'Albe, la fermeté était aussi de rigueur en cette matière. Le gouverneur général explique en des termes crus le dessein qui a été le sien : inspirer une terreur telle que les habitants des Pays-Bas soient convaincus qu'elle doit durer perpétuellement. Tout en affirmant régulièrement que sa priorité était de réduire les troubles par la douceur, le roi entend venir armé en terre flamande – « *el derecho camino es yr armado* »²³.

C'est en position de force que le roi entendait accorder des mesures d'amnistie. Il était aussi résolu à en imposer les conditions. Outre la ligne rouge que constituait la pratique du culte réformé et plus généralement toute atteinte à la religion catholique – à l'« honneur de Dieu » écrit-il souvent –, les conditions du pardon ont été d'emblée envisagées par le souverain et nombre de ses conseillers castillans de manière particulièrement restrictive, entre autres parce que les Flamands avaient mis son honneur en péril. Il « faut croire que rien ne leur sera accordé qui diminue la réputation dudict s^r Roy Catholique », selon l'ambassadeur français, le baron de Fourquevaux. L'application d'une justice qui accorderait à chacun le traitement qu'il méritait a prévalu sur le pardon, dont beaucoup ont été exclus, entre autres pour avoir prêché la foi protestante, commis des actes iconoclastes, participé au Compromis des nobles, ou même pour les avoir aidés ou s'être montrés trop ouvertement favorables à tous ces coupables²⁴.

23 Annotations de Bernardo de Fresneda, confesseur du roi, à l'édit d'Anvers [1567], *Correspondance française de Marguerite d'Autriche...*, éd. cit., t. III, p. 294-296 ; Albe à Philippe II, 9 juin 1568, *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas...*, éd. cit., t. II, p. 29 ; instruction de Philippe II à Antonio de Mendoza, envoyé en Lorraine [entre mai et juillet 1567], AGS, Est. K 1513, n° 8 ; Violet Soen, « La réitération de pardons collectifs à des finalités politiques pendant la Révolte des Pays-Bas (1565-1598) : un cas d'espèce dans les rapports de force aux Temps Modernes ? », dans Bernard Dauven et Xavier Rousseaux (dir.), « *Préférant miséricorde à rigueur de justice* ». *Pratiques de la grâce (xiii^e-xvii^e siècles)*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 2012, p. 97-123.

24 Lettre à Charles IX, Madrid, 4 janvier 1567, *Dépêches de M. de Fourquevaux, ambassadeur du roi Charles IX en Espagne, 1565-1572*, éd. Célestin Douais, Paris, A. Picard, 1896, t. I, p. 164 ; Violet Soen, *Vredehandel. Adellijke en Habsburgse verzoeningspogingen tijdens de Nederlandse Opstand*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012, p. 79-91.

Tout a été mis en œuvre pour donner tout le relief possible à la venue du souverain. Marguerite de Parme, partisane de mesures de compromis, puis le duc d'Albe au début de son gouvernement, ont eu les mains liées. Philippe II devait proclamer le pardon en personne²⁵. La venue du roi de clémence n'a néanmoins jamais eu lieu. Elle a fait l'objet de toutes les spéculations, qu'elle soit redoutée ou souhaitée, pendant toute l'année 1567 et la première moitié de l'année 1568. La perspective de celle-ci s'est ensuite éloignée. Cette attente a été nourrie tant par les assurances des gouvernants espagnols que par leurs incertitudes. Fourquevaux n'a cessé de sonder leurs intentions. Deux années de suite, il se considère trompé par ceux-ci. Il a d'ailleurs souvent livré des informations contradictoires. Les hésitations de Philippe II finissent par lui donner l'impression qu'il ne cesse de feindre, usant de « beaulx semblantz ». L'annonce répétée d'un voyage prochain n'a finalement servi, juge l'ambassadeur, qu'à poursuivre ses desseins, entre autres permettre à Albe d'asseoir son autorité²⁶.

124

Ces revirements brutaux et le retard dans la proclamation du pardon ont été de grande conséquence pour la réputation du souverain. Aux Pays-Bas, le discours royal apparaît brouillé. On doute que les différentes décisions du duc d'Albe, châtiant fermement des infractions jugées mineures, et les massacres commis par les armées placées sous son commandement ont toutes l'assentiment royal. Si l'espoir de mesures de clémence ne s'est pas éteint, l'image d'un Philippe II débonnaire a été sérieusement écornée.

UNE RÉPUTATION EN DÉBAT : ATTAQUES ET RÉCEPTION

Dans le choix de mesures répressives ou clémentes, les réputations de l'ensemble des acteurs sont en jeu. Ainsi l'interprétation des troubles a-t-elle été un sujet de discussion. Tous ceux qui incarnent le pouvoir en ont livré une vision à géométrie variable selon les interlocuteurs – plus d'ailleurs que selon les circonstances. Ils sont loin d'être parvenus à leur objectif : faire taire les critiques et imposer une voix officielle.

Le roi et ses représentants ont souhaité faire triompher leur vision de leurs adversaires et de la nature de la lutte menée aux Pays-Bas. D'une manière générale, ils ont privilégié un discours non-confessionnel. Le mal qu'ils combattent est la rébellion, non l'hérésie, proclament-ils la plupart du temps. L'argument avait déjà servi à justifier l'aide militaire envoyée au roi de France

25 « [...] *ha de quedar para mi ida* [...] », écrit-il à Charles de Tisnacq (*Correspondance française de Marguerite d'Autriche...*, éd. cit., t. III, p. 273).

26 Cf. ses dépêches envoyées entre le 30 mai et le 23 septembre 1567, et entre le 9 mars et le 1^{er} août 1568, *Dépêches de M. de Fourquevaux*, éd. cit., t. I, p. 216, 219, 225, 230-233, 214, 241, 248-249, 266-267, 271, 332, 347, 355, 367-368, 374, et t. III, p. 91.

au cours de la première guerre de Religion. Lorsque les conflits atteignirent les Pays-Bas en août 1566, ce discours a été mis en avant : Philippe II s'est présenté en « vray et naturel prince » et a prétendu s'attaquer à des sujets « malicieux et pervers », « ennemis de l'ordre, du droit et de la paix ». Marguerite de Parme dénonce elle aussi un impardonnable crime de lèse-majesté. Ils unissent leurs efforts pour appeler les souverains étrangers à leur accorder toute l'aide possible, au nom de la « conservation de l'autorité » et obtenir la reconnaissance d'un droit légitime à se défendre. Le combat du roi d'Espagne a été présenté comme une cause commune à tous les souverains²⁷.

La nature confessionnelle de la riposte de Philippe II était néanmoins évidente pour tous ; les dirigeants de la monarchie ne l'affichent pourtant qu'avec des interlocuteurs spécifiques. Sur la scène française, à Rome, à la cour impériale, les protestants sont effectivement dénoncés comme des ennemis de la foi catholique autant que comme des rebelles. Au pape est clairement expliqué ce refus de se placer sous la bannière de la défense de la foi. Le roi comme le duc d'Albe expliquent que la dissimulation leur semble préférable. Elle doit rendre plus aisé le retour à l'ordre et prévenir les manifestations de solidarité protestante en Allemagne et en Angleterre. Leur dessein véritable, affirment-ils, est de vaincre l'hérésie en terre flamande ainsi qu'en France²⁸. Ces discours, on le verra, n'ont pas été reçus avec la bienveillance souhaitée.

Aux Pays-Bas, la bataille de l'opinion publique a été de plus en plus difficile à mener. Le pouvoir a maintenu son contrôle sur des canaux de communication traditionnels, fondés sur le recours à l'oral plus qu'à l'écrit. Il n'a cessé d'affirmer une position officielle et d'indiquer quelle attitude devait être adoptée face à la dissension politique et religieuse, lors de la proclamation des édits et des célébrations publiques et des exécutions. Les gouvernants n'ont en revanche pas cherché à susciter l'adhésion populaire par des arguments adaptés aux circonstances. Ils ont constamment appelé à une obéissance inconditionnelle. Leur message a eu une réelle efficacité, qui s'est cependant érodée, tout particulièrement du fait de la contradiction apparente entre le discours de

27 Substance de la lettre de Marguerite de Parme aux Électeurs de Saxe et de Brandebourg [août 1566], Monique Weis, *Légitimer les troubles*, op. cit., p. 43-44 ; Monique Weis, *Les Pays-Bas espagnols et les États du Saint-Empire (1559-1579). Priorités et enjeux de la diplomatie en temps de troubles*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 227-279.

28 Castagna à Alessandrino, 26 octobre, 23 décembre 1566, 2 mai 1567 et 23 janvier 1569, *Correspondencia diplomática entre España y la Santa Sede durante el pontificado de S. Pio V*, Madrid, Junta para Ampliación de Estudios e Investigaciones Científicas, 1914, t. I, p. 374 et p. 425, t. II, p. 100, et t. III, p. 34 ; Bertrand Haan, *L'Amitié entre princes. Une alliance franco-espagnole au temps des guerres de Religion (1560-1570)*, Paris, PUF, 2011, p. 216-219 et p. 257-259.

clémence et les pratiques répressives²⁹. Un des objectifs avoués du pardon général était de gagner les cœurs des Flamands et de renouer les liens de fidélité les unissant à leur souverain. Il est loin d'avoir été atteint, comme le montre l'accueil réservé au premier d'entre eux.

Selon le témoignage du résident français Ferals, l'opération de communication organisée en 1570 a connu de notables défauts. Les retards ont tout d'abord été multiples : après le report *sin die* de la venue du roi, le duc d'Albe a repoussé la proclamation du pardon, ne la jugeant pas opportune. Le principe en a été décidé au début de l'année 1569 et l'acte a été signé par le roi le 16 novembre³⁰. Pendant plusieurs mois, le gouverneur général en a encore retardé la proclamation, l'utilisant comme une monnaie d'échange dans ses négociations avec les états pour faire accepter de nouveaux impôts. À partir du mois de mars 1570, Ferals rend compte de notifications officielles répétées – émettant dès l'origine des doutes quant à leur fiabilité puisque des rumeurs semblables avaient couru tout au long de l'année précédente. Au cours de la période pascale, la cérémonie est annoncée pour les dimanches 2 puis 9 avril. Il est ensuite question de la Fête-Dieu, le 25 mai ; de premiers préparatifs sont alors effectués. Après avoir été une nouvelle fois reportée le 9 juillet, la proclamation a lieu le dimanche suivant, le 16 juillet, à Anvers. Pendant cette période d'incertitude, nul ne sait une nouvelle fois quelle date sera retenue, l'événement étant toujours annoncé avec quelques jours d'avance seulement. Il n'a pas été possible de le faire coïncider avec un moment important du calendrier liturgique³¹.

La publication elle-même n'a, semble-t-il, pas été à la hauteur des espoirs, même si elle a donné lieu à un déploiement de faste et a fait l'objet d'une préparation minutieuse. Elle s'est déroulée en deux temps : une cérémonie religieuse à la cathédrale d'Anvers, puis l'annonce officielle face au nouvel hôtel de ville. Les restrictions imposées au pardon, qui auraient été proclamées par un officier royal inaudible visiblement mal à l'aise, ont refroidi le public. Alors que des cris d'« exultation » devaient l'accompagner, les autorités anversoises ne sont pas parvenues à provoquer la moindre manifestation d'allégresse de la part du public présent, qui partit « en murmurant de diverse sorte » ; les feux de joie ont été organisés une semaine plus tard, le 25 juillet, à l'occasion de la fête, fort symbolique cette fois, de saint Jacques, pour durer trois jours. Le peuple accueillit néanmoins froidement ces réjouissances. C'est seulement alors que le texte de la

29 M. Stensland, *Habsburg Communication in the Dutch Revolt*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012.

30 V. Soen, « La réitération de pardons collectifs », art. cit., p. 109-110.

31 Lettres à Charles IX, du 28 mars au 24 juin 1570, BNF, Fr. 16124, fol. 31r-v, 38r, 40v, 46r, 50r-v, 63r et 73v.

mesure a été diffusé – ce que le gouverneur général avait auparavant interdit³². Le résident français dépeint avec complaisance comme un acte manqué un pardon qui a manifestement suscité une profonde déception, tant les conditions étaient restrictives. Comme en d'autres occasions, le pouvoir a imposé son agenda et recherché une adhésion populaire à un message officiel qu'il délivre. La clémence exercée en cette occasion par le souverain n'a guère convaincu.

Les adversaires de Philippe II ont exploité les faiblesses et les contradictions du discours royal. Jamais ils n'ont attaqué de front sa réputation. Tant les signataires du Compromis des nobles que le prince Orange et ses partisans se sont présentés comme des alliés de la Couronne. Dans le second cas, il s'agit d'une stratégie réfléchie : les critiques se sont concentrées sur le cardinal Granvelle, figure éminente du gouvernement des Pays-Bas entre 1559 et 1564, et surtout sur le duc d'Albe. L'un et l'autre ont été accusés de travailler à diminuer « l'autorité du roi », pourtant animée d'une « naturelle clémence et douceur » ; ils sont rendus responsables de toutes les persécutions religieuses et accusés d'interdire aux Flamands tout dialogue direct avec le souverain³³. Ce message concurrent a été diffusé par la voie de libelles anonymes ; il a eu beaucoup d'écho.

À aucun moment Philippe II et ses représentants ne sont entrés en débat avec leurs opposants. Ils ont cependant tout mis en œuvre pour les discréditer et limiter leur influence aux Pays-Bas comme en Europe. Ainsi, les rumeurs circulant dans l'Empire et en Angleterre ont fait l'objet de toute leur attention. Ils s'emploient à dissiper ce qu'ils désignent comme de faux bruits et à empêcher l'impression et la diffusion des libelles. Les souverains étrangers sont constamment priés de combattre les interprétations, diffamatoires et dangereuses, de la politique espagnole, appelant au châtement exemplaire de ceux qui les diffusent : des « rebelles » que l'on s'emploie à disqualifier par tous les moyens. À l'inverse, les princes étrangers sont appelés à voir la réalité des choses. On affirme constamment leur dévoiler la « vérité » des événements, qui, le duc d'Albe en a la conviction, ne peut que triompher. Lorsque les princes allemands la connaîtront, leurs soupçons se convertiront en un surcroît de crédit, assure Philippe II à l'archiduc Charles en 1569³⁴.

Ces déclarations ne sont parvenues à faire taire ni les manifestations de scepticisme ni les critiques : au tournant des années 1560-1570, la réputation du roi d'Espagne est attaquée sur la scène européenne. Des protestations ont

32 Lettres à Charles IX, du 15 au 1^{er} août 1570, *ibid.*, fol. 87r, 90r-v et 94r.

33 Voir le *Rescript et déclaration du très illustre prince d'Orange*, *op. cit.*

34 M. Weis, *Légitimer les troubles*, *op. cit.* (particulièrement la lettre du duc d'Albe du 22 juin 1568, p. 168-169) ; Philippe II à l'archiduc Charles, 20 janvier 1569, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. CIII, p. 103 ; relation de la mission effectuée par Assonleville pour le duc d'Albe auprès d'Élisabeth 1^{re} en février 1569, *ibid.*, t. XXXVIII, p. 21-22.

été émises par tous les voisins des Pays-Bas, inquiets d'assister à la réunion d'importantes troupes aux Pays-Bas, sans nécessité apparente estimaient-ils. Les mesures décidées sous le gouvernement du duc d'Albe ont aussi été soumises au feu des critiques : l'exécution des comtes d'Horn et d'Egmont au terme d'une procédure expéditive en 1568, a constitué un véritable tournant. L'événement a eu un effet désastreux dans l'Empire. La condamnation inattendue de personnages de si haut rang a donné l'impression qu'une limite avait été franchie et qu'il n'était plus possible d'être assuré des intentions de Philippe II et de ses représentants. Dans le camp protestant, on a eu le sentiment qu'ils voulaient modifier les équilibres politiques et religieux en Europe. La crainte suprême est celle d'une ligue catholique vouée à les vaincre ; elle est si puissante qu'elle a provoqué un rapprochement diplomatique³⁵. À partir de 1570, le gouvernement français a rejoint les rangs de ceux qui craignaient les ambitions d'un Roi Catholique ayant échoué à donner de lui l'image d'un souverain pacifique.

128

Il n'est pas mieux parvenu à empêcher une mise en débat des mesures prises aux Pays-Bas, mais a dénoncé les critiques qui lui ont été adressées comme des atteintes directes à sa réputation. Les remontrances des princes allemands sont jugées purement et simplement indignes. Ils se permettent, leur reproche-t-on, de juger la manière dont il doit gouverner ses États patrimoniaux et quels serviteurs il doit employer : comment peuvent-ils avoir l'audace de s'adresser à Philippe II comme des égaux ? Maximilien II a mis en avant le respect des lois d'Empire aux Pays-Bas – et par là-même son autorité impériale – et s'est posé généralement en porte-parole des Électeurs d'Empire. Ses interventions ont cependant été perçues très négativement. L'ambassade de l'archiduc Charles, qui a résidé à la cour d'Espagne en décembre 1568 et janvier 1569, est désignée comme une tentative de « l'avertir, le conseiller et l'admonester ». Refusant hautement d'être traité en vassal, au mépris de sa « prééminence », le roi d'Espagne a fait remarquer à l'empereur qu'il n'était en rien son inférieur. Regrettant de voir attaquer de front sa réputation par un parent, il se disait néanmoins prêt à accepter de bon gré les conseils d'un prince ami³⁶.

35 Erkki Ilmari Kouri, *England and the Attempts to Form A Protestant Alliance in the Late 1560s*, Helsinki, Suomalainen tiedeakatemia, 1981 ; Monique Weis, « La peur du grand complot catholique. La diplomatie espagnole face aux soupçons des protestants allemands (1560-1570) », *Francia*, t. 32/2, 2005, p. 15-30.

36 Sur ces critiques, voir Maximilien II à Philippe II (relation de la lettre), 9 juillet 1567, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. Cl, p. 241-244 ; Philippe II à Maximilien II, 21 et 22 novembre 1568, *ibid.*, t. CIII, p. 27-30 ; réponse de Philippe II à l'archiduc Charles, 20 janvier 1569, *ibid.*, t. CIII, p. 88-108 ; et Eloy Hortal, « Las relaciones entre Flandes y el Imperio tras el comienzo de la revuelta de los Países Bajos (1567-1571): el entendimiento entre el III duque de Alba y Thomas Perrenot, Señor de Chantonnay », *Miscelánea comillas. Revista de Ciencias Humanas y Sociales*, n° 62, 2004, p. 134-156, ici p. 146-151. Sur leurs relations, voir María José Rodríguez Salgado, « "I loved him as a father loves a son... Europe damn me then, but I deserve his thanks." Philip II's relations with Rudolf II », dans José Martínez Millán

Sur le principe, les dirigeants de la monarchie se refusaient à justifier leur politique : chacun devait rester maître chez soi. Ils ont néanmoins cherché à désarmer de multiples appels, non unanimes, à infléchir la politique menée aux Pays-Bas, venus principalement d'Angleterre, de l'Empire et de Rome. Ils n'ont réellement accepté de se plier à un exercice de justification qu'avec Maximilien II et Pie V. Dès 1567, l'empereur répète à son cousin qu'il doit s'employer à « gagner les esprits » de ses sujets et qu'il ne parviendra à apaiser la situation flamande que par des moyens pacifiques. Il ne cesse de louer la bénignité naturelle de Philippe II comme le pilier de sa réputation, ajoutant même l'année suivante que la clémence est une vertu de la maison d'Autriche : un élément de la réputation familiale qu'il doit se faire un devoir d'honorer. Philippe II a repoussé ces critiques point par point. Les échanges ont connu leur apogée lors de l'ambassade de l'archiduc Charles ; ils se sont apaisés ensuite. Les divergences en termes de sensibilité religieuse sont demeurées profondes. Elles sont le reflet des relations parfois difficiles entre les chefs des deux branches des Habsbourg, qui demeurent malgré tout celles de deux alliés portés au compromis³⁷. Il a été plus délicat encore de répondre aux attentes du pape. La diplomatie romaine était résolue à s'opposer à toute concession faite aux réformés et souhaitait engager Philippe II dans un combat ouvert contre l'hérésie. Le discours officiel qualifiant les conflits de rébellion et non de guerre de Religion a été très mal reçu : il ne s'agissait de rien d'autre que de dissimulation. Prendre cette mauvaise voie dans une affaire où se jouait le salut ou la ruine de tous les princes chrétiens serait dommageable et ne permettrait pas le rétablissement de la paix, jugeaient le pape et le cardinal Alessandrino son neveu. Philippe II devait se poser résolument en défenseur de la foi catholique. Ainsi les mesures de compromis prises par Marguerite de Parme au cours de l'été 1566 ont-elles provoqué une levée de bouclier. Le choix de la réponse militaire incarnée par le duc d'Albe – du rétablissement d'une « obéissance politique » – a aussi été considéré comme insuffisant. On souhaitait que le roi d'Espagne se fasse le restaurateur de la foi catholique, aux Pays-Bas et dans les États voisins, précisa le nonce Giovan Battista Castagna. Telle était la réputation qu'il devait se bâtir³⁸. Il a été nécessaire de composer avec cette pression diplomatique. La venue de Philippe II en personne a été un autre cheval de bataille du pape et de l'empereur. Ils la considéraient providentielle et ont mis en avant le fait que l'image publique

et Rubén González Cuerva (dir.), *La dinastía de los Austria: las relaciones entre la Monarquía Católica y el Imperio*, Madrid, Polifemo, 2011, t. I, p. 335-389.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Alessandrino à Castagna, 17 janvier et 6 mars 1567, *Correspondencia diplomática entre España y la Santa Sede*, op. cit., t. II, p. 26 et p. 52-56 ; Castagna à Alessandrino, 10 juillet 1567, *ibid.*, t. II, p. 151. Sur l'attitude de la papauté, voir Bernard de Meester, *Le Saint-Siège et les troubles des Pays-Bas (1566-1579)*, Louvain, Bibliothèque de l'Université, 1934.

du roi d'Espagne était en cause et qu'il la mettait gravement en péril en ne se rendant pas aux Pays-Bas³⁹. Celle-ci a été abondamment jaugée, évaluée et utilisée comme un argument diplomatique.

Si les dirigeants de la monarchie ne sont pas parvenus à empêcher tout débat public, le message qu'ils ont diffusé n'est pas resté sans écho. L'arrestation puis l'exécution d'Horn et d'Egmont ont scandalisé dans l'Empire ; elles ont au contraire été louées à Rome et dans une France où la lutte contre les protestants est à l'ordre du jour. À Paris, Albe est au cœur de toutes les discussions en 1567 et 1568 : ses décisions sont admirées. La défense de la foi a nourri des sentiments hispanophiles durables. Nombre de catholiques en Europe se sont manifestement réjouis de l'exemple donné aux Pays-Bas⁴⁰.

HONNEUR DU ROI, HONNEUR COLLECTIF :

LA SOMME ET LA CONFRONTATION DES RÉPUTATIONS

130

La réputation qui s'est bâtie aux Pays-Bas est loin d'être uniquement attachée au souverain et à sa capacité à l'imposer. Elle s'inscrit pour chacun dans une dialectique entre une réputation collective et un honneur personnel. Cette tension est relevée par Ferlans lorsqu'il évoque les préparatifs des Anversois aux réjouissances du pardon de 1570 : « chacun se prepare de comparoistre à qui mieulx mieulx pour la grandeur et reputation du Roy Catholicque »⁴¹.

Par sa qualité de gouverneur général, le duc d'Albe est le plus directement concerné par l'association entre sa propre image publique et celle du souverain. Dès sa nomination, il est érigé en instrument du châtement royal. Ce rôle clairement défini ne devait cependant être que temporaire. Même si la possibilité qu'Albe se substitue à Marguerite de Parme avait été envisagée, son maintien au pouvoir a été, à l'origine, accidentel. Il s'est trouvé fortuitement placé en première ligne. Partisan déclaré d'une politique de fermeté, il a aussi une réputation qui le précède. Avant même son départ pour Bruxelles, affirme le nonce Castagna, le bruit court qu'il est honni aux Pays-Bas⁴².

39 Voir par exemple la lettre de Chantonnay à Philippe II, 20 septembre 1567, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. Cl, p. 273.

40 Álava à Albe, 21 septembre 1567 et 30 août 1568, *Negociaciones con Francia*, op. cit., t. IX, p. 461, et t. XI, p. 110 ; Zúñiga à Philippe II, 9 et 21 juillet 1568, *Correspondencia diplomática entre España y la Santa Sede*, op. cit., t. II, p. 403 et p. 414 ; José Javier Ruiz Ibáñez, « Les acteurs de l'hégémonie hispanique, du monde à la péninsule Ibérique », *Annales. Histoire, sciences sociales*, t. 69/4, 2014, p. 927-954.

41 Lettres à Charles IX, 4 juin 1570, BNF, Fr. 16124, fol. 63r.

42 Castagna à Alessandrino, 19 mars 1567, *Correspondencia diplomática entre España y la Santa Sede*, op. cit., t. II, p. 82 ; Raymond Fagel, « The Duke of Alba and the Low Countries, 1520-1573 », dans Maurits Ebben, Margriet Lacy-Bruijn et Rolof van Hövell tot Westerflinter (dir.), *Alba. General and Servant of the Crown*, Rotterdam, Karavanseray, 2013, p. 91-115, à la p. 95 (sur les réactions à la nomination d'Albe) ; Violet Soen, « Philip II's Quest. The Appointment

Une fois en place, il a été incapable de susciter une forte adhésion. Il est immédiatement devenu une cible désignée. La duchesse de Parme s'est tout d'abord publiquement opposée à lui ; opposants et mécontents l'ont aussi assez spontanément diabolisé, par les gravures, les chansons satyriques et les libelles. Les attaques ne sont cependant pas tout à fait fortuites : le prince d'Orange et ses partisans, on l'a déjà évoqué, se sont employés à montrer la voie. Dès avril 1568, Orange se demande si une campagne de propagande contre les Espagnols ne serait pas perçue comme une offense contre le roi et sa femme. Diffuser un pamphlet contre le duc d'Albe, endossant le rôle du mauvais conseiller jusqu'alors incarné par le cardinal Granvelle, lui semble préférable⁴³.

Le duc lui-même a peu fait pour améliorer son image. Lorsqu'il s'y est employé, c'est avant tout pour mettre en avant ses qualités martiales et ses victoires. Il s'est distingué par un triomphalisme qui a rapidement été jugé de mauvais aloi par les serviteurs de Philippe II et a été exploité par ses adversaires.

Même s'il est un de ses proches, Francés de Álava, ambassadeur auprès du roi de France, a progressivement pris ses distances par rapport à son protecteur. Il rend compte de ce qu'il qualifie de « bravades ». En 1568 et 1569, Albe a en effet multiplié les promesses et les menaces outrancières contre les calvinistes flamands et français alliés, assurant qu'il assisterait Charles IX de l'ensemble de ses forces, pour ensuite expliquer que cela lui était impossible. Perdu dans ses contradictions, selon Álava, il ne respecte pas les ordres et les engagements de Philippe II, favorable à une entraide entre Couronnes⁴⁴.

Cette glorification des vertus guerrières du gouverneur général a fait l'objet de vives attaques lorsqu'a été réalisée une statue le représentant en chef de guerre victorieux. L'œuvre, manifestement en projet depuis 1569, a été installée dans la forteresse d'Anvers en mai 1571. L'édifice a fait l'objet de tous ses soins : le duc d'Albe a supervisé l'achèvement de sa construction et la voulait la plus impressionnante qui soit. Si le monument, placé dans sa cour principale, n'était visible qu'à peu de monde, la gravure qu'en a réalisée Philippe Galle a été abondamment diffusée. Il célébrait avant tout le retour à l'ordre et à l'obéissance au roi et à Dieu – le duc était représenté en train d'écraser un monstrueux personnage à deux têtes, incarnant la noblesse et le

of Governors-General during the Dutch Revolt (1559-1598) », *Bijdragen en mededelingen betreffende de geschiedenis der Nederlanden*, t. 126/1, 2011, p. 3-29.

⁴³ Lettre au landgrave de Hesse, 17 avril 1568, *Archives ou correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau...*, éd. Guillaume Groen Van Prinsterer, Leiden, Luchtmans, 1836, 1^{re} sér., t. III, p. 210 ; Judith Pollmann et Monica Stensland, « Alba's Reputation in the Early Modern Low Countries », dans Maurits Ebben, Margriet Lacy-Bruijn et Rolof van Hóvell tot Westerflie (dir.), *Alba. General and Servant of the Crown*, op. cit., p. 308-325.

⁴⁴ Lettres d'Álava des 4 février et 2 septembre 1569, AGS, Est. K 1514, n° 43/3, et Est. K 1512, n° 63.

peuple insurgés – et la victoire remportée sur les rebelles – le bronze de l'œuvre a été fourni par la fonte des canons pris à Jemmingen. Après avoir consenti tant d'efforts au service de son souverain et être demeuré aux Pays-Bas bien plus longtemps qu'il l'aurait souhaité, il a voulu marquer solennellement son rôle dans l'apaisement des troubles ainsi que son espoir d'un rétablissement de la paix. Il semblait s'attribuer tout le mérite du rétablissement de l'ordre. Les polémistes proches d'Orange y sont allées de leur propre lecture. Un à un, tous les éléments de la statue ont été réinterprétés pour en faire le symbole de l'abolition des libertés des Pays-Bas et de la tyrannie d'Albe. À la cour d'Espagne, on y a vu un monument d'orgueil. Le prince d'Eboli, son rival, ainsi que le cardinal Espinosa, son plus solide soutien, ont manifestement considéré que le gouverneur général usurpait la gloire de son souverain. Philippe II lui-même a été mécontent de cette représentation⁴⁵. Ces discordances révèlent le lien unissant sa réputation et celle de ses lieutenants. L'image publique du duc d'Albe implique directement le roi : il évite, pour cette raison, toute mise en cause publique. Le duc a aussi pour fonction de détourner les critiques vers sa personne : ses maladresses n'expliquent pas tout. S'il se voit en serviteur dévoué et parfait de Philippe II, il franchit néanmoins, de manière récurrente, une limite : dans la célébration de ses succès comme dans la proclamation du pardon, il tend à se présenter tel un souverain. Entre la défense d'un honneur propre et la part prise dans la construction de la réputation du roi, l'équilibre est délicat : les attaques lancées par les révoltés ont su en jouer.

Dans les conflits des Pays-Bas, les oppositions nationales sont aussi d'une importance capitale. La réputation de Philippe II et celle des « Espagnols » vont de pair. Ceux-ci sont largement identifiés aux conseillers prenant leurs ordres de la cour, qu'ils soient ibériques ou non, et à une armée royale, composée en pratique de troupes aux origines diverses. À l'image d'Albe, présenté comme la quintessence de l'hispanité par les pamphlets orangistes et les chansons populaires, les « Espagnols » sont décrits comme cruels, ambitieux et arrogants. La conviction que leur action et le comportement de ses soldats mettent en jeu l'honneur du roi est aussi partagée par ses serviteurs : les désertions, les actes de désobéissance et même le blasphème sont dénoncés et combattus. Le gouverneur général a d'ailleurs veillé au maintien le plus strict de la discipline des troupes. En janvier 1573, son fils, Fadrique Álvarez de Toledo, après le sac de Malines

45 Diane Bodard, *Pouvoirs du portrait sous l'empire des Habsbourg d'Espagne*, Paris, CTHS/INHA, p. 448 et p. 486-487 ; Rosemarie Mulcahy, « The Manifestation of His Magnificence: The Third Duke of Alba and the Arts », dans Maurits Ebben, Margriet Lacy-Bruijn et Rolof van Hövell tot Westerflieer (dir.), *Alba. General and Servant of the Crown*, op. cit., p. 137-167 ; Luc Smolderen, *La Statue du duc d'Albe à Anvers par Jacques Jonghelinck (1571)*, Bruxelles, Palais des Académies, 1972.

par l'armée placée sous son commandement, souligne combien la réputation des soldats espagnols d'être « hommes de peu de clémence » empêche la reddition des villes rebelles⁴⁶.

Plus globalement, le rôle du souverain et les décisions qu'il doit prendre font l'objet d'un débat constant. Il se déroule avant tout au sein de la monarchie. Ainsi, un appel à la clémence, toujours plus puissant après l'exécution des comtes d'Egmont et de Horn, est lancé par un nombre conséquent de membres des Conseils collatéraux aux Pays-Bas, auquel se joint Arias Montano à partir de 1572, le cardinal Granvelle à Rome et Joachim Hopperus, secrétaire pour les affaires flamandes auprès de Philippe II. À l'inverse, l'augustin Lorenzo de Villavicencio, dont les avis sont écoutés à Madrid, juge le châtement déployé aux Pays-Bas trop modéré. Il considère qu'il faut être prêt à tout pour sa foi ; dans le cas contraire, on n'a, selon lui, aucune affection pour le catholicisme. Le religieux considère que le roi plus que tout autre doit remplir ses obligations envers Dieu⁴⁷. Le souverain n'apparaît pas totalement maître de définir ce que doit être sa réputation : elle est liée aux attentes qu'il suscite.

C'est enfin dans la concurrence et même parfois une compétition que se bâtit l'honneur de Philippe II. Face à ses rivaux directs, le combat se joue aussi dans le domaine des réputations. Elles sont conçues comme dépendantes : l'abaissement de ceux qui s'opposent au souverain est la condition de sa propre élévation.

Avant même le déclenchement des troubles, l'honneur des nobles flamands est en balance avec celui du roi. Ils ont défendu un rôle traditionnel d'assistance et de conseil. Or, ils ont considéré que le roi ne leur permettait pas de s'en acquitter, et s'estiment privés de la grâce royale. Le comte d'Egmont, un de leurs chefs de file, envoyé en ambassade en 1565, voyait dans cette mission une occasion de nourrir un honneur fondé sur un office de médiateur. Lorsque Philippe II a décidé de ne pas respecter les engagements pris à cette occasion concernant l'assouplissement de la législation religieuse, il s'est estimé offensé⁴⁸. La réaffirmation de l'autorité royale, la volonté d'attaquer de front les chefs de l'opposition – les nobles, les ecclésiastiques et la bourgeoisie urbaine ont été les cibles de prédilection – et la mise en place de procédures et de peines de justice d'exception – privations des charges et des biens – ont directement atteint les

⁴⁶ Relation sur la prise de Malines, *Colección de documentos para la historia de España*, éd. cit., t. LXXV, p. 186.

⁴⁷ Gabrielle Dorren, « La tolerancia, esa perversa opinión. El espionaje español en Flandes en vísperas de la guerra (1564-1566) », *Historia* 16, n° 209, 1993, p. 48-62 ; Gustaaf Janseens, « El oficio del rey y la oposición legal en Flandes contra Felipe II », dans Manuel Rivero Rodríguez (dir.), *Felipe II (1527-1598). Europa y la Monarquía Católica*, t. 1/1, *El Gobierno de la monarquía (Corte y Reinos)*, Madrid, Parteluz, 1999, p. 401-411.

⁴⁸ Violet Soen, « Between Dissent and Peacemaking. The Dutch Nobility on the Eve of the Revolt (1564-1567) », *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 86/3-4, 2008, p. 735-758.

élites sociales. La volonté de rabaisser, voire de détruire l'honneur de ceux qui osent se confronter au roi est tout à fait manifeste : le *contador* de l'armée Alonso del Canto juge que les vaines prétentions des gentilshommes sont la cause de leur soulèvement⁴⁹.

Le prince d'Orange a été une cible de prédilection : mesurer et abattre son crédit est une priorité, car on considère que ses agissements sont une atteinte directe à celui de Philippe II. En octobre et novembre 1569, Guillaume de Nassau pénètre aux Pays-Bas, quelques mois après son frère, mais il ne provoque pas le soulèvement en sa faveur qu'il espérait. Le roi l'estime alors brisé et aussi perdu de réputation que le suppose sa « folie ». Orange, quant à lui, met toujours en avant le fait qu'il n'a jamais cessé de travailler « corps et biens » au service et à l'honneur du roi⁵⁰. Ce discours a d'ailleurs porté ses fruits. Il a gagné en audience en proclamant lutter pour le roi et pour sa terre. Le choc des réputations est une des dimensions des conflits aux Pays-Bas. Le refus de négocier avec des sujets rebelles, et en premier lieu avec le prince d'Orange, est posé comme un principe par les dirigeants à Madrid comme à Bruxelles. Il est d'abord motivé par un lien de vassalité.

Les démonstrations de force comme de clémence du roi d'Espagne sont aussi vouées à définir son rang parmi les princes chrétiens. Philippe II et ceux qui le servent se réjouissent régulièrement de ne pas suivre les voies empruntées par le roi de France et par l'empereur. Les mesures de coexistence religieuse décidées par l'un et l'autre et leurs prises de position en faveur de solutions conciliatrices sont reprouvées. L'un et l'autre semblent errer et avoir renoncé à leur honneur de souverains catholiques luttant contre l'hérésie. Le bilan dressé à la fin de la deuxième guerre de Religion en France, à l'occasion de laquelle Philippe II a envoyé à Charles IX des troupes de cavalerie flamandes pour l'assister, est le suivant : étant donné le peu de volonté français à combattre les protestants, il ne lui reste que la réputation d'avoir aidé à maintenir la religion et la Couronne dans ce royaume ; quant aux gouvernants du royaume voisin, ils n'ont plus ni réputation, ni argent, ni crédit⁵¹. En toute occasion, on s'emploie à glorifier Philippe II comme seul défenseur de la foi. C'est tout particulièrement à Rome qu'est souligné le fait qu'il est le seul à remplir sa mission de prince chrétien, quand l'empereur et surtout le roi de France y ont renoncé. À la faveur des troubles aux Pays-Bas, le roi d'Espagne revendique clairement la préséance sur ses

49 G. Dorren, « La tolerancia, esa perversa opinión », art. cit.

50 Voir Philippe II à Álava, 15 janvier 1569, *Don Francés de Álava y Beamonte. Correspondencia inédita de Felipe II con su Embajador en Paris (1564-1570)*, éd. Pedro et Justina Rodríguez, San Sebastián, Sociedad Guipuzcoana de Ediciones, 1991, p. 154 ; et, par exemple, Orange à Schwendi, 19 juin 1568, *Archives ou correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau...*, éd. cit., p. 244-251.

51 Álava à Albe, Paris, 17 mars 1568, *Negociaciones con Francia*, op. cit., t. X, p. 264.

deux principaux rivaux. Agacé par les réprimandes adressées par Maximilien II, le cardinal Granvelle ne manque pas de relever que l'autorité et même la sécurité de l'empereur dépendent directement de la grandeur de Philippe II⁵². L'image publique de celui-ci a aussi pris forme dans cette compétition, principalement avec le roi de France, dans une volonté de se démarquer de lui et de le surpasser dans l'excellence chrétienne.

La réputation est un fait politique global au xvi^e siècle. Elle est le pilier d'un édifice voué à assurer l'obéissance des sujets comme l'affirmation du rang d'un souverain face aux autres princes. Si elle doit être le reflet de la puissance, des vertus et de la mission d'un souverain, on lui attribue aussi un impact sur l'efficacité de ses actions politiques et militaires. Élément d'une négociation et d'un rapport de force avec l'ensemble de ses interlocuteurs, elle marque de son empreinte tout l'exercice du gouvernement. La volonté de restaurer la réputation de Philippe II a joué un rôle considérable dans la réaction des gouvernants à l'opposition qui s'est manifestée aux Pays-Bas.

Fondée sur l'estime et l'évaluation, elle apparaît pourtant fragile. Dans un contexte de guerres de Religion, qui s'accompagnent du développement de nouveaux modes de communication, elle est soumise à la critique. Les dirigeants de la monarchie espagnole ont pris le parti d'affirmer plutôt que de réagir, et cela sur tous les fronts : la réputation doit être assez forte, ont-ils considéré, pour imposer une parole qui a du crédit. Il faut attendre la fin du séjour du duc d'Albe pour que le discours officiel aux Pays-Bas ne se limite plus à exiger une obéissance pleine et entière et pour que le gouverneur général fasse allusion à la haine du peuple à son égard⁵³. Même si le débat direct est refusé, la réputation du roi d'Espagne a un caractère réactif sur la scène flamande comme en Europe, où on s'attache à la défendre avec ardeur, au prix de contradictions.

Pas plus que la défense de la foi, la réputation du roi n'a fait l'objet de compromis. Philippe II est intimement convaincu d'avoir emprunté la voie de la préservation de sa réputation et de la conservation de ses États. Avec ses représentants, il s'est employé à faire triompher l'image un souverain pacifique, restaurant la justice et défendant la foi alors que les autres grands souverains catholiques y ont renoncé.

Si elle est incarnée par un homme, la réputation du roi d'Espagne est éminemment collective. Elle engage tous ses sujets, qu'ils choisissent de la

52 Voir par exemple Zúñiga à Philippe II, 21 juillet 1568, *Correspondencia diplomática entre España y la Santa Sede, op. cit.*, t. II, p. 414 ; Granvelle à Philippe II, 22 avril 1569, AGS, Est. 910, n° 31 ; instruction de Pedro Enríquez, envoyé auprès de Charles IX, 2 janvier 1570, AGS, Est. K 1517, n° 19.

53 Raymond Fagel, « The Duke of Alba and the Low Countries, 1520-1573 », art. cit., p. 287.

défendre, de la discuter, de l'infléchir, de l'instrumentaliser ou de s'y opposer. Il ne la bâtit pas seul et n'en est pas le seul interprète. Pour ce qui est de l'image officielle, le roi en demeure l'arbitre. Il l'officialise d'ailleurs pour les affaires flamandes, en laissant une marge de manœuvre importante au duc d'Albe, mais en lui confiant, en collaboration avec ses ambassadeurs, la conduite des relations avec la cour de France dès 1568 et celle d'Angleterre à partir de 1569⁵⁴. Rechercher l'adhésion des sujets est progressivement devenu comme une nécessité : la reconquête ne pouvait être uniquement militaire.

⁵⁴ Philippe II à Álava, 19 mars 1568, dans *Don Francés de Álava y Beamonte*, éd. cit., p. 232 ; Werner Thomas, « Alba and Religion », dans Maurits Ebben, Margriet Lacy-Bruijn et Rolof van Hövell tot Westerflier (dir.), *Alba. General and Servant of the Crown*, op. cit., p. 117-135, ici p. 127.

LA REPUTACIÓN DE FELIPE II Y EL CASO DON CARLOS

Ricardo García Cárcel

Universidad Autónoma de Barcelona

Es bien evidente que la gran ofensiva reputacionista de la Corona española se desarrolla en los reinados de Felipe III y Felipe IV, cuando se agudiza la conciencia de la decadencia y se hace más visible la necesidad de rearmar la imagen pública de la monarquía en el marco de una crisis demoledora. La reputación se convirtió entonces en el bálsamo consolatorio de la propia evidencia del fracaso. El viejo Imperio hacía aguas por todos los lados y la única alternativa era esconder la realidad en una imagen florida, en el fantasma de la reputación. La apelación al honor individual y colectivo, la construcción de una publicidad literaria y artística, la apelación a un discurso que pudiera neutralizar la crítica que se hacía desde Europa al hundimiento de la monarquía española fueron los fundamentos de la gran operación reputacionista española del siglo XVII¹.

Pero el concepto de reputación de la monarquía ya lo esgrimió Felipe II aunque lo hiciera con criterio aparentemente tímido y desde su carácter circunspecto y poco expresivo.

Al rey le interesó y mucho la reputación aunque la escondiera entre múltiples estrategias de disimulación. Nadie mejor que los diplomáticos italianos reflejaron el singular carácter de Felipe II. El veneciano Marco Antonio de Mula lo trató en 1559, siendo el rey joven, pero dejó bien patentes su desconfianza y su lentitud:

En cuanto a su carácter es difícil de juzgarlo con certeza, no solamente porque los reyes tienen en el corazón mil antros y cavernas inaccesibles donde sólo puede penetrar la mirada de Dios, sino también porque aquel que quiere sondear bien el corazón de los hombres debe observar sus acciones: por las obras conocerá la voluntad, como se conoce el árbol por el fruto. Mas este rey es joven; no hace más que cuatro años que ha subido al trono, y el tiempo puede fácilmente cambiar

1 Francisco José Aranda Pérez, *La declinación de la monarquía hispánica en el siglo XVII*, Actas de la VII Reunión Científica de la Fundación Española de Historia Moderna, Ciudad Real, Universidad de Castilla La Mancha, 2004; Michele Olivari, *Avisos, pasquines y rumores. Los comienzos de la opinión pública en la España del siglo XVII*, Madrid, Cátedra, 2014.

sus disposiciones; los acontecimientos felices y las adversidades han producido casi siempre parecidos cambios en el espíritu de los príncipes. Su justicia brilla tanto en lo que toca a la religión por la cual testimonia un grandísimo ardor, como por el cuidado con que vela para que sus ministros mantengan la balanza igual entre sus súbditos; recibe todas las súplicas, escucha a cada uno y tiene en cuenta a los pobres y oprimidos. En su lenguaje se muestra reservado y cortés; es de una gran circunspección, y hasta el presente se ha gobernado en todo y por todo por la opinión ajena, es decir, de sus consejeros; pero, últimamente, cuando yo estaba en la corte, ha dicho que quería él mismo en el provenir dirigir sus asuntos y no tomar informe de los demás. Tiene razón en eso, aunque un joven encargado de una tan vasta administración como la suya no pueda tener toda la prudencia que sería necesaria; pero está dotado de un espíritu distinguido aunque lento, como es el de todos los flemáticos. Aseguran que es muy atemperado, tanto con referencia a los sentidos como bajo el de los alimentos que pueden perjudicarle. No ha dado grandes pruebas de valor; pero no le ven jamás encolerizado².

El también veneciano Antonio Tiépolo, en 1572, resaltaba más aún los mismos rasgos:

Es muy lento de su carácter: lo es por temperamento, y lo es también por el deseo que tiene de observar en sus asuntos una mayor dignidad. De esto se sigue el que escuche con paciencia. Agrada a los que tienen que hablarle, porque acompaña ordinariamente sus respuestas de una sonrisa amable. Tiene una gran memoria, y una piedad extremada, como lo prueba su frecuentación de los oficios divinos y de los sacramentos, a los que se aproxima por lo menos cuatro veces al año. Gusta del reposo y de la soledad, sobre todo en verano; en esa estación, no da casi nunca audiencia, a las personas públicas, para hablar de los asuntos. No se familiariza con ninguno de sus servidores, ni siquiera con los más íntimos y los más antiguos; pero conserva siempre la gravedad que conviene a la dignidad real. Sabe muy bien disimular las injurias, reservándose el obtener satisfacción de ellas en el momento oportuno, según lo ha mostrado en los asuntos de Flandes, en donde no ha cesado de proceder con destreza, aunque se vio muy gravemente ofendido, hasta que pudo vengarse por el envío de un ejército encargado de someter el país.

Es cuidadoso, más que nadie, de juntar dinero, y, evidentemente, tiene mucha razón en hacerlo, porque sus rentas están empeñadas hasta treinta y cinco millones de ducados de oro.

2 José García Mercadal, *Viajes de extranjeros por España y Portugal*, Madrid, Alianza, 1959, I, p. 296-297.

Los embajadores obtienen fácilmente audiencia de su majestad. Sin embargo, no les da satisfacción ninguna en sus respuestas, porque jamás decide por sí mismo en ningún asunto, sino que lo entrega todo a su Consejo. Sería en vano el que se volviese después a verlo, para obtener más de lo que el Consejo hubiese acordado: no respondería nada, ateniéndose en absoluto a lo que se hubiera resuelto. Indudablemente, los asuntos que se tiene que tratar en esa corte sufren por eso. Su carácter es melancólico. Compensa sus servidores, aunque parece poner en ello a menudo lentitud. Desconfía de su propio juicio y no hace ni decide nada sin la reunión del consejo a quien el asunto corresponde³.

La trascendencia de la opinión era incuestionable en el reinado de Felipe II. Decía Mariana que «por naturaleza influye más en el gobierno y la vida pública el juicio y la opinión de los hombres que la realidad efectiva de las cosas». En 1586 Juan de Idiáquez encarecía al rey la necesidad de conservar la reputación: «sin la cual los príncipes no lo son». En una de sus cartas a su hija Catalina Micaela el propio Felipe II se refiere a los peligros de la «desreputación»⁴.

La erosión de su imagen le importó a Felipe II, sin duda, en la medida que las críticas fueron creciendo. Inicialmente el rey evitó curiosamente la publicación de tres tempranas crónicas de su reinado escritas por Juan de Verzosa, archivero de la embajada española en Roma, Juan Ginés de Sepúlveda y Viglius Van Aytta, humanista flamenco. Cambió de opinión en 1585, a raíz de la publicación por el genovés Girolamo Franchi di Conestaggio, que cuestionaba la legitimidad jurídica de su trono portugués. Y eso que Conestaggio no era precisamente un partidario de la causa portuguesa, lo que se revela en la multitud de críticas que recibió de parte de los partidarios de Antonio de Crato, el rival de Felipe II en el trono de Portugal. La obra de Herrera, *Cinco libros de Historia de Portugal* (1591), nació al calor de la necesidad de responder a las críticas de Conestaggio. Idiáquez y Moura se esforzaron en controlar el aparato de la imagen del rey, fuertemente erosionado en las últimas décadas del reinado⁵.

Fray Jerónimo Vallejo, dominico, le explicaba a Felipe II la razón por la que el rey recibía tantas críticas en sus reinos. Para él era el excesivo personalismo del rey, que le hacía tener que asumir toda la responsabilidad. Luis Manrique, en sus *Advertimentos* de 1577, recomienda que el rey «considerase algunos cargos que se le hacían dentro de su misma casa y cámara, por las casas y calles del lugar y en las celdas de los religiosos doctos y siervos de Dios y de nuestra Magestad». El propio Ribadeneyra recomendaba, desde luego, no tener en

3 *Ibid.*, I, p. 312-313.

4 Fernando Bouza, *Imagen y propaganda. Capítulos de historia cultural del reinado de Felipe II*, Madrid, Akal, 1998, p. 14.

5 Geoffrey Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, Madrid, Planeta, 2010, p. 974-977.

cuenta la opinión del pueblo («no dársele nada al vulgo bestial»), lo contrario que Mariana que aconsejaba al rey que le repitieran «cuanto se diga de él, verdadero o falso, incluso los rumores maliciosos del vulgo». Que el rey era consciente de las críticas es bien patente. Ahí están como testimonio su carta al Marqués de Mondéjar: «era necesario gobernar de manera que no se quejasen todos dél, aludiendo a lo que dixo otro rey: “Forzoso será que los malos nos aborrezcan, lo que a nosotros toca es proceder de manera que también no nos aborrezcan los buenos”». Muchas veces se ha glosado la circunspección de Felipe II ante el aluvión de críticas recibidas⁶. La delectación con la que el rey recibió de Antonio Pérez las confidencias en las que supuestamente se le denostaba por parte de su hermanastro Juan de Austria y el secretario de éste, Escobedo, de 1576 a 1578, roza si es que no cae, en lo morboso.

En 1585, el consejero de Estado Idiáquez pensó en asignar a Garibay una historia del reinado. Al final le encargó a Antonio de Herrera una *Historia general del reinado desde 1559*, con Felipe II convertido en polo alrededor del cual giraban todos los acontecimientos del reinado en ese momento. Herrera sugirió una serie de sobrenombres para el rey (religioso, compuesto, bueno, prudente, honesto, justo, devoto, modesto) de los cuales, posiblemente, Lerma escogería el que quedaría como arquetipo de Felipe II: el Rey prudente. La obra de Herrera se publicaría en 1600, ya muerto Felipe II. Ciertamente, en vida de Felipe II nunca se escribió una biografía completa suya por la inapetencia del monarca de promocionar una campaña mediática a su favor (el embajador Soranzo dijo de él que «odió la vanidad, por lo tanto, nunca permitió que nadie escribiera sobre su vida») y por la igualmente escasa predisposición de la sociedad española durante su reinado a la exaltación del rey⁷.

Sin duda, la construcción de la imagen de Felipe II por los historiadores-cronistas fue lenta y tardía. Pero también es cierto, por paradójico que parezca, que como muy bien ha estudiado Bouza⁸, Felipe II demostró enorme interés y hasta ansiedad por la elaboración de la propaganda de su ejercicio político como rey, especialmente obsesionado por convertirse en representación paradigmática de la catolicidad. La literatura, las artes, la emblemática, etc., estuvieron claramente instrumentalizadas a su servicio. Los dramaturgos retrataron a Felipe II como justiciero (los ejemplos son múltiples, desde *El alcalde de Zalamea* o *El mejor alcalde, el rey*), o como devoto (por ejemplo en *La tragedia del rey*

6 Fernando Bouza, «Servidumbres de la soberana grandeza. Críticas al rey en la corte de Felipe II», en Alfredo Alvar Ezquerro (coord.), *Imágenes históricas de Felipe II*, Madrid, Centro de Estudios Cervantinos, 2000, p. 141-180.

7 Geoffrey Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, op. cit., p. 978.

8 Fernando Bouza, *Imagen y propaganda. Capítulos de historia cultural del reinado de Felipe II*, op. cit., p. 26-50.

don Sebastián y en *El bautismo del príncipe de Marruecos*, ambas obras de Lope). Después el teatro lo va haciendo más humano y próximo, como refleja la obra de Diego Jiménez de Enciso sobre don Carlos, ya en 1634, donde se plantea el conflicto interno de Felipe II como padre y como rey⁹.

El control de la documentación y la vigilancia de la memoria por parte del rey fue extraordinaria. Su pasión por anotar documentos de su propio puño fue correlativa a su esfuerzo por quemar papeles que consideraba comprometidos o simplemente inútiles. Como recuerda Fernández Álvarez, en su codicilo, ordenó quemar los papeles de su confesor Diego de Chaves, «escritos de él para mí o míos para él, o de cualesquiera personas que tratasen de cosas y negocios passados que no sean ya menester». También mandó quemar la correspondencia con María Tudor después de la muerte de ésta¹⁰.

Pero el tiempo demostraría a lo largo del reinado de Felipe II que no todo podía ser controlado como pretendía el rey. Antonio Pérez es quizás el personaje que representa mejor el fracaso de la voluntad de Felipe II de dominar la opinión colectiva desde su trono o desde su propia escribanía.

El mejor indicador para determinar el concepto de reputación de Felipe II es el tratamiento que llevó a cabo el rey del tema de la prisión y muerte de su hijo, el príncipe don Carlos en 1568.

La primera versión oficial del caso de don Carlos la da el propio rey Felipe II a través de las cartas que escribe a partir del 20 de enero de 1568 a las diversas cortes europeas (su tía Catalina reina de Portugal, su hermana la emperatriz María de Austria y su cuñado Maximiliano II, el emperador, el Papa Pío V), los embajadores españoles en las cortes europeas, los grandes nobles españoles y los prelados del reino... No escribió cartas directas a los reyes de Francia, Carlos IX y Catalina de Médicis, sino a través del embajador Francés de Álava. Ruy Gómez fue el encargado de hablar con los embajadores de Francia, Venecia e Inglaterra el 27 de enero. En todas las cartas, Felipe II justifica la detención de su hijo con matices diversos (dio más detalles a los familiares directos). El rey se preocupa por fijar tres causas del apresamiento: «su natural y condición» («la naturaleza y condición del príncipe ha causado en el discurso de la vida y trato, tal modo de proceder»); la busca del «servicio de Dios y beneficio público» y, por último, la idea de que no «procede de ira ni indignación, ni está enderezado de castigo de culpa» «no depende de trato, ni culpa ni ofensa que contra nos se haya hecho». El rey incide en la singularidad caracteriológica del príncipe, sin entrar en ningún momento en atribución de locura, pero al mismo tiempo haciendo ver que «en

9 José María Torrijos, «Felipe II, personaje del teatro español», en Francisco Javier Campos y Fernández de Sevilla (coord.), *Felipe II y su época*, El Escorial, Real Centro Estudio Escorial-María Cristina, 1998, I, p. 373-413.

10 Manuel Fernández Álvarez, *Felipe II y su tiempo*, Madrid, Espasa, 1998, p. 827.

la institución y crianza del dicho príncipe desde su niñez y en la dirección de su vida y costumbres se ha tenido el cuidado y atención que se debía tener» y subrayando la situación límite a que se había llegado: «las cosas del príncipe han pasado tan adelante y venido a tal estado que para cumplir con la obligación que tenga a Dios como príncipe cristiano, no ha podido escusar de hacer mudanza de su persona y recogerle y encerrarle». Se esfuerza en barrer la imagen de que existe una revuelta contra el rey y pone como telón de fondo la necesidad de satisfacer el servicio de Dios y el servicio público como fines de la monarquía. La filosofía preventiva como eje justificatorio: «el fin es poner entero y verdadero remedio en lo de adelante y prevenir al gravísimo daño que en todo se anteve notoriamente que en mis días y muchos más sucederían». En la carta que le escribió al duque de Alba el rey insistía en que «si los herejes para difundir sus errores y fortalecer su secta quisieran atribuir la prisión del príncipe a causas de fe, debéis poner mucho empeño en desenganchar a todos de semejante opinión [...]. Debéis sacar del error a cuantos imaginan que estas medidas han sido motivadas por una rebelión o conspiración contra mi persona»¹¹.

Las cartas más personales o emocionales fueron las que dirigió al emperador Maximiliano y su hermana María. El rey precisa que «aunque había comulgado el príncipe en la Pascua, no contradice este acto particular el defecto de entendimiento que ha permitido Nuestro Señor que hubiese en mi hijo»¹².

Felipe II busca ante todo la legitimación de la detención («al qual he mandado recoger en su aposento y con guarda y servicio particular, para que no salga dél») incidiendo en la vida del príncipe («su licencia y desorden») y subrayando la extrema necesidad de la situación («me han obligado a poner los ojos más adelante y prevenir por lo que toca al servicio de mis reynos y estados, y por la obligación que yo a esto tengo»), la conciencia de «los grandes y notables inconvenientes que yo considero», pero al mismo tiempo la imposibilidad de seguir manteniendo el disimulo («el tiempo que yo lo he disimulado y entretenido con amor de padre»). El último remedio. La salida inevitable al desvarío del príncipe. Felipe II se esfuerza en demostrar que la educación del príncipe había sido impecable, que se habían apelado a todas las formas paternas de trato, pero que no cabía ya otra opción que la de la «mudança» preventiva respecto a los importantes riesgos de futuro. La gran contradicción radicaba en que, al mismo tiempo que denunciaba la extrema gravedad de la situación vivida, había una voluntad explícita de negar que se tratara de una revuelta o desacato hacia el rey. La extrema necesidad de actuar era resaltada de muchas maneras («constreñido y apremiado» «causas urgentes y precisas»). Se manifiesta siempre

11 Louis-Prosper Gachard, *Don Carlos y Felipe II*, Madrid, Swan, 1984, p. 360.

12 Geoffrey Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, op. cit., p. 406.

la inquietud ante la opinión que los enemigos pudieran construir: «quitar la opinión y sombra que pudiera levantarse»¹³. A todos les advierte que el remedio no consiste «de tiempo ni en medios», lo que da a entender que la detención es definitiva. Curiosamente Ruy Gómez, el 27 de enero, dio al embajador de Inglaterra John Man una versión distinta: «que cuando su majestad vea alguna esperanza de enmienda su intención es transigir y darle el trato debido»¹⁴.

La obsesión por el secreto fue enorme. A los cardenales Granvela y Pacheco les advirtió que «si el Papa quisiese saber más sobre el asunto y pretendiese enviar a alguna persona para que se interesase por los detalles, que procuraran evitarlo, pues no creía que fuera conveniente para nadie»¹⁵. Iguales instrucciones dio a los embajadores en el Imperio. Cuando la corte de Portugal envió al consejero real Francisco de Sa a Madrid, el rey lo despidió rotundamente, sin aportarle ninguna información. También disuadió a su tía y suegra Catalina de Portugal de ir a ver a su nieto en persona. Le obsesionó siempre la posible manipulación por sus enemigos del tema: «siendo negocio de tal calidad de importancia, que fácilmente se harán y podrán hacer diversos juicios y discursos». A los prelados y superiores de órdenes religiosas les exigió que impidieran que los religiosos se ocuparan en público y en privado de la materia¹⁶. El cronista Cabrera, años más tarde, escribió que el rey «estaba sospechoso de las murmuraciones del pueblo y en tal medida que ruidos extraordinarios le hacían mirar si eran tumultos»¹⁷. En 1629 Jerónimo Quintana en su *Historia de la Villa de Madrid* se refería a que el silencio hizo que «los reinos extranjeros hablaran diferentemente de ello, aduciendo mil mentiras»¹⁸. El duque de Alba inquirió también más información sobre el asunto para difundirlo en los Países Bajos. El rey, en su respuesta, dotó de especial trascendencia la decisión tomada: «mi objeto consiste en poner remedio definitivo a los males que podrían venir durante el resto de mi vida y sobre todo después de mi muerte», apuntando claramente que el caso no tenía solución.

El embajador de Roma Juan de Zúñiga el 5 de marzo de 1568 dejaba claro que ya estaban corriendo rumores de que la prisión se debía a que el príncipe había «maquinado contra su parte» y de que se habían encontrado en la habitación

13 Manuel Fernández Álvarez, *Felipe II y su tiempo*, op. cit., p. 416-417; Louis-Prospér Gachard, *Don Carlos y Felipe II*, op. cit., p. 329-366.

14 Geoffrey Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, op. cit., p. 403.

15 Archivo General de Simancas (AGS), Estado, leg. 906, fol. 150-151.

16 Louis-Prospér Gachard, *Don Carlos y Felipe II*, op. cit., p. 331.

17 Luis Cabrera de Córdoba, *Historia de Felipe II, rey de España*, ed. José Martínez Millán, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1998, p. 409.

18 Jerónimo Quintana, *Historia de la Villa de Madrid* [1629], Madrid, En la Imprenta del Reyno, 1984, p. 340.

del príncipe armas y libros heréticos¹⁹. El 14 de abril Felipe II se vio obligado a tranquilizar a Alba, advirtiéndole que él no podría salir de España. Pío V demostró estar muy inquieto. Escribió al rey el 28 de abril pidiendo se dieran más explicaciones de la prisión²⁰. Felipe II tuvo que contestar al papa el 13 de mayo planteando de manera directa el trasfondo político de la decisión tomada, más allá del tópico previamente formulado del «servicio de Dios y beneficio público»:

Esto depende sobre todo de la persona llamada a sucederme y plugo a Dios por mis pecados, que el príncipe tuviera tantos y tan grandes defectos, los unos a causa de su inteligencia y los otros de su inclinación, que carece por completo de las aptitudes necesarias para gobernar un Estado. En el caso de que le hubiera correspondido la sucesión del trono después de mis días habrían sobrevenido los mayores inconvenientes y los peligros más manifiestos, con el consiguiente daño universal. En tales circunstancias, después de una larga y cuidadosa experiencia y en vista de que la inutilidad de todos los remedios intentados me llevaron al convencimiento de que no podía esperar de él ninguna enmienda, ni el transcurso del tiempo pudiese evitar males que con razón se temían, juzgué necesario recluirlo para examinar con cuidado y madurez los medios de alcanzar los fines que me he propuesto sin incurrir en las censuras de nadie²¹.

144

La carta se la tradujo al Papa al italiano Granvela y Pío V alabó la determinación del rey.

En las mismas fechas el cardenal Granvela regresó a Roma y se hizo eco de los nuevos rumores que circulaban por la ciudad eterna, añadiendo a los comentarios del embajador las variantes y novedades que procedían del entorno de Francia en forma de «discursos de manera muy maligna» que iban en perjuicio de la religión y de la reputación del príncipe Carlos²². La opinión era incontrolable. Catalina de Médicis, a la que informó el embajador Francés de Álava, se dedicó a seguir propagando rumores. Ella fue una de las grandes publicitarias de la tesis de la conjura del príncipe en la que incluso involucró a Juan de Austria, siguiendo la especulación que le contaba su embajador Fourquevaux²³.

19 Luciano Serrano, *Correspondencia diplomática entre España y la Santa Sede durante el pontificado de Pío V*, I, Madrid, Imprenta del Instituto Pío IX, 1914; *Colección de Documentos Inéditos de la Historia de España* (CODON), t. XCVII, Madrid, Imprenta de la viuda de Calero, 1890, p. 408-409.

20 Louis-Prosper Gachard, *Don Carlos y Felipe II*, op. cit., p. 357-358; AGS, Estado, leg. 906, fol. 32, fol. 148 y fol. 164-165; copia manuscrita de Manuel García González en el «Apéndice» a su *Relación de la vida y muerte del príncipe*, 1867 (ver Manuel García González, *Observaciones impugnando las indicaciones de una comisión de la Real Academia de la Historia*, Valladolid, Imprenta de Juan de la Cuesta, 1871).

21 AGS, Estado, leg. 906, fol. 169.

22 AGS, Estado, leg. 906, fol. 154.

23 Geoffrey Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, op. cit., p. 403.

La muerte de don Carlos el 24 de julio de 1568 a la una de la madrugada suscitó un espeso silencio informativo. Se escribieron muy pocas cartas alusivas al tema. Parece que el hecho que había que justificar era el de la prisión; la muerte, era la derivación lógica de la misma y no merecía mayores comentarios. Sólo hubo dos relatos oficiales: la carta que envió el rey a los Consejos y el texto encargado a López de Hoyos. El secretario Gabriel de Zayas escribió a Francés de Álava y a todos los embajadores de la Corona recomendándoles que si alguien solicitara más información no se olvidara de recordar la naturaleza del príncipe y la absoluta inevitabilidad de la situación. En la carta del rey se explicaba la muerte por razones puramente biológicas:

Muchos días antes que sucediese este caso, su Alteza con la ocasión del calor del verano, y con la confianza de su complexión y edad hizo algunos notables desordenes en lo que tocava a su salud, andando de continuo desnudo casi sin ningún género de ropa, y descalço en la pieça del Aposento, donde estaba muy regada y durmiendo algunas noches al sereno sin ropa ninguna, y con esto beviendo grandes golpes de agua muy fría con nieve en ayunas y de noche y aun metiendo muchas vezes en la cama la misma nieve y comiendo con desorden y exçesso fructas y otras cosas contrarias a su salud, y aunque para escusar esto se hizieron todas las diligencias posibles por las personas que asistían a su servicio no se pudo en manera alguna remediar ni estorvaselo sin caer en otros mayores inconvenientes, con la qual desorden se entiende vino a resfriarse la virtud y calor natural, y estando en esta disposición. Se determinó (como ya otras vezes lo havía hecho) a no querer comer en manera alguna, en la qual determinación perseveró por onze días continuos sin que bastasse persuasiones, ni otras muchas y diversas diligencias que con él se hizieron, ni pudo ser atraído ni aduzido a que comiesse ni tomasse cosa de substancia, más que agua fría, y con esto le vino a faltar del todo la virtud y valor natural de manera que aunque después tomó algunos caldos substanciales y otras cosas, el estómago estaba ya tan estragado y debilitado que ninguna cosa podía retener, y así vino a acabarse sin que remedio alguno le aprovechasse [...] ²⁴.

En definitiva se trataba de una muerte natural producida por los excesos y desórdenes del príncipe «con la ocasión del calor del verano y con la confianza de su complexión y edad», entre los que se detalla el andar desnudo y descalzo, dormir sin ropa alguna, beber grandes cantidades de agua fría con nieve en ayunas y, de noche, meter en la cama la propia nieve y, desde luego, comer en exceso «frutas y otras cosas contrarias a la salud» «vino a resfriarse la virtud y calor natural» lo que se agravó con un largo ayuno durante once días continuos con lo

²⁴ AGS, Estado, leg. 906, fol. 169.

que le vino a faltar del todo «la virtud y allar natural». Eso sí, se insistía en que la muerte se había producido «con tanto conocimiento de Dios y arrepentimiento que ha sido de todo de gran satisfacción y consuelo», reiterando que «acabó católica y cristianamente». La obsesión por ratificar la catolicidad del príncipe es bien patente.

La primera y única crónica directa de la muerte del príncipe por encargo del rey la escribió Juan López de Hoyos, maestro de latinidad del estudio municipal de Madrid, párroco de San Andrés y muy ligado a Diego de Chaves y al Cardenal Espinosa, especialmente al segundo, al que dedicó muchos textos. Maestro de Cervantes, Hoyos se caracterizó por ser el intelectual siempre al servicio de los intereses eclesiásticos ligados al aparato del estado. Hoyos escribió en el mes de noviembre de 1568, cuatro meses después de la muerte del príncipe el texto elegíaco *Muerte, y honras fúnebres del príncipe don Carlos*, que sería traducido por Alfonso de Ulloa al italiano y editado en Venecia en 1569. ¿Por qué? ¿Se pretendió difundir la razón oficial en Italia más que en la propia España? La función del texto la explicita así su autor: «con la brevedad que fuera posible contaré lo que *en realidad de verdad pasó*». El rey autorizó la publicación de este texto el 5 de septiembre y la ratificó el 13 de octubre de 1568. La hipersensibilidad que suscitaba el tema era tan grande que el texto fue revisado por el propio confesor del príncipe Diego de Chaves²⁵.

146

En el relato se obvia cualquier referencia a la prisión previa y se intenta desactivar toda interpretación tendenciosa. Se explica la muerte como el desenlace de una enfermedad. Tras una introducción providencialista («ni aún los ángeles, por muy encumbrados y por mucho que vuelven la ribera, pueden dar alcance al divino consejo ni penetrar los juicios ocultos de la divina misericordia por ser infinitas y de infinita sabiduría, por lo cual deben los hombres tratar con mediocridad y moderación lo que dijeren y entre las manos tomaren»), López de Hoyos sitúa cronológicamente la indisposición del príncipe que le condujo a la tumba el 14 de julio de 1568, miércoles. Ese día el príncipe, de acuerdo con su confesor Chaves «recibió todos los sacramentos con gran devoción» «habiendo pedido perdón a la majestad del rey su padre, aunque ausente, y perdonando de todo corazón a todos cualesquiera que hubiesen ofendido teniendo hecho su testamento como tan católico y cuidadoso cristiano tres o cuatro años antes». Asimismo le pidió a su confesor que «no le desacompañase hasta que Dios nuestro señor le hubiese llevado de esta vida».

25 Juan López de Hoyos, «Relación de la muerte y honras fúnebres del príncipe don Carlos, hijo de la Majestad del Cathólico Rey don Felipe el Segundo Nuestro Señor», en José Simón Díaz (coord.), *Fuentes para la historia de Madrid y su provincia*, I, Madrid, Instituto de Estudios Madrileños, 1964, p. 8-19; *vid.* Alfredo Alvar Ezquerro, *Un maestro en tiempos de Felipe II. Juan López de Hoyos y la enseñanza humanista en el siglo XVI*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2014.

Hoyos subraya que el príncipe decía muchas veces que deseaba llegar con vida a la víspera de Santiago, «con quien su alteza tenía particular devoción». Se prestó a morir a las doce de la noche aunque no precisa la hora de su fallecimiento. Su muerte es descrita como la de un católico devoto ejemplar «partiose con gran confianza, menospreciando los reinos percederos de esta vida a gozar de los éter inefables en que con Dios reinan los santos» y se esfuerza por subrayar el dolor del padre que según el texto le llevó a estar encerrado en palacio dos días con dos criados de cámara, sin consentir que nadie le visitase y con una grave indisposición que le impidió retirarse, tal como era su propósito, al monasterio de san Jerónimo: «dando pausa a todos los negocios, estuvo con grandísimos recogimientos y aflicción escribiendo con paternal afecto a todas las partes del mundo para que sus reinos y señoríos sintiesen como era razón la muerte de su primogénito». El autor del texto incide en la tristeza que sintieron también la reina Isabel y la princesa Juana de Portugal. De Isabel se dice que «se retiró con aquel sentimiento y moderación que si fuera su verdadero hijo primogénito que por tal le tenía y amaba y mandó que todas sus dueñas y doncellas se cubriesen de luto». De Juana, que «se puso un luto tan áspero que cierto se habría de historiar con otro estilo más grave».

Al respecto de Isabel de Valois, el propio Hoyos escribió también unos meses después *Historia y relación verdadera de la enfermedad, felicísimo tránsito y suntuosas exequias fúnebres de la serenísima Reina de España Isabel de Valois* (1569), tras la muerte de la reina el 3 de octubre de 1568²⁶.

En la introducción el autor hace una vinculación de la muerte con los pecados, con explícita voluntad penitenciaria: «no echemos de ver lo que por nuestros pecados cada día padecemos, ni oímos las palabras de Dios, ni las aldadadas de sus castigos [...]. Leamos nuestros pecados en universal y en particular cada uno, pues cualquiera es causa sufficientísima para que por él viniesen todas las penalidades y aflicciones que se puedan imaginar, y de aquí, como buenas abejas, cojamos las flores de reformation de costumbres». Todo un acto de contrición voluntariamente generalizado del que se busca extraer lecciones reformistas para todos.

En la relación de la enfermedad de Isabel se describe a una reina enfermiza con frecuentes desmayos y problemas de respiración, vahídos de cabeza y estremecimiento en las manos. Se subraya que la reina era «muy enemiga de las medicinas» y disimulaba muchas indisposiciones «más de lo que convenía». El mes de septiembre fue terrible con un dolor nefrítico y una gran calentura «con vómitos de flema y cólera de varios colores». Curiosamente, al mismo tiempo, la

26 La obra (*Historia y relación verdadera de la enfermedad, felicísimo tránsito y suntuosas exequias fúnebres de la serenísima Reina de España Isabel de Valois*) fue editada en 1569 por encargo del Ayuntamiento de Madrid.

princesa Juana de Portugal estaba también enferma con tercianas. Los médicos intentaron purgar a Isabel pero todo lo devolvía. Parió una hija de cinco meses y murió unas horas después. La versión de Hoyos de la muerte de Isabel parece detenerse en el cuadro biológico y médico, pese a lo cual la obra tuvo problemas de censura probablemente por sus reflexiones morales incorporadas. El oficialismo de López de Hoyos se volverá a poner en evidencia en su exaltación de la Batalla de Lepanto y en la glosa de la recepción cortesana de Ana de Austria en 1572.

La versión oficial de la muerte del príncipe fue ratificada por los diplomáticos extranjeros. Charles de Tisnacy, representante de los Países Bajos en España, apunta como causa de la muerte «una enfermedad peligrosa (de la que sólo se ha informado desde el miércoles último) y que no podía ser larga estando tan desarreglado y corrompido todo su estómago y conducido como el que no tiene intención de vivir». Se hace eco de que «las lenguas están descontroladas» y que la opinión está en manos de «hombres poco sensatos que hablan sin razón de cosas improbables e imposibles, que tiene por autores espíritus ineptos y malvados». De hecho, la discreción fue la nota constante de las diversas cortes directamente vinculadas a la monarquía española. Sólo se desplazó expresamente el cardenal Aquaviva a instancias de Pío V para dar el pésame directamente. Se hicieron grandes honras fúnebres en el mundo americano (sobre todo Perú y Nueva España). En Roma se hizo una misa solemne el 6 de agosto celebrada por el papa. Pero fue en Portugal donde se le hicieron honras fúnebres más pomposas al príncipe el 24 de septiembre de 1568. Los portugueses parecieron quedar especialmente afectados por la muerte de don Carlos. Su primo, el rey don Sebastián, que tenía entonces sólo catorce años, y que moriría precoz y oscuramente diez años más tarde, se volcó en promover los funerales con predicación de Diego de Paiva Andrade, el hombre de Portugal en Trento, un hombre nada simpatizante con Felipe II, con una línea más romanista que regalista²⁷.

Desde luego los diplomáticos italianos en España, siempre ampulosos en sus informes, después de la muerte de don Carlos fueron extremadamente sobrios al respecto. Los venecianos Paolo y Antonio Tiépolo escribieron mucho sobre la personalidad del príncipe pero no entraron en el tema de su muerte. El único diplomático italiano que se involucró directamente en ello fue el florentino Giambattista Adriani, que, desde luego, demuestra en 1583 no tener simpatía alguna hacia don Carlos y refleja una versión de la detención muy parecida a la oficial apoyándose en fuentes documentales de los Médicis (sobre todo una carta del embajador florentino en Madrid, Leonardo de Nobili Acosme de Médicis) insistiendo en la tesis de la locura del príncipe²⁸.

27 Louis-Prosper Gachard, *Don Carlos y Felipe II*, op. cit., p. 389-390.

28 Ezio Levi, *Il principe don Carlos nella leggenda e nella poesia*, Roma, 1920, p. 82-83.

La estrategia de silencio y discreción planificada por Felipe II fue baldía. El rumor de que las razones de las prisiones y muerte del príncipe eran distintas a las que el rey contaba se hizo pronto patente. El 22 de enero, cuatro días después de la detención del príncipe, según el embajador Fourquevaux, ya se decía que don Carlos se entendía con los flamencos. El embajador Nobili aludía como presuntas causas de la prisión al deseo de fuga y a las maquinaciones del príncipe para matar al rey y a Ruy Gómez. En el mismo año 1568 el *Sommaire Discours sur la rupture et infraction de la paix et la foy publique*²⁹ se refería al rey de España como asesino de su hijo. Lo hacía también Pierre de l'Estoile en su *Registre-journal de Henri III*³⁰. En 1581 Guillermo de Orange ya denunciaría directamente al rey como asesino de su hijo e inmediatamente después lo hicieron los protestantes franceses. Antonio Pérez, desde su exilio, fue el gran agente propagador de todas las especulaciones sobre la prisión y muerte de don Carlos, siempre con el rey como el pérfido protagonista. En primera instancia no se atrevió a escribir sobre el tema, lo hizo más tarde o lo hicieron por él. En su carta al consejero de París Du Vair escribía: «habiendo encontrado a su hijo culpable los cronistas y los inquisidores condenador a éste a muerte, pero como no quería que la sentencia fuera ejecutada en público, un veneno dentro le fue suministrado durante cuatro meses a los alimentos que recibía el príncipe y así murió»³¹. Ciertamente, hoy sabemos que nunca hubo juicio al príncipe tal y como lo plantea Antonio Pérez, que además preguntaba insidiosamente: «Si saben de otras muertes y las causas y no causas de ellas, como dicen los teólogos, y el modo nunca oído en el hacer, la prueba dellos, y a quienes se acometió y de qué trajes y de qué hábitos vestidos y entre qué vigas se pusieron». Después en una conversación con el espía Arbizu inculpaba Pérez al rey de la muerte de su hijo, de la reina Isabel, Poza, Montigny y el Justicia de Aragón. Pero en las obras escritas fue más discreto. Atacó siempre más a los ministros que al rey, aunque cambió después de la muerte de éste.

Si en la primera edición de las *Relaciones* de Antonio Pérez en París en 1592 no se menciona a don Carlos, en la segunda, en 1598, a raíz de la muerte de Felipe II, se alude a que don Carlos había sido decapitado por su padre. Esta versión de la decapitación fue la que más circuló en Francia y explica el interés mórbido de los visitantes de la tumba del príncipe (el primero fue Felipe V nada más llegar a España) para comprobar si la cabeza estaba separada del tronco³².

29 *Sommaire Discours sur la rupture et infraction de la paix et la foy publique*, s.l., 1568.

30 Pierre de l'Estoile, *Registre-journal du règne de Henri III* (1574), éd. Madeleine Lazard et Gilbert Schrenck, Genève, Droz, 2000.

31 Vicente Salavert, *Etnocentrismo y política en la Edad Moderna. La imagen de España en Francia (1492-1590)*, tesis doctoral, Universidad de Valencia, 1983, I, p. 378.

32 Gregorio Marañón, *Antonio Pérez*, Madrid, Espasa, 1998, p. 123; Geoffrey Parker, *Felipe II. La biografía definitiva*, op. cit., p. 402.

LA REPUTACIÓN DE LA MONARQUÍA HISPÁNICA A TRAVÉS DEL PROCESO DE BEATIFICACIÓN Y CANONIZACIÓN DE TERESA DE JESÚS

Rosa M^a Alabrús

Universitat Abat Oliba CEU, Barcelona

La reputación es un tema que preocupó a Teresa de Jesús, en tanto que nieta de un procesado por la Inquisición por judeoconverso. El abuelo de Teresa, Juan Sánchez, fue acusado inquisitorialmente, pero todo hace pensar que poco tenían que ver con ello las prácticas judaizantes. Estuvo ya plenamente integrado en el catolicismo, casado como estaba, con una cristiana vieja, y con un hijo, el padre de Teresa, casado también con cristiana vieja. Ningún parecido con la generación anterior de la familia de Luis Vives, todos ellos judeoconvertos valencianos, con prácticas judaizantes.

Teresa tuvo que pechar con el debate, muy en boga en su tiempo, en torno a la limpieza de sangre, suscitado sobre todo desde 1545 con la promoción de Martínez Silíceo a la condición de arzobispo de Toledo. La monja abulense optó por la discreción, bien porque el tema podía ser tabú para su familia o bien por la evidencia de que, para ella, la condición de cristiana nueva estaba ya superada. Ciertamente, y de ello hay múltiples testimonios, la santa de Ávila despreció que pudiera medirse la calidad de las personas por las raíces de la presunta honra. El honor-linaje, no contó para Teresa. La honra a la que ella se refiere, a menudo, es más la honra-opinión, derivada de la imagen pública y no de la sangre. Ella priorizó en todo momento la honra referida al valor-virtud y devaluó la significación del «estado» del que se procedía. Teófanos Egido ha escrito mucho sobre esta cuestión y no volveré yo aquí sobre la misma¹.

En este texto analizaré el papel de la reputación, no en la vida de Teresa sino en el proceso de beatificación y canonización que le llevó a la santidad en un tiempo extraordinariamente rápido: en 1622, tan solo cuarenta y dos años después de

Este trabajo se inserta en el marco del proyecto I+D+I titulado «La religiosidad femenina en la Cataluña de la época moderna» con referencia HAR 2014-52434-C5-4-P del Ministerio de Economía y Competitividad.

¹ Teófanos Egido, *El linaje judeoconverso de Santa Teresa. Pleito de hidalguía de los Cepeda*, Madrid, Editorial de la Espiritualidad, 1986.

su muerte. Nadie puede negar que en la normativa, que reguló los procesos de beatificación y canonización, establecida por la Santa Congregación de Ritos, creada en 1587, estuvo presente no solo la reputación del aspirante a santo o santa sino la reputación de quienes postulaban la canonización². Como ha escrito Miguel Gotor³, Sixto V creó la Congregación de Ritos para gestionar, de manera más racional, la presión de la opinión pública a favor de un determinado candidato o candidata. En el nacimiento de la Congregación, fue fundamental la necesidad expresada por el gran duque de Toscana de frenar la obstinación de los dominicos en promover a los altares a Girolamo Savonarola, en 1583. El arzobispo de Florencia, Alejandro de Médicis, presionó al papa para reconducir el procedimiento de la causa propuesta de beatificación de Savonarola poniendo la misma bajo el control severo pontificio. La primera medida de control fue garantizar que fuese la multiplicidad de declaraciones de testigos individuales la que demostrara la justificación de los méritos del aspirante. No podía ser la difusa demanda popular lo que justificara la beatificación o canonización. Había que poner de relieve que la santidad no es una condición inmanente sino adquirida y asignada por quien tuviera legitimidad para ello: la Iglesia. El primer santo español refrendado por la jerarquía eclesiástica, según la nueva normativa, fue fray Diego de Alcalá, promovido por el rey Felipe II, en tanto que este fraile franciscano, muerto en 1463, había sido el presunto responsable del milagro de la curación del príncipe don Carlos tras su accidente en 1562.

Teresa de Jesús murió en Alba de Tormes en octubre de 1582. Los primeros pasos hacia el proceso de beatificación los dio el obispo de Salamanca, Jerónimo Manrique, en octubre de 1591, nueve años después de la muerte de Teresa. Con Manrique empezaría la fase propiamente informativa. La razón la precisaba el propio obispo⁴:

Que cuanto en la villa de Alba de esta diócesis está el cuerpo de la Madre Teresa de Jesús, primera fundadora de la dicha Orden, el cual por razón de no haberse corrompido y por otras cosas que Dios Nuestro Señor ha obrado maravillas en él, y que mientras vivió en esta vida la dicha Madre Teresa hizo santa y ejemplar

2 Las fuentes para el estudio en los procesos de beatificación y canonización de Santa Teresa de Jesús son la edición de los procesos que hizo el padre Silverio de Santa Teresa (Silverio de Santa Teresa, *Procesos de beatificación y canonización de Santa Teresa de Jesús*, Burgos, Tipografía de El Monte Carmelo, 1934-1935) y más recientemente la edición crítica de los procesos de beatificación que ha hecho Tomás Sobrino Chomón (Tomás Sobrino Chomón, *Procesos para la beatificación de la madre Teresa de Jesús: edición crítica*, Ávila, Ediciones de la Institución «Gran Duque de Alba» de la Excma. Diputación Provincial de Ávila, 2008).

3 Miguel Gotor, *I beati del Papa: santità, Inquisizione e obbedienza in età moderna*, Firenze, Olschki, 2002.

4 Silverio de Santa Teresa, *Procesos de beatificación y canonización de Santa Teresa de Jesús*, op. cit., p. VIII-X y p. 1-2.

vida, es *reputado* y tenido, dentro y fuera de su Religión, por cuerpo santo, y con él hay particular devoción.

Como se ve la palabra *reputado* aparecía ya en el primer texto inicial de la causa. El contexto en el que se sitúa la propuesta de beatificación de Teresa se inserta en el marco de la gran ofensiva protestante europea. En 1581 había escrito Guillermo de Orange su *Apología*, crítica feroz de Felipe II, al que, por primera vez, públicamente, se señala con el dedo como presunto autor de la muerte de su hijo don Carlos y de Isabel de Valois. Guillermo sería asesinado en 1584. Inglaterra estimuló y manipuló la revuelta flamenca. Las descalificaciones británicas alcanzaron su cénit tras el fracaso de la Armada Invencible en 1588. Los panfletos británicos denunciaron la incompetencia española, la ridiculez, la degeneración de la monarquía hispánica como «sumidero y charco enfangado y asqueroso de la gente más abominable, infecta y abyecta»,⁵ cimentando una imagen negativa de Felipe II. La Armada se planteó como guerra religiosa. En la expedición española viajaron ciento ochenta dominicos. Numerosos católicos fueron ejecutados en Inglaterra en aquel momento: Anthony Babington, Edmund Campion, William Perry, y tantos otros. Tampoco se queda detrás la Francia protestante en sus denuestos contra los españoles.

La promoción de Teresa de Ávila como baluarte del denostado catolicismo, barrera defensiva, frente al aluvión de impropiedades y acusaciones pintorescas contra la monarquía y la religión católica pareció, en esa situación, necesaria. Desde el principio se contó con la cobertura económica de apoyo del cuarto duque de Alba, don Fadrique Álvarez de Toledo, que, fascinado por la fundadora del Carmelo descalzo, le aportó un donativo de catorce mil ducados de oro⁶.

Las exigencias políticas eran patentes. Pero el momento ofrecía dificultades por parte de la propia institución eclesiástica. Teresa había vivido los últimos años de su vida agobiada por las resistencias que se había encontrado en sus fundaciones andaluzas por el giro de la Orden carmelita con la Contrarreforma de Nicolás Doria y la confrontación de este con Jerónimo Gracián. La religión, por otra parte, se mezclaba con la política. Era muy reciente el caso de la monja María de la Visitación de Lisboa que tuvo múltiples visiones basadas en la figura de Cristo con éxtasis, levitaciones y estigmas de todo tipo. Fue elegida priora del monasterio de la Anunciada de Lisboa, con treinta y dos años, y apoyada por fray Luis de Granada y los espirituales de su tiempo. Se posicionó políticamente en contra de la legitimidad de Felipe II para aspirar al trono de Portugal lo que le

5 Robert Hutchinson, *La Armada Invencible*, Barcelona, Pasado y Presente, 2013; Ricardo García Cárcel, *La leyenda negra*, Madrid, Alianza, 1992.

6 Rosa M^a Alabrús y Ricardo García Cárcel, *Teresa de Jesús. La construcción de la santidad femenina*, Madrid, Cátedra, 2015, p. 116.

costó caer en desgracia, ser procesada por la Inquisición en 1588 y condenada a cárcel perpetua⁷.

Si la monja María de la Visitación fue víctima de la unión con Portugal, la célebre profetisa Lucrecia de León lo sería de la amarga experiencia de la invasión de Inglaterra. Lucrecia fue acusada por la Inquisición en 1590 de ilusa, «falsa, madre de profetas y de invocar y pactar con el diablo». En su detención influyó, decisivamente, la debilidad de la monarquía y el ambiente de desilusión y desengaño producidos por la derrota de la Armada Invencible, y el hecho de que Antonio Pérez, ex secretario real, escapara de prisión con la ayuda de un seguidor de Lucrecia, el franciscano Lucas Allende, el cual transcribió los cuatrocientos sueños de esta visionaria por encargo del confesor de la misma, el canónigo Alonso de Mendoza. Lucrecia fue procesada así como sus mentores⁸.

154

Por aquel entonces, la ofensiva contra el alumbradismo femenino, a raíz de los procesos de Llerena estaba en plena efervescencia. Entre agosto de 1589 y marzo de 1591 el dominico Alonso de la Fuente escribió cinco memoriales con acusaciones a la obra de Teresa, que serían refrendadas, de 1591 a 1598, por los también dominicos Juan de Orellana, Juan Lorenzana (guía espiritual que fue de Rosa de Lima) y Francisco de Pisa, deán de la catedral de Toledo y calificador inquisitorial⁹.

En los textos acusatorios, se denunciaba que el libro de *La vida* de Teresa, publicado por fray Luis de León, en Salamanca, en 1588, tenía «ramalazos de otras sectas, especialmente de los herejes estáticos, alumbrados y dexados». La peligrosidad radicaba en que «la scriptura deste libro, aunque está en romance y letra grande, scripta principalmente para mujeres, tiene la ponzoña de la herejía tan secreta y tan oculta». Afirmaba que los examinadores «no entendieron el sueño herético que hay en ella». De los acusadores, Lorenzana fue el único que trató directamente a Teresa y habló con ella de la oración y de los raptos y arrobos del alma.

Las atribuciones que los dominicos, antes señalados, hicieron a la obra de Teresa de Jesús, incidieron sobre todo en su supuesta vinculación al alumbradismo. Consideraron que Teresa copiaba la doctrina de Taulero respecto a la unión con Dios¹⁰:

7 Alison Weber, *María de San José: Saint Teresa's Difficult Daughter*, en C. Wilson (coord.), *The Heirs of St. Teresa of Avila: Defenders and Disseminators of the Founding Mother's Legacy*, Washington, ICS Publications, 2006, p. 1-20.

8 Richard Kagan, *Los sueños de Lucrecia. Política y profecía en la España del siglo XVI*, Madrid, Ed. Nerea, 1992.

9 Archivo Histórico Nacional [A.H.N.], Inquisición, leg. 2072, leg. 2706 y leg. 3081.

10 A.H.N., Inquisición, *Memorial de Alonso de la Fuente*, leg. 2072; Enrique Llamas Martínez, *Santa Teresa de Jesús y la Inquisición española*, Madrid, CSIC, Instituto «Francisco Suárez», Biblioteca Teológica Hispana, 1972, Serie 1ª, VI, p. 403-404.

Presupone esta doctrina [la de Teresa] que el fin y perfección de la vida cristiana es unirse el alma con Dios y esto se entiende, cuando el alma esencialmente y sin medio alguno de imagen, o de accidente, ni operación de parte de la criatura, se junta con la real presencia de Dios que está en el centro y fondón del alma, que es la esencia pura y espíritu puro de ella y una porción distinta de las dos que ponen los filósofos, donde no hay acción ni operación de las potencias del alma, ni de alguna otra criatura, sino un silencio perpetuo, donde solo Dios obra, y se descubre y comunica al alma y la da a sentir su presencia, y finalmente la descubre en esta vida las riquezas de su reino y su divina esencia. Y en esta unión se incluye todo el bien y aprovechamiento de la criatura, conviene a saber: la justificación, la gracia, la perfección cristiana y el bien obrar, la mortificación y penitencia, la oración y la contemplación y el estado perfecto.

Se le achaca la participación en las creencias alumbradas:

Y el que ha llegado allí lo tiene todo y está en gracia de Dios. Y no hay otra gracia en esta doctrina, si no es la dicha comunicación presencial con Dios que se consigue en la dicha unión y se hace en el dicho fondo del alma. Y el que va caminando allí por los pasos y reglas que aquí se ponen, va bien caminando; y los que ignoran este misterio, según esta doctrina, son bárbaros, ciegos e ignorantes en las cosas del espíritu, y están en estado de condenación. La qual doctrina es herética y manifiesta secta y nuevo dogma, compuesto de muchas sectas y lo que de secreto se enseña en España y la misma que se descubrió en Extremadura. Y este concepto, con sus misterios, se va declarando en los libros de Teresa de Jesús.

Se le reprocha el presunto desprecio a la oración vocal y la prioridad otorgada a la oración mental que Teresa hace diciendo que «Dios no es sordo, que tenga necesidad de nuestras voces vocales y que no hay más oración que la mental que es lo que los ángeles tienen en el cielo»¹¹.

Se le acusa de confusión mental diciendo que, en veinte años, no fue capaz de hallar un confesor que la entendiera¹²:

En cuanto dice que 20 años no halló quien la entendiese, háceme grave sospecha que su espíritu era peregrino y diferente del espíritu de Dios, con quien la Iglesia y sus ministros se entienden. Y en cuanto dice que los sabios no la entienden confirma la sospecha del mal espíritu.

¹¹ *Ibid.*, p. 317-319.

¹² *Ibid.*, p. 400; A.H.N., Inquisición, leg. 2072.

Se reivindica discreción y capacidad de discernimiento¹³:

En suma abre la puerta para que la gente que trate de espíritu procure indiscretamente revelaciones, visiones y milagros sin necesidad, de donde se da ocasión de caer en ilusiones de Satanás que se transfiguran en ángel de luz porque no todos tienen la discreción que se requiere para discernir si son de parte de Dios o no, de que habla el apóstol san Pablo.

Se aducen argumentaciones netamente misóginas¹⁴:

Venir hombres doctos a aprender de una mujer y reconocerla por cabeza en negocios de oración y doctrina espiritual, como se colige de muchos lugares de este libro, es argumento de la novedad de esta doctrina, en que esta mujer era sabia y del poco seso de los hombres doctos que se le subjectaron; porque en la doctrina antigua de la Iglesia más sabían estos hombres doctos y graduados, que no una mujer.

156

Frente a la universalidad teresiana se defiende una jerarquía de situaciones receptivas de la gracia. Se la censura por pretender «engolosinar las almas sin distinguir estados ni personas». Lorenzana la llega a comparar con Piedrola, el cómplice de la profetisa Lucrecia de León, y fustiga su presunto desprecio de los teólogos¹⁵:

Y con semejante razón se defendía el falso profeta Piedrola, diciendo que por el don de profecía que tenía, ni estaba sujeto a teólogos ni al confesor en esto, ni a los señores inquisidores, ni al Papa. Y aún la misma Teresa debió de estar de este parecer, que si no era teniendo experiencia de la oración, devoción y arrobos, que no podía un teólogo dar bien su parecer.

Por último, se insiste en la intervención del demonio: «Lo que ha escrito la madre Teresa es fruto de la intervención diabólica». Cuando Teresa alega que es «una fuerza irresistible de Dios, que se apodera del alma, suspendidos los sentidos, no es el espíritu de Dios el que actúa y produce estos raptos, sino el demonio». Al demonio se le atribuye la vertiente erótico-carnal de los alumbrados¹⁶:

Y desta manera les inspiraba el demonio dos mil desatinos y los ponían por obra, tanto que hubo alumbrado que tuvo inspiración de desnudarse en cueros

13 *Ibid.*, p. 486-487; A.H.N., Inquisición, leg. 3081.

14 *Ibid.*, p. 422; A.H.N., Inquisición, leg. 2706.

15 *Ibid.*, p. 449; A.H.N., Inquisición, leg. 2706.

16 *Ibid.*, p. 316.

y fuese por las calles haciendo penitencia pública y lo puso por obra, que fue un escándalo y risa de aquella república.

Contra la ofensiva dominicana, Teresa fue defendida (entre 1589-91) por un *Memorial* anónimo (posiblemente del padre Diego de Yepes de la Orden de San Jerónimo) y algunos textos del padre Martínez de Muro, del propio fray Luis de León y del agustino Antonio de Quevedo. Todos ellos destacaron las influencias perfectamente ortodoxas en Teresa de Jesús, de San Agustín, Hugo de Balma y Juan Gerson.

A finales de los ochenta del siglo XVI, con la obra de Teresa como objeto de análisis, comenzaría la gran disputa sobre el alumbradismo y sus límites, con especial atención hacia la religiosidad femenina. El fenómeno de la ilusión –de lo que se creía o deseaba ver– y la superstición se mezclarían y la Iglesia tuvo que llevar a cabo un extraordinario esfuerzo de discernimiento para deslindar realidad e imaginario, fe y picaresca, racionalidad y sentimentalismo, autonomía espiritual y dependencia del confesor. Los viejos síntomas del alumbradismo (abandono sin límites, entrega absoluta a Dios, dejamiento) que se vinculaban con el miedo al luteranismo, progresivamente, se fueron cargando de nuevas connotaciones que Julio Caro Baroja calificó de «bohemia religiosa»¹⁷.

Pese a todas las reticencias, el rey Felipe II se posicionó, en 1595, a favor de la causa de beatificación. Lo pediría formalmente al nuncio Camilo Caetano subrayando la ejemplaridad pública de Teresa¹⁸:

Entre los muchos y grandes beneficios que estos reynos de España han recibido y reciben cada día de la mano de Dios, es uno la gran devoción y reverencia que los naturales dellos tienen a los santos y a las reliquias y continuando su Divina Majestad sus favores, se ha servido de los dar en estos tiempos a unos varones y mujeres que inspirados y alumbrados con su gracia han alcanzado tanta perfección de virtudes y santidad de vida que los poderes tenían por indicios de que es en ello muy servido [...]. Entre los cuales fue Teresa de Jesús, natural de la ciudad de Ávila, hija de padres nobles y muy cristianos. Fue tan poderosa con su trabajo y prudencia y vida exemplar que conformó aquella Orden y relajó a los frailes y monjas della a la primitiva regla de San Alberto [...]. Gran fundadora [...]. Este cuerpo sin ninguna corrupción habiendo más de catorce años que murió y con grandes testimonios admirables de santidad en su vida.

17 Julio Caro Baroja, *Las formas complejas de la vida religiosa: religión, sociedad y carácter en la España de los siglos XVI y XVII*, Madrid, Akal, 1978, p. 465-466.

18 Archivio Segreto Vaticano [ASV], Congregazioni Ritti Processus, 3156.

En mayo de 1595 el nuncio en Madrid encomendó el proceso al arcediano Pedro de Tablares y le envió el interrogatorio de diez preguntas que incidían en los siguientes puntos:

- Si conocían a la madre Teresa; quiénes eran sus padres, si fue bautizada, cuándo fue profesa y si fue de buena vida y ejemplo.
- Si tuvo particulares favores de Dios y los dones y gracias recibidas.
- Si vivió con humildad y sencillez, paciencia, penitencia, pobreza y obediencia y si su vida fue ejemplarísima.
- Si sufrió grandes trabajos y persecuciones.
- Información sobre su muerte y el estado de su cuerpo.
- Si había habido milagros ulteriores a su muerte.

La causa se comenzó en Ávila en julio de 1595 y siguió en Toledo, Madrid, Salamanca, Zaragoza y hasta un total de dieciséis diócesis¹⁹. Tales informaciones se enviaron a Roma dos años después, acompañadas de cartas postulatorias de la canonización. La primera, la de Felipe II, al propio papa Clemente VIII. Los primeros declarantes en esta etapa informativa, fueron el jesuita González Dávila, los dominicos fray Juan de Montalvo y Diego de Yanguas, ocho monjas del convento de San José, el capellán de este convento, Julián de Ávila, el médico Luis Vázquez, la priora del convento de la Encarnación y la duquesa de Alba, María de Toledo. En el testimonio admirativo de la duquesa de Alba destacó su pronunciamiento respecto a la limpieza de sangre de Teresa: «que a sus padres y parientes los tiene por gente honrada y de limpia sangre, naturales de Ávila» y la vinculación que hace de la muerte de Teresa y la anexión de Portugal.

158

De 1604 a 1607 se desarrolló el proceso remisorial *in genere* con una fase informativa ante el obispo de Ávila, que reincide en los mismos términos que el anterior, pero insistiendo en «si fue hija de padres nobles» y si sus reliquias «son veneradas comúnmente del pueblo con grande y particular devoción, como persona santa y que, comúnmente, es llamada con renombre de santa». Declararon dos jerarquías de la catedral de Ávila, dos dominicos, dos jesuitas, un franciscano, dos clérigos seculares y un canónigo, más dos autoridades municipales y el noble hijo de Guiomar de Ulloa.

En 1607 se iniciaría la etapa romana del proceso con el llamado remisorial *in especie*, con un cuestionario de ciento diecisiete preguntas al que seguirá, en 1610, el proceso «compulsorial» de la beatificación, que se desarrolló entre 1610 y 1611²⁰. En esta etapa hubo muchas declaraciones de testigos,

¹⁹ Tomás Sobrino Chomón, *Procesos para la beatificación de la madre Teresa de Jesús*, op. cit., p. 29-31.

²⁰ Silverio de Santa Teresa, *Procesos de beatificación y canonización de Santa Teresa de Jesús*, op. cit., p. 131-162; Rosa M^a Alabrús y Ricardo García Cárceles, *Teresa de Jesús. La construcción de la santidad femenina*, op. cit., p. 117-129.

pertenecientes al clero, con monjas de Santa Ana y de la Encarnación, cuatro jesuitas, tres dominicos y muchos miembros del clero secular. Llama la atención el peso extraordinario que, en este momento, tendrían las declaraciones de personas procedentes del conjunto de la sociedad como notarios, regidores, boticarios y todas las profesiones implicadas. Se incrementaba así la intervención de la sociedad global más allá del propio clero.

Paulo V beatificaría a Teresa el 24 de abril de 1614. El proceso de canonización culminaría el 12 de marzo de 1622, siendo papa, Gregorio V. En enero de 1615, Luis XIII de Francia y su esposa Ana de Austria escribieron al sumo pontífice para apoyar la canonización, como lo hicieron Lerma y Olivares²¹. La red de declarantes y de testimonios de apoyo fue impresionante. Nobles de alta alcurnia, como la ya citada duquesa de Alba, Diego de Silva y Mendoza (duque de Francavilla), la duquesa de Gandía (doña Juana de Velasco), Juan Hurtado de Mendoza (duque del Infantado), Pedro Lasso de la Vega (conde de Arcos), Antonio de Quiñones (conde de Luna), el duque de Sessa, etc., se pronunciaron con múltiples cartas avaladoras. Se manifestaron públicamente, a favor de la causa, los integrantes del aparato administrativo de los Consejos (el presidente del Consejo Real, Pedro Manso; Juan Idiáquez, presidente del Consejo de Órdenes; miembros de la administración del Consejo Real, como los licenciados Gaspar Vallejo, Bartolomé Vázquez, Francisco Méndez de Puebla, etc.). De las Órdenes religiosas, las que más se significaron fueron la de los jesuitas (declararon Ribera, Enríquez, Pérez de Nuevos, Suárez, Rodríguez y Possevino) y la de los agustinos (Basilio Ponce de León, Juan de Miranda, Cristóbal de Santolís y Antonio de Molina). Entre los carmelitas, aparte de las monjas, que constituyen el ejército masivo de declarantes, se constata la presencia de algunos carmelitas calzados que declararon a favor (Hermenegildo de Medina, Ángel de Salazar y Pedro Cornejo). La Universidad de Salamanca fue la que más se significó en el apoyo a la canonización de Teresa, como demuestran los testimonios de Domingo Báñez, Agustín Antolínez, Juan Alfonso de Curiel y otros muchos catedráticos de esta universidad.

En el proceso de canonización se insistió, reiteradamente, en la reputación de la santa sobre lo que había absoluto consenso: «Es tan grande la fama que en estos reinos hay de sus excelentes y heroicas obras que solo ello basta [...] en esta postrera edad en la que la malicia y pecados del mundo parece que son mayores», con lo que el ejemplo de Teresa alcanza una extraordinaria dimensión.

21 Alessandra Anselmi, *Roma celebra la monarchia spagnola: il teatro per la canonizzazione di Isidoro Agricola, Ignazio di Loyola, Francesco Saverio, Teresa di Gesù e Filippo Neri (1622)*, en José Luis Colomer (coord.), *Arte y diplomacia de la monarquía hispánica en el siglo XVII*, Madrid, Fernando Villaverde, 2003, p. 221-230.

Si en la beatificación se perciben algunas matizaciones discrepantes respecto a la reforma de su orden emprendida por Teresa de Ávila, entre carmelitas calzados y descalzos, en la canonización, el consenso social parece pleno a favor de la memoria de Teresa como santa en vida. Se habla de las fundaciones y sobre los milagros efectuados antes y después de su muerte²².

Hoy sabemos que, de 1602 a 1622, la Iglesia relajó su control de las beatificaciones y de las canonizaciones. Los papas Paulo V y Gregorio XV fueron, por otra parte, netamente prohispanos. La presión de las propias Órdenes religiosas (en el caso de Teresa contó mucho la Compañía de Jesús) y de la Corona se conjugaron para conseguir una canonización rápida que significaba mucho para la reputación de la monarquía española de los Habsburgo.

Al mismo tiempo que se santificó a Teresa se canonizó a dos jesuitas, como Ignacio de Loyola y Francisco Javier, aparte de Isidoro Labrador, el patrón de Madrid y Felipe Neri. Era un momento en que la Compañía intentaba superar su imagen romanista y encontrar una vía de conexión con la corona que marcó bien el padre Ribadeneyra. La canonización de Teresa venía muy bien a la imagen de los jesuitas. La primera biografía editada de Santa Teresa fue la del jesuita Ribera²³. A la monarquía, tanto de Felipe II como de Felipe III, le interesó jugar fuerte la baza a la promoción a los altares de Teresa. El proyecto fundacional de ésta se había extendido a Francia, a través de sus compañeras, Ana de San Bartolomé, Ana de Jesús e Isabel de los Ángeles.

Las cosas cambiarían tras la canonización de Teresa. Las facilidades para la promoción de las canonizaciones se restringieron por parte de la Iglesia. Entre los canonizados ibéricos, en el siglo XVII, predominaron claramente los antiguos o medievales: dos del siglo XII, tres del siglo XIII, uno del siglo XIV y dos del siglo XV.

Después de Teresa de Jesús, tan solo hubo seis canonizaciones de religiosos a lo largo del siglo del Barroco: Tomás de Villanueva (1658), Pedro de Alcántara (1660), Francisco de Borja (1671), Pascual Baylón (1690), Juan de Dios (1690) y Luis Beltrán (1691)²⁴. Ninguna mujer. Y es que a partir de la santificación de Teresa se desataron mayores prevenciones hacia la religiosidad femenina. La institución eclesiástica asumió el carisma excepcional de la madre Teresa pero se negaba a normalizar el fenómeno visionario místico. Su carisma se mantuvo como una excepción irreplicable. Se impuso el criterio de que solo

²² Silverio de Santa Teresa, *Procesos de beatificación y canonización de Santa Teresa de Jesús*, *op. cit.*, p. 1-120.

²³ Francisco de Ribera, *La vida de la madre Teresa de Jesús, fundadora de las Descalças y Descalços carmelitas*, Salamanca, Pedro Lasso, 1590.

²⁴ Rosa M^a Alabrús y Ricardo García Cárcel, *Teresa de Jesús. La construcción de la santidad femenina*, *op. cit.*, p. 23-28.

la Iglesia tenía la capacidad de discernimiento entre la realidad y el imaginario, entre la verdad y la impostura.

La monarquía española, mientras tanto, entraría en una etapa tal de decadencia, especialmente después de la Paz de Westfalia, que ya hacía inútil el capital hagiográfico. El encallamiento de procesos subsiguientes, como el de Hipólita de Rocabertí, demuestra que la capacidad de presión de la corona española sobre el papado, era ya escasa. La pobre reputación de la monarquía impedía, en definitiva, la capacidad de influencia de ésta sobre la santa sede romana.

TROISIÈME PARTIE

**Une réputation au regard
de l'Europe**

PIERRE FAVRE, UNE RÉPUTATION EUROPÉENNE.
HOMME DE MISSIONS, HOMME D'ÉCRITURE

Annie Molinié

Sorbonne Université, CLEA

Au moment d'écrire pour Araceli Guillaume-Alonso, j'ai choisi d'évoquer la figure de Pierre Favre, un jésuite longtemps inconnu de la communauté universitaire et principalement des hispanistes français, en dehors de Marcel Bataillon¹, qui avait choisi de l'appeler Lefèvre, et du cercle des jésuites : je pense à Michel de Certeau² et à Dominique Bertrand³ qui ont donné à lire de remarquables études et méditations sur le *Mémorial* – les confessions en quelque sorte de Pierre Favre –, son journal spirituel. Plus de quarante années, rappelons-le, séparent leurs textes inspirés et tellement suggestifs, publiés respectivement en 1960 et 2007. En 1991, Jean Lacouture, dans le premier volume (*Les Conquérants*) de sa multibiographie intitulée *Jésuites*⁴ et, en 2002, François Dosse, dans *Michel de Certeau, le marcheur blessé*, faisaient également une large place à Pierre Favre.

Il est sans conteste le moins célèbre des trois jésuites dont on fêta le jubilé en 2006. La réputation européenne de ce jésuite mérite d'être pourtant revisitée, principalement à la lumière de sa correspondance rassemblée dans la collection des *Monumenta Historica Societatis Jesu, Fabri Monumenta*⁵ et dans le célèbre *Mémorial*. Moins connu aujourd'hui qu'Ignace ou François-Xavier, ce fut pourtant l'un des tout premiers compagnons d'Ignace de Loyola à Paris.

Un compagnon fondateur, le seul prêtre des premiers compagnons de Paris, un jésuite qui n'est pas espagnol, qui n'est pas d'origine juive. En l'absence d'Ignace, il « gouvernera » la Compagnie, à la demande de ce dernier, par exemple lorsqu'Ignace retournera en Espagne. Le premier biographe de Pierre Favre

1 Marcel Bataillon, *Érasme et l'Espagne*, Paris, Droz, 1937 et *Les jésuites dans l'Espagne du xvi^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 2009. Petrus Faber, dans les documents en latin.

2 Pierre Favre, *Mémorial*, traduit et commenté par Michel de Certeau, Paris, Desclée de Brouwer, 1960.

3 Dominique Bertrand, *Pierre Favre, un portrait*, Bruxelles, Lessius, 2007.

4 Jean Lacouture, *Jésuites, une multibiographie*, Paris, Éditions du Seuil, t. 1, 1991.

5 *Monumenta Historica Societatis Jesu, Fabri Monumenta*, Madrid, Gabriel López, 1914, vol. 26.

fut le père Pedro de Rivadeneira dans la *Vida del Padre Ignacio de Loyola*⁶. Au XVII^e siècle, il y eut une traduction française, *La vie du R. P. Pierre Le Fevre, premier compagnon du B. P. Ignace de Loyola, fondateur de la Compagnie de Jésus. Composée en Latin par le P. Orlandini de la mesme Compagnie. Et mise en François par un autre Pere d'icelle* (Bordeaux, S. Millanges, 1618, in 8°). Béatifié par Pie IX le 5 septembre 1872, il ne sera canonisé que le 17 décembre 2013 par le pape François. Le pape François avait déclaré lors d'un entretien, avoir été marqué par Pierre Favre, qui fut pour lui « un modèle de vie ». On rappelle dans cette interview publiée par *Études*⁷, qu'il avait confié, à Buenos Aires, l'édition espagnole du *Memorial* à deux jésuites spécialistes Miguel A. Fiorito et Jaime H. Amadeo.

Cet intérêt pour la Compagnie de Jésus et son histoire en Espagne et en Amérique, nous l'avons partagé avec Araceli Guillaume bien au-delà de simples enjeux universitaires et c'est tout naturellement que ma contribution portera sur un thème qui lui est cher. Les jésuites, comme le déclarait Marcel Bataillon à la fin du cours qu'il donnait en 1945-1946 au Collège de France, sont un sujet inépuisable !

La réputation européenne de Pierre Favre frappe d'emblée, une réputation liée à l'expansion internationale de la Compagnie et à son universalité. On associe traditionnellement Pierre Favre à l'Europe et François-Xavier à l'Asie. Il va parcourir ces territoires européens – l'Europe du Nord en somme – secoués par des crises politiques et religieuses et assister à la fracture de la chrétienté. C'est en effet le temps d'Érasme et de Luther, de Calvin qu'il avait peut-être rencontré sur la Montagne, de Melanchton, de Luis Vives et autres, de la catholique Espagne d'avant le Concile de Trente où l'Inquisition est déjà une redoutable machine qui pourchasse les réformés et réformateurs, et qui instruira plusieurs procès contre Ignace. C'est aussi l'époque où la Rhénanie est « gagnée par le protestantisme » ; c'est le temps des Réformes et le temps des Confessions, cela en écho aux beaux titres de Pierre Chaunu et de Marc Vénard.

« Il était lui-même l'image de cet Empire dont les deux moitiés à peine réunies, se détachaient déjà. Il mesurait la profondeur du schisme, par une expérience qui lui en faisait saisir le côté religieux, c'est-à-dire absolu »⁸. Il fut ainsi exposé comme tous les voyageurs du temps, comme le « Pèlerin » lui-même – à pied ou à dos de mulet, comme c'était l'usage au XVI^e siècle, avec pour bagage son

6 Pedro de Rivadeneira, *Vida del bienaventurado Padre Ignacio de Loyola*, Madrid, BAE, Voir le chapitre XI « De la muerte del padre Pedro Fabro », Madrid, Imprenta y Fundación Tello, 1880, p. 64-65.

7 « Interview du pape François aux revues culturelles jésuites », réalisée par Antonio Spadaro, octobre 2013 : http://newsletter.revues-etudes.com/TU_Septembre_2013/TU10-13.pdf (dernière consultation le 13 février 2018).

8 Pierre Favre, *Mémorial*, op. cit., p. 44.

bréviaire et quelques livres –, aux multiples dangers des routes peu sûres en raison des guerres, des hérétiques, des épidémies récurrentes, en particulier la peste, des intempéries et des brigands, voire des agents de l’Inquisition. Au cours de ces pérégrinations, ce jésuite itinérant souffrait, confiait-il dans le *Mémorial*, « du constant arrachement qu’impliquaient tant de voyages » et de missions⁹.

COMMENCEMENTS

Pierre Favre, le Savoyard, est né le 13 avril 1506 au Villaret, un village de la vallée du Grand Bornand, dans le duché de Savoie. Fils de paysan, il gardait le troupeau de moutons de son père. Ayant manifesté un grand désir d’étudier, il fut confié à un grand oncle chartreux, dom Mamert. Les chartreux, on le sait, vont jouer un rôle dans la vie de Pierre Favre, on pense en particulier à la chartreuse Vauvert, près de Paris et aux chartreux de Cologne et de Mayence.

En 1542, il écrit ainsi dans le *Mémorial* :

Vers l’âge de dix ans, je me mis à désirer étudier mais comme j’étais berger et que mes parents me destinaient au monde, chaque fois que je prenais mon repos, je pleurais du désir d’aller à l’école. Ainsi, malgré eux, mes parents durent m’y envoyer¹⁰.

Il reçut alors une solide formation avec le maître de latin Pierre Velliard à la Roche, un village du diocèse de Genève. Mais ce qui va être déterminant pour Pierre Favre, c’est son départ pour Paris en 1525, à 19 ans, et son entrée au collège Sainte-Barbe, dirigé alors par Diogo de Gouveia, agent du roi de Portugal Jean III. Ce prestigieux collège comptait alors plus de deux cents personnes, dont cinquante boursiers portugais. Le futur jésuite y est admis comme *porcionista* (portionniste), c’est-à-dire comme hôte payant, en même temps que François-Xavier lui-même camériste / portionniste qui partage sa chambre avec deux compagnons. Ignace devait entrer à Sainte-Barbe quatre ans plus tard. Ce dernier partagera le logis du régent Juan de la Peña et de François-Xavier. Pierre Favre s’en souvient :

Cette année-là, Inigo entra au collège de Sainte-Barbe, dans la même chambrée que nous, avec l’intention de suivre le cours des arts à la Saint Rémi suivante (c’est-à-dire le premier octobre), et c’est notre régent qui devait se charger de ce cours. Que soit à jamais bénie cette rencontre, ménagée par la souveraine Providence pour mon bien et mon salut : car après qu’elle eut elle-même disposé

9 Les citations en français du *Mémorial* sont celles de la traduction de Michel de Certeau. L’orthographe pour *Mémorial* est également celle de ladite traduction.

10 Pierre Favre, *Mémorial*, *op. cit.*, p.107.

que j'instruirais ce saint homme, il s'ensuivit pour moi des relations d'abord superficielles, puis intimes avec lui, et ensuite une vie en commun où nous avions, à deux, la même chambrée, la même table et la même bourse¹¹.

Un fait de civilisation retient l'attention de l'historien. Pierre Favre, dans le *Mémorial*, invoque très souvent le saint du jour ou bien les fêtes de l'année liturgique, comme la Visitation ou bien « le jour des Âmes », la fête des Rois ; citons encore, « Au jour où l'on fête la Dédicace de Sainte-Marie de la Portioncule, solennité de Notre-Dame des Anges [...] » ; c'est une pratique répandue en Espagne au XVI^e siècle que l'on retrouve dans les registres paroissiaux, par exemple sous la plume des curés de paroisses dans les actes de baptême. Ces saints locaux accompagnent son apostolat et son écriture à partir du 19 novembre 1541 « jour de Sainte Elisabeth, reine de Hongrie », jusqu'au 20 janvier 1546, le « jour des saints Fabien et Sébastien ». On pourrait multiplier les exemples. On a, en effet, le désir insatisfait de citer ici des pages entières du *Mémorial* ! Texte ô combien difficile mais d'une absolue force et richesse. On se souvient de la phrase de Montaigne, adressée dans la « Préface au Lecteur » des *Essais* (1580) – « Ainsi, Lecteur je suis moy-mesme la matière de mon livre. Je veux qu'on m'y voye en ma façon simple, naturelle et ordinaire, sans estude et artifice » – qui pourrait peut-être s'appliquer partiellement, très partiellement, à Pierre Favre. Et pourtant le *Mémorial*, c'est infiniment plus que cela, c'est un journal spirituel, une expérience mystique, « l'écriture de soi » qui ne s'adresse à aucun lecteur en 1542. Ce beau texte écrit quotidiennement a pour fin de faire mémoire, de permettre à son auteur de se ressouvenir ; il « veut écrire, pour s'en souvenir, certaines grâces du Seigneur [...] en vue de la contemplation, du discernement ou de l'action ou pour toute autre manière de progresser spirituellement ».

En 1529, il obtient les grades de bachelier ès arts, puis, en 1530, il prépare une licence sous la direction du maître Juan de la Peña, un autre Espagnol (originaire du diocèse de Sigüenza) qui enseigne la philosophie, la grammaire et la logique. Philippe Lécrivain évoque, dans *Paris au temps d'Ignace de Loyola (1528-1535)*¹² les « compagnons en théologie » et les quatre écoles de théologie qui composent alors la Faculté de théologie de Paris.

Pierre Favre fut le premier compagnon à faire les *Exercices* avant d'être ordonné prêtre le 30 mai 1534. Il devint ensuite maître ès arts en octobre 1536. Il a alors trente ans et le maître Diogo Gouveia disait de lui, dans une lettre adressée au roi Jean III de Portugal – où il lui recommande des jésuites comme évangélistes possibles pour l'Inde, des gens lettrés et exemplaires « capables de convertir toute

11 *Ibid.*, p. 111-112.

12 Philippe Lécrivain, *Paris au temps d'Ignace de Loyola (1528-1535)*, Paris, Éditions des facultés jésuites de Paris, 2006.

l'Inde » – : « Le principal d'entre eux est Maître Pedro Fabro, un homme *docto* e de *muy grande vida* et un autre, Iñigo, le Castillan ». L'on voit déjà le grand rayonnement qu'il exerce et la bonne réputation dont il jouit, puisque Juan de la Peña le recommande d'emblée au roi Jean III et le désigne aussi comme répétiteur de latin d'Ignace à Paris. À partir de ce moment-là, on observe que la vie de Pierre Favre et sa formation universitaire et spirituelle sont liées pour toujours à celles d'Ignace. Ignace, en effet, va entrer à Sainte-Barbe, mais surtout dans la destinée de Pierre Favre. Ce sont les premiers compagnons avec François-Xavier à Paris, « sans l'amitié desquels rien n'eût été possible ». Ils vivent à Paris ce « printemps de l'humanisme » et sont désormais « amis dans le Seigneur » et prêts pour la mission au service du pape, et pour transmettre une expérience de Dieu.

PIERRE FAVRE, HOMME DE MISSIONS

Pierre Favre, comme tous les premiers compagnons, est itinérant, mobile, conformément au quatrième vœu des jésuites : s'offrir au pape pour la mission. Ces missions apostoliques, qui conduiront certains compagnons jusqu'aux extrémités de la terre, dépendaient en effet du pape. À défaut de s'embarquer pour la Palestine, pour Jérusalem – le but, au XVI^e siècle, de nombreux voyageurs –, elles allaient le mener à Rome, en mai 1539 (« sur l'ordre de Sa Sainteté, nous quittâmes Rome, maître Laynez et moi, pour gagner Parme [...] et nous y restâmes jusqu'en septembre 1540 »), et de là, à travers l'Allemagne et l'Empire, foyer de la réforme protestante. Il va connaître une expérience européenne alors que l'Espagne de Charles Quint est engagée sur tous les fronts et que l'Europe du nord vit de grands bouleversements. Il est envoyé sur les « frontières de la foi » selon la belle formule certalienne, où il donne les Exercices spirituels : Worms – « Je partis, en cette même année 1540, ayant reçu l'ordre de Sa Sainteté d'accompagner le Docteur Ortiz en Espagne – Pedro Ortiz, professeur d'Écriture sainte à Salamanque –, mais il m'emmena aux colloques de Worms » ; Spire ; Mayence ; Cologne ; Ratisbonne où se tient la diète impériale ; il y donne les Exercices à des cardinaux, à des évêques – par exemple, à l'évêque suffragant de Mayence, ou bien à Francisco Manrique de Lara, évêque de Sigüenza –, et à des religieux, nobles et étudiants, sous forme de retraites privées ou de la conversation, de l'accompagnement spirituel qui, on le sait, est l'un des points essentiels de la pédagogie spirituelle des jésuites. Entre 1541 et 1544, Pierre Favre voyage à Madrid, à Lisbonne à Barcelone. En 1544, il séjourne à Louvain puis à Cologne, où il prêche en latin tous les dimanches et pour quelques fêtes, sans compter les prédications extraordinaires. Il dédie aussi une partie de son apostolat aux étudiants en particulier, à la confession et à la conversation

spirituelle dans la tradition ignatienne. De là, il gagnera Lisbonne et Coïmbra pour d'ultimes missions.

PIERRE FAVRE ET L'ESPAGNE

L'Espagne de Charles Quint, une frontière de chrétienté. L'Espagne du premier xvi^e siècle est riche en compagnons comme François-Xavier, Diego Laínez, Alonso Salmerón, ensuite Nicolás Bobadilla et Nadal. Lorsque s'implantera la Compagnie naissante, Pierre Favre et ses compagnons rencontreront en Espagne de multiples difficultés avec l'archevêque de Tolède, Juan Martínez Silíceo *Guijarro*¹³, à l'origine des statuts de pureté de sang de la cathédrale du siège épiscopal. L'Espagne est, avec le Portugal, au cœur des missions, on y reviendra. Entre 1541 et 1544, Pierre Favre voyage à Madrid, à Lisbonne et à Barcelone. Madrid et Cologne représentent alors deux centres politiques de l'Europe impériale.

170

Pierre Favre n'appartient pas au groupe des jésuites espagnols d'origine juive, nombreux parmi les premiers compagnons d'Ignace, c'est aujourd'hui bien prouvé et documenté¹⁴, même s'il s'intègre au groupe des étudiants espagnols et portugais du collège Sainte-Barbe. Ces jésuites, pour la plupart, sont issus de familles marchandes aisées *conversas* de Burgos, tel Juan Alfonso de Polanco, ou Pedro de Ribadeneira, originaire d'Almazán. Les origines juives du second préposé général de la Compagnie, Diego Laínez, un nouveau-chrétien dont la famille appartenait à la bourgeoisie marchande, furent longtemps occultées ou censurées par les jésuites eux-mêmes. Néanmoins, Diego Laínez et Alfonso Salmerón seront les envoyés du pape Jules III au Concile, au titre de théologiens du Saint-Siège.

Le cardinal archevêque de Tolède, Juan Martínez Silíceo, essaya d'empêcher l'installation des jésuites dans le diocèse de Tolède, où ils avaient édifié un collège à Alcalá de Henares, ville universitaire fondée par le cardinal Cisneros, de grand renom, sans son autorisation. Il condamnait surtout avec véhémence ces jésuites qui recevaient, parmi leurs compagnons, des nouveaux-chrétiens, des *conversos*. Pour lui, l'empêchement majeur était l'impureté de sang. « Les statuts de pureté de sang réalisent au niveau de la structure sociale ce que le rejet des courants érasmiens traduit au plan de l'intelligence et de la sensibilité », note Pierre Chaunu¹⁵.

13 Voir Fabrice Quero, *Juan Martínez Silíceo (1486 ?- 1557) et la spiritualité de l'Espagne pré-tridentine*, Paris, Honoré Champion, 2014.

14 Marc Rastoin, *Du même sang que Notre Seigneur*, Paris, Bayard, 2011.

15 Pierre Chaunu, *L'Espagne de Charles Quint*, Paris, SEDES, 1973, t. II, p. 525.

Selon Marc Rastoin, les *conversos* dans la Compagnie, c'est ainsi une question ibérique. Il conviendrait peut-être de nuancer ou de préciser cette affirmation, même si la question de la pureté de sang traverse essentiellement l'Espagne et le Portugal, sans oublier l'Amérique espagnole. Pierre Favre incarne l'internationalité de la Compagnie dès ses débuts. Les premiers jésuites sont en majorité des Espagnols, basques (le fondateur lui-même est originaire du Guipúzcoa), navarrais, burgalais, tous donc originaires du Royaume de Castille, mais il y a aussi, parmi les compagnons, un Majorquin – Jérôme Nadal – et des Portugais, comme Simón Rodrigues et Luis Gonçalves da Camara, secrétaire du fondateur. C'est, en effet, à lui qu'Ignace, à la fin de sa vie, accepta, après de nombreuses hésitations et devant les sollicitations de Jérôme Nadal, de rapporter, de dicter enfin, en 1554, l'histoire de sa vie, considérée comme un testament par ses disciples et compagnons¹⁶.

Pierre Favre a des origines modestes, paysannes, mais il bénéficie de la protection des chartreux, en Savoie puis à Paris, on l'a dit, et de la duchesse de Savoie, Béatrice de Portugal, sœur de Jean III, et surtout de l'amitié d'Ignace et de François-Xavier. Celui qui fut appelé « le théologien de Paris », va acquérir très vite un grand prestige et asseoir une solide réputation dans les cours européennes comme donneur des *Exercices* et un rayonnement lors des colloques de religion qui se tinrent en Allemagne entre catholiques et protestants, dans un climat « de fermentation spirituelle ». Accompagné de Pedro Ortiz, que nous avons déjà rencontré aux côtés de Pierre Favre, un prêtre espagnol, un *converso* né à Villarobledo, hostile dans un premier temps à Ignace, membre de la faculté de théologie de Paris, ambassadeur du pape, Pierre Favre représentera le pape à ses côtés à la diète de Ratisbonne. En Espagne, ils auront également l'énorme charge de préparer le terrain pour l'implantation de la Compagnie et pour la fondation de nombreux collèges.

PIERRE FAVRE, HOMME D'ÉCRITURE

La correspondance est structurante pour une Compagnie dispersée dès le xvi^e siècle jusqu'aux extrémités de la terre (*Constituciones*, octava parte, 673, 9, cap. 1 « De lo que ayuda para la union de los ánimos [ce qui peut aider à l'union des cœurs] ») : « *Ayudará también muy especialmente la comunicación de letras missivas entre los inferiores y Superiores con el saber a menudo unos de otros, y entender las nuevas y informaciones que de unas y otras*

¹⁶ *Saint Ignace de Loyola. Autobiographie*, traduit et annoté par Alain Guillermou, Paris, Éditions du Seuil, 1962. Il y a une traduction française, parue en 1922 sous le titre *Le Récit du pèlerin*.

partes vienen [...] »¹⁷. Il existe une prise de conscience de la part d'Ignace de l'importance de la correspondance entre les membres de la Compagnie. On a pu le constater, c'est un besoin, une nécessité que Pierre Favre ressent et exprime. La correspondance, l'échange de lettres, c'est une façon de maintenir l'unité, la cohésion, alors que conformément au quatrième vœu, les jésuites se sont offerts au pape pour la mission.

Dès 1539, comme l'écrit Dominique Bertrand, « [...] de décisions partielles en décisions partielles, ils en arrivent de fait à rester ensemble, grâce au stratagème suivant : envoyés par le pape dans tous les lieux possibles, ils restent unis à Ignace de Loyola »¹⁸. La correspondance entre les compagnons qui atteignent le monde entier va être, dès lors, le moyen de vivre cette étonnante unité, non pas seulement grâce à l'autorité du supérieur, mais *entre eux*. Et Dominique Bertrand d'ajouter joliment « leur cloître est fait de leurs lettres échangées avec Ignace et entre eux ». Ces échanges épistolaires sont vitaux pour la Compagnie naissante, et Pierre Favre y a excellé. C'est un aspect de la vie commune et les lettres collectives sont « *para cada uno* ». Il faut mettre en évidence l'engagement de Pierre Favre dans la correspondance, « ce sont des écrits dans lesquels il se livre spirituellement ». Dans plusieurs lettres à Ignace et à Pierre Codacio, il regrette l'absence de lettres d'Ignace. Ajoutons que la régularité des courriers a été « mise à la mode » (Dominique Bertrand) par Pierre Favre. Voici un exemple : depuis Parme, le 21 mars 1540, il écrit « [...] *no podremos complir en el mucho escribir, solamente compliremos el precepto de no faltar ninguna semana [...] podrá ser que las nuestras no habréis recibido, y que por esto nos querréis hazer pagar qualquer nuestra negligencia* ». Il demande une lettre par semaine *intra Italiam* et une par mois *autem intra Europam*. Aussi tient-il une comptabilité, au début de ses lettres, de celles reçues, avec beaucoup de minutie. En revanche, c'est pour lui une grande consolation lorsqu'il reçoit des réponses – en particulier d'Ignace –, des nouvelles contenant des instructions pour le quotidien de la mission en Allemagne ou en Espagne. Le silence d'Ignace peut sans doute s'expliquer, afin que Pierre Favre, maître de réflexion, « grandisse » spirituellement.

LE MÉMORIAL

Le *Mémorial* retrace, jour après jour, les étapes et les itinéraires du jésuite, depuis Spire où il commence à rédiger son journal de juin à octobre 1542, jusqu'en janvier 1546, lorsqu'il se déplace entre Valladolid et Galapagar en

¹⁷ *Obras completas de S. Ignacio de Loyola*, Madrid, BAC, 1963, p. 556-557.

¹⁸ Dominique Bertrand, *Pierre Favre, un portrait*, op. cit., p. 183. Nous renvoyons, pour ce qui touche à l'écriture de Pierre Favre, au chapitre premier intitulé « Correspondance et mission », p. 179-193. Nous lui sommes ici très redevable.

Espagne. Ce sont des méditations quotidiennes dans lesquelles il parle de lui-même, pour lui et non pour un lecteur. Les dernières missions le conduisent à Barcelone, Gandía – où il rencontre François de Borgia –, et Valence, d'où il s'embarque pour Rome où il mourra, sans pouvoir rejoindre son compagnon Diego Laínez à Trente pour assister au Concile, selon la volonté du pape. Dans une dernière lettre à Ignace, datée du 21 juin 1546, alors qu'il attend les galères, il écrit : « S'il n'y a pas de galères, je pense me mettre dans un brigantin qui aborde tout près de Rome ». Michel de Certeau donne une chronologie détaillée de ces déplacements dans son édition du *Mémorial*. L'Allemagne et l'Espagne occupent une place privilégiée au cœur de ces missions. « L'ennemi le plus redoutable pour Charles Quint dans ces années, ce fut l'Allemagne luthérienne », selon Michèle Escamilla¹⁹.

Pierre Favre meurt en 1546, à Rome, alors que la Compagnie vit une mutation, si bien que les compagnons vont demander au pape d'approuver une seconde fois leur institut. Il y eut de nombreuses copies du *Mémorial* aux XVI^e et XVII^e siècles. Comme le fait remarquer Dominique Bertrand :

[...] les manuscrits de ce journal spirituel ne s'achèvent pas tous au même endroit : l'un se termine au moment où Pierre Favre quitte Coïmbra pour Évora ; un autre, au milieu du séjour à Valladolid en mars 1545. La fin serait écrite à Madrid, avant l'appel pour Trente, en janvier 1546. Le *Mémorial* donne un sentiment d'inachèvement, et ce n'est pas là son moindre intérêt. Cet ouvrage comporte une partie écrite en espagnol avec des passages en latin, une autre en latin avec des retours à l'espagnol. Rien d'étonnant à cela puisque les langues utilisées par les premiers compagnons sont essentiellement le latin, l'espagnol et l'italien (le toscan).

Pierre Favre était un mystique et le *Mémorial* l'atteste, ce qui rend la lecture de ce texte difficile. « L'écriture de soi », pour reprendre le titre de Louis Marin de 1999, représente, en effet, pour nous une limite, tout comme le *Journal des motions intérieures* d'Ignace de Loyola « qui inscrit le silence de Dieu au cœur de la décision d'Ignace »²⁰, deux textes autographes.

Au terme de ce bref exposé, je dirai que ma seule ambition ici a été de faire découvrir, avec un regard d'historienne, en particulier aux hispanistes, ce jésuite moins connu : un missionnaire, un passeur, un mystique, mais aussi un homme concret de ce premier XVI^e siècle et de faire goûter ce texte important

19 Michèle Escamilla, *Le Siècle d'or de l'Espagne. Apogée et déclin (1492-1598)*, Paris, Tallandier, 2015.

20 *Journal des motions intérieures, Ignace de Loyola*, édition critique et nouvelle traduction des manuscrits autographes par Pierre-Antoine Fabre, Bruxelles, Lessius, 2007.

du *Mémorial* dans les magnifiques commentaires et les magistrales traductions de Michel de Certeau et de Dominique Bertrand. Je leur dois de m'avoir donné envie de lire, il y a quelques années, le *Mémorial* et de m'avoir inspiré aujourd'hui ces réflexions²¹.

²¹ Alors que j'achevais cet article, Philippe Lécivain faisait paraître une somme : *Les Premiers siècles jésuites. Jalons pour une histoire (1540-1814)*, Lessius, 2016, 681 p. Les pages 56 à 58 sont consacrées à Pierre Favre.

HISTORIA, REPUTACIÓN Y MÉTODO BAJO FELIPE III:
LOGROS E ILUSIONES DE CLIO
EN LA PRIMERA MODERNIDAD

Renaud Malavialle
Sorbonne Université, CLEA

La cuestión de la reputación permite traer a colación, e intentar analizarlas, las preocupaciones metodológicas de los autores de un género o de los defensores de una disciplina en auge al final del siglo XVI y a principios del siglo XVII: la historia en general, y la monárquica o patriótica en particular. De *historia* trataremos, más que de *crónica* o de *anales*, porque a finales del siglo XVI y a principios del XVII, durante el reinado de Felipe III, tres autores destacados, Juan de Mariana, Antonio de Herrera y Luis Cabrera de Córdoba se valieron de ese término para titular sus obras¹, en ruptura con las *crónicas* y *anales* de sus predecesores². Y con ellas ilustraron el pasado de la monarquía y de España, cada uno con método propio.

Analizaremos sumariamente cómo las obras de aquellos tres autores de primer plano dieron satisfacción, hasta cierto punto, a unas expectativas de la corona. Esta sucinta exposición permitirá cuestionar el papel que la reputación de los mismos autores, con sus muy diversos *estatus*, pudo desempeñar en su trayectoria y en la recepción de sus obras. Así se entenderá que la historia como disciplina y como género sea objeto de una tensión epistemológica que Cabrera de Córdoba

- 1 Juan de Mariana, *Historia de rebus Hispaniæ*, Toledo, Petri Roderici, 1592; Antonio de Herrera y Tordesillas, *Historia de los hechos de los castellanos por las islas y Tierra firme...*, Madrid, Imprenta real, 1601-1615 y Luis Cabrera de Córdoba, *Historia de Felipe II*, Madrid, Luis Sánchez, 1619.
- 2 Véase Florián de Ocampo, *Los cuatro libros primeros de la Crónica general de España*, Zamora, Juan Picardo, 1543; Jerónimo Zurita, *Los cinco libros primeros de los Anales de la Corona de Aragón*, Zaragoza, Pedro Bernuz, 1562. Ese cambio lexical todavía no se ha analizado en profundidad, pero es bastante llamativo y no deja de ser sugerente que Fox Morcillo intente proponer una distinción, aunque muy breve: «Contra, vero, in chronicis atque annalibus, res ad singula tempora referentur, servato cursu atque serie eorumdem, minime tamen ad res ipsas accomodantur tempora ut fit in historia»; Cortijo Ocaña traduce: «Por contra, en las crónicas y analess se refieren los hechos según los tiempos particulares, conservando su curso y serie, pero los tiempos se acomodan lo mínimo a los hechos, como ocurre en la historia».

plasma emblemáticamente en el *De historia, para entenderla y escribirla* de 1611³. En aquel tratado medular en el pensamiento de la historiografía hispánica, el historiador de los reinados de Felipe II (1556-1598) en tiempos de su hijo y heredero, Felipe III (1598-1521), encumbra en efecto la reputación de un arte ya exaltada por los humanistas pero que pretende entonces superar a sus más prestigiosas rivales en el campo del servicio del príncipe, de la monarquía o de la patria por las letras. ¿Qué significa semejante auto-promoción de la historia, semejante esfuerzo por afirmar la excelencia no sólo de la monarquía y de lo propio, sino, en el mismo movimiento, la de los mismos autores y de su arte, vectores todos de reputación? ¿Cuál será entonces el *estatus* de la verdad al tratarse de defender la imagen de la patria?

LA REPUTACIÓN DEL REY PRUDENTE, DE LA MONARQUÍA HISPÁNICA Y DE ESPAÑA

176

Lo que permite contemplar un cambio profundo del panorama historiográfico es la complementariedad de los tres autores y de las obras que vamos a considerar. Desde perspectivas y a partir de opciones metodológicas diversas, convergieron en una defensa de «lo propio», en términos de Álvarez Ezquerro⁴, es decir del rey, de la monarquía o de la patria, frente a los ataques ideológicos de los enemigos de los «españoles». Se potenciaron todas, aunque eran los productos de muy diversos talentos que compusieron en muy dispares condiciones de trabajo o bajo disímiles formas de protección.

Por criterio de orden cronológico fijémonos en la primera. La *Historia de rebus Hispania* del jesuita Juan de Mariana vio originalmente la luz en Toledo en 1592. El reconocimiento por el mismo rey le valió al autor que le instaran a que tradujera el texto original al castellano adaptándolo. Se editó la nueva obra bajo el título de *Historia general de España* y conoció varias ediciones a partir de 1601. Andaba en los pasos del *Compendio historial* de Esteban de Garibay⁵, ya que abarcaba un muy amplio periodo de tiempo, desde los orígenes míticos de la monarquía, con los que adoptó una opción conciliadora, y era bibliográfica, compilatoria. Pero la *Historia* de Mariana constituyó un acontecimiento importante porque además de agradarle al monarca, algo que no consiguió Garibay, el éxito editorial de la versión en castellano confirmaba que conseguía

3 Luis Cabrera de Córdoba, *De historia, para entenderla o escribirla*, edición, estudio preliminar y notas de Santiago Montero Díaz, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1948. Edición princeps, Madrid, Luis Sánchez, 1611.

4 Véase Alfredo Álvarez Ezquerro, «La historia, los historiadores y el rey en la España del humanismo», en Alfredo Álvarez Ezquerro y Miguel Ángel de Bunes Ibarra (coord.), *Imágenes históricas de Felipe II*, Alcalá de Henares, Centro de Estudios Cervantinos, 2000, p. 217-254.

5 Esteban de Garibay, *Los XL libros del Compendio historia de las Chronicas y universal historia de todos los Reynos de España*, Amberes, Plantino, 1571.

llenar el vacío de la historia patriótica. Lo que distingue estructuralmente la obra del jesuita de la de su predecesor vasco, y lo que constituye su logro, es su trama integradora. Su esfuerzo permanente por vincular en el relato los diferentes reinos y principados de la Península refuerza la impresión de un destino común, como la unión dinástica de las coronas de Castilla y Aragón en tiempos de los Reyes Católicos parece evidenciarlo. Sería necesario aclarar lo que Mariana entiende por «España» en una obra que proclama su identidad. Pero el motivo por el que Mariana detiene su relato histórico con el reinado de Isabel y Fernando podría ser más positivo de lo que ciertas interpretaciones propusieron. Se cita a veces la afirmación proemial del autor quien declara que no quiso ofender a los contemporáneos. Se comenta que no se atrevió «a pasar más adelante y relatar las cosas modernas por no lastimar a algunos si se decía verdad, ni faltar al deber si la disimulaba»⁶. Pero se tiende a olvidar que al elegir como término narrativo del monumento histórico *ab origine* ese momento, Mariana prefigura la unión peninsular, la unión ibérica del tiempo de la escritura y de la publicación, precisamente los años de la anexión de la corona de Portugal.

En términos de Ricardo García Cárcel, su concepto de España es «unitarista y el eje del discurso es Castilla»⁷, es decir que integra en la narración los distintos reinos peninsulares ya constitutivos de un espacio territorial y geográfico bien definido, pertenecientes todos a la monarquía hispánica. Mariana narra una continuidad de vinculaciones en vez de trayectorias históricas distintas, como lo había hecho Garibay. Si el jesuita se remonta a los orígenes míticos de la monarquía, en conformidad con otras historias patrióticas, la narración se detiene precisamente cuando emergen instituciones y orientaciones políticas compartidas por las dos principales entidades políticas. Es decir que la historia de Mariana desemboca, después de miles de páginas vinculantes de los distintos reinos, en los conatos de iniciativas integradoras tales como la creación de la Santa Hermandad, o de la más duradera Inquisición. En todos casos, el éxito tuvo mucho que ver con su defensa prudente de la reputación de antigüedad de la monarquía, con la justificación firme de aquellas instituciones, creadas por unos reyes ejemplares, y con el relato ameno, continuo y teleológico de la construcción de España. Produciendo el libro de historia clásico de la época moderna y jugándose su propia reputación, Mariana asentó la de todo el género. Su obra pretendía hacer de España una idea política concebible. Formularla en lengua vernácula y enraizarla en un pasado comprensivo del imaginario colectivo

6 Juan de Mariana, *Historia general de España*, edición de Ribadenayra, Madrid, BAE, 1884, «Prólogo del autor, al Rey Católico de las Españas don Felipe, Tercero de este nombre, nuestro señor».

7 Ricardo García Cárcel (coord.), *La construcción de las Historias de España*, Madrid, Marcial Pons Historia, 2004, «Introducción», p. 16.

era una valiosa contribución literaria a un proyecto de afirmación «nacional»⁸. De allí sin duda la admiración que le profesó el mismo valido de Felipe IV, Olivares, y su nombramiento como cronista en 1622.

Mariana compuso su obra clandestinamente, cuando no tenía ningún cargo de cronista, pero sí muchos otros muchos encargos⁹. En cambio su contemporáneo Antonio de Herrera y Tordesillas (1549-1625)¹⁰ consiguió muy tempranamente las mayores responsabilidades historiográficas, después de ilustrarse sobre la historia de Escocia e Inglaterra (1589)¹¹, sobre la de Portugal (1591)¹² y la de Francia (1598)¹³. A diferencia de Mariana, el cargo de cronista mayor de Indias, que fue el primero en conseguir en 1596, y el de Castilla que logró en 1598, implicaban una misión. Señalando cómo Herrera logró ser el vocero de la proyección mundial de la monarquía hispánica, Louise Bénat insistió en el aspecto americano de dicha misión¹⁴. Se trataba de construir una historia de la conquista y de la colonización que integrara documentos oficiales, subrayara la coherencia de la empresa católica de la monarquía, y demostrara la grandeza de España, respondiendo a las críticas del resto de Europa. Pero las *Décadas de Indias* de Herrera señalan también otro propósito. Se trataba de asumir y promover la reputación de los castellanos, como lo anuncia el título completo de la obra: *Historia de los hechos de los castellanos en las islas y tierras firmes del océano*¹⁵. Herrera pretendió de cierta forma redactar una epopeya verídica de la proyección hispánica a escala mundial. La verdad descansa, según afirma en la Década VII, en la libertad de la que gozó para escribir: «Para ello, me da mucho

8 *Ibid.*, p. 20: el historiador barcelonés expone que «a mediados del siglo XV, los humanistas incorporan un nuevo sujeto histórico: una *natio* concebida históricamente, como comunidad ancestral y arraigada en el terreno». Esta idea dio lugar, a mediados del XVI, al famoso y emblemático pulso entre Alonso de Santa Cruz y Jerónimo Zurita (el cronista de Aragón defendido por el castellano Ambrosio de Morales). Ricardo García Cárcel considera que «Garibay y Mariana representarán, en definitiva, la nueva reacción nacionalizadora en castellano».

9 Además de los encargos de censor que llegaron a agotarle, según Georges Cirot, el jesuita trabajaba en una edición de Isidoro de Sevilla.

10 Para hacerse una idea de su trayectoria, se puede leer a Richard Kagan, *Los cronistas y la Corona. La política de la historia en España en las Edades Media y Moderna*, Madrid, Centro de Estudios Europa Hispánica/Marcial Pons Historia, 2010, p. 197-198.

11 Antonio de Herrera y Tordesillas, *Historia de lo sucedido en Escocia en Inglaterra, en quarenta y quatro años que vivió Mará Estuardo, Reyna de Escocia...*, Madrid, Pedro Madrigal, 1589.

12 Antonio de Herrera, *Cinco libros de la historia de Portugal y conquista de las Islas Azores en los años de 1582 y 1583*, Madrid, Pedro Madrigal, 1591.

13 *Historia de Antonio de Herrera, criado de su magestad y su coronista mayor de las Indias, de los successos de Francia, desde el año 1585 que començo la liga Catolica, hasta en fin del año 1594*, Madrid, Lorenço de Ayala, 1598.

14 Louise Bénat-Tachot, «Antonio de Herrera: l'écriture de l'histoire et l'art du découpage», «Introducción» al dossier *Antonio de Herrera* publicado en *e-Spania* le 18 juin 2014 (<http://e-spania.revues.org/23650>).

15 Antonio de Herrera y Tordesillas, *Historia general de los hechos de los castellanos en las islas y tierra firme del mar océano... en ocho década, desde 1492 a 1554*, Madrid, Imprenta real, 1601-1615, 4 vol.

ánimo que escribo en tiempo tan feliz, que se puede sentir y decir lo que se quiera con toda libertad, como lo pide la historia, espejo de verdad y madre de sabiduría»¹⁶. En otras ocasiones, el mismo autor insiste en su acceso privilegiado a los documentos oficiales: «habiendo topado en los Archivos Reales cosas de importancia, juzgando que si dejase de tratarlas para que a todos fuesen notarias y particularmente a V. A. (pues son tan ciertas y verdaderas) sería gran yerro, he querido publicarlas debajo de su serenísimo nombre»¹⁷. Dicha preocupación por la «verdad», o lo comprobable, se traduce igualmente por la publicación, en la misma narración, de los documentos oficiales. Así es como después de resumir las órdenes dadas a Nicolás de Ovando el capítulo V del libro VII de la Década VII reproduce las Leyes de Indias de 1542. En cuanto a la dimensión épica, Herrera la presenta como natural y la cifra más en lo inaudito de las hazañas muy reales y concretas de los castellanos que en cualquier maravilla sobrenatural. Se impone como una gesta que implica por supuesto la acción de unos servidores militares excepcionales pero también la de una administración monárquica ejemplar por su respeto de la bula alejandrina. Y especialmente, tuvo lugar «con grandísimo gasto de la real hacienda y trabajo de sus consejeros para quitar el engaño que las naciones extranjeras tienen de que no se ha atendido sino a disfrutar de las Indias»¹⁸. Es evidente la dimensión propagandística de la escritura de Antonio de Herrera en las *Décadas de Indias*. Su misma misión se la confería. Cabe observar que el cronista de Indias intentó asumir la parte oscura de la conquista y de la colonización, resumiendo los relatos de Las Casas para librar la monarquía¹⁹ de la reputación de ciertos conquistadores, achacándoles la responsabilidad de los abusos²⁰.

16 *Id.*, *Historia general de los hechos de los castellanos en las islas y tierra firme del mar océano... Década Séptima*, op. cit., Libro I^o, cap. I, p. 9.

17 *Id.*, *Discurso y tratado de los descubrimientos de las Islas de Canaria y de las diferencias que sobre ellas hubo entre Castellanos y Portugueses*, en *Discursos morales, políticos e históricos inéditos de don Antonio de Herrera y Tordesillas, cronista del rey Felipe II, autor de las Décadas de Indias, y de otras muchas obras*, por Juan Antonio de Zamácola, Madrid, Imprenta de Ruiz, 1804, Discurso XIII, p. 210-219. Véase Renaud Malavialle, «La conquête des îles Canaries et les titres de propriété de la Castille face au Portugal selon Antonio de Herrera y Tordesillas», en Louise Bénat (coord.), *Antonio de Herrera, e-Spania*, 18 juin 2014, <http://e-spania.revues.org/23683>.

18 Carta del 6 de noviembre de 1601 (Archivo de los Condes de Puñonrostro, caja 91), citada por R. Kagan en *Los Cronistas y la Corona. La política de la historia en España en las Edades Media y Moderna*, Madrid, Centro de Estudios Europa Hispánica y Marcial Pons Historia, 2010, p. 252.

19 Véase al respecto Renaud Malavialle, «La geste castillane et la construction de l'espace impérial hispanique dans la *Historia de los hechos de los castellanos en las Islas y Tierra firme del mar océano* d'Antonio de Herrera y Tordesillas (1549-1625)», en Louise Bénat-Tachot (coord.), *Écriture de l'espace, écriture de l'histoire. Mondes ibériques XVI^e-XIX^e siècles, e-Spania*, 14 décembre 2012, <http://e-spania.revues.org/21948>.

20 En este mismo volumen, Louise Bénat-Tachot estudia unos casos sugerentes de la relación entre los conquistadores y la Corona.

En el caso de Cabrera, su obra inicialmente titulada *Historia de Felipe II, vel rey perfecto* apuntaba a legitimar un reinado controvertido, blanco de las propagandas inglesa, holandesa y francesa. Representó un esfuerzo por promover una versión alternativa a los retratos infamantes sobre un rey decisivo para la historia de la monarquía hispánica, ya que la elevó hasta niveles sin precedentes. Contra los ataques a la misma persona del rey, como la *Apología del príncipe d'Orange* (1581) o las muy famosas *Relaciones* de Antonio Pérez (1598), se pretendía presentar su vida y sus obras como modelo de política, espejo de príncipes herederos.

En nombre de una verdad relativa y constructiva frente a la ultranza de los ataques que padecían la monarquía y los «españoles», aquellos tres autores produjeron obras con enfoques muy distintos pero muy complementarios. Les animó por cierto la defensa de la reputación de la monarquía a la que pretendían servir según modalidades diversas, pero con escrúpulos que no siempre se darán en épocas posteriores.

180 La tarea de quienes aspiraban a luchar por la reputación de la monarquía o de la patria no era fácil, porque conseguir que se aprobara su obra dependía de la propia reputación. Hemos tratado poco del caso de Cabrera de Córdoba porque el final de la carrera de este diplomático historiador es elocuente al respecto y en ella centraremos ahora nuestra atención.

LA REPUTACIÓN DEL CRONISTA O DEL HISTORIADOR

La trayectoria final de Luis Cabrera de Córdoba nos permitirá ilustrar cómo la reputación choca con las coyunturas para determinar, aunque de forma insegura, la suerte de los autores y de sus obras.

Sobre Cabrera se conocen las opiniones positivas de Cervantes, quien en 1614 lo iguala con Tácito. Se conoce también la de Góngora²¹ y se documenta la del mismo monarca gracias a una licencia de impresión de Felipe III, con fecha de 1611, para la *Historia de Felipe II vel perfecto Rey*. A Cabrera se le encomia por enunciar, más que los hechos, «la razón con que habían sido hechos [...] para decir en su exposición y glosa cómo un príncipe vendrá a ser perfecto, según la disposición de la humana naturaleza, imitando a Jenofonte en su *Ciropedia*»²². Se valoraron entonces las opciones explicativas de la obra. Y sin embargo, se retardó la publicación hasta 1619. La segunda parte además, que incluía un capítulo sobre las alteraciones de Aragón, no se publicó, tal vez por

²¹ BNM, ms. 2829, fol. 11.

²² Transcrito por José Antonio Martínez Bara en «Los Cabrera de Córdoba, Felipe II y el Escorial», RABM 11 (1904) 458-459, sacadas de AGS. CJH, leg. 1712, según la «Introducción» de José Martínez Millán y Carlos Javier de Carlos Morales (coord.), *Historia de Felipe II, rey de España*, Salamanca, Junta de Castilla y León, 1998, XVII, nota 37.

la intervención de las Cortes de Aragón. Las Cortes aragonesas encargaron en efecto a su cronista, Bartolomé Leonardo de Argensola, que examinara la versión de los acontecimientos redactada por Cabrera. El historiador aragonés socavó la reputación de Cabrera acusándolo de ser «mal informado», de exagerar los crímenes, de generalizar las culpas individuales²³. José Martínez Millán insiste en que nunca se encontró documento real alguno que prohibiera la edición, pero sí un documento que alude a cierta molestia del monarca, y en todos casos no hubo edición en tiempos de Cabrera.

En 1621 se buscó un nuevo cronista del rey. Cabrera era el candidato más reputado²⁴. Sin embargo, según lo refiere Richard Kagan, el nuevo valido, Olivares, impuso en el puesto a su protegido, Francisco de Rioja, quien ni siquiera era candidato. ¿Dependió de criterios de reputación el fracaso de Cabrera? Kagan remite al juicio posterior de Antonio de Mendoza, en 1624²⁵. Mendoza reconoce en Cabrera muchas virtudes pero le reprocha que haya tocado «escrupulosos puntos en lo arcano de palacio». Así que el debilitamiento del rey, que murió muy poco después de la elección del nuevo cronista, y la juventud del heredero podían incitar al nuevo valido a que no se concediera a un historiador reputado, pero quizás demasiado perspicaz, la protección que confería el cargo²⁶.

El relativo fracaso de Cabrera señala la dificultad de satisfacer las expectativas de la Corona sin chocar con potentes intereses.

Ahora bien, la búsqueda de reconocimiento y la competencia hacían sensible la reputación que los demás historiadores contribuían a propalar. Cuando Cabrera redactó el *De historia*, la obra de Mariana había logrado ya, como lo observamos, una reputación excepcional. Merecen entonces ser contrastadas la opinión de Cabrera sobre Mariana con la de Herrera, el cronista mayor de Indias y de Castilla desde 1598, para observar qué opciones o posturas metodológicas significan o delatan.

De Mariana, Herrera elogia el estilo, las múltiples competencias que le permiten respetar la armonía entre materias civiles y eclesiásticas, y la composición de la obra que no desdeña la época de la ocupación mora:

23 Se pueden leer las críticas de Argensola en las notas de la edición citada donde se publica la segunda parte.

24 Competían con él, entre otros, Lope de Vega y Lope de Deza, autor de un *Gobierno político de la agricultura*, Madrid, por la viuda de A. M. de Balboa, 1618.

25 Antonio de Mendoza preparaba un texto sobre la nobleza para el príncipe.

26 El caso del pleito entre Antonio de Herrera, el cronista de Indias y el conde de Puñonrostro, nieto Pedrarias Dávila, tal vez haya edificado a más de un cortesano. Véase María del Carmen Martínez, «*Pro defensione veritatis*: Antonio de Herrera, Cronista Mayor de Indias», en Louise Bénat (coord.), *Antonio de Herrera, e-Spania*, 18 juin 2014, <http://e-spania.revues.org/23687>. Richard Kagan prepara un estudio profundizado sobre este pleito.

Del Padre Juan de Mariana se puede decir que no hay duda, sino que con mucha elegancia escribió su historia de España, porque siendo (demás de la teología) adornado de varias disciplinas, iguala curiosamente los años de los Árabes con los nuestros, preciándose de haber restituido los nombres antiguos a los lugares [...] declarando los sucesos de la república y las mudanzas de la Iglesia²⁷.

El cronista considera que Mariana «repudia la falsedad» y saca del olvido «lo que en muchos años ha tenido sepultado el descuido y fingimiento de los autores tan dados a romances y cantares», en una rivalidad, sobre la que volveremos, con la poesía épica. Mariana escribe según él «sin afecto» y Herrera no le reprocha la opción de no tratar «de cosas modernas por evitar ofensas»²⁸, lo que él sí asumió. Dicha aseveración, a la vez que constituye una autopromoción de su propia firmeza, sugiere una complementariedad. La única reserva que Herrera expresa en cuanto a la obra del jesuita atañe a sus límites al nivel de la investigación: «Tuvo más cuidado de imitar en el decir a los antiguos escritores, que de escudriñar nuestras antigüedades»²⁹.

Herrera podía haber reprochado a Mariana cierta infravaloración de las aportaciones de las *Décadas de Indias* en las nuevas ediciones en castellano. Pero reconocer las virtudes de Mariana permitía también evidenciar que en sus campos, las suyas propias eran comparables.

Algo distinta es la apreciación de Cabrera. En el *De historia*, Cabrera alude tan solo una vez a Mariana, a quien no nombra sino con una perífrasis. Pero la calificación del afamado jesuita y la cita literal no dejan lugar a dudas:

Y así, un grave escritor nuestro en la dedicatoria de la traducción de su historia de España al rey don Felipe III nuestro señor, excedió cuando dijo : *y aún por seguirlos habemos [sic] alguna vez errado, yerro digno de perdón, por hollar en las pisadas de los que nos iban delante*³⁰.

Cabrera denuncia como un error de doctrina historiográfica, por parte de Mariana, su forma de presentar como perdonables los «yerros» que pudo haber reproducido a partir de sus predecesores. Contra la opinión de Mariana, Cabrera invoca entonces una serie de autoridades latinas citadas textualmente: Quintiliano, Lucrecio, Sénecas o Tito Livio. Sería aventurado interpretar sus intenciones. Si fue sincero y desinteresado, la radicalidad de su reproche

²⁷ Antonio de Herrera y Tordesillas, *Discursos morales, políticos e históricos inéditos de don Antonio de Herrera y Tordesillas, op. cit.*, Discurso III: «Sobre las Historias e Historiadores Españoles», p. 34-42.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Luis Cabrera de Córdoba, *De historia, op. cit.*, Discurso XIV: «Si la materia es antigua, lo que se ha de considerar y buscar para ella», p. 55.

señala la inevitable variedad de criterios que rige la escritura de una historia de España *ab origine* como la de Mariana, y la de un reinado como la de Cabrera. Cabrera no tomó en consideración que en la misma dedicatoria, Mariana desea «que muchos entren en la liza y hagan en ella prueba de sus ingenios y de su erudición». Teóricamente, el criterio de Cabrera es por supuesto plenamente justificado. Pero en la práctica, Mariana sabía que observar tanto rigor conducía a la inhibición de todo proyecto de una historia patriótica, de la que las demás potencias de la cristiandad ya disponían. Su compromiso crítico quedaba muy ponderado en su dedicatoria con la cita de Quinto Curcio, el famoso *plura transcribo quam credo*. Además, la censura de Cabrera suena raro en quien sigue engañado por las falsificaciones de Annio de Viterbo hasta el punto de recomendar dicho autor³¹.

La prolijidad sobre Mariana de un cronista encumbrado como Herrera contrasta con la brevedad de Cabrera y los juicios son también distintos. El primero confortó, con matices, la reputación del jesuita, Cabrera prefirió callarla e incluso intentó menguarla. Pero ambos compartieron la necesidad de expresarse sobre quien logró, independientemente, como el mismo Cabrera, y según esquemas monumentales, como el mismo Herrera, proponer un modelo historiográfico que sus contemporáneos consideraron viable. Desde nuestro punto de vista, se puede afirmar que los tres contribuyeron como se podía entonces, si bien desde perspectivas distintas y mediante concesiones de diversas índoles, a defender el prestigio y la reputación de la monarquía hispánica y de España, reforzando la reputación de la historia.

Dicha reputación del arte histórica llega en efecto por aquellos años a una suerte de encrucijada porque pasa, como lo señaló recientemente Victoria Pineda, de una situación periférica en el campo de las letras, a una posición central³². Por eso es interesante examinar ahora cómo la emblemática *ars historica* de Cabrera de Córdoba afianza la reputación de la misma Clío, a la que concede una función específica y un valor insuperable en la república de las letras.

31 *Ibid.* Desde Vives hasta Herrera, pasando por Juan de Vergara y Melchor Cano, la invención de un falso Beroso por Annio de Viterbo fue denunciada por los eruditos españoles. Además, fue precisamente en las primeras páginas de su *Historia*, en la misma edición apuntada por Cabrera, donde Mariana también denunció las invenciones del monje de Viterbo.

32 Victoria Pineda, «La poesía de los historiógrafos», en Rafael Bonilla y Paolo Tanganelli (coord.), *Les poètes des rhéteurs. Los poetas de los rétores, Bulletin Hispanique*, t. 117, nº 1, junio 2015, p. 25-42. Victoria Pineda inscribe atinadamente su observación en la línea los estudios culturales de Iuri M. Lotman, «Acerca de la semiosfera», *La semiosfera I: Sémiótica de la cultura y del texto*, trad. Desiderio Navarro, Valencia, Universidad de Valencia, 1996, p. 10-25. Véase José María Pozuelo Yvancos, «I. Lotman y el cánón literario», *Entretextos. Revista Electrónica Semestral de Estudios de Semiótica*, 3, 2004, p. 1-12.

Dedicado al duque de Lerma, el *De historia* de Cabrera es el primer tratado de la historia completo redactado en vernáculo³³. Prolonga la línea de las *artes historice* hispánicas de Joan Lluís Vives³⁴ y de Fox Morcillo, exalta las virtudes del «arte» o «género» intentando una distinción comparativa.

De Vives, quien compaginó tradiciones de la cronística medieval y tópicos humanistas, hereda la idea, reforzada por los *tacitistas*, de que la historia es el medio privilegiado de adquisición de la prudencia, la virtud necesaria para todo príncipe o gobernador³⁵. Cabrera asume también que la historia es *omnibus artibus utilis* y la idea de Fox Morcillo de que es un *appetitus immortalitatis*, una necesidad propia de la naturaleza humana.

No son ideas tan originales, pero proclamadas por unos humanistas prestigiosos y reputados, hicieron mella entre quienes pretendían dar todavía más lustre a la historia. Dichas consideraciones, que actualizaban también principios ciceronianos como el *historia magistra vitæ*³⁶, parecieron tanto más acuciantes cuanto que en la práctica, resultó difícil satisfacer las expectativas de Carlos V, siquiera para encontrar un cronista de su propio reinado³⁷. El mismo Felipe II tuvo que esperar el último decenio para poder aprobar la historia de España que anhelaba³⁸.

Cuando Cabrera escribe el *De historia*, en 1611, Herrera y Mariana habían compuesto unas historias generales que satisfacían ciertas necesidades de defensa e ilustración de la monarquía y de España en un contexto de circulación acelerada de la información y de luchas propagandísticas. Cabrera debe entonces ilustrar un arte ya muy prestigiosa, y su *De historia* es además una suerte de alegato redactado por un solicitante obligado a la hipérbole.

33 Además de los breves comentarios de Sánchez Alonso sobre dicho tratado, del artículo de Santiago Montero Díaz, «La doctrina de la historia en los tratadistas españoles del Siglo de Oro», *Hispania*, 1/4, 1941, p. 3-39 y del estudio preliminar y notas a la edición moderna por el mismo autor (Madrid, 1948), existen ahora unas publicaciones más actuales: véase Dominique de Courcelles, Cesc Esteve, Renaud Malavialle y Silvina Vidal.

34 Joan Lluís Vives, *De disciplinis libri XX*, Anvers, M. Hillenius, 1531, Lib. V, cap. I, «Prudentia quid sit».

35 Una frase suya será el lema de los historiadores franceses de finales del XVI, muchos de ellos juristas el famoso *jus totum ex historia manat*. Sobre este aspecto de la obra de Vives es de útil lectura Marie-Dominique Couzinet, *Histoire et méthode à la Renaissance, une lecture de la Methodus de Jean Bodin*, Paris, Vrin, 1996.

36 Cicerón, *De l'Orateur*, trad. Edmond Courbaud, Paris, Les Belles Lettres, 2003, II, 9.

37 Véase al respecto los trabajos de Ricardo García Cárcel, Baltazar Cuat Moner y Richard Kagan.

38 El título de un capítulo de los *Diálogos* de Pedro de Navarra (*Dialogos, qual debe ser el chronista del principe materia de pocos aun tocada*, Colomerio, 1569-1593), es revelador de las preocupaciones por la decepción que suscitaban los cronistas oficiales.

Por ello jugando con las ambigüedades de la palabra, Cabrera da un paso atrevido afirmando que la aparición de la historia es anterior a la del mismo alfabeto. Hace derivar la «historia» de la transmisión oral de la información, es decir de la tradición:

De la tradición [...] es hija la historia, y la escrita, que primero fue vocal, y lo son todas : pues tradición es narración, opinión y doctrina derivada vocalmente, sin haber escrito con el uso de padres a hijos, y de los que vieron las cosas, a los que no las vieron³⁹.

De la derivación, se pasa subrepticamente a la identificación y la historia viene a ser «fuente y origen del aparato poético»⁴⁰. Entonces Cabrera acumula los argumentos que propenden todos a señalar una suerte de deuda de la poesía hacia la historia. Tanto Homero como Virgilio, los dos modelos de las letras antiguas, compusieron según él a partir de hechos reales o de historias antiguas, lo que no le parece un criterio de subordinación epistemológica, sino todo lo contrario: «La historia de la guerra de Troya, y la peregrinación de Ulises, adornó y amplió Homero con fingimientos fabulosos, poniendo las fábulas sobre la verdad, como esmalte sobre oro»⁴¹. Invocando a Justo Lipsio, propone en consecuencia nombrar la mejor poesía *mythistoria*. Con este término pretende imponer la idea de que el valor de los mejores poemas depende de su fidelidad a una verdad histórica.

El criterio de la verdad venía preocupando a los teóricos de la épica, tanto a los tratadistas como a los poetas, como lo documentan para el caso español los trabajos de Mercedes Blanco⁴², de María José Vega, Laura Vilà y Cesc Esteve⁴³.

³⁹ Cabrera, *op. cit.*, Discurso II, «De la antigüedad y origen de la historia», p. 14.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 15.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Es muy revelador el artículo de Mercedes Blanco, «Sur les frontières mouvantes de l'historiographie et de l'épopée», en Paloma Bravo, Cécile Iglesias et Giuseppe Sangirardi (coord.), *La Renaissance des genres. Pratiques et théories des genres littéraires entre Italie et Espagne (xv^e-xvii^e siècles)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2012, p. 241-265. La hispanista parisiense muestra en dicha publicación cómo Alonso de Ercilla (1533-1594) concibió *La Araucana* según el modelo de la epopeya latina a la vez que como una relación verídica que supliría el defecto de la historiografía contemporánea.

⁴³ El libro de estudios dirigido por María José Vega y Lara Vilà, *La teoría de la épica en el siglo XVI (España, Francia, Italia y Portugal)*, Santiago de Compostela, Editorial Academia del Hispanismo, 2010, reúne unas síntesis que permiten hacerse una idea comparatista de la evolución de la preceptiva épica en la Europa del Renacimiento y del concepto que los mismos poetas tenían de su quehacer. La contribución de Cesc Esteve, «Una teoría incompleta: la idea de la teoría épica en las artes poéticas italianas del siglo XVII», documenta la rivalidad entre historia y poesía en las poéticas italianas y el de María José Vega propone muchos ejemplos en el caso español. Sobre las relaciones entre poesía e historia en la edad moderna, ver Marie-Laure Acquier et Emmanuel Marigno (coord.), *Poésie de cour et de circonstance, théâtre historique. La mise en vers de l'événement dans les mondes hispanique et européen (xvi^e-xviii^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2014.

Por ello Cabrera insiste en que el poeta modifica, que tiene licencia para apartarse de la verdad y «muda las acciones, las crece, las menora, las varía, las adorna, las amplifica y como ya se ha tocado, narra las cosas, antes como habían de ser hechas, que como fueron: busca fuera de la materia muchas verdades o probables o falsas, sin semejanza de verdad, para que salgan más, parezcan maravillosas y más estupendas, para que deleiten más: como son las fábulas o transformaciones de Ovidio»⁴⁴. Ahora bien: en esta preocupación por la fidelidad a los hechos está la diferencia entre la historia y la poesía, más aun que en «la mira y respeto a la fábula»⁴⁵, propia de la poesía, como lo desarrolló en el anterior párrafo. Por fin, al diferenciar el discurso histórico del poético el fallo es rotundo: «En el decir del histórico, no hay otro sentido que lo que suenan las palabras, mas el poeta sí, ocultando debajo del velo de sus ficciones y misteriosas fábulas, alguna doctrina buena o heroica virtud»⁴⁶. Cabrera concede que sí tienen características comunes ambas artes, ya que la historia y la poesía condenan los vicios y alaban las virtudes, animan a la prudencia e «introducen los parlamentos y consultas», por lo que «enseñan, delectan, mueven, ayudan y más la historia»⁴⁷. Más que una argumentación irrefragable, dichas aseveraciones suenan sobre todo a una convicción que adquiere cada vez más peso en un contexto de lucha ideológica de aquella época: la importancia del relato documentado, de una versión fidedigna de los acontecimientos, como lo vimos con el caso contemporáneo de Herrera. De allí que pueda concluir el discurso sobre la definición de la historia, al fin y al cabo esencialmente distintivo de la poesía, con una formulación axiológica pero no desprovista de ironía: «La historia tiene más de lo honesto, grave, ejemplar, como matrona ilustre y sabia. La poesía joven y gentil, alguna vez con gala y hermosura, lascivia, con licencia y diferencia entre la noble y la plebeya (sic)»⁴⁸.

Se entiende mejor por qué Cabrera recuperaba ciertos argumentos menos tópicos del capítulo 9 de la *Poética* en los que Aristóteles trata de la tragedia, después de su tan famosa distinción entre la crónica⁴⁹ (lo particular) y poesía

44 Luis Cabrera de Córdoba, *De historia, op. cit.*, Discurso IV, «De las partes y divisiones de la historia», p. 26

45 *Ibid.*

46 *Ibid.*, p. 27.

47 *Ibid.*

48 *Ibid.*, p. 28.

49 Utilizamos la traducción francesa: Aristote, *La poétique*, texte, traduction et notes par Roseline Dupont-Roc et Jean Lallot, préface de Tzevan Todorov, Paris, Éditions du Seuil, collection « Poétique », 2011. Editada por primera vez en 1980 por Seuil, esta traducción resulta un valioso aporte cuyas consecuencias por lo que nos interesa quedó subrayado magistralmente por Berenger Boulay en «Histoire et narrativité, autour des chapitres 9 et 23 de la *Poétique* d'Aristote», *Lalies*, 26, 2006, p. 171-187. Más recientemente, Berenger Boulay, Frédérique Fleck y Florian Pennanech dirigieron un número que vuelve sobre dicha empresa: *Aristote, l'aventure par les concepts*, n° 182 de la Revue trimestrielle *Littérature*, Paris, Dunod, juin 2016.

(lo general o universal)⁵⁰. En la misma *Poética* del Estagirita, tan utilizada para afirmar la superioridad de la poesía, se encuentran pasajes menos tópicos que pueden valer como criterio de valoración por lo histórico, es decir por lo verdadero⁵¹. En cuanto a dicha distinción tópica, la parafrasea pero afirma que «el poeta a lo particular mira también» y que «también el historiador desta manera mira a lo universal, pues todo su fin es enseñar universalmente a bien vivir con los ejemplos»⁵². Donde se desearía una resolución dialéctica, vuelve siempre el criterio de la anterioridad temporal o epistémica, que igualmente se puede ilustrar aquí con el caso de la filosofía, donde recupera la jerarquización de Lorenzo Valla⁵³ para afirmar la superioridad del historiador en el consejo político : «[el historiador] enseña a decir y hacer [...] con más prudencia que dan los preceptos de los filósofos, pues de la historia sacaron los que dieron»⁵⁴.

En cualquier caso, antes de llegar a esta reflexión sin conclusión, un capítulo entero exalta la historia con ejemplos (Discurso III, «De la nobleza y estimación de la historia»). La historia se presenta primero como el flujo vital mismo, en una formulación arriesgada que la asemeja a la misma eternidad divina: «Fenecen reinos, múdanse los imperios, mueren grandes y pequeños, ella permanece»⁵⁵. Acabando con este juego peligroso Cabrera recuerda sin embargo que la historia sirve a los grandes y príncipes: «Es noble por la dignidad de quien la usa, pues son príncipes, emperadores, reyes, gobernadores de repúblicas y capitanes, a quienes por la imitación es necesaria»⁵⁶.

Los ejemplos de prestigiosos ilustradores son bíblicos, antiguos, pero también hispánicos: «[...] de los reyes de España y de sus cosas escribieron San Isidoro, arzobispo de Sevilla, don Rodrigo Ximénez, arzobispo de Toledo»⁵⁷. Y por supuesto señala la voluntad ejemplar de Alfonso X: «De don Alonso el Sabio,

50 Aristóteles afirma que la tragedia utiliza nombres de personajes que existieron porque lo posible favorece la convicción (ya que no se creen posibles los acontecimientos que no tuvieron lugar, no los creemos posibles, pero aquellos que tuvieron lugar son evidentemente posibles ya que si fueran imposibles, no hubieran tenido lugar). Cabrera de Córdoba parece glosar dichos argumentos sin citarlos.

51 En su libro *Du nom au genre. Lope de Vega, la tragedia et son public*, Madrid, Casa de Velázquez nº 68, 2017, Florence d'Artois propone reflexiones muy sugerentes de la relación entre la tragedia histórica lopesca y los preceptos aristotélicos.

52 Luis Cabrera de Córdoba, *De historia, op. cit.*, Discurso IV, «De las partes y divisiones de la historia», p. 25.

53 Dicha observación está en la línea de Lorenzo Valla, quien en el *De rebus a Ferdinando Hispaniarum rege et majoribus ejus gestis, Præmium (Opera omnia*, p. 6) formula un dictamen que invierte la jerarquización aristotélica: «*Etenim quantum ego quidem judicare possum, plus gravitatis, plus prudentiæ, plus civilis sapientiæ, in orationibus historici exhibent, quam in præceptis ulli philosophi*».

54 *Ibid.*

55 Luis Cabrera de Córdoba, *De historia, op. cit.*, Discurso III, «De la nobleza y estimación de la historia», p. 17.

56 *Ibid.*

57 *Ibid.*, p. 19.

que reinó en Castilla habrá pocos más años de trescientos, se dice que ayudó a ordenar y escribir la historia general de España»⁵⁸.

Por fin, atribuye a Carlos Quinto la motivación de abdicar para escribir él mismo la verdad sobre su vida y su obra. En un vaivén permanente entre las épocas, Cabrera expone un ejemplo elocuente sobre la motivación del *De historia*:

Tácito (200-275) emperador, por edito mandó que la historia de Cornelio Tácito, hombre consular, no solamente se pusiese en todas las librerías, sino que se imprimiese diez veces en cada un año, para la pública utilidad⁵⁹.

Cabrera no señala su fuente, insiste en la conciencia que tenía un emperador de la utilidad pública de la historia. Y se riza el rizo que hace del principio ciceroniano (*magistra vitæ*) un asunto político cuando se recuerda que lo que vale para cualquier mortal también vale para el príncipe:

188

Muchos príncipes, dice Vegecio, los metían en sus consejos de estado, para saber, en los negocios de que se trataba, qué referían las historias haber hecho los antiguos emperadores⁶⁰.

Porque la historia tenía hasta la fecha un rival de peso en la poesía, épica especialmente ya que se concebía como su máximo cometido el panegírico del poder y la exaltación de las virtudes de quienes pretenden el más alto honor de servirlo, se trataba de convencer a un amplio lectorado de que las historias debían ser la lectura privilegiada. Como lo muestra María José Vega, la misma poesía épica había preparado el terreno, al erigir la historicidad en criterio de superioridad estética entre las artes. Ahora bien, los príncipes son los primeros destinatarios, porque la historia la escriben a menudo ellos mismos, o deben supervisarla, y cuando su vocación es monárquica o patriótica, se compone en todos casos *para* ellos mismos y para todos aquellos que pretenden servirles, por las armas o por las letras a partir de un conocimiento racional y documentado, formulado con gravedad, del proyecto monárquico. A mediados del reinado de Felipe III, Cabrera de Córdoba reputa la historia como la más excelente arte de la formación de las conciencias patrióticas y del consejo político.

De forma que Cabrera asienta la reputación de la historia sobre su antigüedad, que supone mayor que la de la poesía, su principal rival, sobre el prestigio de quienes la ilustraron y sobre una larga tradición de servicio de los más grandes y príncipes. Aquellos supieron valerse de la mejor fuente del buen gobierno: la materia misma de la filosofía. Desde cualquier ángulo que introduzca la reflexión,

58 *Ibid.*, p. 20.

59 *Ibid.*, p. 21.

60 *Ibid.*, p. 21-22.

siempre desemboca en la aserción o en la sugerencia de una preeminencia de los datos históricos brutos o de su expresión informativa primigenia (siempre ejemplar). Lejos de conceder un valor añadido a las elaboraciones estilísticas o especulativas de poetas y filósofos, las presenta al contrario como derivaciones que no alcanzan el valor de la fiel relación de la experiencia.

Como Victoria Pineda dejó claro, Cabrera de Córdoba se inscribe en la línea inaugurada por Lorenzo Valla quien ya ponía la historia por encima de la poesía y de la filosofía en la jerarquía de las ciencias. En tiempos del autor del *De historia*, el prestigio de la épica y los logros de la tragedia histórica de Lope de Vega, quien competía con Cabrera para el cargo de cronista, son tales, y los logros de la historia monárquica tan recientes, que Cabrera experimenta la necesidad de semejante confrontación con la poesía. Pero este tratado señala, como da fe de ello posteriormente el *Genio de la historia* de Jerónimo de San José (1587-1654), donde la poesía no aparece ya como un rival temible, un punto de inflexión en la historia del arte historiográfica. Se puede interpretar como revelador del momento en que la historia se reputa a sí misma como el mejor y más duradero fundamento de todas las artes dedicadas a promover la fama de los mejores actores del bien común, desde el príncipe hasta sus servidores, a defender por añadidura de forma rigurosa y perenne la reputación de la monarquía y de la patria. De allí, según Cabrera de Córdoba, la necesidad de una alianza del trono y de la historia:

Va en esto la reputación de los príncipes y de la nación de quién se ha de escribir, y más si es natural della. Habiendo de elegir entre buenos y sabios el mejor, si en lo que escribe muestra ignorancia, tendrán a toda la nación por bárbara⁶¹.

61 Luis Cabrera de Córdoba, *De historia, op. cit.*, Discurso VI, «De la elección del historiador», p. 31.

«PAPELES» DE REPUTACIÓN: EMBAJADAS, CARTAS,
INFORMES E HISTORIAS EN LA PRIMERA MITAD DEL
SIGLO XVII

María Soledad Arredondo
Universidad Complutense de Madrid

Reputación es un término que hallamos con frecuencia en la primera mitad del siglo XVII, y que designa un concepto ambiguo y polisémico. El *Diccionario de Autoridades* define así la reputación: «estimación, fama, crédito, honor en que está alguno por su dignidad, prendas o acciones loables», y lo ilustra con la *Empresa* 67 de Saavedra Fajardo, que se basa en un protagonismo colectivo: «no fue menos atenta la República Romana a su reputación que cuantas ha habido en el mundo»¹. No es la única vez que don Diego de Saavedra emplea el término en las *Empresas...*, su obra más cuajada. A veces como sinónimo de «honor»: así en la *Empresa* 58, que comienza: «Es el honor uno de los principales instrumentos de reinar»²; y matiza después que también es conveniente el honor en los vasallos, «porque se disolvería el orden de la república si no se hubiese hecho reputación la obediencia, la integridad y fe pública»³. Otras veces como sinónimo de «honra», a lo que dedica la *Empresa* 32, distinguiendo la vulgar opinión de la «verdadera reputación»⁴.

La organización del coloquio de 2016 al que remiten estas líneas formuló una propuesta dual para analizar el concepto. Esto permite considerar, por un lado, la reputación del rey y la monarquía: ambas van juntas y sobre esa unidad

1 En adelante citamos la obra por la edición de Sagrario López, Diego de Saavedra Fajardo, *Empresas políticas*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 772.

2 *Ibid.*, p. 675.

3 *Ibid.*, p. 676.

4 *Ibid.*, p. 448. Véase Belén Rosa de Gea, *Res publica y poder. Saavedra Fajardo y los dilemas del mundo hispánico*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2010, p. 316, que se refiere a reputación verdadera y falsa, y aduce este fragmento de la *Corona Gótica*: «Es la reputación el espíritu que [...] sustenta derechas las monarquías, y si falta, caen desmayadas [...]» (Diego de Saavedra Fajardo, *Corona Gótica*, edición coordinada por José Luis Villacañas, Murcia, Tres Fronteras, 2008, p. 115, por la que citaremos en adelante). Sin embargo, en las *Introducciones a la política*, Saavedra sostiene que el arte «de reinar no se embaraza con puntos sutiles de reputación», y aconseja, incluso, «contemporizar, disimular las ofensas» (en adelante citamos esta obra –Diego de Saavedra Fajardo, *Introducciones a la política*–, por la edición de Elena Cantarino, en *Rariora et minora*, Murcia, Tres Fronteras, 2008, p. 148).

se construye la reputación colectiva; y por otro, la reputación particular del escritor o escritores, que se refieren a ella en circunstancias difíciles, cuando la sienten amenazada. Así ocurre, por ejemplo, en los memoriales de Quevedo escritos en su prisión de León (el dirigido al Conde-Duque en 1641, y el dirigido al Rey en 1643⁵); en la correspondencia de Saavedra Fajardo desde Münster, expresando sus dificultades a partir de 1645; y en el memorial *Al rey nuestro señor*... que Palafox y Mendoza escribió para defenderse de los jesuitas, en 1652.

192

En las líneas que siguen pretendo mostrar cómo las embajadas son un medio propicio para sostener la reputación política, acrecentarla o recuperarla cuando se ha perdido; las cartas y los informes (burocráticos y meramente informativos, en apariencia) constituyen un verdadero filón para nuestro concepto y el término que lo designa; y, finalmente, las historias son el mejor soporte para divulgar la reputación o engrandecerla. Para ello me he basado en una embajada, la de Diego de Saavedra Fajardo en Münster, a través de las cartas de epistolarios inéditos⁶, y de fragmentos de dos obras que escribió durante su estancia en Alemania: *Locuras de Europa*⁷ y *Corona Gótica*. Me he basado también en las Consultas al Rey de la Junta de Cronistas en 1635, según un manuscrito de la Biblioteca de Palacio⁸; y en opiniones de Juan de Palafox y Mendoza sobre la escritura de la historia: primero, en un informe de mayo de 1635, procedente del archivo particular del Obispo-Virrey⁹, y después en el *Sitio y socorro de Fuenterrabía*¹⁰, de 1639.

En la biografía del Conde-Duque de Olivares, John H. Elliott sostuvo que el concepto «reputación» estaba presente en todas las decisiones del equipo del joven Felipe IV encabezado por don Baltasar de Zúñiga, explicando que: «La reputación significaba afirmar los derechos e intereses del rey de España, recurriendo a la guerra si fuese necesario, para que ocupara en el mundo la posición a la que tenía derecho». En su opinión, Olivares fue digno discípulo de su tío, cuando afirmó en una consulta de junio de 1625: «Siempre he deseado

5 Ver M^ª Soledad Arredondo, «Política, prisión y achaques del viejo Quevedo (1640-1645): dos rebeliones, dos memoriales y un panegírico», *La Perinola*, 21, 2017, en prensa.

6 Ver Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra: un diplomático en el Franco Condado y en Münster*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2015.

7 Citamos por la edición de Sonia Boadas (Diego de Saavedra, *Locuras de Europa*, en *Rariora et minora*, op. cit.).

8 Es el ms. II/1451, descrito en el *Catálogo de la Real Biblioteca*, XI, «Manuscritos», p. 51-52.

9 Dicho archivo se ha incorporado al de la Casa del Infantado, marquesado de Ariza. He editado el texto en «Palafox en 1635: un informe para el Rey. *Lo que se le ofrece a don Juan de Palafox sobre el tratado que Vuestra Majestad manda hacer desde el año de 24 hasta el de 35*», *Miscelánea palafoxiana y poblana*, Madrid, Iberoamericana-Vervuert, 2016, p. 11-25.

10 Juan de Palafox y Mendoza, *Sitio y socorro de Fuenterrabía*, edición de Jesús María Usunáriz, Pamplona, Asociación de amigos del Monasterio de Fitero, 2003.

con ansia grande ver a V. M. en el mundo con opinión y reputación iguales a su grandeza y partes»¹¹.

La expresión en «el mundo» parece asociar la reputación a la política exterior, porque «el mantenimiento de la reputación en el extranjero» era un punto clave del programa del Conde-Duque¹². Así parece indicarlo por las mismas fechas la conclusión del *Gran Memorial*. Efectivamente, en la «Recapitulación del dictamen en materia de estado de todos los reinos» aparece el término vinculado a medidas y disposiciones sobre fronteras, presidios y armadas, en un fragmento algo oscuro o estragado: «los presidios, fronteras y armadas ordinarias [conviene?] situallas [bien?], porque irá a decir en la reputación lo que no se puede encarecer en la utilidad, cobro y seguridad destos reinos más que si se proveyese doblada suma sin situación»¹³. El ministro recomendaba que se escogieran «buenas cabezas» para gobernar y defender los confines remotos, y que se mandaran «visitas secretas» para prevenir los «descuidos» en que pudieran caer en tiempos de paz.

Partiendo de estos fragmentos, «reputación» parece incluirse en el campo semántico de lo exterior, y en el ámbito de la apariencia (frente a la virtud, por ejemplo, que puede ser interior); incluso puede relacionarse con la guerra y las armas, que defienden dicha reputación. Sin embargo, en tiempos difíciles de guerras y de carencias económicas Olivares intuyó que el poder dependía también de la imagen, y que las palabras, textos y actitudes contribuyen a conservar la reputación¹⁴. De ahí que el gobierno y la política reputacionista de Olivares cuenten no sólo con grandes militares, sino con escritores que sostienen y acrecientan la reputación del Rey. Y lo hacen desde las tareas de despacho, según testimonian papeles que se cruzan con las instrucciones del poder; pero, sobre todo, lo logran con la escritura de la historia y con la literatura, sea ésta de tema grave (como las *Empresas Políticas*), o efímera, de circunstancias y panfletaria.

Las muestras de lo uno y de lo otro comienzan por los planes del propio Olivares, que organizó su oficina de propaganda mediante la Junta de Cronistas, poco antes de la crisis franco-española de 1635¹⁵. Así lo indica un fragmento

11 John H. Elliot, *El Conde-Duque de Olivares*, Barcelona, Crítica, 1990, p. 102.

12 *Ibid.*, p. 656.

13 *Memoriales y cartas del Conde Duque de Olivares. Política interior 1621-1646*, ed. John H. Elliott y Fernando Negro del Cerro, Barcelona, Marcial Pons, 2013, p. 122.

14 Richard Kagan y Geoffrey Parker han resumido las ideas de John H. Elliott al respecto en *España, Europa y el mundo atlántico. Homenaje a J. H. Elliott*, Madrid, Marcial Pons/Junta de Castilla y León, 2002), especialmente en el capítulo dedicado a «Poder y Propaganda».

15 Así lo estudió, primero, Jover (1635. *Historia de una polémica y semblanza de una generación*, Madrid, CSIC, 1949), luego Kagan («Clío y la Corona: escribir historia en la España de los Austrias», en *España, Europa y el mundo atlántico...*, *op. cit.*, p. 113-150), y yo misma me he ocupado de los aspectos literarios en María Soledad Arredondo, *Literatura y propaganda en tiempo de Quevedo...*, Madrid, Iberoamericana-Vervuert, 2011.

muy revelador sobre el concepto de historia que proponía el valido a su Rey. Se trataba de hacer una historia: «digna de toda estimación [...] y mortificar a los émulos desta Corona y particularmente a los franceses [...]», en alusión a la *Conspiración herético cristianísima* escrita por Juan Adam de la Parra¹⁶. Como sabemos¹⁷, la citada Junta –formada por el jurista Alonso Guillén de la Carrera, el secretario real Francisco de Calatayud, Jusepe de Nápoles, del Consejo de Italia, Juan de Palafox y Mendoza (a la sazón, del Consejo de Indias), y el inquisidor Juan Adam de la Parra– fue muy productiva, y los miembros de la misma se reunieron en la primavera y el verano de 1635. El citado informe palafoxiano es testimonio de aquellas reuniones, que suscitan enorme interés: por la gravedad de los temas que abordan en plena Guerra de los Treinta Años, porque traslucen las discusiones que debían de provocar en el equipo del Conde-Duque, por la diversidad de los escritos a que dieron lugar¹⁸ y por lo delicado de algunos textos; basta el siguiente título del quinto documento de la Consulta: «Intentos y designios de Urbano VIII contra la augustísima Casa de Austria y a favor de Francia».

Esa obsesión por el exterior como pilar de la reputación se apoyaba en las embajadas y en la doble función desempeñada por los diplomáticos, lo que nos conduce de nuevo a Saavedra y, antes que él, por ejemplo, a Juan Antonio de Vera y Zúñiga, embajador en Venecia desde 1630. En opinión de Fernández Daza¹⁹, el Conde de la Roca es un adelantado de la generación de 1635, ya que se dedicaba durante su actividad diplomática a la difusión de panfletos y propaganda; así lo hizo con el atrevidísimo libelo *Al pío, al grande, al beatísimo Papa Urbano VIII*, compuesto contra el Papa francófilo, y publicado bajo seudónimo en 1633.

Este folleto nos muestra cómo las campañas de propaganda se trazaban desde la corte con destino a dos potenciales lectores: los internos (nacionales), y los internacionales, algunos tan importantes e influyentes como dicho Papa, al que Vera y Zúñiga pretendía desacreditar informándole sobre «lo que el mundo comenta de vuestra persona»²⁰, es decir, su reputación.

Es el mismo Papa al que José Pellicer dedica en 1635 su *Defensa de España*, cuando toma la pluma para que «la malicia de los extranjeros [...]», con los que el Papa simpatizaba, «no amancille el decoro de nuestra grande nación [...]»²¹. El cronista afirma que escribe la *Defensa*: «[...] contra las calumnias sembradas

16 María Soledad Arredondo, *Literatura y propaganda...*, op. cit., p. 52.

17 Richard Kagan, *Los cronistas y la corona*, Madrid, Marcial Pons, 2010, p. 95.

18 Desde eruditos tratados, invectivas anónimas y apologías, en lo que podemos considerar una moderna campaña de imagen.

19 Ver su edición de Juan Antonio de Vera y Zúñiga, *Al grande, al pío...*, Mérida, Editora regional de Extremadura, 2014.

20 *Ibid.*, p. 29.

21 José Pellicer, *Defensa de España*, citamos por la edición de Venecia, 1635, «Al que leyere», s.p.

por el manifiesto francés, que ha dado a entender que don Felipe IV el Grande, mi señor, es cómplice único en los movimientos, alteraciones, miserias, calamidades y guerras [...]» de Europa; cosa que «mueve los ánimos de sus muy leales vasallos, interesados en la clara y nunca manchada reputación de su Rey [...]»²². Por eso Pellicer defiende esa reputación, para que «no pierda España aquel grande y glorioso renombre, que consta de innumerables y heroicos hechos [...]»²³, a pesar de que el Papa sea más favorable a las tesis francesas. De ahí que tuviera especial importancia la sustitución de dicho Papa por Inocencio X, más afín a la corte española, porque, según dice Saavedra en carta de octubre 1644, «[...] el símbolo de sus armas parece que significa que será la paloma que anunciará la paz al mundo»²⁴.

El renombre, el prestigio de la monarquía y su reputación –concepto escurridizo y polisémico, como vemos– estaban en juego desde mucho antes, como ya se ha señalado²⁵, con la merma de reputación que supuso la firma de la tregua de Amberes con las Provincias Unidas. Y para demostrar la importancia de esas primeras pérdidas o renunciaciones sirven muchas de las *Empresas* de Saavedra, como la n.º 31: «[...] los imperios se conservan con su misma autoridad y reputación. En empezando a perderla, empiezan a caer [...]»²⁶.

Sin embargo, de Saavedra Fajardo nos interesan también otros textos que expresan matices complementarios. Primero, uno relativamente temprano, *Indispositione generale della monarchia di Spagna* (1630), cuya autoría está en discusión²⁷, donde Saavedra se refiere a la reputación del Rey, poniendo como ejemplo a Fernando el Católico, que «comprometió toda su gloria en mantener los ejércitos, ya que sabía bien cierto que la reputación del rey consiste más en el esplendor de sus armas que en adorno de su persona»²⁸. Después don Diego escribe las *Introducciones a la política y Razón de estado del rey católico don Fernando* (1631), cuya primera parte va dedicada al Conde-Duque, y al Rey la parte segunda. En ésta, el apartado X está dedicado al arte de reinar

²² *Ibid.*, p. 3.

²³ *Ibid.*, p. 4.

²⁴ Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra: un diplomático en el Franco Condado y en Münster*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2015, p. 110.

²⁵ Ver, por ejemplo, Juan E. Gelabert, «1609. Cuestiones de reputación», *Cartas de La Goleta*, II, *Actas del coloquio internacional Los moriscos y Túnez*, Túnez, Embajada de España, 2009, p. 27-38, que recoge también opiniones de Saavedra, y del duque de Medina de las Torres, en 1666: «La verdadera reputación de los estados no consiste en meras apariencias, sino en la permanente seguridad y conservación de sus territorios, en la protección y bienestar de sus súbditos, [y] en el respeto que los otros príncipes tengan por su autoridad y fuerza militar».

²⁶ Diego de Saavedra, *Empresas...*, *op. cit.*, p. 435-436.

²⁷ Sonia Boadas, «Sobre la autoría de *Indispositione generale della monarchia di Spagna*», *Revista de literatura*, 2015, julio-diciembre, LXXVII, 154, p. 355-370. Cito *Indispositione...* por la traducción de José Luis Villacañas y edición de Belén Rosa de Gea en *Rariora et minora*, *op. cit.*, p. 111-141.

²⁸ Diego de Saavedra, *Indispositione generale della monarchia di Spagna*, *op. cit.*, p. 124.

y señala: «[...] Aventurado y peligroso sería el gobierno que reparase en las leyes escrupulosas de la reputación, instituidas ligeramente entre los inferiores [...]. La reputación no está en el sujeto, sino en la opinión exterior que se tiene dél [...]»²⁹; y el autor opone, como ya hemos visto, las «ligeras apariencias de reputación» a la «verdadera reputación de su persona o de sus armas».

Poco después, en 1633, el mismo Saavedra demuestra que compartía las ideas de Olivares sobre la utilidad de la historia para conservar la reputación. Así se manifiesta en carta escrita al Conde-Duque desde Milán:

[...] aquí truje el libro que tengo hecho de la libertad de Italia [...] con ánimo de enviar desde aquí una copia con pliegos blancos en medio, para que V. Excelencia advirtiese lo que fuese conveniente, porque pienso será obra del servicio de Su Majestad [...] tan llena de noticias que de ella las tomen los historiadores [...]»³⁰.

196 Efectivamente sus noticias debieron de ser útiles para la propaganda de 1635. Por ejemplo, el cronista José Pellicer alardea de múltiples fuentes para su Defensa de España, en lo que ya parece todo un método para escribir la historia inmediata: «[...] para el que quisiere [...] suplir lo que yo hubiere errado me ha parecido hacer una lista de las historias, instrumentos y papeles de donde yo he tomado esta respuesta [...]»³¹; o para formar «una historia», como proponía el borrador que enviaba Saavedra desde Italia.

En este sentido, el análisis del manuscrito sobre «Papeles de historia del reinado de Felipe IV»³² nos permite conocer los pasos sucesivos, lentos y cuidadosos, con que se preparaban historias, tratados y respuestas polémicas a manifiestos de los enemigos. Así lo veremos tiempo después en las instrucciones que el propio Felipe IV manda a Saavedra, plenipotenciario en Münster; por ejemplo, en la carta de 1-2-1644, encargándole escribir sobre los derechos de España y los «pretensos» derechos de los reyes de Francia, pero basándose en un «papel» redactado en Madrid y otro en Flandes³³.

En 1635 el texto de Palafox titulado *Lo que se le ofrece a don Juan de Palafox sobre el tratado que Vuestra Majestad manda hacer desde el año de 24 hasta el de 35* contesta a una petición del Rey; y contiene enjundiosas observaciones sobre cómo defenderse de infundios y calumnias que redundaban, indudablemente, en una pérdida de reputación, aunque no utiliza ni una sola vez dicho término. El 12 de mayo de 1635 don Juan de Palafox firmó este informe dirigido a

29 Diego de Saavedra, *Introducciones a la política y Razón de estado del rey católico don Fernando* (1631), Murcia, Tres Fronteras, 2008, p. 198-199.

30 Cito por Quintín Aldea Vaquero, *España y Europa en el siglo XVII*, I, 1631-1632, Correspondencia de Saavedra Fajardo, Madrid, CSIC, 1986, p. 43-44.

31 José Pellicer, *Defensa de España*, «Al que leyere», *op. cit.*, s. p.

32 Real Biblioteca, ms. II/1451.

33 Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos...*, *op. cit.*, p. 426.

Felipe IV, expresando su opinión sobre un «tratado» de carácter histórico dedicado a los sucesos políticos ocurridos entre 1624 y 1635; y partiría, previsiblemente, de aspectos que pudo conocer entre 1629 y 1631, cuando viajó a Alemania, acompañando a la hermana del Rey, ya reina consorte de Hungría. Posteriormente don Juan fue nombrado, primero, fiscal, y luego consejero de Indias, en 1633; y en calidad de tal entraría a formar parte de la citada Junta de Cronistas en 1634.

Este documento de 1635, que no aparece en la Consulta evacuada al Rey, marca un hito interesante para la adscripción de Palafox al grupo de propagandistas, donde su participación se limitaba, hasta ahora, al *Diálogo político del estado de Alemania* (1631), que no se publicó³⁴, y al *Sitio y socorro de Fuenterrabía* (1639), que fue su contribución oficial a la campaña de imagen. De manera que dicho informe indica el conocimiento que tenía Palafox de los debates políticos, literarios y propagandísticos; y, además, su clarividencia sobre cómo había de escribirse la historia, según muestra el siguiente fragmento:

Las historias, Señor, más sirven para enseñar que para persuadir, porque en ellas llana, distinta y verdaderamente se refieren los sucesos sin vestirlos de afectos ni ponderaciones, gobernándose el que escribe con indiferencia, entereza y verdad, sin declinar más a una parte que a otra; refiriendo lo cierto como cierto, lo verisímil como verisímil, lo dudoso como dudoso. Y tal vez se acredita tratando con algún desapego las cosas propias, con que es más creído en las muy importantes. Esta es la causa por que dudo mucho que con esta forma de tratado se puedan conseguir los efectos que se pretenden, y sería conveniente buscar otro medio³⁵.

En cuanto a quienes habían de escribir las historias que sostuvieran la reputación de la monarquía y revelaran los «designios» del Papa, Palafox declina suavemente la petición del Rey, por ser sacerdote, y aconseja escoger a otra persona que se hallase sin las órdenes sagradas: «Y más teniendo Vuestra Majestad en su Monarquía sujetos de señalada erudición, elocuencia y doctrina [...]».

Sin embargo, Palafox no rechazó escribir en 1638, por encargo del rey, el *Sitio y Socorro de Fuenterrabía*, que también se refiere a los éxitos militares en los distintos territorios de la monarquía. En el prólogo al lector Palafox parece distinguir entre

34 Juan de Palafox y Mendoza, *Diálogo político del estado de Alemania y comparación de España con las demás naciones*, edición de María Soledad Arredondo, Madrid, Clásicos Hispánicos, 2015, por la que cito.

35 Juan de Palafox y Mendoza, *Lo que se le ofrece a don Juan de Palafox sobre el tratado que Vuestra Majestad manda hacer desde el año de 24 hasta el de 35*, edición de M^a Soledad Arredondo, «Palafox en 1635: un informe para el Rey. Lo que se le ofrece a don Juan de Palafox sobre el tratado que Vuestra Majestad manda hacer desde el año de 24 hasta el de 35», *Miscelánea palafoxiana y poblana*, Madrid, Iberoamericana-Vervuert, 2016, p. 23.

su propia «relación» sin «aliño», y la «elocuencia» de las «grandes historias». En el cuerpo de la obra también distingue entre los «sucesos desnudos, cuales son las batallas y los vencimientos», que «arrebatan así la opinión y la fama»³⁶, y las decisiones estratégicas tomadas por el poder, en este caso el Consejo de estado y de guerra³⁷. Y así dice que «cualquiera mal suceso, por ligero que sea, lleva tras sí mayor pérdida de reputación»³⁸, atribuyendo a la decisión del Conde-Duque la acertada resolución sobre el socorro de Fuenterrabía, en un fragmento que liga de nuevo reputación y proyección internacional de la monarquía:

Este parecer era más conforme a la grandeza de ánimo de Su Majestad y a la reputación de poder y fuerzas de España, manifestando al mundo que basta ella sola, invadida en Flandes, invadiendo en Italia, sitiado San Salvador del Brasil y Fuenterrabía, para acudir a la defensa de todo [...] ³⁹.

198

Se trata ya de un concepto más ambicioso, y también más belicoso, que el que aparecía en el *Diálogo político del estado de Alemania*, de 1631, cuando Palafox lanzaba un mensaje de unión y optimismo:

Cría buena sangre el animarse todos, procurando con alegría y valor oponer el ánimo al peligro, el hombro al peso, el cuerpo al trabajo, por razón, por reputación, por necesidad⁴⁰.

Como vemos, el concepto de reputación varía según las circunstancias, y de manera especial en tiempo de guerra, donde el cetro flaquea y «un acto solo derriba la reputación»⁴¹.

De ahí que se aprovechen las embajadas para construir o conservar la reputación de la monarquía, de lo que nos informa Saavedra durante su estancia como plenipotenciario en Münster (noviembre de 1643 a marzo de 1646), a través de una abundante correspondencia.

En ella trata multitud de aspectos que afectan a la reputación, término que aparece, por ejemplo, en carta de octubre 1644, sobre la escasez de medios materiales:

[...] nosotros nos hallamos tan flacos como he representado con tiempo y represento de nuevo, acordando lo mismo, porque no se nos eche la culpa si en un suceso se perdiere la reputación de Su Majestad y este congreso⁴².

³⁶ Juan de Palafox y Mendoza, *Sitio y Socorro de Fuenterrabía*, edición de Jesús María Usunáriz, Pamplona, Asociación de amigos del Monasterio de Fitero, 2003, p. 49.

³⁷ Por entonces el autor era ya Consejero de Indias, pero había sido Fiscal del Consejo de guerra.

³⁸ Juan de Palafox y Mendoza, *Sitio y Socorro de Fuenterrabía*, *op. cit.*, p. 115.

³⁹ *Ibid.*, p. 116.

⁴⁰ Juan de Palafox y Mendoza, *Diálogo político...*, *op. cit.*, p. 82.

⁴¹ Diego de Saavedra Fajardo, *Empresas...*, *op. cit.*, Empresa 31, p. 436.

⁴² Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra...*, *op. cit.*, p. 106.

O sobre posibles humillaciones en cuestión de protocolo; por eso respira aliviado cuando se logró conformidad con la redacción del documento de la plenipotencia (noviembre de 1644), que era «punto de reputación»: «Yo he salido de un gran cuidado, porque temí que nos habíamos de quedar excluidos de este tratado, habiéndose ofrecido un punto tan de reputación y en que estaban empeñados franceses»⁴³.

Sobre esa reputación hay muchos matices, algunos de carácter social, como la participación en acontecimientos religiosos o sociales en Münster. Y Saavedra refiere en carta dirigida al Marqués de Castel Rodrigo en 1644 la asistencia a un *Te Deum* con motivo de la elección del nuevo Papa, Inocencio X, porque «no se podía hacer este acto sin gran nota [...] y que convenía a la reputación de su Majestad», pese a los riesgos físicos que conllevaba: «[...] la acción fue aventurada, porque tuvieron tiempo para considerarlo y venir armados [...] y esté cierto V. E. que habríamos procurado mantener el lugar hasta morir en él [...]». Así que el plenipotenciario aprovecha para recordar la conveniencia de que manden «dos oficiales», porque no tienen fuerzas⁴⁴, y si estaban muy «flacos» de dinero también lo estaban de protección.

Esta intensísima correspondencia refleja además:

- la impaciencia ante las dilaciones y los «letargos» de Madrid⁴⁵, «obrando en todo con tanta tardanza que se pasan las ocasiones»⁴⁶.
- las suspicacias entre representantes franceses, imperiales y españoles. A ello se suma el recelo sobre la admisión y estancia de portugueses y catalanes en Münster. Los franceses tratan con ellos, y a don Diego le exaspera que admitan a los vasallos-traidores a su Rey; por ejemplo, en carta de octubre de 1644 narra la llegada del representante de Portugal⁴⁷, su lujoso séquito y su relación con holandeses y franceses.

Sobre los catalanes⁴⁸, basta citar lo que dice Brun en 1644 sobre Fontanella, mostrando su animadversión, e insinuando la posibilidad de deshacerse del que estorba: «[...] los franceses envían a Cataluña al doctor Fontanella, uno destes

⁴³ *Ibid.*, p. 155.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 112.

⁴⁵ «Cierto, señor, que es grande el letargo de España, pero como ha poco que estuve en Madrid, no me admiro de nada» (*ibid.*, p. 249). A la lentitud exasperante del gobierno se refiere con ironía el historiógrafo de Francia Charles Sorel, en *La defensa de los catalanes* (1642): «Hacía mucho tiempo que ese Consejo eterno, que toma decisiones que no ejecuta hasta cien años después [...]» (Charles Sorel, *La defensa de los catalanes*, edición de María Soledad Arredondo, Madrid, Tecnos, 2001, p. 45-46).

⁴⁶ Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra...*, op. cit., p.108.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 105-106.

⁴⁸ Cuya presencia en Münster ha estudiado Ricardo García Cárcel, «La conciencia española en la crisis del siglo XVII: El problema catalán en Münster», en Heinz Duchhardt y Cristoph Stroseyzki (coord.), *La cultura y la política de España en la prima mitad del siglo XVII*, Köln, Bolau Verlag, 1996, p. 129-138.

cabos de la rebelión de aquella provincia [...]. Si pasa por cualquiera parte de los estados, sería justo en cualquier manera de no permitir que no llegase a su maldita tierra»⁴⁹; y lo que dice el propio Saavedra: «[...] conviene enviar a ese catalán llamado Fontanet a Barcelona para mantener aquella rebelión. Así me lo ha dicho el confidente y que importaría impedirlo matándole o prendiéndole en el camino [...]»⁵⁰.

200 Temas recurrentes relacionados con la reputación colectiva son: las precedencias, lujos y apariencias en los séquitos; las visitas a las legaciones; la conveniente dignidad del duelo por la reina Isabel, etc. Pero también otros aspectos menos accesorios y muy poco ejemplares, que demuestran cómo en la diplomacia el fin justificaba los medios. Así, la suspensión de armas o la continuación de la guerra, cuando ésta perjudicara a los franceses; los confidentes, los espías, las sustracciones de documentos («Este papel se hurtó del escritorio del cardenal Mazarin»⁵¹; las cantidades ofrecidas para sobornos: lo hacían los franceses con dinero y con banquetes⁵², y don Diego se ofrece a hacerlo para ganar la voluntad del obispo de Osnabruck⁵³; así como otras tácticas relativas a cosas de mujeres y de reinas: «[...] importaría que la Emperatriz y la Archiduquesa, como de motivo propio, escribiesen cartas muy afectuosas a la reina de Francia, quejándose de que fuese instrumento de la ruina de sus hermanos [...]»⁵⁴, e insistiendo: «[...] cartas muy lastimosas y resentidas de los trabajos en que ponía a sus hermanos [...]»⁵⁵; lo que se aprecia también por las mismas fechas en *Locuras de Europa*, cuando Mercurio se refiere al «gobierno de mujeres»: «La mayor desgracia de Europa es haber caído, una parte de ella en el gobierno de mujeres»⁵⁶.

Entre todo ello destaca la continuada actividad literaria de Saavedra. Primero, por encargo del Rey, según carta de mayo 1644:

[...] me manda V. M. que esparza algunos tratadillos que puedan inducir a la paz, deshacer los designios de Francia, y descubrir la sincera intención de V. Majestad. Y siempre he trabajado en esto, reconociendo lo que mueven y que de ello se valía Richelieu⁵⁷.

49 Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra...*, op. cit., p. 134-135.

50 *Ibid.*, p. 137.

51 *Ibid.*, p. 11.

52 *Ibid.*, p. 108.

53 *Ibid.*, p. 183.

54 *Ibid.*, p. 261.

55 *Ibid.*, p. 295, carta de 2-5-1645.

56 Diego de Saavedra Fajardo, *Locuras de Europa*, edición de Sonia Boadas en *Rariora et minora*, op. cit., p. 431.

57 Cito por la edición de Ángel González Palencia, *Obras Completas*, Madrid, Aguilar, 1946, p. 1383.

Y, posteriormente, del Marqués de Castel Rodrigo, gobernador de los Países Bajos hasta 1647, porque nuestro autor se refiere, desde agosto de 1645, a los papeles redactados con fines políticos en varias cartas consecutivas, y a la gestación de *Locuras de Europa*⁵⁸. Por primera vez menciona un «papel» que «será de suerte que no parezca hecho para solos los estados, sino común para toda Europa»⁵⁹; y luego sus diversas versiones y borradores, convencido de que «[...] tales papeles hacen más efecto que las armas [...]»⁶⁰. En la primera carta propone pagar a algún holandés para que divulgue o lance rumores, ya que «[...] el tratadillo flamenco esparcido en Holanda es de tanto efecto que... ha importado más que haber metido allí diez mil soldados [...]»⁶¹. Más adelante insiste en la misma idea en carta al Rey, de enero de 1645: «Los trabajos de la Monarquía de V. M. son tan grandes que obligan a procurar con el arte lo que no se puede con la fuerza»⁶².

Si las labores de despacho de Saavedra en esta embajada pueden calificarse de fracaso diplomático, ya que fue relevado por el Rey, ha de reconocerse, sin embargo, que su tarea fue muy fructífera en cuanto a la escritura propagandística. Como gran literato, don Diego escoge la forma y el género adecuados para sus obras: el diálogo en *Locuras de Europa*, para la persuasión del adversario en un contexto de campaña de imagen⁶³, y la escritura de la historia, más reposada, para defender en la *Corona Gótica* (publicada en Münster, 1646): «los derechos legítimos en que se fundó el reino y monarquía de España, y los que tiene a diversas provincias [...]»⁶⁴.

El propio Saavedra dice en *Corona Gótica* que escribe en momentos de ocio del Congreso de Münster⁶⁵, y se refiere a la obra repetidas veces hasta que en abril de 1645 comunica a Castel Rodrigo que el texto está casi acabado⁶⁶. La *Corona*

58 Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra...*, op. cit., p. 335-342.

59 *Ibid.*, p. 335.

60 *Ibid.*, p. 335.

61 *Ibid.*, p. 155.

62 *Ibid.*, p. 197. Ver Sonia Boadas, *Dos epistolarios...*, op. cit., «Introducción», p. 34, con muchos detalles de obras de propaganda en curso, algunas casi vetadas desde Madrid.

63 Igual que hizo Palafox, en 1631, para defender un texto político escrito en diálogo; ver María Soledad Arredondo, «Diálogo, diario, historia, juicio, dictamen: géneros y estilo en la prosa política de Juan de Palafox y Mendoza», *Revista Internacional d'Humanitats*, 30, jan-abr 2014. Ya señalé la utilidad política de esta forma literaria en María Soledad Arredondo, «Diálogo y política internacional en *Locuras de Europa*, de Saavedra Fajardo», *Criticón*, 58, 1993, p. 11.

64 Diego de Saavedra Fajardo, *Corona Gótica*, edición de José Luis Villacañas, Murcia, Tres Fronteras, 2008, p. 76-77).

65 «Obra es ésta que requería más tiempo [...], pero habiendo venido a este Congreso de Münster por plenipotenciario de su Majestad para el tratado de la paz universal, hallé en él más ociosidad que la que convenía a un negocio tan grande [...], con que me hallé obligado a trabajar en algo que pudiese conducir al fin dicho del servicio del Príncipe nuestro señor [...]» (Diego de Saavedra Fajardo, *Corona Gótica*, op. cit., p. 76-77).

66 Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra...*, op. cit., p. 271.

es «Una historia al servicio de la política»⁶⁷, un texto bien fundamentado, porque, según el autor: «el oficio de historiador no es de enseñar refiriendo, sino de referir enseñando»⁶⁸. En la obra aparece repetidas veces el término «reputación», indicando un concepto muy amplio. Por ejemplo:

Es la reputación el espíritu que, como a los cuerpos, sustenta derechas las monarquías, y si falta, caen desmayadas con tan apresurado movimiento que apenas se interpone tiempo entre su mayor altura y su más bajo precipicio⁶⁹.

En varias ocasiones Saavedra insiste en la rapidez de su pérdida, ligando pérdida de las monarquías y pérdida del «respeto y la reputación que las sustentan»⁷⁰; lo que indica que la reputación no siempre depende de conceptos militares ni defensivos⁷¹.

202

Respecto a esa reputación perdida, en 1643 Saavedra Fajardo escribe los *Suspiros de Francia*⁷², donde hallamos el sintagma «reputación perdida» referido a la de los españoles. Éstos se hallaban en el punto más bajo de la rueda de la fortuna, según el autor, y naturalmente habrían de mejorar; sobre todo cuando el Rey de España «ha tomado sobre sí todo el peso de la Monarquía», es joven y vigoroso, tiene asegurada la sucesión y la nación desea recobrar «la reputación perdida»⁷³. Se trata de un mensaje interesado y partidista, que revela ilusión ante la decisión de Felipe IV: cesar al Conde-Duque y tomar las riendas del gobierno⁷⁴.

Esto nos permite pasar a otra pérdida de reputación, la reputación personal de ciertos escritores que han prestado servicios al Rey, cuando se sienten vejados y humillados en su propia dignidad. Es el caso de Quevedo, caballero de Santiago, que afirma que su «prisión» se produce «en agravio de su persona, reputación, vida y hacienda»⁷⁵. Y es el caso de Saavedra, cuyo epistolario revela dolor y descrédito en numerosas ocasiones, desde las cartas dirigidas en 1645 al marqués de Castel Rodrigo, lamentándose del mal trato del conde de Peñaranda: «como

67 Como dice su editor, José Luis Villacañas (Diego de Saavedra Fajardo, *Corona Gótica*, op. cit., «Estudio», p. 20).

68 Diego de Saavedra Fajardo, *Corona Gótica*, op. cit., «Al lector», p. 73.

69 *Ibid.*, p. 115.

70 *Ibid.*, p. 405.

71 O «los logros de la conquista», sino de la «memoria del pasado y la apariencia del presente» (Belén Rosa de Gea, *Res pública y poder...*, op. cit., p. 316).

72 Citamos por la edición de Belén Rosa de Gea en *Rariora et minora*, op. cit., p. 373-391. Ver María Soledad Arredondo, *Literatura y propaganda*, op. cit., p. 330-337.

73 Diego de Saavedra Fajardo, *Suspiros de Francia*, op. cit., p. 388-389.

74 Esto fue alabado por Quevedo, en el hiperbólico y lisonjero *Panegírico a la majestad del rey nuestro señor don Felipe IV*, cuando afirma «que será gloria a la modestia y reputación de vuestra majestad» (citamos por la reciente edición del vol. VI de las *Obras en prosa, Memoriales*, Madrid, Castalia, 2015, p. 488).

75 Así en el texto apócrifo, según *Memoriales*, op. cit., p. 403.

la desconfianza de mí toca vivamente a mi reputación, vivo tan afligido [...]»⁷⁶. En ellas expresa la humillación que siente: «Todo lo notan los demás ministros con descrédito mío».

Saavedra percibe pronto la desconfianza, como indican las cartas de 1644, que afirman en octubre: «Aquí, señor, se hace lo que se puede y aún más cuando en España me tratan peor que nunca [...]»⁷⁷. En marzo de 1645 declara que no puede hacer nada sin consultar, y que no le permiten imprimir, aunque parte de la tarea de los diplomáticos Brun y Saavedra consistía en escribir y difundir rumores. La primera mención de la prohibición se halla en noviembre de 1644, y conlleva cierta ironía: «Yo me alegro mucho de que florezcan en España tan grandes doctores que sea menester su censura», pese a que «[...] nos perturban más las cartas de España que los accidentes de esta negociación»⁷⁸.

Por estas fechas da la impresión de que el plenipotenciario no obedecía las instrucciones, si juzgamos por una carta muy dura de Felipe IV, de 17 enero de 1645: «[...] volveros a repetir que se os ha ordenado diversas veces que de todo lo que penetraredes y entendieredes [...] deis cuenta al marqués de Castel Rodrigo»⁷⁹. Por fin, en febrero de 1645, Saavedra escribe al Marqués evidentemente preocupado por su futuro:

[...] lo obedeceré puntualmente, debiendo creer que conviene a su real servicio que siendo yo tan inútil instrumento para él en este congreso recibiré particular favor de V. E. en ayudarme a salir presto dél con reputación [...]»⁸⁰.

Todo se refrenda con otras dos cartas del Rey (septiembre y octubre de 1645), anunciando que llega Peñaranda y que todas las decisiones quedarán en sus manos: «[...] quedáis advertido que toda esa negociación ha de quedar por su gobierno»⁸¹. En realidad, desde abril de 1645 Felipe IV manifiesta a Castel Rodrigo que la actuación de Saavedra ante los príncipes del Imperio es inapropiada, y le informa de la carta entregada a Peñaranda ordenando que «[...] he resuelto sacarle de Münster luego a don Diego de Saavedra [...]»⁸².

Esa pérdida de reputación se produce paulatinamente desde la llegada del conde de Peñaranda, y se aprecia en ciertos detalles. Por ejemplo, privar a Saavedra de su secretario; él lo considera «un descrédito», según carta de 29 julio 1645, e incluso un riesgo, puesto que el secretario estaba al tanto de los papeles de la embajada. La frase en este caso se refiere a la pérdida de reputación de ese

⁷⁶ Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra...*, op. cit., p. 372.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 117.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 155.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 212.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 246-247.

⁸¹ *Ibid.*, p. 449.

⁸² *Ibid.*, p. 277.

funcionario, pero afectaba a don Diego: «[...] no sé cómo le he de echar ahora de mi casa, ni con qué reputación volverá a la suya, ni que sea servicio de V. M. que vaya desconsolado quien ha tenido a su cargo la cifra y los papeles de estas negociaciones»⁸³.

De manera que en el último año de la embajada se producen matices en el vocablo, fruto del mal cariz de las negociaciones⁸⁴; esto explica la indignación de don Diego, que es tachado en Madrid de «ardiente», una acusación que corrobora Antonio Brun en carta a Castel Rodrigo: «[...] está rabiando y fundando pendencias terribles con diversos imaginarios [...]»⁸⁵. Respecto a esa reputación individual decreciente hay grados, desde el desaire: «lo menos que considero es el desaire»⁸⁶, referido a las humillaciones con la llegada de Peñaranda; al dolor por el cese, reflejado en carta al Rey cuando salió de Münster: «[...] conviniendo a mi reputación llegar presto a los reales pies de Su Majestad»⁸⁷.

204

Tampoco Palafox fue debidamente recompensado al volver de Méjico, porque hubo de contrarrestar infundios contra su labor episcopal en Puebla de los Ángeles. En 1652 escribe su memorial *Al rey nuestro señor. Satisfacción al memorial de los religiosos de la compañía de Jesús de la Nueva España*, para defender lo que hoy llamaríamos su propia reputación, minada por ataques de los jesuitas en años anteriores. Sin embargo, esa voz aparece escasamente en la obra, porque el obispo de Puebla de los Ángeles declara repetidas veces que no es «político», y que sufre pacientemente las calumnias; en cambio sí emplea «fama» y «honra», cuando lamenta que otros religiosos lo desacrediten.

Igualmente, apenas hallamos nuestro término en la *Vida*⁸⁸ del obispo, escrita por el Padre Argaiz, que utiliza honra, estima, ejemplaridad, etc., para expresar elogiosamente que Palafox logró, por fin, superar los ataques lanzados por los jesuitas y el juicio de residencia sobre su actuación en la Nueva España. También consiguió el favor del Papa y el amor del Rey, porque Felipe IV lo destinó al Consejo de Aragón en 1650; pero... cuando vivía con honra y estimación en la corte de Madrid, el Rey lo envió como obispo a una diócesis de muy segundo orden: la de Burgo de Osma, en 1654.

⁸³ *Ibid.*, p. 331.

⁸⁴ Parece que también existía cierta animadversión contra Saavedra; sin embargo, éste señala que la reina le estimaba, en la carta de 19-11-1644: «Mucho he sentido la muerte de la Reina nuestra señora [...], porque ha sido gran pérdida y porque a mí me honraba mucho [...]» (Sonia Boadas, *Dos epistolarios inéditos de Diego de Saavedra...*, op. cit., p. 151).

⁸⁵ *Ibid.*, p. 161.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 293.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 396, carta de Münster, 31 de marzo 1646.

⁸⁸ Ver Gregorio Argaiz, *Vida de don Juan de Palafox*, edición de Ricardo Fernández Gracia, Pamplona, Asociación de amigos del Monasterio de Fitero, 2000, p. 175: «[...] y teniendo su Majestad en la memoria que le había llamado para premiarle en España con silla digna a sus partes y méritos [...]».

Como conclusión a este recorrido sobre el múltiple sentido de la reputación, bastan las hermosas y certeras palabras del Obispo-Virrey:

Señor, compasión es [que] haya quien quiera levantar soberbios edificios de su grandeza a costa de la ruina de las acciones y crédito ajeno. Parece que el tal quiere apagar las luces de las obras y hazañas religiosas para que campee, cual sol sin consorte, sola su reputación⁸⁹.

⁸⁹ *Al rey nuestro señor. Satisfacción al Memorial de los religiosos de la compañía de Jesús de la Nueva España*, Madrid, Gregorio de Mata, 1652, p. 226.

LISBOA, ROMA, NIMEGA 1668-1678:
¿CRISIS O REAJUSTE DE LA REPUTACIÓN?

María Victoria López-Cordón Cortezo
Universidad Complutense de Madrid

LA REPUTACIÓN: ENTRE LA POLÍTICA, LA PRÁCTICA DIPLOMÁTICA Y LA CARACTERIOLOGÍA

Que la reputación es un instrumento más de la controversia diplomática e, incluso, de la negociación, está claro en los textos de los tratadistas españoles del siglo XVII. Para Vera y Zúñiga era la carta de presentación de una monarquía, una conquista que se ganaba con las armas, pero se formaliza a través de prácticas cortesanas, entre las cuales, el ceremonial, la precedencia y la representación pública, eran los elementos definitorios¹. Cuando el futuro conde de Roca trató sobre ella, carecía de experiencia diplomática, que sí tenía Benavente y Benavides cuando, unos años más tarde, la identificó con el crédito y la obligación de mantener los compromisos contraídos, especialmente los de paz². Más allá de sus diferencias, ambos textos se inscriben en una solución de continuidad ya que fue esa conjunción entre apariencia y experiencia la que dotó al concepto de una gran ductilidad, permitiendo utilizarlo tanto a modo de sustantivo objetivado, en el sentido de fama, como en el de opinión que se merece a otros. En ambos, la reputación era voluble, incluso equívoca, porque no era un concepto abstracto, sino que se encarnaba en sujetos, que unas veces la utilizaban para defender sus intereses y otras eran esclavos de sus reglas.

Pero, ¿ocurría lo mismo en el caso de la reputación de las monarquías? No es una pregunta retórica, sino en cadena porque cabe plantearla desde muchas perspectivas: ¿era un fin o un instrumento de la política de estado? Con la historia en la mano, ¿su defensa empecinada, no era ocasión de su pérdida? En el plano moral ¿era virtud u oropel? ¿fruto del esfuerzo o de la fortuna? Respecto a su vigencia, pocos dudaban que fuera un ingrediente activo de la vida y la

¹ Juan Antonio de Vera y Zenia, *El Embaxador*, Sevilla, Francisco de Lira, 1620.

² Cristóbal de Benavente y Benavides, *Advertencias para Reyes, Príncipes y Embajadores dedicadas al serenísimo Príncipe de las Españas D. Balthasar Carlos de las Españas...*, Madrid, Francisco Martínez, 1643.

política de la época. Para Saavedra, mientras en el hombre común «la reputación no está en el sujeto, sino en la opinión exterior que se tiene de él», en el caso de un príncipe, adquiriría carácter de ejemplaridad y se dirigía al objetivo político de conservar el poder:

Los espíritus y el calor humano mantienen derecho el cuerpo humano, no bastaría por si misma la breve base de los pies. ¿Qué otra cosa es la reputación sino un ligero espíritu encendido en la opinión de todos que sustenta derecho el cetro?³

Una generación más tarde, otra cuestión era la que preocupaba: ¿sus mandatos eran inmovibles o debían adaptarse a las circunstancias?

La praxis política jugó a favor de la flexibilidad, especialmente en el ámbito diplomático, donde siempre estuvo sujeta a restricciones mentales. Por ello, antes de emprender un viaje de Londres a Roma y de Roma a Nimega, para analizar esta evolución, voy a iniciarlo con el relato de un incidente ocurrido en 1661 y en Londres, relativo a la precedencia diplomática, una vieja cuestión de reputación.

Había habido con anterioridad incidentes, incluso mas graves, entre España e Inglaterra, como ocurrió en 1650, cuando fue asesinado el embajador inglés en Madrid, Antonio Ascham, por realistas ingleses allí refugiados. Ni las autoridades supieron impedirlo ni, pese al arresto, juicio y condena capital a los culpables, Cromwell quedó satisfecho⁴. Supuso la salida del embajador español en Londres y facilitó la posterior ruptura de relaciones⁵. Un caso de flagrante violación de la inmunidad diplomática que fue aprovechado por un tercero, el publicista francés Antoine Aubery, para reeditar *De la prééminence de nos roys, et de leur préséance sur l'empereur et le roy d'Espagne*, que reabría la batalla política sobre esta cuestión y reivindicaba la primacía en la representación para Francia⁶.

Ya con Carlos II Estuardo, en 1661, un nuevo incidente reunió ambas causas. Era entonces embajador español en Londres el Barón de Watteville, Charles de Watteville, a quien había precedido, por deferencia de Felipe IV, su tío, el II marqués de Conflans, que había conocido y ayudado al monarca, exiliado

3 Diego de Saavedra y Fajardo, *Empresas políticas*, edición de Francisco Javier Díez Revanga, Barcelona, Planeta, 1988, *Empresa XXXI*, p. 204.

4 Josefina Castillo Soto, «Las relaciones entre Felipe IV y Carlos II de Inglaterra durante el protectorado de Cromwell (1656-1659)», *Espacio, Tiempo, Forma. Serie IV. Historia Moderna*, t. 2, 1989, p. 113-114. Mariano González Arnao, «El embajador de Cronwell asesinado en Madrid», *Historia* 16, VIII, 82, p. 36-40.

5 Antonio Cánovas del Castillo, *Historia de la decadencia de España*, Málaga, Algazara, 1992, p. 502 sq.

6 Antoine Aubery, *De la prééminence de nos rois et de leur préséance sur l'empereur et le roi d'Espagne. Traité historique dédié à monseigneur le Chancelier par le sieur Aubery avocat en Parlement*, Paris, M. Soly, 1649.

en los Países Bajos⁷. Pero, con motivo del recibimiento en la capital inglesa del embajador de Suecia, yendo el primero en la comitiva de carruajes que iba a darle la bienvenida, el coche francés se adelantó, haciéndolo retroceder su servicio con las armas. Los soldados ingleses intervinieron y abrieron paso a los franceses y el enfrentamiento se multiplicó⁸. El monarca francés lo consideró una ofensa, el español se disculpó, llegando ambos embajadores al acuerdo de no acudir o de ceder la preferencia a quien llegara primero. Pero, nombrado un nuevo embajador de Francia, se negó a suscribir la transacción, por mandato de Luis XIV, quien en sus *Memorias* hizo explícita su voluntad de preceder siempre a España:

Así pues, no pude aceptar ver mi derecho eludido por el artificio de Watteville, artificio que, repetido, podía constituir finalmente, no sólo la pretensión, sino la posesión del derecho contrario. Al punto al que había elevado la dignidad del nombre francés, me propuse no dejárselo disminuido a mis sucesores y, recordando que, en los asuntos de Estado, a veces conviene cortar lo que no puede desanudarse, ordené netamente a d'Estrades que, a la primera presentación de credenciales por un embajador, ordinario o extraordinario, lo hubiese notificado o no, enviase la carroza y la hiciera tomar y conservar el primer puesto⁹.

No pocos ingleses rememoraron entonces el incidente de 1650 y se inclinaron por Francia. Otros como Pepys, que fue testigo presencial, lo consideraron una sobreactuación francesa, reprochando a Carlos II, que había ordenado a sus tropas no intervenir, obrar con mas prudencia política que justicia, dado que, «los franceses eran por lo menos cuatro a uno en número»¹⁰. El asunto tuvo gran publicidad y quedó reflejada no solo en escritos, sino en una moneda conmemorativa y en uno de los hermosos gobelinos de la *Histoire du Roi*¹¹. Pero, quien definitivamente identificó la cuestión de la «concurrency» con la

7 Jean Charles Wateville de Joux (1628-1698), II marqués de Conflans, fue hecho prisionero por los anglo-franceses en la batalla de las Dunas de Dunkerque, tratando de evitar la captura del rey Carlos II Estuardo. Tras su estancia en Londres desempeñó varios puestos militares y de gobierno en los Países Bajos y, de vuelta a la península en 1678, fue consejero de Guerra, maestre de campo general de Cataluña y gobernador de la armas del Principado. Poco antes de morir fue nombrado virrey de Navarra.

8 A. Cánovas del Castillo, *Historia de la decadencia de España*, Málaga, Alzagara, 1992, p. 543-544.

9 Luis XIV, *Memorias del Rey Sol*, Barcelona, Atlántida, 1942, p. 58.

10 Samuel Pepys, *Diarios (1660-1669)*, Sevilla, Renacimiento, 2003, p. 82-83 (30-IX-1661). Isabel Yetano Laguno, *Relaciones entre España y Francia desde la paz de los Pirineos (1659) a la guerra de Devolución (1667). La embajada del marqués de la Fuente*, tesis doctoral, UNED, 2007; Miguel Ángel Ochoa Brun, «El incidente diplomático hispano-francés de 1661», *Boletín de la Real Academia de la Historia (BRAH)*, 201/1, 2004, p. 119.

11 Uno de ellos lleva la inscripción: «Audience donnée par le Roi Louis XIV à l'Ambassadeur d'Espagne au nom du Roi son Maistre qu'a l'advenir les Ambassadeurs d'Espagne n'en irons plus en concurrence avec les Ambassadeurs de France».

«reputación», fue el monarca francés en sus *Memorias*, detallando lo ocurrido y las declaraciones cruzadas entre París y Madrid, con un resultado que calificó de:

[...] afortunado, porque obtuve lo que mis predecesores ni siquiera esperaron, obligando a los españoles no sólo a no entablar competencia, sino a declararlo solemnemente y en un acto idéntico al que se resistían¹².

Más templados fueron Felipe IV, el consejo de Estado y los diplomáticos españoles, que zanjaron la cuestión dejando a un lado la reputación porque les distraía de su propósito: la neutralidad franco-inglesa en la cuestión de Portugal. Además, como señaló Sor María de Agreda al rey, aún siendo cierto el disgusto entre los embajadores en Londres, el problema real había sido que:

[...] el Rey de Francia, como mozo ardiente, se alteró más de lo que fuera razón: pero espero en Dios que nos ajustaremos y que no pasará el disgusto adelante¹³.

210

Pero hubo un tercer implicado que pagó con su destitución sus reflejos «reputacionistas», Charles de Watteville, el embajador. Nacido en el Franco Condado e hijo del I marqués de Coflans, descendiente de un suizo emigrado por razones religiosas y de una dama italiana, la condesa de Bussolino, era un militar curtido que había servido a la monarquía en la Valtellina, Milán, Nápoles y la propia Francia, apoyando a los frondistas. Estuvo poco en la corte, ya que al volver a la península se le nombró capitán general de Guipúzcoa, recibiendo en San Sebastián el nombramiento como embajador en Londres. No estuvo mucho tiempo, ya que antes que lo exigiera París, fue llamado a Madrid, y, tras un azaroso viaje, por tener prohibido pisar suelo francés, fue enviado preso al castillo de Santorcaz. Según Barrionuevo:

[...] para hacerle proceso de las demasías que le cargan, pero júzgase que librará bien, aunque en lo público se hagan estas demostraciones por razones políticas que hoy se deben abrazar¹⁴.

La observación deja ver que muchos juzgaron su conducta conforme a principios bien establecidos. Muerto ya Felipe IV, la regente doña Mariana le rehabilitó y le nombró en 1666 embajador extraordinario a Roma¹⁵. Su carrera, definitivamente orientada hacia la diplomacia, le llevó a Viena como embajador

¹² Luis XIV, *Memorias del Rey Sol*, op. cit., p. 65.

¹³ Caros Seco Serrano, *Cartas de Sor María de Agreda y Felipe IV*, Madrid, B.A.E., 1958, V, p. 175.

¹⁴ Jerónimo de Barrionuevo, *Avisos*, Madrid, Imprenta de Manuel Tello, 1893, IV, p. 398.

¹⁵ Allí mantuvo estrecha relación con su hermano, Jean de Watteville (1618-1702), embajador en los cantones helvéticos, milanés, clérigo y militar, que llevó una vida aventurera objeto de no pocos relatos. Nombrado abad de Baume-les-Messieurs, en 1659, pasó a sostener la causa francesa, siendo acusado de traición. Se refugió en París hasta la firma del Tratado de Nimega en 1678.

ordinario y, firmada ya la paz con Portugal, fue el encargado de abrir la embajada de Lisboa¹⁶. No mucho antes, como consejero de guerra, había tenido la oportunidad de opinar sobre la conveniencia o no de esa paz¹⁷.

LA GRAN PRUEBA: LA INDEPENDENCIA DE PORTUGAL

Que el asunto de Portugal obligaba a cambiar antiguos comportamientos, estuvo claro en el incidente anterior y en las numerosas consultas que se entrecruzaron entre la regente, los consejos y los representantes españoles en el exterior, porque la paz, cada vez más inevitable, conmovía más los principios políticos que sustentaban la monarquía que la propia rebelión. Trató de ello Jover Zamora, contraponiendo tres escritos con actitudes distintas. La breve *Respuesta que dio cierto ministro a Felipe IV sobre las cosas de Portugal*, de 1663, es explícita:

Si no es afrenta para España hacer paces con Holanda, siendo hereje, rebelado y tirano; si no es desdoro procurar paces con Bretaña; si es conveniencia hacerlas con Francia, ¿por qué no ha de ser lícito hacerlas con Portugal? Si de España temen todos y Portugal vence a España, mejor temerán a España unida con Portugal. Más crédito se pierde en las armas que en el brío, más se interesa en los casamientos de casa, que en las esperanzas de fuera¹⁸!

Abiertas entonces las Cortes de Madrid, la llegada del emisario portugués João Nunes de Acunha a finales de 1662, difundida, según el embajador español en Venecia, conde de Roca, por la *Gaceta de Amsterdam*, obligaba a reconsiderar las posiciones¹⁹.

Poco después y con la reputación como un punto de referencia, doña María de Guevara, condesa de Escalante, escribió su *Tratado y advertencias hechas por una mujer celosa del bien de su rey y corrida de parte de España*²⁰, reflejando los sentimientos de una nobleza fronteriza, inquieta ante el sesgo de los acontecimientos, dada la estrecha relación entre la continuidad de la monarquía

16 *Boletín de la Real Academia de la Historia*, 145-147, 1959.

17 Archivo General de Palacio (AGP), ms. II-2.825.

18 José María Jover, «Tres actitudes ante el Portugal restaurado», *Hispania*, 38/10, 1950, p. 170.

19 Rafael Valladares, *La rebelión de Portugal: guerra, conflicto y poderes en la Monarquía Hispánica (1640-1680)*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1998, p. 201-207.

20 María de Guevara, *Tratado y advertencias hechas por una mujer celosa del bien de su rey y corrida de parte de España*, B.N.M., ms. 12.270, publicado por Manuel Serrano y Sanz, *Apuntes para una biblioteca de escritoras españolas*, Madrid, Sucesores de Rivadeneyra, 1903, I, 2^a, p. 477-480; María Victoria López-Cordón, «De escritura femenina y arbitrios políticos: la obra de doña María de Guevara», *Cuadernos de Historia Contemporánea*, vol. extraordinario, 2007, p. 151-164; Fernando Bouza, «Papeles, batallas y público barroco. La guerra y la Restauración portuguesas en la publicística española de 1640 a 1668», sitio web «Sala das Batalhas», Fundação das Casas da Fronteira e Alorna, <https://www.frenteira-alorna.pt/Textos/papelesbatallas.htm>.

en Portugal y la prosperidad de sus propias haciendas. Su deseo era «volver por la honra de ella y la de mi rey», lo que resultaba incompatible con cualquier cesión de soberanía. También reivindicaba el papel político de la nobleza, que ella misma se arroga, abogando por un gobierno personal de Felipe IV, abierto a las sugerencias y a los intereses de sus asesores naturales.

En María de Guevara la conciencia estamental no borra su conciencia de mujer, saliendo al paso de quienes critican que una persona de su sexo se atreva a opinar, y lo haga sobre asuntos públicos. Lo justifica en lo apurado de las circunstancias y en la dejación que los varones han hecho de las obligaciones, pero dejando patente que posee facultades y experiencia suficiente como para exponer al rey sus opiniones. Además, tiene la ventaja de ser libre para mostrarse «celosa del servicio de Vuestra Majestad»:

[...] harta de oír decir que nadie se atreve a decir lo que siente, porque no le tragan los dragones que todo lo aplican para sí²¹.

212

Ya que no podía empuñar las armas y «ser una amazona», convierte la pluma en espada para cumplir con sus obligaciones de buena vasalla, defender a quienes «gobiernan las armas de vuestra majestad» y ser portavoz de la opinión silenciosa del pueblo²².

No era la condesa pacifista, ni conciliadora con los portugueses, que considera traidores, incluidos los de la corte, «que no son más que espías dobles y solo están esperando a decir viva a quien vence», a quienes recomienda expulsar, «como a los moriscos»²³. Su actitud precede así a los partidarios de la intransigencia unos años mas tarde. ¿Interés de estado o rechazo a claudicaciones que afecten al prestigio real y, también, a las rentas y estados propios? Ni en este, ni en otros casos, estas posturas son contrapuestas, sino que formaban parte de un mismo ideario²⁴.

Más cerca estuvo la paz en 1664, gracias a las conversaciones que sostuvo Medina de las Torres con el embajador inglés Richard Fanshaw, desarrolladas con tanta «prudencia y recato» que ni el consejo de Guerra, ni el de Estado, supieron de ellas. No era el duque partidario de llegar a un acuerdo con Portugal, pero la solución propuesta, incluirlo en el tratado de amistad y comercio que estaba gestionando con Inglaterra, terminó por convencerle. Pero la derrota de Villaviciosa, la muerte del rey y la recomendación francesa en Lisboa de tratar «de rey a rey», ofreciendo en Madrid la mediación de su embajador, el arzobispo

21 María de Guevara, *Tratado y advertencias...*, *op. cit.*, p. 478.

22 *Ibid.*, p. 480.

23 *Ibid.*, p. 479.

24 Fue autora de *Desengaños de la Corte y Mujeres valerosas*, compuesto por un autor moderno, poca experiencia y grande celo, s.l., s.i., s.a, y de varias *Gacetas* en favor de Juan José de Austria, BNE, ms. 18655/26.

Aubrun, dio un giro a favor de la negociación que ya Felipe IV había considerado y que la regente no pudo sino poner en marcha²⁵.

Doña Mariana preguntó a los consejos al respecto, recibiendo las consultas de tres y los votos particulares de algunos consejeros. De los de Medinaceli y Medina de las Torres, trató Maura y Gamazo en su estudio sobre Carlos II; los de los duques de Sanlúcar y de Alba, o la carta del marqués de Caracena, fueron comentados por Cánovas del Castillo; y el *Discurso de F. Fernando de Noroña, conde de Linares*, y el anónimo *Discurso en razón de las treguas de Portugal* los publicó Jover en el estudio ya mencionado²⁶. A ellos hay que añadir el del conde de Reboñedo, cuya enfermedad le impidió asistir al consejo. El punto espinoso era tratar «de rey a rey», en el que se mezclaban argumentos dinásticos, como la posibilidad de que la reina de Inglaterra heredase la Corona, y jurídicos, porque la potestad de Doña Mariana era «por administración», no «por dominio», lo que le impedía enajenar el patrimonio de su hijo. Tanto quienes se oponían como los favorables, hablaron de reputación, entendiendo este término de distintas maneras.

Entre estos pareceres estuvo el del ya citado del barón de Watteville, en nombre del consejo de Guerra. Consideraba la paz como «una extravagancia tan ajena de lo posible como del valor y espíritu de nuestra nación». Pese a la apurada situación, seguía confiando en que la Providencia. Única intervención que podía impedir que el nombre español perdiera de golpe «la estimación que por tantos siglos ha merecido». Respecto a Flandes, postulaba la alianza con Francia y con Holanda para garantizar estos territorios y afrontar con más medios la guerra de Portugal y llegar a una tregua que debía ser impuesta²⁷. La reputación, desde su punto de vista, no admitía matices, ni debía supeditarse a la razón de estado. Era atributo de los fuertes, por lo que, a pesar de batirse con sus representantes, prefería la fogosidad del rey francés que la tibieza del monarca Estuardo.

Doña Mariana, entendió bien los límites que le trazaban sus consejeros y, con la única exigencia de no tratar «de rey a rey», encargó al embajador en Londres proseguir negociaciones. Fue en la primavera de 1666, cuando el duque de Medina de las Torres redactó su *Discurso sobre las paces con Portugal*, repleto de buen sentido, en el que revestía de un nuevo lenguaje político la idea de reputación, porque «no se puede proceder obstinadamente», y la subordinaba a obligaciones mayores. ¿No lo era, acaso, la «conservación y seguridad del reino» la «primera reputación» que debía conservar un gobierno? Retrasar lo inevitable, no cambiaría la situación.

²⁵ R. Valladares, *La rebelión de Portugal...*, op. cit., p. 202-205.

²⁶ Gabriel Maura y Gamazo, *Carlos II y su Corte. Ensayo de reconstrucción biográfica*, Madrid, Librería F. Beltrán, 1911, p. 97; A. Cánovas del Castillo, *Estudios del Reinado de Felipe IV*, Madrid, Imprenta de Antonio Pérez Dubrull, 1888, p. 342-567; José María Jover Zamora, «Tres actitudes ante el Portugal restaurado», *Hispania*, 38/10, 1950, p. 149-166.

²⁷ Biblioteca de Palacio Real (BPR), ms. II-2.825, fol. 50-58v.

Era duro y podía parecer poco decoroso, pero la necesidad «suprema ley y superior a todo poder humano», obligaba a «obedecer, aunque lo repugne la voluntad»²⁸.

Otro personaje que medió en la cuestión portuguesa, fue el diplomático don Bernardino de Rebolledo. Un hombre de gran cultura, que hablaba francés, italiano y algo el alemán, aficionado a la lectura y a la poesía, que desarrolló durante su embajada en Copenhague la mayor parte de su obra literaria. Había combatido en Italia, servido en Flandes y obtenido un título imperial en 1634, ratificado por Felipe IV. Ya en 1644, ostentó la representación española en el Congreso de Passau y afianzó su reputación de hombre prudente y buen negociador. Pasó después por Westfalia y de allí, viajó a Copenhague, donde residió hasta 1661. Se ganó la amistad de Federico III y de su esposa, la reina Sofía Amalia de Luneburgo, a la que dedicó algunas obras²⁹. Ya entonces era dado a la nostalgia y al sentimiento de que «S. M. le tenía en olvido»³⁰. Vio pronto la conveniencia de abrir una representación en Estocolmo, coincidiendo en ello con el marqués de Castel Rodrigo, que estaba en Viena, y el conde de Peñaranda a quien se encargó resolver antes los contenciosos pendientes en materia de comercio. A ello no era ajeno el deseo de debilitar el apoyo sueco a los portugueses, a cuyo monarca habían reconocido en 1641, facilitándole armamento y abriendo en 1649 una compañía con intereses en la sal portuguesa y en los productos de sus colonias. Poco después también Suecia se inclinó por el acercamiento y, tras la llegada a Madrid de Mattias Palbitzy, se decidió a enviar a Estocolmo en 1652 a don Antonio Pimentel, para formalizar el acuerdo³¹. Con ese motivo, Rebolledo, tío de Pimentel y con quien debía mantener contacto, entabló correspondencia con Cristina de Suecia y medió para que se concluyera la paz con Dinamarca, la cual se ratificó en Roskilde en 1654. Además, cuando la reina abdicó, participó en la organización de su viaje a Roma, como representante del papa ante las iglesias católicas clandestinas de Suecia y Dinamarca³². De vuelta en Madrid, fue nombrado consejero de guerra y vivió retirado hasta su muerte en 1676, dejando su magnífica, pero expurgada biblioteca, al convento de San Marcos de León y una buena colección de cuadros³³.

28 BPR, ms. II-2.825, fol. 22-49v.

29 Rafael González Cañal, *Ocios del conde de Rebolledo*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, p. 5-25, «Introducción».

30 Archivo General de Simancas (AGS), Estado, leg. 2364, 9 de mayo de 1651.

31 Enrique Corredera Nilsson, «*Todos somos godos*». *Las relaciones hispano-suecas desde la década de 1640 hasta la Paz de Oliva*, Madrid, UCM, 2009, p. 179-183 y p. 228-241.

32 Miguel Lasso de la Vega, marqués de Saltillo, «Don Antonio Pimentel del Prado. Embajador a Cristina de Suecia (1652-1656)», *Hispania*, 3, 1940, p. 47-107. Rafael Gómez Cañal, *Edición crítica de los Ocios del Conde de Rebolledo*, Cuenca, Universidad de Castilla La Mancha, 1997, p. 29-33.

33 María Luisa Casado Lobato, «La biblioteca de un escritor del siglo XVII: Bernardino de Rebolledo», *Revista de Filología Española*, 56, 3-4, 1973, p. 229-338; María Luisa Lobato Casares, «Objetos artísticos de un noble leones del s. XVII», *Revista de Archivos Leoneses*,

Rebolledo era un católico sincero, alejado de cualquier intransigencia. Supo evitar que las diferencias confesionales afectaran a sus relaciones personales y tratar sobre cuestiones delicadas quedando «cada uno en su opinión, pero muy amigos»³⁴. Admirador de la apertura intelectual de la corte danesa, donde las discusiones sobre «las escuelas de lógica, física, matemática y filosofía moral» eran frecuentes y de «la familiaridad natural» de sus príncipes, igualmente apreció el conocimiento que sus cortesanos tenían «de las provincias de Europa, su gobierno y estado» y su afición a recorrerlas³⁵.

En materia política fue un hombre de espíritu amplio. Su *Selva militar y política*, estuvo dirigida a admitir, «hasta donde se puede», la razón de estado y sus argumentos como diplomático, como los de Peñaranda o los del conde de Castrillo en el Consejo de Estado, reflejaban conocimientos precisos y una actitud realista: no había ya –argumenta en sus cartas– reyes «menores», por alejados que estuvieran sus territorios, ni por pertenecer a dinastías menos pujantes, lo cual obligaba a contar con ellos como aliados. Las Provincias Unidas y las pretensiones de Portugal eran prueba de que no eran las dimensiones de un territorio, sino su dinamismo, lo que contaba.

Consejero de Guerra desde 1662, en la coyuntura de la tregua portuguesa, se le pidió expresamente su parecer. En su respuesta a la Gobernadora, se posicionó con los «políticos», es decir, con quienes abordaban el problema no desde los presupuestos de la «reputación», sino de los intereses y la estrategia. No era sólo una cuestión de obediencia, dado los apoyos conseguidos por Portugal y su previsible futuro como potencia. Había vivido de cerca la guerra entre el Imperio y los príncipes, entre Dinamarca y Suecia, reinos también hermanos y, por ello, sentencia:

Máxima asentada es entre los mejores políticos que nunca una nación domina totalmente a otra si, alguna parte de ella, no ayuda también a su ruina. Verdad que acredita la historia con artos ejemplares antes y después de la pérdida de España y algunos en Portugal³⁶.

Igual de inútiles que fueron victorias de Enrique II y de su hijo Juan, o del propio Felipe II, serían las del presente ya que, los portugueses, «soberbios y

63, 1978, p. 165-176; María Luisa Lobato Casares, «Autores franceses en la biblioteca de un escritor del siglo XVII: Bernardino de Rebolledo», en VVAA, *Livre et Lecture en Espagne et en France sous l'Ancien Régime*, Paris, A.D.P.F., 1981, p. 127-138.

34 Rafael González Cañal, *Ocios del conde de Rebolledo*, op. cit., p. 24; id., «El conde de Rebolledo y los albores de la Ilustración», *Criticón*, 103-104, 2008, p. 69-80,

35 Id., *Ocios del conde de Rebolledo*, op. cit., p. 268. También citaba a Calvino y no le escandalizaba el matrimonio de los clérigos, que juzgaba «un eficaz medio para distraer malos religiosos» (*ibid.*, p. 280).

36 BNE, ms. 1170/8, fol. 6ov.

empeñados en la defensa de su libertad», tienen la ventaja de hacer la guerra con menor coste y cuentan con los socorros de las «mayores potencias de Europa». Durante la unión, ha sido «más útil sujeto que aliado»: ha sacado dinero de Castilla, utilizado sus armadas para defender Brasil y otros territorios y sus naturales han gozado de puestos en la monarquía, mientras se reservaban los propios para ellos mismos. Y, ahora, tiene otra ventaja: estar gobernada por «varones», mientras que «la minoridad en España resulta otro inconveniente», por ser circunstancia poco propicia para emprender «dificultosas conquistas». Como militar sabe reconocer las dificultades tácticas: fronteras poco guarnecidas, pueblos fatigados por los alojamientos y las quintas, súbditos desconfiados ante el resultado de la contienda e, incluso, «repugnantes a ella». Había además otra razón: una vez que Carlos II estuviera en el trono, no le perjudicará el acuerdo, mientras que no concertarlo podía ocasionar «que perdamos el todo o la mayor parte». Monarcas como Alonso VIII de Castilla o Felipe II no habían dudado en abandonar plazas para asegurar un reinado pacífico a su sucesor y, en fechas recientes, lo mismo se hizo con «lo de Holanda, cediendo aquellos tan antiguos estados»³⁷. En cuestiones de estado, escribe Rebolledo, poco valían los discursos optimistas y las palabras rotundas, sino se aseguraban los verdaderos intereses.

Con la excepción del barón Lisola, que había recordado a la reina que más valía «quedar manca que no perdida», sus opiniones no fueron tomadas en cuenta hasta que la invasión de Flandes por los ejércitos franceses obligó al Consejo de Estado a cerrar uno de los dos frentes. Optaron por el portugués, pese al P. Nithard, partidario de esperar a que la presión inglesa permitiera concertar una tregua mejor³⁸. Doña Mariana accedió y se convocó la conferencia de Lisboa entre el marqués del Carpio, el conde de Sandwich como mediador y una comisión de nobles portugueses. Finalmente, el 13 de febrero de 1668, se firmó el tratado de paz, de solo 13 artículos, entre el Rey Católico y el Rey de Portugal.

EL REAJUSTE ROMANO

El lugar en el que la reputación española se expresaba en mayor rotundidad era la capital pontificia. Allí fue donde mejor resistió los avatares de la segunda mitad de la centuria, superadas las dificultades que, para su política, supuso el pontificado de Urbano VIII. Un paréntesis, en unas relaciones en las que

³⁷ *Ibid.*, fol. 62-63v.

³⁸ Rafael Valladares, *La rebelión de Portugal: guerra, conflicto y poder en la monarquía Hispánica (1640-1680)*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1998, p. 212-215.

el tono deferente y la continua comunicación entre ambas cortes, no impedía periódicas crisis, en buena medida ocasionadas por la pretensión de los Austrias de merecer un trato más favorable que otras monarquías por su defensa de la catolicidad y el convencimiento no menos firme de algunos pontífices de que esa catolicidad nada tenía que ver con el predominio español en la península italiana, ni debía suponer privilegio jurisdiccional alguno. No era fácil diferenciar lo religioso y lo político cuando Francia estaba por medio y, en cada cónclave, se avivaban las tensiones. Durante el pontificado de Inocencio X, con motivo de los nombramientos episcopales para las sedes de Cataluña, Portugal y, en 1647, Nápoles, éstas se multiplicaron y, mientras el embajador francés instaba al pontífice a reconocer al duque de Braganza como rey, el español, el conde de Siruela, se oponía, incluso, con las armas³⁹.

Más allá de polémicas y enfrentamientos, el embajador español, como el francés y el del Imperio, ocupaba un importante papel en la curia y contaban con un cardenal protector, financiado generosamente con pensiones y rentas eclesiásticas, que representaba los intereses de la corona. Mantenía, además, el privilegio de exclusión, que era la llave del cónclave, asunto que trascendía lo propiamente eclesiástico porque, aunque Roma estuviera fuera de los dominios españoles, era parte indispensable del sistema de Italia. Por ello, todos los representantes del rey debían actuar al unísono, defendiendo las prerrogativas regias en Nápoles, Sicilia y Milán y manteniendo buenas relaciones con las facciones romanas con vistas a la elección de un pontífice favorable. Los cardenales, por su parte, se proclamaban defensores de la «paz y quietud en Italia» y de la libertad de la Santa Sede pero, incluso los más hostiles a la monarquía española, seguían considerándola una fuente de honores y beneficios. Era una estrategia consentida, como también lo era la prudente equidistancia con que se movían los embajadores españoles entre los distintos grupos cardenalicios. Ciertamente que, en 1655, al ser elegido Favio Chigi como Alejandro VII, pareció ponerse en entredicho el derecho a veto, debido a las actuaciones del llamado *escuadrón volante* y al incipiente movimiento *celentista*⁴⁰. Fue solo un amago, ya que ninguno era ajeno a las clientelas y, por ello, pese a las efectivas dificultades de Felipe IV en sus últimos años, el poder español en Roma no disminuyó significativamente. De hecho, la amenaza de suspender pensiones y rentas eclesiásticas a quienes actuaran contra

39 BNE, ms. 6529: *Discurso de Juan de Velasco, conde de Siruela, motivado de la experiencia que tuvo cuando fue embajador en Roma, en tiempo de Urbano VIII...* (1642).

40 Giovanni Vittorio Signorotto, «Lo Scudrole Volante. I cardinali "liberi" e la política europea nella seconda metà del XVII secolo», en Maria Antonietta Visceglia y Giovanni Vittorio Signorotto (coord.), *La Corte di Roma tra Cinque e Seicento, «teatro» della politica europea*, Roma, Bulzoni, 1998, p. 93-137; M. A. Visceglia, «Factions in the sacred college in the sixteenth and seventeenth centuries», en Giovanni Vittorio Signorotto (coord.), *Court and Politics in Papal Rome (1492-1700)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 102-103.

sus intereses, siguió siendo una medida casi tan efectiva como el veto para evitar que la balanza se inclinara al lado contrario de España⁴¹.

En la segunda mitad del siglo XVII, pese al repliegue de internacional pontificio, Roma continuó siendo el «teatro» de la política europea y, como tal, escenario de la rivalidad hispano francesa. Una rivalidad que, bajo Alejandro VII, volvió a decantarse a favor de España, debido a incidentes, como los ocurridos tras la llegada a Roma del embajador duque de Créquy, en 1662, que obligaron a la Santa Sede a pedir protección a España y prometerle privilegios similares a los obtenidos por Francia⁴². Mas lo hizo bajo Inocencio XI, cuyo pontificado, entre 1670 y 1688, estuvo marcado por los conflictos con Luis XIV⁴³. Fue con su sucesor, Alejandro VIII, cuando se inició la reconciliación franco-romana y, tras ella, ya con Inocencio XII, una acción más decidida respecto al veto de las potencias católicas y el poder de las facciones, tras la promulgación de la bula *Romanum decet pontificem* en 1692, que cambió las reglas de juego. Supuso el debilitamiento del partido español, que pasó de tener tres cardenales en 1691 a uno en 1700, dado que Portocarrero estaba en España gestionando la sucesión. Mientras, los imperiales, contaban con tres cardenales y los franceses con seis⁴⁴.

218

Tanto el antagonismo hispano-francés como el papel del ceremonial en la corte y la vida romana eran realidades propicias para que las cuestiones de precedencia, tan relacionadas con la reputación, revistieran especial importancia⁴⁵. Era las entradas o en las celebraciones donde los embajadores cobraban especial protagonismo y gustaban exhibir su preeminencia en un despliegue festivo o artístico. Nada nuevo porque, en la legación romana, la calidad de los embajadores propiciaba la ostentación como valor tanto «nacional» como aristocrático. A comienzos de la centuria, el marqués de Villena lo había ejemplarizado con su empeño por fortalecer el partido español

41 Según señalaron consejeros de Estado en 1667 era para favorecer la negociación «por medios lícitos y decentes» (David Martín Marcos, «Facciones, partidos y celantes en el cónclave de 1700: la elección de un papa en el inicio del conflicto sucesorio», *Espacio, tiempo y Forma, Serie IV, Historia Moderna*, 23, 2010, p. 181-202).

42 M. Á. Ochoa Brun, «El incidente diplomático hispano-francés de 1661», *BRAH*, 201/1, p. 97 a p. 159. Maria Antonietta Visceglia, *Morte e elezione del papa. Noeme, riti e conflitti*, Roma, Viella, 2013, p. 377-338.

43 Tras la derogación pontificia de los cuatro artículos de las Libertades Galicanas en 1682 y el intento de reconciliación de la revocación del Edicto de Nantes, la negativa del embajador francés a limitar el derecho de asilo de la embajada y la toma de Avignon por Luis XIV, en 1688, provocaron graves tensiones. Joseph Lorz (coord.), *Historia de la Iglesia*, Madrid, Ed. Cristiandad, 2008, II, p. 356-359.

44 D. Martín Marcos, *El Papado y la guerra de Sucesión española*, Madrid, Marcial Pons, 2011.

45 M. A. Visceglia, *La città rituale. Roma e le sue cerimonie in età moderna*, Roma, Viella, 2002, p. 127-135. Maximiliano Barrio Gozalo, «La embajada España ante la corte de Roma en el siglo XVII. Ceremonial y práctica de buen gobierno», *Studia historica. Historia Moderna*, 31, 2009, p. 237-275.

y recuperar la fama perdida. Su embajada, desarrollada en 1605, entre dos cónclaves sucesivos, el que eligió a León XI y, poco más tarde, a Pio V fue, según M. A. Visceglia, expresión de las contradicciones en que se movía la política española, por el contraste entre la línea belicista del representante de Felipe III y la dirección que Lerma quería dar a su política exterior⁴⁶. Algo de ese espíritu pervivió en los embajadores del siglo XVII, cuya personalidad respondía a unas características muy concretas: eran miembros de la alta nobleza y, además, cercanos al círculo familiar de los sucesivos validos. Consideraban su estancia romana, como un paso hacia puestos de mayor responsabilidad, en los virreinos de Nápoles, Sicilia y Milán, o en alguna embajada de familia. Sus cometidos religiosos les obligaban a mantener estrecho contacto con los cardenales protectores, ya fueran italianos o españoles y con el cardenal nacional que tenía voz en el conclave, lo cual no resultaba fácil, ya quienes gustaba poco ser tutelados. Para resolver los políticos, solían contar con sus propios agentes en otros lugares de la monarquía y mantener asidua correspondencia con otras legaciones, lo que convertía a la embajada romana en un importante centro de información⁴⁷.

Perfil distinto tenían quienes desempeñaban el cargo hasta la llegada de un nuevo titular, los llamados embajadores cardenales, que eran eclesiásticos y de menor rango nobiliario⁴⁸. De los 17 embajadores españoles que hubo entre 1650 y 1700, cuatro tuvieron este carácter: el cardenal milanés Teodoro Trivulzio, lo fue 1651 y 1654; don Pascual de Aragón, de 1662 a 1664; el P. Nithard, enviado a Roma en 1669 para alejarlo de Madrid, desde que obtuvo el capelo cardenalicio en 1672 hasta 1677⁴⁹ y el napolitano Francesco Giudice, hijo del príncipe de Cellamare, en 1696⁵⁰.

En su calidad de grandes señores, o en su pretensión de no desmerecer, todos desplegaron una importante labor de mecenazgo, que era tanto una inclinación personal como un ejercicio de ostentación inherente al cargo⁵¹.

46 M. A. Visceglia, «“La reputacion de la grandeza”: il marchese di Villena alla corte di Roma (1603-1606)», *Roma Moderna e Contemporanea*, 15, 2007, fasc. 1-3, p. 131-156.

47 Joseph Lefèvre, «L’Ambassade d’Espagne auprès du Saint Siège au xvii^e siècle», *Bulletin de l’Institut historique belge de Rome*, fasc. XVII, 1935, p. 5-56; M. A. Visceglia (coord.), *Diplomazia e política della Spagna a Roma. Figure di ambasciatori*, Roma, CROMA, 2007.

48 David García Cueto, «La acción cultural y el mecenazgo de los cardenales-embajadores de Felipe IV en Roma: Borja y Albornoz», en A. Anselmi (coord.), *I rapporti tra Roma e Madrid nei secoli XVI e XVII. Arte, diplomazia e politica*, Roma, Gangemi Editore, 2015, p. 340-361.

49 Laura Oliván Santalíestra, «Nithard en Roma (1672-1677): orgullo y ambiciones», en A. Anselmi (coord.), *I rapporti tra Roma e Madrid, op. cit.*, p. 586-603.

50 *Dizionario Biografico degli Italiani*, Roma, Istituto dell’Enciclopedia italiana, 1988, vol. 36.

51 Embajadores en Roma fueron: el duque del Infantado en 1649, el de Terranova entre 1655 y 1757 que lo fue extraordinario, don Pedro de Aragón, 1662-67, el marqués de Astorga 1667-1671, conde de Melgar 1676, el marqués del Carpio 1677-83, Francisco Bernardo de Quirós 1683-87, marqués de Cogolludo 1687-1692, duque de Medinaceli 1692-96, conde de Altar 1697-1699 y el duque de Uceda en 1699.

En esta política, la dignidad de la propia embajada y el pulso jurisdiccional con la Santa Sede y las otras legaciones en torno a la extensión de su autoridad sobre el entramado urbano circundante tuvo una especial significación. Así, tras la compra del palacio Monteldeschi por el conde de Oñate y la inicial remodelación de Borromini, correspondió al duque de Terranova, entre 1654 y 1657, dar nuevo impulso a las obras contratando a Antonio del Grande. También promovió celebraciones públicas notables, como la que tuvo lugar en 1654 con motivo de la entrega del tributo de la *chinea* al papa⁵². Aunque parece que el rey y sus consejeros no compartieron estos criterios de emulación, los gastos en el edificio continuaron con sus sucesores, así como las partidas destinadas al mecenazgo de las iglesias y basílicas romanas o a las celebraciones en la plaza de España⁵³.

220

El tema del *quartiere* era más complejo ya que tenía que ver con la inmunidad de las sedes diplomáticas y la voluntad de los pontífices de limitarla. Tanto España como Francia lo rechazaban y se mantenían vigilantes para que no hubiera privilegios ni concesiones que beneficiaran a una más que a otra. En un primer momento, el *quartiere español* se reducía a la plaza de España hasta el palacio de Propaganda Fide, dos calles a los lados del palacio y otra a su espalda. Según un plano de 1660 incluía varias calles más y, diez años más tarde, una extensión que comprendía 712 casas. También las otras embajadas contaban con sus respectivos *quartiri*, pero sólo la española y la francesa lograron expandirse. Una situación bien tolerada por la población de los barrios por las ventajas económicas e impositivas que les reportaba, que también beneficiaba a los embajadores por las franquicias aduaneras y las licencias y autorizaciones que concedían. Incluso llegaron a hacer levas sin licencia pontificia, pese a los conflictos que provocaban⁵⁴.

En todas las capitales europeas las embajadas, incluida la nunciatura, gozaban de privilegios en sus barrios, como las «despensas» y otras inmunidades. Cuando la reina doña Mariana, en 1670, intentó limitarlas en Madrid a la residencia estricta, el nuncio lo aceptó si se hacía lo mismo en Roma. Pero el embajador allí, marqués de Astorga, se negó, con lo cual la medida quedó sin efecto. El mismo

52 A. Anselmi, *Il palazzo dell'Ambasciata di Spagna presso la Santa Sede*, Roma, De Luca, 2001, p. 53-104 y p. 205.

53 Diana Carrió-Invernizzi, *El gobierno de las imágenes: ceremonial y mecenazgo en la Italia española de la segunda mitad del siglo XVII*, Madrid-Frankfurt am Main, Iberoamericana/Vervuert, 2008, p. 142-146; A. Anselmi, «Gaspar de Haro y Guzmán VII marchese del Carpio. Confieso que debo al arte la Magestad con que hoy triumpho», en M. A. Visceglia (coord.), *Diplomazia e política della Spagna a Roma...*, op. cit., p. 187-253.

54 Maximiliano Barrio Gozalo, «El barrio de la embajada de España en Roma en la segunda mitad del siglo XVII», *Hispania. Revista Española de Historia*, 67/22, 2007, p. 993-1002; Diana Carrió-Invernizzi «Il quartiere dell'Ambasciata di Spagna a Roma», en D. Calabi y P. Lanaro (coord.), *La città italiana e i luoghi degli stranieri XIV-XVIII secolo*, Bari, Laterza, 1998, p. 206-221.

reconocía que la práctica tenía muchos inconvenientes, pero el temor a que se considerara un retroceso en la posición española y a que Francia no aplicara la restricción resultó determinante. Cuando llegó el marqués del Carpio en 1777 se intentó otro acuerdo, pero la intransigente de ambas partes y la constante comparación con Francia, lo impidieron, siempre con la reputación por medio⁵⁵. Nombrado en 1682 virrey de Nápoles, el pontífice comunicó su decisión de no recibir un nuevo embajador sin la renuncia previa a la inmunidad del quartiere. La respuesta del marqués fue contundente:

[...] pues S. S. dice no recibir nuevo embajador manteniendo el cuartel, pero S. M. está fijo en no ser el primero ni el último en ordenar que se quite, y que por el obsequio que profesa a S. S. pasará a nombrar embajador luego que S. S. diese disposición para ello⁵⁶.

Siguiendo las instrucciones del Consejo de Estado, Carpio tuvo que reducir su barrio, pero el papa no se conformó. Y cuando en septiembre de 1686 se nombró al marqués de Cogolludo mantuvo el interdicto a su entrada que no pudo hacer hasta julio de 1687, cuando renunció a la inmunidad. No consintió en hacer lo mismo su homólogo francés Lavardin, por lo que, Inocencio XI, buscando la equidad, concedió una inmunidad reducida al barrio español⁵⁷.

Al morir el pontífice, el problema español había desaparecido, no así el francés ya que, hasta la destitución de Lavardin, el gobierno pontificio no hizo efectiva su autoridad sobre el barrio francés. Con la guerra de sucesión española, las embajadas recuperaron parte de la inmunidad hasta la república romana de 1798⁵⁸.

La crisis hispano-portuguesa de 1640, no podía por menos de tener consecuencias en Roma, especialmente cuando Portugal inició gestiones para obtener representación y entrar en Roma con el cortejo y la pompa que era habitual en esa ocasión. Solo en 1670 logró este propósito, exhibiendo entonces una cabalgata que emuló las de las tres grandes monarquías católicas. La espera no fue infructuosa, ya que sus enviados lograron visibilidad no sólo a través de una intensa actividad propagandística, sino por establecer su residencia en las cercanías de la embajada de España. Francisco de Sousa Coutinho fue el primero

55 A. Anselmi, «El marqués del Carpio y el barrio de la Embajada de España en Roma», en Antonio Álvarez-Osorio y Bernardo J. García (coord.), *La monarquía de las naciones. Patria y naturaleza en la monarquía española*, Madrid, Fundación Carlos de Amberes, 2004, p. 563-596 y Rafael Valladares, *El último valido: don Luis de Haro y su entorno, 1643-1661*, Madrid, Marcial Pons, 2016.

56 M. Barrio Gozalo, «El barrio de la embajada...», art. cit., p. 1015.

57 Marqués de Villaurrutia, *La Embajada del marqués de Cogolludo a Roma en 1677*, Madrid, Imprenta de Francisco Beltrán, 1927.

58 Volvieron a disfrutarla con la restauración pontificia, hasta su derogación definitiva con la república de 1848. M. Barrio Gozalo, «El barrio de la embajada...», art. cit., n. 227, p. 1019-1023.

en ser recibido sin carácter oficial y, unos años más tarde, Francisco Manuel de Melo, en 1663, obtuvo audiencia con el pontífice, en calidad de agente de la reina de Inglaterra, para tratar tanto del casamiento del rey Alfonso VI como de los nombramientos episcopales pendientes⁵⁹. El entonces embajador español, Pedro Antonio de Aragón, lo comunicó a Felipe IV, a quien dio cuenta de los excesos de Melo, que hacía ostentación «de librea y dos carrozas», si bien prefirió no darse por «entendido». También se quejó al pontífice, el cual le recordó que lo había recibido como «particular persona» y se mostró dispuesto a contener la ostentación⁶⁰.

222

En 1671, firmada la paz, se conformó de manera oficial la legación portuguesa, con la llegada de Gaspar Abreu de Freites. Cinco años más tarde, la entrada de Luis de Sousa, obispo de Lamego, volvió a deslumbrar a Roma con su espectacular comitiva. Durante su embajada, entre 1676 y 1682, consiguió que Inocencio XI autorizase el restablecimiento de la Inquisición portuguesa y mantuvo una visualidad suntuaria que competía abiertamente con la española. Sus sucesores, el P. Domingo Barreiros Leitao (1683-88) y el jesuita Antonio do Rego hasta 1691, fueron más moderados, pero no menos atentos a la reputación de su monarquía restaurada⁶¹.

Pero la rivalidad hispano portuguesa no se dirimía solo en el campo diplomático o en demostraciones públicas, sino que impregnaba cualquier acto en que participaba cualquiera de las dos legaciones. Así ocurrió en los festejos con motivo del nacimiento de Carlos II en noviembre de 1665. Tanto en el gran cuadro que se encargó a Pietro del Po como en los argumentos de las construcciones efímeras que adornaron Roma para celebrarlo, figuraba el escudo de Portugal, a modo de mensaje dirigido a la delegación portuguesa⁶². Lo mismo ocurrió en algunas de las celebraciones de la fiesta de la *chinea*, ya mencionada. Era una forma de recordar que, aunque sus agentes estuvieran allí, sólo el rey católico tenía la legitimidad del reconocimiento papal. Incluso los santos entraban en la disputa, bien pretendiendo que una intermediaria en la cuestión portuguesa, Sor Juana de la Cruz, fuese canonizada, bien conmemorando como propios a la reina Isabel de Portugal y al popular santo lisboeta, San Antonio de Padua⁶³.

59 Ana Leal de Faria, *A Diplomacia Portuguesa de 1640 a 1815*, Lisboa, Tribuna, 2008, p. 112, p. 125 y p. 131-132.

60 Diana Carrió-Invernizzi, *El gobierno de las imágenes...*, op. cit., p. 131-133.

61 Ana Leal de Faria, *A Diplomacia...*, op. cit., p. 233, p. 240, p. 246-247, p. 250, p. 252 y p. 272.

62 Diana Carrió-Invernizzi, «Poder de un testimonio visual: el retrato de Felipe IV y Pascual de Aragón, de Pietro del Po (1662)», en Joan Lluís Palos y Diana Carrió-Invernizzi (coord.), *La historia imaginada. Construcciones visuales del pasado en la Edad Moderna*, Madrid, CEEH, 2008, p. 85-100.

63 Diana Carrió-Invernizzi, *El gobierno de las imágenes...*, op. cit., p. 132-134.

El Tercer escenario de la reputación española, fue más tardío, pero no menos conclusivo: Nimega. Que las Provincias Unidas fueron la primera prueba para la reputación española resulta claro y, también que, en torno a ellas, se formularon las primeras concepciones alternativas a un concepto cuyo coste y escasa viabilidad se había comprobado en la larga guerra sostenida por España en aquellas provincias. Eran rebeldes, con fuerzas reducidas y la unión entre ellas solo relativa, pero quienes llevaron las negociaciones, antes o después de Münster, comprendieron su protagonismo en una Europa en el que las alianzas ya no dependían de afinidades históricas, ni religiosa, de simpatías o antipatías naturales, sino de los enemigos comunes y de los intereses que estuvieran en juego. En este contexto, el propio concepto de reputación, aunque mantenía su vigencia en lo que tenía de afinidad con las ideas de honor, honra o fama, se despojando de su propia esencia, es decir, de la complacencia admirativa por los valores propios y las hazañas del pasado, característico de la primera mitad de la centuria, para dar paso a una consideración realista de lo que eran las propias fuerzas. Ya en Westfalia, Peñaranda, para facilitar la negociación separada entre Holanda y España, había hecho circular algunos papeles que presentaban una versión trasformada del viejo proverbio «*amicus Gallus, non vicinus*», con la consideración de que, «en materia de Estado, los mejores vecinos son los más débiles»⁶⁴, lo cual era tanto un aviso a los holandeses como la aceptación tácita de que la hegemonía española había acabado. En ese nuevo escenario, la colaboración entre antiguos enemigos era no solo posible, sino deseable. Uno de los que así pensaba era el duque de Medina de las Torres, posterior artífice de la paz con Portugal que dio la vuelta al concepto de reputación, al despojarlo de cualquier grandilocuencia:

La verdadera reputación de los estados –afirmó, dirigiéndose a la Regente de 1666– no consiste en meras apariencias, sino en la constante seguridad y bienestar de los mismos y en el respeto que otros príncipes tienen de su autoridad⁶⁵.

Los despachos de los plenipotenciarios en las potencias del norte son inequívocos: las pretensiones de supremacía carecían de sentido en aquellas cortes, que formaban ya parte de Europa mucho más plural que la de comienzos de la centuria. Una pluralidad que obligaba a tratar con antiguos enemigos

64 María Victoria López-Cordón, «Equilibrio y alianzas-Holanda en el pensamiento internacional español posterior a Westfalia», en Jan Lechner y Harm den Boer (coord.), *España y Holanda. Quinto coloquio hispanoholandés de Historiadores*, Amsterdam, Rodopi B.V., 1995, p. 83-84.

65 A. Cánovas del Castillo, *Estudios sobre el reinado de Felipe IV*, Madrid, Imprenta de A. Pérez Dubrull, 1888-1889, II, p. 524.

para atraerlos al propio bando. Que fuera amistad coyuntural, suscitada por la inquietud ante la política francesa, no la hacía menos importante. Así, Westfalia o los Pirineos eran vistas como paces transitorias, no porque fueran dañinas para los propios intereses sino, como escribía el conde de Molina, porque la poderosa Francia las había aceptado «contra su inclinación»⁶⁶. Ésa era la causa de una inestabilidad que, según José de Arnolfini, obligaba a prescindir de aquella antigua emulación que tan funesta había sido para la prosperidad de los reinos⁶⁷.

No era fácil cambiar de sistema, ni desprenderse de una visión política en la que el antagonismo entre las grandes monarquías era el referente pero, fruto de la debilidad o de la experiencia, la política de equilibrio se impuso, con buenos resultados hasta 1667, cuando la reivindicación de los pretendidos derechos de la reina María Teresa y el ataque francés a los Países Bajos dieron un vuelco a la situación.

No fueron entonces las razones jurídicas esgrimidas por Ramos de Manzano en su *Respuesta de España al tratado de Francia sobre las pretensiones de la reina Cristianísima contra el Traité des droits...* de Bilain⁶⁸, sino la llamada de Lisola en el *Bouclier d'État* a actuar conjuntamente contra el monarca francés, en nombre de los intereses de estado, la que prevaleció. El acuerdo secreto de reparto de la monarquía española entre Luis XIV y el emperador Leopoldo fue un serio revés, pero enero de 1668 la triple Alianza entre Inglaterra, Holanda y Suecia intervino a favor de España; poco después se firmaba la paz con Portugal y también se ponían en marcha las conversaciones para la paz de Aquisgrán.

Con la paz llegó la reflexión y el reconocimiento, en palabras del conde de Molina, de que «no podemos mantenernos por nosotros mismos sin apoyos extranjeros». El viejo principio de una seguridad fruto de la propia fuerza quedaba pospuesto hasta tiempos mejores, lo mismo que la obligación de «restablecer nuestra reputación», pasando la monarquía española a integrarse como una potencia más en la coalición contra Luis XIV, movida por la necesidad de defender los propios territorios.

Había, además, otro componente, personal y social, que no dejaba de pesar. Ya en las conversaciones de Westfalia, los letrados y los hombres «medianos» se habían impuesto, aunque las principales embajadas y el Consejo de Estado siguieron siendo la salida natural para la gran nobleza. Se había ido ampliando el arco de la representación y una nueva generación de diplomáticos letrados, nacida entre los años veinte y los cuarenta, pasó a ocupar las legaciones del

⁶⁶ G. Maura y Gamazo, *Carlos II y su Corte...*, op. cit., p.507.

⁶⁷ José de Arnolfini, *Despertador de los Príncipes de Europa...*, BNE, ms. 1442.

⁶⁸ Salustiano de Dios, «Derecho, religión y política. La representación del doctor Francisco Ramos...», en S. de Dios, Javier Infante y Eugenia Torrijano (coord.), *Juristas de Salamanca. Siglos XV-XX*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 2009, p. 192-193.

norte, estados de reconocimiento reciente y herejes, Inglaterra al margen. Poco les apetecían los grandes linajes, que rechazaban cortes lejanas, cuya religión, costumbres y lenguas les eran desconocidas.

Claro que una cosa era tejer la paz, a través de compromisos previos o dar forma jurídica a los acuerdos y otra representar al rey a la hora de la firma, para lo cual siguieron encabezando la delegación plenipotenciarios de representación. Así, cuando en 1678 se abrieron las conversaciones de Nimega, los negociadores españoles fueron Pedro Pablo Spínola Doria, III marqués de los Balbeses, consejero de Estado y embajador en Alemania, Pedro Ronquillo Briceño, consejero de Castilla e Indias y embajador en Inglaterra, Juan Bautista Christien, consejero de Flandes, y Gaspar de Teves y Tello de Guzmán, marqués de la Fuente, embajador en Venecia entre 1666 y 1677, que sustituyó a Ronquillo. Grande de España el primero pero, sobre todo, hombre de experiencia; letrado, diplomático y plurilingüe el segundo; con probados servicios personales y familiares los otros dos, todos pudieron comprobar la distancia entre la propuesta que llevaban y los resultados posibles, gracias a las valiosas informaciones que, desde distintas sedes, les fueron enviando el marqués de Bourmayne, don Baltasar de Fuenmayor o don Manuel de Lira, que hablaban de la necesidad de cesiones y de la ineficacia de la mediación del pontífice:

Yo confieso —escribía Lira a Ronquillo en junio de 1677— que más quisiera ver perdida de un golpe la Monarquía que experimentar la infamia y el deshonor con que se va acabando. Dios lo remedie o lo acabe presto según lo hubiere resuelto en su mente eterna⁶⁹.

Aún se oían ecos de la antigua reputación, pero los acontecimientos se encargaban de acallarlos. Es más, las razones llenas de dignidad esgrimidas por algunos aliados en favor de la paz, revelaba que no era deshonoroso reconocer lo inevitable y que había formas de crédito menos costosas que la resistencia a cualquier precio. Así, lo expresó el marqués de Burgomayne, embajador en Londres, en un *Memorial* al Consejo de Estado de 1677, en el que relataba con admiración que el príncipe de Orange le había manifestado «que los estados generales no podían sufrir más el peso de la guerra» y que «de cualquier modo» querían acabarla. Palabras sinceras que no desmerecían⁷⁰. Es decir, si la reputación obligaba a «dar vida y hacienda» en la España del Conde-Duque, en la de Carlos II, la conciencia de que se trataba de un sacrificio inútil anulaba su grandeza.

69 AGS, Estado, leg. 8484, despacho de 9 de junio de 1677. Sobre las negociaciones, Jesús Ojanguren, *Don Pedro Ronquillo y la diplomacia española del norte de Europa durante el reinado de Carlos II*, tesis doctoral, Madrid, UCM, 1995, p. 277-279.

70 AGS, Estado, leg. 2555, en J. Ojanguren, *Don Pedro Ronquillo y la diplomacia española...*, op. cit., p. 281.

La diplomacia de la reputación durante el reinado de Felipe IV había estado asentada en cuatro elementos: el rey, el valido, el consejo de estado y los diplomáticos. La desaparición del valido devolvió su función al consejo, cuya importancia creció en la regencia. De ahí el papel que jugaron el duque de Medina de las Torres, hasta su fallecimiento en 1668 y, posteriormente, el conde de Peñaranda. «Togado metido a caballero» y blanco de las sátiras de Barrionuevo, pertenecía al grupo de los que «llegaron a ser primero licenciados que políticos». Fue un hombre clave en la política internacional entre 1669-1673, entre Nithard y Valenzuela, rival de Medina de las Torres pero, a su muerte, el más firme defensor de sus ideales.

Como «gente de buena fe» calificó Peñaranda a los holandeses en 1672 en el Consejo de Estado, hombres de carácter práctico y escaso espíritu bélico, reacia a comprometerse «por cosas alejadas». «Pueblo de mercaderes», escribirá Lira, «capaz de abandonar a los aliados para obtener ventaja. Nada más contrario a su espíritu que la guerra»⁷¹. Ambos juicios, siendo diferentes, expresaban cual era la clave de su éxito, ya que:

[...] en cualquier controversia que pudiera nacer, los estados generales podrán ponerse de la parte que quisieren y quedarán siempre en los términos de árbitros, sin hacerse nunca parte, sino en caso de grandísima utilidad⁷².

Pero, aunque «el genio de sus naturales, más se aplica al trato y al comercio que al ejercicio militar de las armas», escribe Arnolfini, han sido:

[...] tantos los casos que las ha manejado con tanta reputación y crédito en Europa y fuera de ella, valiéndose más de soldados extranjeros que naturales que se han hecho dobles señores del mar, con sus diques y pantanos⁷³.

Con conciencia de que vivían un nuevo tiempo, abrumados por las dificultades y recelosos de sus aliados, la conferencia de Nimega fue un duro aprendizaje para los tres negociadores españoles y una lección para el futuro. Las credenciales les llegaron mal y tarde; los medios económicos de la legación eran escasos y los incidentes protocolarios iniciales muchos, entre los franceses y el príncipe de Brandenburgo, con los plenipotenciarios de las potencias medianeras, el papado e Inglaterra, y a causa del príncipe Carlos de Lorena al que Luis XIV quería incorporar a la legación española, mientras que España y el Imperio lo querían junto a este último. Tampoco se aceptó el principio de unidad que España pretendía, sino el de negociar por separado. Tanto las peticiones españolas como

71 AHN, Estado, leg. 2123.

72 Despacho del conde de Molina, 24 mayo 1668, en G. Maura y Gamazo, *Carlos II y su Corte...*, op. cit., p. 513.

73 José de Arnolfini, *Despertador de los Príncipes de Europa...*, op. cit., fol. 33.

las francesas fueron desmedidas y el talante de ambas potencias tan altanero como poco ajustado a la grave crisis económica que sufrían. Pese a ello, contratiempos como el de Messina dejaron claro que Francia seguía conservando la iniciativa y marcando la estrategia. Pronto fueron conscientes de que si Holanda aceptaba la oferta de paz francesa, al ser un aliado imprescindible en tierras flamencas, lo mejor era aceptarla. Las opiniones del duque de Villahermosa, gobernador de los Países Bajos entre 1675 y 1678 y de Ronquillo eran taxativas, tal y como expresa su carta a Lira del 20 de junio de 1678:

[...] este país se va a perder igual con la paz que se perdería con la guerra, es tan grande la ceguedad [...] yo creo que lo que hay que hacer es aceptar la paz como viene profesada⁷⁴.

Quizá fue esa la causa de su cese, porque en el Consejo de Estado, aunque la idea de paz contaba con apoyos, los de Alba, Montealegre y Osuna, tenía adversarios de peso como el marqués de Astorga.

Finalmente, el 17 de septiembre de 1678 se firmó la paz, que supuso la cesión del Franco Condado y de una serie de plazas importantes en los Países Bajos del Sur. Una pérdida territorial considerable y una fragante vulneración del principio de reputación que los consejeros de Estado lamentaron. Algunos responsabilizaron al duque de Villahermosa, «por haberla apremiado»; otros denunciaron los «repetidos desengaños» de los holandeses y no faltaban quienes, como Osuna, recomendaban no ratificar el tratado, «porque en él se atraviesa el honor, la buena fe, la conveniencia y las consecuencias para adelante».

Pese a todo, la paz se recibió en Madrid con alegría y don Pedro Ronquillo sentenció que era la única posible y que, en situaciones apuradas, «mejor es que le echen a uno por la ventana que no le arrojen desde lo más alto del tejado»⁷⁵.

Lisboa, Roma, y Nimega son tres ciudades de gran significación en la historia española. Tres coyunturas relacionadas pero distintas, en las cuales se puede apreciar el cambio gradual que se va operando en el concepto de reputación, tan íntimamente unido a la política y a la diplomacia de la época. Piezas significativas en un proceso en el que el término dejó de ser patrimonio de una monarquía declinante para vincularse al vocabulario y a la política de la potencia que detentaba entonces la hegemonía. No son pocos los textos escritos por Luis XIV y sus publicistas que lo confirman. En realidad, la adopción del programa teológico universalista español por monarca francés hubiera

74 AGS, Estado, leg. 8488. J. Ojanguren, *Don Pedro Ronquillo y la diplomacia española...*, op. cit., p. 294-295.

75 Sobre estos debates y las opiniones citadas, ver *ibid.*, p. 303-305.

quedado incompleta si no hubiera ido acompañado de los valores que le eran consustanciales, entre otros, el del crédito de las propias acciones. En todo ello, la cuestión de la precedencia diplomática, o del control de los espacios romanos, jugaron un papel importante, pero el conflicto con Holanda resultó determinante. Mientras la monarquía española reforzaba la alianza con las antiguas provincias rebeldes,

Tu nous vantes encor ces Conquerans illustres,
Que l'Espagne orgueilleuse élevoit autrefois,
qui ne firent pas en dix lustres
Ce que Louis fait en un mois⁷⁶.

228

En el tiempo acotado por este trabajo la reputación, como valor social, siguió estando presente, pero no faltaron las críticas a su interpretación más extrema, ni quienes la consideraban un lastre a la hora de afrontar las dificultades del presente. Tres cuestiones ayudan a entender este giro. La primera tiene que ver con la resolución del dilema entre reputación y razón de estado que, en un contexto de «mala guerra» y de alianzas cada vez más abiertas, se saldó a favor de Maquiavelo. La segunda era fruto del cambio en los actores de la política internacional, hombres con experiencia militar, pero también letrados, que circulaban por las cortes europeas y se vanagloriaban no tanto de sus hazañas castrenses como de su actividad política: «Yo soy un pobre hidalgo —escribirá Lira a Portocarrero en 1678— que he derramado mi sangre y mi hacienda catorce años en la guerra y nueve mi entendimiento en los negocios públicos»⁷⁷. La tercera es la progresiva lejanía del antagonismo religioso. Acostumbrados a vivir en mundo protestante, para los negociadores españoles de los años sesenta y setenta, pactar con herejes no era ya ningún problema, es más, como escribirá Ronquillo al marqués de Cogolludo ya en 1689, estaba convencido de que «cuando más baja estuviera la Francia, estará más superior la religión católica»⁷⁸.

La reputación, que había significado estima y fama y que después se había identificado con la conservación de lo adquirido, pasó a ser en vísperas de la coyuntura sucesoria un concepto flexible, cuando no un lastre.

76 Jean-Frédéric Schaub, *La France espagnole. Les racines hispaniques de l'absolutisme français*, Paris, Éditions du Seuil, 2001, p. 295.

77 BNE, ms. 10447.

78 Carta de Ronquillo a Cogolludo de 23 mayo 1689.

QUATRIÈME PARTIE

Jeux et enjeux de la réputation :
construire la *reputación*...
ou la rétablir

AU NOM DES SIENS, POUR L'HONNEUR ET LA RÉPUTATION.
LUIS DE RIBEROL, GÉNOIS « *ESPURIO Y BASTARDO* »,
CONTRE LE CLAN DES GRIMALDI ET CONSORTS

Béatrice Perez

Sorbonne Université, CLEA

Ce travail de réflexion autour de Luis de RiberoI s'inscrit dans un labeur plus ample que je poursuis patiemment sur les divers membres de cette superbe famille sévillano-génoise, les RiberoI, au gré des lectures des nombreux documents trouvés. Bien que Luis de RiberoI soit le moins connu et le plus marginal d'entre tous, il est celui qui, de façon tangible, a laissé l'empreinte la plus visible et intéressante à Séville.

En 1504, Luis de RiberoI porte plainte, à Séville, contre Bernaldo de Grimaldo, Domenico Calvo, Francisco Doria, et Pedro Vicencio Doria pour injure « *muchas palabras feas [...] que me dijeron que yo era fijo de una esclava y de hombre casado con otra mujer libre* »¹. Le procès qui s'ensuit est un document long et confus – j'y reviendrai – dans lequel, à première vue, tout se joue autour d'une réputation maculée publiquement qu'il faut rétablir par-devant justice. S'y déploie un jeu subtil autour de la réputation sociale, la « *fama* », qui met en branle un appareil juridique complexe pour maintenir ces valeurs profondément ancrées dans la société castillane, au risque de conduire à un désordre civil lorsqu'elles se voient bousculées. « *Fama* » / « *Mala Fama* » / « *Infamia* » : le triptyque reflète les rouages de cette « société de scandale » dont parlait Pierre Chaunu², qui entretient la réputation, mais prend un malin plaisir à l'écorner par la « *nota* »

- 1 Archives Municipales de Séville [désormais AMS], section « Privilegio », doc. 110 / 28 : « *Injurias y causas criminales entre genoveses. Causa criminal principiada en 30 de enero del año de 1504 años ante el licenciado Gonzalo Cea, alcalde de la justicia desta ciudad por Luis de RiberoI contra Bernaldo de Grimaldo y otros genoveses por injurias* », fol. 49v^o.
- 2 Pierre Chaunu, *L'Espagne de Charles Quint*, Paris, Sedes, 1973, t. 1, p. 278. C'est cette même société de scandale et de médisance que dénonce Alejo Venegas de Busto, *Primera parte de las diferencias de libros que hay en el universo*, Madrid, Alonso Gómez, 1569 (1^{re} édition, 1540), fol. 129v^o, édition en ligne, par une anaphore devenue célèbre : « Con título de hidalgos *tienen osadía de decir mal de todos los buenos que por eso en su boca son malos, porque no son de solar conocido* [...]. Con título de hidalgos *tienen facultad de levantarse a las once, y levantarse de la cama a la mesa, y desde ahí a la ociosidad y desde aquella al maldecir y al mal obrar, y peor perseverar* ». Je modernise la graphie et souligne.

(la tâche, le blâme), pour offrir une compensation légale. L'invective peut parfois être scabreuse ; elle peut être basse et susciter – encore aujourd'hui, à plusieurs siècles d'intervalle – le sentiment de se trouver face à une engeance méprisante, tel Bernaldo de Grimaldo, si content de sa tautologie « [...] *de derecho los que no son nacidos de legitimo matrimonio son infames por infamia de fecho y al infame no se le puede fazer grave ni atroz infamia* »³. Il n'empêche qu'elle n'est jamais anodine, loin s'en faut.

232

Dès lors que l'invective – on le mesure aisément – entraîne une réplique légale, il faut en conclure qu'en amont se joue une multitude de conséquences sociales. Et en premier lieu, dans le cas de Luis de Riberol, celle d'une valeur humaine diminuée (« *valer menos* ») et de n'être plus tenu pour Génois avec les mêmes privilèges que les marchands génois membres du Consulat. Si la réputation est ce qui soude ensemble les sociabilités ou les relations que l'on entretient avec sa famille politique, son clan, sa partialité, la perdre revient à mettre en péril son crédit social et tout ce qui procède de celui-ci : la charge, le statut, le rang dans la hiérarchie sociale, et jusqu'à l'aptitude à être le digne héritier de son nom. L'accusation de bâtardise portée sur la place publique devient une arme politique terriblement violente, mais simple et peu coûteuse, bien que dans l'affaire qui nous occupe, la hargne de Luis de Riberol à se défendre fût en passe de faire mordre la poussière aux hâbleurs ayant clamé partout qu'il était « *espurio y bastardo y siervo* »⁴. Le recours à la justice fonctionne, du même coup, comme le recours à la seule vertu capable de nettoyer la société politique de ses scories.

Une question lancinante, néanmoins, se fait jour : pourquoi s'attaquer à Luis de Riberol, le plus fragile, le plus marginal d'entre tous les membres de la famille ? Sans doute pour les mêmes raisons qui expliquent que ce soit lui – et non un autre Riberol – qui ait mis en cause publiquement, devant tous les Génois rassemblés en conseil au sein du Consulat, la mauvaise gestion financière des Grimaldi et consorts autour de la perception du « *tomín de los genoveses* »⁵. Luis de Riberol est un homme libre parce qu'il n'a rien à perdre et c'est un orateur sans égal. Selon toute vraisemblance, il est le fils illégitime du grand marchand Jácome de Riberol, marié à Gênes, et d'une esclave – ce que je crois pouvoir démontrer. Officiellement, il est le fils du jeune frère de Jácome, Luciano,

3 AMS, section 1 « Privilegio », doc. 110 / 28, fol. 65v°.

4 AMS, *op. cit.*, fol. 12v°.

5 Selon la définition que donne le dictionnaire de la *Real Academia Española*, le « *tomín* » est « *la tercera parte del adarme y octava del castellano, la cual se dividía en doce granos y equivalía a 596 mg aproximadamente; moneda de plata que se usaba en algunas partes de América; impuesto que pagaban los indios en el Perú con destino al sostenimiento de hospitales* ». Au regard des divers sens enregistrés, il appert que « *le tomín* » dont il est fait mention dans le procès de Luis de Riberol désigne un impôt créé spécifiquement par les Génois ayant eu la charge de consuls au sein du Consulat.

célibataire et mort alors que Luis n'avait que sept ans, et d'une castillane tout à fait *incertus*, en dépit de ce que prétend Bernaldo de Grimaldo :

[...] antes sería y es bastardo y natural desta ciudad porque aquel que él dice ser su padre seyendo casado, lo avría avido y ovo en esta ciudad en una mujer natural della, esclava, por manera que él no se puede decir genovés, pues que ha de *seguir la madre que es cierta*, sino castellano [...] ⁶.

Pourtant, la seule certitude en l'occurrence, est précisément le père, fût-il Luciano ou Jácome, nulle importance, Luis de Riberol est du lignage masculin des Riberol. Jácome le nommait son fils et il lui disait « père ». Dans tous les cas, ce procès équivaut, pour Luis de Riberol, à une mort politique à plus ou moins brève échéance, car il revient à donner corps à une rumeur dont il a tout à perdre. Tout vise, précisément, à apporter les preuves tangibles qui viendraient légitimer la rumeur, lui octroyant *ipso facto* un statut de vérité et non plus celui de « *pública voz y fama* » ⁷. Selon les *Étymologies* d'Isidore de Séville :

[...] la fama es tan incierta como su nombre mismo, porque con frecuencia es mentirosa, exagerando o falseando la verdad. Tiene vida en tanto no se comprueba. Pero en cuando se comprueba deja de existir pasando desde este instante a ser cosa cierta, en vez de fama ⁸.

Je n'ai saisi la raison de cette cible détournée que tardivement, par le truchement de travaux que j'ai menés sur les autres Riberol, et sur Francisco de Riberol en particulier. Les historiens n'ont guère prêté attention à Luis, justement parce qu'il est un bâtard, orphelin précocement, n'ayant pas hérité pour les raisons que je dirai plus avant, ni de son père, ni de cette *mater semper incertus*, et mort sans descendance. En somme, rien à première vue ne semble intéressant chez cet homme. La prudence me gardera de blâmer quiconque, car moi-même j'avoue n'avoir lu ce procès de cent quarante folios, mêlant du latin, du génois et un capharnaüm de pièces dans un chaos chronologique que pour y chercher des éléments sur son cousin, Francisco de Riberol, superbe marchand dominant la vie sévillane et canarienne du début du xv^e siècle, collaborateur de Bartolomeo Marchioni, ami et financier de Christophe Colomb, associé de Juanoto Berardi. J'ai compris alors que tout l'intérêt de cet homme venait de ce qu'il n'était rien juridiquement, si ce n'est le fils choyé de son père ; et puisqu'il ne pouvait plus rien perdre, il y avait gagné la liberté de tout dire, de tout dénoncer, au risque

6 AMS, *op. cit.*, fol. 6v^o, extrait d'une lettre de Bernaldo de Grimaldo versée au dossier.

7 Ces termes apparaissent cités huit fois tout au long du procès.

8 Je cite d'après Jesús Ángel Solórzano Telechea, « Justicia y ejercicio del poder: la infamia y los "delitos de lujuria" en la cultura legal de la Castilla medieval », *Cuaderno de Historia del derecho*, n^o 12, 2005, p. 317.

de devenir une cible de choix. En l'espèce, le tribunal est devenu, en 1504, la lice politique où la faction des Riberol et celle des Grimaldi se sont affrontées farouchement pour le pouvoir : la banque d'abord ; le commerce vers Saint-Domingue ensuite. Ce procès a scindé la bourse des Génois en deux partialités dont les rivalités ont donné la primauté au réseau des Grimaldi et des Centurión. Ce travail a été pensé en deux mouvements, par souci de clarté. Dans un premier temps, j'analyserai l'invective comme l'écume d'une âpre rivalité politique et tenterai de montrer combien, dans ce procès, rien ne doit être tenu pour anecdotique : ni la bassesse des attaques, ni la cible, ni la date. Dans un second temps, je tâcherai de mettre en lumière cette renommée d'un homme, ô combien vulnérable, œuvrant à la réputation d'un clan et se sacrifiant pour les siens, pour le nom glorieux de son « [...] *linaje de línea masculina* »⁹, pour la solidité politique de celui-ci et la prééminence de ses membres au sein des instances de gouvernement.

234

L'INVECTIVE OU L'ÉCUME D'UNE ÂPRE RIVALITÉ POLITIQUE

Pour présenter ce procès et les différentes scansions qui lui donnent sa coloration particulière, j'ai tenté d'en réordonner les phases, ce qui ne fut guère une mince affaire. Ce procès contient – selon ce que j'ai pu identifier et nommer comme telles – cinquante-deux pièces, entre les sentences, les lettres, les déclarations des accusés, les « *memoriales* » (sortes de placets ou de requêtes), les contestations des accusations (les « *tachas* »), etc.

L'affaire, en réalité, démarre en septembre 1503, par un procès civil ouvert à la suite d'une plainte en diffamation de Luis de Riberol, plainte dont il présente avec grande lucidité les enjeux :

[...] yo, Luis de Riberol, me querelló ante vos, señor [...], de Bernaldo de Grimaldo y de Domenico Calvo y de Francisco Doria y de Pedro Vicencio Doria, mercaderes genoveses y de cada uno dellos, y en razón desta denunciación y querella [...], primeramente digo que los suso dichos [...], puede aver año y medio poco más o menos tiempo, me han tenido a mí, el dicho Luis de Riberol, grande odio y enemistad sin causa alguna que para ello oviese y sin averles fecho ni dicho porqué, salvo por pedirles ciertos maravedís que tenían y tienen ocupados y mal llevados de la lonja de los genoveses.

Ytem digo que los suso dichos, con el dicho odio y con pensamiento diabólico de me injuriar gravemente, y con poco temor de Dios y de la justicia, me han

9 Archivo Histórico Provincial de Sevilla [désormais AHPS], section « Protocolos », leg. 9118P. C'est ainsi que Luis de Riberol qualifie les siens dans son testament, signé le 12 décembre 1514 devant Bernal González de Vallecillo, quinzième notaire du nombre de la ville.

dicho [...] en esta ciudad delante de muchas personas muchas palabras feas e injuriosas¹⁰.

S'ensuit un premier procès – dont je passe sous silence les détails – qui donna lieu à une sentence favorable aux accusés :

[...] lo uno, porque el dicho Luis de Riberol no sería genovés como se dice, porque él no es ni sería fijo de genovesa, ni nacido en Génova, ni abría tenido allá su continua habitación [...]; lo otro, porque en caso de que él fuese fijo de genovés, él no sería ni es legítimo [...], que bastaría para le repeler no ser legítimo, cuanto más no ser genovés, ni le ayudaría que como genovés se aya entremetido en algunos autos de genoveses [...], cuanto más que entre mí y mis partes no sería avido ni reputado por genovés, ni en cuanto a ellos avría gozado de los privilegios que gozan los genoveses [...]¹¹.

Par-delà l'attaque *ad hominem* et les détails scabreux au petit parfum de scandale, il faut reconnaître que la violence du propos dépasse la simple *obcenitas*. Le but est de salir publiquement l'adversaire, de sorte qu'il ne puisse se remettre de ce bruit assourdissant de la rumeur et que tout propos par lui formulé devienne inaudible, en particulier ceux qu'il a proférés contre le clan des Grimaldi à propos de malversation dans la collecte du « *tomín de la lonja* ». Il s'agit d'une taxe prélevée au prorata des gains de chaque Génois – nous dit le document, car l'impôt a laissé très peu de trace, hormis au Pérou –, mais que le clan des Grimaldi a transformé en un impôt fixe, prélevé par des « [...] *mazarios y colectores, como era tradición antigua* »¹², nommés par eux et qui se sont chargés de la collecte. La plupart des collecteurs déclarent dans ce procès, appelés par la partie Grimaldo et, comme il fallait s'y attendre, blâment à l'unisson Luis de Riberol. Plus grave encore, Luis de Riberol soutient que le prêt octroyé à la reine seize mois auparavant l'a été sur des biens empruntés aux différents Génois de la bourse, mais prêtés sur le seul nom de Grimaldo ; une pratique, somme toute, fort banale de collusion d'intérêts et d'usage de fonds publics à des fins privées¹³.

L'invective visait-elle à répéter innocemment un bruit entendu, comme le prétend le clan des Grimaldi ou à disqualifier définitivement Luis de Riberol ? En lui ôtant sa réputation, on annulait sa parole politique, faisant tomber sur-le-champ la cause par lui interjetée auprès des instances civiles de la ville. En alléguant

10 AMS, section « Privilegio », doc. 110 / 28, fol. 4r°. Je modernise la graphie et ne conserve qu'une patine archaïsante. Je rétablis, pareillement, l'accentuation moderne et la ponctuation.

11 AMS, *op. cit.*, fol. 6r°-v°. Placet de Bernaldo de Grimaldo daté du 6 septembre 1503.

12 AMS, *op. cit.*, fol. 62r°.

13 AMS, *op. cit.* : « *Ytem, pongo que el dicho Bernaldo de Grimaldo y sus consortes saben que deben en prestado que agora dieciséis meses se hizo a la reina nuestra señora por los mercaderes de la lonja que el dicho Luis de Riberol prestó como uno de los de la dicha lonja 36000 maravedís* ».

la rumeur – définie par Luis de Riberol lui-même comme « [...] *común opinión del pueblo o de la mayor parte del y que proceda de personas ciertas, fidedignas y honestas, en especial en semejante caso, y todo lo que los testigos dicen es de oídas inciertas* »¹⁴ –, sans pour autant donner de corporéité au bruit (puisque les témoins, par vingt-huit fois, ont prétendu « avoir entendu dire »¹⁵), on décuplait la violence du propos, non parce que la chose eût été publique, mais parce que l'argument d'une « *fama* » fondatrice crée, en réalité, de toutes pièces, une thèse dont elle n'est que la pâle caution postérieure venant la légitimer. Le témoin Luca Battista Adorno le dit sans ambages, la rumeur n'a été qu'une invention :

oyó decir [...] que el dicho Luis de Riberol era fijo de una esclava, y antes nadie lo sabía, y agora todo el mundo lo sabía, y recibía grande deshonra el dicho Luis de Riberol por su causa¹⁶.

236

Pendant toute cette phase du procès, les arguments se font face, âprement, et ils sont de bonne guerre. Luis de Riberol soutient qu'il ne leur a jamais rien dit qui puisse les offenser... si ce n'est qu'ils avaient fait main basse indûment sur des sommes appartenant à la bourse des Génois¹⁷ ; et ils répondent, sur le même mode, qu'ils n'ont jamais eu l'intention de lui porter préjudice et qu'ils lui ont juste dit « [...] *entre renglones, en el escripto, fijo de esclava y no libre* »¹⁸. Petites formes savantes de ces dialogues de sourds ou rhétorique antilogique.

La procédure d'appel se clôt par une sentence de prison des Grimaldi et consorts, marquant la première victoire de Luis de Riberol, après qu'il a menacé de dépayser l'affaire et de la porter devant une instance supérieure, à Ciudad Real... Mais nous n'en sommes encore qu'à la pièce huit du dossier. C'est dire toute la complexité de l'affaire.

Le 21 février 1504 s'ouvre une deuxième phase juridique, un procès criminel, cette fois, initié par Luis de Riberol pour faire rendre gorge à ses ennemis et prouver que l'invective fut lancée à des fins criminelles¹⁹. L'argumentation alors

¹⁴ AMS, *op. cit.*, fol. 59^r-v^o.

¹⁵ Tout au long du document, on lit vingt-six fois, dans les déclarations, « *oyó decir* » et deux fois, « *no se acuerda a quien* ».

¹⁶ AMS, *op. cit.*, fol. 9^r. Je souligne.

¹⁷ Voir la citation *supra*, AMS, *op. cit.*, fol. 4^r.

¹⁸ AMS, *op. cit.*, fol. 8^r.

¹⁹ AMS, *op. cit.*, fol. 12^r : « *Ytem, digo que los suso dichos, con el dicho odio y enemistad que me tenían y tienen, y con pensamiento diabólicos de me injuriar gravemente y denigrar mi fama y honra, y con poco temor de Dios y de la justicia [...] dijeron en juicio en esta ciudad, delante del bachiller Hernando de Obregón, teniente de asistente della, que era yo hijo de hombre casado con mujer libre y de una esclava, no seyendo así verdad. Ytem, digo que después del dicho día del dicho mes, los suso dichos y cada uno dellos, presentando en su mal propósito de así me injuriar y deshonrar contra verdad, lo dijeron otra vez y veces ante el dicho juez y por ante sus escribanos en lugar público y judicial. Ytem, digo que presentando así mismo en su dañada calumnia y de pena, pues no lo probaron, ellos dicen que lo probaron por fama, y que esto les excusa [...]* ». Je souligne.

se déploie dans une suite de folios rédigés en latin, invoquant force traités et lois pour les faire condamner autour de trois points clef : si les termes « *espurio* », « *bastardo* » et « *siervo* » constituent une injure infamante ou pas ; si le fait de les avoir écrits dans le but de se défendre leur ôte toute valeur infamante ; si le fait d'alléguer une prétendue rumeur qu'on ne peut prouver les dédouane.

En suivant Bartole de Sassoferato – le juriste italien qui marque le plus profondément ce siècle et le précédent (et qu'il invoque lui-même plus loin à propos du caractère infâme des enfants naturels) –, Luis de Ribero distingue la preuve *per famam* du *notorius facti*, parce que la *fama* est une commune renommée qui procède de la *vana vox populi*²⁰ alors que le *notorius facti* procède d'une évidence qui ne peut être niée ; c'est la raison pour laquelle ses adversaires ont créé de toute pièce l'idée d'un bruit innocemment répété.

Dans cette nouvelle affaire, Luis de Ribero s'acharne à faire respecter la première condamnation d'assignation à résidence des accusés, qui ne peuvent quitter la ville de Séville. Dans les faits, les accusés ont immédiatement fait appel de ce jugement, car pour un marchand génois gérant personnellement ses affaires, la sanction économique découlant de cette restriction de mouvement est très sévère. En outre, le recours juridique ayant un effet suspensif, l'appel permet de ne pas faire appliquer la condamnation. Il me faut préciser que, durant toute cette phase, ont comparu les accusés – chacun donnant sa version des faits – et les neuf témoins, dont les déclarations laissent entrevoir une scission entre familles génoises. Parmi les plus neutres figurent Luca Battista Adorno, Uberto de Negrón, Marco de Castellón et Francisco de Ribero. Parmi les plus virulents figurent Lorenzo Pinelo, Francisco Pinelo, Otavián Calvo, Valián Salvago et Antonio de Naylor. Ces noms ne sont pas anodins, en cela que ces témoins agressifs constituent les membres de la première banque Grimaldo à Séville.

Luis de Ribero se bat farouchement pour saper les arguties juridiques de la partie adverse, et c'est ce qui donne à ce procès tout son sel et sa passion. Il saisit avec clairvoyance les astuces juridiques de ses adversaires et les retourne avec une aisance qui force l'admiration. Ainsi prétendent-ils avoir répété un bruit sans volonté de le blâmer, mais la ficelle est trop grosse, car comme le dit Luis de Ribero :

[...] *luenga diferencia es decirme, como me dijeron, espurio y adulterino y siervo, lo cual es grave y atroz injuria, y decirme natural, pues el natural es tenido en todo privilegio en lugar de legítimo, mayormente en estos reinos [...]*²¹.

20 Voir Claude Gauvard, « La *Fama*, une parole fondatrice », *Médiévales, langue, textes, histoire*, n° 24, « La Renommée », 1993, p. 7.

21 AMS, *op. cit.*, fol. 26r°. Je souligne.

La fausse rumeur n'est en rien une parole fondatrice, si ce n'est de l'identité d'un groupe cimenté par une collusion d'intérêts et des accointances que, pour l'heure, Luis de Riberol ne dévoile qu'à demi-mot. Il reconstruit, sans jamais faiblir, cette réputation qu'on lui dénie par toutes les voies et par tous les recours qu'il possède.

Cette réputation devient juridique et implique la reconnaissance par-devant justice de la filiation patrilinéaire qui, seule, définit les hommes, comme il le dit en bonne connaissance des lois, « [...] *los hijos según regla de derecho han de seguir y siguen la condición de los padres y no de las madres* »²². Il est donc Génois en vertu des lois, et quand bien même sa mère serait esclave, il n'en demeure pas moins Génois; d'ailleurs, c'est bien parce qu'il est Génois que ses ennemis se sont battus, dans un premier temps, pendant l'automne 1503, pour que le procès ne soit pas porté devant une juridiction civile, mais jugé par l'instance consulaire.

Sa réputation est *de sang* et, à cet effet, il importe que son roman des origines soit une belle fable romanesque, bien trop belle sans doute pour être vraie. Il est le fruit d'un amour passionnel (« [...] *que teniendo su padre veinticuatro o veinticinco años, se enamoró de una mujer soltera y doncella de buen linaje, y ovo acceso a ella y la emprenó deste Luis de Riberol* »²³); d'un mariage célébré secrètement avant sa naissance pour ne pas entacher la réputation de la noble famille *hidalga* de sa mère. Las ! Celle-ci étant morte en couche, nul n'a voulu réclamer la part d'héritage de l'enfant pour ne pas la salir par quelque affaire d'alcôve malvenue :

[...] los parientes desta dicha mujer, viéndola preñada, fizieron al dicho Luciano de Riberol que se desposase con ella, y se desposó con ella secretamente, esperando que ella oviese parido, la cual mujer de parto del dicho Luis de Riberol murió, y fue solapado el dicho matrimonio [...] ²⁴ y como quier que una tía de su madre sabía el secreto, le dijo al dicho Luis de Riberol que no quería escandalizar su casa porque era hidalga, y que no pareciese que avía avido exceso alguno en su casa [...] ²⁵.

Il est cet orphelin chéri que de malheureux concours de circonstance ont, sans cesse, privé de sa part légitime. Son père meurt de la peste alors qu'il n'a que six ans sans faire de testament²⁶ ; et Jácome de Riberol – qui l'a recueilli comme un fils – meurt à son tour *ab intestato*, le privant derechef de son héritage²⁷.

²² AMS, *op. cit.*, fol. 33v^o.

²³ AMS, *op. cit.*, fol. 31v^o.

²⁴ AMS, *op. cit.*, fol. 31v^o.

²⁵ AMS, *op. cit.*, fol. 32r^o.

²⁶ AMS, *op. cit.*, fol. 31v^o : « [...] *murió el dicho Luciano en esta ciudad de pestilencia estando el dicho Luis de Riberol como estaba en Génova, de edad de los dichos siete años, poco más o menos, el cual su padre no ovo lugar de fazer testamento ni declarar lo que convenía a este negocio [...]* ».

²⁷ AMS, *op. cit.*, fol. 31r^o : « *Micer Jácome se volvió a Génova y murió ab intestato de manera que él no pudo declarar la legítima del dicho Luis de Riberol* ».

Enfin, sa réputation est avant tout *de vertu*, et c'est la raison pour laquelle n'ayant pas été conçu par le Saint Esprit (« [...] *él no fue concebido de Espíritu Santo por donde él pudiese saber cuándo él salió del cuerpo de su madre, cómo se fiziese, ni de dónde se fiziese, y por lo que sabe es lo siguiente* »²⁸), ce récit qu'il livre est celui qui vertèbre son identité, et il vaut bien un autre. L'aporie qu'il soulève est telle que les juges ne peuvent trancher entre la version des accusateurs et la sienne. Il ne peut être « *espurio* », car « [...] *solamente espurios son dichos los que son nacidos de mujer pública, los cuales en derecho son llamados a vulgo quisito* », comme le dit Diego de Valera, dans son *Tratado de verdadera nobleza*²⁹, et comme le rappelle Luis de Riberol à la fin du procès, lorsqu'il clame que les enfants naturels ne peuvent être infâmes « *de fecho* », moins encore en Castille où la législation les tient pour des enfants à part (d'héritage) entière³⁰. Il ne peut être bâtard, car « nul n'est bâtard de par sa mère » dit le droit³¹. Plus encore, dit-il, il est noble en vertu de son père, car « [...] *si el padre es noble y la madre plebeya, el hijo siguiendo la condición del padre es avido por noble, y por el contrario si la madre es noble y el padre plebeyo, el hijo es avido por plebeyo* »³². On aura reconnu en substance, dans cette défense de Luis de Riberol, la *Ley 3*, de la *Partida II* :

De cómo los fijosdalgo deben guardar la nobleza y fidalguía. Ca maguer la madre sea villana y el padre fidalgo, fidalgo es el hijo que dellos naciere, mas si nasciere de fidalga y de villano, no tuvieren por derecho que fuese contado por fijodalgo.

L'inquiétude gagne le clan des Grimaldi (« [...] *andan ahora pesquisando de mi vida* » écrit Luis de Riberol³³) ; ils ont joué de la rumeur pour l'affaiblir politiquement, mais plus que de la violence gratuite, c'était une stratégie parfaitement concertée, dévoilant, en amont, une farouche volonté d'annihiler l'autre en détruisant sa réputation. L'invective est une violence *en acte* – pour le propos – et *en esprit* – pour le calcul qui fonde l'acte. Mais ils ont joué aux apprentis sorciers, trop sûrs de leur fait, habitués à dicter la loi au sein du Consulat, trop imbus d'eux-mêmes. La condamnation à résidence dans la ville de Séville donne un tour désastreux à l'affaire. Ils font intervenir Alonso Pérez

²⁸ AMS, *op. cit.*, fol. 31r°.

²⁹ Diego de Valera, *Espejo de verdadera nobleza*, dans Mario Penna (éd.), *Prosistas castellanos del siglo XV*, BAE, Madrid, Atlas Ediciones, 1959, p. 102.

³⁰ AMS, *op. cit.*, fol. 26r° : « [...] *el natural es tenido en todo privilegio en lugar de legítimo, mayormente en estos reinos* [...] ».

³¹ *Œuvres complètes du chancelier d'Aguesseau*, « Dissertation sur les bâtards », vol. 13, Paris, Fantin et Compagnie, 1890, p. 585, version en ligne.

³² AMS, *op. cit.*, fol. 33v°.

³³ AMS, *op. cit.*, fol. 46r°.

de Manzanedo, « *alcalde mayor en lugar del ilustre y muy magnífico señor don Juan de Guzmán, duque de Medina Sidonia* » pour clore l'affaire, ce que Pérez de Manzanedo fait le 7 mars, avec l'appui de plusieurs membres du conseil municipal confessant s'en remettre, dans cette affaire, aux ordres des souverains. Le lendemain, Luis de Riberol conteste ladite décision obtenant, le 7 mai, que les accusés soient une nouvelle fois assignés à résidence, mais à leur domicile et non plus dans la ville. Ce même jour, Bernaldo de Grimaldo demande, au nom de tous, un assouplissement de la mesure leur permettant, par une mise sous caution, de circuler. Il présente à cet effet, conjointement avec ses co-accusés, un écrit dénonçant les graves dommages qu'ils subissent à cause de la « prison »³⁴ (l'assignation à domicile) et, pour la première fois, implore moins de rigueur. Le 9 mai, il obtient gain de cause.

L'intervention d'Alonso Pérez de Manzanedo, dans cette affaire, a été providentielle ; à l'évidence, Pérez de Manzanedo est un homme sous influence dont tout démontre le souci de tirer de ce mauvais pas les Grimaldi et associés. Durant le mois de mai, le vent tourne et les choses leur sont davantage favorables. Sans nul doute, les Grimaldi et consorts ont des appuis puissants jusque dans les cercles monarchiques. Ainsi, Domenico Calvo obtient, moyennant paiement, de sortir de la ville. Bernaldo de Grimaldo franchit un pas supplémentaire dans l'injure, accusant Luis de Riberol – terrible coup d'éclat, car c'est la première fois que la chose est dite formellement –, d'être en réalité le fils illégitime de Jácome de Riberol, que l'on a fait passer pour le fils de Luciano, célibataire, pour le tenir pour naturel et non « *espurio* »³⁵.

La réponse de Luis de Riberol, dès lors, se décline sur le mode de l'*urbanitas* et de l'émotion, dans un mélange de génois et de castillan qui traduit l'intime, la diglossie et le retour à la langue de l'enfance. Il y dénonce, par un verbe vivant et imagé, le fer et les bas éléments :

[...] non han dejado de medir fuego a fuego [...], han vuelto al vómito, y después de todo los suso dicho *est incomportabile sua* audacia y soberbia porque *prestat est punire selus* suplico³⁶.

34 AMS, *op. cit.*, fol. 37r^o : « [...] *por cuanto de la dicha prisión, nosotros recibimos mucho agravio y daño y pérdida en nuestra negociación y contratación, y aunque el delito que diz de que somos acusados se probase contra nosotros, non podríamos ser por sentencia condenados en mayor pena de la que tenemos en tener nuestras casas por cárcel* ». Je souligne.

35 AMS, *op. cit.*, fol. 42r^o-v^o : « [...] *fama pública era entre los mercaderes y hombres de nuestra nación que el dicho Luis de Riberol fuese hijo de Jácome de Riberol, el cual era casado en la ciudad de Génova y que no era nacido de su mujer, antes que avía nacido en esta ciudad de una mujer no libre salvo esclava* ».

36 AMS, *op. cit.*, fol. 40r^o. Je souligne.

Elle se décline aussi sur le mode de la spiritualité qui dit son désenchantement du monde et la brutalité de celui-ci. Pour illustrer en quoi serait scandaleuse (« *sería burla* ») la relaxe de Domenico Calvo – qui demande à pouvoir quitter la ville pour des affaires urgentes, sans quoi il perdrait mille fois ce que la peine lui impose de payer –, Luis de Riberol passe par une digression comparative délicate qu'il établit entre lui et un mercier juif que je livre :

[...] por ende, a vuestra señoría pido le mande guardar la carcelería conforme a su sentencia [...] por que en otra manera fiziendo, me acontecería lo que aconteció al judío mercero que iba vendiendo mercerías menudas por las aldeas, el cual cada mañana rogaba a Moysen rogase a Dios le deparase con reverencia un borrico que le levantase los pies del suelo; y andando camino, topó con ciertos salteadores que avían robado una burra con un borrico recién nacido, y fuyendo de prisa no podían llevar el borrico, y pusieronlo a cuestras al dicho judío y fazianlo aguijar. Volvióse el judío a Moysen y dijole: *tú no me has entendido, que yo decía que me llevase a mí y no que le llevase yo a él a cuestras*³⁷.

Et puisque l'argument est financier (une perte mille fois supérieure à la peine), portant le gain de Domenico Calvo – si on le laissait sortir – à rien moins que cent millions de maravédís, Luis de Riberol conseille que l'on révoque l'assignation à résidence contre la moitié seulement de la somme, cinquante millions de maravédís pour la guerre contre les maures :

[...] y porque dice que si no le fuese otorgado lo que él pide, le seguiría daño mil veces mayor que la pena que le es impuesta, seyendo la pena 100 000 maravedís, sería el daño que se le seguiría cien cuentos [*millions*], es una gran cosa, creo que con la mitad dellos, vuestra señoría lo mandaría soltar para la guerra de los moros. Concluyo señor, su petición deve ser deshechada del juicio en lo cual imploro su noble oficio pidiendo cumplimiento de justicia³⁸.

Ses arguments démontrent combien la lutte acharnée demeure salvatrice et combien il importe de les faire plier en dégarnissant leur portefeuille, à défaut de parvenir à faire appliquer la justice. Le procès est clos le 24 juillet par une sentence scélérate d'Alonso Pérez de Manzanedo qui prononce la relaxe des accusés. Le 30 juillet, Luis de Riberol annonce qu'il porte l'affaire devant une juridiction supérieure³⁹.

³⁷ AMS, *op. cit.*, fol. 44r^o.

³⁸ AMS, *op. cit.*, fol. 44r^o.

³⁹ Le procès ne se trouve pas à la Chancellerie de Grenade. Je ne suis pas allée regarder dans les Archives de Simancas, car j'avoue que cette première partie m'a laissée quelque peu exsangue.

Ce procès soulève une série d'interrogations qui interpellent rétrospectivement. Pourquoi un si long procès pour faire rendre gorge d'une insulte de bâtardise qui ne portait guère à conséquence, puisque de toute façon Luis de Riberol n'a jamais hérité de personne et n'a guère d'héritier à protéger ? Certes, toutes ces stratégies de dissimulation disent la nécessité vitale de préserver la réputation, une réputation d'ailleurs qui se négocie au rabais au fil du procès : plutôt fils naturel que bâtard ; plutôt fils d'*hidalga* que d'esclave ; plutôt le fils de Luciano que de Jácome, au faîte de son pouvoir. Mais si sa renommée lui importait tant, pourquoi s'être mis dans une affaire pareille dont il avait tout à perdre en rendant public ce qu'il eût mieux valu tenir caché ? D'ailleurs, pourquoi l'avoir pris, lui, pour cible ? De tout temps, la « *nota* » – cette macule qui salit la réputation – vise à retrancher le récipiendaire de la communauté politique. Mais par sa condition marginale, le poids de Luis de Riberol dans la communauté politique légitimait-il une telle violence ?

242

Je me suis rendue compte, au fil de la lecture, qu'il y avait, dans ce jeu social de la « *fama* » / « *infamia* », un discours codé qui ne pouvait trouver sa cohérence que dans l'histoire immédiate, parce que tout n'était que l'écume de cette immédiateté. C'est donc dans cette réalité immédiate qu'il fallait en chercher les raisons. 1504 : la date n'est pas anodine ; elle correspond à un mouvement d'investissement dans la sphère publique du réseau des Grimaldi, qui accompagne une profonde transformation politique de la société sévillane, en particulier un changement de clientèle génoise aux manettes financières. À partir de l'année 1502, Bernaldo de Grimaldo investit dans le commerce américain avec deux hommes, Alonso de Hojeda et Juan Fernández de las Varas, ceux-là mêmes qui se portent garants des condamnés et payent la caution pour eux⁴⁰.

Ce procès n'est, en définitive, qu'une forme d'écume visible, perceptible, d'une tectonique de plaque ancienne que l'on ne perçoit au grand jour qu'*a posteriori*. Il est l'écho retentissant de sourdes querelles anciennes. Entre 1506 et 1508, une faction remplace l'autre dans la confiance financière et politique, mais force est de constater que les grandes manœuvres ont commencé depuis plusieurs années : en 1502-1503 d'abord, lors du procès qui met aux prises Francisco de Riberol et le conseil municipal pour ne pas être recensé comme

40 AMS, *op. cit.*, fol. 39^o : « *Y después desto, en este día, jueves 9 días del mes de mayo [...], pareció Alonso de Hojeda, corredor de lonja, vecino en la colación de Santa María, y Juan Ferrández de las Varas, vecino en la colación de Santa Catalina, los cuales ambos a dos de mancomún [...] dijeron que se obligaba y se obligaron que los dichos Bernaldo de Grimaldo y Francisco Doria y Pedro Vicencio Doria y Domenico Calvo tendrán y guardarán esta ciudad por cárcel según y en la manera que les tenían dado [...]* ». Voir, par ailleurs, pour le réseau des Grimaldi, Enrique Garrido Raya et Valentín Moreno Escalante, « La red mercantil de los Grimaldi y su proyección desde Sevilla a La Española », *Temas americanistas*, n° 29, 2012, p. 10.

*pechero*⁴¹ ; en 1503-1504 ensuite, avec ce procès. Les horizons se dilatent et l'ouverture du marché américain depuis le 30 janvier 1504 (mais que l'on pressent, dans certains cercles politiques, depuis 1502) aiguïssent les appétits et scindent les anciennes sociabilités génoises. Jusque-là, seuls les Riberol et Juanoto Berardi ont investi dans le commerce vers Saint-Domingue⁴². De fait, ce sont les seuls à avoir franchi le pas américain de façon précoce et, à la veille de la libéralisation du marché, ils sont mieux implantés que quiconque pour contrôler effectivement le marché. La première tentative de pénétration des Grimaldi à Saint-Domingue date prudemment de 1502. Puis, entre 1504 et 1506, la banque des Grimaldi s'impose dans le marché de l'assurance, du prêt à la Couronne et au duc de Medina Sidonia, lequel, auparavant, empruntait auprès de Francisco de Riberol⁴³. En attaquant Luis de Riberol, le plus fragile socialement, le plus marginal sans aucun doute, on traînait un peu plus dans la fange le nom Riberol, puisqu'en définitive, le seul intérêt de Luis résidait dans sa lignée masculine.

À la lecture des déclarations des différents témoins se fait jour un mode de vie volontairement libéré et désentravé des modes, du carcan social et du qu'en-dira-t-on. Luis de Riberol a intégré, jusqu'au tréfonds de ses convictions, de ses choix et de ses aspirations, une grande liberté d'action le plaçant en marge d'une société génoise corsetée qui s'observe et murmure. Ainsi le témoin Lorenzo Pinelo, appelé par la partie adverse, déclare :

[...] dijo que lo que sabe es que puede aver quince años poco más o menos, que un día del dicho tiempo, estando este testigo en una tienda en cal de Génova que era de un Bautista Calcetero genovés, y otros mancebos que vinieron en platicar de la manera del vestir, y que *pasó por allí Luis de Riberol y llevaba unas calzas pasadas sin borceguies, y que este testigo preguntó que quién era porque le pareció genovés, y que le dijeron que se llamaba Luis de Riberol y que era hombre gracioso, y que decía que esta era buena tierra y que cada uno podía traer las bragas en la cabeza sin que dijesen que era mal fecho* y que hablando más le dijeron que era hijo de uno que se decía de Riberol, pero que no se acuerda el nombre propio, y que era nacido en Castilla, y de una esclava, y que demás a muchas personas ha oído decir que es bastardo y que por tal lo ha tenido y tiene, y que hablando

41 AMS, section 1 « Privilegio », doc. 110 / 22 : « Autos principados en 19 de marzo de 1501 ante el ilustre veinticuatro Pedro Ortiz a instancia de Francisco de Riberol sobre que no se le debía repartir pecho alguno por razón de ser genovés ». Voir également Béatrice Perez, « Francisco de Riberol. Un genovés sevillano canario en el sistema europeo de relaciones », dans Juan José Iglesias Rodríguez et José Jaime García Bernal (dir.), *Andalucía en el mundo atlántico. Agentes y escenarios*, Madrid, Sílex, 2016.

42 Enrique Garrido Raya et Valentín Moreno Escalante, « La red mercantil de los Grimaldi y su proyección desde Sevilla a La Española », art. cit., p. 3.

43 *Ibid.*, p. 11-12.

algunas veces en casa de Domenico Calvo y de Pedro Vicencio Doria se acuerda sobre pláticas averles dicho este testigo que el dicho Luis de Riberol era bastardo fijo de esclava [...]»⁴⁴.

Cette particularité de l'attention portée au vêtement dit bien davantage qu'une simple coquetterie. Par le vêtement se jaugent le poids économique du lignage marchand, la noblesse de celui-ci et sa légitimité... à moins que l'on ne cherche dans les riches atours le signe d'une largesse, preuve irréfutable d'une vertu de générosité du marchand-oligarque. Le vêtement est à ce point une manifestation de la *bonitas*, propre aux hommes de qualité, que le regard reste rivé sur les chausses. Je rappellerai, pour appuyer la démonstration, cet extrait de Robert Sabatino López, faisant remarquer, avec une grande pertinence, que « [...] le fait que Boccace ait choisi comme exemple d'un homme sordidement avare Erminio Grimaldi de Gênes, semblerait un indice très grave si le narrateur n'avait pas ajouté que Grimaldi représentait une exception parmi les Génois, "qui ont l'habitude de s'habiller noblement" [...] ». Il ajoutait :

244

Quelque cinquante ans avant Boccace, le poète dialectal génois dont nous avons cité les propos relatifs à l'éthique commerciale, souligne que même les boutiquiers et les artisans à Gênes ne reculaient devant aucun frais pour honorer leurs hôtes ; que des banquets de plus de cinquante couverts étaient chose courante, et qu'en général tous les Génois étaient *si ordinai de belli arnxi l che tuti paren marchexi* (si ornés de beaux costumes qu'ils paraissent tous des marquis)⁴⁵.

Dans ce procès, on l'a attaqué *lui* pour mieux ruiner *les siens* et s'arroger un nouveau pouvoir au sein du Consulat. Mais c'était mal connaître l'homme, plus armé à se défendre, avec une vision plus âpre de cette société de médisance dont il connaît les bassesses mieux que quiconque. Dans sa révocation des témoins, en juin 1504 (« *las tachas y objetos* »), il a dénoncé d'un trait de plume les accointances des nouveaux parvenus génois, tant Bernaldo de Grimaldo, nouveau dans la prétention américaine, que Francisco Doria, installé depuis six ans seulement à Séville (depuis le troisième voyage de Christophe Colomb en 1498). Ainsi, Valián Salvago est l'associé de Bernaldo de Grimaldo y « *su hacedor y negocia y trata y paga por él* » ; Lorenzo Pinelo, « *es mi enemigo y me tiene grande odio y enemistad* », à lui et à tous les Riberol ; Benito Púmar a été nommé répartiteur du *tomín* et, donc, est gravement mêlé à cette affaire de malversation ; Juan de Argumeda est apparenté à Domenico Calvo ; Antonio de Nayrón, un grand

⁴⁴ AMS, *op. cit.*, fol. 53^v. Je souligne.

⁴⁵ Robert Sabatino López, « Le marchand génois : un profil collectif », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n° 3, 1958, p. 509-510.

ami de Bernardo de Grimaldo, doit aussi rendre compte du *tomín*, et c'est pareillement un intime de Flerigo de Valián et de Cosme Centurión, avec qui Bernaldo de Grimaldo mène précisément ses activités de banquier au sein d'une structure commune⁴⁶.

Ils ont choisi celui qu'il ne fallait pas, car justement, s'il n'a qu'une chose à défendre, c'est son nom ; s'il n'a qu'un bien, c'est son lignage à qui il doit tout. Il se sacrifie, non pour sa renommée (lui qui se fichait comme d'une guigne de « *traer las bragas en la cabeza* »), mais pour l'honneur et la réputation des siens, pour leur prestige dans la Séville américaine, par abnégation et sens du devoir à son nom. Ainsi, dans son testament, tout n'est que revendication du « *linaje de los Riberoles* », « *de mi linaje de línea masculina* ». Ses maisons sévillanes, rue Tintores, il les met à disposition de n'importe quel Riberol qui souhaiterait s'y établir (« *cualesquiera de la casa principal de los Riberoles que quisieren morar en las dichas mis casas que moren en ella todo el tiempo que quieren* »⁴⁷) ; son patrimoine, à Gênes, il demande qu'on le place à l'Office de Saint Georges (« *Oficio de San Jorge* »⁴⁸) pour permettre de doter les jeunes nécessiteuses « *si las oviere del dicho mi linaje de línea masculina* »⁴⁹. Et la chose se répète, comme une incantation à l'aube de sa vie pour rendre grâce à ceux sans qui il n'eût rien été.

Dans un testament, on ordonne sa conscience et on ne ment pas. Ainsi, en désignant un de ses exécuteurs testamentaires, Francisco Lecardo, il le nomme son neveu (« *mi sobrino* »⁵⁰), le fils de Battista de Riberol, fils de Jácome, et donc son frère (ou son demi-frère) et non son cousin. Luis de Riberol est, sans l'ombre d'un doute, le fils bâtard de Jácome de Riberol et d'une esclave. Il affranchit, à son tour, à la fin de sa vie, trois de ses esclaves, dont une petite Isabelle de quatre ans, née chez lui, ainsi que sa mère, une esclave de vingt-six ans⁵¹. La hargne qu'il met dans le procès ne vise rien d'autre que la conviction intime que la renommée de l'individu ne pèse rien au regard de la réputation de sa dynastie.

L'EMPREINTE SÉVILLANE

J'avais annoncé, en introduction, que Luis de Riberol, tout marginal qu'il fût, avait été celui qui avait laissé la plus belle trace à Séville. Et c'est ainsi que je voudrais

46 AMS, *op. cit.*, fol. 56^r-v^o. Voir également, pour les activités bancaires, Enrique Garrido Raya et Valentín Moreno Escalante, « La red mercantil de los Grimaldi y su proyección desde Sevilla a La Española », art. cit., p. 15-16.

47 AHPs, section « Protocolos », leg. 9118P, fol. 5 (numérotation propre).

48 AHPs, *op. cit.*, fol. 6.

49 AHPs, *op. cit.*, fol. 6.

50 AHPs, *op. cit.*, fol. 7.

51 AHPs, *op. cit.*, fol. 4 : « [...] ahorro y doy por libre y por quita de todo cargo de cautiverio y servidumbre y sujeción alguna a Isabel mi esclava, hija de la dicha Juana, mi esclava, la cual dicha Isabel agora es de edad de cuatro años y es de color lora [...] ».

présenter une découverte récente. Lors d'une visite du monastère de San Isidoro del Campo, à Séville, le conférencier passa très vite sur une inscription funéraire, alléguant simplement qu'il s'agissait là de la stèle d'un marchand génois, un certain Ripparolio (fig. 1). L'inscription est reproduite en figure 1.

246

Fig. 1. Inscription funéraire de Luis de Riberol (Ludovicus Riparolio),
monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville)

Et le marchand est *Ludovicus*, fils de *Lucanus*, *De Ripparolio dictus et ipse fui*
(« Luis, fils de Luciano, nommé de Riberol comme je le fus moi-même »).

*Hic Ego qui iaceo, Liguris sum plasma⁵² parentis,
Hispalis at matrem Bethica terra dedit.
Ludovicus eram genitor Lucanus et ille
De Ripparolio dictus et ipse fui.
Bis septem lustris fatorum munere vixi,
Dulcibus et natis, coniuge et usque carens
Hoc satis in tumulo vanitas est dicere plura*

52 Peu usité.

*Nam modo quae quondam fama juvabat obest.
Hoc igitur, lector, solum te deprecor, ores
Ut peccatori sit sine fine quies.
Finis*⁵³

Moi qui gis ici, je suis né à Séville, fils d'un père ligurien,
tandis que la terre bétique me donna une mère.

Je me prénommait *Ludovicus*, et mon père *Lucanus* ;
on l'appelait de Riberol, tel que je le fus moi-même.

Par la munificence du destin, j'ai vécu soixante-dix ans,

Privé, ma vie durant, d'épouse et d'enfants chéris.

C'est assez : en dire plus dans la tombe est vanité,

car la renommée qui jadis me servait⁵⁴

me nuit maintenant.

C'est pourquoi, je te demande seulement, toi qui

lis ces mots, de prier afin que pour moi, pauvre pécheur⁵⁵, le repos soit éternel⁵⁶.

Dans son testament (fig. 2), Luis de Riberol demande, en effet, à être enterré dans le monastère de San Isidoro del Campo :

[...] cuando finamiento de mi acaeciére, mando que mi cuerpo [sea se]pultado en el monasterio de San Isidro, en esta ciudad de Sevilla en la sepultura que el prior y frailes del dicho monasterio me quisieren dar, y mando al dicho monasterio de San Isidro que recibiendo mi cuerpo se le den cien ducados de oro; si el dicho prior y frailes del dicho monasterio no quisieren recibir mi cuerpo en el dicho monasterio, yo mando que mi cuerpo sea sepultado en el monasterio de San Francisco desta ciudad en la capilla de los genoveses [...], y si los dichos prior y frailes de San Isidro quieren recibir mi cuerpo en el dicho monasterio, mando les den los dicho cien ducados de oro y que ellos fagan por mi ánima, así en oraciones como en otras cosas, lo que a ellos honestamente pareciere, y mando que en la más cercana pared donde mi cuerpo fuera sepultado, se ponga una imagen de San Jorge que tengo al presente en mi escritorio [...]⁵⁷.

53 L'inscription funéraire de Luis de Riberol figure également dans Justino Matute y Gaviría, *Bosquejo de Itálica o apuntes que juntaba para su historia*, Sevilla, Mariano Caro, 1827, p. 180, qui la présente comme « des vers ».

54 « [...] qui jadis me servait » ou « m'était favorable ».

55 Ou « afin que le pécheur que je suis ait un repos éternel ».

56 Je remercie vivement Nathalie Catellani pour sa traduction du latin et pour ses remarques pertinentes. Elle note que l'épigramme de Luis de Riberol est, par endroit, lourde (comme dans les vers 3 et 4) et maladroite (dans les vers 1 et 2), très normée, voire topique – à sa façon de donner son âge (deux fois trente-cinq ans plutôt que soixante-dix ans). En somme, ce n'est guère là l'épigramme d'un poète.

57 AHPS, *op. cit.*, leg. 9118P, fol. 2. Je souligne.

Fig. 2. Testament de Luis de Riberol, Séville,
Archivo Histórico Provincial de Sevilla, section Protocolos, leg. 9118

La disposition du cloître est celle qui apparaît ci-contre (fig. 3), où l'on distingue l'inscription funéraire au second plan et, au premier plan (à quelque trois mètres de distance), une fresque (fig. 4) que les spécialistes du monastère datent de la fin du xv^e siècle ou du début du xvi^e siècle, tout en admettant ne rien savoir ou presque à son propos. Au regard des éléments que je possède et que j'ai exposés, cette fresque date, selon toute vraisemblance, des années 1515-1516. C'est un archange Michel terrassant le dragon, psychopompe, avec sa balance

Fig. 3. Cloître du monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville)

pesant les âmes. Saint Michel et non saint Georges, comme le demandait Luis de Riberol... Mais reconnaissons que cette image a beaucoup de celle reproduite en fig. 5, qui n'est qu'un exemple parmi d'autres, un saint Michel terrassant le dragon sur la *Porta San Sebastiano* de Rome, dédiée précisément à saint Georges, avec un texte dans lequel est commémorée la bataille, le jour de saint Georges, entre les milices romaines gibelines et l'armée des Guelfes du roi de Naples. Les Riberol sont des Gibelins, très proches du pape⁵⁸ ; les Grimaldi, des Guelfes.

Fig. 4. Fresque de l'Archange Michel terrassant le dragon, dernière décennie du xv^e siècle, Monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville)

Note : Au premier plan la peinture de l'archange Saint Michel et à l'arrière-plan la pierre tombale de Ludovicus Riparolio : entre les deux plans, la distance physique est de trois mètres.

58 Luis de Riberol a obtenu une licence du pape qu'il montre dans le procès, preuve que ces logiques politiques sont toujours à l'œuvre à l'aube du xvi^e siècle. Voir AMS, *op. cit.*, fol. 27v^o : « *Ytem si saben y conocen que por ser como era el dicho Luis de Riberol bastardo, no legítimo, trujo dispensación del nuestro muy Santo Padre para poder tomar órdenes y aver beneficios en la Iglesia, y la cual tuvo y tiene [...]* » ; « *[...] a la cuarta dijo que éste ha visto y ve la licencia del Santo Padre para que el dicho Luis de Riberol pueda ser de corona y tomar beneficios en la Iglesia* » (*ibid.*, fol. 31r^o) ; « *[...] a la cuarta dijo que oyó decir lo contenido a algunas personas que avía traído legitimación del Santo Padre* » (*ibid.*, fol. 31v^o).

Fig. 5. Gravure de l'archange Michel terrassant le dragon.
Porta San Sebastiano ou Porta Appia, Rome

Note : Sur le côté, en lettres gothiques, figure un texte commémorant la bataille entre les milices romaines gibelines des Colonna et l'armée des Guelfes du roi de Naples, livrée le 29 septembre 1327 (jour de saint Georges)⁵⁹.

59 L'inscription qui figure sur le côté est celle-ci : « *Anno DNI MCC°C XXVII indictione XI mense septembris die penultima in festo SCI Michaelis intravit gens foresteria in urbe et fuit debellata a populo romano existente locobo de Pontianis capite regionis* » (« En l'année 1327, 29 septembre, jour de la fête de saint Michel, a pénétré dans la ville un groupe d'étrangers qui fut défait par le peuple romain, Jacques de Pontiane étant alors le chef du quartier »).

LA RÉPUTATION DES GUZMÁN.
JEUX ET ENJEUX DE L'ALLIANCE MATRIMONIALE
ENTRE LES MEDINA SIDONIA ET LES ÉBOLI AU XVI^e SIÈCLE

Adeline Léandre
Sorbonne Université, CLEA

La réputation des Medina Sidonia, héritée du fondateur de la lignée, Alonso Pérez de Guzmán el Bueno – héros mythifié de la défense de Tarifa au XIII^e siècle – n'est plus à forger à l'époque moderne. Ducs de Medina Sidonia (depuis 1445), comtes de Niebla (1369), marquis de Cazaza, Grands d'Espagne (depuis 1520) et issus, donc, de l'ancienne et puissante noblesse castillane, les Guzmán dominent toute la Basse Andalousie depuis leur fief, le port de Sanlúcar de Barrameda. Pourquoi alors s'allier au XVI^e siècle au Portugais Ruy Gómez, *hidalgo* ayant obtenu honneur et fortune en une génération à peine ? Celui qui prospéra en quelques années dispose d'un atout considérable : sa place, enviable entre toutes, de proche collaborateur et fidèle ami du roi Philippe II. Comment le VII^e duc de Medina Sidonia, don Alonso Pérez de Guzmán el Bueno chercha-t-il à affermir sa renommée grâce à son mariage avec la fille aînée de Ruy Gómez de Silva et de doña Ana de Mendoza y de la Cerda, prince et princesse d'Éboli ? Comment les aléas de la fortune nobiliaire le contraignirent à tout tenter pour préserver – voire rétablir – son prestige malmené au temps des monarques Philippe II puis Philippe III ?

L'analyse du parcours de deux lignages aristocratiques unis par cette alliance stratégique et par leur désir de satisfaire les Habsbourg d'Espagne s'impose donc. En effet, l'union d'Alonso Pérez de Guzmán el Bueno et d'Ana de Silva y Mendoza permettait *a priori* l'accroissement du prestige nobiliaire, la consolidation de solidarités économiques et politiques et la préservation de la réputation du clan des Guzmán. Cependant, dès la mort du prince, la situation se dégrade et les défaites successives – militaires et politiques – du VII^e duc, comme les frasques de la princesse d'Éboli et des héritiers du noble andalou, menacent la réputation du lignage aristocratique. Quel est l'impact de ces aléas sur le pouvoir des Medina Sidonia ? Comment le duc intervient-il, enfin, pour conserver la confiance des monarques et atténuer la perte de prestige que supposent ces attitudes individuelles singulières et ces échecs retentissants ?

AFFERMIR LA RÉPUTATION :

LES ENJEUX DE L'UNION MATRIMONIALE

Il convient tout d'abord, de définir les enjeux de l'union matrimoniale des Éboli et des Medina Sidonia¹ sous la monarchie catholique de Philippe II. La réputation, ce capital d'honneur inhérent à tout individu et à son clan, dominait les relations nobiliaires à l'époque moderne et déterminait les jeux d'alliances et de réseaux. La conserver était une quête de chaque instant ; l'affermir, le but de chacun. Ses fluctuations inquiétaient et pouvaient mettre à mal plusieurs décennies de stratégies politique, économique et sociale, y compris parmi les aristocrates les plus influents.

Le maintien social comme socle de la réputation collective

Ruy Gómez de Silva, bras droit de Philippe II, agit déjà au nom de cette réputation². Après avoir amélioré sa condition par son mariage avec Ana de Mendoza y de la Cerda – héritière de la prestigieuse maison de Melito, branche cadette des Mendoza³ – il se charge de la pérenniser pour ses héritiers⁴, en créant un majorat prestigieux et rentable en Castille, celui d'Estremera, Pastrana et Francavilla⁵. Il élabore alors une stratégie matrimoniale pour

254

- 1 Pour une radiographie de la Maison ducale au xvi^e siècle, la lecture de l'analyse de Luis Salas Almela s'avère utile. Cf. Luis Salas Almela, *Medina Sidonia: el poder de la aristocracia 1580-1670*, Madrid, Ediciones de Historia, 2009.
- 2 Ruy Gómez de Silva (La Chamusca 1516-Madrid 29 juillet 1573) deuxième fils d'un couple d'*hidalgos* portugais, arrive en Castille en tant que page de l'impératrice Isabel en 1526. Il connaît alors une ascension fulgurante grâce à son amitié avec le futur Philippe II, devenant Grand d'Espagne, prince d'Éboli et duc de Francavilla, Estremera et Pastrana. Il est considéré comme « [...] *one of the most important political men of the third quarter of the sixteenth century, he was perhaps the most polished and successful courtier of his time* » par James Boyden, *The Courtier and the King. Ruy Gómez de Silva, Philip II, and the Court of Spain*, London, University of California Press, 1995, p. 7.
- 3 Sa mère Catalina de Silva – fille de Fernando de Silva, IV^e comte de Cifuentes et de Catalina de Andrade y Zúñiga – et son père, Diego Hurtado de Mendoza y de la Cerda, II^e comte de Melito et duc de Francavilla et petit-fils du cardinal Pedro González de Mendoza, font d'elle l'un des meilleurs partis de l'époque. Helen Reed et Trevor Dadson, *La princesa de Éboli, cautiva del rey. Vida de Ana de Mendoza y de la Cerda (1540-1592)*, Madrid, Centro de estudios Europa hispánica/Marcial Pons Historial, 2015.
- 4 Doña Ana épouse ainsi l'*hidalgo* portugais le 18 avril 1553, sur la requête de Philippe II, présent lors des tractations, de l'établissement du contrat de mariage et des fiançailles. Ruy Gómez dispose du pouvoir politique et diplomatique mais recherche titres et statut aristocratiques. La seule promesse d'héritage des terres et titres du majorat des Melito lui suffisant, il ne réclame aucune dot. La maison de Melito vit d'un bon œil cet arrangement qui lui évite de fournir quelque rente que ce soit à son unique héritière, le roi se chargeant d'offrir une rente annuelle de 6 000 ducats au couple : un contrat peu conventionnel accepté en juin 1552 par les deux clans qui y trouvent chacun quelque avantage, économique, diplomatique ou social.
- 5 Luis Vila y Pascual et Juan Suse Vilar Psaula, *Diccionario histórico, genealógico y heráldico de las familias ilustres de la monarquía española*, Madrid, Miguel Guijarro, 1866, t. VIII, p. 462. Ils précisent : « *Ruy Gómez de Silva, señor de la Chamusca y Ulme en Portugal y en Castilla, donde permaneció, fué Principe de Évoli, Conde de Melito, Marqués de Diano, y primer*

asseoir le prestige du lignage et promet sa fille aînée, Ana de Silva y Mendoza (26 juillet 1561-10 mai 1610), dès ses 5 ans, à un noble de premier plan, Alonso Pérez de Guzmán el Bueno (10 septembre 1550-26 juillet 1615).

Le contrat de mariage, signé à Madrid en juin 1566, établit dès lors des liens se voulant durables entre les Medina Sidonia et Ruy Gómez dont les nombreux titres et charges à la cour⁶ cherchent à atténuer la différence de statut nobiliaire entre les deux hommes. L'enjeu principal pour Ruy Gómez est bien d'assurer la pérennité de son ascension personnelle et de maintenir sa réputation. L'affirmation de cette dernière est aussi fondamentale pour les Éboli que la préservation de leur prestigieux lignage l'est alors pour les Guzmán.

L'argent ou le nerf de la réputation

Les Medina Sidonia sont, de fait, en butte à quelques difficultés, principalement à la cour royale. Tout d'abord, les aristocrates andalous connaissent des difficultés économiques alors que les Éboli – famille à l'ascension rapide et récente – jouissent d'une situation financière favorable. L'union présente donc des enjeux économiques, auquel le prestige familial s'avère intrinsèquement lié.

La dot de l'épouse du VII^e duc de Medina Sidonia s'élève à 100 000 ducats, un montant élevé bien qu'habituel parmi l'aristocratie du XVI^e siècle. Ce qui l'est moins, en revanche, c'est la livraison d'une partie de cette somme en argent frais et disponible : 30 000 ducats délivrés en réaux d'argent dès novembre 1572 à Madrid, le jour des épousailles⁷. Les 70 000 ducats restants sont fournis sous la forme d'un trousseau et de rentes sur les *alcabalas*, de la ville de Jerez de la Frontera. Le trousseau, d'une valeur de 20 000 ducats⁸, est offert le jour du mariage au duc, le 24 février 1574, après s'être marié par parole de présent et avoir reçu la bénédiction nuptiale⁹. Il est constitué d'objets peu nombreux mais de grande qualité, bien souvent neufs ou en excellent état, symbole

Duque de Extremadura y Pastrana, y fué asimismo Comendador de las órdenes de Alcántara y Calatrava, Contador mayor de Castilla, y de las Indias, de los Consejos de Estado y guerra de Felipe II, mayordomo mayor del príncipe su hijo, Sumiller de Corps y Capitán de una compañía de caballos ligeros ».

6 Les titres de « *camarero y contador mayor de su Magestad y de su consejo de Estado y mayordomo mayor del Príncipe nuestro señor* » sont ainsi mis en exergue dans le contrat [Archivo Histórico Nacional, Nobleza (AHN-N), Osuna, C2030, D1 et Archivo General Fundación Casa de Medina Sidonia (AGFCMS), leg. 946, doc. 3].

7 AHN-N, Osuna, C2030, D9 et AGFCMS, leg. 945.

8 AHN-N, Osuna, C2030, D10.

9 AGFCMS, leg. 2597, fol. 550-551 : « *velado y casado con la dicha doña Ana de Silva su muger* ». Le trousseau se compose donc d'objets agrémentés de pierres précieuses ou d'argenterie, de meubles, entre autres brûleur de parfum, *braseros*, tapisseries, tapis, éventail en plumes de cygne et bijoux (chaines en or, perles et médaille, bagues notamment). Ces bijoux sont garnis de pierres de grandes qualités, diamants et rubis principalement, en excellent état, par exemple une ceinture en or et garnie d'émeraudes, une broche (or et émeraude), un collier (or et perle), une broche (or et émeraude).

peut-être d'une noblesse récente et argentée apte à soulager les finances du duc de Medina Sidonia, affaibli par de coûteux procès et de multiples emprunts. En effet, le VII^e duc avait contracté des dettes auprès des instances municipales du duché et du comté comme auprès de particuliers – en 1573 et 1574 pour pouvoir se rendre à Pastrana – d'une valeur de plusieurs milliers de ducats à rembourser sous dix ans. Ces liquidités bienvenues constituent donc un premier atout pour les Medina Sidonia.

La quête du pouvoir politique

256

Au-delà de cet aspect économique, le principal enjeu du mariage entre le VII^e duc et la fille aînée des Éboli est d'ordre politique. Les Guzmán, maîtres de la Basse-Andalousie, évoluent peu à la cour royale. Cette présence, sporadique et ponctuelle, ne leur permet pas d'obtenir faveurs et charges pourtant nécessaires au maintien de leur réputation. L'union avec la fille du principal représentant du parti éboliste¹⁰ devait remédier à cette situation. Ruy Gómez fait office à la cour de relais et de protecteur du duc et de sa mère, qui se rapprochent, parallèlement, de partisans des Éboli : des membres de la compagnie de Jésus (le père Araoz), de la princesse Jeanne d'Autriche ou encore du fils de François de Borgia, don Juan¹¹. Ce dernier est d'ailleurs nommé témoin lors des fiançailles¹². Le mariage¹³ – dont les tractations s'étendent entre 1565 et 1574 – offre ainsi au lignage des Medina Sidonia le soutien et la protection des Éboli à Madrid, à la cour de Philippe II¹⁴.

Les Guzmán sont, à cette époque, empêtrés dans un procès préjudiciable à leur majorat. Entre 1508 et 1510, ils avaient déjà été ébranlés par un procès long et coûteux intenté par le comte d'Alba de Liste qui souhaitait récupérer une partie du majorat du comté de Niebla. Ces prétentions sont revendiquées une nouvelle fois dans les années 1560 par le IV^e comte d'Alba de Liste, beau-frère du duc d'Albe, Enriquez Enríquez de Guzmán. Ruy Gómez intervient alors en

10 José Martínez Millán, « Grupos de poder en la corte durante el reinado de Felipe II: la facción ebolista, 1554-1573 », dans José Martínez Millán (dir.), *Instituciones y Élités de Poder en la Monarquía Hispánica durante el siglo XVI*, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 1992, p. 137-198.

11 La comtesse s'inquiète des opinions du prince « *muy bien será saber lo que quiere Ruy Gómez y saberá con él como se entiende de su voluntad pidiéndole la ponga por obra* ». D'autres lettres sont également échangées, entre la comtesse en Andalousie et le père Araoz à Valladolid ; en 1567 et 1569 (AGFCMS, leg. 2552 et leg. 2547).

12 Le 13 novembre 1566, don Juan de Borgia est également le garant de l'engagement financier (AHN-N, Osuna, C2030, D6, et AGFCMS, leg. 946, doc. 4).

13 AHN-N, Osuna, C2030, D1-11 : « *Documentos que se refieren a las capitulaciones matrimoniales del duque de Medina Sidonia don Alonso Pérez de Guzmán el Bueno con doña Ana de Silva y Mendoza hija de los príncipes de Éboli* » et AGFCMS, leg. 2552, fol. 377 et leg. 945, doc. 16-17 : « *Varios instrumentos referentes al matrimonio del VII^o duque don Alonso, con Ana de Silva, hija de los príncipes de Éboli, Ruy Gómez de Silva y Ana de Mendoza* » (1566-1569-1571).

14 José Martínez Millán (dir.), *La corte de Felipe II*, Madrid, Alianza Editorial, 1999.

faveur de son gendre¹⁵, qui obtient gain de cause, remerciant le prince pour son intervention déterminante en février 1572¹⁶. Ruy Gómez intercède également auprès d'autres personnalités, comme don Juan d'Autriche dont les relations avec les Medina Sidonia sont tendues, notamment en 1568-1570, alors que la révolte gronde parmi la population morisque andalouse¹⁷. L'agent du duc à la cour le prévient que : « *el señor príncipe de Éboli bolverá a escribir al señor don Juan de Austria en rreconoscimiento de la merced que nos haze en mirar y faborescer de tan buena gana las cosas desta Casa* »¹⁸.

On peut donc facilement percevoir l'importance de cette alliance matrimoniale pour les Medina Sidonia qui obtiennent une visibilité nouvelle à la cour auprès de personnages centraux, une nécessité pour ces nobles présents uniquement à travers leur agence diplomatique¹⁹. Le mariage entre le duc et la fille du prince contribue donc à maintenir la réputation du lignage andalou à la cour royale.

PROTÉGER LA RÉPUTATION AFFAIBLIE PAR LES ALÉAS POLITIQUES

À première vue, cette alliance entre les Éboli et les Medina Sidonia semblait favorable aux deux lignages, même si Ruy Gómez avait dû se compromettre personnellement et soutenir son gendre à la cour. Cependant, après la mort du prince le 29 juillet 1573, la situation des Medina Sidonia se ternit puisqu'ils durent œuvrer, non plus pour affermir leur honneur, mais bien pour le laver face à des revers militaires. Comment le duc protégea-t-il – voire restaura-t-il – aux yeux du roi sa réputation affaiblie par l'*Invincible Armada* ou la défense de Cadix par exemple ?

15 Le 18 janvier 1571, il écrit « *quando quería ser ynformado en el pleito del conde de Alva* » (AGFCMS, leg. 2547, fol. 151^r°).

16 « *En veinte y siete de mayo [de 1567] di al amigo por horden de mi señora y consultado con su Excelencia y con el señor Príncipe de Éboli dozientos y cinquenta escudos en oro por albricias del auto y sentencia que se dio en rrebista en favor del duque mi señor en el pleito con el conde de Alva* ». D'autres comme « *los porteros de la sala de la Reina* » sont récompensés (4 ducats) pour célébrer la conclusion « *en favor del duque mi señor en el pleito con el conde de Alva* » (AGFCMS, leg. 2547, fol. 105^v°-106^r°). Voir AHN-N, Osuna, C 2335, D 1-6 et AHN-N, Osuna, C 870, D 33 pour ce litige entre don Diego Enríquez de Guzmán comte d'Alba et don Enrique de Guzmán I^{er} duc de Medina Sidonia qui aurait dû fournir alors 34 000 000 maravédís et « *no se cunplió por parte del dicho don Enrique de Guzmán que se dixo de Medina Sidonia ni por sus subcesores porque ni pagaron ni depositaron los treynta y quatro quentos en los años y tiempos contenidos en la dicha sentencia arbitraria ni los dichos treynta y quatro quentos se enplearon en conprar bienes rrayces para el mayorazgo del dicho conde de Alba* ».

17 AGFCMS, leg. 2395. Lettre de don Juan de Autriche, Grenade, le 12 juin 1569.

18 AGFCMS, leg. 2595.

19 L'étude exhaustive de l'agence madrilène du VIII^e duc par Luis Salas Almela en témoigne. Cf. Luis Salas Almela, « *La agencia en Madrid del VIII^o duc de Medina Sidonia (1615-1636)* », *Hispania, Revista Española de Historia*, 224, sept.-dic., 2006, p. 909-958.

Le duc, grand spécialiste de la zone méditerranéenne, se rend de toute urgence à Madrid fin 1587²⁰, expressément requis par le roi²¹. Philippe II souhaite, en effet, évoquer avec lui, entre autres, l'entreprise d'Angleterre dirigée par le marquis de Santa Cruz, Álvaro de Bazán. À la mort de ce dernier, en février 1588, le roi se tourne vers Alonso de Guzmán pour le remplacer : Grand d'Espagne, spécialiste de l'Andalousie, de la défense du littoral et de la piraterie anglaise, Capitaine général de la côte andalouse depuis le 25 janvier 1588, il semble être une excellente alternative. Le duc n'a alors d'autre choix que d'accepter ce rôle²². Sans entrer dans les détails des différentes phases de ce combat naval²³, il est indispensable d'exposer la stratégie du duc pour conserver la confiance du monarque à la suite de cette défaite espagnole.

258

Considéré comme un piètre marin, responsable de la perte de prestige de l'Espagne face à l'Angleterre, il n'est, de fait, pas le meilleur des navigateurs. Il le reconnaît lui-même, se déclarant inexpérimenté et sujet au mal de mer afin de mieux décliner la charge de commandant en chef. Si l'historiographie a très récemment réhabilité le duc de Medina Sidonia²⁴, à l'époque, bien que conservant l'appui de Philippe II, il essuie déjà quelques critiques auxquelles il répond. Pour couper court aux débats sur sa prétendue indolence, le VII^e duc de Medina Sidonia rappelle avoir apporté à l'entreprise neuf millions de maravédis et avoir préparé et approvisionné la flotte. Ne pouvant être secouru par son beau-père décédé, il peut compter sur son épouse qui effectue en son nom divers achats de matériel et vivres. Durant son absence, celle-ci répond pareillement aux critiques des détracteurs. Médiatrice, elle préserve la réputation personnelle du duc et déplore l'absence de ce dernier – « *con la partida del duque todo es pena y de creer es que toda la llevo yo. Guárdele Dios y buélvale con la salud y bien que deseo* »²⁵ – qui, selon ses dires, ne pouvait échouer. Le roi, en 1589, renouvelle sa confiance au duc et lui laisse la défense du littoral andalou pour que : « *se oponga y resista a lo que se emprendiere en daño dello[s]* »²⁶.

20 AGFCMS, leg. 2696.

21 AGFCMS, leg. 2707, fol. 46. Lettre du duc depuis Sanlúcar le 18 août 1587 à Martín Dávila.

22 AGFCMS, leg. 2715 par exemple.

23 Nombreux sont les ouvrages relatant les divers mouvements de ce conflit naval. On lira, par exemple, Peter Pierson, *Commander of the Armada: The Seventh Duke of Medina Sidonia*, London, Yale University Press, 1989.

24 L'ouvrage de Luisa Isabel Álvarez de Toledo, *Alonso Pérez de Guzmán. General de la Invencible*, Cadix, Universidad de Cádiz, t. I et t. II, 1997, s'y emploie notamment.

25 AGFCMS, leg. 2698, fol. 455. Le 8 mars 1588.

26 AHN-N, Luque, C1, D66-71 (1588-1589).

La défense des côtes andalouses constitue l'une des missions principales du duc de Medina Sidonia, chargé de signaler au monarque les événements survenant dans cette zone portuaire stratégique. En cela, les différents assauts de Cadix par l'Angleterre, le 29 avril 1587 et le 30 juin 1596, témoignent des difficultés du duc à assurer la protection du territoire. Ce dernier doit sans cesse se justifier auprès du monarque. En 1587, il fait établir une première fois sa version des événements au sein d'une « *relación de la venida que hizo el año de 87 el armada de Ynglaterra a la baya de Cádiz [...]* » pour répondre aux critiques et rumeurs qui circulent alors en Andalousie²⁷. Alonso Pérez de Guzmán y souligne la perfidie de sir Francis Drake dont les embarcations sont entrées dans la baie de Cadix dissimulées en navires marchands français et flamands ainsi que le comportement inconsidéré de certains témoins : « *mugeres y niños y aun hombres se fueron tan inconsideradamente a meter en el castillo de la villa que al entrar por la puerta con ser las 6 oras de la tarde se ahogaron 19 personas* »²⁸. Le duc, pour mettre en valeur son honneur et son zèle, explique s'être rendu immédiatement à Cadix, laissant son épouse affaiblie par un accouchement (« *partió el duque dentro de dos oras con quatro criados dando orden que los demás y gente siguiesen* »). Il arrive à Cadix le lendemain de l'attaque, demande des renforts à Séville et à Jerez, fait vérifier et garder tous les lieux où les ennemis pourraient débarquer, et les pourchasse. Le duc avertit immédiatement le monarque qu'il se tient à son service, « *aguardando la horden* ». Il s'octroie dès lors un rôle central, soulignant son empressement à le servir pour couper court aux critiques et reçoit, en retour, l'appui royal le 24 mai 1587, malgré : « *la sospecha que aquella ciudad a concebido de vos [...]* *saviendo la satisfacción que [...] tengo de vos por el cuidado, zelo y amor con que havéis acudido y acudís a las cosas que tocan a mi servicio* »²⁹.

Cependant, lorsqu'en 1596, Cadix est à nouveau prise durant deux semaines par les Anglais de sir Charles Howard de Effingham, le duc peine à expliquer sa déroute une nouvelle fois et à maintenir sa réputation déjà fragilisée par cette accumulation de déconvenues. Comme à l'accoutumée, il se dédouane en évoquant son état de santé fragile et se présente comme un courageux malade quittant le lit pour défendre le territoire monarchique. Dans un rapport envoyé

27 AGFCMS, leg. 2400, « *Relación de la venida que hizo el año de 87 el armada de Ynglaterra a la baya de Cádiz de que venía por general Francisco Draque con todo lo que se ofreció hasta que bolvió al cavo de sant Vizente y desde él a las yslas de los Azores* ».

28 *Ibid.*, fol.1 : « *El año de 87 en 29 de abril entró en la baya de Cádiz Francisco Draque con 25 navíos de armada entre ellos seis galeones de estado de la Reyna y los demás heran de particulares todos medianos y trayan las vanderas francesas y flamencas para que al entrar de la baya se entendiese en la dicha Cádiz ser navíos de aquellas partes y de mercaderes y no de yngleses de armada* ».

29 AGFCMS, leg. 2400. Aranjuez le 24 mai 1587.

au monarque, don Alonso Pérez justifie son attitude et ses actes et cherche à décrédibiliser ses détracteurs, qu'il présente comme des jaloux, mécontents des taxes qu'il a instaurées au nom du roi³⁰. Par ce texte, il essaie ainsi de démontrer que toutes ses actions – et les critiques dont il est la victime – sont le prix à payer pour son obéissance au monarque. Il doit également faire face à l'opinion publique qui critique sa lenteur et sa frilosité à l'heure de soutenir la ville de Cadix où il ne s'est pas rendu en personne, restant au Puerto de Santa María³¹. Le duc se justifie le 21 juillet 1596. Il rappelle avoir fourni sept hommes de commandement au duc d'Arcos, don Juan Portocarrero, ainsi que huit cents fantassins le 18 juillet (soit vingt jours après les troubles). Par ce biais, il essaie de transformer un revers en réussite politique et de laver son honneur. De fait, derrière l'inaction du duc, se dissimule un désir de protection de ses terres ducales, contre une agression possible des Anglais au Puerto, puis à Sanlúcar de Barrameda et, enfin, en remontant le Guadalquivir, à Séville. Ainsi, quand les Anglais quittèrent Cadix, les galères d'Espagne se trouvaient encore inutiles, mais prêtes à intervenir, à Sanlúcar.

L'affaire don Sebastián

L'image publique du duc et de son épouse fut une dernière fois mise en cause en Andalousie après la mort du roi Sébastien du Portugal. Le duc, par sa proximité géographique avec le Portugal, avait reçu le jeune monarque avant son départ pour l'Afrique. C'est lui qui fut logiquement chargé en 1582, après le décès de ce dernier, de rapatrier la dépouille du neveu de Philippe II. En 1603, l'apparition d'un faux Sébastien du Portugal, Marco Tullio Garzón, nuit à cette mission politique de premier ordre. Ce Napolitain ressemblant au fils de Jeanne d'Autriche, alors sur une galère au Puerto de Santa María, profite de sa présence en Andalousie pour écrire directement à la duchesse en signant « *yo el rey don Sebastián* »³². La duchesse s'en offusque publiquement : cette lettre laisse entrevoir soit sa naïveté soit sa connaissance d'un complot entourant la survie du roi du Portugal. Le duc fait immédiatement emprisonner l'usurpateur

³⁰ AGFCMS, leg. 2403, « *Relación de lo que pasó en Cádiz en 1596* ».

³¹ AGFCMS, leg. 2737. Parmi les critiques, on trouve Bartolomé Ruiz de Ávila ou bien sûr Miguel de Cervantes. Le duc préfère envoyer des domestiques effectuer un état des lieux des dégâts causés dans la ville et ne finance les secours que tardivement, ce dont le roi est averti. Don Alonso de Velasco, par exemple, le 21 juillet 1596 s'en plaint au monarque, tout comme Gaspar de Anastro, dénonçant le refus du duc de pourvoir les galères : « *había entretenido dar gente para las galeras* ». La description des destructions fut sans appel : « *todas las más casas se han quemado, y la Iglesia Mayor y un monesterio de monjas y la casa de la munición de Vuestra Majestad, y la del obispo* ».

³² Pedro Barbadillo Delgado, *Historia de la ciudad de Sanlúcar de Barrameda*, Cádiz, Ediciones Gemisa, 1942, principalement le chapitre XVII, « *Crónica de acontecimientos históricos* », p. 741-752. Le 19 février 1603.

prêt à fuir. Des missives découvertes parmi ses affaires le dénoncent. Le duc et son épouse agissent afin de ne pas être associés à cet homme condamné le 30 août 1603 pour apostasie, crime de lèse-majesté et tentative de sédition au Portugal et exécuté, le 23 septembre 1603.

Ainsi, après la mort de Ruy Gómez, la réputation des Guzmán est mise à rude épreuve. La défense du territoire andalou, la défaite de l'*Armada* ou la relation avec le Portugal constituent autant d'attaques portées au prestige ducal. Le duc, face à l'invective ou à l'échec, s'emploie à reconstruire son honneur bafoué aux yeux des monarques. Sa stratégie fonctionne auprès de ces derniers qui écoutent ses justifications et ne lui retirent leur confiance que tardivement. En septembre 1600, il fait parvenir une liste des dépenses engagées par ses soins au nom du roi. Il y déclare avoir dépensé entre 1569 et 1600, 448 938 ducats et 9 réaux de billon « *en servicio de la real corona* »³³.

Attaqué sur sa gestion militaire, il argumente pour démontrer sa valeur au monarque. Il élabore un discours défensif fondé, en grande partie, sur ses dépenses personnelles, reconstruisant sa renommée malmenée en répondant aux critiques. Aussi, s'il sert de bouc émissaire aux revers militaires et politiques, il ne reste pas de marbre et sait arguer, aux yeux du monarque, de son expérience et de son investissement personnel au service de la Couronne. Il lave son honneur et celui de son lignage face à une opinion publique défavorable et ce sont, contre toute attente, des aspirations individuelles qui ébranlent durablement la réputation des Guzmán.

RESTAURER LA RÉPUTATION FACE AUX QUÊTES INDIVIDUELLES DE POUVOIR

Le duc de Medina Sidonia dut, à la suite de tout cela, faire face à des quêtes individuelles de pouvoir de sa belle-mère et de ses fils aînés, Manuel et Felipe. Il fut, certes, épaulé par son épouse, Ana de Silva – une alliée de choix afin de rétablir l'honneur familial, et de reconstruire l'image publique du lignage³⁴ – mais l'épreuve fut rude.

Les aspirations individuelles de la princesse d'Éboli

À la mort de Ruy Gómez de Silva, son épouse Ana de Mendoza y de la Cerda, princesse d'Éboli, fait preuve d'un comportement emporté, éloigné de la sobriété

33 AGFCMS, leg. 950. Sanlúcar de Barrameda, 3 septembre 1600. Témoignage rédigé par Pedro González Chamorro.

34 Le lignage et ses relations familiales sont décrits de manière détaillée – bien qu'hagiographique – par Pedro Barrantes Maldonado, *Ilustraciones de la Casa de Niebla* (1541), Cádiz, Universidad de Cádiz, 1998.

attendue d'une jeune veuve³⁵. Refusant le testament qui la nomme tutrice de ses héritiers, elle se retire au couvent des carmélites déchaussées fondé par Sainte Thérèse d'Avila à Pastrana, sans pour autant renoncer à ses prérogatives nobiliaires. Face aux critiques, Ana de la Madre de Dios – comme elle se fait désormais appeler – n'a d'autre choix que de quitter le couvent en février 1574, appelée par le roi qui la convainc de revenir à la cour. Ce dernier reconnaît cependant que : « [...] *tengo por muy cierto que para la conciencia y quietud de todos ellos, y aun no sé si el honor, les conviene más el no venir ella aquí* »³⁶.

Les ennuis du duc de Medina Sidonia débent alors, les actes individuels de sa belle-mère engageant l'honneur entier du lignage. Sa relation avec Antonio Pérez, l'assassinat de Juan de Escobedo le 31 mars 1578 dont est tenu responsable son amant et la discorde entre les deux secrétaires royaux, Antonio Pérez et Mateo Vázquez qu'elle envenime³⁷, entachent la respectabilité du duc de Medina Sidonia. La princesse tient ouvertement tête au monarque et la Cour s'en émeut. Philippe II, pour freiner les critiques internes, la fait arrêter et mener à la forteresse de Pinto, le 29 juillet 1579. Le jour-même, Philippe II prévient le duc de Medina Sidonia³⁸, conscient des conséquences de cet acte pour la renommée de ce dernier³⁹. Le duc et son épouse affrontent une nouvelle fois la tempête pour mettre à l'abri leur réputation éclaboussée par l'emprisonnement de la princesse, restée six mois à la forteresse de Pinto.

Alonso Pérez de Guzmán intervient tout d'abord auprès de Philippe II, qui bien qu'indifférent au sort de la princesse, accepte de la transférer, d'abord à

35 Les ouvrages ne manquent pas (comme Manuel Fernández Álvarez, *La princesa de Éboli*, Madrid, Espasa libros, 2009), mais le corpus documentaire récemment publié demeure l'ouvrage le plus abouti et utile à la compréhension de la vie d'Ana de Mendoza y de la Cerda. Cf. Trevor J. Dadson, Helen H. Reed, *Epistolario e historia documental de Ana de Mendoza y de la Cerda, princesa de Éboli*, Madrid, Iberoamericana, 2013.

36 Cf. Ramón Menéndez Pidal (dir.), *Historia de España, Auge y declive de un imperio*, Madrid, Espasa-Calpe, 1992, t. XXII, vol. 4. Il la convainc de se charger de la tutelle de ses enfants le 25 septembre 1573 et de revenir à la cour.

37 Cf. « Carta al rey Felipe II, Madrid, sin fecha [mayo-junio de 1579] », publiée par Trevor Dadson et Helen Reed, *Epistolario e historia documental de Ana de Mendoza y de la Cerda, princesa de Éboli*, Madrid, Iberoamericana, 2013, p. 381.

38 Biblioteca Nacional de España, MSS/18634/15 : « *Carta misiva de Felipe II al Duque de Medina Sidonia sobre la prisión de Éboli. 29 Julio de 1579 en Madrid. Felipe II* ».

39 *Colección de documentos inéditos para la historia de España (CODOIN)*, t. LVI, Marqués de Miraflores, don Miguel de Salva (ed.), Madrid, Imprenta de la viuda de Calero, 1870, p. 216-217 : « *Documentos relativos a doña Ana de Mendoza y de la Cerda, Princesa de Éboli, desde el año 1573 hasta su muerte ocurrida en 2 de febrero de 1592* ». La lettre du duc au roi du 20 août 1579 stipule : « *Quien sirve á V.M. y está puesto en sus reales manos, todo lo tiene seguro, y no puede saber pedir como V.M. hacerle merced, de manera que la demostración sea mayor en la restitución que en el castigo ; así lo suplico humildemente á V.M., cuya muy Real persona* ».

Santorcaz, puis à Pastrana en février 1581. Le roi allège le régime carcéral de la princesse par peur de l'intervention du duc, prêt à se rendre à Santorcaz⁴⁰.

Le duc, en l'absence de Ruy Gómez, entreprend de trouver d'autres soutiens. Il écrit au président du conseil royal de Castille, Antonio Maurino de Pazos, lors de la parution d'un violent pamphlet contre sa belle-mère et la réputation de : « [...] *muy particulares personas de estos reinos [...] a quien tanto se debe como a los de mi casa* »⁴¹, des personnes publiques ayant tant œuvré pour la monarchie. Il s'abaisse à solliciter l'aide du secrétaire Mateo Vázquez, responsable en partie de ses maux⁴², mû en cela par son épouse qui ajoute quelques paragraphes de sa main⁴³. Le duc se charge également de son beau-frère, en conflit ouvert avec sa mère et le reçoit chez lui, pour couper court aux rumeurs et médisances.

Cependant, au bout d'un an et demi, en 1582, le duc se désolidarise progressivement de sa belle-mère et son beau-frère, le duc de Pastrana. Il souhaite renvoyer ce dernier, à la réputation sulfureuse, auprès de sa mère déclarant : « [...] *que bastan dos años de penitencia* »⁴⁴. C'est alors que la princesse est déclarée inapte à administrer biens et héritiers, le 8 novembre 1582⁴⁵.

40 CODOIN, tomo LVI, *op. cit.*, p. 370 : « *Escrito de mano de Felipe II al márgen de un billete autógrafa que le dirigió el presidente Pazos á 20 de febrero de 1581* » (AGS, Patronato eclesiástico, leg. 12). Le roi craint alors de perdre le soutien de l'aristocrate andalou si celui-là constate l'état de santé préoccupant de la princesse.

41 *Ibid.*, p. 217 : « *Carta original del duque de Medina Sidonia al presidente del consejo de Castilla, [...], fecha en San Lúcar á 11 de setiembre 1579* ».

42 *Ibid.* p. 345. Le 4 septembre 1580.

43 *Ibid.*, p. 351 : « *Carta autógrafa del duque de Medina Sidonia á Mateo Vázquez, San Lúcar, 30 de octubre de 1580* ». Elle laisse également le soin à son époux de rappeler à quel point cette dernière : « *dessea servir a vuestra merced como yo, que esto haremos todos de muy buena gana* ».

44 Il poursuit même sa lettre de la sorte : « *No puedo llevar esta tan larga estada del duque de Pastrana, que ha cerca de un año questá en mi casa, [...] con tanta libertad y con tan poco agradescimiento* » et « *El Duque de Pastrana se va y se viene á Sevilla; hále de susceder alguna desgracia, ques muy ocasionado. No querría que fuese en mi casa, por todo lo que el mundo vale. Suplico á Vm. se rompa esta carta y no la vea nadie, que sería destruirme* ». On peut imaginer les effets désastreux de telles révélations sur les relations entre les deux lignages. C'est pourtant une grande chance pour l'histoire que cette lettre ait été conservée. Le duc avait sans doute quelques raisons de se plaindre puisque son beau-frère, résidant depuis plus d'un an en Andalousie, s'accommode avec une population de mauvaise réputation et commet même plusieurs exactions, un comportement qui corrobore les critiques de la princesse à l'égard de son fils qui s'était auparavant amouraché d'une « *mugercilla de Pastrana, hija de un letrado* » (CODOIN, *op. cit.*, t. LVI, p. 391 et p. 417).

45 Le 8 novembre 1582, depuis Lisbonne, le roi écrit à la princesse d'Éboli pour nommer « *en vuestro lugar para que sea tutor y curador el tiempo que fuere mi voluntad a Pedro Palomino vezino de Valladolid* » (AGFCMS, leg. 2398, « *Traslado de la zédula de su Magestad a mi señora la princesa* »). Il justifie ainsi son choix en le considérant nécessaire pour la princesse (« *recogimiento, quietud y sosiego pues ocupada en tantas diversas ocupaciones y negocios lo podréis mal hazer y ellos mismo padecerían* »).

En réponse, le duc, relaie auprès du monarque, le 23 novembre, la plainte de son beau-frère concernant la gestion maternelle de ses biens⁴⁶. Ce témoignage conjoint visait à assurer le roi de la fidélité des Medina Sidonia et des Pastrana, en dépit des scandales, et à se désolidariser de la princesse, recluse dans son palais jusqu'à sa mort, le 2 février 1592.

Ainsi, malgré les conséquences préjudiciables de l'alliance matrimoniale, le duc, poussé par son épouse, fait preuve de fermeté. Il réussit à limiter l'affront qui résultait du comportement dévoyé de sa belle-mère. Le monarque prend le temps d'expliquer chacune de ses décisions au duc et lui réitère sa confiance en le nommant, dans l'intervalle, responsable de l'*Invincible Armada*. Peut-être faut-il tenir la rigueur du monarque à l'égard d'Ana de Mendoza y de la Cerda et la sentence qu'il lui réserve pour le signe d'une mise au pas la noblesse. La princesse, ternissant l'image du vieil ami décédé du monarque (sans doute informée de l'assassinat de Juan de Escobedo), insolente face au monarque, sert d'exemple, quitte à porter atteinte à l'image de la famille.

Le fils aîné à la cour royale

Le mariage du futur VIII^e duc avec la fille aînée du marquis de Denia, bras droit de Philippe III, en 1598, participe de la stratégie des Guzmán de se rapprocher des personnalités de premier plan à la cour⁴⁷. Le favori, comme Ruy Gómez avant lui, appuie ainsi la candidature de son gendre et protège ses intérêts et ceux du lignage. Par cette union, Manuel Pérez de Guzmán peut prétendre à des charges prestigieuses à la cour, telles que gentilhomme de la chambre du roi et grand veneur (*cazador mayor*) en novembre 1599⁴⁸, deux charges qu'il abandonne en février 1603 pour retourner sur ses terres, officiellement pour assurer la charge de capitaine général des galères d'Espagne ; officieusement, en raison de querelles financières incessantes avec son père.

Les gages du XI^e comte de Niebla s'élèvent alors à 798 000 maravédís (soit environ 2 135 ducats) par an, reçus de façon très aléatoire. Ils ne lui permettent pas de financer son train de vie à la cour malgré une rente d'un montant de 20 000 ducats (soit 7 500 000 maravédís), « *para que los dichos conde y condesa de Niebla se puedan mexor sustentar y alimentar en el dicho matrimonio conforme a su calidad* », allouée par son père⁴⁹. Le comte se plaint alors en public et à

46 AGFCMS, leg. 2398 : « *quexándose de la mala administración que tenía en las cosas de su casa y hazienda la princesa de Éboli su madre* ».

47 Francisco Benigno, *La sombra del rey. Validos y lucha política en la España del siglo xvii*, Madrid, Alianza, 1992.

48 AGFCMS, leg. 2405.

49 *Ibid.*, fol. 8v^o.

plusieurs reprises – en présence même de Philippe III – de la lésinerie de son père, tandis que ce dernier blâme en privé le train de vie dispendieux de son fils.

Le 4 décembre 1600, le comte fait même intervenir le conseil royal suprême de Castille afin d'obtenir de son père le remboursement de toutes ses dettes ainsi qu'une augmentation de sa pension (*alimentos*), qu'il souhaite voir passer à 50 000 ducats, sans lesquels il ne peut « *mantener el lustre de su Casa y persona con los 20 000 ducados que le tiene señalados* »⁵⁰. Le comte n'hésite pas à ternir le prestige paternel en critiquant les immenses ressources « *estados, rentas y haciendas y qualidad* », que le duc conserve jalousement le laissant dans l'indigence, « *[una] precisa necesidad* ».

Le duc, malgré son éloignement de la cour et des jeux courtisans – en raison de l'absence de Ruy Gómez – obtient en partie gain de cause. Il rembourse les dettes contractées par son fils sans augmenter sa pension. Pour y parvenir, Alonso Pérez de Guzmán doit faire état de ses difficultés économiques à la cour royale. Il y fait, en effet, parvenir en 1604 la liste complète de ses dépenses, énumérant les frais à sa charge et les dons faits à son fils, les dettes laissées par le VI^e duc, ses obligations personnelles, ses hypothèques, les charges et salaires de sa maisonnée ; enfin, les dépenses militaires et de défense du territoire andalou au nom du monarque⁵¹, une démonstration certes convaincante mais infamante.

Ainsi, l'attitude vindicative du futur VIII^e duc à l'égard de son père et les dissensions familiales ne sont sans doute pas étrangères à la perte de son statut de gentilhomme de la Chambre. Après son départ de la cour, le comte de Niebla, don Manuel Pérez de Guzmán, continue de quémander des avances de 6 000 ducats à sa mère. Elle les lui accorde afin d'éviter un nouveau scandale, en 1605 puis en 1609⁵². Ce désir d'élévation personnelle provoque donc un conflit familial qui porte atteinte à la réputation familiale ; le départ de la cour, signifiant une perte de faveur et de prestige pour le puissant lignage.

Le comportement instable de don Felipe

Enfin, le frère de don Manuel Pérez de Guzmán, Felipe de Guzmán, deuxième né du couple, porte atteinte à son tour au prestige familial. Ce fils, absent des

50 Pour « *venir a la corte a servir a su Majestad en los empleos de cazador mayor y gentilhomme de su cámara* », loin de Huelva donc où ses dépenses auraient été moindres (AGFCMS, leg. 950 : « *Demanda del VII^e duque para gastos cortezanos del conde y deudas, por el consejo de su Magstad. Madrid, diziembre 04. Copia simple* »).

51 Il évoque alors « [...] *los gastos que se an hecho en el beneficio del estado y en torres, castillos y almadras y monasterios* ». Les témoignages des principaux trésoriers du VII^e duc – Pedro de Baeza et Hernán Pérez de Medina par exemple – viennent étayer ses dires.

52 Ce n'est d'ailleurs qu'en 1606 que le comte finit de rembourser les divers achats faits à Valladolid entre 1600 et 1603 (à hauteur de 3 957 363 maravédís). Le remboursement est prélevé durant quatre ans sur sa pension alimentaire à chaque quadrimestre (à hauteur 1 500 ducats). Le même prêt lui est concédé aux mêmes conditions les deux fois.

récits familiaux, en fut effacé par peur du qu'en-dira-t-on et de l'impact de son comportement sur l'image des Guzmán⁵³.

Don Felipe de Aragón y Guzmán épouse l'héritière du marquisat d'Alcalá de la Alameda, Antonia de Portocarrero y Cárdenas le 30 octobre 1597⁵⁴. Cette union prometteuse, offrant un majorat au jeune noble, ne dure cependant que dix-huit mois, sans être consommée. Un procès en nullité de mariage s'ouvre. La VII^e duchesse consort de Medina Sidonia le prend à bras-le-corps. Selon ses dires, ce procès pouvait porter atteinte à, voire anéantir, la réputation de la famille, une affaire, comme il ne s'en produit qu'« *una vez en la vida* »⁵⁵. Elle exhorte ses factotums à tout faire pour conclure au plus vite ledit procès et met tout en œuvre – propositions de mariage, menace, chantage, humiliation et tentative d'isolement – pour conserver l'honneur malmené par les nombreuses attaques et critiques de sa belle-fille⁵⁶.

266

Ainsi, en octobre 1605, Ana de Silva tente de retirer toute légitimité à la marquise en faisant de son fils l'héritier naturel du majorat, devenant dans les documents « *don Felipe Portocarrero y de Guzmán*, marqués de Alcalá de Alameda »⁵⁷. Elle s'en prend également à la renommée d'Antonia de Portocarrero qui passe dans les archives de la FCMS de « *nuestra hija* » à « *esta marquesa tan mal aconsejada* ». Elle l'isole et fait pression sur ses relations afin qu'elles interrompent tout contact avec la jeune femme. Le caractère autoritaire d'Ana de Silva transparait et certains nobles reconnaissent éviter la marquise par peur de la duchesse, l'un avouant

53 Pedro Salazar y de Mendoza, par exemple, se contente de dire que « [...] *biudo se entró en la orden de san Gerónimo* » (Pedro Salazar y de Mendoza, *Crónica de el gran cardenal de España, don Pedro Gonçalez de Mendoça, arçobispo de la muy santa yglesia primada de las Españas, patriarcha de Alexandria, canceler mayor de los reynos de Castilla y de Toledo, al duque de el Infantado, don Rodrigo Dias de Vibar de Mendoça de la Vega y de Luna, conde el Cid, por el doctor Pedro de Salazar y de Mendoça canónigo penitenciario de la mesma muy santa Yglesia*, Toledo, Empreña de doña María Ortiz de Saravía, 1625, p. 463).

54 Felipe rend cette aide financière qui doit bénéficier à ses plus jeunes frères et sœurs afin de prétendre à un avenir de qualité.

55 AGFCMS, leg. 2800, lettre de la duchesse de Medina Sidonia datée du 30 novembre 1600 à Sanlúcar.

56 « *Causa coram ordinario hispalens [manuscrito] introducta inter Antoniam Portocarrero, marchionissam de Alcala acricem et Philippum de Aragón et Guzmán filium ducis MS super nullitate matrimonii inter eos celebran* » (BNE, MSS / 6306, 1609). Le procès s'étend sur une décennie, de 1600 à 1611.

57 Nous soulignons. Les ducs tentent également de révoquer le pouvoir de la marquise et sa licence maritale dès le 30 novembre 1600, délégation de pouvoir conférée l'année précédente par son mari (dès le 25 septembre 1599) (AGFCMS, leg. 950, fol. 1v^o). Pour gouverner et gérer « *la administración del estado de Alcalá e cobrança de las rentas del e de los otros bienes tocantes a el dicho estado e para los arrendar y beneficiar y para los demás hefectos y cosas que se contienen en el dicho poder* ». La marquise refuse cette révocation arguant de sa pleine juridiction et légitimité en tant qu'héritière du marquisat : « *aviendo oydo lo dicho e respondiò que ella no a usado de el dicho poder porque sin él tomò la posesiòn del estado de el marquesado del Alameda como cosa suya que es que nora del y lo a administrado y administra e para ello no a thenido necesidad de poder* ».

même la fuir « *por algunos testigos que abía aquí de Sanlúcar que temía que lo abían de referir a la duquesa* »⁵⁸.

Il faut dire que la marquise et ses témoins ridiculisent de leur côté don Felipe, affirmant de manière crue que⁵⁹ : « *es ynpotente y frío de naturaleza* », « *yncapaz y defetuoso de entendimiento* »⁶⁰. L'image publique des Medina Sidonia est, dès lors, égratignée. Cherchant à étouffer le scandale et à forcer la marquise à épouser leur troisième fils, Rodrigo de Guzmán en août 1600, ils sont taxés de rancune, vanité, méchanceté et violence disproportionnée⁶¹. L'image longuement façonnée de grands seigneurs bienveillants et héroïques s'en trouve écornée.

Dès le mariage annulé, le 22 mai 1611, Felipe de Guzmán, devenu fray Felipe de la Caridad⁶², intègre Nuestra Señora de Barrameda, de l'ordre hiéronymite, non sans avoir au préalable souhaité être admis au sein du prestigieux couvent dominicain de Sanlúcar. Ses parents s'y opposent, craignant ses excès. Fray Felipe doit alors renoncer à son héritage contre une pension annuelle de 1 400 ducats⁶³. Acceptant la rente, il conteste en secret la perte d'héritage et décrit son père comme un homme tyrannique lui retirant indument tout droit et prestige. Il explique, en effet, avoir renoncé à son héritage sous la contrainte de ce dernier⁶⁴ et rédige secrètement un testament contradictoire dans lequel il

58 AGFCMS, leg. 950, fol. 41^o-v^o. Bon nombre de nobles « *que bisitaban a la dicha marquesa que eran amigos del dicho duque y de su casa an dexado de visitarla* ».

59 AGFCMS, leg. 950. Document du procès. Interrogatoire auquel sont soumis la marquise et ses témoins lors de : « *el pleyto que dicha señora trata con el señor don Phelipe de Aragón y Guzmán su marido, sobre nullidad del matrimonio entre dichos señores conraydo por causa de impotencia del dicho señor don Phelipe* ». 15 questions puis 13 subsidiaires cherchent à établir l'impuissance du marquis. 26 témoins se relaient alors lors d'audition de témoins devant le vicaire général Luis Ponce de León.

60 *Ibid.*, fol. 1v^o-2r^o.

61 Les deux dominicains de Sanlúcar, Calahorrano et Alonso Romero sont missionnés par le duc pour la convaincre : « [...] *para desaser el casamiento de la dicha marquesa doña Antonia con le dicho don Felipe de Aragón su hijo si ella daba la palabra de se casar con don Rodrigo de Guzmán, hijo tercero del dicho duque* ». La marquise feint d'accepter cette proposition pour mieux éloigner les deux religieux. L'un de ces derniers craint par la suite de recevoir les domestiques de la marquise même pour en discuter : « *no se atrebia a ospedar a este testigo en manera alguna por que no llegase a noticia de la duquesa de Medina que tenía a mal que se hiciese buen recibimiento a cosas de la dicha marquesa doña Antonia* ».

62 Le choix de ce nom fray Felipe de la Caridad rappelle la fondation par le couple ducal du sanctuaire de la Caridad, le panthéon, à Sanlúcar, du VII^e duc et de sa femme, une manière pour le fils de s'accaparer l'honneur familial. Pour une description du mécénat artistique de la Caridad par le VII^e duc et son épouse, on lira avec intérêt Fernando Cruz Isidoro, « El mecenazgo arquitectónico de la casa ducal de Medina Sidonia entre 1559 y 1633 », *Laboratorio de Arte*, n^o 18, 2005, p. 173-184 et Fernando Cruz Isidoro, « El patronazgo y la corte artística de los Pérez de Guzmán en la Sanlúcar de los siglos XVI y XVII », dans Araceli Guillaume-Alonso et Béatrice Perez (dir.), *Sanlúcar de Barrameda, ciudad mundo en la edad moderna, e-Spania*, 26 février 2017, mis en ligne le 1^{er} février 2017, consulté le 14 mai 2017. URL : <http://e-spania.revues.org/26216>; DOI : 10.4000/e-spania.26216.

63 AGFCMS, leg. 2879, fol. 181v^o-182r^o. Le 7 juillet 1611.

64 AGFCMS, leg. 1535. 29 avril 1611 : « *solo los hizo por temor y miedo de que nos sacase desta casa el señor duque [...] o hiziese a este dicho convento alguna violencia y agravio por estar*

conditionne sa renonciation à la succession à l'octroi d'une rente versée par don Manuel aux religieux.

La nouvelle du procès et du comportement de fray Felipe se répand en Andalousie et à la Cour, portant un nouveau coup au duc. Il cherche à étouffer le scandale. Il y parvient avec l'aide de son fils aîné puisque cette destinée individuelle aujourd'hui oubliée, constitue, selon la VII^e duchesse consort elle-même, l'une des pires atteintes à l'image publique du couple ducal.

En conclusion, le VII^e duc de Medina Sidonia passe sa vie à œuvrer pour la *réputation*, la sienne et celle de son lignage, notamment grâce à l'alliance avec les Éboli. Les Medina Sidonia offrent alors le prestige nobiliaire qui manquait aux Gómez de Silva tandis que ces derniers apportaient à l'union l'influence politique, le soutien royal et les liquidités économiques dont le VII^e duc manquait.

268

Cependant, après la mort de Ruy Gómez, des difficultés apparaissent et le duc et son épouse se battent, non plus pour accroître leur prestige, à la cour royale ou sur leurs terres, mais bien pour atténuer les critiques toujours plus virulentes à leur égard. Ils agissent alors pour rétablir leur réputation face aux déboires politiques et militaires comme face à des comportements individuels préjudiciables à l'image de seigneurs puissants et généreux.

Confronté à des déconvenues politiques comme la défense du territoire andalou – la défaite de l'*Invincible Armada* ou la défense de Cadix – le duc ne peut profiter de l'appui de Ruy Gómez mais trouve un soutien considérable en la personne de son épouse. Il ne perd pas totalement la confiance du monarque, mais doit se justifier et présenter l'étendue de son implication financière et politique. Ce sont surtout quelques aspirations individuelles de membres du clan aristocratique qui portent le plus grand préjudice à la réputation des Guzmán. On pense à la princesse d'Éboli et aux comportements des héritiers du couple, qui disparaissent des récits familiaux. Don Manuel se plaint ouvertement à la

en su jurisdicción y tierra ». Troisième document du dossier : « *Testimonio de anulación que hace el padre fray Philippe del testamento que había hecho y es fecha en Sanlúcar a 21 de mayo de 1611* ». En effet, le 21 mai 1611, fray Felipe annule le testament établi à Sanlúcar : « *yo fray Felipe de la Caridad hijo legítimo segundo del señor duque de Medina Sidonia don Alonso Pérez de Guzmán el bueno y de doña Ana de Silva y de Mendoça declaro que atento que yo por otra protestación y reclamación estrajudicial fecha ante vos el presente notario en veinte y dos días del mes de março deste presente año de mill y seiscientos y once temiéndome que mi padre y señor no me forçase y compeliase a hacer y otorgar alguna escritura de renunciación en su favor o de otra persona por la qual reclamación di por ninguna qualquier escritura o escrituras que yo otorgase ante qualquier escrivano público de la ciudad de Sant Lúcar por ser vasallos de mi señor padre y proveer los en los dichos oficios y que por darle gusto ponderán las fuerças que su excelencia quisiese en las tales escrituras a las quales yo no podría contradecir por el temor y miedo que le tengo de que no me saque de mi convento* ». En la refusant, don Manuel perdait l'héritage de don Felipe à sa mort, survenue en 1618.

cour de l'avarice de son père, tandis que son frère don Felipe fait preuve d'un comportement déviant, en présence des membres du réseau nobiliaire du duc et de son épouse, qui luttent ensemble pour restaurer la réputation collective du lignage, mise à mal par quelques individualités.

Le duc n'a de cesse de reconstruire cette réputation par un argumentaire financier, politique, moral et personnel, au service de l'image monarchique. Atténuant certaines déconvenues personnelles, il ne peut lutter en revanche contre la rumeur qui le fait apparaître un temps comme un homme indolent au faible discernement politique et militaire. La mort de son beau-père et quelques aléas politiques et personnels suffisent alors à occulter son mécénat artistique et religieux ou ses interventions pour l'essor du chef-lieu de son duché Sanlúcar de Barrameda, un revers que jamais le mariage avec la fille aînée du prince d'Éboli n'aurait laissé présager.

LA REPUTACIÓN COMO MEDIO DE CONSEGUIR LA GLORIA. ALGUNAS REFLEXIONES SOBRE EL VALOR DE LA FAMA

Fátima Halcón

Universidad de Sevilla

En una carta, fechada el 23 de marzo de 1713, que dirige el VIII duque de Montalto, don Fernando de Aragón y Moncada (1644-1713) a su mujer doña María Teresa Fajardo de Requesens Zúñiga (1645-1715), VII marquesa de los Vélez se lamenta del desorden de la administración virreinal afirmando «todo que se gasta es desperdiciado pues se hace según las fantasías y caprichos de quién administra» pero, sin embargo, refiriéndose a sí mismo afirma que «acostumbra a servir sin tantos rodeos y solo por ambición y gloria y no por interés»¹. Afirmación que entra dentro de la mentalidad de la época en la que la alta nobleza española pretendía conseguir el honor y la reputación que requería su clase para mayor gloria y aspiración de la familia. Para conseguir esos fines se presuponían méritos y virtudes no sólo de la persona concreta sino de sagas familiares cuyas acciones heroicas hubiesen trascendido a lo largo del tiempo². Las grandes familias de la nobleza española trataron de conseguir los mayores beneficios a través de un binomio matrimonio-patrimonio que ampliara sus perspectivas financieras y estimulara el devenir histórico de la familia. Por ello, los miembros de la nobleza, amén de buscar enlaces ventajosos, cumplían un *cursus honorum* que implicaba una carrera al servicio del monarca. Este hecho podía entrañar, a veces, cargos en el extranjero verdaderamente gravosos para la economía doméstica pero que se veía recompensado por los beneficios obtenidos entre los que se contaba algún título nobiliario con Grandeza de España.

El interés por buscarse una buena reputación para conseguir la gloria lo heredó la nobleza del monarca quién también se ocupó desde la Edad Media de poner en marcha un aparato de propaganda llevado a cabo por los cronistas

1 Archivo Fundación Casa Ducal de Medina Sidonia, Montalto, leg. 350. Cartas del duque de Montalto, 1713-1719, 23 de marzo de 1713.

2 Antonio Domínguez Ortiz, *La sociedad española en el siglo XVII*, I, *El estamento nobiliario*, CSIC, Madrid, 1963 y *Las clases privilegiadas en el Antiguo Régimen*, Istmo, Madrid, 1973; Fernando Bouza, *Palabra e imagen en la corte. Cultura oral y cultura visual de la nobleza en el Siglo de Oro*, Abada Editores, Madrid, 2003.

que escribieron diversos textos favorables tanto a la persona del rey como a la política de la monarquía³. Reyes y príncipes se ocuparon de difundir historias para legitimar sus políticas con la finalidad exclusiva de celebrar sus victorias, aumentar su reputación y defender distintos intereses y asuntos. Al igual que el monarca, la nobleza se preocupó de contratar a escritores e intelectuales para que contaran las historias familiares a las sucesivas generaciones con una particular lectura del pasado. Con ello se conseguía una imagen de grandeza para la familia que resultaba esencial para reflejar el concepto de la estirpe.

272

Indudablemente el VIII duque de Montalto contaba con un largo historial de méritos familiares y propios a los que acompañaba los de su esposa. Fue capitán general de la caballería de Flandes, gentilhombre de cámara de Carlos II, consejero de estado y de guerra, además de presidente del Consejo de Indias y del Consejo de Aragón, jugando un relevante papel dentro de la monarquía española a la muerte de Carlos II⁴. Su esposa doña Teresa Fajardo de Requesens y Zúñiga, VII marquesa de los Vélez, fue una de las damas más importantes de la corte española de los años finales del siglo XVII y heredera de una de las mayores fortunas del país acumulada a lo largo de siglos⁵.

Consciente de la relevancia de su familia y ante la merma que había sufrido su patrimonio tras la muerte de su padre Luis Guillermo de Moncada (1614-1672), particularmente en lo referente a los retratos familiares y a su extraordinaria colección de tapices, encargó en Bruselas una serie que narraba la historia de su familia que no vería realizada. Su hijo, Fernando de Aragón puso en marcha de nuevo este proyecto encargando doce tapices que representase la historia y las gestas familiares según los modelos pintados en láminas de cobre⁶. Los tapices deberían entregarse en 1701 y se conoce que en 1703 estaban terminados seis de los doce encargados. Problemas de índole económica impidieron que este proyecto se viese finalizado debidamente. Cuando en 1713, muere el VIII duque de Montalto, los tapices no se encuentran en su inventario y sería su única hija,

3 Sobre el tema Richard L. Kagan, *Los cronistas y la Corona*, Marcial Pons Historia, Madrid, 2010.

4 Lina Scalisi (coord.), *La Sicilia dei Moncada. Le corti, l'arte e la cultura nei secoli XVI-XVII*, Catania, Sanfilippo Editore, 2006; Lina Scalisi, *La Sicilia degli eroi: storia di arte e di potere tra Sicilia e Spagna*, Catania, Sanfilippo Editore, 2008.

5 Francisco Andújar Castillo y Julián Pablo Díaz López (coord.), *Los señoríos en la Andalucía Moderna. El marquesado de los Vélez*, Almería, Instituto de Estudios Almerienses, 2007; Raimundo A. Rodríguez Pérez, «La Casa de los Vélez. Mecenazgo y poder simbólico en la Edad Moderna», *Norba. Revista de Historia*, 24, Murcia, 2011, p. 97-110.

6 Guy Delmarcel, Margarita García Calvo y Koenraad Brossens, «Spanish Family Pride in Flemish Wool and Silk: the Moncada Family and its Baroque Tapestry Collection», *Tapestry in the Baroque. New Aspects of Production and Patronage*, New York, Yale University/The Metropolitan Museum of New York, 2010, p. 284-315; Margarita García Calvo, «Correspondencia entre Fernando de Aragón (1644-1713), 8º duque de Montalto y su agente en Bruselas sobre la realización de la tapicería de la "Historia de la Casa de Moncada"», *Archivo Español de Arte*, 335, 2011, p. 283-294.

Catalina de Moncada (1665-1727), la encargada de comprar los seis tapices. Para completar el proyecto primitivo de su abuelo y de su padre encargó los seis tapices restantes en 1726 que nunca llegaron a realizarse debido a su fallecimiento un año después, manteniendo, de esta forma, una costumbre impuesta en la alta sociedad española desde comienzos de la Edad Moderna.

La trascendencia que para la nobleza tuvo la difusión de las gestas familiares a través de escritos, retratos o tapices fue decisiva a la hora de articular una historia que sirviese para narrar las gestas de la estirpe para su mayor gloria. Mostrar el valor, el honor, las hazañas guerreras, los cargos y títulos obtenidos mediante la imagen o las letras fue objetivo primordial de las grandes familias siguiendo el modelo impuesto por el propio monarca.

LA CONSTRUCCIÓN DE SU REPUTACIÓN POR PARTE DE
DON PEDRO GIRÓN (1574-1624), III DUQUE DE OSUNA,
VIRREY DE SICILIA Y DE NÁPOLES

Augustin Redondo

Université de la Sorbonne Nouvelle, CRES/LECEMO

Bien sabida es la importancia que la *reputación*, considerada como *estima* por Covarrubias (añadiendo además el lexicógrafo que se puede tomar en buena o mala parte)¹, ha tenido en el siglo XVII, con implicaciones tanto individuales como colectivas. Ha sido un concepto muy importante en la teoría política a principios de esa centuria, de manera que ha regido una norma de actuación, especialmente en cosas de gobierno, y un modo de comportamiento del soberano. Es lo que había subrayado Giovanni Botero en su gran tratado sobre la llamada «Razón de Estado» (1589), dedicándole además al tema la relación *Della reputazione del Principe*².

Don Pedro Girón, el célebre tercer duque de Osuna, que tuvo una vida personal ajetreada y escandalosa, supo poner todo en obra cuando fue soldado en Flandes primero, luego virrey de Sicilia (1611-1616) y después de Nápoles (1616-1620), para construirse una reputación de gran militar y de hombre de Estado. Pero la acusación de deslealtad (y hasta de traición) en 1620 puso dicha reputación en entredicho y le condujo a la cárcel, a poco de morir Felipe III y de caer el privado de éste, el duque de Uceda, que era su cuñado y protector.

Es la construcción de dicha reputación con sus avatares, en relación con el contexto evocado, lo que deseamos analizar en este trabajo.

- 1 Sebastián de Covarrubias, *Tesoro de la lengua castellana o española*, Barcelona, Horta, 1943, p. 906.
- 2 Ver, por ejemplo, Luigi Firpo, «La “Ragion di Stato” di Giovanni Botero: redazione, refacimenti, fortuna», en Gianrenzo P. Clivio y Riccardo Massano (coord.), *Civiltà del Piemonte. Studi in onore di Renzo Gandolfo*, Torino, Centro studi piemontesi, 1975, I, p. 139-164; Artemio Enzo Baldini (coord.), *Botero e la «Ragion di Stato»*. *Atti del convegno in memorie di Luigi Firpo*, Firenze, Leo S. Olschki, 1992; Mario Leonardo Miceli, «Giovanni Botero i la Razón de Estado: una postura divergente sobre la conformación histórica del Estado Moderno», *Estudios de Filosofía Práctica e Historia de las Ideas*, 17/1, 2015, p. 69-81.

Don Pedro (Téllez) Girón, el III duque de Osuna, fue un personaje bifronte, un Jano, una paradoja viva, y ello desde sus años mozos.

Perteneía a uno de los linajes nobiliarios más importantes de España, emparentado con varias de las estirpes aristocráticas españolas más notables. El título de duque de Osuna fue creado por Felipe II, en 1562, para recompensar a otro don Pedro Téllez Girón, el abuelo de nuestro personaje, el cual fue virrey de Nápoles. Con la grandeza subsiguiente, este título daba más prestigio a los condes de Ureña, porque además el ducado de Osuna era uno de los más ricos de la Península, el segundo después del de los Medina Sidonia³. Por ello, a imitación probablemente de las *Ilustraciones de la Casa de Niebla* que hacia 1540 el VI duque de Medina Sidonia le había encargado a Pedro Barrantes Maldonado para exaltar su linaje, el I duque de Osuna le pidió a Jerónimo Gudiel que redactara una obra, publicada en Alcalá de Henares en 1577 y conocida como el *Libro de los Girones*⁴, con el fin de ilustrar los méritos de la estirpe.

276

Así, el joven don Pedro (III duque a partir de 1594) —había nacido en 1574— debió, desde muy niño, penetrarse de la grandeza de sus antepasados y ensobrecerse de su alta nobleza. Esa exaltación del linaje fue una constante en la vida de don Pedro Girón. Por ejemplo, en 1620, al tener que salir de Nápoles con rumbo a España para justificarse por las impugnaciones acerca de su gobierno en el virreinato, se enemista con el palermitano don Octavio de Aragón, de alta prosapia, que había sido general de las galeras napolitanas durante su mandato, no vacilando en desafiarle ya que le escribe: «Y aunque de la persona de V.S. a la mía hay en todo la desigualdad que el mundo sabe, sustentaré a V.S. con la espada en la mano ser un ruin caballero [...]»⁵. Siempre fue don Pedro Girón un hombre altanero, engreído de su encumbrada nobleza y de la reputación de su Casa que era necesario mantener, como lo demuestra en 1615, en Palermo, al mencionar que había dado orden de cortar las orejas a un pícaro «por defender la reputación y decoro de mi Casa»⁶.

3 Sobre don Pedro Girón, ver especialmente los libros siguientes: Cesáreo Fernández Duro, *El gran duque de Osuna y su marina* [1885], reproducción con un prólogo de Francisco Ledesma, Sevilla, Renacimiento, 2006; Louis Barbe, *Don Pedro Téllez Girón, duc d'Osuna, vice-roi de Sicile, 1610-1616*, Grenoble, Elug, 1992; Luis M. Linde, *Don Pedro Girón, duque de Osuna. La hegemonía española en Europa a comienzos del siglo XVII*, Madrid, Encuentro Ediciones, 2005; Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra e arti della pace. Il III Duca di Osuna in Sicilia e a Napoli (1611-1620)*, Napoli, Tullio Pironti Editore, 2012.

4 En realidad, el título exacto es el siguiente: *Compendio de algunas historias de España donde se tratan muchas antigüedades dignas de memoria: y especialmente se da noticia de la antigua familia de los Girones, y de otros muchos linajes*, Alcalá de Henares, Juan Iñiguez de Lequerica, 1577. Ver la ed. facsímil de Madrid, E. y P., Libros Antiguos, 1999.

5 Ver las cartas intercambiadas por el duque y Octavio de Aragón en Cesáreo Fernández Duro, *El gran duque de Osuna*, op. cit., p. 226-234, y por lo que hace a la cita, p. 228.

6 Carta del duque a Sebastián de Aguirre, su agente en Madrid, Palermo, 05/07/1615, según un documento del Archivo Histórico Nacional [de Madrid], citado por Fernando Bouza, «Osuna

Al mismo tiempo, la inclinación primeriza del joven don Pedro le conducía al estudio de las buenas letras, por lo cual su abuelo, el I duque, que hasta cierto punto había sustituido al padre algo débil (el II duque, don Juan), temiendo que este estudio le apartara demasiado de los ejercicios corpóreos, le hubiera encomendado –según lo indicado por Francisco Rodríguez Marín– a Luis Barahona de Soto, que había estudiado en la universidad de Osuna y era además amigo del II duque, la redacción de los *Diálogos de la montería*, destinados a su nieto⁷. En el prólogo de la obra, en efecto, el autor indica que el libro es «para un caballero mozo y libre de gobernación, que no había de criarse solamente en letras, porque no se hiciera flojo y descuidado de su particular provecho», siendo la caza imagen de la guerra. Era ésta una manera de comunicarle al joven esa férrea energía que había sido la de los ilustres antepasados. Si bien tal energía la adquirió el joven, que resultó ser un excelso soldado, no por eso abandonó su inclinación, siendo en particular aficionado a la Historia y al teatro, amigo además de un literato de la talla de Quevedo, escribiendo asimismo numerosas cartas⁸ y transformándose, cuando las exigencias de sus cargos le obligaban a ello, en verdadero *papelista*, otra imagen del ideal del caballero delineado por Castiglione, capaz de empuñar la espada y la péñola, aunque no al modo garcilasiano.

Y sin embargo, ese joven que podía esperar un brillante futuro, era capaz de portarse de la manera más ruin con los demás. La documentación sobre sus excesos, su vida escandalosa, en compañía de valentones, sus burlas cruentas y hasta sus homicidios, revelan otra faceta del personaje, que empezó siendo un calavera⁹, como lo eran algunos de los jóvenes nobles de alta alcurnia, contemporáneos

a Napoli: Feste, dipinti, sortilegi e buffoni (Notizie dai libri contabili di Iguñ de la Lana)», en Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra*, op. cit., p. 209-230; ver p. 215.

- 7 Ver Luis Barahona de Soto, *Diálogos de la montería*, manuscrito inédito de la Real Academia de la Historia, Madrid, Sociedad de Bibliófilos Españoles, 1890; Francisco Rodríguez Marín, *Luis Barahona de Soto. Estudio biográfico, bibliográfico y crítico*, Madrid, Sucesores de Rivadeneyra, 1903; José Lara Garrido, «Los *Diálogos de la montería* de Luis Barahona de Soto como realización genérica», *Analecta Malacitana*, 2, 1979, p. 49-69.
- 8 Ver diversas cartas del duque en *Colección de Documentos Inéditos para la Historia de España* (CODOIN), Madrid, Imprenta de la viuda de Calero, 1842-1896, t. XLIV-XLVII. Acerca de los bríos epistolares de don Pedro Girón, ver una muestra en la carta que hemos citado brevemente (corresponde a la nota 5; el texto completo en Cesáreo Fernández Duro, *El gran duque de Osuna*, op. cit., p. 226-228). Ver también un muestreo de la «cortés galantería» que se desprende de la correspondencia del duque con la marquesa de Charela, conservada en el Archivo Histórico Nacional, *Consejos suprimidos*, en Fernando Bouza, «Osuna a Nápoli», art. cit., p. 220-221.
- 9 Ver por ejemplo lo que indican varios documentos de las *Consultas de la Cámara de Gracia y Justicia* de los años 1594-1595 acerca de los desmanes, algunos criminales («delictos de muerte») de don Pedro Girón, en Louis Barbe, *Don Pedro Téllez Girón*, op. cit., p. 21. Asimismo, Luis Cabrera de Córdoba, en sus *Relaciones de las cosas sucedidas en la Corte de España desde 1599 hasta 1614* (Salamanca, Junta de Castilla y León, 1997, con prefacio de Ricardo García Cárcel), alude varias veces, con referencia a los años 1600-1602, a las fechorías del duque, a su prisión en Arévalo, luego a su destierro en Osuna y en Peñafiel, «donde le tienen preso con cuatro alguaciles de guarda» (p. 67, p. 84) y por fin, a su recogimiento con guardas en

suyos. Por otra parte, durante toda su existencia, tanto en Osuna y Sevilla como en Flandes, Palermo, Nápoles y Madrid –y a pesar de haberse casado en 1594 con doña Catalina Enríquez de Ribera (hija del II duque de Alcalá)–, no dejó de tener amoríos desenfrenados, con múltiples mancebas, entre ellas algunas actrices, engendrando varios bastardos a los cuales reconoció como hijos suyos¹⁰.

¿Cómo es posible que este personaje paradójico, con tan mala fama sobre su comportamiento privado, pudiera transformarse en «el gran duque de Osuna»?

Se trata de la construcción orientada de una reputación (positiva), en la cual don Pedro Girón desempeñó, directa e indirectamente, un papel determinante. Es lo que vamos a ver ahora.

278

En la división tripartita de la sociedad de Antiguo Régimen, a cada uno de los estamentos le correspondían actividades específicas. A la nobleza, le incumbía la tarea de llevar las armas y de luchar por la defensa de la república. Era esa su primera función, la que le había acarreado títulos, honores y rentas, especialmente a lo largo de la Reconquista. Bien debió de darse cuenta don Pedro Girón de que una manera de restaurar su reputación muy desdorada consistía en transformarse en soldado, y más aún en soldado valeroso. Ya, en julio de 1600, se rumoreaba en la Corte, dice Cabrera de Córdoba, que el duque de Osuna iba a salir a servir en Flandes y añade: «irá muy acompañado de soldados, con los cuales es amigo de repartir parte de lo que tiene, y así es bien quisto de ellos y de los valentones de que andaba rodeado en Sevilla»¹¹.

Esta observación de Cabrera se halla confirmada por lo que indica Agustín de Rojas en *El viaje entretenido*, publicado en 1603. En efecto, los tres personajes que están conversando hacen un sentido elogio de la milicia y uno de ellos, Ramírez, declara lo siguiente: «Los días pasados vi no sé cuántas compañías del tercio de Bretaña en esta villa de Osuna, a quien el Duque hacía grandísima honra: sentaba a los capitanes y oficiales a su mesa, y aun partía con los soldados, como

un lugar de su tío el Condestable (*ibid.*, p. 148). Sobre el particular, ver también Luis M. Linde, *Don Pedro Girón*, *op. cit.*, p. 40-46.

¹⁰ Ver lo que indica por ejemplo Luis M. Linde, *Don Pedro Girón*, *op. cit.*, p. 41, p. 55, p. 189, p. 300-302. Ver asimismo Encarnación Sánchez García, «La Marquesa de Campolattaro y el virrey Osuna: los diarios de Zazzera y otros rastros sobre su escandalosa relación», en Adrienne L. Martín y María Cristina Quintero (coord.), *Perspectives on Early Modern Women in Iberia and the Americas: Studies in Law, Society, Art and Literature in Honor of Anne J. Cruz*, Nueva York, Escribana Books, 2015, p. 109-130.

¹¹ Luis Cabrera de Córdoba, *Relaciones*, *op. cit.*, p. 74.

San Martín, la capa»¹². Ríos, otro de los personajes, añade: «Antes sospecho que la daría entera, porque es la grandeza de su ánimo extraña»¹³.

El trozo pone de relieve la consideración del duque por los soldados, así como su generosidad, que ha de ser también una de sus características. Por lo demás, lo dicho debe de situarse en el año 1600 ya que el duque había tenido que recogerse en Osuna¹⁴.

No obstante, sólo saldrá para Flandes dos años después, por decisión personal pero asimismo, tal vez, por incitación del condestable de Castilla, su tío, pues estaba obligado a quedarse bajo buena guarda en un lugar de éste. El día 20 de julio de 1602, Cabrera apunta que el duque se ha huido, probablemente camino de Flandes, sin ningún criado, aunque el cronista supone que debió de tomar después servidores entre la gente perdida que solía acompañarle¹⁵.

Sabemos por varios documentos que, llegado a Flandes, en septiembre u octubre de 1602, «asentó plaça de soldado con quatro escudos de paga en la compañía del capitán Diego Rodríguez del tercio del Maese de Campo Simón Antúnez hasta que se le encomendaron dos compañías de caballos [...]»¹⁶, lo que significa que, de soldado raso, alcanzó a mandar dos compañías, lo que estaba más acorde con la grandeza que le correspondía. Rápidamente, se ilustra por su valor y su generosidad, exponiéndose al peligro en varias ocasiones, participando en el sitio de Ostende y de otras ciudades como Venlo, Roermond, Oudenarde, Lingen, etc. Como se dice en el documento ya utilizado, «Fue a servir a S. M. en los Estados de Flandes [...] buscando ocasiones de mostrar su valor, peleando siempre por su propia persona, matando muchos enemigos por sus manos, y ganando muchas victorias con su sangre, siendo él la principal causa de alcançarlas [...]»¹⁷.

En 1605, llegó a ser un activo ayudante del nuevo general en jefe Ambrosio Spínola, quien indicó luego que para él había sido un gran honor tener al duque de Osuna bajo su mando¹⁸. Del mismo modo, sirvió de rehén y de mediador en 1603-1604 para que los soldados amotinados por no haber recibido su sueldo no pasaran al enemigo. Para ello, pagó los dineros correspondientes de su propia

12 Agustín de Rojas Villandrando, *El viaje entretenido*, ed. Jean-Pierre Resson, Madrid, Castalia, 1972, p. 146.

13 *Ibid.*

14 Luis Cabrera de Córdoba, *Relaciones*, op. cit., p. 67.

15 *Ibid.*, p. 148.

16 Ver *Preguntas por las que han de ser examinados los testigos que fueron presentados por parte de don Pedro Girón, duque de Osuna, en el pleito con el Sr. don Juan Chamucero de Sotomayor, del Consejo de Órdenes, fiscal en esta causa*, BNE, ms. 1819, fol. 1-3, fol. 5.

17 *Ibid.*

18 Ver Juan Roco de Campofrío, *España en Flandes. Trece años de gobierno del archiduque en Flandes, 1595-1608*, Madrid, Alianza Editorial, 1973, p. 285.

bolsa, como lo evocaría él mismo a fines de 1618¹⁹. De ahí que en una carta de mediados de 1604, la infanta Isabel Clara Eugenia, hermana de Felipe III y gobernadora de los Países Bajos con su marido el archiduque Alberto, le escribiera al duque de Lerma para valorar la actividad de don Pedro Girón con relación a los amotinados, añadiendo: «os prometo que después que está aquí no le he visto hacer cosa que se le pueda reprender, sino acudir siempre a servir como soldado particular»²⁰. Posteriormente, en un memorial de 1612 que el duque de Osuna redacta para Felipe III, podrá indicar: «El duque de Osuna dice que él sirvió a V. M. seis años en los Estados de Flandes, con la satisfacción y riesgo de su persona que a V. M. le es notorio»²¹.

Empuje vital y asimismo estrategia calculada, bien se ve que don Pedro Girón ha empezado a construirse una reputación de brillante, valeroso y generoso militar, que sabe mandar y manejar a los soldados.

Sin embargo, después de varias peripecias, Spínola y los archiduques, aplicando la política de paz deseada por el duque de Lerma y el soberano (la famosa *pax hispanica*²²), lograron establecer una primera tregua en abril de 1607 antes de firmar en abril de 1609, con los rebeldes holandeses protestantes, la llamada «Tregua de los Doce Años» que acababa, por lo menos provisionalmente, con la guerra en los Países Bajos, mediante el abandono, por parte de Felipe III y de los archiduques, de su soberanía sobre las «Provincias Unidas» (son los términos empleados en el tratado) y la libertad para éstas de comerciar, inclusive con las Indias²³.

Don Pedro Girón se opuso a las negociaciones por estimar que era ésta una manera de favorecer las rebeldías y que era necesario seguir luchando contra los sublevados. De tal modo, aparecía como un militar férreo, que defendía el honor de la católica España y la integridad de los territorios que dependían de ella. Por ello, Spínola y los gobernadores se las arreglaron para que el duque de Osuna volviera a España, lo que hizo en marzo de 1608.

A pesar de todo, Felipe III y Lerma apreciaban ahora a don Pedro Girón por su notable actuación en Flandes.

Prueba de ello es que el 10 de mayo de 1608, Cabrera de Córdoba indica: «Con la venida del duque de Osuna de Flandes, que se halla en Peñafiel, se ha concluido el casamiento de su hijo con la segunda de los de Cea»²⁴. Se trata

19 CODAIN, *op. cit.*, t. XLVII, p. 46.

20 Carta del 22 de agosto de 1604 (*Boletín de la Real Academia de la Historia*, 47, 1905, p. 447).

21 CODAIN, *op. cit.*, t. XLIV, p. 337.

22 Ver Bernardo José García García, *La «Pax Hispanica». Política exterior del Duque de Lerma*, Leuven, Leuven University Press, 1996.

23 Sobre todo esto ver, por ejemplo, Geoffroy Parker, *España y la rebelión de Flandes*, Madrid, Nerea, 1989, p. 280-290.

24 Luis Cabrera de Córdoba, *Relaciones*, *op. cit.*, p. 338.

del casamiento del hijo del de Osuna, Juan Téllez Girón (el futuro IV duque) con la hija del duque de Cea (luego Uceda), es decir con la nieta del duque de Lerma, el privado regio. Lo planeado (los futuros cónyuges eran todavía niños) es la manifestación de la estrategia llevada a cabo por don Pedro Girón que ha adquirido una gran reputación y ocupa ahora un lugar privilegiado en los círculos del poder. Del mismo modo, Cabrera apunta el 2 agosto de 1608:

El duque de Osuna ha besado a S. M. las manos en Lerma, por haberle hecho merced del tusón y de dos títulos de duque en Nápoles por ayuda de costa, y dicen que se le ha hecho merced de un cargo que no se ha publicado, que es Milán o Sicilia [...] ²⁵.

Así, el rey le ha otorgado el Tusón de Oro, la orden prestigiosa y muy apetecida, desde la época de Carlos V, que muy pocos españoles podían ostentar. La recibirá efectivamente poco después ²⁶. Además, el soberano le ha dado dos títulos de duque en el reino de Nápoles con las rentas correspondientes. Por fin, un cargo muy importante se le ha de atribuir: el gobierno de Milán o el virreinato de Sicilia.

El duque de Osuna es pues un personaje de mucho crédito cuya reputación es inmejorable gracias a su brillante ejercicio de las armas en los Países Bajos y al parentesco de su Casa con la del duque de Lerma. La larga tradición de honores, privilegios y rentas distribuidos por los monarcas a aquellos que se habían distinguido en las contiendas ha sabido don Pedro Girón recuperarla en su favor.

Otra prueba de la gran estima que Felipe III ha experimentado por el duque de Osuna es que no ha vacilado en escribirle una carta por aparecer este Grande como un experto en las cosas de Flandes, pidiéndole su opinión acerca de la oportunidad de firmar una tregua en los Países Bajos. Osuna redacta un informe en Peñafiel, que lleva la fecha de 28 de agosto de 1608. Indica su oposición a tal proyecto, como lo hemos visto ya, insistiendo en que un acuerdo con los rebeldes sería nefasto para la libertad del culto católico en Flandes y costaría tanto como la continuación de la guerra pues sería necesario conservar tropas allá para mantener la seguridad de las provincias fieles a la Corona (las del sur) ²⁷. A pesar de ello, por estar agotadas las finanzas reales y por triunfar el concepto de *pax hispanica*, no se siguió la opinión del duque, si bien algunos miembros del Consejo de Estado pensaban como él, y se firmó la tregua. Ésta, para una parte de la Corte y de los españoles no podía aparecer sino como muy

²⁵ *Ibid.*, p. 345.

²⁶ Con fecha 10 de octubre, Cabrera escribe efectivamente: «Ha dado S. M. el tusón al duque de Osuna [...]» (*ibid.*, p. 351).

²⁷ Ver Bernardo José García García, *La «Pax Hispanica», op. cit.*, p. 65-67.

perjudicial para España y para el catolicismo pues en cierto modo triunfaban los enemigos protestantes.

Parcialmente por esta razón, como si fuera una manera de restablecer el equilibrio, el poder decidió la expulsión de los moriscos que empezó en 1609 y duró hasta 1613, y en algunos casos, más allá.

Las preocupaciones de los núcleos dirigentes frente a tal acontecimiento, las luchas de influencia entre las diversas facciones que rodeaban al monarca y al duque de Lerma, pero también las vacilaciones de la política exterior impidieron que el cargo esperado por el duque de Osuna se hiciera efectivo antes de enero de 1610, momento en que fue nombrado virrey de Sicilia.

282

Aunque el nombramiento es de principios de 1610, por estar la duquesa embarazada, don Pedro Girón no sale para su virreinato sino en noviembre de ese año, después del nacimiento de su hija. Se detiene además en Nápoles donde su abuelo, el primer duque, había sido virrey. Le acoge el conde de Lemos, sobrino y yerno del duque de Lerma, virrey de Nápoles y mecenas de escritores como los Argensola y Cervantes. La ciudad debió de encantar al duque de Osuna y darle la idea de venir a sustituir al conde, con el cual no tendrá buenas relaciones²⁸. Don Pedro Girón sólo llega a Palermo el 2 de abril de 1611. Ha de ser virrey de Sicilia hasta 1616, consiguiendo, gracias al apoyo de su consuegro el duque de Uceda y de Luis de Aliaga, el confesor real, suceder efectivamente al conde de Lemos (nombrado presidente del Consejo de Italia), viniendo a ser virrey de Nápoles de 1616 a 1620, año en que tuvo que salir rumbo a España para explicarse sobre las fechorías que le atribuían.

Durante diez años, el duque sigue fraguando su gran reputación de excelso militar que ya tenía, a la cual añade la de gran hombre de Estado, llamando la atención por su actuación, tanto en Italia como en España y en otros países de Europa. El virrey ha de arreglárselas a lo largo de su estancia en Sicilia y en Nápoles para promocionar sus actividades dándoles siempre un giro positivo cuando no deslumbrante. Su acción en Nápoles prolonga en cierta medida su comportamiento en Palermo, aunque existan varias diferencias. No obstante, su voluntarismo ha de hacerse todavía más duro y no ha de vacilar en promover la guerra contra los enemigos de España, en particular genoveses, turcos y

²⁸ A pesar de las relaciones de parentesco que existían entre el duque de Lerma, el conde de Lemos, el duque de Uceda y el duque de Osuna, los dos primeros pertenecían a una facción y los dos últimos a otra. Sobre el enfrentamiento entre los grupos de poder en la época de Felipe III, ver Sebastián Martínez Hernández, «Nobleza de Corte, estrategias y lucha política durante la privanza de los Sandoval», en José Martínez Millán y María Antonietta Visceglia (coord.), *La monarquía de Felipe III*, Madrid, Mapfre, 2008, III, *La Corte*, p. 524-58, p. 561 sq.

berberiscos, a pesar de la política de paz que deseaba llevar a cabo el duque de Lerma, lo que ha de conducirle en más de una ocasión a enfrentarse con el Consejo de Estado y el Consejo de Italia, y asimismo con parte de los núcleos dirigentes.

Su actividad de jefe militar (capitán general) la asumió plenamente, reorganizando la defensa de Sicilia, pero también la de Nápoles, reconstituyendo una fuerza naval capaz de luchar contra otomanos y berberiscos, y además contra genoveses cuando su gobierno napolitano, teniendo su propia flota corsaria, formando nuevos soldados con una disciplina férrea, participando tal vez en la llamada «Conjuración de Venecia», en coordinación con el marqués de Bedmar, embajador de España ante la *Serenissima*²⁹. En el ámbito civil, aplicó una rigurosa justicia, reprimiendo el bandolerismo y la vagabundería, aplacando los conflictos, intentando sanear la hacienda, interesándose por el tema de la moneda y luchando contra los falsificadores de dinero, etc.³⁰

Tanto en Sicilia como en Nápoles, don Pedro Girón bien se dio cuenta de que era necesario dividir para reinar. De ahí que en ambos casos, haya buscado el apoyo de ciertos grupos en contra de los demás: en Sicilia, se apoya más o menos en la nobleza contra el pueblo, y en Nápoles, en esa Nápoles que se encuentra en una situación política y social muy tensa y que tiene anhelos de libertad³¹, en contra de la nobleza, se apoya en la plebe, preferentemente en el Electo del Pueblo, Giulio Genoino quien preconizaba la rebeldía contra el poder español y aristocrático y a quien ampara, en los años 1619-1620³².

A pesar de sus desmanes, de su vida licenciosa y de sus decisiones a veces sorprendentes cuando no contraproducentes, se esfuerza por dar a su cargo un relieve y una importancia que no sólo son las de un Grande de España sino las del representante máximo de la realeza española, sobresaliendo así una sola de las dos caras del personaje bifronte que no había dejado de ser.

29 Sobre la Conjuración de Venecia, tan controvertida y en la cual se quiso implicar a Quevedo y al duque de Osuna, ver Giorgio Spini, «La congiura degli spagnioli contra Venezia nel 1618», *Archivio Storico Italiano*, 107, 1949, p. 17-53 y 108, 1950, p. 159-174; Carlos Seco Serrano, «El marqués de Bedmar y la conjuración de Venecia de 1618», *Revista de la Universidad de Madrid*, 4/15, 1955, p. 299-342; Paolo Prieto, «La ‘congiura di Bedmar’ a Venezia nel 1618: colpo di Stato o provocazione?», en Yves-Marie Bercé et Elena Fasano Guarini (coord.), *Complots et conjurations dans l’Europe moderne*, Rome, Publications de l’École Française de Rome, 1996, p. 289-315. Acerca de las relaciones entre don Pedro Girón y Venecia durante su virreinato, ver Giuseppe Coniglio, «Il duca d’Ossuna e Venezia dal 1616 al 1620», *Archivio veneto*, 54-55, 1954, p. 42-70.

30 Sobre la actividad del duque de Osuna en Sicilia y en Nápoles, ver Luis M. Linde, *Don Pedro Girón*, op. cit., p. 99-203; Louis Barbe, *Don Pedro Téllez Girón*, op. cit. (todo el libro está centrado en la acción del duque de Osuna como virrey de Sicilia); Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra*, op. cit. (múltiples aportaciones).

31 Ver Rosario Villari, *Un sogno di libertà. Napoli en el declino di un impero, 1585-1648*, Milano, Mondadori, 2012.

32 *Ibid.*, p. 404-453.

Es consciente que su reputación, que depende parcialmente de las circunstancias históricas, ha de seguir él construyéndola y manteniéndola con un voluntarismo que supone, directa o indirectamente, su propia implicación.

Desde este punto de vista, esta construcción puede apreciarse en Sicilia y en Nápoles bajo tres modalidades. La primera está relacionada con su intervención directa acerca del poder real con memoriales y cartas que recalcan su acción, siempre positiva, y sus méritos. La segunda, estriba en la exaltación de su persona (que pertenece a un alto linaje) y de la realeza que encarna gracias a una cultura de las apariencias en que el boato, la magnificencia de trajes, séquitos, fiestas, etc., hacen resaltar la presencia física y simbólica del virrey con los atributos correspondientes del poder. Pero, paradójicamente, también manifiesta un llamativo «populismo», como se ha escrito³³. Por fin, sabe utilizar adecuadamente los medios de comunicación para alcanzar la mayoría de la gente y promocionar sus acciones, su actividad de brillante militar y marino, pero también su estatura de excelso gobernador y hombre de Estado.

284

Así, gracias a una serie de manipulaciones bien orientadas el duque de Osuna logra disfrutar hasta los años 1620 de una incuestionable reputación muy positiva, viniendo a ser el «Gran Pedro Girón», el «Gran duque de Osuna», y ello, a pesar de las críticas de sus enemigos, tanto en el exterior de España (Saboya, Venecia) como en Castilla y en Nápoles.

Son pues las tres modalidades anunciadas las que vamos a evocar ahora, dando unos cuantos ejemplos significativos en cada caso.

A principios de 1613, cuando era virrey de Sicilia, don Pedro Girón escribe una carta a Felipe III valorando su acción y el rigor que ha adoptado, insistiendo en el papel de excelente gobernador que ha desempeñado y en el desastre que ocurriría en la isla si abandonara su cargo:

En veinte y un meses que ha que estoy en este cargo, no se ha castigado hombre noble ninguno, ni delinquido cosa para hacer memoria della, sino la escoria y vileza de un reino, y la gente que en todas partes son ruines, que es vagamundos [...]. Conocerá V. M. mi gobierno cuando vea que en dejándole, reverdecen tantas enemistades y odios que hoy están en este reino por mi industria y sobre mis palabras suspendidas [...]. Y V. M. crea que Sicilia no consiente medianía en el que gobierna, ni V. M. tendrá este reino en el descanso

33 Ver Avelino Sotelo Álvarez, «*Diarios de Francesco Zazzera (1616-1620) sobre el megalómano, arbitrario, populista y voyeur virrey de Nápoles, duque de Osuna, Torrevieja (Alicante)*», PhD Áristos Editor's, 2002.

y fidelidad, como hoy, por la misericordia de Dios, sucede en Sicilia, de casos de importancia³⁴.

Paralelamente, el 4 de octubre de 1613, le manda una carta al soberano, después de un gran éxito naval, ya que la escuadra de las galeras sicilianas capitaneadas por don Octavio de Aragón, ha peleado con las galeras turcas, llegando luego hasta Chicheri, tomando el castillo, matando muchos moros, saqueando la tierra y consiguiendo grandes riquezas. No sólo da aviso al monarca de lo ocurrido sino que insiste en los preparativos, en la importancia del armamento, en el número de soldados, muy disciplinados, etc., lo que le permite subrayar que ha sido él el artífice de la victoria. Todo estuvo preparado por organización suya pues había planeado todos los detalles. Utiliza siempre la primera persona del singular: *tuve, puse, ordené, hice*, etc., indicando de paso: «habiendo yo mismo no sólo reconocido la gente y las armas sino toda la jarcia y velamen de las galeras». Evoca después la batalla con las galeras turcas y berberiscas y todo lo que se ha ganado: navíos, turcos importantes que se podrán rescatar, soldados prisioneros que serán esclavos, cristianos liberados, etc. Y apunta de manera reveladora: «doy a V. M. la norabuena de la mayor impresa que, según dicen los pláticos, se ha hecho en la mar, y de la *reputación* con que este estandarte de V. M. quedó»³⁵, manera ésta de dar todavía más importancia al papel que le ha correspondido al virrey, lo que ha de aumentar más aun su propia *reputación*.

Posteriormente, a finales de 1616, cuando ya era virrey de Nápoles, le indicaba a Felipe III lo que se había de hacer para combatir en Lombardía y luchar contra los venecianos. Preveía que era necesario levantar un ejército de diez mil hombres en España, de lo cual podría encargarse él mismo si el rey se lo permitía, pagando a los soldados con su propio dinero. A este ejército, entregándole buena artillería, se le pondría en Lombardía y al mismo tiempo se sitiaría a Venecia con la escuadra real. Añadía luego:

Nunca con mi parecer comenzó V. M. estas guerras de Italia; pero ya comenzadas, no tendré otro fin sino que se acaben; porque el dejallas, aún al duque de Saboya le estaría mal en el estado que hoy se halla. No me persuado dejarán de aprobar este parecer los consejeros de V. M., llenos de mis propias obligaciones, y sólo podrán contradecille los que por su corazón y sus fuerzas juzgaren el de tan gran rey. Yo soy sólo un vasallo de V. M. y de los más perseguidos en sus acciones, y ayer medí mis fuerzas con el turco, y salí tan bien como la Liga, y hoy hago lo propio con venecianos; y me basta el corazón a hacello por el servicio de V. M.³⁶.

³⁴ CODOIN, *op. cit.*, t. XLIV, p. 404-105.

³⁵ CODOIN, *op. cit.*, t. XLIV, p. 340-342.

³⁶ *Ibid.*, p. 516.

De este modo, don Pedro Girón aconseja al soberano, proponiendo soluciones acerca de los conflictos en Italia, y además, para afianzar su propuesta y sus acciones pasadas se apoya en su reputación adquirida por su actividad militar: contra el Turco ha tenido un éxito comparable al de don Juan de Austria en Lepanto en 1578 y ahora, está actuando de un modo parecido contra Venecia. Asimismo, hace alarde de su generosidad con referencia a la Corona (pagando con sus dineros) y de su desinterés (movido por el servicio del soberano). Esta exaltación de sus proezas, de su generosidad y de su fidelidad, así como las propuestas que adelanta confortan su reputación de gran militar y de hombre de Estado.

En otra ocasión, en relación con lo que se ha llamado la «Conjuración de Venecia» (treta para apoderarse de Venecia, que hubieran planeado el marqués de Bedmar y el duque de Osuna), le escribía a Felipe III, el 24 de octubre de 1618:

286

Cuanto más se quejan de vuestros ministros los enemigos de V. M. es cuando está V. M. mejor servido. Si no fuese don Alonso [de la Cueva, marqués de Bedmar y embajador de España en Venecia] quien es, de su personaje se hallaran satisfechos [...]. Pero darnos al embajador y a mí por instigadores dello [el querer apoderarse de Venecia] es hablar en lo escusado. Se quejan a V. M. de mis acciones, maquinan contra mi persona, quieren perderme. ¡Despique indigno de ofensas que yo les hice con las armas en la mano! Híceselas acudiendo a las obligaciones de mi sangre y de fiel vasallo; y los apreté más porque no entendieran aflojaba a tiempo que ellos traían tan ruines inteligencias contra mí, de que saben me curo poco. Mandome V. M. sacar del golfo los galeones, y obedecí. Si V. M. me permitiera ponerme sobre un escollo, en él juntara gente con el crédito y valor que Dios me ha dado, para que duramente padecieran lo propio que me calumnian. Compadézcase V. M. de nuestra *reputación*, y hallará muchos vasallos que aventuren vida y honra, comprando los trabajos a precio de servir a su rey [...] ³⁷.

El duque de Osuna se encuentra en una situación que empieza a ser difícil para él a causa de los ataques de los venecianos y de los nobles napolitanos pero también de bastantes dirigentes (entre ellos el duque de Lerma y el conde de Lemos, presidente del Consejo de Italia). No obstante, hace frente poniendo de relieve la inconsecuencia de las acusaciones, apoyándose en su fidelidad, en los servicios prestados a la Corona «con las armas en la mano» y en haber obedecido a las órdenes del soberano. De manera muy directa, se refiere al crédito que ha adquirido gracias a su actividad, a su manera de portarse y al valor que ha manifestado siempre. Le pide pues al monarca que, al estar dispuesto él, don

³⁷ CODDIN, *op. cit.*, t. XLVI, p. 284-285.

Pedro Girón, a aventurar la vida y la honra por su rey, que mire éste por su *reputación* y deseche las acusaciones formuladas contra él.

Se podrían aducir muchos más ejemplos pero los que hemos escogido bastan para poner de relieve cómo, a lo largo de sus dos virreinos, don Pedro Girón se ha servido de varias estrategias y comentarios en sus cartas y propuestas/memorials dirigidos a Felipe III para seguir construyendo, manteniendo y defendiendo su reputación de gran militar y marino pero también de hombre de Estado.

Lo mismo ha ocurrido valiéndose de la puesta en obra del encarecimiento de su linaje (de su «sangre», como dice en el último texto citado), de su valor guerrero y de la exaltación pública del papel que le corresponde como virrey, utilizando para ello la manifestación de los símbolos del poder y el aplauso popular.

Después de la llegada del virrey a Palermo, Giacomo Saporiti, probablemente por incitación del duque, escribe una obra que no llegó a publicarse, pero que debió de circular manuscrita, titulada *La sombra de las heróycas hazañas, antigua nobleza y famosísimo gobierno del Ill^{mo} y Exc^{mo} Señor, el Señor don Pedro Girón, Duque de Ossuna...*, que el autor terminó a 15 de octubre de 1611³⁸. En el libro, muy iluminado, se despliega la genealogía y la glorificación del linaje de los Girones. Se evocan asimismo las hazañas militares del virrey. La obra encierra además poesías, epigramas, emblemas, sentencias, historias y fábulas, relacionado todo ello con la exaltación de la Casa de Osuna y más directamente de don Pedro Girón, llegando a insistir en el «famosísimo gobierno» de éste cuando hacía tan sólo unos meses que había llegado a Sicilia, si bien había tomado en seguida decisiones espectaculares vinculadas a la defensa de la isla y a la justicia. Este texto no puede sino evocar el famoso *Libro de los Girones*, publicado en 1577, que el abuelo del virrey, otro don Pedro (Téllez) Girón, el I duque de Osuna, había encargado a Jerónimo Gudiel³⁹. El texto de Saporiti bien debió de contribuir a asentar la reputación del nuevo virrey.

Paralelamente, en noviembre de 1617, un año y pico después de la llegada del duque de Osuna a Nápoles, sale en la ciudad la obra de Francesco Lanario, *Le guerre di Fiandra*, y en esta edición se añaden las proezas de don Pedro Girón en los Países Bajos⁴⁰. El autor –que había sido capitán de caballería en Flandes– evoca los principales acontecimientos entre 1599 y 1607, poniendo de relieve

38 El ejemplar que hemos manejado se encuentra en la BNE, ms. 2984. Se trata de un autógrafo que lleva la firma del autor en los fol. 2 y fol. 56. Debe de ser el ejemplar que Saporiti (el cual se define como «humilde capellán» del duque) le entregó a éste.

39 Ver *supra* el texto que corresponde a la nota 4.

40 Es la tercera edición. La primera salió en Amberes en 1615 y la segunda, en Milán, en 1616.

a los protagonistas más importantes, entre los cuales está el duque de Osuna, cuyas hazañas aparecen en los últimos capítulos de la obra, a partir de 1602. Se trata de una glorificación de don Pedro Girón, el héroe por excelencia, que se ilustra por su valor, su prudencia y su generosidad, adquiriendo de tal modo una reputación muy merecida⁴¹.

Esta manera de portarse va a manifestarla el duque tanto en Sicilia como en Nápoles, ya que, en situaciones peligrosas que podían conducir a una verdadera insurrección, sale solo, metiéndose entre la gente alborotada para apaciguar los ánimos, sin ninguna violencia, y por su única presencia y sus palabras lo consigue, lo que aumenta todavía más su reputación.

Por ejemplo, el 31 de agosto de 1612, frente a la agitación provocada por el encarcelamiento de un senador, el virrey actúa en seguida, como se lo escribe luego al soberano:

288

Metíme en un coche sin guardia ninguna y entréme por el lugar, en el cual hallé todas las puertas cerradas, mucha cantidad de gente sin armas, otra mucha cantidad con arcabuces y escopetines, otros muchos con espadas desnudas y broqueles, a los cuales representé lo primero cuánto se destruía en semejante demostración y cuán poco caudal hacía de sus armas y alboroto, pues pudiendo entrar con la infantería toda a aplacarle con fuerza de armas y las de los castillos, entraba solo⁴².

El resultado de tal presencia, tal valentía y tal prudencia (la característica mayor del buen gobernador, siguiendo las huellas de Felipe II, el «rey prudente») fue que todo volvió a la normalidad, con el consiguiente auge de reputación del duque de Osuna.

En otra ocasión, en Nápoles, según el testimonio de Francesco Zazzera, obra de modo parecido. El 3 de octubre de 1618, se produce un recio enfrentamiento entre españoles y napolitanos, con muerte de varios italianos. El duque, avisado, «se dexó ver del pueblo y entender, y fue aquietando los ánimos de todos», como indica la relación que el virrey mandó estampar sobre el particular y se envió al rey⁴³.

Por otra parte, don Pedro Girón tomó posesión de su virreinato de Sicilia y luego de Nápoles con todo el boato usual, que ponía de relieve la persona física

41 Sobre este texto, ver Encarnación Sánchez García, «Los libros del virrey Osuna (1616-1620)», en Encarnación Sánchez García, *Imprenta y cultura en la Nápoles virreinal: los signos de la presencia española*, Firenze, Alinea, 2007, p. 93-114, y directamente, p. 105-109.

42 CODDIN, t. XLIV, p. 311.

43 Ver Avelino Sotelo Álvarez, «*Diarios*» de Francesco Zazzera, *op. cit.*, p. 166-167. Sotelo inserta un trozo de la relación, p. 167.

y simbólica del virrey, como lo subraya Diego Duque de Estrada quien estuvo presente en la ciudad del Vesubio cuando entró en ella el duque de Osuna⁴⁴.

Esa pompa, trasunto de la que había instaurado la Casa de Austria, la utilizó siempre don Pedro Girón en los actos públicos. Tenemos una espléndida evocación de esa manera de portarse en una relación vinculada a la victoria alcanzada por las galeras del duque, cuando era virrey de Sicilia, en 1613⁴⁵. Se organizó una solemne procesión en acción de gracias en la ciudad de Palermo, el 27 de septiembre de ese año. Primero, salió una compañía de arcabuceros con el maese de campo don Manuel Ponce de León. Seguía el guión del virrey, capitán general del reino, es decir «cuadrete de raso negro, bordado con la insignia de la Concepción». Luego venían todas las órdenes religiosas, seguidas del estandarte que don Pedro Girón había hecho para su galera capitana, y también el del general turco Sinán Bajá, ganado en la batalla. Tras ellos, aparecían los mil doscientos esclavos cristianos liberados y, a sus espaldas, la clerecía y el cabildo de la catedral y de la capilla real, con sus cruces y velas, acompañados de las arcas de las dos patronas de Palermo: santa Ninfa y santa Cristina. Después iban el cardenal Doria, los caballeros y todos los Consejos. Pero en el centro de la procesión, dominándolo todo, atrayendo todas las miradas, se encontraba el virrey, aparatosamente vestido de negro (color de la etiqueta de la Casa de Austria), ostentando las insignias de su cargo (banda y bastón de mando):

Vestido de negro bordado de plata, espada plateada y banda negra, sombrero negro con plumas blancas, colete de ámbar y una gola plateada y bastón negro guarnecido de plata, botas y espuelas.

A su lado derecho, llevaba el duque a don Octavio de Aragón, el general vencedor, al cual deseaba honrar, y al lado izquierdo, el Pretor y toda la ciudad.

44 Ver lo que escribe: «Tomó pues la posesión el Duque con fastuoso aplauso, desde la Puerta del Mar al muelle, cubierto de ricas y vistosas telas [...], arcos triunfales, escuadrón noble y vistosa cabalgada, disparando la multitud de su gruesa artillería los castillos, con el cual acompañamiento fue a San Laurencio, donde con la debida pompa, ceremonias y alegría de todo el pueblo fue jurado a los 17 de septiembre» (*Comentarios del desengañado de sí mismo*, conocidos bajo el título de *Memorias* [utilizamos la edición de José María de Cossío, *Autobiografías de soldados (siglo XVII)*, Madrid, Atlas, 1956, BAE, 90, p. 249-484, y directamente p. 316b-317^a]). Sobre el texto de Duque de Estrada, autobiografía muy novelada, ver por ejemplo, Henry Ettinghausen, «Vida y autobiografía: los “comentarios” de Diego Duque de Estrada a la luz de nuevos documentos», *Boletín de la Real Academia Española*, 59, 1979, p. 189-200.

45 *La verdadera relación de la insigne victoria que consiguieron las galeras de Sicilia contra ocho galeras de fanal del Gran Turco. Sacada de la carta y relación de todo el sucesso que envió a su Magestad el Excelentísimo Duque de Ossuna, Conde de Urueña, Virrey y Capitán general del Reyno de Sicilia. Con la más solenísima Procesión que en hazimiento de gracias se hizo por tan gran vitoria...*, con licencia, Sevilla, Alonso Rodríguez, 1614, Bib. Real Academia de la Historia, 9/3676-54.

La procesión integraba además una serie de personas (capitanes de galeras, duques, príncipes, títulos del reino, los seiscientos turcos prisioneros, etc., sin faltar los caballos al final, especialmente los seis de don Pedro Girón).

Todo estaba pues organizado para poner de relieve la llamativa presencia del virrey gracias a la valoración de esa cultura de la apariencia tan característica del Siglo de Oro⁴⁶.

Esta ostentación es la que ilustraban asimismo las fiestas múltiples que el virrey organizaba en Palermo y luego en Nápoles, siguiendo la tradición de la Casa de Osuna, en particular la de su abuelo, el I duque, que también fue virrey napolitano⁴⁷. Ese dirigismo cultural cuya finalidad era impresionar al espectador y al participante la daba la posibilidad a don Pedro Girón de dominar la situación, de sobresalir por su traje, su comportamiento, su boato, personificando la cúpula de la jerarquía institucional y suscitando la admiración de los cortesanos y del pueblo, lo que asentaba todavía más su reputación.

290

Francesco Zazzera, buen observador de lo que pasaba en Nápoles, evoca muchas de estas festividades espléndidas, a veces exóticas, que se trate de banquetes palaciegos ofrecidos a damas y caballeros, o sólo a damas, con representación de comedias en bastantes ocasiones⁴⁸, o de fiestas públicas, como la del 14 de noviembre de 1616 para celebrar el nacimiento del hijo del virrey, el cual fue aclamado, durando los bailes hasta bien entrada la noche⁴⁹. En otros casos, don Pedro Girón mandaba organizar justas, máscaras y bailes de disfraces⁵⁰. Al virrey le gustaban mucho las fiestas carnavalescas como la que tuvo lugar el 6 de febrero de 1617, en la plaza del Mercado, con inclusión de carros que llevaban mucha comida carnosa y diversos vinos⁵¹. Todos habían de ir disfrazados y se atribuyeron premios a los que incitaban a la risa (el duque apareció ataviado con turbante turco, ilustrando esa nueva moda de la turquería⁵², a pesar de haber luchado contra los otomanos). Doscientos caballeros participaron en justas y el virrey triunfó rompiendo lanzas, lo que

⁴⁶ Ver por ejemplo, Daniel Roche, *La culture des apparences, xvii^e-xviii^e siècles*, Paris, Fayard, 1989.

⁴⁷ Ver la tesis de Javier Ignacio Martínez del Barrio, *Mecenazgo y política cultural de la Casa de Osuna en Italia (1558-1694)*, Madrid, Universidad Complutense, 1991, l, p. 290 sq. Ver también Ignacio Atienza Hernández, *Aristocracia, poder y riqueza en la España moderna: la Casa de Osuna, siglos XV-XIX*, Madrid, Siglo XXI, 1987.

⁴⁸ Avelino Sotelo ha recogido, por temas, los trozos más significativos de los *Diarios* de Zazzera. Es lo que pasa con las festividades. Ver «*Diarios*» de Francesco Zazzera, *op. cit.*, p. 37, p. 47, p. 49, p. 52 (en 1616), p. 53-54 (en 1617), etc.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 51.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 54, p. 57 (1617), p. 67-68 (1618).

⁵¹ *Ibid.*, p. 55.

⁵² Ver por ejemplo, Amédée Mas, *Les Turcs dans la littérature espagnole du Siècle d'Or*, Paris, Centre de Recherches Hispaniques, 1967, l, p. 289 sq.; Gilles Weinstein (coord.), *Turcs et turqueries (xv^e-xvii^e siècles)*, Paris, PUPS, 2009.

acrecentó su reputación de muy buen jinete y de excelente alanceador, en consonancia con su cargo y su función de jefe militar. En la plaza, ya que pudieron entrar en ella los plebeyos, se mezclaron durante unas horas Carnaval aristocrático y Carnaval popular, salteando la plebe los carros con alimentos y bebidas. El duque se retiró luego a palacio, acompañado de la duquesa (que había estado en el palco previsto para ella, las damas y el cardenal Sforza), del príncipe de la Iglesia y de los caballeros para saborear un magnífico festín, es decir separándose ahora las dos modalidades carnalescas⁵³. Lo mismo ocurrió durante las Carnestolendas de 1618 que se verificaron del 23 al 26 de febrero⁵⁴.

Otra vertiente de las festividades, que dan tanta nombradía al virrey, es la que corresponde a las fiestas religiosas en que se hallaban presentes la nobleza, el pueblo y numerosos clérigos con el atavío específico y con velas, celebrándose varias ceremonias en las iglesias y procesiones en que el virrey construía su propio espacio de participación y aparecía con todos los atributos del poder, dándole por su presencia al evento una nueva dimensión, contribuyendo de tal modo al mantenimiento de su propia reputación. La codificación correspondiente, con su pompa y el lugar ocupado por cada cual permitía la consolidación de la jerarquía institucional dominada por el virrey, dentro del sistema de la fiesta barroca⁵⁵.

Tal fue el caso especialmente con la celebración de la Inmaculada Concepción de la Virgen, a la cual la Casa de Osuna (como Sevilla y toda Andalucía) rendía un verdadero culto⁵⁶, figurando la imagen correspondiente en el estandarte del virrey que ostentaba su galera capitana. Don Pedro Girón propició tal culto en Nápoles, publicándose con un fin propagandístico el sermón predicado

53 Sobre las dos modalidades del Carnaval, ver Augustin Redondo, «Sociétés et solidarités/ ségrégations festives: Carnaval aristocratique et Carnaval populaire à Madrid vers le milieu du xvii^e siècle», en Raphaël Carrasco (coord.), *Solidarités et sociabilités en Espagne (xvi^e-xx^e siècles)*, Besançon, Annales littéraires de l'Université, 1991, p. 63-76.

54 Avelino Sotelo, «Diarios» de Francesco Zazzera, *op. cit.*, p. 64-65.

55 Acerca de la fiesta barroca, ver por ejemplo, Reyes Escalera Pérez, *La fiesta barroca en la alta Andalucía*, Málaga, Publicaciones de la Universidad de Málaga, 1994; Fernando Rodríguez de la Flor, *Atenas castellana. Ensayos sobre cultura simbólica y fiestas en la Salamanca del Antiguo Régimen*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1989; María Pilar Monteagudo Robledo, *El espectáculo del poder. Fiestas reales en la Valencia moderna*, València, Ajuntament de València, 1995; José Jaime García Bernal, *El fasto público en la España de los Austrias*, Sevilla, Publicaciones de la Universidad de Sevilla, 2006.

56 Sobre el «dogma» de la Inmaculada Concepción de la Virgen, y para ahorrar bibliografía, ver José A. Martínez Puche, *El libro de la Inmaculada. Doctrina, historia, poesía y arte sobre la Inmaculada Concepción de María*, Madrid, EDIBESA, 2005; Pierre Civil, «Iconografía y relaciones en pliegos: la exaltación de la Inmaculada en la Sevilla de principios del siglo XVII», en María Cruz García de Enterría *et alii.* (coord.), *Las relaciones de sucesos en España (1500-1750)*, Alcalá de Henares/París, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Alcalá/Publicacions de la Sorbonne, 1996, p. 65-77; María Jesús Sanz Serrano, *Fiestas sevillanas de la Inmaculada Concepción en el siglo XVII*, Sevilla, Publicaciones del Ayuntamiento, 2008.

por Pedro de Miraval en diciembre de 1616 en la muy solemne fiesta que el duque organizó en honor de la Inmaculada, con una pompa extraordinaria en la Capilla real, solemnizada asimismo en la iglesia de San Lorenzo, seguida de una magnífica procesión, con enorme asistencia, presidida por el virrey⁵⁷.

Como lo comenta Zazzera, se había puesto la imagen de la Virgen en el altar mayor, pero también, bajo un baldaquino, el escudo de armas del duque, de modo que los que se arrodillaban para venerar a la Inmaculada, parece que lo hacían también con referencia a las armas del virrey⁵⁸.

Las ceremonias de este tipo, más allá de su objetivo primero, constituían un verdadero triunfo, al encontrarse unidos en la misma exaltación el fervor religioso y el fervor por el duque, manera ésta de realzar todavía más su reputación como defensor de Nápoles y de los valores católicos.

292

Esa reputación, don Pedro Girón la cuidaba de otro modo. Ostenta una gran sencillez con la plebe, saliendo sin escolta por la ciudad, para ser visto por el pueblo y para acoger las quejas y pedidos que le presentaban. Salía a caballo, con la única compañía de un caballero y de un esclavo, el cual llevaba una caja para recoger los memoriales y peticiones que le iban dando por la calle⁵⁹, lo que le condujo, en diversos casos, a conceder gracias y a rebajar las penas de los delincuentes⁶⁰. Se desplazaba asimismo en carroza, esa carroza famosa del III duque de Osuna⁶¹, sin guardas, adoptando la misma aptitud de benevolencia ya indicada. Durante sus frecuentes paseos por la ciudad, distribuía dinero al pueblo, y cuando había festividades palaciegas, mandaba que se repartiera buena parte de la comida entre los plebeyos así como monedas de plata⁶². Paralelamente, en marzo de 1620, frente a una penuria de trigo, para congraciarse a la plebe, ordenó que se eliminaran los impuestos sobre la harina y las frutas⁶³.

Don Pedro Girón era pues muy popular entre los napolitanos del estado llano. Es lo que confirma por ejemplo uno de los testigos citados en la *Sumaria* hecha en 1622, en la ciudad de Nápoles, contra el duque, después de su caída:

57 Ver Encarnación Sánchez García, «Los libros del virrey Osuna», art. cit., p. 109-112. Para una descripción pormenorizada de las ceremonias por Zazzera, ver Avelino Sotelo, «*Diarios*» de Francesco Zazzera, *op. cit.*, p. 71-73.

58 *Ibid.*, p. 73.

59 *Ibid.*, p. 36 (17/10/1616), p. 38 (03/01/1617).

60 *Ibid.*, p. 38.

61 *Ibid.*, p. 47 (15/08/1616), p. 80 (15/08/1618), etc. Sobre la carroza del duque, de damasco negro por fuera y tela de oro por dentro con adornos de plata, como símbolo de poder y de magnificencia, ver Javier Ignacio Martínez del Barrio, *Mecenazgo y política cultural*, *op. cit.*, I, p. 285-286.

62 Avelino Sotelo, «*Diarios*» de Francesco Zazzera, *op. cit.*, p. 47 (15/08/1616), p. 67 (22/04/1618).

63 *Ibid.*, p. 160 (15/03/1620).

[...] bien es verdad que cuantas veces se tocó «cierra», «cierra» por la ciudad, en saliendo el duque, se sosegaba y le seguía mucha gente baja y él les echaba muchos doblones, según lo oyó decir este testigo, y ellos daban gritos: «¡Viva el duque de Osuna!» [...] ⁶⁴.

Por otra parte, don Pedro Girón y sus consejeros bien se habían dado cuenta de la importancia alcanzada por la «fiebre noticiera» ⁶⁵ en toda Europa, en Italia particularmente, pero asimismo en España. Frente a una opinión pública que ya existía y que el virrey había sabido manejar en Nápoles, en favor de su reputación, decidieron utilizar con las mismas miras la difusión de breves escritos de amplia difusión, cuyo contenido se propagaba entre las capas iletradas y semiletradas de la población, pero también entre las capas superiores. Nos estamos refiriendo a esa forma primitiva de la prensa, las «relaciones de sucesos», que ocupaban generalmente un pliego de dos hojas ⁶⁶. No sólo permitían la transmisión de noticias (o nuevas) para corresponder a la fiebre noticiera aludida sino que daban la posibilidad de comunicar una visión orientada de lo que se contaba, especialmente para glorificar al que estaba en el centro de los sucesos. ¿Qué mejor soporte para exaltar la reputación del virrey, como brillante capitán general, especialmente en la lucha contra turcos y berberiscos, pero también como excelso hombre de Estado?

Para conseguir el resultado apetecido, se ha utilizado una estrategia específica de transmisión de noticias más o menos manipuladas, valiéndose del papel desempeñado por Sebastián de Aguirre, el agente del duque en Madrid. Por otra parte, se ha previsto la impresión de las relaciones en el sur de España, de manera preferente, y una gran divulgación de los impresos, lo que permitía asentar la reputación del duque, en particular en tierras hispánicas.

⁶⁴ *Cuaderno de probanzas y ratificación de testigos de la sumaria hecha por el Rey nuestro señor en la ciudad de Nápoles por el señor don Francisco Antonio de Alarcón contra don Pedro Téllez Girón duque de Osuna*. El documento lo ha insertado Luis M. Linde en anejo a su artículo «El III duque de Osuna: documentación histórica y materiales para una leyenda», en Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra, op. cit.*, p. 61-96. Ver p. 83 (ratificación de la declaración de Aníbal Macedonio del 7 de abril de 1622).

⁶⁵ Es la expresión que hemos utilizado y han adoptado otros investigadores. Ver nuestro trabajo, Augustín Redondo, «Sevilla, centro de relaciones de sucesos, en torno a 1600: fiebre noticiera y narrativa», en Pedro Ruiz Pérez y Klaus Wagner (coord.), *La cultura en Andalucía. Vida, memoria y escritura en torno a 1600*, Estepa, Ayuntamiento de Estepa, 2001, p. 143-184.

⁶⁶ Hoy en día, la bibliografía sobre las «relaciones de sucesos» es ya importante. Para ahorrar bibliografía, ver Mario Infelise, *Prima del giornali. Alle origini della pubblica informazione (secoli XVI e XVII)*, Roma/Bari, Laterza, 2002; Sagrario López Poza (coord.), *Las noticias en los siglos de la imprenta manual*, A Coruña, SIELAE/Sociedad de Cultura Valle Inclán, 2006; Henry Ettinghausen, *How The Press Began. The Pre-Periodical Printed News in Early Modern Europe*, A Coruña, SIELAE, 2015. Ver además las diversas Actas, desde 1996, de la «Sociedad Internacional para el Estudio de las Relaciones de Sucesos».

Como hemos tenido ocasión de estudiar recientemente este proceso, utilizaremos aquí, de manera sintética, dicho trabajo⁶⁷.

Esas relaciones se han multiplicado desde la llegada de don Pedro Girón a Sicilia (la primera es de 1611) y su salida de Nápoles con destino a España (la última es de 1620) y cada año han salido uno o varios pliegos, reimpresos algunas veces en otras ciudades, en que se glorificaban los éxitos del duque sobre las naves del Gran Turco y de los berberiscos. Si bien tales relaciones repiten episodios semejantes en los encuentros bélicos marítimos, no dejan de tener sus propias especificidades.

294

En primer lugar, se insiste en el trabajo que el virrey, como buen jefe militar, lleva a cabo en la preparación de la guerra naval. Arma los puertos, restaura los fuertes y las murallas, crea torres de observación, mejora la formación de los soldados y aumenta el número de remeros. Para acrecentar la cantidad de galeotes utiliza a veces llamativas estratagemas. Por ejemplo, en una relación de 1613, se pone de relieve la treta que ha empleado: ha mandado publicar que para un día señalado se juntasen en el patio de su palacio los pobres enfermos y lisiados con el fin de recibir una gran limosna. Don Pedro Girón ordena entonces que se ponga una viga a cierta altura e indica que los que pasen por encima recibirán una mayor cantidad de dinero. Los que demuestran su ligereza, los hace detener en seguida y los manda a galeras. A los pobres «legítimos» (así se decía) da orden que se les entregue un buen subsidio⁶⁸.

Paralelamente, cuando el duque está en Nápoles, inventa otra treta para engañar a los otomanos y poder vencerlos con más facilidad. En 1617, organiza efectivamente una expedición como una verdadera mascarada, como una turquería más. Disfraza a sus galeras a lo turco con estandartes de media luna, llevando los marineros turbantes turcos, lo que permite que los navíos del virrey se acerquen a los de los enemigos y se apoderen de sus galeras. Este ardid, con la consiguiente victoria, alcanzó amplia resonancia pues tanto Zazzera como el nuncio Paolo Filonardo aludieron a lo ocurrido⁶⁹.

Además, para aumentar la velocidad de las galeras, don Pedro Girón, según indica una relación de 1612, decide elevar el número de remeros por banco, que pasan de tres o cuatro a cinco o seis, norma que han de adoptar los demás países⁷⁰.

67 Ver Augustin Redondo, «La lucha contra el Turco del III duque de Osuna según las “relaciones de sucesos” (1611-1620). Puesta en escena y propaganda personal», en Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra, op. cit.*, p. 395-416. Ver también Sagrario López Poza, «Utilización política de las “relaciones de sucesos” por el duque de Osuna en sus virreinos de Sicilia y Nápoles», en Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra, op. cit.*, p. 303-324.

68 Ver Augustin Redondo, «La lucha contra el Turco...», *op. cit.*, p. 398-399.

69 *Ibid.*, p. 399.

70 *Ibid.*, p. 401.

De todas formas, el que lo prepara todo, el que lo inspecciona todo y está atento a todo, es don Pedro Girón. Capitanes tan nombrados como don Octavio de Aragón o don Francisco de Ribera no son sino el brazo armado del duque, quien lo rige todo. Así, los éxitos marítimos sobre turcos y berberiscos son en primer lugar los suyos. Es como si los hubiera alcanzado personalmente y es lo que indica una relación de 1612 en que se dice: «De estas hazañas y proezas va haciendo el Duque de Osuna y los capitanes que están a su orden [...]»⁷¹.

Verdad es también que Dios está del lado de los cristianos y que la Virgen (en particular la Inmaculada) protege las galeras ducales. Todos los triunfos son también triunfos del Cristianismo sobre el Islam.

Como es de suponer, en todas las batallas navales evocadas en las relaciones, las galeras del virrey (tanto las del soberano como las suyas propias) son siempre vencedoras. El número de muertos del lado hispánico es muy bajo y al contrario fallecen muchos turcos. Bastantes otros son prisioneros y se podrán rescatar si son personajes importantes; en el caso contrario, vendrán a ser esclavos. Del mismo modo, las riquezas ganadas en la contienda son siempre importantes. Por fin, el número de cristianos liberados, que antes remaban en los navíos otomanos, es impresionante. Es decir que las expediciones marítimas del duque son verdaderos triunfos y permiten ganar mucho dinero⁷². El que se beneficia de ello es el duque pero también el soberano: por ejemplo, en una relación de 1613, se señala que don Pedro Girón le ha mandado ciento cincuenta mil ducados al monarca⁷³.

Estas relaciones han contribuido poderosamente a asentar la reputación de gran jefe militar del duque de Osuna, comparado con don Juan de Austria, el vencedor de Lepanto, y hasta con César⁷⁴, transformándolo en verdadero héroe, en un héroe español y católico.

Por otra parte, estas mismas relaciones insisten también en la dimensión de político eminente, de verdadero hombre de Estado de don Pedro Girón. Se evocan efectivamente en las relaciones las decisiones benéficas tomadas por el virrey: protección de Sicilia y de Nápoles, creación y desarrollo de una fuerza militar y naval capaz de vencer al Gran Turco y a Venecia, lucha contra los bandos, el bandolerismo y, de manera general, contra las diversas formas de delincuencia, también contra los «pobres fingidos» (mendigos falsos), restauración de la justicia, enfrentamiento con los problemas de la hacienda y de la moneda, etc. Aparece el duque de Osuna, ese «príncipe de sumo valor» –según se dice en

⁷¹ *Ibid.*, p. 402.

⁷² *Ibid.*, p. 403-404, p. 405-406.

⁷³ *Ibid.*, p. 406.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 404 y p. 402.

un pliego de 1613—, como el digno sucesor de «aquellos antiguos Girones que restauraron a España» (así se indica en dos relaciones, de 1613 y 1614⁷⁵).

En la relación de 1613, se habla además de «la *prudencia* de tan gran príncipe», reconociendo así su gran capacidad política. No hay que olvidar que estamos en un momento político en que dicha *prudencia* (que Felipe II, el rey *prudente*, había podido encarnar) viene a ser la característica primordial del excelente gobernador, del gran hombre de Estado. Es lo que ponen de realce varios tratados, al seguir los pasos de Tácito y Justo Lipsio, hasta llegar a Quevedo, Gracián o Saavedra Fajardo⁷⁶.

296

Las relaciones de suceso han constituido, de tal modo, un excelente medio de propaganda, destinado fundamentalmente a la Península Ibérica. Para ello, los que rodeaban al virrey Osuna le han mandado a Sebastián de Aguirre, agente del duque en Madrid, los elementos necesarios para redactar los relatos orientados que exaltaban al héroe, gran militar y hombre de Estado. Como se trataba de informaciones unidas a la política de los reinos hispánicos, era indispensable que Aguirre consiguiera la autorización de dar a la imprenta esos textos. Esa «licencia» figura de manera íntegra en alguna que otra relación, y en las otras, sólo se menciona «con licencia». Aguirre debió de ser autor de algunos relatos, si bien aparecen otros nombres, o son anónimas las narraciones, constituyendo la anonimidad la norma en este tipo de relato. Por otra parte, muchas de estas relaciones llevan en la portada las armas de España, lo que les confiere un carácter oficial, una autenticidad que se traduce por el empleo de la fórmula acostumbrada: «*Verdadera* relación [...]»⁷⁷.

Por fin, Sebastián de Aguirre destinó de manera preferente dichas relaciones a las imprentas del sur de España: Málaga, Cádiz, Granada, y sobre todo Sevilla (unas pocas salen de los talleres madrileños), con tiradas de mil ejemplares y reimpressiones, lo que da una idea de la gran difusión que alcanzaron estos textos encomiásticos de don Pedro Girón. Por lo demás, la gran mayoría de los relatos salen en el espacio andaluz, tan unido a la Casa de Osuna⁷⁸, lo que permitía una mayor valoración de la reputación del virrey, de ese héroe que una relación no

75 *Ibid.*, p. 402.

76 Sobre la importancia de la *prudencia*, de tradición aristotélica, vista como característica fundamental del buen gobernador, según la orientación delineada por Tácito y Justo Lipsio, ver José Antonio Maravall, *Estudios de historia del pensamiento español*, 2ª ed. ampliada, Madrid, Ediciones Cultura Hispánica, 1984, 3 vol., t. III, p. 75-98; José Antonio Fernández Santamaría, *Razón de estado y política en el pensamiento español del Barroco (1595-1640)*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1986, p. 56 sq. y p. 161 sq.; Beatriz Antón Martínez, *El tacitismo en el siglo XVII en España. El proceso de «receptio»*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1992; Francisco Javier Peña Echeverría, «Prudencia política y razón de Estado. La prudencia política en algunos autores españoles de los siglos XVI y XVII», en Francisco Javier Peña Echeverría y Luis Carlos Amezcua (coord.), *Poder y modernidad. Concepciones de la política en la España Moderna*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2000, p. 65-104; etc.

77 Ver Augustin Redondo, «La lucha contra el Turco del III duque de Osuna», art. cit., p. 408-409.

78 *Ibid.*, p. 409-410.

vacila en llamar «el grande duque de Osuna», terminología también utilizada por Quevedo, el amigo de don Pedro Girón⁷⁹.

Paralelamente, es necesario mencionar cómo el papel de mecenas que le corresponde al duque de Osuna (aunque en menor grado que a su predecesor en Nápoles, el conde de Lemos), ha contribuido a acrecentar su reputación. Ahí está el caso de Quevedo, el más conocido, pero también, en alguna ocasión, de Lope de Vega⁸⁰, y de otros, o también de pintores como Ribera⁸¹.

Esa cara deslumbrante del duque, mitificado ya, cuya reputación hasta los años 1620, él ha sabido construir, mantener y ampliar, ha de oscurecerse a partir de ese año para dejar aparecer la otra, la negativa, la infamante.

De resultas de las denuncias de los venecianos y de los nobles napolitanos pero asimismo de los enemigos en la Corte del duque de Osuna (sobre sus «carnalidades», su gestión política, administrativa, financiera y su «traición») se le encarcela después de su vuelta a España y la caída del duque de Uceda, a la muerte de Felipe III. En efecto, el nuevo equipo dirigente (con Zúñiga y Olivares) quiere sanear la situación y, como manifestación del nuevo rumbo gubernamental que se desea adoptar, se va a castigar a los que han sido ministros en el sistema precedente⁸².

Don Pedro Girón y su esposa son perfectamente conscientes de que están puestas en tela de juicio su reputación y la de la Casa de Osuna. Ya desde Nápoles, cuando se entera de que el cardenal Borja va a sustituirle, el duque le escribe a Felipe III el 3 de junio de 1620 para quejarse del agravio recibido: «Señor, lo que conmigo se ha usado es la mayor maldad que jamás se ha visto [...]. V. M. es dueño de la vida, *reputación* y la hacienda y todo lo pongo en sus manos»⁸³.

Del mismo modo, poco después del encarcelamiento de don Pedro Girón, la duquesa, todavía en Nápoles, le escribe en mayo de 1621 a don Baltasar de Zúñiga, quien domina al nuevo núcleo dirigente, poniendo de realce, con altanería, la afrenta sufrida: «Aunque las gracias y favores de los reyes están en su mano para

79 Sobre las relaciones de don Pedro Girón y de Quevedo, ver por ejemplo, Pablo Jauralde, *Francisco de Quevedo (1580-1645)*, Madrid, Cátedra, 1998, p. 299 *sq.*; Luis M. Linde, *Don Pedro Girón, op. cit.*, p. 290-296, p. 316-335. Ver también Alessandro Martinengo, «Quevedo en Italia: ¿nigromante u oculto consejero de príncipes?», en Felipe B. Pedraza, y Elena E. Marcello, *Sobre Quevedo y su época: homenaje a Jesús Sepúlveda*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2007, p. 107-124.

80 Acerca de las relaciones entre Lope de Vega y el duque de Osuna, ver Claude E. Anibal, «Lope de Vega and the Duke of Osuna», *Modern Language Notes*, 49, 1934, p. 1-11.

81 Ver Gabriele Finaldi, «Ribera, the Viceroy of Naples and the King. Some observations on their relations», en José Luis Colomer (coord.), *Arte y diplomacia de la Monarquía Hispánica en el siglo XVII*, Madrid, Fernando Villaverde Ediciones, 2003, p. 379-387.

82 Ver por ejemplo, Luis M. Linde, *Don Pedro Girón, op. cit.*, p. 212 *sq.*

83 CODOIN, *op. cit.*, t. XLVII, p. 215.

hacerlos a quien fueren servidos, *la reputación* de las personas de la calidad del Duque mi señor y mía y de todos los de mi Casa, como bien sabe V^a S^a sólo pueden caber en la de Dios». Añade en la misma carta: «[...] tanto mayor sentimiento me causa este accidente, no sabiendo en qué forma podrá jamás su M^{ad}, después de haberse desengañado [...], *reparar la reputación del Duque y de su Casa*»⁸⁴.

Los esfuerzos de la duquesa en favor de su esposo y de su reputación no han de cesar después de su vuelta a España. Por ejemplo, en un *Memorial* que dirige a Felipe IV (debe de poder fecharse de diciembre de 1623), sigue hablando de la reputación maltrecha de su marido quien no merece esta manera de tratarle cuando tantos ingentes servicios le ha prestado a la Corona. Indica pues:

Los enemigos de mi marido son los de su Corona de V. M., para su grandeza pequeños gozques, para el Duque, valientes perros, pues no contentos con ladrar contra su *reputación*, han podido dar con él en la cárcel⁸⁵.

298

En el mismo memorial, más adelante, habla de la *mancha*, del *agravio* que esto representa para «nuestra sangre y Casa».

A pesar de las protestas de los dos esposos, el encarcelamiento ha de proseguirse y se ha de incoar una causa contra él, provocando comentarios diversos, sobre todo en contra del virrey (entre ellos los de Villamediana) en el círculo cortesano y en los escritores más o menos vinculados a la Corte⁸⁶.

La opinión pública, que había tenido tantas muestras, a través de las relaciones, del valor y de la prudencia del duque de Osuna, lo que le había deparado a éste una gran reputación, debió de quedar estupefacta ante la prisión del prócer, esperando que el proceso contra él se resolviera positivamente. Es lo que traduce Andrés de Almansa, el precursor del periodismo español, ya que apunta en una de sus cartas del 18 de noviembre de 1623, con referencia a la causa contra el duque de Osuna: «[...] da esperanzas del feliz suceso de los negocios de este gran señor, merecidos, además de la grandeza de su Casa, de su valor»⁸⁷.

Don Pedro Girón ha de morir en la cárcel, el 24 de septiembre de 1624, antes de que se verifique su proceso o sea siempre con la infamia que representaba su encarcelamiento y las acusaciones proferidas contra él.

No obstante, a poco de fallecer don Pedro Girón, sale en Sevilla, probablemente por incitación de la duquesa y de su hijo (el IV duque), un pliego en prosa de

⁸⁴ Carta citada por Luis M. Linde, *Don Pedro Girón, op. cit.*, p. 246-247.

⁸⁵ El *Memorial* se encuentra en BNE, ms. 11031-11.

⁸⁶ Ver María Soledad Arredondo, «El virrey Osuna y sus imágenes literarias. Política y guerra, de la realidad a la ficción», en Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra, op. cit.*, p. 479-493; Donatella, Gagliardi, «Bosquejos del duque de Osuna en la literatura parnasiana del XVII», en Encarnación Sánchez García (coord.), *Cultura della guerra, op. cit.*, p. 561-576.

⁸⁷ Ver Andrés de Almansa y Mendoza, *Obra periodística*, ed. Henry Ettinghausen y Manuel Borrego, Madrid, Castalia, 2001, p. 290 (carta 14).

cuatro hojas que cuenta de qué manera edificante, profundamente católica, el duque ha vivido en la cárcel y cómo ha muerto santamente⁸⁸. Ya decía una relación de 1612, ponderando la generosidad de don Pedro, quien en Mesina, con ocasión de las fiestas por los casamientos hispano-franceses, había socorrido con 35 000 ducados a las doncellas huérfanas y pobres, de padres honrados, para que pudieran casarse, que los sicilianos decían que el virrey era «un gobernador santo»⁸⁹.

Al morir como un santo, el duque de Osuna había expiado sus pecados y había restaurado su reputación infamada y la de su Casa. La cara oscura del ser bifronte se esfumaba pues, el héroe estaba enseñando de nuevo su cara deslumbrante, si bien de otra manera, reconstruyendo *post mortem* la brillante reputación que había logrado anteriormente.

Posteriormente, vendrá la rehabilitación del personaje por su gran amigo Quevedo y aparecerán las biografías más o menos fantaseadas, como la de Gregorio Leti. Más allá, tendrá lugar la recuperación del héroe español y católico, de manera interesada, por el poder político. Pero esto es ya otra historia...

Don Pedro Girón, III duque de Osuna, ha sido un personaje paradójico, un verdadero Jano, que en diversos momentos de su vida, ha enseñado la cara brillante o la cara sombría de su personaje. Pero con mucha inteligencia, ha sabido construir y luego mantener y ampliar, de manera directa o indirecta, utilizando varios recursos, la deslumbrante reputación de un héroe, gran jefe militar y excelso gobernador. Asimismo, su reputación deslustrada luego ha de restaurarse de otro modo, después de su fallecimiento, por la vida final edificante y la muerte «santa» que se le ha atribuido.

⁸⁸ *Discurso de muchas cosas notables y de edificación que dixo e hizo en la prisión, y al tiempo de su muerte, el Excell. Duque de Ossuna*, con licencia, Sevilla, Francisco de Lyra, 1624, BNE, VE/1328-8.

⁸⁹ *Verdadera relación de los grandes regozijos y fiestas que en mar y tierra se hizieron en la ciudad de Mesina del Reyno de Sicilia, en celebración de los felices casamientos entre los católicos y cristianísimo reyes de España y Francia [...]. Cuéntase así mismo de una piadosa hazaña que el Excelentísimo Duque de Osuna hizo por remate y conclusión de las dichas fiestas [...] y el gran aplauso con que todos los sicilianos y particularmente los mesinenses y los de Palermo dicen a boca llena que tienen en él un gobernador santo*, con licencia, Granada, En casa de Bartholomé de Lorenzana, 1612, Bib. Real Academia de la Historia, 9/3718-33.

LES CONQUÉRANTS DES INDES OCCIDENTALES AUX PRISES AVEC LA « REPUTACIÓN »

Louise Bénat-Tachot
Sorbonne Université, CLEA

LE POIDS DE LA VISION LASCASIENNE

Deux des motifs iconographiques du *Triunfo de la Fama* de Pieter Coecke van Aelst (1640), les trompettes et les colonnes qu'Hercule déplace au bout du monde (*plus ultra*), sont étroitement liés pour illustrer la geste des conquérants dans le Nouveau Monde et « au-delà ». Comment ces quelques milliers d'Espagnols qui se sont déversés sur les terres américaines et qui, en soixante ans, ont reconfiguré l'*imago mundi*, vont-ils être acclamés ou jugés dans l'historiographie contemporaine des faits, par la Couronne et enfin par l'opinion ? De quelle *reputación* vont-ils jouir ? Pourquoi et avec quels effets ? Glosant ce cher Georges Brassens, il semble bien que s'agissant des *conquistadores*, les trompettes de la renommée soient « bien mal embouchées » et c'est toute la question d'une telle « mauvaise réputation », bien solidement établie dans les esprits que je souhaite (re)poser dans cette étude.

S'interroger sur la réputation des *conquistadores* relève du défi et du paradoxe. Que peut-on ajouter à la vision infernale construite par la légende noire : celle du *conquistador* maître d'œuvre d'un théâtre de la cruauté américain ? Qu'il suffise de se référer aux illustrations à la traduction française de la *Brevísima relación de la destrucción de las Indias* de Bartolomé de Las Casas, faite par de Jacques de Miggrode. Le graveur Theodore de Bry y redoublait la puissance de feu du texte de Las Casas, pour lequel les *conquistadores* ne sont que des « *lobos e tigres e leones cruélísimos de muchos días hambrientos* »¹. Il n'est guère utile de revenir sur ce montage politico-historique et iconique qui permit aux pays luthériens et aux puissances exclues du traité de Tordesillas d'associer dans leur campagne de dénigrement la Couronne d'Espagne aux *conquistadores* papistes et diaboliques.

1 Bartolomé de Las Casas, *Brevísima historia de la destrucción de las Indias*, Madrid, Atlas, BAE, 1958, t. CX, p. 135. *La Destruction des Indes de Bartolomé de Las Casas (1552)*, trad. Jacques de Miggrode (1579), gravures de Théodore de Bry (1598), Paris, Chandeigne, 1995. Les gravures de Théodore de Bry sont disponibles sur <http://gallica.bnf.fr> (Bibliothèque nationale de France).

Je voudrais m'en tenir à la seule Espagne car ce n'est pas le moindre des paradoxes que les plus violentes critiques dénonçant l'infamie des conquérants soient nées en Espagne, dès les premières heures de la conquête. Dès le début du siècle, fray Antonio de Montesinos montant en chaire pour commenter l'Évangile « *ego vox clamantis in deserto* » au quatrième dimanche de l'Avant, commençait son sermon en condamnant solennellement les conquérants et les premiers colons de l'île d'Haïti-La Hispaniola. Il déclarait : « *Todos estáis en pecado mortal y en él vivís y morís por la crueldad y tiranía que usáis con estas inocentes gentes* »². Tout est dit dès 1511. Ensuite vint Las Casas qui dès les premiers *memoriales* de 1517 jusqu'aux derniers de 1564 énoncera la condamnation de la conquête armée et, donc, des conquérants³.

302

Mais qu'en est-il de l'historiographie officielle du XVI^e siècle ? Les chroniqueurs ont, en effet, glorifié la *gran empresa de las Indias*, geste militaire inouïe, dépassant de très loin tous les récits de l'Antiquité (Alexandre ou les Argonautes). Ainsi, le premier d'entre eux, López de Gómara, dans son fameux prologue de la *Historia de las Indias* de 1552, se fait le chantre de cette geste des Temps modernes : « *Nunca nación estendió tanto como la española sus costumbres, su lenguaje y armas, ni caminó tan lexos por mar y tierra, las armas a cuestras* ». Cette geste triomphale est évidemment voulue par Dieu : « *Quiso Dios descubrir las Indias en vuestro tiempo y a vuestros vasallos, para que las convirtiédes a su santa ley, como dicen muchos hombres sabios y cristianos* »⁴.

LE CONQUÉRANT ET L'HISTORIOGRAPHIE

Quel sort réserve l'historiographie primitive des Indes aux conquérants eux-mêmes, depuis Pierre Martyr jusqu'à l'Inca Garcilaso et Herrera au début du XVII^e siècle, en passant par Fernández de Oviedo et López de Gómara ?

2 Bartolomé de Las Casas, *Historia de las Indias*, Madrid, Alianza Editorial, 1994, t. V, L. III, chap. 3 et 4, p. 1761.

3 Les conquérants sont des êtres à la fois exceptionnels par leur « geste » et maudits ; encore aujourd'hui, plus de cinq siècles plus tard, leur réputation est le territoire d'opinions contradictoires, de tensions, de polémiques, de fascination et de répulsion. Il est bien difficile de se dégager de la vieille dispute entre indigénistes et hispanistes. Il a fallu attendre 2015 pour qu'une exposition *Itinerario de Cortés* (curateur Martín Almagro-Gorbea) voie le jour à Madrid dans le *Centro de Exposiciones Arte Canal* du 3 décembre 2014 au 3 mai 2015. Rodrigo Martínez Baracs s'interroge sur la possibilité qu'une telle exposition soit présentée à Mexico pour le cinquième centenaire de la conquête du Mexique (1519-1521). Il déclare : « *Pero tal vez todavía no hemos madurado como pueblo para discutir con serenidad sobre la conquista, que fue la verdadera fundación de nuestro país* » (Rodrigo Martínez Baracs, « Actualidad de Hernán Cortés », dans María del Carmen Martínez Martínez et Alicia Mayers [dir.], *Miradas sobre Hernán Cortés*, Madrid, Ibero americana-Vervuert, 2016, p. 264).

4 Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, 1552, « A Don Carlos, Emperador de Romanos, Rey de España, Señor de las Indias y Nuevo Mundo, Francisco López de Gómara, clérigo », Madrid, Atlas, BAE, t. XXII, 1946, p. 156.

Force est de reconnaître que ces chroniqueurs favorables à la conquête vont être critiques et parfois féroces à l'égard des conquérants eux-mêmes. Je n'en donnerai que quelques exemples.

Une fêlure se loge au cœur même des louanges que dresse Gómara, le plus espagnoliste des chroniqueurs à l'endroit des conquérants dans le chapitre qui clôt la *Historia de las Indias* et dont le titre est toute à la gloire de ces arpenteurs du monde, auteurs d'une geste inouïe.

Capítulo 224 : Loor de españoles

Tanta tierra como dicho tengo han descubierto, andado y convertido nuestros españoles en sesenta años de conquista. Nunca jamás rey ni gente anduvo y sujetó tanto en tan breve tiempo como la nuestra, ni ha hecho ni merecido lo que ella, así en armas y navegación como en la predicación del santo Evangelio y conversión de ídólatras; por lo cual son españoles dignísimos de alabanza en todas las partes del mundo [...]. El mal que hay en ello es haber hecho trabajar demasiadamente a los indios en las minas, en la pesquería de perlas y en las cargas. Oso decir sobresto que todos cuantos han hecho morir indios así, que han sido muchos y casi todos, han acabado mal; en lo al paréceme que Dios ha castigado sus gravísimos pecados por aquella vía⁵.

Les guerriers qui se transforment en exploiters des Indiens sont donc coupables, et sont punis par la justice immanente : tous ont mal fini pour punition de leurs crimes.

Pedro Mártir, quelque vingt ans plus tôt, faisait la même observation sur le sort funeste des conquérants et leur mort désastreuse (*la mala muerte*) : les Pinzones périront sous les flèches empoisonnées des cannibales du Marañón ; Juan Díaz de Solís, découvreur du Río de la Plata, sera tué et mangé par les Tupinambas locaux ; Juan de la Cosa a un destin similaire ; Diego de Nicuesa périra noyé et mangé par les poissons ; Juan Ponce de León, vaincu par les indigènes floridiens et mortellement blessé, mourra arrivé à Cuba, y « *otros muchos capitanes y escuadrones muertos por la valentía de los canibales a quien proporcionaron con sus cuerpos ricos convites* »⁶ tels sont les châtements qui tombent « *crumentamente sobre la cabeza de los opresores* » ; il remarque que le seul à être resté en vie est Cortés (« *solo queda en pie Cortés* »). Rappelons que ce chroniqueur milanais n'a pas eu l'occasion de commenter les conflits andins, son œuvre se termine en 1529.

Sous la plume de Gonzalo Fernández de Oviedo il en va de même. La liste est longue de ceux qui se bousculent aux portes de l'enfer, qu'ils meurent par ignorance, par bêtise, par cupidité, par ambition ou par envie d'en découdre.

5 Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, op. cit., p. 294.

6 Pedro Mártir de Anglería, *Décadas del Nuevo Mundo*, Madrid, Polifemo, 1989, Dec. VII, p. 441.

Mais cette liste devient interminable lorsqu'on ajoute les conquérants du Pérou. La fabrique de l'infamie semble alors s'emballer. Si on s'en tient aux capitaines les plus connus, leurs crimes trouvent une juste sanction dans une mort aussi infamante que méritée. Le premier de la liste, Pedrarias Dávila, est passé maître – nous dit le chroniqueur – dans l'art de la dévastation avec tous ses capitaines et – dans le droit fil de cette *universidad infernal* – trouvent place les conquérants du Pérou. L'égarément de ces expéditionnaires errants est à la fois dans l'espace, mais aussi en esprit, puisqu'ils y perdent leur âme (le plus infâme étant le cannibalisme entre Espagnols).

Le bilan de la Castilla del Oro est terrifiant : « *en Castilla del oro, desde el año de 1542, faltaron más de dos millones de indios, parte y mucha para este daño han seido los gobernadores e cobdiciosos e desconcertados conquistadores* »⁷. Benalcázar, Ampudia, Añasco, Hernández de Córdoba, Juan de la Cosa, Hernando de Soto, tous pratiquent cette méthode dévastatrice, « *aquello no era poblar ni conquistar sino alterar e asolar la tierra e quitar a todos los naturales su libertad e no convertir ni hacer ningún indio cristiano ni amigo* ». Le seul objectif répété inlassablement, « *hartar su codicia* », l'invite à changer le terme de conquistador pour « *alteradores y destruidores de la tierra* »⁸.

Gómara, s'il est moins prolixe, n'est guère plus indulgent ; moins moralisateur et plus féroce dans le maniement de l'humour noir, il évoque de façon narquoise Francisco de Orellana. Ce dernier fit la plus grande navigation fluviale jamais connue en descendant l'Amazone jusqu'à son embouchure, mais Gómara voit ce bel exploit éclipsé par le désastre de la deuxième expédition qui fut armée en brandissant la fable des riches sociétés de femmes amazones. Le chroniqueur se contente de lui faire un *curriculum vitae* à l'emporte-pièce : « *desbaratose su gente y navíos, y así cesó la famosa conquista de las Amazonas* »⁹.

Car la technique de Gómara est de procéder à un règlement de comptes à l'heure de faire l'éloge funèbre et le portrait posthume des conquérants : soit il les ignore et ceux-ci tombent dans la fosse commune de l'oubli ; soit il dresse un portrait tout en demi-teintes qui exclut toute apologie et contamine toute renommée. C'est le cas du portrait posthume de Francisco Pizarro, « *mamó una puerca ciertos días, no se hallando quien le diese leche* »¹⁰. Certes, il a découvert une région richissime, mais il manque cruellement de noblesse et de sagacité politique « *no sabía mandar fuera de la guerra* », valeureux mais grossier, robuste

7 Gonzalo Fernández de Oviedo, *Historia general y natural de las Indias*, Madrid, BAE, Atlas, t. III, p. 311.

8 *Ibid.*, p. 130.

9 *Ibid.*, p. 210.

10 *Ibid.*, p. 245.

mais négligent. Almagro était prodigue au-delà de sa condition ; Carvajal, le héros de Ravenne est un exemple de cruauté digne de la plus noire des épopées.

Le point paroxystique de ces critiques assorties d'une réflexion sur l'homme et ses violences se loge dans un court chapitre qui conclut les guerres du Pérou intitulé « *Otras consideraciones* » :

El oro ciega el sentido, y es tanto lo del Perú, que pone admiración. Pues, así como han seguido diferentes partes, han tenido doblados corazones y aun lenguas, por lo cual nunca decían verdad sino cuando hallaban malicia. Corrompían los hombres con dinero para jurar falsedades; acusaban unos a otros maliciosamente por mandar, por haber, por venganza, por envidia y aun por su pasatiempo; mataban por justicia sin justicia; y todo era por ser ricos¹¹.

Comment était-il possible que le conquérant fût un homme illustre et entrât dans la catégorie des *De viris illustribus* si le mot « conquête » devait être mis sous le boisseau par le roi et le Conseil des Indes dès 1550 ? Le puissant Las Casas clamait que ce mot était « *mahometano e infernal* » et on lui substitua à partir de 1573 (*Ordenanzas de Ovando*) celui de « *pacificación* »¹². Il y a loin de la *empresa* glorifiée de façon emblématique aux capitaines souvent honnis qui l'incarnent. Cela ne pouvait que satisfaire la Couronne pour qui ces conquérants, une fois la geste accomplie, représentaient plus une menace qu'une garantie pour sa souveraineté et pour l'ordre public aux Indes.

Certes, la plus grande chose dans l'histoire de l'humanité est la découverte du Nouveau Monde¹³ et cette véritable épiphanie, on la doit à la grande Espagne et aux 5 000 hommes – la plupart venus d'Andalousie et d'Estrémadure – qui se déversèrent sur les terres américaines et qui furent les artisans du plus grand désenclavement planétaire, comme disait Pierre Chaunu, livrés à la seule force de leur avancée (« *arrojo* »). Sans doute la cupidité des conquérants a été abondamment stigmatisée par les commentateurs contemporains mais la *fama* était un moteur tout aussi puissant. Aller de l'avant, « *con las armas a cuestras* » ! Les conquérants – hommes issus de la culture de la reconquête – pouvaient ainsi légitimement penser se hisser au faite de la gloire. Pourtant, bien que cette dimension soit présente dans l'historiographie primitive des Indes chez

11 Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, op. cit., p. 275.

12 Manuel Lucena Salmoral, « Hispanoamérica en la época colonial », dans Luis Iñigo Madrigal (dir.), *Historia de la literatura hispanoamericana*, Madrid, Cátedra, 1998, t. I, p. 13-14. À partir de cette date, si l'on pouvait « se défendre » d'attaques indigènes, on ne pouvait monter de nouvelles expéditions de conquête, seules étaient acceptables les entreprises de pacification (« *pacificarlos* »).

13 Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, op. cit., p. 156 : « *La mayor cosa después de la criación del mundo, sacando la encarnación y muerte del que lo crió, es el descubrimiento de Indias* ».

les auteurs que nous avons convoqués, loin de l'Espagne, de la personne royale et du Conseil des Indes qui édicte des lois sages, les hommes d'Amérique sont pris tôt ou tard dans la spirale de l'indignité.

Les raisons d'une mauvaise presse...

306

Pour quelles raisons les conquérants américains ont-ils eu, de leur temps, si mauvaise presse ? La puissance de feu de la campagne lascasienne est loin de tout expliquer. La Couronne fut le premier artisan de la *mala reputación* des conquérants, car ces derniers sont perçus comme une force centripète néoféodale qu'il fallait impérativement contrôler et même réduire une fois le travail fait. Les dynamiques de conquête sont nécessaires (car elles drainent des richesses dont la Couronne a toujours plus besoin) mais les hommes qui les incarnent constituent une potentielle menace pour le pouvoir royal absolu, objectif central depuis les Rois Catholiques¹⁴. On sait que Hernán Cortés n'obtiendra jamais le titre de vice-roi : trop fameux, trop implanté en Nouvelle-Espagne, trop soutenu par les élites indigènes et l'ordre franciscain, il sera écarté du pouvoir et lui-même estime que son honneur est blessé par le silence royal, sourd à ses requêtes des années 1543-1545¹⁵. La *fama* du conquistador se trouve assourdie, voire amputée implacablement.

La politique du soupçon, voire de l'hostilité de la Couronne était confortée par le comportement des conquérants eux-mêmes qui offrent le spectacle de la sédition et des luttes de factions. Ils sont donc les artisans de leur propre « infamie » et les souverains voient en eux de constants risques de troubles de *desgobierno* qui menacent les premiers jalons de la société coloniale. L'Amérique est le théâtre de batailles entre Espagnols dès les premières années. Les choses se gâtent avec la colonisation de La Hispaniola et la rébellion de Roldán et des frères Porras contre¹⁶ les frères Colomb ; le Darién sera une poudrière ainsi que l'Amérique centrale ; le Nicaragua, une terre ravagée par les guerres que se mènent les conquérants entre eux. Ils se capturent, s'assassinent (Cristobal de Olid), s'empoisonnent, se décapitent (Francisco Hernández de Córdoba), sont

14 José Manuel Nieto Soria, « La nobleza y el poderío real absoluto en la Castilla del siglo XV », *Cahiers de linguistique et de civilisation hispaniques médiévale*, n° 25, 2002, p. 237-254.

15 Comme le rappelle Bartolomé Bennassar, le mémorial de 1542 et les lettres de 1543 et 1544 sont restées sans réponse. Bien plus, sur la dernière, Cobos a écrit de sa main : « *no hay que responder* ». Dans ces derniers écrits, on ressent ainsi une profonde amertume. Bartolomé Bennassar, « Carlos Quinto y Hernán Cortés », *Coloquios de historia canario americana*, 2000, <http://www.mdc.ulpgc.es/cdm/singleitem/collection/coloquios/id/970/rec/31> (dernière consultation le 18 février 2018).

16 Gómara écrit : « *Salió a ellos Bartolomé Colón, y pelearon. Mató algunos, hirió muchos y prendió al Diego y al Francisco de Porras. Esta fue la primera batalla entre españoles de las Indias, y en memoria de la vitoria llamó Cristóbal Colón el puerto de Santa Gloria, que es en Sevilla de Jamaica, donde estuvo un año, y hasta que tuvo en qué ir a Santo Domingo* » (Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, op. cit., p. 171).

pendus (Francisco Riquelme) ou emprisonnés, se trahissent les uns les autres. Dans le Darién, Balboa expulse Nicuesa ; Ojeda abandonne ses hommes ; et même Cortés, une fois la ville de Tenochtitlan reprise, doit faire face à l'agitation des mécontents. L'Amérique apparaît donc comme une terre de sédition¹⁷.

Les guerres du Pérou ne sont que l'explosion tragique de cette tendance, à la fois factieuse et centrifuge, comme on l'a vu dans le texte de Gómara cité plus haut.

Les conséquences en Espagne sont incendiaires

Le Conseil des Indes est le centre névralgique où affluent hommes et textes ; de sorte qu'une dimension majeure de la conquête est l'énorme fatras judiciaire qui l'accompagne. Ces procès en cascade ouvrent un champ judiciaire labyrinthique et, surtout jettent une opacité et un discrédit sur la gloire des actions menées, puisque celles-ci sont immédiatement contestées par des conquérants rivaux. Ces procès en rébellion, en déloyauté, trahison, etc., se multiplient ; Pánfilo de Narváez s'époumone contre Hernán Cortés qu'il dénonce pour félonie, tout comme Diego de Velázquez, le gouverneur de Cuba, qui s'estime floué. Cortés laissera des sommes considérables dans ses dizaines de procès¹⁸. Ces hommes qui reviennent en Espagne, une fois leurs exploits réalisés, ne sont pas si acclamés qu'on le croit. Francisco de Orellana, pourtant héros d'une navigation inouïe, sera reçu froidement, car il est dénoncé par Gonzalo Pizarro qui l'accuse de l'avoir trahi ; Balboa est, de la même façon, victime de la campagne de Fernández de Enciso qui le dénonce pour avoir pris indûment le pouvoir dont lui seul était légitimement détenteur.

Les erreurs de la Couronne

Il faut aussi reconnaître que la Couronne a mis de l'huile sur le feu et a fait un certain nombre de mauvais choix quant à son personnel politique qui furent autant d'erreurs politiques : elle a mis longtemps à apprendre comment gérer le Nouveau Monde. Les difficultés de gouvernement de l'île de La Hispaniola ont été aggravées par l'envoi de Bobadilla, un gouverneur qui emprisonna Colomb

17 Pour une analyse détaillée de ces multiples soulèvements et mouvements factieux, voir Gregorio Salinero, *La Trahison de Cortés, Désobéissances, procès politiques et gouvernement des Indes de Castille, seconde moitié du xvi^e siècle*, Paris, PUF, 2014.

18 María del Carmen Martínez Martínez a étudié avec un soin particulier les affaires judiciaires qui concernent la famille Cortés. Nous renvoyons à ses excellentes études : María del Carmen Martínez Martínez, « Francisco López de Gómara y Hernán Cortés: nuevos testimonios de la relación del cronista con los marqueses del Valle de Oaxaca », *Anuario de Estudios Americanos*, vol. 67, n° 1, 2010, p. 267-302 ; *id.*, « Conquistadores en los tribunales: Francisco de Vargas vs. Hernán Cortés », dans Louise Bénat-Tachot (dir.), *Semblanzas de conquistadores, e-Spania* [En ligne], 25 octobre 2016, mis en ligne le 1^{er} octobre 2016 : <http://e-spania.revues.org/26056> (dernière consultation le 18 février 2018) ; DOI : 10.4000/e-spania.26056.

(ce qui fut une erreur politique) et fut incapable de juguler le soulèvement de Roldán. En Nouvelle-Espagne, face aux mécontents de la gestion de Cortés, elle crée une audience dont le président Nuño de Guzmán, nommé dans la foulée, se signala par ses pratiques esclavagistes et provoqua plus de mécontents encore. En Amérique centrale dans le Darién, pour pacifier les réclamations de Enciso contre Balboa, elle envoya Pedrarias Dávila qui s'empessa de décapiter Núñez de Balboa, le découvreur, et se signala comme un des gouverneurs les plus brutaux et honnis de toute l'histoire de l'Amérique centrale. Enfin, s'agissant du Pérou, on sait quel effet eut la politique du vice-roi Blasco Núñez Vela envoyé pour appliquer les nouvelles lois, un vieil homme rigide et autoritaire qui provoqua le soulèvement de Gonzalo Pizarro et mourut sous les coups des *encomenderos* révoltés, non sans mettre le Pérou à feu et à sang...

Un cruel déficit de noblesse

308

Les conquérants de la première heure sont, pour la plupart, des hommes de peu : ils ont, dès le départ, souffert d'un déficit cruel de noblesse de sang¹⁹. Ils sont dans leur écrasante majorité des *homines novi*, sans lignage ni fortune ; quelques *hidalgos* ne peuvent compenser la masse des artisans, des soldats, des vagabonds, des paysans ou encore des marins recyclés : Balboa, ou Francisco Pizarro, ou Alvarado en font partie. La Couronne honora, dans un premier temps, les conquérants qui revenaient d'Amérique avec des trésors (Balboa et les perles ; Cortés et les objets précieux mexicains ; Pizarro et la rançon d'Atahualpa ; etc.) en octroyant des habits de l'ordre de saint Jacques²⁰, mais elle fut avare de titres et de charges. Les héritiers de Cristóbal Colón en reçurent trois et, tous, se transformèrent en simples mentions honorifiques, vides de toute réalité sociale ou économique. Ils pallient ainsi la suppression du titre de vice-roi des terres découvertes, pourtant promis au premier découvreur par la reine Isabelle, et mettent un terme aux fameux procès Colomb qui infectaient la vie politique

19 Nous analysons ici les premières vagues de conquérants et non celles qui suivirent au cours du xvi^e siècle. Il y eut ensuite une littérature pour se moquer de la fatuité des Espagnols qui, arrivés aux Indes et enrichis, s'imaginent être de noble lignage (Girolamo Benzoni, Fr. Buenaventura de Salinas, Suárez de Figueroa, etc.). Nous renvoyons à l'ouvrage de Guillermo Lohmann Villena, *Los americanos en las órdenes nobiliarias*, 2 t., Madrid, CSIC, 1993. L'auteur corrige cette vision et fait observer que les conquérants eurent bien des difficultés à anoblir leur geste dans les premières décennies, à la fin du xvi^e siècle : « *muchas informaciones sobre la nobleza en las Indias prescindieron de los abuelos peninsulares, deteniéndose a referir las hazañas de los conquistadores. La aspiración durante los siglos XVI y XVII era tener sangre de conquistadores y en ella se basaba gran parte de la aristocracia de aquellas comarcas* ».

20 Guillermo Lohmann Villena rappelle, par exemple, que la Couronne, par la capitulation du 26 juillet 1529 avec Francisco Pizarro, a converti les *trece de la fama* – qui étaient tous des plébéiens – en « *caballeros de la espuela de oro* » (*ibid.*). Cela ne doit pas masquer une politique de méfiance et de retrait que la Couronne sut aussi observer, en particulier au vu des troubles qui très tôt agitèrent les récentes implantations coloniales.

depuis des années. Le marquisat de la Jamaïque ne fut jamais effectif à cause des attaques des Anglais qui finirent par s'installer définitivement dans l'île ; le duché de la Vega de Santo Domingo, territoire et ville furent anéantis par un tremblement de terre ; et, enfin, le duché de Veragua en Amérique centrale, sur la côte orientale est une zone infestée et tout à fait malsaine où les Espagnols ne purent survivre. Ce dernier titre est concédé à Luis Colomb, le petit-fils, lequel mit, en effet, un terme aux procès Colomb. Luis Colomb, toujours à court d'argent, finira par le revendre à la Couronne, en 1556, contre une rente perpétuelle de 17 000 ducats. Personnage peu vertueux, ni honorable, puisqu'il est exilé à Oran pour polygamie...

Le titre de « marqués del Valle » de Hernán Cortés (valle de Oaxaca) est à coup sûr prestigieux et fait figure d'exception, mais il est mis en difficulté, dès 1566, par la conjuration de son fils, Martín Cortés. Le titre de « *marqués de la conquista* », obtenu par Francisco Pizarro va connaître une histoire chaotique puisque le conquérant meurt assassiné peu après, en 1541. La *carta privada* du 12 octobre 1537 le récompense : « *merced de veinte mil vassallos en essa Provincia, con título de marqués* » (c'est, toutefois, un titre en blanc car la Couronne déclare « *no saber el nombre que tendrá la tierra que se os dará* » et nul ne saura jamais où il se situe exactement²¹).

Pour le reste, les titres nobiliaires ont été octroyés avec parcimonie (même si les titres d'*hidalguía* furent accordés dans une perspective, en général, fiscaliste) au cours du XVI^e siècle, par un long processus d'anoblissement des familles, des lignages et des villes. Mais d'une façon générale, la politique restrictive de la Couronne à l'égard des conquérants et de leurs descendants a engendré une sourde et tenace frustration qui – selon Bernard Lavallé – caractérise même la mentalité et la sensibilité *criolla* (le criollisme).

21 *Francisco Pizarro Testimonio: documentos oficiales cartas y escritos varios*, éd. Guillermo Lohmann Villena, Madrid, CSIC, 1986, p. XXIII. Voici un extrait de cette lettre : « *En lo que suplicáis, que teniendo respeto a lo que nos avéis servido, vos haga merced de alguna cantidad de tierra en la provincia del Callado o de los Atabillos, con título. Acatando lo que vos avéis servido, y la fidelidad y limpieza con que avéis gobernado y gobernáis essa tierra, y el zelo que a las cosas de nuestro Real servicio y Real hacienda tenéis, de que estoy certificado, he avido por bien de vos hacer merced de veinte mil vassallos en essa Provincia, con título de Marqués. Y por que no se tiene relación de la parte donde se os podrán señalar que a vos os estuviese bien, embió a mandar a don Fray Vicente de Valverde, obispo del Cuzco, y a nuestros oficiales dessa Provincia, que me informen dello, como verás por la cédula que va con esta, solicitéis que con brevedad se haga, para que, venida, yo os mande embiar el Título y la provisión de la dicha merced, y entre tanto, llameréis os Marqués, como yo os lo escrivo, por no saber el nombre que tendrá la tierra que se os dará, no se embía ahora el dicho Título* » (Julio de Atienza, *Títulos nobiliarios hispanoamericanos*, Madrid, Aguilar, 1947, p. 71-72).

L'écho de la conquête au sein de la noblesse n'est peut-être pas aussi spectaculaire qu'on le pense. Sans doute Cortés vante-t-il ses exploits, impressionnant ainsi le cercle de ses auditeurs parfois prestigieux, mais on peut opposer, à cette geste, une vision dégradée de l'Indien, un indigène faible, sans réelle capacité guerrière – la meilleure preuve étant la facilité avec laquelle les Espagnols, pourtant en petit nombre, les ont vaincus quand ils étaient des milliers. Le chroniqueur italien Girolamo Benzoni se charge de souligner que ce sont des *indiecitos* qui n'ont pas grand-chose à voir avec les vrais ennemis, ceux qui sont battus sur les terres d'Europe, en Flandres ou dans les campagnes d'Italie, dans les guerres maritimes ou les plaines d'Europe centrale, où l'on voit à l'œuvre les *tercios*. Il nous raconte comment Cortés fut rabroué par quelques nobles espagnols lors du siège d'Alger en 1541, lorsqu'il prétendit pouvoir débarquer et vaincre les escadrons ennemis qui attendaient sur la grève, et que les bateaux sont fracassés par une effroyable tempête :

310

Las virtudes del pueblo romano combatieron contra belicosas y feroces naciones bárbaras de oriente, mientras que los españoles han sojuzgado y sometido a puros animales y simples bestias occidentales [...] así lo entendía un noble español que se encontraba en Argel. Al decir Cortés que había que regresar y hacerles frente [a los escuadrones moros] atacándoles valerosamente, comentó aquel noble : «este animal cree que tiene que vérselas con sus indiecitos», porque allí bastaban diez hombres a caballo para aniquilar a veinticinco mil²².

La conséquence pourrait être que l'enrichissement spectaculaire et brutal de ces hommes de peu face à un ennemi aussi médiocre soit finalement aussi suspect. On ne critique pas tant le fait qu'ils se soient enrichis que la facilité avec laquelle cela a été possible : cet enrichissement est perçu comme inconsidéré. Gómara lui-même observait au sujet de la répartition du butin de Cajamarca : « *Nunca soldados enriquecieron tanto, tan breve ni tan sin peligro, ni jugaron tan largo, ca hubo muchos que perdieron su parte a los dados y dobladilla* »²³.

La Couronne dépendait étroitement de l'or des Indes et des bras qui, à Potosi, Zacatecas et ailleurs, l'extrayaient. Par ailleurs, pour le catholicisme tridentin et l'Espagne qui se fait son champion, la multitude des néophytes américains pouvait peser favorablement face à la menace protestante. L'historiographie qui la sert doit donc mettre en avant la grandeur de cette entreprise de conquête et de ses réussites autant que la nécessité de protéger cette main d'œuvre en passe de grossir la chrétienté. Il faut sans doute récompenser ceux qui en furent les artisans

22 Girolamo Benzoni, *Historia del Nuevo Mundo*, Madrid, Alianza Editorial, 1989, p. 142.

23 Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, op. cit., p. 231.

et veulent en être les bénéficiaires (c'est bien une des fonctions de la *encomienda*), mais il faut aussi araser les ambitions politiques logées chez les hommes qui ont mené cette aventure, qui avancent leur mérites pour *ser más* et revendiquent les privilèges par des *probanzas de méritos y servicios*. Or la Couronne – qui sait donner et, surtout, reprendre – a la chance que la violence de la conquête engloutisse ceux qui auraient pu en être les héros : Cortés et quelques autres batailleront pour que s'accomplisse le cercle vertueux de la réputation, celui de l'octroi du pouvoir, car c'est bien là que le conquérant place son honneur²⁴.

LES TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES : LE CAS DES TROIS HERNANDO

Pourtant les réalités sociales sont plus complexes dès que l'on étudie les cas individuels (puisqu'il n'y a pas, à ce jour, de travail global sur la question du devenir des conquérants revenus en Espagne, seuls quelques bons travaux monographiques – déjà anciens, d'ailleurs, et américains). Je voudrais évoquer le cas de trois figures liées à la conquête : Hernando Colón, Hernando de Soto et Hernando Pizarro. Chacun a hérité d'une réputation entachée mais, par une voie différente, chacun va finir par bénéficier d'une image estimable, digne de mémoire, restaurant ainsi sa *reputación*.

Hernando Colón

Hernando Colomb, fils du découvreur, est un personnage fascinant, souvent cité et assez peu étudié²⁵. On se rappelle la théorie du pilote anonyme qui souilla de façon efficace et durable la réputation du père, le découvreur, un homme aux origines obscures, peu lettré selon certains détracteurs bien qu'habile navigateur. Toutes les occasions sont bonnes pour que certains historiens du temps – en particulier López de Gómara, puis El Inca Garcilaso, affirmant la thèse du pilote anonyme qui aurait donné au découvreur toutes les informations nécessaires à sa navigation –, s'appliquent à réduire le prestige du père pour mieux amputer les titres que réclament ses fils (en particulier Diego Colón). Or Hernando Colón, le jeune frère, va reconstruire l'histoire glorieuse du père en

24 De la même façon, Jiménez de Quesada conquérant du futur royaume de Nouvelle-Grenade, ne se vit pas récompensé avant 1547, soit huit ans après son retour : il eut le titre honorifique de *Mariscal del reino de Nueva Granada*, mais n'obtint jamais le commandement de la juridiction qu'il avait conquise.

25 Signalons quelques ouvrages Juan Guillén Torralba, *Hernando Colón: humanismo y bibliofilia*, Sevilla, Fundación José Manuel Lara, 2004, 283 p. ; Antonio Rumeu de Armas, *Hernando Colón y su época*, Sevilla, Real Academia sevillana de las buenas letras, 1999, 107 p. ; Tomás Marín Martínez, « La participación de Hernando Colón en las Juntas de Badajoz-Elvas de 1524 », *El Tratado de Tordesillas y su proyección*, Valladolid, Universidad de Valladolid, t. 1, 1973, 360 p.

rédigeant une *Historia del almirante*, imprimée en Italie²⁶, mais surtout, il va bâtir pour lui-même une image irradiante et prestigieuse. Éduqué à la cour, il fit très tôt figure d'humaniste, d'excellent cosmographe ; il siégea comme expert lors de la *junta* de Badajoz, en 1529, car il était considéré comme un cartographe innovant et fut l'un des principaux membres de la Casa de la Contratación (il créa l'école de pilotes²⁷). Enfin, il bénéficia des meilleures conditions, tant matérielles que financières pour constituer une magnifique et exceptionnelle collection de livres. Dès l'arrivée de Charles Quint, il disposait déjà de revenus substantiels hérités de son père et il était un personnage notable, un cosmographe reconnu, un « *famoso* » du temps : il avait vingt-huit ans. Le jeune roi n'hésita pas à favoriser ses travaux (en particulier sa *Cosmografía o Descripción de España*). Hernando eut une stratégie personnelle intelligente : il renonça à ses droits politiques et économiques en faveur de son frère, Diego, qui était gouverneur de La Hispaniola, en échange d'une rente annuelle²⁸. Ce n'est pas le lieu ici de décrire de façon détaillée l'œuvre et le parcours de ce vieux garçon, maniaque et solitaire mais il est certain qu'il a su par sa stature de grand intellectuel et de savant construire une réputation exceptionnelle, que rien ne put fêler ni mettre en doute, en investissant un territoire nouveau, très éloigné des arts militaires, celui du savoir.

Hernando Colomb fit partie des suites royales dans tous les pays d'Europe²⁹, pour des séjours parfois prolongés, et, grassement rétribué par le roi, il acheta de façon compulsive, propre à tout collectionneur, tous les ouvrages qu'il voulut, faisant fi des interdictions. Bien qu'il ait été le défenseur le plus constant et le plus redoutable de sa famille lors des procès Colomb, il jouissait de l'estime que l'on doit à un expert, un érudit, un savant.

L'anti colombien Gómara, spécialiste en insinuations malveillantes qui ruinaient le prestige paternel, affirme cependant que la fameuse *Librería* du fils couvrait de prestige la figure du père. C'est que le trésor bibliographique de 15 365 livres que Hernando Colomb avait patiemment acquis au cours de ses multiples voyages dans les pays d'Europe dans la suite impériale avait

²⁶ Hernando Colón, *Historia del Almirante*, éd. Luis Arranz, Madrid, Historia 16, 1984.

²⁷ Il fut une figure éminente de la Casa de la Contratación et engagea les travaux du *padrón real*. Pour cela, il sollicita les pilotes pour qu'ils notent les îles et les côtes parcourues, ainsi que les directions (*rumbos*) : la carte de Weimar (1527) et celle de 1529 – attribuées à Diego Ribero – sont sans doute basées sur ses travaux.

²⁸ En 1526, il s'établit définitivement à Séville, où la mairie lui céda une parcelle en périphérie, à côté de la Puerta de Hércules ; ce lieu d'archives fameux comme sa résidence furent décrits dans plusieurs textes de l'époque et dessinés dans deux vues du *Civitates Orbis Terrarum* et dans une gravure de Wyngaerde.

²⁹ Entre 1512 et 1515, il vécut en Italie. En octobre 1515, il intègre la cour et alterne les voyages officiels avec d'autres, de caractère plus personnel, pour constituer sa bibliothèque et sa pinacothèque.

été non seulement conservé, mais catalogué, indexé selon des principes scientifiques dont la valeur est encore aujourd'hui reconnue par les bibliophiles. Hernando Colomb et ses collaborateurs inventèrent une idée de classification réfléchissant à un *stemma librorum*, sorte d'arbre généalogique pour articuler les domaines disciplinaires (*repertorios hernandinos*). Il veilla à ce que cette bibliothèque fût mise à la disposition des lecteurs, ce qui imposait d'en tenir le registre précis des emprunts et de veiller à la conservation des ouvrages.

Hernando Colón fut également l'auteur d'une *Cosmografía* qui devait être un outil de gouvernement qui ne verra vraiment le jour qu'à la fin du XVI^e siècle avec López de Velasco et les *relaciones geográficas*³⁰. Il fut l'un des premiers à comprendre que la cartographie systématique constituait un outil de gouvernement de grande valeur pour l'administration du pays, même si sa cosmographie et son *itinerario* (inachevé) furent surtout utilisés par ses successeurs (Alonso de Chaves en particulier). Hernando Colón fut une figure singulière, celle d'un homme sans lignage (fils naturel de Beatriz Enríquez de Arana, une humble femme qui, très vite, disparut de la vie de Colomb), qui ne fit pas d'études universitaires académiques (il fut éduqué comme page du prince Juan), sans descendance et dont, néanmoins, la renommée est parvenue jusqu'à nous à travers la *Biblioteca colombina* (13 500 volumes) qui se trouve à la *Institución colombina*. Enfin – et cela conforte encore cette réputation d'homme de science humaniste –, il formula le projet de s'embarquer pour faire le tour du monde, demande que la Couronne lui refusa³¹. Dans ce projet, il expliquait qu'il s'agissait de « *situar las tierras en sus propias distancias y lugares, así en plano como en esférico, para lo cual ha de ser aritmético, astrólogo, cosmógrafo y pintor* »³².

Hernando de Soto

Cet *hidalgo* pauvre d'Extrémadure, parti à dix-sept ans aux Indes, fut l'un des plus prestigieux, l'un des plus riches et l'un des plus audacieux conquérants. Marié à Inès de Bobadilla, fille de Pedrarias et de Isabel de Bobadilla, famille

30 On peut consulter, en ligne, l'article de José Xavier Rodríguez Toro, « La descripción o cosmografía de España (o itinerario) de Hernando Colón, sus "aportaciones" a los historiadores », <http://institucional.us.es/revistas/historia/27/12%20rodriguez%20toro.pdf> (dernière consultation le 18 février 2018). Et également, de Antonio Crepo Sanz, *La descripción y cosmografía de España: el mapa que nunca existió*, consultable en ligne, <http://www.catastro.meh.es/documentos/publicaciones/ct/ct74/4.pdf> (dernière consultation le 18 février 2018). Voir, pareillement, de Klaus Wagner, *Un hijo de Colón en Alemania*, Sevilla, Universidad de Sevilla, p. 101-106. Et l'incontournable Eustaquio Fernández de Navarrete, « Noticias para la vida de Hernando Colón », *Colección de documentos inéditos para la historia de España*, Madrid, Imprenta de la viuda de Calero, t. XVI, 1850.

31 La réponse du monarque en Archivo General de Indias [AGI], « Indiferente General », 418, lib. III, fol. 153v.

32 Luis Arranz Márquez, *Don Diego Colón, almirante, virrey y gobernador de las Indias*, Madrid, CSIC, 1982, p. 348-353.

noble et influente de Castille, figure éminente de la conquête du Pérou, il obtint du roi pour prix de ses services dans cette conquête l'habit de saint Jacques. Pourtant il a une détestable réputation auprès des chroniqueurs, et il est difficile d'être plus vilipendé par l'histoire. Cet heureux bénéficiaire du butin de Cajamarca (1532) va se perdre dans les vastes territoires de la Floride et parcourir des milliers de kilomètres en Amérique du Nord, pendant cinq années, dans une expédition désastreuse³³. Sous la plume d'Oviedo qui, depuis l'observatoire de Saint Domingue, interroge les témoins survivants, il est l'objet de toutes les critiques : « *este gobernador era muy dado a esa montería de matar indios* » ; il ne sait ni où il est ni où il conduit ses hommes en aveugle : « *oh gente perdida, oh diabólica cobdicia; oh mala conciencia, oh desventurados milites* »³⁴ se lamente le vieux chroniqueur. Son récit de vie est le pire qui soit : « *instruido en la escuela de Pedrarias de Ávila en la disipación y asolación de los indios en Castilla del Oro, graduado en las muertes de los naturales en Nicaragua y canonizado en el Perú, segund la orden de los Pizarro* »³⁵. Sa mort fut à l'image de cette fuite en avant : son corps fut jeté dans les eaux du Mississippi.

Sous la plume de Gómara, il n'est guère mieux loti ; il est traité de façon expéditive, et sa trajectoire est l'occasion de souligner les aléas de la fortune :

Siendo la Florida tierra, según fama, rica y abastada, aunque valientes los hombres, pidió su conquista y gobernación Hernando de Soto, que había sido capitán en el Perú, y enriquecido en la prisión de Atabaliba con la parte que le cupo de hombre de caballo y de capitán, y con el coxín de perlas y piedras en que se asentaba aquel rico y poderoso rey. Fue, pues, allá con mucha y buena gente; anduvo cinco años buscando minas, ca pensaba ser como el Perú. No pobló, y así murió él y destruyó a los que le seguían. Nunca harán buen hecho los conquistadores que ante todas cosas no poblaren³⁶.

Les autres relations (celle de Rodrigo Rangel – un membre de l'expédition de Hernando de Soto – et la relation de l'*hidalgo* de Elvas en 1557, un des survivants de l'expédition) signalent sans management les erreurs et la violence de Hernando de Soto et de sa troupe envers les indigènes³⁷.

³³ Cette expédition qui fut vaine a pourtant eu des conséquences en Amérique du Nord : l'expédition laisse sa marque sur les lieux de son passage. Quelques chevaux, qui se sont échappés ou qui ont été volés, contribuèrent à l'établissement des premières populations de mustangs dans l'ouest de l'Amérique du Nord. Les porcs qu'elle y a amenés proliférèrent au sud et les germes de maladies que transportèrent les expéditionnaires vont se développer parmi les populations indigènes.

³⁴ Gonzalo Fernández de Oviedo, *Historia general y natural de las Indias*, op. cit., t. II, p. 172.

³⁵ *Ibid.*, p. 173.

³⁶ Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, op. cit., p.181.

³⁷ Andrés de Burgos, l'imprimeur qui édita le livre à Evora, en 1557, déclare « él afirma que todo lo que aquí va escrito pasó delante de él » ; il est difficile de préciser le nom de l'auteur parmi

Pourtant, au début du xvii^e siècle, deux grands historiens, Antonio de Herrera et l'Inca Garcilaso³⁸, s'attachent à rédiger à nouveau le récit de l'expédition de Hernando de Soto, en en faisant une geste héroïque, en dépit de son issue funeste. C'est là que se joue une reconstruction de la renommée du malheureux capitaine dont ils honorent, en usant parfois des mêmes formules, la vertu, l'endurance, l'habileté, le courage et l'humanité.

Herrera rend hommage à ses vertus de chrétien et d'excellent capitaine qui occupe toujours le premier poste, « *maravilloso ejemplo* », plus loin on lira « *como capitán sabio en todo se gobernaba con mucha razón y consejo* ». C'est sous sa plume qu'on lit le bilan le plus admiratif de l'action du conquérant :

Hernando de Soto [...] siempre usó de liberalidad con los caciques y sus caballeros, y con mucha paciencia sufrió sus bárbaras condiciones y templó sus furias, que le fue de gran provecho para conservarse entre tantas naciones diferentes y feroces gobernando con tanta cordura que cuando no lo hubiera hecho así no pudiera haber durado tanto³⁹.

Surprenant éloge pour un conquérant qui n'a rien conquis, et qui a tout perdu : il n'a su que « durer » et endurer. En effet, cette énorme expédition a dépassé toutes les autres en nombre (700 soldats), en durée (cinq ans) et en extension géographique, puisqu'ils parcoururent des milliers de kilomètres (golfe du Mexique, Floride, Caroline du Sud, Caroline du Nord, Tennessee, Alabama, la plaine du Mississippi, Arkansas, etc.⁴⁰).

Au début du xvii^e siècle, le texte du chroniqueur officiel participe d'une entreprise de promotion nationale mais aussi d'un état des lieux géopolitique. La Floride est cruellement disputée par les Huguenots français depuis la fin du xvi^e siècle⁴¹. La geste de Hernando de Soto passe pour une pérégrination

les cinq Portugais rescapés de l'expédition, certains optent pour Gaspar Pegado qui, selon Diego Barbosa Machado, était originaire aussi de Elvas (voir Fidalgo de Elvas, *Expedición de Hernando de Soto a Florida*, Madrid, Espasa Calpe, n° 1099, p. 27).

38 Herrera traite la geste de Hernando de Soto dans les tomes III et IV pour les années 1539-1541-1543 (voir Antonio de Herrera, *Historia general de los hechos de los castellanos en las islas i tierra firme del mar océano*, édition et étude de Mariano Cuesta Domingo, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 1991, t. III, p. 709-720 et t. IV, p. 28-52).

39 Gonzalo Fernández de Oviedo, *Historia general y natural de las Indias*, op. cit., t. IV, p. 189.

40 José Maria de Heredia commentera dans un de ses poèmes du recueil de poésies *Les Trophées* (1893) la mort de Hernando de Soto « La Floride conquise a manqué sous ses pas. / Un vil tombeau messied à de pareils trépas. / Linceul du Conquérant de l'Inde Occidentale, / Tout le Meschacébé par-dessus lui s'étale ».

41 Depuis François I^{er}, la France dénonçait le partage du monde décidé à Tordesillas en 1494 et le monopole ibérique sur les Indes qui prétendait circonscrire la totalité du continent américain. La politique française consistait à affirmer la liberté des mers et rappeler les droits que les expéditions de Giovanni da Verrazano et Jacques Cartier avaient fondés. Le royaume de France se lance dès le xvii^e siècle dans une politique expansionniste en Amérique, motivée également par les conflits religieux. L'année 1565 fut marquée par le coup de grâce perpétré

héroïque et vertueuse à la fois : certes le héros fut terrassé par les fièvres au bord du Mississipi, mais doter cette expédition d'une légitimité morale et militaire permet d'arrimer les terres continentales septentrionales à la côte floridienne que les Espagnols contrôlent à partir de San Agustín. C'est une sorte de préemption territoriale glorieuse⁴².

Sous la plume de l'Inca Garcilaso, le texte de la Floride est une geste chevaleresque qui doit se lire dans le prisme du Pérou. Soto était accompagné de 700 soldats qui, comme lui, pensaient dupliquer leur aventure au nord du continent pour y découvrir un empire symétrique, un deuxième Pérou à venir. C'est pourquoi, nous dit l'Inca, Soto a eu raison de vouloir gagner de gigantesques territoires, une géographie anticipée des États-Unis actuels. Il affirme d'ailleurs qu'avec le temps des mines d'or seront découvertes (« *minas de oro y plata pudiera ser, y no lo dudo, que buscándolas de espacio, se huvieran hallado* »⁴³), tout comme au Pérou il a fallu quatorze ans pour que soit mis à jour le Cerro de Potosi.

316

La Floride, du coup, devient ce *plus ultra* américain, l'utopie de la projection vers l'ouest de ce que l'Inca n'hésite pas à appeler *el gran imperio de Florida* : les hommes du Pérou sont à nouveau à l'œuvre pour construire cette utopie américaine de l'Ouest, avec à leur tête Hernando de Soto qui incarne une forme d'excellence chevaleresque errante, le *plus ultra* dans sa valeur américaine, c'est-à-dire géographique et économique⁴⁴.

Ainsi, pour des raisons politiques assez différentes, la valeur et la renommée de Hernando de Soto furent restaurées en Espagne au début du XVII^e siècle par l'historiographie qui avait contribué si fortement à le détruire soixante ans plus tôt. D'un côté, il s'agit de reconstruire la légitimité monarchique sur un territoire arpenté sinon conquis ; de l'autre, et de façon durable jusqu'à aujourd'hui en particulier aux États-Unis, il s'agit d'incarner la grandeur fameuse d'un nouvel empire américain septentrional, empire à venir (et qui se

par les Espagnols contre la colonisation de la Floride du huguenot Coligny. Deux massacres ont été organisés : le premier, le 21 septembre, avec l'arasement du Fort Caroline ; le second, perpétré le 10 octobre, à Matanzas Inlet, aboutit à l'extermination de toute personne française en Amérique centrale. Face à eux, se trouve la figure du redoutable Menéndez de Avilés (voir Franck Lestringant, *Le Huguenot et le Sauvage. L'Amérique et la controverse coloniale, en France, au temps des guerres de religion [1555-1589]*, Genève, Droz, 2004).

42 Sans doute la venue en 1586 de Leonor de Soto, fille métisse de Hernando de Soto, venue proclamer les exploits de son père et réclamer les bénéfiques correspondants, ajoutait à l'activation de cette mémoire.

43 Inca Garcilaso, *La Florida del Inca*, Madrid, Alianza Editorial, 1988, p. 583.

44 Il n'a pas de descendance ni de lignage ; on sait qu'à Granada, au Nicaragua, où il fit office de *regidor* et de *vecino principal*, il eut une fille d'une femme indigène, María de Soto, qu'il maria avec un Espagnol, Hernán Nieto, et au Pérou, il eut une autre fille avec une fille de Huayna Capac, Leonor de Soto, qu'il maria également avec un Espagnol, García Carrillo. Dans chacun des cas, la dot fut généreuse (cf. James Lockhart, *Los de Cajamarca. Un estudio social y biográfico de los primeros conquistadores del Perú*, 2 t., Lima Milla Batres, 1986, t. I, p. 186).

concrétisera lors de la ruée vers l'ouest et vers l'or au XIX^e siècle), une promesse toute américaine⁴⁵.

Hernando Pizarro

Si Hernando de Soto fut la cible des chroniqueurs, Hernando Pizarro ne connut pas un sort plus enviable. Les chroniqueurs s'en prennent à lui, en particulier Oviedo et Herrera, qui voient en lui le responsable de tous les maux du Pérou, mais surtout la Couronne et le Conseil des Indes ordonnèrent son emprisonnement alors qu'il revenait en Espagne, au faite de sa gloire.

Rappelons les faits. Né en Estrémadure en 1475-1478, il est le seul fils légitime du capitaine Gonzalo Pizarro y Rodríguez de Aguilar, tous ses autres frères – Francisco, Gonzalo et Juan Pizarro – étant nés hors mariage. À la différence de ces derniers, il fut le seul à recevoir une éducation soignée et à avoir une expérience militaire avant de partir pour les Indes. Il participa aux guerres d'Italie et de Navarre (siège de Logroño) et, au cours de cette dernière campagne, fut nommé capitaine. C'est fort de cette double distinction qu'il va s'embarquer, avec l'ensemble de ses frères, pour le Pérou, sollicité par Francisco Pizarro, le frère aîné. Hernando apparaît comme un « *hombre de alta estatura y grueso* », au caractère puissant et dominateur. Vite hostile à Almagro, il est le chef de famille, celui qui va mettre le Pérou entre les mains du clan Pizarro ; il participe à la capture de l'Inca Atahualpa à Cajamarca, le 16 novembre 1532, et fut chargé d'apporter en España le fabuleux *quinto real* d'une partie de la rançon réunie à Cajamarca⁴⁶. Il gagne, à cette occasion, une fulgurante réputation incontestée qui lui valut d'être nommé chevalier de l'ordre de saint Jacques, et postérieurement, *comendador*. Il put ainsi repartir avec le titre de gouverneur pour son frère Francisco et rien, ou presque, pour Almagro. Sans entrer dans les détails de l'histoire de la conquête, on sait qu'après la défaite de Manco Inca, le successeur d'Atahualpa, la guerre entre pizarristes et almagristes se déchaîna. En 1538, Almagro fut capturé à Cuzco et incarcéré, puis condamné à mort par décapitation : c'est là le point essentiel, car en dépit des suppliques

45 Estebán Mira Caballos, dans son ouvrage *Hernando de Soto el conquistador de las tres Américas*, Badajoz, Fundación Obra Pía de los Pizarro, 2012, affirme que Hernando de Soto fut le conquérant modèle le plus achevé. Un homme inquiet qui constamment se propulse vers de nouvelles terres, dans l'action, présent sur presque tous les théâtres américains : l'Amérique centrale, le Pérou et l'Amérique du Nord. Il a parcouru des milliers de kilomètres dans une époque où cela tenait de l'exploit. Il n'hésite pas à dire que c'est le conquérant qui a parcouru les plus grands espaces américains, depuis l'Amérique du Nord jusqu'en Amérique du Sud. Cet ouvrage curieux et apologétique laisse perplexe...

46 Sur le trajet, il écrivit, en 1533, une lettre à Santa María del Puerto de La Española, lettre circonstanciée aux *oidores* de la Real Audiencia de Santo Domingo sur les événements (découverte et conquête du Pérou) qui a la valeur d'une chronique (première vision des ponts, des routes, des quipus de leur fonction et maniement).

du vieux conquérant, Hernando se montra inflexible. Ce dernier décida alors d'aller en Espagne pour défendre la cause de ses frères et la sienne en particulier. Il était convaincu qu'il allait être entendu et récompensé. Gómara le signale laconiquement :

Fernando Pizarro decía que le había de hacer grandes mercedes el Emperador por sus muchos servicios y por haber allanado aquella tierra, castigando por justicia a quien la revolvió⁴⁷.

Il veut éblouir et séduire par le faste de sa suite, lors de son arrivée en Espagne, comme il l'avait fait quelques années plus tôt, mais le sort en décide autrement : Gómara aime à resserrer, en quelques lignes, la violence de ces revers de fortune, de ces coups du destin (« *Vino a España y a la corte con gran fausto y riqueza; mas no se tardó mucho que lo llevaron de Valladolid a la Mota de Medina del Campo, de donde aún no ha salido* »⁴⁸).

318

Le procès contre Hernando porte sur l'exécution d'Almagro, mais il fut surtout attaqué par Villalobos sur les conditions d'acquisition et d'exercice de sa fortune. Hernando fut incarcéré d'abord dans l'alcazar de Madrid, puis dans le Castillo de la Mota, près de Medina del Campo ; il y restera presque vingt ans, jusqu'en 1561. De façon définitive, sa carrière et sa réputation semblent ruinées. Cet emprisonnement n'est pourtant pas comme on l'imagine. Selon Oviedo « *fue su prisión de forma que mejor se puede llamar triunfo e gloria del mal que ha fecho por acá* »⁴⁹. Ses conditions de vie sont luxueuses, il reçoit de nombreuses visites, s'entoure d'une petite cour et il eut une liaison avec une jeune femme d'une famille ruinée de la noblesse locale, Isabel Mercado⁵⁰, dont il eut deux enfants qui moururent en bas âge. Mais le plus important est qu'à l'âge de cinquante ans, il se maria avec sa nièce, Francisca Pizarro Yupanqui⁵¹ (1534-1598), fille de Francisco Pizarro et de Inés Huaylas Yupanqui dont il eut cinq enfants : Francisco, Juan, Gonzalo, Isabel et Inés. En 1561, lorsque le clan Pizarro ne représente plus aucun danger pour la Couronne, il est libéré et s'installe avec sa famille, dans son fief, à Trujillo.

Pendant toutes ces années, Hernando Pizarro va construire avec ténacité, intelligence et savoir-faire une immense fortune, d'abord en Amérique, puis

⁴⁷ Francisco López de Gómara, *Historia general de las Indias*, op. cit., p. 243.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 243.

⁴⁹ *Ibid.*, t. V, p. 230. Ce chroniqueur est très hostile à Hernando Pizarro dont il transcrit l'acte d'accusation pour en souligner l'indignité. Il décrit sa « prison » comme une vie luxueuse : un service somptueux, des mets délicieux, de la musique, de la vaisselle d'or, bref, la vie d'un aristocrate oisif « *como la pudiera tener un grand príncipe* ».

⁵⁰ Elle mourut comme religieuse au couvent de Santa Clara, à Trujillo, en 1576.

⁵¹ Cf. María Rostworowski, *Doña Francisca Pizarro Pizarro, una ilustre mestiza 1534-1596*, Lima, IEP, 2003.

en Espagne. Il est sans doute un des hommes les plus riches de son temps. Cet obstiné travail de recomposition d'un patrimoine considérable sous de multiples formes a été beaucoup étudié récemment, car il est effectivement spectaculaire. Rafael Varón Gabai a précisément détaillé ce processus⁵².

En se mariant avec sa nièce, Francisca Pizarro⁵³, âgée de dix-sept ans et fille unique légitime du marquis *conquistador* don Francisco Pizarro héritant de biens considérables, Hernando Pizarro engageait le processus de récupération des biens familiaux (y compris ceux de Juan, mort à Cuzco). Ses *encomiendas* et mines péruviennes l'enrichirent énormément ; en particulier les mines de Porco qui étaient les plus riches avant la découverte de Potosí. Il y achemina un contingent d'esclaves noirs qui fut le plus important lot d'esclaves importé au Pérou. Il devint également un commerçant en produits européens qu'il commença à importer avec son propre bateau, dès son premier retour avec la rançon d'Atahualpa, des produits qu'il vendait aux conquérants et aux colons par le biais de ses majordomes. Toute cette structure entrepreneuriale transitait par Panama. Il s'est également distingué comme le premier grand négociant de feuilles de coca qu'il faisait cultiver dans ses *encomiendas* des vallées basses (*yungas*) de Cuzco et de Charcas pour ensuite les commercialiser dans les mines.

La Couronne et le fisc l'eurent pour cible mais, en 1556, en dépit des taxes, amendes, prélèvements et *donativos*, le revenu des *encomiendas* de Hernando et Francisca était de 100 000 à 150 000 ducats par an. Hernando Pizarro comprit vite que la gestion des biens péruviens devenait problématique et quand, sous le gouvernement de Toledo, en 1573, le patrimoine des Pizarro passa à d'autres mains, une bonne partie se trouvait recyclée en Espagne où il s'était consolidé.

La vision de Hernando était globale, mais sa stratégie était faite de petites victoires juridiques, de procédures d'appels sur plusieurs années, tactique d'une grande efficacité, et jamais il n'essaya d'intervenir dans les affaires politiques. La leçon de ses frères avait servi, il préféra mener une guerre d'usure de bureaucrates et d'avocats. Ces trente et une années d'actions en justice eurent des effets variables. C'est donc un curieux paradoxe que cet homme arrogant, ambitieux (détesté souvent, si l'on en croit Oviedo) ait mené une longue guerre d'usure procédurière grâce à une politique de supervision bien menée et un réseau de lieutenants (tous de Trujillo ou presque) extrêmement contrôlé ; sa plus grande victoire, en vérité, fut le tenace évitement du démantèlement de ses biens américains.

⁵² Rafael Varón Gabai, *Francisco Pizarro y sus hermanos: la ilusión del poder*, Lima, IFEA, 1996.

⁵³ Francisca était arrivée en Espagne à cause des problèmes politiques liés aux guerres civiles et au soulèvement de son oncle, Gonzalo Pizarro, et sur ordre de la Couronne.

La renommée du couple est scellée dans la pierre. Pour bien marquer la place qui est désormais la leur dans cette petite ville de Trujillo, il fit construire, outre l'église et un hôpital, un magnifique palais néo-plateresque sur la Grand-Place. Sur l'un des angles on y voit l'écusson monumental concédé par Charles Quint à Francisco Pizarro – dont il ne fit jamais usage – et surtout, sont sculptées dans la pierre, les quatre têtes représentant Francisco et son « épouse », Inès Yupanqui, fille de Huayna Capac, et de l'autre côté, le couple Hernando et sa nièce Francisca. Pour parfaire cette situation dans l'aristocratie espagnole, il manquait un titre de noblesse : des cédulas royales de 1578 autorisèrent Francisca d'abord, puis Hernando, à fonder et ensuite unir deux majorats de ce qui, sous Philippe IV, deviendra le marquisat de la conquête.

320

Hernando Pizarro devint ainsi une figure majeure de la ville de Trujillo (anoblissement de ses descendants par mariage – Francisco de Pizarro y Pizarro épousa la fille des Puñonrostro, par exemple – et récupération du titre de *marqués de la conquista*). Sa renommée trouvera un écho littéraire. On sait que Tirso de Molina⁵⁴ (1626-1631), dans sa trilogie pour glorifier le nom des Pizarro et la confirmation du titre de *marqués de la conquista*, consacra la troisième pièce à Hernando Pizarro (*La lealtad contra la envidia*⁵⁵). Dans l'acte I de cette pièce – commandée à ce mercédaire dont l'ordre avait toujours été favorisé par Pizarro –, Quintanilla déclare à Hernando Pizarro : « *dichoso vos, don Femando / que no cabiendo en el mundo / buscásteis otro segundo / nuevos polos conquistando / que el non plus ultra dilata y al cesar su globo humilla* ». Ce à quoi Hernando répond : « *don Alonso Quintanilla, fama pretendo, no plata* ».

Ces trois trajectoires illustrent quelques voies ayant permis des processus de reconstruction d'une réputation pourtant bien malmenée dans les années 1540 et 1550 : le savoir, l'historiographie et ses utopies politiques ou l'argent ont permis que résonnent, peut-être en sourdine, les trompettes de la renommée. Cette histoire de conquérants est aussi celle de la politique de la Couronne qui fit et défit ; donna et reprit ; récompensa et sanctionna ; mais, en définitive, toujours bien décidée à tirer le maximum de profit de l'aventure américaine sans jamais permettre que n'émerge une aristocratie militaire. Les méandres de la renommée des *conquistadors* américains en sont la preuve. Cela ne sera pas sans conséquences sur la société coloniale.

54 Nous savons que ce fut précisément Francisco Yupanqui qui finança avec ses biens propres la fondation du couvent de l'ordre de la Merci à Trujillo, ce qui resserrait encore plus les liens de la famille Pizarro avec la congrégation.

55 Tirso de Molina, *La lealtad contra la envidia*, édition de Miguel Zugasti Alicante, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, 2006, <http://www.cervantesvirtual.com/obra/la-lealtad-contra-la-envidia--o/> <http://e-spainia.revues.org/26056> (dernière consultation le 18 février 2018).

DON PEDRO DE SANTACILIA Y PAX,
BANDIDO Y PROCURADOR REAL.
ALGUNAS CALAS EN SU EPISTOLARIO

Antonio Bernat Vistarini
Universitat de les Illes Balears

El objetivo principal de estas líneas es dar a conocer un largo proyecto de investigación que nos ha llevado a tener prácticamente listas para su publicación definitiva las 6 838 cartas conservadas en el archivo epistolar de don Pedro de Santacilia y Pax (Palma, 1592-1669). A lo largo de la extensa correspondencia de un hombre que supo manejar durante toda su vida los resortes del poder, se verá de forma directa la función decisiva e insustituible que desempeña la reputación, los tonos a la vez sutiles e impositivos con que ésta se expresa.

A pesar de la importancia que para muchos aspectos de la historia de la Mallorca del siglo XVII tiene el personaje de que hablamos, su biografía no ha sido encarada seriamente y se encuentra dispersa en varias fuentes que no siempre mantienen una información homogénea ni veraz. Por supuesto, ello no ha impedido, más bien al contrario, que don Pedro se convirtiera con el tiempo en un personaje relativamente legendario –si bien nunca tanto como su pariente Ramón Burgues Zaforteza, segundo conde de Santa María de Formiguera, el mítico *Comte Mal* (1627-1694)¹ o, incluso, que se le hiciera protagonista de alguna novela notablemente fantasiosa pero interesante como *El pendón de Santa Eulalia o Los fueros de Cataluña* (1858), de Manuel Angelón y Broquetas².

- 1 Referimos la última publicación de conjunto sobre este personaje, con buen análisis contrastivo de lo legendario y lo real, y ajustada bibliografía: Caterina Valriu y Tomás Vibot, *El Comte Mal: entre la historia i la llegenda*, Palma, El Gall Editor, 2013. Documentación muy precisa en Pedro de Montaner y Aina Le-Senne, «Aproximación al estudio de la clase noble en Mallorca. El patrimonio de los Formiguera durante el s. XVII», *Trabajos de Geografía*, 34, 1978, p. 55-85.
- 2 En el dibujo del personaje que hace el autor, Santacilia aparece justo en el trance que nos interesa aquí: el uso de una reputación oscura pero útil a la Monarquía, en concreto a Olivares. La entretenida trama parte también del riesgo que corre la reputación y el poder de Olivares al haber extraviado una carta firmada por el conde de Villamediana con su propia sangre para acusar de su muerte a Felipe IV y que Olivares usaba para extorsionarle. Santacilia, elegido por Olivares por sus turbias habilidades, deberá recuperarla. En la trama, iniciada justo después del *Corpus de Sang* (1640), se involucran pronto Roque Guinart, los entresijos de la *Guerra dels Segadors* y el tema del bandolerismo. Otra divulgación reciente de su figura que aporta una magnífica selección de imágenes alrededor de la finca familiar de Alfàbia, en la web de IB3:

Estos son los datos. Don Pedro, hijo de Juan Miguel de Santacilia y Togores (†1594) y Margarita de Pax (†1608) nació en 1592 y fue bautizado el 25 de diciembre en la parroquia de San Nicolás de Palma. Casó en primeras nupcias, el dos de febrero de 1643, con Magdalena Togores Montanyáns y García —eran primos segundos y hubo que obtener dispensa en Roma, sellada el 7 de octubre de 1642—. Con ella iba a tener tres hijos: Leonor (1644-1677), Juan Miguel (1646-1668) y Nicolás (1649-1694). Tras la muerte de la primera esposa en julio de 1649, se volverá a casar, el 11 de mayo de 1653, con Leonor Despuig y Despuig, viuda de Tomás Torrella y Verí, con quien ya no tendrá más hijos. Murió el 19 de diciembre de 1669 y fue enterrado en la catedral de Palma, en la capilla de Santa Cecilia (hoy del Santo Cristo del Descendimiento) «con gran pompa, el día siguiente, llevando 32 hachas por razón de sus títulos y 4 por el rey»³. Solo su hija Leonor tuvo descendencia.

322

Además de los hijos legítimos, don Pedro tuvo también a Arnaldo, que se educó en casa de los condes de Zavellá y murió luchando junto a su padre en la Batalla de Nördlingen (1634); Pedro, fallecido en 1639 en Colliure, y Margarita, educada en casa de una tía, Isabel de Santacilia, y que murió en Madrid en 1635.

Para la historia de nuestro epistolario, es importante apuntar que el heredero de todos los bienes de la familia de don Pedro fue su hijo Nicolás, casado con Leonor de Verí y Oleza. Al no tener hijos éste nombró, a su vez, heredero a su sobrino Gabriel de Berga y Santacilia (1662-1706, hijo de su hermana Leonor). Y éste, caballero de Santiago y capitán de caballería, murió de un arcabuzazo en el pecho cerca de su casa durante la Guerra de Sucesión⁴. El poderoso linaje de los Santacilia, que tantísimo peso había tenido en la política y la historia de Mallorca desde su llegada en tiempos de la Conquista de Jaime I (1229), prácticamente alcanzaba en estos momentos su final, pues su hijo y heredero, Gabriel de Berga y Zaforteza (1705-1754), habido en matrimonio con Isabel Zaforteza y Sureda de Santmartí, tras casarse a su vez con una prima, Leonor de Berga y Salas, iba a tener un solo hijo, Gabriel de Berga y de Berga Salas, que murió sin descendencia en 1756, a los 21 años. Lo relevante es que en las manos de Gabriel de Berga y Zaforteza se había acumulado un enorme

Alfàbia, Pere de Santacília, <https://goo.gl/yAlyVX>. Véase también la nota de Jaime Salvà, «Don Pedro de Santacilia y Pax», *BSAL*, 31, 1954, p. 203-210.

3 Álvaro Campaner y Fuertes, *Cronicón Mayoricense*, Palma, Ediciones de ayer, 1967(1881-1884), p. 427.

4 Sobre este personaje, partidario de Felipe V y asimismo protagonista de un proceso de manipulación legendaria, véase Eduardo Pascual Ramos, «Recreació literària d'un episodi de la Guerra de Successió a Mallorca: la forja d'un heroi», *Estudis Baleàrics*, 96-97, 2009-2010, p. 193-206; y en general para estos acontecimientos, del mismo autor, Eduardo Pascual Ramos, *Poder y linaje durante la Guerra de Sucesión en el reino de Mallorca. El marqués de la Torre*, Palma, El Tall Editorial, 2013.

patrimonio⁵ entre cuyos tesoros, en este caso de orden cultural y documental, estaba el archivo epistolar del viejo don Pedro de Santacília y Pax, ápice de poder al que pudo llegar la familia. El testamento de Gabriel de Berga y de Berga Salas, también último eslabón masculino de la familia Berga, era, pues, un asunto de importancia mayor. Y no iba a quedar exento de complicaciones cuando optó por nombrar heredera universal de todos sus bienes a su prima Cecilia Zaforteza y Berga (1722-1789), una mujer culta y excepcional en muchos aspectos para aquella sociedad mallorquina del siglo XVIII⁶. Los pleitos desencadenados iban a prolongarse durante más de cien años pero entre los bienes que Cecilia logró detentar estaba nuestro epistolario, que se conservaría milagrosamente íntegro, primero en la casa señorial construida por ella, Son Berga Nou, en Establiments, a las afueras de Palma⁷, hasta llegar al día de hoy en poder de don Luis Zaforteza y Villalonga, marqués del Verger, en la *possessió* de Vinagrella (Llubí). Al archivo original se unieron algunas cartas correspondientes a los propietarios posteriores. Así, uno de los 41 legajos que componen el conjunto, el número 6, reúne precisamente 241 cartas recibidas o enviadas por Cecilia Zaforteza. Sólo por este legajo –que, de hecho, es marginal dentro del corpus– ya valdría la pena nuestra labor de edición, al contener informaciones valiosas de la intrahistoria mallorquina, mezcladas con referencias de tipo personal y afectivo propias de las cartas privadas, más el reflejo de un preciso estadio del contacto de las lenguas española y catalana

- 5 Señor de la baronía de Banyalbufar, caballero de Calatrava y gentilhombre de cámara del rey. El inventario de sus posesiones a su muerte es muy impresionante. Véase, p. e., Jaume Albertí, Ramón Rosselló y Tomás Vibot, *Son Valentí, Son Balaguer, Ses Mosqueres*, Palma, Antiga Impremta Soler, 2002, p. 62.
- 6 Sin duda, al quedar viuda –de Francisco Sureda de Sant Martí, primer marqués de Vilafranca, que hizo heredero a su primo Salvador Sureda de Sant Martí– en 1748, gozó de cierta autonomía que le permitió desarrollar unas iniciativas sociales y culturales notables, como atestiguan algunas de las cartas que editamos. Por ejemplo, la que cruza con el pintor, naturalista y miembro de la Academia de San Fernando, Cristóbal Vilella (cf. Antonio Furió, *Diccionario histórico de los ilustres profesores de bellas artes en Mallorca*, Palma, Gelabert y Villalonga, 1839, p. 206-210) el 20 de diciembre de 1772, donde vemos al artista intentando obtener –y consiguiéndolo– su patrocinio. Le regala una pintura y con ella va esta nota hasta ahora inédita: «Remito a v. s. este corto obsequio, que más me ha servido de entretenimiento que de fatiga, y perdone v. s. de [ilegible] los cuatro borrones, y si acaso a v. s. se le ofrece algún frontal o pulis[?] para alguna de sus capillas, suplico a v. s. me lo mande pintar, sin querer paga alguna si no es sólo que importasen los colores, remitiendo sólo el bastidor y tela». Vilella pintó por encargo suyo los cuadros de la Sagrada Familia de la iglesia de Establiments y le decoró una carroza.
- 7 También se ha elaborado recientemente una imagen popular de Cecilia Zaforteza en Mallorca, esta vez relacionada con su papel de cierto compromiso social –aparte de sus continuadas obras de beneficencia, es responsable del mantenimiento desde 1777 del Colegio de Huérfanas de Palma («Les Minyones»)– y con su reputación de mujer culturalmente inquieta –como demuestra, aparte de las relaciones con los pintores Guillem Mesquida y el mencionado Vilella, la arquitectura y ornamentación de Can Berga des Mercat y Son Berga Nou–. Véase en la web de IB3: *Son Berga. Cecilia Zaforteza, una dona avançada* <https://goo.gl/Os3jGZ>.

en la Mallorca del siglo XVIII. El legajo cubre medio siglo exacto, desde 1739, cuando Cecilia cuenta apenas 17 años hasta su muerte en 1789. En la variada tipología de las cartas, además de 16 escritas por la propia Cecilia Zaforteza, se enumeran hasta 113 manos de toda la escala social (desde nobles hasta siervos, monjas o miserables que piden limosna, pasando por eclesiásticos o representantes del derecho, con una peculiar abundancia de voces femeninas); en conjunto predominan las personales y familiares sobre las oficiales y de negocios. Permítasenos dar a continuación tan solo un ejemplo para apreciar de primera mano la mayoría de rasgos enunciados:

Querido sobrino y muy Sr. mío,

En carta de 11 del pasado [septiembre de 1748] participé a V. E. la pérdida de mi querido esposo y tío de V. E., poniendo cuatro palabras solamente de mi puño, pues no me pude alargar más por estar ocupadísima, traspasada del vehemente dolor que corresponde a tal desgracia, y nada buena, por tener un resfriado muy fuerte del cual aún estoy mal convalecida. Ahora que me encuentro algo mejor y desembarazada pongo en noticia de V. Excelencia cómo mi querido esposo y tío de V. Excelencia en su testamento hace heredero universal de todos sus bienes a D. Salvador Sureda de Sant Martí y Cotoner, su primo, mandando me deba pagar anualmente y mientras durare mi vida 800 *lliures*, moneda mallorquina, para mi manutención y alimentos, de las cuales haya [§2] 300 *lliures* perpetuas de que yo pueda disponer después de mis días, las que podrán redimirse por 600 *lliures*. Manda también se me entreguen todos los diamantes y otras alhajas de que yo me servía, porción de su plata y alhajas suficientes para componer una casa, la que ya tengo prevenida y alquilada, para luego que pueda dejar la que habito transferirme a ella.

Ha hecho una corta expresión del cariño tan grande que profesaba a V. E. mandando se le entreguen su espada y bastón de oro que le regaló mi venerado hermano y padre de V. E. Si de mí hubiera dependido el remitírselo, ya lo tendría V. E. en su poder pero como toca al heredero, que con el inventario se ha purgado [?] de la más despreciable menudencia, no me ha parecido hablar de nada. Cuando haya pasado a mi casa, lo que ansiosamente deseo por hallarme en una situación bastante embarazosa, no dejaré [§3] de participarlo a V. E., y no me será dificultoso heredar de mi querido esposo el cariño, afecto y propensión que le tenía particular a V. E.

Perdone V. E. y déjeme explicar que no encuentro otro consuelo sino con aquellas personas que se me acompañan con mi continuo desconsuelo de la falta de la persona. Yo me estoy sola, y con mi genio melancólico se me pasan los más de los días que, haciéndome fuerza, hablo lo preciso.

Desejo [deseo] el que V. E. experimente mi cariño en cuanto se le ofrezca de mí. Poco es lo que puedo, pero de lo que fuere será mi mayor gusto disponga V. E. a su arbitrio. Estimaré exprese mi afectuoso cariño a mi sra. la condesa y apreciable sobrina, poniéndome a sus órdenes con el más reverente obsequio, y un abrazo al sobrineto.

Quedo de V. E. suplicando al Sr. le guarde los muchos años que le suplico.

Mallorca, y octubre 29 de 1748⁸.

Interesa ya aquí, para el tema de este volumen sobre la reputación, un apunte relacionado con el análisis lingüístico: la consolidación social y de estatus de Cecilia Zaforteza a lo largo de su edad corre parejas con el aumento de la presencia del castellano en las cartas, lo que demuestra un repliegue del uso del catalán al ámbito doméstico y privado frente al castellano para los tratos oficiales; uso que se amplía según van pasando los años. Pero también encontraremos a algunos catalanohablantes esforzándose en escribir en castellano por puro respeto. Así lo revela, por ejemplo, la carta de una mujer, Ana Francisca Ghezzi, implorando ayuda (transcribo ahora literalmente): «[...] suplicandole de una caridad aliandose toda desnuda y con sus ycos [«hijos»] lo qual no puede salir de Casa para ir a la misa de tan indiciente que se alla e sin tener travaco [«trabajo»]»⁹.

Si el pequeño corte en el bloque que supone este «legajo 6», sólo con las cartas de la última depositaria que aumentó el archivo de don Pedro de Santacilia, contiene tanta información, imaginemos cómo pueden retratar al personaje y su mundo las aproximadamente 6 600 cartas restantes, casi todas en la órbita directa de una figura, tan polifacética como inasible.

Para organizar tamaño corpus documental, que permanecía en legajos apilados y ligados con un simple cordón, el primer paso –previa limpieza y ordenación en cajas de archivo protectoras– fue, por supuesto, la digitalización completa. En la labor de edición que llevamos a cabo nos enfrentamos a múltiples

8 Modernizo la ortografía según últimas normas de la RAE, y regularizo la puntuación.

9 Delata la lengua materna la sustitución del sonido /x/ (inexistente en catalán) por /k/. Remitimos a los estudios de los aspectos lingüísticos llevados a cabo por nuestro colaborador en la edición, Andrés Enrique-Arias, «Materiales para la historia del castellano hablado en Mallorca: el archivo epistolar de Pedro de Santacilia», en Carsten Sinner y Andreas Wesch (coord.), *El castellano en las tierras de habla catalana*, Madrid/Frankfurt, Vervuert, 2008, p. 219-232; y «Lengua y escritura en la Mallorca del XVIII: el archivo epistolar de Cecilia Zaforteza», en Antonio Castillo Gómez y Verónica Sierra Blas (coord.), *Cinco siglos de cartas. Historia y prácticas epistolares en las épocas moderna y contemporánea*, Huelva, Universidad de Huelva, 2014, p. 313-328. En este último trabajo afirma que en el siglo XVIII mallorquín «personas que saben escribir en catalán y tienen este como su lengua materna prefieren, en ocasiones, escribir cartas privadas en castellano a otros catalanohablantes. Desde luego, no podemos atribuir esta conducta a la legislación que rige el uso del castellano en el ámbito público, sino más bien a una actitud de adopción del castellano como lengua asociada a toda una serie de valores prestigiosos: modernidad, progreso social, poder político y económico, etc.» (*ibid.*, p. 369).

problemas. En primer lugar, no hay más remedio que mencionar el estado de conservación de las cartas –durante años custodiadas con poco cuidado, trasladadas sin las necesarias precauciones de un lugar a otro y, en no pocos legajos, maltratadas por la humedad y la carcoma–, lo que ha dificultado un proceso de transcripción que, sin embargo, ya hemos finalizado. Todas las cartas están, pues, transcritas siguiendo un proceso doble: su copia literal rigurosa a plana y renglón (con numeración de los mismos), y una versión modernizada de cada documento según unos criterios homogéneos siempre accesibles para el lector desde la interfaz de consulta¹⁰.

326

De este modo en la pantalla cada carta ofrece de manera simultánea la imagen original más, a elección inmediata del lector, la transcripción literal o la modernizada. Los problemas de transcripción no sólo derivan de la conservación de los papeles. Hay que tener en cuenta el carácter privado de la mayor parte del epistolario, cosa que redundaba en una escasa atención caligráfica y ortográfica. Este mismo carácter hace que en muchas ocasiones no pueda identificarse el remitente por la ausencia de datación o firma, que tantas veces se sobreentienden, o simplemente por pérdida del sobrescrito. La rapidez y hasta inmediatez con que muchas están escritas, su carácter de nota informativa urgente, deriva de circunstancias tales como proceder de destacamentos militares, estar redactadas en momentos de poco sosiego, sin apenas luz, ser simples borradores o apuntes, aludir a asuntos que deben comunicarse rápido y con cautelas, etc., o de algo muy frecuente en Mallorca: las prisas porque el patrón de la embarcación que tiene que llevarlas no aguardará si el viento para zarpar es favorable. Muchos remitentes manifiestan escasa práctica con la pluma y una alfabetización pobre. Y otros mezclan de tal manera el castellano y el catalán que el resultado es un híbrido tan interesante como imposible de reducir a normas. En este sentido, la transcripción de las cartas en catalán resulta especialmente compleja, como en algunos casos lo es la misma determinación de la lengua usada (tenemos marcadas como catalanas, incluyendo las dudosas, casi 2 600 del total; otras mezclan otros rasgos difíciles de determinar, aunque es notable la frecuencia de aragonesismos e italianismos en cartas de corresponsales de esas zonas). También las hay en italiano (31) y latín (8).

Una vez elaborado el corpus textual, la base de datos permite búsquedas por palabras en todo el conjunto, o más complejas que combinen fechas, lugares de procedencia, remitentes, destinatarios, temas y lenguas usadas. Asimismo, pueden leerse las cartas de cada legajo de manera correlativa

¹⁰ En el momento de la publicación de estas páginas solo falta llevar a cabo la última revisión de las transcripciones y la marcación de los textos, incorporar los contenidos complementarios y refinar el funcionamiento de la base de datos. Todos los materiales podrán consultarse en la web www.santacilia.info.

Fig. 1. Captura de pantalla de la interfaz de consulta
del *Epistolario de Pedro de Santacilia i Pax*, leg. 1, carta 1, 3 de agosto de 1665

ordenándolas según fecha, remitente, destinatario o lugar. Cada carta tiene, además, un sistema de anotación y de información complementaria por medio de ventanas emergentes con fichas biográficas no solo de remitentes y destinatarios sino de muchos personajes citados en el texto de la epístola, además de información específica sobre los acontecimientos históricos relevantes para la historia de Mallorca y el contexto particular de cada año en la vida de don Pedro de Santacilia. El trabajo se completa con las genealogías de las familias más importantes y un conjunto de estudios (a fecha de hoy en fase de elaboración) que explora por ámbitos temáticos (historia económica, historia política, historia militar, aspectos culturales y sociales, especialmente la representación del bandolerismo pero también el corsarismo en esta zona del Mediterráneo, o los mencionados aspectos lingüísticos, etc.) todo este cúmulo de información que iluminará de manera sin duda original los años centrales del siglo XVII en Mallorca. Tengamos en cuenta que hablamos de un número de, al menos, 1 400 remitentes (de numerosas cartas no podemos afirmar su procedencia sino por conjeturas, alusiones o remisiones internas) y 130 destinatarios. Escritas explícitamente a don Pedro tenemos—descontando las dudosas— 4 533, pero deben sumarse las que se le dirigen a través de secretarios u hombres de confianza. En este aspecto, merecen un estudio propio la correspondencia de Jerónimo Pelegrí de Aragüés, que recibe 319 cartas en la última etapa de la vida de don Pedro, desde 1663 hasta su muerte en 1669 (pero sigue recibéndolas y encargándose de asuntos familiares pendientes, hasta 1678; y también envía 119) y la de su tío, Diego Matías de Aragüés. Este es informante de la más íntima confianza desde una época anterior, la más relevante en la vida de don Pedro. Le escribe, a él o a su sobrino, casi siempre desde Madrid (306 cartas como remitente desde 1649), y lo seguirá haciendo con anécdotas y detalles muy de primera mano sobre todo lo que pasa en la Corte hasta dos meses antes de la muerte de su amigo (asimismo es destinatario de 7). Tío y sobrino, entre ambos, están en continua comunicación con don Pedro y canalizan y ejecutan órdenes e informaciones suyas de toda clase.

Aparte de un par de notas de fecha incierta con copia de informaciones de años anteriores, la carta más antigua del epistolario con fecha indiscutible (el fragmento de un recibo de Nicolau García por un pago de Nicolau Montanyáns) es de octubre de 1539; la más moderna está en el citado legajo de Cecilia Zaforteza y es de octubre de 1788.

Como primicia y muestra veamos algún texto de la alta nobleza y otros de siervos o criados de baja extracción. La primera que transcribimos, firmada por Antonio Juan Luis de la Cerda, VII duque de Medinaceli (Madrid, 25/X/1607-Puerto de Santa María, 7/III/1671), tiene la peculiaridad de contener además,

adjunta, otra dirigida a éste por Fernando Álvarez de Toledo y Mendoza, VI duque de Alba (Alba de Tormes, 5/VIII/1595-7/X/1667) y que el de Medinaceli reenvía a don Pedro de Santacilia con una familiaridad y confianza extraordinarias. Son tres interlocutores achacosos y en sus últimos años de vida —meses, en el caso del duque de Alba—:

Heme alegrado de ver por la carta de v. m. de 2 de marzo la buena salud que gozaba. La mía anda de quiebra estos días con los dolores de la gota. De este achaque llevé insinuación el año pasado al salir en campaña, y no traje de ella otra cosa sino la posesión y confirmación. Los demás quedan buenos, y todos para servir a v. m.

A lo mucho que dice v. m. en lo que apunta en su carta añado que el rey de Francia nos rompe la guerra, si bien hasta ahora parece no se quieren dar por entendidos en Madrid. La postura en que nos halla por todas partes este accidente es de calidad que congoja el considerarlo, Dios nos asista.

He escrito a Madrid en recomendación del señor don Nicolás, y lo continuaré, atendiendo con el mismo afecto, y cariño a sus conveniencias que a las de uno de mis hijos.

V. m. se acuerda de tenerme muy regalado y olvida el mandarme, cuando nuestra antigua amistad no permite echar menos lo primero, y debe extrañar lo segundo.

Dios guarde a v. m. muchos años, como deseo. Puerto de Santa María, 27 de mayo, 1667.

Estando cerrando esta carta me llega esa del señor duque de Alba, que es mayordomo mayor. Ahora sabré del señor don Nicolás qué hemos de pedir y le serviré. Mi gota me tiene impedido y ella y la postura del tipo y forma del gobierno me retiran a morir sin más cuidados que los de mi casa. Dígolo a v. m. con esta claridad, continuando la amistad que habemos profesado siempre.

Besa a v. m. las manos

[Firma del duque de Medinaceli]

A continuación, le adjunta a don Pedro la mencionada carta del duque de Alba:

Excelentísimo señor.

Primo y señor mío, quedo muy contento con las buenas nuevas que v. e. me hace merced de darme de su salud. Con ella serán más tolerables los dolores que suele causar la gota, aunque siento cualquier accidente que moleste a v. e., a cuyo servicio quedamos todos en esta su casa de v. e., cuya excelentísima persona guarde Dios como deseo y he menester. Madrid 24 de mayo 1667. [A partir de aquí, añadido con letra muy apresurada y, como se ve en la imagen, difícil de interpretar] Señor, v. e. será obedecido en cuanto estuviere en mi hacerlo, pero

Fig. 2. Carta del duque de Alba al duque de Medinaceli, 24 de mayo de 1667

no sé qué desea su pretensión de don Pedro de Santa Sicilia [Santacilia] ni donde se halla este suceso.

[?] amigo y servidor [Fórmulas de cortesía]

El duque Alba

Excelentísimo señor duque de Medinaceli. Señor primo.

Entre este tipo de interlocutores, de amplia representación en el epistolario, podríamos mencionar también las dos cartas de la condesa-duquesa de Olivares, en las que manifiesta asimismo una confianza inusual. También en este caso parece que se trata de los últimos momentos de su vida. Veamos sólo la primera¹¹:

Mucho me he holgado con la carta de v. m. y las nuevas que me da de su buena salud, la mía prevalece en sus achaques sin que hasta ahora haya reconocido ninguna mejoría, es así que el sr. don Vicente mi hermano vino muy cariñoso y por el camino que escoge espero que le ha de hacer Dios mucho bien y que su Santidad se moverá a concederle el bien [?] que le va a pedir. Mi primo y los niños quedan buenos, gracias a Dios, que guarde a v. m. muchos años. Madrid, 22 de mayo 1647.

[A partir de aquí la carta es de su puño y letra, mucho más irregular]

No creerá v. m. lo que me huelgo con sus cartas, y me escribe tan corto, yo lo paso muy mal siempre de mi enfermedad, y con esto de Lérida Dios nos ayude [alude al sitio de Lérida y la decisiva batalla librada este mismo mes]. El sr. don Vicente está otro, [?] Dios le conserve, porque es a buen seguro le daría v. m. buenos consejos y no deje v. m. de hacerlo siempre.

La sra. duquesa y condesa de Olivares.

Sr. D. Pedro de Santacilia.

Estos son los años de mayor actividad militar de don Pedro de Santacilia y no podemos negar que de este ámbito es difícil seleccionar entre los miles de cartas las más relevantes, pues todas hablan desde un contexto tenso y complejo en que hay que tomar múltiples decisiones, resolver suspicacias, conseguir dinero, contentar a los soldados y relacionarse tanto con los criados como con los más poderosos. Podrá apreciarse el valor del panorama tan

11 La otra, de tono muy similar pero donde habla de sus múltiples sangrías y mala salud y amplía las recomendaciones de su hermano Vicente Agustín. Debe ser de la misma fecha pero tiene todo el margen carcomido y se pierden los finales de línea del recto. Obviamente, aquí no habla doña Inés de Zúñiga y Guzmán, viuda del Conde-Duque por antonomasia, sino Catalina, hija de Enrique de Aragón Folc de Cardona y Córdoba y Catalina Fernández de Córdoba, casada con don Luis de Haro, el sobrino y sucesor de Olivares. Doña Catalina murió en noviembre de este mismo año. Son muchas las cartas y referencias a Luis de Haro y sus actividades en Cataluña en el epistolario que editamos.

sólo con la edición definitiva y completa. Basten, como muestra, algunos nombres de remitentes de tanto lustre como éstos que abajo enumeramos, dejando aparte la nobleza local de Mallorca. Entre ellos se trama una tupida red de favores y contrafavores¹²: el Almirante de Aragón, Francisco Folch de Cardona y Ligne († 1664), los duques de Cardona representados con cartas desde 1627; sobre todo, Enrique de Aragón Folch de Cardona y Córdoba y Luis de Aragón y Fernández de Córdoba (con cartas desde 1633 a 1669, estas últimas, emotivas, en los últimos momentos de vida) y varios otros familiares de esta casa ducal; los condes de Perelada (cerca de 60 cartas), Guimerá, Castrillo, Albaterra, Fontana, Medellín, Molina, Montoro, Oropesa, Robles, Valfranquesa; los marqueses de Camarasa, de Heliche, Leganés, de los Vélez (nada menos que 43 cartas), Castelnovo, Corviso, Egea, Ariza, de las Torres, Mortara, Torrecuso (10), Valladares, Villalva, Villanueva, etc.; los duques de Montalto, Medina de las Torres, Nájera, Nochera, etc. Unos más que otros en cargos de responsabilidad pero todos ellos en la misma red de acontecimientos decisivos para la historia de España, en especial alrededor de Cataluña. No podemos resistirnos a transcribir aquí una de las dos firmadas por Gaspar de Guzmán, Conde-Duque de Olivares, fechada en 20 de mayo de 1642, diecisiete días después de que las tropas franco-catalanas, tras un mes de asedio, levantaran el sitio de Tortosa:

Con una tartana que he despachado estos días aposta, luego que tuve aviso de la armada francesa, y que iban juntándose los trozos de levante y de poniente y que por estas costas andaban procurando invadir a Alicante y a Denia, me pareció debía dar estas noticias al señor virrey de Mallorca, a v. m. [Pedro de Santacilia] y al gobernador de la plaza de Ibiza, como lo he hecho y vuelvo a hacer ahora por si acaso la tartana se hubiese perdido o tenido alguna desgracia. Hasta ahora no tengo aviso de que haya pasado la vuelta de Levante, y así es bien estar con cuidado y prevenido de bastimentos y municiones, y porque he entendido que le falta pólvora en esa placa, he escrito al virrey le socorra con sesenta barriles de los 150 que dejó en aquella ciudad un bergantín y lo mismo le escribí con la tartana. y ahora con don Jorge Dameto, que pasa a la isla por cosas del servicio de su majestad. He querido [preparar] este aviso, seguro que con la noticia de

¹² Veamos a guisa de ejemplo del poder, confidencialidad y grado de fiabilidad en la reputación y relaciones de don Pedro alrededor de los acontecimientos de Cataluña, esta rápida nota que le dirige el duque de Nochera, Francisco Carrafa, fechada en Fraga el 13 de febrero de 1641: «Al sr. marqués de los Vélez he suplicado dé licencia a don Manuel, mi hijo, para venirse a hallar conmigo en la empresa de Lérida. Espero no se la negará, y así suplico a v. m. que, si la tuviere, le haga merced de advertirle la embarcación más segura para venir a Tarragona, y de allí a Vinaroz, para que por tierra venga a esta villa cuanto antes. Siempre soy muy servidor de v. m., y siento no me ocupé en muchas ocasiones de su servicio. A quien guarde Dios muchos años. Fraga a 13 de febrero 1641». Al año siguiente moría en la prisión de la Torre de Pinto.

él no tendré necesidad de hacer otras diligencias para advertir lo que v. m. tiene tan prevenido con su plática y experiencia en el servicio de su majestad, a que con tanta puntualidad acude. V. m. guarde Nro. Sr. a v. m. como deseo, en el Real a 20 de Mayo 1642.

El duque y conde de Olivares.

En este ámbito militar queda resaltado a lo largo de las cartas el papel esencialmente de abastecedor de Santacilia, desde su bien conocida capacidad de realizar rápidas y numerosas levas, hasta la de resolver pequeños problemas de intendencia. Sobre estos últimos, menos conocidos y más visibles en un epistolario personal como éste, podríamos seleccionar cientos de cartas. Un poco al azar entre tanta información, quizá valga la pena ver el tono de un personaje camaleónico que firma 28 cartas en años de numerosas levas y movimientos de soldados alrededor de Zaragoza (sus cartas van de 1637 a 1639 con una última de 1643), siempre referidas a tropas bajo mando de don Pedro. Se llama Matías Monsarró pero a veces escribe en catalán y cambia el Matías por Macià. En todo caso, usa una lengua imposible y una caligrafía a tono con su personalidad casi picaresca, muy adecuada a su trabajo de trato directo con los soldados y sus necesidades. En esta que publicamos, propia de su labor de correveidile, le comenta a don Pedro un pequeño embrollo alrededor de un esbirro al que hay que sacar de la cárcel; y luego trata del regalo de unas perdices y su conflictivo reparto entre las prostitutas, ordenado por don Pedro de Santacilia, atento hasta a estos detalles de la vida de sus subordinados (asunto que aún se alargará en otra carta posterior):

Divendres a deu hores de la nit me despatxà el sr. governador i em digué que les cartes de don Miquel Castellot que v. m. se servís enviar-les per un soldat, que eren cartes del rei. Dijous agafaren a Curio amb dues pistoles i encontinent ahir el sr. governador hi manà que el traguessin de la presó i després fou recomanat pel Salmedina. Encontinent fou allí i diguí a Salmedina que era soldat de v. m. i li feu la libranza per treure'l de la presó, i em tornaren les pistoles i pagà a Curio 17 lliures, 6 per drets de la cort de Salmedina. Molt estim la mercè que v. m. me fa d'haver-me enviat dotze perdius, i davant de Galobardes me llegiren la carta i deia que eren per a mi i per regalar a la puta. Davant de Galobardes doní ja dos parells i es complí la voluntat de v. m. que es menjassin entre putes. El divendres llegí la carta altra vegada i deia que en donés tres parells a Corneli [Trias]. Ja estaven totes donades llavors. Que prengui paciència. D'aquí a cinc o sis dies vaig a Barcelona i estaré la primera setmana de Quaresma a Saragossa. Altra, vegi v. m. allí si fora bo en alguna cosa.

Corneli Tries estarà aquí per enviar despatxos a v. m. Si hi ha carro, enviaré les pomes al pare capellà. De mi part li donarà v. m. mil salutis. A qui Déu molts anys li guardi. De Saragossa, a 22 de febrer de 1639.

Macià Monsarró.

334

No es necesario insistir en que la biografía de Pedro de Santacilia está absolutamente marcada por su relación fundamental con el conflicto que agitó de la manera más seria y en más niveles la historia de Mallorca en los dos primeros tercios del siglo XVII: la lucha entre los bandos de Canamunt y Canavall y el problema asociado del bandolerismo. Desde la monografía de Aina Le-Senne¹³ intuimos mejor la participación de don Pedro en todo aquel entramado, pero queda mucho por determinar. Sobre todo, en los planos más bajos. Perseguir este asunto a lo largo del epistolario es tarea intrincada por la cantidad de nombres, personajes y claves interpretativas que obliga a resolver, pero la oportunidad queda bien patente sabiendo que, como dice en sus *Misceláneas* Eusebio Pascual, aún en el siglo XIX, él vio quemar cerca de 15 000 procesos criminales de la Real Audiencia que trataban en su mayor parte de tales banderías¹⁴ –y, curiosamente, su opinión al respecto no es del todo negativa, pues piensa que así se evitaba la aparición de una nueva minoría segregada de descendientes de bandoleros, como la de los *xuetes*, pero demuestra bien a las claras el desprecio por la conservación de nuestro patrimonio histórico—. Cualquier investigación sobre estos temas debe tener en cuenta las publicaciones mencionadas de Aina Le-Senne, e inmediatamente el trabajo continuado de Jaume Serra Barceló desde que presentara su tesis doctoral en 1995¹⁵; en fechas más próximas, contamos con la excelente monografía de

13 Aina Le-Senne, *Canamunt i Canavall: els conflictes socials a Mallorca en el segle XVII*, Palma, Moll, 1981.

14 Citado por A. Le-Senne, *Canamunt i Canavall...*, op. cit., p. 109.

15 Sus estudios avanzan desde las interpretaciones tradicionales de Hobsbawn o Reglà –que aportan sin duda lecturas que no se pueden obviar (importancia de la miseria, sucesión de malas cosechas, etc.)– en la doble dirección de decantar tanto las especificidades del bandolerismo mallorquín como sus elementos de inserción en un fenómeno de alcance mediterráneo: Jaume Serra Barceló, *Banderies i bandolers a la Mallorca del Barroc* (tesis doctoral inédita), Palma, Universitat de les Illes Balears, 1995; Jaume Serra Barceló, *Els bandolers a Mallorca. Siglos XVI-XVII*, Palma, El Tall, 1997; Jaume Serra Barceló, «El bandolerismo en Mallorca durante el reinado de Felipe II», en Ernest Belenguer i Cebrià (coord.), *Felipe II y el Mediterráneo*, Barcelona, Sociedad Estatal para la Conmemoración de los Centenarios de Felipe II y Carlos V, II, 1999, p. 443-478; Jaume Serra Barceló, «El peso de la insularidad: el bandolerismo mallorquín de los siglos XVI-XVII», en Francesco Manconi (coord.), *Banditismi mediterranei: Secoli XVI-XVII*, Roma, Carocci, 2003, p. 253-288; Jaume Serra Barceló, «El bandolerisme mallorquí post-agermanat», *Mayurqa*, 26, 2000, p. 73-97; Jaume Serra Barceló, «Banderies i Bandolers en el Barroc», en Miquel J. Deyá (coord.), *Història de les Illes Balears. L'època foral i la seva evolució (1230-1715)*, Barcelona, Edicions 62, 2004, II, p. 471-477; Jaume Serra Barceló y Margalida Bernat Roca, «Banderies i bandolers a la Mallorca moderna (segles XVI-XVII)», en Jacinto

Antoni Domingo y Pere Salas¹⁶, y los estudios últimos de Miquel J. Deyà¹⁷. En el panorama tanto teórico como de casos particulares que dibujan estas investigaciones, aunque se le mencione poco de manera explícita, la figura de don Pedro de Santacília adquiere una poderosa centralidad. Como muestran las cartas bien a las claras es él quien mejor explica la relación entre poder señorial y bandolerismo. En efecto, casi coincide la muerte de don Pedro con el declive oficial de este modo de violencia en Mallorca: la «Persecució de 1666», bajo el virrey Rodrigo de Borja y Llansol, en la que participaron activamente los señores antes enfrentados coge a don Pedro gotoso y ya sin brío pero, como muestran las cartas, aún muy activo en su mantenimiento de relaciones de poder.¹⁸ Hoy, en la vía de análisis abierta especialmente por Xavier Torres¹⁹, sabemos que no podemos desvincular el bandolerismo catalán y el mallorquín de su carácter interclasista y de la formación de unas fuertes «solidaridades verticales» bien representadas en este epistolario. En don Pedro de Santacília se combina el uso del bandolerismo como instrumento para el desarrollo del poder baronial y la autodefensa del clan familiar con la utilización de estas gentes y esta violencia para fines políticos, y todo ello se deja traslucir bien en la correspondencia. Consideramos que el certero resumen de Miquel J. Deyà²⁰ podría aplicarse de pleno a nuestro personaje y su relación con este asunto, pues es protagonista –en primer o segundo plano– de los acontecimientos desde el asesinato de su

Molines Ripoll y Joan Lluís Monjo Mascaró, (coord.), *I Jornades de repoblació mallorquina al Sud Valencià. Segle XVII*, Tàrbena, Ajuntament de Tàrbena, 2009, p. 83-110.

- 16 Antoni Domingo y Pere Salas, *Els homes infames. Parcialitats i guerra privada en la Mallorca del sis-cents*, Pollença, El Gall Editor, 2013.
- 17 Miquel J. Deyà, «El bandolerisme a Mallorca: reflexions i qüestions obertes», en Àngel Casals (coord.), *El bandolerisme a la Corona d'Aragó*, Cabrera de Mar, Galerada, 2012, I, p. 31-56; Miquel J. Deyà, «Un bandoler català en una illa en calma aparent: l'estada de Montserrat Poc a Mallorca», en Àngel Casals (coord.), *El bandolerisme a la Corona d'Aragó*, Cabrera de Mar, Galerada, 2016, II, p. 83-98.
- 18 Las fechas del fenómeno empezaría para Le-Senne en 1598, con el duelo desencadenante de violencia entre los Anglada y los Rossinyol y se cerrarían en 1645 con el pacto de paz de este año entre los caballeros, aunque ciertamente, la violencia continuaría bastante descontrolada hasta la batida mencionada del verano de 1666. Jaume Serra Barceló prefiere adelantar el inicio hasta 1570, donde la creación de la real audiencia (1571) viene parcialmente exigida para controlar una violencia ya desmedida y desmandada (J. Serra Barceló, «Delinqüència a Mallorca en el s. XVII [1613-1619]», *BSAL*, 43, 1987, p. 105-146). Puede ampliarse el foco con el estudio de Jaime Tortella Casares, «El bandolerismo catalán del barroco final», *Manuscrits. Revista d'Història Moderna*, 15, 1997, p. 363-376.
- 19 Xavier Torres i Sans, «Guerra privada y bandolerismo en la Cataluña del Barroco», *Historia Social*, I (1988), p. 5-18; *ibid.*, «El bandolerisme català del Barroc: "fill de la misèria" o de la benestança?», *Actes de les jornades celebrades a Girona els dies 17, 18 i 19 de desembre de 1987: el Barroc català*, Barcelona, Quaderns Crema, 1989, p. 47-60; *ibid.*, *Els bandolers (s. XVI-XVII)*, Vic, Eumo, 1991; *ibid.*, «El bandolerismo mediterráneo: una visión comparativa (ss. XVI-XVII)», en Ernest Belenguer i Cebrià (coord.), *Felipe II y el Mediterráneo*, Barcelona, Sociedad Estatal para la Conmemoración de los Centenarios de Felipe II y Carlos V, II, 1999, p. 397-424.
- 20 Miquel J. Deyà, «El bandolerisme a Mallorca: reflexions i qüestions obertes», art. cit., p. 50-54.

hermano Arnaldo en 1615, la posterior venganza de Canamunt en la persona del oidor Jaime Juan de Berga en 1619 y el baño de sangre en que se sumió la isla, hasta su perdón y rehabilitación personal en 1632. A partir de aquí sigue un proceso ascendente en todos los órdenes –también mediante la forja de una reputación pública, bien visible, de autoridad incuestionable– que le llevaría en los últimos años a ayudar a la pacificación interna final. Después de unas tres primeras décadas del siglo XVII de grave crisis económica en Mallorca, la nobleza, aparte de intentar controlar las instituciones y guardar ciertas distancias respecto a la autoridad real, tiene que buscar el modo de superar la crisis. Ahí juegan un papel clave las banderías, y también el conseguir «que cada bàndol tingués el monopoli de la comunicació amb la Corona i els seus agents»²¹. Esto lo entendió a la perfección don Pedro y se aplicó a ello en cuerpo y alma. Su actuación es del todo coherente y solidaria con los tres puntos que se destacan como claves de la evolución del bandolerismo. Es protagonista y promotor del estallido de violencia inicial, que seguirá controlando en buena medida desde afuera de Mallorca hasta que pueda volver con el perdón y el intento de paz de 1632, luego protagoniza plenamente el período relacionado con la participación de Mallorca en la Guerra de Cataluña²², donde su reputación, cimentada en las acciones militares, crece hasta las esferas más altas del poder; y tiene, finalmente, buena parte de responsabilidad política, ya como procurador real (1657, con un virreinato interino en 1663), consolidada su reputación y ubicado en el centro de una densa telaraña de relaciones personales, en el proceso de apaciguamiento cuyo momento simbólico será 1666²³. Asimismo, la conexión entre bandolerismo y milicia también está ejemplarmente articulada alrededor de nuestro personaje (en la doble responsabilidad de las levas y la canalización de la violencia). Y, para mayor ajuste con los esquemas de análisis, muestran también las cartas todo el tejido mediterráneo del problema, con extensiones rastreables en el epistolario por la costa peninsular, y especialmente Cerdeña. E incluso podríamos seguir una pista lanzada por X. Torres i Sans: «[...] caldria, a més, no exagerar el grau de “primitivisme” dels senyors bandolers:

21 *Ibid.*, p. 50.

22 Juan Berga Oliver, «Mallorca en el segundo tercio del s. XVII y su intervención en la Guerra de Cataluña», *Saitabi*, 1944, II, p. 19-31; Gonçal López Nadal, «La participación del cors mallorquí en la desfeta de la revolta catalana», *BSAL*, 36, 1978, p. 246-272.

23 Su actitud no puede dejar de ser elogiada por Miguel Bermúdez de Castro en la relación en verso que hace de estos acontecimientos de 1666: «En ausencia del Virrey, / Que Caualleros faltaron / En asistir a las puertas, / Adonde estauan nonbrados / Don Pedro Santa-Sicília / En esta acción a mostrado / El valor que en sus verdores / Asçote fue de cosarios, / Pues con estar impedido / Y de la gota postrado / Cumplió con la obligación / De Cauallero, y Soldado» (Miguel Bermúdez de Castro, *La verdadera relación de la general persecución de los bandidos del reino de Mallorca...*, Palma, Rafael Moyá y Tomás, 1667, p. 26).

un de catalá, Alentorn, també tenia aficions erudites»²⁴; pues, aunque no encontraremos en don Pedro tanto como aficiones eruditas, sí en varias ocasiones referencias a su gusto por el teatro, con exigencias de información sobre los estrenos y fiestas en la corte; y sabemos que construyó un pequeño escenario para representaciones privadas en su residencia de Palma²⁵.

Se ha señalado que en el ámbito de habla catalana fama y honor estuvieron más próximos que en Castilla pues los dos conceptos tenían componentes personales o individuales más activos. Por eso, también muchos cargos políticos o administrativos de personas que no pertenecían a linajes familiares aristocráticos se señalaban como *honor*, *honorable* u *honrat*. Sería el caso de algunos cargos municipales o de prohombres de colegios artesanos. Esta denominación no funcionaría igual en el ámbito castellano²⁶. Obviamente, durante el siglo XVII la cultura castellana, con su teatro y su literatura empapando las mentalidades de todas las clases sociales —a partir de los núcleos dirigentes—, modificó aspectos como el de la limpieza de sangre, el honor familiar, el papel pasivo de las mujeres, la venganza de la sangre, etc. Estos conceptos, con un alto potencial de violencia, se vertieron en Mallorca sobre un contexto enrarecido. Los profundos enfrentamientos de las banderías de los Torrella y los Puigdorfil del siglo XVI crecieron hasta el paroxismo en el siglo siguiente entre los Canamunt (de quienes fue cabeza don Pedro) y los Canavall. «Els membres d'aquestes banderies eren considerats com a honorables i encara les accions més execrables eren compreses o perdonades ja que ho eren en nom de l'Honor»²⁷. Si los bandoleros ejecutores eran literalmente *infames*, meros instrumentos de la violencia señorial que sabían perfectamente a qué desamparo se arriesgaban de ser atrapados, no pasaba lo mismo con su grupo de referencia. De este modo, nos colocamos en un territorio de notable ambigüedad. Don Pedro de Santacília vio cómo se castigaba de manera sanguinariamente ejemplar a Antoni Gibert (alias *Treufoç*) por la muerte de Jaume Joan de Berga²⁸, mientras el embrollo de pesquisas en que se sumía

24 Xavier Torres i Sans, «A tall d'obertura: El bandolerisme a l'Europa moderna vint-i-cinc anys després», en A. Casals (coord.), *El bandolerisme a la Corona d'Aragó*, op. cit., p. 28. En este artículo, Torres manifiesta la necesidad de aproximarse a estos fenómenos a partir de materiales como los que nosotros presentamos, pues de otro modo, «el rerefons de la violencia i les rivalitats no són sempre prou evidents. Per això, un enfocament microscòpic —a la manera de la *microstoria* italiana o, simplement, d'una historia local ben entesa— pot resultar força més il·lustratiu o alligador que no pas l'enumeració descontextualitzada de un gran nombre de casos, la simple relació dels quals sempre ens donarà de manera fatal i inevitable, la visió del fenomen en termes d'ordre públic» (*ibid.*, p. 23).

25 Eusebio Pascual, «Los primeros recursos para la edificación del teatro de Palma», *BSAL*, 7, 1898, p. 229 y p. 384.

26 Así lo expone, aplicado al bandolerismo, J. Serra Barceló en su «Pròleg» al libro de A. Domingo y P. Salas, *Els homes infames...*, op. cit., p. 11-12.

27 *Ibid.*, p. 12.

28 Bartomeu Prohens, *La mort d'en Berga. Mallorca, 1619*, Palma, Raixa, 2000, p. 111-119.

el proceso hacía proverbial en Mallorca la frase liberadora «Què en som jo de la mort d'en Berga?». Pero él se había habituado desde muy joven a ver actuar a las órdenes de su hermano mayor, asesinado en 1615 cerca de Alfàbia, *colles* de bandoleros en el papel de ejército familiar privado. Una de las formas de acción de los bandoleros de principios del siglo XVII que los impulsaba a cometer las acciones más aberrantes era protagonizar un *efecte*, es decir, una acción violenta, normalmente de una ferocidad extrema (ejercida a menudo sobre mujeres o niños), que les daba fama y les permitía subir escalones en el seno de la estructura del grupo o *colla*. Este tipo de comportamiento pareció haberse trasladado hasta lo más alto de la estructura en el caso del mencionado asesinato del oidor: se buscó primero matar al virrey; luego, cualquier golpe de efecto por el que ganar respeto y temor, y la víctima fue Berga²⁹. Con todo, don Pedro, condenado a muerte en 1626 por el asesinato de Pedro Antonio Zaforteza, familiar del Santo Oficio, tendrá que huir y se rehabilitará en el ejército del rey Felipe. Sabe bien, entonces, lo que es vivir prófugo y escondiéndose, y sabe también que si consigue apoyarse en hombres fieles se asegurará el futuro. Inmediatamente después de ser rehabilitado en la concordia de 1632³⁰, aparece con toda su fuerza y presencia social, reclutando, en 1633, una compañía de 500 hombres para combatir a las órdenes de su majestad en Milán. Y su casa, y Canamunt se fortalecen en paralelo. El respeto se obtiene, pues, consolidando la reputación en la red, cuanto más amplia mejor, de contactos. Viendo las cartas percibimos continuamente la mezcla indisoluble de dos mundos que hoy nos parecen muy alejados, cuando no opuestos: él se hace responsable de todos los hombres a su cargo, y cuidará de ellos exactamente por igual, tanto si pertenecen a su ejército privado como al del rey (y en una leva, a veces una parte coincide).

La mayoría de cartas, como hemos dicho, revelan bien este mundo, sin que sea fácil elegir una u otra de muestra. Sin embargo, queremos cerrar estas páginas con alguna en que convivan aspectos que hemos comentado. La elegimos de entre las fechas primeras por haber dado arriba algunas más tardías. Don Pedro aquí es aún un personaje muy joven pero su poder queda ya bien manifiesto, así como el peso de sus redes de información –seguramente heredadas en parte de su hermano Arnaldo– y la capacidad de manejo de sus contactos a todos los niveles, desde los más altos a los intermedios y bajos. Está fechada en Barcelona el dos

²⁹ Véase el relato completo en *ibid.*

³⁰ Entre los documentos firmados en el convenio de paz, subraya A. Le-Senne «[...] un d'ells, impressionant, en el qual dona Margalida de Verí i Fortesa, vídua de don Pere Antoni Fortesa, perdona públicament i expressament don Pedro de Santacília i Pax, acusat de l'òbit del seu marit, i a més sol·licita que siguin revovats tots els processos que se seguien per aquest homicidi» (A. Le-Senne, *Canamunt i Canavall...*, *op. cit.*, p. 92).

de mayo de 1627, algunos de los momentos de más violencia se han producido y es aún muy incierta la evolución de los acontecimientos:

La de v. m. rebí en dies passats. I del que em manava, l'home ja fou fora. Jo penso que altres ja li hauran escrit llargament. Per ací se diu que la mort d'Onofre Brondo³¹ s'és descoberta, que Joan Rosselló, àlies «Moro», ha dit que ell l'havia mort en companyia de Joan Covens, i que ixiren de casa de misser Albanell i que portaven per guia un tal Oliver. Dels negocis de Madrid ja pens que v. m. sap millor les coses que nosaltres per ací. Ací se diu que aquests dies se parteix el duc de Cardona per la confiança que es té que el duc de Maqueda vindrà promptament en ésser-se partit el duc de Cardona³². Jo estava determinat d'anar aquí però per tenir tanta confiança en v. m. que, rebuda la present no farà falta en el que se m'ofereix, i és suplicar al sr. comte mi sr. que jo tinc un mestre molts anys en casa per a ensenyar a mos fills, conforme v. m. sap, el qual se diu Antoni Blanch, el qual és del bisbat de Solsona. I per ésser dit bisbe de Solsona virrei³³,

- 31 Es esta una de las muertes más sonadas en la guerra civil de Canamunt y Canavall. El 22 de marzo de 1624 «fue herido de un arcabuzazo Onofre Brondo y murió de resultas de la herida el día 25» (A. Campaner y Fuertes, *Cronicón mayoricense*, Palma, Ediciones de ayer, 1967, p. 379). Fue otro de los asesinatos de la facción Canamunt y no fue perdonada por su viuda hasta la concordia de 1632. Curiosamente, la siguiente noticia de Campaner es esta, con don Pedro de protagonista: «En este día fue el Doctor Gori, de la Real Audiencia, a casa de D. Francisco Sunyer, familiar del Sto. Oficio, para examinar a un criado el cual había sido herido de un arcabuzazo. Condújole el dueño de la casa al entresuelo que habitaba su hijo D. Juan, para que viera al lesionado, y como por el agujero de la llave observaron dos bandoleros que allí estaban ocultos (D. Pedro Santacilia, y N. Company) que se acercaba el magistrado, huyeron por el huerto y, saltando las tapias, salieron [380] al pla del Carme, no sin ser perseguidos por un alguacil hasta que se asilaron en el Convento. Participó D. Juan Bautista Gori lo ocurrido al Virrey y este acudió con los individuos del Real Consejo y dos caballos forzados, para reconocer el susodicho convento en busca de aquellos bandoleros, sin que el riguroso registro practicado ofreciese resultado alguno. Reconoció igualmente toda la casa de Sunyer, pero no encontró nada sospechoso; mandó encarcelar en la Torre del Ángel a D. Juan Suñer y, a pesar de las reclamaciones de la Inquisición, lo embarcó al día siguiente en dos fragatas y lo remitió al Rey sin dejarle comer ni mudar de traje. El mismo día se tocó entredicho en la ciudad por orden del Inquisidor y fueron excomulgados el Regente y Doctores de la Audiencia Graciá, Gori y Abogado Fiscal Alcover; poco después se les anatematizó o maldijo, y el Virrey hizo publicar un pregón declarándole *bandejat* y alborotador del pueblo. Duró el conflicto hasta 13 de agosto de 1625, en que el Rey corrigió duramente a aquellos magistrados» (*ibid.*).
- 32 Enrique de Aragón Folc de Cardona y Córdoba (1588-1640), fue Presidente del Consejo de Órdenes de junio de 1627 a enero de 1628; virrey de Cataluña de 1630 a 1632, de 1633 a 1638, y también en 1640 tras el asesinato del anterior virrey, Dalmau de Queralt y de Codina, conde Santa Coloma, de junio durante el *Corpus de Sang*. El duque de Maqueda, Jorge de Cárdenas y Manrique de Lara (1584-1644), capitán general de la armada y miembro del Consejo de Estado. En agosto de 1641 recibiría el mando de la flota para levantar el sitio de Tarragona contra los franceses, obteniendo la victoria. Casó con Isabel de la Cueva y Enríquez de Cabrera, hija de Francisco Fernández de la Cueva, duque de Alburquerque y marqués de Cuéllar que había sido virrey de Cataluña de 1615 a 1619, y luego virrey de Sicilia de 1627 a 1632 y presidente de los Consejos Supremos de Italia y de Aragón, 1632-1637.
- 33 Miguel de los Santos de San Pedro, agustino, nombrado obispo de Solsona en 1624. Antes Inquisidor General de la Corona de Aragón. En este momento es virrey de Cataluña. Había sido nombrado el 17 de enero de 1627 y detentará el cargo hasta 1629, año en que le sustituye

en ninguna manera vol donar ordres ni dimissòries a ningun estudiant, i dit Blanch té molt bon títol per a ordenar-se, que té un benefici en sa pàtria, el qual entre a molt bones retribucions, i té altre benefici ací en la Seu de Barcelona, el qual encara que no sia de ningun valor es per a poder-se ordenar sens dimissòries de son superior. I així suplic a v. m. quant encaridament puc en què mi sr. comte escrigui una carta tan bastanta com se pugui [2§] escriure al senyor bisbe d'ací, de Barcelona³⁴, suplicant-li el damunt escrit i encomanant-li dit estudiant. Y açò amb la brevetat a v. m. li serà possible perquè a mi me convé en extrema manera que dit estudiant prengui ordres ara per les tèmpores de la Trinitat, que es persona benemèrita i me té molt obligat. I confiat de v. m. que ho farà millor que li escric, no dic més, restant besant a v. m. les mans i al comte mi senyor. Els quals guardi Nostre Senyor molts anys.

De Barcelona i maig als 2 de 1627.

Bernat Ripoll³⁵.

340

Como se puede apreciar, son muchas las referencias que se concentran en este poco espacio. Bernat Ripoll es un informante dedicado y fiel pero también aprovecha para pedir favores e influencias³⁶. Con todo, las palabras más notables tienen que ver con el asesinato, unos años antes de Onofre Brondo y con la alusión, como cómplice, a uno de los personajes más turbios de los conflictos en que estuvo involucrado don Pedro en estos años, Agustí Albanell, oidor comprometido con la causa de Canamunt. En efecto, este mallorquín de extracción relativamente baja, fue en 1616 consejero del Gran y General Consell. Se le nombró abogado perpetuo de la universidad del Reino de Mallorca y juez del Pariatge el 26 de mayo de 1617. Al año siguiente, el 18 de junio de 1618, era oidor (juez). En 1621 se le sometió a un juicio de visita acusado de haber cometido diversos delitos valiéndose de su condición de oidor, en pro de la parcialidad de Canamunt. Parece que había tenido alguna implicación en el asesinato del juez de la Audiencia Jaume de Berga en 1619, al menos revelando

Gómez Suárez de Figueroa, duque de Feria. Miguel de los Santos también deja en 1629 la diócesis de Solsona y en 1630 es nombrado arzobispo de Granada.

34 Joan Sentís y Sunyer (1561-1632). Obispo de Barcelona entre 1620 y 1632. Virrey de Cataluña de 1622 a 1626.

35 Bernat Ripoll firma 8 cartas. Las iniciales son largas, cuajadas de información de primera mano sobre movimientos de la nobleza y las figuras del poder en Barcelona, junto a cuestiones muy domésticas y solicitud de favores. Asimismo, informa sobre el acomodamiento de viajeros, juicios pendientes, encarcelamientos (como aquí parece en las primeras líneas) y pleitos de la gente afín a don Pedro. Las fechas van de mayo de 1627 a febrero de 1641. Las primeras llegan desde Barcelona, pero a partir de 1640 pasa a escribir desde Mallorca y parece que su condición económica va empeorando mucho.

36 Probablemente, la intercesión que solicita para el maestro de sus hijos es para el conde de Santa María de Formiguera. La condena de don Pedro, como sabemos, no le impidió seguir activo y presente subrepticamente en la vida de Mallorca.

secretos de las deliberaciones. Fue suspendido del cargo y se le confinó durante la instrucción en la villa de Artá y, posteriormente, en la de Sóller, pero le absolvieron y se reincorporó a su plaza de oidor. En 1624 fue nombrado juez especial de la *Visita de la Taula* o banco público de la universidad de Mallorca. Permaneció en el cargo de oidor hasta su fallecimiento en mayo de 1628³⁷. Quizá esta información de Ripoll no tiene demasiado valor «oficial», pues se sospechaba del rencor de Albanell hacia Brondo por haber revelado detalles que le relacionaban con la muerte de Berga, pero ejemplifica cómo se creaba un estado de opinión y hasta dónde alcanzaban las tramas de reputación en aquel ambiente tan enrarecido.

Estamos convencidos de que tras el árido trabajo de edición del epistolario, en cuanto la amplia base de datos esté completa y permita acceder a las informaciones y resolver la trama de relaciones que hasta ahora permanecían en penumbra, tendremos una nueva perspectiva de la realidad más viva del siglo XVII en Mallorca³⁸.

- 37 Antonio Planas Rosselló, *La Real Audiencia de Mallorca en la época de los Austrias (1571-1715)*, Barcelona, UPF, 2010, p. 307, pero otras informaciones sobre su dudoso comportamiento en p. 177, p. 211, p. 215, p. 225, p. 230, p. 248, p. 250, p. 292. Un estudio muy minucioso sobre el personaje en J. Serra Barceló, «Bandolerisme i Real Audiència: El procés de residència del sr. Albanell», *BSAL*, 47, 1991, p. 151-179, de donde se deduce que Albanell fue colocado en la Audiencia por Canamunt y que, con una psicología imbuída de un fuerte complejo de inferioridad, «va estar mesclat en tot quant delictes, incorrecció, parcialitat i fet dubtós pugui incórrer un jutge» (*ibid.*, p. 153).
- 38 Agradecemos la ayuda inestimable del sr. Raimundo Zaforteza Fortuny en el desarrollo del proyecto. El relevante trabajo informático necesario para obtener los resultados pretendidos es responsabilidad del sr. Carles Canals. La primera fase arriba comentada de los trabajos con el epistolario fue financiada por la Caja de Ahorros de Baleares «Sa Nostra», gracias al apoyo del sr. Andreu Ramis Puigrós.

« PURETÉ DE SANG » ET *REPUTACIÓN* DES LIGNAGES : UNE ARME FATALE ?

Raphaël Carrasco

Université Paul-Valéry Montpellier 3, LLACS

Notre objectif dans le présent travail est d'exposer le cas d'un jeune prétendant à recevoir un habit de l'ordre de Calatrava qui connut la mauvaise fortune de se voir opposer de nombreuses objections relatives à la « pureté » de son sang mais qui parvint néanmoins à les surmonter et à être admis dans l'ordre. L'affaire datant du dernier tiers du xvii^e siècle, elle nous permettra de nous demander ce qu'il en était, après un peu moins de deux cents ans d'application des empêchements légaux au titre de la « race » (« *raza*¹ »), de l'effectivité de cette barrière aux effets négatifs éprouvés – mais aussi exagérés par nombre d'auteurs – et rarement saisie dans la longue durée.

Tous ceux qui se sont penchés sur l'histoire sociale de l'Espagne moderne ont reconnu la place centrale qu'occupait alors dans la vie des Espagnols la « pureté de sang », préjugé racial discriminatoire et dont la manifestation légale la plus spectaculaire résidait dans les fameux « statuts de pureté de sang » adoptés, à compter du xvi^e siècle, par la grande majorité des institutions de la monarchie catholique d'Espagne². Barrière parfois infranchissable pour ceux qui ne parvenaient pas à prouver la « pureté » de leur sang, les statuts en question permettaient, après qu'on avait surmonté positivement cette épreuve, d'être déclaré légalement vieux-chrétien, si l'on peut dire, de telle sorte que les statuts en étaient arrivés à occuper une place très particulière, et essentielle, parmi les facteurs déterminant la *reputación* des lignages, en entendant par ce terme, plus que la simple notion d'honneur-réputation – autrement dit, l'opinion – le fondement du droit à l'excellence ou plutôt de la légitimité de toute prétention à l'excellence.

1 La *raza*, c'était à l'époque la tache (*mancha* ou *mácula*) qui souillait le sang des descendants de juifs ou de musulmans.

2 La bibliographie sur le « pureté de sang » est abondante et de qualité. Nous nous contenterons de renvoyer à deux ouvrages d'assez récente parution : Juan Hernández Franco, *Sangre limpia, sangre española*, Madrid, Cátedra, 2011 ; Raphaël Carrasco, Annie Molinié et Béatrice Perez (dir.), *La Pureté de sang en Espagne. Du lignage à la « race »*, Paris, PUPS, 2011.

Une courte citation tirée d'un manuscrit datant du XVI^e siècle conservé à la *Biblioteca Nacional de España* et connu de longue date va éclairer notre propos. On peut y lire ce qui suit :

Il existe en Espagne deux sortes de noblesses. L'une plus considérable, l'*hidalguía* et l'autre, moindre, la « pureté de sang » de ceux que nous appelons les vieux-chrétiens et bien qu'il soit plus honorable de posséder la première, il est bien plus infamant que la seconde vienne à manquer car en Espagne l'on tient en bien plus grande estime un roturier au sang « pur » qu'un *hidalgo* qui en est dépourvu³.

344

Cette seconde, cette petite noblesse que possédait tout vieux-chrétien par le simple fait de ne compter parmi ses ascendants ni juif ni musulman était donc en réalité considérée comme première et plus fondamentale que la vraie noblesse car elle en était devenue la condition de possibilité dans la mesure où nul noble ne pouvait se prétendre tel s'il ne pouvait démontrer que son lignage était « pur » (*limpio*). On ne peut s'empêcher de songer à la comique protestation de Sancho Panza et à l'ironique réponse de son maître : « — [...] je suis vieux-chrétien, et pour être comte, cela m'est assez. — C'est même trop, lui dit don Quichotte »⁴. Les nombreux avatars de ce paradoxe encomrent aussi bien la littérature du temps que les considérations, tantôt incroyables, tantôt réservées, voire hostiles, des observateurs postérieurs au point de brouiller leur perception de cette réalité complexe, il faut en convenir, entre lieux-communs sur l'honneur et anachronismes ethno-sociologiques.

Poussés par la nécessité de répondre à cette exigence de transparence sanguine, si l'on peut dire, dont dépendait la *reputación* de leur famille, les élites urbaines, les prétendants aux charges publiques et autres emplois ou fonctions protégés par les statuts de « pureté de sang » se mirent en quête de moyens de prouver leur qualité de vieux-chrétien. Et le plus efficace était d'obtenir un titre de familier de l'Inquisition ou un habit de chevalier d'un ordre militaire. En effet, devenir familier du Saint-Office ou être admis dans un des ordres de chevalerie ne signifiait pas seulement jouir de privilèges conséquents, cela n'était pas seulement source de considération et de prestige, c'était devenu le moyen le

3 « *En España hay dos géneros de nobleza. Uno mayor, que es la hidalguía, y otra menor, que es la limpieza, que llamamos cristianos viejos y aunque la primera es más honrado de tenerla, pero muy más afrentoso es faltar la segunda porque en España muy más estimamos a un hombre pechero y limpio que a un hidalgo que no es limpio* ». Cité par Nicolás López Martínez, *Los judaizantes castellanos y la Inquisición en tiempo de Isabel la Católica*, Burgos, Publicaciones del Seminario Metropolitano de Burgos, 1954, p. 373. Traduit par nous, ainsi que toutes les autres citations de cet article – sauf indication contraire – dans lesquelles nous avons modernisé l'orthographe.

4 *L'ingénieux hidalgo don Quichotte de la Manche*, t. I, XXI, traduit par Jean Canavaggio, dans Cervantès, *Don Quichotte précédé de La Galatée. Œuvres romanesques complètes*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. I, 2001, p. 562.

plus clair et incontestable de dire sa « pureté de sang ». Et plus que l'Inquisition, c'était la chevalerie, dans ses versants séculiers et réguliers, féminins et masculins, qui était de ce point de vue la plus recherchée car – ainsi que l'affirme Francisco Fernández Izquierdo –, à l'époque moderne, « [...] les ordres militaires furent des institutions qui devinrent les arbitres dans les questions relatives aux généalogies, aux preuves de noblesse et à d'autres qualités tenues en grande estime sous l'Ancien Régime⁵ ».

En 1600, durant les Cortès de Madrid, les procureurs engagèrent un débat sur l'opportunité d'approuver la réforme des statuts de « pureté de sang » préconisée par le dominicain Agustín Salucio dans son fameux *Discurso* qu'il venait de publier⁶. Antonio Domínguez Ortiz cite les propos d'un procureur opposé à cette réforme qui aurait pour effet d'assouplir l'application des statuts. Selon cet orateur, les croix qu'on peut voir sur les habits des chevaliers des ordres militaires « nous enseignent deux choses : la première, que celui qui la porte, sans qu'on ait besoin de le connaître, est un homme noble et au sang “pur” ; la seconde, qu'ils l'ont méritée, lui ou ses ancêtres, pour prix de leurs services, ce qui revêt une grande importance car les rois sont servis par de telles personnes »⁷. Ce texte, commente Antonio Domínguez Ortiz, énonce les deux grandes fonctions, sociale et politique, remplies par les ordres militaires dans la société espagnole d'Ancien Régime : permettre de distinguer les véritables nobles, à savoir ceux qui pouvaient se targuer de posséder un sang « pur » et mettre à la disposition de la monarchie un personnel de gouvernement et de service. C'est le premier aspect qui nous intéresse à présent, à travers les vicissitudes que connut l'enquête sur les origines d'un prétendant à l'habit (*hábito de caballero*) de l'ordre de Calatrava dont l'administration centrale se trouvait à Almagro, chef-lieu du Campo de Calatrava et ville de résidence de l'individu qui nous intéresse.

Le dossier d'Andrés de Rozas Treviño – c'est le nom de notre prétendant –, fut présenté en 1661 par son oncle maternel et tuteur don Pedro Treviño de

5 « *Las órdenes militares fueron instituciones que se convirtieron en árbitros de cuestiones relativas a genealogía, demostración de nobleza, y otras calidades de gran estima en el Antiguo Régimen* » (Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI*, Madrid, CSIC, 1992, p. 89). Traduit par nous.

6 Agustín Salucio, *Discurso [...] acerca de la justicia y buen gobierno de España en los estatutos de limpieza de sangre y si conviene o no alguna limitación en ellos*, dans Antonio Valladares de Sotomayor, *Semanario erudito*, XV, Madrid, Por don Blas Román, 1788, p. 128-214. Texte facilement accessible en ligne, tant dans cette édition que dans sa première impression de 1600. Il existe une édition moderne d'Antonio Pérez Gómez intitulée *Discurso sobre de los estatutos de Limpieza de Sangre*, Cieza, El ayre de la almena, 1975.

7 « [...] nos dan a entender dos cosas : la primera, a saber, sin conocerle, que es hombre noble el que la trae, y limpio. La segunda que la mereció él, o sus pasados con servicios, lo cual es de mucha importancia por ser servidos los reyes de tales personas » (cité par Antonio Domínguez Ortiz, « Valoración social de los hábitos de las Órdenes Militares », dans Ricardo Izquierdo Benito et Francisco Ruiz Gómez [dir.], *Las órdenes militares en la Península Ibérica*, t. II, *Edad Moderna*, Cuenca, Universidad de Castilla-la Mancha, 2000, p. 1157-1176, ici p. 1157).

Loaysa de Oliver alors que le demandeur n'avait que trois ans⁸. Ses parents venaient de décéder tous deux cette même année et don Pedro, personnage en vue dans la capitale de l'ordre de Calatrava et familier du Saint-Office, s'était empressé d'introduire la demande pour son protégé afin, essentiellement, de faire en sorte que la commanderie dont jouissait le père demeurât dans la famille. L'âge, en réalité, n'était pas un obstacle, car bien que le règlement de l'ordre stipulât que l'âge minimal pour y entrer était de dix ans – comme nous allons voir –, tous les spécialistes s'accordent pour affirmer que cette clause n'était guère respectée car il était facile, en payant, d'obtenir des dispenses à Rome. Le jeune Andrés appartenait au lignage des Treviño de Loaysa, implanté de longue date à Ciudad Real où, en cette fin du règne de Philippe IV, il tenait le haut du pavé⁹. Il était en effet le fils de don Felipe de Rozas et doña Isabel Oliver Malagón Treviño de Loaysa, habitants d'Almagro. C'est par sa grand-mère, doña Leonor Treviño de Loaysa, que sa famille s'était introduite dans le chef-lieu du Campo de Calatrava où très rapidement elle avait noué des liens avec toutes les familles importantes d'Almagro, comme les Aguilera, les Velarde, les Bermúdez, les Muñoz et les Cueva, ce qui lui permettait d'exercer une influence décisive au sein du conseil municipal¹⁰. Ses membres avaient de même accumulé les familiarités du Saint-Office, accréditation incontestable de « pureté de sang » mais aussi source de privilèges non négligeables et d'exemptions, judiciaires en particulier, qui étaient en général à l'origine de nombreux désordres. Notre famille n'échappa point à la règle et c'est ainsi qu'en 1615-1617 se déroula un procès qui fit grand bruit à Ciudad Real contre Fernando Muñoz Treviño de Loaysa, familier du Saint-Office, pour avoir donné la mort à don Baltasar Núñez de Córdoba et au cours duquel, comme c'était le cas partout, la justice royale et l'Inquisition s'affrontèrent durement¹¹.

Doña Leonor Treviño de Loaysa¹² avait épousé un certain don Luis de Oliver, *hidalgo de ejecutoria* et familier du Saint-Office. Ils eurent un fils, don Pedro

8 A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276 intitulé « Andrés de Rozas Treviño de Loaysa González y Oliver ».

9 Les généalogistes et les chroniqueurs anciens avaient, suivant l'usage du temps, tendance à magnifier les origines des notables locaux. C'est ainsi que José Díaz Jurado, titulaire de la paroisse de San Pablo de Ciudad Real, affirme que les Treviño étaient originaires de la ville de Durango, dans la province d'Alava – ce qui signifiait qu'ils étaient *hidalgos* de sang –, qu'ils avaient participé à la victoire des Navas de Tolosa (1212) et avaient fait partie des fondateurs de Ciudad Real au milieu du xiii^e siècle : Joseph Díaz Jurado, *Singular idea del sabio rey D. Alfonso, dibujada en la fundación de Ciudad Real*, éd. de Ángel Vázquez Morcillo et de Francisco Ruiz Gómez, Ciudad Real, Ayuntamiento, 1986, p. 267-273. Il s'agit de l'édition d'un texte rédigé en 1680-1681, d'après une copie de 1750 très modifiée et conservée à la Biblioteca Provincial de Ciudad Real.

10 Carla Rahn Phillips, *Ciudad Real, 1500-1750. Growth, Crisis, and Readjustment in the Spanish Economy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979, p. 100.

11 A.H.N., Inq., leg. 2087, n° 1.

12 Pour sa généalogie, voir A.H.N., Inq., leg. 471, n° 2.

Treviño de Loaysa qui devint *Alguacil mayor* et familier du Saint-Office, ainsi que deux filles. La première, doña Leonor Treviño de Loaysa comme sa mère, devint moniale dans le prestigieux couvent de l'Asunción de l'ordre de Calatrava d'Almagro¹³ et *comendadora* (supérieure) en 1652¹⁴. Sa sœur cadette, doña Isabel Oliver Malagón Treviño de Loaysa, la mère de notre prétendant, caressa en apparence le dessein d'entrer elle aussi dans le même couvent. C'est ce que laisse supposer le fait que sa généalogie fut déposée sans qu'un dossier d'admission fût ouvert. Mais en 1649 ses parents la marièrent à don Felipe de Rozas, chevalier de Calatrava et titulaire de la commanderie de Torroba, fort modeste mais donnant accès au titre de commandeur et c'était cela qui comptait¹⁵. En 1658 venait au monde don Andrés, qui devenait orphelin de père et mère trois ans plus tard ainsi que nous l'avons signalé plus haut. Tout dans cette famille semblait réuni pour que le dossier du jeune prétendant fût accepté sans encombre. Or, il n'en fut rien et l'enquête sur ses origines tourna vite au cauchemar pour la famille.

Les règlements (*Definiciones*) successifs élaborés au cours des différents chapitres généraux de l'ordre permettent de dégager les conditions requises pour devenir chevalier de Calatrava. En voici les plus importantes : être noble et issu d'une union légitime (*Definiciones* de 1418), être âgé d'au moins dix ans pour être chevalier, et de dix-sept ans pour recevoir une commanderie (*Definiciones* de 1448). L'exigence de « pureté de sang » est inscrite dans les *Definiciones* de 1462 et sera confirmée par une bulle de 1483. La nécessité de constituer un dossier d'admission prouvant les trois qualités de noblesse, légitimité et « pureté de sang » fait son apparition au début du XVI^e siècle, vers 1508, alors qu'auparavant c'était le grand-maître (*Maestre*), assisté d'un conseil de six chevaliers – appelés les *ancianos* – qui octroyaient habits et commanderies sans besoin d'aucune enquête. Ce changement important s'explique par le fait que, une fois les maîtrises des ordres de chevalerie incorporés à la Couronne sous Ferdinand le catholique – Calatrava en 1489, Saint-Jacques en 1493, Alcántara en 1494 et Montesa bien plus tard, en 1587 –, c'était le roi en tant que grand-maître qui décidait des admissions, la noblesse perdant le contrôle sur la qualité des

13 Le couvent de l'Asunción d'Almagro, fondé en 1504 par Frey don Guillermo de Padilla, grand commandeur de l'ordre, pour être un hôpital et élargi en 1523 pour abriter le couvent des moniales de Calatrava, devait son prestige à la réputation qu'il avait d'exiger des preuves de « pureté de sang » particulièrement rigoureuses, de sorte que bien des familles y plaçaient leurs filles car le fait d'y être admises valait certification de *limpieza*.

14 Voir son dossier à A.H.N., OM, Religiosas calatravas, exp 241.

15 La commanderie de Torroba, tout près d'Almagro, procurait une rente de 90 000 *maravédís* en 1500, 223 000 en 1573 (soit 1,4 % du total des rentes du Campo de Calatrava) et 380 000 en 1680, ce qui en faisait « une des commanderies les plus modestes » selon Manuel Corchado Soriano, *Estudio histórico-económico-jurídico del Campo de Calatrava*, t. II, *Las jerarquías de la orden con rentas en el Campo de Calatrava*, Ciudad Real, Publicaciones del Instituto de Estudios Manchegos, 1984, p. 396. Le dossier de doña Isabel Oliver pour épouser un chevalier peut être consulté à A.H.N., OM, Cas. Cal., leg. 14, exp. 50.

personnes. En imposant l'établissement de preuves, elle entendait se donner une garantie sur ces qualités. C'est pour cette raison que les chevaliers demandèrent à Ferdinand, qui accepta, lors du sixième chapitre général de l'ordre célébré à Séville en 1511, que les enquêtes fussent menées par un informateur impartial désigné par le Conseil des Ordres (apparu entre 1495 et 1498 sous la forme de conseils distincts pour chaque ordre, puis réunis en un seul en 1523 par l'empereur), que les témoins présentés par les candidats fussent écartés et que les enquêteurs allassent en personne dans les lieux d'où étaient issus les prétendants s'informer au moyen d'un questionnaire préétabli.

D'autres conditions allaient venir s'ajouter au cours du temps, en particulier l'exigence de n'avoir exercé aucun métier vil ou mécanique, d'avoir un âge supérieur au *minimum* exigé (*Definiciones* de 1563), d'être *hidalgo* notoire sans avoir acheté le titre, de n'avoir parmi ses ancêtres aucun pénitencié par le Saint-Office pour quelque cause que ce fût (*Definiciones* de 1600). Ce même chapitre général décréta qu'il faudrait dorénavant prouver l'*hidalguía* des grand-mères paternelle et maternelle afin que les chevaliers pussent se prévaloir d'être nobles « *por los cuatro costados* » comme on disait car le fait de ne pas demander cette preuve faisait que les autres ordres, qui eux l'exigeaient, se considérassent supérieurs à celui de Calatrava¹⁶. Enfin, nous préciserons que les chevaliers, qui pouvaient se marier si le roi, grand-maître de l'ordre, les y autorisait, devaient à compter du chapitre de 1600, produire un dossier attestant les qualités de leur future épouse et tout particulièrement la pureté de sang de cette dernière. Les dossiers des épouses sont conservés à l'*Archivo Histórico Nacional* de Madrid dans une sous-section à part du fonds d'*Órdenes militares* intitulée *Pruebas de sangre de mujeres para casar con caballeros*¹⁷.

Toutes les conditions d'admission dans l'ordre étaient reprises dans le questionnaire canonique imprimé qui servait aux informateurs lors de leurs enquêtes de terrain en vue de l'admission des nouveaux prétendants et qui figure, avec les réponses des témoins, dans les dossiers des chevaliers conservés à l'*Archivo Histórico Nacional*. Celui-ci comportait les treize questions suivantes :

- 1) Demander aux personnes interrogées si elles connaissent le prétendant, son

¹⁶ Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI, op. cit.*, p. 100.

¹⁷ Tous les éléments que nous venons de préciser sont nécessaires pour bien entendre les déboires généalogiques passablement embrouillés des Treviño de Loaysa. Nous n'allons pas nous étendre plus longuement sur les règlements de l'ordre de Calatrava ni sur son histoire. Les quatre ouvrages qui nous paraissent les plus utiles pour qui veut en savoir davantage sont : *Diffinitiones de la Orden y Cavallería de Calatrava, conforme al Capítulo General celebrado en Madrid año de 1652. Segunda impresión*, Madrid, Imprenta del Mercurio, 1748 ; Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI, op. cit.* ; Emma Solano Ruiz, *La orden de Calatrava en el siglo XV*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1978 ; Elena Postigo Castellanos, *Honor y privilegio en la Corona de Castilla. El Consejo de Órdenes y los caballeros de hábito en el siglo XVII*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1988.

âge, son lieu de naissance et de résidence ; 2) si elles connaissent ses parents, leur nom, leur lieu de naissance et de résidence ; 3) même question concernant les grands-parents paternels et maternels ; 4) si elles sont parentes du prétendant, ses amies ou ses ennemies ; 5) si elles savent que le prétendant, ses parents et ses grands-parents sont *hidalgos* « de sang [...] sans sang impur ni mêlé de roture » (« *de sangre [...] sin raza ni mezcla de villanos* ») ; 6) si le prétendant, ses parents et grands-parents sont tenus pour vieux-chrétiens, « sans mélange avec du sang juif, ni more ni *converso*, à aucun degré, aussi ancien fût-il » (« *sin mezcla de judío, moro ni converso en ningún grado, por remoto que sea* ») ; 7) si elles savent que le prétendant, ses parents et grands-parents ou des ascendants par voie masculine ou féminine aient été hérétiques et condamnés ou pénitenciers par le Saint-Office ; 8) si elles savent que le prétendant ait été compromis dans quelque grave affaire infamante de sorte que sa réputation soit malmenée parmi les *hijosdalgo* ; 9) si elles savent que ledit prétendant ou quelqu'un parmi ses ascendants aient été marchands, cambistes, courtiers, s'ils ont tenu une banque, ont été bijoutiers, brodeurs, aubergistes, notaires, tailleurs, procureurs ou ont exercé des métiers semblables ou plus bas et ont vécu du travail de leurs mains ; 10) si le prétendant est enfant légitime issu d'une union légitime ; 11) si elles ont entendu dire que le prétendant se fût préalablement engagé auprès d'un autre ordre ; 12) si le prétendant est sain de corps sans maladie qui l'empêche d'exercer le métier de chevalerie et puisse être transmise à d'autres ; enfin 13) s'il a vécu chez un seigneur ou une autre personne et les ait servis comme majordome ou dans un autre office qui en ait fait leur obligé¹⁸.

Afin de mettre un terme aux excès et aux blocages occasionnés par les enquêtes généalogiques, le favori don Gaspar de Guzmán, comte duc d'Olivarès, fit promulguer en 1623 la loi dite des trois actes positifs – *tres actos positivos* – qui dispensait de produire de nouvelles preuves quiconque était en mesure de faire état de trois informations positives antérieures dans sa lignée. Cette mesure, qui provoqua de véhémentes protestations de la part des ordres de chevalerie, entraîna une brusque et prévisible inflation des dossiers recevables et donc des nouveaux chevaliers, au grand dam des aînés, très attachés à l'ancienne pratique. Du reste, après la disgrâce d'Olivarès, au cours du chapitre général des trois ordres

18 Francisco Fernández Izquierdo reproduit un questionnaire plus ancien en huit entrées (*La orden militar de Calatrava en el siglo XVI, op. cit.*, p. 93). Nous avons, pour notre part, repris les termes du questionnaire figurant dans notre dossier de 1661. Notons une différence intéressante entre les deux : alors que le plus ancien contenait une question à propos d'un possible engagement matrimonial du prétendant, celle-ci a disparu du dernier questionnaire. Pour plus de détails sur ces enquêtes, on se reportera à Martine Lambert-Gorges, « Le bréviaire du bon enquêteur, ou trois siècles d'information sur les candidats à l'habit des Ordres Militaires », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, t. XVIII, 1982, p. 165-198, presque exclusivement consacré à l'ordre de Saint-Jacques.

de 1652, les membres parvinrent à suspendre l'application de la loi en question et à imposer un renforcement notable des preuves de noblesse et de « pureté de sang » mais sans parvenir pour autant à faire diminuer les octrois d'habits de manière suspecte ou arbitraire, tant les intérêts en jeu et les pressions des élites locales étaient considérables. Antonio Domínguez Ortiz considère que la période de plus grande inflation d'habits et donc de plus grande corruption correspond aux années 1640-1643 qui sont aussi celles où le besoin de cadres pour l'armée sur le front de Catalogne se fait le plus fortement sentir – les injonctions faites aux chevaliers de s'y rendre plaident pour cette interprétation¹⁹. Il s'agissait en effet d'une question extrêmement sensible dans la société d'alors et les membres des ordres militaires, creuset de la plus pure et excellente noblesse castillane, tenaient à préserver l'étanchéité du corps. En réalité, avec la vénalité instaurée par Olivarès à tous les niveaux, l'attribution d'habits et de commanderies cessa dans bien des cas d'être une garantie de « pureté de sang ». Néanmoins, le fait d'être chevalier d'un ordre militaire continua encore à l'époque d'être considéré comme la preuve la plus sérieuse de la pureté du lignage de l'heureux élu, tant les enquêtes étaient réputées strictes et sérieuses.

Les enquêtes devant établir l'idonéité des prétendants étaient menées, à compter du début du XVII^e siècle, par deux « informateurs » (*informantes*) membres de l'ordre alors qu'auparavant il suffisait d'un seul. Dans le dossier qui nous occupe, ces deux informateurs sont don Juan Matías de Albizu y Chávarri, chevalier profès de Calatrava et gouverneur de Martos, et le docteur Frey Antonio de León y Jaraba, prieur de San Bartolomé d'Almagro et de San Benito d'Osuna. Le candidat devait déboursier les frais occasionnés par les enquêtes – les salaires des enquêteurs principalement – et les frais engagés par le Conseil des ordres, ce qui ne devait pas être très onéreux bien qu'une claire tendance à la hausse se fit jour sous le règne de Philippe II. Mais le comte-duc d'Olivarès devait, au siècle suivant, mettre en vente les *hábitos*, ce qui eut pour effet d'accroître sensiblement leur coût. Selon Antonio Domínguez Ortiz – qui produit des chiffres relatifs à l'année 1639 –, un *hábito* coûtait alors entre 18 000 et 20 000 *reales*²⁰. Quant à Elena Postigo Castellanos, elle avance, dans sa thèse, des quantités bien plus contrastées pour le XVII^e siècle : de moins de 9 000 réaux (*reales*) pour les chevaliers « les plus qualifiés » jusqu'à des sommes exorbitantes supérieures à 60 000 ducats – 660 000 *reales* – et même à 80 000 ducats pour

19 Antonio Domínguez Ortiz, « Valoración social de los hábitos de las Órdenes Militares », art. cit., p. 1171.

20 *Id.*, *La sociedad española en el siglo XVII*, Madrid, CSIC, t. I, 1963, p. 203, note 41.

les commanderies les plus riches²¹. Mais ce n'est pas cet aspect des choses que nous souhaitons mettre en relief à présent.

Revenons plutôt à notre prétendant don Andrés de Rozas et à la ville d'Almagro. Cette dernière, comme toutes les autres, était divisée en factions (*bandos*) qui se partageaient le pouvoir municipal et tout ce qui l'accompagnait, tant du point de vue des avantages financiers que du prestige social, comme les différents offices, l'affermage des rentes, les privilèges accordés aux *regidores* – les membres du conseil municipal. En général, il y avait deux factions (*bandos*) dominantes qui jouaient le rôle de têtes de clientèles réticulaires. Lorsque les relations entre ces lignages dominants connaissaient une crise, c'était toute la vie de la cité qui en était affectée et les séquelles des affrontements demeuraient tenaces dans la mémoire des familles à travers les générations successives. Entre les divisions qui scindaient la ville d'Almagro en clans se vouant une haine ancienne et irréconciliable, la principale était celle qui séparait les vieux-chrétiens et les nouveaux ou *conversos*. C'est sur ce point très sensible que don Andrés de Rozas fut pris à partie et sa réputation mise à mal.

Deux familles alliées contre les Rozas Treviño de Loaysa, les Caballería et les Esquina, décidèrent d'empêcher par tous les moyens que le jeune Andrés obtînt l'habit tant convoité. Ce genre de règlement de comptes n'était pas chose nouvelle dans la famille. Déjà don Luis de Oliver, grand-père maternel du candidat, et don Pedro, l'oncle maternel et tuteur que nous connaissons déjà, avaient dû faire face aux mêmes difficultés lorsqu'ils avaient sollicité une familiature du Saint-Office. Et c'est sur le grand-père, don Luis, que les détracteurs allaient concentrer leur première série d'objections. Selon l'avis d'un témoin du dossier Rozas, les informations de « pureté » présentées par ces deux parents du prétendant avaient été contestées. Il déclara en effet que :

[...] les avis contraires qui furent émis lorsque ledit don Luis de Oliver et don Pedro de Oliver, son fils, prétendirent à leur familiature trouvent leur origine dans les luttes entre factions, les rivalités et les inimitiés d'Almagro qui persistent encore aujourd'hui et que lesdites familiatures avaient été des affaires controversées²².

21 Cité par Francisco Fernández Izquierdo, *La orden militar de Calatrava en el siglo XVI*, op. cit., p. 226.

22 « *La contradicción que tuvieron en la pretensión de sus familiaturas el dicho don Luis de Oliver y don Pedro de Oliver, su hijo, nació de los bandos y emulaciones y enemistades de Almagro y que aún hoy duran, y que fueron las dichas familiaturas negocios controvertidos* », A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276.

Un autre témoin fournit des précisions intéressantes :

Lorsque don Pedro de Oliver, frère de la mère du prétendant [don Andrés de Rozas] demanda à devenir familier su Saint-Office de l'Inquisition, il doit y avoir quatre ou cinq ans de cela, il eut affaire à plusieurs ennemis, en particulier Pedro Sánchez de la Esquina et Juan Sánchez de la Esquina, et don Fernando de la Caballería, prêtre, au motif qu'une nièce desdits Esquina ayant épousé don Diego de la Caballería, familier du Saint-Office dans cette ville, on accusa ledit don Pedro de Oliver d'avoir proféré certaines injures à l'encontre de celui qui faisait un tel mariage et c'est pour cette raison que ces individus se vantèrent publiquement de savoir que lorsqu'il [don Pedro de Oliver] avait postulé pour l'Inquisition on avait entendu certaines choses [...]²³.

352

Dans le dossier de don Andrés de Rozas, aucun témoin ne met en cause la noblesse de sa famille, tant paternelle que maternelle. C'est en effet sur la question sensible de la « pureté de sang » que vont porter les critiques. Tous les témoins du clan des Esquina-Caballería déclarent à l'unisson que le curé de Caracuel, un bourg situé près de Ciudad Real, leur avait dit que « ledit don Luis était concerné par le *sambenito* du patronyme Madexa et que le *sambenito* en question se trouvait dans la paroisse d'Almodóvar²⁴ ». Mais le curé en question, qui était aussi commissaire du Saint-Office, nia, lorsqu'il fut interrogé à son tour, avoir rien dit de tel, déclarant même que « aucun des Oliver du Corral²⁵ ne s'était marié à Almodóvar ni n'était infecté en aucune manière »²⁶. Il montra même aux enquêteurs une liste sur laquelle il avait copié les noms de tous les *sambenitos* et il n'y paraissait aucun Oliver. À l'évidence, les Esquina-Caballería n'étaient pas parvenus à faire pression sur le commissaire ou bien les Treviño de Loaysa étaient plus puissants qu'eux. À moins qu'il ne faille simplement louer la probité du commissaire qui dit la vérité.

23 « *Habiendo pretendido don Pedro de Oliver, hermano entero de la madre del pretendiente [don Andrés de Rozas] ser familiar del Santo oficio de la Inquisición, habrá cuatro o cinco años, tuvo varios enemigos, en especial a Pedro Sánchez de la Esquina y Juan Sánchez de la Esquina y a don Fernando de la Caballería, presbítero, por razón de que habiendo casado una sobrina de los dichos Esquinas con don Diego de la Caballería, familiar del Santo Oficio que es desta villa, se atribuyeron al dicho don Pedro de Oliver haber dicho algunas injurias contra el que así se casaba y que por esta causa se jactaron públicamente los susodichos de que en su pretensión para la Inquisición se habían oído varias cosas [...]. » (Ibid.)*

24 « *Al dicho don Luis le toca el sambenito del apellido Madexa y que el dicho sambenito está en la parroquia de Almodóvar » (Ibid.)*. Almodóvar del Campo était alors une petite ville située à 30 kilomètres au sud-ouest de Ciudad Real. Rappelons qu'un *sambenito* était un grand écriteau portant le nom, le délit, la peine et la date des condamnés par l'Inquisition placés dans leur paroisse afin de perpétuer la mémoire du délit et l'infamie de la famille.

25 Corral de Calatrava, gros bourg situé à 20 kilomètres au nord-est d'Almodóvar del Campo.

26 « *Ninguno de los Oliveres del Corral se casó en Almodóvar ni tiene infección alguna* », A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276.

Ce faux-pas des ennemis de don Luis, en tous cas, eut des conséquences immédiates sur la suite de l'enquête, leurs dires et ceux de ses suiveurs apparaissant désormais comme suspects et dénués de fondement. Les enquêteurs n'auraient du reste pas poussé plus avant leurs investigations s'ils n'avaient reçu une instruction royale (*Real instrucción*) les enjoignant de poursuivre afin de « vérifier si ledit don Luis de Oliver était le fils de Juan de Oliver, résidant dans ladite ville de Corral de Calatrava et s'il était descendant de Diego Madexa »²⁷. Il nous est impossible de connaître les raisons de cet ordre, apparemment assez inhabituel. Nous pensons qu'il fut motivé par l'intervention en haut lieu de don Diego de la Caballería et de son allié don Antonio Manuel Juárez qui, justement, s'étaient rendus à Madrid à ce moment-là. Les enquêteurs rétorquèrent que de leur point de vue cette nouvelle démarche ne serait pas très utile dans la mesure où ils avaient déjà posé cette question – c'était même la première à figurer dans l'interrogatoire spécial qu'ils avaient élaboré – à dix des dix-huit témoins qu'ils avaient sélectionnés. Néanmoins ils durent obtempérer, pour conclure que les autres témoins interrogés n'émettaient aucun doute à propos du lieu d'origine de la famille ni sur leur « pureté de sang ». Ils considéraient que les allégations contraires n'étaient que des calomnies (*mala voz*), ajoutant que tant les témoins positifs que les négatifs se référaient aux mêmes sources, des personnes défuntes réputées de leur vivant bien informées sur les affaires d'Almagro. Enfin, ils reconnaissaient se trouver dans l'incapacité de décider lequel des groupes antagonistes était dans le vrai.

Le chef du clan des adversaires de don Andrés de Rozas, don Fernando de la Caballería, menait son jeu avec habileté, évitant d'accabler ouvertement ses ennemis pour mieux insinuer le doute. Ainsi, après avoir affirmé qu'il pensait que don Luis de Oliver était *limpio*, il ajoute qu'il sait que dans la ville du Corral d'Almaguer il y a deux familles Oliver et « qu'à l'une des deux familles correspond le *sambenito* d'une certaine Madexa mais qu'il n'est pas persuadé que ce soit à don Luis de Oliver étant donné les actes positifs dont il bénéficie »²⁸. Mais le curé de Caracuel soutient « qu'il ignore qu'il y ait deux sortes d'Oliver et qu'il les tient tous pour des vieux-chrétiens »²⁹. Les fameux actes positifs de don Luis de Oliver sont divisés en deux séries, ceux prouvant sa noblesse, et ceux prouvant sa « pureté de sang ». Les premiers, au nombre de cinq, sont consignés dans le dossier dans cet ordre :

27 « *Averiguar si el dicho don Luis de Oliver fue hijo de Juan de Oliver, vecino de la dicha villa del Corral de Calatrava y si descendió de Diego Madeja* » (*ibid.*).

28 « [...] *que a una de las dos familias toca el sambenito de una fulana Madexa y que no da crédito que le toque a don Luis de Oliver por los actos positivos que tiene* » (*ibid.*).

29 « [...] *que no sabe que haya dos géneros de Oliveres y que a todos los ha visto por cristianos viejos* » (*ibid.*).

- sa fille doña Leonor est moniale dans le couvent de l'Asunción d'Almagro ;
- les offices remplis au conseil municipal au sein de l'état nobiliaire – *elector del estado noble* et *alcalde de la hermandad* – ;
- don Luis de Oliver, son fils don Pedro et don Juan de Oliver, son père, figurent dans les recensements d'Almagro en tant qu'*hijosdalgo* ;
- ses parents du Corral de Almaguer sont compris dans la « moitié des offices » (*mitad de oficios*) réservés aux nobles ;
- l'arrière grand-père de don Luis obtint une *ejecutoria* de noblesse sans encombre.

Quant aux actes positifs prouvant la « pureté de sang », ce sont les quatre suivants :

354

- sa fille doña Leonor est moniale dans le couvent de l'Asunción d'Almagro ;
- don Luis a été *alguacil mayor* du Saint-Office et familier de l'Inquisition de Tolède ;
- don Pedro son fils et oncle du prétendant est lui aussi *alguacil mayor* du Saint-Office et familier de l'Inquisition ;
- les preuves de « pureté de sang » de doña Francisca de Oliver, sœur de don Luis, établies par l'Inquisition de Tolède pour qu'elle pût épouser don Martín de Garnica, familier du Saint-Office dont elle est aujourd'hui la veuve.

On remarquera, à l'instar de ce que nous avançons plus haut, que le fait d'avoir une fille dans le couvent de Calatrava revêt une grande importance pour les preuves.

La piste Madexa s'avérant ainsi entravée, les Caballería et les Esquina vont présenter une seconde série d'objections – la « *segunda objeción* » – qui concerne cette fois la « pureté » de la mère de don Luis, doña María Malagón. Ils déclarent qu'elle fut la fille de Sebastián Ruiz Malagón et d'Elvira Recuero son épouse, laquelle est concernée par trois ou quatre *sambenitos* qui sont suspendus dans l'église de San Bartolomé d'Almagro. Le frère de don Fernando de la Caballería, don Diego, use de la même technique que lui pour diffamer. Il déclare que « dans la ville d'Almagro il n'y avait aucun Recuero qui fût vieux-chrétien, mais il ignore pour quelle raison et compte tenu des actes positifs de la famille en question, il est persuadé que les objections qu'on a soulevées sont fausses »³⁰. Néanmoins, un autre témoin appelé Gregorio Serrano précise qu'il y a à Almagro quatre familles Recuero et qu'une seule est vieille-chrétienne.

Don Fernando Juárez, qui se dit cousin de don Fernando de la Caballería, fait état dans sa déposition d'un « procès entre un certain Malagón et un certain

³⁰ « *En Almagro no había ningún Recuero cristiano viejo, pero no sabe por qué causa y que por los actos positivos de esta familia, se persuadió a que eran falsas estas objeciones* » (*ibid.*).

Recuero sur la prétention à être enterrés dans la chapelle de Santa María la Mayor qui se trouve à San Bartolomé, et il a entendu dire que dans ce procès il est établi une distinction entre les bons et les mauvais Recuero »³¹. Les informateurs, très scrupuleux, se procurent auprès de la Chancellerie de Grenade la résolution de ce procès où il ne paraît nulle part de distinction entre différents lignages portant le nom de Recuero. Les informateurs se livrent alors à une critique en règle des faiblesses et des contradictions de cette seconde objection et concluent qu'en réalité doña María Malagón n'est pas la fille de ceux que disent les Esquina-Caballería, mais bien de Pedro Ruiz Malagón et de María Ruiz de Flores, habitants d'Almagro, ainsi que l'avait déjà établi jadis l'Inquisition. Du reste, les Recuero du quartier de San Ildefonso ont toujours été considérés comme étant vieux-chrétiens, or c'est dans ce quartier que doña María Malagón avait sa demeure. En outre, le terme « *recuero* » qui apparaît sur les *sambenitos* en question renvoie au métier, non au patronyme³² et de toute façon, ces personnes n'étaient pas d'Almagro. Enfin, il apparaît que lorsque don Luis avait obtenu sa familiature de l'Inquisition en 1620, il avait demandé qu'on fit figurer sur le diplôme non seulement son nom habituel d'Oliver, mais aussi ceux de Malagón Flores et Recuero afin qu'il fût manifeste qu'il n'y avait pas de doute sur la « pureté » de ce lignage.

Mais la partie adverse ne désarmait pas. Une « troisième objection » avait été avancée. Elle reposait sur une disposition réglementaire assez singulière datant de 1483 qu'on retrouvait dans d'autres municipalités du Campo de Calatrava d'une certaine importance – Moral, Almodóvar del Campo, Valdepeñas, Daimiel et Manzanares – et qui avait été abrogée entre 1572 et 1576 sauf à Almagro où elle se maintint contre vents et marées jusqu'en 1632. Elle stipulait que les offices municipaux étaient attribués non selon la coutume de la « moitié des offices » (*mitad de oficios*) partagés entre nobles et roturiers, mais de la manière suivante : un quart était réservé aux *hidalgos*, la moitié aux « *labradores cristianos viejos* » qu'on appelait aussi « *hombres buenos* » et le dernier quart aux *mercaderes* qui « étaient tous néophytes ou convertis » (« *eran todos confesos o conversos* »)³³. Or, allèguent les témoins à charge, un ancêtre de don Luis, son second ou

31 « [...] un pleito entre un fulano Malagón y un fulano Recuero sobre intentar enterrarse en la capilla de Santa María la Mayor que está en San Bartolomé, y que ha oído decir que en este pleito se contiene la distinción entre los Recueros buenos y malos » (*ibid.*).

32 *Recuero*, de *recua*, troupeau de mulets ou de chevaux, équivaut à muletier (*arriero*).

33 Sur la situation des *conversos* à Almagro, dont la compréhension est fondamentale pour saisir les enjeux de notre dossier, on consultera l'étude très éclairante de Jerónimo López-Salazar, « Limpieza de sangre y división en estados. El municipio de Almagro durante el siglo XVI », *Historia Moderna. Studia Histórica*, vol. XII, 1994, p. 157-187. Voir aussi, pour un cadrage global, Juan Ignacio Gutiérrez Nieto, « La discriminación de los conversos y la tibetización de Castilla por Felipe II », *Homenaje a Gómez Moreno*, t. IV, *Revista de la Universidad Complutense*, XXII, 1973, p. 99-129.

troisième grand-père, nommé Diego Franco, avait jadis voulu être admis dans l'état des *labradores* (paysans-laboureurs) ce que ces derniers refusèrent, alléguant qu'il appartenait à celui des *mercaderes* (marchands). Il y eut un litige à ce propos et la chancellerie de Grenade avait conclu, disait-on, que Diego Franco appartenait bien à l'état des *mercaderes*. Les pièces originales du procès avaient été ramenées de Grenade par un certain Bernardo Casado, défunt, car il avait épousé une Malagón et bien qu'il eût brûlé l'essentiel du dossier, don Fernando de la Caballería en avait conservé la première page. Mais ce dernier, fidèle à sa stratégie, refuse de confirmer ces faits, affirmant qu'il y eut bien procès, mais que ce Diego Franco, d'après lui, n'appartenait pas à la famille de don Luis et « avant qu'on ne lui posât la question, il dit que ledit Diego Franco, ayant été le fils de Juan Franco *el Moato*, brûlé [par l'Inquisition] et le petit-fils de Diego González Fexmix et de Catalina González, brûlés, était infecté³⁴ ». On voit comment, en ayant l'air de favoriser don Luis, ce témoin s'arrange, sans qu'on lui ait posé la question – circonstance soulignée par les enquêteurs –, pour communiquer la généalogie problématique susceptible de le perdre.

Le troisième frère de la Caballería, don Alfonso, prend la relève et avec trop de zèle ajoute que Alonso Franco – et non Diego, par erreur – avait épousé María de Cañizares, sœur du fondateur du Collège de Santa Cruz de Cañizares, à Salamanque, et qu'ils avaient eu une fille du même nom qui épousa à son tour Juan Ruiz Malagón *el Viejo*, père de Sebastián Ruiz Malagón qui le fut à son tour de doña María Malagón, la mère de don Luis de Oliver. Mal lui en prit car les informateurs notent sans tarder que cette généalogie est fautive au vu des pièces authentiques dont ils disposent. Ils décident d'abandonner cette piste, d'autant plus facilement que les autres témoins d'Almagro affirment tous que les ascendants de doña María Malagón avaient toujours appartenu à l'état des *labradores* vieux-chrétiens, ce qui, soit dit en passant, montre que notre jeune prétendant était d'une noblesse relativement récente, mais comme, ainsi que nous l'avons signalé plus haut, les preuves ne devaient pas remonter au-delà des grands-parents, il n'est pas tenu compte de ce détail dans le dossier.

Les Esquina prennent alors la relève et tentent, fort maladroitement, de disqualifier le prétendant. Ils affirment en effet que le chanoine Cañizares, le fondateur du collège de Santa Cruz déjà rencontré, avait stipulé dans le règlement de l'établissement qu'aucun Franco ni Malagón ne pourrait y être admis, car, explique don Pedro Sánchez de la Esquina, doña María de Cañizares avait épousé un certain Alonso Franco, fils de Juan Franco, brûlé par

34 « [...] *antes que se le preguntase dijo que el dicho Diego Franco, por ser hijo de Juan Franco el Moato, quemado, y nieto de Diego González Fexmix y de Catalina González, quemados, fue infecto* », A.H.N., O.M., Caballeros de Calatrava, exp. 2276.

l'Inquisition, et ils avaient eu pour fils Juan Ruiz Malagón, ascendant de María de Malagón, arrière grand-mère paternelle du prétendant. Mais les informateurs s'empressèrent de consulter les statuts du collègue en question où non seulement aucune interdiction n'est faite aux Franco ou aux Malagón, mais au contraire le fondateur les exhorte, eux et tous les habitants d'Almagro qui souhaitent étudier à Salamanque, à rejoindre son établissement. En outre, de nombreux témoins attestent que ladite doña María de Cañizares avait en réalité épousé Juan Ruiz Malagón *el Reviejo*, grand-père au cinquième degré du prétendant, qui n'avait rien à voir avec les homonymes souillés par le procès inquisitorial.

Mais les adversaires s'entêtent. Ils s'en prennent à la mémoire de don Diego – d'autres témoins disent don Alonso – Franco, le supposé arrière-arrière grand-père maternel de don Luis de Oliver, le grand-père paternel de notre prétendant. Ce Franco aurait été le fils de Juan Franco *el Moato* dont les ossements avaient été déterrés et brûlés par l'inquisiteur don Juan Yáñez, alors qu'il était lui-même fils de deux brûlés par le Saint-Office appelés Diego González Fexmix et Catalina González, tous judaïsants. Leurs *sambenitos*, ajoute le témoin, peuvent être vus dans l'église de San Bartolomé d'Almagro, où l'on trouvera l'épithaphe suivante sur le sépulcre de Juan Franco : « Ci-gît Moato le grand infortuné et jamais vengé, le Seigneur veuille le venger »³⁵. Mais les enquêteurs ne trouvent pas trace de cette sépulture ni de son épithaphe, pas plus du reste qu'ils ne parviennent à étayer par des témoins les dires qu'on vient de rapporter. Ils acquièrent la conviction que les dépositions du clan Caballería-Esquina sont entachées de grossières erreurs dues à leur partialité. Ils vont bientôt en avoir la preuve.

C'est à peine si nous osons prolonger encore cette histoire généalogique très embrouillée en espérant que le lecteur n'est pas déjà perdu depuis longtemps. En simplifiant beaucoup pour terminer, signalons que don Alfonso de la Caballería, le frère de don Fernando et don Diego, accusa don Luis de Oliver d'avoir falsifié la dernière enquête qui avait été menée pour sa familiature en subornant les témoins et promettant aux Caballería et aux Esquina de les aider en retour en faisant de même et que cet arrangement avait fait l'objet d'un accord écrit : « On passa une écriture entre ceux qui alors avaient fait obstacle à ses prétentions et ledit don Luis où celui-ci s'obligeait à aider à son tour [les Caballería et les Esquina] dans les prétentions qu'ils montreraient afin qu'ils ne disent rien dans la dernière enquête le concernant »³⁶. Mais l'écriture en question ne fut pas retrouvée et pour comble de confusion, ce sont les Caballería qui se trouvèrent accusés à leur tour d'avoir suborné des témoins pour qu'ils fissent de fausses

35 « *Aquí yace Moato desdichado mucho y no vengado, el Señor le vengue* » (*ibid.*).

36 « *Se hizo una escritura entre los que entonces le habían contradicho su pretensión y el dicho don Luis, y él se obligó en ella a ayudarles a ellos [los Caballería y los Esquina] en las pretensiones que tuviesen para que en sus últimas pruebas no dijese* » (*ibid.*).

accusations contre les Treviño, de telle sorte que l'arme qu'ils avaient voulu utiliser contre ces derniers se retourna contre eux. Les enquêteurs concluent qu'il « semble qu'en une certaine mesure ils sont *suspects* [les Caballería] car, ainsi qu'il ressort de leurs propres déclarations, ils sont tous parents et renvoient les uns aux autres pour une même question »³⁷.

358

Les manœuvres du clan Caballería-Esquina échouèrent et don Andrés de Rozas devint chevalier de Calatrava à la fin de l'année 1662 à l'âge de quatre ans. Ce qui ressort des dépositions de la majorité des témoins est bien que les Treviño étaient incontestablement vieux-chrétiens, bien que certains admettent qu'ils auraient pu à un moment donné « mal se marier » (« *casarse mal* »), particulièrement dans une ville comme Almagro, connue pour l'importance de sa population nouvelle-chrétienne, au point que la périphrase « être originaire d'Almagro » était devenue une forme d'atténuation de cette autre, très infamante : « avoir du sang juif dans ses veines ». Ce qui est certain, c'est que la noblesse de la famille n'était pas immémoriale puisque du côté de son père, la précieuse *ejecutoria* avait été obtenue en 1496 et du côté de sa mère, en 1568 seulement. Le fait de ne pouvoir se prévaloir d'une noblesse « de sang » eût sans doute été un obstacle pour le prétendant du temps des Rois Catholiques et des deux premiers Habsbourg, mais avec le temps cette exigence s'était estompée, tout comme la limite inférieure d'âge, soumise néanmoins à dispense pontificale. C'est ce que montre le fait qu'en 1563, don Andrés, âgé de cinq ans, apparaît en possession de la commanderie de Torroba dont avait joui son père avant lui alors que les statuts de 1448 stipulaient que pour être profès il fallait avoir au moins seize ans et pour être commandeur, dix-sept. Il faut donc supposer que l'oncle et tuteur don Pedro avait négocié les dispenses auprès de l'administration romaine. En réalité, celui qui profitait de la situation en attendant la majorité de son neveu, c'était bien lui. Toujours est-il que les difficultés survenues au cours de l'enquête de sang de don Andrés n'empêchèrent en rien sa famille d'aller très loin sur la route escarpée de la gloire. En 1696, alors qu'il était âgé de trente-huit ans, il reçut le titre de marquis d'Añavete, transmis par son épouse, doña María de las Virtudes Arias, I^e marquise d'Añavete³⁸. Ils eurent une fille, doña María del Padre Eterno Arias Treviño, II^e marquise d'Añavete. La fille de cette dernière, doña María del Padre Eterno Arias Treviño comme sa mère, III^e marquise d'Añavete et de Villaytre, épousa en 1734 le commandeur de Calatrava don Juan Francisco Gaona y Portocarrero qui était vicomte de Toba et II^e comte de Valparaíso, et qui occupa de nombreuses charges sous Philippe V – majordome du roi (1728),

37 « [...] parece que en alguna manera son sospechosos pues como de sus mismos dichos consta, son todos deudos y se citan unos a otros en una misma cosa » (*ibid.*). Souligné dans l'original.

38 Manuel Corchado Soriano, *Estudio histórico-económico-jurídico del Campo de Calatrava*, *op. cit.*, p. 396.

premier écuyer de la reine Isabelle Farnèse (1740), membre du Conseil des Indes (1741) –, pour devenir surintendant des finances sous Ferdinand VI, point culminant de sa carrière, car avec la chute du marquis de la Ensenada il serait disgracié par Charles III juste deux mois avant de décéder le 4 février 1760³⁹. L'imposant palais de Valparaíso – imposant à l'échelle d'Almagro, tout est relatif –, construit par son père dans sa ville natale, témoigne de cette ascension.

Pour comprendre les raisons de la tentative des Caballería-Esquina, il faut se plonger dans l'histoire des factions (*bandos*) d'Almagro et tout particulièrement, l'antagonisme entre *mercaderes* et *labradores*. À Almagro, qui devait compter à la fin du xvi^e siècle quelque 8 000 habitants, les descendants des juifs convertis à la fin du Moyen Âge constituaient une importante minorité, à un double titre, par le nombre d'abord, puisque d'après nos calculs les *conversos* représentaient probablement, vers 1500, entre 28 et 30 % des feux⁴⁰, et par le rôle économique et financier qu'ils jouaient en tant que fermiers des rentes de la *mesa maestral* de Calatrava ou des *alcabalas* royales et pour beaucoup d'entre eux, grands éleveurs de moutons lainiers et propriétaires fonciers. Le 8 octobre 1483, le grand-maître Frey Garci López de Padilla avait signé une ordonnance instituant la répartition des offices municipaux selon les trois groupes que nous avons évoqués plus haut. Son objectif était alors d'attirer les *conversos* – les *mercaderes* – sur les terres de l'ordre afin de donner un nouvel essor au commerce et s'assurer les services d'un groupe de professionnels de la finance. Les *conversos*, pour leur part, virent dans la création, au sein des roturiers, d'un groupe de *mercaderes*, une victoire de leur « race » comme on disait alors, ne se rendant pas compte qu'ainsi faisant ils se singularisaient et gravaient pour ainsi dire dans le marbre le nom des lignages au sang « impur ». Les *conversos* prenant de plus en plus de place dans les conseils municipaux grâce à l'achat d'offices de *regidores* et les préjugés anti *conversos* croissant de plus en plus dans la société globale, les *mercaderes* tentèrent de faire révoquer cette ordonnance afin de se fondre dans la masse des *labradores* ou *hombres buenos*, ce que ces derniers ne souhaitaient nullement, on s'en doute. En 1537, les *mercaderes* tentèrent une action en justice auprès de la Chancellerie de Grenade dans ce but, mais en vain – sentences de 1538 et 1539. À compter de cet échec, tout le restant du siècle fut émaillé de luttes intestines au sein des conseils municipaux des principales villes du Campo de Calatrava, luttes qui prirent parfois des airs de véritables affrontements de rues entre partialités (*bandos*) *conversas* et vieilles-chrétiennes.

39 Didier Ozanam, *Les diplomates espagnols du xviii^e siècle*, Madrid/Bordeaux, Casa de Velázquez/Maison des Pays Ibériques, 1998, p. 266-267.

40 Raphaël Carrasco, « "Pureté de sang" et paix civile en Nouvelle-Castille (xv^e-xvi^e siècle) », dans Jeanne Battesti-Pellegrin (dir.), « *Qu'un sang impur...* » *Les Conversos et le pouvoir en Espagne à la fin du Moyen Âge*, Aix-en Provence, Publications de l'Université de Provence, 1997, p. 61-87.

Le point culminant des violences fut atteint au cours des années médianes du siècle⁴¹. Deux exemples concrets vont nous donner un aperçu de ces tensions inter-ethniques. Le 19 juin 1548, les inquisiteurs de Tolède convoquèrent cinq membres d'une même famille d'Almagro, les Villarreal, petits-fils d'un certain Diego de Villarreal *el Tuerto* (le Borgne) qui avait été condamné en tant que judaïsant. Ces cinq personnages, parmi lesquels on compte deux médecins et deux fermiers de rentes, avaient été dénoncés pour infraction sur les lois régissant l'incapacité d'offices (*inhabilitación*) et pour leur activité au sein d'un supposé *bando* œuvrant contre les vieux-chrétiens. Le 26 juin, une lettre parvenait à l'un des inquisiteurs – les noms de signataires ont été soigneusement barrés de sorte qu'on ne peut connaître leur identité – mettant en cause l'un des convoqués appelé Antón de Villarreal :

360

La volonté de nous favoriser que Votre Grâce a toujours bien voulu manifester [...] nous conduit comme toujours à vous supplier de venir en aide aux vieux-chrétiens et à leur parti qui en l'absence de Votre Grâce ont été tellement persécutés par les gens de ce bourg, et de sévir à l'encontre des persécuteurs en les payant avec la monnaie que leurs agissements méritent. Et dans la mesure où le plus acharné parmi eux est Antón de Villarreal, qui à présent est convoqué par le Saint-Office de votre ville de Tolède, par les avis de qui se gouvernent et dirigent la faction des *conversos* et les *regidores* qui en font partie, nous voulons vous apprendre qui est ce coquin, outre ce que Votre Grâce sait déjà sur son compte afin que vous le payiez comme il le mérite et pour ce qu'il est [...]. C'est lui qui a formé la ligue et faction des *conversos* contre les *hidalgos* et les vieux-chrétiens, afin qu'ils se cotisent pour pouvoir les poursuivre, comme ils ne manquent pas de le faire en toute occasion. C'est lui qui fait en sorte que les *hidalgos* et les vieux-chrétiens soient exclus de tous les offices municipaux [...] ⁴².

Cette idée selon laquelle les *conversos* formaient un puissant groupe de pression agissant à l'encontre des intérêts des vieux-chrétiens et que seul le Saint-Office pouvait désintégrer, est exprimée à maintes reprises dans les

⁴¹ Sur tout cela, voir Jerónimo López-Salazar, « Limpieza de sangre y división en estados », art. cit.

⁴² « *La voluntad que siempre en V. M. hemos conocido de nos hacer merced [...] nos hace como siempre suplicarle V. M. favorezca a los cristianos viejos y partido dellos que en ausencia de V. M. tan perseguidos han sido de la gente deste pueblo, y sea contra los perseguidores pagándoles en la moneda que sus obras merecen. Y porque el mayor perseguidor dellos es Antón de Villarreal que ahora va citado por el Santo Oficio de esa ciudad de Toledo, por cuyo consejo todos los de la junta de los confesos y regidores que dellos hay se mandan y gobiernan, daremos a V. M. alguna cuenta de quién este bellaco es, demás de lo que de él V. M. conoce, para que le pague como merece y como quien él es [...]. Este es el que ha hecho hacer junta y liga de confesos contra hijosdalgo y cristianos viejos que tengan depósito de dinero para los perseguir como lo hacen en todo lo que se ofrece. Este es el que procura que los hijosdalgo y cristianos viejos sean excluidos de los oficios del concejo de la villa [...]* » (A.H.N., Inq., leg. 120, n° 31).

témoignages consignés dans les procès inquisitoriaux intentés aux *conversos* ou leurs descendants accusés de falsifier leur généalogie en produisant de faux témoins afin de contourner l'obstacle des statuts de « pureté de sang ».

Un quart de siècle plus tard, en 1574, non loin de là, à Almodóvar del Campo, un habitant écrivait anonymement au Saint-Office pour dénoncer un certain Juan Ruiz qui aurait falsifié sa généalogie. L'accusateur parle au nom de « tous ceux qui sommes proches du Saint-Office et de véritables serviteurs de ses ministres et saints juges » (« *los que somos allegados del Santo Oficio y verdaderos servidores de sus ministros y santos jueces* ») car, précise-t-il, dans la ville, « il y a quinze *regidores* et deux seulement sont vieux-chrétiens immaculés de tous côtés » (« *hay quince regidores y dos sólo son cristianos viejos limpios de todas partes* »). Or, il faut « punir de semblables éhontés parjures parmi lesquels je pense que nul n'est en sécurité » (« *castigar semejantes desvergonzados perjuros entre cuyos autores creo que no vive nadie seguro* »⁴³). Parmi les nombreux reproches qui sont adressés aux descendants des nouveaux convertis, il en est un de particulièrement récurrent et qui en dit long sur la permanence, dans les mentalités collectives, du stéréotype du juif usurier. En 1540, par exemple, un barbier de Maqueda, au nord-est de Tolède, nommé Rodrigo Alonso, dénonce à l'Inquisition le petit-fils de brûlé pour judaïsme, Antón Rodríguez, car, dit-il, « il a fait et fait toujours de nombreux contrats usuriers et illicites » (« *ha hecho e hace algunos e muchos contratos usurarios e ilícitos* »), ce que confirme un autre témoin : « il fait des contrats vicieux [...], achetant pour quatre ce qui vaut cinq » (« *hace contratos viciosos [...] comprando lo que es cinco por cuatro* »⁴⁴). En 1562, Juan de Vargas, familier du Saint-Office demeurant à Robledo de Cavela, à l'ouest de Madrid, dépose contre un autre petit-fils de condamné, Jerónimo Hernández pour les mêmes raisons : « Sous d'aimables paroles ce qu'il fait c'est sucer le sang [...]. Il n'y a pas de juif plus grande sangsue en Espagne, qui a sucé jusqu'à l'os tous les paysans de cette contrée » (« *Con sus palabras dulces era un chupador [...]. No hay judío mayor chupador en España, que tiene chupados a todos estos labradores desta tierra* »). Ses intentions sont claires : les *conversos* « étaient des putains de juifs et il voulait les chasser du lieu » (« *eran putos judíos y los quería echar del lugar* ») car, « comme ces descendants des juifs se sont pas mal enrichis, ils montrent beaucoup de superbe » (« *como están algo ricos aquellos descendientes de judíos, están muy soberbios* »⁴⁵). Ces déclarations révèlent une façon de sentir largement répandue alors dans l'ensemble de la société. Il s'agit d'un conflit aux multiples facettes qu'on ne saurait cantonner au seul domaine religieux.

43 *Ibid.*, n° 15.

44 *Ibid.*, n° 7.

45 *Ibid.*, n° 29.

Almagro avait connu un mouvement de pénétration des *conversos* dans les instances de pouvoir municipales semblable à celui que dénonçait l'habitant d'Almodóvar del Campo cité plus haut, pénétration rendue d'autant plus aisée que la municipalité de la ville n'avait pas adopté de statut de « pureté de sang ». La manifestation la plus spectaculaire de cette ascension – outre l'achat des offices de *regidores* – avait été la multiplication des alliances avec les familles nobles, de telle sorte qu'à la fin du xvi^e siècle, l'état des *hidalgos* et celui des *mercaderes* faisaient cause commune contre celui des *labradores* ou vieux-chrétiens afin de faire abroger la fameuse ordonnance de 1483, alors que traditionnellement, *hidalgos* et *labradores* s'opposaient aux *mercaderes* sur ce sujet. Les luttes de clans pour avoir la mainmise sur les offices furent constantes et parfois spectaculaires, comme ce fut le cas en 1584 lors d'un différend dont le principal protagoniste fut justement un Caballería. Cette famille était déjà puissante au xv^e siècle. D'abord simples commerçants, les Caballería ou Cavallería étaient devenus des fermiers de rentes dès le milieu du xv^e siècle, puis d'importants éleveurs de moutons lainiers transhumants – ceux qu'on appelait les « *señores de ganados* »⁴⁶. Entre 1486 et 1488, Alonso Gutiérrez de la Caballería avait affermé en compagnie de deux autres grands propriétaires la totalité de la *Mesa Maestral*. Cet homme, ainsi que ses deux associés, Gonzalo Gutiérrez et Luis Álvarez de Toledo, passaient pour être, avec les Villarreal dont on vient d'entendre parler, les piliers de la communauté juive et *conversa* – l'expulsion n'avait pas encore eu lieu – d'Almagro. C'est pour cette raison que lorsque, en 1584, soit un siècle plus tard, Alfonso de la Caballería reçut le bâton d'*alcalde de la hermandad* au titre de l'état des *labradores*, bien qu'il fût qualifié d'homme « très honorable et principal, et titulaire d'un majorat » (« *hombre muy honrado e principal e mayorazgo* »), les *labradores* refusèrent cette nomination pour cause « d'impureté de sang », provoquant de sérieux troubles en ville avec bagarres et coups de couteaux, tant et si bien qu'il fallut diligenter une enquête sur place et qu'un recours fut déposé auprès de la Chancellerie de Grenade⁴⁷. Ce genre d'incident est fréquemment rapporté, partout dans la péninsule, et durant toute l'époque des Habsbourg, avec une particulière densité sous le règne de Philippe II. À Almagro, ces luttes pour le pouvoir municipal, mais aussi, et surtout, pour la reconnaissance et le prestige, ne cessèrent pas avec l'abrogation définitive – et tardive, puisqu'elle n'intervint qu'en 1632 alors que dans les autres villes du Campo de Calatrava, elles avaient disparu dès les années 1570 comme on l'a vu – de l'ordonnance de 1483 et le dossier de don Andrés que

46 Luis R. Villegas Díaz, « Almagro durante la Edad media (aproximación) », *Primera semana de Historia de Almagro*, Ciudad Real, Diputación, 1987, p. 43-44.

47 Jerónimo López-Salazar, « Limpieza de sangre y división en estados », art. cit., p. 177.

nous venons de parcourir en est l'illustration parfaite. Et paradoxale aussi. Car c'est le clan d'origine judéo-converse qui utilise justement cette tache (*mácula*) infamante pour disqualifier un clan adverse qui, lui, n'a pas à rougir de celle-ci dans la mesure où ses origines ne sont pas douteuses. L'important n'était pas, on le voit, la réalité de l'ascendance mais bien la *reputación* dans laquelle on tenait le lignage. Nous avons affaire, en somme, à un cas assez évident de perversion du système ou, en d'autres termes, d'instrumentalisation d'une phobie collective. Du reste, les adversaires des statuts de « pureté de sang » n'avaient pas manqué de souligner ces dérives. Jerónimo de Ceballos touche du doigt l'essentiel lorsqu'il met en garde contre le fait qu'un dossier de preuve refusé entraînait une infamie indélébile :

[...] l'honneur une fois perdu jamais n'est recouvré et il n'est point de remède ni de satisfaction équivalente ; tout comme personne ne peut rendre la vie à un homme mort, personne ne peut redonner à un lignage déshonoré assez d'honneur pour réparer le mal, aucune réparation ne peut laver celui qui a été déshonoré par la Justice, à tort ou à raison, de la tache causée par l'affront [...] et personne ne voudrait marier sa fille avec un tel homme, il ne serait pas admis aux honneurs de la République, ni même dans une cathédrale ou un collège ni à aucun des habits militaires⁴⁸.

Cette situation était d'autant plus scandaleuse, poursuivent nos détracteurs, que les témoins étaient des gens bas, sans honneur et sensibles à toute sorte de corruption :

On doit prendre garde et considérer que l'honneur et la réputation de toute la noblesse et la « pureté » de notre Espagne ne réside et repose que dans les dépositions et les dires des hommes les plus âgés de chaque lieu qui [...] sont des tailleurs, des cordonniers, des tanneurs et la lie du peuple, pour la plupart si pauvres et misérables qu'avec quatre *reales* et un coup à boire, ou bien avec une menace ou une caresse on leur fait dire tout ce qu'on veut⁴⁹.

48 « [...] *la honra que una vez se pierde jamás se cobra ni tiene remedio ni satisfacción equivalente y como a un hombre muertonadie le puede dar vida a un linaje afrentado nadie le puede dar honra que sea bastante a reparar su daño, ninguna satisfacción puede limpiar al que afrentó la Justicia con razón o sin ella de la mancha que le causó la afrenta [...]* y ninguno casaría su hija con tal hombre ni le admitieran a las honras de la República ni aun a la Iglesia Catedral, o Colegio ni a ninguno de los hábitos militares ». Jerónimo de Caballos, *Memorial de don Gerónimo de Zevallos, acerca de los estatutos*, publié par Juan Hernández Franco, *Sangre limpia, sangre española*, op. cit., p. 269-278, ici p. 270.

49 « *Se debe advertir y considerar que la honra y reputación de toda la nobleza y limpieza de nuestra España haya de consistir y estribe tan solamente en las deposiciones y dichos de los hombres más viejos de cada lugar que [...] son sastres, zapateros, curtidores y la hez del pueblo y los más dellos tan pobres y miserables que con cuatro reales y una vez de vino o con una amenaza o caricia les hacen decir cuanto quieren* ». *Discurso en razón de los estatutos*

La manœuvre des ennemis des Treviño de Loaysa Oliver ne fut rendue possible que par la permanence, dans un milieu localement saturé, de tensions ayant maintenu vivaces les anciennes querelles inter-ethniques. Mais à cette époque, la « pureté de sang » n'était plus cette arme fatale de jadis, du temps où il suffisait de faire naître le simple soupçon d'« impureté » pour que la *reputación* d'un lignage fût ruinée.

de nobleza y limpieza de sangre que hay en algunas de las comunidades de nuestra España y si sea conveniente alterar en parte o en todo el modo que al presente se guarda en hacer las informaciones para entrar en las dichas comunidades, papier anonyme, Archivo General de Simancas, section *Estado*, Lib^o 381, fol. 45 r^o. Nous avons modernisé la graphie. L'historien Miguel Jiménez Monteserín – qui a étudié ce mémorial – pense que l'auteur est sans doute Juan Roco de Campofrío.

CINQUIÈME PARTIE

Se jouer de la réputation

LA MAUVAISE RÉPUTATION DU GRECO :
MYSTÈRE DE LA PENTECÔTE ET MYSTIQUE DE
LA CRÉATION DANS UNE DE SES DERNIÈRES TOILES

Fabrice Quero

Université Paul Valéry-Montpellier 3, LLACS

La réputation de peintre mystique du Greco est tout à la fois suggestive et polémique. Mal distinguée de la question de la religiosité ou de la spiritualité de l'homme et de l'artiste, elle est la résultante de la conjoncture historique et religieuse au cours de laquelle Le Greco réalisa son œuvre, des sujets religieux qui y abondent et de leur traitement pictural si singulier. Ces trois causalités sont remarquablement imbriquées. En effet, la production picturale du Greco posséderait-elle cette aura mystique si elle n'avait eu pour pendants littéraires les chefs-d'œuvre de Jean de la Croix ou de Thérèse d'Avila, pour ne citer qu'eux ? La *manière* si singulière du peintre candiotte, notamment dans les scènes religieuses, peut-elle s'expliquer sans référence à un tel contexte, qu'elle semble traduire à merveille selon certains ? Dans une moindre mesure, enfin, Le Greco jouirait-il encore d'une telle réputation si les représentations de la vie du Christ, de la Vierge, de divers miracles, les portraits de saints ne constituaient la majeure partie de son catalogue ? Il y a assurément là une conjonction de facteurs complémentaires. Cette association d'observations de nature historique, sociologique, philosophique et esthétique, tantôt hâtive et inconsidérée, tantôt réfléchie, a contribué à forger, assez tardivement au demeurant, l'image d'un peintre dont le pinceau aurait été au service d'une inspiration divine à l'instar de la plume des grands mystiques. Francisco de Zurbarán et son œuvre se trouvent inscrits dans une configuration similaire. Bien qu'il jouisse d'une réputation analogue¹, le cas du Greco reste le plus emblématique, sans doute au motif supplémentaire de la très forte personnalité de l'homme.

Pourtant, une telle appréciation des œuvres sacrées du Greco n'allait pas de soi dans le contexte post-tridentin qui les vit naître. À ce propos, l'opinion de José de Sigüenza sur le *Martyre de saint Maurice* destiné à orner l'autel du saint

¹ Voir l'article de Manuel Jover paru dans *Connaissance des arts*, n° 723, février 2014, à l'occasion de l'exposition consacrée à ce peintre par le Palais des beaux-arts de Bruxelles.

dans la basilique de l'Escurial est restée dans les mémoires. Le hiéronymite se fait l'écho du rejet par le roi d'une toile qui ne remplissait pas le cahier des charges pour les images sacrées appelées à orner les autels de ce sanctuaire-reliquaire. Il est vrai que, contrairement à un Zurbarán qui suivait scrupuleusement les décrets du concile sur les images pieuses, Le Greco avait représenté la scène avec une certaine audace en reléguant le supplice du saint proprement dit au second plan pour lui substituer une *sacra conversazione*. Contre toute attente, Sigüenza mettait en avant une forme d'élitisme intellectuel et la virtuosité picturale du peintre à l'heure de justifier l'indifférence, voire l'aversion suscitée par la toile². Il ajoutait : « On doit peindre les saints de sorte qu'ils n'ôtent pas l'envie de les prier, mais qu'ils invitent, au contraire, à la dévotion, puisque c'est principalement à cette fin qu'on les peint »³. Ainsi, pour un tableau du moins, le jugement des contemporains du Greco semble aller à rebours des préjugés actuels à l'égard de sa peinture.

368

Depuis près de cinquante ans, les historiens de l'art ont procédé à un patient et rigoureux travail de déconstruction de cette image en resituant l'œuvre et son auteur dans leur époque. Fernando Marías pouvait donc affirmer, au sujet de tout ce qui a concouru à forger cette réputation du Greco, que « [...] si la tradition historiographique nous a légué une image du Greco comme peintre mystique, interprète visuel de l'union intime avec la divinité [...] rien n'a pu être historiquement démontré, bien au contraire »⁴. Les arguments qui soutiennent ce rectificatif sont nombreux. Ils sont notamment puisés dans la sociologie de l'art. Mais avant de les produire, un premier constat s'impose. Accorder au Greco la qualité de peintre mystique ne revient pas à autre chose qu'à lui reconnaître une spiritualité propre et élevée à la fois. Or, aucun témoignage, aucune source, ne vient corroborer une telle prémisse. Nombreux sont, en revanche, ceux qui attestent l'intensité de sa spéculation intellectuelle, son intérêt philosophique pour l'architecture, sa sensibilité aux théories néoplatoniciennes.

De ce point de vue, la représentation de la Pentecôte occupe une place à part dans la production sacrée du Greco. Il s'agit, tout d'abord, d'une toile

2 « *De un Doménico Greco, que ahora vive y hace cosas excelentes en Toledo, quedó aquí un cuadro de San Mauricio y sus soldados, que hizo para el propio altar de estos santos; no le contentó a su majestad (no es mucho), porque contenta a pocos, aunque dicen que es mucho arte, y que su autor sabe mucho* », cité par Cecilio Barberán, « El Padre Sigüenza como crítico de arte de las pinturas del Monasterio de El Escorial », *La Ciudad de Dios*, n° CLXXVIII, 1964, p. 95.

3 « *Los santos se han de pintar de manera que no quiten las ganas de rezar en ellos, antes pongan devoción, pues el principal efecto fin de su pintura ha de ser éste* » (*ibid.*).

4 « *Si la tradición historiográfica nos ha legado la imagen del Greco como pintor místico, intérprete visual de la unión íntima con la divinidad [...] nada de ello ha podido ser históricamente demostrable, más bien todo lo contrario* » (Fernando Marías, « El pensamiento artístico del Greco: de los ojos del alma a los ojos de la razón », dans José Álvarez Lopera [dir.], *El Greco. Identidad y transformación*. Creta. Italia. España, Madrid, Museo Thyssen-Bornemisza, 1999, p. 163).

qui appartient à la fin de la production du maître, considération qui ne doit pas inviter à y rechercher la quintessence d'un art mais qui autorise, à tout le moins, à mettre ce tableau en perspective à partir des réflexions que son auteur a consignées, au cours de son séjour tolédan, dans les apostilles marginales à plusieurs ouvrages qu'il possédait. En outre, dans la théologie catholique, la Pentecôte est tout autant mystère pneumatique du souffle de l'Esprit Saint que mystère de la lumière divine descendue sous la forme de langues de feu sur la Vierge et les apôtres. On doit reconnaître qu'il y avait peut-être là de quoi exciter la dévotion du Greco et nourrir sa spiritualité... comme celle de tout autre chrétien lettré de l'époque, sans doute. Une fois encore, nous en sommes réduit à des suppositions. En se fondant sur les écrits du Greco, il est permis de postuler, en revanche, que la nature même de ce mystère religieux était propice à stimuler la réflexion sur sa propre pratique d'un artiste correspondant à l'archétype du *pictor doctus*⁵. Il n'est pas interdit de penser que le récit des Actes des Apôtres a pu engager Le Greco à substituer à la représentation de la scène religieuse celle, encore plus immatérielle, de la création picturale en elle-même.

LA MAUVAISE RÉPUTATION DU GRECO

Dès 1869, dans le deuxième tome – consacré à la peinture espagnole – de *l'Histoire des peintres de toutes les écoles*, Paul Lefort, critique et historien d'art, collectionneur avisé et grand connaisseur de cette peinture, devait établir le premier parallèle entre l'œuvre du Greco et la mystique espagnole de la seconde moitié du XVI^e siècle⁶. Quelque quarante-cinq ans plus tard, en 1912, Barrès traduisait en termes littéraires l'intuition de Lefort dans *Le Greco ou le secret de Tolède* :

Ainsi le génie du Greco parvient à nous rendre visible la métaphysique qui enchante ses modèles. [...] Aux effusions innocentes du cœur, Greco associe les

5 Sur ce point, voir Richard L. Kagan et Fernando Marías, « El *pictor doctus* en la Europa moderna y El Greco como filósofo », dans Javier Docampo et José María Riello Velasco (dir.), *La biblioteca del Greco*, Madrid, Museo Nacional del Prado, 2014, p. 15-39.

6 Il explique en ces termes l'abandon du style propre à l'école de Titien : « Il abandonne leur style, et tout d'un coup il se fait l'initiateur d'une nouvelle école, vraiment nationale, vraiment espagnole celle-là, qu'il crée en partie et qu'il inaugure à Tolède : l'école ascétique et réaliste. Elle compte déjà Moralès le *Divin*, elle comptera successivement les Zurbaran, les Ribera et les Valdès Leal parmi ses plus vaillants praticiens. C'est dans ce milieu d'exaltation mystique et de naturalisme religieux, que le Greco se transforme jusqu'à dépouiller toute sa belle harmonie vénitienne. Ses compositions les plus sévères revêtent alors un caractère d'un pathétique outré ; son dessin se tord et se tourmente ; ses personnages exagèrent le geste, forcent l'expression ; son coloris recherche surtout les teintes singulières, les tons heurtés, les oppositions violentes ; ses toiles prennent l'apparence d'ébauches fougueuses et désordonnées. » (Charles Blanc [dir.], *Histoire des peintres de toutes les écoles*, t. XIV, *L'École espagnole*, Paris, Librairie Renouard, 1869, p. 6-8.)

arcanes de la mystique. Il approche de la cinquantaine. Qu'il peigne des êtres humains ou divins, il ne s'attache désormais qu'à la représentation des âmes. Voilà l'œuvre d'un visionnaire devant qui le ciel et la terre se mêlent⁷.

Il nous faudra revenir sur ce bref texte car Barrès y réserve une place de choix à la *Pentecôte*.

Entre les quelques lignes de Lefort et l'essai de Barrès avait paru le texte qui allait durablement asseoir la réputation du Greco comme peintre mystique et produire une batterie d'arguments pour soutenir cette thèse. Dans un passage de sa biographie consacrée au peintre toledan, qu'il vaut la peine de retranscrire malgré sa longueur, Bartolomé Cossío offrait une illustration parfaite de la rencontre de déterminismes d'horizons divers sur lesquels repose le supposé mysticisme du Greco :

370

Le romantisme commença à le réhabiliter ; mais seul le néo-romantisme actuel, que nous appelons modernisme, a pu achever cette tâche. [...] Il doit être un modèle, de ce point de vue, pour toute espèce de symboliste et de décadents, pour les intimistes, pour les peintres à l'élégance nerveuse, pour les déliquescents, pour les psychologies compliquées, pour le mysticisme allégorique, pour les mystérieuses visions, pour les infinis aspects, en somme, du néo-idéalisme littéraire et pictural, qui trouveront dans la subtile spiritualité des figures névrotiques du Greco, dans le transcendentalisme poétique qui les entoure, beaucoup de réponses à leur unanime protestation contre la reproduction nulle de la réalité, soit grossière, soit vide de concepts et sans âme. [...] Venise lui donne son éducation artistique. Titien lui enseigne la technique ; Tintoret le séduit par son dramatisme dans le fond et dans la forme, par les tonalités carmines et argentées ; Michel-Ange le rend plus dur et amer, l'excite et le recentre sur lui-même, mais surtout, le rend plus viril. L'austère et âcre Castille fut bénigne pour lui, car elle le rendit libre. Il y est solitaire, il oublie les règles et abandonne les maîtres, s'accepte lui-même, se familiarise avec l'esprit et la nature de cette région, il se répand littéralement en eux, tout en se laissant pénétrer par eux. Il s'empare, enfin, du génie de la terre et de l'âme espagnoles. Il en traduit avec fidélité ce qui vibre à l'unisson de son tempérament singulier – la violence, la dignité, l'exaltation, la tristesse, le mysticisme, l'intimité réaliste, la monochromie cendrée et carmin – et après une tentative rapide et inévitable, il parvient à faire une œuvre originale et éternelle, et trouve un chemin qu'il peut appeler sien⁸.

7 Maurice Barrès, *Greco ou le secret de Tolède* [1912], Paris, La Table Ronde, 1998, p. 80-81.

8 « *El romanticismo comenzó su rehabilitación; pero sólo el actual neorromanticismo, que llamamos modernismo, ha podido acabarla. [...] Modelo ha de ser, por este lado, para toda especie de simbolistas y decadentes, para los intimistas, para los pintores de la elegancia*

Le cheminement est pour le moins complexe, voire tortueux. Des considérations qui émanent de la sensibilité esthétique de la fin du XIX^e siècle rencontrent une lecture définitive des influences reçues de ses maîtres et modèles par Le Greco et une interprétation d'inspiration *unamunienn*e, *casticista*, de celles provenant de sa terre d'accueil, la Castille. En quelques lignes, Cossío résumait donc ce qui était appelé à devenir, pour quelques décennies, la vulgate herméneutique de l'œuvre sacré du Greco.

Toutefois, aucun élément biographique ne vient étayer semblable lecture. Pas une allusion chez ses contemporains, même chez les plus proches de ses amis, à la dévotion ou à la spiritualité du Greco. Hors des commandes passées par diverses institutions religieuses, on sait qu'il prit part, au côté de son fils Jorge Manuel et à la demande de l'archevêque Bernardino de Rojas y Sandoval, aux travaux du *Consejo de la Gobernación*. Il lui incombait, sous mandat de cette instance, d'examiner les œuvres picturales destinées aux sanctuaires du diocèse de Tolède. Aucun document ne nous renseigne cependant sur la réalité des activités du Greco au sein de cet organe. Il est bien connu, par ailleurs, que l'Inquisition de Tolède requit ses services d'interprète dans le cadre d'un procès intenté à un tailleur grec en 1582⁹. Pas plus par ce biais-là, la voix du peintre n'est parvenue jusqu'à nous.

Seules les lectures de cet homme, qui paraît avoir possédé une bibliothèque assez riche, seraient susceptibles d'offrir quelques indications à propos de sa sensibilité religieuse. S'il convient en général de faire preuve de circonspection dans ces tentatives de reconstitution livresque d'une pensée ou d'un horizon intellectuel, la prudence doit se muer en méfiance dans le cas du Greco. Les deux inventaires qui furent réalisés après son décès à l'instigation de son fils, Jorge Manuel, sont suspects. Qu'il s'agisse de liquider une succession qui

*nerviosa, para los delicuescentes, para las psicologías complicadas, para el misticismo alegórico, para las misteriosas visiones, para los infinitos aspectos, en suma, del neoidealismo literario y pictórico, que hallarán en la sutil espiritualidad de las neuróticas figuras del Greco, en el trascendentalismo poético que las envuelve, mucho que responde a su unánime protesta contra la nula reproducción de la realidad, ya grosera, ya vacía de conceptos y sin alma. [...] Venecia lo educa en el arte. Tiziano le enseña la técnica; Tintoretto lo seduce por el dramatismo en fondo y forma, por las tonalidades de carmín y plata; Miguel Ángel lo endurece y amarga, lo excita y reconcentra, pero, sobre todo, lo viriliza. La adusta y agria Castilla fue para él benigna, porque lo hizo libre. Solitario en ella, olvida reglas y abandona maestros, se acoge a sí propio, íntima con el espíritu y la naturaleza regionales, derrámase en ellos liberalmente, a la vez que se deja penetrar por los mismos; se apodera, al fin, del genio de la tierra y del alma española; traduce fielmente de ellas lo que vibra al unísono con su singular temperamento –la violencia, la dignidad, la exaltación, la tristeza, el misticismo, la intimidación realista, la cenicienta y carminosa monocromía– y tras rápido, ineludible tanteo, llega a hacer obra original y eterna, y encuentra un camino que puede llamar suyo » (Bartolomé Cossío, *El Greco*, Madrid, Espasa-Calpe, 1944, p. 273, 275).*

9 José Riello, « La biblioteca del Greco », dans Javier Docampo et José María Riello Velasco (dir.), *La biblioteca del Greco*, op. cit., p. 51-52.

a peut-être comporté des dettes ou d'établir le montant d'une dot à l'heure de convoler pour la seconde fois, ce dernier a pu chercher à minorer le patrimoine dont il venait d'hériter et, par conséquent, à minorer la richesse de la bibliothèque de son père. Il faut ajouter que Le Greco, comme tout lettré de son temps, a pu avoir entre les mains des ouvrages prêtés par certains de ses amis, comme le fameux humaniste et helléniste tolédan Antonio de Covarrubias¹⁰, livres qui échappent par conséquent à la documentation testamentaire. En cela, comme le précise avec rigueur le catalogue, les commissaires de l'exposition organisée au Musée du Prado du 1^{er} avril au 29 juin 2014 se sont livrés à une reconstitution hypothétique de ladite bibliothèque puisque seuls trente-neuf ouvrages ont pu être véritablement identifiés comme ayant appartenu au Greco. Parmi eux, des textes de Justin, Basile, Jean Chrysostome et du Pseudo-Denys l'Aréopagite, sans doute pour les passages que chacun de ces auteurs consacre à l'image. Dans les contributions qui accompagnent ce catalogue, plusieurs auteurs ne manquent pas de souligner combien il demeure hasardeux de chercher à déduire les convictions religieuses du peintre de ses œuvres¹¹.

LE GRECO ET L'ŒUVRE D'ALONSO DE OROZCO

À l'heure actuelle, cette représentation mystique du Greco relève en grande partie de l'image d'Épinal, les historiens de l'art ayant battu en brèche ce type d'approches dans leur tentative de ramener cet œuvre singulier dans les limites de leur champ disciplinaire. Pour des raisons particulières, certaines parties de la production picturale du Greco semblent pourtant échapper à cette entreprise de rationalisation. Tel est le cas des toiles qui composaient le retable de doña María de Córdoba y Aragón – dont la *Pentecôte* – du couvent de l'Incarnation de Madrid dans l'étude que Richard G. Mann leur a consacrée. Cette institution a connu une histoire mouvementée au moment de sa fondation et à l'heure de son démantèlement initié au cours de l'occupation napoléonienne. L'ambition de sa fondatrice, dame d'honneur de l'infante Isabel Clara Eugenia, était d'y établir un panthéon familial assorti de la communauté monastique indispensable pour célébrer les obits et autres messes de suffrage, garantis par les rentes d'usage, à l'intention des défunts de son lignage. À cet égard, dans une telle entreprise se conjuguaient, chez ce haut personnage, une piété amplement reconnue par ses contemporains et la volonté partagée, par tous les représentants de son état, d'exalter la noblesse de leur famille. María de Córdoba y Aragón confia à son confesseur, Alonso de Orozco (1500-1591), le soin de superviser ce projet.

¹⁰ Javier Docampo, « Lo que el Greco sabía: introducción a una exposición », dans *ibid.*, p. 11.

¹¹ José Riello, « La biblioteca del Greco », art. cit., p. 56.

Ce moine augustin, nommé prédicateur impérial en 1554¹², connu pour son ascétisme, sa charité, son éloquence en chaire, son zèle dans la réformation de son ordre, était regardé comme un modèle de vie chrétienne, tant par ses frères que par l'ensemble du peuple catholique de la capitale castillane. Il réussit – non sans mal – à infléchir sensiblement la nature de la fondation pieuse et nobiliaire, dans une perspective contre-réformiste, en substituant à la communauté monastique un séminaire dédié à la formation des prédicateurs. Le couvent semble avoir rempli cette mission, hormis quelques déboires financiers – notamment à ses débuts –, jusqu'à l'expulsion de la communauté en 1814 et à la transformation de sa chapelle afin d'y accueillir diverses assemblées législatives, reconversion devenue définitive après la première *desamortización* de 1835. Le retable, commandé au Greco en 1595, fut donc démonté au cours de la guerre d'indépendance. Seule l'*Annonciation* demeura sans doute en ces lieux où le culte sacré fut maintenu par intermittences jusqu'à la transformation du bâtiment afin d'y accueillir durablement les débats du Sénat¹³. Il est communément admis à présent que, outre cette dernière toile, l'*Adoration des bergers* – seule toile non conservée au Prado mais au Musée national d'art de Roumanie de Bucarest – le *Baptême du Christ*, la *Crucifixion*, la *Résurrection* et la *Pentecôte* – initialement écartée par Cossío – composaient cet ensemble pictural¹⁴.

Richard G. Mann, dans un ouvrage consacré au Greco et à ses patrons qui contient un long chapitre sur le retable de doña María de Córdoba y Aragón, s'est livré à une lecture « mysticisante » du travail artistique du Greco à partir d'un audacieux postulat : le peintre aurait connu les écrits nombreux d'Alonso de Orozco, supposition qui autorise le chercheur à débusquer plusieurs correspondances entre les textes de l'auteur spirituel et les toiles du retable. La représentation du buisson ardent dans l'*Annonciation* et la présence d'anges – tout comme dans les visions de celui qui devait être béatifié en 1882 puis canonisé en 2002 – dans la plupart des toiles qui composent le retable constituent l'argument décisif dans une thèse qui conduit son auteur à récuser

12 Pour la biographie de cet auteur ascétique, voir la notice de Teófilo Aparicio, en introduction à *Obras castellanas*, éd. Rafael Lazcano, Madrid, Biblioteca de Autores Cristianos, 2001, p. XIII-XXXIV.

13 Pour l'histoire de ces bâtiments et des différentes institutions qu'ils abritèrent, voir José Álvarez Lopera, « El retablo del Colegio de doña María de Aragón. Estado de la cuestión », dans Leticia Ruiz Gómez (dir.), *Actas del congreso sobre el retablo del Colegio de doña María de Aragón del Greco*, Madrid, Museo Nacional del Prado, 2001, p. 33-34, version condensée de *El retablo del Colegio de Doña María de Aragón de El Greco*, Madrid, Tf. Editores, 2000, notamment p. 74-83. Elle a également été retracée par Rafael Lazcano, « Colegio de doña María de Aragón (Madrid): de los orígenes a la desamortización de Mendizábal », https://www.academia.edu/7705826/Colegio_de_doña_Mar%C3%ADa_de_Aragón_Madrid_de_los_or%C3%ADgenes_a_la_desamortizaci3n_de_Mendiz%C3%ADbal (dernière consultation le 5 mars 2017).

14 Pour la polémique autour de la reconstitution de cet ensemble, voir José Álvarez Lopera, *El retablo del Colegio de Doña María de Aragón de El Greco*, op. cit., p. 74-83.

l'appartenance de la *Résurrection* et de la *Pentecôte* à cet ensemble, au motif qu'elles sont dépourvues de la représentation des puissances célestes¹⁵, et au mépris des résultats déjà anciens tirés de l'analyse des dimensions de ces toiles. David Davies a proposé une version plus nuancée de ce propos. S'il reconnaît que Le Greco a pu connaître les ouvrages d'Alonso de Orozco par l'intermédiaire du frère Hernando de Rojas, dernier confesseur d'Orozco, il pointe du doigt la surinterprétation de Mann. En effet, tous les symboles utilisés par Le Greco dans cet ensemble n'appartiennent pas à Alonso de Orozco de manière exclusive. Quant à l'ajout du buisson ardent et d'anges, il peut s'agir d'une demande stipulée dans le contrat signé avec le peintre. Enfin, quand bien même ces difficultés seraient levées, il paraît pour le moins hardi de chercher l'influence d'une pensée spirituelle sur un style pictural¹⁶. En somme, pour séduisantes que puissent être les correspondances établies par Mann, elles ne constituent pas des données objectives et encore moins des preuves¹⁷.

374

La Pentecôte : le récit et son mystère

La Pentecôte occupe une place particulière dans la théologie et dans la liturgie catholiques. Avant de devenir la fête du don de l'Esprit Saint, conformément au contenu de la péricope de ce jour, cette solennité venait clore le temps pascal. À l'origine, au cours de cette célébration d'inspiration mystique, les chrétiens étaient invités à revivre le mystère pascal, tout comme la Pentecôte juive commémorait la théophanie du Sinaï¹⁸. On ignore si la commande et, partant, la conception du retable incombait à frère Juan de Chiriboga, homme proche du cardinal Quiroga et premier administrateur du collège, ou aux membres du Conseil royal, lesquels auraient pu s'inspirer des recommandations de ce dernier. Toujours est-il que, dans le retable, la *Pentecôte* faisait directement écho à la représentation de la Résurrection, comme elle tissait de subtils liens avec celle de l'Annonciation qui, rappelons-le, inclut un buisson ardent en lieu et place du traditionnel vase contenant des lys, comme dans le retable du peintre picard Nicolas Froment conservé dans la cathédrale d'Aix-en-Provence. Qui plus est, le sang du Christ recueilli dans des calices par des anges dans le calvaire central pouvait avoir été pensé comme une préfiguration du vin nouveau dont on pensait les apôtres, réunis au Cénacle, enivrés au moment du don de l'Esprit

15 Richard G. Mann, *El Greco y sus patronos: tres grandes proyectos* [1986 pour la version anglaise], Madrid, Akal, 1989, *passim*.

16 David Davies, « Fray Alonso de Orozco: a source of spiritual inspiration for El Greco? », dans Leticia Ruiz Gómez (dir.), *Actas del congreso sobre el retablo del Colegio de doña María de Aragón del Greco*, *op. cit.*, p. 91-92.

17 Pour un jugement synthétique sur cette étude, voir la recension de Fernando Marías, *Archivo Español de Arte*, vol. 61, n° 241, 1988, p 87-88.

18 Robert Cabié, *Dictionnaire de spiritualité*, Paris, Beauchesne, 1932-1995, t. XII, col. 1029-1036.

Saint. Une fois encore, rien ne nous renseigne sur l'intention du Greco, sur ses connaissances à ce sujet et sur sa liberté sur le plan iconographique par rapport au contrat auquel il était lié. Tout chrétien en revanche reconnaissait dans le passage des *Actes des Apôtres* un récit manifestant le don de la grâce pleine qui renouvelle, telle qu'on invitait les prédicateurs à le commenter. Remarquablement lapidaire, il vaut la peine d'être cité dans son intégralité :

Quand arriva le jour de la Pentecôte, au terme des cinquante jours, ils se trouvaient réunis tous ensemble. Soudain un bruit survint du ciel comme un violent coup de vent : la maison où ils étaient assis en fut remplie tout entière. Alors leur apparurent des langues qu'on aurait dites de feu, qui se partageaient, et il s'en posa une sur chacun d'eux. Tous furent remplis d'Esprit Saint : ils se mirent à parler en d'autres langues, et chacun s'exprimait selon le don de l'Esprit¹⁹.

La narration, sans détail aucun ou presque, est tout entière tournée vers le don de l'Esprit et vers la manifestation de la glossolalie, phénomène typique des discours extatiques. À cet égard, le dépouillement de la scène peinte par Le Greco rend justice au texte du Nouveau Testament. Les éléments d'architecture se résument à quelques marches, une partie d'entablement et un piédestal sur lequel se tient la Vierge. Ils ne portent aucune décoration et les personnages, serrés les uns contre les autres, à l'exception de ceux du premier plan, représentés en d'assez audacieux raccourcis, prennent place dans un espace sans profondeur. La *Pentecôte* du Greco se démarque de la représentation du même thème par Zuccaro pour le retable du maître-autel de l'Escorial où les personnages prennent place dans un espace dégagé, tout comme de celle de Titien qui les situe dans une vaste salle dont l'architecture classique – plafond à caisson, portes latérales, marqueterie de marbre au sol – exalte la virtuosité du maître vénitien dans le maniement de la perspective. Dans la miniature de l'*Officium Virginis* des *Heures Farnèse* de Giulio Clovio, les personnages se pressent certes les uns contre les autres mais l'espace ne manque pas. On distingue des portes latérales fermées et un plafond voûté que la splendeur qui émane de la colombe tend à faire disparaître, augmentant encore la profondeur de cette salle²⁰. De même, les trois scènes qui occupent la partie supérieure du retable sont dépourvues de tout élément naturaliste, au contraire de celles de la partie inférieure, bien

19 *Actes des Apôtres*, 2, 1-4.

20 Le folio 106 du manuscrit M. 69 de la Morgan Library de New York est consultable en suivant ce lien : <https://fr.pinterest.com/pin/488640628305063577/> (dernière consultation le 9 mars 2017). Dans le portrait que Greco a fait de Clovio, on reconnaît parfaitement cet ouvrage qu'il tient dans la main gauche. C'est là un indice, selon Leticia Ruiz Gómez, « El uso de estampas en la pintura del Greco », dans Javier Docampo et José María Riello Velasco (dir.), *La biblioteca del Greco*, op. cit., p. 106-107, que Le Greco a pu s'inspirer de la *Pentecôte* du miniaturiste croate.

qu'il ne s'agisse pas de « formulations domestiques des événements sacrés », comme c'était la tendance à l'époque dans la peinture européenne en général, et espagnole en particulier²¹. Pas plus que la référence au laconique récit biblique que l'invocation d'un format fort allongé pour représenter un aussi grand nombre de personnages afin qu'ils soient visibles de loin et en contrebas ne suffisent à expliquer le parti pris du Greco dans la *Pentecôte*.

Architecture, peinture et philosophie de l'art

376

Le Greco n'exerça jamais le métier d'architecte, tout au plus fut-il *architecto*, autrement dit concepteur de retables, comme à Santo Domingo el Antiguo de Tolède²², par exemple. Pourtant, ce que nous savons de sa bibliothèque témoigne d'un vif intérêt pour cette discipline puisqu'elle constitue la matière de près de 25 % des livres qu'il possédait. En outre, deux des trois principaux écrits du Greco intéressent ce même domaine. Il s'agit des notes à l'édition de Vitruve qui était en sa possession, commentaires préparatoires sur un texte autour duquel il composa un traité entier, demeuré manuscrit et dédié à Philippe III, selon ce qui est consigné dans l'inventaire des biens de Jorge Manuel dressé à l'occasion de son second mariage. Les cinq tomes de cette somme demeurent introuvables. Il n'est pas indifférent que Le Greco ait songé à proposer sa propre interprétation de l'œuvre de l'architecte romain antique. L'obscurité de plusieurs passages, l'absence d'illustrations, le caractère lacunaire de certains points, les évidentes contradictions qui surgissaient de la comparaison des théories de Vitruve avec les importantes découvertes antiques du xv^e siècle, suscitèrent de nombreuses interrogations chez les hommes du siècle suivant. Elles généraient chez eux une importante activité herméneutique. Le Vénitien Daniele Barbaro avait proposé une traduction du *De architectura* assortie de gravures représentant des monuments antiques sur des dessins de Palladio – celle annotée par Le Greco – quelques années avant que Miguel de Urrea ne verse le même texte en castillan. Rien de surprenant donc à ce que Le Greco se soit lancé dans une entreprise similaire, quoique plus ambitieuse peut-être, à la même époque. Étalées sur une vingtaine d'années²³, les notes de lecture du Greco ne forment pas, comme on peut s'y attendre, un ensemble cohérent et systématique. À travers elles, la pensée du peintre se montre digressive ; elle apparaît souvent arbitraire et

21 Pour José Álvarez Lopera, *El retablo del Colegio de Doña María de Aragón de El Greco*, op. cit., p. 69, les toiles du retable de doña María de Aragón sont emblématiques de cette voie de l'« *exacerbación expresiva* » empruntée par l'œuvre du Greco à cette époque de sa vie.

22 Fernando Marías et Agustín Bustamante, *Las ideas estéticas de El Greco (comentarios a un texto inédito)*, Madrid, Cátedra, 1981, p. 23.

23 Fernando Marías, « El pensamiento artístico del Greco: de los ojos del alma a los ojos de la razón », art. cit., p. 154.

contradictoire, parfois même confuse²⁴, si bien qu'il est difficile d'imaginer la physionomie générale du traité disparu. De plus, à partir de l'examen de ces annotations, on s'accorde à reconnaître que, sur bien des points, le peintre ne dominait pas la science architecturale. Il prend pour argent comptant, par exemple, des proportions vitruviennes dont Alberti et Serlio avaient démontré depuis longtemps le caractère inapplicable²⁵. Ainsi, le retable que l'on peut contempler actuellement à Santo Domingo el Antiguo est en réalité l'œuvre de Juan Bautista Monegro qui modifia les proportions du projet initial du Greco²⁶.

En dépit de ces carences, relevées par les spécialistes, Le Greco a réservé une place d'honneur à l'architecture dans sa propre pratique picturale. La manière dont il concevait cette discipline donne accès à la représentation qu'il se faisait de lui-même en tant qu'artiste. Il n'est pas indifférent, en effet, qu'il n'ait cessé de fonder son orgueil d'artiste sur l'expression de fortes opinions sur l'architecture. Des notes disparates qu'il inscrit dans les marges du *De architectura* ressort assez nettement – chose suffisamment rare en l'espèce pour être soulignée – son profond désaccord avec l'idée que les arts reposeraient sur les mathématiques, comme le suggère le texte de Vitruve²⁷. Il rejette ainsi les règles géométriques qui permettent de rectifier la déformation de l'ordonnement des colonnes d'un monument selon les points de vue²⁸. Ce faisant, le peintre minimise la fonction constructive de l'architecture, sa dimension concrète. Or si l'humanisme plaçait cet art au-dessus de tous les autres, c'était en vertu de son caractère scientifique et antique, en tant que détaché de tout ce qui concerne l'exécution pratique. L'architecture est donc pour Le Greco – comme pour Michel-Ange, pour ne citer que lui – « une pure activité spéculative de libre composition mentale »²⁹. Débarrassée des entraves de la géométrie, elle peut rejoindre l'art pictural, lui servir de guide le cas échéant. Pour un artiste formé avant tout dans la tradition vénitienne, qui reconnaît le primat absolu de la couleur, l'architecture ainsi conçue apporte le concours d'un dessin aux potentialités illimitées pour extérioriser une pensée intérieure, tel que l'affirmait déjà Marsile Ficin³⁰.

24 Fernando Marías et Agustín Bustamante, *Las ideas estéticas de El Greco (comentarios a un texto inédito)*, op. cit., p. 64.

25 *Ibid.*, p. 118.

26 *Ibid.*, p. 45.

27 Fernando Marías, « El pensamiento artístico del Greco: de los ojos del alma a los ojos de la razón », art. cit., p. 156.

28 Fernando Marías et Agustín Bustamante, *Las ideas estéticas de El Greco (comentarios a un texto inédito)*, op. cit., p. 67.

29 *Ibid.*, p. 181.

30 « Si quelqu'un veut savoir comment la forme corporelle peut ressembler au concept de l'âme et de l'esprit et à la notion rationnelle, qu'il considère la construction d'un architecte. Il commence par concevoir une notion (*ratio*) de l'édifice, et comme une idée (*idea*) dans son âme ; puis il fait bâtir autant que possible la maison telle qu'il l'a imaginée. Qui peut refuser l'existence corporelle à la maison et nier qu'elle ressemble à l'idée incorporelle de

Contempler une réalisation architecturale ne revient donc pas à autre chose qu'à engager une démarche inductive qui conduit à retrouver, sous le sensible, l'intelligible qui a présidé à la construction et qui l'a précédée. Par ce biais, l'architecture rejoint la peinture, art spéculatif par excellence comme le proclame Le Greco lui-même dans les commentaires qui figurent sur son édition des *Vies* de Vasari³¹.

378

De telles idées attestent, avec profondeur, la sensibilité particulière du peintre toledan à la pensée néo-platonicienne et aux théories artistiques qui en émanent bien qu'il ait cultivé, selon toute vraisemblance, une posture éclectique sur le plan philosophique³². Plusieurs facteurs portent à croire toutefois que ce courant de pensée revivifié dans la Florence de la seconde moitié du xv^e siècle a exercé une influence notable sur Le Greco. Tout d'abord, l'élévation de l'artiste au-dessus de l'artisan appelée de ses vœux par Alberti au xv^e siècle³³ et liée à la figure d'un artiste animé par le *furor* trouve en l'auteur de la *Pentecôte* un véritable parangon. L'orgueil, voire l'arrogance, qu'il tirait de sa condition de peintre sont bien connus³⁴. Peut-être n'y a-t-il là qu'un trait de caractère banal, popularisé et dégradé à la fois par l'imagerie romantique de l'artiste ? Mais peut-être est-ce tout autant, chez Le Greco, la manifestation de la conscience aiguë de la dignité qui était la sienne en tant que peintre et du génie qui l'habitait dans la pratique de son art. Face à la pensée aristotélicienne qui subordonne l'activité artistique à l'acquisition de règles et de principes, par le recours à la *mimèsis*, Le Greco semble considérer que l'art est tout entier informé par l'inspiration personnelle, subjective, nourrie, quant à elle, de l'expérience visuelle de l'artiste. Cette conciliation entre *idea* et *mimèsis*, est un des principaux traits néo-platoniciens de la pensée artistique du Greco, tel que Fernando Marías et Agustín Bustamante ont tenté de les identifier de façon systématique dans un ouvrage auquel nous nous sommes abondamment référé jusqu'à présent³⁵.

l'architecture, à l'imitation de laquelle a été bâtie ? », citation du *Commento in Convivium*, V, 5 (*quod pulchritudo est incorporea*) tirée d'André Chastel, *Marsile Ficini et l'art* [1954], Genève, Droz, 1996, p. 81.

31 « [...]pero la pintura, por ser tan universal, se hace especulativa, donde nunca falta el contento de la especulación puesto que nunca falta algo que se pueda ver, pues hasta en la mediocre oscuridad se ve y se goza y tiene que imitar; esta es la verdadera senda para alcanzar cualquiera proporción puesto que [...]no se puede alcanzar con las matemáticas que son muy [...] », cité par Fernando Marías et Agustín Bustamante, *Las ideas estéticas de El Greco (comentarios a un texto inédito)*, op. cit., p. 210.

32 José Riello, « La biblioteca del Greco », art. cit., p. 118.

33 Richard L. Kagan et Fernando Marías, « El pictor doctus en la Europa moderna y El Greco como filósofo », art. cit., p. 21.

34 Fernando Marías et Agustín Bustamante, *Las ideas estéticas de El Greco (comentarios a un texto inédito)*, op. cit., p. 210.

35 *Ibid.*, p. 183-191.

Fig. 1. Le Greco (Domenikos Theotokopoulos, dit) (1541-1614),
Pentecôte, huile sur toile, 1604-1614, Madrid, musée du Prado

La valeur transcendantale de la lumière est, sans aucun doute, le second aspect qu'il est le plus utile de mentionner ici. Pour Plotin, la lumière était métaphore de la diffusion du bien et du beau. Chez Francesco Patrizi – que Le Greco a pu connaître lorsqu'il séjournait à Venise –, la lumière, dont la divinité est la source, est principe de communication entre les puissances célestes, les objets incorporels et les choses matérielles. Elle joue un rôle semblable de médiation, par le biais de l'allégorie et de l'analogie, dans la pensée du Pseudo-Denys l'Aréopagite, dont Le Greco possédait deux textes, parmi lesquels la *Hiérarchie céleste*. Si la lumière est élément de médiation entre Dieu et le monde, alors le peintre, entre tous les artistes, en est l'instrument privilégié. Enfin, pour Marsile Ficin, dont la pensée possède une forte dimension ésotérique, et notamment orphique, l'artiste est animé de ce *furor* qui offre à sa personnalité de s'exprimer vigoureusement dans ses œuvres. Dans la pensée du Florentin, la lumière est avant tout métaphysique. Elle manifeste la présence de Dieu symbolisée, de façon analogique, par le feu³⁶. Il y a là un faisceau d'éléments symboliques, certes communs à beaucoup de passages bibliques, mais qui se présentent de manière densifiée dans le mystère de la Pentecôte. Peut-être Le Greco y a-t-il été sensible et a-t-il saisi l'ambivalence de la scène qu'il devait représenter ?

LA PENTECÔTE : UNE MYSTIQUE DE LA CRÉATION ?

L'influence de Barrès fut considérable dans les milieux intellectuels de son époque. Sa pensée rejoignait, au reste, celle de Cossío dans la mesure où l'un et l'autre considéraient que nul individu ne pouvait trouver son identité propre hors des liens avec le sol natal et les morts. Sans doute au cours de son séjour à Tolède et à Madrid, entouré par les œuvres du Greco, a-t-il pensé pouvoir approcher l'âme du peintre. Or, au sein d'une œuvre qui ne le laisse jamais indifférent, voire qui lui demande quelque effort pour véritablement l'apprécier, il distingue un tableau en particulier :

Et le chef-d'œuvre du Greco selon mon cœur, la fleur de sa vie surnaturelle, c'est justement le dernier tableau qu'il a peint, sa *Pentecôte*, que l'on voit au musée de Madrid. [...] Au contraire [Barrès vient de mentionner *L'Enterrement du comte d'Orgaz* dont le manque d'unité le trouble], cette *Pentecôte*, cette venue de l'Esprit Saint, me donne une pleine unité d'impression. Tous ces êtres, Apôtres et Saintes Femmes, qui à bien voir sont des portraits, s'élançant, d'un seul et même mouvement, hors de leur condition naturelle, pour rejoindre l'Esprit Saint qui plane lumineusement. Nous les voyons devant nous qui se

³⁶ *Ibid.*, p. 93.

spiritualisent. Un enchantement d'enthousiasme les perce et les transfigure, les héroïse.

Le vieillard Greco, dans cette *Pentecôte*, a donné sa plus rare génialité. [...] C'est, rendue sensible, une vérité de la religion. [...] Ses toiles complètent les traités des sainte Thérèse et les poèmes des Saint Jean de la Croix³⁷.

Bien que nous ne partagions pas l'ensemble de l'opinion de Barrès à propos de cette toile, il faut mettre au crédit de l'auteur de ce jugement une remarquable honnêteté, l'interprétation mystique et « théologisante » restant bien dans le giron de la sensibilité individuelle de celui qui a contemplé la toile et s'exprime en ces lignes. Barrès se trompe certes en faisant de la *Pentecôte* la dernière toile du Greco, et sans doute ce statut d'ultime chef-d'œuvre y est-il pour beaucoup dans son exaltation de la singularité de cette représentation. Il perçoit avec finesse cependant la complexité de ce tableau où il observe tout autant un mouvement de haut en bas, celui de la descente de l'Esprit, qu'une ascension d'êtres transfigurés par le don divin, vibrantes illustrations du rôle de médiateur entre Dieu et sa création que la maîtrise des langues les invite à assumer à présent. L'irradiation lumineuse, dont le caractère lunaire fait de cette scène une vision spectrale selon Leticia Ruiz Gómez³⁸, en est bien sûr le véhicule.

Chez un peintre formé dans les ateliers vénitiens du XVI^e siècle, la lumière est avant tout ce qui illumine ou assombrit les couleurs et donne donc du relief aux figures. Contre l'opinion de Barbaro qui, dans son édition du *De architectura*, recommandait que l'atelier de l'artiste fût orienté au nord pour jouir d'une lumière constante, Le Greco préfère une exposition au sud. Il est permis d'imaginer que la lumière changeante irradie diversement, au gré des heures de la journée, les figurines de cire que le peintre a coutume de façonner pour éprouver l'efficacité de sa composition. Conformément à la lecture littérale du récit novo-testamentaire, la lumière qui modèle les personnages de la *Pentecôte* est zénithale. Elle provient de la colombe de l'Esprit, elle-même nimbée d'un halo doré, qui se décline en une multitude de touches brunes et bleutées avec des pointes de blanc et de jaune pâle dont les courbes dessinent, au fond de la scène, ce qui semble être une niche ou un cul-de-four, sans que l'on puisse se prononcer avec certitude. En retombant sur les personnages, elle met en valeur ce que certains considèrent comme une galerie de portraits et modèle vigoureusement les drapés des vêtements aux riches couleurs. De rares zones d'ombre existent – il suffit de prêter attention aux personnages de dos ou de

37 Maurice Barrès, *Le Greco ou le secret de Tolède*, op. cit., p. 84-85.

38 Leticia Ruiz Gómez, « El Greco: un pintor insólito en el panorama pictórico en torno a 1600 », dans Leticia Ruiz Gómez (dir.), *Actas del congreso sobre el retablo del Colegio de doña María de Aragón del Greco*, op. cit., p. 107.

trois-quarts du premier plan –, mais les protagonistes de cette scène paraissent baignés de lumière. En rien écrasés, ils semblent s'élancer vers le ciel, portés par elle, sensation accentuée par la verticalité prononcée du format de la toile. La lumière figure ici, en première analyse, la grâce enveloppante reçue en cet instant que l'artiste a choisi de représenter. D'un point de vue purement technique, il revient, ce faisant, à la tradition byzantine où, dans une lumière diffuse – multifocale la plupart du temps –, la couleur devient forme, comme l'avait jadis remarqué Xavier de Salas³⁹.

382

Dans cette représentation où les éléments naturalistes sont réduits à leur plus simple expression, elle est un protagoniste à part entière, peut-être davantage que les personnages eux-mêmes, elle qui se trouve redoublée dans les langues de feu qui surplombent la tête de chacun des acteurs du mystère divin. Manifestation de la grâce divine, elle est également l'instrument au moyen duquel un artiste démiurge donne vie aux personnages qu'il représente dans un espace où de rares et discrets éléments architecturaux nous introduisent mais dont la profondeur demeure énigmatique. Ainsi, si la grâce de l'Esprit descend sur la Vierge et les apôtres, celle de l'artiste s'étend, tel un immatériel manteau, sur les personnages qui les figurent. Point d'ornementation : seule la lumière, qui fait resplendir les visages mais fait surtout vibrer les couleurs chatoyantes, occupe le devant de la scène. La virtuosité se trouve concentrée en elle. Le saisissant ténébrisme de l'*Adoration des bergers*, les violents raccourcis de la *Résurrection* ou d'un des deux anges aux pieds de la croix dans la *Crucifixion*, la savante composition de l'*Annonciation* ou du *Baptême*, n'ont pas leur place ici. Le Greco paraît atteindre ici à la quintessence de son art et se plaisir à la donner à voir. Bien sûr, comme dans *L'Enterrement du comte d'Orgaz*, un personnage énigmatique pointe son regard sur le spectateur – si tant est que le spectateur ait pu se tenir de plain-pied avec la *Pentecôte* qui se trouvait au deuxième étage du retable. Ce que d'aucuns considèrent comme un autoportrait assure peut-être à l'homme une présence discrète, noyée parmi le groupe compact des autres personnages qui se tiennent au côté de la Vierge. Mais l'artiste, lui, est partout ailleurs. L'« image du peintre » est reléguée au second plan au profit d'une radicale « image du peindre »⁴⁰.

À cet égard, la *Pentecôte* du Greco peut être tenue pour le sommet du maniérisme du peintre toledan. Robert Klein définissait ce courant de sensibilité comme un « art de l'art », autrement dit comme une pratique artistique qui se donne elle-même, dans sa dimension technique, comme sa propre fin, faisant ainsi

39 Xavier de Salas, « Las notas de El Greco a la "vida" de Tiziano, de Vasari » [1982], dans Fernando Marías, *El Greco y el arte de su tiempo. Las notas de El Greco a Vasari*, Madrid, Real Fundación de Toledo, 1992, p. 62-63.

40 Nous reprenons le titre que Victor Stoichita a donné au huitième chapitre de *L'Instauration du tableau* [1993], Genève, Droz, coll. « Titre courant », 1999.

glisser l'attention du spectateur de ce qui est représenté vers la représentation⁴¹. L'imitation de la nature cède ainsi le pas derrière l'idée intérieure de l'artiste, comme le prônait Patrizi⁴². Mais cette *idea* est ici surexposée pour mieux exhiber le génie de l'artiste, dans sa pureté et dans une relation d'analogie avec le don divin à la faveur d'un traitement de la lumière où la théologie et la spiritualité se confondent avec la virtuosité technique dans la recherche de la grâce, unique objet de la quête mystique du peintre maniériste qui est avant tout créateur⁴³.

41 Cité par Daniel Arasse, dans Daniel Arasse et Andreas Tönnesmann, *La Renaissance maniériste*, Paris, Gallimard, NRF, 1997, p. 12-13.

42 Fernando Marías et Agustín Bustamante, *Las ideas estéticas de El Greco (comentarios a un texto inédito)*, *op. cit.*, p. 160-161.

43 « La grâce, concept spirituel, devient la visée première du peintre maniériste : il y transpose en termes visuels une aspiration spirituelle profonde [...] les raffinements improbables du maniérisme transfigurent le réel et, d'une manière générale, ses beautés artificielles exaltent la victoire de l'art sur les résistances de la matière, et la capacité du créateur à modeler le réel – sinon comme le Créateur, du moins à son image » (Daniel Arasse et Andreas Tönnesmann, *La Renaissance maniériste*, *op. cit.*, p. 413).

« CETTE MAUVAISE RÉPUTATION... ».
À PROPOS DE MIGUEL DE CERVANTES SAAVEDRA

Maria Zerari

Sorbonne Université, CLEA

« Les réputations que l'on prête sont souvent
mauvaises : il en est presque toujours ainsi des prêts.

Il faut beaucoup payer de sa personne pour
qu'il en soit autrement. »

Anonyme

385

CINQUIÈME PARTIE Se jouer de la réputation

La formule « cette mauvaise réputation... » est tirée de l'Éloge d'Hélène que Gorgias de Léontium écrivit afin « d'annuler » à la fois l'« injustice » faite à la « réputation » de la mythique Hélène et « l'ignorance de l'opinion »¹ vis-à-vis de l'infidélité de la plus belle femme du monde. En 1993, Guy Debord reprit l'expression à son compte et en fit le titre d'une auto-défense doublée d'une réflexion sur la désinformation d'essence diffamatoire². Ainsi, pour rétablir sa réputation, en prenant appui sur les guillemets d'un éloge paradoxal, le controversé situationniste se mettait sous l'égide du sophiste redresseur de torts, lui-même objet de critiques bien qu'admiré par beaucoup, puisque Gorgias fut le seul et unique « *sophos* à avoir eu sa statue à Delphes »³ et, qui plus est, en or massif.

Dans le contexte réflexif qui est le nôtre, par le jeu des associations, passant de la mauvaise réputation du Moderne à la lointaine statue de Gorgias, cette preuve monumentale d'une réputation rendue solide nous a ramené à l'esprit la statue absolument creuse et, à la vérité, inexistante au XVII^e siècle, de Miguel de Cervantes Saavedra : en matière de renommée, l'absence de monument faisant tout autant sens que le trop-plein de statue⁴. Car, en 1649,

1 Gorgias, Éloge d'Hélène, dans *Les Présocratiques*, éd. Jean-Paul Dumont, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1988, p. 1035.

2 Guy Debord, *Cette mauvaise réputation...*, Paris, Gallimard, 1993.

3 C'est ce que rappelle Jean-Paul Dumont dans le riche appareil critique de l'une de ses éditions de la philosophie présocratique, *Les Écoles présocratiques*, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais », 1991, p. 936.

4 Concernant la « monumentalisation » de Cervantès, rappelons, avec Jesús Pérez Magallón, que la première statue publique de l'auteur fut érigée en 1835, à Madrid. Cette œuvre en bronze est

en effet, trente-trois ans après la mort de Cervantès et quarante-quatre ans après la publication de la Première partie du très lu, très adapté et très traduit *Don Quichotte*⁵, dans l'édifice figurant le Parnasse, érigé, comme d'autres monuments, à l'occasion de l'entrée de Marie-Anne d'Autriche à Madrid, là où Sénèque, Lucain, Marcial, Mena, Garcilaso, Camoëns, Lope de Vega, Góngora et Quevedo étaient représentés en effigie⁶, la figure de Cervantès était absente. Si l'on se place du côté de la postérité romantique, voire préromantique, qui contribua à hisser Cervantès au rang d'auteur classique, on serait tenté d'estimer que l'effigie de l'auteur de *Don Quichotte* y faisait étrangement défaut. À l'inverse, si l'on se situe aux côtés des contemporains de notre auteur, force est de dire alors : en 1649, au vu de la réputation comme *incertaine* de Cervantes Saavedra en Espagne, dans le monument exaltant les poètes du Parnasse espagnol, c'est selon une certaine logique que l'image de Cervantès manquait. De fait, c'est bien cette absence de statue qui aura motivé cette double approche de la réputation : de la réputation selon Cervantès, d'une part et, de la réputation de Cervantès, de l'autre.

l'œuvre du sculpteur catalan Antonio Solà (1780-1861) et préside, depuis le mois de juin 1835, la *plaza de las Cortes*. Ladite statue apparaît comme la fille ambiguë de l'histoire puisqu'elle fut, au départ, le projet de l'entourage de Joseph Napoléon I. À ce sujet, voir Jesús Pérez Magallón, « Cervantes: estatua en Madrid, monumento de la nación », *Anales cervantinos*, vol. XLVI, 1988, p. 237-256 ; *id.*, *Cervantes, monumento de la nación: problemas de identidad y cultura*, Madrid, Cátedra, 2015.

- 5 Nous ne reviendrons pas sur le « succès immédiat » et la fortune de *Don Quichotte de la Manche*, sur ce point, entre autres ouvrages de référence, voir Maurice Bardon, *Don Quichotte en France au xvii^e et xviii^e siècles (1605-1815)*, Paris, Honoré Champion, 1931 ; Felipe Pérez Capo, *El Quijote en el teatro. Repertorio cronológico de 290 producciones escénicas relacionadas con la inmortal obra de Cervantes*, Barcelona, Millá, 1947 ; Jean Canavaggio, *Don Quichotte. Du livre au mythe*, Paris, Fayard, 2005.
- 6 « En face de la tour, sur la gauche du trajet du cortège, se trouvait une représentation du Parnasse, érigé (juste pour vérifier l'accord) sur une source naturelle connue sous le nom de *Fuente del Olivo*. L'édifice dans son entier mesurait quatre-vingt-quatre pieds sur trente-neuf, et la fontaine était décorée de coquillages et de coraux, pour ressembler à une grotte (l'un des premiers exemples de construction de grottes en Espagne). Derrière la fontaine s'élevait le Parnasse, avec ses pics jumeaux, peint en perspective. Les deux pics soutenaient respectivement les statues d'Hercule et de Pégase, et aux pieds de Pégase coulait un cours d'eau naturelle qui aboutissait au bassin de la fontaine. Sur le mont étaient représentés (en effigies) neuf poètes espagnols : trois de l'époque classique (Sénèque, Lucain et Martial), trois d'un passé plus récent (Juan de Mena, Garcilaso de la Vega et Luis de Camoëns) et trois de l'époque contemporaine (Lope de Vega, Luis de Góngora et Francisco de Quevedo). Chaque effigie comportait une inscription en vers. Sur le mont, neuf jeunes filles représentaient les Muses. L'intention première avait été de placer des statues des Muses, mais elles furent remplacées par des jeunes filles. Chacune d'entre elles était associée à un poète, dont elle chantait les louanges, individuellement ou en chœur. Le Parnasse était donc un plaisir non seulement pour œil, mais aussi pour l'oreille. » (John Earl Varey, « Motifs artistiques dans l'Entrée de Marianne d'Autriche à Madrid en 1649 », *Baroque* [En ligne], 5 | 1972, mis en ligne le 4 octobre, dernière consultation le 12 mars 2016 : <http://baroque.revues.org/382>). De son côté, Pedro Ruiz Pérez mentionne le monument en question dans « En viaje al Parnaso », *Bulletin hispanique*, vol. 119, n° 2, 2007, p. 327-333.

Aussi, après avoir considéré la notion même de réputation à travers l'égrèment d'un bref mémento, ces pages évoqueront-elles l'attention que notre auteur a pu porter à la *fama* dans quelques-uns de ses textes. Pour finir, notre examen mettra en lumière certains des aspects de la réputation de Miguel de Cervantes Saavedra, en confrontant celle, parfois mauvaise, médiocre, ou tout du moins oscillante, dont l'écrivain a pu jouir auprès de ses pairs, avec celle-là même que l'écrivain a tant travaillé à rehausser dans et par son œuvre.

LE MOT ET LA CHOSE

Évoquer, d'une part, le rapport de Cervantès à la réputation et, d'autre part, la réputation de Cervantès, suppose un préalable : revenir un tant soit peu sur la notion fondamentale – « primitive »⁷, selon un dictionnaire français du XVIII^e siècle – qu'il s'agit de mettre au jour, ne serait-ce que pour distribuer quelques idées susceptibles d'être triées puis redistribuées à leur tour. Aujourd'hui comme hier – c'est-à-dire, en gros, dans les principales langues romanes, à partir du XV^e siècle, comme nous le verrons plus avant –, parler de « réputation », c'est renvoyer à une opinion communément admise sur quelqu'un et, bientôt, quelque chose (met, objet, produit, marchandise, entreprise). En se souvenant des différentes acceptions du mot *reputatio* – « compte », « réflexion », « examen », « considération »⁸ –, on ajoutera qu'en matière d'individu cet avis général est, pour ainsi dire, un résultat relevant d'une évaluation, d'un examen, plus ou moins latent, partiel et partial, d'un *compte* implicite des bons et / ou des mauvais points propres aux faits et gestes, aux dires et / ou aux œuvres, ainsi qu'aux qualités positives ou négatives d'un sujet envisagé dans une certaine durée. Toute réputation, en tant que composante sociale, traduit, en paroles, un regard, un point de vue sur une personne, ce qui suppose une exposition sur la place publique du sujet à qui l'on impute telle ou telle réputation. Pour le dire de façon imagée, sur son île, « bêtes parmi les bêtes », *hecho bruto entre los brutos*⁹, avant l'arrivée de Critilo, l'Andrenio de Gracián n'avait de réputation ni bonne ni mauvaise, comme n'en possèdera pas non plus le Robinson Crusoe de Daniel Defoe – du moins, avant la rencontre avec Vendredi –, le personnage l'ayant perdue lors de son naufrage sur « l'île du désespoir », ou alors laissée, tout là-bas,

7 Voir Puget de Saint-Pierre, *Dictionnaire des notions primitives, ou abrégé raisonné et universel des éléments de toutes les connaissances humaines*, Paris, J. P. Costard, 1773, vol. IV, « Réputation », p. 401-406.

8 « *Reputatio, onis*, f. (*reputo*), compte. [...] réflexion, examen, considération » (Félix Gaffiot, *Dictionnaire latin-français*, Paris, Hachette, 1934, p. 1348).

9 Baltasar Gracián, *El Criticón*, éd. Santos de Alonso, Madrid, Cátedra, 2001, « Crisi Primera », p. 71.

à York, dans la mémoire de certains¹⁰. C'est pourquoi, l'examen que présuppose une réputation, pour émaner d'on ne sait pas vraiment qui, si ce n'est de bouches diverses et imprécises, a pu faire dire au Pascal des *Pensées* que la réputation était fille de « la faculté imaginante »¹¹, de « cette partie dominante dans l'homme, de cette maîtresse d'erreur et de fausseté », autant dire de cette *folle du logis* dont parlèrent aussi bien sainte Thérèse que Malebranche, « d'autant plus fourbe qu'elle ne l'est pas toujours »¹² (d'où sa dangerosité), mais qui n'en reste pas moins l'envers de la raison soucieuse de vérité. Fille d'une imagination collective ou encore d'une *doxa* – notion « floue » et plurielle, qui tient souvent, non seulement du « sens commun », mais encore de l'« opinion confuse »¹³, inapte, par essence, à trouver « l'être qui est », « le cœur sans tremblements, de la vérité bien ronde » de l'être, pour emprunter au Parménide du célèbre *Poème*¹⁴ –, la réputation pourrait bien émaner d'un imaginaire collectif. Elle pourrait même découler du pur fantasme, du moins, de quelque image de marque, de quelque étiquette vite épinglée sur un individu, à son corps défendant. Et ce, de façon plus ou moins durable, puisqu'un objet impalpable tel que la réputation est, comme tout ce qui relève de l'humain et de sa production, soumis à l'action du temps. Il va ainsi également de soi qu'une réputation possède une histoire (un roman ?) pouvant la montrer sous des aspects divers : acquise, compromise, ternie, perdue, rétablie, c'est selon.

De plus, s'il est des réputations équivoques, le plus souvent elles sont univoques, sans nuances, tout d'un bloc, si l'on veut. Toute réputation est ponctuellement, soit bonne, soit mauvaise, à l'instar de la *fama*, même si, à l'origine, comme l'a rappelé le latiniste Jean-Pierre Néraudau, le substantif *fama*, formé sur la racine du verbe *fari* (« dire »), était un mot plutôt péjoratif qui désignait « le degré minimal de la parole », un bruit colporté, une mauvaise rumeur¹⁵. Aussi, si une réputation accepte peu de nuances, peut-elle s'avérer bonne ou

10 Daniel Defoe, *Robinson Crusoé*, London, W. Taylor, 1719.

11 Au fragment 78, intitulé « Imagination », à travers une assertion déguisée en question, Blaise Pascal observe : « Qui dispense la réputation, qui donne le respect et la vénération aux personnes, aux ouvrages, aux lois, aux grands, sinon cette faculté imaginante ? » (Pascal, *Pensées. Opuscules et lettres*, éd. Philippe Sellier, Paris, Classiques Garnier Poche, 2013, p. 181). Nous soulignons.

12 Pascal, *Pensées*, éd. cit., p. 180.

13 Concernant cette notion maniée par Parménide, Platon ou Aristote, et jusqu'à Pierre Bourdieu, voir Marie-Anne Paveau, « L'entrée *Doxa* : pour un traitement rigoureux d'une notion floue », *Mots. Les langages du politique* [en ligne] 71 | 2003, mis en ligne le 6 mai 2008, dernière consultation le 28 mars 2016 : <http://mots.revues.org/8683>.

14 Parménide, *Fragments Poème*, éd. Magali Année, Paris, Vrin, 2012, p. 155.

15 À ce sujet, l'éminent latiniste écrit : « [...] Varron [*De Lingua Latina*, VI, 55] est amené à distinguer une parole qui porte un sens, mais qui n'est pas organisée et ne procède pas de la pensée, ce que traduit *fari*, et une parole organisée qui exprime ce que l'esprit conçoit, et que traduit *loqui*. Au terme de cette analyse d'inspiration stoïcienne qui distingue la *lexis* et le *logos*, *fama* est du côté de la *lexis*. Elle est donc le degré minimal de la parole ; elle n'est qu'un bruit. En général

mauvaise, contrairement à l'honneur – *honor* ou *honra*¹⁶ –, cette « estime glorieuse » accordée à quelqu'un, qui est toujours connotée positivement, et même aristocratiquement, et suppose bien souvent valeur, possessions et prestige. C'est dire qu'il n'est point de mauvais honneur, et s'il y a bien quelque déshonneur (*deshonor* / *deshonra*), ce n'est pas là l'honneur mais son envers ou, pour parler comme les moralistes du Siècle d'or, ce n'est que « faux honneur » : « *falsa honra* »¹⁷.

De même, on pourrait penser qu'il n'est pas non plus de mauvaise gloire, que la gloire n'est qu'un autre nom de l'honneur et d'une réputation supérieure, voire insigne, et que la vaine gloire (*vanagloria*) n'est pas elle, non plus, mais sa coquille vide. Ce serait oublier qu'en latin *gloria* c'est aussi l'« esprit de vanité, d'orgueil », les « grands airs »¹⁸, ce qui fait qu'en espagnol comme en français, le terme qui, théologiquement parlant, désigne le plus élevé des états (la béatitude divine, partage des bienheureux), qualifie non seulement, dès le XIII^e siècle, la renommée et l'honneur, mais parfois également, au XIV^e siècle, une gloire un peu creuse qui exhibe ce qu'elle n'est peut-être pas et le verbe *gloriarse* sous-entend une telle idée¹⁹.

Enfin, si la sagesse biblique tient, au gré des traductions, « la réputation » ou « le renom » pour un trésor²⁰, telle, du reste, la *onra*, dans la pensée castillano-médiévale²¹, les moralistes, et en particulier ceux du XV^e siècle, soulignent sa fragilité, la grande difficulté qu'il y a à la préserver. Cervantès, en homme de son temps, n'écrira pas autre chose dans la fameuse *Novela del curioso impertinente*, concernant, cette fois, l'honneur tout particulier de l'époux, cette chose « si délicate » appelée *honra*²². Trésor on ne peut plus fragile dans son aspect

ce bruit est malveillant et ne mérite aucun crédit. » (Jean-Pierre Néraudau, « La fama dans la Rome antique », *Médiévale*, n° 24, printemps 1993, p. 27-34, p. 27.)

16 En l'espèce, nous faisons nôtre l'avis de Claude Chauchadis, qui a démontré, de façon fort convaincante, l'équivalence des deux termes dans les textes littéraires du Siècle d'or, rejoignant ainsi un lexicographe ancien tel que Covarrubias : « HONOR. Vale lo mesmo que honra » ; « HONRA. [...] vale reverencia, cortesía que se hace a la virtud, a la potestad; algunas veces se hace al dinero » (dans Sebastián de Covarrubias Orozco, *Tesoro de la lengua castellana o española*, éd. Felipe C. R. Maldonado, Madrid, Castalia, 1994, p. 644). Voir Claude Chauchadis, « Honor y honra o cómo se comete un error en lexicología », *Criticón*, n° 17, 1982, p. 67-87.

17 *Ibid.*, p. 84.

18 « Gloria » (dans Félix Gaffiot, *Dictionnaire latin français*, op. cit., p. 716).

19 « GLORIARSE. s. XIII al XV. Preciarse demasiado o alabarse de una cosa » (dans Martín Alonso, *Diccionario medieval español. Desde las Glosas Emilianenses y Silenses (s. X) hasta el siglo XV*, Salamanca, Universidad Pontificia de Salamanca, 1986, 2 vol., t. II, p. 1198).

20 « Le renom l'emporte sur de grandes richesses, la faveur, sur l'or et l'argent » (*La Bible de Jérusalem*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2007, « Les Proverbes », 22, 1, p. 1071).

21 « Más val onra que tesoro », lit-on, par exemple, dans une œuvre du XIV^e siècle, le *Poema de Alfonso Onceno*, cité par Erica Janin, « Honra, fama y ejemplaridad en el Poema de Alfonso Onceno », *e-Spania*, [En ligne], 14 décembre 2012, mis en ligne le 18 janvier 2013, dernière consultation le 28 décembre 2016 : <http://e-spania.revues.org/22024> ; DOI : 10.4000/e-spania.22024.

22 « [...] es tan delicada la honra del casado, que parece que se puede ofender aun de los mesmos hermanos, cuanto más de los amigos » (Miguel de Cervantes, *Don Quijote de la Mancha*,

positif, la réputation, devenue mauvaise, est, selon la tradition, rien moins qu'une mort symbolique, idée communément admise et reconduite de livres de proverbes en *refraneros* à travers le terme *fama* : « *La llaga sana, la mala fama mata* » ; « *Quien la fama ha perdido está muerto aunque vivo* », etc. Somme toute, la réputation reste cet élément variable, « inconstant », dont les sagesse antiques, telle celle du *Manuel d'Épictète* traduit par Quevedo²³, disent parfois qu'il fait partie de ce qui ne dépend pas de nous²⁴, mais également tout le contraire, lorsque se faisant volontaristes ces sagesse incitent chaque individu à l'appréhender comme une construction personnelle, susceptible d'être soutenue et, au besoin, rétablie, ce que Gracián²⁵ ou La Rochefoucauld²⁶ se garderont bien d'oublier.

En bref, le terme « réputation », qui fera fortune au XVIII^e siècle, en France (ce dont témoignent tout autant les « continuations » et « compléments » des *Caractères* que de *L'Encyclopédie*), comme dans l'Espagne des XVIII^e et XIX^e siècles – ce que laisse entendre l'inflation lexicale consignée par le *Diccionario diacrónico del español*²⁷ – désigne une notion-clé qui relève de l'obsession propre aux sociétés traditionnelles ainsi qu'à ce que l'on a pu appeler la « société de cour ». « Société de cour » dont les rouages ont tant à voir avec le prestige, l'étiquette et le paraître et où le ridicule peut bel et bien tuer. Tout bien considéré, cette attention extrême portée à la réputation, à la considération de soi par autrui (par un groupe quelconque ou par les hautes sphères), est loin d'être étrangère au monde contemporain, démocratique et individualiste. C'est que, dans le monde actuel, dans sa version occidentale, où le « moi » n'est plus vraiment « haïssable » et peut se donner à voir ou être vu de façon démultipliée (via de nouvelles techniques

éd. Francisco Rico, Madrid, Real Academia Española, 2015, 2 vol., t. I, chap. 33, p. 412).

23 Voir Francisco de Quevedo Villegas, *Epicteto y Phocílides en español con consonantes*, Barcelona, Sebastián y Jaime Matevad, 1635.

24 « Partage des choses : ce qui est à notre portée, ce qui est hors de notre portée. À notre portée le jugement, l'impulsion, le désir, l'aversion : en un mot, tout ce qui est notre œuvre propre, hors de notre portée le corps, l'avoir, la réputation, le pouvoir : en un mot, tout ce qui n'est pas notre œuvre propre » (*Manuel d'Épictète*, trad. d'Emmanuel Cattin, Paris, GF Flammarion, 1997, p. 63). Notons que dans la traduction de Quevedo le mot « *doxa* » est traduit par *profano honor* : « *No está en nuestra mano /El cuerpo, la hacienda, ni el profano /Honor, las dignidades, y los puestos /Igualmente embidiados y molestos[sic]* » (*Epicteto y Phocílides*, dans Francisco de Quevedo, *Las tres últimas musas castellanas*, Madrid, Imprenta Real, 1670, p. 17).

25 « 10. *Fortuna y Fama. Lo que tiene de inconstante la una, tiene de firme la otra. La primera para vivir, la segunda para después; aquella contra la envidia, ésta contra el olvido. La fortuna se desea y tal vez se ayuda, la fama se diligencia; deseo de reputación nace de la virtud. Fue, y es hermana de Gigantes la Fama; ando siempre por extremos, o monstros, o prodigios, de abominación, de aplauso* » (Baltasar Gracián, *Oráculo Manual y arte de prudencia* [1647], éd. Emilio Blanco, Madrid, Cátedra, 2009, p. 106.)

26 « Quelque honte que nous ayons méritée, il est presque toujours en notre pouvoir de rétablir notre réputation » (La Rochefoucauld, *Maximes*, 412, éd. de 1678, dans *Œuvres complètes*, éd. L. Martin-Chauffier, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1964, p. 457).

27 Voir « *reputación* », dans Real Academia Española, *Corpus diacrónico del español*, (*Corde*) [en ligne], dernière consultation le 27 février 2017 : <http://www.rae.es>.

et de nouveaux médias), ce « moi » est encore plus facilement l'objet de toutes les attentions, de toutes les curiosités, donnant lieu de la sorte à de foisonnants « amas d'opinions », faiseurs et défaiseurs de réputations²⁸.

CERVANTÈS ET L'IDÉE DE RÉPUTATION

Tous ces lieux communs ayant été parcourus, qu'en est-il alors de Cervantès et de l'idée de réputation ? Une première observation s'impose : dans le *Don Quichotte*, le mot en lui-même est absent. Grâce à l'outil digital *Voyant Tools*, il est possible de préciser que dans le chef-d'œuvre cervantin, on trouve les quasi-synonymes *fama* (124 occurrences) *honra* (78 occurrences), *honor* (9 occurrences), *honrado* (24), *honrada* (24 autres occurrences) ou *afamado* (1 seule), ainsi que les antonymes *deshonra* (15 occurrences) ou *deshonrado* (4), mais il n'est point d'emploi du terme *reputación*²⁹. Cette absence peut trouver son origine dans le fait que, si le substantif *reputatio* et surtout le verbe *reputare* ont pu être très usités en latin chrétien, comme l'écrit le médiéviste Gilles Roques³⁰, curieusement, les mots « réputation » et *reputación* étaient rares en vieux « français » et en castillan ancien. En ancien français, le substantif est seulement attesté à la fin du xiv^e siècle, tandis qu'en castillan, le terme devait être encore peu utilisé au xv^e siècle, comme le laisse supposer son absence dans le *Diccionario medieval español* de Martín Alonso, qui porte sur la langue des x^e-xv^e siècles et ne consigne que le verbe *reputar* (« considérer, juger »), attesté, quant à lui, au xiv^e siècle³¹. Pour nuancer ce constat général, précisons que le vocable *reputación* apparaît néanmoins dans divers documents espagnols de la toute fin du xv^e siècle et même dans un texte bien antérieur, *Crónica de San Isidro*, datant des années 1385-1396, comme l'indique le *Corpus diacrónico del español*³².

Quoi qu'il en soit, même si le terme *reputación* avait bien pris place dans les dictionnaires bilingues de Jean Pallet (Bruxelles, 1606) et César Oudin (Paris, 1607, pour sa première version), si besoin avait été, le Cervantès de 1615 aurait tout aussi bien pu trouver le vocable dans le *Tesoro de la lengua castellana o española*³³ (1611). En outre, l'auteur de la Première partie de *Don Quichotte* (1605) aurait pu rencontrer le terme tout simplement dans *Los cuatro libros del*

28 Voir Gloria Origgì, *La Réputation. Qui dit quoi de qui*, Paris, Puf, 2015.

29 Je remercie Jaime Galbarro, qui manie tous les outils digitaux de main de maître, de m'avoir fourni les susdites informations.

30 Voir Gilles Roques, « La réputation dans la langue française médiévale : ébauche d'un glossaire onomasiologique du moyen français », *Médiévales*, n° 24, printemps 1993, p. 45-56.

31 Martín Alonso, *Diccionario medieval español*, op. cit., t. II, p. 1557.

32 Voir Real Academia Española, *Corpus diacrónico del español (Corde)* [en ligne], consulté le 27 février 2017 : <http://www.rae.es>.

33 « *Reputación, estima. Reputado, estimado; puédese tomar en buena o mala parte* » (Sebastián de Covarrubias Orozco, *Tesoro de la lengua castellana o española*, op. cit., p. 861).

virtuoso Amadís de Gaula (Saragosse, 1508) de Garci Rodríguez de Montalvo : roman de chevalerie au succès avéré tout au long du XVI^e siècle, devenu le modèle du genre dans l'Europe entière, bien avant son introduction au cœur de la fiction cervantine tel l'un des livres de chevet, d'insomnie et de rêverie d'un hidalgo-lecteur³⁴. En effet, dans sa refonte de l'*Amadís* primitif, Rodríguez de Montalvo avait reconduit l'expression « *en reputación* » ou « *en gran reputación* » pour qualifier tantôt un chevalier, tantôt un prince³⁵. Au vrai, en dépit des usages répétés du mot *reputación* tout au long des XVI^e et XVII^e siècles³⁶ – notamment chez des auteurs aussi importants que Juan Rufo (dans *La Austriada*, 1584) ou Quevedo (dans *Poética de Dios, gobierno de Cristo*, 1626-55) –, si Cervantès se passa du vocable dans *Don Quichotte*, c'est certainement parce que la langue de son temps, héritière en cela de celle du Moyen Âge, employait encore de façon privilégiée les termes *fama*, *honra* et *honor*, mots parfois synonymes, quasi-synonymes, ou bien seulement interdépendants. De surcroît, c'est sans doute aussi parce que, dans un contexte de parodie chevaleresque, d'imitation ironique, le mot *fama*, nimbé de latinité, d'un usage castillan attesté dès le XIII^e siècle, et le terme *honra* (si récurrent dans les textes juridiques ou littéraires des XIII^e-XV^e siècles) étaient des mots-clés véhiculant des notions fondamentales de la langue du passé et relevant de l'idéologie féodale subtilement épinglée par Cervantès. Proprement *obnubilé* par l'idéal d'une chevalerie soucieuse de renommée – comme le montre, par exemple, le très long discours du personnage au chapitre 21 de la Première partie³⁷ –, par un désir de gloire (d'illustre réputation pour les siècles des siècles), la *fama*, tenue pour la « passion maîtresse » de la Renaissance par André Chastel³⁸, est, par désir mimétique, l'un

34 Un hidalgo lecteur qui, comme le veut la « fable », une fois recréé par lui-même, une fois devenu don Quichotte, imitera à grands traits – de la Première partie jusqu'au début de la Seconde partie du livre cervantin – le parcours chevaleresque que dessine le chapitre 2 d'*Amadís de Gaula*. Sur ce point précis, voir Bienvenido Morros, « Amadís y don Quijote », *Criticón*, n° 91, 2004, p. 41-65.

35 Garci Rodríguez de Montalvo, *Amadís de Gaula*, éd. Juan Manuel Cacho Blecua, Madrid, Cátedra, 1991, 2 vol., t. I, p. 482 et t. II, p. 1326.

36 Concernant l'emploi du terme aux XVI^e et XVII^e siècles, voir, dans le *Corde*, la très longue liste de ses emplois au cœur d'extraits de textes espagnols datant des années 1499 à 1673, *Corpus diacrónico del español (Corde)*, en ligne : <http://www.rae.es>.

37 À titre d'exemple, on retiendra le suivant passage qui n'est que le tout début d'un ample éloge de la *fama* et de ses effets : « [...] *es menester andar por el mundo, como en aprobación, buscando las aventuras, para que acabando algunas se cobre nombre y fama tal, que cuando se fuere a la corte de algún monarca ya sea el caballero conocido por sus obras, y que apenas le hayan visto entrar los muchachos por la puerta de la ciudad, cuando todos le sigan y rodeen dando voces, diciendo: "Éste es el Caballero del Sol", o de la Sierpe, o de otra insignia alguna, debajo de la cual hubiere acabado grandes hazañas* » (M. de Cervantes, *Don Quijote de la Mancha*, éd. cit., t. I, chap. 21, p. 250).

38 Idée rappelée par Augustin Redondo. Voir André Chastel, *Le mythe de la Renaissance : 1420-1520*, Genève, Skira, 1969, p. 200 ; Augustin Redondo, *Antonio de Guevara et l'Espagne de son temps (1480-1545)*, Genève, Droz, 1976, chap. 10, pNotes Entière. 537.

des maîtres-mots donquichottesques, ce qui anime don Quichotte dès sa genèse, dès sa création par cet autre lui-même, sédentaire, *pueblerino*, peu romanesque, qu'est le dénommé « Quijada », « Quesada » et, au bout du compte, « Quijano ». Prérequis du célèbre chapitre 1 de la Première partie, le dessein ultime du projet chevaleresque que s'est choisi don Quichotte est tout bonnement d'acquiescer « *eterno nombre y fama* »³⁹. Or, comme si le désir assouvi était l'antichambre de la mort, par la grâce de l'invention cervantine, dès le début de la Seconde partie – laquelle signe l'arrêt de mort du héros dès le « Prologue », pour faire trépasser ce dernier au tout dernier chapitre –, don Quichotte a acquis ce qu'il avait tant recherché tout au long de la Première partie du texte, à savoir la sacro-sainte *fama*. De cette renommée d'ordre livresque, éditorial, de manière ludique et volontairement hyperbolique, le texte lui-même se plaît à poser et à vanter l'ampleur à travers le discours de Sancho Pança. C'est ainsi que l'« écuyer » fictif, comme en faisant écho à la dédicace auctoriale de la Seconde partie à l'historique comte de Lemos (évoquant l'engouement présumé de l'empereur chinois pour Cervantès et son *Don Quichotte*), salue le succès, si ce n'est asiatique⁴⁰, du moins, phénoménal, de la Première partie⁴¹. Sur cette lancée, l'un des personnages-clés de cette Seconde partie, le démiurgique bachelier Samson Carrasco, ajoute alors un couplet sur la *fama* donquichottesque ou réputation de chevalier sans égal supposément gagnée par don Quichotte grâce à l'auteur maure de la Première partie et à son traducteur :

Si por buena fama y si por buen nombre va –dijo el bachiller–, solo vuestra merced lleva la palma a todos los caballeros andantes; porque el moro en su lengua y el cristiano en la suya tuvieron cuidado de pintarnos muy al vivo la gallardía de vuestra merced, el ánimo grande en acometer los peligros, la paciencia en las adversidades y el sufrimiento así en las desgracias como en las heridas, la honestidad y continencia en los amores tan platónicos de vuestra merced y de mi señora doña Dulcinea del Toboso⁴².

En dépit de l'ironie larvée des commentaires de Samson – ironie qui va croissant au fil du passage – à travers la voix de Sancho, de Samson et de don Quichotte lui-même, le chapitre 3 de la Seconde partie montre ainsi un héros presque conforté dans son idéal chevaleresque et ses rêves de grandeurs, comme autant de fantômes de renommée.

Le renom tout livresque de don Quichotte, qui n'a évidemment point pour source l'héroïsme supposé du quinquagénaire, sa force et sa dextérité de chevalier,

39 Miguel de Cervantes, *Don Quijote de la Mancha*, éd. cit., t. I, chap. 1, p. 44.

40 *Ibid.*, t. II, « Dedicatoria al conde de Lemos », p. 678-679.

41 *Ibid.*, t. I, chap. 3, p. 706.

42 *Ibid.*

comme l'avance le facétieux bachelier et le croit encore à tort notre héros, renforce le caractère divertissant de la dernière partie de son histoire. Cette renommée – inhérente à un succès éditorial historiquement avéré que le livre de Cervantès manipule et transpose au sein de la fiction – fait ainsi de don Quichotte, en sus d'un héros de roman au carré à l'apparence de signe typographique, selon l'avis de Michel Foucault⁴³ – une sorte de livre (à succès) vivant, de roman ambulante des plus populaires, comme le laisse d'ailleurs entendre les paroles mêmes du personnage face à l'énigmatique don Diego de Miranda :

[...] por mis valerosas, muchas y cristianas hazañas, he merecido andar ya en estampa en casi todas o las más naciones del mundo⁴⁴.

Entre autres hispanistes s'étant intéressés à la question, Edward Riley et Mercedes Blanco (dans un récent article) ont magistralement évoqué la *fama* donquichottesque⁴⁵. Ajoutons donc seulement combien la trouvaille cervantine, d'un si fort potentiel romanesque, à l'instar du retour des personnages dans *La Comédie humaine*, reconfigure notre héros et lui octroie un surcroît d'épaisseur fictionnelle. Désormais, en tant que « présonnage », selon le barbarisme de Sancho, en tant que héros d'un *best-seller* potentiellement reconnaissable et effectivement reconnu par les uns et les autres, lecteurs ou non lecteurs, ducs (chapitres 30 à 57 et suivants) ou larrons (comme le bandit Roque Guinart du chapitre 60), même si don Quichotte se trompe sur la véritable nature de sa renommée, il a pleine conscience de l'existence de cette dernière, il sait qu'elle le précède et l'accompagne⁴⁶. Don Quichotte est ainsi très conscient du fait qu'il n'est plus seulement lui-même – celui *qui sait qui il est*, comme il l'affirmait au chapitre 5 de la Première partie –, mais

394

43 « Long graphisme maigre comme une lettre, [Don Quichotte] vient d'échapper tout droit du bâillement des livres » (Michel Foucault, *Les Mots et les Choses* [1966], Paris, Gallimard, coll. « Tel », 2013, p. 60).

44 M. de Cervantès, *Don Quijote de la Mancha*, éd. cit., t. II, chap. 16, p. 821.

45 « [...] notemos que la fama quijotesca participa en un movimiento que se puede percibir por toda la novela. Es una oscilación, un vaivén entre contenido literario y el mundo exterior donde se contiene esta literatura –entre lo textual y lo extratextual, si se quiere. Sólo que el segundo término en cada caso es ambivalente. “Mundo exterior” puede significar el mundo que se representa como exterior dentro de la ficción narrativa de la novela (por ejemplo, el lugar de la Mancha donde don Quijote leía los libros de caballerías cuyo contenido literario tanto le deleitaba). En este caso se refiere a dos niveles de la ficción. O bien puede referirse al mundo nuestro, el mundo en que vivimos y leemos libros nosotros los lectores. » (Edward V. Riley, « La singularidad de la fama de don Quijote », *Bulletin of the Cervantes Society of America*, vol. 22, n° 1, spring 2001, p. 27-38, ici p. 34). Voir aussi Mercedes Blanco, « De cómo los libros cambian el mundo: el Quijote de 1615 », *Criticón*, n° 127, 2016, p. 57-75.

46 En l'espèce, nous rejoignons la pénétrante analyse de Mercedes Blanco, laquelle résume la situation du second don Quichotte en ces termes : « Consciente de ser una figura pública, el héroe tiene la responsabilidad de presentarse como un epitome de las ordenanzas y leyes de la caballería andante » (Mercedes Blanco, « De cómo los libros cambian el mundo: el Quijote de 1615 », art. cit., p. 68).

bien plutôt, dorénavant, celui qui *est su* par autrui. Il est un sujet qui a gagné en relief, en poids et, s'il l'on veut, en *présence*, aux yeux des autres, étant devenu, pour ainsi dire, *don Quichotte et sa réputation*, pour plagier le titre français du roman de Philip Roth, *Portnoy et son complexe*. Une réputation qui émane, entre autres « narrateurs » et autre auteur second, du discours, peut-être approximatif ou mensonger, d'un auteur maure, lequel, suivant la convention romanesque établie par Cervantès, a littéralement mis en page l'histoire du personnage, ce qui, d'ailleurs, n'est pas sans apporter quelque inquiétude à la vanité du désormais célèbre don Quichotte⁴⁷. Que cette réputation, pour le plaisir des lecteurs, aussi bien fictifs que réels, soit, au plan de la fiction, celle d'un grand fou qui se prend, à tort, pour un vrai chevalier errant, puis, à raison, pour le héros d'une Première partie lue par un ensemble de personnages, ajoute, il va sans dire, au comique de situation, mais aussi à l'éblouissement de nature métafictionnelle que le texte cervantin engendre. Un phénomène métafictionnel qui, pour autant, ne retranche aucunement à ce *libro de burlas*, à ce « roman comique » par excellence, ce pathétisme auquel furent sensibles, en leur temps, les romantiques d'Allemagne et de Grande-Bretagne, ainsi que leurs héritiers espagnols.

Si l'on considère l'œuvre intégrale de Cervantès, l'obsession donquichottesque de la *fama*, ou encore la pointilleuse attention que porte le pseudo-chevalier à la réputation de sa personne, tout cela apparaît comme l'une des manifestations les plus achevées d'un phénomène d'ensemble. Qu'avant la publication de *Don Quichotte*, l'idée de *fama* ait été travaillée, maniée littérairement par Cervantès⁴⁸, avant que cette idée ne le travaille plus personnellement – disons, en l'espèce, en tant qu'individu singulier plutôt qu'en tant que pur représentant d'une époque (ultra) sensible au qu'en-dira-t-on et au discours social sur soi –, le fait est manifeste dès ses compositions de relative jeunesse : à partir de *El cerco de Numancia* (vers 1583-1585) et de *La casa de los celos* (qui daterait des années 1587-1606). C'est ainsi que, dans *El cerco de Numancia* – pièce qui met en scène l'héroïsme des Numatins ayant mis à mal la force romaine de Scipion et de ses hommes –, après l'Espagne, le fleuve Douro, la Guerre, la Faim et la Maladie, le Cervantès en cothurnes (tragiques ou semi-tragiques) avait songé à convoquer la *fama* sous son enveloppe allégorique, à la fin de la quatrième « journée ». En effet, cette *fama* « *pregonera* », de pure convention, ou Renommée « crieuse » et, en l'occurrence, fort « louangeuse », annoncée par un traditionnel son de trompette, entonne *in fine* un chant d'espoir empreint d'une exaltation

47 Sur ce point, voir Edward Riley, « La singularidad de la fama de don Quijote », art. cit., p. 32-33.

48 Voir Gustavo Correa, « El concepto de la fama en el teatro de Cervantes », *Hispanic Review*, vol. 27, n° 3, 1959, p. 280-302.

de la *natio* et de l'*amor patriae*, saluant de la sorte la valeur des Numatins tout comme la gloire à venir de la monarchie espagnole⁴⁹.

De la même manière, quoique de façon un peu plus appuyée, dans la *comedia a fantasia*, de piètre réputation littéraire, intitulée *La casa de los celos*, Cervantès avait intégré dans ses *dramatis personnae* le couple antagoniste *Fama* et *Mala Fama*, incarnation dissociée de l'antique *fama*, précédemment évoquée, qui pouvait aussi bien signifier une bonne « opinion collective » que la « médisance gratuite »⁵⁰. C'est ainsi que celui qui, en 1615, dans le fameux « Prologue » des *Ocho comedias y ocho intermedios nuevos*, se vanterait d'avoir été le premier à faire usage de personnages allégoriques dans ses *comedias*, celui-là même eut recours, dans la deuxième « journée » de cette *Casa de los celos* qui mime le *Roland amoureux*, à la panoplie de la « Bonne Renommée » et de la « Mauvaise ». Réminiscences littéraires et efficacité théâtrale obligent, ces deux figures, forcément féminines, ailées et porteuses de la sempiternelle trompette, ne diffèrent fondamentalement que dans leur couleur – le noir, pour l'une, et le blanc, pour l'autre, tels le mal et le bien dans leur symbolique et prégnant chromatisme – ainsi que dans le ton de leur discours destiné à Roland : chevalier trop passionné, trop épris de la perfide Angélique. C'est tout d'abord la « Mauvaise Renommée » qui intervient. Cette « Mauvaise Renommée » fort sévère, aux ailes et à l'habit noirs, est loin d'être aussi terrifiante et, par là même, aussi saisissante, que la *Fama* virgilienne, emplumée, vélocité, stridente et gigantesque qui informe et déforme, qui rapporte frontalement la rumeur et la vérité. Elle n'est point ce « monstre horrible [et] demesuré » (« *mostrum horrendum, ingens* »), cette sorte de strige aux multiples yeux, bouches, langues et oreilles, dépeinte par Virgile au livre IV (v. 173-197) de l'*Énéide*⁵¹. La figure cervantine prône cependant le désamour de façon menaçante, en exhibant le livre noir où sont inscrits les noms

396

49 « FAMA. Vaya mi clara voz de gente en gente, /y en dulce y süavisimo sonido //llene las almas de un deseo ardiente /de eternizar un hecho tan subido [...] //que yo, que soy la Fama pregonera, /tendré cuidado, en cuanto el alto cielo /moviere el paso en la subida esfera, /dando fuerza y vigor al bajo suelo, /de publicar con lengua verdadera, /con justo intento y presuroso vuelo, /el valor de Numancia, único y solo, /de Batro a Tule y de uno al otro polo. //Indicio ha dado esta no vista hazaña /del valor que en los siglos venideros /tendrán los hijos de la fuerte España, hijos de tales padres herederos. [...] » (Miguel de Cervantes, *El cerco de Numancia*, dans *Obras completas de Cervantes*, éd. Juan Carlos Peinado, 2 vol., t. II, Madrid, Cátedra, 2005, p. 1252-1253).

50 Sur ce point, voir Jean-Pierre Néraudeau, « La fama dans la Rome antique », art. cit., p. 30.

51 Nous avons consulté le texte virgilien dans la suivante édition bilingue : Virgile, *Énéide*, éd. Jeanne Dion et Philippe Heuzé, dans *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2015, p. 414-417. Concernant le « monstre Renommée », « monstre nouveau » qui serait une pure invention virgilienne puisque « avant Virgile jamais la Renommée [n'aurait] été admise dans la cour des monstres », voir Séverine Clément, « Fama et le poète : pour une poétique de la monstruosité dans l'*Énéide* », *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, vol. 59, n° 4, 2000, p. 309-328. Voir aussi Philip Hardie, *Rumour and Renow. Representations of Fama in Western Literature*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2012.

héroïques de ceux qui ont fait le sacrifice de leur renom sur l'autel de la passion et en promettant à l'amoureux éternel affront et mort au monde :

La Mala Fama soy, que tiene cuenta
con las torpezas de excelentes hombres
para entregarlas a perpetua afrenta,
y a viva muerte sus subidos nombres⁵².

Après cette intervention, la *Buena fama* en appelle à la raison en se faisant louangeuse et bonne conseillère. Cette dernière montre alors le livre d'or qui consigne, à côté des noms de tous les preux chevaliers, le nom même du valeureux Roland :

Huye, Roldán, de Angélica y advierte
que, en seguir la belleza que te inflama,
la vida pierdes y granjeas la muerte,
perdiendo a mí, que soy la Buena Fama⁵³.

À la lecture de ces vers, non de pacotille mais peut-être pas d'or non plus, on se dit que la mauvaise et la bonne Renommée ne sont là que des figures attendues, de pâles et lointaines réminiscences virgiliennes et ovidiennes que textes, gravures et livres d'emblèmes se sont chargés de reconduire. Toutefois, pour le lecteur contemporain qui connaît les tenants et aboutissants de l'œuvre cervantine, pour celui qui peut en faire une lecture *a posteriori*, la naïve représentation des deux forces en présence, peut, si ce n'est annoncer véritablement la couleur, du moins être (re)lue, dans une optique intertextuelle, comme la tension entre la mauvaise et la bonne réputation, laquelle tension transparaît dans les textes et paratextes tardifs et de grande envergure de Cervantès. Or cette tension textualisée semble être en rapport avec un hors-texte biographique que l'écrivain a tendance à manier, à utiliser dans son œuvre sous une forme parcellaire, mi-ludique, mi-polémique. C'est ce que nous voudrions à présent faire entrevoir.

SUR LA RÉPUTATION DE CERVANTES SAAVEDRA

Les faits étant connus, nous nous bornerons à égrener certaines données biographiques, qu'il convient de rappeler car elles nourrissent ladite tension textuelle entre bonne et mauvaise réputation. Cet égrènement se voudrait presque « biographèmes », comme disait Roland Barthes, c'est-à-dire brèves

52 Miguel de Cervantes, *La casa de los celos*, dans *Obras completas de Cervantes*, éd. cit., t. II, p. 496-497.

53 *Ibid.*, p. 499.

biographies pleines d'efficace, pour se réduire à « quelques détails », « quelques goûts », « quelques inflexions »⁵⁴.

Soit le fils d'un humble chirurgien, à l'instar de Mateo Alemán, d'ascendance non prestigieuse, à défaut d'être clairement obscure ou infâme, si l'on en croit la biographie, aujourd'hui classique, de Jean Canavaggio⁵⁵. Pour peu que ce fils de chirurgien, nommé Miguel de Cervantes, ait quelque intelligence et quelque ambition – ce qu'il possédait à n'en pas douter –, il n'aura de cesse de se démener en vue de s'élever et d'acquérir quelque *re-nom*, pour jouer sur les mots, étant entendu qu'un nom *re-connu* est bien davantage qu'un nom tout court. Ce désir d'aura onomastique, ce désir d'un nom rehaussé de la reconnaissance des autres est l'un des motifs que semble comme personnifier le cervantin Tomás du *Licenciado Vidriera* :

398

— Desa manera –dijo uno de los caballeros– no es por falta de memoria habérsete olvidado el nombre de tu patria.

— Sea por lo que fuere –respondió el muchacho–, que ni el della ni del de mis padres sabrá ninguno hasta que yo pueda honrarlos a ellos y a ella.

— Pues ¿de qué suerte los piensas honrar? –preguntó el otro caballero.

— Con mis estudios –respondió el muchacho–, siendo famoso por ellos. Porque yo he oído decir que de los hombres se hacen los obispos⁵⁶.

Au demeurant, que l'extrait emprunte à l'antique *topos* du prestige littéraire, de l'immortalité conquise par l'étude des lettres, qu'illustre et glose, en particulier, l'emblème 132 d'Alciat⁵⁷, ne lui ôte rien de sa saveur, ni même, de sa charge subversive, laquelle tient beaucoup à la surprenante superbe du jeune roturier face aux deux gentilshommes.

Le jeune Cervantès, quant à lui, admirateur de Garcilaso de la Vega, commença sans doute par sacrifier à la Poésie, puisque les premiers textes connus de Cervantès, datés des années 1567-1568, sont des poèmes de circonstance⁵⁸, dont quatre furent publiés, à Madrid, en 1569, par son maître, l'humaniste Juan López de Hoyos, dans *Historia y relación verdadera de la enfermedad, felicísimo tránsito y suntuosas exequias fúnebres de la serenísima reina doña Isabel de Valois*.

54 Roland Barthes, *Sade, Fourier, Loyola* [1971], dans *Œuvres complètes*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, 5 vol., t. III, p. 706.

55 Jean Canavaggio, *Cervantès* [1986], Paris, Fayard, 1997, p. 24-27.

56 Miguel de Cervantes, *Novelas ejemplares*, éd. Jorge García López, Barcelona, Crítica, p. 266.

57 Voir « Emblema CXXXII », dont le titre est : « Ex litterarum studiis immortalitatem acquiri » (Alciato, *Emblemas*, éd. Santiago Sebastián, Madrid, Akal, 1993, p. 172-173).

58 Rappelons que le premier poème connu de Cervantès est un sonnet (« Soneto de Miguel de Cervantes a la reina doña Isabel II »), lequel sonnet s'est fait connaître grâce à un manuscrit du xvii^e siècle que conserve la Bibliothèque nationale de France : *Recueil de poésie castillane du xvi^e-xvii^e siècle* (mss. Esp. 373, fol. 73r^o-74v^o). Sur ce point, voir « Panorama textual », dans Miguel de Cervantes, *Poesías*, Madrid, éd. Adrián J. Sáez, Madrid, Cátedra, 2016, p. 88.

Nous passerons sur ses poèmes de débutant, comme sur autant d'« exercices scolaires » sans doute motivés par « la recherche de faveurs courtisanes auprès du cercle du cardinal Espinosa »⁵⁹. Nous passerons également sur la ténébreuse affaire Sigura – cette histoire d'homme blessé en duel par un dénommé « Miguel de Cervantes »⁶⁰ –, sur le départ pour l'Italie qui pourrait en découler, et sur la grande maison romaine de Mgr Acquaviva, futur cardinal, où Cervantès fut camérier, en 1570, autrement dit domestique. Nous en arrivons alors au choix des armes parce que, quand on était un jeune homme ambitieux et téméraire, et pas seulement, la carrière militaire s'offrait à vous en cette fin de siècle. Ce furent, notamment, la bataille de Lépante, le 7 octobre 1571, en tant qu'arquebusier, les trois coups d'arquebuse ennemie, la main gauche à jamais atrophiée – et tout autant blessure de guerre que criante preuve d'héroïsme –, la vie militaire jusqu'en 1573. Enfin, après les cinq années algéroises de captivité barbaresque (1575-1580), vint ce à quoi nous voulons en venir, c'est-à-dire au retour à la patrie, qui coïncide avec un retour aux lettres, à l'autre voie, succédant à celle des armes, terriblement moins porteuse que prévu en matière de gains et de renom, avec les contretemps propres à cette voie seconde : une certaine pauvreté – du reste, sûrement bien moins importante que celle que Cervantès revendiquait dans ses écrits⁶¹ –, la page blanche (si génialement mise en scène dans le premier prologue de *Don Quichotte*), les silences, et tout ce que supposent, en somme, les aléas de l'existence et les contraintes de la « vie matérielle ».

La voie des lettres fut abrupte, ardue à arpenter, mais vaille que vaille, en quête de biens matériels, spirituels et symboliques, Cervantès reprit la plume, si tant est qu'il l'eût jamais laissée de côté. Il écrivit, dans le courant des années 1580, des pièces de théâtre et un roman pastoral, *La Galatea*, paru en 1585. Une bergerie qui ne devait pas apporter à Cervantès la réputation littéraire dont jouirent en leur temps un Sannazaro et un Montemayor, mais qui, entre autres choses [succès d'estime, (ré)introduction dans le champ littéraire, etc.], lui donna l'occasion d'utiliser un nom un peu plus ronflant que le sien propre – en mal de particule, Balzac ne fera pas autrement deux siècles plus tard –, en ajoutant, au pied de sa dédicace à l'Ascanio Colonna de l'illustre famille, le patronyme *Saavedra*. C'était là un nom à l'éclat moins fluctuant que celui du nom *Cervantes*, nom dont Maurice Molho a rappelé combien il pouvait, à l'époque, à la fois relever du

59 Nous empruntons l'idée et l'expression à Adrián Saéz (voir Miguel de Cervantes, *Poesías*, éd. cit., p. 21).

60 Voir Jean Canavaggio, *Cervantès*, op. cit., p. 49-51.

61 Sur la supposée pauvreté de Cervantès, qui a été fort remise en cause ces dernières années, voir José Montero Reguera, « Los nuevos hallazgos acaban con la imagen romántica de un Cervantes, desvalido y pobre », *El Faro de Vigo*, 13/08/2014, cité par Jesús Pérez Magallón, « Cervantes y el cervantismo: la constitución de un campo crítico de estudio en el siglo XVIII », *Criticón*, n° 127, 2016, p. 143-153.

meilleur (d'un certain rang) et du pire : non seulement du commun, mais encore du masque onomastique, du nom camouflé car judaïsant⁶². Ainsi, à partir de *La Galatea*, à la suite du patronyme Cervantes, le *Saavedra*, tenu, en théorie, d'un lointain parent (Gonzalo Cervantes Saavedra), sera toujours à l'honneur dans les pages de titres et autres espaces textuels des œuvres cervantines : le nom réputé⁶³ et fantasmé d'une héroïque et illustre lignée (les *Saavedra* de Séville) venant redorer le nom de naissance d'une valeur par trop instable.

400

1585-1605, « vingt ans après », pour le dire comme Dumas : en termes de carrière, c'est là que tout commença ou, du moins, que tout put repartir. Le Cervantès commissionnaire, collecteur d'impôts etc. – puisque les muses ne nourrissaient pas leur homme – publia, en 1605, avec un indéniable succès, la première partie de *Don Quichotte*. C'est à partir de cette publication que l'écrivain acquit une somme considérable de lecteurs et qu'il devait asseoir ce qu'il faut bien appeler une réputation littéraire. En outre, ce fut, un peu plus tard, en 1607 que, hors d'Espagne, cette « réputation [gagna] les pays voisins »⁶⁴, grâce à diverses éditions et traductions de *Don Quichotte*. De fait, avant même que l'œuvre ne connût le rapide épuisement de son édition princeps, l'apparition d'éditions pirates et celle d'une deuxième édition quelques mois après la première⁶⁵, un certain Lope de Vega, un ex-jeune ami (il avait quinze ans de moins que Cervantès), sanctionna le vrai-faux roman de chevalerie, bientôt publié et ayant sans doute tout d'abord circulé sous forme manuscrite, dans une lettre souvent citée et que l'on ne se lasse pas de relire, écrite à Tolède et datée du 14 août 1604. Or cette lettre, non sans une expéditive et dédaigneuse désinvolture, évoque une réputation apparemment bien établie, celle du mauvais poète qu'était censé être ledit « *Cervantes* » (*exit*, il va sans dire, le rutilant *Saavedra* !), auteur, de surcroît, d'un *Don Quichotte* supposément déprécié :

De poetas, muchos están en ciernes para el año que viene; pero ninguno hay tan malo como Cervantes ni tan necio que alabe a *Don Quijote*⁶⁶.

62 « *¿No habrá habido en ese linaje de los Cervantes un Cervato o Cervatos del que algún ascendente hubiera disfrazado el nombre en una fecha anterior a 1492? [...] ¿Era Cervatos un “nom sale”, difícil de llevar? Es lícito suponerlo si se recuerda que ese nombre, sin ser típicamente judío, formaba parte de la serie de antropónimos de origen animal que servían para designar emblemáticamente las tribus de Israel* » (Maurice Molho, « Cervantes. El nombre », dans *De Cervantes*, Paris, Éditions hispaniques, 2005, p. 41-47).

63 Sur ce patronyme, voir María Antonia Garcés, « Los avatares de un nombre: *Saavedra* y Cervantes », *Revista de literatura*, n°130, 2003, p. 351-374 ; María Zerari, « Narciso prologuista. Imágenes y autorretrato en el prólogo de las *Novelas ejemplares* », *Ínsula*, n° 799-800, 2013, p. 4-8.

64 Jean Canavaggio, *Don Quichotte. Du livre au mythe*, op. cit., 2005, p. 47.

65 *Ibid.*, p. 46-47.

66 Lettre citée par Luis Astrana Marín, dans *Vida ejemplar y heroica de Miguel de Cervantes Saavedra*, Madrid, Reus, 1948-1958, 7 vol., t. VI, p. 143-144.

Comme l'on rappelle les biographes successifs, en 1604, des années après la rencontre des deux hommes, qui dut avoir lieu vers 1580, l'heure de l'inimitié entre Lope de Vega et Cervantès avait sonné depuis environ 1602. De mots blessants en poèmes satiriques, la brouille des deux écrivains dut entacher la réputation littéraire, voire personnelle, de Cervantès, lorsque l'on sait combien Lope, bien que critiqué et envié, était apprécié, entouré, adulé. Car, il faut bien le dire, le problème avec les artistes et, tout spécialement, avec les écrivains à succès, *a fortiori* talentueux et séduisants, c'est qu'ils sont souvent entourés d'un groupe, d'une bande, d'une « mauvaise troupe », plus ou moins fanatique et plus ou moins belliqueuse, encline à en découdre et à hurler avec le(s) loup(s) (avec le *Lope* ?) : les polémiques anciennes, les querelles littéraires du XVI^e et du XVII^e siècles, en Italie (autour du Tasse, par exemple), en Espagne (autour de Góngora ou de Lope lui-même)⁶⁷, ou en France (autour de Corneille ou de Racine), le prouvent assez.

En 1604, Cervantès avait 57 ans, et il avait devant lui exactement douze années à vivre. Bien entendu, il ne connaissait pas cette donnée temporelle, même si, à partir de 1613, et du prologue des *Novelas ejemplares*, on entrevoit dans ses phrases une urgence, un sens aigu du temps qui passe, une mise en avant d'une sorte d'emploi du temps scriptural, ou, si l'on veut, d'impératif catégorique de l'écriture, à travers les listes de livres à venir, plusieurs fois annoncés, dans différents prologues. Accordons, en passant, que Lope de Vega, il est vrai, ne faisait pas différemment dans ses préfaces, comme l'a relevé Maria Grazia Profeti. C'est donc à partir de là que l'écrivain Cervantes Saavedra fit montre, de la façon la plus manifeste, de vouloir dépasser en réputation le sujet Cervantès (dépourvu de prestige personnel et, probablement, tout le contraire : pour avoir été soupçonné, condamné, emprisonné, moqué, mal aimé). C'est alors qu'il prit visiblement bien en main sa réputation d'écrivain, puisque l'on n'est jamais mieux servi que par soi-même. Et cette prise en main se donne à voir tout particulièrement dans l'espace paratextuel de ses productions. En 1613, dans le prologue des *Novelas ejemplares* dont on connaît les réjouissants morceaux de bravoure, faute d'avoir, comme Lope de Vega, son portrait flatteur sur les pages liminaires de ses œuvres et, accessoirement, sur les murs des particuliers, il prit, en quelque sorte, *Miguel de Cervantes* pour modèle, et fit de lui un portrait textuel, mi-sérieux, mi-burlesque, mi-physique, mi-moral, resté dans les annales. De plus, et là est l'important, dans le prologue de ses *Nouvelles*, il fit la promotion de sa personne (en jeune héros de Lépante) et de l'auteur qu'il était devenu.

67 Sur ce riche et passionnant sujet, en cette circonstance, nous nous bornerons à renvoyer au remarquable projet d'édition digitale et d'étude de la polémique autour de Góngora dirigé par Mercedes Blanco : Obvil, Université Paris-Sorbonne, <http://obvil.paris-sorbonne.fr/corpus/gongora>.

De là les phrases sonores et inoubliables : « *yo soy el primero que he novelado en lengua castellana [...]* », « [...] *si la vida no me deja, te ofrezco los Trabajos de Persiles, libro que se atreve a competir con Heliodoro* », « [...] *yo he tenido osadía de dirigir estas Novelas al gran Conde de Lemos, algún misterio tienen escondido que las levanta* »⁶⁸. Redisons-le⁶⁹, à travers ces énoncés, on voit poindre, sous le fameux « je » cervantin (tantôt modeste et tantôt pas), taillé comme il est pour éveiller la sympathie du lecteur, cette « hypertrophie du moi » baroque que Claude-Gilbert Dubois⁷⁰ a si bien décrite.

402

Avec le prologue-(auto)portrait de 1613, qui compte parmi les préfaces les plus réussies et les plus personnelles de la littérature du Siècle d'or, et le succès éditorial des *Nouvelles exemplaires* (pas moins de dix éditions au cours de la période 1613-1617), après celui du premier *Don Quichotte*, on se dit que Cervantès pouvait penser, qu'à défaut d'avoir atteint la gloire, il avait enfin assis sa réputation d'écrivain et de personne publique, en dépit des livres de divertissement par lui illustrés, « roman » comique ou bagatelles post-boccaciennes. L'histoire littéraire a consigné que c'était sans compter avec Avellaneda et l'apocryphe *Don Quichotte*, paru durant l'été de l'année 1614 et crânement intitulé *Segundo tomo del ingenioso hidalgo don Quijote de la Mancha, que contiene su tercera salida, y es la quinta parte de sus aventuras*. En plus du coup dur, ou peut-être même du choc traumatique que dut représenter la découverte d'une sorte d'irrespectueuse, quoique sérieuse, imitation de l'œuvre chérie, d'une continuation « allographe » de ce que l'on comptait continuer, bref, d'une « appropriation désappropriante », le « Prologue » du roman dudit Alonso Fernández de Avellaneda contenant des critiques et autres attaques *ad hominem* des plus brutales⁷¹, Cervantès n'eut pas d'autre choix, semble-t-il, que de défendre sa personne et son autorité en usant de sa plume pour forger, ce que, comme David Alvarez Roblin, nous appellerons « une riposte »⁷². On le sait, tout cela donna lieu au « Prologue » de 1615 et à certains des chapitres du second *Don Quichotte* cervantin, si ce n'est à l'esprit et au pli du texte dans son ensemble. C'est ainsi que Cervantès qui, notons-le, ne prit aucunement l'apocryphe pour

68 Miguel de Cervantes, *Novelas ejemplares*, éd. cit., p. 19-20.

69 Voir Maria Zerari, « Narciso prologuista. Imágenes y autorretrato en el prólogo de las *Novelas ejemplares* », art. cit., p. 6.

70 Voir Claude-Gilbert Dubois, *Le Baroque. Profondeurs de l'apparence*, Paris, Larousse, coll. « Thèmes et textes », 1973, p. 218-231.

71 « *Y pues Miguel de Cervantes es ya de viejo como el castillo de San Cervantes, y por los años tan mal contentadizo, que todo y todos le enfadan, y por ello está tan falto de amigos, que cuando quisiera adornar sus libros con sonetos campanudos, había de ahijarlos, como él dice al preste Juan de las Indias o al emperador de Trapisonda [...]* » (Alonso Fernández de Avellaneda, éd. Fernando García Salinero, *El ingenioso hidalgo don Quijote de la Mancha*, Madrid, Castalia, 2005, p. 53).

72 David Alvarez Roblin, *De l'Imposture à la Création. Le Guzmán et le Quichotte apocryphe*, Madrid, Casa de Velázquez, 2014, chap. 6, p. 189-236.

une manière d'hommage indirect, paradoxal, ou méchamment voilé, devait transformer nombre de pages de sa propre continuation en champ de bataille, en vue de contrattaquer, de répondre, au sens fort, à cet Avellaneda, à ce supposé « Licencié » : cet « auteur » masqué, anonyme, insaisissable et violemment querelleur, ayant fait œuvre de noire trahison plutôt que d'imitation, comme s'il s'agissait là de Lope de Vega en personne, d'un ennemi issu du clan de Lope ou de quelque autre clan contraire⁷³. Au demeurant, rappelons-le au passage, en bonne machine de guerre, non dénuée d'une grande ingéniosité, la Seconde partie de *Don Quichotte* voulut mettre à mal, mettre à terre Avellaneda et son livre, en ne négligeant pas de contredire le « faux » livre – que l'on songe, seulement, au troc géographique de Saragosse contre Barcelone effectué par Cervantès dans sa suite⁷⁴ – et d'emprunter au rival, devenu l'arroseur arrosé, des armes personnelles, des éléments de son ouvrage, à l'exemple du personnage d'Álvaro Tarfe qui, en territoires cervantins, en vient à défendre les « bons » Sancho et don Quichotte contre les imposteurs de l'apocryphe... Et, Cervantès, par le biais du « Prologue » de sa Seconde partie, mais aussi des chapitres 59, 62, 70, 72 ou 74, d'avoir fait d'une pierre deux coups, pour ainsi dire, en s'étant appliqué tout autant à déboulonner l'autre, le « faux auteur » de *Don Quichotte*, qu'à construire sa propre statue d'auteur véritable et digne d'admiration. À travers le « Prologue » de la Seconde partie, l'écrivain s'appliqua donc bien à ruiner le livre du faussaire et, par ricochet, la réputation auctoriale d'Avellaneda⁷⁵, et peu importe si, involontairement, par le biais de son texte, Cervantès devait aussi contribuer à la postérité du « faux » à compter du XVIII^e siècle... Livre jugé « impertinent » du fait des mensonges qu'il contient quant à la véritable histoire de don Quichotte, comme l'indique le chevalier de la Manche, en particulier aux chapitres 59 et 62 de la Seconde partie, l'ouvrage d'Avellaneda fut dénoncé comme une œuvre vide, vaine, toute remplie d'air. Témoin cette première histoire de fou du « Prologue » de Cervantès qui, dès l'abord, au sein de la « riposte » liminaire de notre auteur, laisse entendre qu'Avellaneda, tel le fou de ladite première histoire – lequel aimait à remplir d'air les chiens qu'il

73 Concernant l'hypothèse d'un Avellaneda qui serait le masque littéraire de Lope de Vega et compagnie, voir Nicolás Martín López, « La piedra y la mano en el prólogo del *Quijote* apócrifo », dans *Homenaje a Guillermo Guastavino*, Madrid, Asociación Nacional de Bibliotecarios, Archiveros y Arqueólogos, 1974, p. 253-288 ; Luis Gómez Canseco, *Guzmán de Alfarache*, Madrid, Real Academia Española, 2012, « Introducción », p. 47-59.

74 « [...]—respondió don Quijote—, no pondré los pies en Zaragoza y así sacaré a la plaza del mundo la mentira dese historiador moderno, y echarán de ver las gentes como yo no soy el don Quijote que él dice » (Miguel de Cervantes, *Don Quijote de la Mancha*, éd. cit., t. II, chap. 60, p. 1217-1218).

75 Au sujet de la mauvaise réputation de l'« auteur » Avellaneda et le « fort rejet » de son livre dans l'Espagne du XVII^e siècle, voir David Alvarez Roblin, *De l'Imposture à la Création*, op. cit., p. 4.

trouvait –, n'avait fait que gonfler, inutilement, un livre préexistant : le premier *Don Quichotte*⁷⁶. Ainsi, dans la logique cervantine, l'œuvre d'Avellaneda s'avérait tout aussi emplie d'air et de vide que cette « vaine gloire » (tant condamnée par la pensée chrétienne) – hautaine, suffisante, pleine d'elle-même qui, grotesque, enfle puis éclate dans un grand bruit obscène –, que Cervantès avait portraiturée au « Chapitre troisième » du *Viaje del Parnaso*, ouvrage publié un an avant la parution du *Don Quichotte* de 1615 :

[...] En fin ella es la altiva vanagloria,
que en aquellas hazañas se entremete
que llevan de los siglos la vitoria.
Ella misma a sí misma se promete
triumfos y gustos, sin tener asida
a la calva ocasión por el copete.
Su natural sustento, su bebida,
es aire y así crece en un instante
tanto que no hay medida a su medida⁷⁷.

404

Dans les préliminaires des œuvres plus tardives, en plus de jouer avec les codes du paratexte ancien, Cervantès continua à prendre soin de sa réputation, à la rétablir et à la soutenir. C'est ainsi qu'après avoir fait, encore une fois, l'autopromotion de son œuvre – à savoir de sa production théâtrale – dans les pages liminaires des *Ocho comedias y ocho intermedios nuevos*, au cœur de son dernier « Prologue », celui du *Persiles* (1617), lequel fut vraisemblablement écrit ou dicté, comme la dédicace, le 19 avril 1616, soit trois jours avant le décès de l'auteur –, Cervantès se mit en scène en forgeant un alter ego, bientôt accosté par l'un de ses lecteurs, fanatique en diable. Grâce à ce recours littéraire, à ce lecteur de papier, l'écrivain put se décrire à sa guise et se célébrer en tant qu'auteur connu et reconnu, à travers le fictif enthousiasme, très appuyé et joyeusement affirmatif, d'un autre :

¡Sí, sí, sí! ¡Este es el manco sano, el famoso todo, el escritor alegre y, finalmente,
el regocijo de las Musas⁷⁸!

76 Sur cette histoire de fou et de chiens et sur la suivante, voir, entre autres, John Beusterien, « El nombre de Podenco: the dog as book in the Prologue of part II of *Don Quijote* », *Cervantes*, n° 30.1, 2010, p. 99-112.

77 Miguel de Cervantes, *Viaje del Parnaso y poesías sueltas*, éd. José Montero Reguera et Fernando Romo Feito, Madrid, Real Academia Española, 2016, v. 205-210, chap. 6, p. 98. Pour un examen de la figure de la « Vaine gloire » chez Cervantès, voir Ellen Lokos, « El lenguaje emblemático en el *Viaje del Parnaso* », *Cervantes: Bulletin of the Cervantes Society of America*, n° 9.1, 1989, p. 63-74.

78 Miguel de Cervantes, *Los trabajos de Persiles y Sigismunda*, dans *Obras completas de Cervantes*, éd. cit., t. II, p. 55.

Certes, au paragraphe suivant le personnage « *Miguel de Cervantes* », contredit et nuance les envolées d'enthousiasme de l'admirateur en habits d'étudiant, mais il n'en reste pas moins vrai que les lignes, hautement élogieuses, furent « écrites » noir sur blanc pour être publiées, lues et relues. Par la voix de l'« étudiant grison », l'écrivain Cervantes Saavedra évoqua un « *Miguel de Cervantes* » « manchot » mais « sans manques », à qui, en fait, « rien ne [manquait] » du tout, comme le veut l'expression de nature oxymorique *manco sano*, telle qu'elle a été traduite par Maurice Molho puis par Jean-Marc Pelorson⁷⁹. C'est donc une autorité reconnue, actuelle et très affable que la plume cervantine opposa à l'écrivain, au *has been*, pour ainsi dire, infirme, vieux, aigre et envieux dépeint dans le prologue à charge d'Avellaneda. Mieux encore, la justement célèbre et très glosée dédicace au comte de Lemos⁸⁰, écrite ou dictée aux portes de la mort, comme nous l'avons dit et, par là même, fort émouvante, eut pour effet de sculpter encore davantage la statue de Cervantes Saavedra. De façon presque préromantique, elle devait contribuer à lui conférer, d'après la formule du premier biographe de Cervantès et tout « premier cervantiste », Gregorio Mayans y Siscar (1699-1781), l'image d'un « Athlète chrétien »⁸¹, voire l'image, flaubertienne avant la lettre, d'un héros de l'écriture, si ce n'est encore celle d'un « martyr des lettres », pour emprunter à Patrick Modiano une formule venant qualifier le dernier Proust⁸², celui-là même qui se tua à la tâche. Relisons le fulgurant passage qui, pour toujours, étonne :

Ayer me dieron la Extremaunción y hoy escribo ésta. [...] Todavía me quedan en el alma ciertas reliquias y asomos de *Las Semanas del jardín* y del famoso *Bernardo*. Si a dicha, por buena ventura mía (que ya no sería ventura, sino milagro), me diese el cielo vida, las veré y con ellas fin de *La Galatea*, de quien sé está aficionado Vuestra Excelencia⁸³.

79 *Id.*, *Les Travaux de Persille et Sigismonde*, trad. Maurice Molho, Paris, José Corti, coll. « Ibériques », 1994, p. 79. Voir Cervantès [sic], *Les Épreuves et travaux de Persilès et Sigismunda*, dans *Œuvres romanesques complètes*, trad. Jean-Marc Pelorson, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2 vol., t. 1, p. 508.

80 Pour une récente approche de la dédicace cervantine, voir Jean Canavaggio, « De la dédicace au prologue du *Persiles* : le fin mot de Cervantès », dans Maria Zerari (dir.), *Le fin mot. Œuvres dernières, œuvres testamentaires dans les lettres espagnoles au xviii^e siècle, e-Spania* [En ligne], n° 18, 18 juin 2014 : <http://e-spania.revues.org/23513>.

81 « *Pero quanto más le debilitava el cuerpo, tanto más procuraba él fortalecer su ánimo, i aviendo recibido la Extrema Unción para salir vitorioso, como Athleta Christiano, en la última lucha, esperaba la muerte con ánimo tan sereno, que parece no la temía* » (Gregorio Mayans y Siscar, *Vida de Miguel de Cervantes y Saavedra*, éd. Antonio Mestre, Madrid, Espasa-Calpe, 1972, p. 99).

82 Patrick Modiano, « Un martyr des lettres », *Les Nouvelles littéraires*, n° 2281, 11 juin 1971, p. 13.

83 Miguel de Cervantes, *Los trabajos de Persiles y Sigismunda*, dans *Obras completas de Cervantes*, éd. cit., t. II, p. 53.

À la lecture de ces lignes discrètement pathétiques, il nous semble que le lecteur ancien ne pouvait que ressentir une certaine admiration pour leur auteur. Cervantès, en tant que Cervantes Saavedra, s'y est représenté comme celui qui, jusqu'aux derniers instants et non sans un certain stoïcisme, veut faire œuvre d'écrivain et revendique le fait d'écrire ce qu'il écrit. Il a figé son image dans ce mourant héroïque – bel envers du vieillard amèrement cacochyme –, dans ce Cervantes Saavedra qui accompagne jusqu'au bout une œuvre vigoureuse, et toujours prometteuse, face à un interlocuteur *in absentia*, idéal et privilégié : un destinataire tout aussi éclairé que distingué, amateur de poésie, amis des poètes (et poète à ses heures), président du Conseil des Indes, vice-roi de Naples, grand mécène et Grand d'Espagne, don Pedro Fernández de Castro y Andrade (1576-1622), septième comte de Lemos. En définitive, pouvait-on trouver meilleure apologie de sa personne que ces paroles à l'apparence d'*ultima verba* ? Meilleur polissage de sa statue d'écrivain ? Meilleur piédestal, meilleur soutien de sa réputation de poète national ? Sans doute pas, tant la « Dédicace », avant même le « Prologue » et sa garcilacienne clause (« ¡Adiós gracias; adiós, donaires; adiós regocijados amigos [...]!»), confère du lustre au *Persiles* et de l'éclat à la figure de l'auteur Cervantes Saavedra.

En dépit d'un décès non entouré de grandes funérailles – preuve que, en matière de reconnaissance publique, Cervantes Saavedra n'était ni Calderón, ni même Lope, pour n'avoir accédé ni au statut honorifique de l'un ni à la popularité de l'autre –, certains éloges, édités plusieurs années après la mort de Cervantès (survenue le 22 avril 1616), témoignent d'une réputation littéraire enfin établie. Comme la critique l'a souligné, dans son recueil de nouvelles, intitulé *Cigarrales de Toledo* (1624), au « Cigarral segundo », Tirso de Molina devait appeler Cervantès, « notre Boccace espagnol »⁸⁴, faisant de lui l'égal du créateur du *Décameron*, autrement dit le modèle castillan en matière de nouvelle (même si cette catégorie textuelle fut longtemps considérée par la république des lettres comme un sous-genre). De la même manière, on a pu remarquer, parmi les près de sept mille vers que compte le *Laurel de Apolo* (1630), le vibrant hommage rendu par Lope de Vega à son ancien meilleur ennemi, exalté, tout compte fait, comme un preste poète-soldat :

En la batalla donde el rayo austrino,
 Hijo inmortal del águila famosa,
 Ganó las hojas del laurel divino
 Al rey de Asia en la campaña undosa,

⁸⁴ « Paréceme, señores, que después que murió nuestro español Boccaccio, quiero decir, Miguel de Cervantes [...] » (Tirso de Molina, *Cigarrales de Toledo* [1624], dans *Obras completas*, éd. Pilar Palomo et Isabel Prieto, Madrid, Turner, coll. « Biblioteca Castro », 1994, t. II, p. 241).

La fortuna insidiosa
 Hirió la mano de Miguel de Cervantes;
 Pero su ingenio en versos de diamantes
 Los de plomo volvió con tanta gloria,
 Que por dulces, sonoros y elegantes
 Dieron eternidad a su memoria,
 Porque se diga de una mano herida
 Pudo dar a su dueño eterna vida⁸⁵.

Et tandis que, par ces vers, Lope de Vega contribuait à immortaliser la mémoire de Cervantès, Alonso Jerónimo de Salas Barbadillo, comme l'ont rappelé José Montero Reguera et Fernando Romo Feito, allait dans le même sens dans son panégyrique du comte-duc d'Olivares, *Coronas del Parnaso y platos de las Musas* (1635)⁸⁶, où un certain « Miguel de Cervantes » forme avec l'illustre « Garcilaso de la Vega » et le « divin Figueroa » un insigne groupe de poètes, un trio très uni et comme nécessaire, face au dieu Apollon⁸⁷.

Toutefois, les choses étant complexes et tout particulièrement quand il s'agit d'une figure comme Cervantès, on ne peut pas ne pas relever, de nouveau, et pour finir, que dans l'ample travail bibliographique du polygraphe et érudit Tomás Tamayo de Vargas, *Junta de libros* (1624-1639), l'auteur de *Don Quichotte* fut simplement mentionné de la sorte : « *ingenio, aunque lego, el más festivo de España; de Esquivias* »⁸⁸, ce qui n'est pas si mal, il est vrai, mais, en dépit du superlatif, n'est tout de même pas beaucoup, ou alors pas assez, eu égard au génie cervantin. « Esprit festif », comique, sans grades universitaires, si ce n'est *sans instruction* du tout, comme le veut l'une des acceptions du terme « *lego* »⁸⁹, l'auteur Cervantès se trouvait encore réduit, en 1624, à une étiquette peu flatteuse ou, à tout le moins, peu *glorieuse* (et nous passerons sur l'improbable lieu de naissance et sa teneur symbolique un rien dérisoire). Au fond, par-delà

85 Lope de Vega, *Laurel de Apolo*, dans *Obras de Lope de Vega*, éd. Cayetano Rosell, Madrid, Atlas, coll. « Biblioteca de autores españoles », 1950, t. XXXVIII, p. 218a.

86 Voir Miguel de Cervantes, *Viaje del Parnaso y poesías sueltas*, éd. cit., p. 244.

87 « *Aquí llegaron los tres ingenios Españoles, acompañados de muchos varones ilustres por el ingenio, y las letras, y apadrinábanlos Garcilasso de la Vega, el divino Figueroa, y Miguel de Cervantes* » (Alonso Gerónimo de Salas Barbadillo, *Coronas del Parnaso y platos de las Musas*, Madrid, Imprenta del Reyno, 1635, fol. 71^o). Nous citons à partir d'un volume digitalisé lisible sur Google.

88 Le commentaire a été examiné, après Martín Fernández de Navarrete (dans *Vida de Miguel de Cervantes Saavedra*, 1819), en particulier par Américo Castro et Paul Mérimée. Voir Américo Castro, *El pensamiento de Cervantes*, Madrid, Hernando, 1925, p. 113 ; Paul Mérimée, « À propos de l'expression "*ingenio lego*" appliquée à Cervantès », *Bulletin hispanique*, t. 49, n° 3-4, 1947, p. 452-455.

89 « *Lego*. Se toma también por falta de letras o noticias. Lat. *Ignarus, Illiteratus* » (*Diccionario de Autoridades*, Madrid, Real Academia Española, 1732, cité par Paul Mérimée, « À propos de l'expression "*ingenio lego*" appliquée à Cervantès », art. cit., p. 453-455).

les discordances d'ordre esthétique et axiologique, cette réputation d'auteur purement « festif », d'esprit *naturel*, non érudit, voire simple et non instruit, motive peut-être aussi l'absence de Cervantès dans le traité, si recherché et si riche en citations et autres mentions d'autorités anciennes et contemporaines, de Baltasar Gracián : *Agudeza y arte de ingenio* (1648). Dans ce monument rhétorique quelque peu anthologique – où se donne à lire un : « *ni todo ha de ser jocoso, ni amoroso* »⁹⁰ –, on peut constater que la mention de Cervantès et de ses textes fait défaut⁹¹, tout comme fit également défaut l'effigie de notre auteur dans l'édifice figurant le Parnasse, érigé, en 1649, à l'occasion de l'entrée de Marie-Anne d'Autriche à Madrid. Autant dire, en bouclant la boucle de notre discours, qu'à l'aune des monuments, de texte ou de pierre, les plus raffinés ou les plus officiels, il semble bien que Cervantes Saavedra n'était point encore, au milieu du XVII^e siècle, une valeur absolument, invariablement, sûre et réputée. On sait que le XVIII^e et le XIX^e siècles se chargeraient d'affermir et de fixer la fluctuante réputation cervantine, en canonisant l'auteur de *Don Quichotte*⁹² et en « monumentalisant » Cervantès⁹³, au sens propre comme au figuré.

90 Cité par Antonio Pérez Lasheras, « La literatura española en la *Agudeza* de Gracián », *Bulletin hispanique*, vol. 109, n° 2, p. 545-587.

91 Voir Ceferino Peralta, « La ocultación de Cervantes en Baltasar Gracián », *Gracián y su época. Actas de la I reunión de filósofos aragoneses*, Zaragoza, CSIC, 1986, p. 136-157.

92 Voir Antonio Rey Hazas et Juan Ramón Muñoz Sánchez (dir.), *El nacimiento del cervantismo: Cervantes y el Quijote en el siglo XVIII*, Madrid, Verbum, 2006.

93 Sur cette question, voir les nombreux travaux de Jesús Pérez Magallón, dont certains précédemment cités.

LE POÈTE ARTISAN DE LA RÉPUTATION DANS L'ESPAGNE DES *VALIDOS*

Mercedes Blanco

Sorbonne Université, CLEA

La poésie joua un rôle majeur dans l'orchestration des motifs panégyriques qui habillèrent Charles Quint d'un costume à l'antique et à la romaine, tel un nouveau César. Roland Béhar montra que la voie de ce type de célébration avait été frayée par le grand-père de l'empereur, Maximilien d'Autriche. Le prince et le poète, écrivait-il, sont liés par leur intérêt pour la parole : « Le poète, en définitive, déploie son verbe face au prince, dont la majesté, ou la gloire, est l'objet premier de son discours »¹. Cette gloire, terme d'origine latine correspondant au grec *doxa*, revêt un sens religieux autant que politique. Comment un homme saurait-il dire la *doxa* du prince ? Ce serait impiété, car la gloire divine est ineffable. D'où l'appel aux muses, marquant l'impuissance des humains à dire la gloire, mais aussi leur vocation à en écouter et en faire écouter l'écho, le bruit de la gloire. C'est pourquoi Maximilien s'entoura de poètes qui devaient jouer le rôle d'un Homère auprès d'un nouvel Achille. Le poète doit être du nombre des « *nobilissima in omni doctrinarum genere ingenia exercitataque litteris Grecis et latinis* », « les meilleurs esprits dans toute discipline, exercés dans les lettres grecques et romaines ». C'est dans cet esprit que Maximilien réforma les études. Charles Quint hérita de cette politique et son entourage, principalement italien, prolongea et enrichit la glorification à l'antique de l'empereur. C'est l'un des canaux par lesquels pénètre en Espagne ce qu'on appelle la Renaissance : cette réforme de l'éducation qui est aussi une refondation du rapport entre lettres, poésie et corps politique. Le prince doit au poète sa gloire, comme le proclame la dédicace à l'empereur du grand poème épique de Giangiorgio Trissino, *L'Italia liberata dai Goti* :

1 Roland Béhar, « *In medio mihi Caesar erit* : Charles-Quint et la poésie impériale », *Les Poètes de l'Empereur. La cour de Charles-Quint dans le renouveau littéraire du xvi^e siècle (1516-1556)*, e-Spania [En ligne], 13 juin 2012, mis en ligne le 3 septembre 2014, dernière consultation le 24 avril 2017. URL : <http://e-spania.revues.org/21140> ; DOI : 10.4000/e-spania.21140. Je dois à cet article les réflexions de ce paragraphe.

I magnanimi, e virtuosi fatti de gli huomini, Clementiss. et Invittiss. Imp. hanno sempre avuta la grandezza de la fama, e la eternità de la gloria da i studi de le Muse e da i scritti de Poeti; tal che le virtù di coloro che non furono da essi studi abbracciate, sono state e di fama minore, e di gloria più breve, e più oscura di quelle, che furono da i buoni Poeti celebrate e cantate².

« Les faits vertueux et magnanimes des hommes, Empereur très clément et très invaincu, ont toujours atteint la grandeur de la renommée et l'éternité de la gloire grâce aux efforts des Muses et aux écrits des poètes ; de sorte que les vertus de ceux qui n'ont pas été l'objet de ces efforts, ont été de moindre renommée, et de gloire plus brève et plus obscure que celles qui furent célébrées et chantées par les bons poètes. »

410

L'affirmation, sous la plume de Trissino, doit être prise au sérieux même si elle est, en 1547, légèrement décalée. Le vieux baron, riche, savant et célèbre, qui jouait dans ce poème sa fortune et sa renommée, ne se payait pas de formules creuses. Or de semblables énoncés, ainsi que la formation idéologique à laquelle ils appartiennent, n'ont pas disparu vers 1600, mais ils sont considérablement affadis, et au mieux relativisés. Les poètes ont parfois encore en charge la majesté du prince, la Couronne de ses vertus, la contemplation de ses actions dans le miroir des Idées éternelles, ou du moins ils aiment à le croire quand cela leur est possible, mais le plus souvent ils se contentent d'investir leur savoir-faire rhétorique dans la gestion de quelque chose de plus mondain et de plus trivial : la monnaie fiduciaire et spéculative de la « réputation ». Ils ont un rôle non négligeable à jouer dans les hausses et les baisses de cette monnaie, dans la quantité qui en est affectée aux personnes et aux institutions, à commencer par le personnel politique, et indirectement au roi lui-même et à la monarchie. Telle est du moins notre hypothèse pour l'Espagne gouvernée par les favoris royaux, les *validos*, celle de la première moitié du XVII^e siècle.

PETITE ENQUÊTE LEXICALE : LA « RÉPUTATION », VALEUR FIDUCIAIRE

Le mot espagnol *reputación* apparaît à la fin du xv^e siècle et reste assez rare dans la première moitié du xvi^e³. Son sens, en revanche, est tout de suite fixé : c'est

2 La phrase ouvre l'épître dédicatoire *Al clementissimo imperatore V. Carlo Massimo*, qui sert de préface à la *princeps* du poème de Trissino, *La Italia liberata de Gotthi del Trissino*, Stampata in Roma per Valerio de Luici Dorici, MDXLVII. Cette édition romaine de 1547, qui contient les neuf premiers livres du poème, sera relayée un an plus tard par l'édition, à Venise, chez Tolomeo laniculo da Bressa, de deux volumes contenant les livres restants, de dix à vingt-sept.

3 Nous ne pouvons pas donner ici, faute de place, les preuves de nos affirmations qui s'appuient sur l'abondant matériel disponible dans CORDE, la base lexicographique *Corpus diacrónico del español*, mise en ligne par la Real Academia Española : <http://corpus.rae.es/cordenet.html>.

déjà à cette époque celui que lui donnera deux siècles plus tard le *Diccionario de Autoridades* (1726-1739) : « *estimación, fama, crédito, honor en que está alguno por su dignidad, prendas o acciones loables* ». Plus précisément il s'agit de la valeur mesurable attachée à quelque chose, et surtout à quelqu'un, en vertu de ce que l'on croit être l'opinion à son sujet. Machiavel qualifie cette opinion d'universelle⁴ (expression où l'on s'accorde à reconnaître la première figure de ce que l'on appellera plus tard l'opinion publique) et il ajoute que non sans raison la voix du peuple est dite la voix de Dieu, parce qu'« un peuple est plus prudent, plus stable et de meilleur jugement qu'un prince »⁵.

Cette valeur attachée à quelqu'un ou quelque chose par la réputation peut être négative et on dira alors « mauvaise réputation », « perdu de réputation », etc. C'est à dessein que nous donnons des expressions françaises car le mot « réputation » revêt en français une signification qui nous semble identique à celle du mot espagnol correspondant, et il en va de même, dès la Renaissance, dans d'autres langues romanes et en anglais. L'étymon est latin : « réputation » vient du latin *rēpūtātio*. Lié au verbe *reputare*, le mot latin signifie quelque chose de tout différent que son rejeton moderne : dans le langage des juristes, il désigne l'acte d'attribuer à quelqu'un ce qui lui revient dans le partage d'une somme ; de manière dérivée il signifie compte, examen, considération attentive ou répétée⁶. C'est pourquoi *Autoridades* ne donne pas, comme équivalent latin de *reputación, reputatio* mais *aestimatio* (qui ne signifie pas non plus réputation mais plutôt évaluation). De manière plus exacte, Robert Estienne en 1549 (*Dictionnaire françois-latin*)⁷ traduit le mot français « réputation » par *existimatio*. Il semble probable que ce soit dans le mot italien « *reputazione* », que la signification moderne ait été forgée, qu'elle se soit généralisée en Europe par influence d'une Italie dont le rayonnement atteint son apogée à la fin du xv^e et au xvi^e siècles ; car on comprendrait mal que tous les dérivés du mot latin dans

Nous avons cherché les occurrences du lemme « réputation » à travers des filtres divers, depuis son apparition dans les vingt dernières années du xv^e siècle jusqu'en 1700 et analysé les résultats. Cette base permet de voir, dans des contextes d'une vingtaine de lignes, la totalité des occurrences d'une forme, d'un lemme ou d'une racine, chez un auteur donné, dans un genre donné et à une période donnée, la recherche étant menée sur une masse constamment enrichie de documents digitalisés.

- 4 Sergio Landi, « Alcune considerazioni sulla "voce d'un popolo" in Machiavelli (*Discorsi*, I 58) », *Laboratoire italien*, n° 1, 2001, p. 35-52.
- 5 « *Ma quanto alla prudenzia ed alla stabilità, dico come un popolo è più prudente, più stabile, e di migliore giudizio che un principe. E non senza cagione si assomiglia la voce d'un popolo a quella di Dio: perché si vede una opinione universale fare effetti maravigliosi ne' pronostichi suoi ; talché pare che per occulta virtù ei prevegga il suo male ed il suo bene* » (Nicolo Machiavelli, *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*, a cura di S. Bertelli, Milano, Feltrinelli, 1960, p. 264).
- 6 D'après Egidio Forcellini, G. Furlanetto, Fr. Corradini et J. Perin, *Totius Latinitatis Lexicon*, 1940. Consulté dans *Database of Latin Dictionaries*. <http://clt.brepolis.net.janus.biu.sorbonne.fr/dld/pages/QuickSearch.aspx>.
- 7 Robert Estienne, *Dictionnaire françois-latin* (1549), reproduction, Genève, Slatkine, 1972.

différentes langues se soient écartés de la signification classique de la même manière et de façon indépendante. Cette signification nouvellement donnée au mot s'est montrée d'une stabilité et d'une permanence remarquables. Les philosophes cognitivistes ont décrit la réputation comme une méta-croyance, socialement transmise. C'est en effet une croyance sur une croyance : quand je dis que quelqu'un a bonne réputation, ou qu'il est réputé, j'énonce que je crois que les gens croient qu'il a une certaine valeur, dans un certain domaine⁸.

412

C'est avec la signification que nous avons cernée que le mot est peu à peu assimilé par la langue espagnole. Sa présence cependant n'est pas également répartie. Beaucoup d'auteurs l'ignorent, d'autres le fréquentent : il faut peut-être voir une trace de son origine italienne dans le fait que les écrivains qui font souvent appel à la *reputación* ont un lien fort avec l'Italie : ainsi un pourcentage élevé de ses occurrences selon le CORDE, durant la période 1560-1630, se trouve dans le *Diálogo de la verdadera honra militar* de Jerónimo de Urrea (1566), et dans *El pasajero* de Cristóbal Suárez de Figueroa (1617), œuvres publiées respectivement à Venise et à Naples, d'auteurs connus pour leurs traductions d'œuvres italiennes de premier plan – le *Roland furieux* de l'Arioste pour Urrea et *Le Berger fidèle (Il pastor fido)* de Guarini pour Suárez de Figueroa. Sous la plume de Cervantès, on le trouve une seule fois dans *La Galatea* de 1588 (quand Cervantès pouvait encore se souvenir de ses années italiennes), et aucune dans *Don Quichotte*, dans le théâtre, dans les *Nouvelles exemplaires*.

On peut se demander pourquoi le mot a été adopté alors qu'il avait des quasi-synonymes nombreux et bien installés, tels que *fama*, *honra*, *honor*, *estimación*, *crédito* et *autoridad*. Tous ces mots sont vieillissés aujourd'hui et d'un emploi restreint, du moins dans leur sens ancien (à l'exception de *fama*, peut-être) alors que le parvenu *reputación* a survécu. Au XVI^e et au XVII^e siècles, *reputación* alterne avec ces concurrents plus distingués, plus enracinés dans la tradition et pour certains aussi anciennement fixés que *fama*. Une réflexion rapide permet de voir que presque tous ces mots présentent des nuances qui les écartent du sens que nous avons précisé ou alors pâtissent d'ambiguïtés dont est exempt *reputación* (qui ne garde pas la trace de sa signification latine classique). *Opinión*, *estimación* ont le défaut d'osciller entre un sens subjectif et un sens objectif : l'opinion, la considération de quelqu'un peut être celle que l'on a de lui (opinion), ou pour lui (considération), ou bien celle qu'il entretient à propos ou à l'égard de quelqu'un ou quelque chose. *Honra* et *honor* ont un caractère juridique, moral et métaphysique qui dépasse le domaine de l'opinion. *Autoridad* est une qualité

8 La notion, longtemps regardée avec méfiance en sciences sociales, a occupé néanmoins quelques philosophes, économistes et juristes. À l'heure d'internet, elle paraît plus cruciale et plus complexe que jamais. Le livre de Gloria Origgi, *La Réputation. Qui dit quoi de qui*, Paris, PUF, 2015 développe une réflexion passionnante sur le sujet.

qui se communique du haut vers le bas : c'est du souverain que dépend l'autorité du magistrat, de l'auteur que dérive celle du grammairien ou du commentateur, de la loi que tirent leur autorité les décisions de justice qui l'appliquent. Il en va à l'inverse pour la *reputación*, qui est accordée par un regard horizontal (on parle de la réputation du lettré auprès de ses pairs, du roi d'Espagne auprès des autres cours européennes) ; ou de bas en haut, lorsqu'on la rapporte à ce que l'on croit être l'opinion des lecteurs sur l'auteur, du peuple sur le magistrat, de la clientèle sur le marchand ou sur l'artiste. *Crédito* (« crédit ») se spécialise dans la valeur que l'on prête à la parole de quelqu'un, et mesure sa disposition à dire vrai et à tenir ses promesses (ce qui évidemment est d'une importance capitale pour le cas que l'on fait de quelqu'un et pour son bon nom). C'est aussi l'opinion sur la solidité de la fortune de quelqu'un, l'évaluation du capital qui lui permettra de payer ses dettes et de tenir parole. *Fama* est une sorte de *persona ficta* : la concrétisation imaginaire, volontiers affublée d'attributs comme les ailes et la trompette, d'un lieu d'énonciation relatif à un ou plusieurs énoncés dont le contenu intéresse un cercle étendu de personnes, et que l'on suppose tenus par un grand nombre de locuteurs anonymes. « *Es fama que* » peut précéder l'énoncé d'un fait (le bruit court que Marie est fiancée à Jean et que Jean déteste Pierre), alors que la réputation se rapporte de préférence non à un fait mais à la valeur de quelque chose ou de quelqu'un.

D'autre part, on entendait à cette époque dans *fama* quelque chose de fixé une fois pour toutes, de perpétuel : fixé après la mort (*fama póstuma*), perpétuel (*fama eterna*, *gloriosa fama*). En revanche, la *reputación* se rapporte de préférence aux vivants et elle est susceptible de hausses et de baisses, comme la cote en bourse ; elle a quelque chose de comptable et de pragmatique ; elle dépend de la foule, qui vit surtout dans le présent et n'a que peu de mémoire. Elle retire peut-être du sens latin de compte un aspect quantitatif, et elle résulte d'un calcul sujet à des changements graduels ou brutaux. Le *Dictionnaire de Furetière* (1690) cite une phrase qui met en valeur cet aspect du terme : « Il ne faut qu'une victoire pour mettre un capitaine en grande réputation, une déroute pour le ruiner de réputation ». On devine cet aspect quantitatif dans la fréquence d'expressions comme « accroître la réputation », *ganar reputación*, *crecer*, *acumular reputación*, ou dans le lieu commun d'après lequel la réputation des vainqueurs est proportionnelle à celle des vaincus. Les panégyristes de l'Espagne et de ses conquêtes auront ainsi tendance à défendre la réputation militaire des Indiens, tandis que ses contempteurs rabaisseront le prix des victoires espagnoles en décrivant les peuples autochtones d'Amérique comme incapables de se défendre. C'est pour cela que voulant chanter les prouesses des Espagnols au Chili, Alonso de Ercilla qualifie les Indiens d'indomptables, *indómitos*. Il s'agit d'affirmer avec force leur dignité comme ennemis, prouvée par la férocité belliqueuse, mais

aussi par l'intelligence et l'industrie, car de cela dépend l'opinion commune sur la valeur de leurs vainqueurs :

Cosas diré también harto notables
de gente que a ningún rey obedecen
temerarias empresas memorables
que celebrarse con razón merecen,
raras industrias, términos loables
que más los españoles engrandecen
que no es el vencedor más estimado
de aquello que el vencido es reputado⁹.

414

L'émergence dans le vocabulaire de *reputación* coïncide avec l'apparition, dans la doctrine politique, de l'idée selon laquelle l'opinion serait une partie de la puissance. De Machiavel à Lipse, et de Lipse à Hobbes, se poursuit l'élaboration de cette idée d'une force (*vis*) ou d'une vertu inhérente à l'opinion (qu'elle soit fondée ou non, c'est peut-être là le point nouveau) que les sujets ou les étrangers, tous rebelles ou ennemis en acte ou en puissance, entretiennent à propos du prince. Ce qui compte, lit-on dans un des passages les plus provocateurs du *Prince*, c'est que le prince soit cru bon, ce pour quoi il n'est pas nécessaire qu'il soit effectivement bon et même il vaut mieux qu'il ne le soit pas toujours¹⁰. Ce terme fréquent dans les principaux ouvrages de Machiavel, qui n'y est jamais défini, peut être cerné par ses contextes d'emploi : la réputation (*reputazione*) du prince voisine avec les idées d'autorité et de pouvoir. Celui qui veut régner doit regarder la *reputazione* comme une part essentielle de celui-ci¹¹.

Dans les *Six livres de la Politique* de Juste Lipse (1589), le chapitre 9 du livre IV est consacré à l'*auctoritas*. Elle est introduite comme une composante de la prudence, à son tour condition du maintien et de l'accroissement de la domination. L'*auctoritas*, un concept emprunté par Lipse à Cicéron, est définie comme « l'opinion pleine de révérence imprimée chez les sujets et les étrangers sur le roi et l'État du roi. Elle se compose d'admiration et de crainte

9 Alonso de Ercilla, *La Araucana* 1, 2, éd. Isaias Lerner, Madrid, Cátedra, 2009, p. 79-80.

10 *De principatibus*. XVIII, 13 : « Pour un prince, donc, il n'est pas nécessaire d'avoir, dans les faits toutes les qualités susdites, mais il est bien nécessaire de paraître les avoir : si on les a et les observe toujours, elles sont dommageables et si on paraît les avoir, elles sont utiles ; par exemple paraître pitoyable, fidèle, humain, droit, religieux, et l'être, mais avoir l'esprit bâti de telle sorte que, s'il faut ne pas l'être, tu puisses et saches devenir le contraire » (Machiavel, *Le Prince*, traduction et commentaire de Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, Paris, PUF, 2000, p. 151-153).

11 Tiziano Perez, « *Reputazione* in Machiavelli's thought », dans Joep Leerssen & Menno Spiering (dir.), *Yearbook of European Studies 8. Machiavelli: Figure-Reputation*, Amsterdam/Atlanta, Rodopi, 1995, p. 165-179.

et consiste en un mélange tempéré de l'une et de l'autre¹² ». Dans la traduction de Bernardino de Mendoza, le terme « autorité » cotoie celui de « réputation ». La maxime cicéronienne reprise par Lipse « *Ad fidem faciendam auctoritas quaeritur* » (« Il faut de l'autorité pour faire croire ») est traduite par « *es necessaria la autoridad para dar crédito y reputación a las cosas* »¹³ (« l'autorité est nécessaire pour conférer aux choses du crédit et de la réputation »). L'autorité, notons-le, est moins l'opinion « pleine de révérence » engendrant admiration et crainte, que les autres conçoivent au sujet du prince, qu'une certaine force qu'il possède et qui « imprime » cette opinion chez les sujets et les étrangers. C'est pourquoi la traduction de Mendoza sépare l'autorité, du côté de celui qui gouverne, et le crédit et la réputation que lui accordent les gouvernés et les concurrents.

Un demi-siècle plus tard, Thomas Hobbes (1651) achève la maturation de ce complexe d'idées. En donnant de l'honneur une définition qui le confond avec la réputation, il préfigure le concept actuel de capital symbolique : « Est honorable toute possession, action ou qualité, constituant une marque de puissance ». Cette dernière « consiste, chez un humain, en ses moyens actuels pour acquérir dans l'avenir un bien apparent quelconque ». Et il ajoute : « La réputation de puissance est puissance parce qu'elle entraîne l'adhésion de ceux qui ont besoin de protection » ; « La réputation de prudence dans la conduite de la paix et de la guerre est puissance, parce qu'aux hommes prudents nous confions plus volontiers la charge de nous gouverner¹⁴ ».

C'est pendant le siècle qui sépare Machiavel de Hobbes que le mot « réputation » se fait une place dans la langue espagnole et qu'il finit par acquérir une sorte de prééminence dans le domaine politique, notamment à partir de 1621, lorsqu'accèdent au pouvoir Baltasar de Zúñiga et son neveu, Gaspar de Guzmán, comte d'Olivarès, tous deux lecteurs assidus de Lipse¹⁵. Au même moment arrive

12 *Iusti Lipsi Politicorum sive civilis doctrinae libri sex* (Leyden, Officina plantiniana apud Franciscum Raphelengium, 1589), p. 133-134 : « *impressa subditis sive et exteris opinio reverens de rege eiusque statu. Constat ex admiratione et metu cuiusque utriusque temperies sive mixtio fecit hanc virtutem* ».

13 Justo Lipsio, *Políticas*, estudio preliminar y notas de Javier Peña Echeverría y Modesto Santos López, traducción de Bernardino de Mendoza, Madrid, Tecnos, 1997, p. 65.

14 « *Reputation of power is Power because it draweth with it the adhaerence of those that need protection [...] Reputation of Prudence in the conduct of Peace and War is power because to prudent men, we commit the government of ourselves more willingly* » (Thomas Hobbes, *Leviathan*, éd. Crawford B. Macpherson, London, Penguin Classics, 1985, p. 150-151).

15 Les délibérations du Conseil d'État laissent poindre souvent cette façon de voir la « réputation ». Nous basons nos propos à ce sujet principalement sur l'ouvrage classique de John H. Elliott, *The Count-Duke of Olivares. The Statesman in an Age of Decline*, New Haven/London, Yale University Press, 1986, particulièrement dans le chapitre « The end of the *pax hispanica* », p. 55-65. D'après cet historien, le langage du pouvoir, sous Olivarès, est celui même de Lipse. Cf. John H. Elliott, *Lengua e imperio en la España de Felipe IV*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 1994, p. 44. L'arrivée au pouvoir de don Baltasar de Zúñiga et de son neveu donne des ailes au groupe « réputationniste » qui s'était formé au cours du gouvernement de Lerma.

à son terme la « Trêve de douze ans » avec les Hollandais. Dans une situation de faiblesse relative, lorsqu'on peut craindre de manquer, face aux adversaires et concurrents qui veulent reprendre la guerre, de la puissance nécessaire pour les battre, il ne faut pas, parce que l'on voudrait faire la paix, se montrer trop accommodant, car on perdra la réputation de puissance, on laissera voir que l'on n'a pas confiance en ses propres forces, et quelles que soient les concessions qu'on fasse à l'ennemi, il en exigera toujours davantage. D'où la nécessité de maintenir la réputation, en ne cédant rien, ou le moins possible, même pas ce dont on serait peut-être bien content de se débarrasser, les Pays-Bas par exemple. Voilà, semble-t-il, l'alpha et l'oméga de cette réputation dont il est question dans les délibérations qui ont lieu au sommet de la monarchie hispanique (principalement celles du Conseil d'État, *Consejo de Estado*) au moment de la reprise de la guerre en Flandres et pendant toute la durée de cette guerre (qui ne s'achève qu'en 1648) et il en ira de même pendant toute la durée de la guerre de Trente Ans, qui venait alors de commencer (1618-1648) et de la guerre avec la France, encore plus longue et plus dure (1635-1659). La réputation vue ainsi est surtout l'opinion que nous croyons que les autres ont de notre puissance, mais il ne faut pas confondre puissance et force brutale et aveugle, car tout le monde est persuadé qu'il faut de la « prudence » et une certaine foi des sujets en la justice de leur souverain et de leur cause pour que la puissance soit effective. C'est ce qu'écrit Hobbes : aux hommes prudents nous abandonnons notre gouvernement plus volontiers ; ces hommes prudents s'enrichissent ainsi de nos capacités et ils doivent leur puissance à l'opinion que nous avons de leur puissance. Bien sûr, il en est question aussi dans les traités politiques, notamment dans les fameuses *Empresas políticas* de Saavedra Fajardo¹⁶. Perdre la réputation, c'est comme perdre une maille dans un tissu : tout se défait. Quant à la valeur de ce raisonnement, elle est contestée et contestable, comme celle de tout raisonnement en politique.

Ce groupe dont faisaient partie, en 1609, Pedro de Toledo y Osorio, gouverneur de Milan, le duc d'Osuna, vice-roi de Naples, et le marquis de Bédmar, ambassadeur à Venise, désapprouvait la trêve avec les Hollandais et la politique « pacifiste » en général.

¹⁶ Même si le thème est présent un peu partout, l'une des devises le traite en particulier, c'est celle qui a pour « mot » *Existimatio nixa* (« Reposant sur la réputation »). Dans la figure, on voit une colonne corinthienne dressée dans un paysage parfaitement plat, contre un ciel sans nuages, et supportant une couronne. La réputation est cette colonne qui se maintient d'elle-même, qui doit sa stabilité à son poids et qui soutient la couronne, la dignité et le pouvoir du prince. Mais il suffit qu'elle penche pour que tout soit perdu : la colonne tombera d'autant plus catastrophiquement qu'elle sera plus grande et plus massive. Il ne faut donc pas tolérer que la poussée des événements ébranle la ferme assise de la réputation (Diego Saavedra Fajardo, *Empresas políticas*, ed. Sagrario López Poza, Madrid, Cátedra, 1999, p. 435-443). Le chapitre qui commente cette devise doit beaucoup à Juste Lipse comme le montre Sagrario López Poza, « La Política de Lipsio y las *Empresas políticas* de Saavedra Fajardo », *Res publica*, n° 19, 2008, p. 209-234.

C'est dans ce contexte que nous nous proposons d'examiner l'hypothèse d'après laquelle les poètes sont les artisans de la réputation. Nous nous pencherons sur les premières décennies du XVII^e siècle. Au cours de cette période, le mot espagnol *reputación* qui, au XVI^e siècle, avait pris son sens actuel, comme on l'a vu, sous la plume d'une poignée d'écrivains intéressés par la politique et connaissant bien l'Italie, s'était désormais imposé comme un mot à la mode, non réservé à des emplois techniques ou rigoureux, non cantonné à un genre déterminé et désormais fréquent dans les genres plus populaires et féminins que sont le roman et la nouvelle.

Nous examinerons ici la poésie de l'époque de Philippe III et de Philippe IV avec une attention particulière aux années critiques du changement de règne. On assiste durant ce demi-siècle à une concentration croissante à la cour (à Valladolid au tout début du règne du premier, puis définitivement à Madrid), des aristocrates et des *ingenios*. Ce substantif pluriel, *ingenios*, sert alors assez fréquemment à désigner des individus (surtout des hommes mais pas uniquement) distingués par leur culture et leur compétence rhétorique, et dont le lieu naturel est la cour de la monarchie qui les met en compétition. Ce sont les mêmes à peu de chose près, que l'on nomme en France les beaux esprits¹⁷. Ces personnes de talent et de culture sont à même d'écrire quelques vers bien frappés, de tourner un sonnet acceptable ; peu cependant font profession de poésie, une profession dont la réputation, justement, n'est guère brillante. Lope de Vega, Góngora et Quevedo, tous les trois résidant à Madrid dans les années du changement de règne, doués d'un talent hors norme, et qui passent aujourd'hui pour les sommets de la littérature de ces années, doivent leur célébrité à leur poésie. Ils sont cependant peu enclins – même Lope de Vega, le plus professionnel des trois, celui qui se rapproche le plus de la figure moderne de l'écrivain – à se considérer eux-mêmes comme de simples poètes. Lope de Vega courtise nombre d'aristocrates pour occuper une charge dans leur maison et se fixe finalement sur le Duc de Sessa, don Luis Fernández de Córdoba y Aragón, qui ne lui accordera cependant jamais un emploi stable ; Francisco de Quevedo réussit à devenir le favori du duc d'Osuna, don Pedro Téllez Girón, qui tombera malencontreusement en disgrâce peu après ; Luis de Góngora fréquente d'abord le réseau des grands nobles andalous, tous cousins entre eux, et ensuite les seigneurs proches du duc de Lerma, ou installés à la cour (le comte de Lemos, le comte de Saldaña, don Rodrigo Calderón, comte d'Oliva et marquis de Siete Iglesias), et après la chute de ceux-là, le nouveau ministre, le comte d'Olivarès. Ce monde de la grande richesse et du vrai pouvoir est étroit : chacun se connaît, se juge et se jauge.

17 Pour ce rapprochement, voir Mercedes Blanco, *Les Rhétoriques de la pointe. Balthazar Gracián et le conceptisme en Europe*, Paris, Honoré Champion, 1992.

Il tend à se resserrer de plus en plus autour du favori (du *valido*), de son clan et de sa clientèle¹⁸. C'est pourquoi ce n'est pas une affaire simple que de choisir le grand auquel on offre sa plume : car on devient sujet aux aléas de sa fortune, financière et politique, et celle-ci dépend en partie des bonnes grâces d'un ministre qui en outre n'est pas là pour toujours. Quant à cette position idéale qui serait de servir directement le roi, elle est hors de la portée de la grande majorité de ces hommes et même des plus doués et reconnus.

Dans ces cercles d'aristocrates et d'hommes réputés pour le talent et, beaucoup plus rarement, pour l'excellence poétique¹⁹, retentissent les grands événements, diplomatiques dynastiques et militaires, qui concernent la monarchie et une multitude de petits événements, souvent à caractère symbolique. Dans ce milieu, tout le monde se sent concerné par les « fêtes » qui célèbrent victoires, traités, béatifications et canonisations, inaugurations de palais ou de chapelles, naissances, anniversaires, noces et funérailles princières, visites d'ambassadeurs ou autres grands personnages (comme celle, si romanesque, du prince de Galles en 1623). À côté de ces événements qui honorent, acclament et consacrent, se placent ceux qui enregistrent au contraire la calamité, le discrédit ou l'infamie : échecs militaires, scandales financiers, meurtres, autodafés, exécutions, déportations et bannissements ; et lors de la période troublée de la chute de Lerma et du changement de règne (1618-1622), arrestations et procès d'individus connus et puissants, suivis ou non de condamnation²⁰.

La réputation des personnes et des groupes se fait et se défait au fil de ces épisodes fastes ou néfastes. Or, en même temps qu'apparaissent des types d'imprimés qui semblent préfigurer la future presse²¹, les poètes – entendons

418

18 On pourra lire à ce sujet la belle réflexion d'Araceli Guillaume-Alonso, « Le *valido* entre le roi et la haute noblesse : Lerma et Olivares, deux hommes, deux styles », *xvii^e siècle*, n° 256, « Le roi et son double. Le *valido* en Espagne au xvii^e siècle », dir. Araceli Guillaume-Alonso et Alexandra Merle, juillet 2012, p. 459-453.

19 On verra une preuve de la réputation flatteuse de la poésie (comme activité et non comme profession) dans le fait que les membres de la haute noblesse et les poètes se fréquentent, conversent familièrement, forment ensemble des « académies » à l'exemple de l'Italie. Plus significatif, beaucoup de nobles s'essayent à la poésie et certains appartiennent même à l'orbe choisi des « excellents poètes » (l'expression, du Brocense, s'applique sous sa plume uniquement aux Anciens). Qu'il suffise de rappeler, outre le comte de Villamediana, dont nous parlons plus loin, le comte de Salinas (voir Trevor J. Dadson, *Diego de Silva y Mendoza, poeta y político de la Corte de Felipe III*, Granada, Universidad de Granada, 2011) et Francisco de Borja y Aragón, prince d'Esquilache (voir Javier Jiménez Belmonte, *Las obras en verso del Príncipe de Esquilache: Amateurismo y conciencia literaria*, London, Boydell & Breer-Tamesis Books, 2007).

20 Un recueil d'articles a été consacré récemment à ces questions : Marie Laure Acquier et Emmanuel Marigno (dir.), *Poésie de cour et de circonstance, théâtre historique. La mise en vers de l'événement dans les mondes hispanique et européen, xvi^e-xviii^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 2014.

21 On lira à ce sujet l'ouvrage passionnant de Henry Ettinghausen, *How the Press Began. The Pre-Periodical Printed News in Early Modern Europe*, Janus, Universidade da Coruña, 2015 qui

ces gens qui savent tourner des vers et qui parfois y excellent – assument tout naturellement, à travers des canaux coutumiers, plus qu’institutionnels, la tâche de donner figure aux événements, de les proclamer et de les interpréter. Par rapport à la mission idéale que l’humanisme, à la suite de l’Antiquité classique, assigna à la poésie, celle qu’affirme tout uniment Trissin dans sa dédicace à Charles Quint, cette tâche est évidemment bien moins glorieuse, de même que la réputation est quelque chose de plus trivial, de plus relatif et labile, de plus englué dans le quotidien et l’empirique, que la renommée, la *fama*, la gloire.

En somme, à cette époque les poètes donnent sens par les vertus de leur parole aux événements susceptibles d’accroître et d’abaisser la réputation ; et cela bien sûr, non seulement en ce qui concerne le prince mais aussi toutes les personnes assez distinguées ou notoires, en bien ou en mal, pour que l’on puisse leur attribuer une réputation quelle qu’elle soit. Les faits les plus marquants sont toujours commentés par des vers. Cela va depuis les vers recueillis dans les *pliegos de cordel* (feuilles volantes), vers de mirliton, *romances de ciego*, jusqu’aux compositions en latin ou en langue vernaculaire, toujours doctes et parfois vastes : poèmes dits héroïques en hexamètres latins ou en huitains hendécasyllabes espagnols (*octavas reales*), pièces de théâtre, chansons et odes, élégies, épîtres en tercets, sans compter bien sûr, l’inondation des épigrammes latines, des sonnets, et d’autres formes épigrammatiques telles que le dizain (*décima*).

Ces poésies, innombrables comme les feuilles d’une forêt, ont une circulation à la fois plus diversifiée et plus durable que les relations en prose. Plus durable parce qu’elles sont parfois incorporées à des volumes de *Rimas* ou de *Obras*, puis à l’« œuvre » d’auteurs destinés à entrer dans le canon littéraire, ce dont nous verrons plus loin un exemple. Plus diversifiée et, partant, plus libre, parce que leur mode de transmission est très variable : souvent anonymes, elles peuvent être gravées sur des pierres tombales et des monuments éphémères, lues à voix haute, en public ou en privé, chantées, apprises par cœur, copiées sur des feuilles ou des cahiers (*cartapacios*), citées de manière totale et partielle dans des lettres, imprimées dans des feuilles volantes (*pliegos sueltos*) recueillies dans des manuscrits poétiques ou mêlés de vers et de prose, ou dans des livres imprimés d’auteurs multiples ou d’auteur unique. Cette ubiquité rend très difficile le contrôle de leur circulation. Les vers, à cause de cette moindre emprise de la censure, et de l’emploi illimité de la fiction, de la métaphore, de l’hyperbole et du *conchetto*, sont dotés d’une force que la prose n’égale pas, et constituent un espace de permissivité relative. La réputation des hommes en vue, particulièrement celle du *valido* et des hommes de son entourage, des membres des conseils, des

étudie dans une perspective comparée le cas de la péninsule Ibérique. <http://www.janusdigital.es/anexo.htm?id=7>.

secrétaires, est particulièrement exposée à cet égard. L'histoire de Pasquin et des *pasquinate*, à Rome, symbolise cette difficulté à étouffer les voix critiques qui s'expriment en vers.

En Espagne, la satire en vers avait pris (ou repris, car il existe des phénomènes semblables à la fin du Moyen Âge) déjà une grande ampleur à l'époque de Philippe II, notamment lors des troubles aragonais ; elle accompagne les révoltes de Saragosse ; elle témoigne de manière éclatante de divers foyers et motifs de mécontentement²². La nouveauté, à l'époque de Philippe III, nous semble résider dans le rôle plus marqué que joue, dans cette satire du roi et des puissants (le *valido* et son entourage constituant bien sûr la cible majeure²³), la voix de quelques poètes qui sont auréolés du prestige fragile mais réel qui s'attache à l'excellence poétique, tel Luis de Góngora. Le renouveau vient aussi des inventions formelles, souvent imitées des grands maîtres antiques, qui leur permettent de manier, comme jamais auparavant, l'allusion et le sous-entendu. La destinée célèbre de don Juan de Tassis y Peralta, comte de Villamediana (1582-1622), gentilhomme de la maison du roi, surintendant des postes, bien qu'extrême et excentrique, est des plus significatives. Ce courtisan fortuné et lettré écrivit des compositions exquises, amoureuses et mythologiques, qui imitent Marino ou Góngora ; mais ses contemporains le connurent surtout comme l'auteur de couplets satiriques qui circulaient de la main à la main, dont on garde des copies multiples et pleines d'erreurs, ce qui rend parfois les textes difficiles à établir et leur attribution malaisée. Même si certains prirent l'habitude de lui imputer par défaut tous les vers qui circulaient contre les gens en vue, c'est bien lui qui se cache derrière plusieurs séries de dizains anonymes contre des proches de Lerma, accusés de prévarications, de rapines, et accessoirement de toute sorte d'infamies ; et même contre Philippe III, taxé de mollesse et d'incompétence et applaudi lorsqu'il se met enfin à « rugir » pour chasser le favori²⁴. Or le « lion » royal et justicier décida (à la suite d'un procès dont on a

420

22 Voir Paloma Bravo, « Les pasquins aragonais de 1591 : figures de la contestation politique sous Philippe II », dans Augustin Redondo (dir.), *Le Pouvoir au miroir de la littérature en Espagne aux xviii^e et xvii^e siècles*, Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 2000, p. 49-68 ; Jesús Gascón Pérez, *La rebelión de las palabras. Sátiras y oposición política en Aragón [1590-1626]*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2003.

23 L'impopularité des favoris a des raisons structurelles et se produit avec une parfaite régularité toutes les fois que l'on peut parler de favori. La première moitié du xvii^e siècle, en Europe, est particulièrement riche en exemples pour des raisons qui tiennent peut-être à une crise de croissance de l'État. Nous avons tenté de montrer ailleurs comment la littérature se polarise autour de la personne du favori, que ce soit pour le blâmer ou pour le louer, dans l'Espagne de cette période. Voir Mercedes Blanco, « Littérature au temps des *validos* : quelques lieux de l'éloge sur fond de satire », *xvii^e siècle*, n° 256, « Le roi et son double. Le *valimiento* en Espagne au xvii^e siècle », dir. Araceli Guillaume-Alonso et Alexandra Merle, juillet 2012, p. 411-426.

24 Voir Philippe Rouached, *Poésie et combat politique dans l'oeuvre du comte de Villamediana*, Université Paris Sorbonne, 2009, p. 403-407, thèse en ligne : <http://e.sorbonne.fr/sites/www.e-sorbonne.fr/files/theses/THESE-ROUACHED.pdf> ; *id.*, « Les satires politiques de

la documentation) de bannir son pétulant approbateur le 17 novembre 1618. Celui-ci, revenu à la cour en avril 1621, dès le début du nouveau règne, se réjouit dans ses vers de la mise à l'écart de l'ancien personnel administratif, politique et palatin, qui donne aux premières semaines du règne de Philippe IV, jeune homme de seize ans, une allure d'apocalypse ou de grand coup de balai. Le poète félicite ce sévère et juvénile archange d'avoir manié l'épée de feu dès son accession au trône. Très vite toutefois, il se déclare déçu et ses satires se tournent contre le nouveau favori, le comte d'Olivarès, contre son oncle don Baltasar de Zúñiga et leur proches et affidés.

Il semble que l'assassinat du comte de Villamediana par un spadassin, le 21 août 1622, dans une rue de Madrid, fut commandité par le nouveau *valido*, avec l'acquiescement du roi. Telle fut en tout cas la conviction générale. L'influence du poète, nulle dans les grandes orientations politiques de la monarchie, put précipiter la décision prise par Philippe IV de démettre de leurs charges les juristes Jorge de Tovar, secrétaire d'État, Antonio Bonal, auditeur au Conseil de Castille, et Pedro de Tapia, lui aussi conseiller de Castille et consultant du Saint-Office. Le premier fut emprisonné brièvement. Leur disgrâce, cependant, fut de courte durée. Créatures de Lerma, accusés de prévarication et d'enrichissement indû, ils avaient été la cible d'une campagne de couplets diffamatoires de don Juan de Tassis (auxquels les intéressés répliquèrent par d'autres d'une égale violence, dans une guerre de plumes qu'a étudiée Philippe Rouached²⁵). Si ses adversaires étaient, d'après lui, d'ascendance israélite, il était, d'après eux, un réchappé de Sodome.

LES POÈTES ET LA RÉPUTATION DE DON RODRIGO CALDERÓN

Il est difficile d'estimer précisément le rôle des satires en vers, de Villamediana et d'autres, dans la chute fracassante d'un personnage bien plus connu. Don Rodrigo Calderón, bras droit du duc de Lerma, que les historiens appellent parfois « le favori du favori », la *sombra del valido*, concentra les haines suscitées par le monopole inédit de la faveur royale dont jouissait le duc. Son ascension fulgurante, de simple gentilhomme à comte d'Oliva (1612), puis à marquis

Villamediana : les voix de la contestation en quête de légitimité », dans Araceli Guillaume-Alonso et Alexandra Merle (dir.), *Les Voies du silence dans l'Espagne des Habsbourg*, Paris, PUPS, 2013, p. 329-354 ; Bernardo J. García García, « Sátira política a la prianza del duque de Lerma », dans Francisco Javier Guillamón Álvarez (dir.), *Lo conflictivo y lo consensual en Castilla: sociedad y poder político. Homenaje a Francisco Tomás y Valiente*, Murcia, Universidad de Murcia, 2001, p. 261-298.

25 Philippe Rouached, « Aristocrates contre *letrados*. La guerre de plume entre le comte de Villamediana et quelques créatures du duc de Lerma », *Atlante. Revue d'études romanes*, n° 2, 2015, p. 239-263.

de Siete Iglesias (1614), lui valut le dangereux privilège de symboliser tout ce qu'on reprochait à son maître ; sa fortune, initialement modeste, dépassa celle du plus riche des Grands d'Espagne et sa collection d'art n'avait pas d'égale à Madrid. On l'accusait, dans les termes d'Augustin Redondo, « d'une rare insolence et d'une rapacité à toute épreuve »²⁶. Pourtant l'homme ne manquait pas de qualités politiques et personnelles. Son procès, engagé en 1619, marqué par un dur emprisonnement et par la torture, s'acheva par la scène extraordinaire de sa décapitation en place publique le 21 octobre 1621. Plus encore que la gravité de ses torts, sa mauvaise réputation et la grande amitié que lui avait témoigné le favori déchu – mis à l'abri par son rang nobiliaire, par la vieille affection de Philippe III et par le titre de cardinal –, le rendirent propre à servir de bouc émissaire²⁷.

422

Le calvaire subi, l'insignifiance relative des motifs déclarés de sa condamnation après un procès où l'on avait laissé courir les rumeurs les plus scandaleuses, et surtout son attitude au moment de l'exécution, vaillamment stoïque et humblement chrétienne, furent les ressorts d'un coup de théâtre qui rendit le personnage aussi sympathique qu'il avait été impopulaire²⁸. Les chroniques sont unanimes pour commenter et peut-être exagérer cette péripétie ultime. Mais il faut souligner, pour ce qui nous concerne, le rôle des poètes : les vers qui avaient contribué au discrédit du personnage et qui avaient fixé et amplifié sa réputation détestable, sont maintenant les témoignages de sa réhabilitation aux yeux de l'opinion. La seule *Biblioteca digital hispánica* permet de consulter une dizaine de recueils manuscrits de poésies au sujet de la vie et de la mort de Rodrigo Calderón. Tandis que la plupart des satires étaient demeurées anonymes et circulaient clandestinement, les poèmes d'éloge sont signés et prennent un caractère quasi-officiel. Un des meilleurs manuscrits consacrés à cette amende honorable poétique fut réuni par Manuel Ponce, personnage connu pour sa grande érudition, défenseur de Góngora et ami de Villamediana. Le manuscrit, adressé au fils du mort, s'ouvre par un long texte en prose de Ponce, pièce

26 Augustin Redondo, « Un bon favori est un favori mort. Le duc de Lerma, Rodrigo Calderón et le problème du favori face à l'opinion publique », dans Hélène Tropé (dir.), *La représentation du favori dans l'Espagne de Philippe III et de Philippe IV*, Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 2010, p. 53-74.

27 Sur ce personnage devenu légendaire, outre les études historiques assez nombreuses, on possède une vaste littérature romanesque, en général de peu d'intérêt, explorée dans la thèse de Karidjatou Diallo, *La figura de don Rodrigo Calderón a través de la literatura (s. 17-21)*, sous la direction de Isabel Colón, Madrid, Universidad Complutense, 2009. L'abondante documentation est très bien exploitée dans la monographie de Santiago Martínez Hernández, *Rodrigo Calderón. La sombra del valido. Privanza, favor y corrupción en la corte de Felipe III*, Madrid, Marcial Pons/CEEH, 2009.

28 Je résume l'analyse du cas par Francisco de Quevedo, *Grandes anales de quinze días*, éd. Victoriano Roncero, dans Alfonso Rey (dir.), *Obras Completas en prosa*, t. III, Madrid, Castalia, 2005, p. 95-100.

rhétorique d'inspiration sénéquienne, *Consolatoria de don Francisco Calderón, conde de Oliva, en la muerte de don Rodrigo Calderón, su padre*²⁹, suivie d'un recueil de pièces épigrammatiques et lyriques sous le titre « Divers épitaphes et éloges à la louange de la vertu chrétienne et la valeur que montra à sa mort le père de Votre Seigneurie, dédiés à sa consolation, manifestes à tous pour leur commun exemple ». Le premier texte du recueil porte la signature du comte de Villamediana, le même qui avait poursuivi le défunt de satires impitoyables :

Este que en la fortuna más subida
no cupo en sí, ni cupo en él su suerte,
viviendo pareció digno de muerte,
muriendo pareció digno de vida:
¡Oh providencia no comprendida!,
¡auxilio superior, aviso fuerte!
El humo en que el aplauso se convierte
hace la misma afrenta esclarecida.
Purificó el cuchillo los perfectos
medios, que religión celante ordena
para ascender a la mayor victoria
y trocando las causas sus efectos,
si glorias le conducen a la pena,
penas le restituyen a la gloria.

« Celui qui au suprême degré de la fortune se méconnut lui-même, et fut inférieur à sa destinée, vivant, parut digne de mort ; mourant, parut digne de vie. Oh, providence insondable, grâce venue d'en-haut, âpre avertissement ! La fumée où se résout l'acclamation rend illustre l'ignominie elle-même. Le couteau purifie les moyens parfaits que la religion zélée ordonne pour gravir la plus haute victoire, et les causes échangèrent leurs effets, car si les gloires le conduisent à la peine, les peines le restituent à la gloire. »

Ce sonnet qui deviendra célèbre (Baltasar Gracián le cite comme une « épigramme à la mort d'un monstre de la fortune » par un autre « monstre de la fortune ») n'est peut-être pas la meilleure pièce d'une collection qui contient des contributions des hommes de lettres les plus renommés du moment : Tribaldos de Toledo, Juan Baptista Vélez, Antonio López de Vega, Anastasio Pantaleón de Ribera, Luis de Góngora, Francisco López de Zárate, Alonso de Salas Barbadillo, Francisco de Francia y Acosta, don Juan de Alarcón, don Luis de Tovar, Juan

²⁹ Manuel Ponce, *Consolatoria a don Francisco Calderón, conde de la Oliva. Varios epitafios y elogios, escritos en alabanza de la cristiandad y valor con que murió su padre, Rodrigo Calderón*, Madrid, Biblioteca Nacional de España, Mss 9306.

Pablo Mártir Rizo, Guillén de Castro, Francisco da Acosta, Juan Francisco de Prado, Gabriel de Moncada, Juan de Solís, Luis Vélez de Guevara, Francisco Frutos, Lope de Vega Carpio, Miguel de Silveira, suivis par une élégie d'Agustín Collado, et par des odes et des dizains. La place d'honneur qu'occupe le sonnet de Villamediana, à l'ouverture du recueil, suivi par celui de son ami et ancien précepteur Luis Tribaldos de Toledo, pourrait suggérer sa participation active, bien que laissée dans l'ombre, à la constitution du livre, qu'il aurait pu concevoir comme une sorte de palinodie, ou de réparation posthume. L'hypothèse n'est pas à retenir car le manuscrit, non daté, est certainement postérieur au 7 août 1623, date à laquelle le roi Philippe IV accorda le titre de comte d'Oliva au fils aîné de don Rodrigo³⁰. Celui-ci avait été déchu de tous ses titres à l'issue du procès, depuis en déshérence ; la totalité des biens avait été confisquée, et la famille ne récupéra, par la clémence royale, qu'une partie infime. Villamediana était donc mort depuis plus d'un an lorsque le recueil fut achevé et offert.

424

Les poètes composent une sorte de concert raffiné autour du motif simple d'une opinion populaire, qui honore un personnage auparavant discrédité et détesté. L'opération eut sans doute un certain effet réparateur pour cette mémoire, et consolateur pour le fils comme pour les rares amis qui pouvaient rester au défunt. Mais la réhabilitation, partielle et ambiguë, fut aussi objet de moqueries, comme celle-ci, qui émane de Francisco de Quevedo :

Cocodrilos descubiertos
son poetas vengativos,
que los que se comen vivos
los lloran después de muertos.
Nadie con ellos se meta
mientras tuviere sentido
que al fin a cada valido
se le llega su poeta.
Mi sentencia me azuaron
en décimas que escribieron;
ellos la copla me hicieron,
y muerto me epitafiaron.
Los que priváis con los reyes
mirad bien la historia mía,
guardaos de la poesía

30 Santiago Martínez Hernández, *Rodrigo Calderón. La sombra del valido. Privanza, favor y corrupción en la corte de Felipe III, op. cit.*, p. 321.

que se va metiendo a leyes³¹.

« Ce sont des crocodiles sans vergogne que les poètes vindicatifs, car ceux qu'ils mangent tout vifs ils les pleurent une fois morts. Que personne ne s'en prenne à eux s'il est dans son bon sens, car pour tout favori sonne l'heure où il rencontre son poète. Ils ont lâché contre moi les chiens de leurs dizains quand j'attendais ma sentence ; c'est eux qui m'ont fait ma fête et mort ils m'ont épitaphié. Vous qui avez la faveur des rois, méditez-bien mon exemple ; prenez garde à la poésie, qui est en passe de faire la loi. »

Les beaux vers, les *conceptos*, le style sublime des hommes de lettres qui signent ces épitaphes et élégies continuent d'auréoler Rodrigo Calderón pendant des siècles après sa disparition, à l'égal de la magnificence, inouïe pour un parvenu de ce type, du portrait équestre de don Rodrigo par Rubens (Londres, Windsor Castle). Il n'y a pas d'arguments dans ces poésies en faveur de l'honnêteté du défunt, pas l'ombre non plus d'une présomption d'innocence, personne n'a l'idée non plus de plaider des circonstances atténuantes. On décline sur tous les tons le motif de la mort infamante qui devient glorieuse par l'attitude de celui qui la subit ; pour ceux qui admirent le courage du martyr et du sage stoïcien, fier devant les hommes et humble devant Dieu, savoir souffrir et mourir, surtout quand on a voulu tout posséder et que l'on a été sur le point d'y parvenir, c'est la Vertu elle-même, devant laquelle pâlissent les vertus plébéiennes de modestie, de frugalité et d'intégrité.

On se demande quels sont les intérêts sous-jacents à cette curieuse réhabilitation. Déclarer que « *viviendo pareció digno de muerte / muriendo pareció digno de vida* », peut être interprété de maintes manières mais jette indubitablement une ombre de soupçon sur le bon fondement de la sentence et semble taxer la prompte exécution d'un excès de sévérité. Entre le soupçon insinué et la condamnation ouverte des juges de don Rodrigo il n'y a qu'un pas, que franchira allègrement le comte de Villamediana, dont le meurtre commandité (en absence de documents permettant de trancher définitivement entre différents motifs) semble bien sanctionner la manière dont il s'autorise à faire et défaire des réputations. Il n'est pas anodin de prétendre incarner la voix du peuple, et au nom de « l'opinion universelle », se substituer à la justice : « *guardáos de la poesía / que se va metiendo a leyes* », écrira Quevedo.

Et pourtant, ce même Quevedo réhabilita don Fadrique de Toledo, grand militaire tombé en disgrâce, dans un sonnet épitaphe : il s'y targue de lui construire un tombeau immatériel à la place du monument tangible qu'Olivarès

31 Francisco de Quevedo, *Obra poética*, éd. José Manuel Blecua, Madrid, Castalia, 1971, n° 811, v. 13-28, p. 218.

ou le roi lui ont refusé. Il agit de même pour d'autres, en particulier pour le duc d'Osuna³². Il prend parti pour les grands militaires indociles au *valido* Olivares et pour les aristocrates que celui-ci veut abaisser. Sa propre réputation souffre de ces libertés. Elles entraînent ses bannissements répétés et peut-être son long emprisonnement à San Marcos (1639-1643), dont il ne sortira que pour mourir deux ans plus tard.

LA MORT DE MARGUERITE D'AUTRICHE :

LA GLOIRE DE LA REINE ET LA RÉPUTATION DES VILLES

426

Si l'ambiguïté et la multiplicité des supports donnent à la poésie un caractère insaisissable, elle surpasse d'autre part la grande majorité des relations en prose par la possibilité d'une réception à long terme. Parmi les poèmes de circonstance, surgis pour commenter et donner sens à un événement, beaucoup sont aussi éphémères que l'importance de celui-ci ; d'autres survivent. Ainsi, parmi les innombrables pièces en vers écrites à l'occasion de l'hommage funèbre rendu par de nombreuses villes à la reine Marguerite d'Autriche (1611)³³, il y a une poignée de textes qui ont survécu, lus et appréciés bien au-delà des cercles de spécialistes, et après que tout intérêt pour le décès de la reine eut disparu. Il s'agit d'un groupe d'épigrammes de Góngora : cinq sonnets, deux dizains et une octave. Ces compositions ont eu une circulation immédiate, nous allons voir comment, mais aussi différée, puisqu'ils apparaissent dans de nombreux manuscrits qui nous ont transmis sa poésie, et dans la quasi-totalité des éditions de son œuvre, anciennes et modernes, de même que dans les anthologies récentes. Nous nous arrêterons brièvement à deux d'entre eux, dont voici le premier :

32 *Ibid.*, I, n° 264, p. 458, « Venerable túmulo de don Fadrique de Toledo ». Pour Osuna, *ibid.*, I, n° 242 « Inscrición en el túmulo de don Pedro Téllez Girón, duque de Osuna », n° 243 « Compendio de las hazañas del mismo en inscripcón sepulcral », n° 244 « Epitafio del sepulcro y con las armas del propio », p. 444-446.

33 Le signal donné par le roi aux villes et à d'autres personnes juridiques d'avoir à organiser des obsèques solennelles pour la mort d'un membre de la famille royale était de l'ordre du droit coutumier, et une pratique consolidée depuis le Moyen Âge. Il semble qu'il fut particulièrement bien suivi, dans la Péninsule et ailleurs, dans le cas de Marguerite. Le roi, jeune veuf, aimait sa femme et on pensait sans doute lui plaire en donnant les plus nobles marques de deuil. La reine était populaire, ne fût-ce que par sa fécondité et par sa ferme opposition au *valido* ; elle était jeune et sa mort entraînée par le dernier de ses huit accouchements était vue comme un sacrifice héroïque. Dans la péninsule Ibérique, mais aussi en Allemagne, en Flandres et en Italie, on organisa de magnifiques cérémonies et l'on construisit des monuments imposants. Comme est assez imposant le nombre d'articles consacrés à telle ou telle de ces célébrations pour Marguerite, dont nous citerons l'un des plus récents : Paule Desmoulière, « *Come ad una tanta regina si conveniva* : funérailles italiennes pour Marguerite d'Autriche-Styrie (1611-1612) », dans Louise Bénat-Tachot, Mercedes Blanco, Araceli Guillaume-Alonso et Georges Martin (dir.), *La mort des Grands, e-Spania* [En ligne], 17 février 2014, dernière consultation le 27 avril 2017. URL : <http://e-spania.revues.org/23116> ; DOI : 10.4000/e-spania.23116.

Máquina funeral, que desta vida
 nos decís la mudanza estando queda,
 pira, no de aromática arboleda,
 si a más gloriosa Fénix construida;
 bajel en cuya gavia esclarecida
 estrellas, hijas de otra mejor Leda,
 serenan la fortuna, de su rueda
 la volubilidad reconocida:
 farol luciente sois, que solicita
 la razón, entre escollos naufragante,
 al puerto, y a pesar de lo luciente,
 obscura concha de una Margarita,
 que rubí en caridad, en fe diamante,
 renace a nuevo sol en nuevo oriente³⁴.

C'est là le troisième et dernier des sonnets de Góngora en honneur du monument de Cordoue. Pour pleurer Marguerite il suffisait qu'elle soit reine, mais elle était de plus une jeune femme de vingt-sept ans, morte en couches, que l'on estimait sage et pieuse, avisée et prudente, et qui était à coup sûr féconde, vertu rare et appréciée entre toutes chez les pauvres reines de la Maison d'Autriche. Dans les trois sonnets se combinent de manière différente l'adresse au monument éphémère, sa description métaphorique et la méditation sur ce que le monument symbolise.

Le monument est grand par la majesté de celle dont il marque la disparition, par sa hauteur prodigieuse, évoquant les obélisques et pyramides, par la masse de lumières dont il est couvert, par la nuée d'encens qui l'entoure : il est d'une beauté fastueuse et à la fois mélancolique, lumineux et obscur, image de splendeur et sombre avertissement de la vanité, disant le déchirement de la mort et l'espoir de la résurrection. Ces thèmes attendus, Góngora les orchestre d'une manière raffinée, bizarre et audacieuse comme le monument lui-même. Le sonnet et ses deux compagnons (ainsi que les deux dizains et l'octave) furent recueillis dans la relation du deuil et des honneurs funèbres, imprimée à Cordoue au début de l'année suivante : *Relación de las honras que se hicieron en la ciudad de Córdoba a la muerte de la Serenísima Reina Nuestra señora, doña Margarita de Austria, que Dios haya*.

Le livre est dédié au duc de Lerma : il contient un récit des honneurs funèbres rendus à la reine, une description du monument éphémère, une série de quarante poèmes, et le sermon du chanoine Álvaro Pizaño de Palacios. Parmi

34 Luis de Góngora, *Poesía*, éd. Antonio Carreira (Obvil, Université Paris-Sorbonne, 2016), http://obvil.paris-sorbonne.fr/corpus/gongora/gongora_obra-poetica/poem238.

les poèmes, six sont de la plume de Góngora, certains furent écrits par ses amis, comme Pedro de Cárdenas ou don Francisco Fernández de Córdoba. De nombreux poètes s'adressent au catafalque (*túmulo*), et le volume s'ouvre par une représentation gravée de celui-ci³⁵. Partie la plus remarquable de la célébration, ce catafalque, commandité par le corregidor Juan de Guzmán, qui se charge aussi de rédiger la *relación*, mesurait, d'après son témoignage, plus de vingt mètres de haut (*treinta varas*) ; il était surmonté d'un pinacle de presque cinq mètres, en forme de pyramide, couronné par la figure de la Renommée (*Fama*), de plus de deux mètres de haut. Il fut construit par Blas de Masabel, « *maestro mayor de fábricas de esta ciudad y de su obispado, insigne hombre en el arte que profesa* » (« maître-architecte de la ville et de l'évêché, homme insigne dans son art ») : le monument, orné d'armoiries et d'inscriptions, était colossal (la mémoire des monuments funéraires égyptiens est toujours présente dans ces constructions), un chef d'œuvre de l'architecture éphémère de ses années. Tout cela a disparu sans laisser de traces matérielles : c'est à la poésie qu'est confiée la tâche de veiller sur sa mémoire. Parmi ces poésies, celles signées par Góngora connurent une fortune considérable et elles gardent, après des siècles, leur puissance d'évocation. Voici une traduction de John Dent-Young, publiée en 2007, dans un volume anthologique qui a eu un grand succès :

You blaze, great monument, that in your stillness
 remind us of the world's continual changes,
 like a pyre, a pyramid of fragrant branches,
 built to commemorate this greater Phoenix ;
 or like a ship upon whose maintop glow
 two stars, the offspring of greater Leda,
 to mark the end of storms, of Fortune's anger
 as her unstable wheel begins to slow ;
 your light shines out, a beacon to the mind
 to bring it safely through the reef-filled sea
 to harbor, and yet you also are, though bright,
 the dark shell within which this Margaret's confined,
 whence (love's ruby and faith diamond) she

35 C'est du moins ce qu'écrit Juana Toledano Molina dans un article sur ces sonnets mais je n'ai pas pu le vérifier : le seul exemplaire que je connaisse, et qui se trouve à la *Biblioteca pública de Córdoba* ne comporte pas de gravure. Certes celle-ci peut avoir été arrachée (je ne dispose que d'une photocopie mais l'absence de la gravure a été constatée par mon ami Rafael Bonilla, de l'université de Cordoue). Cf. Juana Toledano Molina, « Tres sonetos de Góngora en su contexto: a propósito de las exequias cordobesas en honor de la Reina Margarita, 1612 », *Boletín de la Real Academia de Córdoba de Ciencias, Bellas Letras y Nobles Artes*, n° 149, 2005, p. 181-190.

shall rise to a new Sun in a new Orient³⁶.

Le sonnet, exemple de la variété et souplesse de la communication de la poésie, fut d'abord affiché sur le catafalque lui-même. Car les poésies écrites à cette occasion furent épinglées sur les draperies noires qui le recouvraient, comme on le lit dans la *Relation* : « Ce qui attira tous les regards, ce fut la multitude d'œuvres poétiques castillanes et latines, qui occupaient une partie des pilastres du catafalque et toute la surface des tentures, de sorte que la blancheur du papier sur le drap noir plaisait extrêmement à l'œil ». Les poèmes furent d'abord un ornement du catafalque, taches blanches sur fond noir, en accord avec un ensemble qui d'après les *concetti* de Góngora frappait par le clair-obscur, le contraste de ténèbres et de scintillante lumière. Le monument était la coquille sombre de la perle, la reine Marguerite, où elle achèverait sa métamorphose en un rubi ardent de charité et un diamant de foi : *oscura concha de una margarita*. Ce sonnet et ses compagnons, conçus comme partie d'un monument éphémère, sur du fragile papier, ont résisté au temps, qui dévore tout.

Il ne s'agit évidemment pas ici de la réputation de Marguerite, puisqu'elle est un objet glorieux de vénération, une source inépuisable d'honneur à laquelle on ne saurait rien apporter et dont l'évaluation n'a pas lieu d'être puisqu'elle tient du saint et du céleste. Elle n'a pas plus de réputation que la Vierge Marie (du moins en pays catholique) ou la déesse Diane. Vivante, elle avait incarné la majesté dans sa version féminine, et elle ne se distingue de cet universel que par ses traits les plus contingents : son nom, Marguerite (perle en latin), sa patrie et son titre, Bavière. Tout ce qu'on peut dire d'elle est enfermé dans son nom, aussi bien ses vertus que son destin. Margarita est perle, dans la coquille du catafalque, coquille obscure malgré ses lumières car elle dissimule la perle ou son absence. Le nom dit sa pure beauté et sa blancheur allemande (*Venus alemana* l'appelait Góngora dans un autre sonnet). La coquille projette sur elle le souvenir de Vénus, et dit l'amour et la fécondité : le tombeau lui-même devient fécond, en renfermant une telle perle, perle catholique et scellée, qui renaîtra appelée par un nouveau soleil, en un nouvel orient (v. 14). Cet orient répond à l'éclat irisé de la perle, aux couleurs chatoyantes qui jouent à sa surface : celles de l'aurore, et celles de la résurrection promise à Marguerite. Pyre du Phénix dans le premier quatrain, le monument pyramidal devient dans le second un vaisseau avec un haut mât où brillent deux étoiles, comme les Dioscures, fils de Léda, dans la tempête ; ces étoiles nées d'une meilleure Léda font allusion aux enfants survivants de la reine, en nombre exceptionnel : Ana, Felipe, María, Fernando, Carlos. Les images marines se rapportent à la silhouette élevée, élancée du catafalque, aux lumières

36 Luis de Góngora, *Selected poems*, éd. et trad. John Dent-Young, Chicago, The University of Chicago Press, 2007, p. 89.

dans son sommet, au réseau de métaphores sur la vie comme navigation, mais aussi à la féconde Lédà, épouse de Jupiter et mère des Dioscures qui apaisent la tempête (*serenan la fortuna*), et bien sûr à la perle, dont la mer est le lieu naturel. S'il est question de réputation dans ce sonnet, il faudrait penser moins à la reine qu'à la dynastie qui grâce à elle n'est pas menacée d'extinction, au nombre de rejetons qui assurent la perpétuation de sa puissance.

430 Toutefois, ce qui est en jeu dans ces sonnets-épithaphes concerne assez peu la reine et les siens et beaucoup plus la réputation de Cordoue et de ses notables. En célébrant le monument, les textes témoignent de la noble fidélité vassalique de sa cité, de sa richesse libéralement dépensée, de ses ressources spirituelles et intellectuelles, celles qu'elle doit à des artistes comme Blas de Masabel, à des mécènes comme le *corregidor* Juan de Guzmán, l'évêque princier, les généreux membres du chapitre, à des poètes enfin aussi admirés que don Luis de Góngora. La mort de la reine et le deuil sont l'occasion pour la ville de déployer sa puissance, matérielle et symbolique, à laquelle les poèmes font justice et dont ils constituent le durable témoignage. La preuve en est que le même Góngora, non content d'exalter sa ville et ses amis dans des textes d'éloge merveilleusement ciselés, travaille aussi pour sa réputation en montrant son infinie supériorité sur celles qui prétendraient l'égaliser. C'est pourquoi il écrit deux sonnets railleurs sur les *túmulo*s ou catafalques dressés à cette même occasion par trois villes andalouses proches : un sonnet pour le monument funéraire d'Écija, un autre sur ceux de Jaén, Écija et Baeza. Voici ce dernier :

Oh bien haya Jaén, que en lienzo prieto
de luces mil de sebo salpicado
su túmbulo paró, y de pie quebrado
en dos antiguas trovas sin conceto.

Écija se ha esmerado, yo os prometo,
que en bultos de papel y pan mascado
gastó gran suma, aunque no han acabado
entre catorce abades un soneto.

Todo es obras de araña con Baeza,
donde, fiel vasallo, el Regimiento
pinos corta, bayetas solicita:

hallaron dos, y toman una pieza
para el tumbo real, o monumento.
¡Nunca muriera doña Margarita³⁷!

37 Luis de Góngora, *Poesía*, éd. cit. : http://obvil.parissorbonne.fr/corpus/gongora/gongora_obrapoetica/poem240?q=bien%20haya%20ja%C3%A9n#mark2

On retrouve les éléments du monument de Cordoue : les mille lumières émanant des cierges, les draperies sombres, les poésies. Cependant à Cordoue tout était grandiose, et la richesse était refoulée au second plan par la beauté du monument et par la méditation qu'il inspirait. Certes les flambeaux, cela va de soi, étaient de cire d'abeilles, les draperies en soie ou fine laine, les statues de meilleur bois, les poésies splendides et érudites. Mais cela ne méritait pas d'être rappelé : les sonnets n'y font même pas allusion, puisque grâce à cette pompe et à cette harmonie, on ne pensait pas aux matériaux ni à l'argent que tout cela avait coûté mais seulement à la forme majestueuse et à la signification superbe du monument. En revanche, les monuments des villes rivales sont tellement minables que l'on ne retient d'eux que les matériaux bon marché : le pin, la toile noirâtre, la bayette, le suif, le papier et le pain mâché (*lienzo prieto, luces de sebo, papel y pan mascado, pinos, bayetas*) et enfin la cervelle morne et engourdie des quatorze abbés qui ne parviennent pas à finir un sonnet (un vers par homme, c'est trop pour eux). L'ignorance de ces rustres est telle qu'ils estropient le nom même du monument : *tumbulo* ou *tumbo* au lieu de *túmulo*, *monimento* au lieu de *monumento*. C'est bien dommage que doña Margarita soit morte ! (« ¡Nunca muriera doña Margarita! ») : autrement dit, ces misérables en sont à regretter la misère déboursée pour leur hommage. L'humour de Góngora se montre là avec son effronterie habituelle.

Cette attaque à la réputation des villes voisines peut paraître inoffensive, à côté de bien d'autres perpétrées par Góngora lui-même. C'est pourquoi le manuscrit Chacón, la version la plus officielle de sa poésie, qui exclut toutes les satires personnelles, ne s'est pas privé d'inclure ces sonnets plus plaisants encore que médisants. Accuser des gens d'être des rustres, des pingres, des sots, des misérables, c'était certes moins grave que de les traiter de juifs, de traîtres, de bâtards, de cocus ou de pédéastes (grossières ficelles que Góngora en général dédaigne), mais cela pouvait susciter des haines non moins inexpiables. Le père Pineda, dans la qualification qu'il écrivit à la demande de l'Inquisition pour la première édition des poésies de Góngora, fait avec minutie le catalogue de tout ce qui mérite blâme et interdiction. Or ces espiègleries en font partie : « Il outrage Jaén et Baeza, pour les pauvres catafalques et honneurs royaux qu'ils firent »³⁸. Une ville, personne morale, peut ressentir les affronts, autant ou plus qu'une personne physique.

C'est que rien au fond n'entâche la réputation autant que de devoir avouer la pauvreté et l'impuissance, comme l'atteste Góngora lui-même. Lui qui n'utilise

38 Dámaso Alonso, *Obras completas*, t. VI, Madrid, Gredos, 1982, p. 477 : « *Afrenta a Jaén, y a Baeza, de los pobres túmulos y honras reales, que hicieron* ».

jamais le mot dans ses vers, emploie à maintes reprises *reputación* dans ses lettres. Voici un exemple de cet emploi :

Hállome en la mayor miseria del mundo, sin tener qué comer ni con qué satisfacer a mis acreedores y a peligro de incurrir en infamia de falido. Esto no lo ha de permitir vuesa merced siendo mi amigo, que será cortar la cabeza a mi reputación y perder el derecho que tengo y la gracia que he merecido con estos dos señores (A Cristóbal de Heredia, 4 janvier 1622)³⁹.

432 La réputation ici n'a rien de poétique : Góngora a peur de finir sa carrière de prétendant à Madrid dans la honte, avec l'infamie de celui qui a fait faillite, de « *falido* ». Ce serait, écrit-il, couper la tête à sa réputation. Le grand poète se dépeint pour son correspondant de Cordoue, en exagérant sûrement beaucoup, dans une misère désespérée, comme quelqu'un qui a joué et perdu. Il a pourtant mérité des grâces auprès de deux seigneurs : oncle et neveu, sans doute Olivarès et son oncle Baltasar de Zúñiga, mais il va les perdre parce qu'il doit quitter Madrid fuyant les créanciers et la faim. Sans la dureté de son correspondant, son homme d'affaires à Cordoue qui ne lui envoie rien, les choses n'iraient pas si mal : il vient d'obtenir une croix de Saint-Jacques pour un neveu et, pour lui, il y a de belles choses en perspective. En lui laissant espérer ces belles choses, on continuera, dans les quatre années qui vont suivre, à le payer de paroles. Lors de ses premières années à la cour, après 1617, il avait joué de malchance en choisissant comme patrons et amis les futurs grands perdants dans le changement de personnel à la tête de la monarchie, lors de la chute de Lerma et lors de l'arrivée au pouvoir de Philippe IV, flanqué de Zúñiga et d'Olivarès. Mais comment prévoir qu'un roi en bonne santé disparaîtrait à quarante-trois ans ? Voilà qu'il reposait à l'ombre d'arbres magnifiques qui ont tous été, d'un jour à l'autre, anéantis :

De las muertes de don Rodrigo Calderón, del conde de Villamediana y conde de Lemus

Al tronco descansaba de una encina
que invidia de los bosques fue, lozana,
cuando segur legal una mañana
alto horror me dejó con su ruina.

Laurel que de sus ramas hizo dina
mi lira, ruda sí, mas castellana,
hierro luego fatal su pompa vana
(culpa tuya, Calíope) fulmina.

39 Luis de Góngora, *Obras Completas*, éd. Antonio Carreira, Madrid, Turner, 2000, t. II, p. 403.

En verdes hojas cano el de Minerva
 árbol culto, del sol yace abrasado,
 aljófara, sus cenizas, de la hierba.
 ¡Cuánta esperanza miente a un desdichado!
 ¿A qué más desengaños me reserva,
 a qué escarmientos me vincula el hado⁴⁰?

Coïncidences néfastes, tragiques que ces disparitions précoces d'hommes dans la force de l'âge et qui se suivent en l'espace d'une année : mort de don Rodrigo Calderón, le chêne, abattu par une *segur legal*, une hache légale ; du laurier, l'aristocratique poète Villamediana, foudroyé par un fer fatal ; mort du comte de Lemos tombé en disgrâce, un diplomate et un sage gouvernant, un homme d'esprit et de savoir, un olivier de Minerve, brûlé par le soleil d'une impitoyable colère. Ces hommes ont perdu la faveur du roi, ils ont perdu leur réputation. Or la poésie n'a pas été étrangère à leur destin. Le poète, qui espérait en eux et qui se croyait à l'abri de leur ombre, devrait plier bagage, renoncer à ses rêves ambitieux et rentrer végétier à Cordoue avec ses petites rentes et son petit jardinet. Mais non ! de nouvelles espérances, alimentées par les puissants du jour, l'amènent à rester pour se réserver de nouvelles déceptions.

La gestion de la réputation, où l'on a vu désormais une partie de la puissance, un capital essentiel, donne aux poètes qui peuvent la faire monter ou baisser un rôle social non négligeable, et le plaisir d'être admirés et craints. Peut-être pour cette raison ils s'entraînent à ce rôle par des polémiques qui mettent en danger leur réputation mais amplifient leur célébrité. Les risques du rôle sont plus grands chez les meilleurs poètes qui malgré leur haute intelligence, sont souvent les moins prudents, ceux qui se laissent davantage entraîner par le jeu imaginatif, par le jeu d'esprit et même par la périlleuse passion de la vérité. Ils en font assez souvent les frais, payant leur gloire posthume de bien de présentes déconfitures. Cette situation prépare en quelque sorte des thèmes et des réalités romantiques et donne à la culture de l'âge baroque une saveur qui nous est, en fin de compte, familière et à sa littérature l'air enjoué de la fronde et la vigoureuse intensité d'une révolte contenue mais explosive.

40 *Id.*, *Poesías*, éd. cit. : http://obvil.paris-sorbonne.fr/corpus/gongora/gongora_obra-poetica/poem375.

DINTORNOS DE UN PANEGÍRICO ROMANO: LOS ELOGIOS A LA CASA BARBERINI DE GABRIEL DE CORRAL

Jesús Ponce Cárdenas

Universidad Complutense de Madrid

A comienzos de enero de 1629, en calidad de capellán y limosnero del conde de Monterrey, embajador de España ante la Santa Sede, el poeta y jurista Gabriel de Corral (Valladolid, 1588-Toro, 1646) establecía su residencia en la ciudad eterna. En la escritura de este ingenio cortesano se abría entonces una etapa marcada por la composición de un conjunto de poemas encomiásticos en honor de su mecenas, don Manuel de Zúñiga y Acevedo, así como por la redacción de diversos textos laudatorios en loor del pontífice Urbano VIII y varios miembros de su familia. Tras haber dado cuenta del elogio más ambicioso impreso en Roma por este autor pinciano en otro lugar¹, a lo largo de las siguientes páginas examinaremos un singular políptico integrado por cuatro sonetos de alabanza dedicados, respectivamente, a Antonio Marcello Barberini, cardenal de San Onofre, hermano menor de Urbano VIII; a los sobrinos-nepotes del pontífice, los cardenales Francesco Barberini y Antonio Barberini el Joven, cardenal legado para la Paz de Piamonte; al pequeño Maffeo Barberini, hijo del príncipe de Palestrina, sobrino nieto del papa².

«AQUEL HUMILDE MÚRICE DIVINO»:

UN CARDENAL CAPUCHINO EN LA ROMA BARBERINIANA

La carrera eclesiástica de Antonio Marcello Barberini (Florencia, 1569-Roma, 1646) comenzó en 1591, con el ingreso del joven en la orden de los

1 Este trabajo forma parte del Proyecto FFI2015-63554-P «Las Artes del Elogio: Poesía, Retórica e Historia en los Panegíricos hispanos» (ARELPH), financiado por el Ministerio de Economía y Competitividad, dentro del Programa Estatal de Fomento de la Investigación Científica y Técnica de Excelencia. Jesús Ponce Cárdenas, «*Apes Urbanae*: un panegírico romano de Gabriel de Corral», en Jesús Ponce Cárdenas (coord.), *Las Artes del Elogio: estudios sobre el Panegírico*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2017.

2 Existe una edición moderna de los poemas, carente de notas y comentarios: Gabriel de Corral, *Obras*, edición de John V. Falconieri, Valladolid, Diputación de Valladolid, 1982, p. 440-442. La transcripción revisada de los textos en este estudio procede de esta edición.

Frailles Menores Capuchinos. En calidad de Guardián del convento de San Gimignano, el eclesiástico llevó durante años una vida monástica de retiro y oración. El ascenso de su hermano mayor, el cardenal Maffeo Barberini, al trono pontificio supuso un giro radical en su existencia. Tras la consagración del nuevo papa el 29 de septiembre de 1623 bajo el nombre de Urbano VIII, comenzaron a llover los cargos y honores sobre toda su parentela. Pese a la aparente reluctancia inicial de este miembro de una orden mendicante, Antonio Barberini recibió el capelo cardenalicio el 7 de octubre de 1624, con el título de Cardenal de San Onofre. En 1625 fue nombrado obispo de Senigallia y se instaló en su diócesis durante varios años, desarrollando una intensa actividad pastoral. A instancias del Papa, en 1629 hubo de regresar a la corte pontificia, donde obtuvo los cargos de Prefecto de la Penitenciaría, Cardenal provicario y Cardenal bibliotecario³.

436

Al igual que el resto de composiciones que forman la curiosa guirnalda encomiástica en honor de la Casa Barberini tejida por Gabriel de Corral durante su *soggiorno romano*, el elogio del cardenal de San Onofre debió de redactarse entre los inicios de 1629 y la primavera de 1632, toda vez que el códice en el que se copian los versos llevan como fecha final el 12 de mayo de ese último año. El soneto que ahora nos interesa aparecía encabezado por la escueta rúbrica *Al excelentísimo señor Antonio Barberino, cardenal de San Onofre*:

Este que gozas eminente grado
premio es de tu virtud, no del destino,
pues sin mudar costumbres, tan vecino
a la cumbre mayor, mudaste estado.

Al sayal penitente, no alterado
con el que le rubrica esplendor fino
aquel humilde múrice divino,
Francisco con su sangre ha colorado.

No es tu aumento, oh Antonio, la rosada
toga, pues que conservas gloriosa
tu profesión en vida retirada.

Antes la das que sea más preciosa,
que si hasta ahora solo fue sagrada,
hoy es en ti sagrada y religiosa.

3 *Dizionario Biografico degli Italiani*, Roma, Istituto dell'Enciclopedia italiana, 1964, VI, *sub voce* «Barberini, Antonio».

El epigrama en elogio del hermano del pontífice incorpora varios conceptos de interés. En primer término, el encomiasta subraya que la obtención del capelo cardenalicio no se debe a un risueño azar, a un golpe de fortuna, sino que se trata de una justa recompensa a su «virtud». La tacha de favoritismo y arbitrariedad queda así descartada sutilmente. En el primer cuarteto se pondera asimismo la figura del *laudandus* casi bajo el perfil de un varón estoico, ya que a pesar de haber alcanzado un alto cargo, su ánimo se ha mantenido puro e incólume, sin mostrar señales de cambio alguno («sin mudar costumbres [...] mudaste estado»). La suma proximidad al Pontífice y los estrechos vínculos de familia se acotan mediante el giro metafórico «tan vecino a la cumbre mayor».

Las dos estrofas centrales pasan del plano político-moral al plano religioso-espiritual, incidiendo en la condición doble de este personaje, en tanto príncipe de la iglesia y miembro de la Orden de San Francisco, concretamente de la congregación de los frailes menores ermitaños. El contraste de ambos perfiles se hace evidente en la indumentaria característica: el «sayal penitente» no llega a perder su naturaleza modesta, gracias a la constancia de espíritu de Antonio Barberini. El «esplendor fino» de la púrpura cardenalicia que ahora «rubrica» su vestimenta no llega a alterar cuál es su verdadera condición: miembro de una orden mendicante. De hecho, la confluencia de ambas prendas en la persona modesta y virtuosa del cardenal de San Onofre se sanciona con una referencia casi-milagrosa: el soberbio tinte de las suntuosas telas no es ya el que proviene del caro y lujoso *múrex*, sino que los hábitos que luce el prelado han sido teñidos con la propia «sangre» de San Francisco de Asís, fundador preclaro de la Orden. A partir del apóstrofe al varón religioso elogiado («oh, Antonio») se enfatiza el carácter modesto y la tendencia eremítica del hermano del Papa, ya que puede enorgullecerse de que «la rosada toga» no constituye su mayor ornamento, sino que a pesar de las pompas de la corte romana logra mantener su «gloriosa» y morigerada «profesión» llevando una «vida retirada».

El terceto final cierra la argumentación con una vuelta de ingenio: el prócer no es digno de elogio por lucir la «sagrada» púrpura cardenalicia, al contrario, él mismo ha hecho la dignidad de cardenal aún más honorable, ya que se reviste gracias a su existencia modesta y pura de la verdadera esencia de la vida «religiosa».

El epigrama de Gabriel de Corral presenta, desde el plano estilístico, varios rasgos que dejan patente su conexión con el estilo culto acuñado por Góngora. Desde el hipérbaton inicial presidido por un deíctico de cercanía («Este grado eminente que gozas es premio de tu virtud, no del destino» / «Este que gozas eminente grado / premio es de tu virtud, no del destino») hasta las diversas marcas léxicas que remiten al mundo clásico. La evocación del intenso tono carmesí de las prendas cardenalicias incorpora dos voces («rubrica» / «múrice») de inequívoco sabor latino. No en vano el uso de ambos vocablos fue ridiculizado

por Quevedo en una de sus más famosas parodias anticulteristas, dedicada a la sensual boca de una bella: «Pórtico donde *rubrica* / al *múrice* tirio el ver / tutelar padrón del alma / aura genitiva en él»⁴.

EL SOL Y LA FUENTE: LA PRIVANZA DEL CARDENAL FRANCESCO BARBERINI

438

Frente al perfil en penumbra, algo secundario, del cardenal de San Onofre, la figura de Francesco Barberini (Florencia, 1597-Roma, 1679) resultó mucho más decisiva y notoria, tanto en el ámbito de la diplomacia como en el de la curia, durante las dos décadas largas que conforman el pontificado de Urbano VIII (1623-1644). Como es bien sabido, el problema de la Valtelina motivaría la decisión papal de enviar a su sobrino favorito a las cortes de París y Madrid como Cardenal Legado, con el objetivo de alcanzar una solución que pudiera satisfacer los intereses de Luis XIII y Felipe IV en la región⁵. La estancia del *legado a latere* en la corte parisina durante 1625, en el plano político, se reveló por completo infructuosa⁶. Tampoco puede considerarse un éxito de la diplomacia pontificia el viaje del cardenal nepote a España⁷.

Como es bien sabido, el diario del viaje del cardenal a Madrid en 1626 fue redactado por el erudito coleccionista Cassiano dal Pozzo y entre las numerosas noticias que allí se recogen, se habla de varias reuniones entre el cardenal Barberini y el conde y la condesa de Monterrey⁸. Si Gabriel de Corral había

4 Francisco de Quevedo, *Obras festivas*, edición de Pablo Jaurealde, Madrid, Castalia, 1984, p. 128. El poema forma parte del *Libro de todas las cosas* (*Aguja de navegar cultos*) y lleva como encabezamiento el siguiente epígrafe jocosos: *Ejemplo hermafrodita romance-latín*. Los versos reproducidos corresponden al final de la composición (vv. 9-12).

5 Así resumía Thomas J. Dandeleit la cuestión: «Las consecuencias [del] cambio de favor papal en la estabilidad de los territorios italianos de la monarquía española y del papado se evidenciaron al inicio del pontificado de Urbano VIII, cuando las tropas francesas, con la ayuda de Venecia, se dirigieron al norte de Italia y ocuparon la región de la Valtelina que estaban bajo protección de las tropas papales según las condiciones del recién firmado tratado entre España y Francia. Esta acción constituía una seria amenaza para la estabilidad de Italia, y durante dos años parecía inminente que estallara una guerra a gran escala entre Francia y España en Italia, la primera después de setenta años [...]. En un principio, los españoles insistieron en que el papa se aliara con ellos para expulsar a los franceses de Italia y, cuando este se mostró reacio a hacerlo, empezaron a sospechar de su complicidad en el asunto [...]. Aunque la pacífica resolución final de la crisis de la Valtelina con el Tratado de Monzón en 1626 acabó con la amenaza inmediata de la guerra, Francia se había convertido una vez más, sin embargo, en una figura principal en los asuntos de Italia y de la misma Roma». Tomo la cita de Thomas J. Dandeleit, *La Roma española (1500-1700)*, Barcelona, Crítica, 2002, p. 231-232.

6 Clement Pieyre, *La légation du cardinal Francesco Barberini en France en 1625*, Paris, Université Paris-Sorbonne, 2005 (tesis doctoral defendida en l'École des Chartes).

7 Sobre los gastos generados a la Corona, así como acerca del personal que se puso al servicio del legado del Papa, puede verse el estudio de María del Carmen Simón Palmer, «Nuevos datos sobre el hospedaje del cardenal legado Francisco Barberini en Madrid el año 1626», *Anales del Instituto de Estudios Madrileños*, 21, 1984, p. 411-434.

8 Cassiano dal Pozzo, *Diario del viaje a España del cardenal Francisco Barberini*, Madrid, Fundación Carolina/Doce Calles, 2004. Una reflexión sobre los contactos del legado con los

empezado ya a gravitar en torno al patronazgo de don Manuel de Zúñiga y Acevedo en torno a esas fechas, quizá podría haberse producido un primer encuentro entre el potente príncipe de la Iglesia y el jurista, poeta y eclesiástico vallisoletano ya en la corte madrileña.

No se ha de olvidar que el interés del prelado por la bulliciosa vida artística y cultural en el aula regia se infiere de los datos recogidos en su propia «agenda oficial», donde se consignó puntualmente su contacto con pintores como Juan Van der Hamen y León o Diego de Silva y Velázquez⁹. El *Diario del viaje* da igualmente buena cuenta de la atención que dedicó a los sermones del predicador cultista fray Hortensio Félix Paravicino y Arteaga; del contacto con humanistas de la talla de Juan Luis de la Cerda y Lorenzo Ramírez de Prado; de las visitas a aristocráticos poetas como el príncipe de Esquilache, etc. Todos esos elementos dan noticia de una relación directa con los círculos intelectuales de la corte¹⁰. En un orden de asuntos similar, otro dato de interés es el que proporciona la asistencia del cardenal y sus consejeros a diversas representaciones teatrales¹¹. Sin salir del ámbito de las tablas, mención aparte merecen los favores dispensados por el sobrino del papa a Lope de Vega, que consiguió varias gracias pontificias merced a la intercesión del cardenal legado: la obtención del hábito de caballero de la orden de San Juan de Jerusalén y la concesión del título de doctor en teología¹².

principales agentes políticos en la corte ofrece José Simón Díaz, «Dos privados frente a frente: el cardenal Francesco Barberini y el conde duque de Olivares (Madrid, 1626)», *Revista de la Biblioteca, Archivo y Museo*, 7-8, 1980, p. 7-53 (sobre el conde y la condesa de Monterrey, p. 15, p. 20 y p. 38).

- 9 Silvano Giordano, «La legación de Francesco Barberini en España: unos retratos para el cardenal y un breve pontificado para Diego Velázquez, *clerico coniugato*», *Archivo Español de Arte*, 306, 2004, p. 159-170. Para la relación con otros medios artísticos, puede verse asimismo José Manuel Barbeito, «Juan Gómez de Mora, Antonio Mancelli y Cassiano dal Pozzo», *Archivo Español de Arte*, LXXXVI, Abril-Junio 2013, p. 107-122.
- 10 José Simón Díaz, «La estancia del cardenal legado Francesco Barberini en Madrid el año 1626», *Anales del Instituto de Estudios Madrileños*, 17, 1980, p. 159-213. De especial interés resulta la sección titulada «Contactos con escritores y artistas», p. 207-211.
- 11 En torno a aquellas diversiones teatrales, pueden espigarse varios datos en Maria Grazia Profeti, «Espectáculos españoles en el *Diario* de Cassiano dal Pozzo», *Salina*, 15, 2001, p. 85-92.
- 12 José Simón Díaz, «Encuentros del cardenal legado Francesco Barberini con Lope de Vega y con el príncipe de Esquilache (Madrid, 1626)», *Homenaje de la Academia de San Dámaso a Monseñor Vicente Enrique y Tarancón*, Madrid, Academia de Arte e Historia de San Dámaso-Archidiócesis de Madrid-Alcalá, 1980, p. 289-316. No estará de más recordar el comienzo de los encendidos elogios que el Fénix tributara al pontífice poeta en el *Laurel de Apolo* (*Silva primera*, v. 303-314): «Saliera el Tibre undoso y cristalino / que vio Virgilio y Enios / y tantos fertilísimos ingenios / por quien son sus riberas inmortales / y coronara por mejor latino / sobre los tres laureles celestiales / las sacras sienes del Pastor divino, / lustre inmortal del nombre Barberino, / sagrado archimandrita / en cuya santa mano deposita / Pedro el cayado de oro / y la llave mayor de su tesoro». Sobre las prebendas concedidas al dramaturgo, más adelante proclamará con legítimo orgullo (*Silva primera*, v. 358-362): «Por ti, Sacro Pastor, por ti poseo / el honor que los ojos de la Envidia / deslumbrados fastidia, / porque ser de tu

El epígrafe que encabeza los versos reza simplemente *Al Excelentísimo y Reverendísimo señor cardenal don Francisco Barberino*:

Primero que la toga vaticana
tus virtudes te dieron eminencia
y a los años previno la prudencia,
excediendo los límites de humana.

Tan inmediato a la deidad urbana
que de su luz te ilustra la asistencia,
participando en alta inteligencia
del calor de su mente soberana.

Como el sol en el cielo está intratable
y cuando en mansa fuente reverbera
se ofrece a nuestros ojos tolerable,

así copiado Urbano en la sincera
pureza de tu vida es más afable
que en el sagrado trono de su esfera.

440

Al igual que el epigrama consagrado al cardenal de San Onofre, el *incipit* de la composición gira en torno a una idea central: la condición preclara del *laudandus* se debe, esencialmente, a su *virtus*, no a la posesión de la púrpura cardenalicia, designada aquí mediante la perífrasis de sabor clásico «la toga vaticana»¹³.

Tras apuntalar los méritos personales del joven príncipe de la Iglesia, en el cuarteto inicial se desarrolla asimismo el tópico laudatorio del *puer senex*: a pesar de sus no muchos años, el cardenal Francisco es un varón pródigo e inteligente, cuya «prudencia» supera los límites de lo humano. El lugar común pertenece al acerbo de la tradición clásica, como pueden probar el texto de los *Florida* de Apuleyo (IX, 38 «*senilis in iuvene prudentia*»¹⁴) o el *Panegírico a Olibrio y*

mano / no le puede igualar mérito humano». Tomo las citas de Lope de Vega, *Laurel de Apolo*, edición de Antonio Carreño, Madrid, Cátedra, 2007, p. 155 y p. 158.

13 Desde el solemne arranque del dístico inicial, quizá no deba descartarse en el uso de la voz «eminencia» el matiz propio de una dilogía ingeniosa. En primer término, reconoceríamos el siguiente significado directo: «las virtudes que te adornan te hicieron sobresalir por encima del resto» / «tus virtudes personales te situaron en una posición más alta que la de los demás». Ahora bien, no puede ser casual que el vocablo «eminencia» sea, precisamente, el honroso «tratamiento que se da a los cardenales de la Iglesia católica» (R.A.E.). Ello implicaría, como en el epigrama anterior, una suerte de justificación lógica: fueron tus inmensas virtudes las que te hicieron obtener la púrpura cardenalicia, no el favor personal de tu poderoso tío.

14 El fragmento apuleyano forma parte del *Panegírico del procónsul Severiano y de su hijo Honorino*. Establece en tal pasaje el encomio de la virtud del joven, que refleja la de su progenitor: «Veámos en el hijo la equidad de su padre; en el joven, la prudencia de un anciano». Tomo la cita de Apuleyo, *Apología. Florida*, edición de Santiago Segura Munguía, Madrid, Gredos, 1980, p. 246.

Probino de Claudiano (154-155 «*sed gravibus curis animum sortita senilem / ignea longaevo frenatur corde iuventus*») ¹⁵. Tal como indicara Ernst R. Curtius, según las pautas de la *imitatio* y la *aemulatio*, «el tópic *puer senex*» habría de perdurar «como esquema panegírico en obras profanas y religiosas hasta bien entrado el siglo XVII» ¹⁶. De hecho, en tanto profundo admirador del estilo culto, Gabriel de Corral debía de tener bien presentes ejemplos mucho más cercanos en el tiempo, como el que ofrece Góngora en su elogio al conde de Lemos: «Florido en años, en prudencia cano» ¹⁷. Otros autores de signo cultista, como García de Salcedo Coronel, emplearían igualmente el *tópos* en textos laudatorios de estilo elevado, como el *Retrato Panegírico al conde duque de Olivares* («En floreciente edad cana prudencia / admiro en ti») ¹⁸.

A través de una serie de imágenes indirectas («luz», «calor»), en el segundo cuarteto se identifica la figura del Sumo Pontífice con el astro rey. A la manera de un sol, de aquella «deidad urbana» emana toda «luz», cuyo resplandor «ilustra» a quienes tienen el privilegio de hallarse junto a él. Toda vez que el cardenal nepote Francisco goza de la entera confianza del papa, obrando como una suerte de privado en el orbe vaticano, los rasgos de cercanía física y acceso a la persona del Santo Padre («tan inmediato») y el conocimiento de sus planes y designios más secretos («participando en alta inteligencia [...] de su mente soberana») lo convierten en el hombre fuerte de los Barberini ante la curia.

La figuración heliomórfica de Urbano VIII prosigue en los tercetos a través de un símil complejo («Como el sol [...] así Urbano»), en el que el cardenal Francisco Barberini se identifica con una «mansa fuente» en la que reverberan los rayos solares y cuyas cristalinas aguas hacen posible contemplar al astro rey sin daño ¹⁹. No deja de resultar llamativo, en el ámbito de unos poemas surgidos en una sede diplomática, el uso de determinados calificativos. A través de la comparación extendida, en el epigrama vernáculo se afirma que el Pontífice «en el cielo» o «en el sagrado trono de su esfera» resultaría a veces «intratable» y gracias a

15 Claudien, *Poèmes politiques*, edición de Jean-Louis Charlet, Paris, Les Belles Lettres, 2002, p. 15-16. Ofrezco seguidamente mi traducción: «Mas les ha sido concedido en suerte un alma de anciano para las graves preocupaciones. Su fogosa juventud es refrenada por un corazón longevo».

16 Ernst Robert Curtius, «El niño y el anciano», *Literatura europea y Edad Media latina*, México, Fondo de Cultura Económica, 1988, I, p. 149-153 (la cita en p. 151).

17 Luis de Góngora, *Sonetos*, edición Biruté Ciplijauskaitė, Madison, Hispanic Seminary of Medieval Studies, 1981, p. 186.

18 Jesús Ponce Cárdenas, «Salcedo Coronel e Marino: tessere sabaude in un panegirico spagnolo», *Crítica Letteraria*, 174, 2017, p. 37-62 (p. 59).

19 La configuración heliomórfica del soberano en los escritos del momento se hizo extensible a la figura del privado o valido. Así, en 1616, Francisco Márquez Torres definía al duque de Lerma como «segundo Sol que alumbra a España». Tomo la referencia de la monografía de Antonio Feros, *El duque de Lerma. Realeza y privanza en la España de Felipe III*, Madrid, Marcial Pons, 2002, p. 196.

la intermediación del cardenal nepote, que se caracteriza por su sinceridad y «pureza» de vida, el fulgor y el fuego del Santo Padre en cierto modo se lenifican, tornándose «afable» y más apacible²⁰. La «fuente» obra así como un «espejo» natural de aguas puras que ofrece sin daño la luz y el calor. Probablemente este tipo de imaginaria deba relacionarse con algunos usos figurativos de la época, ya que en algunos libros de emblemas el sentido político que asume el motivo de la luz reflejada en el espejo suele vincularse a la prudencia, virtud que debe primar en un ministro del soberano a la hora de hacer uso del poder que éste ha delegado en él²¹.

En clara concomitancia con ese uso «político» del emblema, también debe apuntarse la posibilidad de una lectura de orden sacro. La *imago* y el epigrama XLIII de las *Empresas espirituales y morales* de Villava pueden aportar algún dato relevante sobre este segundo aspecto.

442

Los versos que acompañan a la imagen rezan así: «Mírase el sol en el bruñido acero / y dirá quien le mira / que es sol segundo de aquel sol primero. / No menos, pues, admira / ver que si un alma en caridad seapura / le estampa Dios de suerte su figura / que quien a verle alcanza / puede decirle Dios en semejanza, / pues es un sol segundo / de Cristo, sol del universo mundo»²².

El motivo del reflejo solar aparece en el epigrama laudatorio de Gabriel de Corral con una sutil variación, ya que el perfil benévolo del cardenal Barberini no se identifica con un «bruñido acero» o un espejo, sino con una «mansa fuente» que destaca por su «pureza». Ese detalle invita a poner en relación el elogio del cardenal nepote con algunos matices de la empresa sacra de Villava, que aparecía encabezada por el rótulo «Del Purificado» y, esencialmente, gira en torno a tres elementos: pureza / luz divina / gloria²³. Toda vez que el sumo pontífice es el

20 No estará de más recordar que las relaciones del cardenal Francesco Barberini con la corte española fueron fluctuantes. Tras el exilio en Francia, el prelado con «habilidad y paciencia» consiguió alcanzar los favores y la protección de Felipe IV, poniendo «el arte al servicio de la reconciliación diplomática» y accediendo a la gracia regia tras complacer «la pasión coleccionista del rey planeta». Tomo la cita de José Luis Colomer, «La Adoración de los pastores de Pietro da Cortona. Regalos artísticos de Francesco Barberini a Felipe IV», *Boletín del Museo del Prado*, 26/44, 2008, p. 6-22.

21 Baste recordar el elocuente testimonio de la empresa LXXVI de Saavedra Fajardo, que previene contra los ministros beligerantes. El lema de la misma es «Llegan de luz y salen de fuego». Al comienzo del texto puede leerse: «Envía el sol sus rayos de luz al espejo cóncavo y salen de él rayos de fuego: cuerpo es de esta empresa, significándose por ella que en la buena o mala intención de los ministros está la paz o la guerra». Diego de Saavedra Fajardo, *Empresas políticas*, edición de Francisco Javier Díez de Revenga, Barcelona, Planeta, 1988, p. 530. Véanse también, a este respecto, las reflexiones de Juan de Dios Hernández Miñano, *Emblemas morales de Sebastián de Covarrubias. Iconografía y Doctrina de la Contrarreforma*, Murcia, Universidad de Murcia, 2015, p. 615.

22 Juan Francisco de Villava, *Empresas espirituales y morales*, Baeza, Fernando Díaz de Montoya, 1613, fol. 99r.

23 Antonio Bernat Vistarini y John T. Cull, *Enciclopedia Akal de emblemas españoles ilustrados*, Madrid, Akal, 1999, p. 737.

Fig. 1. Juan Francisco de Villava, *Del Purificado* (empresa XLIII), *Empresas espirituales y morales*, Baeza, Fernando Díaz de Montoya, 1613, fol. 99 r, Madrid, Universidad Complutense, Biblioteca Histórica «Marqués de Valdecilla»

vicario de Cristo en la tierra, parece justificado conectar ambos planos (el celeste y el terrenal, el astronómico y el humano) también en la *laudatio* del ministro principal de Urbano VIII, su sobrino dilecto.

«LA HEROICA MANO DE UN JOVEN PURPÚREO»:

EL CARDENAL ANTONIO BARBERINI

444

En contraste con el perfil de sus tíos y hermanos, la figura de Antonio Barberini (Roma, 1607-Nemi, 1671) probablemente pueda verse como una de las más discutidas y turbulentas del momento²⁴. Tras la coronación de Urbano VIII como sumo pontífice, el 27 de septiembre de 1623 recibió el hábito de caballero de la Orden de Malta, mucho antes de haber cumplido los veinticinco años preceptivos para alcanzar tal rango. Los honores comenzaron entonces a acumularse: secretario apostólico en 1626; el 1 de agosto de 1627 referendario de las Signaturas de Gracia y Justicia; cardenal diácono el 7 de febrero de 1628. Esta última dignidad de príncipe de la iglesia la alcanzó sin haber recibido aún las órdenes menores. A partir de entonces las prebendas siguieron lloviendo sobre sus jóvenes hombros: prefecto de la Signatura Apostólica (1628); legado de Su Santidad para los estados pontificios y el resto de Italia (1629), etc.

Al recibir el 19 de noviembre de aquel año la legación papal, el cometido central de su nuevo cargo quedaba bien claro: *«il s'agissait alors de s'interposer entre Français et Impériaux dans la guerre qui les opposait à propos de la succession de Mantoue»*. Con apenas veintidós años, el cardenal Antonio Barberini el Joven irrumpía en el escenario político internacional cuando las nubes de guerra se cernían sobre la Italia del septentrión. El legado pontificio entraba así en contacto con grandes personalidades del mundo político y militar, el general Spinola, el duque de Saboya, el cardenal Richelieu. Sin embargo, ninguna de aquellas figuras habría de marcar el rumbo de sus años venideros: *«[...] plus décisive pour l'avenir, la présence dans le groupe des négociateurs pontificaux du jeune Giulio Mazarini devait le lier à Antonio pour une trentaine d'années, chacun étant tour à tour le protecteur de l'autre»*²⁵.

24 Olivier Poncet, «Antonio Barberini (1608-1671) et la papauté. Réflexions sur un destin individuelle en cour de Rome au xvii^e siècle», *Mélanges de l'École Française de Rome. Italie et Méditerranée*, 108/1, 1996, p. 407-442. Seguidamente espigo varias citas de las p. 425-426.

25 La carrera meteórica del joven cardenal nepote prosiguió durante los siguientes años: legado papal en Urbino (junio de 1631), legado en Aviñón (1633), cardenal protector de Francia (1636), etc. Tras el óbito de Urbano VIII, Antonio Barberini se vio obligado a partir al exilio junto a los otros miembros varones de su familia. Como recompensa a sus numerosos servicios pasados, fue acogido en París con todos los honores. Gracias a la protección del cardenal Mazarino obtuvo en 1652 el obispado de Poitiers y cinco años más tarde el obispado de Reims, un honor inaudito, ya que la concesión solía reservarse para prelados de la alta nobleza francesa.

Durante buena parte del año 1630, el joven cardenal legado estableció su residencia en Bolonia, con desplazamientos ocasionales a Lombardía y a Liguria, ya que en mayo de ese mismo año el Papa le ordenó realizar una visita oficial a la reina María de Hungría, hermana de Felipe IV, que se encontraba a la sazón en la ciudad de Génova. A comienzos de octubre de 1630, el cardenal nepote Antonio regresaba a Roma.

En ese contexto de agitación política e inquietudes bélicas debe inscribirse la redacción de una pequeña pieza de elogio de Gabriel del Corral, el soneto *Al excelentísimo y reverendísimo señor cardenal don Antonio Barberini [el Joven], cuando vino a Roma de tratar las paces de Piamonte*:

Tranquilidad y alivio Italia espera
en sus fatigas de tu heroica mano,
joven purpúreo que con fruto cano
fecundas de tu edad la primavera.

Del sacro Tibre vuelve a la ribera
y descansando el hombro soberano
del grande Atlante, del divino Urbano,
participa del peso de la esfera.

Como con la del sol, con tu venida
la alma ciudad se alegra, en testimonio
de afecto a tu familia nunca ingrato.

Italia su salud libra en tu vida
y Roma ahora con mejor Antonio
compone más dichoso triunvirato.

Claramente el epígrafe de la composición revela que el epigrama castellano exalta la actividad diplomática del cardenal legado «cuando vino a Roma» después «de tratar las paces de Piamonte». Por ello, posiblemente debamos establecer la cronología de estos endecasílabos tras el otoño de 1630 (en octubre ya estaba el prócer elogiado en la ciudad eterna) y antes del mes de junio de 1631, cuando Antonio Barberini hubo de partir en nueva misión como Legado pontificio a Urbino.

Tal como se había observado en la pieza poética anterior, el arranque de este soneto incorpora nuevas modulaciones en torno al tópico laudatorio del *puer senex* («con *fruto cano* / fecundas de tu *edad la primavera*»). Otros elementos de orden estilístico permitirían, además, enlazar algunos rasgos del *incipit* de la composición con la escritura encomiástica de Luis de Góngora. Baste evocar el inicio del soneto de 1620 *Al Serenísimo Infante Cardenal* («Purpúreo

creced, rayo luciente / del Sol de las Españas / que en dorado / ya trono el Tíber
os verá sagrado / leyes dar algún día a su corriente»²⁶) o el comienzo de la
canción de 1626 *En la creación del cardenal don Enrique de Guzmán* («Generoso
mancebo, / purpúreo en la edad más que en el vestido, / en rosicler menos
luciente Febo / a invidiarte ha salido»²⁷).

Tras haber ponderado la juventud del *laudandus* y la estampa cardenalicia
de su ropaje purpúreo en la estrofa inicial, en el cuarteto segundo Gabriel del
Corral modela varias imágenes que ya había utilizado entre las octavas reales del
Panegírico a Taddeo Barberini (1631). De hecho, en la segunda estancia de esta
composición se pergeñaba el marco conceptual del elogio, centrando el canto
laudatorio en Roma y vinculándolo a la concesión del cargo de *Praefectus Urbis*
al sobrino mayor del papa.

446

A Roma (aunque ella misma lo confiesa,
pues que te llama su mayor tesoro),
a Roma diré yo cuánto interesa
en la pompa que ofrece a tu decoro.
Hoy no solo su antigua gloria cesa,
mas por ti goza nuevos siglos de oro,
cuando del Santo Atlante firme Alcides,
con hombro fiel, Prefecto la presides.

El cierre de esta octava real puede disponerse en paralelo con los elementos
míticos más llamativos del soneto: «y descansando el hombro soberano / del
grande Atlante, del divino Urbano / participa del peso de la esfera». Como
puede apreciarse, la imagen de la pareja que integran Atlas y Hércules alternando
sobre sus hombros el peso de la bóveda celeste el poeta la aplica al pontífice
Urbano VIII (designado mediante la perífrasis «Santo Atlante», *Panegírico*, v. 15;
o «grande Atlante», soneto, v. 7) y a sus dos sobrinos, Taddeo («firme Alcides»,
v. 15) y Antonio (sin referencia expresa a Hércules en el soneto). Tanto el prefecto
como el cardenal legado asisten al sumo pontífice y le ayudan a sobrellevar la
ardua carga del gobierno («participa del peso de la esfera»²⁸).

26 Luis de Góngora, *Sonetos*, op. cit., p. 193.

27 Luis de Góngora, *Canciones y otros poemas en arte mayor*, edición de José María Micó, Madrid, Espasa Calpe, 1990, p. 223.

28 Cabe apuntar cómo durante la estadía romana Gabriel del Corral usó la imagen de Hércules y de Atlas en varias composiciones de elogio. Desde 1629 la encontramos en los versos iniciales de la *Epístola que refiere las fiestas que al dichoso nacimiento del Príncipe de España hizo el excelentísimo conde de Monterrey*: «Y al abrir la neta el conde / de Monterrey (fiel Atlante / en cuyos valientes hombros / estriba peso tan grave) / varios instrumentos dieron / al viento voces súaves» (*Obras festivas*, op. cit., p. 102). Como veremos al comentar el próximo epigrama, la imagen mítica se localiza asimismo en otra pieza del ciclo laudatorio a los familiares del pontífice, datada en 1632 (*Al excelentísimo señor don Maffeo Barberini, [hijo] primogénito [del]*

En el terreno de la tradición clásica, la estampa del gigantesco personaje cargando con la mole del universo y la ayuda que recibió del robusto hijo de Júpiter referida a la toma de poder se remonta hasta los poemas tardo-antiguos de Claudiano (*Panegírico al tercer consulado de Honorio*, vv. 105-110)²⁹ y de Sidonio Apolinar (*Panegírico de Avito*, vv. 576-584)³⁰. Probablemente fue Góngora quien puso nuevamente en circulación entre los poetas cortesanos del Barroco esa equiparación mítica, ya que bajo forma de símil, la recogía en 1617 en las octavas del *Panegírico al duque de Lerma*. Así identificaba el racionero al joven Felipe III compartiendo sus tareas con don Francisco Gómez de Sandoval y Rojas (estancia XXXII): «Su hombro ilustra luego suficiente / el peso de ambos mundos soberano, / cual la estrellada máquina luciente / doctas fuerzas de monte hoy africano: / ministro escogió tal, a quien valiente / absuelto de sus vínculos en vano / el inmenso hará, el celestial orbe / que opreso gima, que la espalda corve»³¹.

El primer terceto pondera a través de un símil («Como con la del sol, la alma ciudad se alegra con tu venida») la general aclamación que brinda el pueblo de Roma al cardenal legado, en tanto nuncio de la paz y la estabilidad en la región.

En el terceto final destaca el uso político de la estampa anticuaria, que exalta a los tres personajes más destacados de la curia pontificia disponiéndolos junto al orbe prestigioso de los albores del Imperio Romano. El terno formado por Urbano VIII y los dos cardinales nepotes (Francisco y Antonio) puede así identificarse idealmente con el del segundo triunvirato (Octavio Augusto, Marco Antonio y Lépido). Ahora bien, según los cauces laudatorios propios de la estrategia conocida como sobrepujamiento, la tríada barroca excederá por su virtud y armonía a la de la Antigüedad clásica³². No solo el sobrino del Sumo Pontífice es con pleno derecho un «mejor Antonio» —no tentado por la molicie, el ansia de poder y los goces lascivos que le brindara la reina de Egipto—, sino

príncipe de Palestrina, prefecto de Roma, estando en sus primeros años enfermo): «Tú, que delicia singular del suelo, / como novel Alcides brevemente / el *Non plus ultra* añadirás valiente / a las nobles columnas de tu abuelo» (*Obras festivas*, op. cit., p. 442).

29 Claudien, *Œuvres. Poèmes politiques*, op. cit., p. 41.

30 Sidoine Apollinaire, *Poèmes*, edición de André Loyen, Paris, Les Belles Lettres, 2008, p. 76-77. Puede consultarse asimismo la edición más reciente de Jesús Hernández Lobato, *Poemas*, Madrid, Cátedra, 2015, p. 406-407.

31 Luis de Góngora, *Obras completas*, edición de Antonio Carreira, Madrid, Biblioteca Castro, 2000, I, p. 486.

32 Ernst Robert Curtius, «Sobrepujamiento», *Literatura europea y Edad Media latina*, op. cit., p. 235-239. Como explícita el gran comparatista alemán, «[...] el que desea alabar a alguna persona o encomiar alguna cosa trata de mostrar a menudo que el objeto celebrado sobrepasa a todas las personas o cosas análogas y suele emplear para ello una forma peculiar de la comparación, que yo llamo *sobrepujamiento*. Para probar la superioridad y hasta la unicidad del hombre o del objeto elogiados, se les compara con los casos famosos tradicionales» (p. 235).

que en su conjunto forman un «triumvirato» «más dichoso», destinado a traer «salud» y prosperidad a «Roma», así como al resto de «Italia».

«NOVEL ALCIDES»: EL HEREDERO SEGLAR DE UNA DINASTÍA ECLESIAÍSTICA

En el políptico laudatorio pergeñado por Corral, la última pieza que hemos de examinar es la consagrada Al excelentísimo señor don [Maffeo] Barberino [el Joven], primogénito [del] príncipe de Palestrina, prefecto de Roma, estando en sus primeros años enfermo. El dedicatorio del epigrama no es otro que el pequeño Maffeo (19 de agosto de 1631-28 noviembre 1685), heredero de Taddeo Barberini y de Anna Colonna. Los versos encomiásticos dicen así:

Héroe tierno, que naces por consuelo
del siglo deterior, en cuyo oriente
néctar vierten las aves, que a tu gente
por insigne blasón aplica el cielo;

tú que delicia singular del suelo
como novel Alcides brevemente
el *Non plus ultra* añadirás valiente
a las nobles columnas de tu abuelo,

no temas que la Muerte, aunque atrevida,
tu luz eclipse con horror funesto
en que el paterno afecto se acobarde.

Período mayor tiene tu vida,
que no nació para morir tan presto
quien será eterno, aun cuando muera tarde.

La redacción de esta pieza encomiástica debería situarse, verosímilmente, entre las semanas finales del verano de 1631 (el deseado hijo varón de los príncipes de Palestrina había nacido el 19 de agosto) y la primavera de 1632 (la fecha final del códice en que se copiara es el doce de mayo de 1632). En una época en la que la mortalidad infantil alcanzaba unas tasas temibles, los endecasílabos se hacen eco de la preocupación de la familia del pontífice por la salud del neonato, dado que la pequeña primogénita de Taddeo Barberini, Camilla (1629-1631) había fallecido por aquellas mismas fechas, a muy tierna edad.

A través de varios períodos de lenta cadencia y pausada amplitud, el epigrama se plantea como una alocución directa al jovencísimo vástago, a quien vaticina una larga y próspera existencia: «Héroe tierno [...], / tú [...], delicia singular [...], / no temas que la muerte [...] / eclipse tu luz [...]. / Tu vida tiene período mayor».

Siguiendo los hilos proféticos de la admirable *bucólica* cuarta, al comienzo del soneto se insinúa la idea de que el nacimiento y crianza del jovencísimo Maffeo inaugurará una nueva edad de oro («naces por consuelo del siglo deterior»). Por otro lado, es obligado señalar cómo el contenido de la segunda estrofa tiene notables puntos de contacto con algunos elementos recogidos en las octavas XI-XII del *Panegírico a Taddeo Barberini*, padre del pequeñuelo:

A tu esposa (en blasón de su ascendencia)
firmísimas columnas se aperciben,
a donde la Hermosura y la Prudencia,
con letras de oro el '*Non plus ultra*' escriben.
¡Oh cuánta y cuán gloriosa descendencia
te dará! Ya parece que reviven
aquellas felicísimas Colunas,
trágico asombro de otomanas lunas.

Segunda vez la asistirá Lucina
en oficio fecundo, en otro infante
a quien da la deidad de Palestrina
suerte a ninguna humana semejante.
Al Mundo le dará la luz divina
de su mártir Agápito triunfante.
Ya en tierna frente tus grandezas leo:
tú el más hermoso, tú serás Mafeo.

En las citadas estancias, el encomiasta se sirve de la estampa de Anna Colonna, esposa de Taddeo Barberini, para ensalzar el lustre y los heroicos laureles de uno de los principales linajes romanos³³. En ese contexto se convierte en obligado el recuerdo de su antepasado más glorioso, el abuelo paterno de la princesa de Palestrina, don Marco Antonio Colonna (1535-1584), príncipe de Paliano y general de los ejércitos pontificios, considerado uno de los principales artífices de la victoria de Lepanto. Profetizando las futuras glorias militares de los vástagos de la unión Barberini-Colonna, el dios río Tíber afirma en tales endecasílabos ver nuevas victorias sobre la armada turca (vv. 86-88, «Ya parece que reviven / aquellas felicísimas Colunas, / trágico asombro de otomanas lunas»). Por otro

33 Sobre la figura de la princesa de Palestrina, remito al capítulo primero («Practicing Motherhood when the Definition of Family is Ambiguous. Anna Colonna and the Barberini Dynasty, 1627-1647») del reciente trabajo de Caroline Castiglione, *Accounting for Affection. Motherhood, Families and Politics in Early Modern Rome*, London/New York, Palgrave/MacMillan, 2015. Para una cronología algo anterior, los vínculos de la familia Colonna con los círculos de poder hispanos y con el entorno literario castellano ha sido objeto de un magnífico estudio de Patricia Marín Cepeda, *Cervantes y la corte de Felipe II. Escritores en el entorno de Ascanio Colonna (1560-1608)*, Madrid, Ediciones Polifemo, 2015.

lado, en el soneto, el elogio del pequeño Maffeo Barberini-Colonna, recupera –siguiendo las pautas propias de la *interpretatio nominis*– la alusión mítica a las columnas de Hércules y el paralelo con las gestas militares de su ancestro: «como *novel Alcides* brevemente / el *Non plus ultra* añadirás valiente / a las nobles columnas de tu abuelo».

DE POESÍA Y POLÍTICA: VERSOS LAUDATORIOS EN EL CONTEXTO DE UNA EMBAJADA

450

Aunque todavía no se ha dedicado excesiva atención a este tipo de composiciones, las prácticas de la alabanza promovidas en el entorno diplomático de la Edad Moderna constituyen un documento cultural de notable interés. Bajo los auspicios del conde de Monterrey, el ciclo de versos compuestos por Gabriel de Corral en elogio de Urbano VIII y varios próceres de la Casa Barberini durante su estancia romana entre 1629 y 1632 proporciona una curiosa atalaya que permite apreciar cómo la literatura encomiástica podía integrarse perfectamente en el marco de las actividades desarrolladas en una cancillería³⁴.

A la luz de este tipo de textos parece justo afirmar que las *litterae humaniores* obraron convenientemente al servicio de las relaciones internacionales. De hecho, los ejemplos podrían multiplicarse, desde varias laderas. Buena prueba de ello puede dar el conde Fulvio Testi, embajador del duque de Módena en Madrid desde 1635. A este culto ingenio italiano se debe la redacción de una notable composición titulada *Al signor conte duca. Si descrivono le delizie del Real Retiro e si toccano sucintamente le glorie di Sua Eccellenza*³⁵. Al igual que los versos de Gabriel de Corral, el elogio del valido de Felipe IV y el proyecto edilicio del Palacio del Buen Retiro se llevó a cabo en ese mismo marco de la diplomacia barroca³⁶. Un ejemplo afín, algo más tardío, ofrece el conde Bernardino de Rebolledo con sus *Selvas dánicas* (1655), impresas durante el ejercicio de su embajada en Copenhague. Estas hermosas silvas de signo gongorino fueron compuestas para mayor gloria de la soberana Sofía Amalia de Lüneburg y del

34 En una línea de reflexión afín a la aquí esbozada, Diana Carrió-Ivernizzi ha coordinado en fechas recientes un volumen de estudios que tiene la intención de explicar cómo actuaban los agentes, oficiales o informales, el conjunto de los intermediarios en la práctica diplomática de la Edad Moderna. Como recalca la citada estudiosa, «los *embajadores culturales* tenían complejas identidades sociales y políticas, y también múltiples agendas de intereses, que se reflejaron en sus prácticas culturales y artísticas», de ahí la necesidad de valorar «cómo reunieron conocimientos sobre los lugares a los que eran destinados, acercándose al mundo literario, artístico y musical, entendiéndolo su utilidad para el pleno desarrollo de su actividad política». Remito a Diana Carrió-Ivernizzi (coord.), *Embajadores culturales. Transferencias y lealtades de la diplomacia española de la Edad Moderna*, Madrid, UNED, 2016, p. 17.

35 Fulvio Testi, *Le poesie liriche del conte Fulvio Testi*, Brescia, Gaetano Venturini, 1822, p. 20-25.

36 Sobre el proyecto palaciego y la configuración de la corte, véase Jonathan Brown y John H. Elliott, *Un palacio para el rey. El Buen Retiro y la corte de Felipe IV*, Madrid, Taurus, 2016.

palacio real de Hirschholm³⁷. Por espigar otro caso significativo, de cronología más avanzada, bajo las órdenes del duque de Alba, embajador español en la corte francesa, Lorenzo de las Llamosas dio a las prensas parisinas en 1705 las octavas reales de su *Pequeño Panegírico a la Majestad Cristianísima de Luis el Grande*³⁸.

La identificación de un conjunto significativo de poemas concebidos en el marco de la diplomacia barroca y el análisis detallado de los mismos permitirá identificar a través de futuros asedios algunas curiosas encrucijadas en las que confluyeron los caminos de la Historia y la Poesía, la política y los lazos culturales.

37 Pedro Ruiz Pérez, «Visión y mirada en las *Selvas dánicas* del conde de Rebolledo», *Creneida*, 2, 2014, p. 349-374.

38 Contamos hoy con un excelente estudio de este poema olvidado: Roland Béhar, «*De otro mundo es la voz que en mí te aclama: el Panegírico a Luis XIV de Lorenzo de las Llamosas*», en Jesús Ponce Cárdenas (coord.), *Las Artes del Elogio. Estudios sobre el Panegírico*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2017.

OCULTAMIENTO Y OSTENSIÓN DEL VIRREY DE NÁPOLES MEDINA DE LAS TORRES

Encarnación Sánchez García

Università degli Studi di Napoli «L'Orientale»

El continuo transcurrir, el inasible movimiento que define la civilización barroca (transcurrir de la palabra en imagen, de la representación en concepto, del concepto en metáfora y viceversa¹) hace de la mutabilidad uno de sus principios troncales e informa también la tesis de la multiplicidad de la belleza, que Giordano Bruno defendía ya a finales del siglo XVI en su *De vinculis in genere*²; la estructura jerárquica del universo se convierte de racional en relacional y aparece dominada por una secuencia de conexiones más directas y emotivas de las que estructuraban la cosmología renacentista.

En la dinámica de las alteraciones de las cosas naturales, donde todo se mueve y se agita continuamente, la pareja opositiva ostensión / ocultamiento representa relaciones astrales y sociales y, en este segundo ámbito, asegura reflejos y correspondencias de las leyes físicas que gobiernan el cosmos, indagadas por las teorías copernicanas y difundidas en el tardo Renacimiento y luego renovadas y trascendidas con enorme repercusión en los escritos de Galileo, especialmente a partir de 1610. La expansión de los horizontes (geográficos, cósmicos, políticos) tiene repercusiones en las formas de estructuración de los sistemas culturales: el mundo barroco siente la exigencia de organizarse según normas que imponen la coparticipación colectiva para evitar el caos social; en cierto modo se puede decir que a la ley de la razón se sustituye la ley del consenso, que los representantes

En la animada discusión que siguió a la lectura de este texto en el coloquio de París, un participante puso en duda la existencia en castellano de este vocablo, que aparece recogido por la Real Academia Española ya en la primera edición del Diccionario de Autoridades (1737): «OSTENSIÓN (ostensión) s. f. Manifestación de alguna cosa. Lat. Ostensio» (facsimil, O-Z, Madrid, Gredos, 1990, p. 63). Su uso es frecuente en ámbitos católicos para definir aspectos culturales de la liturgia («ostensión de la sagrada hostia»), o de las reliquias («ostensión de la Sábana Santa») y no es raro en la literatura devota. Ver Benito Gil Becerra, Ave María. Paraíso de oraciones sagradas, Barcelona, Joseph Giral, 1739, p. 705.

1 Eugenio Battisti, *Rinascimento e Barocco*, Torino, Einaudi, 1960, p. 261.

2 Giordano Bruno, *De vinculis in genere*, transcrito en septiembre de 1591 por Girolamo Belsler en Padua, había sido escrito probablemente el año anterior; Giovanni Aquilecchia, *Bruno, Giordano en Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 14, Roma, Istituto dell'Enciclopedia italiana, 1972, <http://www.treccani.it/enciclopedia/giordano-bruno> (Dizionario-Biografico).

del poder obtienen apelándose a la tradición y representandola con tonos de seriedad y altivez³.

En la monarquía de España la reputación es la más alta expresión de aquel consenso social y, en el articulado conjunto de formas que definen el prestigio del vértice del sistema —ocupado por los monarcas y por los grandes nobles—, la etiqueta cortesana ocupa un lugar relevante pues viene a ser la cristalización visiva y dinámica de la reputación real. En efecto, el ceremonial de palacio constituye «el más puro destilado de un sistema de valores y de formas de expresión cuya complejidad refleja el papel preeminente»⁴ que el rey detenta en el orden social. En la primera edad moderna «el sistema político español es el más empapado de símbolos y formas de expresión ceremonial y hasta tal punto que las ceremonias *a la española* llegan a representar una acepción negativa de su preeminencia»⁵. En la «Europa de las cortes»⁶, al ceremonial de palacio del soberano español se le reconoce un rango altísimo y un prestigio absoluto que traduce la vocación universal de corona de España: el ceremonial de esta corte dinástica ejercita su influencia por encima del de otras tipologías cortesanas, como las cortes de estados menos amplios, las cortes señoriales de las casas aristocráticas y la corte cardenalicia⁷.

La importancia política de la España de los Austrias favorece también la acuñación de neologismos relacionados con el ceremonial de palacio. El más importante es «etiqueta» que el *Diccionario de Autoridades* define como «ceremonial de los estilos, usos y costumbres, que se deben observar y guardar en las Casas Reales, donde habitan los Reyes. Esta voz se introduxo con las demás que hoy se conservan de la casa Real de Borgoña [...]»⁸ y lo documenta en un pasaje de *Retrato de un buen vassallo* de don Francisco Pinel y Monroy (1677)⁹ y, con más antigüedad, en un romance de don Francisco de Borja, príncipe de Esquilache, dedicado al conde de Peñaranda (*Señor, si por gracia*

454

3 Ver Eugenio Battisti, *Rinascimento e Barocco*, op. cit., p. 265-267.

4 Carlos J. Hernando Sánchez, «Immagine e cerimonia: la corte vicereale di Napoli nella Monarchia di Spagna», en Attilio Antonelli (coord.), *Cerimoniale del viceregno spagnolo e austriaco di Napoli, 1650-1717*, Saveria Mannelli, Rubettino Editore, 2012, p. 37-80. Traducción mía.

5 *Ibid.*, p. 53. Traducción mía.

6 Entre la extensísima bibliografía cito dos aportaciones ya clásicas: Arthur G. Dickens, *The Courts of Europe. Politics, Patronage and Royalty 1400-1800*, New York, Greenwich House, 1984; Ronald G. Asch y Adolf M. von Birke, *Princes, Patronage and the Nobility. The Court and the Beginning of the Modern Age*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

7 Un estado de la cuestión sobre las distintas tipologías y sus implicaciones políticas y culturales se halla en Giovanni Muto, «Corte e cerimoniale nella Napoli spagnola», en Attilio Antonelli (coord.), *Cerimoniale del viceregno spagnolo*, op. cit., p. 81-102.

8 Real Academia Española, «ETIQUETA s. f.», *Diccionario de Autoridades*, op. cit., D-Ñ, p. 662.

9 «Pinel. Retr. Lib. 2, cap. 17. Es muy solemne el aparato con que se lleva esta copa, y está prevenido muy particularmente por las *etiquetas* antiguas de la Casa Real» (*ibid.*). El título de libro es *Retrato del buen vassallo copiado de la vida y hechos de don Andrés de Cabrera, primer marqués de Moya*, Madrid, Imprenta Imperial, por Joseph Fernández Buendía, 1677.

vuestra)¹⁰. La fecha de esta primera documentación (1654, etapa última del reinado de Felipe IV) es expresiva de la atención por la representación de la majestad que caracteriza a estos decenios en que se agudiza la crisis política del sistema imperial español. El vocablo está «tomado del francés *etiquette*, “rótulo o marbete especialmente el fijado a las bolsas donde se conservan los procesos”, extendido por Carlos V al protocolo escrito donde se ordenaba la etiqueta de corte»¹¹.

La nueva acepción haría fortuna pasando primero a Italia¹² y luego a Francia, como atestigua Voltaire¹³. La difusión de éste término desde España a otras grandes lenguas románicas prueba, también en campo lingüístico, el liderazgo de la Monarquía Católica en este ámbito formal, el alcance icónico de su grandeza.

Los académicos de la lengua atendieron a limitar bien el territorio del ceremonial, señalando el lugar primigenio del ritual («las casas reales donde habitan los reyes»): es el palacio real el espacio ceremonial por excelencia, aunque este denso espacio semiológico se derrama con frecuencia en el de la ciudad; además, añade *Autoridades*, esos «estilos, usos y costumbres» se han de observar y guardar en relación exclusiva con los reyes¹⁴. La etiqueta de corte asegura que el contacto entre el monarca y cualquier miembro de la nobleza o de las instituciones, de representantes de otros países, del pueblo, etc., no haga mella en la reputación real sino que la confirme y la refuerce. La etiqueta es la formalización más rígida del honor y de la autoridad real, una emanación, por así decir, dramática de su presencia.

Es, pues, notable que el ceremonial de la corte de la Nápoles española fuera el borgoñón, es decir el mismo de la corte de España desde los tiempos del Emperador; este regimiento representaba bien el *status* del reino de Nápoles pues simbolizaba la gestión del poder real en un territorio en donde el rey estuvo ausente casi dos siglos (desde marzo de 1536 –cuando Carlos V, en su viaje

10 Aparece recogido en la segunda edición (Amberes, Balthasar Moreto, 1654) con el nº CCLIX. En la cuarteta en que se halla el neologismo aparece contextualizado: «Finalmente me dejad / aunque no es en verde libro / de este jardín de Borgoña / la memoria por escrito» (*ibid.*).

11 Joan Corominas et José Antonio Pascual, *Diccionario crítico etimológico castellano e hispánico*, Madrid, Gredos, 1980, t. II, p. 819.

12 Francesco A. Zaccaria, *Storia letteraria di Italia*, Venezia, Poletti, 1750 (t. II), recoge el testimonio de Magalotti (*ibid.*).

13 *Ibid.*

14 «L'associazione della presenza fisica del sovrano alla dimensione operativa della corte sembrerebbe essere essenziale, poiché essa è legittimata ad essere tale dalla persona fisica del re come fonte di emanazione della grazia reale». Giovanni Muto, «Corte e cerimoniale nella Napoli spagnola», art. cit., p. 85, que se apoya en Juan Martínez Millán (coord.), *Instituciones y élites de poder en la monarquía hispana durante el siglo XVI*, Madrid, Ediciones de la Universidad Autónoma de Madrid, 1992, p. 17 de la Introducción.

triumfal tras la Jornada de Túnez¹⁵ dejó la capital para dirigirse a Roma— hasta la visita de Felipe V, en abril de 1702¹⁶). El uso de un ceremonial regio¹⁷ en la corte acéfala de Nápoles ponía de relieve el valor del cargo del *pro rex*, quien representaba sea el poder del rey sea el cuerpo del rey.

Los ceremoniales de la corte del *Regno* reconocen, en efecto, este doble valor representativo¹⁸: entre los siglos XVI y el XVII los textos de Juan de Garnica¹⁹, de Díez de Aux²⁰, de José Renao²¹ testimonian la cadena de normas dispuesta

- 15 Entre la literatura celebrativa dedicada a la entrada de Carlos V en Nápoles destaca el *Glorioso triunfo et bellissimo apparato ne la felicissima entrata di la maestà Cesarea in la nobilissima città Partenope fatto con lo particolare ingresso di essa Maestà ordinatissimamente descritto*, cuyo autor se firma con el nombre académico de Partenio Incognito. Sobre el mismo y sobre otros testimonios de la entrada ver Tobia Toscano, «Quomodo sedet sola civitas plena populo, facta est quasi vidua: Carlo V nell'editoria napoletana di primo Cinquecento tra elezione all'Impero e rivolta del 1547», en Encarna Sánchez García (coord.), *Lingua spagnola e cultura ispanica a Napoli tra Rinascimento e Barocco: testimonianze a stampa*, Napoli, Tullio Pironti, 2013, p. 35-61, especialmente p. 49-55. Ver además el denso artículo de Carlos J. Hernando Sánchez, «El glorioso triunfo de Carlos V en Nápoles y el humanismo de corte entre Italia y España», en Giuseppe Galasso y Aurelio Musi (coord.), *Carlo V, Napoli e il Mediterraneo*, «Archivio storico per le province napoletane», vol. CXIX, p. 447-521.
- 16 «En tiempos del señor duque de Escalona a 16 de abril de 1702, binieron en Baya ocho vajeles de guerra françeses que traían al rey cathólico Phelipe V que Dios guarde. A 17 dicho su Magestad arriúo a esta çiuudad con las galeras de Nápoles y desembarcó al Muelesillo y subió por la escalera secreta de Palaçio. A 20 de mayo hiço la pública entrada por la puerta Capuana [...]» [Archivio di Stato di Napoli, ms. 1483, c. 167v, ahora editado en Attilio Antonelli (coord.), *Cerimoniale del vicereyno spagnolo e austriaco di Napoli (1650-1714)*, op. cit., p. 502]. Entre la amplia literatura crítica disponible actualmente sobre el universo ceremonial y festivo del reino de Nápoles durante la monarquía de los Austria señalo Carlos J. Hernando Sánchez, «Los virreyes de la monarquía española en Italia. Evolución y práctica de un oficio de gobierno», *Studia historica. Historia Moderna*, 26, 2004, p. 43-73; sobre Nápoles y Sicilia, ver Víctor Mínguez, Pablo González Tornel, Juan Chiva, Inmaculada Rodríguez Moya, *La fiesta barroca. Los reinos de Nápoles y Sicilia (1535-1713)*, Castelló de la Plana/Palermo, Publicaciones de la Universidad Jaume I/Regione Siciliana/Biblioteca Centrale Alberto Bombace, 2014.
- 17 «Trátase en este libro de todas las ceremonias que en la casa real del Reyno de Nápoles se acostumbran al modo de la de Borgoña» (Miguel Díez de Aux, *Libro en que se trata de todas las ceremonias acostumbradas hazerse en el palatio real del reyno de Nápoles* [...], Sevilla, Biblioteca capitular de la Catedral de Sevilla, 1622, ms. 59-2-9; ver ahora la edición, con la traducción italiana de este ceremonial, realizada por Attilio Antonelli (coord.), *Cerimoniale del vicereyno spagnolo di Napoli 1503-1622*, Napoli, Arte'm, 2015. En Nápoles, con el ceremonial borgoñón (que había sido adoptado por Carlos en su corte imperial) se trenzan tradiciones locales y de anteriores ceremoniales sea de edad aragonesa sea de la primera etapa virreinal.
- 18 «Nell' ufficio vicereale confluivano le esigenze simboliche e cerimoniali sia della maestà regale comune a tutta la monarchia sia della dignità di ciascun regno, stato o provincia. La rappresentazione della dignità del monarca doveva manifestare anche la sua condizione di sovrano specifico di quel territorio, secondo il principio esposto nel 1640 da Saavedra Fajardo quando scriveva che “no domina el rey de España en Italia como extranjero sino como príncipe italiano”» (Carlos Hernando, «Immagine e cerimonia: la corte vicereale di Napoli nella Monarchia di Spagna», art. cit., p. 66).
- 19 Juan de Garnica, *Cosas tocantes al oficio de Virrey* [1595], Chicago, Regenstein Library; ver Paolo Cherchi, «Juan de Garnica: un memoriale sul cerimoniale della corte napoletana», *Archivio Storico per le Province Napoletane*, Terza serie, anno XIII, 1975, p. 213-224.
- 20 Ya citado en nota 17.
- 21 José Renao, *Libro donde se trata de los Virreyes, Lugartenientes de este Reyno, y de las cosas tocantes a su grandeça*, Biblioteca Nacional de España, ms. 2979; Joseph Raneó, «Etiquetas

sabiamente en la capital del *Regno* para gestionar la ausencia del monarca y exaltar la autoridad (real) del virrey como *alter ego* del rey. El más viejo de estos ceremoniales, que es el de Garnica, es el que mejor responde a la definición que hemos hallado en *Autoridades*: ignorando del todo las salidas del virrey, Garnica se concentra en la descripción de la etiqueta vigente en palacio²². Las indicaciones topográficas y ambientales de su ceremonial se refieren exclusivamente a la relación del virrey con la nobleza y los representantes de las instituciones del *Regno* dentro de ese espacio palaciego, donde el virrey aparece concentrado en una intensa actividad de gobierno a la que se flanquea una praxis religiosa complementaria.

Este protocolo claustrofóbico refleja, en cierto modo, la progresiva tendencia del rey Felipe II a la clausura. Como no se cansan de repetir los historiadores, la austeridad del rey Prudente privilegia «retiro y ocultación»²³. El monarca hace una interpretación protocolaria de la *maiestas* que tiene raíces en la antigüedad clásica y su tendencia al retiro se refleja e imita también en otros centros de la monarquía, por ejemplo, en la corte de Nápoles: así lo confirman testimonios contemporáneos, como el de Girolamo Lippomano, el embajador veneciano enviado a Nápoles durante la estancia de don Juan de Austria en la capital del *Regno* tras su nombramiento como lugarteniente general de Italia en 1575: Lippomano definía *retiratezza* el estilo con que desempeñaba su cargo el marqués de Mondejar, Íñigo López Hurtado de Mendoza, virrey de Nápoles entre 1575 y 1579²⁴.

de la corte de Nápoles (1634)», edición de Antonio Paz y Meliá, *Revue hispanique*, 27, 1912.

- 22 El palacio era todavía el construido por don Pedro de Toledo y abatido en el siglo XIX para dar espacio y luz a la plaza del teatro San Carlo. Sobre el mismo ver Adele Fiadino, «Ferdinando Manlio, architetto regio alla corte di Pedro de Toledo», en E. Sánchez García (coord.), *Rinascimento meridionale. Napoli e il viceré Pedro de Toledo*, Napoli, Tullio Pironti, 2016, p. 637-652. Garnica describe con detalle las normas de las audiencias, sea públicas sea particulares, el ceremonial de la presidencia del Consejo Colateral –que tocaba al virrey–, la asistencia de éste a misa o al sermón en público o en el secreto de su capilla particular. Sobre las razones que convencieron a Felipe III a aprobar la construcción de un palacio nuevo y, en general, sobre relaciones entre espacios y desarrollo del ceremonial véase Diana Carrió-Invernizzi, *El gobierno de las imágenes. Ceremonial y mecenazgo en la Italia española de la segunda mitad del siglo XVII*, Madrid, Iberoamericana-Vervuert, 2008, capítulo III, titulado «El virreinato de Nápoles y el triunfo de las imágenes (1664-1672)» y dividido en los siguientes párrafos: «La Nápoles española y el rey ausente»; «Los rituales cívicos y las ceremonias constitucionales»; «El Palacio real de Nápoles»; «El mecenazgo conventual, las fiestas devocionales» (p. 213-418).
- 23 Ver María José del Río Barredo, *Madrid, urbs regia. La capital ceremonial de la Monarquía de España*. Madrid, Marcial Pons, 2000, p. 45, citado por Giovanni Muto, «Corte e cerimoniale nella Napoli spagnola», art. cit., p. 85.
- 24 Raffaele Aiello, *Una società anomala. Il programma e la sconfitta della nobiltà napoletana in due memoriali cinquecenteschi*, Napoli, ESI, 1996, p. 378. Girolamo Lippomano, *Relazione di Napoli en Corrispondenze diplomatiche veneziane da Napoli. Relazioni*, Roma, a cura di M. Fassina, 1992, p. 41-44, p. 60-104; sobre la misma, ver Giuseppe

Aunque por motivos distintos a los de su padre, el rey Felipe III va a ser, en cierto modo, también un rey ausente: su falta del protagonismo conlleva cierta desatención al ceremonial regio en la corte²⁵, lo que se traduce en Nápoles por una libertad protocolaria que, por ejemplo, el virrey Osuna interpreta con su original estilo personal²⁶.

Sólo con la subida al trono de Felipe IV el ceremonial de la corte va a articular de nuevo la vida de sociedad y de la república de las letras en la capital del Imperio²⁷. La ostensión del rey aumenta entonces vertiginosamente. Pero el valor ceremonial del retiro va a persistir: en Madrid queda consagrado en 1634, cuando se construye el nuevo palacio del Buen Retiro que exalta, lexicalizándolo, el mérito del recogimiento. Un auto sacramental de Calderón, escrito y representado ese año para celebrar el flamante espacio palaciego, lleva al paroxismo la dialéctica entre la ostensión y la ocultación del monarca: si en la loa que precede al auto se ofrecen modelos de retiro sacro, alabando y celebrando las varias ermitas que ornaban el jardín del Retiro dedicadas a los santos eremitas (san Bruno, san Juan Bautista, san Isidro –no ermitaño pero sí santo campestre y patrón de Madrid– san Antonio y la Magdalena), el final de *El nuevo palacio del Retiro* es una apoteosis de la Eucaristía como Dios escondido y, en filigrana, una apoteosis del monarca, que, representado en el personaje del *Rey* –a la vez Dios y Felipe IV– aparece en sucesivas *performances* superpuesto a la sagrada Forma. Cuando ésta se retira queda en su lugar el rey²⁸; los juegos de las tramoyas consienten las varias apariciones y eclipses de la Santa Hostia y el personaje de la Música corrobora que

Ya el Nuevo Palacio es
Palacio del Buen Retiro,
adonde se abrevia el Rey²⁹

Gullino, *Lippomano, Girolamo, Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 65, *op. cit.*, 2005, [http://www.treccani.it/enciclopedia/girolamo-lippomano_\(Dizionario-Biografico\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/girolamo-lippomano_(Dizionario-Biografico)/).

25 Cfr. John H. Elliott, *Spain and Its World, 1500-1700*, New Haven/London, Yale University Press, 1989, trad. Torino, 1996, p. 223.

26 Se pueden rastrear noticias sobre la libre interpretación del protocolo que hará el virrey en Fernando Bouza, «Osuna a Napoli: feste, dipinti, sortilegi e buffoni (Notizie dai libri contabili di Igún de la Lana)» en E. Sánchez García (coord.), *Cultura de la Guerra e Arti della Pace. Il III duca di Osuna in Sicilia e a Napoli*, Napoli, Tullio Pironti, 2011, p. 209-230.

27 Ver John H. Elliott, *Spain and Its World, op. cit.*, p. 213.

28 «REY: Esta blanca Forma, este / círculo breve y pequeño, / capaz esfera es de cuanto / contiene hoy la tierra y el cielo. / Blanco pan fué; pero ya, / transustanciado en sí mismo, / no es Pan, sus especies, sí, porque este solo es mi Cuerpo»; la didascalia aclara: «Desaparece la Forma y queda el Rey en su lugar» (Pedro Calderón de la Barca, *El Nuevo Palacio del Retiro, Obras Completas, Autos Sacramentales*, edición de Ángel Valbuena Prat, Madrid, Aguilar, 1952, III, p. 131-152 (particularmente p. 150).

29 *Ibid.*, p. 151.

Los valores astrales de la correlación retiro / abreviación se predicen ahora sea del Dios escondido en la hostia sea del rey-planeta y el auto exalta dialécticamente la pareja de contrarios manifestación / ocultación hasta ofrecer en el epílogo paradójico lo que podría llamarse una exhibición de la ocultación.

En este ambiente palaciego culto y secreto hallamos junto al rey Felipe IV al joven yerno del conde-duque de Olivares, don Ramiro Felípez Núñez de Guzmán, II duque de Medina de las Torres³⁰, viudo de la única hija del privado del rey desde 1626 y uno de los cortesanos más cercanos e íntimos de Felipe IV, gracias a su oficio de sumiller de corps (y gracias también a su valor personal que había sabido conquistar el aprecio del monarca³¹). En las correspondencias que el auto establece entre personajes alegóricos o bíblicos y miembros influyentes de la corte de Felipe IV la alegoría de la Fe identifica a David –joven vencedor del gigante y rey amante de la música– con Ramiro Felípez de Guzmán. En efecto, entre 1634 y 1636, el joven duque iba a estar muy implicado en el proyecto de decoración y en la organización ceremonial del Buen Retiro, precisamente debido a las obligaciones de su cargo pues las funciones como sumiller de corps eran muy amplias («acompañaba al rey en todas las ocasiones, en las audiencias y ceremonias públicas, en las visitas a las estancias de la reina y cuando el rey se retiraba a las suyas propias»³²).

Esta larga etapa de Medina de las Torres junto al rey Felipe IV marca su trayectoria posterior: cuando, en la primavera de 1636, Felipe IV –tras organizar el casamiento del duque con Anna Carafa di Gonzaga Colonna Aldobrandini³³, princesa de Stigliano– lo mande a Nápoles con el nombramiento de virrey (en sustitución del conde de Monterrey) Ramiro de Guzmán se va a regir por normas ceremoniales que se inspiran en las de aquella experiencia palaciega con Felipe IV, lo que va a representar en Nápoles una interpretación novedosa del protocolo, muy atenta a la exaltación del propio valor y a la reivindicación de una altísima reputación para la institución virreinal.

30 «El de las Torres, David, / es el que lleva otro puesto» (*ibid.*, p. 149). Sobre el duque, Manuel Herrero Sánchez, *Núñez Felípez de Guzmán, Ramiro*, Madrid, Real Academia de la Historia, *Diccionario Biográfico Español*, 28, 2009, p. 81-85.

31 En el mismo cargo le habían precedido Olivares y Lerma, lo que demuestra el valor estratégico que se daba a este oficio palaciego.

32 Richard Kagan y Geoffrey Parker (coord.), *España, Europa y el mundo atlántico. Homenaje a John H. Elliott*, Madrid, Marcial Pons/Junta de Castilla León, 2002, Introducción, p. 36.

33 Ver Antonio Ernesto Denunzio, «Anna Carafa», en Mirella Mafrici (coord.), *Alla corte napoletana. Donne e potere dall'età aragonesa al vicereame austriaco (1442-1734)*, Napoli, Fridericiana Editrice Universitaria, 2012, p. 189-212; Vittoria Fiorelli, «Una viceregina napoletana della Napoli spagnola: Anna Carafa», en Cecilia Arcangeli y Susanna Peyronnel (coord.), *Donne di potere nel Rinascimento*, Roma, Viella, 2008, p. 445-462.

Ya en la primavera de 1634 la junta que Felipe IV había nombrado para tratar de este matrimonio dió al rey parecer favorable sobre la unión entre Ramiro y Anna: las bodas se entendían como ejemplo y capítulo importante del equilibrio interno que debía buscar la plurinacional Monarquía Católica³⁴, recuperando las tesis que Campanella había desarrollado en la *Monarchia di Spagna* (escrita en los años finales del Cinquecento y retocada en los primeros decenios del Seicento mientras el dominico calabrés estaba prisionero en los castillos di Nápoles). Las tensiones entre el rey y el conde-duque a propósito de este proyecto nupcial y político retrasaron su realización dos años: sólo en 1636 don Ramiro Núñez Felípez de Guzmán salió de España y, tras un viaje lento y lleno de etapas diplomáticas, desembarcó en Posílipo a finales de mayo y se casó con doña Anna –en una ceremonia muy íntima– en los primeros días de junio, cuando ya era evidente la resistencia de Monterrey a dejar el cargo.

460

En 1645 Medina de las Torres defendió en su *Carta del Duque de Medina de las Torres y Sabioneta al Rey*³⁵ su gestión del gobierno virreinal empezando por las circunstancias de su boda; la *Carta* –que por su extensión y contenido puede ser considerada como un memorial para solicitar la suspensión del exilio valenciano en que estuvo el duque más de un año, tras su regreso de Nápoles– es importante para la historia del reinado de Felipe IV y un documento de valor literario (don Ramiro se manifiesta en la *Carta* como un notable escritor). Respecto al tema que nos ocupa, la *Carta* revela la cultura protocolaria de Medina, cuya sensibilidad ceremonial canaliza problemas políticos y tamiza su elevado concepto de la reputación en que tiene a su persona, a su casa y a su cargo.

La capital del *Regno* había hecho ya suyos los nuevos usos de la etiqueta vigentes en la corte madrileña de Felipe IV en una literatura protocolaria original: las obras de Díez de Aux (1622) y de Josep Renaó (1634) marcaban en Nápoles dos etapas importantes del reinado de Felipe el Grande (la primera, tras su subida al trono en 1621, y la segunda, la de una especie de nuevo capítulo de su monarquía, con la construcción del palacio del Retiro y las flamantes iniciativas políticas en 1634). Estos ceremoniales recogen el protocolo virreinal vigente sea dentro de palacio sea fuera del mismo, en los espacios urbanos de la capital y en otros (ciudades menores,

34 R. Villari, *Un sogno di libertà. Napoli nel declino di un Impero (1585-1648)*, Milano, Mondadori, 2012, p. 184. Villari señala que la cuestión del matrimonio entre Ramiro e Anna «è stata spesso considerata in chiave romanzesca e d'intrigo» (p. 181).

35 *Carta del Duque de Medina de las Torres y Sabioneta al Rey dándole cuenta de los cargos que le hacen de varias cantidades de maravedíes, en el tiempo que fue virrey de Nápoles en Papeles históricos políticos tocantes a Nápoles*, ms. 2445 de la Biblioteca Nacional de España, fol. 14r-107v, citado a partir de ahora como *Carta*; en esta memoria de su gobierno napolitano el duque, que había caído en desgracia tras su regreso de Nápoles en 1644, escribe al rey para pedir su propia rehabilitación. Medina inicia su defensa recordando al monarca las varias candidaturas que se barajaron para el matrimonio de doña Anna y las circunstancias de su unión (*Carta*, fol. 15 y sig.).

como Salerno, y territorios campestres) y estas normas eran las que se seguían en los años del gobierno del duque de Medina (1637-1644); a ellos va a atenerse el duque, aunque con una aproximación muy cuidadosa, por ejemplo en el atento uso político de la pareja opositiva exposición / retiro.

La articulación narrativa de la *Carta* deja entrever la continua preocupación del duque de Medina de las Torres por su propia reputación y está tachonada de declaraciones sobre su voluntad de preservar la reputación del cargo que ostenta y, en última estancia, la de aumentar la reputación real; el entramado discursivo se estructura como una continua mediación con las normas ceremoniales vigentes en Nápoles: un compromiso que el duque de Medina lleva a cabo para regir su conducta en medio de circunstancias adversas o —en circunstancias favorables— para afirmar su autoridad y su estilo de gobernante moderno. En efecto, las reglas ceremoniales lo ayudan en la difícil coyuntura política y personal en que se halla a su llegada a la capital (con un nombramiento para el cargo de virrey sin fecha y expuesto a la marginalización por parte de Monterrey) pero también lo van a ayudar cuando, en noviembre del 1637, entre en posesión de su cargo de *pro rex*: el dinamismo de su gestión va a traducirse en la exaltación de una etiqueta que se caracteriza por ser, a la vez, rigurosa e imaginativa.

La narración de su llegada en junio de 1636 pone de relieve hasta qué punto un problema político se traduce en una cuestión protocolaria y cómo, en una situación de ambigüedad institucional, el retiro salva el decoro de la persona y de la institución:

Llegué a Nápoles adonde rescebí mucho menos agasajo del que me había prometido y quanto en la experiencia enflaquezía la confianza con que venía en la amistad del Conde [de Monterrey] tanto más fue acreditado conmigo lo que diversas personas me avían avisado. Tres días después se efectuó mi desposorio, no quiriendo la Princesa Gonzaga ni la Duquesa de Mondragón dar lugar a quien pudiesse dezir esperavan a que yo huviesse tomado la posesión de Virreinato para celebrarle quando, en seguridad de esta merced, dezían estava empeñada con ellas la palabra de Vuestra Majestad. Estos motivos obligaron a que se celebrasse mi casamiento el qual se hizo tan retiradamente que no dimos lugar a que el Conde [de Monterrey] ni su mujer se descomodassen para honrarme ni a que en Nápoles se notasse quando lo dejassen de hazer³⁶.

A los semas que representan el honor con que el viejo virrey debía reconocer la autoridad que a Medina daba su nombramiento como nuevo virrey (*agasajo*,

³⁶ *Carta*, fol. 17v.

prometido, amistad) y a la otra voz sobre la buena fe del duque (*confianza*) se sustituyen los verbos que descubren la dura realidad (*acreditado, avisado*) y se impone el ocultamiento (*retiradamente*) que asegura la salvaguardia del honor (*honrarme, notassen, dejassen de hacer*).

La ceremonia matrimonial se celebró en forma casi secreta (*se hizo tan retiradamente*) en el palacio de Porta di Chiaia, residencia oficial de la familia de la esposa y allí vivió la pareja hasta que las cartas con que Felipe IV confirmaba al conde de Monterrey en el gobierno y ordenaba al duque de Medina que volviera a Madrid, desbarataron los planes de los Guzmán-Carafa. Desatendiendo la orden de Felipe IV, Medina alegó que sus circunstancias familiares le impedían volver y que quedaba en espera de nuevas decisiones reales. Para hacer frente a las presiones de Monterrey cuenta Ramiro al rey:

[Me retiré] con mi mujer y con mi suegra a una casa que tenía en Pusílopo y así las llevé aquella misma mañana en un coche zerradas las cortinas a Sirena donde estuvimos todo aquel día sin recibir visitas ni dejarnos ver de nuestros mayores amigos y de nuestros más estrechos parientes³⁷.

462

Esta reclusión se prolonga en el tiempo y aísla socialmente a los esposos como también recuerda Medina: «estaba yo fuera de Nápoles sin recibir visitas». La segregación parece en parte autoimpuesta, como consecuencia de la pérdida del favor real; cuando el duque va a una audiencia con el virrey «encaminéme por Chiaja y por Sancta Lucía por ser fuera de la ciudad (que mi mortificación y mi recato no me davan lugar a entrar en ella)»³⁸.

La adversidad será –cosa novedosa– una extraordinaria arma política pues el duque de Medina se proponía :

[...] dar exemplo a los Cavalleros Napolitanos de mi sufrimiento y el procurar merescer la gracia de Vuestra Majestad con mi resignación a cuya causa estuvimos con la claussura que el Conde nos propuso muchos meses teniendo por menos malo padezer esta desautoridad que empeñarme en más escandalosas contenciones³⁹.

La imagen de sí mismo que ofrece el duque en estos y otros pasajes de la *Carta* propone un modelo de nobleza diseñado por un léxico procedente de la literatura espiritual que define el nuevo horizonte moral de los *optimates* sobre los que el monarca deseaba apoyar su política: *modestia, moderación, templanza, mortificación*,

37 *Ibid.*, fol. 19r. El duque representa al rey los motivos por los que no había vuelto a España, como había ordenado Felipe IV.

38 *Ibid.*, fol. 19v. Monterrey insistirá en su orden de exilio de la capital, escribiendo al duque que «me saliesse de Nápoles con mi casa y que entre tanto que no lo cumplía zerrassemos la puerta de ella, sin consentir la Princesa, su madre y yo visita alguna» (*ibid.*).

39 *Ibid.*

quebrantos, son las virtudes que, al ser de *exemplo* para la nobleza napolitana, iban a irritar a Monterrey, provocando su violencia; *clausura* es la condición que favorece el cultivo de aquellas virtudes, proponiendo una *imitatio* cortesana de la vida monástica contemplativa, pero es también un astuto uso de la etiqueta, uso que iba a acompañar el itinerario de la pareja Guzmán-Carafa hacia el poder.

La táctica de don Ramiro Núñez, en efecto, iba a dar frutos: Monterrey fue cesado en el otoño de 1637 cuando el Consejo de Estado aceptó viejas peticiones suyas para volver a España y el duque de Medina, como cuenta Parrino «*s'introdusse nel comando del Regno, e ne prese possesso nel suo Palagio dotale presso Porta di Chiaia a tredici di Novembre 1637*»⁴⁰. No es casual esta toma de posesión en el palacio oficial de la familia de Anna, allí donde se habían casado y, desde luego, fue insólita en la historia de los gobiernos virreinales de la Nápoles española: don Ramiro iba a ser el único virrey que recibió los credenciales del poder en su propia casa, en prueba del valor que tenía su matrimonio con Anna Carafa (las redes del poder local estaban representadas por la pareja, lo que aseguraba un nuevo curso político, con el apoyo de la aristocracia del *Regno*).

Empieza a partir de esa ceremonia la extraordinaria ostensión de los virreyes, sostenida por un inteligente mecenazgo: Medina además de poseer grandes dotes políticas era un noble culto y en Nápoles —en aquellos tiempos «uno de los más ricos e influyentes focos culturales del mundo»⁴¹— iba a ser inmensa su notoriedad como coleccionista: la admiración de sus contemporáneos queda documentada en papeles y cartas de los representantes en la corte del *Regno* de otros estados italianos (Venecia, Génova, Florencia)⁴².

La relación del duque con las artes impresiona por su complejidad, que ha de considerarse como reinterpretación *moderna* (es decir barroca) del ideal renacentista del hombre universal; Núñez de Guzmán interpreta muy libremente aquel ideal en cada etapa de su vida pública y, durante los años de su

40 Domenico Antonio Parrino, *Teatro eroico e politico de' governi de' viceré del Regno di Napoli* [1692], Napoli, Giovanni Gravier, 1770, II, p. 35.

41 José Luis Colomer, «España, Nápoles y sus virreyes», en José Luis Colomer (coord.), *España y Nápoles. Coleccionismo y mecenazgo virreinales en el siglo XVII*, Madrid, Fernando Villaverde, 2009, p. 13-37 (especialmente p. 26).

42 Ver la tesis doctoral de Filomena Viceconte, *Il duca di Medina de las Torres (1600-1668) tra Napoli e Madrid: mecenatismo culturale e decadenza della monarchia*, defendida en la Università degli Studi di Napoli «Federico II» el 12 de junio de 2003, bajo la dirección de Providenza Paola D'Alconzo y Joan Lluís Palos Peñarroya, que aporta documentación en parte inédita y abundante bibliografía. Ver, por ejemplo, las noticias sobre el virrey que los representantes de Venecia, Génova, Florencia y de otros estados italianos en la corte virreinal de Nápoles enviaban regularmente a sus respectivos señores. Ver también los trabajos de Antonio Denunzio y de Maria Rosaria Mancino sobre la actividad de mecenazgo de los virreyes.

gobierno napolitano, revisita la tradición ceremonial de los virreyes⁴³ y atiende al patrocinio de las letras, siguiendo los viejos consejos de Olivares⁴⁴: había sido su suegro quien, ya desde los primeros años de su privanza, le había inculcado esta atención, que aspiraba a elevar la acción de gobierno, como demuestran las *Instrucciones*, dictadas en el 1624 por el valido de Felipe IV al joven yerno en las que le exortaba a que apoyara «las letras y los que las profesan»⁴⁵.

El infatigable dinamismo de Medina como mecenas aparece como un armonioso connubio entre las «novedades» que, procedentes del corazón de la Monarquía, él va a proponer a los napolitanos (especialmente en campo teatral, musical y poético) y el reconocimiento de la excelencia que representaban artistas, ingenieros y artesanos ya activos en el *Regno* (Ribera, Fanzago, Picchiati, maestranzas de bordadores y de marmolistas, etc.) pero también literatos y juristas napolitanos (Girolamo Fontanella, Giovanni Maria Campana, Andrea Genuzio, Benedetto Mandina).

464

Su proyecto global de manifestación de la grandeza está inspirado en ideas e iniciativas ya experimentadas por anteriores virreyes pero resultan nuevos sea su vocación totalizante (que favorece iniciativas en muy distintos campos) sea el método con el que son reinterpretadas aquella ideas. Véase, por ejemplo, el apoyo dado a la ilustración de la lengua castellana y a su uso en Nápoles, subvencionando la imprenta en castellano con la edición de *El Macabeo* de Miguel de Silveira⁴⁶ y fomentando las representaciones teatrales en la misma lengua (o en italiano, pero con composiciones recitadas o cantadas en castellano)⁴⁷.

Esta ostensión ceremonial-cultural alcanza su vértice con la realización de un gran proyecto arquitectónico, urbanístico y naturalístico cual es el de la construcción de un nuevo palacio (fig. 1), llamado durante todo el ‘600 Palazzo Medina –el actual Palazzo Donn’Anna–, que cambia el eje del espacio «oficial»

43 Carlos Hernando Sánchez, «¿Una corte sin Rey? Imagen virreinal y saber ceremonial en Nápoles», en Antonio Cabeza Rodríguez y Adolfo Carrasco Martínez (coord.), *Saber y gobierno. Ideas y práctica del poder en la Monarquía de España (siglo XVII)*, Madrid, Actas, 2013, p. 179-240 (p. 191).

44 El conde duque consideraba el mecenazgo «no sólo una obligación innata de su estado sino también una tarea importante para el “bien universal y fama de su patria”». Sir John Elliott, «Olivares como mecenas», en Oliver Noble Wood, Jeremy Roe y Jeremy Lawrance (coord.), *Poder y saber. Bibliotecas y bibliofilia en la época del conde-duque de Olivares*, Madrid, CEEH, 2011, p. 11-26 (p. 17-18).

45 *Ibid.*, p. 18.

46 Mercedes Blanco, «La ley con fuego escrita: acerca del *Macabeo* de Miguel de Silveira», en Encarnación Sánchez García (coord.), *Lingua spagnola e cultura ispanica a Napoli tra Rinascimento e Barocco: testimonianze a stampa*, op. cit., p. 293-353; Encarnación Sánchez García, «Épica barroca y nuevas teorías cosmológicas: *El Macabeo* de Miguel de Silveira (Nápoles, Egidio Longo, 1638)», en Paolo Laskaris y Paolo Pintacuda (coord.), *Intorno all'epica ispanica*, Bari, Ibis, 2016, p. 103-120.

47 Un precioso testimonio de esta actividad aparece recogido en la *Relatione delle feste fatte in Napoli dall'Eccell.mo signor Duca di Medina de las Torres vice re del Regno per la nascita della Serenissima Infanta di Spagna*, Napoli, Egidio Longo, 1639.

protocolario de la capital virreinal: si en la segunda década del '600 el VII conde de Lemos (1610-1616) había completado la ciudad de don Pedro de Toledo con poderosas obras públicas, que abrían y cerraban la arteria principal de la ciudad nueva (la calle Toledo, en cuya parte alta se construye el edificio de la Universidad –«Palazzo degli Studi»– y en cuya parte baja, abierta al mar, se alza el Palacio Real, que acabarán los sucesores de Lemos) Medina renueva la relación con el territorio gracias al nuevo palacio de Posílipo, incorporando el golfo de Nápoles como espacio oficial y ceremonial e integrándolo en la escena del poder, mientras consagra el ocio como una dimensión esencial de la política: la etiqueta integra ahora las travesías en barca desde el palacio real al palacio virreinal posilipino y éste es, ante todo, un magnífico teatro –conservado– que retoma el modelo del teatro principal del Buen Retiro (fig. 2).

Fig. 1. Cosimo Fanzago, Palazzo Medina (hoy Palazzo Donn'Anna), Nápoles

También la pintura va a ser unos de los soportes más firmes y duraderos de esa manifestación protocolaria: probablemente se hicieron en esos primeros meses del gobierno los retratos oficiales de los virreyes –hoy perdidos– que el inventario del *Guardarobba* del 1638 y 1641 describe así:

Fig. 2. Cosimo Fanzago, Teatro de Palazzo Medina

Il Ritratto del Eccmo Sr. Duca di Medina mio sig.re figura tutta intiera vestito da soldato co' bastone in mano co'tavolino, e panno torchino, co' il cappello co' cornice d'oro profurata di pmo dieci di mano di Dn Cesare Francese.

Il Ritratto dell'Eccma Sig.ra Principessa d. Anna co' tavolino panno turchino co'una cagnola, e guante vestita di negro co'collana di perle co'cornice profurata di palmi dieci di mano del detto⁴⁸.

Si el duque aparece representado en hábito militar y con las enseñas del poder, la adopción de la elegante moda española del negro ceremonial por parte de la princesa de Stigliano tiene seguramente un valor político de relevancia oficial. Ambos aparecían en su rol de gobernantes: en los retratos reales de Felipe IV joven, pintados por Velázquez antes de 1630, la mesa simbolizaba los deberes administrativos del monarca, especialmente «sa fonction de juge suprême du royaume» como ha sostenido Gállego⁴⁹; se observa esta función de la mesa sea en el lienzo conservado en el Prado (fig. 3), donde el monarca está en pie junto a la mesa, sea en el conservado en el museo de Sarasota⁵⁰, donde el rey aparece con traje militar y el bastón de mando, con el sombrero apoyado en una mesa cubierta con magnífico paño de terciopelo rojo decorado en oro. Como en este caso, también el duque de Medina aparecía representado vestido de soldado, aludiendo a su rol de defensor del Estado.

Insólita resulta en cambio la iconografía de doña Anna, según la describe el inventario: la composición presentaba a la virreina –pudiera pensarse– como asimilada al gobierno del virrey, precisamente por la relevancia compositiva de la mesa, mueble que nunca está presente en los retratos oficiales de las reinas de España⁵¹. Al no haber sido identificado el pintor («Dn Cesare francese») y al estar actualmente perdidos los lienzos no podemos formular una hipótesis sobre el verdadero significado de la composición, pero no se puede excluir que

48 *Guardarobba del 1638 e 1641. //Inventario della Guarda robba dell'Ilmi et Eccmi Duca di Medina de las torres et Eccma Sigra Prencipessa di Stigliano D. Anna Carrafa fatto a 17 di Giugno 1638 di tutte le robbe notate al libro vecchio et altre no notate in esso, consignate ad Alessandro Leticia Guardarobba di detti signori Eccmi [...]*, Archivo Histórico Nacional, Madrid, Consejos suprimidos, leg. 51182/1/5, editado ahora parcialmente en Fernando Bouza, «De Rafael a Ribera y de Nápoles a Madrid. Nuevos inventarios de la colección Medina de las Torres-Stigliano (1641-1656)», *Boletín del Museo del Prado*, 27/45, 2009, p. 44-71, p. 62-67.

49 Antonio Domínguez Ortiz, Julián Gállego y Alfonso E. Pérez Sánchez, *Vélasquez*, Paris, Herscher, 1991, cat. 18, p. 136-141 (p. 140). La ficha de Gállego cataloga el lienzo conservado en el Prado con el nº 1182. Existen otros retratos muy semejantes citados y comentados también por Gállego.

50 John and Mable Ringling Museum of Art di Sarasota. Probablemente retocado por Velázquez hacia 1631 (*ibid.*, cat. 19, p. 142-145).

51 Ver, por ejemplo, el retrato de Mariana de Austria, pintado por Velázquez hacia 1652, en el que la soberana apoya delicadamente la mano derecha en una suntuosa silla (Javier Portús Pérez, *Velázquez y la familia de Felipe IV [1650-1680]*, Madrid, Museo Nacional del Prado, 2013, cat. 8, p. 108-113).

Fig. 3. Diego Velázquez, *Retrato de Felipe IV*, óleo sobre tela, 1628,
Madrid, Museo del Prado

Fig. 4. Massimo Stanzione, *Retrato ecuestre del virrey Medina de las Torres*,
Ronda, Museu de la Real Maestranza de Caballería

la presencia de la mesa en el retrato de la princesa escondiera un simbolismo referido a la co-participación en el poder del *pro rex*.

Junto a esta imagen de gobierno compartido, el virrey se haría representar como capitán general⁵², primer título de los virreyes : en el retrato ecuestre de Massimo Stanzione que ha sido localizado por Carlos Hernando en Ronda (Málaga), aparece con el bastón de mando obligando al caballo en una corveta (fig. 4).

También en este caso el modelo es velazqueño: el pintor sevillano –siguiendo modelos de Tiziano– había impuesto a la corte una nueva tipología de retratos ecuestres, realizando desde el 1634 los de Felipe III (en parte) Felipe IV (1636) y el del príncipe Baltasar Carlos, para decorar los muros del *Salón de Reinos* del palacio del Buen Retiro, espacio simbólico de la monarquía de España, que el conde duque había deseado y, en parte, ideado. En esos años también Velázquez había retratado al valido a caballo como comandante de ejércitos y Olivares probablemente tenía este soberbio retrato en sus apartamentos de palacio, en espera de llevarlo a su palacio de Loeches⁵³.

470

Es muy clara la voluntad de emulación de Medina, que Massimo Stanzione intenta reinterpretar a partir, probablemente, de dibujos o estampas de los lienzos del *Salón de Reinos*, quizás llevados a Nápoles por el mismo duque: como Felipe IV, Núñez de Guzmán aparece sobre un alto promontorio, en una postura conveniente a un estratega, pero la atmósfera campestre de los alrededores de Madrid y la suave transparencia de sus cielos se sustituyen ahora por el paisaje marino de la colina de Posílipo y por los fuertes contrastes de los cielos del golfo de Nápoles.

Si la representación de la majestad de Felipe IV es, para Velázquez, sublime serenidad, Stanzione capta en el semblante de Medina una expresión severa, como si el virrey estuviera dominado momentáneamente por la pasión de la ira: aunque Medina aparece vestido con magnífico traje cortesano el pintor napolitano pudo haber querido eternizar un instante de su actuación militar contra el intento francés de invasión en 1640, uno de los episodios más relevantes de su gobierno napolitano, que todavía recordará Domenico Parrino medio siglo

52 La situación era peligrosa y se sucedían las amenazas de un posible desembarco francés en Nápoles; la intenciona de 1640 iba a fracasar gracias a la prudente política del virrey que no tuvo rémoras en ordenar la decapitación del príncipe de Sanza, por sus intrigas con los franceses, y rechazó las tropas enemigas que intentaron el desembarco en Mergellina, Nisida y Bagnoli. Véase la larga relación de Parrino sobre la cuestión del príncipe de Sanza, a quien se refiere como «un Titolato del Regno» sin nombrarlo nunca: Domenico Antonio Parrino, *Teatro eroico e político*, op. cit., II, p. 42-45. Sobre las intenciones francesas, *ibid.*, p. 45-50; Manuel Herrero Sánchez, *Núñez Felípez de Guzmán*, op. cit., p. 82.

53 Antonio Domínguez Ortiz, Julián Gállego, Alfonso Pérez Sánchez, *Vélasquez*, op. cit., cat. 38, p. 234-238 y cat. 42, p. 258-267. Sobre el retrato de Felipe IV destinado al *Salón de Reinos* ver, entre la extensa bibliografía, José Gudiol, *Velázquez. 1599-1660. Historia de su vida, catálogo de su obra, estudio de la evolución de su técnica*, Barcelona, Ediciones Polugrafa, 1973, p. 78.

después⁵⁴. A un momento dramático alude una cierta tensión que atraviesa toda la composición, acentuada por la dura sombra del cuerpo del caballo en la estrecha faja rocosa donde apoya las patas posteriores⁵⁵. El programa de ostensión de la grandeza del virrey alcanza en este retrato uno de sus vértices, con la exaltación de la excelencia gobernadora y militar de Medina⁵⁶.

Cuatro años más iban a durar los fastos de los Guzmán Carafa, hasta que el rey sustituyó al duque de Medina de las Torres con el Almirante de Castilla en mayo de 1644. La vuelta a España del duque de Medina de las Torres iba a estar empañada por la muerte de Anna Carafa en Portici –en agosto de ese fatídico 1644–, así como por la frialdad del rey hacia don Ramiro, desterrado de la corte de Madrid. Para superar esta pérdida del favor real iba a escribir el duque su *Carta*, cuyo epílogo es éste:

Son estos los trabajos, mortificaciones y agravios que he padecido desde que salí de España, los servicios que he hecho a V. M. en los puestos que he tenido, los enemigos más capitales que osadamente han procurado y conseguido ollar mi reputación, los fundamentos de mi justicia para restaurarla⁵⁷.

Y, en efecto, no iba a acabar ahí la trayectoria de la reputación de Medina de las Torres: el rey, «*che sommamente l'amava*»⁵⁸, le alzó el destierro a mediados de 1647, restituyéndole sus preciosas estimación y fama, abriendo así de nuevo la trayectoria vital del duque.

54 Domenico Antonio Parrino celebraba así la acción heroica del virrey contra los franceses: «*Il Medina andava a guisa d'un fulmine visitando i luoghi più esposti all'invasione nemica, ma con la fine del giorno, cessato ne' Bagnuoli il conflitto, lasciò Fra Gregorio Carafa, Priore della Rocella, a guardar la Grotta del Coccejo, che volgarmente chiamasi di Pozzuoli, e ritrosi in Palagio. Qui davasi il passatempo di una comedia alle dame, e v'assisteva il Medina, quando alle tre della notte udironsi due colpi di artiglieria, che don Martino di Galiano fe' scaricare sopra le navi nemiche, che, uscite da Nisita, s'accostavano alla spiaggia di Chiaja. Volò subito il viceré al baloardo delle Crocelle e ritrovò che i francesi, disperati di approfittarsi dell'oscurità della notte per la grandissima vigilanza delle nostre milizie, se ne tornavano a Nisita*» [D. A. Parrino, *Teatro eroico e politico*, op. cit., II, p. 49. Sobre la posición del baluarte delle Crocelle, ver Antonio Colombo, *Il Chiatamone*, Trani, V. Vecchi, 1893, p. 26 y sig. (separata de la revista *Napoli nobilissima*, vol. II, fasc. 2)].

55 Siguiendo el modelo del gran retrato ecuestre de Felipe IV, representado por Velázquez como general, Stanzione resalta la función de mando del virrey.

56 «*Il "mozo sin experiencia de gobierno" rivelò fin dal primo contatto con il paese una capacità politica e di iniziativa che forse non aveva uguale tra i governatori delle altre province della monarchia. Il "ritardo" se così si può dire della ribellione del regno rispetto alla rivoluzione della Catalogna e del Portogallo dipese indubbiamente dalle sue condizioni politiche e storiche, ma l'abilità politica di Medina ebbe anc'essa una parte forse non secondaria nel tenere a frenò per qualche anno la protesta*» (Rosario Villari, *Un sogno di libertà*, op. cit., p. 199).

57 *Carta*, fol. 202.

58 D. A. Parrino, *Teatro eroico e politico*, op. cit., II, p. 57.

SIXIÈME PARTIE

Reputación et usages sociaux

JUEGOS DE REPUTACIÓN: HONRA, SERVICIO Y TRADUCCIÓN EN LA MONARQUÍA HISPÁNICA (SIGLOS XVI-XVII)

Claire Gilbert

Saint Louis University (USA)

REPUTACIONES DE FRONTERA Y GOBIERNO A DISTANCIA

La *reputación* fue uno de los conceptos fundamentales de la vida social y política de la época moderna. En el marco hispanoparlante, la palabra formaba parte de un campo semántico junto a otros términos cuyo significado podía ser positivo o negativo: *honor/honra*, *deshonor/deshonra*, *estima* y *fama/infamia*¹. Finalmente, *honra* y *reputación* se vinculaban a la idea de linaje, convirtiéndose en algo heredable que a su vez se transformaba en un capital para reivindicar méritos y gracias². Diferentes grados de reputación existían en función del

Este artículo forma parte del proyecto I+D+i Intercambios culturales personales tangibles e intangibles (ss. XVI-XVII) (HAR2014-55233-P) dirigido desde el Centro de Ciencias Humanas y Sociales del CSIC en Madrid.

- 1 En su diccionario, impreso en 1611, Sebastián de Covarrubias ofrece una definición del término de reputación usando la palabra «estima». El *Nuevo Tesoro Lexicográfico* reúne varias definiciones de la reputación a lo largo de la época moderna, incluso la de Covarrubias. Estas definiciones aluden a conceptos tales como «estimación», «bona fama» y «estima y opinión». Véase Lidio Nieto Jiménez y Manuel Alvar Ezquerro, *Nuevo tesoro lexicográfico del Español*, s. XIV-1726, Madrid, Arcos Libros, 2007, p. 4757-4758, p. 5552-5553 y p. 8428.
- 2 La lista de obras disponibles que tratan del honor y de la honra así como de sus usos en la literatura, particularmente en el teatro del siglo de oro, es inagotable. Dicha lista es tan larga como la dedicada a la literatura que a lo largo del siglo XX se escribió sobre la pareja «honour/shame» para definir rasgos definitivos de la sociedad mediterránea. El término latino, *honor*, además de definirse como «*High esteem or respect accorded to superior worth or rank*» (tal y como «reputación» en el marco hispanoparlante), es también «*a particular mark of esteem, an honour*», que se pagaba a los dioses o se otorgaba a la hora de reconocer méritos. Una de las definiciones clásicas latinas del honor es también «*a (high) public or political office*» (*Oxford Latin Dictionary*, Oxford, 1982, p. 801-802). Julio Caro Baroja precisa que entre los siglos XI y XIII en Castilla el término de honor fue «*widely used as an equivalent of inheritance or patrimony*» (J. Caro Baroja, «Honour and Shame: A Historical Account of Several Conflicts», en John G. Peristany (coord.), *Honour and Shame: The Values of a Mediterranean Society*, Chicago, University of Chicago, Midway Reprint, 1974, p. 79-137 y p. 84). Como alternativa, véase también David D. Gilmore (coord.), *Honour and Shame and the Unity of the Mediterranean*, Washington, American Anthropological Association, 1987. Véase también el artículo clásico de Américo Castro, «Algunas observaciones acerca del concepto del honor en los siglos XVI y XVII», *Revista de Filología Española*, 3, 1916, p. 1-50. Aunque planteadas a principios del siglo pasado, debates y matizaciones sobre las propuestas de A. Castro continúan. Véase por

estatus de las personas a la cuales se asociaba. Por ejemplo, para el soberano, la *reputación* dependía del grado de *autoridad* o de *desautoridad* que se le atribuía en las relaciones interiores y exteriores de la monarquía³. Según el modelo elaborado por John H. Elliott, la «reputación» significaba la «proyección del poder y de la legitimidad de la monarquía» en el escenario político europeo. Esto implicaba una relación directa entre la reputación y el «honor nacional»⁴. Para los reinados de Carlos V (r. 1519-1556) y Felipe II (r. 1556-1598), María José Rodríguez-Salgado añadió que «*a king was nothing without honor and reputation*»⁵. Ahora bien, la reputación de la monarquía no descansaba solamente en la representación del poder del monarca. Las trayectorias de los individuos involucrados en la administración de la monarquía cultivaron, positivamente o negativamente y por partida doble, la reputación de la misma así como la suya propia.

476

Siguiendo a J. H. Elliott, se puede afirmar que el tema de la reputación constituía el meollo de los memoriales y cartas de los ministros de la monarquía durante el siglo XVII. Por ejemplo, en 1666 el yerno de Olivares, el duque de Medina de las Torres, afirmaba que:

[...] the true reputation of states does not consist in mere appearances, but in the constant security and conservation of their territories, in the protection of their subjects and the well-being thereof, in the respect which other princes have for their authority and military strength⁶.

La conservación de la reputación era por lo tanto una de las responsabilidades principales de los agentes de la monarquía. Esto era aún más verdad en sus fronteras y la reputación de la monarquía dependía tanto de las acciones de los individuos que la componía como de su gobierno general. Su gestión se basaba en la buena y mala reputación de estos agentes. De esta manera, se fomentaban múltiples combinaciones y estrategias de reputación. Dentro de la monarquía,

ejemplo Francisco Carrillo, *Semiolingüística de la literatura picaresca*, Madrid, Catédra, 1982 y María Victoria Martínez, «A vueltas con la honra y el honor: Evolución en la concepción de la honra y el honor en las sociedades castellanas, desde el medievo al siglo XVII», *Revista Borradores*, 8-9, 2008, p. 1-10. Para un resumen del estado de la cuestión véase Scott K. Taylor, *Honor and Violence in Golden Age Spain*, New Haven/London, Yale University Press, 2008, p. 3-7.

3 Sobre la articulación de la autoridad del soberano en función de la reputación de la monarquía, véase María José Rodríguez-Salgado, *The Changing Face of Empire: Charles V, Philip II and Habsburg Authority, 1551-1559*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 298.

4 John Elliott, «Foreign Policy and Domestic Crisis», *Spain and Its World, 1500-1700*, New Haven/London, Yale University Press, 1989, p. 117-136 y ss. Véase también en el mismo volumen, J. Elliott, «Power and Propaganda in the Spain of Philip IV», art. cit., p. 162-188, y J. Elliott, «Self-Perception and Decline in Early Seventeenth-Century Spain», *Spain and its World, op. cit.*, p. 241-26.

5 Citado en inglés en M^a J. Rodríguez-Salgado, *The Changing Face of Empire, op. cit.*, p. 25.

6 Citado en inglés por J. Elliott, «Foreign Policy», *Spain and Its World, op. cit.*, p. 135.

la reputación se negociaba entre sus partes, generando a veces un conflicto entre la reputación de la monarquía y las reputaciones de sus representantes. El uso del campo semántico de la «reputación» en las relaciones de servicio ofrecía un lenguaje común para las interacciones entre soberano y súbditos. A raíz de estas interacciones se generaban «papeles de reputación» cuya función era crucial a la hora de asegurar la comunicación política de la monarquía.

Los «papeles de reputación» generados por estas interacciones, reforzaban otras asociaciones semánticas entre la reputación y términos referentes a ideas de capital y patrimonio tales como crédito, precio, o bienes intercambiables. Dichos conceptos se adecuaban a las estrategias de los miembros de dinastías profesionales, tales como las familias de traductores, a la hora de consolidar o mantener sus estatus y oficios⁷. La reputación constituía el punto de partida y de llegada de sus discursos. En los usos que hacían del «lenguaje de la reputación» latía una tensión entre la de la monarquía y la de los individuos responsables de conservar la primera.

La conservación de la reputación no solo atañía a los consejos y a la Corte sino también a los hombres de la monarquía presentes en sus fronteras. De manera más particular, la reputación peligraba de manera constante en las fronteras mediterráneas, lugares en los cuales el dominio y la influencia de los imperios otomano y habsburgo sobre poderes locales debía renegociarse a menudo. Estas negociaciones condicionaron lo que este artículo define como los juegos de reputación de la Monarquía Hispánica. En la primera mitad del siglo XVI, el tercer gobernador del presidio de Orán, Martín de Córdoba y Velasco, primer conde de Alcaudete (r. 1534-1558), instruía a los futuros gobernadores de la plaza sobre «[...] las cosas en que principalmente se ha de desvelar V. S.» Para el conde de Alcaudete «la conservación de las plazas y reputación dellas y de la gente de guerra, de manera que por mar o tierra no se reciba daño»⁸ constituía

- 7 Este significado también valía para las actividades comerciales. La entrada más antigua relacionada con la palabra «reputación» en el *Nuevo Tesoro Lexicográfico* comenta que «reputación, es tomar la cosa en buena reputación, o contra, cuasi diga, tomarla en buena posesión o estado» (Arragel, 1433). Los propios editores del *Nuevo Tesoro Lexicográfico* conectan la entrada «reputación» con la de «crédito». Nieto Jiménez y Alvar Ezquerro, *Nuevo Tesoro Lexicográfico, op. cit.*, p. 8428. Según Covarrubias (1611), el crédito se definía de dos maneras: «La credulidad que damos a lo que se nos dice» y «buena opinión y reputación». Sabiendo que se solía por entonces relacionar la reputación con la «estima», cabe señalar que dicha estima venía aparejada con la idea de «precio» y *vice versa*. Es decir, la reputación estaba íntimamente ligada al lenguaje económico, especialmente con nociones de crédito y confianza. La reputación constituía un bien intercambiable y una economía se generaba en torno a ella. ¿Se podría hablar de una economía de la reputación? Véase Sebastián de Covarrubias Horozco, *Tesoro de la lengua castellana o española* [1611], edición de Ignacio Arellano y Rafael Zafrá, Madrid, Iberoamericana/Real Academia Española, 2006, p. 1405.
- 8 Martín de Córdoba, «Instrucción y avisos para el gobierno de Orán y otros avisos tocantes a aquellas plazas», Real Academia de la Historia (RAH), 11-4-5-888, en Gregorio Sánchez Doncel (coord.), *Presencia de España en Orán (1509-1792)*, Toledo, Estudio Teológico de San

el punto primordial de su gobierno. Siguiendo al conde, la conservación de la reputación debía efectuarse en el presidio a través de actividades militares tanto ofensivas como defensivas cuyo valor venía respaldado por un ideal de cruzada contra poderes musulmanes en el Mediterráneo⁹. Además, para cumplir con la conservación se precisaban de ciertas cualidades humanas. Estas cualidades fueron cultivadas por el clan de los Fernández de Córdoba a lo largo de varias generaciones. Dichas cualidades tenían que ver con la experiencia de sus miembros en el servicio del rey (especialmente servicio militar) así como con la confianza que inspiraban, la nobleza de su linaje y su capacidad de reclutar hombres y de personificar el poder real a distancia. El hecho de asegurar a través de medios propios el abastecimiento alimentario y monetario de la plaza cuando el aprovisionamiento real fallaba constituía una calidad muy preciada entre los agentes responsables de la conservación y reputación del presidio¹⁰.

478

La conservación de la «reputación» mediante este tipo de administración podía resultar muy conflictiva en la práctica. En el caso de Orán, la autoridad y las responsabilidades del noble encargado del gobierno y de la defensa de la plaza, de los visitadores reales y del propio municipio chocaban a menudo entre sí. En medio de este tipo de conflictos, la reputación del gobernador se encontraba en juego por culpa de las políticas de conservación de la reputación de la monarquía. El gobernador se hizo eco a menudo de sus preocupaciones relativas a la conservación de la reputación de la monarquía en sus memoriales y correspondencias dirigidos a los consejos y a la corona. Luis Fernández de Córdoba, segundo gobernador de Orán, se quejaba en 1534 de que sin apoyo real «[...] no avia manera para que vuestra merçed fuese bien servido, y yo aviá de quedar con perpetua ynfamia»¹¹. En la monarquía —y de manera más

Idelfonso, 1991, p. 626-630. Martín de Córdoba gobernó la plaza después de los mandatos de su cuñado Luis Fernández de Córdoba (1518-1534) y de su suegro Diego Fernández de Córdoba (1509-1518). Su instrucción fue destinada a quien heredaría su cargo, sabiendo que su heredero era su hijo don Alfonso de Córdoba y Velasco (r. 1558-1563), segundo conde de Alcaudete. Durante el primer siglo del dominio español en Orán (c. 1509-c. 1604), nueve de los once gobernadores de la plaza pertenecieron a la familia de los Fernández de Córdoba. Todos ellos fueron encargados de la «conservación de las plazas y reputación dellas». Es importante notar que los nueve gobernadores pertenecientes a los Fernández de Córdoba fueron también (aunque no a la vez) virreyes de Navarra. Sobre esta experiencia paralela de conservación de la reputación en dos fronteras diferentes, véase Yuen-Gen Liang, *Family and Empire. The Fernández de Córdoba and the Spanish Realm*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2011, p. 139-141.

9 Una actitud similar se manifestaba a la hora de conservar la reputación frente a la amenaza francesa. M^a J. Rodríguez-Salgado, *The Changing Face of Empire*, *op. cit.*, p. 28.

10 Los temas tocantes al abastecimiento de Orán y a las relaciones familiares entre los Fernández de Córdoba y el rey («pariente mío») volvían a menudo en la correspondencia entre el presidio y la Corte (Yuen-Gen Liang, *Family and Empire*, *op. cit.*, p. 150-152 y ss.).

11 Archivo General de Simancas [AGS], Patronato Real, leg. 11, fol. 178, Luis Fernández de Córdoba, «Exposición del Marqués de Comares a Su Majestad informándole sobre Orán».

particular en Orán y en los presidios del norte de África—, la conservación de la «reputación» fue un asunto que atañó a una multitud de protagonistas. A la hora de relacionarse entre sí mismos, unos conflictos de interés aparecieron y terminaron plasmándose en los «papeles de reputación» que fomentaron los juegos de reputación que se presentan a continuación.

JUEGOS DE REPUTACIÓN: LOS TRADUCTORES DE ÁRABE EN LOS PRESIDIOS

Las estrategias de reputación en Orán se plasmaron tanto en la correspondencia y en los conflictos entre gobierno real y gobernador como en las actividades de oficiales de menor rango¹². Del mismo modo que el rey dependía de nobles como los Fernández de Córdoba para representar y defender su reputación en contextos fronterizos, el gobernador de Orán a su vez dependía de una red de agentes propios. La figura del traductor de árabe ocupó una posición destacada dentro de esta red. Las interacciones cotidianas con los «moros de paz» y «de guerra» alrededor del presidio fomentaban interacciones instantáneas entre araboparlantes, cuya resolución bajo forma de treguas y/o alianzas dependía ante todo de las políticas locales. Los interpretes de árabe actuaban «para aliar y confederar con los moros» (capítulo 21 de la instrucción susodicha). Jugaban un papel importante a la hora de mantener la plaza en buenos términos con los interlocutores locales. Entre el siglo XVI y el fin de la presencia española en Orán en el siglo XVIII, participaron en la gestión del abastecimiento local, al margen de los productos y fondos que llegaban de la península. Actuaron también en el rescate de cautivos, en la firma de asientos con los reinos y las comunidades musulmanas locales y en misiones diplomáticas en las que negociaban la reputación de la monarquía. En la escena política del Mediterráneo y del norte de África—tomando en cuenta la influencia de los Habsburgos, Otomanos y poderes locales sobre la zona—, las negociaciones de treguas peligraron frecuentemente debido a la inestabilidad dinástica que aquejaba a los reinos del norte de África. Dichas treguas se volvieron a negociar varias veces y por entonces, el traductor encarnó la continuidad entre la situación anterior y la nueva.

Durante la búsqueda de quien podía ocupar un cargo tan importante entre los individuos que en Orán tenían conocimientos lingüísticos adecuados, los discursos de servicio, confianza y reputación se multiplicaron. Los «papeles de reputación» generados en torno al cargo de traductor de árabe de Orán

¹² Trabajos recientes promueven el análisis de los conocimientos de la gente «ordinaria» del presidio, basándose, entre otras fuentes, en los avisos, memoriales, relaciones de servicio y otras peticiones que llegaron a la Corte desde Orán. Ver Miguel Ángel de Bunes Ibarra y Beatriz Alonso Acero (coord.), *Orán. Historia de la corte chica*, Madrid, Ediciones Polifemo, 2011, p. 3-10.

desvelan la complejidad inherente al concepto de reputación en las fronteras de la Monarquía Hispánica. El primer paso para la creación y transmisión de la reputación de los traductores consistía en crear y sostener confianza en cuanto a su destreza lingüística y a su fiabilidad como intérpretes. La confianza se generaba a través de la fama del traductor. Su fama se basaba en sus experiencias y servicios y conducía a la reputación a través de los papeles de reputación¹³.

480

El ejemplo mejor estudiado relativo al proceso de constitución y circulación de la reputación de los traductores de árabe en Orán tiene que ver con la familia judía de los Cansino, familia sevillana cuyos miembros sirvieron al rey de Tlemecen (reino vecino de Orán) en calidad de recaudadores después de la expulsión de 1492¹⁴. En 1512, tres años después de la conquista de Orán, Fernando el Católico reservó una casa en la antigua judería de la ciudad para un intérprete real y dos para los recaudadores del rey de Tlemecen, incluyendo a los Cansino¹⁵. Poco después se hicieron con el cargo de intérprete real, ocupándolo hasta 1666, fecha de la muerte del intérprete Jacob Cansino. A partir de este momento, otros factores relacionados con la reputación de la monarquía llevaron a la reina regente, Mariana de Austria, a expulsar a la comunidad judía del presidio en 1669, y también a los Cansino¹⁶. Entre 1512 y 1669, los miembros de esta familia compusieron «papeles de reputación» a través de un sinfín de memoriales, relaciones de servicio, traducciones, cartas familiares copiadas en archivos españoles y de la correspondencia de los traductores de

13 Sobre el término «fama», Covarrubias señala que «es fama todo aquello que de alguno se divulga, ora sea bueno ora malo» (Covarrubias, *Tesoro*, op. cit., p. 880). Los solapamientos entre las definiciones de fama, reputación y honor/honra en Castilla procedían de diferentes tradiciones legales romanas y visigodas. Véase Jeffrey Bowman, «Infamy and Proof in Medieval Spain», en Thelma Fenster and Daniel Lord Smail (coord.), *Fama. The Politics of Talk and Reputation in Medieval Europe*, New York, Cornell University Press, p. 95-117.

14 Sobre la historia de esta familia, véase Jean-Frédéric Schaub, *Les juifs du roi d'Espagne : Oran 1509-1669*, Paris, Hachette, 1999; Jonathan Israel, «The Jews of Spanish North Africa», *Diasporas within a Diaspora: Jews, Crypto-Jews and the World Maritime Empires (1540-1740)*, Leiden, Brill, 2002 y Chantal de la Veronne, «Les interprètes d'arabe d'Oran au xvii^e siècle», *Revue d'histoire maghrébine*, 59/60, 1990, p. 117-121. Sobre las relaciones entre Orán y Tlemecen, véase Chantal de la Veronne, *Relations entre Oran et Tlemcen dans la première partie du xvi^e siècle*, Paris, Libraries Paul-Geuthner, 1983.

15 Biblioteca Nacional de España [BNE], R/5250, Luis Joseph de Sotomayor y Valenzuela, *Breve relación y compendioso epitome de la general expulsión de los hebreos de la judería de la ciudad de Orán*, 1670.

16 En 1669, Mariana de Austria decretó la expulsión, persuadida de su necesidad por su confesor Juan Everardo Nithard. Tanto Nithard como el entonces gobernador del presidio, Fernando Joaquín Farjado de Requesens y Zúñiga, marqués de los Vélez, recurrieron a argumentos tocantes a la conservación de la monarquía. Este último presentó una justificación de la expulsión basada en la historia del cargo de intérprete de árabe en Orán, usando papeles de reputación procedentes de los archivos de la administración. La investigación archivística que se llevó a cabo y el debate que siguió fueron descritos por Luis Joseph de Sotomayor y Valenzuela, *Breve relación*, op. cit. Véase también J. F. Schaub, *Les juifs du roi d'Espagne*, op. cit., p. 125-187.

árabe con la administración de la monarquía, incluyendo los gobernadores y los consejos reales. Además de todos estos papeles, el único libro que fue publicado por un judío en España entre 1492 y 1834 se sumó a los papeles de reputación de los traductores de árabe en Orán¹⁷. Este libro, *Extremos y grandezas de Constantinopla* (1638) fue compuesto por el rabí Moysen Almosnino. Se tradujo del ladino y salió de la imprenta en Madrid merced a la labor editorial y traductora de Jacob Cansino, quien era a su vez hermano del recién fallecido traductor de árabe de Orán, Aarón Cansino. El libro se publicó en medio de una contienda amarga que duró cinco años (1633-1638) entre dos familias judías de Orán –los Cansino y los Sasportas–. Esta contienda tuvo que ver con el derecho de heredar el cargo de intérprete de lengua árabe en Orán. Se llevó a cabo mediante campañas de desprestigio promovidas por ambas familias y redes de patronazgo reales y locales¹⁸. En relación con esta contienda, el libro editado y traducido por Jacob Cansino contiene un paratexto que expresa los múltiples niveles políticos y sociales a través de los cuales la reputación se sostenía en la Monarquía¹⁹. El lenguaje relativo al crédito, a la estima y a la reputación vuelve a menudo a lo largo de la dedicatoria del libro al conde-duque de Olivares. Otras piezas laudatorias, aprobaciones, licencias, privilegios así como una extensa «relación de los servicios del traductor», en la cual viene incluida una copia del nombramiento real de Felipe IV en 1636, completan el paratexto²⁰. Aunque este libro es único en la historia del libro español, el hecho de convertir los «papeles de reputación» en un proyecto editorial demuestra el aumento de la audiencia de la reputación a la par que se hacía eco de estrategias tocantes a los juegos de reputación que ocurrían a través de diferentes niveles de la administración de la Monarquía Hispánica. Los estudios sobre los Cansino han abierto una pista que permite rastrear otros ejemplos concernientes a agentes multilingües en Orán y a sus juegos de reputación.

LOS INTÉRPRETES MORISCOS DE LOS FERNÁNDEZ DE CÓRDOBA EN ORÁN

Los Cansino no fueron los únicos intérpretes oficiales de árabe en Orán durante los siglos XVI y XVII. En la época del primer conde de Alcaudete (a quien ya hemos referido al citar su recomendación para conservar la reputación de Orán), el capitán Gonzalo Hernández fue nombrado intérprete mayor (*lengua*) del

17 J. Israel, «The Jews of Spanish North Africa», art. cit., p. 163.

18 Esta contienda ha sido estudiada por J. Israel, «The Jews of Spanish North Africa», art. cit., p. 161-166 y J. F. Schaub, *Les juifs du roi d'Espagne*, op. cit., p. 63-92.

19 Jacob Cansino, «Servicios del traductor», en Moysen Almosnino, *Extremos y grandezas de Constantinopla*, trad. Jacob Cansino, Madrid, Francisco Martínez, 1638, p. 1-36.

20 J. Cansino, «Relación de los servicios de Jacob Cansino», *ibid.*, p. 21-34.

gobernador de Orán. Como los Cansino, Gonzalo Hernández mantuvo vínculos y experiencias con españoles y tlemceníes. Gonzalo Hernández encarnaba las cualidades del mediador perfecto en el ámbito oranense²¹. Su abuelo había sido un miembro distinguido de la tribu Ziyan, ligada a los soberanos de Tlemecen. Este noble musulmán trabajó como intermediario durante la entrega de Orán en 1509 con la Monarquía Hispánica. Más tarde su padre se convirtió al cristianismo bajo el nombre de Francisco Hernández y se casó con una «cristiana hidalga», pariente de la familia noble de los Fernández de Córdoba. Esta familia había echado por entonces el cierre sobre el acceso y control del gobierno de Orán y las políticas matrimoniales de los Hernández con la misma fueron fundamentales para el ascenso de sus familiares²². Gonzalo Hernández fue fruto de esta unión matrimonial, y su carrera enlazó con la de los gobernadores del presidio. Por ejemplo, en octubre de 1534, Gonzalo Hernández se hizo con un oficio de jurado de Orán cuando su pariente Luis Hernández de Córdoba renunció al puesto de gobernador y capitán general a favor de su suegro²³. Gonzalo Hernández trabajó junto al primer conde de Alcaudete entre 1534 y 1558 y más tarde prosiguió sus servicios al lado del hijo de Alcaudete, don Alonso Fernández de Córdoba y Velasco (1512-1565). Gonzalo Hernández ejerció su cargo hasta su muerte en 1570, fecha en la cual su hijo Luis le sucedió en calidad de «cabo y lengua» en Orán²⁴.

Durante la década de los años cincuenta del siglo XVI, la reputación de la Monarquía Hispánica se encontraba en peligro en el mediterráneo. A lo largo de esta década, los poderes otomanos se consolidaron en la mayor parte del norte de África y la Monarquía Hispánica perdió numerosas plazas en la zona. Estos hechos coincidieron con el ascenso de la dinastía Saadí en Marruecos. Lograr una

21 El parentesco de Gonzalo con los Fernández de Córdoba fue subrayado en un memorial del propio don Martín (AGS, Estado, leg. 479, fol. 191).

22 Chantal de la Veronne, «Gonzalo Hernández», en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites de l'histoire du Maroc, Archives et Bibliothèques d'Espagne*, Paris, Paul Geuthner, 1956, II, p. 364-367.

23 AGS, Registro General del Sello [RGS], 1534-X, «Octubre. Jurado de Oran a Gonzalo Hernandez por renuncio de Luis Hernandez de Cordoba».

24 Los Fernández, padre e hijo, aparecen periódicamente en un relato posterior escrito por el soldado asturiano Diego Suárez Montañés. De camino hacia las guerras de Italia, Suárez Montañés recaló en Orán. Allí escribió una historia del período 1566-1575, época en que los Borja gobernaban el presidio. Diego Suárez Montañés, *Historia del maestre último que fue de Montesa y de su hermano don Felipe de Borja. La manera como gobernaron las memorables plazas de Orán y Mazalquivir, reinos de Tremecén y Ténez, en África, siendo allí capitanes generales, uno en pos del otro, como aquí se narra*, edición de Beatriz Alonso Acero y Miguel Ángel de Bunes Ibarra, Valencia, Institució Alfons el Magnànim, 2005, p. 341. Para más información sobre este personaje y sus papeles de reputación, véase Miguel Ángel de Bunes Ibarra, «Diego Suárez Montañés, cronista y testigo de la historia de Orán-Mazalquivir», en Miguel Ángel de Bunes Ibarra y Beatriz Alonso Acero (coord.), *Orán. Historia de la corte chica, op. cit.*, p. 323-368.

alianza con los Saadí constituía por entonces un objetivo diplomático de primera importancia ya que podría inclinar de manera definitiva el balance de fuerzas en el norte entre los Otomanos y los Austrias. Para la Monarquía Hispánica esta alianza era aún más apetecible a sabiendas de que al mismo tiempo su reputación en el Mediterráneo peligraba por culpa de tratos diplomáticos inciertos y por pérdidas de plazas estratégicas como Trípoli (1551), Bugía y Mahdía (1554). El cerco de Orán por los Otomanos en 1556 empeoró de manera significativa la situación²⁵. La Monarquía Hispánica se encontraba también en una posición vulnerable ya que la transición de poder entre Carlos V y Felipe II se realizaba a través de la tumultuosa regencia de Juana de Portugal (r. 1554-1559)²⁶. A finales de 1554, una nueva posibilidad de alianza con Marruecos hizo vislumbrar a los españoles posibilidades de conservar la reputación de sus plazas en el norte de África y de echar a los Otomanos de Argel. Muhammad al-Shaykh, segundo sultán de la dinastía Saadí propuso una campaña hispano-marroquí para echar al bey otomano de Argel y reducir así la presión otomana y portuguesa sobre el reino²⁷. El conde de Alcaudete aceptó negociar con el nuevo sultán marroquí teniendo muy claro los fines que se debían alcanzar: hacerse con Argel utilizando tropas y navíos españoles –dirigidos por el conde– por una parte; obtener el pago de los sueldos y de las provisiones de sus tropas a través de la ayuda del sultán marroquí por la otra²⁸. Las negociaciones entre el sultán y el conde fueron marcadas por el inicio de la regencia de Juana de Austria ya que la princesa decidió hacerse cargo del «asunto marroquí»²⁹. Al calor de las tensiones y de los cambios políticos de los años cincuenta, se fraguó el origen de un debate tocante a la fiabilidad del traductor de árabe en Orán, Gonzalo Hernández. A través de este debate y del caso particular de Gonzalo Hernández se aprecia cómo el lenguaje de la reputación de la monarquía y del traductor interactuaron entre sí.

- 25 Sobre el ascenso de los Saadí y sus consecuencias tanto para los españoles como para los portugueses, ver Andrew Hess, *The Forgotten Frontier. A History of the Sixteenth-Century Ibero-African Frontier*, Chicago, University of Chicago Press, 1971, p. 45-78. Sobre los cercos de Orán por parte de los beyes otomanos en Argel y los apoyos mandados por Felipe II desde Bruselas y por Juana desde Valladolid, véase M^a J. Rodríguez-Salgado, «“El león animoso entre las balas”. Los dos cercos de Orán a mediados del siglo XVI», en Miguel Ángel de Bunes Ibarra y Beatriz Alonso Acero (coord.), *Orán. Historia de la corte chica*, op. cit., p. 13-54.
- 26 Sobre la regencia de Juana y las ambiciones incompatibles de Felipe II y del conde de Alcaudete sobre Orán, véase M^a J. Rodríguez-Salgado, *The Changing Face of Empire*, op. cit., p. 207-215 y «“El león animoso entre las balas”», art. cit., p. 29.
- 27 Darihu Yahya, *Morocco in the Sixteenth Century. Problems and Patterns in African Foreign Policy*, Atlantic Highlands, Humanities Press, 1981, p. 15.
- 28 Véase la correspondencia del conde con notables marroquíes empezando en enero 1555. AGS, Estado, leg. 479, fol. 116, doc. LXXI, «Del mezuar Muley Mançor ben Boganim para el conde de Alcaudete», publicado en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, Espagne*, op. cit., II, p. 208-210 y ss.
- 29 Sobre las relaciones del emperador con su hija durante este periodo, véase M^a J. Rodríguez-Salgado, *Changing Face of Empire*, op. cit., p. 207-215.

Los cambios dinásticos, militares y diplomáticos que afectaron a la monarquía a lo largo de los años cincuenta del siglo XVI destaparon un conflicto latente entre las ambiciones del conde de Alcaudete en Orán y las del nuevo rey Felipe. Felipe sospechaba que el conde llevaba a cabo una política en crédito propio en el Mediterráneo y cuyas consecuencias dejaban en mal estado la reputación de la monarquía³⁰. Felipe II envió un visitador a Orán en 1554 –el comendador de Magdalena, Antonio Galíndez de Carvajal– para investigar el trato que se daba a moros y judíos, a las finanzas del conde y a la gestión del presidio³¹. Ante la llegada de Galíndez de Carvajal la respuesta del conde no se hizo esperar. Escribió al emperador Carlos V y a la princesa regente para quejarse de que el enviado de Felipe II le culpaba de mal gobierno dejando así en tela de juicio su buen crédito y reputación. De manera más concreta el conde lamentaba que:

484

[...] primeramente el visitador dixo en publico que yo [el conde] tenia tiranizada esta tierra significando que hazia agravios y sin justicias pudiendo se probar todo lo contrario [...] que por su persona [el visitador] y la de sus criados y escribano an persuadido y persuaden a muchas personas que den quexa de mi de cosas que no tienen razón ni justicia [...] que en los escriptos que presentan las personas apasionadas y infames les permite que digan palabras muy perjudiciales al autoridad y crédito que se debe tener de mi³².

La contienda entre el conde y el comendador duró hasta el final de la visita de Galíndez en 1556. Dicha contienda reflejó tensiones políticas más hondas como la que existía entre la regente –cuya simpatía iba hacia el conde y su empresa anti-otomana– y el joven rey, cuya atención quedaba absorbida por otros problemas como por ejemplo la defensa de los Países Bajos y las guerras de Italia³³. Este conflicto sordo causó lo que María José Rodríguez-Salgado ha llamado un «revolt of the regency government» y cuyo origen estuvo ligado al debate alrededor de la formación de una alianza hispano-marroquí y de una campaña militar contra Argel³⁴. Las posibilidades de negociar nuevas alianzas

30 J.-F. Schaub, «El lado oscuro de la epopeya. La visita al conde de Alcaudete», en Francisco Sánchez-Montes González y Juan Luis Castellano (coord.), *Carlos V. Europeísmo y universalidad*, Madrid, Sociedad Estatal para la Conmemoración de los Centenarios de Felipe II y Carlos V, 2000, III, p. 444-445.

31 Yuen-Gen Liang, *Family and Empire*, *op. cit.*, p. 160-162. Antonio Galíndez de Carvajal fue uno de los hijos del historiógrafo real de los reyes católicos, Lorenzo Galíndez de Carvajal. Véase Rafael de Floranes, «Vida y obras del Doctor don Lorenzo Galíndez de Carvajal», *Colección de documentos inéditos para la historia de España*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1852, XX, p. 279-284.

32 AGS, Estado, leg. 480, documento entero transcrito en J.-F. Schaub, «El lado oscuro», *art. cit.*, p. 454.

33 Sobre la amenaza que planeaba sobre el honor y la reputación de los generales y del rey, véase M^a J. Rodríguez-Salgado, *The Changing Face of Empire*, *op. cit.*, p. 139-149.

34 *Ibid.*, p. 266-279.

con Marruecos así como la lucha local en Orán entre el visitador de Felipe II y los Fernández de Córdoba, convirtieron a la figura de Gonzalo Hernández en la clave de bóveda de los juegos de reputación que se daban en diferentes partes de la cúpula gubernativa de la monarquía.

En enero de 1555, unos representantes del nuevo sultán marroquí presentaron al conde una propuesta de alianza, pidiendo que Gonzalo Hernández se trasladase a Fez para seguir con las negociaciones. El conde ordenó a Gonzalo Hernández formar parte de la embajada junto al secretario del conde, Miguel Lazcano, y al intérprete, Jacob Cansino. Justo antes de salir del puerto de Mazalquivir, el visitador real ordenó a Gonzalo Hernández que desembarcara y lo encarceló³⁵. Las relaciones entre el conde y Gonzalo Hernández durante su cárcel fueron muy limitadas³⁶. Los motivos de la detención de Gonzalo Hernández resultaban –por lo menos en mente del visitador– de las relaciones de «paz y comercio» que Orán mantenía con el reino de Tlemecén, cuyo gobierno oscilaba entre soberanos pro-españoles o pro-otomanos a lo largo del siglo XVI³⁷. Tanto el conde como el visitador mencionaron en su correspondencia con la Corte el parentesco de Gonzalo Hernández con la familia real de Tlemecén a la hora de defenderle o condenarle. Los debates en torno a la reputación y liberación de Gonzalo Hernández se intensificaron cuando dos cartas árabes procedentes de Argel y destinadas a un príncipe desterrado de Tlemecén residente en España, Muley al-Nasir, fueron interceptadas en Orán³⁸. Una posible traición de Muley al-Nasir con los Otomanos en Argel constituía un riesgo que la monarquía no podía correr. El conde utilizó este episodio para insistir en la liberación de Gonzalo Hernández alegando que necesitaba sus servicios para traducir estos materiales sensibles. Dichas cartas y los testimonios de los agentes que las llevaban precisaban de unas traducciones fieles y por lo tanto el conde pidió que se trasladase Gonzalo Hernández desde la cárcel de Mazalquivir hasta la Alcazaba (fortaleza del conde) en Orán³⁹.

La cuestión de la reputación de Gonzalo Hernández fue utilizada por el conde para argumentar en su correspondencia con la Corte que el linaje y las

35 AGS, Estado, leg. 479, fol. 189-190v, Martín de Córdoba, «Lo que declararon dos moros llamados адауд y абдурахаман».

36 C. de la Veronne, nota para el documento XCV, en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, Espagne, op. cit.*, II, p. 304, n. 4.

37 Al tener Gonzalo Hernández relaciones de parentesco con el linaje proespañol de los Zayanés, mantuvo contactos regulares con los agentes tlemecénies. En la primavera de 1555, dos príncipes de Tlemecén se refugiaron en Orán bajo la protección del conde. Yuen-Gen Liang, *Family and Empire, op. cit.*, p. 160.

38 Martín de Córdoba y Gonzalo Hernández, «Traslado de la carta que se escriuio al señor Visitador primero de mayo 1555 años de la nesicidad que habia de darles que el Capitan gonçalo Hernandes fuese al alcaçaua» (AGS, Estado, leg. 479, fol. 187).

39 *Ibid.*, fol. 187.

relaciones de parentesco del traductor eran cruciales para fomentar la reputación de la monarquía mediante una traducción basada en la buena comprensión del contexto político. Mientras tanto, el visitador usó un argumento contrario en su correspondencia con la Corte a la hora de demostrar que las relaciones de parentesco de Gonzalo Hernández presagiaban que podía ser un agente doble y que por lo tanto la reputación de la monarquía podía verse afectada negativamente. En un caso como en el otro, el caso de Gonzalo Hernández fue instrumentalizado por dos hombres que tenían dos maneras de entender las políticas de reputación de la monarquía. El visitador no quería dejar a Gonzalo Hernández salir de la cárcel «por cosas que inportan al serviçio de su magestad que no salga de allí». Pidió al conde que «por servicio de su magestad suplico por V. S. que se recuerde cuyo hijo y nieto es gonçalo hernandez» para que quedase encarcelado⁴⁰.

486

En su respuesta, enviada a la Corte junto a la carta del visitador, el conde también aludía al linaje de Gonzalo Hernández, pero como motivo principal para su liberación. Para acelerar su liberación, el conde insistía en el hecho de que Gonzalo Hernández, como hombre de linaje musulmán y cristiano, era además pariente de los Fernández de Córdoba refiriéndose en su carta al «marques de comares su suegro»⁴¹. El conde insistió también en la necesidad que fuese Gonzalo Hernández y no otro quien hiciese la traducción y la interrogación de las cartas interceptadas. De esto modo, el conde explicaba que se evitaría «cosas muy perjudiciales al servicio de Su Magestad y de Dios principalmente y en gran daño de todas las fronteras de África que Su Magestad tiene espeçialmente desta [Orán]»⁴². Según las cartas del conde, Gonzalo Hernández era el agente más adecuado para la traducción teniendo en cuenta su experiencia de asuntos confidenciales durante los cuales había demostrado destreza y fiabilidad como «hombre de confiança»⁴³. Su manejo de las lenguas, de los linajes y de las tradiciones españoles y árabes eran para él y según el conde una ventaja a la

40 Antonio Galíndez de Carvajal, «Respuesta del comendador visitador al conde en efecto que no a lugar dar lugar que gonçalo hernandes haya al alcaçava» (AGS, Estado, leg. 479, fol. 188).

41 AGS, Estado, leg. 479, fol. 191.

42 «Esto no se puede hazer sino por lengua de gonçalo herndandes por la gran ynportançia del negocio » (AGS, Estado, leg. 479, fol. 187).

43 Martín de Córdoba, «Memoria de lo de los moros que llevaban cartas a Argel», AGS, Estado, leg. 479, fol. 191: «[...] el capitan gonçalo hernandez es nieto de vn cauallero moro vezino desta çibdad delos abdilguidis que es linaje de los reyes de Tremeçen con quien el marques de comares su suegro tuvo trato de entregalle esta çibdad con fin de tornarse xpiano como lo hizo su hijo porque el muio antes que lo pudiese hazer/por el trato deste gano esta çibdad el arçobispo de [Toledo] çin gran façilidad y despues de ganada y entregado el padre de gonçalo hernandez se torno xpiano y seruió a su magestad en esta çibdad muchos año y fue casado aquí con una xpiana hidalga natural de Cordoua que fue madre del capitan gonçalo hernandez y de otros hernos suyos q sieruen y an seruiudo a su magestad muy lealmente en estas plaças en los cargos que tienen y en los negocios que se les an encomendado En españa y en esta çibdad».

hora de promover la conservación y la reputación de las plazas de la monarquía en el norte de África. A lo largo de su carrera, Gonzalo Hernández jugó siempre con los límites de su propia reputación y fama para contribuir a la de la monarquía. La construcción y conservación de la reputación descansaba sobre bases muy ambivalentes a saber que lo que resultó ser al final una ventaja para Gonzalo Hernández hubiera podido éste mismo argumento esgrimido para que quedase en la cárcel a perpetuidad.

Finalmente, la embajada que se había enviado a Fez sin Gonzalo Hernández no tuvo éxito. Lazcano y Cansino volvieron a Orán en Junio 1555 y a pesar de haber visitado regularmente a Muhammad al-Shaykh y a sus ministros, no reunieron el dinero prometido⁴⁴. El conde se quejó al rey de que la negociación había quebrado por culpa de la ausencia de Gonzalo Hernández y de su sustitución por Cansino. Lazcano se hizo eco de esta idea al subrayar que los marroquíes «no querían tractar por lengua de Judío»⁴⁵. Para salvar el asunto, el conde porfió en sus esfuerzos para liberar a Gonzalo Hernández y enviarlo a Fez. El conde trató de convencer a la regente Juana de la importancia de un negocio que atañía directamente a la reputación de la monarquía:

Suplico a Vuestra Alteza mande favorecer este negocio como cosa encaminada por Dios, y que tanto importancia a su servicio y al de Su Magestad, y, hablando con el acatamiento que devo, mucho se deve estimar entre gente Cristiana que en el tiempo que el rrey de Francia, con poco temor de Dios y por la gran enemistad que a Su Magestad tiene, tracta de traer el armada del Turco para offender generalmente a toda la Cristiandad y en particular a los estados de Su Magestad, y a los de sus servidores y aliados⁴⁶.

Para el conde, la liberación de Gonzalo Hernández y la conservación de la reputación del rey de España frente a los Otomanos y a otros poderes cristianos, especialmente los franceses, eran indisociables. La mayor parte de la argumentación del conde a favor de Gonzalo Hernández se organizaba alrededor del lenguaje de la reputación. Hablaba de la *estima* de la gente cristiana para el rey de España, del *servicio* a Dios que representaba la empresa, del *crédito* que él mismo había ganado a raíz de los preparativos de la empresa. Mencionaba también el «tiempo, la hazienda y la salud y sangre mía y de mis hijos y deudos

44 Miguel de Lazcano, «Relación de lo que Lazcano tracto con el Xarife» (AGS, Estado, leg. 480, fol. 73, doc. LXXXIX, en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites*, op. cit., t. II, p. 270-284).

45 Martín de Córdoba, «Copia de la carta que scrivió a Su Alteza el conde de Alcaudete y de la relación» (AGS, Estado, leg. 108, doc. XCI, en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites*, op. cit., II, p. 287-290).

46 *Ibid.*

en los efectos que en servicio de Dios y de Su Magestad he hecho»⁴⁷ para rematar con la idea según la cual:

[...] para entretener al Xarife en su buena opinion [de España] y acrescentársela por los medios más convenientes al servicio de Dios y de Su Magestad, supplico a Vuestra Alteza embie a mandar al Visitador que luego dé liçencia al capitán Gonzalo Hernández, mi lengua, para que pueda embiarlo a Fez al Xarife con la respuesta de lo que pide.

488 Según el conde, la opinión del sultán marroquí, en su papel de rival, representaba también una fuente importante para la reputación de la Monarquía Hispánica. En el mes de octubre de 1555, Carlos V seguía explicando al conde que no podía contrarrestar la orden del visitador relativa al encarcelamiento de Gonzalo Hernández⁴⁸. A estas alturas la liberación de Gonzalo parecía improbable. Sin embargo en 1556, en el contexto apremiante del cerco de Orán, Felipe II propuso al conde liberar a Gonzalo Hernández para concluir el trato con Muley al-Shaykh⁴⁹. Esta decisión del rey fue motivada por el miedo a la desautoridad por razón del cerco de la ciudad. Un año después de la negativa de Carlos V, en el mes de octubre de 1556, Felipe II ratificó el traslado de Gonzalo Hernández a Fez.

Los «papeles de reputación» –tanto en la correspondencia entre Orán y la Corte como en las narrativas soldadescas que se explotarán más adelante– retrataban a Gonzalo Hernández como un personaje clave para la conservación de la reputación de Orán⁵⁰. A finales de 1556, justo después de su liberación, Gonzalo Hernández viajó hasta Fez para reanudar las negociaciones de alianza entre Felipe II y el nuevo rey de Marruecos ‘Abd Allah al-Ghalib (recién sucesor de su padre Muhammad al-Shaykh). Después de su misión, en marzo de 1557,

47 «Téngome por muy bien aventurado en haver gastado el tiempo, la hazienda, y la salud y sangre mía y de mis hijos y deudos en los efectos que en servicio de Dios y de Su Magestad he hecho, pues me he dado crédito para poder servir a Su Magestad en este tiempo en tan bienaventurada jornada como ésta será para el servicio de Dios y suyo y bien universal de la Christiandad» (*ibid.*).

48 AGS, Estado, leg. 480, fol. 72, doc. XCV, carta del Rey al conde de Alcaudete, 27 Octubre 1555, en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, Espagne, op. cit.*, II, p. 303-304.

49 Felipe II otorgó al conde la capacidad de «tratar, çonçertar, y asentar por su persona o por la persona o personas que su poder para ello tuvieron, con el dicho Xeriffe, rey de Fez y Marruecos, o la persona o personas que su poder tuviesen [...] y prometemos y aseguramos por nuestra palabra real que mandaremos cumplir y efectuar todo lo que se assentare y capitulare con el dicho Xerife por el dicho conde de Alcaudete o sus procuradores, bien ansí ya tan cumplidamente como si nos mismo lo hiziésemos [...]» («Minuta del poder que Su Magestad dio al conde de Alcaudete para tratar paz o tregua con el Xerrife, rey de Fez y de Marruecos», AGS, Estado, leg. 511, fol. 249, doc. C, en Robert Ricard y Chantal de la Veronne [coord.], *Sources inédites, Espagne, op. cit.*, II, p. 316-318).

50 Yuen-Gen Liang, *Family and Empire, op. cit.*, p. 168.

Gonzalo Hernández viajó hasta la Corte española con varios mensajes dirigidos a los soberanos así con las copias de las cartas que había presentado al sultán y a la nobleza marroquí. Entre los papeles que llevó ante la Corte española, Gonzalo Hernández incluyó también la memoria que había redactado para dar cuenta de su cometido al conde a su regreso de Fez⁵¹. Al llevar consigo esta remesa de documentos y copias, Gonzalo Hernández apuntaba por la transparencia. A través del uso que dio a estos papeles después de su embajada, Gonzalo Hernández dejaba saber a los españoles que en Marruecos «todos me dicen que mi venida [a Ceuta] es la mejor coyuntura del mundo»⁵². Gonzalo Hernández entregó para el rey una copia española del nuevo asiento negociado con Muley ‘Abd Allah. Adjuntó a esta copia un memorial sobre sus tratos con el sultán y un parecer sobre el proyecto⁵³. El estilo de sus memoriales era directo e ilustraba sus habilidades como traductor y negociador. Mediante la publicidad que dio a estos documentos en los círculos cortesanos, Gonzalo Hernández se presentaba como un experto «de las cosas de África», convirtiendo su trabajo en testimonio de su reputación⁵⁴.

Al poner en escena su propia rehabilitación —y a pesar de haber sido liberado y elegido como enviado oficial a Marruecos—, su papel como agente de la conservación de la reputación de la monarquía no estaba del todo asegurado. En complemento de las negociaciones diplomáticas con el sultán, Gonzalo Hernández fue encargado de rematar, posteriormente, las negociaciones mediante un intercambio de cautivos⁵⁵. Sin embargo, el Consejo de Guerra emitió en 1557 un aviso contrario a este intercambio alegando que «el dar rehenes a moros es cosa no acostumbrada y en que se pierde reputación»⁵⁶. Este aviso reflejaba las ambigüedades que la actividad de Gonzalo Hernández como traductor seguía teniendo después de su rehabilitación, sabiendo que en

51 AGS, Estado, leg. 481, fol. 133, doc. CXVIII, «carta del conde de Alcaudete a la princesa regente, 14 Septiembre, 1556», en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, Espagne, op. cit.*, II, p. 368-369; AGS, Estado, leg. 485, fol. 273, extracto del doc. CXIX, «cartas de Gonzalo Hernández a Muley ‘Abd Allah, al alcaide al-Mansur, y al alcaide de Tetouan, más la respuesta del alcaide de Tetouan», en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, op. cit.*, II, p. 370-376.

52 *Ibid.*, p. 372.

53 AGS, Estado, leg. 468, s. f., doc. CXIII-CXXIV, en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, op. cit.*, II, p. 388-400.

54 *Ibid.*, p. 399. La memoria precedente resulta fascinante por lo que revela del proceso oral de la negociación entre el sultán y Hernández. El traductor hace referencia a lo que ‘Abd Alla «se me dixo de palabra, que no puso en los capítulos» (*ibid.*, p. 396).

55 Muhammad al-Shaykh fue asesinado por agentes otomanos en octubre 1557. Sobre este asesinato, véase Darihu Yahya, *Morocco, op. cit.*, p. 16 y p. 25-28.

56 AGS, Estado, leg. 468, doc. CXXVII, «copia de lo que parece al Consejo de Guerra en lo que traxo el capitán Gonçalo Hernández del Xerife», en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, op. cit.*, II, p. 401.

el pasado había sido y seguía siendo una costumbre el participar en intercambios de rehenes en pos de promover asientos de paz y comercio⁵⁷.

Después de la misión de Gonzalo Hernández en Marruecos, Felipe II seguía preocupado en cuanto al estado de la alianza hispano-marroquí contra Argel. Dicha alianza podía constituir «risk to his reputation»⁵⁸ en el caso de que no fuese lo suficientemente fuerte para asegurar la victoria. Desde su retiro a Yuste, Carlos V compartía con Felipe sus dudas acerca de «un posible fracaso de Alcaudete en el norte de África»⁵⁹. Por su lado, Juana se había persuadido de la importancia del éxito de la empresa al escuchar los argumentos del conde y de Gonzalo Hernández. La presión para conservar la reputación llevó a la regente y al conde a llevar a cabo la campaña contra Argel en el verano de 1558. Desgraciadamente para las tropas españolas y para la monarquía, los refuerzos marroquíes negociados por Gonzalo Hernández nunca llegaron. No se sabe si aquello se debió a un engaño del traductor, a la mala información proveída por Gonzalo Hernández o bien simplemente al rechazo del sultán a apoyar a los españoles durante la campaña. En cualquier caso, la campaña fracasó en la batalla del puerto de Mostaganem (agosto 1558). Durante esta batalla el conde murió y las pérdidas para la monarquía de Felipe II fueron numerosas. Una gran parte de los supervivientes de la batalla fueron llevados a Argel como cautivos, incluyendo el hijo del conde –también llamado Martín de Córdoba– y Gonzalo Hernández. Carlos V murió pocos meses después de este fracaso⁶⁰. Para recobrar lo que se había perdido, Felipe II multiplicaría en adelante las campañas en el

490

57 Por ejemplo, «Procès-verbal de la conférence qui a eu lieu entre le comte d'Alcaudète et les cheikhs arabes du parti de Ben Redouan, pour la rendition des otages (14 juin 1536)», en Élie de la Primaudaie, «Documents inédits sur l'histoire de l'occupation espagnole en Afrique (1506-1574)», *Revue africaine*, 110, 1875, p. 224-229.

58 Las empresas españolas y otomanas atraían la atención de una audiencia europea. Las nuevas del cerco de 1556 se siguieron con atención. Véase M^a J. Rodríguez-Salgado, «“El león animoso entre las balas”», art. cit., p. 26. Felipe temía que un fracaso militar en Argel fuese mal visto en toda Europa. Afortunadamente para él y la reputación real, la noticia del fracaso de 1558 no tuvo gran eco en la época (*id.*, *The Changing Face of Empire*, *op. cit.*, p. 282).

59 J.-F. Schaub cita una carta intercambiada entre el emperador y María de Hungría en enero 1557 en la que Carlos se muestra preocupado: «Si se perdiese [Orán] no querría hallarme en España ni en las Indias sino donde no lo oyese, por la grande afrenta que el Rey recibiría en ella y el daño estos Reynos» (J.-F. Schaub, «El lado oscuro», art. cit., p. 444-445). Es otra vez la fama de un fracaso la que se teme («donde no lo oyese») y el lenguaje de «daño» es el mismo que el que el conde utilizó, en sus peticiones para liberar a Gonzalo Hernández. Sobre la ansiedad del emperador relativa a su reputación y la empresa de Argel, véase M^a J. Rodríguez-Salgado, «“El león animoso entre las balas”», art. cit., p. 30.

60 La fama del conde fue justificada después de su muerte y la del rey emperador por el historiógrafo Luis Cabrera de Córdoba quien, en su *Historia de Felipe II*, retrató al conde en términos de alta reputación, asociando su reputación a la del rey. Cabrera se refirió al conde mencionando «sus grandes méritos y servicios» y explicando que cuando llegó «la nueva de la pérdida lamentable [de la batalla de Mostaganem y la muerte del conde] entristeció a Castilla, y al emperador agravó la enfermedad, y murió» (J.-F. Schaub, «El lado oscuro», art. cit., p. 443-444).

Mediterráneo⁶¹. Ahora bien, la reputación de la monarquía no sufrió tanto a raíz de esta derrota y el soberano no fue desautorizado. La mala reputación recayó en el conde y sus descendientes dejando a Gonzalo Hernández, cautivo en Argel, al margen de esta pérdida de reputación. El fracaso del gobernador protegió en última instancia la reputación del rey y de la monarquía. Años después de este asunto, la memoria del conde recobraría cierto lustre a costa de la reputación de la memoria de Gonzalo Hernández que hasta entonces había sido conservada.

LA MEMORIA DE LA REPUTACIÓN: ASEGURANDO EL FUTURO

El fracaso de Mostaganem en 1558 dañó severamente la reputación del conde de Alcaudete y de su familia, incluyendo su fama *post mortem*. En 1593 un antiguo soldado de Orán, Baltasar de Morales, publicó en Córdoba el *Diálogo de las Guerras de Orán* dedicándolo a uno de los descendientes del conde⁶². Este diálogo humanístico que ponía en escena a tres personajes, Guzmán, Mendoza, y Navarrete –el último era un antiguo soldado de Orán– estaba claramente diseñado para rescatar la fama del conde⁶³. En el diálogo, Navarrete narra cómo la valentía, los servicios, el valor y los sacrificios del conde hicieron, «la mayor honra a nuestra nación que nadie jamás le hizo, a su costa»⁶⁴. A lo largo del

61 M^a J. Rodríguez-Salgado ha sugerido que la conservación inesperada de la reputación del nuevo rey se puede explicar porque la campaña y las negociaciones que la antecedieron no fueron filtradas hacia el exterior. La mayor parte de los poderes europeos, especialmente Francia, estaban totalmente involucrados en conflictos internos. Véase M^a J. Rodríguez-Salgado, *The Changing Face of Empire*, *op. cit.*, p. 282-285. Sobre los proyectos después de 1558, en particular en torno a la empresa contra Djerba y Trípoli, véase M^a J. Rodríguez-Salgado, «El León animoso entre las balas», *art. cit.*, p. 30-31.

62 Sobre la figura de Baltasar de Morales, véase Beatriz Alonso Acero, «Baltasar de Morales», en David Thomas y John Chesworth (coord.), *Christian-Muslim Relations, A Bibliographical History, Western Europe (1500-1600)*, Leiden/Boston, Brill, 2014, VI, p. 268-272.

63 Baltasar de Morales, *Diálogo de las Guerras de Orán (1543)*, *Guerras de los españoles en África, 1542, 1543, y 1632*, Colección de libros españoles raros o curiosos, Madrid, Imprenta de Miguel Gínsesta, 1881, XV, p. 239-379. Mar Martínez Góngora ha explicado cómo Morales construía la reputación del conde entre valores caballerescos medievales (exaltando el servicio militar de los nobles, particularmente a lo largo de la reconquista) e ideales renacentistas imperiales (evocando el sueño humanístico del renacer del imperio romano dentro del imperio español). Los tres diálogos –que cuentan los hechos que acaecieron alrededor del presidio bajo los Fernández de Córdoba– no sólo se refieren a la historia del linaje y a los servicios de los antepasados del conde a lo largo de la reconquista. Estos diálogos funcionan como una «relación de servicio» literaria. Mar Martínez Góngora, «Between a Frontier Hero and Scipio Africanus. The Caballero Martín de Córdoba y de Velasco in the Renaissance Chronicles of the Maghreb», *eHumanista*, 32, 2016, p. 413-428. Sobre la posición que ocuparon los escritos de soldados españoles en la historia de la literatura española y en relación con su uso en el sistema de gobierno de la monarquía (Mar Martínez Góngora, *Los espacios coloniales en las crónicas de Berbería*, Madrid, Iberoamericana Vervuet, 2013 y Miguel Martínez, *Front Lines: Soldiers' Writing in the Early Modern Hispanic World*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016).

64 B. de Morales, *Diálogo*, *op. cit.*, p. 257.

discurso, Navarrete desarrolla este retrato del conde utilizando términos de reputación, gloria, valentía y servicio, elaborando un discurso de reputación repleto de referencias a héroes clásicos y medievales (generales romanos, el Cid, etc.). A su vez, el personaje de Mendoza se sorprende de que el conde tuviera tantas cualidades recordando que se le solía achacar la responsabilidad del fracaso de Mostaganem⁶⁵. Al hilo del diálogo, las alegaciones de Guzmán a favor del conde y de su linaje cobran más protagonismo, especialmente cuando éste alude a los servicios que los antepasados del conde prestaron a los reyes cristianos a lo largo de la reconquista⁶⁶. Más adelante en el diálogo, Navarrete se encarga de establecer una serie de argumentos a favor del conde, refiriéndose a los éxitos militares que Alcaudete y sus hijos alcanzaron en vida. La figura de Gonzalo Hernández sólo se menciona una vez a lo largo de estas dos argumentaciones y su retrato se diluye entre muchos otros nombres de soldados⁶⁷.

492

En el desenlace de los diálogos de Morales, el fracaso de 1558 y la muerte del conde ocupan un lugar destacado. Para mejor restaurar la reputación perdida del conde de Alcaudete, Morales cuida la estructura narrativa de su texto para incluir tanto la reputación individual como familiar del conde. Después de exponer ante Guzmán y Mendoza las razones que llevaron a formar una alianza con los marroquíes y los de Tlemecen antes de atacar a Argel, Navarrete describe la visita que hizo el conde a la Corte para obtener el permiso de la regente para llevar adelante tamaña empresa. Navarrete insiste en el buen trato que el conde había recibido por parte de la princesa Juana y del emperador Carlos, señalando que el conde «estuvo allí unos días con muy gran nombre», o sea, con su reputación no sólo intacta sino muy crecida, hasta que llegaron cartas que le obligaron a juntarse a la campaña. En calidad de abogado del diablo, Mendoza responde al discurso de Navarrete propagando un rumor que había oído acerca de las grandes culpas del conde en la desdichada jornada de 1558. La respuesta de Navarrete no se hace esperar y comenta que:

[...] por desengañaros tornaré a la práctica y fue así: Que cómo el Conde llegó a Orán un Gonzalo Fernández engaño al Conde diciendo que los alárabes lo deseaban, y le ayudarían a tomar la tierra [...]. Que como hombre tan práctico y lengua, le dijo que sería muy bien ir a una provincia que se llama Tacela y á

65 *Ibid.*, p. 356.

66 *Ibid.*, p. 261-262. Aunque Navarrete lamenta la falta de amigos para defender públicamente la reputación del conde, confía que las futuras generaciones se encarguen de renovar su memoria.

67 *Ibid.*, p. 337. Gonzalo Hernández aparece en un episodio que cuenta cómo don Martín, hijo del conde, preparó un ataque en contra de una caravana que transportaba sal. Para completar los preparativos del ataque, don Martín, un paje y un espía se reunieron en la «casa de Gonzalo Fernández, que era lengua, para informarse bien de lo que el espía decía».

Guardáz, que es el riñón del reino, que desde allí haría sus negocios; esto fue la causa de su perdición, que salido allí los alárabes no vinieron⁶⁸.

Más tarde, Mendoza sigue sin entender cómo «un Capitán tan práctico como aquí habéis dicho» refiriéndose al conde, pudo equivocarse tanto y perder su reputación. La incomprensión de Mendoza sirve para que Morales ponga en boca de Navarrete otro argumento a favor del conde. Este tiene que ver con el hecho de que más allá de los hechos en vida del conde, su reputación había sido pervertida por malas lenguas y rumores. Navarrete afirma que:

Verdad que nadie perdiendo es loado, que los que miran desde la talanquera juzgan las cosas a su parecer, y navéguese muy bien desde la cama, y los que esto tratan, por ventura, no han visto ni moro ni turco en su vida, y porfían lo que no lo vieron; así no hay que decir dél que tuviese culpa de su pérdida, pues cumplió con su honra muriendo, que es lo último que hay que hacer, pues a la voluntad de Dios no se puede resistir⁶⁹.

El objetivo de esta observación consiste en afirmar que el conde no fue culpable del fracaso de 1558 ya que, si uno se centra en la figura de Gonzalo Hernández, el traductor fue quien tuvo la culpa de la perdición del conde. El punto de Navarrete y en última instancia de Morales consiste en atribuir la culpa de la derrota a Gonzalo Hernández y en decir que el simple hecho de que el conde muriese durante la batalla luchando con honor bastaba para que su reputación fuese restituida automáticamente⁷⁰. Además de echar la culpa al intérprete y ensalzar la honra del conde basándose en sus actos honorables y heroicos, Morales introduce en su obra otro argumento más a favor del conde. El diálogo entre Navarrete, Guzmán y Mendoza no termina con la batalla de Mostaganem y la defensa de la reputación del conde. Morales incorpora en su libro un breve relato tocante a los servicios del hijo del conde, Alonso de Córdoba y Velasco, segundo conde de Alcaudete y nuevo gobernador de Orán después de la muerte de su padre. Este relato celebra las hazañas del segundo conde al dar cuenta de «una jornada de gran reputación y honra, tanto que el conde viejo no llegó tan largo como aquí se llegó»⁷¹. Morales, a través de la voz de Navarrete, deja muy claro al lector que la reputación de la casa de Córdoba se encuentra a salvo y que sigue sirviendo a la del rey y de la monarquía en las plazas de Orán. A través de

68 *Ibid.*, p. 348.

69 *Ibid.*, p. 356-357.

70 Estudios literarios dedicados al honor en el teatro del siglo de oro demuestran que el honor puede intercambiarse con la muerte. La pérdida de honor sólo puede restituirse matando o muriendo. Véase A. Castro, «Algunas observaciones», art. cit., p. 17-19.

71 B. de Morales, *Diálogo*, op. cit., p. 364.

este ejemplo, el hijo asegura la continuidad de la buena reputación del linaje del conde.

El libro de Morales puede interpretarse como una extensión en el tiempo de los papeles de reputación afines a la figura del conde y a la de Gonzalo Hernández. Su publicación demuestra también que la reputación se concebía como un bien cuya conservación dependía de un esfuerzo continuo de memoria. Resulta llamativo que Morales empleara en su diálogo el mismo lenguaje de reputación que se utilizaba en la correspondencia administrativa generada en torno a la empresa hispano-marroquí de 1558⁷². Al rescatar el episodio de 1558 en 1593, fecha de publicación de los diálogos, Morales ofreció a los Fernández de Córdoba la oportunidad de (re)escribir la reputación de la propia familia ante una audiencia más amplia. Más allá del contexto particular de este libro, cabe señalar que en los años finales del reinado de Felipe II una tendencia general en transformar papeles de reputación en libros contribuyó al crecimiento de una economía política articulada en torno a lo que podría ser considerado una nueva cultura de la reputación⁷³. El libro de Morales con su dedicatoria a Martín Alonso de Montemayor, sobrino del primer conde de Alcaudete, debe entenderse en este contexto. No obstante, el fracaso de 1558 no había dañado tanto a la familia como para perder su estatus social. Los herederos del conde no fueron excluidos del control del gobierno de Orán (que permanece dentro de la familia hasta 1604) excepto entre 1564 y 1575. En los años noventa del siglo XVI, la memoria del norte de África para los españoles y los portugueses —unidos bajo un mismo rey entre 1580-1640— se componía de reputaciones perdidas y de fracasos militares tales como el de Alcazarquivir en 1578⁷⁴.

La publicación del *Diálogo* fue una oportunidad importante para rescatar la reputación de la familia de un pasado lleno de ambivalencias y dotarla de un capital histórico que podría revelarse útil para futuras generaciones. No se sabe mucho más sobre su autor, Morales, ni tampoco sobre el proyecto editorial y las

72 Este texto se encuentra a caballo entre las normas discursivas humanísticas y unas nuevas normas historiográficas que se estaban desarrollando durante este mismo periodo en los textos administrativos (en primera persona como relaciones, memoriales, avisos, informes, etc.) de la monarquía. Estos textos formaban parte del género de los «papeles de reputación». Sobre el desarrollo de este tipo de historiografía y su desarrollo en el contexto atlántico y americano de la monarquía, véase Robert Folger, *Writing as Poaching: Interpellation and Self-Fashioning in Colonial* relaciones de méritos y servicios, Leiden, Brill, 2011, p. 4-9.

73 Esta tendencia se reforzó aún más a través de las generaciones siguientes de historiógrafos y genealogistas del siglo XVII. Véase Fabien Moncher, «The Transatlantic Mediation of Historical Knowledge across the Iberian Empire (c1580-c1640)», *e-Spania* [en línea], puesto en línea el 1 junio 2014, consultado el 11 de marzo de 2017, <http://e-spania.revues.org/23697>.

74 Sobre la memoria y la repercusión historiográfica de este episodio, véase Lucette Valensi, *Fables de mémoire. La glorieuse bataille des Trois Rois*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.

relaciones de patronazgo que llevaron a este libro a la imprenta⁷⁵. No obstante, la intencionalidad de este libro de reputación tiene mucho en común con los *Extremos y grandezas de Constantinopla* publicado en 1638 por Jacob Cansino. En estos dos casos llama la atención el protagonismo que se da a los intérpretes de árabe en Orán a la hora de explicar cómo los juegos de reputación en la frontera mediterránea penetraron en la sociedad y en la cultura de corte de la época, así como en la cultura impresa, los procesos de patrimonialización de oficios, las ansiedades relativas a la ortodoxia religiosa y la reputación colectiva o individual de la monarquía como de sus agentes.

SILENCIAR LA LENGUA: REPUTACIÓN Y DISCRECIÓN

Los archivos y las historias de Orán revelan una versión de la trayectoria de Gonzalo Hernández que difiere mucho de la presentada por Morales en su *Diálogo*. En 1561 don Martín, hijo del primer conde, fue liberado de su cautiverio en Argel merced a su hermano don Alonso, segundo conde de Alcaudete y gobernador titular de Orán⁷⁶. Gonzalo Hernández fue liberado en fechas semejantes y su rescate fue pagado por el rey de España⁷⁷. El apoyo de Felipe II a favor del pariente y del agente del antiguo conde prosiguió hasta el fallecimiento de Gonzalo Hernández en 1570. En 1566, Gonzalo Hernández recibió por parte del monarca un pago de mil ducados⁷⁸. A pesar de los ataques posteriores que Morales dirigió hacia su memoria, no parece que Gonzalo Hernández cayera en desgracia durante su vida. Trabajó hasta su muerte como capitán y lengua en Orán y su hijo, Luis, heredó su cargo justo antes de su fallecimiento⁷⁹. Del mismo modo que los Fernández de Córdoba monopolizaron el cargo de

75 El libro fue publicado en Córdoba por Francisco de Cea y dedicado a Martín Alonso de Montemayor, sobrino del primer conde de Alcaudete. Sobre esta obra y su significado historiográfico, véase Beatriz Alonso Acero, «Baltazar de Morales», art. cit., p. 270-271. Los Cea, «verdadera dinastía de tipógrafos cordobeses», tuvieron relaciones de parentesco en segundo grado con los Fernández de Córdoba a través de otra rama de la familia Cea que «dio a su patria muchos caballeros veinticuatro» de la ciudad y que se casaron con la familia noble a principios del siglo XVII. José María de Valdenebro y Cisneros, *La imprenta en Córdoba: ensayo bibliográfico*, Madrid, Impresores de la Real Casa, 1900, p. XVIII.

76 Paul Ruff, *La domination espagnole à Oran sous le gouvernement du comte d'Alcaudete*, edición de Chantal de La Véronne, Paris, Bouchène, 1998, p. 176. La liberación de 1561 coincidió con el renuevo de las tensiones entre los marroquíes y los portugueses, ahora respaldados por su alianza con los españoles. Ver Darihu Yahya, *Morocco, op. cit.*, p. 35.

77 Chantal de La Véronne, «Note sur le siège d'Oran de 1563», en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, op. cit.*, II, p. 27-28.

78 *Id.*, «Nouvelle note sur Gonzalo Hernández (1566)», en Robert Ricard y Chantal de la Veronne (coord.), *Sources inédites, op. cit.*, II, p. 146-147.

79 Luis Hernández ocupó el cargo de su padre y participó en negociaciones con tribus locales, aprovechándose de las relaciones de su padre con los poderes cristianos y musulmanes. Suárez Montañés, *Historia del maestro último que fue de Montesa, op. cit.*, p. 341.

gobernador de Orán durante cuatro generaciones, la familia morisca de los Hernández de Córdoba se consolidó en el cargo de «lengua» durante cuatro generaciones. Lo hicieron junto a los Cansino y, más tarde, junto a los Fernández de Sotomayor⁸⁰. En todo caso, la reputación constituyó un patrimonio fundamental a la hora de mantener a los representantes de la familia en el cargo mientras competían con otras familias.

La reputación se convirtió en un «bien mueble político», o sea, un capital intangible que tuvo repercusiones muy concretas en las vidas y carreras de los traductores de árabe y de sus familias. De igual modo que su capital financiero, la reputación que estos traductores funcionó —mediante su arte lingüístico— como un capital que se heredaba y redistribuía entre parientes contribuyendo a una patrimonialización del oficio de traductor gracias a la reputación y dejando de lado cuestiones de venalidad⁸¹. El multilingüismo que fue originariamente concebido como una habilidad vinculada al contexto socio-político de la frontera, se convirtió —en la práctica y a través de los discursos de servicio y reputación (instrucciones, memoriales, etc.)— en una cualidad transmisible al cargo de traductor del presidio, cargo que muchas veces se compaginaba con una posición militar en el presidio⁸². La posesión de un oficio en la administración de la monarquía aseguraba la continuidad de la reputación a la par que ofrecía múltiples oportunidades para su conservación. Del mismo modo que el honor (o la honra), la «reputación» se entendía a través de un conjunto de cualidades y hechos que, aunque intangibles y generados principalmente por mecanismos de fama, funcionó como un bien mueble integrado en el patrimonio de las familias de traductores. Al mismo tiempo, la reputación podía ampliarse o perderse a lo largo del tiempo y de los juegos de ascenso y descenso social. La reputación no podía por lo tanto limitarse a las estrategias de representación de la monarquía y de los individuos. Funcionaba como una válvula de escape cuando presiones de todo tipo amenazaban con desacreditar a individuos y a la monarquía.

Pensar en la reputación como en una válvula de escape permite explicar la tolerancia con la que se gestionó el caso de Gonzalo Hernández. No fue el único

⁸⁰ Sobre las historias conectadas de estas tres familias, véase Claire Gilbert, *The Politics of Language in the Western Mediterranean c.1492-c.1669. Multilingual Institutions and the Status of Arabic in Early Modern Iberia*, tesis doctoral, UCLA, 2014, p. 135-164.

⁸¹ Sobre las familias de traductores en la España de los Austrias, ver Ingrid Cáceres Würsig, *Historia de la traducción en la administración y en las relaciones internacionales en España (x. XVI-XIX)*, Madrid, Vertere, 2004, p. 62-69 y C. Gilbert, *The Politics of Language*, op. cit., p. 139-167. Sobre el incipiente proceso de patrimonialización de oficios en la España bajomedieval y durante el periodo de los Austrias, véase, ente otros, Antonio Jiménez Estrella, «Poder, dinero, y ventas de oficios y honores en la España del Antiguo Régimen: un estado de la cuestión», *Cuadernos de Historia Moderna*, 37, 2012, p. 259-272.

⁸² Sobre la patrimonialización de oficios militares, *id.*, «Poder, dinero, y ventas de oficios», art. cit., p. 265-267.

agente cuya reputación sirvió como válvula de escape cuando la monarquía se encontraba bajo presión. Por ejemplo, a finales de 1558, después de múltiples reveses militares, incluyendo el de Mostaganem, se abrieron negociaciones discretas entre los españoles y los Otomanos. Tanto Felipe como Suleiman estaban preocupados por las consecuencias que dichas negociaciones podrían tener sobre su reputación y autoridad en el caso de que fuesen descubiertas. Por ello, ambos soberanos emplearon a un mediador genovés, Francesco Franchis, para concluir un trato secreto. Franchis era tratado en público por ambos bandos como el representante del rival, de manera que tanto el rey como el sultán se reservaban el derecho de culpar al mediador antes de que su reputación o autoridad fuesen tachadas⁸³. El trato ambivalente que Felipe II mantuvo con Gonzalo Hernández a lo largo de las negociaciones relativas a la empresa anti-otomana y a la alianza con el sultán de Marruecos cobra más sentido a la luz de estos juegos de reputación. De ser necesario —como lo fue a la hora de conservar la reputación del conde en el proyecto editorial de 1593— Felipe II hubiera culpado al «traidor-traductor» para dejar a salvo la reputación de la monarquía. Al lado de la razón de estado coexistió en aquella época una razón de reputación, o dicho de otro modo una reputación de estado.

Los juegos de reputación representaban un riesgo para todos los interesados, tanto para la monarquía como para sus agentes. Al mismo tiempo, la maleabilidad de la reputación podía ser también una ventaja. Su plasticidad ayudó a convertir el carácter intangible de la fama en un capital social transmisible. En el caso de los agentes judíos o moriscos —para quienes las vías de acenso social fueron más complejas que lo normal por cuestiones de limpieza de sangre y de «honra/honor»— la «reputación» y sus cognados agilizaron cierta movilidad social y económica por la vía de los servicios prestados a la monarquía⁸⁴. En el caso de ciertas familias de traductores, la reputación fue un asunto político a la par que un asunto familiar. Los mecanismos en juego para la conservación de la reputación

⁸³ Sobre este episodio véase M^a J. Rodríguez-Salgado, *The Changing Face of Empire*, op. cit., p. 298-305 y Darihu Yahya, *Morocco*, op. cit., p. 32.

⁸⁴ La posibilidad de un acenso social mediante la nobleza no era del todo imposible para conversos o moriscos (aunque sí lo fue para musulmanes y judíos como los Cansino). Henry Kamen, entre otros, ha insistido en la necesidad de examinar críticamente los discursos elaborados sobre la limpieza de sangre (incluso discursos académicos contemporáneos) y el concomitante riesgo de fomentar un excepcionalismo español. Henry Kamen, «Limpieza and the Ghost of Americo Castro: Racism as a Tool of Literary Analysis», *Hispanic Review*, 64/1, 1996, p. 19-29. H. Kamen se refiere al tratado de Juan Arce de Ortalora, *Summa nobilis Hispanicae* (1553). Este texto precisa que los conversos podrían «haver todos los officios y honrras que han todos los otros cristianos» notando que muchas familias nobles hispanas tenían antecedentes judíos o musulmanes (*ibid.*, p. 25). Véase también María Elena Martínez, *Genealogical Fictions: Limpieza de Sangre, Religion and Gender in Colonial Mexico*, Stanford, Stanford University Press, 2011, p. 25-41 y Christina Lee, *The Anxiety of Sameness in Early Modern Spain*, Manchester, Manchester University Press, 2016, p. 23-46.

fueron el servicio y la fama. La reputación dependió de la circulación de la fama de ciertos individuos a lo largo del tiempo y de las jerarquías del gobierno de la monarquía. Como se ha visto con el caso de Gonzalo Hernández, los papeles de reputación tuvieron un impacto directo sobre la toma de decisiones en la Corte y en los consejos. Más allá, estos papeles revelan las conexiones y los conflictos que regularon los juegos de reputación de la Monarquía Hispánica en sus fronteras a lo largo de los siglos XVI y XVII⁸⁵.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 167.

TODO ES CONSPIRAR CONTRA ESPAÑA.
REPUTACIÓN Y LIBROS PROHIBIDOS (SIGLOS XVI-XVII)

Manuel Peña Díaz
Universidad de Córdoba

La Corona española necesitó de una serie de instrumentos fundamentales para el desarrollo de su política exterior con el objeto de mantener su reputación, asociada a la defensa del catolicismo y de las posesiones americanas y su monopolio comercial. Esta política supuso una apuesta permanente por ofrecer la respuesta adecuada que, en momentos de tensión, debía dar como potencia hegemónica para reafirmar su fama y prestigio. No solo se defendía el uso de la fuerza para que se reconociera la autoridad del soberano, también se consideraba la adquisición de información como una de las actividades decisivas para la interrelación efectiva de los distintos centros de poder. De ahí el papel creciente de la diplomacia que, condicionó las relaciones entre los miembros de la corte sobre principios de emulación, autocontrol, vigilancia y observación. La diplomacia, con toda su maquinaria informativa, se metamorfoseó en una práctica constante de habilidad, astucia y disimulo, para conocer los intereses ajenos y ocultar los propios. Y fue en ese contexto, durante las últimas décadas del siglo XVI, cuando se produjo un importante crecimiento cualitativo y cuantitativo del servicio exterior, aunque sin llegar todavía a profesionalizarse¹.

Aunque las primeras medidas militares de Felipe III fueron una ruptura con los últimos planteamientos pacifistas de su padre, la conflictiva realidad social y económica y la deficitaria hacienda regia frenaron esa estrategia y recondujeron la política exterior hacia posiciones más pragmáticas. Tampoco los sucesivos tratados y paces –Vervins, Amberes, Londres– trajeron consigo la desaparición

Este estudio forma parte del Proyecto Vida cotidiana, cultura gráfica y Reforma Católica en el Mundo Hispánico (HAR2014-52434-C5-3-P) financiado por el Ministerio de Economía y Competitividad del Gobierno de España.

¹ Manuel Rivero, *Diplomacia y relaciones exteriores en la Edad Moderna. De la cristiandad al sistema europeo, 1453-1794*, Madrid, Alianza, 2001, p. 102.

de hostilidades ni de tensiones². La maquinaria informativa de la Monarquía continuó muy activa coordinando los espías. Los avisos e informes elaborados por ellos eran filtrados por el espía mayor de la corte que, una vez verificado su contenido, los enviaba a los secretarios de Estado, y esto al Rey. No todos los informantes eran agentes captados, en otras ocasiones las comunicaciones procedían de voluntarios que por su movilidad, por su capacidad de obtener datos y por sus conocimientos específicos avisaban de posibles movimientos enemigos³. Una de las actividades de la red de inteligencia desplegada por Europa era advertir sobre las ediciones de libros heréticos, los envíos y sus vías de entrada en España. Desde los lugares más distantes llegaban avisos a los secretarios de estado que con frecuencia eran trasladados al Santo Oficio previniendo entregas de ingentes cantidades de libros heréticos.

LOS ENVÍOS DE LIBROS HERÉTICOS

En las primeras décadas del siglo XVI el control inquisitorial del libro fue bastante disperso y limitado. Ha quedado más en la memoria la imagen de puntuales quemas de libros y la recogida de libros de Lutero iniciada en 1521 que su tarea condenatoria, excepcional y expectante. No es casual que cuando el Santo Oficio asumió, a partir de 1540, la visita a librerías reconociese en unas instrucciones enviadas a Salamanca, Sevilla y Barcelona el principal obstáculo para el control de las tiendas: «no teniendo temor los mercaderes y libreros a las censuras y prohibiciones del Santo Oficio»⁴.

A partir de 1550 la situación entró en una nueva fase, en primer lugar, con la publicación de índices de libros prohibidos, aunque los libreros siguieron protestando. En 1551 se promulgó el primer catálogo, reedición del Índice de Lovaina con un apéndice de los libros que ya había prohibido la Inquisición en España.⁵ En segundo término, el Santo Oficio tuvo que reconducir sus estrategias de control ante el *problema protestante* que había aparecido en el interior de Castilla, había que frenar y controlar la difusión del *contagio*.

2 Una síntesis de esta ambivalente política exterior de Felipe III a comienzos de su reinado en Manuel Peña, «La búsqueda de la paz y el *remedio general*», en Ricardo García Cárcel (coord.), *Historia de España. Siglos XVI y XVII. La España de los Austrias*, Madrid, Cátedra, 2003, p. 265-268.

3 Un detenido estudio sobre esta maquinaria en Diego Navarro, *Los archivos del espionaje: información, razón de estado y servicios de inteligencia en la monarquía hispánica*, Madrid, Caja Duero/CNI, 2003, p. 61-95.

4 Archivo Histórico Nacional (AHN), *Inquisición*, libro 574, fol. 233r^o. Véase José Martínez Millán, «Aportaciones a la formación del Estado moderno y a la política española a través de la censura inquisitorial durante el período 1480-1559», en Joaquín Pérez Villanueva (coord.), *La Inquisición Española. Nueva visión, nuevos horizontes*, Madrid, Siglo XXI, 1980, p. 561.

5 Manuel Peña, *Escribir y prohibir. Inquisición y censura en los Siglos de Oro*, Madrid, Cátedra, 2015, p. 39-42.

Es en ese contexto, y desde 1555, cuando el Consejo de la Suprema reiteró una y otra vez en sus cartas acordadas la imperiosa necesidad de buscar y recoger libros prohibidos, vigilando fronteras y visitando librerías e incluso algunas bibliotecas privadas. La detención en 1557 del arriero Julián Hernández con libros prohibidos importados y los acontecimientos de Sevilla y Valladolid de ese mismo año y de 1558 dejaron en evidencia la vulnerabilidad de un sistema censorio más ostentoso que efectivo.

Todas las autoridades se tuvieron que implicar, incluso aquellas que eran ajenas al Consejo de la Suprema pero que eran miembros de otros consejos de la monarquía. Así sucedió con la iniciativa que en 1558 el arzobispo de Toledo, Bartolomé Carranza, trasladó a Francisco de Castilla, alcalde de Corte, para que hiciese diligencias para «saber por qué vía y quiénes enviaban libros de herejes a España». El informe dejaba claro que en ese momento eran libreros y exiliados los que actuaban interrelacionados para mandar dichos libros. Los libreros de Amberes importaban volúmenes en español y en latín impresos en Alemania, y eran españoles huidos a esas tierras germanas quienes transportaban a las ciudades flamencas cajas y cajas. ¿Cuál era el remedio? Mandar un espía que indagase quiénes eran los que costeaban dichas ediciones, con la sospecha que el enemigo estaba dentro:

El que fuese a la feria de Fráncfort entenderá los libros españoles que se imprimen y quién es el autor de ellos y para qué provincias o lugares de España se imprime, porque de allá se paga la costa de de las imprentas que es grande y tiénese por cierto que allá alguna gente dañada particularmente en el Andalucía y Aragón, así lo confesó un hereje que quemaron el año pasado en Brujas que en España tenían también ellos iglesia aunque oculta⁶.

Al servicio de dos secretarios de Felipe II, Francisco de Eraso y Mateo Vázquez, actuó en Flandes fray Lorenzo de Villavicencio⁷. Este prestigioso agustino jerezano conoció bastante bien cuáles eran las prácticas exportadoras de los libreros de Amberes. En uno de sus informes se detuvo en precisar cómo actuaba el mercader de libros Pedro Vilman o Vellero:

[...] aunque no [tiene] tienda aquí, tiene un criado y tienda en Medina del Campo, o en Sevilla. Éste compra aquí libros todos los que le parece y envía a

6 AHN, *Inquisición*, leg. 3638 exp. 2. Cartas sobre envíos de libros herejes a España a Mateo Vázquez, 1558-1590. Estas noticias también se reproducen parcialmente en el Memorial que Carranza entregó a los inquisidores sobre su catecismo y sobre sus actividades en Flandes contra los herejes, véase *Colección de documentos inéditos para la Historia de España*, Madrid, Viuda de Calero, 1844, V, p. 528-533.

7 Gabrielle Dorren, «Por la honra de Dios. Informadores del Rey sobre la situación en Flandes (1564-1566)», en José Martínez Millán (coord.), *Felipe II (1527-1598): Europa y la monarquía católica*, Madrid, Parteluz, 1998, t. I, p. 161-168.

España. Créese que ha enviado buenos y malos libros, hanse de visitar las tiendas que tienen en España. Éste sabe por qué vía se han enviado los libros herejes a España.

Villavicencio, además de proponer detener a éste y a otros individuos, ofreció información sobre cuáles eran las vías por donde introducían los libros a mediados del siglo XVI, una vez que habían aumentado los controles en los puertos peninsulares:

[...] han tomado otro camino para pasarlos en España, que es enviarlos a León [Lyon] de Francia y desde allí por Viarne [Bearn] y tierras de Vandoma [Vendôme] pasarlos o en Aragón por las montañas de Jaca o en Navarra por los montes Pirineos.

Se ordenó que se escribiese a la Suprema para que se lo trasladase a los tribunales inquisitoriales de Zaragoza y Calahorra «para que tengan cuenta con esto y provean de remedio»⁸.

502

La ofensiva era mediante papel impreso e incluso en persona. Según informaba el embajador en Inglaterra, Bernardino de Mendoza, en 1581 los herejes ingleses estaban enviando individuos para «sembrar» la herejía en tierras españolas, comenzando en primer lugar por las más próximas, las vascas. Ciertamente, en los puertos del norte muchas posadas estaban en manos de franceses e ingleses. La obsesión por el extranjero, como peligro en potencia, desarrolló un escrúpulo extremo y circunstancial entre los presionados comisarios de puertos. Aunque para una eficaz puesta en práctica de estos controles, los ministros inquisitoriales pronto advirtieron su mayor deficiencia: la falta de dominio de lenguas extranjeras; de ahí que en 1577 el inquisidor Pedro de los Llanos solicitase el servicio de intérprete para poder realizar las visitas de navíos⁹.

Los puertos vascos y la frontera con Francia eran puntos débiles del sistema de control de entrada de la Corona de Castilla. En un aviso del embajador Guzmán de Silva en enero de 1567 hacía saber que por la parte de Bayona pasaban libros heréticos en toneles «y que van predicadores y en hábito de religiosos para engañar». En un carta de 1583 un desconocido informante comunicó que hacía unos tres años oyó que entraban libros por el Bearn y la Vendôme hacia Vizcaya,

8 AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 2.

9 Véase Iñaki Reguera, «El luteranismo: el control de la costa», en Antonio Bombín (coord.), *La Inquisición*, San Sebastián, Universidad del País Vasco, 1989, p. 138. Sobre visitas de navíos es excelente el trabajo de Carlos A. González Sánchez y Pedro J. Rueda, «*Con recato y sin estruendo*. Puertos atlánticos y visita inquisitorial de navíos», *Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa*, serie 5, 1/2, 2009, p. 473-506. Para la normativa inquisitorial ver Juan C. Galende y Bárbara Santiago, «Las visitas de navíos durante los siglos XVI y XVII: historia y documentación de una práctica inquisitorial», *Documenta & Instrumenta*, 5, 2007, p. 51-76.

metidos en «fundas dobladas»¹⁰. En otros momentos los avisos los recibían jesuitas que pasaban el informe a la Suprema, como la noticia que hizo saber el padre Ribadeneira en abril de 1599 sobre el envío desde el puerto de La Rochelle de más de cien cargas de libros en castellano con las *Instituciones* de Calvino, el *Nuevo Testamento* de Beza y su catecismo. La recomendación a los inquisidores era obvia: tenían que visitar los navíos.

Las conexiones se establecían entre mercaderes de Amberes, Amsterdam, La Rochelle o Londres y sus representantes en Medina del Campo, Sevilla o Málaga. En ocasiones muy puntuales los envíos de estos libros se producían también desde puertos de Dinamarca y Suecia (1 junio de 1578). Otros circuitos conectaban los centros tipográficos alemanes, suizos y franceses con Aragón y Navarra o con Barcelona. Entre las cartas conservadas hay avisos de libros de Calvino almacenados en Dijon, en Toulouse o en Fráncfort preparados para ser enviados a España. Algunas informaciones revelan otras vías alternativas con paradas intermedias. El 19 de julio de 1581 el embajador Bernardino de Mendoza avisaba de que habían salido de Londres dos pipas grandes llenas de biblias impresas en Ginebra, en latín y en castellano, con destino a Portugal y las Azores. En un carta de 1583 recibida en la secretaría de Flandes se comunicaba que los marineros portugueses habían relatado que los comisarios y oficiales del Santo Oficio de su Reino dejaban descargar libros «por suma de dineros». En concreto, sabían que había sucedido con libros de herejes impresos en Leyden y con biblias en vulgar, y que el soborno era suculento porque vieron que a los ministros inquisitoriales «les hicieron banquete».

Además de referir desde donde se hacían los envíos y los puertos posteriores de desembarque, en los informes daban noticias muy precisas sobre los modos de envolver dichos libros para hacerlos pasar desapercibidos ante una probable visita de navíos. En una carta de septiembre de 1580 enviada desde Roma por el marqués de Alcañices informaba que había tenido noticia de que se llevaban libros prohibidos a España y a Indias a través de las Canarias y algunos lugares de África con los que Sevilla tenía comercio. Los libros llegaban en toneles, con la mitad con vino, envueltos con ropa, y también encuadernados con libros permitidos, ese era el caso de la *Biblia del Oso* de Casiodoro de Reina. Por la misma fecha, en un carta enviada desde Bruselas por Fernando Delgadillo advertía que desde Berna y Ginebra se empaquetaban los libros en paneles de cera, «los cuales ponen en los bordes y no en el medio», para mandarlos a Lyon, de allí a Calais y a Nantes, y por mar a España. En un informe anónimo de agosto de 1585 se comunicaba que se habían enviado dos navíos —uno a Sevilla y otro

10 Hasta la siguiente nota todas las noticias citadas han sido extraídas de AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 2.

a Lisboa— cargados de Inglaterra con biblias y salmos en español, cubiertos con hojas de *Calepino* y los salmos con hojas de *Officina Textoris*.

Fuese porque se ocultaban con mucho cuidado o por la ineficacia de los controles, los impresos entraban en los puertos de la Península con bastante frecuencia. En marzo de 1581 un espía llamado «monsieur de Vaux» hacía saber a Felipe II que «en Sevilla y Sanlúcar no son los inquisidores muy hábiles ni diligentes para descubrir los libros herejes y perversos». Y añadía que «los inquisidores no se debían contentar de ver solamente las mercancías para ver los cofres y aún las camas de los marineros». El 3 de mayo de 1590 el jesuita Antonio Crespo le escribió desde Bruselas a su compañero de la Compañía Francisco Antonio que vivía en Madrid, la carta acabó en manos del secretario Vázquez que a su vez la reenvió a la Suprema. El comentario más revelador era que los herejes de Holanda y Zelanda ya habían metido en España nada menos que quince mil libros, y vista la fragilidad de los controles inquisitoriales preparaban un envío que doblaba el anterior. El método para ocultarlos era aparentemente sencillo: «entre el bizcocho y en las pipas del agua y cerveza» de la tripulación.

504

Había cundido la alarma no sólo por la calidad y variedad de títulos sino también por la cantidad de ejemplares que los mercaderes de libros suizos, franceses, holandeses, ingleses y alemanes mandaban a España. Y, en ocasiones, de la alarma se había pasado al alarmismo. Los informes daban crédito a rumores sobre envíos imaginarios o exageraban la cifra de los que sí se mandaban. Así se leen noticias tan sorprendentes como que un tal Juan Cortés había comunicado en 1586 desde Turín que «un caballero francés le dijo que en España no pasa un año que se metan más de 40.000 libros herejes». O que un fraile envió una carta a Mateo Vázquez, fechada el 19 de mayo de 1582, en el que daba noticia de la existencia de una larga y carísima vía de entrada: libros impresos en Ginebra eran enviados a las Indias, para de nuevo mandarlos a Sevilla. Todo pudo ser posible si damos credibilidad al siguiente informe que mandó en enero de 1579 un espía francés al embajador español en París, Juan de Vargas Mexía. En él relataba con todo detalle lo visto y oído en su visita a librerías en Ginebra:

Libros de la Sagrada Escritura y de otras leyendas y que preguntado como tenían tantos libros en español le dijeron que con ninguno ganaban tanto como con ellos ni había tanta salida porque los llevaron de allí por Alemania y por diversas partes de esos reinos y a Italia y a Flandes y que habían doce o catorce españoles en aquel lugar aprendiendo su secta y a predicar en ello [...] que es negocio a que se debe mucho mandar advertir porque realmente se lleva por esta vía y con este pretexto de mirar de destruir las monarquías y aún la nobleza en todas partes introduciendo libertad y estado popular; y contra ninguna se tiene tan asentado

como contra España pareciéndoles ser niervo (sic) y la boca del estómago, no solo de los reinos de Vuestra Majestad pero de toda la Cristiandad.

FRANCISCO PEÑA, LOS LIBROS HERÉTICOS Y LA REPUTACIÓN ESPAÑOLA

Con el cambio de reinado y antes del cierre de negociaciones con los enemigos ingleses y los rebeldes holandeses, los avisos de inminentes entradas de libros prohibidos continuaron y las visitas de navíos también. En una carta escrita en Gante el 22 de noviembre de 1602 se advertía del envío, vía Sanlúcar de Barrameda, de mil libros encuadernados y envueltos «a manera de tela fina de Holanda» que contenía *La confesión de fe* de Casiodoro de Reina, es decir «compuesta y sacada en luz debajo del nombre de los españoles que están en Londres desterrados y huidos»¹¹. Las conversaciones y la paz con los holandeses alimentaron una activa oposición al pacifismo. Quevedo y su *España defendida* (1609) fue un ejemplo entre otros muchos¹². No sólo la guerra era un motor de la regeneración, sino que Quevedo también valoraba esa «poca paz que alcanzamos, en parte maliciosa», porque los españoles seguían siendo atacados por pueblos envidiosos, fuesen franceses, holandeses o ingleses. La paz era tregua: «España nunca goza de paz: solo descansa, como ahora, del peso de las armas, para tornar a ellas con más fuerza y nuevo aliento»¹³.

En ese contexto el conocido canonista Francisco Peña elaboró en Roma un extraordinario informe que incidía en la «poca paz» quevediana, es decir, en los permanentes ataques de las naciones enemigas mediante los envíos de libros prohibidos. Cuando el arzobispo de Toledo, Bernardo de Sandoval, fue nombrado en 1608 Inquisidor General le pidió a Peña que le asesorase en su nuevo cargo. El 18 de agosto de 1609 y cumpliendo ese cometido, Peña le escribió un informe detallado sobre determinados asuntos «para que según la calidad y gravedad de ellas, con su mucha prudencia y gran celo procure proveer de remedio»¹⁴. Aunque decía que no era oportuno hacerce eco —«por ser cosa tan notoria»— de noticias sobre las críticas de protestantes hacia la política exterior española, el informe estaba dedicado en parte a ello. En concreto, refirió la existencia de libros que circulaban «con demasiada libertad», sobre todo

11 AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 3.

12 Michele Olivari, *Avisos, pasquines y rumores. Los comienzos de la opinión pública en la España del siglo XVII*, Madrid, Cátedra, 2014, p. 449-482.

13 Antonio Sánchez Jiménez, *Leyenda Negra. La batalla sobre la imagen de España en tiempos de Lope de Vega*, Madrid, Cátedra, 2016, p. 285-288 y Victoriano Roncero, «La España defendida de Quevedo y la tradición de *Laus Hispaniae*», en Juan Fernández, José J. Labrador y Teresa Valdivieso (coord.), *Estudios en homenaje a Enrique Ruiz-Fornells*, Erie (Pennsylvania), ALDEEU, 1990, p. 575-584.

14 AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 3.

«después de las controversias con Venecia y conciertos con Inglaterra, contra nuestra santa fe católica».

Peña había sido testigo en primera línea de la crisis del Interdicto entre Venecia y Roma durante 1606 y 1607. Como canonista seguía muy de cerca la ofensiva jurídica que cuestionaba la potestad papal en la esfera de lo temporal. Durante esas mismas fechas él mismo había intervenido en una controversia sobre el foro eclesiástico en los dominios españoles en Nápoles, negando que la autoridad civil pudiese confiscar el patrimonio a los herejes sin antes resarcir los emolumentos de los inquisidores¹⁵.

506

La intervención de las diplomacias española y francesa pudo pacificar lo que parecía abocado a un enfrentamiento por la hegemonía en Italia de unos y otros. La retirada de la excomunión, que en abril de 1606 había lanzado Pablo V contra el Dux y el Senado, y del interdicto papal sobre todo el territorio de la República veneciana facilitaron el entendimiento, aunque Venecia mantuviese su postura regalista en asuntos de derecho canónico y de propiedades eclesiásticas. El comentario de Peña confirmaba esta situación y ponía un ejemplo. La República mantenía su pulso permitiendo la circulación de libros heterodoxos: «De sola Venecia, y por su ocasión y causa, hasta hoy he visto más de XX libros o tratados llenos de proposiciones heréticas y cismáticas y de otras calidades. Corren por Venecia y su dominio libremente sin que nadie ose contradecir»¹⁶.

Peña en su informe apuntaba cuáles eran las consecuencias de la guerra de información que se había desatado con la crisis del Interdicto y cómo estaba afectando a la reputación española. En sus comentarios se puede apreciar como las interacciones del impreso, el manuscrito y la oralidad funcionaban como un mismo sistema de comunicación¹⁷. Esta crisis fue un acontecimiento excepcional, no sólo por la gravedad del conflicto político sino también por su enorme proyección mediática y territorial:

Estos libros y tratados han cundido mucho por todas partes, en Alemania y Polonia han hecho mucho daño, y animado mucho a los herejes de aquellas partes para emprender cualquiera maldad¹⁸.

15 Vincenzo Lavenia, «Francisco Peña», en Adriano Prosperi (coord.), *Dizionario storico dell'Inquisizione*, Pisa, Edizione della Normale, 2010, III, p. 1186-1189.

16 AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 3.

17 Sobre por qué no deben separarse estos modos de comunicación en un contexto histórico determinado por pertenecer a un mismo sistema multimedia véase Robert Darnton, «An Early Information Society: News and the Media in Eighteenth-Century Paris», *The American Historical Review*, 105-1, 2000, p. 1-35.

18 AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 3. Sobre esta guerra de papeles y rumores véase Filippo de Vivo, *Patrizi, Informatori, barbieri. Politica e comunicazione a Venezia nella prima età moderna*, Milán, Feltrinelli, 2012, p. 37-124.

El informe incidía que en Venecia habían salido a la luz aspectos importantes de las estrategias coincidentes de ingleses y venecianos para erosionar la hegemonía española en Italia y condicionar la opinión pública en la península Ibérica: «También han penetrado y caminado para España, y debajo de católicos títulos hacen infinitos daños, por eso me ha parecido enviar con esta los solos nombres, para que por ellos se entienda de quien nos habemos de guardar». Pero en el informe Peña dejaba bien claro cuál era su principal preocupación, es decir, se trataba de desvelar los diferentes recursos empleados por los enemigos en sus ataques al Papado, e insistía que todo iba «encaminado a poner odio contra la iglesia y su inmunidad, y de personas eclesiásticas y a que se pierda el respeto al Papa y su divina autoridad, que este es el fin principal donde tira el calvinismo». No nombraba a Paolo Sarpi, pero conocía muy bien las actividades del servita italiano en aquellos meses, sus relaciones librescas y epistolares con protestantes alemanes y sus contactos con calvinistas o anglicanos que estaban en Venecia. Como ha recordado Lavenia, Peña había recuperado el favor papal a raíz de su beligerante actitud en contra de las autoridades venecianas y de Sarpi, y se convirtió en sus últimos años de vida en un polemista ultracurial¹⁹.

Uno de los riesgos que se podían derivar de esta política veneciana condescendiente con los enemigos del Papado y de Felipe III lo leyó bien Peña, aunque fuese en clave libresca: «Y como está tan cerca el Estado de Milán que se puede llamar confinante, el peligro de inficionarse es evidente». Milán, que había pasado de ser la llave de Italia a convertirse en el corazón de la Monarquía²⁰, era el enclave a proteger según el análisis confesional de Peña. En su informe hacía saber al cardenal Sandoval que estaba en contacto con el conde de Fuentes, gobernador y capitán general del Milanésado, y hombre clave en esos conflictivos años en la lucha por el control del Camino Español. Las interferencias inglesa y francesa, y el distanciamiento de Venecia con Roma complicaban la hegemonía española. La visión de Fuentes no era muy optimista, según le había escrito a Peña:

[...] de su mano me dice que tiene por dificultoso el poderse librar Italia de la vecina herejía, la cual con increíble cuidado atiza dentro de Venecia el descomulgado embajador [Wotton] del herético inglés con el ejercicio del calvinismo y libros de Calvino que procura insinuar. Hombres prudentes afirman que su instinto particular este es, porque el inglés pocos o ningún

19 Véase también Vittorio Frajese, «Regno ecclesiastico e stato moderno. La polemica tra Francisco Peña sull'esenzone dei chierici», *Annali dell'Istituto Storico Italo-germanico di Trento*, 14, 1988, p. 273-339.

20 Pablo Fernández Albaladejo, *Fragmentos de Monarquía. Trabajos de historia política*, Madrid, Alianza, 1992, p. 185-237.

negocio tiene que tratar en aquella República, y este mal no puede ser curado con censuras eclesiásticas, porque aquel Duce les ha perdido el respeto²¹.

Su reputacionismo era crítico con la política exterior de Lerma y sus acuerdos con la Corona inglesa de agosto de 1604. Las negociaciones del condestable de Castilla, Juan Fernández de Velasco²², que tanta repercusión tuvieron, fueron despreciadas por Peña por sus nefastas consecuencias ante la exhibición impune de prácticas heréticas en tierras hispanas:

De lo de Inglaterra basta acordar a Vuestra Señoría Ilustrísima que después que los ingleses tuvieron licencia de comunicar con España y entrar en ella, en todos lugares y puertos donde han sido admitidos viven con notable escándalo de los católicos, no haciendo caso de la cruz ni de las sacras imágenes, ni del Santísimo Sacramento cuando pasa por las calles, antes lo miran con desdén como quien lo tiene por mentira y engaño. Comen carne los días prohibidos, entierran los muertos a su rito y ceremonia y finalmente, so color de paz, hacen cuanto pueden guerra cruelísima a la fe, a la iglesia y a nuestro señor Jesucristo²³.

508

Fue inevitable esta claudicación confesional de la que tanto se lamentaba el canonista español. La historiografía ha sido muy contundente en la valoración de los tratados de 1604 y 1607 con Inglaterra, Francia y la Hansa. Para Carlos Gómez-Centurión representaron en el fondo una clara victoria sobre España, por dos razones. Además de que la Corona española dejaba cualquier intento de dominar navalmente el Mar del Norte, legalizó que los marinos y mercaderes extranjeros controlasen buena parte del comercio exterior de la península ibérica²⁴.

Pero el problema principal para Peña eran las estrategias enemigas después de las paces, en concreto la guerra de libros y el reforzamiento del contrabando que, según él, bien se podía contrarrestar con una vigilancia eficaz: «Y porque el engaño no se pueda descubrir dentro de las balas, o líos de libros buenos, en folios separados meten algunos de aquellos heréticos, que con la cifra que tiene el responsal los conoce y recoge. En todos los puertos se puede descubrir con facilidad este engaño». Aunque reconocía que este combate era desequilibrado

²¹ AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 3.

²² Juan Montero Delgado, Carlos Alberto González Sánchez, Pedro Rueda Ramírez y Roberto Alonso Moral, *De todos los ingenios mejores. El Condestable Juan Fernández de Velasco y Tovar, V Duque de Frías (c. 1550-1613)*, Sevilla, Real Maestranza de Caballería, 2014, p. 49-53.

²³ AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 3.

²⁴ Carlos Gómez-Centurión, *Felipe II, la empresa de Inglaterra y el comercio septentrional (1566-1609)*, Madrid, Instituto de Historia y Cultura Naval, 1988, p. 359. Sobre las aristas y contrariedades tras los acuerdos comerciales con los Países del Septentrión entre 1604 y 1621 véase también Ángel Alloza, *Europa en el mercado español. Mercaderes, represalias y contrabando en el siglo XVII*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 2007, p. 36-43.

mientras no se frenase el impacto del gran potencial de la librería y de la edición de Inglaterra: «Tienen cuidado muy particular libros herejes de lengua inglesa o francesa en la castellana, para que se divulguen sus herejías». Es conocida la promoción de la religión reformada desde Inglaterra mediante la impresión y exportación de libros en castellano, aunque esa estrategia también se compartía desde el lado del catolicismo romano²⁵.

El fin de la extensa misiva era muy concreto y urgente. En Roma habían recibido un libro publicado en Londres por Jacobo I, *Apologia de Iuramento Fidelis*, que había encendido todas las alarmas. El libro se había publicado como anónimo en 1607 tanto en inglés como en latín. El 8 de abril de 1609 el impresor londinense Robert Barker lo reeditó pero revelando premeditadamente el nombre de su autor: *An Apologie for the Oath of Allegiance, first set forth without a name. And now acknowledged by the Author, the Right High and Mightie Prince James. Together with a Premonition of his Maiesties, to all most Mightie Monarches, Kings, free Princes and States of Christendome*²⁶. La ofensiva de Jacobo I con este impreso fue intensa y extensa, la *Apologia* fue publicada en Londres en inglés, en francés y en latín en 1609. En ese decisivo año también se imprimió en Amsterdam la versión latina y en Leyden una en holandés. En 1616 se imprimió de nuevo en inglés en Londres. En el texto el rey exigía, entre otros argumentos, que los católicos reconociesen que por encima de él el Papa no tenía ninguna autoridad. La respuesta de Roma con el respaldo teológico de Belarmino, y más tarde de Francisco Suárez, fue declarar ilícito dicho discurso y negar cualquier transferencia de autoridad de los sucesores de Pedro a los de Enrique VIII. Al teologizar el problema se intentó despolitizar el juramento, no era sólo una cuestión de competencias²⁷.

El Papa reaccionó con rapidez y envió en los días sucesivos misivas al emperador Rodolfo II, a los reyes de Hungría, Polonia y Suecia, al Archiduque de Austria, al virrey de Sicilia, a los duques de Baviera, Saboya y Lorena y a los magistrados de

- 25 Fernando Bouza, *Anglo-Hispana. Cinco siglos de autores, editores y lectores entre España y el Reino Unido*, Madrid, Ministerio de Cultura, 2007, p. 25. Sobre la actividad tipográfica inglesa para lectores en español se conoce un manuscrito, muy posiblemente fechado en 1609-1610, en el que se registran la *Biblia del Oso*, la *Instituciones* de Calvino, la *Apologia* de Jacobo I, etc. «Memoria de los libros que se ha entendido que han impreso los herejes para enviar a estos reinos de España», Real Academia de la Historia, mss. 9/3662/158, reproducido en Fernando Bouza, *Del escribano a la biblioteca. La civilización escrita europea en la alta Edad Moderna (siglos XV-XVII)*, Madrid, Síntesis, 1992, texto 8.
- 26 *The Political Works of James I*, ed. Charles Howard McIlwain, Cambridge, Harvard University Press, 1918: <http://www.perseus.tufts.edu/hopper/text?doc=Perseus%3Atext%3A1999.03.0071%3Asection%3D1%3Asubsection%3D1> (consultado el 22 de diciembre de 2016).
- 27 Sobre esta polémica véase Luciano Pereña y otros, «Estudio preliminar. Conciencia y política» de Francisco Suárez, *De Iuramento Fidelitatis*, Madrid, CSIC, 1979, p. 15-46 y también William Brown Patterson, *King James I and the Reunion of Christendom*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 315-317.

los cantones suizos, condenando el libro de Jacobo I, y pidiendo la prohibición de su publicación y de su lectura en sus Estados. Cierta, Peña comentó al Inquisidor General Sandoval y Rojas cómo había difundido su libro Jacobo I:

Se ha atrevido con no poco escándalo de la misma iglesia, enviarlo a los príncipes católicos para pervertirlos y hacerles perder la fe, y juntamente con ella, sus estados. De pocos tiranos heresiarcas se lee tan sacrílego atrevimiento, digno de bien merecido castigo, y para que todos los príncipes católicos unidos y confederados se lo diesen, pues a todos ha ofendido tan gravemente algunos no lo han querido recibir²⁸.

Al recibir el libro de Jacobo I, Pablo V había pedido al canonista español que elaborase un informe. Con una carta fechada el 10 de agosto de 1609, Peña mandó al Papa dicho comentario sobre la *Apología*, con una militante advertencia:

510

[...] la demasiada condescendencia que en los tiempos pasados se ha usado con Jacobo, rey de Escocia y de Inglaterra, ha producido las espinas por las que se va a sofocar la pura semilla de la fe, si no las extirpa vuestro glorioso pontificado, particularmente en esta tan horrible y tremenda ocasión en que este muy cruel tirano no ha temido publicar su libro sacrílego y mandarlo a los príncipes católicos, escándalo inaudito, abominable y peligroso²⁹.

No debió ser casualidad que tanto Peña como Pablo V firmaran sendas cartas con fecha de 18 de agosto para ser enviadas a Madrid. Una fue la ya referida del canonista al Inquisidor General y otra fue la del pontífice a Felipe III en la que le pedía que hiciese todo lo posible por hundir el proyecto herético y antipapista de Jacobo I, prohibiendo la difusión del libro en todos los territorios de la monarquía. La diligente política del Papa aisló a Jacobo I, que fue calificado como hereje y apóstata. La recepción de la *Apología* fue muy negativa en el mundo católico. Al rey de España no se atrevieron ni a entregarle el impreso, los duques de Saboya y de Mantua lo rechazaron, el Gran Duque de Florencia lo entregó a la Inquisición para ser quemado y en Milán el conde de Fuentes lo rompió. En Venecia el Dux lo retuvo aunque por pocos días, ante el edicto

²⁸ AHN, *Inquisición*, leg. 3638 exp. 3.

²⁹ Archivo Vaticano, *Borghèse*, II, 68, fol. 47. Veáse Luciano Pereña, «Conciencia y política», art. cit., p. 36-37. Ese mismo resumen debió mandárselo Peña al Inquisidor General, aunque no se conserve en el expediente, pues así se lo hizo saber en la carta: «Aquí envío a Vuestra Señoría Ilustrísima el catálogo de las más principales herejías de aquel libro para que vista la calidad del presente que se envía a su Majestad Vuestra Señoría Ilustrísima juzgue la intención de quien lo envía, y acorde a su Majestad y lo represente el cuidado con que se debe acudir al remedio. Ya el peligro es claro, y la obligación de acudir presta, y muy propia de la persona de Vuestra Señoría Ilustrísima por quien es, y por el oficio que tiene».

prohibitorio del Santo Oficio tuvo que devolverlo al embajador Wotton. Solo Enrique IV lo aceptó aunque mantuvo una postura ambigua con el objeto de erigirse en el mediador del conflicto³⁰.

Con esta defensa de la preeminencia papal, Peña recordaba también al Inquisidor la imperiosa necesidad de remar en el mismo sentido la Corona y Roma. La descontrolada circulación de impresos heréticos debilitaban al Papa y a la hegemonía y la reputación españolas: «Todo es conspirar contra España. Este es el fin particular de aquella secta. Porque si derriban esta corona, se prometen cierta la victoria»³¹.

Esta guerra confesional de opinión con impresos y avisos por medio contribuyó a crear un clima de invasión permanente de literatura herética. Si no era posible por las armas, los protestantes pretendían conquistar la católica España mediante sus libros. Existía (o, más bien, se alimentó esa creencia) un frente internacional de herejes con múltiples flancos en contra de la monarquía católica de los Austrias. Y mientras tanto, continuaron los envíos y arraigó la opinión que alentaba la existencia de un peligroso estereotipo europeo –un imaginario xenófobo– en consonancia con la vastedad de los compromisos internacionales de la Monarquía Hispánica.

³⁰ *Ibid.*, p. 37-40.

³¹ AHN, *Inquisición*, leg. 3638, exp. 3.

LA FAMA: ALEGORÍA Y SÍNTESIS EN LAS CABALGATAS FESTIVAS DEL MUNDO HISPÁNICO (SIGLO XVI)

José Jaime García Bernal

Universidad de Sevilla

«Quando mirando intorno su per l'erba,
Vidi da l'altra parte giunger quella
Che trae l'uom del sepolcro e 'n vita il serba»

La reputación y la fiesta han estado estrechamente unidas en la historia de occidente. El valor caballeresco se revalidaba periódicamente en los torneos que cumplían funciones de entrenamiento militar y sociabilidad cortesana¹. Y los pasos de armas se han definido como encuentros por honor². Desde la tercera década del siglo XV, sin embargo, las justas borgoñonas experimentaron profundas mutaciones, perdiendo la espontaneidad del desafío abierto en beneficio de la lucha entre parientes de una aristocracia cortesana que representaba identidades ficticias a partir de argumentos literarios³, o bien de la exhibición de las propias ciudades que rivalizaban por ser la sede de tan espléndida corte⁴. Del mismo modo, el príncipe nuevo fue perfilando sus contornos éticos en el marco de las

Este trabajo se enmarca dentro del Proyecto de I+D «Andalucía en el Mundo Atlántico: actividades económicas, realidades sociales y representaciones culturales (siglos XVI-XVIII)», HAR2013-41342-P del Programa Estatal de Fomento de la Investigación Científica y ha sido financiado por la Subdirección General de Proyectos de Investigación del Ministerio de Economía y Competitividad.

- 1 Franco Cardini, *Quella antica festa crudele. Guerra e cultura della guerra del Medioevo alla Rivoluzione francese*, Milano, Mondadori, 1995.
- 2 Eric Bousmar, «Pasos de armas, justas y torneos en la corte de Borgoña (siglo XV y principios del XVI). Imaginario caballeresco, rituales e implicaciones políticas», en Krista De Jonge, Bernardo J. García García y Alicia Esteban Estríngana (coord.), *El legado de Borgoña. Fiesta y ceremonia cortesana en la Europa de los Austrias (1454-1648)*, Madrid, Fundación Carlos de Amberes/Marcial Pons, 2010, p. 571.
- 3 Eric Bousmar, «Jousting at the Court of Burgundy. The “Pas d’armes”: Shifts in Scenario, Location and Recruitment», en Wim Blocksmans, Till-Holger Borchert, Nele Gabriëls, Johan Oosterman y Anne van Oosterwijk (coord.), *Staging the Court of Burgundy*, Turnhout, Harve y Miller Publishers, Brepols, 2013, p. 78-79.
- 4 Mario Damen, «The Town, the Duke, his Courtiers, and their Tournament. A Spectacle in Brussels, 4-7 May 1439», en Wim Blocksmans, Till-Holger Borchert, Nele Gabriëls, Johan Oosterman y Anne van Oosterwijk (coord.), *Staging the Court of Burgundy*, op. cit., p. 86.

solemnes entradas del Renacimiento mientras se definía una mística del héroe que ligó cada una de sus virtudes a la herencia de una personalidad fabulosa⁵. Es posible trazar una historia que siguiendo las huellas de la fama nos conduzca desde el medievo hasta la edad moderna sin abandonar nunca los fueros de la ceremonia, ya sea proyectada en el honor del caballero o luego en la gloria del príncipe. El triunfo heroico, elegíaco, o bien su versión paródica y jocosa, es sustancia constitutiva de la fiesta y ésta a su vez modeladora del orden social⁶.

En las páginas que siguen nos proponemos compartir algunas ideas acerca del tratamiento que el tema de la reputación del príncipe y sus victorias tuvo en las cabalgatas festivas de la España del siglo XVI repensando los resultados de la investigación reciente y también de algunos trabajos clásicos e incorporando ejemplos sevillanos de espectáculos públicos de la misma época que representaron el triunfo de la Fama.

DE LA FAMA MORTAL A LA GLORIA IMPERECEDERA

Debemos a Petrarca la recuperación del esquema narrativo de ascendencia ciceroniana que más frecuentaron las solemnidades públicas a la hora de representar el triunfo de la Fama. Los héroes militares, en su mayoría del mundo antiguo, desfilan y el poeta reconoce por sus rostros y gestos las ilustres hazañas, las claras virtudes. Lejos de las luces de los valerosos hombres quedan las armas y pertrechos de los derrotados⁷. La *Hipnerotomachia Poliphili*, editada con generosas ilustraciones por Aldo Manuzio añadió, gracias a la difusión de su serie de procesiones triunfales, las diosas (Europa, Leda, Dánae, Sémele), animales mitológicos (centauros, unicornios) y otros elementos de *atrezzo* (vestidos suntuosos, ruedas de piedras preciosas) que sirvieron para inspirar el diseño de la cabalgata victoriosa⁸. Mientras los nueve lienzos de *El triunfo del César* de Mantegna, encargados por Francesco II Gonzaga para decorar las salas nobles del palacio ducal de Mantua, derrochan originalidad

5 Antoinette Huon, «Le Thème du Prince dans les Entrées parisiennes au xvi^e siècle», en Jean Jacquot (coord.), *Les Fêtes de la Renaissance* [1956], Paris, Éditions du CNRS, 1973, I, p. 21.

6 José Jaime García Bernal, «Vínculo social y vínculo espiritual. La fiesta pública en la España Moderna», en Lucien Clare (coord.), *Fêtes et Divertissements*, Paris, Université Paris-Sorbonne, 1997, p. 15-40.

7 Petrarca, *Triunfos*, «Triunfo de la Fama, I y II», edición bilingüe de Guido M. Capelli, Cátedra, 2003, p. 246-287. Introducción del mismo autor, p. 56.

8 Francesco Colonna, *Sueño de Polifilo* [*Hipnerotomachia Poliphili*, Venetiis, Aldo Manuzio, 1499], traducción directa del original aldino, introducción, comentarios y notas de Pilar Pedraza, Zaragoza, Portico, 1981, t. II, cap. XIV, «Polifilo ve en el lugar ya dicho los cuatro carros triunfales en honor del supremo Júpiter, todos hechos de diversas piedras y de preciosísimas joyas, muy venerados por la multitud de felices jóvenes», p. 135-153. Los comentarios y notas en el tomo I, p. 116-118.

y fantasía en la *invenzione* de los trofeos y estandartes⁹. Según Roy Strong pudieron servir de inspiración para los grabados de Jacobo de Strasburgo que representan carros triunfales tirados por elefantes sosteniendo fortalezas almenadas y torres¹⁰. Sin embargo, antes de que se divulgasen estas obras, el regreso exitoso de algunos *condottieri* del Quattrocento ya se había celebrado de acuerdo al modelo del triunfo clásico a partir de referencias extraídas del *Ab Urbe Condita* de Tito Livio¹¹. Y en el famoso bajo relieve del castillo de Nápoles Alfonso el Magnánimo aparece, a la manera de un *imperator*, en un trono sobre un carro tirado por cuatro caballos blancos¹².

La tradición del *trionfo all'antica* puede considerarse asentada en las cortes italianas a mediados del siglo XV¹³, coincidiendo en el ducado de Borgoña con la etapa de madurez de la tradición de los misterios escenificados que se erigieron, por ejemplo, para celebrar la entrada en Brujas de Felipe el Bueno¹⁴. Las escenas del antiguo testamento prefiguran las alianzas entre la ciudad y el duque siguiendo una tradición que Marcel Lageirse detecta ya en el recibimiento de Gante a sus señores en 1332¹⁵. Al lado de los retablos religiosos abundan las genealogías legendarias que hacen remontar a Hércules, Ulises o Jasón el origen de la dinastía borgoñona¹⁶. El simbolismo medieval pervive con más vigor en Francia, apegado a la tradición caballeresca y al impacto que tuvo el *Roman de la Rose* en la pedagogía cortesana¹⁷. El programa iconográfico de la entrada de Luis XII en París retiene el ideal del jardín cortés donde el príncipe-caballero es acogido por figuras alegóricas, la Liberalidad, la Fortaleza y la Humanidad¹⁸. Mientras en Inglaterra, Enrique VI recibe de la Naturaleza, la Gracia y la Fortuna los dones que necesita un gobernante para su reino: ciencia y conocimiento, fortaleza y justicia, prosperidad y riqueza¹⁹.

9 Sobre esta serie véase el comentario de Inmaculada Jiménez Caballero tras su restauración: «La iconografía del “Triunfo del César” de Andrea Mantegna», *EGA: revista de expresión gráfica arquitectónica*, 2, 1994, p. 181-183.

10 Roy Strong, *Arte y poder. Fiestas del Renacimiento, 1450-1650*, Madrid, Alianza, 1984 [1973], láms 33 y 34.

11 *Ibid.*, p. 57.

12 Acerca del arco de Castelnuovo como metonimia del maridaje cultural entre el mundo clásico y el caballeresco-borgoñón de la corte de Alfonso de Aragón en Nápoles véase Marzia Pieri, «“Suntuosissime pompe”. Lo spettacolo nella Napoli aragonese», *Studi di filologia e critica offerti dagli allievi a Lanfranco Caretti*, Roma, Salerno Editrice, 1985, I, p. 40.

13 Giovanni Carandente, *I trionfi nel primo rinascimento*, Torino, ERI, 1963.

14 Leo van Puyvelde, «Les Joyeuses entrées et la peinture flamande», en Jean Jacquot (coord.), *Fêtes et Cérémonies au temps de Charles Quint*, Paris, Éditions du CNRS, 1975, p. 288.

15 Marcel Lageirse, «La Joyeuse entrée du Prince Philippe à Gand en 1549» en Jean Jacquot (coord.), *Fêtes et Cérémonies, op. cit.*, p. 298.

16 Antoinette Huon, «Le Thème du Prince», art. cit., p. 22.

17 Guillem de Lorris, *Le Roman de la Rose*, Madrid, Cátedra, 1987.

18 Antoinette Huon, «Le Thème du Prince», art. cit., p. 23.

19 Roy Strong, *Arte y poder, op. cit.*, p. 23-24.

La tradición del *speculum principis* proporcionó los ejemplares de virtud, tomados del mundo clásico y de la biblia, a los repertorios escénicos y los grupos alegóricos que pueblan jardines, árboles y fuentes en las representaciones, *tableaux vivants*, de las fiestas tardomedievales de las principales ciudades europeas. Mientras las leyendas troyanas y artúricas se entrecruzan y resignifican al servicio del proyecto dinástico de cada reino. A principios del siglo XVI la confluencia de los motivos religiosos y los genealógicos, irrigados por la venera clásica, ha producido un maridaje de formas que perfilan un lenguaje nuevo, el del triunfo renacentista. Jean Robertson en su estudio sobre la entrada de Carlos V en Londres de 1522 adivina todavía las huellas de la tradición medieval en los retablos de la Asunción, el rey Salomón o de Jasón armado delante del Toisón pero no deja de ponderar la impactante novedad de los gigantes del puente de Londres, Hércules y Sansón. La combinación de lo antiguo y lo moderno en una narrativa política integradora se apreciaba en el *pageant* de la liga hanseática que representó a los dos monarcas, Enrique VIII y Carlos V, recibiendo de Carlomagno, ancestro común, la espada de la Justicia y la espada de la Victoria triunfante, respectivamente²⁰. En Brujas, pocos años antes, para el recibimiento de su conde Carlos (1515), se había acudido a las historias del *Libro de los Reyes* del Antiguo Testamento que legitimaban la transmisión del poder dentro del condado. Se representó asimismo el tema medieval de *les neuf preux*, los nueve barones o caballeros de la Fama, que parece tener origen en la obra de Jacques de Longuyon *Voex du paon* a principios del siglo XIV²¹, pero con la novedad de la incorporación de los dioses del Olimpo, Orfeo, Júpiter y Juno al panteón caballeresco²². Las arquitecturas de las naciones extranjeras introdujeron –reseña el cronista Remy du Puys– «el arco de triunfo a la antigua» según la costumbre de los romanos. Fórmula que hará fortuna en las solemnidades posteriores incorporando el lenguaje decorativo de las inscripciones en griego y latín que hallamos, por ejemplo, en la entrada de Carlos en Amberes de 1520, ideada por el humanista Petrus Aegidius²³.

En contraste con esta mutación de la simbología de las entradas regias cuya virtualidad para refrendar el pacto político ha sido puesta de manifiesto por los especialistas²⁴, el fasto privado se mantuvo en general apegado a los esquemas

20 Jean Robertson, «L'entrée de Charles Quint à Londres, en 1522», en Jean Jacquot (coord.), *Fêtes et cérémonies*, op. cit., p. 174.

21 Carmen Vallejo Naranjo, *La caballería en el arte de la Baja Edad Media*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2013, p. 142-144.

22 Marcel Lageirse, «La Joyeuse entrée du Prince Philippe», art. cit., p. 302.

23 Krista de Jonge, «El Emperador y las fiestas flamencas de su época (1515-1558)», *La fiesta en la Europa de Carlos V*, Madrid, Sociedad estatal para la conmemoración de los Centenarios de Felipe II y Carlos V, 2001, p. 53-54.

24 Joan Oleza, «Fastos cortesanos y teatralidad religiosa. Vinculaciones medievales», en María Chiabó y Federico Doglio (coord.), *Ceti sociali ed ambienti urbani nel teatro religioso europeo del'300 e del'400*, Viterbo, Union Printing Editrice, 1986, p. 265-294.

dramáticos procedentes del drama litúrgico y de las novelas de caballería tal vez por el arraigo que tuvo el tema caballeresco en los gustos de la nobleza durante todo el siglo XVI²⁵. En fecha tan temprana como 1414 se representó en el palacio de la Aljafería de Zaragoza el entremés *La Jarra de Santa María* durante el banquete por la coronación de Fernando I de Aragón. En la primera parte de la representación el rey era distinguido como paladín de la Virgen por un ángel que le entregó una jarra de oro con lirios. En la segunda parte un águila, alegoría del poder real, derrotaba al dragón provocando la huida de los moros que tenían cercado el castillo de las damas²⁶. En la corte portuguesa los espectáculos adoptaron asimismo motivos del repertorio caballeresco alcanzando un alto grado de refinamiento en su puesta en escena. Con motivo de las bodas del príncipe Alfonso con la princesa Isabel, hija mayor de los Reyes Católicos, el rey Juan II ataviado como caballero del cisne capitaneó la nave principal de un largo cortejo de fingidos bateles (carros sobre ruedas) que encabezaban dos naves con músicos y cerraba un gigante. La comitiva ingresó en la *sala da madeira* del palacio real y anunció la justa que tendría lugar al día siguiente para concluir con una danza en la que participaron los mantenedores del torneo²⁷.

La proyección del honor del caballero en los personajes y alegorías del mundo de los amadises y esplandianes puede documentarse, con distintos matices, en la mayor parte de las representaciones cortesanas de las décadas finales del siglo XV y primeras de la siguiente centuria. Batallas y triunfos se suceden entre encantamientos y pruebas de valor caballeresco. El tantas veces evocado banquete del faisán, inmortalizado por el cronista Olivier de la Marche, convocó a los nobles flamencos que porfiaban por obtener prez y nombradía al adquirir el compromiso de liberación de Constantinopla por medio de un voto solemne que encabezó el duque de Borgoña. La escenografía aureola al magnate que preside una escena de interior aristocrática de fastuosa riqueza. La Santa Iglesia es introducida en la sala por un gigante y recita su defensa mientras se sirve el plato principal, antes de que el duque entregue a su rey de armas, Toisón de oro, el voto de la cruzada para que lo proclame públicamente²⁸.

25 Norman D. Shergold, *A History of the Spanish Stage from Medieval Times Until the End of the Seventeenth Century*, Oxford, Clarendon Press, 1967, p. 117. Teresa Ferrer, *Orígenes y desarrollo de la práctica escénica cortesana: del fasto medieval al teatro aúlico en el reinado de Felipe III*, Tesis doctoral, Universitat de València, 1987.

26 Teresa Ferrer, *La práctica escénica cortesana: De la época del Emperador a la de Felipe III*, London, Tamesis Books/Institució Valenciana d'Estudis i Investigació, 1991, p. 19.

27 *Ibid.*, p. 22.

28 Marie-Thérèse Caron, «El banquete de votos del Faisán y la fiesta de la corte borgoñona», en Krista De Jonge, Bernardo J. García García y Alicia Esteban Estríngana (coord.), *El legado de Borgoña*, op. cit., p. 25-26.

El tema de la fortuna no fue ajeno a las pequeñas piezas teatrales que se dramatizaban en el marco de estas fiestas reales y nobiliarias, vinculadas al cumplimiento de una hazaña honorable como sucedió en la corte de borgoña o a la promesa de un feliz reinado²⁹. Bajo esta última condición la hallamos en el momo que Gómez Manrique compuso a petición de la princesa Isabel de Castilla para celebrar el catorce cumpleaños de su hermano don Alfonso heredero del reino³⁰. Las damas de la corte hacían el papel de las nueve musas del Elicón, ataviadas con plumas para hacer tan largo viaje. Cada una de ellas recitaba un *fado* que auguraban la justicia, requisito para la conservación de los reinos, la liberalidad con los vasallos, el valor y la clemencia, el amor leal, la gentileza que nacía de saber conjugar fortaleza y clemencia como un nuevo Hércules o un renacido Absalón, y en fin, la buena fortuna. Finalmente, la princesa Isabel portaba el pronóstico de un reinado que aventajaría en grandezas temporales y celestiales a todos los pasados³¹.

La Fortuna imprevisible, ciega, que gira en una cadencia infinita, como se muestra todavía en las escenografías festivas medievales, se ha tornado aquí en un personaje alegórico que es vocero de buenos augurios. Asociada a la Fama y al Tiempo la encontraremos algo más tarde en la entrada real de Fernando el Católico en Valladolid de 1509³². La *relación* de Luis de Soto, criado del obispo de Osma³³, traza el *iter* del nuevo caballero que después de transitar por el arco de la Fortuna, recibe los parabienes de las virtudes políticas desde su trono para encaminarse, guiado por la Fama alada y armada con su espada, por el sendero de un Tiempo nuevo³⁴. En 1513 el rey católico volvió a visitar Valladolid después de haber conquistado Navarra y fue recibido con dos arcos de triunfo. En el primero figuraba un muchacho representado la Victoria con un estandarte y las siete coronas que acostumbraban a usar los romanos en sus triunfos³⁵. Las

29 Teresa Ferrer, *Orígenes y desarrollo de la práctica escénica cortesana...*, op. cit., 1987.

30 Peggy K. Liss, *Isabel la Católica*, Donostia, Nerea, 1998, p. 64.

31 *Cancionero Castellano del siglo XV*, ordenado por R. Foulché-Delbosc, Madrid, Casa Editorial Bailly/Baillière, II, nº 391, p. 101-102.

32 Luis de Soto, *Este es el recibimiento que se hizo al rey don Fernando en Valladolid*, Valladolid, [Sevilla, Jacobo Cromberger, 1509], en Antonio Paz y Meliá (coord.), *Serie de los más importantes documentos del archivo y biblioteca del Excmo. Señor Duque de Medinaceli*, Madrid, Archivo y biblioteca de la Casa de Medinaceli, 1922, II, p. 183-189.

33 Acerca de Luis de Soto y su relación con don Alonso Enríquez, obispo de Osma, véase el estudio de Víctor Infantes: *Luis de Soto, Recibimientos a Fernando el Católico, 1509 y 1513*, edición crítica de V. Infantes, Clásicos Hispánicos, 2012, introducción: <http://www.clasicoshispanicos.com/s-xvi/41-dos-relaciones-luis-de-soto-.html>.

34 Jesús F. Pascual Molina, *Fiesta y poder. La corte en Valladolid (1502-1559)*, Valladolid, Universidad de Valladolid, p. 72.

35 *El recibimiento que se hizo al muy alto y poderoso catholico e inuictissimo principe rey y señor don fernando [...] en la villa de Valladolid*, Valladolid, Diego de Gumiel, 1513. De nuevo

victorias pasadas «avidas por el rey don Fernando» capitalizaron asimismo el programa del recibimiento que le rindió Sevilla en 1508. Según el cronista Andrés Bernáldez la ciudad tenía hechos «treze arcos triunfales, de madera, muy altos, cubiertos y emparamentados muy ricamente [...] y en cada uno estava pintada y por letras una de las victorias pasadas avidas por el rey don Fernando, que era cosa maravillosa de ver»³⁶. Desgraciadamente no se ha conservado descripción del programa decorativo de esta entrada pero los cuadernos de cuentas, analizados por Vicente Lleó, revelan la confección de lienzos pintados y rótulos con inscripciones que aludirían a las venturosas hazañas del monarca. También consta el encargo de doce pendones que exornaron los arcos³⁷.

La arquitectura efímeraalzada con motivo de la entrada de Fernando el Católico en Sevilla presentó la gran novedad de incorporar por primera vez en España arcos al romano pintados en grisalla fingiendo pilastras, moldurajes y artesones. Una fórmula ornamental que se repitió en los mencionados recibimientos de Valladolid. Don Fernando aparece en todos ellos como triunfador al estilo de los emperadores romanos, estatus figurativo que en Sevilla se confirmó cuando recibió del asistente de la ciudad una corona imperial³⁸. La glorificación del héroe clásico identificada con las victorias militares del príncipe fue asimismo el concepto que se desarrolló en las solemnes entradas de Luis XII en Cremona y en Milán. La capital de la Lombardía erigió un soberbio arco triunfal en el que se representaban las jornadas de quien se tenía por «*père du peuple*», título inspirado en la historia romana, que estaba coronado por una estatua ecuestre del rey. La comitiva que pasó por debajo de las arquitecturas efímeras culminaba en una carroza triunfal en la que se asentaba la Victoria sostenida por la Fortaleza, la Prudencia y el Renombre³⁹.

Anticipan estos recibimientos reales de principios del siglo XVI algunos elementos del amplio ciclo celebrativo de los triunfos imperiales que se asociaron en toda Europa al nuevo César invictísimo, el emperador Carlos V. Pero los

es Soto, por encargo esta vez de Martín Fernández de Angulo, obispo de Córdoba quien da cuenta de este acontecimiento: Cfr. Luis de Soto, *Recibimientos a Fernando el Católico*, op. cit., introducción sobre el autor de V. Infantes. Tess Knighton y Carmen Morte García, «Ferdinand of Aragon's entry into Valladolid in 1513: the triumph of a christian king», *Early Music History*, 18, 1999, p. 119-163. En el *appendix* a este artículo se incluye la transcripción del documento.

36 Andrés Bernáldez, *Memorias del reinado de los Reyes Católicos*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1962, p. 543.

37 El director artístico del proyecto fue Alonso Rodríguez Cebadero pero también se contrataron pinturas con Francisco de Villegas para el arco que se erigió en la puerta del doctor Matienzo. Cfr. Vicente Lleó, «Recibimiento en Sevilla del rey Fernando el Católico (1508)», *Archivo Hispalense*, LXI, 188, p. 16-19.

38 Vicente Lleó Cañal, *Nueva Roma: Mitología y humanismo en el Renacimiento Sevillano*, Sevilla, Diputación Provincial, 1979, p. 168.

39 Roy Strong, *Arte y poder*, op. cit., p. 58. Bonner Mitchell, *Italian Civic Pageantry*, Firenze, Leo S. Olchki, 1979, p. 83-85.

triumfos carolinos logran la síntesis definitiva de los lenguajes artísticos de la caballería medieval y la mitología clásica, arriesgando una identificación decisiva de las virtudes morales y políticas del buen gobernante con la personalidad y el destino del emperador cristiano. El recibimiento de Carlos V en Sevilla en 1526 es paradigmático al respecto⁴⁰. De acuerdo a la descripción que nos proporciona un raro impreso en italiano, sin lugar ni data⁴¹, de los siete arcos que se levantaron en las calles de la ciudad los cinco primeros estaban coronados por una estatua del emperador al que la relación italiana que seguimos llama *Diui Caroli*, personificando las virtudes que debía reunir el soberano del mundo: Prudencia, Fortaleza, Clemencia, Paz y Justicia, figuras alegóricas que comparecían bajo sus pies, en el frontal de cada arco⁴². Los colores y atributos del héroe cambian en relación al sentido de las alegorías. Vestido de azul, color celeste, con el mundo a los pies se mostraba en la Prudencia. Armado con la espada desnuda en la mano en su insuperable Fortaleza. Sin yelmo, ni guantes, comparecía Clemente en el tercer arco. En la cima del cuatro estaba la imagen del emperador con toga y hábito, unidas las manos por la Paz. El quinto arco, situado junto a la iglesia de San Isidoro, apelaba a la Justicia que el emperador encarnaba con la espada en una mano y el cetro en la otra⁴³.

Elevado en la céntrica plaza del Salvador, el sexto monumento era «una officina de Gloria» iluminada de «facule ardente» que el manuscrito 59-1-5 de la Biblioteca Colombina, más detallado que la relación italiana, traduce como «fraguas encendidas de fuego»⁴⁴. El frontal del arco estaba presidido por las virtudes teologales, Fe, Esperanza y Caridad, que labraban tres coronas, de hierro, de plata y de oro, que aludían a la firmeza (con la Fe se ablanda el hierro), a la puridad de la Esperanza y al valor eterno de la Caridad que aventajaba al oro inmarchitable, cualidades que se atribuían al emperador cristiano. Los misterios distantes de las letras latinas se resolvían en el canto opuesto de cada uno de los arcos donde figuraban las mismas alegorías pero con las letras en romance.

40 Sobre las circunstancias políticas que concurrieron en esta jornada del emperador y el valor simbólico del programa véase Alfredo Morales, «Recibimiento y boda de Carlos V en Sevilla», *La fiesta en la Europa de Carlos V, op. cit.*, p. 30-31.

41 *Feste et archi triumphali*, apud. Mónica Gómez-Salvago Sánchez, *Fastos de una boda real en la Sevilla del Quinientos (Estudio y Documentos)*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1998, doc. 24, p. 260-266.

42 Vicente Lleó que estudió por primera vez esta relación llamó la atención sobre el significado de esta asunción personal de las virtudes. *Cfr.* V. Lleó Cañal, *Nueva Roma, op. cit.*, p. 170. Véase asimismo: María Jesús Sanz, «Arquitecturas efímeras levantadas en Sevilla para la entrada de Carlos V. Relaciones con otras entradas reales del siglo XVI en la ciudad», en VVAA, *El arte en las cortes de Carlos V y Felipe II*, Madrid, CSIC, 1999, p. 181-187.

43 *Feste et archi triumphali, op. cit.*, fol. 1v-3v.

44 *Recebimientos que fueron hechos al invictísimo César don Carlos V*, Biblioteca Capitular y Colombina, Ms. 59-1-5, fol. 14r-23v, apud. Mónica Gómez-Salvago Sánchez, *Fastos de una boda real, op. cit.*, doc. 23, p. 247-260.

En este lado postrero aparecía asimismo la Alabanza labrando la trompeta de la Fama y la Eternidad escribiendo las iniciales que inmortalizaban la memoria del César «en la tierra y en la gloria»⁴⁵.

El último de los arcos se dedicaba precisamente a la Gloria y en su cumbre campeaba la Fama con sus alas y la trompeta que había labrado la Alabanza. Dominaba sobre el Mundo y enseñoreaba en un lábaro las letras «S. D. R. D. Eli» que había escrito la Eternidad: «*Divus Carolvs et Diva Elisabet*»⁴⁶. Dos braseros aromatizaban la escena que presidía la alegoría vestida de brocado con dos coronas que se disponía a ceñir sobre el Emperador y la Emperatriz situados a ambos lados y acompañados de dos pajes de rodillas. La letra latina proclamaba «*Faelicissimus imperatori et imperatrici, S. P. Q. H. vniuersi orbis deuitum possuit*» y bastardeaba el romance: «Al Emperador y a la emperatriz, el regimiento y pueblo de esta ciudad de Sevilla puso aquí la deuda de todo el mundo»⁴⁷. La representación de la gloria inmarcesible del nuevo Teodosio se completaba con dos grupos de figuras que demostraban la doble dimensión que alcanzó su Fama, terrenal y eterna. La gloria en el siglo quedaba significada en cuatro personajes que personificaban los pueblos que agrupaban sus amplios dominios: un español, vestido de jubón y borceguíes, un romano «vestido a la romana antigua», un alemán con la corona imperial, un morisco con sobreroportando un vaso, y un indio vestido de plumas que ofrecía un plato con perlas. Todos ellos agrupados a un lado del arco. Mientras en el otro se exhibían «las mujeres de estas naciones [...] vestidas como se usan en sus regiones». Expresión de un universalismo que amplificaba retóricamente la mención a otras muchas gentes «de extrañas prouincias y reinos» situados con sus insignias en derredor de ambos grupos. Por encima de ambas escenas sobresalían de un celaje de nubes las letras «*Vincit. Regnat. Imperat*».

La representación de la otra gloria que transpasa la finitud del mundo se detallaba en los arcos colaterales con una interesante imagen de la Fortuna que detenía su rueda con un clavo en la edad perfecta, a la que acompañaba la imagen de un anciano coronado de yedra con un hacha encendida, figura de Himeneo que recordaba la felicidad del matrimonio⁴⁸. Al otro lado estaban las columnas del *Plus Ultra* y la divisa de la Emperatriz. Mientras se repartían por

⁴⁵ *Ibid.*, fol. 20r.

⁴⁶ *Feste et archi triumphali*, *op. cit.*, fol. 3v.

⁴⁷ *Recebimientos*, *op. cit.*, fol. 20v.

⁴⁸ Acerca de las representaciones plásticas de Himeneo en éste y otros contextos véase: Inmaculada Rodríguez Moya y Víctor Mínguez Cornelles, *Himeneo en la Corte: poder, representación y ceremonia nupcial en el arte y la cultura simbólica*, Madrid, CSIC, 2013, p. 25-31. La referencia al Himeneo del último arco sevillano en *ibid.*, prólogo, p. 18. La identificación del probable ideólogo de este diseño con el bachiller Juan de Céspedes en Rafael Ramos Sosa, *Fiestas reales sevillanas en el Imperio*, Sevilla, Premios de investigación Ciudad de Sevilla, 1988, p. 182.

las pilastras las alegorías de la Contemplación, la Pulchritudo, el Trabajo y el Descanso, auspiciadores de la definitiva victoria que conduciría al César a las puertas de Jerusalén⁴⁹.

La disposición de esta portentosa máquina señalaba el camino del héroe, siendo cada arco la antesala del siguiente. La Prudencia reina de las virtudes que convienen a un príncipe se sostenía en la Fortaleza y su contrapunto, la Clemencia, que el relacionista italiano califica como «*uirtù propria delli grandi imperatori [...] perchè come per la forza sono temuti così per la Clementia deueno essere amati*»⁵⁰. De este entendimiento nacía la Paz y campeaba la Justicia en los reinos, virtudes que empedraban el camino hacia la Gloria. Previa era la cita, sin embargo, con las virtudes teologales que como antecámara u oficina de la Fama humana y póstuma, protagonizaban como hemos visto el penúltimo arco del itinerario.

522

El Emperador ingresó en Sevilla a caballo bajo un rico palio y con una rama de olivo en la mano recordando la promesa escatológica del advenimiento de la Nueva Jerusalén⁵¹. Al entrar en la iglesia mayor los canónigos habían levantado un «bellísimo et richissimo arco con el cielo» del cual descendieron muchos ángeles en forma de virtudes que acompañaron a su majestad con dulces cantos hasta la Capilla Mayor. La ciudad se configuró de este modo en un gran teatro que celebró la *renovatio* imperial de Carlos de acuerdo al sentido expreso en la epopeya moderna del Ariosto que había predicho que el mundo sería dominado por un nuevo Carlomagno bajo la ley de una monarquía universal, heredera de la corona de Augusto, de Trajano y de Marco Aurelio⁵². Gracias a este nuevo héroe Astraea, la Justicia divina, se repartiría por toda la tierra y con ella las virtudes que habían sido destronadas volverían a reinar. La divisa carolina del *Plus Ultra* que figuró en los dos últimos arcos del recorrido contenía, más allá de su significado evidente de transpasar los límites del mundo conocido⁵³, la profecía implícita de que el descubrimiento de nuevos mundos debía coincidir con la llegada de aquel *Dominus Mundi* señalado por la Providencia⁵⁴, el único que iría más allá de cualquier de los anteriores en virtud, valor «e nello stender

49 *Recebimientos*, op. cit., fol. 21r-v. *Feste et archi triumphali*, op. cit., fol. 4r.

50 *Feste et archi triumphali*, op. cit., fol. 2v.

51 Vicente Lleó Cañal, *Nueva Roma*, op. cit., p. 171.

52 Francis Yates, «Charles Quint et l'idée d'Empire», en Jean Jacquot (coord.), *Fêtes et Cérémonies*, op. cit., p. 81.

53 La revisión del sentido geográfico atribuido inicialmente a la divisa imperial por el un amplio proyecto asociado a la excelencia del Emperador fue planteado por Marcel Bataillon, «Plus Oultre. La Cour découvre le Nouveau Monde», en Jean Jacquot (coord.), *Fêtes et Cérémonies*, op. cit., p. 14. Y posteriormente discutido por Rosenthal que atribuye el *motto* de la divisa a la frase de Dante «*più oltre non se metta*». Cfr. Earl E. Rosenthal, «The Invention of the Columnar Device of Emperor Charles V at the Court of Burgundy in Flanders in 1516», *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes*, 36, 1973, p. 198-206.

54 Francis Yates, «Charles Quint et l'idée d'Empire», art. cit., p. 82.

più oltre la fama et la gloria sua» según la explicación que dejó escrita Ruscelli años más tarde en sus *Impresse illustri*⁵⁵.

En el ambiente cultural sevillano de 1526 la dimensión universalista del poder imperial que se desplegará pronto en Italia parece ya, por tanto, intuirse. La mitología de Hércules era un tópico caro a la generación de los poetas y artistas que colaboraron en las fiestas nupciales. Y la decoración mural de la sala de vidrieras del palacio de los duques de Alcalá, anfitrión y mecenas de aquellos preclaros vates, se dedicó precisamente a celebrar la apoteosis de Hércules, héroe cuyo ciclo de triunfos se exponía en contrapunto con la azarosa derrota del vuelo de Ícaro, la caída de Faetón y el rapto de Ganimedes. La gloria de Hércules, como la de Carlos V coronado en el último arco de la solemne entrada, volvía a evocar en este mural el reinado de la Justicia celeste⁵⁶.

El triunfo de la Fama en tanto culminación del periplo del príncipe que cultiva las virtudes del buen gobernante e incluso llega a personificarlas en los arcos del recibimiento hispalense de 1526, reaparece al año siguiente cuando la corte imperial establecida en Valladolid se disponga a festejar el nacimiento del príncipe don Felipe. La serie iconográfica *de los Honores*, también conocida como *de la Fortuna*, fue una de las tapicerías escogidas para cubrir la iglesia del convento de San Pablo donde se había de celebrar el natalicio⁵⁷. De nuevo la Fe, la Prudencia, la Justicia, a las que se sumaban ahora las alegorías de la Nobleza, la Fortuna y la Sabiduría divina indicaban el camino que debía recorrer el príncipe heredero para alcanzar el Honor y la Fama que junto con la Infamia, amenaza a la que podía verse arrastrado por la maldad, remataban la serie⁵⁸. Las virtudes morales y las teologales fueron asimismo motivos escogidos para dos de los cinco arcos de triunfo que ornamentaban la pasarela elevada por donde había de ir la comitiva del bautizo desde el palacio hasta la capilla mayor del convento. En esta ocasión se trataba de representaciones al vivo, grupos de mancebos vestidos de virtudes que entonaban versos y tañían instrumentos. Los letreros y epitafios de los arcos aludían al *Carolo Cesari*. Mientras en el arco precedente «estaban pintados los signos y planetas del cielo» exornados con versículos de Isaías y

55 Santiago Arroyo Esteban y Elena Vázquez Dueñas, «Imagen de regia majestad: Carlos V y Felipe II en las Fuentes impresas de la Biblioteca Histórica Marqués de Valdecilla», *Pecia complutense*, 8/5, 2011, p. 31.

56 Vicente Lleó Cañal, *Nueva Roma*, op. cit., p. 48.

57 La espléndida serie de tapices fue encargada en 1519 poco después de haber sido elegido el joven Carlos de Habsburgo como Emperador y entregada a Carlos V en mayo de 1526 en Sevilla con ocasión de sus reales nupcias. Sin embargo se utilizaron por primera vez el 2 de junio de 1527 por el natalicio del príncipe don Felipe en Valladolid. Cfr. Guy Delmarcel, «Los Honores. Tapices flamencos para el emperador Carlos V: la nobleza», *Reales Sitios*, 145, 2000, p. 41.

58 Jesús F. Pascual Molina, *Fiesta y poder. La corte en Valladolid (1502-1559)*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2013, p. 156-157.

Mateo, el quinto arco, de mayor dimensión que los anteriores, reproducía un altar delante del cual se representó el auto del bautismo de San Juan a Cristo⁵⁹.

La suntuosidad y riqueza de las piezas que se expusieron en este último arco-ara llamó la atención del cronista Sandoval que pondera la riqueza de las esculturas de bulto y los dos exóticos cuernos de unicornio que figuraban sobre el aparador. Los letreros y epitafios aludían precisamente a la dimensión imperial que aguardaba a tan alto príncipe. Un mito-programa de vocación universalista que termina de consolidarse en la coronación de Bolonia (1530) cuando se estrecha más que nunca la relación de identidad entre los antiguos emperadores y el nuevo héroe tal como evidencia la alegoría de *Carlos V* del Parmigianino en la que un pequeño Hércules sostiene el globo del mundo sobre el que tiende su cetro el Emperador, mientras la Fama alada lo corona con un laurel⁶⁰. Estamos ya a un solo paso de la configuración definitiva de la imagen de la heroica majestad que el veneciano Lodovico Dolce atribuyó a los retratos de Tiziano y en particular al famoso de la *Batalla de Muhlberg* que es quintaesencia, con ecos de episodios clásicos y veterotestamentarios, del paso decisivo del héroe⁶¹.

524

En los programas decorativos que dispusieron las ciudades italianas a su regreso de la campaña de Túnez esta imagen sintética del Emperador que corresponde al epígono de su trayectoria todavía está en construcción⁶². Carlos entró triunfalmente en Palermo por la Puerta Nueva (más tarde reconstruida por el virrey Colonna como monumento de la victoria) y recorrió sus calles seguido de los cautivos⁶³. Las arquitecturas efímeras de esta y otras entradas recordaban las hazañas de Aníbal y de Escipión el Africano⁶⁴. En Florencia se introdujeron dispositivos móviles de fuerte impacto visual como la estatua ecuestre que el ingeniero Beccafumi había diseñado en madera revestida de oro para acompañar al Emperador desde la puerta de la ciudad al palacio de la Signoría. Y entre los *archi trionfali di pittura* que elogia el joven Vasari abundan las alusiones

59 Teresa Ferrer, «El espectáculo de la fe: manifestaciones religiosas de la fiesta pública en el siglo XVI», *Criticón*, 94-95, 2005, p. 128.

60 André Chastel, «Les entrées de Charles Quint en Italie», en Jean Jacquot (coord.), *Fêtes et Cérémonies*, op. cit., p. 204

61 El paso del Rubicón como nuevo César. Cfr. Santiago Arroyo y Elena Vázquez, «Imagen de regia majestad», art. cit., p. 35. Fernando Checa, *Carlos V a caballo en Mühlberg de Tiziano*, Madrid, Tf. Editores, 2001. Alfred Kohler, «Representación y propaganda de Carlos V», en Jesús Bravo Lozano y Félix Labrador Arroyo (coord.), *Carlos V y la quiebra del humanismo político en Europa (1530-1558)*, Madrid, Sociedad Estatal para la Conmemoración de los Centenarios de Felipe II y Carlos V, 2001, III, p. 16.

62 Víctor Mínguez Cornelles, Pablo González Tornel, Juan Chiva, Inmaculada Rodríguez Moya, *La fiesta barroca. Los reinos de Nápoles y Sicilia (1535-1713)*, Castelló, Universitat Jaume I, 2014, p. 60.

63 María Luisa Madonna, «El viaje de Carlos V por Italia después de Túnez: el triunfo clásico y el plan de reconstrucción de ciudades», *La fiesta en la Europa de Carlos V*, op. cit., p. 124.

64 José Miguel Morales Folguera, «El viaje triunfal de Carlos V por Sicilia tras la victoria de Túnez», *Imago*, 7, 2015, p. 101-109.

a las provincias conquistadas ligadas a referencias clásicas de los fundadores de las ciudades. En el monumental arco que Antonio de Sangallo el Joven diseñó por comisión del papa Paulo III para la puerta de San Marco una figura gigante de Roma enseñoreaba el monumento entre los emperadores de la casa de Austria mientras cuatro prisioneros se postraban en los ángulos junto a los arneses y trofeos⁶⁵. La comitiva transcurrió por el antiguo recorrido triunfal de la Roma imperial entre los antiguos vestigios que el Marliani había teorizado en su reciente *Topographia antiquae Romae*⁶⁶.

LA FAMA EN LOS CORTEJOS FESTIVOS DEL SIGLO XVI: VALLADOLID, AMBERES Y LILLE

En el dilatado periplo italiano del Emperador no faltaron carros de triunfo inspirados en la mitología clásica que formaban parte de suntuosas cabalgatas animadas por artificios de gigantes y cuadrillas con máscaras que recordaban el repertorio del carnaval. A su regreso a la corte de Valladolid en 1537 el César victorioso fue agasajado por una sucesión de justas, bailes, torneos y también algunas mascaradas que se dilataron por varios meses para desesperación del embajador polaco Juan Dantisco que aguardaba noticias sobre las paces entre los reinos cristianos. La temática de estas fiestas estuvo basada en historias de caballería algunos de cuyos argumentos, sin embargo, enraizaban con la mitología clásica. Uno de los pasos de armas que se ejecutaron el 7 de julio, una vez mejorada la salud de la Emperatriz, estuvo protagonizado por la cuadrilla de los caballeros de la Fama que afligidos por la muerte del dios Amor decidieron vengarse en la diosa Diana⁶⁷. Dos años antes, en la corte valenciana de los duques de Calabria, la combinación de la materia caballeresca con la mitología fue también la nota dominante. Los argumentos literarios inspiraron como en la corte castellana los pasos del torneo pero el planteamiento, según Teresa Ferrer, fue más ambicioso al integrar las distintas escenas caballerescas en un único guión basado en la tercera jornada de *El Cortesano* de Luis Milán⁶⁸.

Mayor espectacularidad escénica alcanzó la fiesta cortesana durante la siguiente estancia de Carlos I en Valladolid con motivo de la reciente boda del príncipe don Felipe y la infanta doña María Manuela de Portugal, celebrada en Salamanca en 1543. El almirante de Castilla don Luis Enríquez recurrió a los principales ingenios de la corte para diseñar un torneo en el que los mantenedores, según

65 André Chastel, «Les entrées de Charles Quint», art. cit., p. 198-200. María Luisa Madonna, «L'ingresso di Carlo V a Roma», en Marcello Fagiolo (coord.), *La festa à Roma dal Rinascimento al 1870*, Torino, Umberto Allemandi, 1997, p. 50-65.

66 María Luisa Madonna, «El viaje de Carlos V por Italia después de Túnez», art. cit., p. 52.

67 Jesús F. Pascual Molina, *Fiesta y poder*, op. cit., p. 178.

68 Teresa Ferrer, *La práctica escénica cortesana*, op. cit., p. 26.

las condiciones del cartel, eran tres dioses protectores que Júpiter y Juno enviaban para verificar si los caballeros torneadores eran dignos de su Fama. Los emperadores del Olimpo encomendaron igualmente a tres diosas que se informaran de la hermosura de las damas que parecen ser las musas del primer carro de triunfo que abría paso al cortejo echando bocanadas de fuego. Iba el monstruo ensillado por un enano, criado de don Luis, que fue el encargado de entregar las leyes de la justa⁶⁹.

La comitiva debió ser portentosa y es de lamentar, como hace Jesús Pascual en su estudio sobre estas fiestas, que no nos hayan llegado testimonios iconográficos de tan celebrado triunfo. El citado carro de las ninfas iba tirado por cuatro fingidos unicornios y las diosas acompañadas por niños «vestidos a la antigua». Cuatro sátiros que iban sentados sobre cabezas de leones tocaban trompetas, mientras el secreto musical ocultaba a los demás ministriles que plañían diversos instrumentos. Los colores de la librea del mantenedor y sus escudos heráldicos distinguían a las ninfas que portaban las lanzas y escudos que habían de emplearse en el combate, repitiéndose en la escolta del almirante que hacía de acompañamiento y en los penachos blancos y rojos de los mantenedores que cerraban el triunfo con corazas ricamente ornamentadas a la romana con águilas por cimera⁷⁰.

La entrada de los aventureros y sus padrinos en la plaza fue igualmente lucida. El carro de Apolo y las musas iba encabezado por dos mujeres a caballo que representaban la Fama. Seguía la nave de la Fortuna que encarnaba un niño sobre un mundo. Iba tirada por dos cisnes montados a su vez por infantes que hacían de sirenas entonando una canción alusiva a la venidera gloria del Imperio. La Fortuna se emparejó a la Ocasión en la invención de las cuatro figuras de unicornios que integraban la cuadrilla de los hijos del marqués de Denia. Y el tópico de la renombrada fama se repitió de nuevo en el carro de Venus que iba presentado por la invención de la Torre de la Fama tocando su trompeta mientras el Tiempo huía en la figura de un ciervo⁷¹.

Los *carros de invención* del festival de Valladolid de 1543 dejaron honda huella en los testigos y cronistas de aquel acontecimiento. El desfile de las invenciones adquiere mayor complejidad y protagonismo para deleite de los espectadores, mientras la fantasía concentrada en los arneses del caballero se amplía al conjunto de su acompañamiento, dando entrada además a personajes bufonescos, piezas

⁶⁹ Jesús F. Pascual Molina, *Fiesta y poder*, op. cit., p. 232.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 233, nota 102.

⁷¹ *Ibid.*, p. 236. Lucie Galactéros de Boissier, «Images emblématiques de la Fortune. Éléments d'une typologie», en Yves Giraud (coord.), *L'Emblème à la Renaissance*, Paris, SEDES, 1982. Erwin Panofsky, «El padre Tiempo», *Estudios sobre Iconología*, Madrid, Alianza, 1982.

paródicas y artificios técnicos que buscan causar sorpresa y admiración⁷². Incluso parece desleirse, como ha señalado Pedro Cátedra, el simbolismo caballeresco a favor de una puesta en escena efectista que determinará a su vez un nuevo tipo de escritura epidíctica y conmemorativa. Sobre este nuevo esquema, más espectacular y propagandístico, se construyen los grandiosos diseños de las entradas triunfales de Amberes y de Lille de 1549 y los espectáculos de las fiestas nupciales por el matrimonio de Juana de Austria que se celebraron en Lisboa en 1552. En todos ellos continúa presente el tópico de la Fama que venimos persiguiendo aunque ahora formando parte de escenografías de gran aparato y asociada a conjuntos alegóricos de resonancias mercantiles y universales.

Los dos primeros acontecimientos fueron descritos por Juan Calvete de Estrella en su *Felicísimo Viaje*⁷³ y el recibimiento de Amberes cuenta además con la edición de los grabados de los arcos triunfales a cargo de Cornelio Schryver⁷⁴. En la entrada brabantina la tradición clásica se combinó, según Fernando Checa, con las fórmulas de las *joyeuses entrées* de raigambre borgoñona de las que ya hemos hecho mérito⁷⁵. Después de ingresar por la puerta cesárea ornamentada con los escudos de Carlos V la comitiva del príncipe don Felipe que acudía a conocer sus provincias del Norte fue honrada por un teatro de virtudes e inició un recorrido triunfal en el que los arcos de triunfo de las naciones afincadas en el gran puerto del Atlántico alternaron con representaciones alegóricas propias de la tradición flamenca. El dios Mercurio figuraba en uno de estos espectáculos bajo la figura de la Victoria y junto a la Negociación que mediaba entre las alegorías de las principales naciones y el río Escalda símbolo de la ciudad. La genealogía de los reyes de Borgoña fue el motivo elegido para el frontispicio que elevó la ciudad en el puente de la Marina. A éste siguió la escenificación del parabién que recibía el príncipe de nueve personajes alegóricos que simbolizaban el aplauso, la alegría y el placer, entre otros sentimientos de congratulación. La llegada inminente de la *aurea aetas*, tema imperial que hallábamos en la entrada de Sevilla, se aplicó en esta amberina al prometedor futuro que aguardaba a la ciudad con la presencia del joven príncipe. Asunto que se extendía en los siguientes retablos a las provincias de los Países Bajos, agrupadas bajo la figura de la Victoria, y a las alegorías de Asia, África y Europa que serían liberadas de la servidumbre del

72 Pedro Cátedra, «Fiestas caballerescas en tiempos de Carlos V», *La fiesta en la Europa de Carlos V*, op. cit., p. 112.

73 Juan Christóval Calvete de Estrella, *El felicísimo viaje del muy alto y muy poderoso Príncipe don Phelippe* [Anvers, Martín Nucio, 1552], edición de Paloma Cuenca, Madrid, Sociedad Estatal para la Conmemoración de los Centenarios de Felipe II y Carlos V, 2001.

74 Cornelio Schryver, *Spectaculorum in susceptione Philippi Hisp. Princ. Divi Caroli V Caes. F. Am. MCCCCXLIX* [Amberes, Peter Alostén y Aegidio Disthemii, 1550], en Juan Christóval Calvete de Estrella (coord.), *El felicísimo viaje*, op. cit., apéndice, p. 685-714.

75 Fernando Checa, «Imágenes para un cambio de reinado. Tiziano, Leoni y el Viaje de Calvete de Estrella», en Juan Christóval Calvete de Estrella (coord.), *El felicísimo viaje*, op. cit., CXIV.

tirano gracias al príncipe que heredó un Imperio digno y poderoso como ocurrió con los antiguos Julio Ascanio y Servio Tulio⁷⁶.

La efusión de monedas al paso de la comitiva animó el penúltimo de los espectáculos que habían levantado los oficiales de la Casa de la Moneda «que era cosa de gran plazer y entretenimiento»⁷⁷. Sirvió de umbral a la última representación que consistió en un artificio de luminarias con más de cien lamparillas de vidrio «que representava todo el cielo». Delante del fingido orbe estaba Dios Padre y tres ángeles que portaban las insignias imperiales (cetro, espada y corona) con las que sería entronizado don Felipe. En un nivel inmediatamente inferior asistían seis alegorías, *divinas doncellas* las llama el cronista, la Majestad, la Virtud, la Gloria, la Potencia y, cómo no, la Fama «con alas y llena de ojos sonando una trompa» a la que acompañaba la Inmortalidad «vestida de raso blanco con unos resplandecientes rayos que le salían de la cabeza». Esta última figura tenía debajo la Muerte sobre la que triunfaba⁷⁸.

528

La Fama perdurable, que resultaba de las acciones arduas y dificultosas tal como Diego López de Cortegana había interpretado de los emblemas de Alciato, era el natural desenlace del triunfal ingreso en Amberes⁷⁹. Los arcos de triunfo de las naciones que jalonaban el recorrido habían parangonado las acciones del príncipe y del Emperador, su padre, con representaciones de los trabajos de Hércules (los florentinos), los dioses de la mitología (arco de los genoveses), la historia de Santa Elena y Constantino (arco de los ingleses) y, en fin, el dominio universal de Carlos y Felipe sujetando un globo tal como aparecen en la figura del arco del senado de Amberes que dibujó Schryver⁸⁰.

Pero la representación más completa del tema de la Fama durante el largo periplo de don Felipe correspondió a la solemne entrada en la villa de Lille. «El aparato para recibir al príncipe –comenta Calvete– fue el mayor y donde más espectáculos y arcos triunfales uvo que en ninguna otra villa de Flandes»⁸¹. La secuencia incluía, como en Amberes, arcos de triunfo alternados con espectáculos de figuras alegóricas que a veces ejecutaban breves dramatizaciones. Conviene recordarlos brevemente porque el sentido del relato aporta claves para precisar el significado del triunfo de la Fama. En los primeros *pasos* se habían representado historias del *Libro de los Reyes* que servían de ejemplo de virtud para don Felipe hasta concluir en la representación de la conquista de Jerusalén por Tito. Precedían estas invenciones al arco triunfal de la Prudencia que albergaba la

⁷⁶ Juan Christóval Calvete de Estrella, *El felicísimo viaje*, op. cit., p. 409-410.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 421.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 424.

⁷⁹ Alciato, *Emblemas*, edición de Santiago Sebastián, Madrid, Akal, 1993, p. 171.

⁸⁰ Juan Christóval Calvete de Estrella, *El felicísimo viaje*, op. cit., p. 707.

⁸¹ *Ibid.*, p. 241.

historia del cerco de Viena. En un segundo tramo concurrían el espectáculo de la profecía de la Sibilia que anunciaba el triunfo de la liberalidad sobre la avaricia y la prodigalidad, y algo más adelante una ingeniosa invención que representaba la Majestad Imperial en la figura de un Águila que acompañaban dos damas, la Fe y la Esperanza. Así se llegaba al segundo arco que estaba dedicado a la Justicia a la que se ligaban los recientes episodios que había protagonizado Carlos V al hacer prisioneros al duque Juan Federico de Sajonia y al Landgrave Felipe de Hesse.

La Fortuna comparecía en la siguiente invención, inaugurando el tercer segmento del largo recorrido que es el que más nos interesa. Atada de pies y manos al pie de un trono real, iba acompañada de Argos, la Prudencia y la Templanza que prometían al príncipe un Imperio seguro sin la violencia del *terror súbito* que según Alciato surge imprevisible cuando esta se tuerce⁸². A pocos pasos estaban los templos del Honor (la honra verdadera) y de la Virtud que acogían respectivamente a los héroes de la antigüedad y al Emperador y su hijo, presagiando de este modo el reinado de la Fama que aguardaba para el espectáculo final. Enseñoreaba sus atributos dominando un carro de triunfo: la trompa en una mano, en la otra un ramo de laurel y la muerte a sus pies como ya vimos representada en Amberes. La acompañaban muchos personajes de la Fama antigua junto a otros que habían honrado el linaje imperial. Abajo la Virtud llevaba de la mano al Emperador hasta la puerta del Triunfo y mostraba al príncipe «aquellos gloriosos Príncipes antecesores suyos que yuan acompañando la Fama en su real y eterno triumpho, mostrando que para siempre permanecería su memoria y la inmortal fama de sus esclarecidos hechos»⁸³.

El arco triunfal de la Templanza, la Clemencia y la Liberalidad exponía en las letras del arquitrabe la tradición benigna de los príncipes de la casa de Austria cuyos escudos iban acompañados de una letra que insistía en el concepto de la Virtud verdadera que mora en las cosas arduas (emblema CXXXI en Alciato). Finalmente, la nave de las virtudes conducía al Emperador y al Príncipe al puerto de la Salud donde les esperaba el palacio de la Felicidad. Esta última invención cerraba el itinerario del héroe resumiendo en metros franceses la idea de una Fortuna que se enreda en el firme rodrigón de la Virtud, pese a los vaivenes y amenazas:

Felicité au hault por su salut / attend Caesar et son vnique filz / La ou vertu l'ont
d'adresser conclud, / non obstant tous du monde les perilz. Ici Caesar digne de
gran renom, / et son chier filz son conduictz seurement / par les vertus extraictes
hor du nom / comme veoir vous pouez clerement⁸⁴.

⁸² Alciato, *Emblemas*, op. cit., p. 163.

⁸³ Juan Christóval Calvete de Estrella, *El felicísimo viaje*, op. cit., p. 258.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 261.

La fórmula de la cabalgata alegórica en la que concurren los lenguajes caballeresco, mitológico e histórico en un *espectáculo* (concepto que difunde el libro de Calvete) con soluciones escénicas de gran aparato e ingenio parece, en suma, aquilatarse en el comedio del siglo. Las relaciones de fiestas extensas agrupan y dan sentido a las jornadas festivas ensayando nuevos moldes retóricos que harán fortuna en el mundo hispánico⁸⁵. La generalización de este tipo de relato es indicio de la madurez de una experiencia creativa que ha calado en la cultura letrada como *acontecimiento* capaz de enunciar, mejor que otros tópicos, los ideales compartidos. Y el concepto de la reputación que aquí analizamos se desdobra en un fecundo diálogo entre la Fama del príncipe y la honra de la ciudad que lo acoge. La dialéctica entre cada una de las partes que comparece en la celebración (gremios, corporaciones de nación, ciudades) y el todo (la monarquía, el proyecto dinástico) moviliza tradiciones simbólicas diversas y presenta un *comentario* útil en términos de pacto político⁸⁶.

Durante del reinado de Felipe II este discurso festivo renovado gozó de extraordinario predicamento y las ciudades de los reinos peninsulares que fueron visitadas por el monarca prudente o recibieron los suntuosos cortejos de sus esposas no dejaron pasar la ocasión de comisionar una relación festiva que asentara la memoria oficial de la solemnidad. El encargo de este *monumento literario* que inmortalizaba los monumentos efímeros, las invenciones y los versos repartidos a lo largo del recorrido triunfal del monarca recayó generalmente en hombres de letras que construyeron su armazón retórica sobre la figura de la *deambulatio* en la medida que es la mirada del rey o de la reina consorte la que descubre en su recorrido por los arcos, esculturas y emblemas los triunfos de sus antepasados y los ejemplos de virtud moral de sus ascendientes que forman el vaticinio de un reinado benigno⁸⁷.

La entrada del príncipe don Felipe en Salamanca en 1543 ya evidencia el funcionamiento de este esquema narrativo aunque todavía predomine en ella

85 Gabriel Andrés, «Relaciones extensas de fiestas públicas: itinerario de un género (Valencia, S. XVII)», en Sagrario López Poza y Nieves Pena Sueiro (coord.), *La fiesta. Actas del II Seminario de Relaciones de Sucesos*, Ferrol, Sociedad de Cultura Valle Inclán/SIELAE, 1999, p. 11-18. Y en el mismo volumen: Sagrario López Poza, «Peculiaridades de las relaciones festivas en forma de libro», p. 213-222.

86 José Jaime García Bernal, *El Fasto público en la España de los Austrias*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2006, p. 109.

87 Begoña Canosa Hermida, «López de Hoyos, relator festivo y luctuoso», en Sagrario López Poza y Nieves Pena Sueiro (coord.), *La fiesta, op. cit.*, p. 49. Giuseppina Ledda, «Contribución para una tipología de las relaciones extensas de fiestas religiosas barrocas», en Patrick Bégrand (coord.), *Las relaciones de sucesos en España*, Alcalá/Paris, Universidad de Alcalá/Publications de la Sorbonne, 1996, p. 231.

el vocabulario del mundo clásico y de la biblia. Un Hércules, acompañado por las diosas Juno y Palas dio la bienvenida a la princesa María Manuela en el puente, aludiendo a la fundación legendaria de la ciudad. Mientras el dios Mercurio loaba las virtudes que encarnadas por niños iban descendiendo de las cuatro nubes del primer arco. La Fe iba acompañada del Amor y del Honor. El honor de un matrimonio que se vinculó a la vid del Antiguo Testamento pronóstico de una abundante descendencia⁸⁸. Y que la Fama acompañando a la Caridad y a la Templanza se encargaba de divulgar con la letra: «De uos Príncipes jocundos / serán de eterna memoria / mis voçez y vuestra Gloria»⁸⁹.

Más rico e integrador de un discurso cívico es el planteamiento de los recibimientos dedicados a la reina Ana de Austria en Burgos y en Segovia. Báez de Sepúlveda expresa en el prólogo a este último su intención de «emplearse en cosas pertenecientes a la honra de Segovia» y de ello se ocupa, por ejemplo, en la descripción de los dos personajes que recibieron a la joven esposa, don Día Sanz y don Fernán García, fundadores de sus principales linajes, «valerosos caballeros [...] que hicieron cosas señaladas en la guerra, especialmente ganaron de los moros a Madrid»⁹⁰. La voluntad de los capitulares de la ciudad de Burgos fue igualmente que la reina conociera «la antigua origen y nobleza de los fundadores, y vezinos, y de las excellentes hazañas, que estos han hecho», y el cronista del acontecimiento añade que así se huía de las fábulas y alegorías paganas de otros recibimientos⁹¹. La función pedagógica que antes cumplían las genealogías dinásticas, enlazadas a menudo con motivos de la mitología, se ha desplazado aquí a los hechos memorables de los caballeros de la ciudad que son contemplados por los reyes como exponente de la lealtad del vasallo que les anima a perseverar en sus propias hazañas.

En Madrid la solemne entrada del matrimonio, narrada por López de Hoyos⁹², adquiere una dimensión dinástica e imperial y la topografía festiva recuerda la extensión ultramarina que había alcanzado la monarquía filipina⁹³.

88 *Recebimiento que se hizo en... Salamanca... a doña María de Portugal (1543)*, Madrid, Biblioteca Nacional (BNE), Ms. 4.013, fol. 44r.

89 *Ibid.*, fol. 47v.

90 Jorge Báez de Sepúlveda, *Relacion Verdadera del Recibimiento que hizo la ciudad de Segovia a la magestad de la reyna nuestra señora doña Anna de Austria, en su felicissimo casamiento que en la ciudad se celebrou*, Alcalá, Juan Gracián, 1572, fol. F4v y Gv. Hay edición de Sagrario López Poza y Begoña Canosa Hermida, Segovia, Fundación Juan de Borbón, 1998.

91 *Relacion verdadera, del recebimiento, que la muy noble y muy mas leal ciudad de Burgos, Cabeca de Castilla, y Camara de su Magestad hizo a la Magestad Real de la Reyna nuestra señora, donna Anna de Austria, primera de este nonbre: passando a Segouia, para celebrar en ella su felicissimo casamiento con el Rey don Philippe nuestro señor, segundo de este nombre*, Burgos, Philippe Iunta, 1571, fol. Vr.

92 Begoña Canosa Hermida, «López de Hoyos, relator festivo», art. cit., p. 43-56.

93 Un completo análisis de la iconografía en Teresa Zapata Fernández de la Hoz, *Entradas en Madrid de las Reinas de la Casa de Austria*, Tesis doctoral, Madrid, UAM, 1991.

En el primer arco se desarrolló el tema del linaje de los contrayentes que inspiraban las virtudes del monarca. En el segundo «España con sus reynos y el nuevo mundo de las Indias con sus prouincias e Imperio rescib[ían] a su Magestad»⁹⁴. Mientras Apolo, Marte, Atlas y Tobías personificaban en el tercer arco la diligencia, el valor y la fortaleza que junto a la piedad y la religión eran las virtudes que se atribuían a la personalidad de Felipe II. En conjunto, la entrada madrileña resumía los valores de la nueva monarquía atlántica y católica cuya legitimidad se definía por las nuevas conquistas y los justos títulos⁹⁵.

532

Dos años más tarde, el recibimiento de Felipe II en Sevilla que nos ha llegado en la relación de Juan de Mal Lara avanza algo más en este proceso de narrativa del triunfo que se une al prestigio de la ciudad. En el discurso del humanista es la *ciudad ordenada*, más que los arcos y alegorías que jalonaban sus calles, el objeto mismo de la representación que complace al rey cuando exclama «esto basta para recibimiento». La ciudad preparada para la ceremonia se ha convertido en el símbolo de un reino fecundo y bien administrado. En esta razón, continúa el panegirista, tenía dos ventajas Sevilla, la multitud de la gente y el sitio de tierra y agua donde está «y por esto se aprovechó de dar a la gente lugar estendido en donde poder hacer su representación»⁹⁶.

En efecto, la entrada en Sevilla se hará por el río cuyas galeras se engalanaron para la ocasión, y desembarcará en el Arenal donde el rey pudo contemplar la multitud congregada, antes de dirigirse a la puerta de Goles (desde entonces, Puerta Real) por la que ingresará en la ciudad⁹⁷. Le esperaba en el primer arco del recorrido el triunfo del Nuevo Hércules que recibía los dones territoriales de los emperadores y monarcas: Felipe I, don Fernando, Maximiliano y Carlos V. Los emblemas laterales se aplicaban a las virtudes que adornan al Príncipe

⁹⁴ *Segvndo arco triumphal, en que España con sus reynos y el nueuo mundo de las Indias con sus prouincias, e Imperio resciben a su Magestad*, en Juan López de Hoyos, *Real Apparato y svmpvoso recebimiento con qve Madrid (como casa y morada de su M.) rescibio a la Serenissima reyna D. Ana de Austria, viniendo a ella nueuamente despues de celebradas sus felicissimas bodas*, Madrid, Juan Gracián, 1572, fol. 104r.

⁹⁵ Pablo Fernández Albaladejo, «Imperio de por sí: la reformulación del poder universal en la temprana Edad Moderna», en *id.*, *Fragmentos de monarquía*, Madrid, Alianza, 1992, p. 168-184.

⁹⁶ Juan de Mal Lara, *Recebimiento qve hizo la mvy noble y muy leal ciudad de Seuilla a la C.R. M. del Rey D. Philipe N. S. Va todo Figurado. Con vna breve descripción de la Ciudad y su tierra* [Sevilla, Alonso Escribano, 1570], edición facsímil. Sevilla, Fundación El Monte, 1998, fol. 8r.

⁹⁷ Las razones de esta elección las revela el propio Mal Lara: «Y pues gran parte de la grandeza y crecimiento auía venido a la ciudad del río, era justo, que por el mesmo se celebrase la entrada de su Rey inuictissimo» (*ibid.*, fol. 10). La puerta de Goles había sido reformada para construirse de acceso directo por el arquitecto Hernán Ruíz II, maestro mayor de obras del cabildo. Cfr. Antonio José Albaronedo Freire, *El urbanismo de Sevilla durante el reinado de Felipe II*, Sevilla, Ediciones Guadalquivir, 2002, p. 302-304.

(las flores del Jardín de las Hespérides) y al vasallo (las riquezas del Betis)⁹⁸. Mientras Apolo coronaba el frontispicio sobre el Monte Parnaso⁹⁹. Los regidores sevillanos tuvieron que quedar satisfechos de esta muestra antigua, a cuyo misterio asociaban la dignidad de su senado. Mal Lara interpretó, a tal fin, los signos de la corona cívica de los fastos romanos como particular divisa del Cabildo sevillano: «concordia servit»¹⁰⁰. Emblema que se completaba con otros tres alusivos a la paz, la victoria perpetua y felicidad pública¹⁰¹.

El ideal de servicio a la Monarquía tenía su correspondencia, en el otro extremo de la calle de figuras alegóricas que representaban las villas de la jurisdicción de la ciudad. Allí se alzó un segundo arco jalonado por las imágenes de los santos patronos de Sevilla: San Leandro, San Isidoro, San Hermenegildo, el rey Recadero y San Fernando, que no pudieron llevar letras, ni atributos, dice el autor, «por estar en alto y la brevedad»¹⁰². Sí pudieron llevar cartelas las estatuas que representaban a las mártires Justa y Rufina que se alojaban en los altares laterales. Predicaban *clementia* y *laetitia*, manifestando el favor que recibía Sevilla de sus santas patronas lo que garantizaba la próspera estrella del monarca. Mal Lara concluye el largo pasaje de las decoraciones, devolviendo el protagonismo al rey cuya presencia majestuosa, ensalzada por las glorias dinásticas, a un lado, y las grandezas del pasado de la ciudad, en el otro, recibe la pleitesía de las pueblos de Sevilla:

Cerraron las puertas esperando a su Magestad que venía al medio de la calçada, bolviendo sus reales ojos a las figuras, que como vasallos suyos se le presentavan en el mejor ornato que podían, con alegría en rostro y ropas, y fertilidad, en manos y pies señaladamente¹⁰³.

El recorrido del rey provocó el reencuentro de la ciudad con su pasado. Pero, sobre todo, constituyó una demostración, un *espectáculo*, de un reino bien ordenado. La representación supera, por tanto, las decoraciones efímeras y se extiende en el relato de Mal Lara a toda la ciudad y su tierra: reseñan las milicias, se exhiben los tribunales, desborda en hermosura la naturaleza en la dehesa de

⁹⁸ Ajustados al motivo del recibimiento (moderación, templanza y menosprecio del deleite, entre otras virtudes que convienen a un Príncipe), y al río Betis, con el áncora y el delfín en significación de la prudencia en los negocios y abundancia de riquezas.

⁹⁹ Juan de Mal Lara, *Recebimiento qve hizo la mvv noble y muy leal ciudad de Seuilla, op. cit.*, fol. 61r.

¹⁰⁰ *Ibid.*, fol. 64v.

¹⁰¹ *Ibid.*, fol. 67v.

¹⁰² *Ibid.*, fol. 157v.

¹⁰³ *Ibid.*, fol. 161v.

Tablada, y hasta se «representa un nuevo verano» en la finca de recreo de Bellaflor donde el rey pasó la noche antes de entrar en la ciudad¹⁰⁴.

MÁSCARAS Y CARROS DEL TRIUNFO DE LA FAMA EN LAS FIESTAS SEVILLANAS POR LA VICTORIA DE LEPANTO DE 1572

534

Muy distinta en su concepción, pero complementaria del triunfo del monarca de 1570, fue la celebración que hizo Sevilla por la victoria de Lepanto en las primeras semanas de 1572. La relación de las fiestas que dio cuenta de este ciclo festivo está lejos de la exhibición erudita del humanista y prescinde de la fórmula retórica de la *deambulatio* para centrarse en la descripción puntual de las jornadas festivas de acuerdo a un estilo circunstanciado y apodíctico que no debe extrañarnos de un escribano de la ciudad como fue Pedro de Oviedo¹⁰⁵. Trasladar con la fidelidad de un acta notarial lo sucedido siguiendo el orden cronológico de las invenciones pero también ornamentarlo con enumeraciones y amplificaciones que ponderaban la riqueza y preciosismo de los espectáculos era propio de la *epidixis* conmemorativa y es el estilo que caracteriza el texto de Oviedo que, a la sazón, coloca en la portada del impreso dos adjetivos valorativos, *suntuosas y ricas*, para acompañar al nominativo *Relación de fiestas*, toda una declaración de intenciones¹⁰⁶.

En efecto, la descripción de las máscaras y carros de triunfo que animaron las calles de Sevilla durante el mes de enero de 1572 constituyó una exhibición de ingenio, lujo y artificio que coincidió con el ápice de la expansión filipina en el Mediterráneo y con la etapa de mayor esplendor económico del gran puerto de Indias. Por si fuera poco el 5 de diciembre de 1571, dos meses después de la batalla, había nacido el infante don Fernando, heredero al trono, circunstancia que abrigó la idea de celebrar juntas unas nuevas tan felices que auguraban tiempos dichosos para el Imperio. El consulado de mercaderes, los gremios y los estudiantes fueron los protagonistas de estos espectáculos itinerantes que, coincidiendo con el tiempo del precarnaval, llenaron de color la ciudad.

¹⁰⁴ La descripción de esta casa de placer propiedad de don Manrique de Zúñiga en *ibid.*, fol. 17r-19v.

¹⁰⁵ Pedro de Oviedo entró a servir como secretario del cabildo de Sevilla por acuerdo municipal de 13 de febrero de 1572. Aportamos datos sobre este personaje en José Jaime García Bernal, «El imaginario político del Mediterráneo en la *Relación de las suntuosas y ricas fiestas* de Pedro de Oviedo», en Pierre Civil, Françoise Crémoux y Jacobo S. Sanz Hermida (coord.), *España y el mundo mediterráneo a través de las Relaciones de Sucesos*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 2008, p. 203.

¹⁰⁶ El título completo del impreso es el siguiente: Pedro de Oviedo, *Relacion de las svmpptosyas y ricas fiestas, que la insigne ciudad de Seuilla hizo, por el felice nacimiento del principe nuestro señor. Y por el vencimiento de la batalla naual, que el serenissimo de Austria ouo, contra el armada del Turco*, Sevilla, Hernando Días, 1572. Hemos manejado el ejemplar que conserva la Biblioteca Nacional de España: BNE, R. 22.747.

El modelo del *cortège à thème* que hemos observado en las cortes italianas y en la de Castilla sirve, en esta ocasión, de homenaje a la monarquía, su general victorioso en Lepanto don Juan de Austria y el esperanzador porvenir que se abría con la sucesión del príncipe niño don Fernando. Las invenciones enraízan en una tradición propia de dramatización de pequeñas escenas que había tenido en los carros del Corpus Christi su ámbito principal de ensayo¹⁰⁷, si bien observamos elementos propios de la fiesta caballeresca (cabalgatas ecuestres) y soluciones escénicas que entroncan con el gusto cortesano como las observadas en Valladolid y en Lisboa. El propio término *máscara* condensa una gran diversidad de significados que pueden reconocerse en los tratados y diccionarios de la época ya sea identificada con los ejercicios ecuestres de la nobleza también conocidos como *encamisadas*, ya con los desfiles de disfraces de estos mismos caballeros o de los colegios de estudiantes (*mojiganga*) o bien, en tercer lugar, relacionada con una pieza teatral breve y cómica (*máscara*) de donde tal vez tomara el nombre¹⁰⁸.

A las alturas de la década de 1570 la práctica festiva alonga el significante a los desfiles de cuadrillas disfrazadas que a pie o a caballo acompañan un carro de triunfo donde se representa con figuras al vivo y otras de bulto una escena alusiva al concepto de la celebración, generalmente acompañado de música y ocasionalmente de breves dramatizaciones. Esta es la fórmula de probado éxito que ya se apuntaba en las fiestas cortesanas de Valladolid y que encontramos en la Sevilla filipina ampliamente desarrollada. Los recursos escenográficos y parateatrales se ajustan al tema de la victoria naval de Lepanto que se convierte en indicio y pronóstico de la Fama imperecedera de la Monarquía española, personaje recurrente en la mayoría de las invenciones que amenizaron las calles, aunque con variantes de significado en función del sentido programático de cada máscara.

La invención de la Casa de la Contratación, Aduana y Casa de Moneda fue una de las más celebradas. Iban por delante a caballo las tres damas que representaban las instituciones vinculadas a la Carrera de Indias, la música de chirimías y detrás un carro triunfal ricamente aderezado que representaba un diálogo entre la Fe, el Mundo y la Fama, personajes que solicitaban a la reina doña Ana de Austria que les entregase al pequeño príncipe para bendecirlo, obedecerlo y divulgarlo por el mundo. A continuación recibía los parabienes de otros tres personajes,

107 Jean Sentaurens, *Séville et le Théâtre. De la fin du Moyen Âge à la fin du xvii^e siècle*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1984, I, p. 38-57.

108 Lucien Clare, «Répresentations théâtrales et cortèges à thème (*comedias et máscaras*) dans les fêtes de Manille (1659)», en Irène Mamczarz (coord.), *Métamorphoses de la création dramatique et lyrique à l'épreuve de la scène*, Firenze, Leo S. Olschki Editore, 1998, p. 143-146.

España, Sevilla y el río Betis. Finalmente era España la que entregaba al heredero en ofrenda a la Fe que campeaba sobre una Giralda imitada en madera¹⁰⁹.

En los días sucesivos desfilaron sederos, esparteros, doradores, curtidores, sastres y jubeteros, gremios populosos que rivalizaron con sus ricas libreas e invenciones de agudo ingenio. Apreciamos en ellas la combinación de recursos festivos tradicionales con la novedad de los acontecimientos políticos recientes. Así la de los sederos representó la máscara de los trece reyes del linaje de Nuestra Señora que culminaba en Felipe II cuyo personaje desfiló con veinticuatro alabarderos tal como lo había hecho en la entrada de 1570. No faltan desde luego los alusivos a la sucesión del reino en el joven príncipe, siendo la alegoría de la Fe, de nuevo, la protagonista que coronaba al niño, sentándolo en su regazo, en el carro de los doradores, o más tarde en el carro de los ocho reinos le imponía la corona formada por las piezas que entregaba cada uno de ellos¹¹⁰.

536

Tras las fiestas reales de cañas y toros que hizo el cabildo el domingo de Pascua de Reyes se reanudaron las máscaras de los oficios. La invención del gremio de la madera estaba encabezada por la Fama que iba en un dromedario vivo con los atributos que la hacían reconocible: los brazos de ojos y lenguas, tañendo una corneta. Le seguían los nueve que le daban lustre, los tres gentiles en tres camellos vivos y los demás en caballos, todos armados de punta en blanco con sus estandartes y escudos de armas. A continuación, en un carro pequeño (imaginamos que enjaulado) «vn León viuo muy hermoso con una corona de oro y vn moro Xarife que le yua halagando a veces y otras haziéndole dar bramidos». Tras lo cual venía el carro de la generación y descendencia del príncipe don Fernando tirado por un elefante artificial ensillado por la diosa Venus. En una mano llevaba un gran lucero y en la otra la manzana de oro de su historia. Un verso que pendía de la silla aludía a la soberanía del César (Felipe II) «cuya fama passa al cielo/ y su imperio al Océano». Precedía esta dama el carro de Febo, hijo de Júpiter y padre universal de toda generación. Le acompañaban las tres Parcas que descuidaban su oficio garantizando la perpetuidad del Imperio. Y las diosas romanas de los partos, Iris y Lucina, sosteniendo el arco del cielo. Enramadas al arco iris subían los pimpollos de los predecesores del Príncipe, el rey don Fernando, don Felipe de Austria y el emperador Carlos, mientras delante del carro la doncella Sevilla ofrecía en sacrificio el nombre del príncipe que iba dentro de un corazón abierto. Las tres gracias y los tres zagales de la fábula cantaban y danzaban al son de instrumentos hasta que Mercurio, mensajero de los dioses, declaró la invención en un largo verso que transcribe el cronista. El mensaje del recitativo estaba impregnado del sentido mesiánico y universalista

109 Pedro de Oviedo, *Relacion de las svmptvosas y ricas fiestas*, op. cit., fol. 8-9.

110 *Ibid.*, fol. 10-15.

reavivado después de la simpar batalla: había nacido un César cuyo imperio pasará el ancho mar y brillará en el cielo soberano.

El maridaje de elementos, antiguos y modernos, que puso en escena el gremio de carpinteros está al servicio de la admiración y el espectáculo. Evidencia la evolución del lenguaje festivo de las máscaras que incorpora recursos de comicidad y apela a un imaginario cercano, casi familiar, adaptado a la coyuntura política específica de 1571. El recurso al elefante artificial entronca con la tradición de los triunfos clásicos. Los animales vivos (el León, el Dromedario) evocan el mundo de la experiencia soldadesca de la Berbería de poniente (las fieras en nombre de los jefes venían a rendirse ante el soberano del mundo). En tercer lugar, el tópico de la generación y descendencia de las casas reales del que hemos señalado sus antecedentes en las fiestas borgoñonas, se ha concretado en la reina «que nos dio/ vn príncipe desseado/ fructo bienaventurado/ que de esta stirpe salió». Retoño de la monarquía católica que había nacido con tan buen hado que es celebrado por el mismo padre Febo, figura que compareció sobre un trono, coronado por los doce signos del zodiaco, sobre los que reinaba Sagitario, horóscopo del heredero¹¹¹.

De sentido secuencial y narrativo fue también la máscara de los estudiantes del colegio de Santa María de Jesús. Oviedo nos dice que representaba el triunfo de la Fama «con la sucesión de los Reyes de España». Proclamada por ministriles y trompetas, un heraldo a caballo anunciaba en su estandarte el nacimiento de Fernando VI y un alguacil de vara corta hacía de muñidor de la comitiva¹¹². Los colegiales formaban las cuadrillas de la sucesión que encabezaban los tres capitanes míticos, el Cid, Bernardo del Carpio y el conde Fernán González, héroes de las fiestas de Burgos. Desfilaron los reyes de España desde el mítico Túbal hasta Felipe II, reparando la atención en los reyes godos, don Pelayo y los protagonistas de la reconquista hasta los inmediatos antepasados del monarca. Iban con máscaras y atributos ajustados a sus historias, expresando los sentimientos de pesadumbre, ira, orgullo o templanza propios de su condición, de acuerdo a las reglas de la fisiognómica¹¹³. Detrás en el carro de triunfo se mostraban los despojos de armas, galeras, ciudades y cabezas de turcos y moros,

¹¹¹ *Ibid.*, fol. 23v.

¹¹² Sobre la función heráldica de la música en los cortejos itinerantes y en otros contextos urbanos véase Clara Bejarano Pellicer, «Medios de comunicación en la ciudad durante la Edad Moderna: la figura delregonero», en Antonio Castillo Gómez y James S. Amelang (coord.), *Opinión pública y cultura urbana en la Edad Moderna*, Alcalá de Henares, Ediciones Trea S.L., 2010, p. 319-334.

¹¹³ José Jaime García Bernal, «Fisiognomía y código estético de las mascaradas públicas del barroco hispano: crítica y evolución del concepto de la mascarada jocoseria», en Concepción de la Peña, Manuel Pérez, María del Mar Albero, María Teresa Marín y Juan Miguel González (coord.), *Congreso Internacional Imagen y Apariencia (siglos XVI-XXI)*, Murcia, Universidad de Murcia, 2009, 17 p.

sometidos por Felipe II, mientras las cuatro virtudes del príncipe cristiano proclamaban: «qui mare qui terras omni ditone tenebit»¹¹⁴. En medio del carro, sobre una peana, estaba el príncipe don Fernando representado por un niño que llevaba la mano alzada «como que yua triumphando» y alrededor tres figuras, la Gloria, la Victoria y la Ciencia que le ofrecían sus insignias (el cetro, la palma y el libro), mientras lo coronaban. Al fondo del carro, sobre un segundo pedestal, iba la Fama llena de alas y con los demás atributos suyos. En los ángulos del carro los estandartes y armas de los reinos de España. Y las ninfas cantando y tañendo.

Como ocurriera en los triunfos sicilianos al regreso del Emperador de la campaña de Túnez, seguían al carro muchos turcos presos y dos bajeles de mar y tierra que recordaban los destruidos en la batalla naval. Cerrando el sentido narrativo del triunfo desfilaron finalmente los siete infantes de Lara, en caballos muy vistosos, con una letra dedicada al príncipe que portaba Gonzalo Bustos, el patriarca de la stirpe. Rememoraba las bravas guerras contra los infieles que emprendió su linaje y animaba a sus hijos, los infantes, a seguir tanta alteza (la del Príncipe don Fernando) «pues es con ella España engrandecida / y la enemiga gente desarmada»¹¹⁵.

Pedro de Oviedo añade que iban acompañando este triunfo muchos hombres de armas, caballeros de la ciudad y ministros de justicia. Un cortejo espontáneo que se repetirá en otras invenciones hasta la más granada que representó la victoria del señor don Juan de Austria y estuvo a cargo del opulento consulado de cargadores y mercaderes de Indias¹¹⁶.

No será la última vez que contemplemos la Fama y sus cuadrillas victoriosas en la Sevilla del Siglo de Oro. Su figura alegórica regresará asociada al carro del triunfo de la Iglesia que se escenificó en el patio de la Compañía de Jesús en ocasión de las fiestas por la beatificación de San Ignacio de 1610¹¹⁷. Y en la

¹¹⁴ Pedro de Oviedo, *Relacion de las svmpptosas y ricas fiestas*, op. cit., fol. 34v.

¹¹⁵ *Ibid.*, fol. 35v.

¹¹⁶ José Jaime García Bernal, «Velas y estandartes. Imágenes festivas de la Batalla de Lepanto», *I/C. Revista Científica de Información y Comunicación*, 4, 2007, p. 172-211. Del mismo autor, «El imaginario político del Mediterráneo», art. cit., p. 219-222.

¹¹⁷ Se elevó un carro triunfal con las ruedas en el aire rematadas por cabezas de animales de Ezequiel sobre el que se erguía la alegoría de la Iglesia, flanqueada por San Ignacio y las siete virtudes y, en medio, rendidos los tres enemigos Mundo, Carne y Demonio. Cfr. Francisco de Luque Fajardo, *Relacion de la Fiesta que se hizo en Sevilla a la Beatificacion del Glorioso San Ignacio fundador de la Compañia de Iesús*, Sevilla, Luis Estupiñán, 1610, fol. 18v-19v. En Granada los estudiantes de las escuelas representaron la máscara del triunfo del beato Ignacio: *Relacion de la Fiesta que en la Beatificacion del B. P. Ignacio fundador de la Compañia de Iesvs, hizo su Collegio de la Ciudad de Granada, en 14 de Febrero de 1610*, Sevilla, Luis Estupiñán, 1610, fol. 47v. Consúltense nuestro trabajo: José Jaime García Bernal, «La estética militante y la fiesta barroca: celebraciones jesuitas en Marchena», en Juan Luis Carriazo Rubio y Ramón Ramos Alfonso (coord.), *Las fiestas en la historia de Marchena. Actas de las XII Jornadas sobre Historia de Marchena*, Marchena, Ayuntamiento de Marchena, 2008, p. 83-112.

década siguiente disciplinará sus cuadrillas en defensa de la causa inmaculista¹¹⁸. Pero este asunto de los triunfos y de los torneos *a lo divino* es materia para un estudio independiente que dejamos para mejor ocasión¹¹⁹.

El camino de la Fama propio de los triunfos del Renacimiento queda, básicamente, cerrado en su sistema estético en las décadas de 1570-80. Las fiestas nupciales de Lisboa de 1552 habían desarrollado amplias posibilidades inventivas en la procesión naval con carabelas y naos que exornaron los gremios y naciones, anticipando soluciones que Mal Lara desarrollará con amplitud en la decoración de la Galera Real de Lepanto donde Felipe II figura como un segundo Jasón¹²⁰. La Casa da India fue pródiga en espectáculos de fuerte impacto visual como la nave que representó una mujer coronada sosteniendo la esfera armilar, divisa del rey Manuel I, y flámulas con las iniciales góticas *G*, *I* y *E* que significaban las tierras conquistadas. Tampoco faltaron las columnas de Hércules entre las que se asomaba un león con el mote del *Plus Ultra*, divisa de la familia de la reina¹²¹. Un repertorio que cruza la simbología dinástica, la memoria de los hechos militares y el imaginario náutico que hemos visto en Amberes o en Sevilla.

Por las mismas fechas, en el otro extremo del Imperio de los Austrias, los torneos de húsares frecuentaron representaciones mitológicas de sus emperadores, proyectando el ideal esópico de su triunfo y fama universal en retratos como el jupiterino de Fernando II que figura en un carro con dosel tirado por tres águilas que incluye el *Tunierbuch*¹²². Y en 1580, de nuevo en Lisboa, es la Fama quien comparece en los arcos de triunfo, significada en un elefante símbolo de la reputación que traen las victorias de las armas; o se desdobra, en la Fama mayor

118 *Relacion que contiene las svmas fiestas de Otauarios, fuegos, mascarar y torneos que Seuilla ha hecho, alegre con la nueua calidad que se le ha dado a la opinion piadosa, mandando solo se predique y defienda ser la Virgen nuestra Señora limpia de toda culpa en su origen [...]. Copia Primera*, Sevilla, Juan Serrano de Vargas, 1617, fol. 2v-3r. *Copia Tercera*, Sevilla, Gabriel Ramos Bejarano, 1618. *Copia Qvarta*, Sevilla, Gabriel Ramos Bejarano, 1618.

119 Un primer acercamiento hicimos en José Jaime García Bernal, «Imagen y palabra: el misterio de la Inmaculada y las solemnidades festivas en Andalucía (siglo XVII)», en Manuel Peña y Raúl Molina (coord.), *Poder y cultura festiva en la Andalucía Moderna*, Córdoba, Universidad de Córdoba, 2006, p. 79-114.

120 Elena Postigo Castellanos, «Los duques de Borgoña, la Orden de Toisón y el Santo Viaje (La Jornada de Lepanto de 1671)», en Krista De Jonge, Bernardo J. García García y Alicia Esteban Estríngana (coord.), *El legado de Borgoña, op. cit.*, p. 419 y 432. Rocío Carande Herrero, *Mal-Lara y Lepanto: Los epigramas latinos de la Galera Real de don Juan de Austria*, Sevilla, Caja San Fernando, 1990.

121 Jordan Gschwend, Annemarie, «“Cosa veramente di gran stupore”. Entrada real y fiestas nupciales de Juan de Austria en Lisboa en 1552», en Krista De Jonge, Bernardo J. García García y Alicia Esteban Estríngana (coord.), *El legado de Borgoña, op. cit.*, p. 191-192.

122 Veronika Sandbichler, «Torneos y fiestas de corte de los Habsburgo en los siglos XV y XVI» en Krista De Jonge, Bernardo J. García García y Alicia Esteban Estríngana (coord.), *El legado de Borgoña, op. cit.*, p. 613.

y la Fama menor, asociadas a Carlos V y Felipe II en función de su nombradía a través del globo¹²³.

Los triunfos de la Fama en esta etapa filipina se vinculan a las alegorías de la Paz y de la Victoria enmarcados dentro de un ideal de una monarquía católica que liga la defensa de la Fe al destino de un Imperio justo y benigno. Las cabalgatas sevillanas de 1572, organizadas por los gremios, demuestran la popularización de este proyecto, capaz de recrear las viejas tradiciones de los *neuf preux* y de los *uomini illustri* que inspiraron los primeros triunfos del Renacimiento, reinventándolas en máscaras y danzas ajustadas a los hechos notorios de la historia de España y a los recientes acontecimientos políticos. No desaparece la mitología pero también se adapta al argumento épico de los nuevos héroes y de los triunfos de la Monarquía de las Españas. La Fama, acunada en el honor caballeresco de las cortes, reificada en el espejo de los valerosos príncipes, termina siendo una alegoría de la propia Monarquía en estos postrimeros triunfos filipinos. Síntesis de una historia estética de la reputación.

540

123 Francisco Javier Pizarro Gómez, *Arte y espectáculo en los viajes de Felipe II (1542-1592)*, Madrid, Encuentro, 1999, p. 100.

FAMA Y VIRTUD DE LAS REINAS DE ESPAÑA EN LAS EXEQUIAS DE LOS SIGLOS XVII Y XVIII

Eliseo Serrano

Universidad de Zaragoza

Fama y Vanitas van de la mano en los aparatos escénicos puestos en pie con motivo de las exequias reales. En los capelardentes, en los cenotafios, en los monumentos funerarios, vestidos de trampantojos barrocos, hay sobreabundancia de elementos referidos a la fugacidad de la existencia, al *tempus fugit*, a lo efímero: esqueletos, a veces coronados, a veces con guadañas, calaveras y relojes, muchos de ellos alados. En el Barroco ya se han hecho evidente los préstamos iconográficos y la filiación entre el Tiempo y la Muerte. Esta presencia icónica de la muerte se ve acompañada de la poesía y literatura fúnebres, del luto y de los jeroglíficos que con sus cipreses, lechuzas o lunas ahondan en este sentimiento de aflicción por la pérdida de los monarcas. En el caso del rey, hay siempre un jeroglífico, una idea motriz que se muestra en primer plano; es el ave fénix, el animal que resurge de sus cenizas. Ave mítica de origen egipcio que simboliza la inmortalidad. Por ese renacer de sus cenizas tras ser consumido en una hoguera fue recuperada la imagen del ave fénix en la Edad Media por el cristianismo para simbolizar la resurrección de Cristo y durante los siglos modernos se presentaba con el significado de eternidad e inmortalidad y así se entiende en los cenotafios reales, que en la muerte del rey, simbólicamente, cual ave fénix, se encuentra la inmortalidad, la continuación dinástica. Y junto

Esta investigación se inscribe en el proyecto de investigación financiado por el Ministerio de Economía y Competitividad, HAR2014-52434-C5-2P, del que el autor es Investigador Principal. El autor forma parte del Grupo de investigación consolidado BLANCAS, financiado por el Gobierno de Aragón, con fondos FEDER. Estas reflexiones continúan las iniciadas en dos trabajos míos ya publicados que abarcan el conjunto de las exequias de Isabel de Borbón y de Luisa Gabriela de Saboya. Algunas ideas se amplían y el conjunto queda contextualizado allí. Eliseo Serrano Martín, « Las exequias de María Luisa Gabriela de Saboya en Aragón (1714). Política y religión en los discursos funerales », en Louise Bénat-Tachot, Mercedes Blanco, Araceli Guillaume-Alonso y Georges Martin (coord.), La mort des Grands: Art, textes et rites (xi^e-xviii^e siècle), e-Spania [En ligne], 17 février 2014, mis en ligne le 1^{er} février 2014, consulté le 8 mai 2017. URL : <http://e-spania.revues.org/23334>; DOI : 10.4000/e-spania.23334; id., «La reina muerta. Retrato moral y virtudes políticas de Isabel de Borbón en las exequias zaragozanas (1644)», Herederas de Clío. Mujeres que han impulsado la Historia, Sevilla, Mergablum, 2014, p. 435-449.

a la Muerte, la Fama. Porque lo que se nos relata siempre en el conjunto funeral son las virtudes morales y políticas de los monarcas, su reputación, aquello que hiperbólicamente quieren que sea recordado, de lo más singular a lo que identifica a la Monarquía.

Hay que recordar que en el capelardente zaragozano de Luisa Gabriela de Saboya hay un esqueleto coronado recostado en lo alto del segundo cuerpo que domina la escena indicando su filiación con el motivo luctuoso, pero es la Fama con su clarín sobre un orbe quien se encuentra por encima de él. La Fama, coronando el capelardente como templo de la virtud y del honor, vence a la muerte. Y esa Fama, virtud y honor se encargarán los textos y escrituras expuestas en el túmulo de explicitarnos en qué consisten: básicamente su fortaleza en la guerra y adversidades; su piedad y sobre todo su cumplimiento del oficio de reina; dar descendencia a la dinastía; su fecundidad. Que las celebraciones de las exequias contienen un mensaje político, evidente y buscado, pensado y expuesto con todas las garantías lo dejaba claro Felipe de Aranda, catedrático de teología en la universidad zaragozana, calificador del Santo Oficio y examinador sinodal del arzobispado:

Las exequias son las valanzas que pesan los meritos de los Principes. Y aun cuando estos no se las ayan merecido, a los Pueblos, la buena Política y la Razón, las han señalado por espejo en que se pueda reconocer el aprecio natural que de sus Reyes hazen los buenos vasallos, así para ostentar con el llanto el gasto de averse visto baxo su Cetro, como para alentar a los sucesores en las fatigas y obligaciones de la Corona¹.

Es esta una explicación política de la finalidad de los funerales, que recoge otra finalidad, su didactismo, ser una ceremonia que enseña un comportamiento, unas virtudes, un ejemplo. Así se verá de forma clara en los territorios de la Corona de Aragón tras la Guerra de Sucesión en donde se sucederán una serie de cambios en la organización de los territorios, cambio en las autoridades gubernativas, en la Justicia, en unas nuevas relaciones con la Monarquía al desaparecer o relegar algunas de sus más representativas instituciones, en la introducción de los nuevos valores de la nueva dinastía. Para ese fin, el programa didáctico abarcó también todas las ceremonias y celebraciones

1 Felipe Aranda, *Honorario mausoleo y pompa funeral en las exequias que a la muerte de su Serenísima Reyna y Señora doña Luisa María de Borbón celebró la imperial ciudad de Zaragoza...*, Zaragoza, Diego Dormer, 1689. Sigue siendo un libro de referencia para el estudio de las exequias el de Javier Varela, *La muerte del Rey. El ceremonial funerario de la monarquía española (1500-1885)*, Madrid, Turner, 1990. Una recopilación de estudios sobre exequias puede hallarse en «Bibliografía», en Bernardo José García García y María Luisa Lobato (coord.), *La fiesta cortesana en la época de los Austrias*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 2003, p. 326-332.

que van a celebrarse tras la instauración de los Borbones. Y podremos apreciar cómo se justifican estas modificaciones (con grandes problemas en protocolo y preeminencias)², presentando al cuerpo social la idea trascendida de la gran familia católica, como ya avancé en otro lugar³. Se aprecia una nueva cultura política en el sentido de «sistema de creencias empíricas, símbolos expresivos y valores que definen la situación dentro de la cual se da la acción política»⁴. En su formulación original, el concepto de cultura política se refiere al «conjunto de valores, creencias y actitudes con respecto al sistema político prevalecientes entre los miembros de una determinada sociedad»⁵. También en esta nueva cultura política la idea trascendida de la Fama ocupa un lugar especial, sólo que las virtudes que la componen sufren alguna variación.

En la Biblioteca Nacional de Madrid se guarda un dibujo de Juan Zabalo del capelardente de la reina María Gabriela de Saboya de 1714, que sirvió de modelo para la estampa de Juan Dubuisson incluida en el libro de exequias mandado componer por la ciudad de Zaragoza al jesuita Francisco Fernández Treviño⁶. El monumento funerario se compone de tres cuerpos soportados el segundo y tercero por columnas y elevado sobre un gran zócalo con escudos de la ciudad, el león rampante, al que se accede por unas escaleras con pasamanos y balaustre y en el que se colocan unos grandes candelabros y multitud de velas. En este primer cuerpo, de planta en cruz griega, ocho columnas corintias, elevadas

- 2 Problemas de preeminencia hubo, por ejemplo, en algunas ceremonias en Valencia, ver María Pilar Monteagudo Monteagudo, «Fiesta oficial e ideología del poder monárquico en la proclamación de Luis I en Valencia», *Actas de la II Reunión Científica de la Asociación Española de Historia Moderna*, Murcia, Universidad de Murcia, 1993, II, p. 329-337.
- 3 Eliseo Serrano Martín, «Lutos en la ciudad ilustrada. Cultura política en las exequias aragonesas del siglo XVIII», en Ofelia Rey y Roberto Javier López (coord.), *El mundo urbano en el siglo de la Ilustración*, Santiago de Compostela, Universidad/FEHM, 2009, p. 397-410. La realización de la villa de Madrid de cinco exequias reales, paralelas a las organizadas por la Corte, en las tres primeras décadas del siglo XVIII, es considerado como indicativo del intento por parte del municipio de mostrar su adhesión a la nueva dinastía reinante. Ver Denise León Pérez, *Las exequias reales en Madrid durante el primer tercio del siglo XVIII: Corte y Villa*, León, Publicaciones de la Universidad, 2010, p. 96. *Id.*, «Los sermones simbólicos y los jeroglíficos literarios de las exequias fúnebres: la defensa de las legitimidad de Felipe V», en Álvaro Baraibar y Mariela Insúa (coord.), *El universo simbólico del poder en el siglo de Oro*, Nueva York/Pamplona, Idea/Universidad de Navarra, 2012, p. 143-157.
- 4 Sidney Verba, «El estudio de la ciencia política desde la cultura política», *Revista de Estudios Políticos*, 138, 1964, p. 5; citado por Miguel Ángel Cabrera, «La investigación histórica y el concepto de cultura política», en Manuel Pérez Ledesma y María Sierra (coord.), *Culturas políticas: teoría e historia*, Zaragoza, IFC, 2010, p. 19-86, p. 21.
- 5 Miguel Ángel Cabrera, «La investigación histórica y el concepto de cultura política...», art. cit., p. 21, citando a Gabriel Almond y Lucian Pye, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.
- 6 Biblioteca Nacional de Madrid [BNM], Dib/15/85/42, Juan Zabalo, *Proyecto de catafalco para los funerales de la reina María Luisa Gabriela de Saboya en Zaragoza, 1714*. Ver también *La Real Biblioteca Pública. 1711-1760. De Felipe V a Fernando VI*, Madrid, Biblioteca Nacional, 2004, p. 110 y p. 479, y para el grabado en el libro de exequias, Felipe Aranda, *Honorario mausoleo y pompa funeral...*, op. cit., p. 74-75.

sobre plintos y acanaladas en los dos tercios superiores y decoradas en la parte no acanalada de los fustes por calaveras y en el resto por guirnaldas de hojas de acanto, sostienen un cielo con decoración de ángeles, bajo el que se encuentra el cenotafio, elevado sobre un escudo de la casa de Saboya, cubierto con un paño de terciopelo bordado y sobre el que se ha colocado una corona y un cetro reales.

El segundo cuerpo lo forman cuatro arcos rasgados, con volutas en sus esquinas y varias estatuas portando escudos. Sobre los balaustres se colocan velas y en las albanegas del arco frontal aparecen recostados dos esqueletos portando una corona el de la izquierda y un cetro el de la derecha. Una estatua en el centro de este cuerpo del cenotafio, bajo la cúpula, lloraba: era una matrona representación de Zaragoza que portaba un escudo con el león rampante del escudo de la ciudad. Debajo en el centro dos ángeles sostienen una filacteria con su nombre: CAESAR AUGUSTA. Un calavera en el frontal volverá a recordar la muerte. El tercer cuerpo se cerraba con balaustrada con velas y dos grandes candelabros y cuatro volutas que sostenían un globo de color turquesa coronado y sobre el, «alada fama que el clarín asienta / y en la llama, que rige, lo ha dorado». No es el lugar este para explicar adecuadamente las diferencias que el grabador Dubuisson hizo del original de Zabalo. Baste decir que la planta pasó a ser octogonal, manteniéndose cuadrada la del segundo, que se colocaron estatuas en los fustes de las columnas del cuerpo superior sosteniendo escudos identificando ciudades del reino de Aragón (Jaca, Tarazona, Huesca y Teruel), cambiaron de lugar los candelabros junto al cenotafio, se incorporan más escudos zaragozanos junto a la escalinata, los esqueletos de las albanegas truecan el cetro y la corona por sendas guadañas y se incorpora en el último cuerpo, sobre la balaustrada un esqueleto completo coronado y recostado. Finalmente la Fama dirige su clarín o trompeta hacia la derecha en vez de a la izquierda como en el dibujo.

544

El clarín proclamará la Fama de la reina, con él se propagarán las bondades, virtudes y reputación de la reina muerta, su memoria permanecerá, fijadas sus alabanzas en el capelardente y en el aparato funeral que le acompaña.

La representación de la Fama como un ángel alado tocando un clarín o trompeta pero portando otro en la otra mano fue desde el siglo XVII una representación frecuente. En algunas ocasiones quiere decir que se proclama, con los dos clarines, la verdad y la mentira. Una representación con la que se puede poner en relación es la terracota elaborada como boceto para la tumba de Lamoral realizado por Mattheus van Beveren en 1678 y que pasa por ser la primera representación alegórica para un monumento funerario; aunque para algunos sea la Fama, las descripciones hablan del Ángel del Juicio Final. Se encuentra en la Iglesia de Notre-Dame du Sablon, en el monumento funerario al duque Lamoral. Desde lo alto del edificio de la Fábrica de Tabacos de Sevilla la Fama, en mármol y bronce sobredorado, obra de Cayetano de Acosta

(1709-1778) encargada en 1755, proclama el poder de los Borbones. Es esta una de las representaciones más significativas de la Fama con un mensaje claro. Para Aragón deberemos recordar que es sinónimo de inmortalidad literaria para los poetas aragoneses tal y como lo expresa Andrés de Uztarroz en su bien conocido *Aganipe de los cisnes aragoneses*⁷.

Representada habitualmente como una figura femenina o un ángel sobre nubes o en los cielos tocando una trompeta o un clarín y portando habitualmente otra, lo que nos señala que proclama la verdad y la mentira, aunque también puede representar la victoria cuando se ve acompañada de símbolos bélicos como un escudo, siendo en este caso imagen de victorias literarias, artísticas o políticas⁸.

La Fama viene definida por el hecho de ser reconocidas las cualidades de una persona o una cosa, o los actos de una persona, por mucha gente y que se hable de ellos; o la opinión o concepto que la gente tiene como sinónimo de reputación. También desde Virgilio se define como la voz pública de una cosa. Y hay pocos conceptos que en la Edad moderna arraigaron tanto como esa voz pública, esa fama que acompañaba las acciones de las personas, esa reputación que debían preservar o acrecentar, esa mala reputación de la que debían huir y en definitiva aquello que debían transmitir. Y por ello se utilizaron todos los recursos al alcance del momento. Para proclamar con clarines la fama de los monarcas, de la monarquía, en este caso de las reinas, fueron utilizadas inteligentemente también las exequias debidas a las soberanas. En la composición escenográfica del lugar del duelo, en los discursos funerales y sus paratextos, en toda la paraliteratura que rodeaba el capelardente o monumento funerario real, en los certámenes literarios que acompañaban el duelo, en todos ellos se deslizaron los argumentos, los razonamientos, los juicios, los alegatos necesarios para conformar un relato, repetido en un porcentaje alto pero con las necesarias diferencias debidas a las propias circunstancias de la persona real. Demostrar una y otra vez el carácter demiúrgico de la institución, la función de las reinas de dar a la Monarquía herederos y el comportamiento moral ejemplar: buena cristiana, humilde y favorecedora de los pobres. Sin olvidar que en ocasiones debe sustituir al monarca y en este caso su fortaleza siempre se le es reconocida.

Es en los discursos elaborados a partir de estas empresas, jeroglíficos y poesías donde hallaremos los elementos originales y distintivos de las exequias reales:

- 7 Juan Francisco Andrés de Uztarroz, *Aganipe de los cisnes aragoneses celebrados en el clarín de la Fama*, Zaragoza, Tipografía de Hnos. Comas, 1890 [es edición facsímil de la de Amberes, Ignacio de Asso, 1781]. Ver también José María Bleuca, *La poesía aragonesa del barroco*, Zaragoza, Guara, 1980, p. 179 y Aurora Egido, *La poesía aragonesa del siglo XVII (raíces culteranas)*, Zaragoza, IFC, 1979.
- 8 Federico Revilla, *Diccionario de iconografía*, Madrid, Cátedra, 1990; José Luis Morales y Marín, *Diccionario de Iconología y Simbología*, Madrid, Taurus, 1984; Pierre Grimal, *Diccionario de la mitología griega y romana*, Barcelona, Paidós, 1989.

hay ideas que permanecen y vinculan los programas funerales (la continuidad dinástica), otras exploran cualidades propias de los monarcas (rectitud, justicia, fortaleza) o las reinas (humildad, piedad, fecundidad) y finalmente algunas son aplicadas individualmente al finado por el que se ejecutan dichas honras. Un ejemplo que utilizaremos de forma exhaustiva es el de las exequias de Isabel de Borbón, cuya bibliografía va en aumento⁹. Estos discursos también nos deben llevar a pensar en el hecho de que son las ciudades, las corporaciones, las instituciones quienes lo llevan a cabo buscando también un beneficio por lo que hay que interpretar algunas de las agregaciones y mucha de la literatura vertida. En el caso de la ciudad de Zaragoza, como anfitriona, se reserva la proyección mediática y una seducción persuasiva a través de la escritura de los festejos, especialmente la edición del libro de exequias que tuvo un desarrollo y difusión importantes.

El recurso a la mitología y a la antigüedad clásica son esenciales y abundantes¹⁰. Virgilio será uno de los clásicos, pero también otros como se

546

9 José de la Justicia, *Aparato fúnebre de la imperial ciudad de Zaragoza en las exequias de S.C.M. doña Isabel de Borbón, reina de España / dedica su breve narración... el padre Josef de la Justicia... de la Compañía de Jesús*, En Zaragoza, en el Hospital Real i General de N. S. de Gracia, 1644. También se conserva un *Quaderno de las funerarias de la Reyna Nuestra Señora Doña Isabel de Borbón del año 1644*, Archivo Municipal de Zaragoza [AMZ], Actas 1643-1644, p. 468-479. El sermón de las exequias, *Sermón de las exequias de la Reyna Nuestra Señora*, Zaragoza. Diego Dormer, s. a., se encuentra incorporado en el ejemplar de *Aparato Fúnebre...*, citado. Sobre la muerte y funeral de Isabel de Borbón en Zaragoza, María Adelaida Allo, *Exequias de la Casa de Austria en España, Italia e Hispanoamérica*, Zaragoza, Universidad de Zaragoza, 1993 (edición en microfichas), las exequias por Isabel de Borbón en p. 461-511 y las zaragozanas en p. 483-492. También en Eliseo Serrano Martín, «Fiestas, celebraciones religiosas y política en la España de la Edad Moderna: algunos ejemplos aragoneses», *Memoria ecclesiae*, 34, 2010, p. 105-142; *id.*, «La reina muerta. Retrato moral y virtudes políticas de Isabel de Borbón en las exequias zaragozanas (1644)», art. cit.; Juan Francisco Esteban, «Mensaje simbólico de las exequias reales en Zaragoza en el Barroco», *Seminario de Arte Aragonés*, 34, 1981, p. 121-142; María Adelaida Allo y Juan Francisco Esteban, «El estudio de las exequias reales de la Monarquía hispana: siglos XVI, XVII y XVIII», *Artigrama*, 19, 2004, p. 39-94. Otras referencias en la historiografía sobre los funerales de Isabel de Borbón: Álvaro Devenga, «Las honras de doña Isabel de Borbón en la iglesia de san Jerónimo el Real», *Arte Español*, 2, 1914-1915, p. 148-152; Fernando Moreno Cuadro, «Estructura simbólica del túmulo de Isabel de Borbón en la capilla Real de Granada», *BSAA de Valladolid*, 45, 1979, p. 462-469; Emilia Montaner, «The last tribute to Isabella of Bourbon at Salamanca», *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes*, 60, 1997, p. 164-193; Steven N. Orso, «Praising the Queen. The Decoration of the Royal Exequies for Isabella of Bourbon», *The Art Bulletin*, 72/1, 1990, p. 51-73; Margarita Torremocha, «Exequias para las reinas de la Casa de Austria», en María Victoria López-Cordón y Gloria Franco (coord.), *La reina Isabel y los reinos de España: realidad, modelos e imagen historiográfica*, Madrid, FEHM, 2005, I, p. 339-356; Cécile Vincent-Cassy, «La reina en Majestad. Imagen política póstuma de Isabel de Borbón (1644)», *Tiempos Modernos*, 26, 2013/1; Fernando Negrodo, «La gloria de sus reinos, el consuelo de sus vasallos. La imagen de Isabel de Borbón en la España de Felipe IV», en María Victoria López-Cordón y Gloria Franco (coord.), *La reina Isabel y los reinos de España...*, op. cit., p. 465-484.

10 Para Juan Francisco Esteban y María Adelaida Allo «[...] la insistencia en la mitología como parangón de la persona o virtudes de los reyes lo encontramos en las exequias zaragozanas, la explicación está en que durante el siglo XVII todas estuvieron dirigidas por los jesuitas»

dirá. En el caso de los funerales por la reina Isabel de Borbón las citas bíblicas, numerosas, a veces mezcladas con las mitológicas, podemos ceñirlas, en el caso zaragozano, de manera importante, al libro de *Proverbios* y en menor mediada a los de *Judith*, *Job*, *Reyes* o *Eclesiástico*¹¹. Pero todo ello nos lleva a la verdadera finalidad de todo el aparato fúnebre que no es otra que glosar la fortaleza, misericordia y justicia de la reina en el asunto de la gobernación de España, de la que es partícipe, y de la guerra contra los franceses y muy significativamente el conflicto en Cataluña. En este caso los jesuitas estarán ayudados por el predicador carmelita del sermón.

En este breve recorrido por los funerales de las reinas entre Margarita de Austria en 1611 y Luisa Gabriela de Saboya en 1714 me fijaré en las tres ideas que sobrevuelan a todas ellas y que cité más arriba. Todas se recogen con desigual intensidad, de acuerdo a su propia actividad política cerca del Rey o a otras cuestiones.

MADRE, FAMILIA, FECUNDIDAD

Sin duda alguna, por su propia naturaleza, la continuidad dinástica¹² fue la primera preocupación de la Monarquía hispana. Hay muchos momentos en la historia de España en que esta preocupación es bien evidente y cómo los episodios se han saldado de manera muy diferente. Con Felipe II, Felipe III y Felipe IV la continuidad estuvo asegurada, incluso tras la gran conmoción que supuso la muerte del príncipe Baltasar Carlos en 1646, lo que originó el segundo matrimonio de Felipe IV con María de Austria, su sobrina e hija del emperador Fernando III, del que nacería en 1661 el futuro Carlos II. No debemos olvidar que ante la tardanza en la llegada de un heredero,

(ver María Adelaida Allo y Juan Francisco Esteban, «El estudio de las exequias reales...», art. cit., p. 91).

- 11 Siguiendo los criterios propios de la época, son habituales estos recursos a los ejemplos antiguos: las historias mitológicas y parábolas bíblicas, «para caracterizar un modelo femenino del presente», María Victoria López-Cordón, «La construcción de una reina en la Edad Moderna: entre el paradigma y los modelos», en María Victoria López-Cordón y Gloria Franco (coord.), *La reina Isabel y los reinos de España: realidad...*, op. cit., p. 309-338, especialmente p. 316-320. La utilización de una figura bíblica u otra estará relacionada con su papel, por ejemplo, como reina consorte o gobernadora, o reina propietaria; recurriendo a Rut o Semíramis, respectivamente.
- 12 María Ángeles Pérez Samper, «La figura de la reina en la monarquía española de la Edad Moderna: Poder, símbolo y ceremonia», en María Victoria López-Cordón y Gloria Franco (coord.), *La reina Isabel y los reinos de España...*, op. cit., p. 275-308; *id.*, «Las reinas de España en la Edad Moderna: de la vida a la imagen», en David González Cruz (coord.), *Virgenes, Reinas y Santas. Modelos de mujer en el mundo hispánico*, Huelva, Universidad de Huelva, 2007, p. 13-58. También María Victoria López-Cordón, «Imagen y propaganda: de la reina cortesana a la reina burguesa», en David González Cruz (coord.), *Virgenes, Reinas y Santas...*, op. cit., p. 105-130.

en el matrimonio de Carlos II con María Luisa de Orleans, sobre éste se compuso una cancioncilla que se hizo muy popular en el Madrid de la época y que muestra esta función del oficio de reina: «Parid, bella flor de lis, / en aflicción tan extraña / si parís, parís a España, / si no parís, a París»¹³. Según Bartolomé Bennassar vivió en Madrid un auténtico calvario y quizás fue envenenada con arsénico. Su confesor no pudo verla en días en el dormitorio, ya enferma, y cuando se confesó dictó su testamento pidiendo la enterrasen con hábito de santa Teresa y se hicieran 300 000 misas¹⁴. La reina moriría a los 27 años sin descendencia y el rey volvió a casar con Mariana de Neoburgo con quien tampoco tuvo hijos, sumando a la Monarquía en una problema grave con la sucesión.

Los funerales de las reinas van a resaltar en primer lugar el papel de madre y esposa, echando mano de tópicos, argumentaciones teológicas y comparaciones con mujeres bíblicas. Con las exequias de Luisa Gabriela de Saboya hay un nuevo razonamiento como veremos.

548

En las exequias zaragozanas de la reina Margarita de Austria celebradas en 1611, ya desde el denominado *Discurso de la muerte*, se hace referencia como premio de Dios la sucesión real, «tantos príncipes bellos, agraciados, lindos y resplandecientes como las mismas estrellas los cuales conservan la Augusta Casa de Austria en estos Reynos», e introduce un argumento que se mostró profético: «por más que autores alemanes afirmen con modernos y antiguos exemplos que no a avido Principado en el mundo que aya pasado de la quinta generación por línea recta»¹⁵. En el *Certamen literario*, la contienda poética que hizo la Universidad de Zaragoza, el cuarto certamen es en sonetos y el tema es la unión entre el rey y la reina y el quinto, de veinte tercetos, sobre el consuelo al rey, hijos y estados. Se completan con otros temas como la sepultura de la reina, la aflicción de la universidad, las disculpas de la muerte por llevarse a reina tan joven y un jeroglífico a la muerte de doña Margarita. Como se ve el sentimiento de la pérdida de madre y esposa está bien presente en el relato funeral. Y lo que se va a poner de manifiesto es la fama de la reina como buena madre y ejemplar esposa. Este oficio de parir se llevó la vida de varias reinas y Margarita entre ellas, «derribó la muerte y un sobreparto a nuestra serenísima Reyna Margarita»¹⁶. A lo largo del certamen

13 Teófanos Egido, *Sátiras políticas en España en la Edad Moderna*, Madrid, Alianza editorial, 1973, p. 197-198. Jaime Contreras, *Carlos II el Hechizado. Poder y melancolía en la corte del último Austria*, Madrid, Temas de Hoy, 2007, p. 231.

14 Bartolomé Bennassar, *Reinas y princesas del Renacimiento a la Ilustración. El lecho, el poder y la muerte*, Barcelona, Paidós, 2007, p. 167.

15 Elena Alvar, «Exequias y certamen poético por Margarita de Austria (Zaragoza, 1612)», *AFA*, 26-27, 1980, p. 225-392, p. 247.

16 *Ibid.*, p. 243.

los poetas alumbraron modelos de fama y representación encomiástica de la reputación de la reina. El premiado en el cuarto certamen, en sus tercetos del soneto ganador, un denominado «Desdichado Bernardo» cantaba: «Amor de dos contrarios perseguido / procura que su nombre se eternice / a fuerza de una unión tan estremada / De ser tanto querer pena el Olvido / y más tiempo que el Rey suspira y diçe: / ser muerta puedes, pero no olvidada»¹⁷. Juan Azcoy, catedrático de Medicina finalizaba así su soneto: «si más reside el alma en el amado, / que en terreno engaste a quien da vida, / la de Filipo ya en los cielos mora»¹⁸ y un habitual de estos certámenes, Luis Díez de Aux ensamblaba una imagen metafórica «puso Dios para unir los corazones / de los reyes Filipo y Margarita, / la fuerza del amor que al suyo imita, / en un fuerte cordón de tres cordones» (son una carne, una sangre, una vida, como dice en otro verso)¹⁹. Todos ellos —y son un centenar largo— asumen el papel de transmitir, es obvio que acriticamente, la imagen magnificada de la soberana, estereotipada encomiásticamente y de acuerdo a la propaganda aúlca. Pero esa idea de madre y esposa ejemplares, y otras cualidades que completan un retrato virtuoso, se trasmite de forma usual. Estas imágenes literarias también se acompañan de jeroglíficos (palabra e imagen) que agudizan la imaginación, proponen lecturas más eruditas y responden a modas de la época. Uno de los que relaciona el *Certamen* y que hace alusión al amor conyugal fue propuesto por Domingo Martínez un ciudadano de Daroca que «pintó los dos planetas mayores significando en ellos que la unión que se guardan (pues vemos claramente que cuando uno está eclipsado, también el otro) lo que guardaron los serenísimos Reyes: De su Sol la Luna hermosa / ya se aparta: más no puede / que su amor subido excede / aunque sube a ser gloriosa»²⁰. El consuelo al Rey, a sus hijos y a los súbditos también es una constante y el jeroglífico de Luperia Clemente y Felices se acompaña con estos versos: «no llore el suelo el perderme, / más sírvale de consuelo / que mi virtud premia el cielo»²¹. A lo largo de muchas composiciones también se repite que el dolor que sus súbditos, el dolor por la madre perdida no es efecto de la flaqueza sino del amor que atormenta el alma. La pena, la tristeza, son sentimientos que la reina agradece y devuelve con el consuelo de ser mediadora para ellos en el cielo.

En los funerales de Isabel de Borbón en 1644 se vuelve a recordar la madurez temprana, la razón como prenda desde la juventud: «entre los estorbos de la niñez madrugó, más que los años, la razón»; «vivió en la juventud la edad más

17 *Ibid.*, p. 289.

18 *Ibid.*, p. 292.

19 *Ibid.*, p. 291.

20 *Ibid.*, p. 332.

21 *Ibid.*, p. 324.

cana de la prudencia»; «tenía seguro el acierto en su prudencia, la razón en su consejo, en sus razones la razón»; «murió a media vida, la que llenó los siglos de su fama» o «treinta y seis años tuvo, pero sin número vivió; larga fue su vida, pues fue tan llena»²². Continúa con las virtudes morales: magnificencia, piedad, mansedumbre y compasión, al tiempo que pondera la mayor virtud en una reina que es dar continuidad a la monarquía, e Isabel dio ocho hijos a Felipe IV pero sólo dos le sobrevivieron, el príncipe Baltasar Carlos, príncipe de Asturias (1629-1646) y María Teresa, que fue Reina de Francia por casamiento con Luis XIII (1638-1683).

550

Pero sin ninguna duda las exequias en las que la imagen de la reina como garante de la continuidad dinástica se manifiesta de manera más significativa van a ser las de Luisa Gabriela de Saboya en 1714, ya que en ninguna de las realizadas a lo largo y ancho de los reinos falta la alusión a la fecundidad de la soberana; va a ser una construcción muy importante, un modelo de interpretación de capelardentes, discursos y jeroglíficos en torno a los funerales de la reina.

La mujer fuerte que se ve reflejada también en sus acciones con sus vasallos y sobre todo con sus hijos. Y aquí encontramos el verdadero argumento de alabanza de esta reina y lema de todos los panegíricos que se le hicieron en Aragón y en todo el mundo. Es sin ninguna duda su descendencia, el haber dado a la corona hispana herederos que continúen la labor de Felipe V y la dinastía. La fertilidad de la reina es ponderada en todos y su descendencia cantada y glosada en poemas y epigramas, jeroglíficos y emblemas; nada resulta más evidente en todas las oraciones y para ello vuelve a servirse del Antiguo Testamento, bien a través de los episodios de fertilidad de las mujeres bíblicas, ya a través de *Eclesiástico* 30, 4, sobre dejar tras de sí a hijos que son semejantes a los padres. El epitafio de la universidad zaragozana no dejaba lugar a dudas recordando el triple papel de hija, esposa y madre: «convirtió la antigua esterilidad / en fecundidad feliz [...], dio uno al cielo [príncipe] / uno a España / y dos a la seguridad / del nombre augusto»²³.

22 José de la Justicia, *Aparato fúnebre de la imperial ciudad de Zaragoza en las exequias de S.C.M. doña Isabel de Borbón...*, op. cit., p. 5 y p. 11.

23 Francisco Fernández Treviño, *Duelos augustos del amor y lealtad en las exequias que se celebró a la... Reyna de España doña María Luisa Gabriela de Saboya... la imperial ciudad de Zaragoza...*, Zaragoza, Pasqual Bueno, 1714. José Martínez Aguirre, *Funeral panegyrico de la Serenísima Reyna de España doña María Luysa Gabriela Emanuel de Saboya: en las Reales exequias, que celebró la Augusta Ciudad de Zaragoza en la S. Iglesia Metropolitana y su templo del Salvador a 19 y 20 de abril de 1714 / dixo el D. D. Josef Martinez Aguirre*, Zaragoza, Pascual Bueno, 1714. Otro opúsculo con motivo de las exequias celebradas en el convento de San Francisco de Zaragoza, D. J. Lucia, *Pompas funebres a la augusta memoria de la... reyna... Maria Luisa Gabriela de Saboya, celebradas por el Ilmo y Santo Tribunal de la Inquisicion el Reino de Aragon... en el Real Convento de San Francisco de Zaragoza en los días 29 y 30 de abril de este año de 1714...*, Zaragoza, Diego Larumbe, 1714. La Universidad por su parte, B. A. Nasarre

Se añaden alusiones al Rey, a la reina como mujer fuerte bíblica y refugio y protección (en alusión a *Proverbios*, 31, 10, y *Salmos*, 18, 6), a los príncipes «sólo en sus hijos se conoce su perfección», y sus vasallos (por haberles defendido), «defiende la causa de los desvalidos» recuerdan las citas bíblicas de *Eclesiástico*, 49 y *Proverbios*, 31. Y sin duda manifestaron los sentimientos de súbditos afligidos ponderando las virtudes cristianas que para los redactores del programa iconográfico pasaban por estos versos:

Usó siempre / con los enemigos, la clemencia / con los súbditos, la justicia / la benignidad, con los grandes / con los pueblos, el amor / la piedad, con los santos / y con Dios, con tanto ardor, / que fue lo mismo su real vivir / que vivir justa, y piadosamente / las virtudes / que divididas en otras princesas / libraron de la muerte sus memorias.

En el discurso funeral de Huesca²⁴, para ponderar la fidelidad al esposo se recurre a *Salmos*, 44: «has de olvidar tu patria y la casa de tus padres y de esta manera merecerás del esposo las aficiones» y a *Proverbios*, 12: «una amante esposa es la mas estimable corona de su esposo». Como gran madre es motejada con la cita de *Génesis*, 13, 1: «dame hijos, Jacob amado, porque sino me muerdo», porque faltar esta prenda a una reina, dice el predicador, es faltarle vida; porque es ver a su monarquía sin la mayor gloria: una reina fecunda. Ha estado España mucho tiempo y ha habido muchas lágrimas por ver a los príncipes casi sin vida por faltarles la sucesión: «qué mayor gloria para nuestra reyna y su monarchia que aver logrado sucesion tan copiosa después de esterilidad tan prolixa?». Porque la función primordial de las reinas, en la teoría política del momento, es asegurar la continuidad dinástica. El tercer apartado se refiere a María Luisa como gran reina por el amor a sus vasallos, porque la primera máxima para gobernar es tener amor a sus vasallos y por amor a sus vasallos le llevó a presidir las Cortes en Aragón en 1702. Utiliza el predicador la imagen de la fuente que surgiendo en el

y Ferriz, *Funeral hecho a la gloriosa memoria de la Reyna Nuestra Señora doña Maria Luisa Gabriela de Saboya por la Universidad y Estudio General de la ciudad de Zaragoza...*, Zaragoza, Herederos de Manuel Román, 1714. Joseph de Pomar, *Sermón en las honras funerales que celebro la Universidad y Estudio General a la reyna nuestra señora Maria Luisa Gabriela de Saboya... predico...*, Zaragoza, Herederos de Manuel Roman, 1714. Los gastos de la ciudad en AMZ, caja 7834. Enrique Junceda Avello, *La Saboyana: la reina María Luisa Gabriela de Saboya (1688-1714); biografía de una vida apasionada*, Oviedo, Ediciones Paraíso, 1998.

24 Florido llanto, monumento augusto que la vencedora ciudad de Huesca mando disponer en las Exequias, que celebró a la S.C.R. Magestad de las reyna nuestra señora doña María Luisa Gabriela de Saboya..., Huesca, Joseph Lorenzo de Larumbe, 1714. *Oración fúnebre en las exequias de la serenissima reyna, nuestra señora doña Maria Luisa Gabriela de Saboya; celebradas por la siempre vencedora ciudad de Huesca. Dixola el dr. Pedro Lopez i Franco, canónigo que fue magistral de la santa iglesia catedral de Barbastro; y ahora teologal en la de Huesca cathedratico de Philosophia en su Universidad y examinador sinodal de su obispado*, con licencia en Huesca, por Joseph Lorenzo de Larumbe, impresor de la universidad, 1714.

palacio de Constantino como arroyos socorre a todos; es el príncipe el corazón de la monarquía que con su sangre alcanza a socorrer a pobres y ricos, plebeyos y nobles. La reina por su parte, haciendo el símil con su esposo, es una fuente nacida en el palacio de Saboya que llega con sus liberales aguas a todos. Finaliza con la proclama de fidelidad y esperanza en la sucesión por parte de la «ilustre, vencedora y leal ciudad de Huesca».

El epitafio es una composición poética que resume lo más significativo del discurso panegírico funeral: su breve vida, su fecundidad, su esfuerzo y «varonil espíritu» y su retrato como esposa, madre y reina:

Aquí yaze desojada la mas augusta flor / Que produxeron los reales pensiles de / Turin / Trasplantola el cielo a la corte española para llenar / De fragancias su monarchia / Uniose en nupcial lazo / A la mas gallarda lis, que educo el país Francia / Rindió a / España / Copiosos reales frutos, en quatro felices partos / Nunca vio el orbe Hesperio / mas rico / Porque nunca fue tan fecundo / [...] / Porque nunca se rindió su varonil espíritu / A la jurisdicción de los trabajos / [...] / Fue de flor su vida, por el buen olor de su heorica fama / Edifico con su exemplo a sus vasallos, les alentó con sus socorros / Supo ser madre en lo compasiva / Sin dexar de ser en la circunspección Reyna / [...] / En 25 años de edad abrevió siglos de perfeccion / Supo vivir mucho en breve tiempo.

La oración de Tarazona²⁵, cuyo comienzo con la cita de *Eclesiastés*, 1, 5, nos recuerda el eterno retorno abunda en las apreciaciones y argumentaciones descritas... Todos los sermones funerales exponen con gravedad, elocuencia y erudición aquello que desde la cita bíblica del comienzo quieren desarrollar y se crea un entramado perfecto destacando las imágenes en las que se refleja la personalidad y las virtudes de la reina²⁶.

MUJER FUERTE, GOBIERNO, GUERRA

El retrato moral de la reina queda condensado en todas las referencias a *Proverbios* 31, 10-31: IX. La mujer ideal²⁷. Ya se ha insistido mucho en este

25 *Oracion funebre, panegyrica... en las solemnes exequias, que en la muerte de nuestra amada reyna... doña Maria Luisa Gabriela Emanuela de Saboya consagro...ciudad de Tarazona... por D. D. Francisco Antonio...*, Zaragoza, Pedro Carreras, 1714.

26 José Aragués, «Preceptiva, sermón barroco y contención oratoria: el lugar del ejemplo histórico», *Criticón*, 84-85, 2002, p. 81-99; Félix Herrero, *La oratoria sagrada en los siglos XVI y XVII*, Madrid, FUE, 1996; *id.*, «Las citas en los sermones del Siglo de Oro», *Criticón*, 84-85, 2002, p. 63-79, especialmente p. 70. Miguel Ángel Núñez Beltrán, *La oratoria sagrada en la época del Barroco. Doctrina, cultura y actitud ante la vida desde los sermones sevillanos del siglo XVII*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2000.

27 *Mujer ideal o mujer fuerte*, según las traducciones. Sigo la de la *Biblia de Jerusalén*, Bilbao, Desclée de Brouwer, 1999. En el texto la numeración romana hace alusión al número del

pasaje bíblico para caracterizar a las reinas, y también en algunos casos a personajes de la nobleza. Para la Iglesia se vinculó a todas las santas: son, sin duda alguna, las mujeres ideales para la Iglesia. Los versículos a los se hace alusión son considerados un poema alfabético en el que cada verso comienza con una letra del alfabeto hebreo por su orden. Se entiende como una alegoría de la Sabiduría personificada en una mujer que desarrolla funciones y competencias atribuidas en la sociedad israelí a los hombres. En las exequias de Isabel de Borbón en 1644 en Zaragoza²⁸ el jesuita quiere repetir el esquema de *Proverbios*, añadiendo unas décimas a los versos que le permiten, como título o lema, recorrer todo el poema del libro sagrado que lo cierra de manera alegórica.

Todo pues giraba en torno a *Proverbios* 31, con esa pregunta del primero de los versos «*mulierem fortem, quis inveniet?*», dibujando la idea de la mujer fuerte, en la dificultad de hallarla y en las acciones que merecen este blasón. Todo el capítulo lo aplica con las décimas de las acciones a las prendas y virtudes de la reina Isabel. No había duda porque en prosa se indicaba: «Idea sacra de mujeres ilustres en el capítulo 31 de los *Proverbios*. Su copia la SCM doña Isabel de Borbón». Los jeroglíficos que propusieron forman parte del acervo humanístico de la época²⁹:

I, 10 a, «*mulierem fortem, quis inveniet?*». El jeroglífico representaba a Judit cortando la cabeza de Holofernes. Ejemplo claro de la mujer fuerte, es citado por Covarrubias³⁰.

II, 10 b, «Vale mucho más que las piedras preciosas». «Mirete Francia Española / francesa te adore España».

III, 11 a, «Su marido confía plenamente en ella». El jeroglífico era un girasol mirando al planeta rey. Alegoría de cómo la esposa se dirige al esposo o como el alma se dirige a Dios. También Covarrubias lo incluyó en sus emblemas.

IV, 11 b, «Pues no carecerá de nada». Se pintó un pavo con la cola desplegada.

V, 12, «Le da beneficios sin pérdidas / todos los días de su vida». Se pintaron dos olmos, al pie del uno nace una vid pero se abraza al distante. La explicación es clara con referencias a su origen y a sus afectos como reina, «neutral su afecto: que humano / no admite disculpa ia no / mas este prodigio hermoso / por darse todo a su esposo / quiso negarse a su hermano»; los franceses la temen como

jeroglífico y la arábica a los versículos del capítulo 31 de *Proverbios*.

²⁸ José de la Justicia, *Aparato fúnebre de la imperial ciudad de Zaragoza en las exequias de S.C.M. doña Isabel de Borbón...*, op. cit. Ver «bibliografía», nota 9.

²⁹ Incluyo todos los propuestos (en un trabajo anterior hice una selección) porque denotan en este caso muy bien las características de la Fama de Isabel, lo que se busca en su proyección intemporal. Son un ejemplo muy explícito, tanto de la erudición de los jesuitas como del cuidado por perfilar un retrato moral de la reina con todas las virtudes que deben adornarla: fortaleza, amor conyugal, fertilidad, humildad, piedad, etc.

³⁰ Sebastián de Covarrubias, *Emblemas morales*, Madrid, Luis Sánchez, 1611, «Centuria III», «Emblema 49»: «[...] a veces el valor y fortaleza / se halla en ella, con notable exceso».

regente. «Belona armada del Sol / la teme [Francia] desde la Corte». Alciato reproduce el emblema de una vid abrazada a un olmo³¹.

VI, 13, «Adquiere lana / y lino y los trabaja con finas manos». Se pintaron una tijeras cortando la lana a una oveja. Una oveja lanuda i hermosa, que despoxa la tijera: «Dio por si misma vestido / a sus Tercios, treta estraña / que al español en la hazaña / haze la gala atrevido / Galas da, bien advertido / que tan ingeniosa Palas / arme soldados de galas / si en su nombre campan, pues / les bastan para el francés / de lana y lino las valas».

VII, 14, «Es como un barco mercante / que trae de lejos sus provisiones». El jeroglífico hace alusión a la diosa Ceres en su carro esparciendo mieses y empuñando espigas: símbolo de dar vida y vencer.

VIII, 17, «Se arremanga con decisión / y trabaja con alegría». Aquiles disfrazado de mujer en la corte de Licomedes: es el recurso al espíritu varonil de la mujer «de un solo rasgo Isabel / Venus bella, hermoso Marte».

554

IX, 18, «Comprueba si sus asuntos van bien / y ni de noche apaga su lámpara». La pintura fue un sol en el ocaso: «morir viviendo la fama / es morir para nacer: / solo se llega a parecer / aquel, que al olvido infama», y el topos «pues ya lucio eternidades / en lo breve de su vida».

X, 19, «Echa mano a la rueca / y sus dedos manejan el Huso». Dafne, atrapada por Apolo, se transforma en tronco de laureles. Ovidio cuenta que dijo el dios: «mas puesto que esposa mía no puedes ser, / el árbol serás, ciertamente»³². Forma parte de la mitología y de la promesa de Apolo de que sus ramas coronarían las cabezas de los héroes –los laureles³³.

XI, 20, «Tiende sus manos el necesitado / y ofrece su ayuda el pobre». Sol y la luna son comunes bienhechores de todos. El poema deja clara la atribución: «que en este cielo español / para hacer bien es el Sol / Filipo, Isabel la Luna».

XII, 22, «Se confecciona sus mantas / y viste de lino y púrpura». La pintura representa unas granadas abiertas dejando ver sus granos rojos, en clara alusión a las armas de la Casa de los Médici, por la madre de la reina Isabel, María de Médici, muerta dos años antes.

XIII, 23 a, «Su marido es reconocido en la plaza». La saetilla en la carta de marear mirando al norte, pintada en el papel, recuerda el origen de Isabel.

XIV, 24, «Teje y vende prendas de lino / y proporciona cinturones a los comerciantes». El amor que arranca una azucena (por la lis francesa) con la mano y con otra detiene la misma acción de la muerte. Es este uno de los tópicos

31 Alciato, *Emblemas*, edición de Santiago Sebastián, Madrid, Akal, 1985, «Emblema CLIX», p. 201.

32 Publio Ovidio, *Metamorfosis*, traducción de Ana Pérez Vega, Alicante, Biblioteca Virtual Cervantes, 2002, l, p. 557-558.

33 Pierre Grimal, *Diccionario de mitología griega y romana...*, op. cit. Sobre el laurel, *vid.*, Alciato, *Emblemas*, op. cit., «Emblema CCX», p. 251.

de la propaganda aérea: «las joyas quiso vender / por socorrer en campaña / a su consorte, que estraña / fineza para mujer».

XV, 25 a, «Se reviste de fuerza y dignidad». El monte Olimpo cuya cumbre descuellla entre la nubes sin que la turben tempestades. Nuevamente la imagen de mujer varonil reflejada en la primera décima. «Negada su inclinación / a femeniles halagos, / dio el rostro en bellos amagos / Magestades de varón / en la mayor desazon / de la fortuna, serena / cupo en su valor la pena, / sin dar noticia a los ojos: / bello Olympto, que de enojos / descansa su cumbre agena».

XVI, 26 a, «Abre su boca con sabiduría». La pintura representaba a Venus con el caduceo de Mercurio, simbolizando así la belleza y el ingenio de la reina.

XVII, 26 b, «Y su lengua instruye con cariño». *Et lex clementia in lingua eius*.

XVIII, 27, «Vigila la marcha de su casa». Se pintó a Astrea con el peso y las espigas. Nuevamente la mitología nos trae a quien representa a la justicia, por la balanza, aunque ella este incorporada a la constelación de Virgo. Las décimas nos recuerdan que estuvo atenta al feliz gobierno, censuró el vicio y atajó el daño moderno.

XIX, 28, «Sus hijos se apresuran a felicitarla». Se pintaron a Castor y Polux en Géminis, siendo clara su referencia a su hijo e hija³⁴ «No pudo belleza tal / quedar sin su copia al vivo / ni de la dicha el archivo / perdido el original».

XX, 29, «Hay muchas mujeres valiosas / pero tu las superas a todas». La Luna en la noche presidiendo las estrellas fue la pintura alegórica: «ser entre grandes igual, / mucho blasón; ser mayor / ventaja superior, / es lo sumo del caudal [...] rara hermosa, es entendida, / rara entendida, prudente, / rara por muger, valiente». El jesuita la hace destacar entre todas las mujeres.

XXI, 30 a, «Engañosa es la gracia y fugaz la belleza». Se pintó un jardín de varias flores. «*Fallax gratia, vana est pulchritudo*», engañosa es la gracia y fugaz la belleza. De la segunda décima: «Siente del Hado el rigor / la gala de sus primores, / i enfermo abreves calores, / rojo empacho, rubio agrado / difunto le llora el prado / escarmiento de las flores». Juega con el rubor que produce la enfermedad que se llevó a la reina y las flores alegóricas de todo el funeral.

XXII, 30 b, «Solo la mujer que respeta a Yahvé es digna de alabanza». La pintura representa una vela ardiendo despalilada por una mano: «vencido el cuerpo, la palma / lleva el alma victoriosa / i aunque la Parca, envidiosa, / muerte al cuerpo sollicita, / al alma sombras le quita / para ser del todo hermosa».

XXIII, 31, «Agradecedle el fruto de su trabajo / y que sus obras la alaben en la plaza». El fénix ardiendo en su pira a los rayos del Sol y su renacimiento a la

34 Aunque tuvo ocho hijos, solo dos le sobrevivieron, el príncipe Baltasar Carlos (1629-1646) que moriría en Zaragoza dos años después y la princesa María Teresa (1638-1683) que llegaría a ser reina de Francia.

eternidad: «que solo en si misma cabe, / ó en Cielo, la Muger-Fuerte». Es un corolario a la pregunta con la que se inicia el capítulo de *Proverbios* y la serie de jeroglíficos con décimas de este funeral. Y la respuesta es Isabel de Borbón por los argumentos que han ido desgranando los autores de las composiciones pictóricas y poéticas y por ese renacimiento a la eternidad y las continuas alusiones a su coronación en el cielo, con las estrellas, la vía láctea, las constelaciones y cuya alegoría final es el ave fénix³⁵.

556

La imagen de la reina Isabel vinculada a las empresas políticas y de guerra del rey Felipe ha sido destacada por todos los cronistas y panegiristas de sus funerales³⁶. Ha sido identificada con Minerva y con Bellona³⁷: la primera, en la mitología romana, es la diosa de la Sabiduría, las artes y también de las técnicas de la guerra, mientras que la segunda era la diosa de la guerra y compañera o esposa de Marte. En alguna de las composiciones poéticas es admirada, para amplificar más aún sus cualidades que las explican como «carácter varonil», por el propio Marte y también Bellona. En el soneto IV del túmulo zaragozano se afirma, fomentando la guerra contra los franceses «ya, Francia, a la que fue reina de flores / Bellona admira el femenino halago, / i en despejos de Marte sin aciago / a tus lises fulminan sus ardores».

La actuación de la reina Isabel en la política española del momento fue muy importante, por las adhesiones conseguidas y por su indiferencia en el ámbito cortesano del conde duque de Olivares. Tuvo un papel muy destacado tendiendo puentes entre las monarquías francesa y española debido a su parentesco – era hermana– con el rey francés. La ruptura de la paz de 1635 y los difíciles momentos de 1640 son sugeridos elípticamente en los funerales al insistir en que antes que nada fue Reina de España. Para la imagen referente de la paz, con la que se le quiere emparejar, se tomaron argumentos de la vida de otra reina de paz: Isabel de Aragón, reina de Portugal y reina santa desde 1625, en un momento especialmente difícil también en las relaciones hispano-portuguesas³⁸. En estas

35 Federico Revilla, *Diccionario de iconología...*, op. cit.; Víctor Mínguez, «El fénix y la perpetuación de la realeza: el catafalco de Carlos II en la catedral de Lima en 1701», *Millars*, 14, 1991, p. 139-152.

36 José Micheli, *El cristal más puro representando imágenes de divina y humana política, para ejemplo de los Príncipes, labrado de las acciones heroicas de Isabel de Borbón, reina de España...*, Zaragoza, Imprenta del Hospital de Nuestra Señora de Gracia, 1644; calificada de sabia, letrada, valerosa en tiempos de guerra, defensora de la paz, partícipe del poder de su esposo, etc.

37 Laura Oliván, «Minerva, Hispania y Bellona: cuerpo e imagen de Isabel de Borbón en el Salón de Reinos», *Chronica Nova*, 37, 2011, p. 271-300.

38 Laura Oliván, «Isabel de Borbón, paloma medianera de la paz: políticas y culturas de pacificación de una reina consorte en el siglo XVII», en Juan Manuel Jiménez y Francisco A. Muñoz (coord.), *La paz, partera de la historia*, Granada, Universidad de Granada, 2012, p. 191-220. Frédérique Sicard, «Une reine entre ombres et lumières ou le pouvoir au féminin: le cas d'Isabelle Bourbon, reine d'Espagne, première femme de Philippe IV (1603-1644)», *Genre & Histoire* [En ligne], 4, mis en ligne le 1^{er} septembre 2009 y consultado el 20 de octubre

exequias zaragozanas llama la atención que no se incida en esta referencia a santa Isabel, ya que era una infanta de Aragón.

El jesuita añade en sus descripciones seis jeroglíficos que hacen alusión a las campañas de guerra y el gobierno en la corte de Isabel, con interés demostrado en resaltar también la fidelidad aragonesa, y entre los que destacaban tres de carácter bélico: en un campo de flores sobresalía una azucena cuyo tallo tenía espadas de acero en vez de hojas verdes («fue mayor el conducir / armas al campo de España»), la reina, en ausencia del rey, socorría la campaña de Lérida y atendía las fronteras de Portugal y el gobierno de Madrid (pintados los cien brazos de Briareo³⁹ que sustentaba una corona) y el rey Católico estaba en campaña y gobernaba la Corte Isabel (pintados Hércules y Atlante, que sustentaban dos orbes con el sol y la luna: «en dos atlantes España / ha vinculado el laurel / en Madrid por Isabel / por Filipo en la campaña»). Los otros recogían la idea de la continuidad dinástica, el dolor del resto de las flores y el dolor de la ciudad de Zaragoza con el llanto que riega una azucena marchita.

PIEDAD, HUMILDAD

Margarita de Austria murió de fiebre puerperal tras el nacimiento de su séptimo hijo el 22 de septiembre de 1611. En las exequias zaragozanas de su *Estudio General*⁴⁰ se resalta (para ahondar en la piedad regia y defensora de la fe) que fue uno de los instrumentos principales de la expulsión de los moriscos, que ejerció la caridad y la honestidad procurando la «reformacion de mujeres libianas» (creó en 1610 la Casa-Galera en Madrid para prisión y corrección de mujeres) y como esposa de rey dio continuidad a la dinastía. Prevenida, fuerte, apacible, sufrida, devota, pacífica, moderada en la comida, rectísima en la justicia, etc., son otros tantos epítetos aplicados.

En el caso de los funerales de Isabel de Borbón la descripción vincula al hecho de ser mujer algunas virtudes como la devoción y la piedad reflejadas en su apoyo

de 2013. URL: <http://genrehistoire.revues.org/736>. Cécile Vincent-Cassy, «Coronada en la tierra y canonizada para el cielo: Santa Isabel de Portugal y la reina Isabel de Borbón», en David González Cruz (coord.), *Virgenes, Reinas y Santas...*, op. cit., p. 59-72. Cécile Vincent-Cassy, «Quand les reines étaient Saintes. La canonisation de sainte Elisabeth de Portugal (1271-1336) et la Monarchie espagnole au xvii^e siècle», *Faces de Eva. Estudos sobre a Mulher*, 7, 2002, p. 127-144. Eliseo Serrano Martín, «Entre devoción y política. La canonización de Isabel de Aragón, reina de Portugal», en Eliseo Serrano, Antonio L. Cortés y José Luis Betrán (coord.), *Discurso religioso y Contrarreforma*, Zaragoza, IFC, 2005, p. 79-100. Ángel San Vicente, *Isabel de Aragón, Rainha santa de Portugal*, Zaragoza, IFC, 1995.

39 En la mitología griega Briareo es un gigante de cien brazos y cincuenta cabezas, hijo de Urano y Gea. Cervantes lo cita en *El Quijote* en la aventura de los molinos de viento (Miguel de Cervantes, *El ingenioso hidalgo don Quijote de la Mancha*, I Parte, cap. VIII: «[...] pues aunque mováis más brazos que los del gigante Briareo, me lo habéis de pagar»).

40 Elena Alvar, «Exequias y certamen poético...», art. cit.

a santuarios como el de la virgen de la Almudena, la veneración a las reliquias, la preocupación por la moral con la reforma de las mujeres públicas o la práctica de la limosna en hospitales, conventos y pobres. Como todos los textos fúnebres, y como ha quedado dicho, comienza con un retrato hiperbólico de la reina delineando sus «virtudes heroicas» y echando mano de tópicos vinculados a la monarquía, comenzando por la madurez temprana, la razón como prenda desde la juventud: «entre los estorbos de la niñez madrugó, más que los años, la razón», «murió a media vida, la que llenó los siglos de su fama» o «treinta y seis años tuvo, pero sin número vivió; larga fue su vida, pues fue tan llena». Continúa con las virtudes morales: magnificencia, piedad, mansedumbre, humildad y compasión.

558

En la muerte de María Luisa de Borbón⁴¹ en 1689 se destacan, en el libro de exequias como se ha dicho para otros casos, los argumentos bíblicos para la magnificencia de estas celebraciones, la singularidad de lo realizado en la ciudad y la organización de los lutos. En el túmulo se colocaron las armas de Zaragoza, las de la Monarquía, elementos que recuerdan a la muerte y el paso del tiempo y cuatro estatuas que representaban a cuatro virtudes: Fe, Esperanza, Caridad y Fortaleza, como símbolos y también como virtudes que adornan la figura de la reina. Y las composiciones poéticas y los adornos literarios obedecieron a un programa definido por los jesuitas Pedro Semper y Felipe Aranda de clara raigambre clásica: el llanto de las flores, las lágrimas de los astros y los suspiros de las armas. Las flores aludiendo a la fragilidad común, constituían una lección de desengaño y para manifestarla fueron colocadas ocho décimas en torno a la tumba; cada una de ellas representaba un tipo diferente de flor (rosa, clavel, jacinto, gigantea, azahar, violeta, narciso y azucena) y todas ellas juntas lloraban la muerte de la flor más excelente (lis). A través de una larga glosa, la reina se dirigía a las flores aconsejándoles que tomaran ejemplo de ella, como lección de la vanidad de las cosas. Este ejemplo de humildad puede ser resaltado porque la reina no había logrado dar hijos a la Monarquía. Ya he citado la coplilla que circulaba por Madrid acerca de la falta de descendencia en la corona. Y este capelardente, obligado por el protocolo y el ceremonial aúlico, corresponde a un sentimiento de cierta angustia ya que el cuerpo central se ajusta a la confianza en las virtudes teologales, aquellos hábitos que, según la doctrina cristiana adaptan las facultades del hombre a la participación de la naturaleza divina, y que son tres: Fe, Esperanza y Caridad. Esas son las que quedan fijadas en pincel y bulto redondo en el capelardente; acompañadas de la Fortaleza que simboliza o es una cualidad de la Monarquía, además de ser una de las cuatro virtudes cardinales.

41 Felipe Aranda, *Honorario mausoleo y pompa funeral...*, op. cit.

Con Mariana de Austria en 1696⁴² se reutilizó el túmulo con cierto ingenio y el programa, muy complejo, incluyó muchas referencias comparadas a la vida de la reina y contó con varios ciclos definidos por los jesuitas Miguel Monreal, Mariano Soler y Silvestre Salvador: insignes matronas del *Antiguo Testamento* cuyas virtudes comparadas con otras similares de la reina difunta; las siete virtudes cristianas, cardinales y teologales; las siete maravillas del mundo y las cuatro partes del mundo. Hubo además una serie de ocho emblemas con letras latinas y dos series de jeroglíficos con décimas castellanas y otra de jeroglíficos en cifra. En los jeroglíficos hubo alusiones a su enfermedad (murió de cáncer de pecho): «Una amazona herida en un pecho y como mote el versículo de *Proverbios* “*Mulierem fortem, quis inveniet?*”». No hay referencias a su malograda maternidad, a la debilidad dinástica, a los peligros que se oteaban en el horizonte. Todo queda fiado a las virtudes cristianas que adornan a la Monarquía y la persona real.

El colofón más significativo para reunir las virtudes de la reina, y su concepto de piedad y humildad lo podemos encontrar en el epitafio de las exequias alcañizanas a la reina Luisa Gabriela de Saboya, en la Colegiata en 1714:

D.O.M.

Amor. Veritas. Honor

Aquí yaze y en la eternidad descansa la luz que hizo Gedeón mas vistosa, roto el frágil barro. El sol que se escondió a este hemisferio, para resplandecer en el otro. La serenísima señora doña María Luisa Gabriela Princesa de Saboya y reyna de España. Amor, Honor y verdad son su divisa. Esto le debió esta corona porque este fue el glorioso timbre de la suya digna de una reyna grande en el amor grande en la piedad grande en la entereza grande en la vida y nunca mayor que en su muerte pues supo desnudarse de el dominio en el día del desengaño esmaltando la esfera de su corona de la luz del día de la ceniza, para eternizar en el cielo la razón de morir al mundo quien dexava la tierra para hallar la gloria.

In qua requiescat.

Amen.

42 Miguel Monreal, *Imperiales exequias que en la muerte de la... reyna de España doña María Ana de Austria celebró la imperial Ciudad de Zaragoza...*, Zaragoza, Herederos de Diego Dormer, 1696.

EL AFÁN DE REPUTACIÓN
EN LA BURGUESÍA DE NEGOCIOS ESPAÑOLA MODERNA:
ENTRE EL PREJUICIO SOCIAL Y LA ESTRATEGIA
ASCENSIONAL

Juan José Iglesias Rodríguez

Universidad de Sevilla

UNA REPUTACIÓN RESIGNIFICADA

En 1781, don Jacobo María Espinosa y Cantrabana, fiscal de la Real Audiencia de Barcelona, daba a la luz en la madrileña imprenta de Joaquín Ibarra una traducción al español del original en francés de *La nobleza comerciante* del abate Coyer, que destinaba a la Sociedad Económica de Amigos del País de Mallorca, de cuya Audiencia Espinosa había sido oidor, y que ofreció a don Francisco González de Basecout, capitán general del ejército de Cataluña¹. La edición venía precedida de una dedicatoria, de una carta al traductor escrita por el doctor don Bernardo Contestí y Bennassar, en la que éste expresaba el juicio que la obra le merecía, y, finalmente, de un extenso discurso preliminar a cargo del propio Espinosa y Cantabrana. En el frontispicio de la obra se incluyó un sugerente grabado, con un evidente simbolismo del propósito de la misma, y una explicación de su significado:

Explicacion de la Estampa del frente. El Caballero que se vé en ella, cansado de vivir en el infortunio, é inutilidad, enseña sus Títulos de Nobleza, un Escudo de Armas, un Timbre, ó Morrion, y un Pergamino, que hacen presente su nacimiento, de que no ha sacado ningun fruto: se quiere desembarazar de ellos: embarcarse para servir á la patria, y enriquecerse buscando su fortuna en el Comercio.

Este trabajo ha sido realizado en el marco del Proyecto de I+D+i «Andalucía en el mundo atlántico: actividades económicas, realidades sociales y representaciones culturales (siglos XVI-XVIII)», referencia HAR2013-41342-P, financiado por el Ministerio de Economía y Competitividad del Gobierno de España.

- 1 *La nobleza comerciante. Traducción del tratado que escribió en francés el abate Coyer, hecha para la utilidad de la Real Sociedad Económica de los Amigos del País de Mallorca, con un discurso preliminar, y varias notas. Por don Jacobo María de Spinosa y Cantrabrana, del Consejo de S. M., Oidor que fue de la Real Audiencia de Mallorca, y actual Fiscal de la Real Audiencia de Barcelona, Madrid, por don Joachin Ibarra, Impresor de Cámara de S. M., 1781.*

Fig. 1. Portada de la traducción española de *La nobleza comerciante* del abate Coyer
(Madrid, 1781), BH FOA 1712, Port., Madrid,
Biblioteca Histórica Marqués de Valdecilla de la Universidad Complutense

Fig. 2. Grabado incluido en la traducción española de *La nobleza comerciante* del abate Coyer (Madrid, 1781), BH FOA 1712, Grab., Madrid, Biblioteca Histórica Marqués de Valdecilla de la Universidad Complutense

Esta pequeña glosa, en efecto, resulta en gran medida expresiva de los fines que compartían la obra de Coyer y su correspondiente traducción española. En la doble coordenada del ideal ilustrado de utilidad social y de la expansión de la economía mercantil, la ociosidad aristocrática era percibida como una rémora a superar, mientras que la dedicación de los nobles a los negocios se veía como una meta provechosa, tanto más cuanto el escenario de creciente competitividad sobre el que se desplegaba el gran comercio internacional otorgaba a la propia actividad y a sus ejercientes una dimensión patriótica innegable.

564

Por tanto, según el fragmento que estamos comentando, no es el nacimiento lo que reporta utilidad (tanto privada como pública), sino la actividad económica, mercantil en este caso, origen de una reputación resignificada desde su sentido original hacia ideas que sintonizan con la nueva cosmovisión ilustrada y con los objetivos políticos de la monarquía borbónica. Una actividad, sin embargo, mercantil, porque es el comercio el eje fundamental de un mundo redimensionado y competitivo, en el que la hegemonía se juega ahora más en el terreno de los intercambios y de los negocios que en los campos de batalla.

El comercio era visto, desde esta perspectiva, como la fuerza motriz de la economía. De su práctica dependía el adelantamiento de la agricultura y de la industria, y aún el de las letras y las ciencias, y, por ende, el comercio representaba la propia fuerza de la nación y del poder del estado. Inglaterra y Holanda habían dado claro ejemplo de cómo la dedicación mercantil conducía a la hegemonía política; el comercio se debía estimar, pues, como una fuente de prosperidad y opulencia, y la decadencia española había dependido de la ruina de su antaño próspero comercio colonial.

Espinosa y Cantabrana se obstinó en identificar y rebatir, en la estela de las ideas de Coyer, las principales rémoras que impedían que los nobles se consagraran al comercio. La principal de ellas nacía de un prejuicio social: el temor a que la práctica mercantil perjudicara a la calidad de la nobleza. Espinosa mostraba, en cambio, el firme convencimiento de que no sólo no la derogaba sino que los monarcas habían declarado abiertamente que ambas, dedicación al comercio y nobleza, eran perfectamente compatibles. Así, Carlos II había determinado en 1682 que mantener fábricas no perjudicaba a la nobleza y, puesto que aquéllas no podían prosperar sin el comercio, debía concluirse que éste se encontraba implícitamente comprendido en dicha declaración. Por su parte, Carlos III, el gran impulsor del comercio libre, había renovado esta disposición, extendiendo su tenor en las Ordenanzas del Consulado de Barcelona al comercio marítimo y terrestre. Y no sólo eso, sino que en la erección del Consulado de Mallorca en 1779 previno expresamente que el ingreso de los caballeros en la

matrícula del comercio no sólo no perjudicaba a su nobleza, sino que le añadía un nuevo mérito y motivo de esplendor².

La comparación con otros países agregaba nuevas pruebas y argumentos a la tesis de la nobleza comerciante. El comercio había hecho prosperar rápidamente a Estados Unidos, otorgándole a esta nueva nación las riquezas y el poder necesarios para sacudirse el orgulloso yugo de Inglaterra. En Europa constituía una convicción universalmente compartida que el comercio no derogaba a la nobleza. En Francia, Luis XIV había incitado a los nobles a dedicarse al comercio y Luis XV ofrecía premios y distinciones a sus ejercentes; ambos monarcas habían asegurado en diversas ordenanzas que el comercio no se oponía a la verdadera nobleza³.

Otros reparos que podían ponerse a la ocupación mercantil de los nobles eran rebatidos por Espinosa con voluntarioso optimismo. La falta de caudales no podía pretextarse. Muchas casas de negocios habían salido de la nada: con muy escaso capital inicial habían acumulado una gran fortuna. El capital más precioso de un comerciante consistía no tanto en el dinero como en su crédito, actividad, pericia y economía. Y si los nobles contaban con medios para invertirlos en lujos, adquisición de propiedades y dotes, debían necesariamente también tener el suficiente para iniciar un negocio⁴. Tampoco la ausencia de conocimientos en materia mercantil era un obstáculo insalvable, ya que nadie nace sabiendo y el juicio suple a la instrucción. Bastaría con empezar por poco, prudentemente, e ir adquiriendo de este modo la práctica necesaria⁵.

Lo que una obra como ésta y la clase de mentalidad subyacente en ella venían a plantear representaba una invitación a recorrer el camino inverso al que la burguesía de negocios española había transitado desde comienzos de la Edad Moderna: hasta entonces los usos sociales dominantes habían impuesto el tránsito del comercio a la nobleza, ahora lo que se pretendía era el retorno de la nobleza al comercio.

En realidad, nunca se había llegado a considerar seriamente que el comercio, al menos el gran comercio al por mayor, estuviese reñido con el disfrute del estatuto social de la nobleza. De hecho, la práctica del primero y la ostentación del segundo habían coexistido habitualmente, al menos en la Sevilla de la Carrera de Indias, si damos el crédito debido a Tomás de Mercado, testigo directo de sus esplendores:

2 *Ibid.*, «Discurso preliminar», p. LI-LVI.

3 *Ibid.*, p. LXI-LXIV.

4 *Ibid.*, p. LXVI-LXXIII.

5 *Ibid.*, p. LXXIV-LXXIX.

Pero de sesenta años a esta parte, que se descubrieron las Indias Occidentales, se le recreció para ello una gran comodidad y una ocasión tan oportuna para adquirir grandes riquezas, que convidó y atrajo a algunos de los príncipes a ser mercaderes, viendo en ello pujantísima ganancia, porque se habían de proveer de aquí muchas provincias –la Isla Española, Cuba, Honduras, Campeche, Nueva España, Guatemala, Cartagena, Tierra Firme, con toda la grandeza del Perú– casi de todo género de ropa y de muchos mantenimientos y, en parte, aun hasta del trigo y harina que se ha de comer, lo cual todo puesto allá, a causa de la gran penuria y falta que hay de ello y de la mucha plata y oro, valía y vale, como dicen, un Perú. Así, de este tiempo acá, los mercaderes de esta ciudad se han aumentado en número, y en sus haciendas y caudales han crecido sin número. Hanse ennoblecido y mejorado su estado, que hay muchos entre ellos personas de reputación y honra en el pueblo, de quienes con razón se hace y debe hacer gran cuenta, porque los caballeros por codicia o necesidad del dinero han bajado, ya que no a tratar, a emparentar con tratantes, y los mercaderes con apetito de nobleza e hidalguía han trabajado de subir, estableciendo y fundando buenos mayorazgos⁶.

Así pues, en la Sevilla del Quinientos muchos mercaderes enriquecidos por los negocios de Indias habían conseguido ennoblecen, mientras que los que ya eran nobles de antemano no hacían ascos a emparentar con los mercaderes adinerados, bien movidos por la codicia o por la necesidad. Según la imagen que transmite Tomás de Mercado, los primeros subían, mientras que los segundos bajaban, por lo que nobleza y comercio se situaban en escalones diferenciados, pero unos y otro terminaban fundiéndose en un espacio social compartido en el que se integraban sus trayectorias ascendentes y descendentes. De este modo, numerosos tratantes y mercaderes habían conseguido mejorar su estado y transformarse en «personas de reputación y honra», con palabras del propio Tomás de Mercado.

LA RELACIÓN ENTRE NOBLEZA Y RIQUEZA

La tratadística aristocrática del momento contiene interesantes consideraciones acerca de la relación entre nobleza y riqueza. En Francia, André Tiraqueau escribía en 1543: «J'avoue cependant que la noblesse est un objet de mépris et de moquerie si elle est conjointe avec la pauvreté [...]. Assurément, *la noblesse*

6 Tomás de Mercado, *Suma de tratos y contratos*, edición de Nicolás Sánchez Albornoz, Madrid, Instituto de Estudios Fiscales, 1977, II, cap. I.

sans richesse est tout à fait manchote et mutilée»⁷. En España, a comienzos del siglo XVII, Moreno de Vargas se mostraba convencido de que las riquezas «son señoras de todas las cosas» y apuntaba que «muchos hombres doctos afirman que la nobleza tuvo su origen de la riqueza, y que el ser rico, es ser noble, por oscuro que sea su linage»⁸. Y, aunque reparaba en que las riquezas no otorgaban por sí solas la nobleza, porque ésta tenía como verdadero origen la virtud, concluía que «no se puede negar, que las riquezas por la mayor parte dan causa de ennoblecer a los que las tienen, por lo mucho que el dinero puede»⁹. En cualquier caso, que los nobles fueran ricos se estimaba como cosa conveniente, y así lo recogían ya las leyes de *Partidas*, «porque la nobleza sin hazienda, es como muerta [...]»¹⁰.

Pero, ¿cómo alcanzar la nobleza a partir de la riqueza? La adquisición de oficios públicos, la emulación de las costumbres de los nobles y la relación frecuente con ellos eran para Moreno de Vargas el medio de ir ganando los plebeyos ricos reputación de nobles:

[...] y mas en particular vemos oy, que haziendose Regidores y Republicos, hablando alto, y grave, tratando sus personas como Cavalleros, y teniendo otros por sus amigos, y haziendo otras cosas semejantes [...] van adquiriendo reputacion de nobles, de tal manera, que despues sus hijos continuando lo proprio, vienen a conseguir posesion de hijosdalgo, y sacar executorias, por no aver ya memoria: y si la ay, no aver testigo que se atreva a deponer de aquel cauteloso principio [...]»¹¹.

La apariencia y su consecuencia social, la opinión, eran, por tanto, intangibles esenciales en el proceso de ennoblecimiento de los individuos agraciados por la fortuna económica, como era el caso de muchos comerciantes y mercaderes. La apariencia se constituía así en un elemento fundamental de la escenificación social, generando tensiones entre el ser y el parecer, entre lo auténtico y lo fingido o aparentado:

La lamentation sur la discordance entre le paraître et l'être –escribe Arlette Jouanna– est un lieu commun de la littérature dans la France des Temps modernes. « Chacun veut être un autre, et n'être plus ce qu'il est », regrette La Bruyère ; « Tout le monde se met en peine de paraître ce qu'il n'est pas »,

7 André Tiraqueau, *De nobilitate et iure primogenitorum* (1543), cit. por Arlette Jouanna, *La France du xvi^e siècle*, Paris, PUF, 2002, p. 63. La cursiva es nuestra.

8 Bernabé Moreno de Vargas, *Discursos de la nobleza de España*, Madrid, por la viuda de Alonso Martín, 1622, fol. 48v^o.

9 *Ibid.*, fol. 49.

10 *Ibid.*, fol. 48.

11 *Ibid.*, fol. 49-49v^o.

constate le dramaturge Puget de la Serre. Il faut s'interroger sur la récurrence obsessionnelle de cette déploration¹².

En los tiempos modernos, pues, cada uno quiere ser lo que no es y se toma el trabajo de parecerlo. Esta afirmación se puede aplicar perfectamente a las estrategias adoptadas por la burguesía de negocios española para conseguir revalorizar su estatus social. Pero, al mismo tiempo, siguiendo a Moreno de Vargas, es preciso tener en cuenta también el valor no sólo de lo aparentado, sino también de la reinención de los orígenes y de la manipulación de la memoria como herramientas de una progresión social gradual, de un ascenso proyectado desde el presente hacia las futuras generaciones, es decir, con una plena efectividad sólo a nivel transgeneracional.

Es a esto a lo que se refiere Moreno de Vargas cuando habla del logro de ejecutorias de hidalguía por parte de los hijos de los comerciantes enriquecidos aprovechándose de la difuminación de la memoria de los orígenes familiares y de la posibilidad de utilizar los testimonios de testigos parciales y proclives a disimular la verdad. Así, en la dialéctica entre lo auténtico y lo fingido, de la apariencia y la realidad, de lo verdadero frente a lo artificioso y lo inventado se resuelve la ósmosis entre el nivel de lo plebeyo y el nivel de lo noble operada gracias a la infalible alquimia del dinero y del poder indefectiblemente derivado de su ansiada posesión.

Y, ¿por qué los comerciantes querían ser nobles? La riqueza daba el poder, pero no atraía por sí sola la consideración social en una sociedad transida de valores que hacían depender el prestigio y la posición de la nobleza y de la limpieza de sangre. Estos intangibles tuvieron un fuerte poder estructurante y constituyeron los catalizadores de los usos y las conductas sociales de los comerciantes enriquecidos. La nobleza no era otra cosa que «un resplandor ilustre»¹³, y como tal era muy «favorecida y amada de los hombres de bien»¹⁴. La nobleza, por lo demás, implicaba la honra, y ésta «es un tesoro inestimable, [...] que como una suave açuzena da al hombre suave y precioso olor»¹⁵. El luminoso resplandor de la nobleza y el virtuoso aroma de la honra impregnaban, pues, la reputación del hombre distinguido y ninguna de las dos cualidades las otorgaba por sí la posesión del dinero, aunque éste podía abrir las puertas a su consecución.

12 Arlette Jouanna, «Dilemmes nobiliaires : comment paraître ce que l'on est ?», en Juan Hernández Franco, José A. Guillén Berrendero y Santiago Martínez Hernández (coord.), *Nobilitas. Estudios sobre la nobleza y lo nobiliario en la Europa moderna*, Madrid, Doce Calles, 2014, p. 25-42, p. 25.

13 Bernabé Moreno de Vargas, *Discursos de la nobleza...*, op. cit., fol. 2vº.

14 *Ibid.*, prólogo.

15 *Ibid.*, fol. 58.

En ningún lugar de la España de los Habsburgo corrió más el dinero que en Sevilla y, luego, en Cádiz, las grandes metrópolis de comercio colonial americano. Sobre las gruesas sumas de plata americana que llegaban en los galeones de la Carrera de Indias reposó el sistema económico español y, en no poca medida, la marcha de la economía europea en su conjunto. La abundancia del dinero y las grandes oportunidades de enriquecimiento que deparaban los negocios americanos suavizaron las fronteras estamentales y permitieron que las familias de los comerciantes adinerados, muchos de ellos de origen extranjero, alcanzaran reputación y honores. El dinero allanó todas las dificultades y los que lo manejaron en abundancia pudieron incluso saltarse aquella regla de gradualidad que imponía un ascenso social paulatino, de generación en generación.

Las riquezas originadas en el comercio americano atrajeron a hombres de negocios extranjeros y activaron un proceso de renovación de las élites sevillanas. Como certeramente ha descrito Juan Cartaya, profundo conocedor de la nobleza de la Sevilla moderna:

Ya a finales de la decimoquinta centuria y durante los primeros años del nuevo siglo, con ocasión de los descubrimientos geográficos impulsados por la corona castellana, y con la llegada a la ciudad de diversas familias de mercaderes de origen extranjero, la aristocracia sevillana continuará su renovación gracias a las nuevas aportaciones que supondrán para ella linajes como los Federigui, Bucarelli, Corzo, Mañara, Vicentelo de Leca, Pinelo o Centurión, consolidando con ellos unos cambios que asociarían a la nobleza urbana con estos nuevos plutócratas, también rápidamente ennoblecidos mediante la compra de privilegios de hidalguía, juro, propiedades, señoríos o hábitos, como recoge el cronista Luis de Peraza¹⁶.

Los estudios de conjunto han insistido tradicionalmente en este cuadro de movilidad social ascendente de la burguesía de negocios vinculada a los negocios atlánticos¹⁷. Pero es a través del estudio de las trayectorias de los actores singulares como el análisis de esta dinámica realidad social cobra su verdadera fuerza. Aunque todavía es mucho lo que queda por hacer al respecto, vamos conociendo un número cada vez mayor de biografías individuales o colectivas de

¹⁶ Juan Cartaya Baños, «Para ejercitar la maestría de los caballos». *La nobleza sevillana y la fundación de la Real Maestranza de Caballería en 1670*, Sevilla, Diputación Provincial, 2012, p. 42-43.

¹⁷ Ver, por ejemplo, Ruth Pike, *Aristócratas y comerciantes. La sociedad sevillana del siglo XVI*, Barcelona, Ariel, 1978.

personajes vinculados de uno u otro modo al mundo de los negocios coloniales: mercaderes, cargadores, financieros, almirantes de flotas, etc.

A la hora de ejemplificar con casos concretos este modelo de trayectoria social, es preciso tener en cuenta los estudios existentes y, entre ellos, el reciente de Béatrice Perez sobre los mercaderes de Sevilla. Como esta autora escribe:

Le monde des marchands dévoile l'organisation d'une société, par définition, inquiète, en mouvement, car elle n'est jamais figée dans ses modalités d'exercice ni, *a fortiori*, dans sa hiérarchie. Fondée sur la valeur du travail, de l'activité productrice de gains, la société marchande exalte les alliances –familiales ou sociétaires, parentèles ou réseaux– ; elle préserve la réputation des hommes en usant d'un code tacite de pratique honorable dans les échanges quotidiens ; elle privilégie, dans tous les cas, des investissements productifs et des innovations techniques [...]. Par son dynamisme, par ses ambitions, elle met au jour un modèle de revendication sociale qui ne s'ajuste pas encore à celui que l'idéologie majoritaire impose, mais qui imprègne fortement cette première moitié du xvi^e siècle. Ainsi, la société marchande prospère en engendrant un discours théorique qui lui est propre et qui intègre l'idée d'un dynamisme économique vital¹⁸.

570

Es esta misma «sociedad inquieta», más agitada aún por el fuerte crecimiento de los negocios de Indias a la que se refería Tomás de Mercado en el fragmento que hemos citado anteriormente, y la que también estudió Ruth Pike¹⁹. Numerosos ejemplos particulares pueden ser citados entre los actores de este proceso de cambio social, todos ellos fieles intérpretes de la gramática social observada por la élite mercantil.

ACTORES SINGULARES, HISTORIAS REDUNDANTES

El de los Centurión, a quienes ha dedicado recientemente un apasionante libro Carmen Sanz Ayán²⁰, constituye uno de los más notables. Enrique Otte documenta la intensa actividad de un nutrido grupo de mercaderes y banqueros pertenecientes a esta familia de origen genovés en la Sevilla de fines del siglo XV y comienzos del XVI²¹. Uno de los continuadores de este grupo, Adán Centurión,

¹⁸ Béatrice Perez, *Les Marchands de Séville. Une société inquiète (xv^e-xvi^e siècles)*, Paris, PUPS, 2016, p. 15.

¹⁹ Ruth Pike, *Aristócratas y comerciantes*, op. cit.

²⁰ Carmen Sanz Ayán, *Un banquero en el Siglo de Oro. Octavio Centurión, el financiero de los Austrias*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2015. Sobre la familia Centurión, véase también Ildefonso Pulido Bueno, *La familia genovesa Centurión (mercaderes, diplomáticos y hombres de armas) al servicio de España, 1380-1680*, Huelva, Universidad de Huelva, 2004.

²¹ Enrique Otte, *Sevilla y sus mercaderes a fines de la Edad Media*, Sevilla, Universidad de Sevilla/ Fundación El Monte, 1996.

vinculado por lazos de amistad y de parentesco con Andrea Doria, facilitó el préstamo de fuertes sumas a la hacienda de Carlos V, que sirvieron, entre otros fines, para financiar la campaña de Argel. En 1549 adquirió el señorío de las villas de Estepa y Pedrera, con todos los lugares de su tierra, hecho que representó la base para la concesión del título de marqués de Estepa, como compensación por las cantidades que le adeudaba el emperador²². El rápido ennoblecimiento de Adán Centurión determinó la necesidad de construir unos orígenes míticos de su linaje como heroicos patricios de la antigua Roma y de la ciudad de Génova, que nutrieron a partir de entonces el imaginario familiar y sirvieron para justificar la antigüedad y el prestigio de su nobleza²³. Un sobrino-nieto de Adán Centurión, Octavio Centurión, fue uno de los principales financieros de Felipe III y Felipe IV, y protagonizó una asimismo vertiginosa carrera de ascenso social, convirtiéndose en caballero de Santiago y Alcántara y, desde 1632, en marqués de Monesterio²⁴.

Los Corzo y los Mañara, admirablemente estudiados por Enriqueta Vila Vilar, representan, por su parte, dos ejemplos paradigmáticos de mercaderes enriquecidos y encumbrados socialmente en la Sevilla de la Carrera de Indias²⁵. En ambos casos se trata de familias procedentes de Córcega. De Calvi, una de las localidades de esta isla, partió Juan Antonio Corzo hacia 1530 para dirigirse a Marsella, donde entablaría relación con comerciantes de su misma procedencia, y luego a Sevilla, ciudad en la que se encontraba establecido su tío y desde la que dio el salto a Perú, donde acumuló una inmensa fortuna gracias al comercio. De vuelta a Sevilla, estableció una lucrativa compañía empleada en el comercio colonial de vinos y esclavos, disponiendo también de navíos propios para efectuar su tráfico. Corzo empleó buena parte de su fortuna en la compra de tierras en los alrededores de Sevilla y en los municipios de Utrera, Carmona y Cazalla, que destinó a la producción de trigo, aceite y vino. Además de obtener carta de hidalguía, en 1577 invirtió 150 000 ducados, una suma muy crecida, en la adquisición del señorío jurisdiccional de las villas de Cantillana, Brenes y Villaverde, que habían pertenecido al arzobispado de Sevilla y luego habían

22 Este marquesado englobó las localidades de Estepa, Alameda, Aguadulce, Badolatosa, Casariche, Gilena, Herrera, La Roda, Lora de Estepa, Matarredonda, Miragenil, Pedrera y Sierra de Yeguas. Joaquín Octavio Prieto Pérez, *El marquesado de Estepa en el siglo XVIII*. Tesis doctoral. Universidad de Sevilla, 2009.

23 Carmen Sanz Ayán, *Un banquero en el Siglo de Oro*, op. cit., p. 61.

24 *Ibid.*, p. 19-23.

25 Enriqueta Vila Vilar, *Los Corzo y los Mañara: tipos y arquetipos del mercader con Indias*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2011. A los Mañara dedicó también un documentado estudio Jesús Aguado de los Reyes, «Comercio, patrimonio, reputación y obra. Vivir y morir noblemente en Sevilla: los casos de Tomás de Mañara y Pedro la Farja», en Isabel Lobato y José M^º Oliva (coord.), *El sistema comercial español en la economía mundial (siglos XVII-XVIII)*, Huelva, Universidad de Huelva, 2013, p. 21-70.

sido enajenadas por la Corona. Sobre el conjunto de sus bienes, Juan Antonio Corzo fundó dos mayorazgos. Del primero de ellos instituyó heredero a su hijo, Juan Vicentelo. El segundo lo destinó a la dote de su hija, quien casó con el conde de Gelves. También adquirió una veinticuadría del cabildo de Sevilla, un oficio que no llegó a ejercer. Más tarde, su hijo ejerció por compra el oficio de alcalde mayor del ayuntamiento sevillano, vinculándose a la oligarquía política municipal de la ciudad. Vicentelo también aspiró a un hábito de la orden de Santiago, aunque murió cuando estaba a punto de conseguirlo.

572 Aunque distanciados por varias décadas en el tiempo, la trayectoria de Tomás Mañara guarda paralelismos evidentes con la de Juan Antonio Corzo. Mañara nació también en Calvi, en el seno de una familia muy humilde. Siendo mozo tuvo que dedicarse a pescar para sustentar a su familia. La vida pobre que arrastraba lo determinaría a emigrar. Tras salir de Córcega, Mañara viajó a América en diversas ocasiones entre fines del siglo XVI y comienzos del XVII. De esta forma logró cambiar el signo de su suerte. En Perú logró amasar una considerable fortuna que le permitió posteriormente instalarse en Sevilla como grosario, logrando licencia real para traficar con Indias y dedicándose activamente a la financiación de la Carrera. Un proceso de transformación de los comerciantes en prestamistas que resultó bastante habitual:

El tránsito del *comercio* a las *finanzas* en la plaza de Sevilla sería fenómeno común en la historia del desarrollo del capitalismo. Los coetáneos ya captaron el fenómeno al decir que eran bastantes los que se ven *ocupando sus gruesos caudales en rentas y otras muchas granjerías sin buscarla por la mar*, y dado que es mucha la plata que los que se han retirado del comercio tienen, ha optado por darse *a este nuevo trato* de comprar escrituras y cédulas de cambio [...] ²⁶.

Tomás de Mañara consiguió ejercer un papel muy influyente en el Consulado de Mercaderes a Indias, al tiempo que lograba obtener un notable reconocimiento social. La escalada ascensional que protagonizó se atuvo en la medida de sus posibilidades al patrón-tipo característico entre los individuos de su clase. Labró una suntuosa casa-palacio en Sevilla, alcanzó una familiatura del Santo Oficio y allanó así el camino para el ennoblecimiento de sus hijos, a pesar de su humilde procedencia. Consiguió un hábito de Santiago para su primogénito, Juan Antonio Mañara Vicentelo de Leca, y otro de la orden de Calatrava para el menor de sus hijos, Miguel, no sin dificultades, debido a la oposición de algunos nobles sevillanos que se mostraron alarmados por el rápido proceso de ascensión de una familia de orígenes claramente plebeyos. Pero la

²⁶ Antonio-Miguel Bernal, *La financiación de la Carrera de Indias (1492-1824). Dinero y crédito en el comercio colonial español con América*, Sevilla, Fundación El Monte, 1993, p. 252.

carrera ascendente de Tomás de Mañara no se detuvo ahí. Compró el cargo de Provincial de la Santa Hermandad, obteniendo así de paso un asiento en el cabildo municipal sevillano, fundó un mayorazgo en 1638 y entroncó a través del matrimonio de sus hijos con nobles familias sevillanas como los Neve o los Tello de Guzmán.

Corzos y Mañaras, como otros muchos, representan ese prototipo de comerciantes extranjeros que, llegados de diversas partes de Europa, harían fortuna en los negocios de Indias y alcanzarían elevadas posiciones en la sociedad sevillana, siguiendo un característico itinerario ascensional. Con palabras de Jesús Aguado de los Reyes:

Una vez alcanzada cierta fortuna, algunos se convirtieron en cargadores o mercaderes a la gruesa, se naturalizaron pagando buenos ducados por ello, entroncaron con familias de la cúpula social, fabricaron un pasado honorable y distinguido, compraron cargos u oficios que les abrían las puertas de las instituciones sociales y políticas [...]. Desviaron gran parte de su capital circulante procedente del comercio hacia inversiones menos productivas, pero más seguras: tierras, casas, juros, tributos, oficios. Pidieron ejecutoria de hidalguía para ellos o, lo más común, para sus hijos [...]. Algunos de sus descendientes entraron en religión, fueron capellanes, monjas profesas, abadesas, canónigos. Otros se hicieron con hábitos de las órdenes militares [...], casaron con familias hidalgas, incluso consiguieron títulos de nobleza. Se hicieron, en suma, caballeros²⁷.

Trayectorias similares en pos de la reputación y el reconocimiento social pueden rastrearse en otros representantes de la burguesía mercantil española de origen extranjero en los siglos XVI y XVII. Así, por ejemplo, en tres familias de mercaderes florentinos emparentadas entre sí: los Fantoni, los Federighi y los Bucarelli²⁸.

Santi Fantoni fue un mercader florentino instalado en Cádiz en la segunda mitad del siglo XVI. Este personaje logró insertarse con rapidez en la oligarquía gaditana, al obtener un asiento de regidor en el cabildo de la ciudad. Contrajo matrimonio con Leonor Peri, hija del también florentino Andrea Peri. En 1588 formó una duradera compañía mercantil con Luis Federigui, asimismo florentino. Esta compañía operó en Andalucía, Italia y Nueva España. A su muerte en 1604 lo sucedieron sus hijos Juan Andrea y Francisco Fantoni. Ambos

²⁷ Jesús Aguado de los Reyes, «Comercio, patrimonio, reputación y obra...», art. cit., p. 42.

²⁸ Juan José Iglesias Rodríguez, *El árbol de sinople. Familia y patrimonio entre Andalucía y Toscana en la Edad Moderna*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2008; Francisco Núñez Roldán, «Tres familias florentinas en Sevilla: Federighi, Fantoni y Bucarelli (1570-1625)», en Enriqueta Vilar Vilar (coord.), *Presencia italiana en Andalucía, siglos XIV-XVII*, Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, 1989, p. 23-50.

fueron regidores perpetuos de Cádiz, el primero al heredar el asiento de su padre; el segundo, por compra del oficio al rey en 1614. Los hijos de Santi Fantoni fueron designados beneficiarios de una parte del fideicomiso familiar fundado en Toscana por su tío Simone Fantoni²⁹. Al mismo tiempo, acrecentaron el patrimonio familiar en Cádiz mediante la adquisición de diversas propiedades.

574

En estas primeras generaciones familiares los Fantoni de Cádiz se movieron dentro de tres círculos endogámicos en buena medida coincidentes: uno marcado por el origen geográfico, el italiano; otro señalado por la actividad económica, el comercio de Indias y el gran tráfico europeo; y, finalmente, un último círculo determinado por el control del poder local, el ya mencionado de los regidores perpetuos. Santi Fantoni manejó este conjunto de resortes para labrarse una sólida posición. Por la vía de su matrimonio con Leonor Peri fue posiblemente como adquirió el oficio de regidor perpetuo, ya que dos tíos maternos de su mujer, Rafael y Miguel Fonti del Castillo, eran regidores de Cádiz. A su vez, los matrimonios de los hijos de Santi y Leonor contribuyeron a anudar nuevos lazos con la élite mercantil y gobernante de Cádiz y Sevilla. Las hijas de ambos fueron el vehículo para instrumentar ventajosas uniones: Lucrecia casó en 1595 con Luis Federigui, el socio de su padre; Elvira contrajo matrimonio con el capitán Juan González de Albelda, regidor de Cádiz y alcaide de la Isla de León. Por su parte, los matrimonios de los hijos varones de Santi Fantoni también se encaminaron a reforzar la posición de la familia. Los tres que sucesivamente contrajo Juan Andrea y el que celebró su hermano Francisco procuraron la unión de los Fantoni con señaladas familias, como los Chilton, los Marrufo, los Villavicencio y los Sopranis.

Con la misma rapidez con la que accedieron al poder local, los Fantoni acertaron también a insertarse en las filas de la nobleza. Para ello se esforzaron en demostrar los requisitos de cristiandad vieja, limpieza de sangre e hidalguía. Entre los mecanismos más eficaces para la acreditación de tales requisitos figuraban las familiaturas del Santo Oficio y los hábitos de las Órdenes Militares. Juan Andrea Fantoni y su hijo Juan Antonio fueron familiares de la Inquisición. Varios de sus descendientes obtuvieron hábitos de las órdenes de Alcántara y Calatrava. El primogénito del primero, Santi Esteban Fantoni, heredó el mayorazgo fundado por el capitán Esteban Chilton en 1621. Su hermano, Juan Antonio Fantoni, fundó a su vez otro mayorazgo sobre sus numerosas propiedades urbanas en Cádiz, al que luego se agregaron las propiedades rústicas heredadas por un tercer hijo de Juan Andrea, Antonio Fantoni.

²⁹ Archivo di Stato de Florencia, Archivo Fantoni, filza 218. *Raccolta di testamenti ed altri atti notarili (1610-1685)*. Testamento de Simone Fantoni.

Mientras tanto, los Fantoni de Cádiz redondearon con nuevas adquisiciones el fideicomiso toscano fundado por el viejo Simone Fantoni. Un paso decisivo en la carrera nobiliaria del linaje, cuyos miembros se habían ya apartado casi definitivamente de los negocios desde la tercera generación familiar, fue la adquisición de un señorío, paso previo a la consecución de un título. Esteban Chilton Fantoni, hijo de Santi Esteban y nieto de Juan Andrea Fantoni, aprovechando la política de venta de jurisdicciones practicada por la Corona, compró en 1667 el señorío de Jimera de Líbar y en 1684 obtuvo los títulos de conde de Jimera de Líbar, de la Fuensanta y Asperilla y vizconde de Almendralejo. El título de conde de Jimera pasó de Esteban Chilton a sus descendientes, pero éstos, empobrecidos por el abandono del comercio y por los efectos de la crisis del XVII, se vieron inmersos durante el XVIII en numerosos pleitos y disputas familiares por el control de las menguadas rentas de los vínculos que detentaban y, en especial, las provenientes del fideicomiso italiano, que llegaban con irregularidad y no bastaban para mantenerlos a todos. La de los Fantoni es, en suma, la historia del ascenso y decadencia de un linaje de origen mercantil y extranjero que reprodujo los valores y el comportamiento de las élites urbanas del Cádiz moderno³⁰.

Los Federighi, como se ha comprobado, estuvieron vinculados por estrechos lazos familiares y mercantiles con los Fantoni. Procedentes de una familia de mercaderes de lana inserta en el patriciado florentino, los Federighi arribaron a Sevilla en torno a 1575. Los primeros en llegar a la esplendorosa capital de la Carrera de Indias fueron Giovanni Federighi y su mujer, Gemma Canigiani. Aunque más tarde regresaron a Italia, sus hijos se encargaron de proseguir los negocios familiares que vincularon definitivamente a esta dinastía de mercaderes a Sevilla y al comercio colonial americano. Entre ellos, Alejandro Federighi se ocupó en Nueva España de las dependencias mercantiles de la familia. Por su parte, su hermano Francesco se mantuvo en Florencia, aunque también acudió en diversas ocasiones a las ferias de Plasencia. Finalmente, Luis Federighi se instaló en Sevilla, desde donde comerció en compañía con Santi Fantoni, convirtiéndose en uno de los principales cargadores de la Carrera de Indias.

A la españolización de la familia siguió la característica carrera de consecución de honores, iniciada en la segunda generación sevillana de los Federighi. Luis Federighi Fantoni fue familiar del Santo Oficio y caballero de la orden de Calatrava. Obtuvo también el señorío jurisdiccional y el título de marqués de Paterna del Campo. Su hermano Juan Federighi Fantoni llegó a ser inquisidor

30 Juan José Iglesias Rodríguez, «Mecanismos de integración y promoción social de los extranjeros en las ciudades de la Andalucía atlántica», en David González Cruz (coord.), *Represión, tolerancia e integración en España y América. Extranjeros, esclavos, indígenas y mestizos durante el siglo XVIII*, Madrid, Doce Calles, 2014, p. 171-197.

y canónigo de la catedral de Sevilla. Un tercer hermano, Pablo, llegó a ser procurador general de la Compañía de Jesús en Andalucía. Gerónimo Federighi Fantoni fue alcalde mayor de Sevilla, veinticuatro de su Ayuntamiento y contador mayor del Consejo de Hacienda. Y Gema Federighi Fantoni, hermana de todos los anteriores, casó con otro rico comerciante de origen florentino, Antonio María Bucarelli, «uno de los hombres de mayor crédito en Sevilla» y de quien descendieron los marqueses de Vallehermoso y los condes de Gerena³¹. Entre los caballeros fundadores en 1670 de la aristocrática Real Maestranza de Caballería de Sevilla se encontraron don Antonio Federighi y Solís, marqués de Paterna del Campo, quien ejerció el cargo de hermano mayor de la corporación, y don Juan Federighi y Arellano, conde de Villanueva³².

576

Los generales de las flotas de Indias también aprovecharon su cargo para comerciar, conseguir riquezas y medrar socialmente de acuerdo con los patrones asumidos y aceptados³³. Así tenemos, por ejemplo, el caso de don Francisco Díaz Pimienta, canario procedente de una familia de origen portugués, quien fue general de la flota de Tierra Firme, alcanzando posteriormente el cargo de capitán general de la Armada del Mar Océano. Díaz Pimienta comerció con cargamentos de vino y aceite en Nueva España, trató con productos de China que recibió en La Habana e invirtió fuertes sumas (una de ellas de 10 000 ducados de plata) en préstamos a comerciantes y a oficiales de la administración colonial, al tiempo que invertía en juros y censos. Vistió el hábito de caballero de Santiago; adquirió casas en Cádiz y Madrid; perteneció al Consejo de Guerra y adquirió la jurisdicción de la villa de Puerto Real en cerca de 14 millones de maravedís de plata. En su testamento, otorgado en 1652, fundó un mayorazgo, cuya primera dotación consistió en el título de marqués de Puerto Real, que esperaba que el rey le concediera pronto y que no llegó a alcanzar³⁴.

Otro general de flotas de Indias enriquecido por los negocios coloniales y que muestra una paradigmática carrera en pos de honores y reputación fue don Manuel López Pintado, a quien ha dedicado recientemente una completa monografía Enrique Tapias³⁵. Nacido en Tembleque (Toledo) en 1677, en una

31 Francisco Núñez Roldán, «Tres familias florentinas en Sevilla: Federighi, Fantoni y Bucarelli (1570-1625)», art. cit., p. 47-49.

32 Juan Cartaya Baños, «Para ejercitar la maestría de los caballos»..., op. cit., p. 188-195.

33 Lo que explica el interés por hacerse con estos cargos y la venalidad desplegada en torno a su concesión. Francisco Andújar Castillo, «Los generales y almirantes de la Carrera de Indias en el último tercio del siglo XVII. Préstamos y venalidad», en Juan José Iglesias y José Jaime García Bernal (coord.), *Andalucía en el mundo atlántico modernos: agentes y escenarios*, Madrid, Sílex, 2016, p. 265-286.

34 José Wangüemert y Poggio, *El almirante D. Francisco Díaz Pimienta y su época*, Madrid, Tipografía de la Revista de Archivos, 1905.

35 Enrique Tapias Herrero, *El Almirante López Pintado (1677-1745). El duro camino del éxito en la carrera de Indias*, Sevilla, Editorial Universidad de Sevilla, 2017. Sobre este interesante caso contamos también con una obra de Hugo O'Donnell, *Manuel López Pintado. Un cargador*

familia de modestos recursos, López Pintado marchó siendo aún un niño a Sevilla, logrando embarcarse para Veracruz, probablemente como paje o grumete, en la flota de 1692. Posteriormente hizo algunos embarques de mercancías para América y logró establecerse como consignatario y como cargador a Indias, ingresando en el Consulado sevillano. Su progresión en la Carrera de Indias fue espectacular. Alcanzó plaza de pagador y maestro de plata en la flota del general Diego de Santillán y llegaría a almirante y general de las flotas de Nueva España de 1715 y 1735 y de la flota de Tierra Firme en 1730.

López Pintado hizo fortuna en los negocios atlánticos y en 1713 emprendió la clásica trayectoria ascensional que en tantos comerciantes de la Carrera de Indias encontramos repetida. En 1713 intentó obtener ejecutoria de hidalguía en la Chancillería de Granada, pero tras las pruebas realizadas su solicitud se rechazó y quedó archivada. Ello le movió a pleitear su nobleza ante la Chancillería de Valladolid donde, no sin dificultades, por la oposición del fiscal de dicho tribunal, logró finalmente ejecutoria en 1715. Inmediatamente pretendió un hábito de caballero de la orden de Santiago, que consiguió en 1717. Aquel mismo año compró una veinticuadría del ayuntamiento de Sevilla.

En 1718 comenzó a adquirir propiedades en el entorno rural sevillano, entre ellas una extensa heredad de olivar, llamada de Torreblanca, que compró en 1720 en Bollullos de la Mitación, localidad cuyas alcabalas también adquirió en propiedad. Sobre todas estas propiedades instituyó un mayorazgo, que conoció sucesivas agregaciones entre 1729 y 1741. López Pintado acometió también, a partir de 1728, la construcción de un suntuoso palacio en Sevilla, en la calle Santiago, símbolo visible del estatus adquirido, en el que hizo colocar el blasón familiar. Finalmente, coronó su carrera nobiliaria en 1737, cuando Felipe V le otorgó el título de marqués de Torreblanca.

No todos los miembros de la burguesía de negocios andaluza tuvieron tantas facilidades para conseguir trocar su riqueza por nobleza. René Vermeir ha estudiado dos casos de familias de origen flamenco que tuvieron que pleitear su hidalguía ante la Chancillería de Granada y que encontraron serios obstáculos para verla reconocida.

Una de ellas es la de los Neve. Hacia 1570, Miguel de Neve marchó como plebeyo a Sevilla, a probar fortuna. Procedía de una familia de agricultores acomodados, pero no nobles, originaria de Brabante. Miguel de Neve consiguió naturalizarse y tanto él como sus parientes cercanos practicaron con éxito notable el comercio de Indias, al punto de figurar entre los mayores cargadores de Sevilla

a Indias y teniente general de la Armada en la Orden de Santiago, Madrid, Fundación Lux Hispaniarum, 2014, y con un artículo de Casto Manuel Solera Campos, «Testamento e inventario de Manuel López Pintado, marqués de Torreblanca del Aljarafe», *Archivo Hispalense*, 93, 282-284, 2010, p. 399-425.

y ocupar puestos destacados en el Consulado sevillano. Hacia 1637, Miguel de Neve, hijo del anterior, intentó que su familia fuese reconocida como hidalgos notorios, pero los concejos de Alcalá de Guadaíra y Aznalcázar, donde los Neve habían adquirido propiedades, lo incluyeron en sus padrones de pecheros y se resistieron a recibirlo como noble. Los Neve habían preparado el camino hacia la nobleza: fundaron una capellanía en la iglesia de Herenthout, de donde eran originarios, pagando 1 600 florines y donando un altar nuevo y un retablo, en el que hicieron pintar sus supuestos escudos de armas. Consiguieron testimonios favorables a su noble origen tanto en los Países Bajos como en Sevilla, pero Alcalá y Aznalcázar recurrieron repetidas veces las sentencias favorables a Neve dictadas por la Chancillería, hasta que en 1641 éste obtuvo la ansiada ejecutoria³⁶. El sobrino del segundo Miguel de Neve fue Justino de Neve y Chaves, famoso canónigo sevillano, fundador del Hospital de los Venerables y amigo personal de Murillo, quien lo retrató y pintó por encargo suyo dos lienzos destinados a la iglesia de Santa María la Blanca.

El otro caso estudiado por Vermeir es el de los Coghen. Originario de una familia de taberneros y cerveceros de Diest, en Brabante, el notario Domingo Coghen vino a España en una misión oficial en 1627 y, un año después, se dirigió a Sevilla, donde muchos paisanos suyos se empleaban en el comercio. Coghen adquirió propiedades en esta ciudad y en La Rinconada, donde no tuvo mayores dificultades para ser recibido como noble. Domingo volvió a los Países Bajos; sin embargo, un hijo suyo, Pablo Coghen, permaneció en España, adquiriendo también propiedades de viñas en Dos Hermanas y transformándose en un activo cosechero y comerciante. Al igual que su padre en La Rinconada, Pablo Coghen fue recibido como hidalgo en Dos Hermanas y también consiguió el puesto de alcalde de la Santa Hermandad por el estado noble en la primera de estas poblaciones. Se empleó también en el tráfico entre Sevilla y Amberes y puso así las bases de una próspera casa de comercio, en la que se empleó su hijo Tomás Antonio Coghen y Montefrío. Tomás Antonio mantuvo las propiedades familiares de Sevilla, La Rinconada y Dos Hermanas. En esta última villa fue nombrado alcalde ordinario por el estado noble. Al casar en 1695 con una descendiente de las familias Van Havre y Van Kessel, también activos comerciantes de origen flamenco, se instaló en Cádiz, donde se convirtió en un importante comerciante al por mayor.

Sin embargo, Tomás Antonio tuvo problemas para seguir siendo reconocido como hidalgo en Dos Hermanas. En 1716, el concejo de esta villa presentó una

³⁶ René Vermeir, «Los flamencos en los pleitos de hidalguía ante la Chancillería de Granada: el caso de las familias de Neve y Coghen de Montefrío (s. XVII-XVIII)», en Juan José Iglesias y José Jaime García Bernal (coord.), *Andalucía en el mundo atlántico modernos...*, op. cit., p. 481-501.

demanda contra él en la Chancillería granadina, instando a que Coghen fuera declarado pechero. En 1718 éste logró una sentencia favorable, que sin embargo fue nuevamente recurrida por dos veces por el cabildo de Dos Hermanas. Coghen nuevamente impuso su posición y en 1720 recibió ejecutoria definitiva de hidalguía. Vermeir considera el de los Coghen como un caso especial de movilidad social, lograda aunque no sin dificultades gracias a una arriesgada estrategia y a unas eficaces redes de influencia en Andalucía y los Países Bajos a través de las cuales obtuvieron testimonios falseados acerca de sus orígenes familiares y su supuesta nobleza³⁷. Un ejemplo más del empeño de los hombres de negocios por lograr la reputación, aunque en este caso se trate también de una reputación discutida y cuestionada.

DE SEVILLA A CÁDIZ, PATRONES SOCIALES REITERADOS

De nuevo en Cádiz, la participación en el comercio atlántico y en el tráfico americano, como hemos visto, atrajo a comienzos de la Edad Moderna a mercaderes de origen extranjero, con un protagonismo especial de los italianos como los Fantoni. El creciente protagonismo adquirido por la ciudad durante la segunda mitad del siglo XVII en la Carrera de Indias, sobre todo a partir de su designación como cabecera de flotas en 1680, reforzó los atractivos de la ciudad para numerosos comerciantes de procedencia foránea que se asentaron en ella y reprodujeron nuevamente el proceso de ennoblecimiento que había caracterizado a los sectores más adinerados de la burguesía mercantil precedente. Entre ellos tuvieron una especial relevancia los de origen flamenco (como los Colarte, Lila, Winthuissen, Voss, etc.) e irlandés (como los Tirry).

Otro interesante y bien estudiado ejemplo de comerciantes flamencos ennoblecidos es el de los Colarte³⁸. El primero de ellos fue Pedro Colaert o Colarte, quien llegó a Cádiz hacia 1639 procedente de Dunquerque y que dio origen a una importante familia gaditana de mercaderes. Casado con doña María de Lila y Valdés, Pedro Colarte tuvo una numerosa descendencia. Varios de sus hijos practicaron activamente el comercio con Indias. Así, su hijo José Domingo Colarte figura como cargador en las flotas de Nueva España de 1675³⁹ y 1678⁴⁰. Otro de los hijos del matrimonio formado por Pedro Colarte y doña

37 René Vermeir, «Los antecedentes de una casa de negocios gaditana: tres generaciones de la familia Coghen (1627-1726)», en Patrick Collard, Miguel Norbert Ubarri y Yolanda Rodríguez Pérez (coord.), *Encuentros de ayer y reencuentros de hoy. Flandes, Países Bajos y el Mundo Hispánico en los siglos XVI-XVII*, Gante, Academia Press, 2009, p. 93-115.

38 Manuel Bustos Rodríguez, *Burguesía de negocios y capitalismo en Cádiz: los Colarte (1650-1750)*, Cádiz, Diputación Provincial, 1991.

39 AGI, Contratación, 5440, N. 2, R. 80.

40 AGI, Contratación, 5442, N. 166.

María de Lila, Juan Manuel, viajó también a Nueva España en 1683 como factor, a cargo de diversas mercancías⁴¹. En 1695 cargó mercancías en los galeones de Tierra Firme, en los que viajó para beneficiarlas y ponerles cobro⁴². Otro Colarte más, Felipe, consiguió también licencia en 1670 para comerciar con Indias⁴³, viajando dicho año a Nueva España en la flota del general don José Centeno y a Tierra Firme en cuatro ocasiones entre 1672 y 1681⁴⁴. El proceso de ascenso social de Pedro Colarte fue característico. En 1663 alcanzó un hábito de la orden de Santiago. Compró también un asiento de regidor en el cabildo gaditano. Posteriormente, adquirió el señorío y el título de marqués de El Pedroso y, finalmente, en 1690, fundó un mayorazgo. El cuñado de Pedro Colarte, José de Lila y Valdés, también de origen flamenco, compró por su parte la jurisdicción de Villamartín y obtuvo el título de marqués de los Álamos del Guadalete.

Gran interés reviste también el caso de la familia Tirry, que reproduce todos los elementos típicos de la trayectoria de los grandes comerciantes extranjeros enriquecidos por los negocios de Indias que protagonizaron un proceso de aristocratización. Este proceso estuvo basado en el poder económico acumulado y en las posibilidades de colaboración económica con la Monarquía, a través de los mecanismos de la venalidad.

Guillermo Tirry, natural de Limerick, fue un comerciante irlandés asentado en Cádiz que acumuló una importante fortuna en los negocios de Indias desde que en 1719 compró por una buena suma una carta de naturaleza que le permitió la práctica del comercio con América. Buena parte de la fortuna adquirida la invirtió en bienes raíces, de naturaleza tanto rústica como urbana, con los que, andando el tiempo, fundaría un mayorazgo. Ello ocurrió en 1724. Desde unos pocos años antes, Tirry se había entregado a una minuciosa tarea de compra, edificación y reedificación de propiedades, invirtiendo fuertes sumas de dinero. Así, la casa principal de su morada, situada en la calle San Francisco, junto a la iglesia del Rosario, la había comprado en 1717. Se componía de vivienda alta, almacenes bajos, cobertizo y aljibe. En 1724 estaba terminando de reedificar otras casas en la misma calle, la principal del comercio gaditano, con vivienda alta, entresuelos, cobertizos, almacenes y aljibe. Tres pequeñas casas contiguas, también de su propiedad, eran de fábrica nueva. En 1719 y 1720, Guillermo Tirry compró otras casas principales en Cádiz, en la calle de la Carnicería de los Flamencos, y una casa pequeña en la Isla de León, frente al castillo de aquel lugar.

Entre 1723 y 1724, con la clara finalidad de agregarlas al mayorazgo que se disponía a fundar, compró la totalidad de las propiedades rústicas vinculadas

41 AGI, Contratación, 5445, N. 2, R. 87.

42 AGI, Contratación, 5455, N. 3, R. 5.

43 AGI, Contratación, 5437, N. 1, R. 54.

44 AGI, Contratación, 5438, N. 119; 5440, N. 2, R. 63; 5442, N. 188 y 5444, N. 116.

al mismo: una hacienda de viña, huerta, olivar y tierra calma con sus casas de piedra, tres pozos y albercas en el pago del Cerro de las Águilas, término de El Puerto de Santa María; una hacienda de olivar, viña y tierra calma con casa de piedra, molino de aceite, viga, pilas para bueyes, pozos, tinajas, atahona y una ermita-oratorio, llamada de Nuestra Señora del Pópulo, en el término de Sanlúcar de Barrameda (Hacienda de la Cañada de Trillo); y diversas suertes de tierra en la villa de Rota, una de ellas también con casa de piedra, en los pagos de las Tejoneras, Candelero, la Palmosa y Valdecarretas. A todo ello unió un crédito a su favor contraído por la ciudad de Sanlúcar de Barrameda en 1714 para pagar un donativo al rey, por una cantidad superior a los 58 000 reales. En tanto no hacía efectiva la devolución de dicho crédito, la ciudad le había cedido la explotación de la dehesa de Almazán, que formaba parte de sus propios. El valor de conjunto de los bienes vinculados por el comerciante gaditano superaba largamente los dos millones de reales. Guillermo Tirry instituyó como titular del mayorazgo a su única hija, Francisca Patricia Tirry, casada con su sobrino Juan Tirry Hrich⁴⁵.

En 1712, Guillermo Tirry logró un hábito de la orden de Santiago, al que venía aspirando desde algunos años atrás. De esta forma daba un importante paso adelante en una carrera nobiliaria en la que, como otros comerciantes enriquecidos del Cádiz de su tiempo, progresó con rapidez. Una carrera que culminó en 1729 con la obtención del título de marqués de la Cañada, en recompensa por los servicios económicos prestados al rey con motivo de la estancia de la Corte en Sevilla. La cantidad que pagó Tirry por el título y por la exención del pago de los derechos de media annata y lanzas ascendió a 300 000 reales⁴⁶. Aprovechando el paso de El Puerto de Santa María de señorío jurisdiccional de la Casa de Medinaceli a ciudad de realengo y el beneficio de empleos municipales que siguió a esta decisión de Felipe V, Guillermo Tirry compró en 1731, por una cantidad de 60 000 reales, el cargo de alférez mayor de dicha ciudad, que vinculó a su casa. Un año antes ya había optado también a la compra de una regiduría de Cádiz, por la que ofreció hasta 40 000 reales en puja con otro caballero de la ciudad. Finalmente, conseguiría el ansiado asiento de regidor en el cabildo gaditano en 1732⁴⁷.

El título de marqués de la Cañada y el mayorazgo familiar pasó a través de Juan Tirry y su prima Francisca Patricia al hijo de ambos, llamado Guillermo,

⁴⁵ AHPC, Protocolos notariales, CA 997, fol. 66-69.

⁴⁶ María del Mar Felices de la Fuente, *La nueva nobleza titulada de España y América en el siglo XVIII (1701-1746). Entre el mérito y la venalidad*, Almería, Universidad de Almería, 2012, p. 113-114.

⁴⁷ *Idem, Condes, duques y marqueses. Biografías de nobles titulados durante el reinado de Felipe V*, Madrid, Doce Calles, 2013, p. 69-70.

como su abuelo. Éste apuntaló la posición de la familia como nuevos miembros de la nobleza titulada al casar con doña María Francisca Lacy de Albeville, camarista de la reina y hermana del conde de Lacy, comendador de Casas Viejas de Mérida y ministro plenipotenciario del rey de España en Rusia. A las rentas del mayorazgo, el marqués de la Cañada sumó los ingresos procedentes de otras propiedades en El Puerto, en el pago del Cerrillo, del cortijo de Campis, que tenía arrendado al marqués de Grañina, y de las numerosas cabezas de ganado que mantenía en los términos de Sanlúcar de Barrameda y El Puerto de Santa María, ciudad esta última en la que dispuso también de una casa-palacio en el Campo de Guía⁴⁸. Fue el marqués de la Cañada persona de mucha ilustración, amante de los libros y de las antigüedades. En su casa de El Puerto mantuvo una gran biblioteca con más de siete u ocho mil volúmenes y un gabinete de antigüedades, que visitó el célebre viajero Antonio Ponz a su paso por la ciudad⁴⁹.

582

El último ejemplo al que nos vamos a referir es el de los Winthuysen. Los primeros miembros de esta familia de comerciantes flamencos asentados en la Bahía de Cádiz fueron los hermanos Roberto y Matías Winthuysen. Ambos nacieron en la ciudad de Maaseik, a orillas del Mosa, en 1647 y 1656, respectivamente. De allí salieron en el último tercio del siglo XVII para acercarse en El Puerto de Santa María. Roberto casó con Baptistina Gallo, quien se encargó de proseguir los negocios de su marido a la muerte de éste. Estos negocios incluían numerosas operaciones con Indias. Por su parte, Matías Winthuysen aparece como comerciante de origen flamenco domiciliado en la calle Marín de Cubas de El Puerto de Santa María en el vecindario de 1705⁵⁰.

De los hijos de Roberto Winthuysen y Baptistina Gallo unos prosiguieron los negocios americanos de sus padres y otros ingresaron en la carrera militar o en la eclesiástica. Francisca Clemencia Winthuysen y Gallo contrajo matrimonio con el coronel don Jerónimo Hernández, comandante general de artillería del

48 Juan José Iglesias Rodríguez, *Una ciudad mercantil en el siglo XVIII: El Puerto de Santa María*, Granada, Muñoz Moya Editor, 1991, p. 384-386.

49 Antonio Ponz, *Viage de España*, Madrid, Viuda de don Joaquín Ibarra, 1794, XVIII, p. 59-60. Sobre esta colección de antigüedades, véase también Enrique Pérez Fernández y José Ignacio Buhigas Cabrera, «El Marqués de la Cañada y su gabinete de antigüedades del s. XVIII en El Puerto de Santa María», en Fernando Gascó, José Beltrán y José T. Saracho Villalobos, *La antigüedad como argumento: historiografía de arqueología e historia antigua en Andalucía*, Sevilla, Junta de Andalucía, 1993, p. 205-221. La historiografía local portuense ilustrada, representada de forma prominente por Anselmo José Ruiz de Cortázar, también se hace eco de la casa portuense del marqués de la Cañada, junto con su biblioteca («de más de ocho mil volúmenes») y su colección de antigüedades. Ver Juan José Iglesias Rodríguez, «Ciudad y cultura manuscrita: historia, memoria y correspondencia ilustrada», en Manuel Francisco Fernández Chaves, Carlos Alberto González Sánchez y Natalia Maillard Álvarez (coord.), *Testigo del tiempo, memoria del universo. Cultura escrita y sociedad en el mundo ibérico (siglos XV-XVIII)*, Barcelona, Ediciones Rubeo, 2009, p. 271-291.

50 Juan José Iglesias Rodríguez, *Una ciudad mercantil...*, op. cit., p. 367.

ejército de Andalucía, del que luego enviudó. Francisca Clemencia se ocupó en el mundo de los negocios como cargadora a Indias. En el catastro de Ensenada la encontramos registrada como cargadora en asociación con uno de sus hermanos, Francisco Vicente Winthuysen, estimándoseles unas utilidades anuales de cincuenta mil reales. Este último compatibilizó la práctica del comercio americano con la carrera eclesiástica, ya que fue prebendado en la catedral de Guadix. Mantuvo compañía con otro comerciante de origen flamenco, Bernardo Voss. Otros hijos de Roberto Winthuysen y Baptistina Gallo fueron Juan Baptista Winthuysen, quien ingresó en la milicia y pasó por los puestos de capitán del tercio de fusileros reales, sargento mayor en Extremadura y coronel de milicias del condado de Niebla, y el presbítero Pedro José Winthuysen. Por su parte, Matías Winthuysen se casó con Ana Camila Porro, matrimonio del que nacieron Catalina Rosa y Domingo Antonio Winthuysen.

En 1728, todos los miembros de la segunda generación gaditana de los Winthuysen obtuvieron de forma conjunta un real despacho por el que se reconocía su nobleza⁵¹. En este documento se lee que Roberto y Matías Winthuysen fueron hijos legítimos de Matías de Winthuysen el Mayor y de Catalina Van de Mortel, quienes habían gozado de nobleza notoria en el obispado de Lieja como descendientes de la noble casa de Bex. Las pruebas de la nobleza del linaje eran, según alegaron los Winthuysen, abundantes y se remontaban al menos al siglo XV. Juan Bex había sido un noble escudero habitante de Flackenburg hacia 1488. Su hijo, Pedro Bex, también escudero noble, fijó su domicilio en el principado leodiense, donde tuvo numerosa prole y sucesión, de la que procedían los Winthuysen. Estos provenían, pues, según defendían, de limpia sangre y de conocida e ilustre familia. Sus ascendientes habían formado parte del patriciado de Maaseik, lugar donde habían disfrutado de numerosos cargos y distinciones. Pedro Winthuysen había sido cónsul y *esclavín* de aquella ciudad en 1571 y 1583. De su matrimonio con Ignés Catalina Van den Lertuseg había nacido Dionisio Winthuysen, casado con Medarda Wenmeher, también *esclavín* y cónsul en Maaiseik en 1663 y 1668. Este fue padre, al mismo tiempo, de Matías el Mayor, quien, a su vez, fue cónsul en diversos años entre 1661 y 1676 y provisor perpetuo de pobres.

Con esta historia familiar, ya fuese real o construida, los Winthuysen podían demostrar, como pretendían, que tanto ellos como sus ascendientes habían sido «siempre de buen nombre y fama, y de los principales de la dicha ciudad de Maiseca (*sic*), de gran honor y reputación, educados y piadosamente muertos en la verdadera fe católica, apostólica, romana, sin que jamás hubiesen sido maculados de infamia, bastardía ni infección con judaísmo, herejía, infieles

51 AHMPMS, leg. 1639, Papeles Antiguos, leg. 42, nº 5.

ni moros [...]»⁵². Trayectoria inmaculada que les permitió acceder al estatuto noble sin apartarse por el momento del mundo de los negocios. En efecto, de los hijos de doña Francisca Clemencia Winthuysen, uno, Francisco Javier, pasó a América, muriendo en Panamá en 1744, y otra, Jerónima Baptistina, casó en 1722 con Pedro Francisco de Voss Bosschaert, comerciante natural de Amberes, hermano del socio de su tío. Con este matrimonio se consolidó la unión comercial entre las familias Winthuysen y Voss, por medio de una compañía mercantil de la que formaron parte los miembros más destacados de ambas familias.

584

A través de un hijo de Pedro Francisco de Voss y Jerónima Baptistina Hernández Winthuysen, ambas familias emparentaron también con los Tirry. En efecto, en 1748 Vicente Antonio de Voss casó con Rosalía Isabel Tirry, hija de don Juan Tirry, marqués de la Cañada⁵³. La compañía Winthuysen-Voss protagonizó una sonada quiebra en 1760. Hasta entonces la compañía se había dedicado a la importación de mercancías, especialmente textiles, desde los Países Bajos (Amberes, Amsterdam, Gante, Lila, Harlem), Alemania (Hamburgo, Lepizig) y Francia (París, Amiens, Aquisgrán, Saint-Maló, Laval, Vitré) y a su reexportación hacia América, donde en el momento de su quiebra tenía mercancías en Guatemala, Lima y Mar del Sur⁵⁴. En la que, en nuestra opinión, constituye una interesante trayectoria familiar, destaca el hecho de que elementos de la burguesía mercantil flamenca instalados en la Bahía de Cádiz cuando ésta asumió el protagonismo del tráfico comercial con Indias dan paso a una nueva generación, ya completamente españolizada, en la que la continuación de los negocios familiares coincide con el afán de ennoblecer, asimilando plenamente los valores asumidos por la sociedad que los acogió con el fin de progresar socialmente. En esta línea cobra sentido también la opción por la carrera militar y la eclesiástica, que proporcionaban no sólo provechosos empleos, sino, sobre todo, mérito, prestigio y distinción social⁵⁵.

En los mencionados estudios de conjunto o de actores singulares ocupa un lugar central un rasgo recurrente cual es su tenaz tendencia a ennoblecer y a conquistar parcelas de prestigio social. La burguesía de negocios española no se apartó en esta forma de proceder del modelo de comportamiento social seguido

52 *Ibid.*

53 Archivo de la Iglesia Mayor de El Puerto de Santa María, Libros de casamientos, t. XLIV.

54 Juan José Iglesias Rodríguez, *Una ciudad mercantil...*, *op. cit.*, p. 368-371.

55 Sobre los Winthuysen puede verse también el libro de Antonio Gutiérrez Ruiz, *Los Winthuysen. Tres generaciones de clérigos, comerciantes y militares*, El Puerto de Santa María, Imp. Bollullos, 2012. Hay que advertir, no obstante, que esta obra presenta reparos desde el punto de vista científico. Véase, al respecto, la reseña publicada en *Revista de Historia de El Puerto*, 50, 2013, p. 144-146.

por los grandes comerciantes de su área cultural⁵⁶. Los hitos de esta trayectoria fueron recurrentes: a la obtención de riqueza mediante el comercio seguían los esfuerzos por demostrar hidalguía de origen y limpieza de sangre, paralelos a la adopción de un estilo de vida noble; la adquisición de oficios concejiles; el ingreso en una de las órdenes militares; la formación de un sólido patrimonio inmobiliario, tanto rústico como urbano; la fundación de un mayorazgo; la adquisición de señoríos jurisdiccionales y, en numerosas ocasiones, finalmente, la obtención de un título de Castilla, a menudo también de origen venal⁵⁷.

Estos pasos no hay que contemplarlos sólo, como casi siempre se hace, como una mera fórmula orientada al logro de prestigio social, sino también como partes de una calculada estrategia concebida con finalidad económica y política. En efecto, la inversión del capital obtenido mediante actividades burguesas en propiedades que generaban rentas representaba una fórmula eficiente de inversión, menos arriesgada que las destinadas a los inciertos negocios mercantiles. La amortización de esas propiedades a través de vínculos, por otra parte, proporcionaba un modo de intentar asegurar la perpetuación de la riqueza y el poder en el seno del linaje, transmitidos de generación en generación.

Así –según también lo interpreta Stefano Calonaci para el caso de los fideicomisos familiares fundados por la burguesía florentina–, la conversión del capital procedente del comercio en bienes inmuebles vinculados a través de mayorazgos no significó la traición, sino el auténtico triunfo de la burguesía⁵⁸. De otro lado, la adquisición de cargos y honores permitía alcanzar espacios de influencia política y un mejor posicionamiento de sus poseedores de cara a la negociación con los poderes establecidos y a insertarse en sus densas redes relacionales.

El logro de la reputación, materializada en la nobleza y en la posición social, se constituía así en un objetivo con una doble funcionalidad, al colmar las aspiraciones de estatus, pero también al situar más favorablemente a sus detentadores en el complejo y estratégico ámbito de las relaciones de poder.

56 Véanse para el caso sevillano los estudios de Enriqueta Vila Vilar, *Los Corzo y los Mañara: tipos y arquetipos del mercader con Indias*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2011; Enrique Vila Vilar y Guillermo Lohmann Villena, *Familias, linajes y negocios entre Sevilla y las Indias, los Almonte*, Madrid, Fundación Mapfre, 2003; Ildefonso Pulido Bueno, *La familia genovesa Centurión (mercaderes, diplomáticos y hombres de armas) al servicio de España, 1380-1680*, Huelva, Universidad de Huelva, 2004; Jesús Aguado de los Reyes, «Comercio, patrimonio, reputación y obra. Vivir y morir noblemente en Sevilla: los casos de Tomás de Mañara y Pedro la Farja», en Isabel Lobato y José M^a Oliva (coord.), *El sistema comercial español en la economía mundial (siglos XVII-XVIII)*, Huelva, Universidad de Huelva, 2013, p. 21-70.

57 María del Mar Felices de la Fuente, *La nueva nobleza titulada de España y América en el siglo XVIII (1701-1746). Entre el mérito y la venalidad; op. cit.; id., Condes, marqueses y duques: biografías de nobles titulados durante el reinado de Felipe V*, Madrid, Doce Calles, 2013.

58 Stefano Calonaci, *Dietro lo scudo incantato: i fedecommissi e il trionfo della borghesia fiorentina, 1400 ca-1700*, Florencia, Le Monnier Università, 2005.

Esto invita a una consideración final. El campo semántico que abarca el concepto de reputación en la España de los Habsburgo es una cuestión a debate. Sin embargo, más que una virtud trascendente, la reputación no es más que un instrumento de ordenación social y un elemento de regulación de las relaciones, con capacidad como tal para establecer jerarquías (ya sea entre individuos, grupos, monarcas o naciones), así como para alterar tales jerarquías en función de las cambiantes circunstancias. De esta idea se deriva también el vínculo esencial entre reputación y representación, presente en otros trabajos de esta obra. En este sentido, interesa no sólo qué sea la reputación, sino también cómo funcionaba, es decir, qué efectos prácticos acarrea en la vida política y en la matriz social de la España moderna.

DE LA MAUVAISE RÉPUTATION DE LA RÉPUTATION

Francis Wolff

École normale supérieure, Paris

« Cassio – *Reputation, reputation, reputation!*
Oh, I have lost my reputation!
I have lost the immortal part of myself, and what
remains is bestial.
My reputation, Iago, my reputation! »

Shakespeare, *Othello*, II, 3

587

SIXIÈME PARTIE *Reputation et usages sociaux*

La réputation, c'est-à-dire l'opinion (bonne ou mauvaise) dans laquelle est tenue telle personne, telle communauté ou telle institution, n'a pas bonne réputation. Elle peut être l'objet de quatre types de critiques. La réputation aurait heureusement cessé d'être régulatrice de nos relations sociales : selon la critique historique, elle serait liée à des sociétés pré-démocratiques (aristocratiques), et selon la critique sociologique ou anthropologique, elle serait le fait de mentalités pré-rationnelles (archaïques). Selon la critique morale, la réputation ne serait pas bonne conseillère : il conviendrait d'agir selon nos devoirs réels ou nos obligations universalisables, quel qu'en soit le prix à payer dans l'opinion d'autrui. Enfin la réputation serait entachée d'un vice métaphysique rédhibitoire : elle préférerait l'apparaître à l'être, l'image à la réalité, la *doxa* à l'*aletheia*.

Mais est-ce si simple ? La réputation ne continue-t-elle pas de jouer un rôle déterminant dans nos existences ? Et au fond, pourrait-il, *devrait-il*, en être autrement ?

CRITIQUE HISTORIQUE

La réputation, ou plutôt la réputation comme valeur, voire comme valeur *absolue* passant avant toute autre considération déontique, paraît en effet liée à une éthique aristocratique. Celle-ci classe les individus dans des ordres, c'est-à-dire dans une hiérarchie rigide dont dépend l'idée que chacun se fait de son rang et de celui des autres, et elle obéit à un code auquel chacun est tenu de se plier sous peine de déchoir et d'être exclu de la communauté des pairs. La valeur attachée

à la réputation dépend aussi de la taille des communautés d'appartenance : plus celle-ci est limitée, plus l'exposition au regard des autres est intense (au village plus qu'à la ville, dans la noblesse plutôt que dans la paysannerie). Cumulant à la fois les exigences du rang et l'étroitesse de la société, les cours royales, où tout le monde se connaît, sont par excellence le lieu d'épanouissement de ce type d'*ethos*. Les réputations se font et se défont sous l'œil des autres et par l'effet même de ce *regard*. Le film de Patrice Leconte, *Ridicule* (1996), dépeignant les mœurs curiales de Versailles sous le règne finissant de Louis XVI, en est l'illustration brillante. Les joutes verbales, les mots d'esprit, ne sont pas seulement des divertissements de société, mais l'expression violente de conflits de réputation : la défaite dans ces combats se nomme le ridicule et peut avoir pour conséquence l'exil ou la mort. Ainsi en va-t-il du baron de Guéret, dont le trou à la chaussette exposé à la vue de tous révèle au grand jour la pauvreté et le condamne au suicide ; ainsi en va-t-il aussi du chevalier de Milletail, qui dut s'exiler en Amérique, victime d'un bon mot du comte de Blayac qui l'avait appelé « marquis de Patratas » après une chute lors d'un bal (« Patratas, comme c'est piquant, je ne m'en suis jamais relevé ! »).

De ces mœurs aristocratiques, nous serions heureusement sortis grâce à une éthique démocratique – et citadine : l'égalité des conditions (ou du moins l'idéal égalitaire de nos sociétés) nous aurait délivré du poids oppressant des obligations de « tenir son rang pour ne pas perdre la face » et l'anonymat des grandes villes modernes nous préserverait définitivement de la dictature du regard des autres. Désormais, nous serions des individus, voire des personnes, intérieurement conscientes des devoirs qui nous incombent vis-à-vis des autres plus que le jouet passif et mécanique de leurs jugements. De la noblesse de l'Ancien Régime à la république, nous aurions fait un chemin analogue, *mutadis mutandis*, à celui que décrivait Éric Robertson Dodds, jadis, dans le passage de l'*ethos* du héros homérique à la conscience de l'homme de la Cité antique : « Le plus grand bien de l'homme homérique n'est pas la jouissance d'une conscience tranquille, c'est la jouissance de l'estime publique (*timè*), sa plus grande force morale n'est pas la crainte de Dieu mais le respect de l'opinion publique¹ ». Ou encore : « Dans l'*Iliade*, une conduite héroïque ne procure pas le bonheur : sa seule et adéquate récompense est la renommée »². Tout ce qui expose un homme au mépris ou au ridicule de ses semblables est intolérable.

1 Eric Robertson Dodds, *Les Grecs et l'irrationnel*, trad. Michael Gibson, Paris, Flammarion, 1977, p. 28.

2 *Ibid.*, p. 38-39.

C'est à Ruth Benedict que Dodds reprenait son opposition entre une *guilt culture* (où l'on ne doit pas transgresser les interdits) et une *shame culture* (où l'essentiel est de ne pas perdre la face). Dans son étude de la société et de la culture japonaise, *Le Chrysanthème et le Sabre*³, qu'elle publia en 1946 à la suite de ses recherches lors de la guerre américano-japonaise commanditée par le haut commandement américain, elle définit cette « culture de la honte » à partir de la notion japonaise de *giri* (= « devoir », « dette ») : l'obligation que chacun a envers son propre nom le contraint à agir en permanence pour garder sa réputation intacte – contrainte souvent fatale pour tous les protagonistes. Ruth Benedict classe les cultures selon qu'elles s'organisent plutôt autour des notions d'honneur et de honte ou de celles de fierté et de culpabilité. La culpabilité, ou plutôt le sentiment de culpabilité, qui torture celui qui a intimement conscience d'avoir fait quelque chose de mal (que les autres le sachent ou non), s'oppose à la honte qui s'enracine dans la croyance au mépris d'autrui. De même, ou plutôt inversement, la fierté, qui s'origine dans la conscience intime de la valeur de ses actes ou de sa conduite, s'oppose à l'honneur qui passe par la reconnaissance de la valeur de ses actes, de sa conduite ou de sa personne aux yeux d'autrui.

Car, des « cultures de la honte » aux « cultures de l'honneur », la critique est la même : la valeur des personnes dépend non de ce qu'elles sont ou de ce qu'elles font, mais de ce que sont réputés valoir leur personne et leurs actes.

Ce qu'on a pu nommer les « cultures de l'honneur » ont été étudiées ethnologiquement dans diverses régions du globe, notamment les États du Sud des États-Unis⁴, les pays méditerranéens⁵, voire dans les mafias. Comme l'écrit Julie Alev Dilmaç à propos du livre de Cassar Carmel, *L'Honneur et la Honte en Méditerranée* : « Chaque société semble avoir une conception différente de l'honneur ; mais le dénominateur commun est l'importance de la surenchère de la violence physique en vue de la conservation de l'image sociale et de la réputation du groupe »⁶. On sait en particulier que, la plupart du temps, comme l'a montré Julian Pitt-Rivers, l'honneur des hommes consiste dans la pureté sexuelle des femmes qui leur sont proches (mère, sœur, épouse). Car l'honneur, comme il le rappelle :

3 Ruth Benedict, *Le Chrysanthème et le Sabre*, trad. Lise Mécréant, Arles, Philippe Picquier, 1998.

4 Richard E. Nisbett et Dov Cohen, *Culture of Honor: the Psychology of Violence in the South*, Colorado, Westview Press, 1996.

5 Julian Pitt-Rivers, *Anthropologie de l'honneur. La mésaventure de Sichem*, Paris, Le Sycomore, 1983 ; Cassar Carmel, *L'Honneur et la Honte en Méditerranée*, trad. Anne-Marie Lapillone, Aix-en-Provence, Édisud, 2005.

6 Julie Alev Dilmaç, recension de Cassar Carmel, *L'honneur et la honte en Méditerranée*, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 121-122, « Yémen Territoires et Identités », avril 2008, p. 279-281.

[...] est la valeur qu'une personne possède à ses propres yeux mais c'est aussi ce qu'elle vaut au regard de ceux qui constituent sa société. C'est le prix auquel elle s'estime, l'orgueil auquel elle prétend, en même temps que la confirmation de cette revendication par la reconnaissance sociale de son excellence et de son droit à la fierté⁷.

Autrement dit, la logique de l'honneur conduit aux fameux et désastreux « crimes d'honneur ». La valeur de l'homme ne tient pas à sa propre conduite, mais à sa réputation, ou plutôt à celle de sa femme, qui, à son tour, ne réside pas dans sa conduite, mais dans sa réputation. L'honneur d'un homme, valeur suprême, n'est que la représentation aux yeux d'autrui d'une représentation aux yeux d'autrui.

CRITIQUES MORALE ET PHILOSOPHIQUE

590

Nous sommes dès lors passés à la critique morale et philosophique. L'homme de la réputation s'attache moins aux conséquences bonnes ou mauvaises que ses actes pourraient avoir sur autrui et le monde, qu'aux effets bons ou mauvais qu'ils auraient pour sa propre image aux yeux d'autrui et du monde. Il pêche donc sur les deux tableaux : faire passer son intérêt avant celui des autres, et identifier cet intérêt à une pure apparence. Pire : il inverse les impératifs de la conscience morale universelle ; au lieu d'agir selon la conscience intime de son devoir, dût-il mettre en péril son image aux yeux d'autrui, et donc sa dignité ou son honneur, l'homme de la réputation met sa dignité et sa réputation au-dessus de sa conscience morale. Autrement dit, il n'a pas de conscience proprement morale, il n'a que trop conscience de l'opinion d'autrui. Il est l'inverse de ces modèles absolus de moralité que sont, selon les cas, les circonstances ou les cultures, le saint, le héros ou le sage. Le saint peut aller jusqu'au martyr, et dans tous les récits qui content sa geste, avant de donner sa vie, il est mis au ban de la société et perd sa réputation aux yeux de la foule des aveugles ; mais Dieu, qui sonde les reins et les cœurs, reconnaît les siens à la pureté de leur conscience intime. Le héros, lui, finit généralement par gagner la gloire, mais il a d'abord dû triompher de tous les obstacles, au nombre desquels figure souvent l'attachement initial à sa propre réputation : il est au départ seul contre tous, et ne peut triompher finalement qu'à condition d'avoir vaincu l'opinion générale. Quant au sage dans notre tradition, l'image en demeure attachée au nom de Socrate dont la devise, caractéristique de l'idée même de conscience morale était « connais-toi toi-même » – sous-entendu : « et non pas ce que les

7 Julian Pitt-Rivers, *Anthropologie de l'honneur*, op. cit., p. 18.

hommes pensent de toi ». Et tous les récits le concernant confirment qu'il est jusqu'à la mort fidèle à l'image qu'il se fait de son devoir, à l'idée qu'il incarne plutôt qu'à l'image qu'on a de lui – pour faire bonne mesure, il était laid ! – ou à l'opinion populaire presque unanime de l'Assemblée au Tribunal. Le sage, c'est une certaine idée fixe, au contraire de l'homme de la réputation qui n'obéit qu'aux fluctuations du « qu'en-dira-t-on ».

Et au fond, même les petits rebelles du fond des bois font figure de sages comparés aux compères et commères des pas de la porte. Dans une de ses plus fameuses chansons, Brassens écrivait : « Au village sans prétention / J'ai mauvaise réputation [...]. Je ne fais pourtant de tort à personne, / En suivant mon chemin de petit bonhomme ; / Mais les brav's gens n'aiment pas que / L'on suive une autre route qu'eux [...] ». Qui a nos faveurs ? Le dissident mal fagoté du village, tranquille et solitaire, ou les supposés « braves gens » qui font et défont les réputations ?

Seul contre tous, le sage l'est presque toujours : c'est l'esprit libre contre la soumission à l'opinion dominante. De Socrate à Platon, la critique de la réputation, de morale devient métaphysique. L'histoire de la philosophie, et même de la métaphysique, n'est-ce pas l'histoire de la lutte du savoir véritable contre l'opinion du sens commun ou les préjugés de la multitude et, par conséquent, de l'être contre l'apparence, de la vérité contre l'illusion – et de la réalité (des faits et des actes) contre la réputation – des personnes ou celle des faits.

Tout concourt donc à la mauvaise réputation de la réputation. Que pourrait-elle dire pour sa défense ? Peut-être d'abord qu'elle est indispensable.

LA NÉCESSITÉ DE LA RÉPUTATION

On peut remarquer que, contrairement à ce qu'il semblerait, la modernité, individualiste, égalitariste et citadine, n'a pas fait cesser l'importance de la réputation. Elle l'a déplacée, elle en a pour ainsi dire amoindri les enjeux, mais elle ne l'a pas fait disparaître, elle l'a en quelque sorte dispersée : elle l'a diffractée à l'infini dans les relations *face-à-face* où domine la présentation publique de soi, dans toutes les interactions sociales auxquelles donne prise la vie contemporaine. Toute l'œuvre d'Erving Goffman tourne autour des analyses⁸ de ce qu'il appelle

8 Voir notamment Erving Goffman, *La présentation de soi* (1959) [*La Mise en scène de la vie quotidienne*, t. I, *La Présentation de soi*, trad. Alain Accardo, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973], qui étudie la manière dont les gens gèrent l'image qu'ils transmettent d'eux-mêmes par leur comportement lorsqu'ils se trouvent face à un public, et *Les Relations en public* (1971) [*La mise en scène de la vie quotidienne*, t. II, *Les Relations en public*, trad. Alain Kihm, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973], qui étudient la manière dont les gens se comportent sous le regard de l'autre.

la « face », c'est-à-dire l'image de soi, ou plutôt, selon ses propres termes, « la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers la ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adoptée au cours d'un contact particulier »⁹. La vie quotidienne est comme un théâtre où chaque acteur doit se valoriser, « faire bonne figure », mettre en évidence les aspects de sa personnalité les plus aptes à attirer la sympathie, l'estime voire l'admiration, et cacher les aspects qui pourraient passer pour des défauts ou des faiblesses. L'apparence (le « masque »), et donc la réputation, est socialement plus importante que la réalité, puisque l'autre auquel on fait face n'a jamais à sa disposition que les éléments de mise en scène de son interlocuteur. La face a donc deux faces si l'on peut dire : elle n'offre de chaque individu que l'apparence, mais elle dit en même temps une réalité qui, elle, est sociale : c'est la réalité des rites auxquels nous soumet en permanence la vie sociale, c'est la vérité des attentes normatives de chacun par rapport aux autres (tact, savoir-vivre), des règles implicites et des contraintes intériorisées qui régissent chaque situation particulière d'interaction face à face (rencontre, discussion, achat et vente, séduction, enseignement, diagnostic, etc.), puisqu'il ne s'agit pas seulement de garder la face mais aussi, presque toujours, de ne pas la faire perdre à l'autre.

Ainsi, la réputation ne serait pas seulement le fait des sociétés traditionnelles ou aristocratiques, mais elle serait un régulateur aussi déterminant de nos relations sociales contemporaines. Serait-elle le fait de la nature humaine en général ?

C'est au fond la thèse de Gloria Origgi qui, dans son beau livre récent sur la réputation, fait le point sur différentes facettes de cette notion aujourd'hui¹⁰, et l'inscrit plus généralement dans la nature sociale de l'homme. Elle s'appuie par exemple sur les analyses de Philippe Rochat¹¹ pour montrer la manière dont la réputation vient aux enfants. Ce psychologue du développement s'est, en effet, intéressé à ce « phénomène psychologique très prévisible et plutôt curieux qui survient chez les enfants sains d'esprit aux alentours de deux ans : la co-conscience de soi, c'est-à-dire l'éveil et les débuts de la prise en compte par l'enfant du regard évaluateur que les autres portent sur lui. Cet éveil correspond aussi à la naissance de la réputation comme expérience psychique au sens étymologique de "calcul", réputation venant du verbe latin *putare* qui signifie calculer »¹². Philippe Rochat va même jusqu'à écrire que cet éveil est la marque de l'appartenance de l'enfant

9 Erving Goffman, *Les Rites d'interaction* (1967), trad. Alain Kihm, Paris, Les Éditions de Minuit, 1974, p. 9.

10 Gloria Origgi, *La Réputation. Qui dit quoi de qui*, Paris, PUF, 2015.

11 Voir notamment Philippe Rochat, *Others in Mind: Social Origins of Self-Consciousness*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, et *id.*, « Comment la honte vient aux enfants », *Communications*, vol. 93, n° 1, « La réputation », 2013, p. 69-84.

12 *Ibid.*, p. 69.

à l'espèce humaine « qui a comme distinction primordiale la réputation »¹³. Comme le notait déjà Darwin¹⁴, l'être humain est ainsi le seul animal à rougir, c'est-à-dire à éprouver un malaise, visible paradoxalement par les autres, devant une dévaluation de soi aux yeux des autres – ce qui accroît sa gêne en un cercle vicieux bien connu. Cet éveil à la réputation – et donc à l'humanité – a selon Rochat deux aspects : négativement, c'est « la crainte du rejet social », positivement, c'est un « irrépissable besoin d'affiliation avec autrui [...] enraciné profondément dans notre biologie et notre évolution »¹⁵.

Tout cela ne permet toutefois pas de décider du jugement que l'on doit porter sur la réputation. Peut-être est-elle un mal nécessaire de l'humanisation. Peut-être ne résiste-t-elle pas aux critiques morales, voire philosophiques.

LA VALEUR DE LA RÉPUTATION

La réputation est en fait la face négative et pourtant visible d'une notion dont de nombreux philosophes ont fait l'apologie, la *reconnaissance*, qui en est la face positive et pourtant secrète. La réputation, c'est ce qui circule sous forme d'opinions, contingentes et incertaines, d'images plus ou moins déformées, de jugements à l'emporte-pièce dont l'origine se perd ; la réputation, c'est un résultat, un simple effet global, le sous-produit du désir universel de reconnaissance – désir fondamentalement humain et social, humain parce que social, et sous-jacent à toute interaction. La reconnaissance est une arme sociale et historique à double tranchant, en ce qu'elle est, du moins le répète-t-on depuis Hegel, l'essence même du désir humain dès lors qu'il se confronte à un autre désir humain pour faire société.

Se soucier de l'opinion que les autres ont de soi, donc de sa réputation, ce n'est pas seulement préférer l'image extérieure à la réalité intérieure, c'est aussi savoir qu'il n'y a pas de réalité intérieure, c'est-à-dire de conscience de soi isolée, et qu'il faut se confronter à une autre conscience pour parvenir à la conscience de soi. Commentant ce thème hégélien, Jean Hyppolite écrivait :

Les hommes n'ont pas, comme les animaux, le seul désir de persévérer dans leur être, d'être là à la façon des choses, ils ont le désir impérieux de se faire reconnaître comme conscience de soi, comme élevés au-dessus de la vie purement animale,

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Charles Darwin, *L'Expression des émotions chez l'homme et les animaux* (1872), Paris, Payot et Rivages, 2001, p. 309.

¹⁵ Philippe Rochat, « Comment la honte vient aux enfants », art. cit., p. 74.

et cette passion pour se faire reconnaître exige à son tour la reconnaissance de l'autre conscience de soi¹⁶.

C'est aujourd'hui le sociologue et philosophe Axel Honneth qui a repris le flambeau hégélien de la reconnaissance en mettant en évidence son importance politique décisive :

l'individu apprend à s'appréhender lui-même à la fois comme possédant une valeur propre et comme étant un membre particulier de la communauté sociale dans la mesure où il s'assure progressivement des capacités et des besoins spécifiques qui le constituent en tant que personne grâce aux réactions positives que ceux-ci rencontrent chez le partenaire généralisé de l'interaction¹⁷.

Autrement dit, ce qui fait la reconnaissance, ce n'est pas l'image que les autres ont de moi (la réputation) mais l'image que je m'en fais, et le désir de reconnaissance n'est rien d'autre que le désir que cette image corresponde à celle que je me fais de moi, laquelle dépend à son tour d'une lutte permanente pour l'imposer aux autres. Et ceci n'est pas sans conséquences politiques. Toute lutte sociale ou politique, au-delà de ses aspects économiques, est aussi une lutte pour la reconnaissance, car « la disparition de ces relations de reconnaissance débouche sur des expériences de mépris et d'humiliation qui ne peuvent être sans conséquences pour la formation de l'identité »¹⁸, que ce soit celle de l'individu ou celle des groupes. Les luttes de libération (de genre, de classe, de peuples colonisés, de groupes sociaux divers) sont souvent autant de luttes pour la reconnaissance : un hymne, un drapeau, des récits, une langue, une culture, en somme une identité.

On dira qu'on est loin du « qu'en-dira-t-on »... Oui, car la réputation va bien au-delà des simples effets d'opinion. Elle embrasse des émotions, des vertus, des valeurs. Des émotions ? Pensons à toutes celles liées à une réputation négative : la gêne, l'embarras, la honte, l'humiliation, la culpabilité, le ressentiment. Des vertus ? Pensons à toutes celles qui sont dérivées du souci de sa propre réputation : le respect de soi, l'estime de soi, l'amour-propre, l'orgueil ; et à toutes les vertus liées à la réputation d'autrui : le respect, la dignité, l'estime, l'admiration, l'aura, le prestige, la confiance. Et pensons, plus lointainement, aux valeurs liées à la réputation au nom desquelles se joue souvent le sort de l'histoire : l'honneur, la gloire, l'autorité, le charisme.

16 Jean Hyppolite, *Genèse et Structure de la phénoménologie de l'Esprit de Hegel* (1946), Paris, Aubier/Montaigne, 1946, p. 163.

17 Axel Honneth, « La théorie de la reconnaissance : une esquisse », *Revue du MAUSS*, 2004/1, n° 23, p. 134.

18 *Ibid.*

L'honneur lui-même, forme suprême du prix qu'on attache à sa propre réputation, est-il d'ailleurs une valeur si archaïque et obsolète ? Oui, si l'on songe aux cultures de l'honneur, aux dettes d'honneur, aux crimes d'honneur, dont on voit apparaître, ou réapparaître, les symptômes les plus inquiétants aux confins de nos villes. Non, si l'on accorde à Kwame A. Appiah la thèse, discutable, que l'honneur a été le moteur décisif des révolutions morales les plus progressistes, comme la disparition de l'esclavage ou le bandage des pieds des petites filles en Chine¹⁹.

Quoi qu'il en soit, il arrive que cette vertu proprement aristocratique qu'est l'honneur soit endossée par des hommes du peuple. Il arrive que l'honneur ne soit pas seulement le prétexte clinquant des rivalités des petits caïds, mais l'échelle ou chacun mesure sa propre dignité. Il arrive que, vêtus d'honneur et de vaillance, autre vertu proprement aristocratique, certains hommes, cernés par dix-mille regards et face à un œil noir, mettent l'image d'eux-mêmes au-dessus de leur propre conservation. Bien sûr, ce n'est pas dans la vie réelle, et sans doute heureusement. Mais cet *ethos* éclatant venu d'un autre âge, on l'admire parfois sur une autre scène : dans le cercle clos du spectacle de l'arène. Ces autres « hommes d'honneur », on les appelle des *toreros*.

¹⁹ Kwame Anthony Appiah, *Le Code d'honneur. Comment adviennent les révolutions morales*, trad. Jean-François Sené, Paris, Gallimard, 2012.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

BÉATRICE PEREZ

- Fig. 1. Inscription funéraire de Luis de Riberol (Ludovicus Riparolio), monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville)246
- Fig. 2. Testament de Luis de Riberol, Séville, Archivo Histórico Provincial de Sevilla, section Protocolos, leg. 9118.....248
- Fig. 3. Cloître du monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville)249
- Fig. 4. Fresque de l'Archange Michel terrassant le dragon, dernière décennie du xv^e siècle, Monastère de San Isidoro del Campo, Santiponce (Séville).....250
- Note : Au premier plan la peinture de l'archange Saint Michel et à l'arrière-plan la pierre tombale de Ludovicus Riparolio : entre les deux plans, la distance physique est de trois mètres.....250
- Fig. 5. Gravure de l'archange Michel terrassant le dragon. Porta San Sebastiano ou Porta Appia, Rome..... 251
- Note : Sur le côté, en lettres gothiques, figure un texte commémorant la bataille entre les milices romaines gibelines des Colonna et l'armée des Guelfes du roi de Naples, livrée le 29 septembre 1327 (jour de saint Georges). 251

ANTONIO BERNAT VISTARINI

- Fig. 1. Captura de pantalla de la interfaz de consulta del *Epistolario de Pedro de Santacilia i Pax*, leg. 1, carta 1, 3 de agosto de 1665327
- Fig. 2. Carta del duque de Alba al duque de Medinaceli, 24 de mayo de 1667330

FABRICE QUERO

- Fig. 1. Le Greco (Domenikos Theotokopoulos, dit) (1541-1614), *Pentecôte*, huile sur toile, 1604-1614, Madrid, musée du Prado379

JESÚS PONCE CÁRDENAS

- Fig. 1. Juan Francisco de Villava, *Del Purificado* (empresa XLIII), *Empresas espirituales y morales*, Baeza, Fernando Díaz de Montoya, 1613, fol. 99 r, Madrid, Universidad Complutense, Biblioteca Histórica «Marqués de Valdecilla»443

ENCARNACIÓN SÁNCHEZ GARCÍA

- Fig. 1. Cosimo Fanzago, Palazzo Medina (hoy Palazzo Donn'Anna), Nápoles465
- Fig. 2. Cosimo Fanzago, Teatro de Palazzo Medina466
- Fig. 3. Diego Velázquez, *Retrato de Felipe IV*, óleo sobre tela, 1628, Madrid, Museo del Prado468
- Fig. 4. Massimo Stanzione, *Retrato ecuestre del virrey Medina de las Torres*, Ronda, Museu de la Real Maestranza de Caballería469

598

JUAN JOSÉ IGLESIAS RODRÍGUEZ

- Fig. 1. Portada de la traducción española de *La nobleza comerciante* del abate Coyer (Madrid, 1781), BH FOA 1712, Port., Madrid, Biblioteca Histórica Marqués de Valdecilla de la Universidad Complutense562
- Fig. 2. Grabado incluido en la traducción española de *La nobleza comerciante* del abate Coyer (Madrid, 1781), BH FOA 1712, Grab., Madrid, Biblioteca Histórica Marqués de Valdecilla de la Universidad Complutense563

CRÉDITS

Akg-images : 379 (Album/Oronoz), 468.

Archivo epistolar de don Pedro de Santacilia y Pax (Vinagrella, Llubí)/A. Bernat Vistarini : 327, 330.

Archivo Histórico Provincial de Sevilla, Protocolos Notariales, cat. Numb. 9118P avec la collaboration de l'agence La Collection : 248.

Biblioteca Histórica de la Universidad Complutense de Madrid avec la collaboration de l'agence La Collection : 562, 563 (BH FOA 1712); 443 (BH FL 2010).

Encarnación Sánchez García : 465, 466.

Igor Todisco Imaging avec la collaboration de l'agence La Collection : 251.

José Moroa : 469.

San Isidoro del Campo/Alejandro Romero Romero : 246, 249, 250.

COUVERTURE

B. Perez : rabat de 1^{re} de couv.

Mellaria (Asociación tarifeña para la defensa del patrimonio cultural) : 4^e de couv.

Rijksmuseum, Amsterdam avec la collaboration de l'agence La Collection : 1^{re} de couv.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	
Béatrice Perez	7

PREMIÈRE PARTIE

DÉFINITION D'UN CONCEPT

Le succès diplomatique comme garant de la réputation espagnole	
Lucien Bély	25
«Reputación» como concepto correspondiente a un modelo de organización política	
José Martínez Millán	39
Réputation et conscience: le <i>Commento en romance a manera de repetición latina y scholástica... sobre el capítulo Interverna XI q. III</i> de Martín de Azpilcueta (Coïmbre, 1544; Salamanque, 1572; Rome, 1584)	
Michèle Guillemont	61

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉPUTATION DU ROYAUME

La réputation du Prince: d'exigence personnelle à enjeu politique	
Michèle Escamilla	79
El príncipe y la dinastía perfecta. Carlos V ante las Cortes de Castilla (Valladolid, 1518)	
Juan Manuel Carretero Zamora	97
La réputation du roi d'Espagne à l'épreuve des premiers troubles aux Pays-Bas	
Bertrand Haan	115
La reputación de Felipe II y el caso don Carlos	
Ricardo García Cárcel	137
La reputación de la monarquía hispánica a través del proceso de beatificación y canonización de Teresa de Jesús	
Rosa M ^a Alabrús	151

TROISIÈME PARTIE
UNE RÉPUTATION AU REGARD
DE L'EUROPE

602	Pierre Favre, une réputation européenne. Homme de missions, homme d'écriture Annie Molinié	165
	Historia, reputación y método bajo Felipe III: logros e ilusiones de Clio en la primera modernidad Renaud Malavialle	175
	«Papeles» de reputación: embajadas, cartas, informes e historias en la primera mitad del siglo XVII María Soledad Arredondo	191
	Lisboa, Roma, Nimega 1668-1678: ¿crisis o reajuste de la reputación? María Victoria López-Cordón Cortezo	207

QUATRIÈME PARTIE
JEUX ET ENJEUX DE LA RÉPUTATION :
CONSTRUIRE LA *REPUTACIÓN*...
OU LA RÉTABLIR

Au nom des siens, pour l'honneur et la réputation. Luis de Riberol, Génois « <i>espurio y bastardo</i> », contre le clan des Grimaldi et consorts Béatrice Perez	231
La réputation des Guzmán. Jeux et enjeux de l'alliance matrimoniale entre les Medina Sidonia et les Éboli au xvi ^e siècle Adeline Léandre	253
La reputación como medio de conseguir la gloria. Algunas reflexiones sobre el valor de la Fama Fátima Halcón	271
La construcción de su reputación por parte de don Pedro Girón (1574-1624), III duque de Osuna, virrey de Sicilia y de Nápoles Augustin Redondo	275
Les conquérants des Indes occidentales aux prises avec la « <i>reputación</i> » Louise Bénat-Tachot	301

Don Pedro de Santacilia y Pax, bandido y procurador real. Algunas calas en su epistolario Antonio Bernat Vistarini	321
---	-----

« Pureté de sang » et <i>reputación</i> des lignages : une arme fatale ? Raphaël Carrasco	343
--	-----

CINQUIÈME PARTIE
SE JOUER DE LA RÉPUTATION

La mauvaise réputation du Greco : mystère de la <i>Pentecôte</i> et mystique de la création dans une de ses dernières toiles Fabrice Quero	367
---	-----

« Cette mauvaise réputation... » À propos de Miguel de Cervantes Saavedra María Zerari	385
---	-----

Le poète artisan de la réputation dans l'Espagne des <i>validos</i> Mercedes Blanco	409
--	-----

Dintornos de un panegírico romano: los elogios a la Casa Barberini de Gabriel de Corral Jesús Ponce Cárdenas	435
---	-----

Ocultamiento y ostensión del virrey de Nápoles Medina de las Torres Encarnación Sánchez García	453
---	-----

SIXIÈME PARTIE
REPUTACIÓN ET USAGES SOCIAUX

Juegos de reputación: honra, servicio y traducción en la Monarquía Hispánica (siglos XVI-XVII) Claire Gilbert	475
--	-----

Todo es conspirar contra España. Reputación y libros prohibidos (siglos XVI-XVII) Manuel Peña Díaz	499
---	-----

La Fama: alegoría y síntesis en las cabalgatas festivas del mundo hispánico (siglo XVI) José Jaime García Bernal	513
---	-----

Fama y virtud de las reinas de España en las exequias de los siglos XVII y XVIII Eliseo Serrano	541
--	-----

El afán de reputación en la burguesía de negocios española moderna: entre el prejuicio social y la estrategia ascensional Juan José Iglesias Rodríguez	561
De la mauvaise réputation de la réputation Francis Wolff	587
Table des illustrations	597
Crédits	601



Araceli Guillaume-Alonso, professeure émérite d'histoire et civilisation de l'Espagne moderne de Sorbonne Université, a dirigé la composante Civilisation et histoire de l'Espagne classique (CHECLA) de l'équipe CLEA. Elle a œuvré à décloisonner les études sur l'Espagne moderne en codirigeant plusieurs ouvrages aux PUPS (sur les jésuites, les couleurs ou les voix du silence à l'époque moderne) et en ouvrant les horizons de réflexion : de la Méditerranée à l'Atlantique ; de la *Santa Hermandad* aux madragues ; de la pratique de la justice à l'exercice des pouvoirs et au disciplinement des consciences ; de la réputation aux exils ; des fêtes tauromachiques aux célébrations, puis à la part de la musique ; des élites aux marchands ; de l'ailleurs aux « rêves d'évasion ». Son dernier livre, *Las Almadrabas (1525-1650). Negocio y prestigio de los duques de Medina Sidonia*, est à paraître aux éditions Catedra. Chevalier de l'ordre national du Mérite et chevalier de l'ordre des Palmes académiques, elle a été vice-présidente des Relations internationales de l'université Paris-Sorbonne (2012-2016).

IBERICA
COLLECTION

Collection dirigée par Araceli Guillaume-Alonso

